HISTOIRE ET ART MILITAIRES

Joseph-Frédéric Canonge





Général Frédéric CANONGE

ANCIEN PROFESSEUR A L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE GUERRE
ANCIEN COMMANDANT DE LA 58e BRIGADE D'INFANTERIE

Histoire et Art Militaires

I

HISTOIRE MILITAIRE

TOME TROISIÈME

Accompagné de **67** *Cartes, Plans ou Croquis*

[Dessins de l'auteur ; mise au net par A. Lejeaux]

GUERRES DE 1871 A 1905
EXPÉDITIONS LOINTAINES OU D'OUTRE-MER
LA GUERRE EN MONTAGNE



PARIS
GEORGES FANCHON, ÉDITEUR
25, RUE DE GRENELLE, 25

HISTOIRE MILITAIRE

GUERRE RUSSO-TURQUE OU GUERRE D'ORIENT

[1877-1878]

AVANT-PROPOS

Survenue six ans après la guerre franco-allemande dont les enseignements étaient déjà bien dégagés, la guerre russo-turque ne pouvait manquer d'offrir un vaste champ d'études nouvelles. On s'est inscrit en faux, nous le savons ; on a même cru pouvoir citer, comme une preuve de la décadence de l'art, la faiblesse dans l'un et l'autre camp, de la direction stratégique. Il est hors de doute que l'on était en droit d'attendre, surtout de la part des Russes, plus d'habileté dans la conduite des opérations et que, sans la passivité et l'incurie de la plupart des généraux turcs, une faiblesse aussi grande eût été cruellement punie. Mais, de ce que les règles les plus élémentaires ont été parfois méconnues, on n'est pas autorisé à nier leur existence.

On a le droit, au contraire, d'affirmer que la guerre d'Orient est instructive par les fautes mêmes qui ont été commises et à plusieurs autres titres. En effet, l'emploi du feu avec des armes à tir rapide et à longue portée, l'emploi intelligent de la fortification improvisée sur le champ de bataille ont été élucidés de façon à éclairer l'avenir, à indiquer la voie à suivre.

L'insuffisance même des Russes pour tout ce qui concerne la tactique des différentes armes et leur action commune comporte des enseignements importants. On acquit alors, une fois de plus, la certitude que l'on ne saurait racheter cette infériorité par de la bravoure, par de l'abnégation ni par suite atténuer ainsi l'énormité des pertes.

En ce qui regarde le haut commandement, exception faite pour quelques brillantes personnalités, les généraux russes ont malheureusement prouvé que le mépris du danger et la ténacité ne sauraient suppléer à l'ignorance des exigences et des finesses du combat moderne. Les leçons eûssent dû être bien autrement sévères et, vraisemblablement, le résultat final eût pu être différent : les Turcs sont des adversaires redoutables et, bien commandés, ce qui est arrivé rarement, ils sont capables de grandes choses ; mais la passivité fataliste est une piètre ressource lorsque la direction est mauvaise et à fortiori nulle.

Si la critique a beau champ pour s'exercer, il y a place aussi pour l'admiration : le passage du Danube a été une opération habilement préparée et bien conduite ; celui des Balkans en plein hiver constitue, au point de vue des difficultés vaincues, une opération grandiose.

Quant au siège de Plewna, il abonde en enseignements variés, puisqu'il n'a guère été qu'une bataille continue imposant l'emploi simultané de la pioche et du fusil.

Cette rapide énumération, dont les preuves se dégageront du récit même des opérations,

jusqu'à ce que des Observations finales donnent un résumé succinct des enseignements, suffit, il semble, pour démontrer qu'il y a profit à étudier d'une façon inégale mais suivie la dernière guerre d'Orient.

Les divisions générales adoptées sont les suivantes :

BIBLIOGRAPHIE.

LIVRE I. — Histoire des opérations en Turquie d'Europe jusqu'à la chute de Plewna, du 24 avril au 10 décembre 1877.

LIVRE II. — Histoire des opérations en Asie Mineure.

LIVRE III. — Histoire des opérations depuis la chute de Plewna jusqu'à la fin de la guerre. — Traité de paix. — Observations.

Paris, le 1er Février 1905.

BIBLIOGRAPHIE

Etat-major général russe. Commission historique. — La guerre Turco-Russe de 1877-1879 dans la péninsule des Balkans : en cours de publication depuis 1901. Il parait, depuis 1902, à Berlin, une traduction de cet ouvrage sous le titre : Geschichte des Russich-Turkischen Krieges in den Iahren 1877-1878 auf den Balkan-Halbinsel, herausgegeben von der Kaiserlich Kriegsgeschichtlichen Kommission des Haupstabes-Deutsche autorisirte bearbeitung von Krahmer, general-major Z. D. — Une traduction du même ouvrage a paru à Vienne également en 1902.

Martinov [colonel russe]. — Le blocus de Plevna, d'après les archives historiques : traduite en français en 1904.

Etat-Major général de l'armée serbe [Section opérative]. — Guerre de la Serbie contre la Turquie, 1877-1878 : 1879 [Belgrade] ; traduit en français.

—

***La guerre d'Orient, 1877-1878. Résumé des opérations militaires [Extrait de l'Invalide russe] : traduit en français en 1878.

Nemirowitch-Dantchenko. — L'année de la guerre : 1877.

***[capitaine Cardot]. — Les procédés tactiques de la guerre actuelle : 1877-1880 [dans la Revue militaire de l'Etranger, signature 45].

Von Horstezki von Hornthal [K. K. Hauptmann Adolf]. — Der Russische Feldzug in Bulgarien und Rumelien, 1877-1878 : 1878 [Wien].

Vandevelde [lieutenant-colonel]. — La guerre russo-turque en 1877-1878 : 1878 [Lausanne].

Le Faure [Amédée]. — Histoire de la guerre d'Orient de 1877-1878 : 1878.

Von Widdern [capitaine Cardinal]. — Les opérations des divisions de cavalerie russe pendant la campagne des Balkans : 1878.

Von Müller [Wilhelm]. — Der russich-turkische Krieg, 1877 : 1878 [Stuttgart].

Kouropatkine [colonel russe]. — Histoire de la guerre de 1877 : 1878-1879.

Lecomte [colonel F.]. — Guerre d'Orient en 1876-1878. Esquisse des événements militaires et politiques : 1878-1879.

Baker-Pacha [lieutenant général Valentine]. — War in Bulgaria : 1879 [London].

Fisch [capitaine]. — Guerre d'Orient, 1877-1878, coopération de l'armée roumaine en Bulgarie : 1879 [Bruxelles].

Farcy [lieutenant de vaisseau Camille]. — La guerre sur le Danube [1877-1878] : 1879.

Schakhawskoï [prince]. — Deux expéditions aux Balkans : 1879.

Ott. — Etude sur le théâtre de la guerre Russo-Turque de 1877-1878. Rapports d'officiers du génie suisse en mission sur le théâtre de la guerre en 1878 : 1879.

***Consommation des munitions pendant la guerre Turco-Russe de 1877-1878 : 1879.

Un tacticien. — La guerre d'Orient en 1877-1878. Etude stratégique et tactique des opérations des armées Russe et Turque en Europe, en Asie et sur les côtes de la mer Noire : 1879-1883.
Pousurewsky. — La guerre de 1877-1878 : 1880.
Dubail [capitaine E.]. — Précis d'Histoire militaire, 2e partie. Guerre d'Orient [1877-1878] : 1880.
***La guerre d'Orient de 1877-1878. Guerre de Bosnie en 1878 : 1880.
Bogdanowitsch [général-major E. W.]. — Die Garde des russischen Zaren auf der Strasse nach Sophia am 12 octobre 1877 : 1880 [Hannover].
Hinze [von]. — Gourko et Suleyman-Pacha. Opérations Russo-Turques en Bulgarie et en Roumélie pendant la guerre de 1877-1878 : 1880 [Berlin].
Martens. — Histoire politique de la guerre d'Orient : la guerre d'Orient et la conférence de Bruxelles, 1874-1878 : 1880 [Saint-Pétersbourg].
Greene. — Compaign Notes in Turkey, 1877-1878 : 1880 [New-York].
Vassiliou [lieutenant roumain P.]. — Guerre d'Orient, 1877-1878. Opérations de l'armée roumaine pendant la guerre de l'Indépendance : 1880.
Zukoff [général russe]. — La guerre de 1877-1878 : 1880.
Bornecque [capitaine]. — Rôle de la Fortification dans la dernière guerre d'Orient : 1880.
Von Schluga [baron R.]. — Les combats de Halijas et de Zewin en Arménie en 1877 : 1880 ; traduit en français en 1888.
Zeddeler [général russe]. — Quelques conclusions pratiques de la guerre de 1877 : 1880.
Canonge [commandant F.]. — Ecole supérieure de guerre. Cours de deuxième année. Histoire militaire contemporaine et Stratégie. Guerre d'Orient en 1877-1878 : 1880-1881 [autographie].
Von Schröder [général-major Z. D. G.]. — Der Sckipka-Passim im Iahre 1877, Seine Befestigung und die Kämpfe un denselben : 1881 [Berlin].
de P. [B. J. I.]. — Le feu rapide de l'infanterie par un témoin oculaire de la guerre d'Orient : 1881.
Lurion [Faust]. — La guerre Turco-Russe de 1877-1878. Campagne de Suleyman-Pacha : 1883.
*** Du service de l'armée russe pendant la guerre de 1877-1878 : 1883 [Revue militaire de l'Etranger du 30 juillet].
Kouropatkine. — Guerre Turco-Russe de 1877-1878. Lovtcha et Plewna : 1885.
Kouropatkine et Krahmer. — Critique rétrospective sur la guerre Russo-Turque en 1877-1878 ; 1885-1887 [Berlin].
Hungerbükler. — La mission militaire suisse sur le théâtre de la guerre Serbo-Bulgare : 1886 [Frauenfeld].
von Trotha. — Les opérations dans le Balkan d'Etropol en 1877-1878 : 1887 [Hanovre].
Mouzaffer et Talaat. — Guerre d'Orient, 1877-1878. Défense de Plewna : 1889.
Osman-Bey [major Kibrizli-Zadé]. — Les Russes en 1877-1878. [Guerre d'Orient] : 1889 [Berlin].
Von Springer [Anton]. — Der russisch-turkische Krieg, in Europa, 1877-1878 en Europe : 1891-1893 [Wien].
Pfeil [Richard von]. — Souvenirs d'un officier prussien au service de la Russie pendant la guerre de Turquie de 1877-1878 : 1892 [Berlin].
Bonneau [commandant]. — Guerre Turco-Russe de 1877-1878 [s'arrête à la chute de Plewna]. — Cours autographié de l'Ecole supérieure de guerre : 1892-1893.
Von Trotha [Thilo]. — La brigade des Cosaques du Caucase pendant la campagne des Balkans en 1877-1878 : 1894 [Berlin].
Wonlarlasky [colonel W.-M.]. — Souvenirs d'un officier d'ordonnance pendant la guerre turco-russe de 1877-1878 ; traduit en français en 1899.
Izzet-Fuad Pacha. — Les occasions perdues..... Etude stratégique et critique sur la campagne Turco-Russe de 1877-1878 : 1900.
de Chabot [colonel J.]. — La cavalerie russe dans la guerre de 1877-1878 : 1902.
Von Trotha [Thilo]. — Du Danube à Plewna. Episode de l'histoire stratégique de la campagne des Balkans en 1877 : 1903 [Berlin].
Van de Wœstyne de Grammes de Wardes [capitaine marquis]. — La guerre Russo-Turque, 1877-1877 : 1903.
Clément [G.]. — La campagne Turco-Russe de 1877-1878 : 1904-1906 [Spectateur militaire].

LIVRE PREMIER

—

HISTOIRE DES OPÉRATIONS EN TURQUIE D'EUROPE JUSQU'A LA CHUTE DE PLEWNA, DU 24 AVRIL AU 10 DÉCEMBRE 1877

SOMMAIRE :

CHAPITRE PREMIER

—

ORIGINE ET CAUSES DE LA GUERRE

La guerre de 1877-1878 a eu pour motif avoué le désir du tsar Alexandre II de protéger les chrétiens d'Orient; en réalité, elle avait pour but la conquête de Constantinople : elle constitue donc une quatrième tentative faisant suite à celles de 1806-1812, 1828-1829, 1854-1856.

La Russie mit à profit un moment favorable. Sa neutralité pendant la guerre de 1870-1871 lui avait concilié le bon vouloir de Guillaume Ier. Celui-ci ne s'opposa donc pas à ce que après avoir, le 31 octobre 1870, dénoncé les articles 11, 12, 13 et 14 du traité de Paris et obtenu à la suite de la conférence de Londres, le 13 mars 1871, leur abrogation, elle marchât de nouveau contre Constantinople : la Porte conservait le droit d'ouvrir et de fermer les détroits, mais la neutralité de la mer Noire n'était pas maintenue. D'autre part, une croyance erronée, basée sur les conclusions du rapport du général Ignatieff, ambassadeur de Russie à Constantinople, fut un encouragement sérieux : Ignatieff s'était trompé en affirmant

que les Turcs étaient dans l'impossibilité de mettre en ligne plus de 80.000 à 100.000 combattants et en émettant l'avis que les armées russes n'auraient à faire qu'une marche triomphale du Danube à Constantinople.

Aussitôt le protocole de Londres signé, la Russie avait repris son rôle de protection des Chrétiens d'Orient. Ce rôle lui était rendu facile par l'incurie administrative de la Porte, par ses embarras financiers, enfin et surtout par les souffrances souvent intolérables des populations chrétiennes.

En mai 1876, à la suite du soulèvement de l'Herzégovine [juillet 1875], de la Bosnie [août 1875], et du concours prêté aux insurgés par le Montenegro et la Serbie, les consuls de France et d'Allemagne sont assassinés, le 6, à Salonique et, quelques jours plus tard, d'horribles massacres ensanglantent la Bulgarie. A la fin du mois, la déposition du sultan Abdul-Aziz, sa mort mystérieuse et son remplacement, le 30, par Mourad Effendi [Mourad V] compliquent encore la situation.

Le 1er juillet, levant le masque, le prince Milan déclare la guerre, au nom de la Serbie, à la Turquie. Celle-ci ne perd pas de temps et, enlevant le camp retranché d'Alexinatz, réduit à merci la Serbie qui doit, par l'intermédiaire des grandes puissances, implorer une suspension d'armes.

Le 31 août, Mourad V est remplacé par Abdul-Hamid, son frère.

La fin de l'année 1876 est remplie par les efforts du gouvernement anglais pour écarter une guerre qui paraît de plus en plus inévitable, car la Russie, qui a sommé la Turquie d'avoir à cesser les hostilités et à entrer en négociations avec la Serbie et le Montenegro pour faire la paix, précipite ses armements. Contentons-nous de mentionner ce tournoi diplomatique.

Le 5 avril 1877, la Russie soumet comme ultimatum à la Turquie le protocole de Londres signé, le 31 mars, à la suite des intrigues du général Ignatieff. Invitée à désarmer, La Porte le repousse catégoriquement. Le 24 avril, la Russie, acceptant pour elle seule l'action militaire que les Puissances signataires s'étaient engagées à poursuivre en commun, lui déclare la guerre : elle se propose, dit-elle, d' « obtenir par la force ce que les efforts unanimes des puissances n'avaient pas réussi à obtenir par la persuasion ». Seule l'Angleterre protesta vivement. Le Montenegro s'allia à la Russie. Les autres puissances européennes demeurèrent neutres.

Huit jours auparavant, la Russie avait signé, avec le prince Charles de Roumanie, une convention ayant pour but d'assurer le libre passage des troupes russes sur le territoire de la Principauté : le Parlement roumain l'accepta le 29 avril, mais déjà la frontière avait été franchie par les Russes. La Roumanie proclama, le 22 mai, son indépendance, puis déclara la guerre à la Turquie.

CHAPITRE II

LES BELLIGÉRANTS

SOMMAIRE :

Les Belligérants : forces en présence. Le haut commandement. Mobilisation. Théâtres d'opérations : en Europe, en Asie. Projets d'opérations russe et turc.

Les Belligérants. — Laissant à dessein de côté l'organisation des armées belligérantes, bornons-nous à déterminer les forces en présence. La Russie, mal renseignée, n'a, en réalité, commencé la guerre qu'avec environ 170.000 hommes, tout compris : au maximum. 120.000 fantassins appartenant à 9 corps d'armée, 4 brigades d'éclaireurs, la milice bulgare, environ 200 escadrons fournis par 7 divisions de cavalerie, une centaine de batteries, des bataillons de pontonniers et de chemins de fer. Peu à peu, en utilisant les réserves mobilisées que composaient 3 corps d'armée et 2 divisions de Cosaques du Don du 2e ban, ces forces insuffisantes furent portées à environ 400.000 hommes, y compris 40.000 Roumains.

Dès le début, la Russie forma deux armées, l'une dite *du Sud* destinée à opérer en Europe, l'autre dite *du Caucase* en Asie. A la première, il convient de rattacher l'armée *des Côtes de la mer Noire*, puisqu'elle se trouvait sous les ordres du même chef.

Les chiffres *officiels* d'effectif des armées d'Europe sont les suivants :

Armée du Sud : environ 180.000 rationnaires [dont 150.000 combattants], 33.000 chevaux et 504 pièces de campagne ;

Armée des côtes de la mer Noire : 80.000 rationnaires [dont 70.000 combattants], 36 escadrons et 216 pièces de campagne ;

Réserves mobilisées : 110.000 combattants, 20.000 chevaux et 354 pièces.

Détruite pendant la guerre de Crimée, la flotte russe alors en voie de formation ne comprenait, en 1877, que 5 navires de guerre, 9 transports, 1 cuirassé, 14 canonnières, soit 29 bateaux portant 87 canons ; elle n'était donc plus maîtresse de la mer Noire.

Depuis la guerre de Crimée, on était fondé à croire que le fantassin russe était toujours par son dévouement et son opiniâtreté, digne de son glorieux passé ; toutefois, il était demeuré dans les mêmes conditions d'infériorité comme instruction tactique : ignorant de l'ordre dispersé, maintenu en masses plus ou moins denses, imbu de la supériorité de la baïonnette sur la balle, il allait de nouveau se porter droit sur l'objectif sans se servir intelligemment du feu, sans utiliser le terrain, même dans les cas les plus favorables, pour faciliter la marche et atténuer les pertes : méprisant les principes tactiques fondamentaux, il allait en porter la peine devant une infanterie armée d'un fusil à tir rapide et à longue portée.

L'armée roumaine possédait : au titre de l'armée permanente, 8 régiments d'infanterie, 4 bataillons de chasseurs, 2 régiments de cavalerie et 10 batteries de pionniers ; au titre de l'armée territoriale, 8 régiments d'infanterie et autant de cavalerie ; au titre

de la milice, 33 bataillons et autant d'escadrons :

Le 18 avril 1877, le prince Charles avait ordonné l'organisation de 4 divisions qui formèrent 2 corps d'armée. En mai, son armée comprit 40.000 hommes ; le maximum atteint pendant la campagne fut de 75.000 hommes.

Secouru pécuniairement par la Russie, le Montenegro parvint à réunir 20.000 fantassins et 24 pièces de montagne.

Au début de la guerre, la Turquie disposait de plus de 400.000 hommes dont 175.000 à 180.000 environ à l'armée du Danube, 104.000 en Bosnie, Herzégovine et Albanie ; 90.000 en Anatolie ; 20.000 environ en Tripolitaine ; 15.000 environ répartis entre Janina, Candie, Smyrne, etc.

Comme en Russie, les troupes ne formaient pas, dès le temps de paix, des corps d'armée.

« La réputation du soldat turc n'est plus à faire, dit Izzet-Fuad-Pacha : on sait qu'il est vaillant et qu'il possède des qualités guerrières telles qu'en un rien de temps on arrive à pouvoir le mettre en campagne, et c'est vraiment prodigieux de voir avec quelle rapidité une armée se forme chez nous et ce qu'elle peut faire — tactiquement — avec un chef tel qu'Osman-Pacha, l'illustre défenseur de Plewna... [1]. »

Imprégné de fanatisme religieux, il est brave, sobre, très dur à la fatigue, capable d'une ténacité extrême dans la défensive, quand il est couvert d'une levée de terre, mais il est peu instruit.

La majeure partie de l'infanterie était armée du fusil Snider, le reste du Peabody. Chaque homme avait des munitions en abondance.

Peu manœuvrière, la cavalerie était médiocre ; elle était armée d'un fusil à magasin.

Réputée bonne, l'artillerie possédait des canons Krupp en acier de 4 et 6 livres.

Les cadres inférieurs de l'armée turque étaient passables.

L'administration était demeurée, comme à l'époque de la guerre de Crimée, déplorable.

La flotte était incomparablement supérieure à celle des Russes. Elle se subdivisait en : 1° flotte cuirassée, contenant 29 bâtiments [7 frégates, 8 corvettes, 14 monitors] portant 127 canons Armstrong ; 2° flotte à hélice, comptant 36 bâtiments [dont 3 vaisseaux et 5 frégates] portant 641 canons ; 3° flotte à aubes comptant 29 bâtiments [dont 4 corvettes] armés de 16 canons ; 4° flotte de transport comptant 34 bâtiments.

(1) *Les occasions perdues...*, p. VII.

De cette flotte, on avait distrait 25 navires dont 7 monitors pour contribuer à la défense du Danube.

Le haut commandement. — Les hommes d'une certaine valeur étaient rares dans l'armée turque et, d'ailleurs, bien mal servis par des états-majors dont la moyenne d'instruction était très faible.

Un mot sur les principaux généraux turcs dont la plupart ont singulièrement facilité, par leur médiocrité ou leur passivité, la besogne des Russes.

Le serdar ou généralissime *Abdul-Kerim-Pacha*, né en 1803, était, en outre, atteint d'une maladie de la vessie ; on ne pouvait compter sur lui pour communiquer à la guerre un caractère offensif. Dénommé « le Silencieux », il était, comme l'événement l'a prouvé, de ceux chez lesquels le silence ne sert qu'à écarter les indiscrets et à dissimuler le manque d'idées nettes et réalisables.

Osman-Pacha, né en 1832, était brave, énergique et avait l'esprit offensif : « impitoyable aux lâches, dit Van de Woestyne, il était doux et bon envers ses soldats [1] ».

Suleiman-Pacha, né en 1838, était d'origine grecque ; il était devenu, par la campagne qu'il avait dirigée contre le Montenegro, le favori de l'armée et du Sultan.

« D'un caractère emporté et profondément égoïste, il ne tint aucun compte, ni des ordres de Constantinople, ni de l'entente avec Mehemet-Ali et Reouff, ni surtout de son strict devoir d'aller au secours d'Osman-Pacha à Plewna. — Ce qui, du reste, lui a valu son procès de haute trahison [2] ».

Mehemet-Ali-Pacha, né à Magdebourg, était devenu grand vizir, puis général.

« Très faible de caractère, très peu courageux aussi, sans initiative et sans grandes connaissances militaires, sa nomination de général en chef a été fatale à l'armée turque. [3] »

(1), (2), Van de Woestyne... — *La guerre Russo-Turque...*, p. 8, 9 et 10.

Reouff-Pacha. — Levantin de naissance, il était obséquieux et intrigant. Gouverneur de la Crète en 1875, il fut nommé général en chef de l'armée des Balkans en 1877.

« D'un égoïsme sec et d'une ignorance crasse, il n'eut qu'un but pendant toute la campagne : abaisser les mérites des autres Pachas ; il nourrissait une haine folle contre Suleiman et contre tous ceux qui avaient quelque valeur ; grâce à ses intrigues, il réussit à contre-carrer la délivrance de Plewna. Un homme néfaste dans toute la sévérité du mot (1) ».

En somme, on le voit, la Turquie n'a eu, pendant cette guerre, qu'un général vraiment digne de ce nom, Osman-Pacha, d'ailleurs jalousé de tous et dont les circonstances seules mirent en relief la haute valeur, puisque tous ses conseils visant l'offensive avaient été jusque là écartés.

« Sur les cinq pachas commandants d'armée, trois n'avaient qu'une pensée : mettre en échec son confrère, sans se préoccuper ni du bien général, ni de l'intérêt du pays, ni de la situation terrible qui mettait l'empire ottoman à deux doigts de sa perte (2) ».

Dans l'armée russe d'Europe, l'unité de commandement se trouva réalisée avec le grand-duc Nicolas, frère puîné du tsar. Nous nous prononcerons sur quelques-uns de ses lieutenants après les avoir vus à l'œuvre.

Mobilisation. — Dès le 13 novembre 1876, un ordre impérial avait ordonné la mobilisation et l'organisation en 6 corps d'armée, les VIIe, VIIIe, IXe, X^e^, XIe et XIIe, des forces militaires des gouvernements généraux d'Odessa, de Karkov et de Kiev. Les VIIIe, IXe, XIe et XIIe formèrent l'*Armée d'opération du Sud* directement commandée par Nicolas, les VIIe et X^e^ l'*Armée chargée de la Défense des côtes de la mer Noire.* Les opérations durèrent, d'une façon variable, entre 3 et 17 jours.

Le 10 décembre, 3 autres corps, les IVe, XIIIe et XIVe, furent l'objet d'une semblable mesure, mais leur incorporation dans l'armée du Sud n'eut lieu qu'en mai 1877.

Le commandement de ces différents corps fut assuré de la manière suivante : IVe corps, Sotoff ; VIIe, Ganetzky ; VIIIe, Radetzky ; IXe, Krüdener ; X^e^, prince Woronzoff ; XIe, prince Chakofskoi ; XIIe, Wanosky ; XIIIe, Hahn ; XIVe, Zimmermann.

Bien que l'état-major russe se fût inspiré, à la suite de la guerre de 1866, des principes prussiens, l'organisation des services généraux n'avait point été déterminée d'avance : elle fut donc improvisée et, naturellement, s'en ressentit pendant un certain temps.

Les 9 corps mobilisés furent concentrés en Bessarabie, à Kicheneff, puis les transports commencèrent le 10 décembre, c'est-à-dire le 27e jour de la mobilisation. Ils s'effectuèrent lentement : on ne pouvait, en effet, disposer, jusqu'à la frontière roumaine, que des lignes de Saint-Pétersbourg — Varsovie, de Moscou — Varsovie, de Moscou — Sébastopol, de Moscou — Wladicaucase et de Varsovie — Odessa.

A partir de la frontière, on n'eut plus que l'unique voie de Kicheneff-Paskani-Galatz-Ploiesti-Bucharest-Giurgevo ; encore la différence de largeur de voie entre les chemins de fer russe et roumain imposa-t-elle en cet endroit un interminable transbordement des hommes, des chevaux et du matériel (1).

En réalité, la mobilisation et la concentration ne prirent pas moins de sept semaines, ce qui eût coûté cher devant une armée déjà prête et énergiquement commandée. En second lieu, faute d'avoir su apprécier à sa juste valeur la résistance qu'elle allait rencontrer, la Russie avait commis la faute de ne convoquer qu'une partie des ressources dont elle pouvait disposer. Circonstance aggravante, comme si cette erreur ne devait pas avoir de conséquences fâcheuses, les forces mobilisées furent bientôt éparpillées.

La Turquie, il est vrai, ne se pressa pas davantage, mais la superficie de son territoire en Europe ne saurait être comparée à celle de l'empire russe. Toutefois, elle ne disposait que de cinq voies ferrées qui étaient indépendantes les unes des autres et avaient de la peine, en temps normal, à se suffire à elles-mêmes.

(1), (2) Van de Woestyne. — *La guerre Russo-Turque...*, p. 8.

(1) Les Russes firent aussitôt activer l'élargissement de la voie roumaine ; puis, pour faciliter le ravitaillement, entamer la construction, sur la rive gauche du Danube, de la ligne Bender-Galatz et d'un embranchement de Fratesti à Zimnitza. Plus tard, sur la rive droite, ils construisirent la ligne de Sistova-Tirnova, avec un embranchement sur Plewna.

Lorsque la guerre lui fut déclarée, son armée du Danube était répartie en deux groupes : 1° *Groupe de l'Est* [Dobrutscha, Quadrilatère de Bulgarie, Garnisons] fort d'environ 97.000 hommes, 6.500 chevaux et 234 pièces de campagne ; 2° *Groupe de l'Ouest* [environs de Widdin et sur le Timok] fort d'environ 54.000 hommes, 3.000 chevaux et 102 pièces de campagne ; 3° les *Réserves* [Nisch, Sophia, Balkans, etc.] paraissant avoir compris 24.000 hommes, 2.000 chevaux et 30 pièces.

Théâtres d'opérations [*fig.* 1, 2 et 8]. — *Projets d'opérations russe et turc.* — La guerre s'est déroulée sur deux théâtres, l'un en Europe, l'autre en Asie.

En Turquie d'Europe, on trouve deux lignes de défense. Le Danube qui forme la première constitue un obstacle considérable sur lequel étaient réparties les grandes places turques de Widdin, de Nicopoli, de Roustchuk et de Silistrie réfectionnées depuis peu et dont l'armement était bon.

Plus au Sud, les Balkans fournissaient un autre obstacle dont la valeur variait selon la section considérée.

Les routes principales qui traversent les Balkans sont au nombre de sept, d'une inégale viabilité.

De Vracza, par la vallée de l'Isker, ou par Orchanié et le col de Baba-Konak [853 mètres], à Sofia ; de là, par Ichtiman et par les portes de Trajan, on atteint la vallée de la Maritza ;

De Vracza à Philippopoli par Etropol et Slatitza ;

De Trïave [Osma] à Philippopoli par les cols de Trajan et de Rosalita ;

De Tirnova à Kazanlik par le col de Chipka ;

De Chumla à Andrinople par le col de Dobrol et Karnabad ;

De Varna à Andrinople, par le col de Nadir-Derbend et Aidos ;

De Varna à Burgas en suivant la côte de la mer Noire.

Au sud de la chaîne des Balkans se trouvent le bassin de la Maritza et, plus bas, le massif immense et presque impénétrable des monts Rhodope ou Despoto-Plavina qui sépare les deux lignes d'opérations de la Maritza et de la Strouma.

Enfin, sur les côtes de la mer Noire, entre le Danube et la mer, s'étend la contrée pestilentielle de la Dobroutcha.

On donnait le nom de quadrilatère turc à la figure formée par les places de Roustchuk et Silistrie sur le Danube, de Varna sur la côte et de Chumla située au sud de Silistrie.

En Asie Mineure, les opérations se déroulèrent sur le plateau d'Arménie [*fig.* 8]. Cette région tourmentée est sillonnée par de nombreux cours d'eau séparés les uns des autres par d'énormes chaînes de montagnes que traversent un petit nombre de routes et dont le Soghany-Dagh partagea le théâtre d'opérations en deux régions, l'une occidentale, l'autre orientale.

Erzeroum est un point stratégique de la plus grande importance, puisque c'est là qu'aboutissent les routes venues : de Tiflis d'un côté par Ardahan et Olti, de l'autre par Alexandropol et Kars ; d'Erivan par Kars et d'Erivan par Bayazid.

Les routes de la région orientale franchissaient toutes, pour arriver à Erzeroum, le défilé de Deve-Boyun.

Ardahan, Kars et Bayazid étaient donc les obstacles contre lesquels devait se heurter l'envahisseur, Ardahan surtout dont la prise s'imposait avant de pouvoir songer à attaquer Kars.

En somme, l'étendue du pays imposait aux Russes une base d'opérations d'une longueur d'environ 410 kilomètres d'où partaient trois lignes d'opérations convergentes. Cette base se décomposait ainsi :

de Poti à Achalzich, 150 kilomètres ; — d'Achalzich à Achalkalakla, 60 kilomètres ; — d'Achalkalakla à Alexandropol, 70 kilomètres ; — d'Alexandropol à Ani, 40 kilomètres ; — d'Ani à Jydin, 90 kilomètres.

Or, cette base ne pouvait être desservie que par une seule ligne de communication qui, de Wladicaucase, conduit par le défilé de Dariel et Tiflis, à Alexandropol ; encore traversait-elle des territoires dont la population était hostile aux Russes.

Projets d'opérations russe et turc. — Les Russes ont eu à établir deux plans d'opérations : le premier, dont il sera seulement question ici les a conduits au Danube ; le second, qui fut élaboré après le passage du Danube, devait les diriger en Bulgarie.

Ils se trouvèrent tout d'abord, tant pour

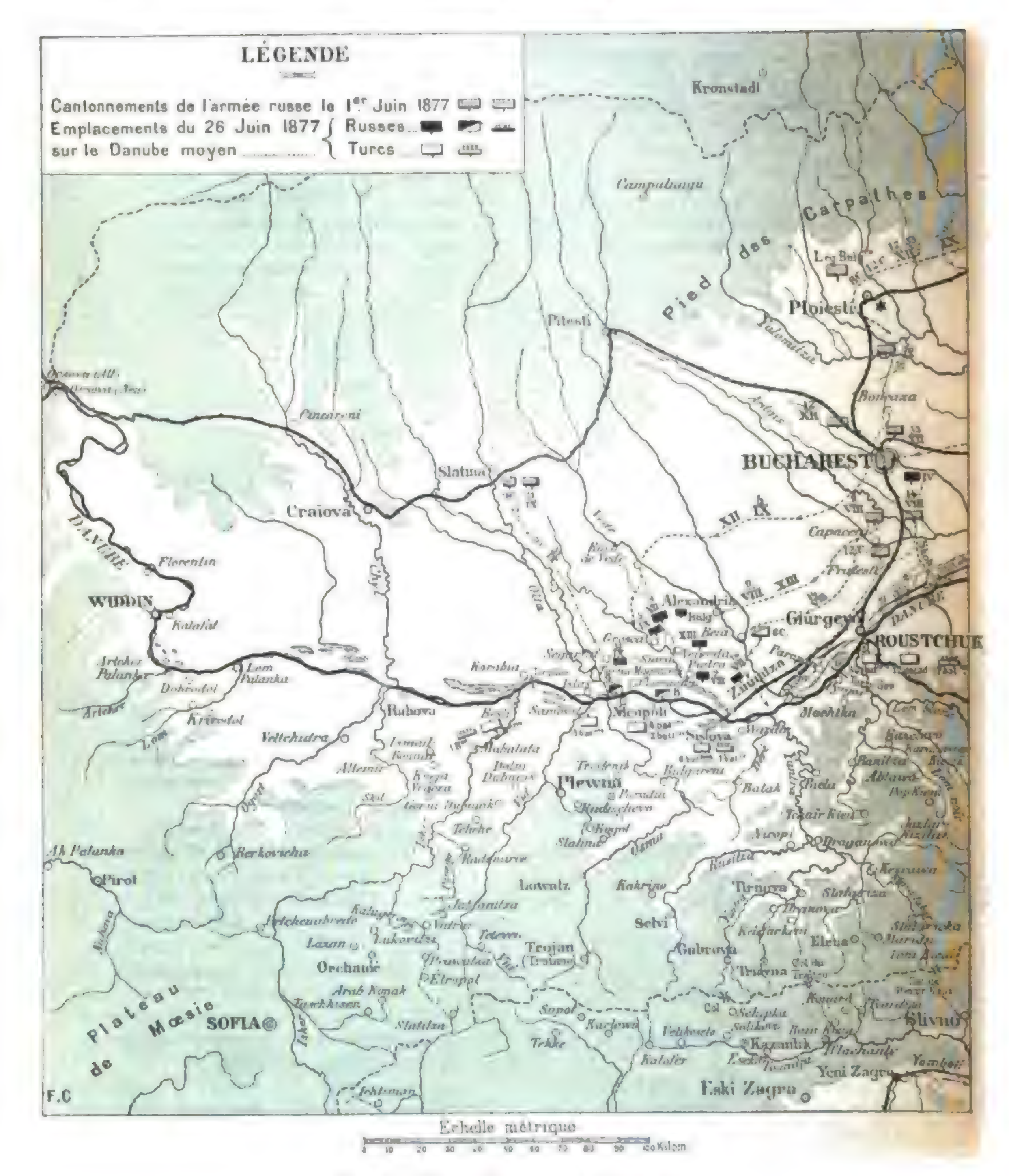


Fig. 1. — Théâtre d'operations : région Ouest.

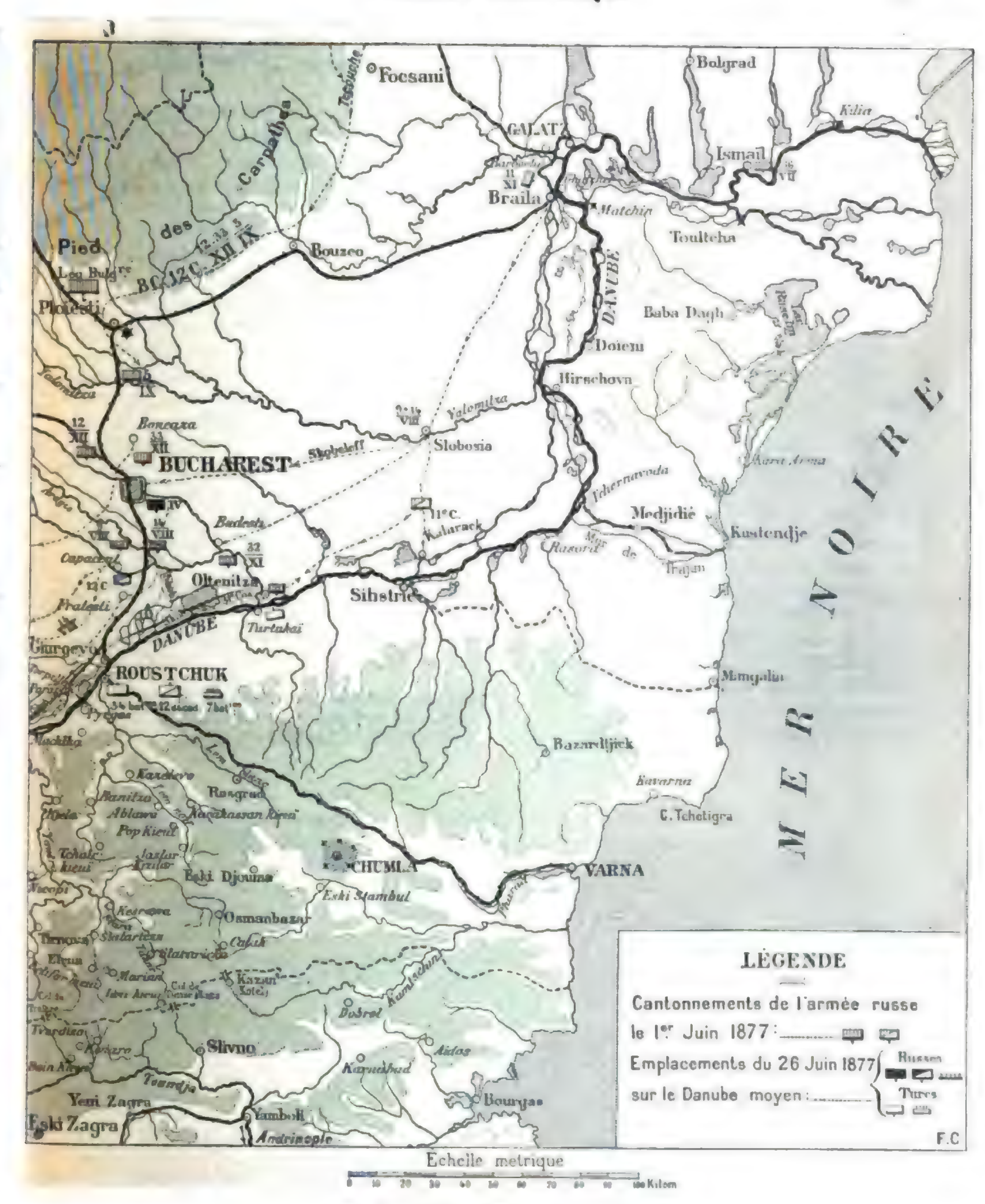


Fig. 2. — Théâtre d'Opérations : région Est.

prêter leur appui aux populations chrétiennes que pour atteindre Constantinople, dans l'obligation d'envahir la région des Balkans, c'est-à-dire, s'ils se conformaient au but même de la guerre, de prendre comme objectif l'armée ottomane. La divergence de vues entre le grand duc Nicolas qui appréciait sainement la situation et le ministre de la guerre qui, mal renseigné, faisait trop bon marché de l'armée turque, fut cause que les forces russes mobilisées n'étaient pas assez nombreuses et que la guerre fut entamée trop tôt après une préparation insuffisante; la politique motiva, il est vrai, en partie, cette précipitation. Il était nécessaire, en effet, de prévenir les Turcs aux passages du Sereth et d'occuper avant eux le point si important du pont du chemin de fer à Barboche, clef des communications entre la Moldavie et la Valachie. En second lieu, le choix de la région où serait franchi le Danube, opération délicate pour laquelle les moyens nécessaires n'avaient pas été réunis, s'imposait. On arriva, après avoir écarté le cours inférieur du fleuve à cause de la présence de la flotte turque, de l'insalubrité de la Dobrutscha, de l'existence du quadrilatère et de la région qui avoisine Widdin, à envisager la section fluviale située en amont de Roustchuk et en aval du confluent de l'Olto : l'état-major russe s'arrêta donc au passage dans les environs de Nicopoli et de Sistova. Tout projet ultérieur demeurait subordonné à ce qui se passerait après le passage.

Quant aux Turcs, on en est réduit, même encore aujourd'hui, à des conjectures : Abdul-Kerim qui paraît n'avoir songé qu'à la temporisation, c'est-à-dire à la passivité, n'a rien dit et n'a pas agi davantage jusqu'à ce qu'il ait été remplacé. Il semble cependant que, conseillé ou non, le sultan [1], après avoir renoncé à l'occupation militaire de la Roumanie, recommanda sagement, dès le 20 avril, de grouper les forces disséminées à tort de Widdin à Varna et de livrer aux Russes une bataille décisive entre le Danube et les Balkans en ménageant, entre Rahova et Sistova, une masse centrale de manœuvre, pendant qu'un corps maintenu à Widdin s'opposerait à la jonction des Serbes avec les Russes et les Roumains. Il songea aussi à créer « une réserve » pour résister directement en face du Danube moyen. Enfin, il donna, dès le 5 mai, l'ordre tardivement et insuffisamment exécuté de fortifier les principaux passages des Balkans. Quoi qu'il en soit, il faut conclure à l'absence d'un projet ferme du côté turc.

[1] Ses principaux conseillers auraient été Aleko-Pacha, plus tard gouverneur chrétien de la Roumélie orientale, Backer Pacha et le général Klapka.

CHAPITRE III

OPÉRATIONS JUSQU'AU 31 JUILLET 1877

Opérations du début. Déploiement stratégique de l'armée russe le long du Danube [*fig.* 1 et 2]. — Dès le 23 avril, la veille même de la déclaration de guerre, le général Skobeleff I ([1]) franchit le Pruth à la tête du corps d'éclaireurs comprenant 4 bataillons 1/2, 28 escadrons, 30 pièces; puis, le soir même, il atteint le South et occupe sans difficulté les abords du pont de Barboche.

Le lendemain, l'armée franchit à son tour le Pruth et s'avance en trois colonnes.

Celle de droite [général Driesen], comprenant 2 divisions de cavalerie et 3 régiments de Cosaques, se dirigera par Oungheni, Jassy, Roman, Focsani et Bouzeo sur Capaceni point situé au sud de Bucharest.

Celle du centre (général Wanovski], comprenant 2 divisions d'infanterie et 1 régiment de Cosaques, s'avancera par Oungheni, Jassy, Birlad, Tecouche et Focsani d'où, par Bouzeo, elle gagnera Boncaza, point situé au nord de Bucharest. Elle sera suivie, à plusieurs journées de marche, par une division [5e] du IXe corps qui passera à Bestamak, Lewa et Birlad. La milice bulgare, qui suivra le XIIe corps, s'arrêtera à Ploiesti.

Celle de gauche [général Radetsky] comprenait le corps d'éclaireurs de Skobeleff I, 1 division [IIe] de cavalerie et 2 divisions d'infanterie [9e et 14e] du VIIIe corps : le corps d'éclaireurs gagnera, par Bestamak, Galatz, Braïla et Bucharest, les environs de Giurgevo; la IIe division de cavalerie suivra la même route jusqu'auprès de Slobosia; marchant sur ses traces, les deux divisions d'infanterie seront arrêtées à Plumbuïti, auprès de Bucharest.

En outre, 3 divisions d'infanterie seront dirigées vers le Bas-Danube : les 11e et 32e divisions du XIe corps s'avanceront par Bolgrad jusqu'à Reni d'où elles s'étendront jusqu'à Olteniza; à leur gauche, la 36e division d'infanterie du VIIe corps, qui, par Akermann et Tatar-Bounar, a gagné Ismaïl, bordera le Danube jusqu'à la mer.

Ce Détachement du Bas-Danube est sous les ordres du général Chahofskoy.

Plus tard, le IXe corps moins une division sera transporté par voie ferrée à Slatina; les XIIIe et IVe corps suivront la route de Jassy à Bucharest.

Donnons maintenant quelques dates.

Jusqu'au 6 juin, date de l'arrivée du tsar à Ploïesti, où est établi le grand quartier-général, les deux partis en présence se canonnent sur toute la ligne, d'une rive à l'autre du Danube : entre Beket et Orsova, Kalafat et Widdin, Turnu-Islaz et Nicopoli, Giurgevo et Roustchuk, Oltenitza et Turtukaï, Kalarach et Silistrie.

Le 7 mai, Widdin ouvre le feu contre Kalafat qu'occupent les Roumains : dès lors, la Roumanie, dont l'armée a commencé sa mobilisation le 18 avril, se trouve engagée dans la lutte; le 10 mai, deux corps d'armée se rassemblent, l'un dans les environs de l'Olta, l'autre entre Ploïesti et Bucharest. Le 21 mai, la Roumanie dont les troupes, se repliant peu à peu devant les Russes, avaient gagné la rive droite de l'Olta, proclame son indépendance.

([1]) C'était le père du général Skobelef II qui, âgé de 32 ans, allait s'illustrer à Lovtcha et devant Plewna.

Vers le 10 mai, 100.000 Russes environ sont entrés dans la Principauté. Etablis à Galatz et Braïla, ils protègent le pont de Barboche, et, à l'aide de torpilles, interdisent l'entrée du Sereth aux monitors turcs.

Vers le 6 juin [*fig.* 1 et 2], 13 divisions d'infanterie et 3 divisions de cavalerie sont en Roumanie. Les forces russes et roumaines occupent les emplacements suivants : à l'extrême droite, entre Kalafat et Craïova sur le Chyl, l'armée roumaine forte d'environ 32.000 hommes; à Slatina, sur l'Olta, le IXe corps moins une division [la 5e] ; près de Bucharest, le XIIe corps dans la direction d'Alexandria, le VIIIe corps sur la route de Giurgevo, la 5e division [9e corps], la 12e division de cavalerie, une brigade du Don et 3 régiments du Don. De Turnu-Magoureli, situé à l'embouchure de l'Olta, jusqu'à Hirsowa sont échelonnées, avec un centre à Oltenitza, de l'infanterie et de la cavalerie. Sur le Bas-Danube, les VIIIe et XIe corps garnissent la rive gauche du Danube et gardent les côtes de la mer Noire. Plus tard, lorsque le XIVe corps [Zimmermann] et le XIIIe [Hahn] arrivèrent, le XIe remplacé sur le Danube par le XIVe fut dirigé sur Oltenitza, et le VIIe alla s'établir à Alexandria.

Le 22 juin, lorsque le déploiement stratégique de l'armée russo-roumaine est terminé, elle occupe les emplacements indiqués sur les figures 1 et 2, et est répartie, le long du Danube, en quatre groupes dont les effectifs paraissent avoir été exagérés par les Russes :

32.000 Roumains environ sur la rive droite de l'Olta ; 137.000 hommes environ entre l'Olta et la ligne Bucharest-Giurgevo ; 45.000 hommes environ à Braïla et à Galatz ; 50.000 hommes dans l'intervalle. Donnons le détail.

En première ligne, sur le Danube, se trouvent les troupes d'avant-garde : la 8e division de cavalerie de l'Olta au Vede, avec quartier général [depuis le 19 mai] à Turnu-Magoureli ; le corps d'éclaireurs de Skobelef I du Vede au lac Crécilor, avec quartier général [depuis le 20 mai] à Giurgevo ; un régiment de Cosaques du Don, du lac Crécilor à l'Ardgis [20 mai] ; la 11e division de cavalerie de l'Ardgis à Hirschova, avec quartier général à Slobosia [21 mai]. Ces deux derniers corps sont soutenus par la 32e division d'infanterie. Le Bas-Danube est gardé par les 11e et 36e divisions d'infanterie ; établie en aval de Barboche, une ligne de torpilles interdit l'entrée du Sereth aux cuirassés turcs et protège le pont du chemin de fer. Enfin, en plusieurs endroits du Danube, des batteries sont établies avec de l'artillerie de siège.

Le gros de l'armée, dont le quartier général est établi à Ploïesti depuis le 14 mai, est déployé en arrière de cette première ligne.

Le IXe corps [moins la 5e division] est à Slatina depuis le 30 mai.

La brigade de Cosaques du Don, à Alexandria depuis le 18 mai, sert de réserve à la 8e division de cavalerie.

Depuis le 15 mai, la 12e division de cavalerie se trouve à Capaceni comme soutien du corps d'éclaireurs Skobelef I.

Le XIIe corps est, depuis le 25 mai, avec de la cavalerie, près de Bucharest.

Le VIIIe corps établi, avec un régiment de Cosaques, depuis le 31 mai, près de Bucharest, se prolonge vers Giurgevo.

Le 1er juin, la 5e division d'infanterie du IXe corps est arrivée près de Bucharest avec un régiment de Cosaques.

La légion bulgare achève de se constituer à Ploïesti.

Le choix de Bucharest comme position centrale était bon ; toutefois, c'était le système en cordon, dans toute sa pureté, qui avait été laborieusement obtenu en deux mois environ. Il est juste de tenir compte du mauvais état des routes roumaines, de leur petit nombre, des pluies continuelles, du débordement des cours d'eau, enfin de l'insuffisance de la voie ferrée roumaine d'ailleurs affectée au transport du matériel de l'artillerie de siège, des équipages de pont, des chaloupes à vapeur, etc. La passivité des Turcs avait laissé toute liberté aux Russes.

Vers la même date, l'armée turque comprenait :

L'armée du Danube commandée par le maréchal Achmed-Eyoub et partagée en plusieurs groupes qui, dans la seconde moitié de juin, étaient disposés à peu près ainsi : en première ligne étaient occupés : dans la Dobrutscha, la rive droite du Danube [24 bataillons, 12 escadrons, 7 batteries], Silistrie [34 bataillons, 6 escadrons et 9 batteries], Roustchuk, Sistova, Nicopoli et Biela [45

bataillons, 6 escadrons et 12 batteries placés sous les ordres d'Osman-Pacha], Widdin [55 bataillons, 6 escadrons et 15 batteries, sous les ordres d'Osman-Pacha];

la deuxième ligne était jalonnée par les points de Chumla [41 bataillons, 12 escadrons et 9 batteries] et Varna [21 bataillons, 4 escadrons et 9 batteries].

En dehors de ces groupes, Yamboli et Sophia [ou Sofia] absorbèrent encore l'un 8, l'autre 30 bataillons.

Forte, en résumé, de 243 bataillons d'infanterie, 52 escadrons et 69 batteries, cette armée comprenait environ 155.000 fantassins, 6.300 cavaliers et 7.200 artilleurs, soit, en y faisant entrer d'autres éléments, 180.000 hommes au maximum et 400 bouches à feu.

Ces autres éléments étaient :

1° le corps d'Albanie [25 bataillons et 42 pièces];

2° le corps de Bosnie [26 bataillons, 1 escadron et 36 pièces];

3° le corps d'Herzégovine, d'environ 37 bataillons et 54 pièces, sous les ordres de Suleiman-Pacha ;

4° le corps de Novi-Bazar [13 bataillons et 20 pièces];

5° sur la frontière de la Grèce à Janina [25 bataillons, 4 escadrons et 30 pièces] ;

6° sur la frontière du Montenegro 14 bataillons, 2 escadrons et 18 pièces, sous les ordres de Mehemet-Ali-Pacha.

7° à Constantinople, une réserve de 36 bataillons, 20 escadrons et 42 pièces.

Enfin les Turcs disposaient sur le Danube, depuis le commencement de la guerre, d'une flottille dont nous déterminerons plus tard le rôle. On était en droit d'espérer que, commandée par l'Anglais Hobard-Pacha, elle jouerait un rôle sérieux. Ces bâtiments étaient échelonnés près de la rive droite entre Widdin et Hirsova et d'Hirsova à Soulina. Ils devaient assurer aux Turcs la libre circulation du Danube; mais ils ne surent profiter à aucun moment de la supériorité que leur donnait ce sérieux avantage. Audacieux et actifs, les Russes les condamnèrent peu à peu, comme nous le verrons, à l'immobilité après leur avoir infligé quelques pertes sensibles.

Passage du Danube. — L'arrivée du tsar au grand quartier-général coïncida avec le moment où, par suite de la rentrée des eaux du Danube et de ses affluents dans leur lit, il devenait possible de songer sérieusement à tenter le passage. Toutefois, le matériel de pont militaire et l'artillerie de siège n'étaient pas arrivés par suite des dégâts que l'inondation avait causés sur la voie ferrée; en outre, le matériel de pont auxiliaire construit sur l'Olta n'était point achevé : il fallut donc attendre encore.

Le Danube constitue, grâce à sa largeur, à la rapidité de son cours, et à ses forteresses, la ligne de défense fluviale la plus formidable qui existe en Europe; toutefois, la longueur même de cette ligne, bien que gardée par seize places et dont les principaux passages étaient surveillés avec soin par les Turcs, allait devenir pour eux un désavantage.

Jusqu'alors, sept fois en un siècle, les Russes avaient franchi le Danube entre Hirschova et Ismaïl. La sixième fois, en 1828-1829, leur plan avait été le suivant : passer le fleuve entre Isatchia et Matchin, s'emparer de ces deux places, ainsi que des autres forteresses de la Dobrutscha, masquer Silistrie, Roustchuk, puis se porter sur Varna et Chumla. En 1877, on dut songer, après avoir écarté l'aile gauche, puis l'aile droite que tenait en échec le canon de Widdin, à franchir le Danube au centre. En conséquence, le grand-duc Nicolas décida que le passage principal aurait lieu par surprise, entre Giurgevo et Turnu-Magoureli, à la faveur de diversions qui seraient opérées sur d'autres points et surtout d'un passage secondaire dans la Dobroutcha.

Le général Zimmermann, dont les opérations sont sommairement relatées au chapitre X de ce livre, fut donc chargé de traverser le Danube entre Galatz et Braïla. Le 15 juillet, les Turcs avaient été repoussés de proche en proche et délogés des points les plus importants, de Kustendjé en dernier lieu [1].

Le choix du grand duc Nicolas s'était porté sur un point situé entre Simnitza et Sistowa que desservent sur l'une et l'autre rive, par un certain nombre de routes et où le fleuve n'est pas très large. Il eut soin de tenir sa décision si secrète que le tsar lui-même ne la connut pas ; il la communiqua

(1) Van de Weestyne. — *La guerre Russo-Turque*, p. 28.

seulement au général commandant le VIIIe corps d'armée et au chef de la 14e division d'infanterie. Enfin, il laissa croire, pour donner le change, que le passage s'effectuerait entre Turnu et Nicopoli. Il y avait là un élément sérieux de réussite.

En face de Sistova, le Danube n'est large que de 850 mètres ; mais, s'il est très rapide, il est interrompu par les deux îles de Ginginen et d'Adda. Sur la rive droite, un petit ruisseau, le Tekir-Déré, que traversent les routes de Wardin et de Tirnova, coule à peu de distance et va se jeter dans le Danube.

A cette époque, Sistova était occupé par 3 bataillons Turcs; 5 autres se trouvaient en aval et à environ 9 kilomètres, à Wardin. D'autres troupes se tenaient bien à Nicopoli et à Roustchuk, mais à 40 et à 50 kilomètres; elles étaient donc trop éloignées pour pouvoir soutenir à temps la garnison de Sistowa.

Le 20 juin, ce qui donna l'éveil au généralissime turc, deux lignes de torpilles sont disposées contre les cuirassés turcs, l'une en aval de Sistova entre Parapan et Pyrgos, l'autre en amont de Nicopoli à la hauteur de Korabia.

Le 25 juin, le bombardement dirigé contre Nicopoli et Roustchuk redouble d'intensité. Dans la journée, une tentative de passage a été effectuée, à titre de diversion, à Oltenitza, en face de Turtukaï.

Le 26 juin au soir, les troupes russes occupent les emplacements portés sur les figures 1 et 2.

Lorsque la 14e division eut été désignée, pour effectuer la première le passage du Danube, son chef, le général Dragomiroff lui adressa des instructions dont quelques-unes doivent être reproduites parce qu'elles révèlent et fixent une figure originale entre toutes :

« Que les chefs de tout grade n'oublient pas de désigner leurs remplaçants éventuels.

« Que tous soient prévenus que, l'action une fois engagée, ils seront soutenus, mais jamais relevés. Aussi économiser les cartouches ; 30 cartouches suffisent à un bon soldat pour l'affaire la plus chaude.

« A la prière du soir et du matin, après « Notre Père », chanter l'hymne « Dieu des armées sois avec nous, car dans la peine nous n'avons pas d'autre appui que toi ; Dieu des armées, bénis-nous. »

« Travaillez la main dans la main, aidez-vous les uns les autres et tout ira bien.

« Ne jamais oublier de faire *connaître avant l'action ce qu'on a l'intention d'exécuter ;* le dernier des soldats doit savoir où et pourquoi il marche, afin que, si le chef venait à tomber, sa pensée demeure.

Ne jamais donner le signal de la retraite, prévenir les hommes que, s'ils l'entendent, ce ne peut être qu'une ruse de l'ennemi.

Il n'y a ni flancs, ni derrières, et il ne doit pas y en avoir ; *faire toujours front du côté de l'ennemi.* Fais comme tu as appris à l'école, tire juste, charge vigoureusement à la baïonnette, va de l'avant et Dieu te récompensera par la victoire. »

Le 27 juin, à 1 heure du matin, la 14e division d'infanterie entame le passage. Très minutieusement préparé, il devait s'effectuer en sept flottilles, ou échelons forts chacun de 12 compagnies d'infanterie, d'une demi-sotnia de cosaques et de 8 pièces de montagne. La répartition avait été faite dans l'après-midi du 26 et matérialisée sous forme d'un *tableau vivant.*

Il avait été enjoint de garder le silence le plus absolu et, la rive droite une fois atteinte, de n'employer que la baïonnette. Lorsque les premiers bateaux atteignirent la rive, un poste turc ouvrit le feu, mais il oublia d'allumer d'abord les signaux d'alarme consistant simplement en perches surmontées de bottes de paille. Le débarquement continua sans subir une entrave notable du fait de la fusillade et de la canonnade turques ; un ponton fut cependant coulé à pic. Plusieurs pontons troués par les projectiles firent eau de toutes parts, mais l'ordre du général fut rigoureureusement observé : pas un coup de fusil ne partit.

Vers 10^{h}30, la division tout entière et une brigade de chasseurs avaient pris pied sur la rive bulgare.

Le passage continua sans interruption par les 9e, 35e divisions d'infanterie et une division de cosaques du Don. Vers 9 heures du soir, il était terminé.

Aussitôt parvenu sur la rive droite, Dragomiroff avait entamé l'offensive sans dépasser la ligne du Tekir-Déré et tout en s'efforçant de rétablir les liens tactiques. Il n'a pas cherché dans son Rapport à atténuer ce qui se passa alors.

« Le trait caractéristique du combat a été le

fait que les premières troupes engagées ne formaient pas des bataillons entiers, ni des compagnies, ni même des pelotons ; en débarquant, elles se réunissaient en groupes improvisés ; ces braves soldats conduits par des chefs qui souvent n'étaient pas les leurs ont soutenu une lutte glorieuse, sans le moindre espoir d'être secourus ; chaque groupe observait attentivement ce que faisaient ses voisins, chacun réglant ses mouvements sur ceux des autres et se prêtant un mutuel appui... »

Aussi conçoit-on que, à un certain moment, Dragomiroff ait éprouvé de l'inquiétude. Comme il était sombre et pensif, quelqu'un dont le coup d'œil était sûr fit renaître l'espoir dans son cœur.

« Je te félicite, l'affaire va très bien, dit tout-à-coup Skobeleff » (1).

« Tu crois ? répondit Dragomiroff.

« Regarde-moi ces têtes [gueules]-là ! »

Les figures des soldats respiraient, en effet, l'enthousiasme et une indomptable énergie.

« Après tout, a dit plus tard Dragomiroff, comment cela se passa-t il : *je n'en sais rien* ; mais l'affaire s'arrangea et elle marcha comme elle devait marcher, convenablement. »

Noble aveu qui fait honneur à son auteur et qui donne une idée exacte de tant d'autres combats de même nature dont on s'est appliqué à dénaturer le caractère !

Lorsque, dans l'après-midi du 27, on fut en nombre suffisant, on marcha, en ordre cette fois, toujours sans tirer un coup de fusil, sur Sistova (2) que les Turcs évacuèrent pour se porter dans la direction de Tsarevitsa.

Le passage du Danube coûta aux Russes 753 hommes dont 28 officiers hors de combat.

Dès le 28, on entama, avec des matériaux venus de Slatina, la construction d'un pont de bateaux : long de 1.260 mètres, il ne put être terminé que le 2 juillet.

Dans la soirée du 2 juillet, ce pont fut employé par 3 divisions de cavalerie et la milice bulgare. Le 3 juillet au matin, 70.000 Russes se trouvaient en Valachie. Le fleuve fut franchi, le 7 juillet par le XIIe corps, le 9 par le IXe. Abdul-Kerim, laissant échapper une occasion si favorable, n'avait pas bougé.

Ce pont *unique* constituait un bien faible moyen de communication entre les deux rives : sa solidité était précaire ; la lenteur imposée à la circulation des voitures ne comportait qu'un faible rendement.

L'entreprise était audacieuse ; aussi un témoin a-t-il pu écrire :

« Un seul homme encore, un second Osman-Pacha en Turquie, un seul moment de cohésion dans le commandement suprême turc, et l'armée russe tout entière était jetée et anéantie dans le Danube. Et, je ne dis pas cela seulement pour l'armée russe que j'ai appris à estimer et à admirer, mais pour n'importe quelle armée du monde.

« Jamais un commandant n'aurait pu mettre suffisamment à temps des forces assez considérables sur le côté droit du Danube entre Roustchouk et Nicopoli pour résister à un choc venant de ces deux points et ne pas s'exposer à être pris entre deux feux par des masses trois et quatre fois supérieures.

« Que la tentative ait réussi quand même, il faut l'attribuer — je le répète — au manque complet de cohésion dans le commandement supérieur turc, à l'apathie générale inhérente à l'Empire ottoman et à bien d'autres raisons... (1). »

Dès que l'armée fut entrée en Bulgarie, l'empereur Alexandre lança de Sistova une proclamation dans laquelle il annonçait aux Bulgares qu'il faisait la guerre pour délivrer du joug des Turcs les chrétiens de la péninsule des Balkans, que la Russie, appelée par les décrets de la Providence à établir en Bulgarie la concorde entre toutes les races et tous les cultes, avait à cœur de faire triompher les droits sacrés de la nation.

Projets pour les opérations en Bulgarie. — Le Danube aussitôt franchi, le grand-duc Nicolas eut à se préoccuper d'arrêter un projet pour les opérations en Bulgarie. Son embarras était grand, car sa cavalerie

(1) Attaché en qualité de simple volontaire à la 14e division, Skobeleff II avait franchi le fleuve avec Dragomiroff. Subissant une défaveur momentanée à la suite d'une accusation mensongère de concussion à l'armée d'Asie, il ne fut pourvu que bientôt après d'un commandement.

(2) C'est à Sistova que Dragomiroff reçut les remerciements du Tsar qui, après l'avoir embrassé, lui passa au cou la croix de Saint-Georges de 3e classe. Un instant après, lorsque le Tsar accorda la même récompense à Radetzky, le commandant du VIIIe corps : « Sire, reprit celui-ci, ce n'est pas à moi que revient cet honneur, mais au général Dragomiroff. » Le Tsar sourit et, démasquant Dragomiroff qui se trouvait derrière lui, se contenta de répondre : « Regarde. »

(1) Van de Woestyne. — *Guerre turco-russe.....*, p. 13.

n'avait pu lui procurer les renseignements qui lui étaient indispensables sur les emplacements de l'armée turque. Il ne suffisait pas, en effet, de connaitre l'existence du quadrilatère bulgare. Il était cependant urgent de s'emparer le plus tôt possible de certains passages des Balkans, tout en surveillant au loin le flanc gauche de l'armée et en se ménageant le moyen de marcher en forces au devant de l'armée turque si elle se dégageait des places fortes que l'on ne se souciait pas d'attaquer.

Tout d'abord, l'obligation s'imposait d'élargir la base d'opérations en s'emparant de Nicopoli : on sortirait d'une situation critique et on préparerait la voie à l'armée roumaine.

Le plan adopté reposait sur les bases suivantes. Nicopoli une fois occupé, on prendrait comme premier objectif Plewna, point stratégique important : les routes de Roustchuk, de Sophia et de Lowatz y aboutissent ; deux routes conduisant aux Balkans, celle de Trajan et celle de Gabrova par Selvi, en partent. L'aile droite, ou *armée de l'Ouest* suffirait, avec le IXe corps, à cette tâche et occuperait la ligne du Vid.

Pendant ce temps, l'*armée de l'Est*, organisée, le 4 juillet, avec les XIIe [grand-duc Wladimir], XIIIe corps et commandée par le tsarévitch, garnirait la ligne de la Yantra, puis la dépasserait pour occupper la rive gauche du Lom face à la ligne Roustchuk-Rasgrad et s'emparerait du premier de ces points.

Au centre, que le VIIIe corps seul formerait, on se rapprocherait des Balkans et on chercherait à s'emparer de plusieurs passages.

Une réserve générale serait constituée avec les IVe et XIe corps.

L'occupation de la Yantra par une sorte de flanc-garde était indispensable pour se couvrir du côté de l'Est. En conséquence, le 5 juillet, des troupes du XIIIe corps s'établissaient, sans difficulté d'ailleurs, à Biela. Ce point important [1], clef de la Yantra, se trouve à 35 kilomètres de Sistova, à 45 kilomètres de Roustchuk et à 48 kilomètres de Tirnova. Abdul Kerim ne bougea pas ; il avait renoncé à défendre la Bulgarie occidentale et comptait se borner à concentrer ses forces dans le quadrilatère pour y attendre une occasion favorable.

Le 30 juin, un ordre avait prescrit la formation, sous les ordres du général Gourko, d'un *détachement d'avant-garde* fort de 4 bataillons de chasseurs russes, 6 bataillons de Bulgares, un demi bataillon de Cosaques à pied, 32 escadrons et demi, au total, en chiffres ronds, de 9.000 fantassins, 5.000 cavaliers ou artilleurs et 32 pièces dont 12 d'artillerie à cheval et 20 de montagne. Une directive très large traçait sa mission :

« Se porter dans la direction de Tirnova et de Selvi, éclairer toutes les régions environnantes, se préparer à un mouvement offensif ultérieur. Puis, quand arriverait l'ordre de S.A.I. le commandant en chef, se porter en avant et s'efforcer de s'emparer des passages des Balkans. Envoyer la cavalerie au delà des Balkans et, sous sa protection, travailler à préparer les passages de ces montagnes pour les trains et les convois. »

Gourko rejoignit son détachement, le 6 juillet, à une marche de Tirnova.

Bien que l'occupation de Nicopoli soit postérieure au départ du détachement de Gourko, commençons par la mentionner.

Prise de Nicopoli, le 16 juillet. — Nicopoli fut pris immédiatement. Le 15, la place avait été investie à la suite d'une assez sérieuse action de vigueur; le lendemain matin, comme les Russes allaient donner l'assaut, le gouverneur Hassan-Pacha se rendait. Toutefois, sur 12.000 hommes engagés, les Russes n'avaient pas eu moins de 1.341 hommes, dont 31 officiers, hors de combat.

Fait caractéristique bien propre à déterminer les situations respectives ! Les Turcs et les Bulgares avaient pillé mutuellement leurs maisons pendant les différentes phases de la lutte; une fois maîtres de la ville, les Russes pillèrent indistinctement les demeures des uns et des autres.

Désormais les Russes se trouvaient reliés pour leur ravitaillement avec Bucharest par Turnu-Magoureli et la ligne du chemin de fer roumain. Il ne dépendait que d'eux, une fois la concentration opérée et leurs approvisionnements assurés, de mettre à profit l'inaction obstinée d'Abdul-Kerim et de porter la majeure partie de leurs forces

[1] La Yantra ne pouvait alors être traversée qu'à Biela et près de son confluent.

sur un point donné. On crut préférable, probablement pour chercher à réparer le temps perdu, de précipiter les affaires au risque de tout perdre.

Expédition dans les Balkans du corps d'avant-garde du général Gourko [*fig.* 3 et 4]. — Le premier objectif de Gourko devait être Tirnova, dont la population atteignait à peu près le chiffre de 30.000 âmes, point stratégique de premier ordre, puisque de là rayonnent les routes de Chumla par Osman-Bazar, de Lowatz par Selvi et les chemins des Balkans. Le 5 juillet, Gourko garnissait, après avoir utilisé les deux routes qui conduisent à Selvi et à Tirnova, la ligne Muradego-Nicop [ou Nicopi]. Le 7, il attaquait Belakovca [ou Belakova], point situé à environ 9 kilomètres au nord-ouest de Tirnova, s'en emparait ; ensuite continuant sa route, il entrait dans Tirnova dont la garnison forte de 4 bataillons turcs s'était repliée et où il fut admirablement accueilli.

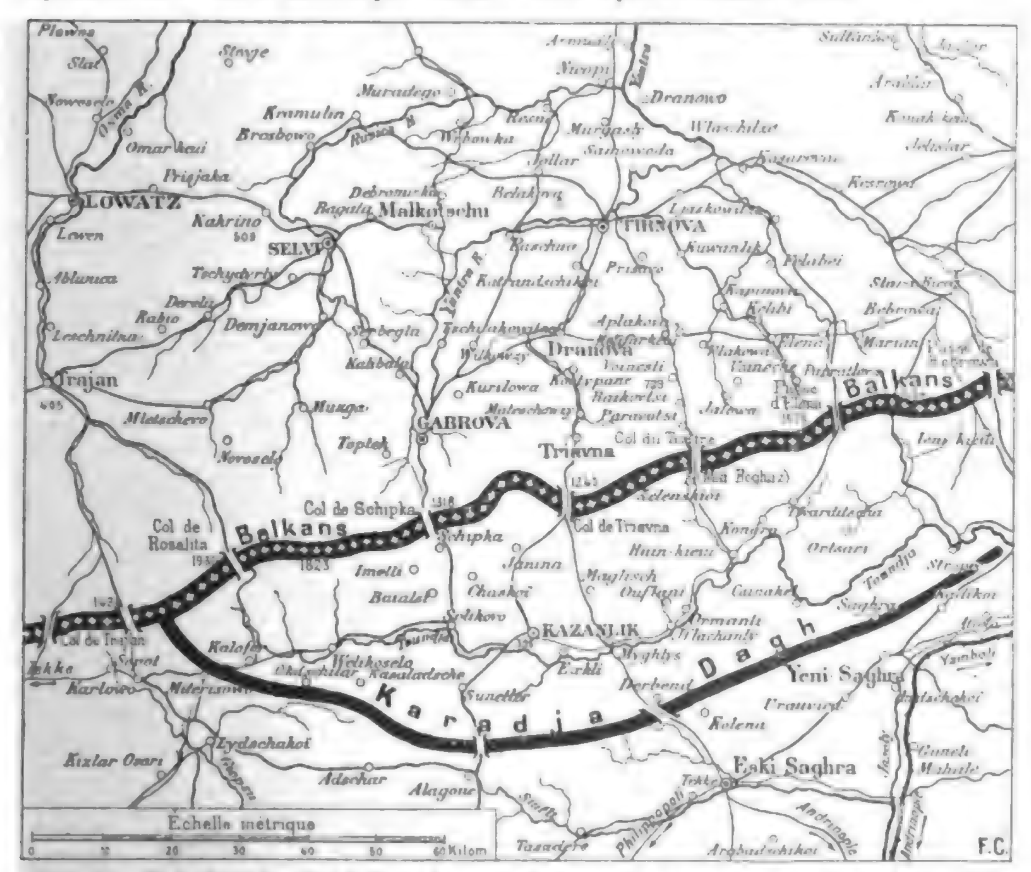


Fig. 3. — Opérations dans les Balkans du corps d'avant-garde du général Gourko en juillet 1877.

Lorsque, le 12 juillet, des troupes du VIII[e] corps arrivèrent pour occuper Tirnova, Gourko venait d'obtenir du grand-duc l'approbation du plan aventureux dont il était l'auteur : pénétrer par Prisovo, Aplakova [Plakovo], Voïnesti, Raikovtsi et Paravotsi et Haïn-Kieuï, dans la vallée de la Toundja, puis attaquer simultanément, par le Nord et par le Sud, le défilé de Schipka que l'on savait être sérieusement organisé mais gardé seulement par 5 bataillons turcs.

Gourko décida l'envoi à Gabrova d'un régiment de Cosaques du Don, avec une section d'artillerie, afin d'observer le passage Gabrova-Schipka-Kazanlik. Déjà la reconnaissance de la passe de Haïn-Kieuï, ou « passage perfide », sur lequel son attention avait été appelée par des gens du pays (¹),

(¹) Elle n'était pas mentionnée sur les cartes. On compte environ 60 kilomètres de Tirnova à Haïn Kieuï qui se trouve à 10 kilomètres au sud de l'entrée du défilé.

s'était terminée heureusement : grâce au zèle d'une simple cavalier, le prince Tsérételef, il avait la certitude que le passage était, à la rigueur, praticable à l'artillerie à cheval.

En principe, le 17 juillet, le général Derojinski parti de Gabrova avec 3 bataillons, 5 sotnias de Cosaques et 10 bouches à feu, attaquerait de front le passage de Schipka ; de son côté, Gourko, venu de Kazanlik, l'aborderait par le Sud. Un convoi léger, auquel on n'aurait recours que si la région traversée n'offrait aucune ressource, fut organisé ; il portait cinq jours de biscuit et trois jours de fourrage.

Précédé de deux jours par le général Rauch parti, le 10 juillet, avec l'avant-garde uniquement composée de pionniers à cheval pour réparer [1] le sentier abandonné d'Haïn-Boghaz, ou « col du traître », Gourko franchit les Balkans. Le 14 juillet, au prix d'un engagement insignifiant, il est maître de la passe de Haïn-Kieuï [2] ; il y laisse une forte arrière-garde, puis débou-

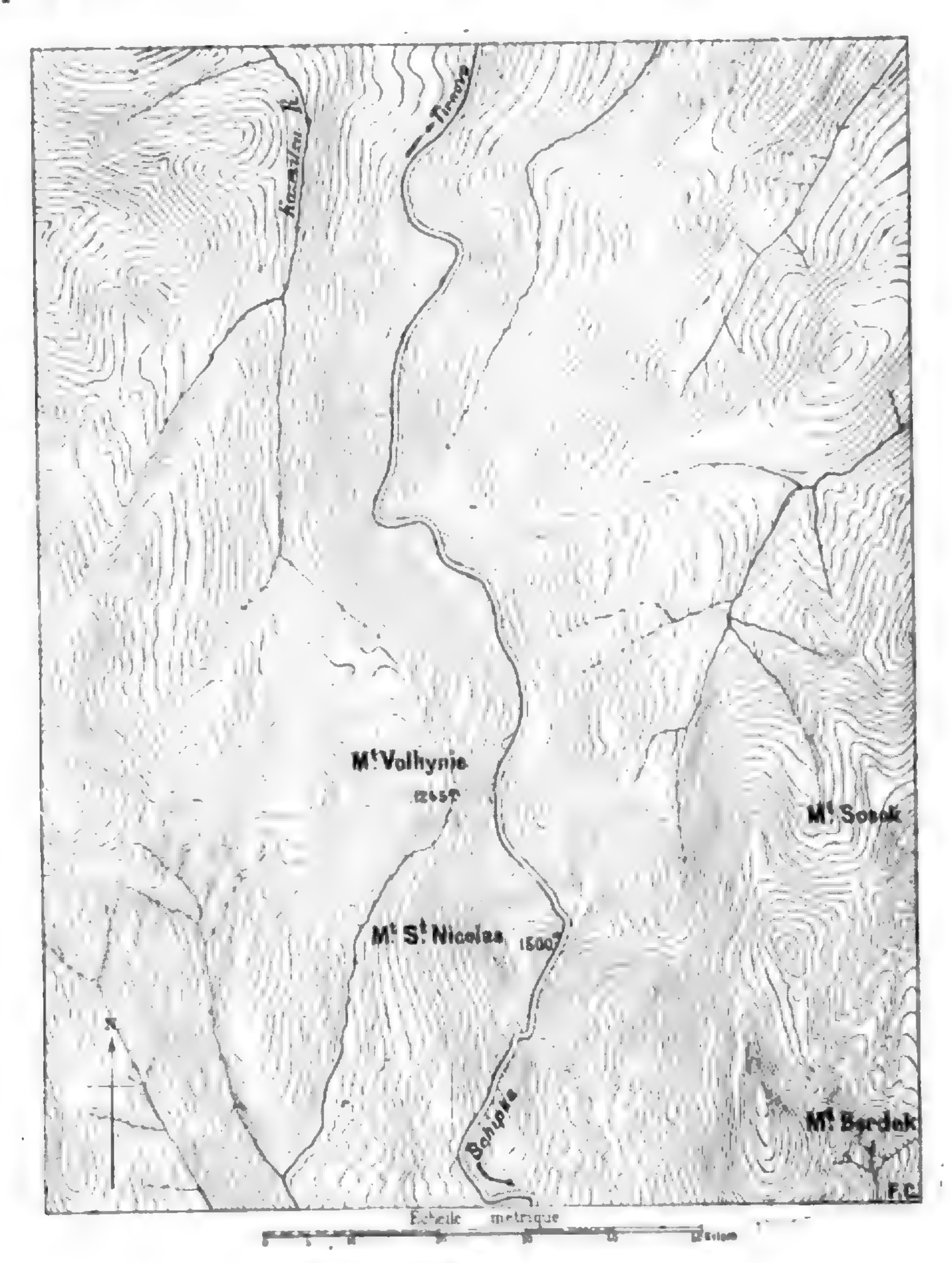


Fig. 4. — Passe de Schipka et ses abords.

(1) L'emploi de la dynamite était interdit.

(2) La traversée de la montagne a duré trois jours pendant lesquels aucun des nombreux paysans bulgares que les Russes rencontrèrent ne dénonça leur mouvement.

che dans la vallée de la Toundja, face au triangle Kazanlik — Yeni-Saghra — Eski-Saghra. Pendant qu'un détachement va couper le chemin de fer de Yamboli et qu'un autre marche sur Eski-Saghra, il se dirige sur Kazanlik, mais il doit accorder à ses troupes qui sont très fatiguées une journée de repos, celle du 16, à Maglisch. Il atteint ce point le 17 juillet, après avoir livré les combats de Konaro et d'Ouflani : c'était le jour convenu par l'attaque. Derojenski se conforma à l'ordre donné en attaquant Schipka par le Nord ; non secondé par le Sud, il se vit contraint de battre en retraite avec de fortes pertes.

Le lendemain, Gourko dépassait Kazanlik et venait se heurter seul à son tour contre le mont Saint Nicolas qui domine le pays et sur lequel étaient accumulés des batteries, des abatis, des tranchées, des blockhaus ; il échoua ainsi qu'il fallait s'y attendre avec des attaques décousues. Le paysan bulgare envoyé à Derojinski pour lui prescrire de recommencer son attaque par le Nord n'avait pu le joindre à temps.

Dans la nuit du 18 au 19 juillet, Koulouni-Pacha, à court de vivres et craignant d'être cerné, faisait évacuer la position où il abandonna 12 canons, et réussit, en utilisant les sentiers de la montagne, à gagner Philippopoli. La jonction du détachement de Gabrova et du corps de Gourko s'effectua donc, le 19 au matin, dans la passe même que l'on trouva évacuée. Une fois de plus, on avait constaté le peu de cas qu'il convient de faire d'une attaque concentrique tentée par des colonnes parties de points différents et ayant à surmonter des obstacles peu connus ou imprévus.

Gourko, qui avait été renforcé par une brigade de la 9e division d'infanterie [VIIIe corps], environ 5.000 hommes, reçut l'ordre de marcher sur Yeni-Saghra. Il y battit les Turcs le 30, puis il se porta contre Eski-Saghra au secours d'un détachement qui s'y trouvait compromis. Tenu en échec, à son tour, défait en plusieurs endroits, il fut contraint de repasser les Balkans et dut se contenter de tenir bon dans la passe de Schipka. Il avait eu affaire à des forces supérieures appartenant à l'armée de Suleiman-Pacha tombée comme du ciel sur le théâtre d'opérations à la suite d'un mouvement habilement conduit.

Appelé, le 6 juin, du Montenegro en Roumélie, Suleiman-Pacha s'était embarqué, le 16 juillet, à Antivari, avec environ 25.000 fantassins, 2.000 cavaliers et 3 batteries. Le transport s'était effectué rapidement, puisque cette armée débarqua, le 19, dans la baie de Dedeagatch, à l'embouchure de la Maritza ; le 26, grâce à l'emploi du chemin de fer, elle était concentrée entre Karabounar près d'Yeni-Saghra et Hermanli. Suleiman-Pacha ne tarda pas à recevoir 18.000 hommes environ : Reouf-Pacha, ministre de la marine, qui avait réuni ces forces pour défendre la Roumélie, lorsque la passe de Schipka tomba au pouvoir des Russes, les lui avait amenés.

C'est le 1er août que Gourko, dont les troupes valides atteignaient à peine le chiffre de 6.000 hommes, dut mettre fin à sa pointe hardie vers la Maritza. L'opération avait été, certes, brillamment conduite, mais il serait difficile de démontrer son utilité au point de vue de la direction générale des opérations ; or, elle avait coûté près de 1.700 hommes. A qui cette avant-garde était-elle chargée de frayer le chemin, puisque personne ne la suivait ? Il est certain cependant que l'épouvante régna à Andrinople. On a cru pouvoir avancer que, si Gourko avait marché sur cette ville, il eût pu contraindre les Turcs à signer la paix ; on supposait évidemment que Suleiman-Pacha serait resté immobile.

Le seul service que Gourko ait réellement rendu fut de faire connaître l'existence et, assez approximativement d'ailleurs, les emplacements des deux nouvelles armées turques dont il avait temporairement contrarié la marche.

La situation a été nettement caractérisée par « Un Tacticien ».

« ...Le passage du Danube opéré avec une facilité inattendue, l'occupation de la ligne de la Jantra abandonnée sans défense, la prise de Tirnova, le passage de Balkans, la pointe du général Gourko pénétrant au cœur de l'empire, à quelques heures d'Andrinople, tous ces événements heureux permirent un moment aux Russes de croire qu'ils allaient réussir. L'Europe, *stupéfaite d'une stratégie qui déroutait toutes les règles, se demandait s'il existait une armée turque*, et si les soldats du tsar allaient arriver à Constantinople sans avoir à livrer une bataille.

« En un jour, l'armée turque de Routschouk eût pu accourir à Sistova et rejeter dans le Danube les 30 ou 40.000 Russes qui avaient franchi les premiers ce fleuve et *qui n'avaient pour ligne de retraite qu'un pont inachevé*; elle eût pu défendre les fortes lignes de la Jantra, fortifier Tirnova, couvrir les Balkans; rien de tout cela ne fut fait.

« Les Turcs, de leur côté, avaient-ils un plan de défense ? Il est encore plus difficile de répondre à cette question ; Abdul-Kerim, qui dirigeait la première période de la campagne, fut destitué plus tard et n'a pas publié ses projets; mais l'absence à peu près absolue de préparatifs de résistance sur les lignes défensives de la Bulgarie paraît être le résultat plutôt de l'impéritie que du calcul. Toutefois la témérité des troupes russes rétablit les choses en faveur de leurs adversaires.

« *On ne viole pas impunément tous les principes de la science militaire, même en présence d'un ennemi négligent et mal outillé pour l'offensive.* L'armée russe, éparpillée sur une ligne de 200 kilomètres, séparée d'une partie de ses forces par les Balkans, serrée entre quatre groupes ennemis d'une force au moins égale au sien et appuyés à des forteresses de premier ordre, finit, à force de s'être étendue, par ne plus suffire à la tâche qu'on lui imposait...(1) »

Dans les derniers jours du mois de juillet, l'armée turque formait, au sud des Balkans, deux groupes : celui de Reouf-Pacha, fort de 18.000 hommes environ, était réparti entre Slivno, Yamboli et Yeni Saghra ; Suleiman-Pacha occupait, avec un peu plus de 30.000 hommes, Tirnova, Gidzal et Karabounar.

(1) UN TACTICIEN. — *La guerre d'Orient en 1877-1878*, t. Ier, p. 353 et 354.

CHAPITRE IV

—

PLEWNA DU 19 JUILLET AU 10 DÉCEMBRE 1877

(*fig.* 5 et 6)

SOMMAIRE :

Importance de Plewna. — La défense de Plewna qui fut, pour les Russes, un coup de surprise véritable, a immobilisé pendant près de cinq mois et a mis en défaut, dès le début, le plan d'opérations dont ils avaient arrêté les grandes lignes.

Osman-Pacha qui allait s'illustrer et prouver une fois de plus de quel poids pèse dans la balance un homme de guerre véritable, jouissait d'une réputation militaire basée sur des titres sérieux. Chargé, lorsque la guerre fut déclarée, de réorganiser les défenses de Widdin, tout en formant et instruisant l'armée du Timok, il avait reçu la mission spéciale de contenir les Serbes et d'observer les Roumains. Partisan de l'offensive, il avait éprouvé un refus lorsque, en juin, il avait demandé à franchir le Danube et à marcher contre les Russes en Valachie. Dès que les Russes furent en Bulgarie, il insista auprès du sultan dont l'autorisation lui parvint le 10 juillet, malgré l'avis contraire d'Abdul-Kerim, pour prendre l'offensive contre eux. Il comptait, après une première concentration de forces à Plewna, gagner, par Lovtcha, Tirnova et, de là, une fois renforcé par la partie mobile de l'armée du quadrilatère, marcher contre les Russes dans la direction de Sistova. Il se proposait, si cette jonction ne pouvait avoir lieu, de prendre position au nord des Balkans pour recevoir les forces de la Roumélie.

Parti de Widdin, au moins deux jours trop tard, le 13 juillet au matin, avec 19 bataillons, 5 escadrons, soit environ 11.000 hommes et 9 batteries, Osman-Pacha était arrivé à Plewna le 19 juillet, après avoir suivi l'itinéraire suivant : Vitpol, Artcher-Palanka, Kridovol, Dobrodol, Veltchidra, Altemir, fontaine de Karabounar, Mahalata et Dolni-Netropol.

Bien que les Roumains qui, étant en observation près de Widdin, fussent bien placés pour voir défiler devant eux le corps

d'Osman-Pacha, ils n'avaient rien signalé aux Russes et c'est *par les journaux* que ceux-ci apprirent, le 17 juillet, le mouvement sans en deviner l'objectif.

L'état-major général russe ne pouvait méconnaître l'importance de Plewna, point stratégique de premier ordre, puisqu'il se trouve au croisement de toutes les voies de communication reliant la vallée de la Yantra à la Bulgarie occidentale et à Sophia. Il commit cependant la faute qu'il allait si cruellement expier de ne pas le faire occuper ou tout au moins surveiller, le plus tôt possible, par de la cavalerie. Osman-Pacha bénéficia de cette négligence.

Improvisation, puis régularisation de la Défense. — Les croquis 5 et 6 donnent une idée générale de la situation de Plewna dont la population comptait, en 1877, environ 16.000 âmes et du terrain qui l'environne.

La ville se trouve dans un bas-fond, non loin du confluent du ruisseau de Toutchenitza et de Grivitza et à 5 kilomètres environ du Vid. Les hauteurs généralement mamelonnées qui l'environnent affectent la forme d'un fer à cheval.

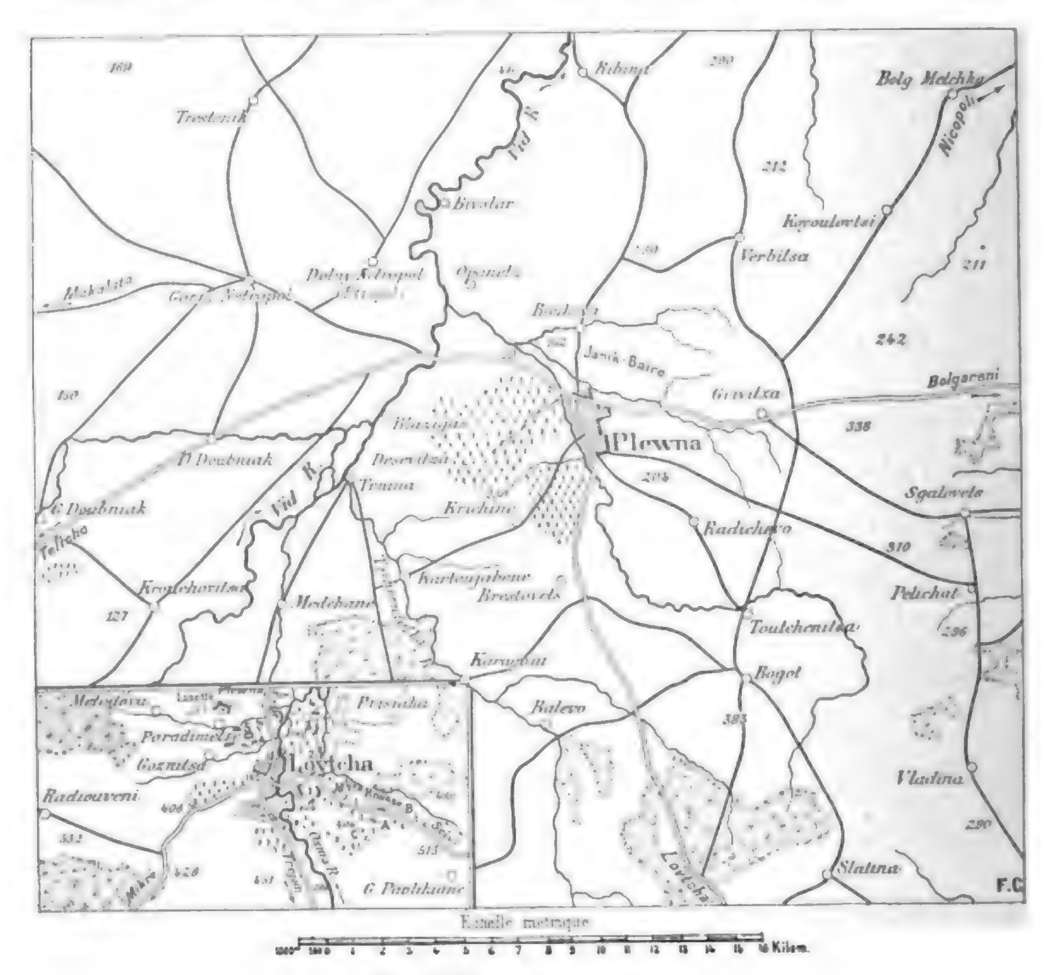


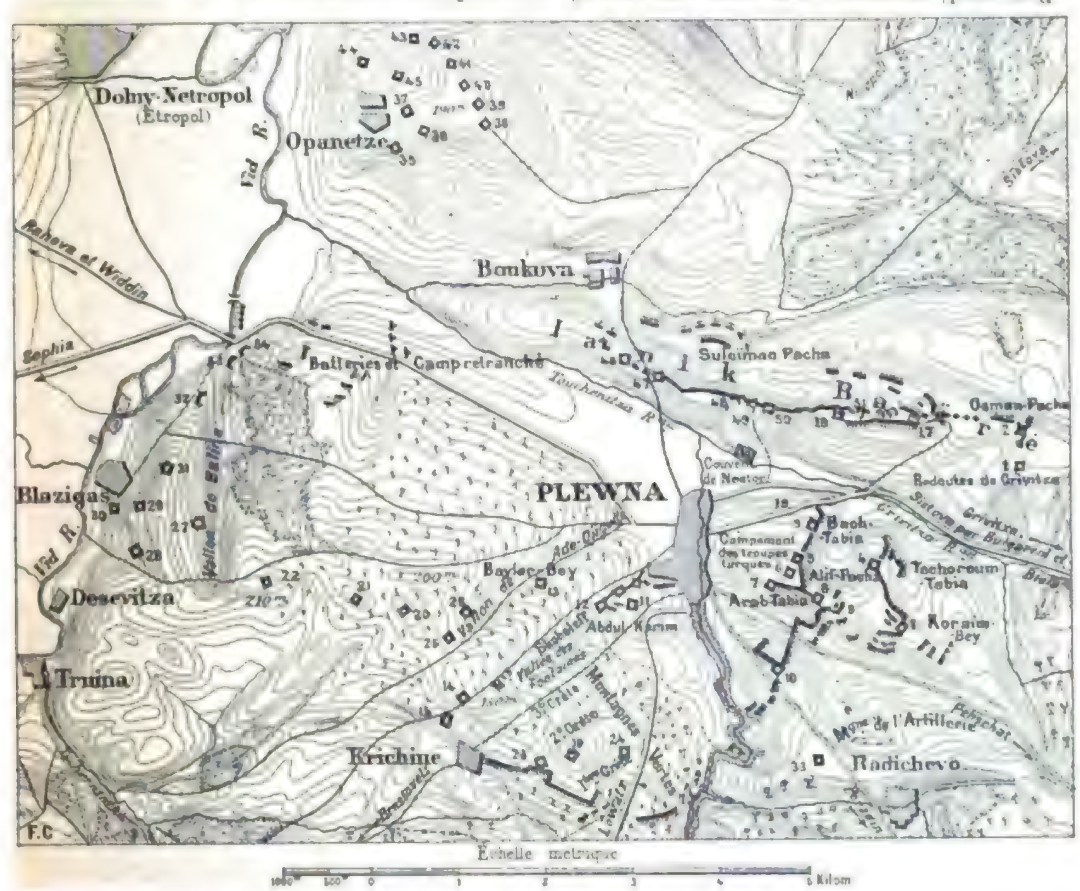
Fig. 5. Plewna et ses environs.

La Toutchenitza coupe le terrain en deux parties bien différentes : les croupes situées à l'Est sont dénudées et à pentes très raides, de façon à constituer un couloir qui ne peut être franchi qu'en quelques endroits ; à l'Ouest, elles sont plus larges, à pentes moins raides et sont, en grande partie, boisées ou recouvertes de vignes.

De l'extérieur, les débouchés de Plewna et plus particulièrement la route de Sophia ne peuvent être battus par le canon que : 1° de la croupe étroite du « Janik-Baïré » sur laquelle était construite la redoute Suleiman-Pacha et qui s'étend entre Boukova et la rive droite de la Toutchenitza ; 2° du plateau d'Opanetz situé au nord du mouvement de terrain précédent.

Cette distinction est utile à établir pour montrer l'erreur sérieuse commise par les Russes (¹) : en effet, tandis qu'Osman-Pacha considérait avec raison le plateau d'Opanetz comme le réduit de la position et le fortifiait solidement, les Russes s'obstinèrent à attaquer le côté Est vers Grivitza, Radichevo et le côté Sud ou Montagnes Vertes (¹) dont les abords vers l'Est, le Nord et l'Ouest sont respectivement commandés par les croupes de Radichevo, le bord du plateau de la rive gauche du vallon des Fontaines (plus tard « Mont Skobeleff », et le point culminant du plateau de Krichine.

Le croquis 6 donne le détail de l'organisation défensive de la Place telle que la réalisa le génie d'Osman-Pacha en s'inspirant



Nota. — Il y a lieu, pour suppléer à l'insuffisance de l'échelle, de porter des noms en regard de quelques numéros.

Secteur compris entre la Toutchenitza et la Grivitza : Omer-bey T.

Rive gauche de la Toutchenitza : N° 15, Jounous-bey ; n° 14, Talaat ; n° 25, Milas ; n° 26, Baglouk-Sirté ; n° 12, Kovanlik et Skobeleff n° 1 ; n° 11, Isza-aga et Skobeleff n° 2.

Fig. 6. — Camp retranché de Plewna.

(¹) Bonneau (commandant). — *Guerre de 1877-1878*, p. 84 et 85.

(¹) Les *montagnes Vertes*, situées entre de Brestowetz et Plewna, sont bornées à l'Est par la Toutchenitza et portent, dans leur partie septentrionale, le nom de monts Skobeleff.

des leçons données à Sébastopol par Todleben. Lorsqu'il arriva à Plewna, 2 blockhaus seulement existaient. Quelques jours plus tard, toutes les parties faibles du front étaient protégées par des tranchées-abris; en arrière de cette ligne plus ou moins continue, quelques épaulements avaient été construits au Nord et à l'Est de la ville pour des pièces de campagne; près de Grivitza, de Boukova et d'Opanetz, du côté du Danube, des parapets sortaient de terre ainsi que des abris pour les réserves.

Dès le lendemain de la première bataille de Plewna [20 juillet], un homme de valeur, le colonel Tahir-Pacha, chef d'état-major d'Osman-Pacha, arrêtait les emplacements des ouvrages à construire et faisait commencer les travaux. D'abord passagers, établis à la hâte, ces ouvrages devinrent peu à peu permanents : aménagés avec un soin tout particulier, la plupart permettaient de disposer de deux et même de trois étages de feux. Se basant uniquement « sur l'expérience », s'inspirant du passé, Tahir-Pacha arriva, de proche en proche, à faire de Plewna, ville ouverte au début, une sorte de Sébastopol dont l'ancien défenseur put seul venir à bout.

Lorsque fut livrée la deuxième bataille de Plewna [30 juillet], Tahir-Pacha avait bien utilisé les dix jours écoulés depuis la première : le couvent de Nestor était mis en état de défense, la grande redoute Grivitza [n° 1] ou d'Abdul-Kerim destinée à commander la route de Sistova était terminée; les redoutes de Boukova au Nord et de Radichevo au Sud étaient très avancées, enfin des batteries et des tranchées-abris existaient sur un grand nombre de points. On entama immédiatement la construction de la redoute Grivitza n° 2 et de redoutes entre le Vid et la route de Lovtcha.

Plus tard, vers la fin d'août, des ouvrages furent construits sur les hauteurs de Krichine. Dans le courant des mois de septembre et d'octobre, les Turcs élevèrent une série de retranchements sur les hauteurs d'Opanetz et de Blazigas.

En dernier lieu, le camp retranché de Plewna comprenait, en laissant de côté les tranchées-abris et les chemins de communication, au moins 30 ouvrages : le croquis donne une idée suffisante de leurs emplacements et de leur groupement.

Trois batailles ont été livrées devant Plewna, du 19 juillet au 13 septembre, jusqu'à ce que les Russes, instruits par de rudes leçons, aient dû se résigner à un investissement régulier que Todleben sut faire aboutir au succès.

Aucune de ces attaques plus ou moins générales n'a réussi, soit que des reconnaissances consciencieuses n'aient pas précédé la lutte, soit que les dispositions prises aient été défectueuses, soit que les attaques partielles n'aient pu être concordantes, soit enfin que les troupes mises en ligne, imbues de la supériorité de la baïonnette sur la balle, aient été d'un trop faible effectif. Nous ne nous attarderons donc pas au détail, nous contentant, après avoir rendu hommage, une fois pour toutes, à l'énergie vraiment héroïque et au dévouement absolu du soldat russe, de signaler la toute-puissance du feu et l'importance des abris improvisés.

C'est à dessein que nous avons groupé dans un même chapitre tout ce qui regarde le siège ou s'y rattache.

Première bataille de Plewna, le 20 juillet. — Lorsque le général Krüdner commandant le 9e corps fut chargé de s'emparer de Nicopoli et de Plewna, il résolut d'attaquer ces places l'une après l'autre. Cela n'eût pas dû l'empêcher, dès qu'il arriva devant Nicopoli, de faire surveiller Plewna par sa cavalerie; mais il négligea cette précaution élémentaire et, par suite, ne fut pas informé de l'arrivée d'Osman-Pacha.

Le 18 juillet, le général Schildner-Schuldner recevait de lui l'ordre de marcher contre Plewna avec la 5e division; il le fit sans prendre les mesures de sécurité nécessaires. Arrivé devant la place, il ordonna, *sans l'avoir reconnue sérieusement*, sans avoir une idée des forces adverses, une triple attaque par le Nord [Bukova], l'Est [Grivitza] et le Sud [Radichevo]; or, il ne pouvait disposer que de 1 brigade d'infanterie, 4 batteries et 1 régiment de cavalerie, soit de 7.000 hommes au maximum. Le manque presque complet de préparation par une artillerie d'ailleurs établie hors de portée efficace, l'emploi prématuré de l'infanterie contre des positions fortifiées armées de gros canons, la confusion singulière que l'on fit de la marche offensive et de l'assaut, l'éparpillement des forces, enfin l'arrivée tardive d'une des co-

lonnes amenèrent un insuccès complet imposant une retraite qui, d'ailleurs, ne fut point inquiétée. Les Turcs auraient perdu environ 2.200 hommes, dont 1.000 blessés, mais les pertes des Russes dépassèrent le tiers de l'effectif engagé, soit 2.845 hommes dont 74 officiers hors de combat : la lutte avait duré environ 5 heures et demie sans que, d'un côté comme de l'autre, la cavalerie fût utilisée.

Le général Schildner-Schuldner, après avoir manqué de prévoyance, eut soin, comme il arrive souvent en cas de défaite, de grossir les forces de son adversaire et de déclarer qu'il avait eu affaire à 50.000 hommes disposant de 90 canons.

Deuxième bataille de Plewna, le 30 juillet (*fig.* 5 et 6). — Dans un conseil de guerre que présida le tsar, le tsarévitch et le grand-duc Vladimir avaient émis un avis très sage : se contenter de faire surveiller Plewna par les forces jugées nécessaires, marcher sur Chumla et s'en emparer; puis, après avoir joint le corps du général Zimmermann et pourvu à la sécurité des derrières, se porter résolùment, par Kazan, Iamboli et Andrinople, sur Constantinople. On eût ainsi, au prix d'un léger risque, si la marche avait été rapide, gagné du temps et obtenu le résultat en économisant bien des vies humaines. Mais le grand-duc s'obstina à vouloir attaquer immédiatement Plewna. Dans ce but, il adjoignit au IXe corps relevé à Nicopoli par les Roumains, des éléments des IVe et XIe; le général Krüdner disposa dès lors de 36 bataillons, 30 escadrons et 186 bouches à feu.

De récents renforts venaient d'élever à plus de 30.000 hommes l'armée d'Osman-Pacha dont le premier acte fut, le 26 juillet, d'enlever Lovtcha ou Lowatz sur l'Osma. Krüdner n'avait qu'une médiocre confiance dans la réussite de l'opération dont il était chargé ; aussi ne se décida-t-il à obéir qu'à la troisième injonction. Il employa deux colonnes venues, l'une du Nord-Est, l'autre de l'Est et dont les flancs extérieurs étaient protégés : à droite, par 10 escadrons et 6 pièces ; à gauche, par 1 bataillon, 14 sotnias et 10 pièces.

A droite, avec 18 bataillons et 80 pièces, le général Weliaminoff attaquerait d'abord la redoute principale de Grivitza ; à gauche, avec 12 bataillons et 36 canons, le prince Schakowski s'avancerait de Poradim sur Radichevo.

Appelée de Karagatch et forte de 6 bataillons, 4 escadrons et 28 canons, la réserve générale était destinée à manœuvrer entre les deux colonnes.

A l'extrême gauche, la brigade combinée du Caucase disposant d'une batterie de montagne protégerait, du côté de Sophia et de Lowatz, le flanc de l'armée et les derrières du prince Schakowski.

Aux 32.000 hommes et aux 163 canons des Russes, les Turcs ne purent opposer que 20.000 hommes et 56 canons.

Entamée vers 8 heures du matin, la bataille que prolongèrent les efforts vraiment prodigieux des Russes était perdue pour eux, sur toute la ligne, à la tombée de la nuit. Après une préparation de nouveau insuffisante et un semblant de reconnaissance effectuée par des colonnes qui, se trouvant à au moins 4 kilomètres l'une de l'autre, ne purent ni ne voulurent se prêter un mutuel appui, la plupart des régiments avaient été lancés successivement droit devant eux et en ordre serré, comme s'il s'était agi d'une parade. L'artillerie et la cavalerie avaient été d'un médiocre secours ; quant à la réserve, elle n'avait point tardé à se trouver partagée entre les deux attaques. Le mauvais vouloir coupable du prince Schakowski, mécontent de se trouver sous les ordres du général Krüdner, contribua encore à aggraver la situation.

Le colonel Wonlarlarsky raconte la scène suivante dont il fut témoin et qui renseigne sur la valeur du général Krüdner ; son début eut lieu vers 3^h,50 du soir, lorsqu'il devint évident que la bataille était perdue à l'aile gauche.

« Le baron Krüdner *faisait peine à voir en ce moment si critique*. Il lui fallait opter entre deux résolutions également graves toutes deux : se porter au secours du prince Schakhoffskoï en laissant la redoute de Grivitza sur nos derrières ou bien donner l'assaut à cette redoute, la prendre et se réunir ensuite au corps du prince. Le baron, il était facile de le voir, *souffrait terriblement, ne sachant quel parti prendre*. Enfin à 3^h,50 s'adressant *aux troupes qu'il avait sous la main*, il s'écria : « Eh bien, mes enfants ! à la grâce de Dieu ! Enlevez vivement cette re-

doute et ce soir nous souperons à Plewna [1]. »

L'attaque très vivement menée, mais reçue par trois étages à feux d'infanterie échoua et causa des pertes énormes [2].

L'opinion suivante d'un autre témoin est à noter au point de vue de l'ensemble :

« Un des traits caractéristiques des derniers combats, c'est le calme et le sang-froid avec lequel l'infanterie turque a conduit ses feux à Plevna. Les bataillons turcs, immobiles derrière leurs retranchements, laissaient approcher les colonnes d'attaque russes jusqu'à 300 pas, puis ouvraient des feux si nourris, si précis et si meurtriers que l'infanterie russe, déjà fatiguée par l'ascension des pentes et des glacis des positions, ne pouvait les supporter. Elle faisait demi-tour et se repliait dans le plus grand désordre ; les Turcs attendaient ce moment pour faire usage de la grande portée de leur Henry-Martini, envoyaient aux Russes en fuite des grêles de balles jusqu'aux distances de 1.800 mètres et ne s'interrompaient qu'au moment où ils voyaient les escadrons de cavalerie régulière et les Tcherkesses appelés des dernières lignes pour la poursuite apparaître derrière les fuyards. Le combat dans Plewna même nous présente un caractère analogue... »

On ne mentionne pas ici l'emploi que firent les Turcs de feux étagés.

Par bonheur pour les Russes, Osman-Pacha, qui leur attribuait une importante réserve et qui, d'ailleurs, manquait de troupes fraîches et de cavalerie, les fit à peine poursuivre.

Malgré cela, leurs pertes furent considérables. Elle s'élevèrent, en effet, à environ 7.000 hommes morts et blessés dont 168 officiers alors que les pertes des Turcs n'auraient pas dépassé 2.200 hommes dont 700 tués.

Panique du 31 juillet. — Cette défaite eut pour conséquence immédiate une panique terrible : provoquée le lendemain à Sistova, par l'arrivée des premiers convois de blessés, elle se propagea au delà même du Danube et prit de proche en proche un caractère navrant.

« J'avais marché toute la nuit, dit un témoin, et je me trouvais sur la route de Sistova ; je gravis une des nombreuses hauteurs de ces contrées et, tant que mon œil put voir, je découvris des fuyantes masses humaines, des troupeaux de bétail que l'on chassait devant soi sous les cris :

« Les Turcs, les Turcs ! en arrière, en arrière ! sauve qui peut ! » La poussière au loin, à droite, à gauche, partout, décelait une fuite générale.

« J'ai vu, chose horrible, des hommes jeter hors des chariots les blessés, prendre leur place et fouetter les chevaux ; quelque brave officier arrivait bien, revolver au poing, à arrêter ces méfaits, mais les cris, mais les gémissements continuaient et se répercutaient aussi loin qu'on put entendre.

« A Sistova, *on se jeta sur le pont*, on se bouscula, *on s'entretuait pour passer* ; des centaines de chariots furent jetés à l'eau ; on traversait en canots, sans rames ni gouvernails, qui chaviraient au milieu du Danube ; des centaines d'hommes se jetèrent à l'eau et s'y noyèrent.

« Le général Richter arriva bien, à force d'autorité, à mettre un peu d'ordre sur le pont, mais *la panique continuait de l'autre côté du Danube* ; on fuyait de Simnitza, *on fuyait de partout*, la panique ! la panique !...

« Ce ne fut que dans l'après-midi que l'ordre put être rétabli [1]... »

Un autre témoin de la panique, le colonel Wonlarlarsky, affirme qu'elle eut pour origine un ordre catégorique : « ...Nous apprîmes, il est vrai, de cette façon qu'un général avait donné, à tout le monde, l'ordre de battre en retraite... [2] » Or, voici l'épilogue. Le 24 juillet, le grand-duc s'étant rendu à Poradim pour voir les troupes qui avaient pris part à la bataille du 18 et relever leur moral, le général-lieutenant *** commandant la *** division d'infanterie vint le saluer ; le colloque suivant s'établit :

« J'ai entendu dire que vous désiriez prendre un congé et rentrer chez vous. » Le général devint aussi rouge qu'un homard.

« Il paraît que vous êtes malade ? Eh bien,

(1) Wonlarlarsky [colonel W. M.]. — *Souvenirs d'un officier d'ordonnance...*, p. 94.

(2) « ...Prenant ma course et accélérant l'allure, je descendis dans les fossés, où un tableau désolant s'offrit à mes yeux : 3.000 officiers et soldats blessés gisaient à terre, se tordant et gémissant de douleur. Quelques uns mêlaient aux plaintes, que leur arrachait la souffrance, des reproches à l'adresse de leurs chefs : « On nous a conduits à la boucherie ! Avec cela qu'il était possible d'enlever d'assaut un pareil morceau ! »... Wonlarlarsky, *loc. cit.*, p. 96.

(1) Van de Welstyne. — *La guerre Russo-Turque*, p. 127 et 128.

(2) Wonlarlarsky [colonel W. M.] — *Souvenirs d'un officier d'ordonnance* p. 106.

remettez le commandement de votre division au général-major Schnitnikff. Vous pouvez partir ».

« Quand dois je partir ? » balbutia le général absolument anéanti.

« Le plus tôt sera le mieux », lui répondit le Grand-Duc en lui jetant un regard plein de mépris.

« Il paraît que le général*** avait été le véritable auteur de la panique qui s'était emparée de nos convois, le 19 juillet, à Bulgareni. Son système nerveux n'avait pu résister aux scènes affreuses de la bataille et surtout à celles dont il avait été le témoin après le combat. Il monta en voiture et prit la fuite. Puis, lorsqu'il aperçut les convois et les ambulances à Bulgareni, il se pencha hors de la portière de sa voiture, se mit à crier : « *Que ceux qui croient en Dieu se sauvent* ! » et causa de la sorte, la panique *épouvantable* dont j'avais été le témoin (1)... »

Situation après la deuxième bataille de Plewna. — L'effet moral produit par cette seconde défaite fut tel que, dès la réception de la nouvelle à Tirnova, le grand duc Nicolas crut devoir porter le grand quartier général plus en arrière, à Bulgareni. La situation était en effet, très critique, car toute l'armée russe se trouvait désormais réduite à la défensive.

A l'Ouest, Osman-Pacha, que 60 kilomètres seulement séparaient de Sistova où était l'unique pont sur le Danube, tenait Krüdner en échec; en somme, jusqu'à la fin de septembre, il repoussa toutes les attaques des Russes.

Dans le Sud, Suleiman-Pacha ne tarda point à prendre Eski-Saghra et rejeta Gourko sur le versant nord des Balkans.

Du côté de l'Est, où le siège de Roustchuk n'avançait pas, faute du gros matériel qui avait été dirigé sur Plewna, Mehemet-Ali avait reçu l'ordre, au moment où il remplaça Abdul-kerim, d'entamer l'offensive avec l'armée du quadrilatère.

Le 31 juillet, le tsar appela sur le théâtre des opérations la garde impériale [3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie] et 3 autres divisions et demie d'infanterie, en tout 6 divisions et demie d'infanterie et 1 de cavalerie. Dans le courant du moins d'août, il ordonna la mobilisation de 185.000 hommes du premier ban de l'Opoltchenié (2) et fit venir 2 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie, 3 bataillons d'artillerie de forteresse et quelques compagnies de sapeurs. A cette époque, la Russie avait mobilisé, depuis le début des opérations actives, 228 bataillons, 62 escadrons, soit 310.000 hommes et 7.000 chevaux, disposant de 816 pièces de campagne, non compris l'artillerie de forteresse, 36 parcs d'artillerie de forteresse, 56 parcs d'artillerie et 5 parcs télégraphiques.

L'armée de l'Ouest, commandée par le général Zotoff, se trouva composée des IVe [Kryloff] et IXe [Krüdner] corps, de 1 brigade de Cosaques [12 escadrons], de 2 sotnias de Cosaques du Don [2 escadrons], et 1 bataillon de sapeurs, en tout de 46 bataillons, 42 escadrons et 208 pièces.

Profitant de l'inaction relative d'Osman-Pacha occupé à faire activer les travaux de fortification, les Russes s'étaient rapprochés le 2 août : le IVe corps [Schakowski] se trouvait au sud de la route, à Poradim et Pelischat, le IXe corps [Krüdner] au nord, à Bolgarski-Karagatch. Les environs de Plewna étaient surveillés, de Ribina vers Bogot, par la cavalerie qui se reliait, à sa droite à la cavalerie roumaine chargée de garder le Vid inférieur, à sa gauche au détachement de l'armée du Centre dont la droite occupait Selvi. De ce côté, Skobeleff II, gardait avec une brigade mixte Iglav sur l'Osma, Kakrina et observait Lovtcha avec une brigade mixte.

Combat de Lovtcha, le 6 août [*fig.* 1 *et* 5] *Sortie d'Osman-Pacha*; *bataille de Pelichat le 31 août.* — Chargé de diriger, le 6 août, avec 5 à 6.000 hommes et 16 canons, une reconnaissance sur Lovtcha, Skobeleff II se replia lorsqu'il eut constaté que les Turcs occupaient en forces ce point où ils s'étaient retranchés.

Le 23 août, Rifaat-Pacha, qui commandait à Lovtcha, osa venir attaquer à Selvi la brigade russe formant l'aile droite de l'armée des Balkans. Il fallait décidément que l'armée russe possédât Lovtcha.

Cependant le rôle destiné à l'armée roumaine était toujours indéterminé. Le tsar parvint, le 28 août, en s'entendant directement avec le prince Charles de Roumanie, à remédier à ce fâcheux état de choses : il fut alors convenu que l'armée de l'Ouest renforcée par les Roumains serait commandée par Charles et que son ex-commandant en

(1) Womlarlarsky. [colonel W. M.] — *loc.*, *cit.*, p. 116.

(2) Armée territoriale : 3 hommes par 1.000 habitants sur tout l'empire.

chef, Zotoff, remplirait auprès de lui les fonctions de chef d'état-major général. Le prince allait ainsi pouvoir opposer 95.000 hommes et 430 canons aux 30.000 à 32.000 hommes et aux 70 canons d'Osman-Pacha. Les Roumains, ayant changé de ligne d'opérations, durent faire descendre leur pont jusqu'à Nicopoli où aboutit dès lors leur ligne de communication qui partait de Korabia, point situé sur la rive gauche du Vid.

A cette époque, l'effectif total de l'armée russe était, d'après les indications de l'état-major général, de 277.537 hommes dont 16.105 non combattants : infanterie, 201.262 ; cavalerie, 32.648 ; artillerie, 32.827 ; génie, 10.800. Quant aux troupes de la péninsule des Balkans, elles comptaient 196.000 hommes répartis entre les trois armées de l'Est, des Balkans et de l'Ouest.

Le 31 août, Omer-Pacha prend l'offensive sur toute la ligne et livre la bataille de Pelichat. Mehemet-Ali lui avait prescrit d'attaquer les Russes de flanc, mais il voulut diriger d'abord une reconnaissance offensive contre leur centre ; or, Zotoff croyant, d'après un faux renseignement, qu'Osman-Pacha se proposait d'attaquer ses deux ailes, en marchant de Plewna sur Nicopoli et de Lovtcha sur Selvi, les avait renforcées au détriment de son centre.

Il parait prouvé qu'Osman-Pacha, qui s'était réservé le soin de diriger lui-même l'opération, ne s'était pas ménagé une réserve et qu'il n'avait point suffisamment assuré le ravitaillement en munitions. Les Turcs prennent, reprennent la lunette de Pélichat et brûlent le village ; finalement, ils sont contraints de se retirer sans être poursuivis. Cette reconnaissance infructueuse, qui parait, d'ailleurs, avoir été assez mal dirigée, leur coûta environ 2.000 hommes ; les Russes ont accusé une perte de 1.035 hommes dont 35 officiers.

Bataille de Lovtcha ou de Lowatz, le 3 septembre [*fig* 4 et 5]. — Lovtcha est bâtie sur la rive gauche de l'Osma et dominée de tous côtés par des hauteurs ; elle constituait, vers la fin du mois d'août, une menace constante pour les Russes, qui, s'ils avaient voulu diriger une attaque contre le front sud de Plewna, se seraient trouvés exposés à être pris de revers. Désireux d'assurer la sécurité à cette attaque, tout en diminuant vers le Sud le champ d'action d'Osman-Pacha, le grand-duc donna l'ordre au prince Imeretinsky d'enlever Lovtcha. Ce sera le premier acte de vigueur des Russes qui peuvent enfin quitter leur attitude expectante.

Bien que simple général de brigade, ce prince commandait la 2ᵉ division d'infanterie ; on le renforça encore de telle sorte que, en comptant le détachement de Skobeleff II [4 bataillons un quart, 13 escadrons et 14 pièces] établi depuis le 24 août à Kakrina [10 kilomètres à l'est de Lovtcha], il eut sous ses ordres 23 bataillons un quart, 15 escadrons et 98 pièces. A ces 22.000 hommes, Rifaat-Pacha ne pouvait opposer que 7 à 8.000 hommes [1] et 6 canons : l'inégalité de la lutte fut atténuée par la force naturelle de la position augmentée par des travaux de fortification rapide : 4 ouvrages précédés de tranchées avaient été construits sur la rive droite de l'Osma ; une lunette et une redoute dans laquelle Rifaat-Pacha avait établi son quartier général s'élevaient sur l'autre rive, au nord de la ville.

L'ordre suivant que Skobeleff II adressa à ses troupes prouve que, malgré son ardeur et, bien que toujours imbu de la doctrine de Souvaroff [2], il avait tenu un grand compte des enseignements fournis par les derniers combats.

« Dans la première partie du combat qui va se livrer, *le rôle prépondérant appartiendra à l'artillerie*. Les commandants des batteries seront avisés de la direction des attaques ; ils ne devront pas disséminer leur feu, mais *soutenir l'infanterie lorsque celle-ci se portera en avant*. La plus grande attention sera nécessaire ; le feu devra être accéléré lorsque les réserves ennemis se montreront ; il sera poussé à la limite extrême si une colonne d'attaque rencontre un obstacle imprévu.

« Lorsque la distance le permettra, on tirera avec obus à balles sur les tranchées et sur les troupes ennemies.

« L'infanterie devra éviter le désordre pendant l'action, et *ne pas confondre la marche en avant avec la charge*. Elle ne devra pas oublier *le devoir sacré de secourir à tout prix ses voisins*.

« *Ne pas gaspiller ses cartouches ;* se rappeler

[1] Van de Wiestyne donne le chiffre peu probable, si l'on se reporte aux pertes, de 3.500 hommes.

[2] Bonneau [commandant]. — *La guerre de 1877-1878*, p. 150.

que le réapprovisionnement en munitions est rendu difficile par la nature du terrain.

« Je rappelle encore une fois à l'infanterie la grande importance pendant le combat, de l'ordre et du silence. On ne devra crier : « *Hourrah* ! » que lorsque l'ennemi sera réellement à portée, et que l'on pourra exécuter la charge à la baïonnette.

« Je rappelle aux troupes que *les pertes sont minimes dans une attaque vigoureuse* tandis que la *retraite*, surtout quand elle a lieu en désordre, *aboutit à des pertes considérables et à la honte*... »

Pour le prince Imeretinsky, qui le lui avait demandé, il avait formulé ainsi son avis sur la conduite à tenir :

« 1. se renseigner d'abord exactement sur la nature du terrain et sur les dispositions prises par les Turcs ;

2. Se porter ensuite en avant peu à peu ;

3. *Fortifier successivement les positions* que l'on occupera au début de la bataille et celles que l'on enlèvera à l'ennemi ;

4. Conserver de fortes réserves et ne les engager que parcimonieusement ;

5. Chercher les points faibles de l'ennemi ;

6. Surveiller la direction par laquelle l'ennemi pourrait recevoir des renforts. »

Chargé de s'emparer, le 1er septembre, avec l'avant-garde, des hauteurs occupées à l'est de la ville par les avant-postes turcs, Skobeleff le fait ; puis il s'établit, à cheval sur la route de Selvi-Lovtcha, en A et B, points situés à environ 3.500 mètres de la ville ; le 2, il s'y fortifie.

Le 3 septembre, Imeretinsky fait attaquer Lovtcha par deux colonnes parties l'une au nord de Prisiaka, l'autre au sud de A-B et immédiatement suivies par une réserve générale : les deux routes de Trojan et de Mikré sont surveillées par des sotnias de Cosaques ; une brigade forte de 10 sotnias et de 6 pièces occupe solidement la route de Plewna.

Le feu de préparation par l'artillerie dura de 5h 30 du matin à 2 heures du soir ; alors seulement le signal de l'attaque générale fut donné. Les Turcs luttèrent pied à pied et parvinrent à repasser l'Osma sans s'être laissés entamer. La redoute no 5 joua un grand rôle jusqu'à ce que, vers 5h30 du soir, Rifaat-Pacha ayant dû l'évacuer, les Russes purent l'occuper.

Skobeleff qui commandait la colonne de gauche a divisé sa propre opération en deux phases distinctes. Dans la première qui, d'après lui, prit fin vers 3 heures du soir, « l'attaque ayant été conduite *méthodiquement* », on réussit, sans cependant perdre au-delà d'une quarantaine d'hommes. Lorsque la deuxième phase commença, on pouvait craindre l'entrée en ligne de secours venus de Plewna.

« Alors, dit loyalement Skobeleff (1), au lieu de procéder convenablement, comme le matin, je me suis pressé, *j'ai négligé plus ou moins la méthode pour faire vite*, et, dans cette seconde affaire, évidemment moins difficile que la première, et qui avait été précédée d'un succès, je n'ai réussi qu'en perdant 1.700 hommes. »

La nervosité du chef est, en pareil cas, une faute grave que ses inférieurs paient.

Il y a lieu aussi de signaler l'infériorité du tir de l'artillerie russe si nombreuse cependant et l'emploi utile des feux à grande distance [1.500 mètres environ] par l'infanterie turque.

La bataille de Lovtcha met bien en évidence le système de défense des Turcs basé sur l'emploi de la fortification rapide, et l'activité avec laquelle ils construisaient et organisaient les ouvrages nécessaires.

Le prince Imeretinsky produisit un bulletin fantastique de victoire : on y parlait de 12.700 tués ou blessés et on s'y partageait la gloire « en bons frères d'armes » dit le capitaine Van de Wœstyne. Or, d'après celui-ci,

« La vérité est que, s'il y a des défaites qui, dans l'histoire des guerres, peuvent compter pour des victoires, la défaite de Lovtcha par Rifaat-Pacha peut compter pour une des plus glorieuses pages à retenir à l'actif des Turcs.

« Avec 3.500 hommes, Rifaat-Pacha tint tête aux 21.500 Russes pendant quatorze heures et put enfin se retirer avec 1.500 hommes et tous ses canons vers Plewna. Sur 3.500 hommes, il en a perdu 2.000, ce qui est une preuve de grande et héroïque résistance.

« Il faut donc dire encore que ces 2.000 Turcs étaient tous morts, car les régiments de Skobeleff, ne voulant le céder en cruauté aux Turcs de Chipka, ne firent pas de prisonniers et tuèrent tous les soldats turcs qu'ils trouvèrent dans la redoute [no 3] de Lovtcha (2)... »

(1) Son chef d'état major était le capitaine Kouropatkine.

(2) *La guerre Turco-Russe*, p. 139. Cette affirmation est bien absolue si, comme cela est communément admis, quelques isolés seulement se trouvaient dans les redoutes lorsque les Russes y entrèrent.

Les Russses comptèrent 1.516 hommes hors de combat : 371 tués dont 6 officiers, et 1.145 blessés dont 33 officiers.

Osman-Pacha tenta réellement de secourir Rifaat-Pacha ; mais, parti trop tard, le 3 septembre seulement, à midi, avec une colonne forte de 20 bataillons, 2 escadrons réguliers, 1 régiment de cavalerie auxiliaire et 3 batteries, il n'arriva en vue de Lovtcha que le lendemain : il n'y avait plus qu'à rebrousser chemin ; le 6, il était de retour à Plewna, où il fut rallié par les vaincus de Lovtcha, « n'ayant, dit le commandant Bonneau, obtenu aucun résultat et ayant donné une nouvelle preuve du manque d'aptitude de l'armée ottomane aux opérations offensives [1]. » Dès lors, il ne lui restait plus que la ligne de communication de Sophia.

Si Osman-Pacha conserva en face d'une armée une pareille liberté d'allures, c'est que, paraît-il, le général Zotoff, mécontent d'avoir été remplacé dans le commandement de l'armée de l'Ouest, bouda, du 2 au 4 septembre, et négligea d'entrer en relations avec le prince Charles de Roumanie.

Troisième bataille de Plewna, du 7 au 12 septembre [fig. 5 et 6]. *Forces en présence.* — La garnison de Lovtcha une fois constituée avec 5 bataillons, 2 sotnias et 16 pièces, le prince Imeretinsky rejoignit le 5 septembre, à Bogot, l'armée de l'Ouest. L'effectif de celle-ci fut ainsi porté à 100.000 hommes et 20.000 chevaux [en réalité, 82.000 baïonnettes et 11.000 sabres] fournis par 107 bataillons et 91 escadrons qui disposaient de 444 pièces. Les éléments suivants entraient dans la composition de cette armée : IVe [Kryloff] et IXe [Krüdner] corps, 2e division d'infanterie [prince Imeretinsky], 3e brigade de chasseurs et 2 divisions de cavalerie ; forces roumaines [général Tchernat] comprenant 43 bataillons, 32 escadrons et 120 pièces fournis par 3 divisions d'infanterie, 4 brigades de cavalerie, 1 bataillon de génie et 20 batteries.

Osman-Pacha ne disposait que de 25.000 hommes, 2.500 chevaux et 70 pièces de campagne fournis par 45 bataillons, 7 escadrons, 1 régiment de cavalerie auxiliaire, quelques centaines de Circassiens et 11 batteries deux tiers ; ces forces étaient réparties entre 3 divisions et une réserve générale composée des trois armes : chacune des divisions comprenait 12 bataillons, 2 batteries et un peu de cavalerie.

Préparatifs des deux partis. — Prévoyant une attaque prochaine, Osman-Pacha s'était préparé. Il avait fait refluer sur Plewna tous les vivres et toutes les munitions disponibles [1] ; contraint de garder un front très étendu, il avait eu recours aux habitants pour multiplier sur son parcours les défenses aménagées surtout en vue du feu de mousqueterie. [fig. 6].

La longue arête du Ianik-Baïré avait été renforcée par des redoutes : celle d'Abdul-Kerim [plus tard « Canli-Tabia » ou « redoute sanglante » ; pour les Russes « redoute de Grivitza n° 1 »] ; celle d'Hafiz-bey-Tabia ou « redoute de Grivitza n° 2. »

Sur le front Sud-Est, se trouvaient les redoutes Techoroum-Tabia, Koraïm-Bey, la batterie d'Alif-Pacha, la redoute d'Arab-Tabia, etc.

Le front Sud Ouest comprenait principalement la redoute d'Iounous-bey, située au nord de Krichine, au point de jonction de trois crêtes des « Montagnes-Vertes », les redoutes de Talaat et Baglouk-Sirté, les deux ouvrages de Kovanlik et de Isza-aga [pour les Russes, « redoutes nos 1 et 2 du Mont Skobeleff].

Au Nord-Ouest, un réduit très solide tenant sous son feu le débouché du Vid et de la route de Sophia avait été organisé sur le plateau d'Opanetz.

Les ouvrages établis sur la croupe de Blazigas concouraient au même but.

Entre Opanetz et Blazigas, le pont sur le Vid était gardé par un bataillon et une batterie bien retranchés.

La défense était répartie en six secteurs et ainsi assurée :

1. Front Sud-Est : 12 bataillons et 18 pièces ;

2. Front Est : 7 bataillons et 14 pièces ;

3. Front Sud : 3 bataillons et 4 pièces ;

4 Front Sud-Ouest : 6 bataillons et 7 pièces ;

5. Front Nord-Ouest : 2 bataillons et 6 pièces ;

6. Front Nord-Est : 10 bataillons et 15 pièces.

[1] *Guerre Turco-Russe.*, p. 165.

[1] Il fut ainsi possible de constituer 500 cartouches par fusil et 200 coups par pièce.

Enfin, 4 bataillons, 4 pièces et toute la cavalerie étaient en réserve.

Les Russes avaient, de leur côté, depuis les premiers jours d'août, multiplié les reconnaissances vers Plewna, levé certaines parties du terrain du secteur Sud-Est, fait confectionner le matériel nécessaire pour l'attaque des ouvrages, amélioré ou créé les communications reliant entre eux les différents corps. Une conférence qui, le 2 septembre, réunit, à Poradim, les officiers de l'état-major de l'artillerie fournit au colonel commandant le parc de siège l'occasion de faire remarquer au général Zotoff que son artillerie serait impuissante à détruire d'une façon durable les ouvrages en terre [1] et qu'il faudrait se borner à démonter leur armement et à en rendre le séjour intenable.

Plan d'attaque. — Ce plan fut arrêté, le 6 septembre, à Gorni-Stouden, après entente avec le prince Charles et le grand-duc Nicolas. Plewna serait soumis à un bombardement préparatoire de trois jours, à la faveur duquel l'infanterie cheminerait en utilisant le terrain, se rapprocherait de façon à restreindre le plus possible la distance à parcourir pour donner l'assaut, se fortifierait sur place et construirait des épaulements de batteries. On comptait diriger la principale attaque vers le Sud-Est, sur la rive gauche de la Toutchenitza, contre le flanc droit des Turcs, du côté des « Montagnes Vertes ».

Pendant la nuit du 6 au 7 septembre, les troupes russes et roumaines furent ainsi établies de la droite à la gauche : 4e division roumaine [2], au nord de la route de Bulgareni — Grivitza ; IXe corps d'armée, entre la route de Bulgareni — Plewna et le chemin de Pelichat à Plewna ; IVe corps, à la gauche du IXe sur les hauteurs de Radichevo ; prince Imeretinsky, avec la 2e division d'infanterie, 1 brigade de chasseurs et 4 batteries, — en tout, 16 bataillons et 76 pièces, — près de Toutchenitza, derrière la gauche du IVe corps. Les deux ailes étaient protégées par de la cavalerie. En arrière du centre et à cheval sur la chaussée de Grivitza se trouvaient 5 régiments de cavalerie et 2 batteries.

Forte de 3 régiments d'infanterie, 4 batteries et 3 régiments de cavalerie, la réserve générale était établie à l'ouest de Pelischat, à la croisée des chemins de Grivitza à Toutchenitza et de Pélichat à Plewna.

Journée du 7 septembre. — A la pointe du jour, 170 pièces dont 20 de fort calibre ouvrent le feu, à des distances variant entre 2.500 et 3.800 mètres, sur les ouvrages turcs : le soir, aucune batterie turque n'est réduite au silence ; l'infanterie ottomane ne s'est pas montrée.

Journée du 8 septembre. — A partir de 6 heures du matin, le duel d'artillerie est repris avec des chances diverses. Dans l'après-midi, un échelon fort de 8 bataillons, 3 sotnias, 36 pièces et commandé par Skobeleff Il dépasse le village de Bretovetz et marche contre les « Montagnes Vertes » : il enlève successivement les trois crêtes et atteint même le vallon des Fontaines ; rejeté sur la 2e crête, il ne peut s'y maintenir et doit, à la faveur de l'obscurité, reculer jusqu'à la 1re sur laquelle il se fortifie. Pendant la nuit, les Turcs réparent les dégâts occasionnés ; ils augmentent même le profil de plusieurs de leurs ouvrages.

Journées des 9 et 10 septembre. — La continuation du bombardement ayant été jugée nécessaire, la date de l'assaut est reculée ; le feu de l'artillerie est accentué surtout à l'aile gauche. De ce côté, le 9 septembre, Skobeleff est attaqué deux fois sur la 1re crête ; arrêtés de front et pris en flanc, les Turcs doivent reculer.

Le 10 septembre, le bombardement, toujours assez inoffensif, est continué par plus de 230 pièces. Skobeleff, qui a reçu l'ordre de s'emparer de la hauteur dominant Plewna au Sud, se porte en avant, à 2 h. du soir, après une longue préparation par l'artillerie. Il enlève la 2e crête et ordonne de s'y fortifier ; à défaut d'outils, les hommes doivent creuser le sol avec leurs baïonnettes et les couvercles de marmites.

Le 10 au soir, au moment où l'artillerie

[1] Notons en passant que la constatation de cette impuissance, aussi bien que l'absence de dangers sérieux pour les défenseurs qui, appuyés sur l'épaulement des tranchées abris, n'étaient point atteints par le tir direct de canons à trajectoire tendue, furent pour les Russes, dès le lendemain de la guerre, le point de départ de recherches qui devaient aboutir à l'artillerie lourde de campagne.
Tout d'abord, ils ne se proposèrent que de construire une bouche à feu qui permît d'atteindre le défenseur dans son abri.

[2] Les deux autres divisions ne furent employées que le 8 septembre.

est sur le point de manquer de munitions,

« les Russes n'avaient obtenu ni le résultat demandé à leur artillerie : « Destruction des obstacles, épuisement moral et désorganisation matérielle des troupes turques », ni celui proposé à leur infanterie : « s'approcher progressivement à l'abri des accidents du terrain pour être prêts à donner l'assaut ». Seule l'infanterie roumaine était parvenue à environ 1 kilomètre de la redoute Abdul-Kerim ; celle des IVe et IXe corps se trouvait à des distances de l'ennemi variant de 1.300 à 2.400 mètres [1] ».

Or, le soir même, à 4 heures, il avait été décidé, dans un conseil de guerre tenu au quartier général du grand-duc Nicolas, que, malgré la non réussite de la préparation par l'artillerie, l'assaut aurait lieu le lendemain. On n'aurait pu, il est vrai, sans porter un coup fatal au moral de l'armée russe, renoncer à enlever Plewna.

D'après l'ordre daté de « Toutchenitsa, 10 heures du soir », un feu très violent serait dirigé contre les ouvrages turcs, d'abord depuis le lever du soleil jusqu'à 9 heures du matin, puis de 11 heures du matin jusqu'à 1 heure du soir ; il serait repris à 2h30 pour cesser au fur et à mesure qu'il gênerait la marche des assaillants. Trois colonnes d'attaque seraient portées en avant à 3 heures du soir. La colonne de droite, commandée par le général Tchernat, ministre de la guerre de Roumanie, comprendrait les 3 divisions roumaines, dont une formant réserve, et 1 brigade de la 5e division d'infanterie russe du IXe corps, en tout 45 bataillons : elle aurait pour objectifs la redoute Grivitza n° 1.

La colonne de gauche, placée sous les ordres du prince Imeretinsky, serait forte de 22 bataillons, 18 sotnias et 102 pièces fournis par 2 divisions d'infanterie, 3 brigades d'artillerie et 4 brigades de cavalerie disposant de 18 pièces. Son rôle va être précisé.

Entre ces deux colonnes se trouverait une batterie de 164 pièces [20 de siège] dont la majeure partie tirerait sur les ouvrages du groupe Sud-Est pour frayer le chemin à la colonne centrale destinée à marcher contre eux. Celle-ci, commandée par le général Kriloff du IVe corps, compterait 2 brigades derrière le centre desquelles marcherait, à 1 kil. 500 environ de distance, la réserve générale forte de 3 régiments et de 3 batteries. En récapitulant, le centre russe devait comprendre 33 bataillons, 150 pièces, mesurer et en largeur comme en profondeur, 3 kilomètres.

Les dispositions nécessaires avaient été prises pour protéger les ailes extérieures de tout ce vaste dispositif : sur le prolongement de l'aile droite, la cavalerie roumaine était établie au nord de Boukava ; à la gauche du corps Imeretinsky, la cavalerie du général Léontieff se trouvait entre Brestovets et Krichine ; enfin la 9e division de cavalerie russe [Lockareff] barrait la route de Sophia.

Le général commandant l'armée de l'Ouest devait se tenir auprès de la réserve générale.

L'analyse de cet ordre dont, nous n'avons donné que l'essentiel, laisse une impression défavorable. D'une part, le doute subsiste sur le point appelé, dans l'idée de celui qui l'a rédigé, à jouer un rôle *décisif*, qu'il s'agisse de la redoute de Grivitza n° 1 regardée comme *clef de la position* ou des « Montagnes Vertes » qui, pour le général Zotoff, sont la clef stratégico-tactique » du camp retranché [1]. D'autre part, le souvenir de la ruse employée, le 8 septembre 1855, par les Français devant Sébastopol, n'avait pas bien servi les Russes pour cette raison que, en septembre 1877, les circonstances n'étaient nullement les mêmes que vingt deux ans auparavant. Ils se trompèrent donc en croyant que l'intermittence imprimée au bombardement suffirait pour décider les Turcs à faire prématurément des faux mouvements qui eussent compromis l'avenir : outre que les Turcs avaient de l'espace devant eux, ils ne pouvaient exposer à la légère leurs réserves à la destruction. La complication des prescriptions de l'ordre qui rappelle trop un *scenario*, la façon défectueuse dont il assurait le commandement, l'oubli de l'ennemi que l'on paraissait vouloir condamner à la passivité frappent aussi.

Quoi qu'il en soit, les circonstances atmosphériques ne favorisèrent pas tout d'abord les Russes. Dès le matin, en effet, un épais

[1] Bonneau [commandant]. — *Guerre Turco-Russe...*, p. 186.

[1] «...En un mot, dit le commandant Bonneau, on n'avait pas su se décider à accorder à l'une des trois attaques une importance *décisive* et à la soutenir avec des forces nécessaires pour la faire réussir malgré toutes les difficultés... » *Guerre Turco-Russe*, p. 189.

brouillard rendit illusoire le tir de leur artillerie : cette circonstance eût pu être favorable à la marche en avant de leur infanterie ; mais, ainsi que le fait remarquer le commandant Bonneau, le moment de l'assaut avait été fixé à 3 heures du soir (1) : c'était une faute, puisque ce moment dépendait des circonstances et non du généralissime russe auquel le télégraphe donnait toute facilité d'intervenir en temps opportun.

Entrons maintenant dans le détail de cette lutte de plusieurs jours, en nous occupant d'abord de l'aile gauche russe, puisqu'elle attaqua avant le centre et l'aile droite.

Le 10 septembre au soir, le prince Imeretinsky achevait de donner ses ordres pour attaquer simultanément, le lendemain, le groupe des ouvrages de Krichine et celui du Mont Skobeleff, lorsqu'un ordre du général Zotoff vint subitement annuler ses dispositions. L'aile gauche allait, en effet, se trouver partagée en trois détachements distincts : celui du général Skobeleff auquel était assigné le rôle principal ; celui du général Léontieff ; celui du prince lui-même.

Skobeleff, qui tenait toujours la 2e crête des Montagnes Vertes, était chargé d'attaquer, avec 2 brigades et demie d'infanterie et 4 batteries, « le camp retranché ennemi qui couvre Plewna du côté de la route de Lovtcha. » Il serait soutenu par le prince Imeretinsky. Quant au général Léontieff, qui disposait de la cavalerie de l'aile gauche et d'artillerie à cheval, il devait gagner la route de Sophia.

Skobeleff avait décidé qu'il attaquerait d'abord les deux ouvrages de Kovanlik-Tabia et d'Isza-Aga ; il coopérerait ensuite, avec le centre, à la prise du camp de la réserve générale turque situé à l'est de Plewna ; il présumait que les ouvrages de Krichine tomberaient alors d'eux-mêmes ; or, il allait se heurter contre 19 bataillons et 11 pièces.

Skobeleff crut nécessaire de s'établir préalablement sur la 3e crête : c'est ainsi, paraît-il, que, contrevenant à l'ordre général, il se porta en avant dès 10 heures du matin. Le brouillard aidant, la 3e crête fut enlevée et occupée, mais les impatients qui, l'ayant dépassée, étaient descendus dans la vallée des Fontaines, furent ramenés avec de grosses pertes et la lutte se concentra, très vive, sur la 3e crête.

(1) *Guerre Turco-Russe...*, p. 191.

A l'heure fixée pour l'assaut, Skobeleff (1), qui avait eu le temps de rétablir de l'ordre et de prendre ses dispositions, porta ses troupes en avant contre les 3 redoutes. Il réussit, au prix de sérieuses pertes, à aborder le plateau sur lequel étaient construites les redoutes numérotées 1 et 2 reliées entre elles par des tranchées, à s'emparer de la première ; à la nuit tombante, il était maître de la seconde.

Au centre, la préparation de l'artillerie n'avait, à cause du brouillard, produit aucun effet appréciable. Là encore, par suite de l'ingérence maladroite d'un officier d'état-major, le combat avait été entamé avant l'heure fixée : lorsque celle-ci sonna, 6 bataillons déjà avaient échoué contre les tranchées étagées précédant l'ouvrage d'Omer-Tabia. Plus tard, faute d'une préparation suffisante par la mousqueterie, 12 bataillons échouèrent successivement. Il n'y eut pas, dans la journée, moins de 14 attaques.

Un des incidents les plus terribles de la lutte, a été relaté par Van de Wœstyne (2).

«..... A ce moment, Osman fit avancer contre les assaillants le colonel Tevfik-Bey avec le bataillon des Redifs de Silistria et le 3e bataillon du régiment Osman-Bey.

« Le spectacle à ce moment fut effrayant.

« Le bataillon de Silistria était réputé le plus terrible et le plus héroïque des troupes d'Osman; ils étaient surnommés « Kassab » ce qui veut dire : « tueurs d'hommes. » Ces terribles tueurs d'hommes se jetèrent sur les Russes qui ne voulurent pas céder une parcelle du terrain conquis et alors on ne vit plus dans l'air que des yatagans étinceler, des crosses se lever et des hommes tomber par centaines, par centaines..... C'était une agoissante mêlée; les tueurs d'hommes s'avançaient de partout, semant partout la mort ! la mort !... L'horrible spectacle ! les Russes s'avançaient à nouveau toujours criant : Hourrah ! mais que ce soit le 124e, ou le 20e, ou le 118e, chaque régiment recula après avoir payé un tribut immense de vies humaines à ce champ de carnage. »

A l'aile gauche, les jeunes troupes roumaines avaient fait preuve d'un entrain et

(1) On lit dans *Van de Wœstyne* : « à la grande surprise de tous, Skobeleff commença l'attaque pour son compte sans attendre l'heure prescrite... » *La guerre Russo-Turque...*, p. 154.

(2) *La guerre Turco-Russe...*, p. 161.

d'une bravoure remarquables. Toutefois, de ce côté aussi, la préparation de l'artillerie avait été si peu efficace que les Turcs purent armer de nouveau la redoute Abdul-Kerim (Grivitza n° 1) dont les pièces avaient été retirées depuis peu. Toutefois, après une lutte de plus de trois heures soutenue par 31 bataillons roumains et russes engagés *contre 5 bataillons* turcs, la redoute fut prise; mais, comme elle était battue efficacement par la redoute n° 2, ce fut une conquête stérile.

En somme, la journée prit fin sans que rien pût compenser les pertes énormes éprouvées par chaque colonne. Dans la colonne Skobeleff, la 4e brigade de chasseurs avait perdu près de 1.600 hommes sur un effectif de 3.000 hommes, le régiment de Vladimir comptait 1.800 hommes dont 40 officiers hors de combat; les autres régiments avaient été très éprouvés aussi.

La colonne Kriloff comptait hors de combat près des deux cinquièmes de l'effectif engagé soit, sur 7 régiments, 5.000 hommes dont 110 officiers.

La colonne Tchernat avait 3.388 hommes hors de combat dont 1.509 tués.

Ce jour-là du moins, grâce à Skobeleff, on évita certaines des fautes commises dans la première partie de la guerre pour attaquer les retranchements turcs et qui avaient coûté si cher; toutefois bien des critiques étaient encore justifiées.

Formées sur deux lignes en colonnes de compagnies, les troupes, que suivait une réserve, étaient précédées d'une unique et faible chaîne de tirailleurs; en somme, au cours de la marche d'approche, dans la zone du feu rapide et pour l'assaut, on s'avançait en formations compactes. L'emploi de la réserve était mal compris : en effet, il ne concordait pas avec le moment où la ligne hésitait et n'avait lieu qu'après le commencement de la retraite des troupes tenant la tête. En dernier lieu, quand des assauts furent dirigés sur deux ou plusieurs côtés d'un ouvrage, ils ne furent pas simultanés mais successifs, ce qui permit chaque fois au défenseur d'utiliser sa réserve.

D'une façon générale, Skobeleff disposait ses troupes sur plusieurs lignes que précédait une chaîne dense de tirailleurs et que suivaient à courte distance, une ou plusieurs réserves dont le général, dirigeant l'action, disposait lui-même en temps opportun.

Un officier américain, qui assista à la guerre de 1877-1878, a reproduit une intéressante conversation que Skobeleff eut avec lui sur ce sujet :

« La seule formation dans laquelle des troupes puissent donner avec succès l'assaut à des positions retranchées, est celle qui consiste à *porter en avant plusieurs lignes de tirailleurs successives*. Le général de division doit ne tenir aucun compte de ses aises ou de sa sûreté personnelle : il faut qu'il se place entre les tirailleurs et les réserves, *là où il peut tâter le pouls au combat en tenant ses troupes dans la main*, et juger lui-même du moment où *il convient d'engager ses bataillons de réserve*. Il y a dans toute troupe un certain nombre de coyons qui ne demandent pas mieux que de s'esquiver à la première occasion et un certain nombre de vigoureux gaillards qui, au contraire, *vont quand même à l'assaut et se font tuer*; mais la grande majorité se compose d'individus d'un courage variable, sujets à chanceler quand l'affaire devient un peu chaude. Il faut que les réserves entrent en action *au moment où cette majorité, nerveuse et impressionnable, commence à en avoir assez, mais avant qu'elle n'ait commencé à reculer*; et c'est en décidant du moment opportun d'engager la réserve *que réside le talent d'un général de division* (1).

Enfin Skobeleff après avoir insisté, dans son Rapport, sur *l'importance de la question de la préparation et de la fortification des champs de batailles*, conclut à la nécessité de faire suivre les troupes d'attaque des outils nécessaires ou d'avoir, dans les régiments, des détachements spéciaux de travailleurs. Le soldat, constate-t-il, n'a que trop de tendance, surtout si le terrain est difficile, ou s'il fait chaud, à s'alléger tout d'abord de son outil qui lui fait ensuite défaut quand il est indispensable qu'il l'emploie (2).

(1) Pierron [colonel]. — *Les méthodes de guerre* t. III [1re partie], p. 733. « Tel est, ajoute le colonel Pierron, après avoir reproduit le récit du lieutenant du génie américain Green, l'opinion du général russe qui a livré le plus d'assauts dans cette guerre, et qui a toujours réussi à enlever les ouvrages dont il était chargé de s'emparer. »

(2) « Aussi, dit-il, les troupes parvenues sur un point où elles doivent se maintenir n'ont-elles plus les moyens de se couvrir contre les feux de l'adversaire, *comme l'infanterie l'a fait constamment* ; 1° dans la guerre de Sécession; 2° dans

Skobeleff employa la plus grande partie de la nuit du 11 au 12 septembre à faire relever les blessés, à envoyer chercher de l'eau, à opérer le ravitaillement en munitions, à faire fortifier la position conquise ce qui ne fut qu'incomplètement possible à cause du manque d'outils, à assurer les communications avec le prince Imeretinski, enfin à répondre aux attaques décousues que les Turcs tentèrent sans succès.

Journée du 12 septembre. — Skobeleff avait déjà repoussé deux attaques dirigées contre la 3e crête par les Turcs lorsque, vers 8 heures du matin, il est avisé, par une dépêche émanant du général Zotoff, qu'il aura à se maintenir jusqu'à nouvel ordre sur la 3e crête, mais qu'il ne pourra être secouru.

A 10h 30, il reçoit l'ordre du général Zotoff de se maintenir jusqu'au soir, et de battre en retraite lentement sur Toutchenitza. La dépêche datée de 8h 30 du matin se terminait ainsi :

« ... La redoute de Grivitza est entre nos mains mais il ne nous reste plus rien pour continuer l'offensive, et il a été décidé qu'on se replierait lentement. »

L'aile gauche russe combattit donc seule ce jour-là : elle lutta, sauf une interruption d'environ une heure et demie, de 10h 30 à 6 heures du soir. Quatorze fois, à partir de 10h 30, le général Tahir-Pacha, chef d'état-major d'Osman-Pacha, qui disposait de 5 bataillons de réserve, renouvela son attaque contre les deux ouvrages du mont Skobeleff ; chaque fois, malgré des succès partiels, il vint échouer contre la tenacité des Russes et de leur chef qui fit face à tout.

Mécontent, Osman-Pacha chargea le colonel Tevfik-Bey de renouveler cette tentative avec des troupes fraîches. Skobeleff n'avait reçu comme renfort qu'un régiment du IVe corps réduit, depuis la veille, à 1.300 hommes et ses munitions étaient bien bas.

Cette nouvelle attaque commença vers 5 heures, après une demi heure de préparation par l'artillerie et fut dirigée contre l'ouvrage de Kovanlik-Tabia, en employant deux colonnes chargées l'une de la démonstration, l'autre de la décision : bien combinée, elle réussit et les Russes durent se replier. Désireux d'éviter des pertes désormais inutiles, Skobeleff fit même évacuer l'ouvrage d'Isza-Aga. Peu de temps après, il perdait la 3e crête, mais il repoussa les attaques dirigées ensuite par les Turcs contre la 2e. A bout de munitions, ils se replièrent sur le mont Skobeleff et Skobeleff, qui devait songer à exécuter l'ordre de se retirer, fit réoccuper la 3e crête pour pouvoir réorganiser ses troupes derrière la 2e.

Dans le courant de la journée, les Russes avaient eu encore à regretter leur pénurie en outils.

« Il fallait, sans perdre une minute, dit Skobeleff, se mettre à se fortifier du côté de l'aile gauche et aménager les tranchées des Turcs. *Hélas ! les troupes qui avaient atteint les redoutes ne possédaient pas d'outils de pionniers, si ce n'est quelques pelles et quelques haches.* Et cependant on avait grand besoin de se défiler contre l'ennemi qui nous fusillait de tous côtés et dont l'artillerie nous prenait en écharpe sur nos deux flancs. *Les soldats eux-mêmes reconnaissaient cette nécessité. Ces braves gens creusaient ou plutôt grattaient le sol très dur* avec des baionnettes, des sabres, des bidons, enlevaient la terre avec les mains et *cherchaient par tous les moyens à se construire des abris.* Tout fut mis en jeu pour élever des parapets : les branchages des huttes qui avaient servi de logement à l'ennemi, le gazon et, dans la redoute enlevée, même les cadavres turcs ou russes indifféremment. »

Finalement l'assaut de Plewna avait complètement échoué ; seule la redoute de Grivitza n° 1 restait entre les mains des Roumains.

L'armée russe se retira ayant eu, du 7 au 12, 12.800 hommes dont 300 officiers hors de combat ; 3.060 hommes dont 60 officiers étaient morts. C'était environ les 20 % de son effectif. Dans ce chiffre, son aile gauche figurait pour près de la moitié : total 6.258 hommes : 2e division d'infanterie, 2.906 hommes, 1re brigade de la 16e division, 2.372 hommes ; 3e brigade de chasseurs, 830 hommes ; artillerie, 100 hommes ; cavalerie, 50 hommes parmi lesquels le général major Debrovolski. De leur côté, les Roumains comptaient 4.232 hommes dont 56 officiers hors de combat : 4.217 tués dont 41 officiers ; 1.348 blessés dont 15 officiers.

Osman-Pacha avait engagé, le 11 et le 12 septembre, contre les 22 bataillons dont dis-

les quatre années meurtrières de la guerre Carliste ; 3° dans la guerre actuelle où c'est pour les Turcs, *un principe* .. »

posait Skobeleff, 33 bataillons sur 45. On a évalué ses pertes à un chiffre variant entre 4.000 et 5.000 hommes.

Journées des 13 et 14 septembre. — Dans la soirée du 12, les troupes de Skobeleff installées sur la 3e crête avaient arrêté net une tentative de poursuite des Turcs.

Des deux côtés, le 13 et le 14, on s'occupa à relever les blessés, à enterrer les morts et à se réorganiser.

Le 14 au matin, Skobeleff rétrogradait sur les deux points de Toutchenitza et de Bogot qui lui avaient été assignés. Il sortait grandi de cette lutte où, payant constamment de sa personne, il avait fait preuve d'une énergie indomptable et exercé sur ses troupes un ascendant prodigieux. Il constituait une exception, car le soldat, qui s'était bien rendu compte de certaines des fautes commises, était très déprimé et marchandait une confiance que précédemment il accordait entière.

Observations sur les 2e et 3e batailles de Plewna. — Certaines observations sont communes aux deux batailles de Plewna. C'est ainsi que l'une et l'autre ont été entamées sans que l'on eût acquis une connaissance suffisante du terrain, des ouvrages existants et des forces ennemies. La même incertitude exista dans la désignation des objectifs. Le 7 septembre surtout l'erreur fut plus grave parce qu'on ne tint pas compte des leçons fournies par la bataille précédente. Une étude attentive du terrain et de ses obstacles eût dû, en effet, déconseiller l'attaque contre le centre turc dont les ouvrages étaient solidement flanqués et dont les derrières étaient battus par les ouvrages de la seconde ligne.

Du moment où on écartait le plateau d'Opanetz qui était, en dernier lieu, solidement fortifié, il eût fallu se contenter de menacer effectivement le centre turc et, utilisant le terrain de l'Ouest où existaient de nombreux couverts, diriger la principale attaque, non pas contre le mont Skobeleff, mais contre l'extrémité de l'aile droite, contre Krichine, c'est-à-dire contre la redoute Iounous-Bey : si elle était soutenue en arrière par les ouvrages de Talaat, de Milas et de Baglouk-Sirté, dont les Russes ne connurent l'existence que le 11 septembre, au cours même de la lutte, du moins ses flancs étaient libres.

« La chute de Iounous-bey-Tabia entraînait, dit Bonneau, celle de la défense des Montagnes Vertes, *dont les trois crêtes rayonnent autour de cet ouvrage*, au lieu d'être parallèles, comme on l'a souvent dit à tort. On aurait pu, ensuite, attaquer de même, c'est-à-dire *de front et par deux flancs*, les redoutes de Talaat, Milas et Baglouk-Sirté qui se soutenaient successivement, mais d'un côté seulement. Les ouvrages de Kovanlik et Isza-Aga seraient tombés d'eux-mêmes, puisque celui de Baglouk-Sirté enfilait leurs terre-pleins et la tranchée qui les reliait... (1) »

Mais il n'y avait pas que le choix des objectifs qui fût défectueux.

La composition des différentes colonnes ne répondait point à leurs rôles respectifs. Le commandement avait été morcelé notamment à l'aile gauche au préjudice de l'unité d'action. Le haut commandement n'a pas répondu, il faut le reconnaître, à ce que l'on était en droit d'attendre de lui. Il en résulta que chaque colonne agit pour son propre compte, sans même chercher à protéger les flancs de la colonne voisine.

Ni comme préparation, ni comme soutien de l'infanterie, l'artillerie ne s'est montrée à hauteur de sa mission. Le rôle de la cavalerie a été nul. Réserve faite pour Skobeleff, l'infanterie qui, d'aillleurs, remplit son devoir avec une abnégation admirable, a été en général mal employée : les assauts tentés à trop grande distance ont été successifs ; on n'a qu'exceptionnellement combiné avec l'attaque de front une attaque de flanc enveloppante.

Les 2e et 3e batailles de Plewna ont fourni une occasion favorable d'étudier *les effets du tir des armes modernes*. La question a été ainsi résumée et présentée par le commandant Bonneau qui réfute implicitement des exagérations tendant à constituer une méthode.

«.... Certains auteurs ont cru voir à Plewna des résultats imprévus, d'autres ont dit que ces résultats étaient dûs au pur hasard, les Turcs abusant de ce qu'ils disposaient d'une quantité considérable de munitions, et tirant sans cesse et sans hausse. Il en serait résulté une certaine « pluie de plomb continue » à 2

(1) *Guerre Turco-Russe...*, p. p. 223 et 224. Les *Observations* développées de la page 223 à la page 234 sont judicieuses et méritent d'être lues avec soin.

kilomètres à la ronde des ouvrages, et naturellement des pertes considérables pour les Russes qui séjournèrent longuement dans cette zone. Tout cela n'est qu'une fable : les résultats du tir des armes américaines dont disposaient les Turcs étaient parfaitement prévus par les expériences de polygone et les derniers événements de guerre. D'autre part, le feu fut très logiquement règlé dans l'armée turque, ainsi que le maréchal Ghazi Osman Pacha a bien voulu, il y a quelques années, nous le faire dire en réponse à une question que nous lui posions à ce sujet : « On observait, dans le tir, les prescriptions du règlement (1). *Le tir à grande distance avait pour but* de contrarier la circulation et les mouvements de l'ennemi (2). *On l'ordonnait aussi dans le cas où* les redoutes attaquées paraissaient ne pas avoir une force défensive suffisante. *Il fallait également y avoir recours quand* la topographie des abords défilait, tant bien que mal, l'assaillant de nos feux à courte distance. *Hormis ces cas exceptionnels, la distance ordinaire de tir* était de 400 mètres et ne dépassait pas 800 mètres. Lorsque les abords des ouvrages pouvaient être balayés par nos feux, et que le nombre de leurs défenseurs était jugé suffisant, on laissait approcher l'ennemi pour le foudroyer sûrement. Les soldats de toute provenance étaient exercés, rien n'était abandonné au hasard. *L'économie des munitions* était l'objet d'une surveillance active(3) ».

Il convient d'ajouter que la tactique des Turcs, sous Plewna du moins, paraît avoir été plus raisonnée que celle des Russes : ils ont su utiliser le terrain pour se rapprocher ; ils ont employé simultanément l'attaque de flanc et l'attaque de front ; enfin ils ont eu parfois recours avec bonheur à la contre-attaque.

Blocus de Plewna. Arrivée du général de Todleben. Son programme exposé par lui-même. — L'empereur Alexandre II avait une réelle affection pour le général Todleben, mais il ne l'avait pas employé jusque là à cause des aspérités de son caractère qui rendaient difficiles les relations de service.

Reproduisons pour préciser le portrait qu'un écrivain russe, bien que juste admirateur du grand ingénieur russe (1), a été assez indépendant pour tracer de lui :

«... Les autorités les plus éminentes de l'Europe reconnaissaient en lui le plus grand ingénieur militaire de notre époque. D'un autre côté, son caractère inflexible, son courage plein de sang-froid au combat et son empressement à prendre sur lui les responsabilités, dans les moments décisifs, en faisaient un excellent homme de guerre.

« Toutefois, avec ces rares qualités, Todleben, comme on le verra par ce qui suit, *ne possédait pas le talent d'un général d'armée.* Il lui manquait pour cela, les larges vues du stratégiste et la faculté de se reconnaître rapidement dans une situation compliquée. *Exclusivement technicien spécialiste*, il se perdait souvent dans les détails et considérait la stratégie *au point de vue étroit de l'ingénieur*. Avec cela, la crainte de perdre la gloire qu'il avait déjà acquise le rendait extrêmement circonspect. Enfin, Todleben n'avait pas le savoir faire de s'adresser à d'autres ; confiant sans limites en lui-même et convaincu de sa supériorité, il ne jugeait pas nécessaire de le dissimuler ; d'un amour-propre excessif et d'une susceptibilité de malade, il dédaignait de consulter les autres. De semblables particularités de caractère avaient attiré à Todleben beaucoup d'inimitiés dans les hautes sphères militaires et à la cour... En ce qui concerne l'armée russe, tout en rendant l'hommage dû au talent et aux services de Todleben et en appréciant hautement l'intègre honorabilité de ses convictions, ainsi que sa préoccupation constante de ce qui touche au soldat, elle continuait malgré tout à voir en lui un *Allemand*, — un fervent admirateur et un protecteur de tout ce qui est allemand (2)...»

Appelé d'abord en qualité de conseiller, Todleben s'arrêta au passage, les 27 et 28 septembre, à Gorny-Studen où était le grand quartier général de l'armée ; le 30, il arrivait à Poradim où le groupe de l'Ouest, qui comptait alors 67.500 fusils, 10.000 sabres et 404 canons, se trouvait encore entre le ravin de Toutchenitza et le village de Verbitza.

Après avoir employé quatre jours à une reconnaissance consciencieuse et complète

(1) Très analogue au Règlement français de l'époque.

(2) A cause de l'insuffisance de la quantié des bouches à feu.

(3) *Guerre Turco-Russe 1877-1878*, p. 232-233.

(1) Todleben était alors âgé de 59 ans. Général-lieutenant et directeur du département du génie, au ministère de la guerre en 1860, il avait été adjoint en 1873, à l'inspecteur général du génie le grand duc Nicolas Nicolaïevitch avec lequel il ne s'entendait que médiocrement.

(2) Martinov [colonel]. — *Le blocus de Plewna*, pp. 114 et 115.

qui lui permit de se rendre un compte exact du terrain, des positions respectives et des ressources disponibles, sa conviction était faite. Un blocus rigoureux demeurait pour lui le moyen, sinon le plus rapide du moins le plus pratique et le plus sûr pour s'emparer de Plewna : il regardait comme inadmissible, en raison du mauvais état sanitaire de l'armée, un siège régulier ; avec l'idée qu'il se faisait de la guerre défensive ([1]), il écartait comme vouée à l'insuccès une attaque de vive force : d'ailleurs, le blocus conduirait non seulement à la chute du camp retranché par la famine, mais encore à la reddition des troupes qui le défendaient ([2]). En même temps, il aurait réservé, en vue de l'avenir pour être à même de renforcer les autres armées, le groupe de l'Ouest. Il conclut aussi à la nécessité de renforcer l'armée de l'Ouest avec les troupes de la Garde — 3 divisions d'infanterie et 1 de cavalerie — arrivées en Bulgarie.

Le 4 octobre, Todleben, dont les propositions avaient été adoptées, était attaché, en qualité *d'ad latus*, au prince de Roumanie commandant le Groupe de l'Ouest.

En même temps furent désignés pour le Groupe : le général-lieutenant prince Imeretinsky, en qualité de chef d'état-major ; le général aide de camp Gourko, en qualité de commandant de toute la cavalerie. Le général Zotoff fut replacé à la tête du IV[e] corps et le général Kryloff mis à la disposition du grand-duc Nicolas comme général inspecteur de la cavalerie.

Au moment où le général Todleben était appelé à jouer un rôle décisif, la situation devant Plewna était la suivante : l'armée russo-roumaine comptait 112.000 hommes dont 85.000 combattants et 550 pièces de campagne. L'investissement était incomplètement assuré par des ouvrages [redoutes, lunettes et tranchées-abris] distants de 2 à 3 kilomètres des ouvrages turcs, mais présentant, sur un développement de plus de 64 kilomètres, de nombreuses solutions de continuité.

([1]) A son avis, en effet, *la guerre défensive avait pris un caractère tout autre que par le passé et devait avoir une supériorité incalculable sur la guerre offensive.*

([2]) Martinov [colonel]. — *Le blocus de Plewna*, p. 119.

Todleben s'appliqua sans retard à assurer la rigueur du blocus, et à améliorer les conditions sanitaires.

En ce qui concerne le génie, les batteries furent modifiées de façon à tirer sous un angle de 100 à 120° au moins et aussi bien à petite qu'à grande distance. Le nombre de lunettes et redoutes constituant des points d'appui fut augmenté. Les ouvrages existants furent renforcés et perfectionnés de façon à abriter les troupes et les munitions.

Toute l'artillerie de la ligne de combat fut placée sous un commandement unique et une *instruction aux batteries* procura un guide sûr pour le tir dans les différents cas pouvant se présenter. Dès le milieu d'octobre, le nombre des pièces de siège devant Plewna était porté à 58 ([1]), indépendamment des 240 canons de campagne que l'on possédait déjà. Cependant, ainsi que Todleben lui-même l'a reconnu ([2]), « l'artillerie n'a joué qu'un rôle assez secondaire », puisque, de son fait, les pertes de la garnison ne dépassèrent pas 50 à 60 hommes par jour.

Le service de ravitaillement fut assuré avec un soin tout particulier en organisant sérieusement la ligne de communication. Bientôt, grâce à d'intelligentes mesures sanitaires, le pour cent des malades diminua presque de moitié.

Antérieurement à l'arrivée de Todleben, le général Kryloff avait reçu la mission d'opérer, avec 12 régiments de cavalerie russe et roumaine, sur la rive gauche du Vid, de façon à capturer les convois destinés à Plewna, purger le pays situé entre le Vid et l'Isker, et surveiller les routes venant de Widdin-Kalafat. Il opéra du 19 septembre au 6 octobre. Toutefois, le 22 septembre, un gros détachement [2 brigades et une réserve générale] escortant un convoi de 500 voitures de vivres et munitions parti d'Orchanié le 18 était entré dans la place. Le 28, Kryloff avait capturé un convoi à destination de Plewna; mais, coup sur coup, le 8 et le 11 octobre, sa vigilance fut prise en défaut.

Le 9 octobre, Gourko arrivait à Trestenik

([1]) Détail : 4 pièces en acier de 24 livres pour la lutte éloignée ; 26 pièces en bronze de 24 livres, longues ; 12 pièces en bronze de 24 livres, courtes ; 8 mortiers de 6 pouces ; 8 canons à tir rapide.

([2]) Lettre de Todleben, en date du 6 janvier 1878, au général Brialmont.

et, après s'être assuré que les 12 régiments ne possédaient pas dans les rangs plus de 3.000 chevaux, demandait comme renfort la 2e division de la garde. Toutefois les craintes causées par la prise de commandement de Suleiman-Pacha que l'on croyait capable d'une vigoureuse offensive retardèrent un peu le renforcement.

Vers le milieu d'octobre, les assiégés étaient moitié moins nombreux que les assiégeants, puisque 45.000 Turcs seulement pouvaient être opposés à 85.000 Russes. Todleben se figurait cependant, ce qui le confirma davantage dans son plan, qu'Osman-Pacha disposait de 80.000 hommes.

Celui-ci, auquel le Sultan avait conféré dans les premiers jours du mois le titre de « *Ghazi* » [victorieux], s'était vu refuser en même temps l'autorisation de quitter Plewna et de se retirer sur Orchanié. En conséquence, il s'appliqua immédiatement à occuper et à fortifier sur sa ligne de ravitaillement des gîtes d'étapes tels que Dolni-Dubniak, Gorni-Dubniak, Teliche, Radomirtze, Loukovitzki et Iablonitza.

Pendant ce temps, Todleben divisait la ligne de blocus en six sections d'une étendue proportionnée aux difficultés du terrain et confiait la défense de chacun d'eux à un chef qui disposait d'un effectif variable.

Voici le détail des secteurs :

Premier secteur [étendue de 18 kilomètres] : entre Bivolar sur le Vid et la redoute de Grivitza ; gardé par le corps roumain [général Tchernat] moins la 4e division.

Deuxième secteur [étendue de 10 kilomètres] : entre les deux redoutes de Grivitza et de Galiz [à l'ouest de Radichevo] ; gardé, sous le commandement du général Krüdner, par 1 division et demie d'infanterie, 1 brigade d'artillerie et 4 batteries [10 bataillons, 18 batteries].

Troisième secteur [étendue de 7 kilomètres] : de la redoute de Galiz jusqu'au ravin de Toutchenitza ; gardé par le général Zotoff avec 1 division d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs et 1 brigade d'artillerie [12 bataillons, 6 batteries].

Quatrième secteur [étendue de 9 kilomètres] : entre les ravins de Toutchenitza et de Tschernialka ; gardé par le général Skobeleff II avec une division d'infanterie, son artillerie, 3 bataillons de chasseurs et 1 régiment de Cosaques [27 bataillons, 12 batteries et 1 régiment de Cosaques].

Cinquième secteur [étendue de 11 kilomètres] : entre les ravins de Tschernialka et Trnina [Ternina] sur le Vid ; gardé par le général Kataley avec 16 bataillons, 2 escadrons et 7 batteries fournis par 1 division d'infanterie, son artillerie, 2 escadrons de Cosaques et 1 batterie.

Sixième secteur [étendue de 20 kilomètres] : le long du Vid, de Trnina à Bivolar ; gardé par le général Ganetsky avec 2 divisions d'infanterie, leur artillerie, 5 régiments de cavalerie et 4 batteries [42 bataillons, 12 escadrons, 16 batteries].

Laissons de côté le détail des dernières phases de l'investissement, et bornons-nous à indiquer d'après Todleben lui-même qui les a exposées dans une lettre adressée de Brestovetz, le 18 janvier, au général belge Brialmont, la marche générale des opérations et la méthode qu'il employa.

«... Les positions turques étaient très fortes et bien soutenues par de nombreuses réserves placées au centre de la ligne de défense. *Le feu de l'infanterie projetait une grêle de balles à une distance de plus de 2 kilomètres.* Les efforts les plus héroïques de nos troupes restaient sans résultats, et des divisions de plus de 10.000 hommes se trouvaient réduites à un effectif de 4 à 5.000. Cela tenait à ce que les Turcs *ne se donnent pas la peine de viser, mais, cachés dans leurs tranchées ils chargent sans s'arrêter.* Chaque Turc a 100 cartouches sur lui, et à côté une caisse de 500 cartouches. *Seuls quelques tireurs habiles pointent sur les officiers.*

« Les tranchées *étaient établies à plusieurs étages*, les redoutes avaient sur les points les plus importants *trois lignes de feu* : 1° celle du rempart ; 2° du chemin couvert ; 3° de l'escarpe où les hommes cachés dans le fossé montaient sur une marche.

« Le feu de l'infanterie turque *produisit ainsi l'effet d'une machine roulante qui jette incessamment des masses de plomb à grandes distances.*

« C'est donc un facteur avec lequel il nous a fallu compter.

« A mon arrivée sous Plewna, au mois de septembre, nos troupes et les troupes roumaines occupaient à l'Est et au Nord-Est de Plewna des positions fortifiées par quelques tranchées et batteries ; l'infanterie *occupait à peine un tiers de la ligne de circonvallation de Plewna,* et la plus grande partie des environs ne pouvait être observée que par la cavalerie. *Les Turcs conser-*

vaient leurs communications avec Sophia et Rahova, sur la rive gauche du Vid, et dans la direction de Lovatz, sur la rive droite. Après avoir procédé aux reconnaissances nécessaires, *j'ai trouvé les positions des turques imprenables de vive force*. Cependant en me mettant dans la position du défenseur, j'aurais été à sa place très inquiet pour la gorge de Plewna et pour les communications.

« Je demandai alors pour l'investissement de la place des renforts (3 divisions de la garde impériale). Toutes les positions de la rive droite du Vid furent immédiatement occupées par l'infanterie et fortifiées : *les batteries* reçurent un champ de 100 à 120 degrés *pour pouvoir concentrer et envoyer dans les redoutes ennemies des salves de 60 coups de canons* (¹). *Les tranchées furent renforcées par des lunettes et des redoutes, et, sur toute la ligne, on commença à s'approcher des retranchements turcs*, au moyen d'approches et de logements. Notre artillerie de 300 pièces, dont 40 de siège contre 100 pièces turques, avait démonté plusieurs canons. L'ennemi fut obligé d'employer son artillerie avec la plus grande circonspection, soit en la cachant, soit en lui faisant souvent changer de position. Bien que l'artillerie turque tirât à des distances de 5 kilomètres, son effet était tout à fait insignifiant, les obus crevant rarement. Les pertes causées par notre artillerie à la garnison n'étaient guère que 50 à 60 hommes par jour. Les salves de nos batteries concentrées à l'improviste tantôt sur une redoute, tantôt sur une autre, paraissaient dans les premiers temps produire une grande impression morale sur l'ennemi, mais bientôt elles ne parvenaient qu'à arrêter les travaux pendant le jour.

« *L'ennemi ne tarda pas à prendre ses mesures*; les garnisons des redoutes furent retirées et placées dans des tranchées, à une certaine distance de ces ouvrages; ces fossés étroits et profonds furent seuls occupés par les Turcs. *Il va sans dire que, contre les tranchées et les fossés, notre artillerie se trouvait impuissante. Quant aux réserves*, elles étaient cachées dans les plis du terrain, ou éloignées à des distances hors de portée de notre artillerie. *En conséquence, l'artillerie n'a joué à Plewna qu'un rôle secondaire.*

« *Les avantages essentiels du camp retranché turc étaient les suivants* :

« 1° L'étendue de la position turque autour de Plewna était à peu près de 36 kilomètres ;

(¹) Quand on a à combattre un ennemi retranché dans de fortes positions, il faut se procurer, dans le plus bref délai, les calibres les plus puissants que l'état des voies de communication permet de faire venir : c'est une règle à laquelle Todleben ne manqua pas de se conformer.

« 2° La configuration des hauteurs qui toutes partant de la ville présentent un éventail dont Plewna est le centre. *Les réserves* placées dans ce centre à une distance de 1 à 5 kilomètres *pouvaient facilement soutenir les positions menacées pendant que des ravins* qui devenaient plus profonds, à mesure qu'ils se rapprochaient de la ligne d'investissement, *interceptaient les communications entre nos positions*.

« 3° Les fortifications *présentaient plusieurs rangées de lignes défensives pratiquement appropriées au terrain* ;

« 4° *Les réserves* pouvaient être placées hors de la portée de notre artillerie ;

« 5° *Le feu foudroyant et ravageant de l'infanterie turque*, qui n'avait jamais été produit jusqu'ici par aucune armée européenne... »

Du 27 octobre à la chute de Plewna, le 10 décembre.

Osman-Pacha eut bien connaissance de l'arrivée des renforts russes menaçant ses communications ; toutefois il ne pouvait songer à quitter Plewna pour essayer de gagner, par la chaussée de Sophia, les passages des Balkans. A cette époque, ainsi qu'il l'a dit lui-même à son vainqueur, il disposait encore de vivres en abondance ; il estima, d'ailleurs, qu'une retraite prématurée eût entaché son honneur et l'eût exposé à être condamné à Constantinople.

« De plus, ajoute Todleben, *il s'attendait sans faute à un assaut décisif de notre part qu'il appelait de tous ses vœux*, sûr de pouvoir le repousser en nous infligeant, grâce au développement donné à ses fortifications, des pertes plus considérables que celles subies par nous les 11 et 12 septembre. A la faveur de cette victoire, il ne doutait pas de la posibilité pour lui de quitter Plewna avant l'épuisement de ses approvisionnements... ».

L'opportunité de cet assaut fut, en effet, discutée : Todleben s'y opposa de tout son pouvoir en objectant la force défensive considérable des lignes que servait le feu violent des armes à tir rapide, la masse de munitions dont disposait l'ennemi, enfin la facilité du déplacement procurée aux réserves par un terrain sillonné de ravins aboutissant à proximité de Plewna. Son avis prévalut. Les pertes éprouvées par les Roumains dans la double tentative dirigée, le 17 octobre, contre la redoute de Grivitza n° 2 lui donna raison; elles s'élevèrent pour les 8 bataillons engagés, à 1.028 hommes.

Prise de Gorni-Dubniak le 24 octobre; combat de Teliche les 24 et 28 octobre. — Le 22 octobre, Todleben transmettait : à Gourko l'ordre d'avoir à s'emparer, le 24, avec les troupes dont il disposait [49 bataillons, 104 pièces d'artillerie montée et toute la cavalerie du Groupe de l'Ouest], de la chaussée de Sophia et de la région située sur la rive gauche du Vid ; à Zotoff, l'ordre d'occuper, le même jour, avec 34 bataillons et 136 pièces, la chaussée de Lovtcha, pendant que Skobeleff s'établirait, avec 16 bataillons et 72 pièces, au sud de Brestovetz, sur la Montagne-Rousse. Des divisions furent aussi prescrites.

Le colonel Martinov est arrivé à établir, d'une façon plus ou moins certaine, que, à la date du 24 octobre, les forces et la répartition de l'armée d'Osman-Pacha étaient les suivantes :

« *La garnison de Plewna* se composait de 40.000 hommes, avec 94 pièces ; *sur la base*, à Orchanié, il restait environ 7.000 hommes ; *dans les gîtes d'étapes*, il y avait — à Dolny-Dubniak, environ 3.000 hommes, et 2 canons, — à Gorny-Dubniak, 4.000 hommes et 4 canons, — à Télisch, 5.000 hommes et 4 canons, — à Radomirtzé, environ 5.000 hommes, — et à Iablonitza environ 3.000 hommes. En outre, en tous ces points se trouvaient encore de petits partis de Tcherkess et de bachi-bouzouks [1] ».

Le général Gourko affecta :

1° à l'attaque de Gorni-Dubniak, 20 bataillons, 17 escadrons ou sotnias et 54 pièces :

2° à l'attaque de Teliche, 4 bataillons, 8 escadrons ou sotnias et 14 pièces ;

3° pour servir de tampon et faire des démonstrations contre les postes de Dolni-Dubniak et de Teliche, 12 bataillons, 54 escadrons ou sotnias et 86 pièces.

Gorni-Dubniak était défendu par le général Hifzi-Pacha qui ne disposait que de 4.000 hommes au maximum de troupes régulières et irrégulières et de 4 pièces de canon. Il avait fait construire : sur le plateau au-dessous duquel est bâti le village et à cheval sur la route, une grande redoute et un « cavalier » armé de 2 pièces ; des éléments de tranchées-abris aux abords du plateau ; à peu près à mi-distance entre Gorni-Dubniak et Krouchovitsa une petite redoute et une lunette pour les 2 pièces restantes.

Le général Gourko fit procéder à une reconnaissance sérieuse de la position turque et forma pour l'attaque trois colonnes.

Elles étaient fortes : « celle de droite [général Ellis], de 4 bataillons, 16 pièces et 3 sotnias ; celle du centre [général Zeddeler], de 8 bataillons, 16 pièces, une demi sotnia ; celle de gauche [général Rosembach], de 8 bataillons, 16 pièces, une demi sotnia.

Le Vid ayant été franchi vers 6 heures du matin, à Svinar, le feu d'artillerie fut ouvert, de 8h30 à 9h30, par l'artillerie des différentes colonnes. Menacé d'être pris à revers par la garnison de Teliche qui n'était plus surveillée, Gourko décida, quoique, par suite de l'emplacement de la redoute, la préparation par l'artillerie fût tout à fait insuffisante, que l'assaut serait donné simultanément, à 2h30, en terrain découvert et à des distances variant entre 200 et 800 mètres.

Malgré les précautions prises, les trois assauts furent successifs : ils échouèrent.

On lit dans le Rapport de Gourko :

«... C'est le cœur défaillant que je suivis ce qui allait se passer, car au lieu d'un assaut simultané sur tous les points, il y allait avoir *des assauts isolés et successifs*, dont le succès était plus que douteux. Pour réparer autant que possible les choses et soutenir la colonne de droite, qui avait déjà commencé l'assaut, j'envoyai de toutes parts des officiers d'ordonnance porter aux troupes l'ordre de ne plus attendre le signal et d'appuyer l'attaque de la colonne de droite. *Ainsi qu'il fallait s'y attendre, une série d'attaques successives eurent lieu.* Accueillis par un feu meurtrier, *aucun corps de troupes ne put parvenir jusqu'à la grande redoute...* »

Cependant l'infanterie était restée sur place, l'artillerie recommença le feu. Gourko avait donné l'ordre et les instructions nécessaires pour reprendre la marche en avant, s'il était possible, au crépuscule ou de reporter les troupes en arrière et de recommencer le feu d'artillerie le 25 au matin. L'initiative des hommes simplifia la question : quelle leçon à enregistrer !

«... Voyant, dit Martinov, que les attaques à découvert par grandes masses, n'amenaient pas de résultats favorables, les hommes se mirent à courir et à ramper soit isolément, soit par groupes. Grâce à ce procédé, avant

(1) Martinov [colonel]. — *Le blocus de Plewna*, p. 166.

même le crépuscule, un grand nombre d'hommes des régiments de Grenadiers, de Paul, de Moscou et d'Ismaïlovo étaient réunis dans le fossé extérieur de la grande redoute. A 7 heures du soir, alors que la nuit était déjà tombée, ces éléments hétérogènes se précipitèrent dans la redoute ; les autres troupes les suivirent (1)... »

Les Russes capturèrent 2.289 Turcs dont 54 officiers et 4 pièces ; ils comptaient 3.533 hommes hors de combat, y compris 117 officiers dont 3 généraux.

Le même jour, l'attaque de Teliche avait échoué. Le colonel qui était chargé de diriger cette démonstration perdit de vue ses instructions et, bien que le terrain fût découvert, attaqua à fond, d'une façon irréfléchie, comme pour une action décisive. Naturellement repoussé, avec une perte de 927 hommes dont 4 officiers, il s'était retiré au lieu de demeurer à proximité du poste ; le commandant de Teliche était donc laissé libre de porter secours à Gorni-Dubniak ce que, d'ailleurs, il ne tenta pas.

Gourko ordonna une nouvelle attaque et, le 28 octobre, à la suite d'un bombardement de trois heures, la garnison de Teliche, qui comprenait 4.711 hommes avec 4 canons, déposait les armes.

Le poste de Dolni-Dubniak, dont l'attaque par les Russes était imminente, ne tarda pas à être évacué par ordre d'Osman-Pacha (1er novembre).

De leur côté, les Roumains étaient parvenus, en occupant le poste de Dolni-Netropol, à supprimer les communications des Turcs avec Rahova.

Enfin, à l'ouest de la ligne du Vid, la cavalerie russe tenait les principaux passages de l'Isker.

Dès lors, si le blocus était rigoureusement maintenu, la chute de Plewna ne dépendait plus que de la quantité d'approvisionnements existant encore (2). Todleben donna en conséquence ses instructions, dès le 29 octobre, au général Gourko :

« Par l'occupation de Gorny-Dubniak et de Télisch, la communication des troupes d'Osman-Pacha avec Sophia est coupée ; à l'arrivée de la 3e division de grenadiers sur la route de Widdin, le problème de l'investissement complet de Plewna sera définitivement résolu. Dans cette situation il ne reste plus à l'armée d'Osman-Pacha qu'à recourir à l'un des deux moyens suivants : traverser nos lignes ou attendre du secours de l'extérieur. Nous pouvons nous y opposer en barrant les routes qui mènent à Plewna, en y renforçant nos moyens de défense, et en interrompant toute communication entre la garnison de Plewna et les troupes ennemies du dehors.

« En conséquence, je prie Votre Excellence (1). . »

Le 31 octobre, Chefket-Pacha tenta sans succès un retour offensif contre Teliche. Aussitôt les Russes occupèrent, sur le Panega, le pont de Radomirce.

Le 5 novembre Iablonitza, dernier gîte d'étape des Turcs sur leur ligne de communications, leur était enlevé.

Dès le 1er novembre, la 3e division de grenadiers avait complété le blocus de Plewna, en barrant, à Gorni-Metropoli, la route de Widdin.

Osman-Pacha disposait alors, grâce à des mesures récentes, de 50.000 hommes avec 96 canons. C'est à ce moment que le Sultan autorisa Osman-Pacha à évacuer Plewna, avec ses canons, son matériel et « tous les hommes malades ou blessés, ainsi que les habitants de la ville, sans en laisser aucun », lorsque les vivres feraient défaut, après avoir eu soin de brûler la ville et ce qui ne pourrait être emporté. L'autorisation arrivait trop tard ; également tendu de tous côtés, le filet ne présentait plus d'ouvertures.

Difficultés rencontrées par Todleben. — Todleben a réellement été, comme on l'a dit, l'âme du blocus de Plewna, mais il a dû, dans son propre camp, triompher de bien des difficultés au moins singulières.

Si son plan rigoureux d'investissement de Plewna avait été ratifié par le commandant en chef, il n'en exista pas moins dès lors deux partis dans l'armée, l'un acceptant le

(1) Martynov (colonel). — *Le blocus de Plewna*, p. 176.

(2) On lit dans le Rapport de Todleben au grand-duc Nicolas : « Une fois l'investissement complet, le séjour de l'armée turque dans le camp retranché qui l'entourait ne dépendait que de la quantité de vivres dont elle disposait. Il était assez difficile de préciser la quantité d'approvisionnements dont diposait Osman-Pacha, mais on pouvait conclure, d'après des renseignements dignes de foi, que les vivres de Plewna ne pouvaient lui permettre de subsister que pendant environ trois mois tout au plus. »

(1) Prescriptions du général Todleben au général Gourko, en date du 29 octobre 1877.

blocus, l'autre, auquel appartenait Skobeleff II, aspirant à des opérations décisives. Cette divergence d'opinions explique pourquoi « il fut difficile à Todleben de mener son plan à bonne fin, en le conservant dans son entier et en maintenant la suite et l'unité des opérations indispensables à sa réussite [1]. »

A la fin d'octobre, Todleben apprenait que le commandant en chef, passant par-dessus lui, avait donné directement des ordres et des instructions notamment au général Gourko. Il se plaignit avec raison de l'atteinte portée à son autorité et déclara décliner toute responsabilité ; il n'obtint pas gain de cause : dès lors, les troupes du Groupe de l'Ouest chargées d'assurer le blocus eurent à obéir à deux chefs indépendants l'un de l'autre : ce n'est pas ainsi que l'on prépare et que l'on assure l'unité d'action.

Puis Todleben, qui était calme, méthodique, circonspect, eut à compter avec Gourko, fougueux, entreprenant, ayant conscience de sa valeur. Qu'il suffise d'indiquer que les dissentiments qui éclatèrent entre ces deux hommes de mérite portaient sur l'organisation de la ligne de blocus ; au bout de peu de temps cependant, le 14 novembre, un seul groupe d'investissement fut formé sous le commandement de Todleben et Gourko partit avec 43 bataillons, 31 escadrons et sotnias, 120 pièces montées et 54 pièces à cheval pour Iablonitza, où il se prépara activement à traverser les Balkans.

Combat sur la première crête des Montagnes-Vertes, du 9 au 14 novembre. — Dans la nuit du 4 au 5 novembre, sur l'ordre de Todleben dont un mouvement ordonné par Gourko avait découvert l'aile gauche de son dispositif, Skobeleff fit occuper sans difficulté la hauteur immédiatement située au nord-ouest du village de Brestowetz. Dès lors on se prépara à reprendre pied sur la première crête des Montagnes-Vertes. Dans la soirée du 9 novembre, Skobeleff y prit pied et, à partir de ce moment jusqu'au 14, s'y maintint d'une façon inébranlable contre les nombreux et violents retours offensifs des Turcs.

Osman-Pacha refuse de capituler le 12 novembre. — Le 12 novembre, le grand-duc Nicolas avait écrit à Osman-Pacha pour lui démontrer l'inutilité de sa résistance et l'inviter, « au nom de l'humanité », à y mettre fin. Osman-Pacha lui répondit en français :

« Les armées impériales ottomanes placées sous mes ordres n'ont jamais cessé de donner la preuve de leur courage, de leur bravoure et, dans toutes les batailles livrées par elles jusqu'à ce jour, leur vaillance n'a pas failli. Sa Majesté le Czar a cru devoir faire venir la garde, nos troupes continueront à lutter pour leur patrie, pour leur foi. Ce n'est pas nous qui avons voulu la guerre, la responsabilité de tout le sang versé incombera donc à ceux qui l'ont déchaînée... »

Les Russes comptaient alors 26 °/₀ de malades et, comme le mauvais temps avait défoncé tous les chemins, le ravitaillement tendait à devenir irrégulier.

Le 16 novembre, Gourko s'avança sur la route de Sophia où Mehemet-Ali, dépossédé du commandement de l'armée du Quadrilatère, organisait des forces, sous la protection de Chefket-Pacha posté à Orchanié, pour secourir Osman-Pacha.

Prise de Rahova, le 21 novembre. — Le 21 novembre, les Roumains enlevèrent Rahova d'où ils se portèrent contre Lom-Palanka ; les deux garnisons turques purent se replier à temps sur Widdin.

Devant Orchanié les 22, 23 et 24 novembre. [fig. 1 et 12]. — Le 22 novembre, Gourko menaçait de front les défenseurs établis en avant d'Orchanié à Prawatza, et à Etropol, tout en attendant le résultat de la mission qu'il avait confiée au général Rauch.

Celui-ci était parti la veille d'Iablonitza, avec une colonne mixte comprenant 1 régiment, 3 bataillons de chasseurs, 3 sotnias de Cosaques et 1 batterie et demie. Il s'avança à travers les montagnes par Vidrar, Kalugerovo et Lukovitzi ; puis, le 23, à la suite d'un retard de 24 heures causé par les difficultés du terrain, bien plus que par la longueur de la route qui cependant, ce jour-là, atteignit 40 kilomètres, il débouchait à Lazan sur le flanc gauche des Turcs : menacés d'être coupés d'Orchanié, ceux-ci s'en rapprochèrent.

Vainement le lendemain les Russes essayèrent d'enlever Orchanié ; finalement ils durent se borner à s'établir solidement en

[1] Martinov [colonel]. — *Le blocus de Plewna*, p. 120.

face de ce village et à l'observer. De toute façon, Gourko était bien placé là pour tenir Mehemet-Ali en échec.

Sortie de l'armée turque de Plewna, le 10 décembre et chute de Plewna. — A partir du jour où Suleiman-Pacha eut renoncé à se porter d'Elena, où il avait réussi à surprendre une brigade russe, sur Tirnova, les jours de la résistance de Plewna furent comptés. On ne s'y trompa pas autour d'Osman-Pacha et un conseil de guerre présidé par lui décida à l'unanimité, qu'il y avait lieu de chercher à se faire jour, du côté de l'Ouest, à travers les assiégeants : en cas de réussite, l'Isker serait franchi et, par Brestovetz, on gagnerait Sophia. Osman-Pacha n'avait aucun espoir dans le succès de cette tentative, mais il estimait que l'honneur de l'armée l'exigeait.

La garnison de Plewna était alors descendue au-dessous du chiffre de 44.000 hommes, y compris 3.600 malades et blessés. Osman-Pacha réorganisa l'infanterie en 57 bataillons dont il forma des régiments de 4 bataillons, des brigades de 2 régiments, et 2 divisions, l'une forte de 33 bataillons et 60 pièces, l'autre de 24 bataillons et 36 pièces. La cavalerie comprenait 23 escadrons dont 11 de troupes régulières.

Les questions relatives aux munitions, aux vivres, à l'argent et aux moyens de transport furent résolues.

Enfin, deux ponts de circonstance furent construits sur le Vid en amont et en aval du pont permanent.

L'instruction donnée, le 8 décembre au soir, pour la sortie était assez embrouillée et confuse. Elle contraste donc avec celle que les Russes avaient reçue.

Le 10 décembre au matin, le VIe secteur d'investissement commandé par le général-lieutenant Ganetzky, lequel installa son quartier-général à Dolni-Dubniak, comprenait deux détachements : celui de Dolni-Dubniak s'étendant du ruisseau de Dubniak à la lunette de Moscou inclusivement ; celui de Metropoli allant de la lunette de Moscou au ravin de Hanin-Dol.

Le 29 novembre, Todleben avait reçu du chef d'état-major général de l'armée la note suivante :

« Le comte Schouvalov télégraphie de Londres, le 27 novembre : Le correspondant du « Times » fait connaître de Péra que le conseil de la guerre a décidé d'évacuer Plewna et qu'on cherche le moyen de faire parvenir à Osman-Pacha l'ordre de foncer immédiatement sur nos lignes ».

Les commandants des secteurs d'investissement furent aussitôt prévenus, puis confirmés sur ce projet, le 8 et surtout le 9 décembre, d'après la déclaration de déserteurs dont le dernier se montra très explicite :

« Un déserteur, qui vient d'être pris, déclare qu'Osman-Pacha a l'intention de faire une trouée par la chaussée de Sophia, cette nuit à 2 heures. L'armée turque n'a plus de chevaux : ils veulent déposer les armes. Les Turcs se proposent d'évacuer cette nuit les redoutes et les tranchées situées en face de notre position. Ils ont environ 10.000 malades ou blessés. Le déserteur avait reçu des galettes pour 10 jours [1]. »

Convaincu, par certains rapprochements, que cette déclaration était vraie, Todleben fit le nécessaire pour renforcer les troupes du 6e secteur. A partir de minuit, les mouvements de troupes turques vers l'Ouest furent signalés par les avant-postes [2] et les renseignements abondèrent sur le rassemblement puis le déploiement de l'armée turque. A 7^h^30 du matin, l'alerte était donnée par les signaux convenus et l'artillerie russe ouvrait le feu auquel répondit l'artillerie turque.

Osman-Pacha qui marchait au premier rang mena l'attaque rapidement. Le Vid est franchi et, aux cris exaltés de *Allah* !, deux des redoutes que défend la 3e division des Grenadiers de la Garde sont enlevées ; faiblissant sous ce vigoureux effort, les troupes russes du centre sont refoulées vers les ailes. Vers 9 heures du matin, la 2e ligne de défense des Russes est trouée, mais ce succès allait être promptement limité.

(1) Télégramme adressé le 9 décembre, vers 10 heures du soir, à l'état-major du groupe d'investissement.

(2) « On était tellement au courant, dit Van de Woestyne, de ce qui se passait chez les Turcs qu'au fur et à mesure de l'évacuation des positions fortifiées les troupes russes les occupaient un quart d'heure après en toute tranquillité comme une garde en relevant une autre ». *La guerre Russo-Turque*.., p. 199.

Osman-Pacha avait cru pouvoir maintenir sa réserve générale comprenant 20.000 hommes, soit environ la moitié des forces dont il disposait, sous les murs de la ville, en lui laissant l'ordre de ne se porter en avant que deux heures après le commencement du combat. Cette précaution, évidemment dictée par le désir d'éviter un encombrement qui eût compromis la régularité et la rapidité de l'action, devait être funeste aux Turcs. Leur réserve ne pouvait arriver en temps voulu alors que, plus rapprochés, les renforts russes affluaient de tous côtés. Les redoutes perdues sont reprises après une lutte acharnée : pressés de front, tournés sur les flancs par des forces très supérieures, les Turcs sont repoussés en désordre sur le Vid ; là, arrêtés par leurs convois qui débouchent, ils sont fusillés, mitraillés, puis en partie massacrés.

Vers 1 heure du soir, au moment où le mouvement de retraite est franchement accusé, celui qui était l'âme de la résistance, Osman-Pacha est grièvement atteint à la jambe gauche, par un éclat d'obus en même temps que son cheval est tué.

L'alerte avait été assez vive au quartier général devant Plewna pour que, rapporte Martinov (1), sous l'impression des premiers renseignements venus du sixième secteur, le commandant en chef ait adressé au général Ganetzky, vers 11 heures du matin, l'ordre suivant :

« Le grand-duc commandant en chef ordonne au général-lieutenant Skobelev, dans le cas où les Turcs réussiraient à faire une trouée, de prendre avec lui toute la cavalerie et de poursuivre l'ennemi. Le corps des grenadiers, une brigade de la division de la garde et la 1re brigade de la 5e division suivront aussi l'ennemi sur les talons, pour le mettre en déroute. Votre Excellence prendra le commandement de toutes ces troupes. Si l'ennemi parvient à se faire jour, envoyez immédiatement un exprès. Faites connaître au général Gourko la direction suivie par l'ennemi. »

A 2 heures du soir, des parlementaires turcs se présentent : Osman-Pacha, entouré de tous les côtés par des forces supérieures, est résigné à déposer les armes ; il accepte la reddition sans conditions.

« Les jours se suivent, a dit mélancoliquement le grand vaincu ; les uns sont heureux, d'autres malheureux, mais toujours, toujours, Dieu les guide (1). »

Les Russes perdirent, le 10 décembre, 1.717 hommes : 442 tués dont 9 officiers ; 1.275 blessés dont 49 officiers.

L'armée turque faite prisonnière comprenait, d'après les propres déclarations de son chef d'état-major, 43.338 hommes dont 33.738 valides : 138 officiers supérieurs dont 10 pachas, 2.000 officiers subalternes ; 40.000 fantassins et artilleurs, 1.200 cavaliers ». 77 pièces de canon furent prises ; les autres avaient été enterrées par les Turcs.

Le 11 décembre, l'empereur Alexandre II vint voir Osman-Pacha, lui serra la main et lui fit rendre son sabre.

La chute de Plewna rendait disponibles environ 190.000 hommes et 500 pièces ; dès le 12 décembre, la dislocation eut lieu. En réalité, elle a marqué la fin de la résistance des Turcs qui ne possédaient plus qu'une armée celle du Quadrilatère.

Observations et renseignements spéciaux. — L'étude détaillée qui vient d'être faite du siège de Plewna permet de formuler nettement, sans qu'il paraisse nécessaire de les justifier, les critiques suivantes.

Par suite du manque de préparation, le haut commandement ne connait pas le théâtre de la guerre et manque de cartes (2). Il n'a pas su utiliser la cavalerie pour explorer le flanc droit de l'armée et a ainsi facilité l'entreprise d'Osman-Pacha. Il tâtonne, se montre indécis et, vraisemblablement à la légère, se laisse arrêter outre mesure devant Plewna dont il n'a pas apprécié, dès le début, la capacité de résistance. Peut-être eût-il été préférable de laisser face à Plewna, dans des positions bien choisies, les forces néces-

(1) Martinov [colonel]. — *Le blocus de Plewna...* p. 304.

(1) Van de Velde [capitaine]. — *La guerre Russo-Turque...*, p. 203.

(2) On lit dans l'ouvrage du colonel Woularlarsky :

« L'état-major de l'armée d'opération nous fit tenir à ce moment deux brochures : l'une intitulée *Les Balkans*, l'autre *Itinéraires* [publication du Comité scientifique militaire de l'Etat-Major général, 1877]. Ces livres devaient nous familiariser avec le futur théâtre des opérations, sur lequel nous ne possédions jusque-là aucune notion. Nous ne pûmes malheureusement y puiser que bien peu de chose, et la Bulgarie continua à rester pour nous une terre absolument inconnue. . » *Souvenirs d'un Officier d'ordonnance...*, p. 13.

saires, et de tenir la campagne avec le restant.

Le commandement supérieur, dont les organes manquent d'ailleurs d'initiative et n'ont pas une instruction tactique en rapport avec les exigences du nouvel armement, est trop souvent compromis dans son exercice. Les ordres manquent à la fois de clarté et de précision ; fréquemment, ils ne sont légitimés ni par des reconnaissances bien faites, ni par un judicieux emploi du terrain.

Les armes à tir rapide et à longue portée causent une surprise brutale ; elles imposaient autre chose que la banale attaque de front. L'importance vraiment exagérée accordée aux facteurs moraux nuit bien à tort à l'emploi du feu que l'on ne sut employer de façon à faciliter et accélérer le mouvement en avant.

Les trois armes ne se prêtent pas un mutuel appui. L'artillerie notamment, que l'on ne sait pas rapprocher en temps opportun, ne prête pas son appui à l'infanterie qui a été prodiguée plus que de raison.

Toutes ces causes suffisent amplement pour expliquer la longeur du siège de Plewna et les insuccès sanglants qui l'ont marqué plusieurs fois.

Le tableau suivant donne la récapitulation des pertes éprouvées par les troupes russes dans les divers assauts livrés devant Plewna aux ouvrages turcs [1].

Dates	Effectifs engagés	Pertes			
		Blessés	Tués	Disparus	Hors de combat
7 et 8 juillet 1877. .	8.000 hommes	1.642	1.256	50	2.948 hommes
18 juillet	33.000 »	3.646	3.659	355	7.660 »
30 et 31 août . . .	75.000 »	»	»	»	»
(Russes et Roumains).					12.800 Russes. 3.700 Roumains
12 octobre [2] . . .	20.000 »	2.859	1.872	»	4.731 hommes
28 novembre [3] . .	12.000 »	976	457	»	1.433 »
					33.272 hommes

Le siège de Plewna a nécessité le plus grand investissement des temps modernes après celui de Paris. En novembre 1877, la ligne d'investissement répondant aux 36 kilomètres de la circonférence des forts distants moyennement de 4 kilom. 500 mètres, mesurait 70 kilomètres, 21 sur la rive gauche et 49 sur la rive droite du Vid ligne gardée par environ 30.000 hommes sur la première et par environ 70.000 sur la seconde de ces rives, ce qui donne une densité moyenne de 1,6.

Revenons un peu en arrière et étudions les événements momentanément négligés pour donner sans interruption l'histoire du siège de Plewna.

(1) Kozcher (docteur) médecin en chef de l'armée d'investissement devant Plewna. Reproduit par Pierron (colonel). — *Les Méthodes de guerre*, t. III (1re partie), p. 811.

(2) Assaut aux ouvrages de Gorni-Dubniak et de Teliche.

(3) Combat du 28 novembre 1855 jour de la capitulation du 10 décembre.

CHAPITRE V

OPÉRATIONS OFFENSIVES DE MEHEMET-ALI CONTRE L'ARMÉE RUSSE DE L'EST (*fig.* 2)

Dès sa prise de commandement, à la fin de juillet, Mehemet-Ali, successeur de l'indolent Abdul-Kerim, avait fait preuve, dans l'œuvre de la réorganisation de l'armée, de savoir, d'esprit de suite, et déployé, dans ses rapports avec les troupes, une activité de bon augure.

Lorsque fut achevé ce gros travail, auquel il consacra la plus grande partie du mois d'août pendant lequel Rasgrad fut réoccupé et mis en état de défense, l'armée du quadrilatère, renforcée par un contingent égyptien, était dans de bonnes conditions. Si on laisse de côté le corps de Silistrie qui était appelé à jouer un rôle indépendant, cette armée comptait deux corps. Le 1er, commandé par Achmet-Eyoub-Pacha, officier notoirement incapable qui avait été imposé à Mehemet-Ali, comprenait 57 bataillons, 7 régiments de cavalerie, 14 batteries et plusieurs milliers d'irréguliers; son centre occupant Rasgrad se trouvait à mi-distance entre Roustchuk et Chumla. Le 2e, fort de 68 bataillons, 12 escadrons, 14 batteries et commandé par le prince Hassan, occupait les environs d'Eski-Djouma. Si l'on défalque 20.000 hommes environ constituant les garnisons des places, cette armée de 80.000 hommes pouvait fournir pour les opérations actives une soixantaine de mille hommes.

Au moment même où l'armée turque prenait de la consistance, les Russes se trouvaient immobilisés, pour plusieurs causes, malgré la hâte qu'ils avaient de terminer la campagne avant la mauvaise saison.

Afin de remédier au fâcheux éparpillement de leurs forces, ils se concentraient, d'une part entre le Danube (Nicopoli et Pyrgos) et les Balkans (Schipka), de l'autre entre l'Osma et la Yantra.

Le ravitaillement de l'armée, ainsi que l'arrivée de renforts, étaient entravés par de sérieuses difficultés de transport. Voilà pourquoi le grand-duc Nicolas résolut de se maintenir sur la défensive : de la précipitation exagérée du début, on était arrivé par degrés à une temporisation excessive.

Mehemet-Ali se proposait d'attirer les Russes vers le Sud, à l'aide de démonstrations que Suleiman-Pacha dirigerait contre la passe de Schipka; puis il avait l'intention, lorsque la droite et la gauche auraient été renforcées par la plus grande partie de l'armée de Suleiman-Pacha, de combiner des opérations avec Osman-Pacha, de façon à attaquer les deux ailes de l'armée russe avant que les renforts attendus fussent arrivés. Malheureusement, il avait compté sans le mauvais vouloir de Suleiman-Pacha qui, pour empêcher la dislocation de l'armée, préconisait un plan dans lequel, fort de l'appui sur lequel il pouvait compter à Constantinople, il s'était taillé le rôle principal (*fig.* 1) : il attaquerait donc de front les troupes et la passe de Schipka, tandis qu'Osman-Pacha et Mehemet-Ali se porteraient sur leurs derrières; la jonction des trois armées s'effectuerait à Tirnova. C'était renverser les rôles; aussi Mehemet-Ali n'accepta-t-il pas une pareille subordination. Cette rivalité, qui procura aux Russes un

temps précieux, fut un malheur irréparable pour les Turcs, car une offensive décidée de leur part eût alors tout au moins provoqué la retraite de leurs adversaires en Roumanie. Cependant les Russes n'étaient plus réduits à l'unique pont de Simnitza : ils disposaient en outre du pont de Pyrgos et allaient pouvoir utiliser ceux de Nicopoli qui fut terminé le 20 septembre et de Korabia auquel travaillaient les Roumains.

Vers le milieu du mois d'août, Mehemet-Ali part des deux points de Rasgrad, d'Eski-Djouma et prend l'offensive sur toute la ligne du Kara-Lom (1). Il espère pouvoir tirer parti de l'intervalle de 10 kilomètres environ qui existe, devant Rasgrad, entre les XIIe et XIIIe corps, pour battre le XIIe, lui couper la retraite sur Biela, puis écraser le XIIIe entre son armée et celle de Suleiman-Pacha.

Il livre alors, avec vigueur et coup sur coup, à l'armée du tsaréviteh, un certain nombre de batailles ou combats : les 21-22 août, à Jazlar-Kizilar ; le 30 août, à Kara-hassan-Kieuï ; le 5 septembre, à Ablawa et à Kazelevo ; le 7 septembre, à Pop-Kieuï : aucun d'eux ne fut suivi d'un résultat vraiment sérieux. Après avoir ainsi manqué l'occasion demeurée propice pendant la première quinzaine d'août de frapper un coup décisif sur Biela avec toutes ses forces réunies, Mehemet-Ali s'arrête : nullement secondé par Suleiman-Pacha, desservi à Constantinople par le prince Hassan, il n'allait pas tarder à se trouver réduit à l'impuissance.

(1) Le Lom est formé par la réunion du *Lom-Blanc*, [*Beli-Lom* en bulgare : *Ak-Lom* en turc] et du *Lom-Noir* [*Cerni-Lom*, en bulgare ; *Kara-Lom*, en turc].

CHAPITRE VI

OPÉRATIONS DE SULEIMAN-PACHA DANS LES BALKANS

[1re *période*, *fig.* 3 et 4].

La première période s'étendue de la fin de juillet au 28 août.

Pendant que Mehemet-Ali perdait du temps en efforts partiels, Suleiman-Pacha, son lieutenant, avait attaqué, du 21 au 26 août, avec 40.000 à 45.000 hommes, la passe de Schipka (*fig.* 4).

« La passe de Schipka n'est à proprement parler ni une gorge ni un défilé, ce n'est qu'un sentier qui traverse une section des Balkans, moins haute que la généralité de ces montagnes et dont la surface, depuis la vallée de la Jantra au nord jusqu'à la vallée de la Toundja au sud, est assez continue pour fournir la place d'une route praticable, quoique très-accidentée.

« Un simple coup d'œil sur le plan suffira pour faire saisir la physionomie de ce passage célèbre. Du côté du village de Schipka la montagne est taillée à pic, et il faut plus d'une heure pour arriver au sommet de la passe dont le point le plus élevé est à 4.749 pieds au-dessus de la mer et porte le nom de mont Saint-Nicolas. Passé ce point, la route s'abaisse légèrement pour former une étroite vallée longue à peine de 7 à 800 mètres, remonte sur le Tcherveni Breg (montagne Rouge), et redescend ensuite en pente assez douce sur le flanc droit du ravin de la Kozeritza jusqu'à 2 kilomètres de Gabrova [1]... »

Dominé à l'Est et à l'Ouest par les monts Berdek et Aikirijebel dont la séparent de profonds ravins et qu'il eût fallu pouvoir occuper, cette position que des couverts nombreux rendent assez accessible n'avait pas une force défensive aussi grande qu'on serait disposé à la lui accorder.

Lors du premier assaut, Radetzki ne disposait que d'un régiment russe, 5 bataillons de la légion bulgare et de 5 sotnias de Cosaques; les renforts survinrent plus tard.

En position, le 19 août, devant la passe de Schipka, Suleiman-Pacha attaque de front, le 21, le mont Saint-Nicolas; les 22, 23, 24 et 25, il entretient la lutte; le 26, il renonce à l'offensive. Son entêtement à vouloir enlever de front la position, au lieu de chercher, en utilisant sa supériorité numérique, à la tourner par l'Est ou par l'Ouest dont les passages étaient libres, avait coûté inutilement à la Turquie ses meilleures troupes. En outre, il avait procuré aux Russes le temps qui leur était nécessaire pour augmenter la force des ouvrages déjà existants et recevoir des troupes fraîches.

Le 27 août, Suleiman-Pacha ramenait en arrière les débris de son armée laissant les Russes maîtres des passes de Schipka, de Triavna, d'Hain-Kieuï et d'Elena. Bien qu'il disposât encore de 35.000 hommes, il resta dans l'inaction jusqu'au 13 septembre.

Cette première période des opérations dans les Balkans coûta : aux Turcs, 10.000 hommes peut-être; aux Russes dont la résistance fut héroïque, environ 3.500 hommes tués ou blessés dont 97 officiers au nombre desquels figuraient le général Derojinski tué le 25 août et le général Dragomiroff blessé.

(1) Un Tacticien. — *La guerre d'Orient en 1877-1878*, t. I, p. 627.

CHAPITRE VII

OPÉRATIONS DE SULEIMAN-PACHA DANS LES BALKANS

(*2e période*) (*fig.* 3 *et* 4).

Cette période s'est étendue du 13 au 20 septembre.

Lorsque Suleiman-Pacha eut reçu l'ordre de sortir d'une inaction demeurée inexpliquée, il entreprit de nouveau, le 17 septembre, l'attaque du mont Saint-Nicolas, véritable citadelle qu'il enveloppa, sur une moitié de son pourtour, de retranchements. Sérieuse cette fois, la préparation par l'artillerie avait duré quatre jours; elle n'aurait pas coûté aux Russes, pendant ce temps, une perte moyenne quotidienne de plus de 40 hommes.

Il avait été décidé que l'attaque générale serait subordonnée à la réussite d'une attaque partielle qu'effectuerait à la fois, de trois côtés, un corps de 3.500 Volontaires. Il s'agissait d'escalader une hauteur à pentes très abruptes ne mesurant pas moins de 50 à 60 mètres.

L'escalade entamée le 22, vers 3 heures du matin, était couronnée de succès trois heures plus tard, grâce à une vigueur et une opiniâtreté peu communes. L'assaut pouvait donc être tenté : Salich-Pacha et Veissel-Pacha se conformèrent aux ordres donnés; quant à Redjib-Pacha, auquel on avait cependant assigné le plus facile de la tâche, il ne sortit même pas de son camp. A 8 heures, l'affaire était manquée; néanmoins les Volontaires n'abandonnèrent pas la partie et ne furent définitivement repoussés qu'après une lutte de six heures. A 4 heures, les Russes étaient redevenus les maîtres du terrain : ils comptaient 1.050 hommes dont 31 officiers hors de combat, mais les Turcs avaient perdu plus de 4.000 hommes parmi lesquels figurait un quart de volontaires.

Cette attaque nocturne avait été littéralement terrible.

« Dans la nuit du 17 septembre, Suleyman fit encore fanatiser 3.000 hommes à qui la béatification fut promise par les mollahs. Ces 3.000 hommes se jetèrent sur les positions russes de Chipka et livrèrent un assaut qui ne peut avoir eu de précédent dans aucun autre pays, car ces fanatiques ne se battaient pas seulement en héros, mais ils cherchaient leur salut éternel dans la mort, — c'était leur unique but. Aussi lorsqu'un de ces béatifiés était blessé, il saisissait le fusil qui venait de le frapper et se hissait par lui jusqu'à hauteur du soldat qui l'avait touché et pénétrait ainsi dans les retranchements où sa fureur fanatique semait la terreur. D'autres fois, en escaladant ces positions abruptes, après avoir reçu plusieurs blessures sur les mains par les Russes se défendant, ils se cramponnaient, les chairs mutilées, aux corps des soldats russes et les entraînaient avec eux dans une chute mortelle le long des flancs de la montagne. Combien de fois ai-je vu, de mes yeux, lorsque, après la chute de Plewna, je suivis l'armée de Skobeleff vers les Balkans, dans chaque précipice de montagne, d'innombrables corps de soldats russes et turcs enlacés, livrant par des blessures béantes leurs entrailles aux oiseaux de proie (1)... »

Les deux partis restèrent ensuite en présence sans qu'il y ait autre chose à mentionner qu'un bombardement qui dura du 21 au 27 septembre, mais n'apporta pas de modification appréciable à la situation.

Lorsque l'hiver survint, les Russes s'installèrent dans la passe; les Turcs se portèrent plus au Sud et ne les perdirent pas de vue. Déjà Suleiman-Pacha avait été désigné pour remplacer Mehemet-Ali.

(1) Van de Woestyne. — *La guerre Russo-Turque*..., p. 175.

CHAPITRE VIII

—

OPÉRATIONS DE MEHEMET-ALI
[2e *période*] [*fig.* 2]
ET DE SULEIMAN-PACHA SON SUCCESSEUR

De son côté, Mehemet-Ali qui regardait la campagne comme manquée, n'avait repris l'offensive le 21 septembre, que sur un ordre formel; aussi ne dura-t-elle pas longtemps, du 21 au 24 septembre.

Il se proposait d'attaquer l'aile gauche russe solidement établie sur le plateau Tchair-Kieuï, au point d'union du tsarévitch et du IIe corps. Or, aux 14.000 ou 15.000 hommes qui lui barraient la route de Tirnova, il ne put en opposer que 12.000 à peine. Il fut battu, le 21, sur le cours supérieur de l'Ak-Lom près de Tchair-kieuï : il s'était mis dans l'impossibilité, par suite d'une mauvaise préparation, d'employer ses réserves et avait été mal secondé par Achmet-Eyoub-Pacha.

Les Turcs, dont l'attaque s'était déroulée en terrain découvert, avaient perdu environ 1.600 hommes dont 600 tués; cette fois, les pertes des Russes ne dépassaient pas 431 hommes.

Le 24 septembre, pour un motif demeuré inconnu, Mehemet-Ali se replie tout à coup derrière la ligne du Lom, puis recule jusqu'à Chumla : sa campagne est terminée. Il n'a pas justifié sur le Lom les espérances qu'avaient permis de concevoir son savoir théorique et la largeur de son esprit; après avoir ralenti son offensive, il n'avait pas su, dans la défensive, tirer parti des occasions favorables : en un mot, organisateur de premier ordre, il manquait d'initiative.

A la fin du mois, les Russes s'étendaient entre Metschka, situé à une journée de marche de Roustchuk et Banitza sur le Banitza-Lom. Le tsarévitch disposait alors de 90.000 à 100.000 hommes et de 350 canons de campagne.

Le 3 octobre, Mehemet-Ali disgrâcié à la suite de sa défaite, devait remettre son commandement à Suleiman-Pacha que Réouf-Pacha remplaça devant la passe de Schipka (1).

Les opérations dirigées par Suleiman-Pacha ne méritent pas d'être étudiées. Complètement insignifiantes, elles se bornèrent à des déplacements; finalement, tout en maintenant l'occupation de Solenik et de Ka, Suleiman-Pacha ramena ses troupes sur Rasgrad.

Pendant ce temps, le corps de Roustchuck, et les troupes postées sur la route d'Osman-Bazar en face du défilé d'Elena poussaient vers l'Est, en avant de leurs positions, des reconnaissances dont les plus importantes eurent lieu les 18, 21 et 24 octobre.

(1) Rappelé un mois plus tard à l'activité, Mehemet-Ali fut mis à la tête du corps d'armée de Sophia.

CHAPITRE IX

—

OPÉRATIONS DE SULEIMAN-PACHA CONTRE L'ARMÉE DU TSARÉVITCH (*fig.* 2)

Suleiman-Pacha se décida, le 20 novembre, à reprendre l'offensive sur la ligne du Lom.

Le 25 novembre, il éprouve un léger insuccès. Le lendemain, il attaque le XIIe corps à Mecka-Terstenick, dans l'angle formé par le Danube et le Lom ; il est repoussé. Convaincu par cet insuccès qu'il ne peut espérer forcer les lignes du Nord, il projette de diriger tous ses efforts au Sud contre la ligne comprise entre Osman-Bazar et Tirnova par Elena.

On lit dans l'ouvrage du capitaine Van de Vestyne... :

« Le 29 novembre au soir se passa au camp turc une scène émouvante : Chakir-Pacha, entouré de tous ses officiers, vint supplier Mehemet-Ali de profiter du désarroi momentané et de l'éparpillement des troupes ennemies pour s'avancer résolûment à travers les troupes russes afin de sauver Osman et Plewna. Les soldats turcs pleuraient tous .... Tous voulurent faire le sacrifice de leur vie pour le salut de la patrie. Mais Mehemet-Ali demeura inébranlable, il resta dans sa passivité et donna ainsi aux troupes russes le temps de se rassembler, de l'attaquer et de le vaincre.

« Je sais bien que la discipline doit primer et que le général en chef est seul maître de la situation ; mais, si une balle égarée était venue à ce moment de ..... on ne sait où ....., brûler la cervelle à Mehemet, cette balle aurait rendu à l'empire turc un providentiel service.

« Le 1er décembre, les Russes s'établirent sur les hauteurs boisées que les Turcs avaient négligé d'occuper.

« Le 3 décembre, Chakir-Pacha avança avec 18 bataillons, mais les Russes opposèrent une telle résistance que tous les efforts des Turcs échouèrent.

« Le 4 décembre, Mehemet-Ali fut relevé de son commandement ..Il était trop tard ; Chakir-Pacha se trouvait à ce moment en face de troupes compactes ; Etropol, Pravetz étaient aux mains des Russes qui occupèrent aussi les hauteurs de Chadornick, Wratechka et Arab-Konak [1]... »

Le 4 décembre, pendant que des escarmouches sont entretenues sur le cours inférieur du Lom, Suleiman Pacha prend l'offensive dans la direction d'Elena. Surpris à Airanlar, le général Sviatopolk-Mirski est culbuté et rejeté sur la position d'Ahmeldi qu'il essaie de défendre avec 16 bataillons et 20 canons. Il en est débusqué et doit reculer d'abord sur Marian puis sur Elena. Chassés en dernier lieu d'Elena par Fuad-Pacha, les Russes doivent se replier en toute hâte sur Tirnova.

Comme, pendant ce temps, Salih-Pacha s'était emparé, avec une partie du centre turc, de Kesrowa situé sur la rivière Starar-Takou, la route était libre jusqu'à Tirnova où Suleiman-Pacha aurait pu entrer la nuit même : il n'osa pas et laissa échapper l'occasion fugitive qui s'offrait à lui de couper les communications entre l'armée du tsarévitch et celle du général Radetzki.

Les combats autour d'Elena coûtèrent aux Russes environ 1.800 hommes dont 50 officiers et 11 canons.

Le 12 décembre est livrée la seconde bataille de Mecka-Terstenick, ce qui ne dénote pas un plan bien arrêté. Les Turcs qui comptent 30 bataillons attaquent vigoureusement le XIIe corps ; l'intervention du tsarévitch contre leur flanc gauche et le passage du XIIe corps de la défensive à l'offensive sur tout son front déterminèrent leur retraite. La voie du retour par Jovan et Tchiftlik leur ayant été coupée, ils durent se rejeter sur Krasna.

[1] *La guerre Russo-Turque*, p. 192.

La chute de Plewna contraignit Suleiman à renoncer à l'offensive ; il incendia Elena et se replia vers Chumla. Appelé peu de temps après au commandement des troupes turques de Roumélie, il fut remplacé par Fazli-Pacha.

CHAPITRE X

OPÉRATIONS SECONDAIRES DU CORPS DU BAS-DANUBE OU DE LA DOBRUTSCHA, DE JUIN 1877 À JANVIER 1878 (*fig.* 2). OPÉRATIONS MARITIMES

Dès le début des opérations, deux détachements russes avaient été chargés, nous l'avons vu, d'opérer dans la région du Bas-Danube afin de couvrir les communications de l'armée principale.

Le premier avait pour mission de garder la rive gauche du fleuve et d'inquiéter l'ennemi posté à Sulina.

Le second, corps du Bas-Danube ou de la Dobrutscha, était composé du XIV[e] corps, de cavalerie et d'artillerie (¹) ; il était commandé par le général Zimmermann qui était spécialement chargé de surveiller la région étroite comprise entre les Carpathes et le Danube, région que traversent les voies terrestres et ferrées qui relient la Russie à la Roumanie.

Vers le milieu de juillet, après avoir occupé les points de Matchin, d'Hirschova, Isaktcha, Toultcha, Badadagh, Medjidié, Tchermavoda et Kustendje, Zimmermann s'établit solidement en position d'attente derrière le mur de Trajan : ce mur est longé sur une longueur de 55 kilomètres, dont le centre est occupé par la ville de Medjidié, par le chemin de fer de Kustendje à Tchernavoda. Pendant tout le mois d'août, il multiplia les reconnaissances et attendit une occasion favorable pour agir.

En septembre, plusieurs coups de main heureux furent exécutés. Il y a lieu de noter, à la date du 27, la reconnaissance offensive opérée contre le camp retranché de Bazardtjick.

Le mois d'octobre se passa également en reconnaissances qui rendirent du moins l'ennemi très circonspect.

De même nature, les opérations n'offrirent rien de particulier en novembre.

L'évacuation par les Turcs, pendant la première quinzaine de novembre, de la région située à 20 kilomètres environ au sud du mur de Trajan aurait permis à Zimmermann d'agir s'il n'avait reçu l'ordre de se tenir prêt à coopérer au mouvement général vers le Sud des armées russes. L'ordre étant arrivé le 13 janvier 1878, Zimmermann, qui avait reçu comme premier objectif Bazardtjick, se porta en avant sur 3 colonnes : le 27 janvier, la ville était en sa possession. Le 3 février, le XIV[e] corps atteignait Pravady.

Déjà l'armistice du 31 janvier avait été signé.

Opérations maritimes. — L'énorme différence qui existait, au commencement de la guerre, entre la puissance maritime de la Turquie et celle de la Russie autorisait à croire que la marine turque jouerait un rôle prépondérant ; il n'en a rien été. D'une part, le rôle de la flotte turque a été absolument nul ; de l'autre, la flottille du Danube s'est laissée annihiler par les Russes qui ont suppléé par de l'audace à l'insuffisance de leur matériel.

Nous ne parlerons donc pas de la flotte turque proprement dite : les officiers et les

(¹) Le 13 juin, ce corps comptait 24 bataillons, 28 escadrons, 96 pièces de campagne, 22 pièces à cheval et 2 compagnies de sapeurs, en tout : 35.000 combattants à peu près.

matelots manquaient d'expérience pratique; le personnel supérieur était incapable.

Quant à la flottille turque du Danube, elle comptait 7 bâtiments cuirassés, 18 bâtiments non cuirassés portant 62 canons et 3 bateaux à vapeur marchands, en tout 28 bâtiments avec environ 800 hommes d'équipage.

Les Russes ne purent lui opposer que 3 petits vapeurs roumains et 10 chaloupes à vapeur aménagées pour l'emploi des torpilles dont le maniement leur était familier, tandis que les Turcs les connaissaient à peine.

Dès le début, le placement de torpilles dormantes ou défensives qui, six jours après la déclaration de guerre, est effectué près de Reni et de Braïla (*fig.* 1 et 2) a pour résultat de partager en deux la flotte turque.

Le passage du Danube par les Russes s'effectue sans que les bateaux turcs de cette section du fleuve s'y opposent.

Le 11 mai, les batteries russes de Braïla détruisent la corvette turque le *Louft-i-Djelil* montée par plus de 150 hommes dont un seul échappe à la mort.

Dans la nuit du 25 au 26 mai a lieu le combat de Matchin. 4 chaloupes à vapeur russes parties de Braïla et montées par 40 marins et 6 officiers réussissent, en n'employant que 2 torpilles, sans avoir un seul homme atteint, à détruire un monitor turc, le *Douba-Seïfi* qui coule en moins de dix minutes avec 219 hommes d'équipage : d'une puissance de 512 tonnes, d'une force de 400 chevaux-vapeur et armé de 2 canons Krupp de 12 centimètres, il avait coûté 10 millions. Deux autres navires turcs sont contraints, pour ne pas subir le même sort, d'aller se réfugier dans le bras de Matchin.

Lorsque, à la fin de mai, il n'y a plus sur le Danube central que 12 vaisseaux turcs, les Russes disposent de 24 petites canonnières.

Le 11 juin, 3 vaisseaux cuirassés turcs sont attaqués par 6 bateaux-torpilleurs et ne doivent leur salut qu'à la fuite.

Le 23 juin, un monitor turc quitte Nicopoli et descend le Danube; attaqué, près d'Olti, par une chaloupe porte-torpilles, il n'a d'autre ressource que de regagner en toute hâte son point de départ.

Le lendemain, un autre monitor subit le même affront.

Il serait facile d'ajouter à ces exemples d'autres faits tels que : l'attaque du port de Batoum, le 12 mai 1877, par des chaloupes porte-torpilles qui, cette fois, échouèrent; la destruction de plusieurs navires turcs par des torpilles fixes; l'attaque réitérée du port de Batoum, le 27 décembre 1877, par 4 chaloupes porte-torpilles dont une lança la première torpille automatique du système Whitehead qui ait été employée à la guerre.

La guerre de 1877-1878 a démontré, après la guerre de Sécession d'Amérique, l'infériorité des vaisseaux cuirassés devant le canon de gros calibre [1] et surtout vis-à-vis de la torpille dont la puissance terrible ne saurait être niée, car elle s'exerce matériellement et moralement. Elle n'a pas autorisé à conclure à l'incapacité des cuirassés, mais à la nécessité impérieuse pour eux d'arriver à signaler l'approche des bateaux porte-torpilles et à arrêter par l'emploi de l'artillerie, leur action offensive trop souvent destructive : la préservation est le problème à résoudre. On l'a dit avec raison :

« Pendant longtemps nous avons assisté au duel de la cuirasse et du canon : celle-là augmentait sa cuirasse quand s'accroissait la puissance du canon, et ce dernier ajoutait au poids et à la vitesse de ses projectiles quand une épaisseur plus grande de la cuirasse semblait promettre au navire l'invulnérabilité. Aujourd'hui, la lutte est entre le colosse blindé et puissamment armé et le petit torpilleur [2].. »

(1) En dehors du cas que nous venons de signaler, les gros vaisseaux turcs furent, en effet, plus d'une fois aux prises avec le canon des forteresses ou des batteries de la rive gauche du Danube à l'occasion du duel d'artillerie dont il a été question.

(2) Un Tacticien. — *La guerre d'Orient en 1877-1878*, t. III, p. 773.

LIVRE II

HISTOIRE DES OPÉRATIONS EN ASIE-MINEURE, DU 24 AVRIL 1877 AU 3 FÉVRIER 1878

SOMMAIRE

Décidée à tenter l'impossible pour s'emparer du plateau d'Erzeroum afin d'arriver à reculer sa frontière de ce côté jusqu'à la chaîne de l'Ararat, la Russie ne s'était cependant pas préparée comme il eût fallu le faire. Elle dut donc avoir recours à une improvisation véritable qui, toujours, fait courir de grands risques, imprime de la lenteur à la lutte et l'empêche d'être décisive.

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRE PÉRIODE : OPÉRATIONS DU 24 AVRIL AU 10 JUILLET 1877 [*fig.* 8, 9, 10]

Forces en présence.— La première période de la lutte a été remplie par l'offensive des Russes qui, dès le 24 avril, envahirent l'Arménie sur plusieurs points [*fig.* 7].

Placée sous la direction supérieure du grand-duc Michel-Nicolaïevitch, gouverneur du Caucase et frère de l'empereur, l'armée du Caucase fut effectivement commandée par le lieutenant général Loris-Melikoff (1).

Commencée dès le mois de septembre 1876 et nullement contrariée, la mobilisation de cette armée s'effectua sans encombre-

(1) Osman Bey insiste toutefois sur ce point que le grand duc Michel a rendu le service énorme de faire avorter les tiraillements et les rivalités entre généraux. « D'un si haut personnage on ne peut guère s'attendre à des connaissances spéciales, ni la pratique dans les affaires. Pourtant le commandant en chef s'est montré à la hauteur de sa tâche, en réprimant et en contenant les appétits et les ambitions qui menaçaient de déborder. Dans quel état l'on se serait trouvé, si Loris qui ne pouvait souffrir ni Svietopol Mirsky, ni Lazareff, et si ceux-ci qui le détestaient cordialement, si tous, dis-je, s'étaient attrapés par la gorge ! C'est le grand duc Michel qui, par sa seule présence, a empêché un pareil dénouement..., » *Les Russes en 1877-1878*, p. 81.

ment dans les garnisons mêmes ; puis on la divisa sur place en grandes unités que l'on répartit entre quatre corps d'opérations.

Les troupes régulières comprenaient un peu moins de 160.000 hommes et 21.000 chevaux : infanterie, 131.428 hommes et 7.465 chevaux ; cavalerie, 9.457 hommes et 3.517 chevaux ; artillerie montée et artillerie à cheval, 14.967 hommes et 9.507 chevaux ; génie et télégraphistes, 3.837 hommes et 514 chevaux.

Les troupes locales et sédentaires comprenaient 43.795 hommes.



Fig. 7. — Théâtre d'opérations en Arménie.

Les Cosaques ou troupes irrégulières représentaient 59.795 hommes et 42.118 chevaux.

Le total général était de 263.279 hommes, 65.121 chevaux et 392 pièces dont 336 attachées aux troupes régulières.

Placée sous les ordres du mechir Mouktar-Pacha, l'armée turque ne comprenait, sans tenir compte de troupes irrégulières dont le chiffre est demeuré inconnu, qu'environ 68.000 hommes, dont une trentaine de mille en voie d'organisation à Erzeroum et à Trébizonde, disposant de 150 à 170 pièces de campagne [1].

Le gros de ces forces était concentré sur les deux points d'Erzeroum et de Kars; le reste était réparti entre Trébizonde, Batoum, Ardahan et Bayazid.

Mouktar-Pacha était donc condamné à l'infériorité numérique; en outre, ses troupes manquaient du nécessaire et il n'avait pu obtenir de l'argent. Les motifs d'économie allégués précédemment pour rejeter ses demandes allaient avoir de sérieuses conséquences. Il eut beau déployer une réelle activité dans l'organisation des forces: médiocrement secondé, il ne put vaincre l'inertie qui lui fut opposée.

« Le manque de sous-ordres était complet en Arménie, dit le *Tacticien*; les quelques généraux qui s'y trouvaient étaient vieux ou infirmes; quelques-uns étaient valides et braves, mais peu militaires. Aucun d'eux ne pouvait remplacer ni seconder le commandant à Constantinople. Mouktar-Pacha chercha à compléter son cadre d'officiers généraux; mais tous ceux qui étaient capables étant employés sur les théâtres de guerre européenne, il ne put naturellement faire son choix que parmi les disponibles [2]... »

La flotte turque, qui était maîtresse de la mer Noire, a rendu des services dès le début.

Projets des deux partis. — Le plan adopté par les Russes en 1877 a été la reproduction des plans antérieurement formés, en 1828-1829, par Paskiewitch et, en 1855, par Mouravief: l'objectif principal assigné était Erzeroum, clef stratégique de l'Arménie turque puisqu'il est le nœud de toutes les routes importantes de cette région. Mais ces routes étant, pour la plupart, isolées les unes des autres par des accidents de terrain, les colonnes qui les suivraient devaient forcément se trouver indépendantes. Elles étaient au nombre de quatre.

Au centre, le corps d'Alexandropol, fort de 60.000 hommes, marcherait, avec Loris Melikoff, sur Kars; à droite, le corps d'Achalzich, fort de 45.000 hommes, opérerait, avec Dewel, contre Ardahan, puis, par Olti, contre Erzeroum; à gauche, le corps d'Erivan, sous Tergoukassoff, fort de 40.000 hommes, s'avancerait d'Igdir et d'Erivan, atteindrait à Bayazid la route d'Erzeroum et marcherait contre cette ville. Enfin, à l'extrême droite, le corps du Rion, comprenant 30.000 hommes et commandé par Oklobjio, marcherait par le littoral, d'abord contre Batoum, puis sur Trébizonde. En somme, l'armée russe allait se diriger concentriquement contre la ligne Erzeroum-Trébizonde qui formait la base d'opérations des Turcs.

La connaissance du terrain dictait aux Turcs leur conduite: recevoir sur le plateau d'Erzeroum l'attaque directe; disputer à l'ennemi les routes qu'il était contraint de suivre en défendant Batoum, Ardahan, Kars et Bayazid [1]. Ils avaient compté créer des difficultés sur les flancs et les derrières de l'armée russe dont l'unique ligne de retraite passait par Tiflis en soulevant les populations musulmanes du Caucase; ils n'y réussirent pas, les Russes ayant eu la précaution de lever dans le Caucase plusieurs régiments et de les éloigner de la côte.

Mention des opérations des quatre corps russes. — Nous n'entrerons pas dans le détail des marches, des contre-marches et des nombreux combats qui remplirent cette période. En somme, quand elle prit fin, les Russes étaient à peu près revenus à leur point de départ; ils n'avaient conservé qu'Ardahan: la campagne était à recommencer.

Les quatre corps s'étaient avancés, avec des fortunes diverses, dans les directions désignées.

Ardahan avait été pris, le 17 mai, par le général Loris-Melikoff venu au secours de

(1) 85 bataillons, 40 escadrons et 210 pièces, représentant un effectif de 135.000 hommes environ étaient dispersés dans le Kurdistan, en Syrie dans l'Yemen et sur les frontières de la Perse.

(2) C'est ainsi qu'il parvint à se faire attribuer Chefket Pacha qui, en 1876, avait réprimé sans pitié la révolte des Bulgares, Hadchi-Raschid-Pacha, Mustapha-Savfet Pacha qui, au début, avaient été destinés, en principe, à l'armée du Danube.

(1) Tergoukassoff trouva cependant, le 30 avril, Bayazid évacué et y prit 12 canons.

la colonne de droite : toute communication était supprimée entre Batoum et Kars; la route d'Erzeroum par Olti était ouverte.

Lorsque Moukhtar-Pacha eut fait fortifier les abords d'Erzeroum dans les directions de Bayazid, de Kars et d'Ardahan, il poussa des détachements vers ces trois points. A la fin du mois, son armée était ainsi placée : le centre à Zewin, la gauche à Olti, la droite à Alachgerd, vers Toprakkalé. La position centrale qu'il occupait ainsi le mettait à même, à la condition d'accentuer son offensive, de repousser successivement les attaques que tenteraient contre lui les Russes qui ne pouvaient communiquer latéralement entre eux.

Le corps d'Erivan, celui de gauche, livra : le 16 juin, le combat de Sadichan, victoire sans résultat; le 21 juin, celui de Drom-Dagh; le 25 juin, celui d'Halijas ou de Deli-Baba que suivit la retraite sur Igdyr; le 10 juillet, le combat de Bayazid à la suite duquel Tergoukassoff dut, bien que victorieux, battre de nouveau en retraite.

A l'extrême droite, le général Oklobjio [1] gagna peu à peu du terrain vers Batoum au prix de quelques légers combats jusqu'à ce que, les populations s'étant soulevées, il dut s'arrêter, du 20 mai au 2 juin, et rayonner pour réprimer cette tentative. Des pluies persistantes et le mauvais état des chemins contribuèrent aussi à ralentir la marche. Oklobjio avait, d'ailleurs, pour instruction de ne point se hâter et de régler sa marche sur les progrès de la colonne la plus immédiatement voisine.

Osman-Bey a insisté sur l'importance, pour la défense comme pour l'attaque de Batoum, du défilé de Tziké-Dziré. Il l'avait signalée, dès 1876, à l'état-major russe [2] dans un travail que reproduisit le « Kavkasky-Sbornik », revue militaire qui parait à Tiflis.

« Le massif de montagnes qui sépare la vallée du Rion du haut plateau de l'Arménie, se prolonge vers la mer par une série de contreforts, dont le dernier plonge verticalement sur la mer à un endroit appelé Tziké-Dziré [le Petra des Bysantins]. Cette sorte de promontoire barre complètement le passage à celui qui, de Poti, voudrait se rendre à Batoum en longeant la plage. Le fort couronne le promontoire, dont le talus à pic a une élévation de 350 pieds : du côté nord, des batteries situées à mi-côte balaient le défilé formé par la plage et les collines adjacentes.

« Reste à dire que ce défilé de 3 kilomètres en longueur et d'une largeur moyenne de 200 mètres ne peut d'aucune façon être évité..... C'est donc la seule route qui donne accès à la région du bas-Tchorok et à la côte de Laziston... »

Quant à Loris-Melikoff [centre] qui était en vue de Kars [*fig.* 10], il en avait fait entamer le bombardement le 17 juin. Trois jours plus tard, il devait s'éloigner momentanément pour venir en aide à son lieutenant Tergoukassoff.

Quelques-uns des combats livrés pendant cette période peuvent être l'objet d'une mention particulière.

Combat de Drom-Dagh, le 16 juin. — Le combat de Drom-Dagh livré le 16 juin mérite d'être tout au moins cité parce que, malgré une infériorité numérique notable, Tergoukassoff, en marche sur Delibaba, n'hésita point à attaquer avec son avant-garde la division turque Mehemed-Pacha forte de 6.000 hommes, 300 chevaux et 13 bouches à feu; une démonstration sur le front et une attaque dirigée contre le flanc gauche de l'ennemi lui procurèrent la victoire dont le résultat immédiat fut la liberté d'accès du défilé de Deli-Baba.

Bien qu'informé de la marche en avant de Mouktar-Pacha, Tergoukassoff résolut d'attendre le choc et prit position sur les hauteurs de Daïar situées à 22 kilomètres à l'ouest de Sedikian.

Bataille d'Halijas, le 25 juin [*fig.* 8]. — Mouktar-Pacha s'était en effet, décidé à profiter de sa position intermédiaire aux deux colonnes russes pour essayer de battre successivement chacune d'elles. Il pouvait

[1] Il faut lire, dans l'ouvrage d'Osman-Bey, ce qu'il dit des raisons .... féminines qui auraient fait octroyer au général Oklobjio, — « tout ce qu'il y a de plus Slave, puisque c'était un Monténégrin russifié », — son commandement.

[2] L'histoire du passé ne fut pas mise à profit par l'état-major général russe.

Au VI[e] siècle après Jésus-Christ, le roi de Perse Chosroès I[er] parti de la Géorgie ne put se rendre maître de Tziké Dziré et dut finalement lever le siège et rebrousser chemin après avoir subi des pertes énormes. Les mesures prises par l'empereur Justinien furent couronnées de succès.

En 1829, le général Grabbe envoyé par Paskiévitch échoua encore contre le fort Tziké-Dziré; il aurait eu environ 2.000 hommes tués.

disposer d'environ 20 bataillons, 4.500 cavaliers et 20 pièces. Bien résolu à ne point abandonner Zewin, il y avait laissé un homme énergique, Ismaïl-Kakki-Pacha, gouverneur d'Erzeroum.

Tergoukassoff avait fait exécuter, sur une longeur de 5 kilomètres, deux lignes de tranchées continues séparées par la vallée du Murad-Sou et y avait installé 10 bataillons, 3.000 cavaliers et 32 pièces : ces pièces étaient réparties entre les mamelons cotés 150, 270 et 120 ; la cavalerie se trouvait sur la rive gauche du Mourad-Sou ; la réserve était à Halijas.

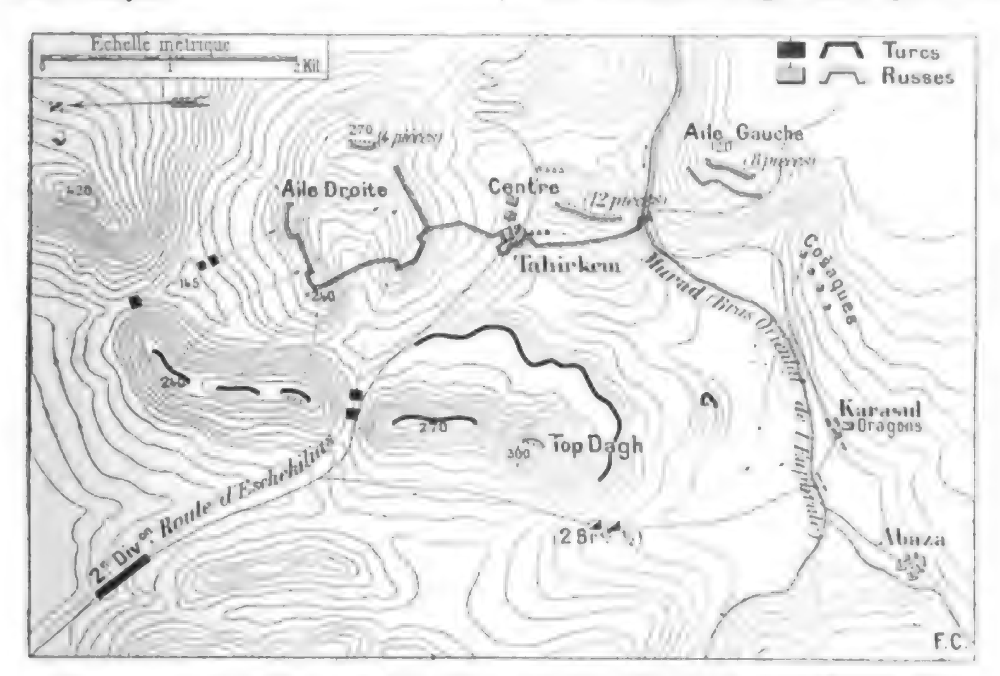


Fig. 8. — Bataille d'Halijas, le 25 juin 1877 (organisation défensive du champ de bataille).

Mouktar-Pacha opposa aux fortifications des Russes des ouvrages sur les points cotés 300, 270 et 240 pour résister de front et se procurer, ce qui était logique, la possibilité de manœuvrer contre l'aile droite des Russes [cote 240], de façon à menacer la route de Sédikian ; il dirigea sa cavalerie sur Karasul.

Dès le début, il se rendit compte qu'il ne disposait pas d'assez de monde pour mener son projet à bonne fin. En conséquence, après avoir appelé à lui 3 bataillons de Haïdarkieuï [ils arrivèrent à 3 heures du soir] et 6 bataillons de Deli-Baba [ils n'arrivèrent qu'à 4 heures], il s'appliqua, à partir de midi, à entretenir un combat de front au cours duquel la cavalerie turque fut malmenée par la cavalerie russe. Vers 4 heures, après avoir amorcé une tentative, il prononça son attaque, prit pied sur le mouvement de terrain coté 240 et fit reculer la batterie de 270. Ce terrain fut âprement disputé, pris et repris ; à la nuit cependant les Russes en étaient redevenus maîtres et les Turcs avaient été rejetés sur la ligne cotée 250-270-300. Leurs pertes évaluées à 2.000 hommes étaient le double de celles éprouvées par les Russes.

Le 26 au matin, Tergoukassoff qui n'avait pas été, en somme, entamé, battit en retraite sur Daïar où il demeura jusqu'à ce que, ayant appris l'échec de Zewin, il se retira sur Bayazid.

En réalité, le 26, Mouktar-Pacha se contenta de s'avancer jusqu'à Halijas et ne poursuivit pas.

Bataille de Zewin le 25 juin 1877 [*fig. 9*]. — Loris-Melikoff était parti de Kars à la tête de 1 division d'infanterie, 6 régiments de cavalerie, 8 batteries d'artillerie et un détachement du génie, ce qui représentait 17 000 hommes dont 10.000 fantassins. Lorsque, le 25 juin, il arriva, le corps d'Eri-

van avait déjà entamé sa retraite; sans tarder, il attaqua les Turcs et leur livra la bataille de Zewin.

Mouktar-Pacha s'était appliqué à couvrir toutes les routes par lesquelles les Russes pouvaient déboucher dans la plaine et marcher sur Erzeroum. A cet effet, il avait établi son aile gauche à Hindsch, situé à 15 kilomètres environ au nord d'Erzeroum et sa droite au défilé de Deli-Baba sur la route de Bayazid. Son centre posté près de Zewin était relié à l'aile gauche par les postes de Hassan-Kalé et de Kourikoï, avec l'aile droite par le poste de Khorassan.

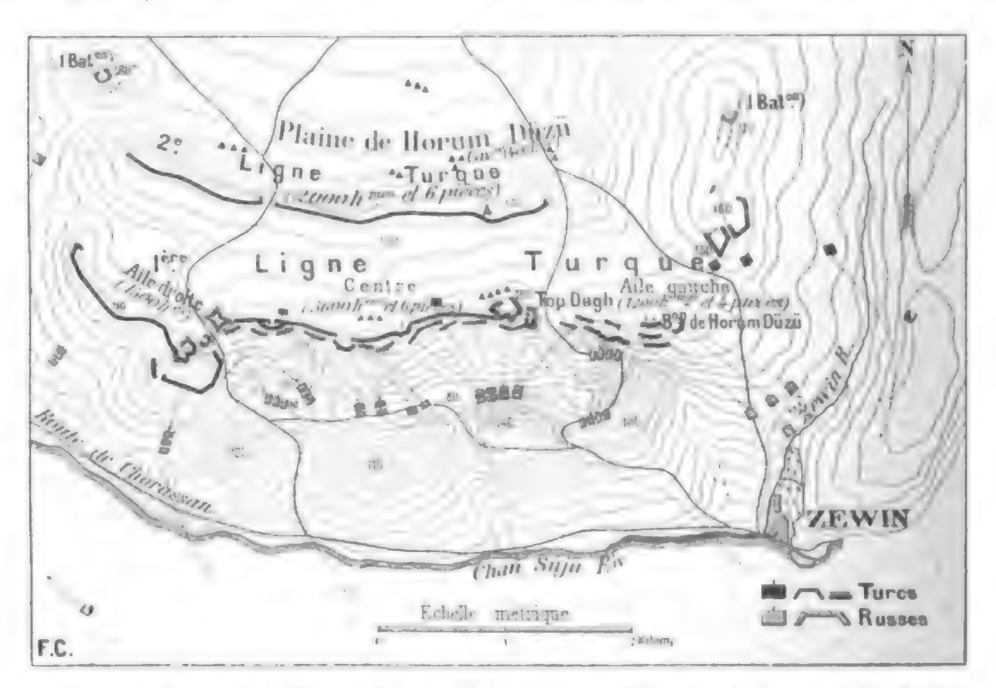


Fig. 9. — Bataille de Zewin, le 25 juin 1877 (organisation défensive du champ de bataille).

taillons 6 pièces et disposant d'un ouvrage appelé à barrer au nord la route d'Olti, de deux emplacements pour 1 pièce chacun et de la redoute du Top Dagh [4 pièces]; l'aile gauche, longue de 1.500, forte de 9 bataillons, 4 pièces, disposait d'un emplacement pour 2 pièces et de l'ouvrage de Horum Düzü.

La dernière ligne, qui mesurait environ 3.000 pas, possédait aussi trois divisions : l'aile droite était formée par 1 bataillon placé dans une redoute; le centre, que jalonnait une tranchée abri continue, était fort de 4 bataillons et de 400 cavaliers placés en arrière; à gauche se trouvait également 1 bataillon établi dans une redoute.

Les hauteurs de Zewin commandent la communication la plus courte entre Kars et Erzeroum. Ismaïl-Pacha les avait organisées avec soin et y avait réparti sur deux lignes ses forces consistant en 20 bataillons, 14 pièces et 2 régiments de cavalerie.

La première ligne, qui mesurait environ 6.900 pas, comprenait trois divisions : l'aile droite, longue de 1.800, composée de 4 bataillons occupant une tranchée-abri, la redoute d'Arab-Tépé et un ouvrage contribuant à barrer au sud la route d'Olti; le centre, long de 3.600 pas, composé de 9 bataillons 6 pièces

Loris-Melikoff ne disposait que de 15 bataillons et de 6 batteries : escomptant le résultat de la bataille, il avait envoyé sa cavalerie et son artillerie à cheval vers Khorassan, de façon à menacer la ligne de Koprikoï. Il partagea ses forces entre trois groupes : celui de gauche et celui du centre comptaient chacun 6 bataillons; celui de droite qui n'agit que le soir était fort de 3 bataillons, de 5 escadrons et 4 canons.

Le mouvement commença à gauche et au

centre à midi; les avant-postes russes se replièrent peu à peu. L'attaque de la première ligne fut entamée vers 2 heures; mais, bien que prononcée et renouvelée avec la plus grande vigueur, elle vint échouer contre les ouvrages turcs. Vers 5 heures du soir, Loris-Melikoff fit avancer sa droite pour préparer puis protéger sa retraite: les Turcs prirent l'offensive et la repoussèrent. Le combat prit fin vers 9 heures. Dans la nuit, Moukhtar-Pacha amena 22 bataillons de renfort.

Retraite de Loris-Melikoff vers Alexandropol. — Pendant deux jours, Loris-Melikoff, bien posté, attendit vainement l'attaque des Turcs; puis il se dirigea sur Kars qui, déjà, avait repoussé plusieurs assauts. Il en leva le siège le 5 juillet et se retira vers Alexandropol. Le 9 juillet, Mouktar-Pacha ravitaillait la place.

En résumé, à la fin de la première période, les Russes avaient échoué devant Kars, le corps d'Érivan était à Igdyr: battu les 24 et 25 juin, le corps du Rion avait dû repasser la frontière.

CHAPITRE II

DEUXIÈME PÉRIODE : OPÉRATIONS DE FIN JUILLET, D'AOUT DE SEPTEMBRE ET DE LA PREMIÈRE QUINZAINE D'OCTOBRE 1877

Bataille de Guediklar, le 18 août, 63. — *Bataille de Kizil-Tepé, le 25 août*, 63.

Assez dénuée d'intérêt, cette période que remplit la retraite des Russes n'a été marquée que par des tâtonnements, des hésitations.

C'est ainsi que, jusqu'au 28 août, on n'a guère à signaler que quelques rencontres de cavalerie.

Les deux armées se trouvent, il est vrai, dans une situation assez précaire: d'une part, les Russes ont un besoin urgent de renforts; de l'autre, les Turcs manquent de vivres et de munitions.

On a reproché à Moukhtar-Pacha de n'avoir pas déployé pendant cette période autant d'activité que pendant la première. Il convient cependant de ne point oublier que la défensive plus ou moins passive lui fut imposée par la forte diminution que subit son effectif, lorsque, dans les premiers jours d'août, 23 de ses bataillons furent appelés en Turquie d'Europe.

Bataille de Guediklar, le 18 août. [fig. 10] Moukhtar-Pacha était établi, depuis les premiers jours d'août, à l'est de Kars, sur les collines d'Yagni, lorsque, le 18, Loris-Melikoff l'y attaqua: la bataille de Guediklar fut perdue à la suite de l'avortement du mouvement tournant dirigé par Chefket-Pacha contre la droite des Russes. On lit dans l'ouvrage d'Osman Bey :

« ... Les Turcs reçurent les Russes de pied ferme et, grâce à leur courage, à leurs bonnes jambes et à leurs bonnes armes, les abîmèrent. Loris-Melikoff dut battre en retraite; la poursuite fut pourtant si vive, que peu s'en fallut que l'artillerie et le train ne tombassent au pouvoir des Turcs.

« Les Russes durent leur salut aux forêts qui couvrent le versant sud de la montagne et aussi à l'insuffisance de la cavalerie de Mouktar-Pacha. Si celui-ci avait pu disposer de cinq ou six bons régiments, plus l'artillerie à cheval, c'en était fait de Loris-Melikoff et de toute son armée [1].

Bataille de Kizil-Tépé, le 25 août [*fig.* 10]. — Attaqué le 25 août, par Moukhtar-Pacha sur les hauteurs de Kizil-Tépé qui donnèrent le nom à la bataille, Loris-Melikoff, assez

[1] *Les Russes en 1877-1878...*, p. 69.

sérieusement menacé sur sa ligne de retraite, dut se replier sur Alexandropol.

Peu de temps après, il recevait d'importants renforts [50.000 hommes, 8.000 chevaux et 156 canons], ce qui lui permit d'élever à 20.000 hommes l'effectif du corps du Rion, à 30.000 celui d'Erivan et à 60 000 celui d'Alexandropol. Le mois de septembre s'était écoulé sans présenter d'événements notables. Vers la fin du mois, l'effectif de l'armée turque éprouvée par la maladie et les pertes dues aux feu était descendu devant Alexandropol à 35.000 hommes disposant de 75 pièces de canon.

CHAPITRE III

TROISIÈME PÉRIODE : OPÉRATIONS DU 15 OCTOBRE 1877 AU 1er FÉVRIER 1878

Offensive décisive des Russes, 64. — *Bataille d'Aladja-Dagh le 15 octobre*, 64. — *Bataille de Deve-Boyun, le 4 novembre*, 65. — *Défense d'Erzeroum*, 65. — *Siège de Kars*, 66. — *Fin des opérations en Asie-Mineure*, 66.

Cette dernière période, pendant laquelle les Russes prirent une offensive décisive, a été surtout remplie par des investissements et des sièges dont celui de Kars; en somme, elle a présenté une importance sérieuse.

Le mois d'octobre débute par trois combats livrés les 1er, 2 et 3. Etablis en avant du mont Aladja, sur la ligne Hadjiwali Subatan-Petit Yagni et couverts par des avant-postes établis sur le Grand-Yagni et le Kizil-Tépé, les Turcs y furent attaqués. Malgré quelques avantages partiels, Moukhtar-Pacha, craignant d'être débordé puis coupé de Kars, abandonna ses positions, dans la nuit du 8 au 9, pour s'établir au Petit-Yagni et sur le versant nord de l'Aladja-Dagh.

Bataille de l'Aladja-Dagh, le 25 octobre 1877 [*fig.* 10]. — Le succès de la bataille de l'Aladja-Dagh, livrée et gagnée le 15 octobre, par Loris-Melikoff fut dû à un large mouvement tournant entamé dans la nuit du 8 au 9 octobre. Le général Lazareff qui, disposant de 17 bataillons et demi, 22 escadrons et 70 canons, le dirigeait, suivit la vallée de l'Arpa-Tchaï jusqu'à Kociran, passa le 12 près de Dighur et déposta, le 14, des hauteurs de Bazardjik, 27 bataillons turcs que Moukhtar-Pacha prévenu avait jetés au-devant de lui. Il n'avait pas cessé d'être relié télégraphiquement au quartier général qui put ainsi combiner les diverses attaques et résoudre l'énorme difficulté d'obtenir leur simultanéité d'action.

L'arrivée de Lazareff à Vezinkioï en arrière de l'aile droite turque, à la fin d'une marche de 70 kilomètres, donna le signal de l'assaut final.

Déjà le général Roop contient cette même droite, lorsque le général Heiman se porte sur le centre de la position et, s'emparant du mont Avliar, coupe la ligne ennemie en deux. Moukhtar-Pacha s'était retiré sur Kars, vers 2 heures du soir, avec le centre et la gauche de son armée avant que la jonction de Lazareff et d'Heiman fût effectuée, mais sa droite, forte d'environ 7.000 hommes et 32 canons, qui, sous les ordres d'Omer-Pacha, occupait l'Aladja-Dagh, vigoureusement attaquée, menacée de tous côtés, fut dans l'obligation, vers 5 heures du soir, de mettre bas les armes.

Ce jour-là, qui ne coûta aux Russes que 1.420 hommes environ dont 26 officiers, l'artillerie joua un grand rôle.

Cette bataille a fourni à Osman-Bey l'occasion d'exercer, une fois de plus, sa franchise.

Pour lui, « la perte de la bataille d'Aladja-Dagh et la chute de Kars retombent exclusivement sur Mouktar-Pacha (¹). »

D'un autre côté, cette bataille permit au général Obroutcheff de montrer ce dont il était capable :

« Deux officiers éprouvés, les généraux Tchernaïeff et Obroutcheff, furent expédiés sur le théâtre de la guerre [Arménie], afin de contribuer à l'élaboration d'un projet rationnel et bien combiné. Pour Obroutcheff, tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'on n'aurait, certes, pas pu faire un meilleur choix. Cet officier est un spécialiste dans toute l'acception du mot : c'est la tête la mieux équilibrée que nous ayons rencontrée en Russie (²). L'expérience l'a, d'ailleurs, prouvé amplement vu que la bataille d'Aladja-Dagh est exclusivement son œuvre (³)... »

Quant à Tchernaïeff, il échoua dans sa mission pour une raison qui éclaire d'un singulier jour l'armée du Caucase.

Il fut, dès son arrivée, en but à la malveillance de ses camarades,

« vu que chaque Caucasien s'apprêtait à jouer le rôle du coq qui devait chanter tout seul et pour son propre compte. Tous ces gens, déjà jaloux les uns des autres (¹), pouvaient-ils voir de bon œil un intru qui tenait à s'imposer par sa réputation et ses antécédents (²)... »

La victoire de l'Aladja-Dagh eut pour conséquence immédiate un deuxième investissement de Kars. Loris-Melikoff l'assura et chargea tout de suite le général Heiman de poursuivre vigoureusement Mouktar-Pacha.

Ismaïl-Pacha, qui avait reçu de celui-ci l'ordre de le rejoindre, échappa, le 16, à Tergoukassoff [corps d'Erivan] qu'il n'avait pas cessé de tenir en échec, à Lazareff qui s'était rapproché et, prenant l'avance sur eux, rallia son chef à Koprikoï, mais il ne lui

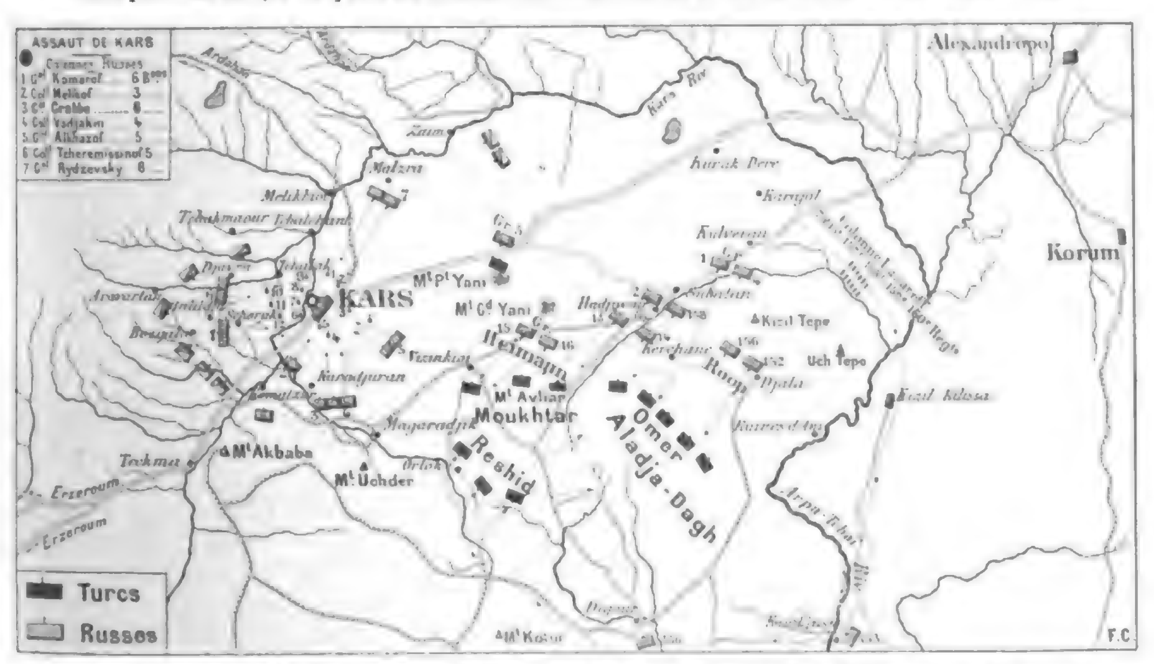


Fig. 10. — Bataille de l'Aladja-Dagh, le 15 octobre 1877. — Assaut de Kars, le 17 novembre 1877.

(¹) Osman-Bey [major]. — *Les Russes en 1877-1878...*, p. 83.

(²) Devenu depuis chef de l'état major général russe, Obroutcheff est mort en 1905.

(³) Osman Bey [major]. — *Les Russes en 1877-1878...*, p. 92.

(¹) Osman-Bey dit plus loin : « La jalousie [ce fléau des armées russes] était évidemment au fond de la malveillance que l'état-major du Caucase témoigna en cette occasion à l'égard de Tchernaïeff, car cet officier possède des mérites qu'on aurait mauvaise grâce à ne pas vouloir reconnaître..., *Loc. cit.*, p. 93.

(²) Osman-Bey [major]. — *Loc. cit.*, p. 92.

amenait que 8.000 hommes au lieu de 20.000 qu'il attendait : la retraite dut donc continuer.

Le 28 octobre, Tergoukassoff et Heiman qui l'avait rejoint atteignaient à leur tour Koprikoï ; le lendemain, l'arrière-garde russe abordée à Hassan-Kalé éprouvait de fortes pertes.

Bataille de Dewe-Boyum le 4 novembre 1877 (fig 7). — Arrivé sur les hauteurs de Dewe-Boyum qui, intermédiaires au cours de l'Araxe et de l'Euphrate, constituent à l'est d'Erzeroum une barrière véritable, Moukhtar-Pacha s'arrêta ; il ne disposait plus que d'une quinzaine de mille hommes et de 50 canons.

Résolus à ne pas lui laisser le temps de s'organiser sur cette position, les généraux russes l'attaquèrent le 4 novembre : ce fut la bataille de Dewe-Boyum.

Vigoureusement abordé en son centre et menacé sur sa gauche, Moukhtar-Pacha dont le front était considérable parvint à se réfugier dans Erzeroum, non sans laisser entre les mains des Russes 400 prisonniers, 43 canons et des munitions de guerre ; leurs pertes auraient été, ce jour-là, de 830 hommes, dont 30 officiers, hors de combat.

Il avait fallu les talents militaires et toute l'énergie de Moukhtar-Pacha bien secondé par ses lieutenants Mehemet et Fazli pour que le désordre ne fût pas complet. Il était bien résolu à défendre Erzeroum jusqu'à la dernière extrémité. Le sort de la place qui était défendue par des forts détachés du côté de l'Est, du Nord-Est sur le massif du Top-Dagh, du Sud-Ouest et protégée en partie contre une insulte par une enceinte en voie de construction, dépendait de la conservation du Top-Dagh. Ce massif était défendu par deux lignes d'ouvrages dont les lunettes Assizié et le Mejdidié, ouvrage fermé.

Les Russes, après avoir échoué dans la double attaque du 9 novembre, se décidèrent à investir complètement la place.

Aucune force organisée turque ne tenant plus la campagne, la lutte se résume dans les sièges de Batoum, de Kars et d'Erzeroum.

La place de Kars succomba la première ; dans la nuit du 17 au 18 novembre, elle était emportée d'assaut.

SIÈGE DE KARS DU 17 OCTOBRE AU 19 NOVEMBRE 1877.

(*fig.* 10 *et* 11

SOMMAIRE

Le camp retranché, 66. — *Ressources de la place*, 67. — *Investissement*, 68. — *Projet Russe*, 68. — *Assaut et prise de la place*, 69. — *Réflexions*, 69. — *Fin des operations en Asie Mineure*, 70.

Le camp retranché. — Située sur la masse rocheuse du Kara-Dagh, la place de Kars défend la vallée du Kars-Tschaï et la route d'Erzeroum contre une agression venant du Nord.

Le camp retranché, dont le tracé avait été rendu définitif à la suite du siège de 1854, comprenait 12 forts et avait pour réduit la citadelle encore capable d'une bonne défense. Ces forts présentaient, malgré les améliorations réalisées, des tracés assez compliqués : ils étaient de types bien différents et se protégeaient d'autant moins les uns et les autres que quelques uns n'avaient même pas de flanquement propre.

Sur la rive droite de la rivière, dont le lit profondément encaissé sépare le camp retranché en deux parties communiquant entre elles par trois ponts en pierre, se trouvent cinq forts ainsi dénommés en partant du Nord :

n° 1, le fort Arab situé à environ 2 kilomètres de la citadelle : il enfile la vallée ;

n° 2, le fort Karadagh qui, situé à l'extrémité orientale d'un éperon rocheux, est relié par des tranchées avec le précédent dont il est distant de 1.100 mètres environ et avec l'enceinte de la ville : il surplombe et commande la route d'Alexandropol.

Les trois ouvrages suivants se trouvent dans la plaine qu'ils dominent :

n° 3, le fort Hafiz-Pacha bâti sur un mamelon ;

n° 4, le fort Kanli situé directement au sud de Kars ;

n° 5, le fort Suvary construit au-dessus de la rivière.

Une tranchée continue partant de la route d'Alexandropol relie les ouvrages n°s 3, 4 et 5.

On remarquera que tous ces forts étaient trop rapprochés de la ville pour empêcher l'ennemi, même avant qu'il s'en fût rendu maître, de la détruire par le bombardement.

Les forts détachés sur la rive gauche étaient répartis sur deux lignes :

Très rapprochée de la rive gauche, la première était formée par 4 forts : n°6, Tschim, qui enfilait la vallée en amont de la ville ; n° 7, Veli-Pacha ; n° 8, Inglizzi ou Ingliss ; n° 9, Muchlis.

Etablie sur les hauteurs, la deuxième ligne comprenait 3 forts : n° 10, Laz-Tepesi ou Tschakmach ; n° 11, Tich-Tepesi ; n° 12 Techmaz.

La citadelle Itsch-Kala, autour de laquelle les ouvrages de première ligne dessinaient une circonférence dont le rayon n'était pas inférieur à 2.600 mètres, était construite sur un rocher à pic de 85 mètres de hauteur ; elle dominait la ville, la rivière et la route d'Alexandropol : en 1854, elle n'avait pas résisté plus de neuf jours aux Russes. L'enceinte de la ville était en ruines et ne doit être citée que pour mémoire.

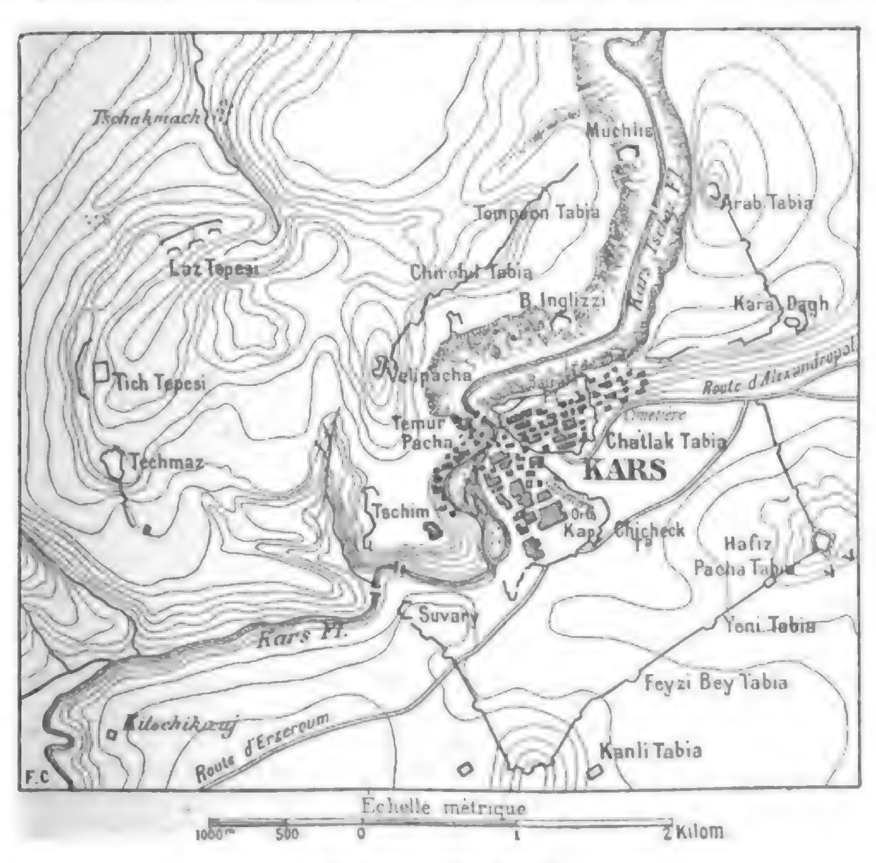


Fig. 11. — Plan de Kars.

Ressources de la place. — Mouktar-Pacha aurait dû s'enfermer dans Kars et s'y « défendre jusqu'à la dernière extrémité [1]. » Cette place valait, en effet, à elle seule, Erzeroum, Trébizonde, et Batoum qu'elle protégeait efficacement. Au lieu de cela, fuyant

[1] Osman Bey [major]. — *Les Russes en* 1877-1878.., p. 100.

la responsabilité, il fit désigner pour le remplacer Hussein-Hany-Pacha et, après avoir prélevé sur la garnison un corps d'élite de 8 bataillons, soit 4.000 hommes, il s'éloigna sous prétexte, dit-il, de pourvoir à la défense d'Erzeroum. Il laissait dans Kars 25.000 hommes, soit 16.000 au maximum, défalcation faite de 6.000 malades et blessés (1) et de 2.000 à 3.000 non combattants.

Composé de plus de 298 pièces de différents calibres et de modèles variés, l'armement était bon, mais les artilleurs n'étaient pas assez nombreux. Les munitions étaient en quantité suffisante, toutefois aucun fort n'était pourvu d'un approvisionnement spécial et il fallait aller chercher les munitions aussi bien que les vivres à Kars et l'eau à la rivière. Les vivres existaient en abondance.

Investissement. — Le dernier investissement de Kars avait été assuré le 17 octobre, après la bataille de l'Aladja-Dagh, par 35 bataillons, 48 escadrons ou sotnias et 138 bouches à feu ; toutes ces troupes, renforcées peu après la prise d'Ardahan par 6 bataillons, 8 canons et 5 sotnias, donnaient un total de 41 bataillons, 53 escadrons ou sotnias et 138 bouches à feu.

Les Russes garnirent la ligne formée par les villages de Matzra, Melikioï, Tchakmaour, Semavat, Aravartan, Bozgaba, Tomra, Petit Teckma, Azatkeff, Magaredjick et Vizinkioï. L'investissement ne fut, d'ailleurs, jamais complet, faute d'un effectif suffisant.

En 1855, Mourawieff, qui ne craignit pas d'attaquer le taureau par les cornes en essayant de prendre d'assaut le fort dominant, avait établi son quartier général au nord-ouest de Kars : son plan téméraire causa, sans succès, la mort de plusieurs milliers d'hommes.

Sur le conseil de Loris-Melikoff qui avait été, en 1855, le gouverneur de Kars après sa prise, le grand-duc Michel établit son quartier général au sud-est de la place, au Grand Teckma.

Projet russe. — Hussein-Hamy-Pacha avait été vainement sommé de se rendre.

Or, des considérations de premier ordre faisaient désirer une prompte solution. Le grand-duc Michel décida que, après un vigoureux bombardement de la ville et des forts, on tenterait l'attaque de vive force des trois forts de la plaine de façon à pouvoir, en cas de réussite, occuper la ville et les abords de la rivière.

Dès le 4 novembre, 16 batteries portées à leur complet, c'est-à-dire 64 bouches à feu, bombardent la place.

Le 11 novembre, lorsque l'on eut reçu 48 pièces de siège, 12 batteries construites sur les dernières pentes des montagnes de Vizinkïoi et de Magaradjick ouvrent le feu, à une distance de 2.500 à 3.500 mètres, contre la ville et les trois forts d'en bas ou inférieurs.

Ainsi prévenue la garnison qui n'éprouva pas de sérieuses pertes (1) se prépare à la résistance.

Les abords des trois forts pris comme objectifs étaient tellement découverts qu'il n'y avait point à songer à une attaque de jour. Lazareff décide donc : que l'assaut aura lieu dans la nuit du 17 au 18 novembre, qu'il sera dirigé à l'improviste contre les trois forts, à la faveur de quelques démonstrations, qui, d'ailleurs, pourront être poussées à fond, notamment contre les forts nos 6 [Tschim] et 2 [Karadagh] si l'occasion paraît réellement propice.

L'infanterie forma, avec 34 bataillons et 88 bouches à feu, 7 colonnes. L'artillerie devait être maintenue temporairement, jusqu'au jour, près des réserves. La cavalerie [55 escadrons] serait chargée de garder les routes Kars-Erzeroum, Samovat-Erzeroum, Samovat-Ardahan et de surveiller tout particulièrement celles qui conduisent aux passes de Soghanlu-Dagh.

D'une façon générale : 3 colonnes étaient chargées des démonstrations, à raison de 2 sur la rive gauche et de 1 sur l'autre rive ; 3 autres étaient chargées spécialement des attaques véritables sur la rive droite; la dernière colonne désignée pour enlever le

(1) Le service de la place a été « révoltant » dit Osman Bey : entassés les uns sur les autres, souvent à peines abrités, les malades manquèrent de linge, de médicaments, de médecins et d'infirmiers.

(1) 48.000 projectiles ne frappèrent que 308 individus, militaires ou non, dont 105 furent tués. Les rues de Kars sont tortueuses et encaissées entre d'épaisses murailles. Les maisons sont pourvues de souterrains où se réfugièrent les habitants et surmontées de toits plats et bien bourrés de terre, ce qui les préserva.

fort n° 5 [Suvary] aurait ensuite à franchir la rivière pour coopérer à la démonstration dirigée contre le fort n° 6 [Tschim]. Les colonnes étaient fortes, suivant leur importance, de 5 ou de 6 bataillons.

Assaut. — Le 17 au soir, vers 8h 30, par un froid de — 10°, le sol étant couvert d'une épaisse couche de neige, les colonnes s'ébranlent d'abord dans l'obscurité, la lune n'ayant paru au-dessus de l'horizon que vers 10 heures, puis éclairées par la pleine lune. Un peu après 9 heures, la colonne intermédiaire [lieutenant-colonel prince Melikoff] s'empare d'emblée du fort Suvary [n° 5] d'où elle se porte sur les pentes du Kars-Tschaï.

Plus à droite, le général-major de Grabbe a été tué au moment où sa colonne allait prendre pied dans le fort Kanli [n° 4] et ce n'est que vers 1 heure du matin, après une lutte acharnée, que ce fort est définitivement enlevé aux Turcs à l'exception du réduit qui ne tomba que trois heures plus tard.

Dirigée contre le fort Hafiz-Pacha [n° 3], la colonne du général Alkhasoff a marché en deux détachements. A droite, il s'agissait de s'emparer d'abord des tranchées et des batteries situées au Nord de l'ouvrage. Cette première partie de sa mission une fois remplie, le détachement se trouve entraîné à poursuivre les fuyards : il pénètre à leur suite dans le fort de Karadagh [n° 2] défendu par les habitants de Kars dont la moitié succomba et s'y maintient contre tous les retours offensifs partis du fort Arab [n° 1]. Pendant ce temps, à gauche, le deuxième détachement s'est emparé du fort Hafiz-Pacha.

Vers 2 heures du matin, tous les forts de la rive droite, à l'exception du fort Arab [n° 1], sont donc au pouvoir des Russes. Quelques heures plus tard, la colonne du général Rydzevski qui tenait l'extrême droite enlève le fort Arab.

Sur la rive gauche, on n'avait pas été si heureux et les différentes colonnes avaient subi de fortes pertes. Celle du prince Melikoff notamment avait eu de la peine à se dégager lorsque, ayant échoué contre le fort Tschim [n° 6], elle dut regagner la rivière.

Au jour, le gouverneur de Kars capitule lorsqu'on lui a démontré l'inutilité d'une résistance isolée sur la rive droite.

Sur la rive gauche dont bien des ouvrages étaient intacts, Hussein-Hany-Pacha résolut de rejoindre Moukhtar-Pacha : il s'enfuit vers 2 heures du matin. Lorsque, vers 4 heures, la garnison en fut informée, « la débandade devint générale et 10.000 hommes avec armes et bagages défilèrent sans bruit et purent s'échapper du côté de Tschakmach sans être aperçus (1) ». La cavalerie ne signala rien et ce n'est que le 19, vers 6 heures du matin, que la masse constituée par les fuyards qui formaient une tache sur la neige fut aperçue ; ils avaient déjà parcouru une dizaine de kilomètres. On se mit alors à leur poursuite. Dès le premier choc, les petites colonnes se dispersèrent dans plusieurs directions. Cernées successivement, elles furent toutes détruites ou prises par la cavalerie avec l'appui de l'artillerie à cheval. Une partie de la cavalerie turque réussit à s'échapper.

La citadelle se rendit à 3h30.

A midi, les Russes étaient maîtres de Kars où ils capturèrent 300 canons et 17.000 hommes blessés ou non ; 2.500 Turcs étaient morts (2). Les Russes comptaient 488 tués dont 1 général et 17 officiers, 1.785 blessés dont 59 officiers (3).

Lorsque le grand-duc Michel visita les ouvrages, il se serait écrié : « Mon Dieu ! comment est-il possible que nous ayons pris ces ouvrages !! (4) » Kars fut livré au pillage pendant trois jours ; les bulletins officiels n'ont pas mentionné cette finale (4).

Réflexions. — Osman Bey a fait suivre le récit de la prise de Kars de réflexions instructives dont l'indépendance a son mérite.

Il se moque d'abord agréablement des « spécialistes » qui, après avoir pris « leurs équerres et leurs compas », et arpenté le

(1) Osman-Bey [major]. — *Les Russes en* 1877-1878, p. 173. Tout son récit d'ailleurs est à lire ; il contient de curieuses révélations sur les généraux turcs et des détails intéressants qui ne peuvent trouver place ici.

(2) Osman Bey déclare faux les deux chiffres de 2.500 morts et de 4.500 blessés qu'auraient compté les Turcs. « Ces chiffres, dit-il, portent ostensiblement le cachet de la statistique sur commande ayant pour but de faire voir au monde que, si l'attaque a été héroïque, la défense n'a pas été moins opiniâtre » *Loc. cit.* p. 178.

(3) Osman-Bey déclare aussi ces chiffres exagérés : *loc. cit.*, p. 179.

(4) Osman Bey [major]. — *Loc. cit.* p. 179.

camp retranché, crurent pouvoir alléguer, pour expliquer un événement aussi important, soit l'absence de fossés autour des forts, soit l'insuffisance de flanquement des différents ouvrages, soit enfin la faiblesse numérique de la garnison. Puis il conclut :

«..... On s'est obstiné à envisager la prise de Kars comme étant un phénomène de l'ordre physique, technique, quand il n'est qu'un phénomène de l'ordre moral. C'est dans ces hautes régions qu'il faut chercher les causes de ce phénomène.....

« Kars était tombée moralement avant qu'elle soit tombée de fait. Cette chute est due à la démoralisation qui avait envahi tout, la garnison, l'armée et la Turquie tout entière. On ne peut se faire une idée à quel niveau était tombé le moral de la garnison de Kars, qu'en l'ayant constaté de ses yeux (1)..... »

La stupéfaction que produisit cette nouvelle à Plewna même, dans le camp turc, fut grande. Osman-Pacha n'y ajouta pas foi tout d'abord. Le jour de la reddition de Plewna, il dit : « Je comprends que vous ayez pris Plewna, mais prendre Kars par assaut, c'est impossible ! »

Obligé de se rendre à l'évidence, il se contenta de conclure : » Chose étrange ! Chose étrange ! » (2)

Fin des opérations en Asie mineure. — La chute de Kars n'eut pas, surtout à cause du mauvais temps, toutes les conséquences qu'on en attendait. Erzeroum résistait toujours. Ce ne fut, en effet, qu'à la date du 4 janvier 1877 que l'investissement fut enfin complété par l'occupation du village d'Hidja. Quelques jours plus tôt, le 25 décembre, Moukhtar-Pacha avait été rappelé en Europe et remplacé par Ismaïl-Pacha. La grosse artillerie envoyée de Kars fut arrêtée par la neige sur le Soghanlu-Dagh. Le 12 juin, Loris-Melikoff battait, à peu de distance de Baïbourt, environ 1.500 cavaliers turcs qu'il poursuivit jusqu'au Topo-Dagh. Le siège continua jusqu'à la suspension des hostilités.

Si la flotte turque ne rendit aucun service sérieux en Europe, il n'en fut pas de même en Asie. En effet, outre la protection qu'elle assura aux communications entre la Turquie d'Europe et l'Arménie, elle empêcha les Russes, par le seul fait de sa présence dans le voisinage de Batoum, de dépasser ce point. Or, de ce côté, les Russes furent immobilisés de telle sorte que, huit mois après le commencement de la guerre, ils n'étaient pas plus avancés que le premier jour : ils ne pouvaient avancer. De son côté, il est vrai, Dervisch-Pacha était contraint, par son infériorité numérique, de demeurer sur la défensive. De temps à autre, un bombardement rompit la monotonie de cette attente mutuelle.

Le 30 janvier, les Russes crurent pouvoir sortir de cette inaction forcée ; ils attaquèrent les Turcs qui étaient fortement retranchés, mais ils durent se replier avec d'assez fortes pertes : ce fut le dernier combat livré en Asie.

(1) Osman Bey [major] — *Les Russes en 1877-1878...* p p. 181, 182, 183.

(2) Osman-Bey (major). — *Loc. cit.*, p. 187

LIVRE III

HISTOIRE DES OPÉRATIONS DEPUIS LA CHUTE DE PLEWNA JUSQU'A LA FIN DE LA GUERRE. TRAITÉ DE PAIX, RÉFLEXIONS

SOMMAIRE :

CHAPITRE PREMIER

PASSAGE DES BALKANS

Situation initiale. — La chute de Plewan rendit disponible près de la moitié des combattants de l'armée d'invasion. A ce moment, les forces totales de la Russie se trouvaient placées : au rempart de Trajan ; sur le Lom et sur la route de Tirnova-Osman-Bazar ; dans la passe de Schipka et aux environs [Radetzki, avec 28.000 fantassins, 760 cavaliers et 162 pièces] ; à l'est de la route Plewna-Sophia, face à Sophia et à Slatitza [Gourko, avec 25.000 fantassins, 6.000 cavaliers et 190 pièces] ; sous Plewna [107.140 fantassins, 2.800 cavaliers et 470 pièces dont 40 de position].

Le 12 décembre, la Serbie déclarait la guerre à la Turquie. Bornons-nous à dire dès maintenant que 30.000 Serbes marchèrent sur Sophia par la vallée du Timok, que 10.000 se dirigèrent de Javor vers le Sud et que 15.000 autres furent échelonnés face aux frontières occidentales de la Bosnie serbe.

Les 170.000 Turcs qui, disposant de 300 pièces de campagne, pouvaient tenir la campagne étaient disposés : dans le quadrilatère [environ 45.000], vis à vis de la passe de Schipka et dans la vallée de la Toundja environ 40.000 hommes] ; à Slatitza [environ 35.000 hommes] ; au nord de Karlova et de Teke [environ 50.000 hommes] pour garder les défilés des Balkans.

Les Russes devaient mettre à profit cette dispersion pour traverser, le plus tôt possible, les Balkans et marcher sans désemparer sur Andrinople. Le grand-duc Alexis eut le mérite de faire adopter ce plan contrairement à Todleben qui, en sa qualité d'ingénieur, c'est-

à-dire de *spécialiste*, était d'avis d'employer l'hiver à prendre les places du quadrilatère et d'attendre le printemps pour franchir les Balkans.

En conséquence, on désigna pour participer à la campagne de Roumélie la Garde, les IVe, VIIIe, IXe et XIe corps d'armée, les 2e, 3e et 4e divisions d'infanterie, 2 brigades de chasseurs, la légion bulgare [10 bataillons] et les 2e et 3e divisions de grenadiers destinées à former la réserve ; en tout, 170.000 fantassins, 6 divisions de cavalerie, la brigade des Cosaques du Caucase et plus de 800 pièces de canon.

L'armée serbe, appelée à tenir la droite des troupes d'opération, comptait 70.000 fantassins, 3.000 cavaliers et 250 pièces de canon.

A Constantinople, le général Klapka, admis dans un conseil de guerre, conseilla sagement au sultan :

« de ne penser qu'à la défense d'Andrinople et de concentrer dans cette ville toutes les forces disponibles de l'empire ; on pouvait encore y réunir plus de 100.000 hommes, ce qui était plus que suffisant pour arrêter la marche des Russes et pour leur faire payer chèrement leur victoire.

« Ce conseil ne fut point suivi. Suleyman-Pacha, qui s'était embarqué à Varna avec 10.000 hommes pour aller prendre le commandement des forces turques en Roumélie et qui avait assisté à la délibération du conseil, *continua à jouer son rôle de mauvais génie de la Turquie* et fit prévaloir un avis contraire. Il se fit fort de défendre le passage des Balkans ; mais, en se cramponnant à des positions devenues intenables, il éparpilla ses forces tout le long de ces montagnes, de sorte que, quand les défilés furent forcés, les différents détachements dont elles se composaient furent coupés les uns des autres et n'eurent plus la ressource de se rabattre sur Andrinople, qui fut abandonné sans résistance (1)..... »

Avant d'étudier le passage des Balkans, mentionnons seulement la défaite dans la vallée du Lom, à Metchka, le 12 décembre, par le grand-duc héritier [armée de l'Est] de l'aile droite de l'armée de Suleiman-Pacha dont, le 14 décembre, l'aile gauche évacuait les positions d'Elena et battait en retraite sur Slivno.

(1) Un Tacticien, — *La guerre d'Orient en 1877-1878.*, t. III, p. 7.

De quelques passages des Balkans [*fig.* 3 et 12]. — De Plewna, une armée qui veut atteindre Philippopoli est libre de traverser :

le Balkan de Slatitza [1.496 m.] par Etropol et Slatitza, d'où on peut se rendre à Tatar-Bazardjik par un chemin et à Karlova par une route ;

le Balkan de Téteven, puis de Téteven à Slatitza par un sentier, ou par deux routes sur Ramanli et Tekke ;

le Balkan de Trajan ou Trojan ; du col de ce nom, plusieurs sentiers conduisent à Kornaré, à Sopot, à Karlowo et à Kalofer par Miterisowo.

Plus à l'Est, il y a lieu de mentionner spécialement la route de Nicopoli à Kazanlik, une des plus fréquentées de la Bulgarie qui, passant par le col de Schipka, a une grande valeur stratégique ; puis les routes de Sistova à Travna et à Tirnova.

Tentative de Gourko contre Sophia [*fig.* 12]. — Quelques jours après la chute de Plewna, l'armée qui se trouvait devant cette place fut répartie entre Orchanié où était Gourko avec 3 divisions d'infanterie, Gabrova occupé par Radetzki avec 1 division et demie et Tirnova où était 1 division d'infanterie.

En principe, on subordonna le passage des Balkans par Radetzki au succès de celui de Gourko ; en cas de succès, Andrinople leur serait donné comme objectif commun à atteindre pour le premier par Yamboli, pour le second par Philippopoli.

D'énormes préparatifs furent faits en vue d'assurer le ravitaillement.

Sur ces entrefaites, le 19, la neige commença à tomber pour ne cesser que le 25. Dans les Balkans, le thermomètre descendit jusqu'à — 20°. Gourko, qui allait être condamné à l'inaction pendant trois semaines, à partir du 7 décembre, mit ce temps à profit.

Les Turcs avaient fait un large usage de la fortification pour barrer la route qui vient de Plewna et les principaux chemins traversant la chaine des Balkans.

Située au pied de la chaine principale de la montagne, la ligne Taschkkisen-Malkotsevo-Dolny-Komartzi était la base de la position. La possession d'un de ces points devait entraîner pour les Turcs la perte de tous les autres. Leur gauche était tout par-

ticulièrement forte : c'est cependant de ce côté que Gourko allait réussir dans sa tentative de menacer la ligne de retraite de l'ennemi.

« Les Turcs étaient tellement certains qu'ils n'avaient à craindre aucune attaque sur leur gauche, qu'ils ne l'avaient couverte par aucun avant-poste, et se croyaient en complète sécurité... Le général Gourko ..... fit ouvrir une enquête parmi les Bulgares du pays, promit une forte récompense, et il finit par mettre la main sur un pâtre de Vratchech qui se fit fort de révéler, non pas un, mais deux sentiers par lesquels ses troupes pourraient franchir les montagnes et descendre dans la plaine de Sophia *sur les derrières du cirque de Komartzi* [l'armée turque y était campée].

« Le lieutenant-colonel Stavrosky, de l'état-major général, fut chargé de vérifier les indications du pâtre. Cet officier exécuta quelques reconnaissances hardies, pénétra jusque dans la vallée de Sophia à travers des détachements de Tcherkesses qui battaient le pays et se convainquit qu'il existait, en effet, des passages où l'on pouvait essayer de faire filer des troupes.

« Le plan du général Gourko fut dès lors dressé [1]..... » :

Manœuvrer de façon à envelopper Shakir-Pacha, avec deux colonnes tournantes, ou tout au moins à le malmener sur ses deux flancs quand il devrait battre en retraite.

Lorsque Gourko eut sous ses ordres 82 bataillons, 59 escadrons et 300 pièces d'artillerie, son mouvement en avant put commencer.

Il divisa ses forces en 6 groupes : 3 [le 1er, le 4e et le 6e] chargés de faire des démonstrations, et 3 [le 2e, le 3e et le 5e] chargés d'un rôle actif [2].

Les démonstrations, auxquelles furent consacrés 37 bataillons et demi, 10 escadrons et 14 batteries, étaient ainsi réglées : 1er groupe, à l'aile droite [6 bataillons, 8 escadrons, 4 batteries], en avant de Loutikovo et observation du Balkan-Oumourgatch ; 4e groupe, au centre [26 bataillons, 9 batteries deux tiers], destiné à opérer sous les ordres du lieutenant général Krudner, en avant de Baba-Konak et d'Arab-Konak pour contenir sur le front les principales forces de l'ennemi ; 6e groupe, à l'aile gauche [5 bataillons et demi, 2 escadrons, un tiers de batterie], démonstration sur Slatitza.

Les trois groupes actifs étaient :

Le 2e, à l'aile droite [lieutenant général Veliaminoff avec 5 bataillons, 16 escadrons et 2 batteries], devait marcher de Vratchetch sur Jirolava par les Balkans Oumourgatch et couvrir le pays de Gorny-Bougarow, à environ 20 kilomètres de Tachkisen et de Sophia.

Le 3e, ou colonne principale [lieutenant général Kataley, avec 31 bataillons trois quarts, 16 escadrons et 5 batteries réparties entre 2 échelons], aurait à marcher de Vratchetch sur Nigoschovo par Tchouriak, puis à attaquer Taschkkisen et les deux autres points de la base de l'ennemi, de façon à menacer sa retraite.

Le 5e, à l'aile gauche [général-major Daudeville avec 9 batteries, 4 escadrons, 1 batterie deux tiers], se porterait d'Etropol par Babagora sur Bounowo et Mirkowo pour occuper la ligne de retraite de l'ennemi ou faire une démonstration contre Schandorniak.

A l'aile droite extérieure, une brigade de cavalerie était chargée de se porter de Berkovatz contre Sophia et d'établir la communication avec les Serbes.

Le mouvement commence le 25 par un temps atroce [1].

Le 28, la colonne Kataley est concentrée à Tchouriak ; il lui a fallu trois jours pour parcourir, au prix de souffrances et d'épreuves sérieuses, 17 kilomètres à peine, tout en traçant, de proche en proche, le chemin qui lui était nécessaire.

Assaillie par une terrible tourmente de neige qui faillit la détruire, la colonne Daudeville doit se replier sur Etropol ; elle compte 53 morts et 810 hommes dont 13 officiers atteints de congélation [2]. Le 31 décembre cependant, elle reprend sa marche, franchit le défilé de Slatitza et, le 2 janvier 1878, atteint le point qui lui a été assigné.

Le 29 décembre, Veliaminoff arrive à

(1) Un Tacticien. — *La guerre d'Orient en 1877-1878*, t. III, p. 69-70.

(2) Un Tacticien. — *La guerre d'Orient en 1877-1878*..., t. III, p. 78-79.

(1) Les travaux préparatoires de réparation et de déblaiement avaient été entamés, le 21 décembre.

(2) « Malgré les malheurs de cette colonne, dit Gourko dans son rapport, les troupes supportèrent toute la furie des éléments sans perdre pendant une seule minute le sentiment du devoir. »

Tchouriak après avoir eu aussi à surmonter des difficultés considérables, encore a t-il été dans l'obligation de modifier son itinéraire.

Pour toutes les colonnes, la montée et la descente des canons ont présenté d'énormes difficultés.

La catastrophe éprouvée par la colonne Daudeville a, on peut le dire, sauvé l'armée turque : en effet, la route de Petritschevo par la colonne Daudeville, un corps turc de 7.000 hommes environ se précipite vers Rahmanli ; deux jours plus tard, il entre en communication, par Arvatalar, avec Shakir-Pacha.

Le 1er janvier, Gourko a battu 8.000 Turcs à Gorny-Bougarowo ; le 2 janvier, il a forcé le passage de l'Isker près du village de Vrajdebna. Le 4 janvier, il occupe Sophia, grande ville de 40 à 50.000 habitants, dont les dé-

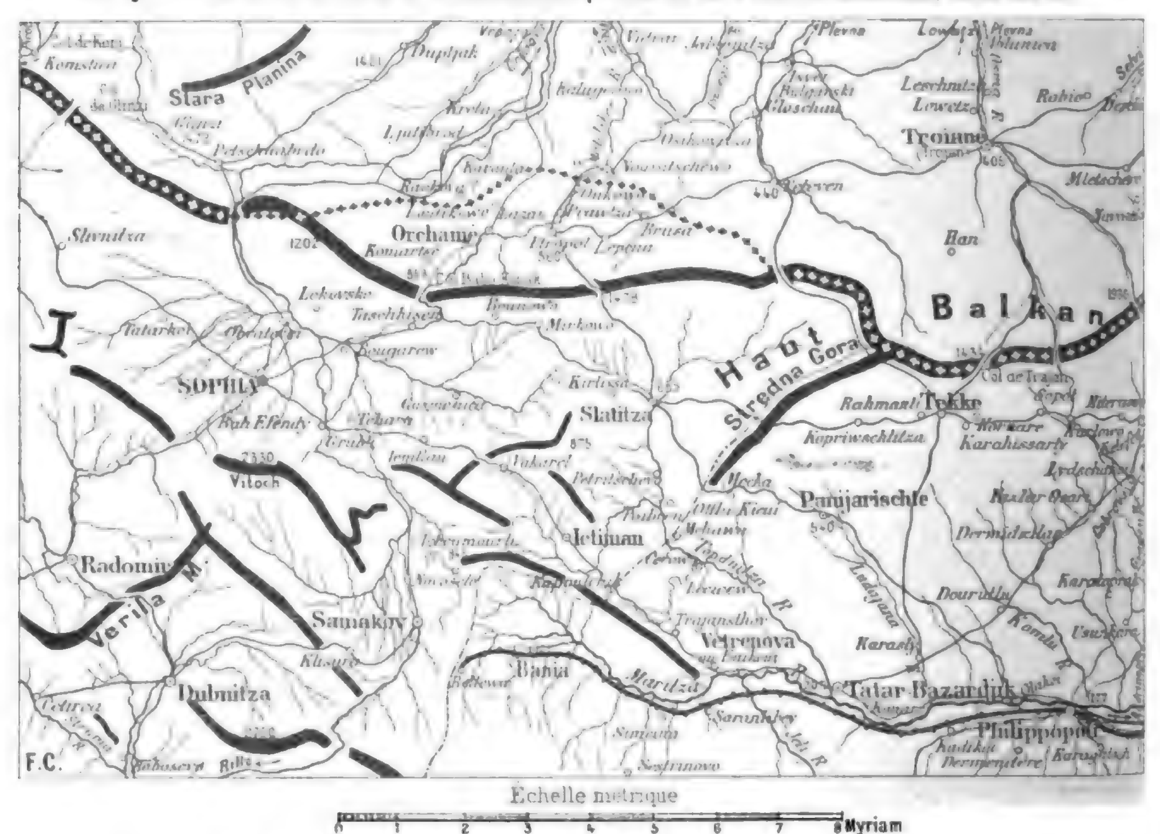


Fig. 12. — Opérations du général Gourko sur Sophia et au sud des Balkans.

étant libre, Shakir-Pacha et Baker-Pacha qui avaient été surpris purent s'enfuir tout en soutenant la retraite.

Occupation de Sophia par le général Gourko, le 4 janvier 1878. — Le 31 décembre 1877, Gourko a battu à Taschkkissen les défenseurs d'Arab-Konak, ce qui a décidé Schakir-Pacha que poursuit Krüdner, à se replier vers Tatar-Bazardjik. Le 2 juin 1878, Kataley trouve la mort dans le combat de Petritschevo qui activa la retraite des Turcs sur Ottluk-Kieuï.

Heurté et menacé le même jour, à Slatitza, fenseurs s'efforcent de rejoindre Shakir-Pacha par Samakovo et Bania.

En somme, des difficultés de premier ordre n'ont pas permis à Gourko d'imprimer aux opérations le caractère de simultanéité qu'il espérait réaliser ; toutefois, le débouché sud de la passe de Baba-Konak est ouvert, et l'armée de Mehemet-Ali se trouve divisée en trois tronçons.

Le passage des Balkans de ce côté a coûté aux Russes environ 1.700 hommes enlevés par le froid et par le feu.

L'extrait suivant qui concerne la colonne

Daudeville donnera une idée des souffrances que les troupes russes eurent à endurer.

« A l'aile gauche [Daudeville], la situation était des plus pénibles. Arrivé, après des efforts surhumains, sur les hauteurs de Baba-Gora, le colonel Soubatoff y plaça ses batteries en face des positions turques : un ouragan de neige se leva, par un terrible froid de — 32°, aggravé par un vent qui soufflait depuis l'aube, et les troupes russes, sous les ordres de ce colonel Soubatoff, — 1 bataillon Woronèje, 2 escadrons dragons, 1 régiment Pskoff, une soixantaine de cosaques et 4 canons, — étaient là depuis 10 heures du matin. Ils n'avaient avec eux ni feu, ni provisions, rien, étant donné qu'ils devaient recevoir le nécessaire dans la journée de la part du général Daudeville qui se trouvait en deçà de la montagne, à environ 7 kilomètres de leur position.

« L'ouragan de neige finit par couper complètement les détachements de Soubatoff du reste de l'armée. Tous les éclaireurs envoyés par Daudeville à Soubatoff, avec ordre de revenir sur ses pas, ne purent arriver jusqu'à lui ; ils tombèrent morts, gelés en route, d'autres s'égarèrent dans la montagne, aveuglés par l'ouragan, et finirent par y rester aussi.

« Pendant deux jours et une nuit, Soubatoff ne recevant pas l'ordre de se retirer, resta dans cette position ; il envoyait de temps en temps un cosaque avec des notes qui mettaient chaque fois sept à huit heures à arriver au général Daudeville ; il fallait ce temps hors de proportion à un homme pour faire les 7 kilomètres qui séparaient le colonel du général.

« Toute la nuit, l'ouragan continua avec violence, le thermomètre était descendu à 40° au-dessous de zéro.

« Voici ces notes de Soubatoff, laconiques et émouvantes dans leur tristesse.

« 8 heures du soir : « Ai 42 soldats morts de froid, 39 malades. »

« 11h45 du soir : « L'orage est terrifiant, le vent souffle, ai 91 morts de froid et 102 malades. »

« 1h15 du matin : « Pouvons pas allumer feu, 114 morts de froid, 340 malades. Tiens position et la tiendrai jusqu'au dernier, ne me retirerai que sur ordre direct. »

« 4h30 du matin : « 170 morts de froid et 520 malades, tiens toujours. »

« Puis celle de 11h15 du matin, annonçant qu'il n'avait plus dans ses compagnies que 20 hommes valides, mais qu'il tiendrait quand même.

« Enfin, à 1h40, un envoyé de Daudeville a pu arriver jusqu'à Soubatoff lui ordonnant de revenir, et c'est seulement alors qu'il a commencé sa retraite avec tous ses pauvres malades éclopés, ayant les pieds et les bras gelés ; c'était un convoi lamentable, mais c'était en même temps un exemple de la discipline dans l'armée russe devant lequel s'inclineront tous les soldats du monde (1). »

Passage des Balkans au col de Trajan et à la passe de Schipka [*fig.* 3, 4 et 12]. — A peu près au même moment, les Balkans étaient franchis sur deux autres points, au col de Trajan et à celui de Schipka.

Passage des Balkans au col de Trajan, le 7 janvier, par le général Karzoff. — Après la prise de Plewna, le général Karzoff s'était dirigé de Lowatz, avec 5.000 fantassins, 1.200 cavaliers et 14 canons, sur le col de Trajan. Le 7 janvier, menaçant les défenseurs de front pendant qu'il les fait tourner, il les en débusque et franchit la chaîne. Le 9 janvier, il occupe Sopot et Karlowo. Il tenait ainsi une position intermédiaire à celle du général Gourko et à celle du général Radetzki maître, le même jour, de la passe de Schipka.

Passage des Balkans au col de Schipka par le général Radetzki. — Les deux passages suivants donnent une idée de ce que fut pendant longtemps la situation à Schipka [elle dura deux mois].

« Le séjour de la passe de Schipka a été, pour les Russes, dit le *Tacticien*, une lutte gigantesque et incessante contre les éléments de la nature déchaînés (2). » Les hommes n'étaient qu'insuffisamment garantis contre le froid. Si les approvisionnements étaient assurés, leur transport était lent et offrait de sérieuses difficultés, comme celui des projectiles. Les tourmentes de neige permirent rarement de faire du feu, bien qu'on fût soumis à un vent glacial de 20° Réaumur. Aussi le nombre des malades, qui dépendait naturellement de la température, fut-il parfois considérable, surtout lors des tourmentes de neige. Ainsi il y en eut : 485 le 25 novembre, 650 le 5 décembre, 691 le 8, 773 le 9, 1.895 le 12, 973 le 16.

Aussi le 28 décembre, jour de départ des troupes, fut-il pour elles « un jour de délivrance (1). »

(1) Van de Woestyne... — *Ut suprà*, p. 214-217.

(2) Un Tacticien. — *La guerre d'Orient en 1877-1878*, t. III, p. 213. Les pages 208-213 intitulées *Situation et manière de vivre de l'armée russe pendant son séjour sur la passe de Schipka* sont à lire attentivement.

Ecoutons un témoin oculaire, le capitaine Van de Wœstyne :

« Enfin je m'approchais de ce Chipka si fameux depuis le commencement de la guerre au début par les batailles mémorables qui s'y livrèrent, ensuite par ces rapports laconiques qui revenaient sans cesse dans les dépêches officielles comme un écho de tristesse, comme un glas funèbre.

« *Tout est tranquille à Chipka.* »

« Là haut, sur le col des montagnes, par 35 et 40 degrés au-dessous de zéro, les sentinelles qui se relevaient toutes les deux heures trouvaient leurs camarades morts de froid ; ils prenaient la place des cadavres sachant bien que, deux heures plus tard, les sentinelles suivantes relèveraient également des corps inanimés.

« *Tout est tranquille à Chipka.* »

« Le 3 janvier, une compagnie composée de 62 hommes et 2 officiers fut envoyée à Chipka en reconnaissance vers les positions turques ; ils partirent avant 4 heures du matin, afin de reconnaître les positions à l'aube et revenir aussitôt.

« Il soufflait un vent glacial, la neige faisait de vrais tourbillons ; la compagnie marchait en rangs serrés croyant avoir ainsi moins froid ; les jambes s'enfonçaient dans la neige, le vent aveuglait ..... bientôt elle ne put plus avancer, les hommes étaient enfoncés jusqu'au-dessus de la ceinture ..... ils se mirent à chanter, chacun un air différent, un air lointain, un air de leur pays avec lequel on les avait bercés ; ils firent de nouveaux efforts pour avancer ..... mais, à chaque pas en avant, ils s'enfonçaient davantage. Bientôt se paralysèrent leurs membres, le froid les envahissait, ils étaient dans la neige jusqu'aux poumons ; ils se mirent à rire, à déraisonner ; puis leurs lèvres ne laissèrent plus échapper que des mots inarticulés, leurs figures se contractèrent dans des rictus hideux, leurs corps glacés devinrent rigides, ils restèrent immobiles dans la position de leur dernier effort, de leur dernière pensée .. .. Et la neige tombait toujours qui couvrit d'un blanc linceul les soixante-deux soldats et leurs deux officiers.

« *Tout est tranquille à Chipka* (¹). »

Lorsque le général Radetzki eut reçu comme renforts la 30ᵉ division d'infanterie et 3 régiments de cavalerie, ce qui éleva son effectif à 60.000 hommes, il put attaquer le col de Schipka. A cet effet, il combine une attaque de front avec deux mouvements tournants, l'un à gauche par la passe de Triavna à Gonsovo, l'autre à droite par la passe de Solensdervo à Hemedli ou Imethia.

La colonne de droite, composée de la 16ᵉ division d'infanterie, de 3 bataillons de tirailleurs, 2 compagnies de sapeurs du génie, 1 régiment de Cosaques, 1 sotnia de l'Oural, la milice bulgare et 2 batteries, dont 1 de montagne, en tout 27 bataillons, 5 escadrons et 12 pièces, était commandée par le général Skobeleff.

La colonne de gauche, placée sous les ordres du général Sviatopolsk-Mirsky, comprenait la 9ᵉ division moins un régiment, la 4ᵉ brigade de tirailleurs, la 30ᵉ division, 1 compagnie des sapeurs du génie, 3 batteries dont 1 de montagne et 1 régiment de cosaques, en tout 33 bataillons, 5 escadrons et 22 pièces.

La colonne du centre, avec laquelle devait opérer le général Radetzki, lorsque les colonnes des ailes auraient attaqué par le Sud, était constituée par la 14ᵉ division, 1 régiment de la 9ᵉ division et 2 compagnies du génie.

Les deux colonnes latérales commencent leur mouvement le 5 janvier : elles devaient, si rien ne s'opposait à leur marche, être en position le 7 et attaquer le 8 ; elles demeurèrent constamment en communication avec Radetzki.

La colonne de gauche s'avance rapidement : le 7, elle occupe Maglin ; le 8, elle enlève quelques ouvrages avancés de Schipka ; le 9, bien qu'isolée, elle renouvelle imprudemment son attaque s'exposant ainsi à être écrasée.

La colonne de droite était en retard : elle aussi a débouché de la montagne le 7, mais des difficultés de parcours à travers le défilé d'Hemedli ont remis sa concentration au lendemain ; le 9, elle attaque la position turque de Chenof.

Au centre, Radetzki fait attaquer de front pour seconder les deux attaques d'ailes. Il y réussit, mais la brigade engagée dans des conditions défavorables, puisqu'elle eut à déboucher par une chaussée large de 6 mètres à peine, ne perdit pas moins de 1.700 hommes et de la moitié de ses officiers.

En résumé, ces trois attaques coûtèrent aux Russes près de 5.600 hommes dont 114 officiers blessés, 19 officiers et 1.103 hommes tués ; mais elles leur livrèrent 32.000

(¹) Van de Wœstyne. — *La guerre Russo-Turque*, p. 226-228. La note n'est pas forcée pour qui a habité la montagne pendant l'hiver.

hommes dont 364 officiers, 103 pièces dont 18 mortiers de gros calibres, des munitions, des fusils, des vivres ; elles leur procurèrent surtout l'énorme avantage stratégique de leur ouvrir la Roumélie. Ils allaient avoir à lutter contre Suleiman-Pacha successeur de Mehemet-Ali.

Lorsque le passage des Balkans fut effectué, l'armée russe se trouva partagée en deux groupes de forces inégales ; l'un au sud des Balkans dont la composition va être donnée ; l'autre au nord des Balkans comprenant l'armée du Lom ou corps de l'Est [grand-duc héritier] et le corps de la Dobrutscha [lieutenant général Zimmermann].

Une fois maîtres des passages des Balkans, les Russes prennent comme premier objectif Andrinople et accélèrent leur marche de façon à posséder, au moment où la guerre se terminera, les principaux points stratégiques et le plus de terrain possible. La fin de la campagne est en somme caractérisée : d'un côté, par une fuite désordonnée, de l'autre, par une poursuite sans trêve.

CHAPITRE II

CAMPAGNE DE ROUMÉLIE

SOMMAIRE :

Marche générale sur Andrinople [fig. 2 et 3]. — La marche sur Andrinople s'effectue en quatre colonnes : celle de l'Ouest que commande Gourko doit se diriger sur Philippopoli par les vallées de la Maritza et de la Topolnitza; Karzoff, qui est rattaché à Gourko, descendra la vallée de la Giopsu ; celle de l'Est, qui comprend une aile droite [Skobeleff II], une aile gauche [Radetzki] et une réserve [Ganetzki], doit, d'une façon générale, se porter par Eski-Saghra, Yeni-Sagra et Hermanli, sur Schipka-Kazanlik, puis sur Andrinople. Le flanc gauche de l'armée sera couvert par un détachement spécial [Dellingshausen] destiné à occuper Slivno et Yamboli.

Dans cette marche convergente, la droite va avoir à décrire un arc de cercle de plus de 120 kilomètres de développement. Il faudra marcher assez vite pour réussir à couper la retraite aux 15.000 Turcs de l'armée de Sophia que Shakir-Pacha a concentrés sur le front Ottlu-Kieuï-Tatar-Bazardjik.

Marche du Général Gourko. — Gourko s'avance en quatre colonnes ; il échoue dans sa tentative de couper la retraite aux Turcs. Le 13 janvier, il garnit la ligne Simeina-Voitrenova-Ottlu-Kieuï.

La colonne de droite [Veliaminoff : 9.000 hommes et 14 canons] a livré des combats les 8, 9 et 12. Une deuxième colonne [Schouvaloff : 22.000 hommes et 68 canons] a traversé sans rencontrer de résistance, Ichtiman, le défilé des Portes de fer et Ienikieuï.

Une troisième colonne [Schildner-Schuldener : 2.500 hommes et 8 canons], constituant avec la précédente le groupe du centre, a eu pour mission d'opérer contre le flanc droit et les derrières de la position de Kapoudjick. La colonne de gauche [Krüdner : 18.000 hommes et 58 canons] s'est avan-

cée par Ottlu-Kieuï jusqu'à 10 kilomètres au nord de Tatar-Bazardjik.

Le 14 janvier, Gourko s'empare de Tatar-Bazardjik où il reçoit l'ordre de s'avancer, par Philippopoli, Haskieuï et Demotika, sur Andrinople.

Un gros détachement, composé de 12 bataillons, 8 escadrons et 38 bouches à feu, est chargé, sous les ordres du général Dellinghausen, d'une mission spéciale : débouchant par la passe Elena-Twarditscha, il se portera rapidement vers l'Est, occupera le débouché de Slivno, puis s'avancera par Karnalat et Kotel ; il dirigera un détachement vers Aïdos pour ouvrir les passages de la chaine au corps du général Zimmermann en marche sur Pravadi ; enfin il poussera jusqu'à Bourgas, sur la mer Noire, une colonne volante.

Cependant Suleiman-Pacha, dont l'armée avait été renforcée par le corps de Chakir-Pacha et par des détachements venus en chemin de fer d'Yamboli, se retirait en deux colonnes sur Philippopoli. Celle avec laquelle il marchait put, après avoir suivi les vallées de Gioabson et de la Topolnitza, dépasser sans encombre Philippopoli. Serrée de près par Gourko, celle de Fuad-Pacha, qui se repliait par Tatar-Bazardjik, franchit la Maritza, le 14, et prit position à 11 kilomètres au sud-ouest de Philippopoli.

La conduite de Suleiman-Pacha, en janvier, devant Gourko, a été tout au moins énigmatique.

Du 5 au 11, il avait tenu ses troupes dans une indécision constante ; enfin, le 15, il ordonna, malgré la volonté formelle exprimée la veille à Kadievo par les pachas, la retraite vers Adrianopoli. Qu'on lise ce terrible réquisitoire :

« ..... Souleyman-Pacha maintint ses décisions.

« Les troupes s'arrêtèrent et perdirent les avances qu'elles avaient prises sur les troupes russes.

« Souleyman-Pacha était-il un traitre ?..... Question par trop grave et que je ne me crois pas en droit de résoudre tant il est téméraire d'affirmer un si détestable crime. Je me bornerai donc à répéter ici les paroles textuelles de Baker-Pacha : « Les officiers et les soldats sous les ordres de Souleyman au mois de janvier 1878 étaient convaincus que Souleyman les trahissait. Ils disaient ouvertement que Souleyman a laissé périr l'armée de Plewna tandis qu'il était dans ses moyens de la dégager, qu'il a laissé enfermer les troupes de Widin, qu'il a exposé l'armée d'Arabkonak à un désastre et qu'il a laissé aussi en dernier anéantir l'armée de Chipka, tandis qu'il pouvait avancer avec les troupes mises à sa disposition pour la sauver et, non seulement la sauver mais encore remporter une grande victoire. En conséquence, les troupes étaient convaincues qu'il les menait, cette fois aussi, vers un désastre certain. »

« Telles sont les paroles textuelles de Baker-Pacha [1]... »

Combats livrés, les 15, 16 et 17 janvier 1878, autour de Philippopoli, et fin de la résistance. — Le 15 janvier, l'armée turque garnit la ligne Dermenkadikieuï-Karatair, lorsqu'elle est attaquée dans les deux directions d'Airauli et de Karatair par Schilder-Schuldener et Schouvaloff. Déjà Krudener occupe Philippopoli qu'a précipitamment évacué l'arrière-garde de Souleiman-Pacha. Dès lors l'armée turque est coupée en deux.

Le 16 janvier, pendant que le général Daudeville se dirige, avec la 3e division de la Garde et une division de cavalerie, sur Stanimaka, les Turcs qui ont reculé sur Dermendéré y sont attaqués : ils prolongent leur résistance jusqu'à la nuit.

La journée du 17 est marquée par le combat de Karagatch qui mérite une mention spéciale et par des combats livrés en avant de Philippopoli.

Ce combat a été exceptionnel « en tant qu'il a été livré par Krasnoff pendant la nuit. Les troupes russes avancèrent dans l'obscurité et les deux forces en présence montrèrent un courage au-dessus de tout éloge, ce fut presque un continuel corps à corps. Les troupes russes ayant pénétré dans Karaghatch, on se battit au milieu de la nuit dans chaque maison, dans chaque chaumière. Ce ne fut que vers 2 heures du matin que la bataille finissait par la fuite des Turcs vers Biesalika et Stanimaka où se trouvait déjà le gros de leur armée.

« Les pertes des Russes en cette bataille nocturne furent de 20 officiers et à peu près 350 hommes ; les Turcs laissèrent environ 400 morts sur le champ de bataille [2]..... »

Suleiman-Pacha, qui s'est jeté, par Tahtali et Karadjalar, vers Haskieuï, est atteint, le

[1] Van de Wœstyne. — *La Guerre Russo-Turque*, p. 219.

[2] Van de Wœstyne. — *La guerre Russo-Turque*, p. 221.

19 janvier, par la cavalerie : il perd la majeure partie de son artillerie, 40 pièces.

Au cours de cette lutte de 3 jours qui a procuré aux Russes 110 canons et un grand nombre de prisonniers, l'armée de Suleiman-Pacha a été brisée : toute résistance lui est désormais interdite.

Le 22 janvier, Gourko reprend sa marche vers l'Est ; chemin faisant, il est rallié par la colonne du général Kartsoff et prend le contact avec celle du général Skobeleff.

Les autres colonnes du centre et de la gauche avaient pu, sans trouver de résistance, suivre leurs itinéraires respectifs.

Occupation d'Andrinople, le 22 janvier. Skobeleff II a atteint, le 22 janvier, avec son infanterie, Andrinople évacué, depuis le 19 janvier au soir, par Achmet-Eyoub-Pacha qui n'avait plus à sa disposition que 6.000 hommes et 60 canons : pris au dépourvu, les Turcs n'ont pas utilisé les 32 ouvrages établis autour de la ville. Les 24.000 Turcs de Slivno ont été en retard d'un jour. Pendant sa marche, Skobeleff a été précédé, à grande distance, par sa cavalerie chargée de couper les fils télégraphiques, de détruire la voie ferrée, et qui, la première, s'est emparée sans combat, le 20, de la seconde capitale de l'empire Ottoman (1).

A la même date, la colonne de Radetzki est concentrée à Yamboli.

Le 26 janvier, le grand-duc Nicolas établit son quartier général à Andrinople.

« En huit jours, les Russes s'étaient rendus, non seulement maîtres d'une ville qui était pour eux la Moscou des Turcs, mais ils étaient parvenus encore à disperser les bandes ennemies et à les démoraliser complètement (2). En réalité, il n'y avait plus d'armée turque.. »

La retraite des Turcs fut marquée par des actes que le général commandant la cavalerie russe a signalés dans son rapport :

« Je regrette sincèrement, dit Stroukoff, de n'avoir pu disposer de forces suffisantes pour remplir ma mission dans toute son étendue, c'est-à-dire de n'avoir pu prévenir, pendant le trajet et à Andrinople même, les horreurs inouïes qui ont été commises. Des villages entiers ont été pillés, les habitants emmenés des fers aux pieds. Les femmes n'ont pas été seules à être déshonorées ; les petites filles de dix et même huit ans ont subi le même sort et ont été martyrisées. »

(1) « Cette vaillante cavalerie, dit le grand-duc Nicolas dans son rapport, avait dû chevaucher sur une route couverte de neige, par un froid de 10° Réaumur (12°,5 centigrades), et n'avait eu ni malades, ni traînards. »

(2) Un Tacticien. — *La guerre d'Orient en 1877-1878*, t. III, p. 491.

Lancée dans toutes les directions, la cavalerie occupe plus spécialement au sud d'Andrinople, Demotika important croisement de voies ferrées et est maîtresse, avant la fin du mois, sur la route de Constantinople (on compte 280 kilomètres d'Andrinople à Constantinople), des points de Lulé-Bourgas et Tschorlou (28 janvier) où l'on trouva de grands approvisionnements (25 janvier). Gallipoli est également menacé.

Corps de l'Est et du Bas-Danube. — Au nord des Balkans, le corps de l'Est, commandé par le tsarévitch, avait occupé, le 26 janvier, Rasgrad et, le 27, Osman-Bazar sans que les Turcs réfugiés dans les forteresses y apportassent obstacle.

Après s'être mis en marche, le corps du Bas-Danube livra un léger combat, près de Bazardjik, le 28 juin, et, quelques jours plus tard, occupa Kozlandji et Pravadi.

Signature de l'armistice, le 1er février 1878. — Depuis le 15 janvier, les Russes, dans le but de gagner du temps pour donner au fait accompli une importance plus grande et se rapprocher le plus possible de Constantinople, faisaient traîner en longueur les négociations entamées en vue de la paix, (1) lorsqu'ils consentirent, le 1er février, à signer le protocole des préliminaires de la paix et de l'armistice ; leurs colonnes continuèrent, d'ailleurs, à s'avancer jusqu'en vue de Stamboul, cette ville de leurs rêves dans laquelle ils ne devaient pas encore entrer.

Nous venons de signaler les excès de toute nature qui marquèrent la traversée de la Roumélie : refoulées par les Russes, les populations musulmanes, semant de cadavres les routes qui conduisent à Constantinople, af-

(1) « Les Russes déployèrent, dans cette circonstance, une habileté, une finesse et une résolution qu'on saurait trop admirer, pour arriver au double but qu'ils se proposaient, à savoir : recueillir tous les résultats de leurs succès militaires, empêcher les puissances de s'immiscer dans les négociations. Ils se montrèrent, à cet effet, maîtres consommés dans l'art de faire perdre du temps aux autres pendant qu'ils en usaient avec une remarquable dextérité. » Un tacticien. — *La guerre d'Orient..*, t. IV, p. 473.

fluèrent dans cette ville pour y trouver, comme résumé de leurs épreuves, la famine.

Délaissée de l'Europe dont elle avait vainement sollicité la médiation en décembre 1877, abandonnée surtout de l'Angleterre, malgré l'entrée de sa flotte dans la mer de Marmara, la Porte se décida à traiter directement avec le vainqueur qui était sous le coup de la menace d'une déclaration de guerre de la Grande-Bretagne [1].

[1] Au moment de l'armistice, la Russie comptait, en chiffres ronds : dans la péninsule des Balkans, 260.000 fantassins, 30.000 chevaux et 1.400 canons ; en Arménie, 75.000 fantassins, 8.000 cavaliers et 372 canons ; dans le Caucase, 25.000 hommes et 10.000 chevaux et 372 canons.

CHAPITRE III

SOMMAIRE

Traité de paix de San-Stefano, le 3 mars 1878, 80. — *Traité de Berlin, le 13 juillet 1878*, 81. — *Pertes en argent et en hommes occasionnées aux Russes par la guerre de 1877-1878*, 81. — *Réflexions sur la guerre Russo-Turque*, 82. — *Conclusion générale*, 92.

Traité de paix de San-Stefano, le 3 mars 1878. — Dans ce traité, la Russie s'est efforcée de réaliser, par les moyens suivants, le démembrement total de l'empire ottoman.

Les trois principautés du Montenegro, de Serbie et de Roumanie sont déclarées indépendantes : le Montenegro a son territoire triplé et obtient les ports de Spizza et Antivari ; la Serbie s'accroît du territoire de Nisch ; la Roumanie reçoit la Bessarabie dont elle dut ensuite, il est vrai, malgré ses énergiques protestations, échanger la partie méridionale contre la Dobrutscha.

La Bulgarie est constituée en principauté autonome tributaire, avec un gouvernement chrétien et une milice nationale ; sa frontière méridionale atteint la mer Egée : son territoire était destiné à séparer les débris de la Turquie. En réalité, la principauté nouvelle comprenait toute la Turquie d'Europe, du Danube à la mer Egée, sauf Constantinople, Gallipoli, Salonique, l'Epire, la Thessalie, l'Albanie et la Bosnie.

La Bosnie et l'Herzégovine étaient à peu près oubliées : d'autre part, il était à peine question de la Crète, de l'Epire et de la Thessalie.

Par l'article 19, l'indemnité de guerre à payer était abusivement fixée à la somme énorme de 1.410 millions de roubles (5.640.000.000 de francs).

L'article suivant, répondant aux assurances de désintéressement contenues dans la proclamation impériale du 28 juin 1877 aux Bulgares, donnait, il est vrai, à la Turquie, des facilités de paiement :

« Prenant en considération les embarras financiers de l'empire ottoman [1] et se rendant au vœu exprimé par le sultan, l'empereur de Russie consent à ce que l'indemnité puisse être payée par la cession du Sandjack de Toultcha qui pourra être échangé contre la Bessarabie], d'Ardahan, de Kars, de Batoum, de Bayazid et du territoire jusqu'au Saghanlou-Dagh. »

En somme, appauvrie de 218.736 kilomètres carrés de territoire et de 4.961.000 habitants, la Turquie était livrée pieds et poings liés à la Russie. En outre, le traité de San-Stefano transformait de fond en comble l'état politique de toute la presqu'île des Balkans ; il n'est donc pas étonnant qu'il ait immédiatement soulevé en Europe de vives protestations : la Russie avait eu réellement la main trop lourde.

[1] Ici, une observation s'impose. La dette flottante de la Turquie en 1877 pouvait être évaluée à 1.500 millions et la dette consolidée à 5.000 millions, ce qui faisait un total de six milliards et demi. Or, l'Europe avait souscrit pour cinq milliards de titres ottomans : aveuglée par ses succès, la Russie foulait donc aux pieds, contrairement aux usages établis, les intérêts des créanciers du vaincu.

Traité de Berlin le 13 juillet 1878. — L'Angleterre et l'Autriche furent les premières à déclarer inacceptable le traité de San-Stefano ; les autres ne tardèrent point à adhérer à cette protestation. De guerre lasse et pour éviter de sérieuses complications, la Russie consentit à soumettre le traité à un Congrès européen qui se réunit à Berlin. Présidé par le comte de Bismarck, le Congrès s'ouvrit le 13 juin ; il dura un mois.

Dès le 14 juin, on apprenait que l'Angleterre, sacrifiant les intérêts du Sultan qu'elle avait jusqu'alors semblé protéger, avait signé, le 4 juin, un traité secret avec la Russie ; un peu plus tard, il est vrai, on savait qu'elle en avait signé un autre avec la Turquie qui, en échange d'un acte d'alliance défensive éventuelle, lui avait cédé l'île de Chypre dont l'importance militaire est, à cause de son voisinage de l'Asie Mineure, considérable et où le pavillon anglais fut arboré le 8 juillet. Cinq jours après, le traité de Berlin était signé sur les bases suivantes :

Séparation en deux parties de la Bulgarie créée par le traité de San-Stefano : partie septentrionale formant la principauté tributaire de Bulgarie ; partie méridionale continuant la province turque autonome de Roumélie orientale.

A la Roumanie qui demeurait spoliée, son indépendance et la Dobrutscha.

A la Serbie, son indépendance et Nisch.

Au Monténégro, son indépendance et seulement le tiers du territoire que lui avait assigné le traité de San-Stefano.

A la Russie, la Bessarabie et en Asie Kars, Ardahan et Batoum déclaré port franc.

A l'Autriche, le port de Spizza et la mise en possession, — qui ne s'effectua pas sans une nouvelle effusion de sang, — des territoires limitrophes du Danube, de la Bosnie et de l'Herzégovine.

La Turquie est invitée à s'entendre avec la Grèce, pour une rectification de frontières. Elle prend l'engagement, par l'article 63, d'admettre sans différence de religions, le témoignage de tous devant les tribunaux, d'appliquer dans l'île de Crète le règlement organique de 1868, d'introduire des règlements analogues dans les provinces européennes et de réaliser sans retard de nombreuses améliorations en Arménie.

Finalement, la Turquie perdait : en Europe, les deux cinquièmes de son territoire [166.000 kilomètres carrés sur 365.300] et de sa population [4.600.000 habitants sur 11 milions] ; en Asie, 46.450 kilomètres carrés et 855.000 habitants ; en tout, plus de 210.000 kilomètres carrés et une population de près de 5 millions et demi d'habitants.

Le congrès de Berlin n'a fait qu'une œuvre imparfaite et boiteuse puisque la question d'Orient reste entière. Il a dégagé la Turquie amoindrie des mains de la Russie pour la livrer à l'Angleterre ; il a favorisé illégitimement l'Autriche, tout en préparant la guerre entre elle la Bosnie, l'Albanie, il a aussi préparé un conflit entre le Monténégro, la Serbie d'une part, l'Albanie et la Turquie de l'autre ; il a inspiré à la Roumanie sacrifiée un ressentiment implacable contre la Russie ; enfin, il a préparé la guerre entre la Grèce et la Turquie.

Le président prince de Bismarck n'avait donc pas le droit de dire, avant de lever la dernière séance de Congrès : « ..Messieurs, au moment de nous séparer, je ne crains pas d'affirmer que le Congrès a bien mérité de l'Europe.

Pertes en argent et en hommes occasionnées aux Russes par la guerre de 1877-1878.

Cette guerre d'une durée de 10 mois a coûté en chiffres ronds à la Russie 800 millions de roubles, soit plus de 2 milliards de francs.

Les pertes en hommes concernant les Russes peuvent seules être données ; comme d'habitude, les Turcs n'ont pas fait connaître les leurs [1].

La Russie a employé, pendant la guerre d'Orient de 1877-1878, 942.949 hommes se décomposant ainsi :

554.462 hommes en Europe dans la péninsule des Balkans ;

112.648 hommes en Asie-Mineure ;

73.411 hommes affectés à la garde des rives de la mer Noire ;

202.428 hommes dans le Caucase, tant pour surveiller le pays que pour servir de réserve à l'armée d'Asie.

Sur les 627.873 hommes qui ont participé à la guerre de la Turquie d'Europe, 130.000, en chiffres ronds, sont morts : 31.000 en Roumanie, 99.000 en Bulgarie.

(1) « Leur organisation ne permet même pas de les constater approximativement » UN TACTICIEN. — *La guerre d'Orient.* ., t. III, p. 633.

Sur ce dernier chiffre, 80.000 ont été tués et 19.000 sont morts par suite de congélation.

Si, au chiffre de 130.000, on ajoute celui de 181.000 blessés et malades, on obtient le total général de 311.000 hommes mis hors de combat en dix mois.

RÉFLEXIONS SUR LA GUERRE RUSSO-TURQUE

Dans ces *Réflexions* seront fondus les renseignements généraux ou spéciaux, les considérations finales et la conclusion générale qui, dans l'Histoire de la guerre de 1870-1871, ont été étudiés à part : les documents relatifs à la guerre Russo-Turque livrés jusqu'ici à la publicité ne permettent pas, en effet, de se livrer à une étude aussi détaillée.

SOMMAIRE

—

Le haut commandement :

L'exposé impartial des événements a mis en évidence l'infériorité du haut commandement aussi bien russe que turc, mais surtout de ce dernier.

Armée turque. — Si la valeur des troupes turques n'est plus aussi grande qu'autrefois, si elles manquent des qualités d'entrain, de souplesse et d'intelligence du terrain qu'exige impérieusement le combat moderne, c'est-à-dire l'armement actuel de l'infanterie et de l'artillerie, il est incontestable que ces troupes ont fait preuve de bravoure, de solidité au feu et d'une remarquable endurance ([1]). Mais ces qualités furent en partie annihilées par le manque d'organisation, par la dispersion habituelle des petites unités, par le manque de prévoyance, d'ordre, par l'insouciance fataliste de l'autorité militaire et surtout par l'infériorité habituelle du haut commandement. Si Osman-Pacha se présente avec des titres sérieux aux suffrages de la postérité, si son nom doit vivre, aucun autre des commandants d'armée de 1877-1878 ne saurait échapper à la critique : l'incapacité, la jalousie, l'entêtement, le manque d'audace, et surtout l'absence complète de solidarité entre les chefs turcs amenèrent désastres sur désastres et ont été cause que les occasions favorables de réussite furent négligées.

([1]) Au XVIIe siècle, Montecuculli disait du soldat turc : « Il est brave et patient. La faim, la fatigue, les longues marches, il supporte tout avec bonne humeur ».

Il suffira de dire ce qu'il advint d'un des généraux turcs qui se trouva, à un certain moment, le plus en évidence et duquel on avait d'abord bien auguré.

On a vu dans le cours de ce récit quel rôle néfaste joua Suleiman-Pacha pendant une période décisive de la guerre et comment, même en faisant une large part à l'inhabileté, sinon à l'incapacité, il a pu être justement déclaré responsable d'une grande partie des malheurs qui assaillirent sa patrie.

Dès le 5 février 1878, Reouf-Pacha, ministre de la guerre, avait insisté auprès du conseil des ministres sur la nécessité de sévir contre les officiers qui, à des titres divers, avaient contribué à la défaite finale. En ce qui concerne Suleiman-Pacha, Reouf-Pacha, qui avait servi sous ses ordres, se basa, pour demander sa mise en jugement, sur l'impéritie dont il avait fait preuve notamment

dans sa dernière marche de Bazardjik à Ghumurdjina et sur la publication de mémoires qui, renfermant des critiques contre le gouvernement impérial, tendaient à compromettre la tranquillité du pays.

Lorsque, le 6 juillet 1878, après que l'on eût laissé aux passions le temps de s'apaiser, Suleiman-Pacha sortit de prison pour paraître devant la cour martiale de Séras, on lui lut l'acte d'accusation qui visait les trois périodes de son commandement :

1° Sa conduite dans la région des Balkans, principalement son refus d'optempérer aux ordres de Mehemet-Ali-Pacha ;

2° Sa conduite à l'armée de l'Est du Danube avec laquelle il pouvait secourir Osman-Pacha, ce qu'il ne fit pas ;

3° Ses opérations autour d'Andrinople et sa retraite sur Porto-Lagos.

Ce procès mit en évidence, ainsi qu'il fallait s'y attendre, combien était boiteuse l'organisation de l'armée ottomane, notamment celle du haut commandement.

Malgré tous ses efforts, Suleiman-Pacha ne put naturellement parvenir à justifier son mépris des ordres venus de Constantinople, sa conduite envers Mehemet-Ali, enfin son manque d'énergie pour secourir Osman-Pacha ; aussi fut-il déclaré seul responsable de tous les événements malheureux qui s'étaient produits et justement condamné.

L'inertie d'un vieillard, Abdul-Kérim, sa passivité, semblent s'être transmises à ses successeurs. Les Turcs avaient cependant à leur disposition un admirable échiquier : ils ne surent pas en tirer parti ; il est vrai qu'il eût fallu pour cela sortir du quadrilatère bulgare en déployant un peu de cette énergie avec laquelle on se replia sur Andrinople !

Le service d'exploration était inconnu dans l'armée turque ; aussi ses chefs manquèrent-ils presque toujours des renseignements nécessaires.

On est cependant autorisé à dire que, quand même ils en eûsseut été pourvus en temps opportun, l'indécision qui a toujours été le vice capital du commandement turc et l'anarchie dans ce commandement, les auraient empêchés de mettre à profit le fractionnement dont les Russes abusèrent tant, même après les enseignements du début de la campagne. « A cette théorie qui, dit Farcy, ne saurait être défendue, même en invoquant la connaissance longuement acquise de l'inertie de l'adversaire, les Turcs n'ont pas opposé un instant la concentration. Les Ottomans ne savent pas céder du terrain [1]... »

C'est ainsi qu'à la fin du mois d'août, les Turcs n'obtinrent aucun résultat décisif parce que, au lieu de grouper la majeure partie de leur force et d'écraser un des détachements de l'armée russe, ils agirent isolément et successivement avec trois armées.

L'importance d'Andrinople n'a pas été notamment comprise par eux.

« Dans la défense du Balkan, Andrinople aurait pu rendre un service analogue à celui de Vérone, en 1797, dans les montagnes du Tyrol. Considéré comme pivot de manœuvres, Vérone servit : en 1796 et 1797, à Bonaparte pour battre les Autrichiens à Arcole et à Rivoli ; en 1848, à Radetzki, d'abord pour arrêter les révolutionnaires italiens, puis pour anéantir l'armée du roi Charles-Albert ; en 1859, à l'armée de l'Empereur François-Joseph, pour arrêter les armées victorieuses de Napoléon III et de Victor-Emmanuel ; en 1866 enfin, à l'archiduc Albert, pour battre l'armée italienne numériquement double de la sienne [1]. »

L'action du quadrilatère bulgare du Danube une fois épuisée, après avoir suffisamment disputé le passage du Danube et celui des Balkans, les Turcs auraient donc dû combattre les Russes, aux débouchés des Balkans, dans la plaine d'Andrinople, avec cette ville pour pivot de manœuvres.

Ajoutons ici une mention concernant les Anglais. Osman-Bey qui ne s'est pas gêné pour lever maintes fois le voile du temple, a fourni, à l'occasion du siège de Kars, de curieux détails sur leur rôle apparent pendant la guerre Russo-Turque. Au moment où elle éclata, une mission anglaise composée du général Kembel et de trois autres officiers se trouvait auprès du commandant en chef turc. On a déjà vu que la flottille turque du Danube était commandée par un Anglais. Enfin, une commission, dite du Croissant-rouge, composée du docteur J. Cassan et de quelques sous-aides, avait été envoyée à Kars.

[1] Farcy (Camille). — *La guerre sur le Danube* (1877-1878), p. 383.

[1] Un Tacticien. — *La guerre d'Orient en 1877-1878*, t. III, p. 634.

« Le but de cette mission est facile à deviner, dit Osman-Bey. Elle devait soutenir et encourager les pauvres Turcs, dans une lutte où ils se faisaient casser la tête pour le compte de la reine d'Angleterre...

« Si on n'a pas entendu parler de ce général Kembel et de sa mission, la raison est toute simple ; c'est qu'ils ont été battus.... Comme les choses ont tourné mal, les officiers en question s'en sont lavé les mains, laissant Moukhtar-Pacha et ses soldats se débarbouiller le mieux qu'ils pourraient.

« L'exemple de 1855 est là pour faire ressortir toute l'habileté de ce jeu éminemment machiavélique et égoïste (1)..... »

A Kars, en 1877, la mission anglaise demanda et obtint libre passage, le 23 octobre, pour éviter le bombardement.

Armée russe. — Si l'état-major russe se trouva pris au dépourvu, c'est-à-dire mal renseigné sur les forces du peuple qui fut contraint à faire la guerre, il est juste de dire que quelques officiers furent plus perspicaces. C'est ainsi qu'un conseiller dont l'opinion importait, le général Todleben, eut le courage de se prononcer en temps voulu contre la guerre dont la Russie menaçait la Turquie.

« Todleben, dit le colonel Martinov, n'était pas partisan de cette guerre. Avec la droiture brutale qui lui était propre, il dit ouvertement que les Russes n'y étaient pas absolument préparés, qu'il serait infiniment plus profitable d'employer les millions réservés à la guerre à la création d'une flotte, à la construction de forteresses sur la frontière occidentale, au renouvellement de l'armement, et à l'extension du réseau ferré ; et qu'ensuite, confiante dans sa force, la Russie pourrait tranquillement attendre le moment favorable au point de vue politique pour la solution de la question d'Orient (2)... »

Mais, nous le savons en France, il est des moments, dans l'histoire des peuples, où les conseillers les plus sages sont importuns : Todleben ne fut donc pas écouté.

Et cependant cette guerre que l'on voulut résolûment, de parti pris, révéla, dès le début : les imperfections de l'organisation militaire de la Russie, l'inaptitude à se procurer les renseignements, sans lesquels il est impossible de faire quelque chose de rationnel, l'insuffisance scientifique de généraux qui, bien qu'ignorants des effets de la nouvelle mousqueterie, accordaient, la plupart, leur préférence aux grandes masses qu'ils ne savaient pas manier ; la vénalité des administrateurs (1).

On a dit que le chef d'état major de l'armée du Danube avait eu l'intention de conduire cette campagne d'après les préceptes du feld-maréchal de Moltke : quelles que soient les causes qui aient pu contrarier cette louable intention, il est hors de doute qu'elle n'a pas été suivie d'exécution.

Laissant de côté des critiques souvent répétées et démontrées au cours de ce récit, Rappelons plutôt ici les noms des généraux sur lesquels la Russie était en droit de compter au lendemain de la guerre.

Au premier rang d'entre eux figurait sans conteste le général Gourko. Lorsque les hostilités cessèrent, les officiers de la Garde lui offrirent un sabre d'honneur dont la lame portait gravé : « *Il faut une lame d'un pareil acier pour une telle volonté de fer.* » Nul hommage n'a été plus justifié. La volonté, mais une volonté de fer ne reconnaissant pas d'obstacles et un caractère d'une trempe toute spéciale sont les deux qualités maîtresses qui frappent en lui dans toutes les circonstances où il a eu à jouer un rôle. La conduite du détachement d'avant-garde, en juillet 1877, avec le col de Schipka pour objectif, le commandement du corps de la Garde employé contre les communications de l'armée d'Osman-Pacha, enfin, la marche sur Constantinople au milieu d'épreuves physiques terribles sont autant d'étapes qui donnent une idée de sa haute valeur professionnelle et de sa connaissance du cœur humain.

Une des figures les plus originales et attachantes qui se soient dégagées de la guerre est, très certainement, celle de Skobeleff. Bientôt il eut sa légende ; or, on a pu dire sans exagération, que « le Skobeleff de l'histoire est encore plus grand que celui de

(1) Osman-Bey (major). — *Les Russes en 1877-1878...*, p. 83 et 84.

(2) Martinov (colonel). — *Le blocus de Plevna*, p. 115.

(1) Comme on se plaignait au prince Gortschakoff de la vénalité des officiers comptables, il aurait répondu : « Que voulez vous ! c'est l'habitude : si l'Empereur les a placés là, c'est qu'ils avaient besoin d'argent ».

la légende (1). » D'une bravoure et d'une énergie extraordinaires, il était prévoyant et, s'il demandait beaucoup à ses soldats, il s'attachait à leur procurer le nécessaire ; aussi le chérissaient-ils et le suivaient-ils, dans les circonstances les plus périlleuses, comme à une partie de plaisir. Cependant, dit l'un de ceux qui le virent l'œuvre

« Quel égoïste !... quel tueur d'hommes !... Il savait entraîner le soldat, il savait lui parler, il savait le conduire au feu ..... mais tout cela ne rachète pas le mépris de l'existence des êtres à lui confiés : pour le moindre succès extérieur et très souvent momentané et sans espoir d'aucun résultat ultérieur, il n'hésitait pas à sacrifier des centaines d'existences (2)... »

Quoi qu'il en soit, ce sont ses brillantes qualités qui lui avaient valu, à la suite des campagnes de l'Asie centrale, d'être nommé général en 1875, c'est-à-dire à l'âge de 30 ans. Il prouva en 1877-1878, dans toutes les circonstances, qu'il était digne de cette haute fortune. L'avenir lui souriait et la Russie, comme son armée, pouvait compter sur lui ; malheureusement une mort prématurée devait réduire à néant tant d'épreuves si légitimes et priver la France d'un de ses amis les plus dévoués.

L'immortelle défense de la passe de Schipka soutenue en août 1877 a valu au général Radetzki une légitime et pure popularité dans la nation aussi bien que dans l'armée russe. Lorsque la guerre prit fin, le commandant du VIIIe corps était âgé de 57 ans. La plus grande partie de sa carrière s'était écoulée au Caucase qu'il n'avait quitté qu'en 1865, lorsque la région fut pacifiée. Elle se continua glorieusement en 1877-1878, après quelques années consacrées à exercer un commandement d'infanterie et à remplir des fonctions de chef d'état-major : héroïquement secondé, il sut conserver à Schipka la clef du chemin d'Andrinople ; dans la marche de Gourko sur Sophia et Philippopoli, il contribua, du 28 décembre au 9 janvier 1878, à la favoriser en pressant l'ennemi de front et en agissant sur ses deux ailes.

Le commandant de la 14e division, le général Dragomiroff nous est connu comme chef et comme psychologue, ou, si on le préfère, comme philosophe.

On l'a vu à l'œuvre dans l'opération si délicate du passage du Danube ; il participa aussi, sous les ordres de Radetzki, à la défense de la passe de Schipka et y fut grièvement blessé. Les extraits des instructions qu'il fit lire à ses troupes dans la matinée du 24 juin 1877 ont donné une idée de la tournure de son esprit et de l'élévation de son âme. Insistons un peu sur le deuxième point.

Dès 1877, Dragomiroff était le chef de l'école qui, se réclamant de Souvaroff, avait fait sien le vieil aphorisme : « La balle est folle ; la baïonnette [*l'arme froide*] est sage (1). » Déjà, à propos de la campagne de 1866, il l'avait préconisée avec un exclusivisme regrettable que l'on peut regarder comme la punition des hommes éminents qui ont la faiblesse de baser un système sur une maxime à forme incisive. Oui, certes, la baïonnette résolûment maniée, sans arrière-pensée, ne trompe pas un soldat énergique et fait de la bonne besogne, mais il faut avant tout qu'il ait pu joindre son adversaire et son emploi ne saurait être exclusif.

Or, prescrire de supprimer la distance en marchant sans presque tirer contre un ennemi bien posté et muni d'une arme rapide, à longue portée et d'une grande justesse, c'est accepter tout d'abord sans compensation des pertes énormes, puis la démoralisation qui en est la conséquence fatale. Souvaroff, s'il eût vécu de nos jours, se fût bien gardé de donner à son opinion une forme aussi absolue ; il lui eût suffi de préconiser et de faire mettre en pratique la discipline du feu ; la puissance du choc n'eût pas été amoindrie pour cela. Pour avoir agi autrement, Dragomiroff demeure, bien qu'inconsciemment, par l'autorité qu'il exerçait et dont, à tant d'égards, il était si digne, responsable des tueries inutiles causées par les attaques inconsidérées que nous avons décrites et dont l'imprudence a encore été exagérée par l'ignorance tactique de bon nombre de généraux qui ne connaissaient, paraît-il, que l'attaque de front.

Bornons-nous donc à louer, sans restriction cette fois, chez Dragomiroff, le penseur, celui qui estimait, à la suite de quelques soldats d'élite, généraux ou autres officiers d'un

(1) *** [colonel de VILLEBOIS-MAREUIL]. — *L'armée Russe et ses Chefs en 1889*, p. 292.

(2) VANDE WOESTYNE. — *La guerre Russo-Turque...*, p. 152.

(1) « Poula doura, chtyk moladiets. »

rang plus modeste, que « *l'homme, l'homme encore, l'homme toujours*, est le premier de tous les instruments de combat », pour cette excellente raison que, *en dernière analyse, c'est toujours l'homme qui reste en face de l'homme sur le champ de bataille.* Les méthodes d'instruction et d'éducation de Dragomiroff, qui posséda le rare et inappréciable avantage d'animer de son souffle jusqu'au dernier des soldats placés sous ses ordres, procédèrent de cette vérité que *la force morale* est *le facteur infini*; il en conclut qu'il faut traiter le soldat comme le mérite un être dont le cœur bat, dont la tête raisonne, et s'appliquer, si l'on veut enraciner en lui le sentiment du devoir militaire, et exalter son dévouement jusqu'à la folie du sacrifice, affermir et élever son cœur, en un mot arriver à augmenter son niveau moral. Sous ce rapport, Dragomiroff s'est révélé un maître et, à ce titre seul, son nom vivra.

Deux noms de généraux se sont dégagés de l'armée d'Asie, ceux du général en chef Loris Mélikoff et du simple brigadier Obrutscheff.

Le titre de vainqueur de Kars est suffisant en ce qui concerne Loris Mélikoff. Presque au lendemain de la guerre, il fut disgracié, pour des divergences politiques, par l'empereur Alexandre III et quitta la Russie.

Obrutscheff qui devait, presque au lendemain de la guerre Russo-Turque, devenir chef d'état-major général était général de brigade et âgé de 48 ans lorsqu'elle éclata. Il quitta l'Académie d'état-major où il professait la statistique militaire et arriva en Asie comme secrétaire du Comité scientifique de l'état-major général. Il ne tarda pas à se faire remarquer par son entente des choses de la guerre et contribua par son avis qui fut adopté à mener à bonne fin le siège de Kars.

Enfin, au glorieux nom de Skobeleff, il convient de rattacher celui de son ancien chef d'état-major qu'il traita en ami. Déjà honorablement connu comme soldat et comme écrivain, Kouropatkine devint célèbre par le rapport de Skobeleff sur la bataille de Lovtcha, par ceux sur les batailles de Plewna; à la fin de décembre, il fut blessé et laissé pour mort aux combats de Schipka. La guerre qui l'avait trouvé capitaine le laissa lieutenant-colonel.

En ce qui concerne l'officier de troupe, répétons ce que nous avons déjà dit : si beau comme attitude devant le danger, il s'est montré incomplet au point de vue de l'instruction tactique. On sait ce que vaut le soldat russe, mais on connait aussi ses points faibles tenant d'une part à son éducation militaire, de l'autre à l'insuffisance des règlements de manœuvres. Aussi le « Tacticien » a-t-il pu écrire, en 1880, dans une page qui mérite toute attention :

« Pour nous résumer, sous quelque face que l'on étudie l'art militaire de la Russie, *on trouvera ce pays en voie de transformation.* Ni pour l'instruction des hommes, ni pour l'armement, ni pour le nombre des soldats, *l'armée russe n'était en 1877 ce qu'elle sera dans quelques années; elle a été surprise par la guerre en voie de réorganisation.* Comme nous l'avons dit plus haut, le caractère de ses soldats, leur soumission, leur résignation, leur esprit de sacrifice, semblent les rendre plus propres à la guerre défensive, qu'à la guerre offensive. Cependant, *la Russie pouvait impunément faire la guerre à la Turquie, car en Europe, comme en Asie, les Russes ont ce qu'il faut pour surmonter* les obstacles formidables du terrain, une énergie soutenue, de la patience, un courage calme sachant braver les maladies et le feu de l'ennemi. Dans une campagne contre la Turquie, les Russes peuvent éprouver des revers, ils peuvent même perdre des batailles, ils ne sauraient rester vaincus; l'expérience du passé le prouve. *Le soldat* et *le peuple sont unis par deux sentiments : la foi religieuse et le patriotisme.* La Russie garde encore la grande force des âges passés, l'unité des sentiments; sous ce rapport on peut dire que *ce vaste empire possède une force morale supérieure*, — s'il est possible, — *à sa force matérielle* » (¹).

Il est impossible de terminer ce rapide aperçu sans signaler l'intempérance comme étant un vice très répandu dans l'armée russe. On le vit bien au début de la guerre à Bucharest où séjournèrent, pendant un temps plus ou moins long, des états-majors, des diplomates et des fonctionnaires russes : cette ville devint le théâtre de saturnales regrettables, à ce point que l'officier supérieur, aussi bien que le simple soldat, perdait dans un alcoolisme sans trêve le sentiment de toute dignité. (²)

(¹) *La guerre d'Orient en 1877-1878*, t. II, p. p. 757-758.

(²) Fait relaté par Fabry (Camille) témoin oculaire.

Emploi des chemins de fer. — La guerre d'Orient de 1877-1878 s'est effectuée, sous ce rapport, dans des conditions spéciales, puisque, pour la première fois, les deux puissances belligérantes eurent à faire entrer dans leurs combinaisons stratégiques l'emploi des chemins de fer.

On a vu que, des deux côtés, le tracé laissait à désirer sous le rapport stratégique ; que la Russie ne disposait que d'une ligne, à une seule voie, venant aboutir à Unghein ; enfin que la différence d'écartement des rails de chaque côté de la frontière à franchir obligea à des transbordements et par suite causa des retards préjudiciables. La Russie avait un matériel roulant suffisant, puisqu'elle disposait de plus de 60.000 wagons.

Du côté des Turcs, les cinq lignes qui sillonnaient l'empire étaient indépendantes les unes des autres. Il en résulta que chacune d'elles dut se suffire à elle-même et qu'au moment où il eût fallu, pour répondre aux exigences de la mobilisation, un rendement maximum, on dut se contenter, puisqu'on ne pouvait demander aux lignes voisines le supplément de matériel nécessaire, du nombre de trains que la ligne pouvait fournir habituellement par jour.

On n'a pas oublié la lenteur avec laquelle la mobilisation s'effectua de part et d'autre.

Cavalerie. — Il ne saurait être question ici que de la cavalerie russe dont on s'est, d'ailleurs, plu à exagérer quelque peu le rôle.

Qu'elle possède de précieuses qualités, qu'elle ait l'esprit offensif et qu'elle soit audacieuse, ceci n'est pas en doute ; mais il est certain qu'elle a été, dès le début, bien mal employée et que, presque constamment, sauf avec des généraux comme Gourko et Skobeleff II, son rôle d'exploration a été nul. Il suffit de rappeler la surprise de Plewna et ce qui se passa à la fin du siège. La même insuffisance est apparue en Arménie.

Il y a eu peu de combats de cavalerie contre cavalerie pendant cette guerre ce qui a tenu, en grande partie, à l'infériorité numérique et à la passivité de la cavalerie turque.

Il est établi que les dragons et cosaques étaient rompus au métier de fantassins et que les régiments qui étaient armés de carabines n'ont rien perdu de leurs qualités offensives à cheval et le sabre à la main.

En juillet 1877, au retour de l'expédition dans les Balkans du corps d'avant-garde du général Gourko, plusieurs régiments étaient tellement abîmés qu'il fallut les laisser en repos pendant quatre semaines entières. Il convient de signaler que l'on avait, paraît-il, oublié d'emmener les forges de campagne au-delà des Balkans.

Bien employée, la cavalerie a rendu des services appréciables dans les plaines de la Roumélie.

Artillerie.

Son rôle pendant cette campagne a été suffisamment indiqué de proche en proche pour qu'il soit nécessaire d'y revenir.

Infanterie.

Demandons au général russe Zeddeler son opinion sur l'infanterie russe.

« Notre dernière campagne, dit-il, a poussé l'infanterie au premier plan ; nous serons dans le vrai cependant, si nous ajoutons que *ce n'est pas précisément à sa préparation tactique*, mais à une bravoure sans pareille, à sa solidité et à un esprit de sacrifice incomparable qu'elle doit la victoire. A demi morte de faim, sans chaussures, sans vêtements chauds et même sans tentes, elle a, plus d'une fois, supporté courageusement des chaleurs tropicales ou des froids terribles accompagnés d'ouragans affreux sur les sentiers à peine accessibles des Balkans ; plus d'une fois aussi, elle a traversé en chantant des rivières glacées, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Souvent elle a pris les devants sur la cavalerie et l'a remplacée dans son service de découverte ; elle s'est attelée aux canons et aux voitures quand les bœufs et les buffles n'en pouvaient plus. Sous ce rapport, les exploits les plus fameux de nos ancêtres ont pâli devant ceux de notre infanterie, et nos héroïques soldats ont encore montré une fois de plus ce dont ils sont capables [1]..... »

Tir du fusil, Munitions. — La prépondérance de l'influence du feu s'est, quelques années après la guerre franco-allemande, affirmée d'une façon saisissante et bien propre à donner à réfléchir. Cependant le dernier mot n'a pas été dit, si l'on considère que les armes à tir rapide étaient maniées par des hommes inexpérimentés, avec ce correctif toutefois qu'il disposaient, dans l'un

[1] *Quelques conclusions pratiques de la guerre de 1877.*

des partis du moins, d'une prodigieuse quantité de munitions. Cette guerre a, sous ce rapport, soulevé le voile de l'avenir en permettant de se faire une idée de ce qui arrivera lorsque les deux infanteries adverses seront instruites, également bien armées, c'est-à-dire souples, manœuvrières, à même d'utiliser la rapidité de tir et la longue portée des armes nouvelles. Même en tirant tout le parti possible du terrain, les pertes occasionnées, de loin et de près, par le feu seront, sur certains points, formidables.

La question des *feux aux grandes distances* ne saurait être tranchée par la guerre d'Orient. Les Turcs ont, en effet, suppléé à l'insuffisance de leur instruction comme tireurs par un effroyable gaspillage de munitions ; ils se trouvaient sous ce rapport dans des conditions exceptionnellement favorables qui seront rarement réalisées pour une armée se déplaçant continuellement. Il est à remarquer, d'ailleurs, que, malgré les pertes causées chez les Russes par le feu de l'infanterie, ceux de leurs généraux dont l'opinion importe, Dragomiroff, Gourko, Skobeleff, n'ont jamais cessé, avec les variantes inhérentes au tempéramment ou aux théories de chacun d'eux, de recommander l'économie des munitions.

Quoi qu'il en soit, pourvus d'armes à tir rapide et de longue portée [1], pouvant puiser à volonté dans des caisses de cartouches placées à côté d'eux, les Turcs tiraient tout le jour et une partie de la nuit ; ils dirigeaient dans toutes les directions, de préférence contre la position qu'ils supposaient devoir être occupée par l'ennemi, sur une profondeur de 2 kilomètres environ, un « feu d'enfer » (Skobeleff) constitué par une si grande quantité de projectiles qu'ils formaient une véritable grêle de plomb [2]. Lorsque le feu pouvait être étagé, la seconde ligne tirait sur un angle très grand. Pendant la nuit, les Turcs, restant accroupis dans les tranchées, tiraient par dessus l'épaulement.

Au lendemain de la guerre, des écrivains russes, le général baron Zeddeler notamment, préconisèrent l'emploi du tir de mousqueterie aux grandes distances qui ne tarda pas à prendre place dans les règlements russes ; ils s'occupèrent ensuite naturellement de l'approvisionnement et du ravitaillement des munitions d'infanterie.

Même en s'en tenant aux anciennes méthodes de tir de combat, le chiffre des cartouches dont les hommes disposaient alors fut insuffisant ; à plus forte raison ce chiffre devait-il recevoir une augmentation considérable si on adoptait, comme nouvelle tactique des feux, le tir en plates-bandes.

La question des feux, agitée à la suite de la guerre franco-allemande, celle du nombre de cartouches nécessaires et celle du réapprovisionnement sur le champ de bataille sont, en effet, connexes.

Les données sérieuses manquaient, il faut le reconnaître : dans l'armée turque, en effet, si on utilisa d'une façon illimitée la rapidité de chargement et la longue portée du fusil employé, on fut amené à une consommation excessive de cartouches parce qu'on ne sut ni régulariser les feux, ni les employer d'une manière intelligente, c'est-à-dire conforme aux exigences du combat.

Il résulte d'une dépêche de Saïd-Pacha que chaque tabor (bataillon) de la force approximative de 700 hommes était pourvu de 400 caisses de 1.000 cartouches chacune, ce qui fait un total de 400.000 cartouches, ou 570 par homme.

Sans se laisser arrêter par de pareilles exagérations qu'il faudrait rejeter de suite s'il ne s'agissait de troupes de position, on peut dire, à la suite d'expériences sagement dirigées, qu'il faut, pour entretenir le feu pendant le combat, que chaque homme puisse disposer de 250 à 270 cartouches : 80 à 90 portées par l'homme, à la condition expresse de réduire le poids de son équipement ; le reste porté par les caissons régimentaires répartis en deux échelons et allégés au préalable de façon à ne point atteindre un chiffre de voitures qui puisse diminuer la

(1) L'arme qui rendit le plus de services aux Turcs fut, des quatre modèles qu'ils possédaient, dont le Winchester à répétition, le Peabody-Martini à un coup, du calibre 11mm,4.

L'infanterie russe était armée d'un très mauvais fusil, le fusil Krenka, du calibre de 15mm,2, lourd, à fermeture latérale à tabatière, dont la vitesse de tir était 9 fois plus petite que celle du Winchester : 6 coups contre 54. La Garde et quelques bataillons de chasseurs étaient seuls armés du Berdan, excellent fusil du calibre de 10mm,7.

(2) Les approvisionnements étaient si considérables que, lors de la chute de Plewna, on trouva encore plusieurs centaines de mille de cartouches.

mobilité de la troupe. L'alimentation de ces caissons serait assurée comme actuellement par les réserves de parcs.

Quant au ravitaillement si délicat en cartouches sur le champ de bataille, il continuerait à dépendre, ce qui est chanceux, de militaires peu impressionnables et familiarisés avec l'expérience des combats : ils seraient aidés, le plus possible, par des animaux de bât.

Il est évident que cette solution vaut ce que valent les solutions auxquelles manque la sanction des entraves et des vides occasionnés par le combat.

La consommation en munitions par les Russes aurait été de 10.087.344 cartouches pour armes portatives et, pour l'artillerie de 204.923 coups, dont 45.864 tirés par les pièces de siège.

Etudiant, à l'issue de la guerre, les moyens à employer dans les attaques de l'infanterie, les pertes dues aux feux de mousqueterie moderne, le général russe Tchebicheff terminait ainsi son parallèle entre les fusils turcs et russes.

« Nous croyons que la grande portée des fusils turcs et l'efficacité de leurs feux ne dépendaient pas de la construction même, mais exclusivement de certaines conditions comme : 1° la possibilité de ne point ménager les cartouches ; 2° l'absence de discipline du feu et d'instruction [*sic*] ; 3° les formations des troupes d'attaque... »

Au lendemain de la guerre, la troisième condition s'imposait sérieusement à l'étude et devait être l'objet d'un examen sérieux et approfondi, de façon à procurer des conclusions concernant les formations, le mouvement et l'emploi des feux.

Rôle joué par la baïonnette et le sabre. — La guerre russo-turque devait soulever et a soulevé des discussions passionnées sur la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de supprimer la baïonnette dans l'infanterie et de remplacer le sabre par le revolver dans la cavalerie.

Il est donc utile de relater ici les points principaux du rapport adressé à ce sujet, le 13 mai 1878, au général Sherman par un officier américain, le premier lieutenant F. W. Greene, du corps des ingénieurs, qui fut attaché au quartier général de l'armée opérant dans la Turquie d'Europe [1]. Greene, après avoir signalé la quasi unanimité des officiers *de tout grade* de l'armée russe à maintenir la baïonnette et le sabre, s'est principalement appuyé sur les arguments du général Benet répondant aux questions qu'il lui avait posées.

Si, par *attaque à la baïonnette*, on entend la marche en avant d'une ligne qui s'avance régulièrement, épaule contre épaule, l'arme abaissée, elle n'est guère possible en présence des armes à tir rapide.

Si cette expression veut dire qu'avec ces armes et avec les tranchées-abris aucune attaque n'aboutira à une lutte à la baïonnette, cette manière de voir est trop absolue ainsi que le prouvent de nombreux exemples empruntés à la guerre russo-turque.

C'est ainsi que l'attaque et la défense des ouvrages en terre construits plus ou moins précipitamment a presque toujours abouti à une mêlée.

Le 3 septembre, à la bataille de Lowtscha, les défenseurs de la dernière redoute turque, ayant presque tous refusé de se rendre, furent tués, — 200 environ, — à coups de baïonnette.

Le 11 septembre, au cours de la prise par Skobeleff des redoutes et tranchées-abris situées au sud de Plewna, en arrière de la route de Lowtscha, il y eut un sanglant combat à la baïonnette.

Le 24 octobre, à Gorni-Dubniak, les tranchées-abris situées sur le flanc droit des Russes furent enlevées à la baïonnette et la reddition de la garnison turque succéda à une courte mêlée.

Le 9 janvier 1878, à Cenovo, Skobeleff attaqua, sans que l'artillerie eût prêté son concours, une ligne de tranchées-abris. Les Turcs ne bougèrent pas et il fallut « une lutte corps à corps qui dura au moins trois minutes », a dit Skobeleff, avant qu'ils se rendissent.

Le 17 janvier 1878, à Philippopoli, une partie de la 2e division de la Garde s'empara de 24 canons consécutivement à une mêlée dans laquelle environ 150 officiers et soldats furent blessés ou tués à la baïonnette.

Ces exemples et un certain nombre d'autres qu'il serait facile de citer mettent donc

(1) Rapport publié, par ordre de Sherman, dans l'*Army and Navy Journal* du 10 juin 1878.

hors de doute que, malgré la rapidité des feux des meilleures armes à répétition (Henry-Martini), partant d'ouvrages de campagne, et malgré l'énorme consommation de munitions, la *lutte corps à corps* demeure toujours possible. Il est hors de doute, en outre, que l'effet moral produit sur les autres combattants par des blessures de ce genre n'a rien perdu de sa force.

On a cru pouvoir avancer que, sur les 90.000 morts ou blessés russes de la campagne, 700 à 1.000 environ d'entre eux avaient reçu des coups de baïonnette.

« La guerre russo-turque offre peu de points d'appréciation en ce qui concerne l'utilité du sabre. Les Turcs possédaient, en effet, si peu de cavalerie régulière qu'il n'y eut guère d'occasion pour cette arme de rencontrer l'adversaire. » Toutefois, si les Russes ont surtout employé la lance, parfois aussi il leur est arrivé d'avoir recours au sabre.

Fortification rapide. — La guerre Russo-Turque a confirmé, en ce qui concerne l'emploi de la fortification rapide sur le champ de bataille, les enseignements spéciaux de la guerre de Sécession.

Au début, le soldat russe méprisait les ouvrages en terre, qu'il ne savait ni construire ni même occuper lorsqu'ils étaient construits. L'adage de Souvaroff était encore le dernier mot pour bien des généraux dont la besogne était ainsi simplifiée. D'ailleurs, ainsi que s'en plaignait Skobeleff, un régiment fort de 15 compagnies (3 bataillons) ne transportait avec lui, comme outils de pionniers ou de terrassiers, que 150 pelles, 15 pioches et 15 haches, chiffres vraiment dérisoires.

Il est hors de doute que « les troupes russes n'étaient pas exercées aux travaux du génie (1) » et, ce qui est plus grave, qu'elles étaient dominées par ce préjugé qu'il y avait poltronnerie à se retrancher sur ses positions : le témoignage de Todleben est affirmatif et concluant sur ce point.

Le lieutenant-colonel roumain Vacarescu a dit, après avoir assisté au siège de Plewna :

« Les Russes n'accordent aucune importance aux fortifications, les regardant comme superflues ; la poitrine du soldat, à leur avis, est la meilleure des fortifications, — manière de voir basée sur le tempérament russe, sur l'abnégation sans limite, le dévouement absolu à son devoir et le courage sans exemple du soldat russe (1)..... »

(1) Maransot (colonel). — *Le blocus de Plewna*, p. 270.

Les Turcs ont fortifié, nous l'avons vu, plusieurs champs de bataille et ont tiré un grand parti de la fortification rapide dans la défensive.

Skobeleff s'est chargé de démontrer que l'esprit offensif n'est nullement exclusif de cet emploi qui, dans le combat, est devenu l'auxiliaire indispensable des armes à feu. Il en est résulté qu'il est absolument nécessaire de donner au soldat un outil de pionnier portatif très léger et dont l'utilité dépend plus de sa résistance que de ses dimensions.

Les deux exemples les plus probants ont été fournis par Skobeleff lui-même : à Lowtcha, le 3 septembre 1877, et surtout sous Plewna, lors de l'attaque des Montagnes Vertes, il a prouvé que, même dans l'attaque, la fortification rapide peut rendre d'énormes services. Le dernier exemple fournit la contre-partie de son emploi dans la défensive à Pélischat, à Gorny-Dubniak et à Téliche.

Le 8 novembre 1877 au matin, dès que la crête des Montagnes Vertes eut été évacuée par les Turcs, l'alignement des tranchées fut tracé et le travail si activement poussé que, à 7 heures, elles présentaient d'assez solides abris. Dans la nuit du 8 au 9, on les perfectionna et on établit des communications. Bref, vers le milieu du mois, « la position des Montagnes Vertes pouvait être considérée comme inabordable et les troupes chargées de l'occuper pouvaient, grâce aux travaux exécutés, être réduites de 4 bataillons à 2 (2). »

Skobeleff attachait une telle importance à l'organisation intérieure des troupes chargées d'occuper ces tranchées que, pendant huit jours, installé avec son état-major dans les tranchées de première ligne, il commanda directement ces troupes avancées. Lorsqu'il s'éloigna, il se fit remplacer par un général major. Il est utile de faire connaître les rè-

(1) Vacarescu (lieutenant colonel roumain). — *Rumäniens Antheil am Kriege der Jahre 1877-1878.*

(2) Un Tacticien. — *Ut suprà...*, t. II, p. 619.

gles qui furent suivies pour l'occupation et la défense de ces tranchées.

« Les troupes installées dans les premières tranchées étaient toujours sous les armes ; les fusils pointés dans les créneaux et les hommes équipés ; une partie des cartouches était disposée dans de petits logements carrés pratiqués à droite et à gauche dans le parapet. Chaque compagnie avait 4 sentinelles (1 par peloton) : à l'approche de la nuit, le chiffre des sentinelles était doublé et porté à 8, même à 16, lorsque le temps était brumeux, ou quand on s'attendait à une attaque. Les sentinelles étaient relevées toutes les deux heures. Chaque compagnie plaçait la nuit une embuscade de 3 à 4 hommes ; elles étaient à l'aile droite à 100 ou 150 pas des tranchées turques, à l'aile gauche à 40 pas seulement. Ces embuscades étaient chargées d'informer le commandant de la première ligne de tous les mouvements de l'ennemi.

« A l'approche de celui-ci, elles se repliaient de manière à permettre à la ligne de combat d'ouvrir le feu sur les assaillants. Tout coup de fusil individuel était alors interdit ; le feu de salves était seul permis, du commandant de régiment, ou du général Skobeleff lui-même. Cette tactique des feux a réussi aux Russes, comme elle réussissait aux Turcs ; ces derniers ne sont pas parvenus une seule fois à conduire leurs attaques jusqu'au bout et se sont toujours arrêtés à 100 ou 150 pas au plus des tranchées russes [1]..... »

En dernier lieu, il y a lieu de signaler l'emploi judicieux que firent les Russes, dans le ressort du Génie, des pionniers à cheval formant une troupe spéciale.

Fortification permanente ; *guerre de siège* ; *positions*. — Le siège du camp retranché de Plewna confirme des vérités déjà établies ou fournit des enseignements nouveaux que, d'ailleurs, il suffira d'énumérer.

Tout d'abord, Plewna a démontré, une fois de plus, l'utilité des places permanentes, en même temps que la fatalité de la capitulation pour toute armée active qui, se renfermant à l'intérieur d'un camp retranché, lui demande un refuge définitif et n'est pas secourue.

Plewna et le quadrilatère bulgare ont permis de tenir en échec une forte partie de l'armée russe d'opérations. Toutefois, la manière de se servir de l'instrument joue un rôle capital. Pendant une guerre, l'armée active et les forteresses sont appelées à rendre des services différents : si celui qui commande n'a pas des idées nettes à ce sujet, ou il n'obtiendra pas le maximum d'effet utile, ou même il s'exposera à un désastre.

Enfin Plewna a démontré : l'innocuité relative des bombardements à grande distance puisque, pendant dix mois, la moyenne quotidienne des pertes a peu varié ; le secours que procure l'utilisation rationnelle du terrain d'approche d'une place ; la nécessité de l'emploi successif de la pioche et du fusil ; l'impuissance relative des projectiles de l'artillerie sur les ouvrages en terre ; et, en dernier lieu, une fois de plus, la nécessité du blocus sans lequel l'admirable résistance d'Osman-Pacha se fût prolongée davantage encore.

Les assauts livrés aux ouvrages de Plewna, ont prouvé, après la guerre de 1870-1871, qu'une position *bien fortifiée* par des ouvrages de campagne que défend une infanterie *en nombre suffisant* et armée de fusils de précision à tir rapide est à l'épreuve d'une attaque *directe* de vive force [1].

Pour que ces différentes questions soient bien remplies, il faut : que *les ouvrages aient devant eux un champ de tir découvert jusqu'à la bonne portée de l'arme*, et qu'ils *se flanquent les uns les autres* au moyen de la mousqueterie, que chacun d'eux soit *pourvu de tranchées assez profondes* pour mettre les défenseurs *à l'abri de la pluie de projectiles* qui les accablera au début ;

qu'en dehors des défenseurs nécessaires, *une réserve suffisante demeure disponible* ;

que, par le tracé, *toute attaque soit forcément une attaque locale de front*, l'assaillant se trouvant dans l'impossibilité d'*attaquer simultanément de tous les côtés* quelques-unes des parties de la position.

Kars ne remplissait pas, d'après le général Brialmont, les principales conditions d'un vrai camp retranché ; il les a énumérées :

la place sera entourée d'une enceinte de sûreté la mettant à l'abri d'une attaque de vive force ;

l'artillerie assiégeante doit pouvoir être maintenue, par le canon des forts, à une dis-

[1] Un Tacticien. — *La Guerre d'Orient 1877-1878*, t. II, p.p. 620-621.

[1] Pierron (colonel). — *Les méthodes de guerre*, t. III (2e partie), p. 660, d'après le général prussien von Hanneken.

tance telle qu'un bombardement de la place soit impossible;

il faut que les forts se prêtent une mutuelle protection sur les accès;

chacun des forts doit former à lui seul une petite forteresse capable de résister et de supporter un siège.

« En résumé, dit Gilet, Kars était une ville ouverte entourée d'ouvrages extérieurs mal construits sans fossés, mal flanqués, sans traverses, sans magasins suffisants, sans eau, contenant des réduits défectueux, incapables de résister par eux-mêmes, sans communications faciles entre eux ni avec la ville. Il y avait aussi manque d'unité dans la défense du camp, coupé par une gorge difficile à traverser; enfin la nature du sol devait rendre les opérations à peu près impossibles... »

Service de santé. Etat sanitaire. — Le 7 mars 1881, alors que les statistiques officielles n'avaient pas encore dit leur dernier mot, le journal russe le *Golos* résumait ainsi les résultats généraux déjà dégagés :

« En 1878, l'effectif des troupes russes s'est élevé au chiffre énorme de 1.555.513 hommes se répartissant ainsi :

« 1° *Armée de Russie*, c'est-à-dire stationnée sur le territoire russe et ne faisant pas partie de l'armée d'opérations : 818.409 hommes;

2° *Armée du Danube*, sur le territoire de la Turquie d'Europe et de la Roumanie : 464.526 hommes;

3° *Armée du Caucase* : 272.000 hommes.

D'une façon générale, l'état sanitaire de ces trois portions peut s'exprimer par les chiffres ci dessous :

Dans la 1re armée : 842,2 malades et 15 morts pour 1.000;

Dans la 2e armée : 343,2 malades et 25,01 morts pour 1.000.

En moyenne, sur 1.000 malades, il est mort 40,01 individus.

Au total, ce tableau montre que non seulement tous les éléments d'une armée d'un million et demi d'hommes ont été malades, mais que plus de 200.000 d'entre eux ont été atteints à deux reprises..... »

« Le typhus a fait des ravages effrayants sur le théâtre de la guerre d'Asie. Si, aux 20.000 hommes qu'y ont perdu les Russes, on en ajoute tout autant pour le compte des Turcs, on arrive au chiffre de 40.000 victimes fauchées dans le bref espace de trois mois, entre novembre [1877] et février [1878] (1)... »

Osman-Bey, après avoir fait cette constatation, s'étonne avec raison « de l'ignorance » dont les Russes, qui ont si souvent guerroyé dans ce pays, « font preuve par rapport à ces conditions endémiques et à son état hygiénique (1). »

Or, il est notoire que le « le typhus est à l'état endémique dans toute cette contrée, et que c'est surtout en hiver qu'il atteint le plus d'intensité (2). »

Le typhus fit son apparition vers le milieu d'octobre et se développa rapidement grâce à la fraicheur des nuits, à la malpropreté qui régnait dans les camps russes et la négligence avec laquelle on avait procédé à certaines installations cependant réglementaires.

« Il ne fallut après cela, ajoute Osman-Bey, qu'une tendre embrassade entre vainqueurs et vaincus pour que l'épidémie atteignit son plus haut degré d'intensité. Les hôpitaux de Kars regorgeaient de malades ou de mourants (3). »

Conclusion générale

Elle peut être, après les réflexions précédentes et les points signalés au cours de l'historique, à la fois courte et précise.

Le gouvernement russe avait voulu et rendu inévitable la guerre, cependant il est hors de doute que, comme Todleben eut le patriotisme et le courage de le dire en temps opportun, son armée n'était pas prête à la faire et que le résultat eût été bien différent, si elle n'avait pas trouvé devant elle un adversaire inerte et incapable.

Le haut commandemant a été manifestement au-dessous de sa mission, car la direction qu'il a donnée aux opérations fut d'abord imprévoyante, puis hésitante, intermittente et souvent erronée.

L'exécution, réserve faite pour la bravoure et le dévouement, a été tout aussi faible. Ni la majorité des commandants de corps d'armée, ni leurs aides n'étaient au courant des

(1) Osman-Bey (major). — *Les Russes en 1877-1878.*, p. 190.
(2) Osman-Bey (major). — *Loc. cit.*, p. 191.
(3) Osman-Bey (major). — *Loc. cit.*, p. 192.

exigences du combat moderne ; il semble, en un mot, que les enseignements de la guerre de 1870-1871 soient demeurés lettre-morte pour eux.

L'initiative a fait le plus souvent défaut, aussi bien que le sentiment de la solidarité aux officiers généraux. Quelques uns d'entre eux, cédant aux tristes suggestions de l'intérêt personnel ou de la jalousie, se sont même rendus coupables de désobéissance.

En dernier lieu, l'instruction professionnelle des officiers et des soldats laissait beaucoup à désirer ; il en résulta une notable augmentation de pertes.

Au lendemain des guerres victorieuses de 1866 et de 1870-1871, les Prussiens s'appliquèrent, sans perdre de temps, à combler les lacunes constatées, à réaliser les perfectionnements reconnus nécessaires.

Au lendemain de la guerre de 1877-1878, les Russes perspicaces durent être convaincus, sans se laisser leurrer par la victoire finale, de la grandeur de la tâche qu'il allait falloir accomplir sans retard pour parvenir à mettre l'armée russe, à tous les degrés, en état de lutter à l'avenir contre une armée instruite, entraînée et bien commandée.

LA GUERRE SINO-JAPONAISE
(1894-1895)

AVANT-PROPOS

La guerre Sino-Japonaise n'offrirait qu'un intérêt relativement médiocre si l'on tenait compte seulement de la disproportion de la lutte : les défenseurs se sont, en effet, montrés, à tous les points de vue, très inférieurs aux assaillants.

Elle mérite cependant, pour plusieurs raisons, d'être étudiée avec soin. C'est, en effet, le coup d'essai remarquable, à bien des points de vue, d'un peuple certainement appelé aujourd'hui à jouer un rôle prépondérant dans cette Asie d'où sont parties les grandes invasions. Jeune, enthousiaste, ayant un idéal patriotique, le peuple japonais vient de tenir en échec une grande nation qu'il a battue d'une façon continue, sur mer et sur terre. Ce peuple a demandé à l'Europe, qu'il a étudiée patiemment, avec intelligence et esprit de suite, le dernier mot d'une organisation perfectionnée, d'une tactique résultant de luttes sanglantes ; puis, il se les est assimilées et, sans tarder, les a appliquées et éprouvées, il y a une douzaine d'années, déployant, pour en tirer le meilleur parti possible, un ressort moral extraordinaire, la persévérance dans l'offensive et l'opiniâtreté qui procurent la victoire.

Nous nous bornerons toutefois à exposer succinctement les opérations, quitte à revenir sur quelques-unes d'entre elles, de façon à dégager, chez les Japonais, l'unité de doctrine, le savoir réel des généraux et de leurs aides, les qualités de premier ordre du soldat.

Réalisons, en un mot, l'enquête qu'a fait ou qu'aurait dû faire, au cours des événements, le grand état-major russe obéissant à la préoccupation de connaître une armée avec laquelle son programme d'extension vers l'Est de l'Asie l'exposait à entrer un jour ou l'autre en lutte. Intermédiaire à la guerre Russo-Turque de 1877-1878 et à la guerre Russo-Japonaise de 1904-1905, la guerre Sino-Japonaise 1894-1895 offre plus qu'un intérêt de curiosité.

Si l'histoire donne aux peuples et aux chefs d'Etats des enseignements qu'elle transforme parfois subitement, s'ils les méconnaissent, en de rudes leçons, il y a profit à constater, toutes les fois que l'occasion s'en présente, l'union étroite qui, fatalement, existe entre les unes et les autres.

Les divisions adoptées dans ce récit sont les suivantes :

Les Bosserons-Brunoy, le 1er août 1905

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS ET PRÉLIMINAIRES

SOMMAIRE :

Bibliographie, 95. — *Etude succincte des deux théâtres d'opérations, la Corée et la Mandchourie*, 96. — *Situation militaire des belligérants*, 97 : *le Japon et son passé ; la Chine, la Corée.* — *Causes de la guerre*, 99. — *Premières opérations jusqu'au 1er août 1894, date de la déclaration de guerre*, 100. — *Plan d'opérations des Japonais*, 100.

BIBLIOGRAPHIE

H. P. L. — L'armée et la marine japonaise : 1892 [Revue militaire universelle, 1er mai, no 2].

Revue militaire de l'étranger. — La guerre Sino-Japonaise : octobre 1894 à septembre 1895 [numéros 803, 805, 807, 808, 809, 810, 811 et 813].

Lephay [lieutenant de vaisseau M.J.]. — La bataille du Yalu. [Revue maritime et coloniale ; tome CXXIV].

Garnot [capitaine]. — L'expédition française de Formose 1884-1885 : 1894.

Rollin [capitaine d'artillerie]. — L'artillerie dans le combat naval du Yalu » : 1895 [Revue d'artillerie, tome I].

Merveilleux du Vignaux [P.]. — Les armes offensives et défensives dans la bataille du Yalu » : 1895 [Revue d'artillerie, tome I].

*** Les Japonais au combat du Yalu : 1895 [Revue de Paris, numéro d'avril].

Hanotaux. Discours de M. Hanotaux, ministre des Affaires Etrangères, au Sénat le 31 mai 1895 [Journal officiel].

*** Le combat naval du Yalu. — Le rôle des canons à tir rapide : 1895 [Allgemeine Militär Zeitung, numéros 81-82-87].

Lebon [capitaine]. — Les origines de l'armée japonaise : 1895.

Charmes [Francis]. — Revue politique : 1895 [Revue des Deux-Mondes, livraisons des 15 mars, 15 avril, 1er et 15 mai, 15 juin].

Fauvel [Albert]. — Le théâtre de la guerre au Chan-Toung : 1895 [Moniteur universel de janvier et de février].

Huet [Auguste]. — Quelques réflexions sur la guerre navale sino-japonaise : 1895.

*** Sinicæ Res. — La guerre du Japon contre la Chine et ses conséquences éventuelles : 1895.

Bujac [commandant E.]. — Précis de quelques campagnes contemporaines. — La guerre Sino-Japonaise : 1896.

Sauvage [lieutenant]. — La guerre Sino-Japonaise 1894-1895 : 1897.

De la Mazelière. — Essai sur l'histoire du Japon : 1899.

Kann [Reginald]. — Journal d'un correspondant de guerre en Extrême-Orient. Japon, Mandchourie, Corée : 1905.

Étude succincte des théâtres d'opérations [*fig. 13*]. — Les opérations militaires se sont déroulées en Corée, dans une province de la Mandchourie et dans la presqu'île de Chan-Toung qu'il suffit de mentionner.

Comprise entre le continent chinois et la Corée, la mer Jaune forme au Nord le golfe de Corée, à l'Ouest le golfe du Pé-Tchi-Li, au Nord-Ouest le golfe de Liao-Toung; entre les deux presqu'îles de Liao-Toung et du Chan-Toung existe un vaste détroit de chaque côté duquel se trouvent les deux camps retranchés de Port-Arthur et de Weï-Haï-Weï.

La presqu'île de Corée, dont l'intérieur est peu connu, est très montueuse et parcourue par un grand nombre de cours d'eau. Elle se soude au Nord, à la Mandchourie, par les montagnes de Fenn-Schuiling et de Tchung-Pae-Schang; le Yalou (Vert du Canard) la sépare de la Mandchourie méridionale. Séoul (Han-Yang), capitale du royaume, dont la population s'élève à environ 250.000 habitants, parmi lesquels environ 3.000 étrangers, est construite dans une plaine; elle est en communication : à l'Ouest, avec le port de Chemulpo [ou Tchemoulpo], au Sud, avec le petit port d'Asan [100 kilomètres], les ports de Koun-San, de Mok-Po et celui de Fousan situé à 320 kilomètres sur le détroit de Corée ou de Broughton qui commande l'archipel de Nan-Néou dans lequel se trouve la rade de Port-Hamilton. Sur la côte orientale, il y a lieu de citer le port de Gensan d'où part un chemin qui, longeant la côte orientale, rejoint [430 kilomètres] la frontière russe.

La grande voie de Séoul à Moukden, qui n'est souvent qu'un mauvais sentier, passe à Kaï-Sieng [ou Kaï-Song], petite place forte, à Phyong-Yang ou Ping-Yang [240 kilomètres], à An-Ju, à Wi-Ju [à 200 kilomètres de Phyong-Yang], et traverse à An-Toung, non loin de son embouchure, le fleuve Yalou.

De Séoul à Sou-Tschoi, sur la frontière de Chine, on compte 590 kilomètres.

Les régions les plus habitées de la Corée, dont la population était évaluée, en 1883, dans des limites très larges comprises entre 11 et 15 millions, sont celles du Sud et de l'Ouest.

Ajoutons quelques renseignements spéciaux. Le peuple coréen dont les mœurs sont douces est agriculteur et pêcheur; il a abandonné le commerce aux étrangers avec lesquels il a passé toute une série de traités.

La Corée est gouvernée par un empereur au-dessous duquel se trouvent quatre castes ou classes : celle à deux degrés de la noblesse civile et de la noblesse militaire; celle des demi-nobles; celle des corps de métier; la dernière formée par le peuple, duquel se distinguent la classe abjecte et les esclaves.

La Mandchourie méridionale, ou province chinoise de Liao-Toung, comprend deux régions distinctes, une région montagneuse et le cours inférieur du Liao-Ho.

La région montagneuse est traversée par un long massif duquel se détachent un grand nombre de petites chaînes couvertes de forêts séparées par des vallées profondes; dans cette région, les cols élevés et les défilés constituent des obstacles sérieux. Le Yalou une fois franchi, la route de Séoul à Moukden bifurque à Sha-Tsé-Kiang [*fig.* 15]; au Nord, elle franchit le défilé de Muo-Tien-Ling et passe à Liao-Yang-Tchéou; au Sud, elle passe à Haï-Tcheng, Niou-Tchouang et au port de Ying-Tsé situé à l'embouchure du Liao-Ho. De Feng-Hoang-Tcheou se détache un chemin qui remonte le cours du Ai-Ho, passe à Ai-Yang-Tcheng, et, après avoir franchi plusieurs cols élevés, atteint le Taï-Tse-Ho qu'il suit et conduit à Moukden. Toute cette région est couverte de forêts d'un parcours difficile, et est à peine peuplée.

La presqu'île de Liao-Toung est riche en houille, en coton et est très peuplée.

Dans la baie de Corée, se trouvent le port de Tayang, celui de Pi-Tsé-Wou à proximité de la plage de Kawenko, la baie fortifiée de Talien-Wan, l'important arsenal maritime de Port-Arthur.

Dans le golfe de Liao-Toung, les points les plus importants sont [*fig.* 13 et 15] le port de Kaï-Tchéou [ou Kaïping], Fou-Tchéou, la baie de Port-Adams, le port de Kin-Tchéou.

La vallée du Liao-Ho est à la fois une voie militaire et une voie commerciale; elle présente naturellement un grand nombre de villes industrielles importantes : Kaï-youen; Tieling; Moukden, capitale de la province et ville très commerçante dont la population est d'environ 200.000 habitants; Liao-Yang, sur le Taï-Tsé-Ho; Haï-Tcheng; New-Tchwang [ou Niou-Tchouang], port déchu qu'a remplacé In-Kéou ou Ying-Tsé.

Situation militaire des belligérants.

Le Japon et son passé. — Plongé, il y a un demi siècle à peine, dans une sorte de barbarie, le Japon était presque complètement fermé aux Européens. Peu à peu cependant un parti favorable aux étrangers se forma en face du parti anti-européen et parvint, grâce au marquis Ito que l'on a justement qualifié du titre de « créateur du Japon [1], » à l'emporter.

Avant la restauration impériale qui, en 1867, mit fin au Shogunat et substitua à la féodalité une monarchie constitutionnelle, il n'y avait que deux classes dans la population : d'une part, les nobles et leurs vassaux : de l'autre, la plèbe. Aujourd'hui, la société japonaise est la plus unifiée et aussi la plus démocratique de l'univers [1], car, sauf quelques grandes fortunes, les Japonais ne sont séparés, depuis la dépossession des *fiefs* et la suppression des *castes*, par aucune distinction sociale. C'est dans le dernier tiers du siècle précédent, que *l'européanisation* du Japon a marché avec une rapidité prodigieuse, sans que cependant il ait jamais cessé de rester *foncièrement japonais*. Il s'est



Fig. 13. — Carte du théâtre des opérations de la guerre Sino-Japonaise.

(1) Après lui, les Japonais citent volontiers, au même titre, le comte Inouyé, le maréchal Oyama, le comte Okuma et le marquis Saionji.

(1) Voici en quels termes, en effet, le Mikado a fixé les bases du nouveau régime : « On formera une assemblée délibérante ; rien ne sera décidé que par l'opinion publique : les coutumes contraires à la raison seront abolies ; la politique aura pour base la justice et l'impartialité que nous trouvons dans les œuvres de la nature. On recherchera dans le monde entier, le savoir et l'intelligence nécessaires pour assurer les fondements de l'État. » La Constitution actuelle est du 9 février 1889.

notamment donné une armée et une marine calquées sur celles des plus grandes nations de l'Occident.

De 1866 à 1889, des officiers et des sous-officiers français de toutes armes [1] forment et instruisent les écoles, les cadres et les établissements militaires, en un mot créent réellement l'armée japonaise. Pendant longtemps un certain nombre d'officiers de cette armée furent admis à suivre les cours de nos écoles militaires, sans même excepter l'école supérieure de guerre. En 1889, la dernière mission française [2] est remplacée par une mission allemande [3].

Dès novembre 1874, à l'imitation de la France, le Japon adopte le service obligatoire et universel : tout Japonais en état de porter les armes servira de dix-sept à quarante ans.

L'empereur annonça ainsi la loi de recrutement : « Dans l'antiquité de la monarchie, lorsque nos ancêtres gouvernaient sans partage l'empire du Japon, il n'y avait aucune distinction entre l'armée et les citoyens; tout le monde était soldat. *Cet honneur doit revivre...* A l'avenir, je veux que *l'armée soit le pays tout entier* ».

En 1894, au moment où éclate la guerre, l'armée comprend 6 divisions de ligne, comptant chacune 12 bataillons, 2 escadrons, 6 batteries [24 pièces de campagne et 12 de montagne], 2 compagnies du génie, un convoi de munitions et de vivres et une division de la Garde comprenant 8 bataillons, 3 escadrons et 4 batteries [24 pièces].

En dehors de ces forces, il existait un certain nombre de bataillons d'artillerie de côte.

Le soldat d'infanterie était armé du fusil à repétition Nomata du calibre de 11 millimètres.

Le cavalier était armé du sabre et de la carabine, mais il était mal monté.

L'artillerie était en bronze comprimé du calibre de 80 millimètres.

Le total général de l'armée était alors de 67.000 hommes pour l'armée active et de 90.000 hommes pour la réserve.

Il est intéressant de donner les noms de ceux qui, en 1894, constituaient le personnel du haut commandement :

Chef suprême de l'armée : l'empereur Matsuhito [né en 1852].

Ministre de la guerre : maréchal Oyama.

Chef d'état-major général : maréchal prince Arisugawa.

1re div. [Tokio] . .	gén. Yamadji.
2e div. [Sendaï] . .	gén. Sakuma.
3e div. [Nagoya] . .	gén. Katsura.
4e div. [Osaka] . .	gén. Yoshihisha.
5e div. [Hiroshima] .	gén. Nodzu.
6e div. [Koumamoto].	gén. Kuroki.
Garde [Tokio] . .	maréchal prince Akihito.

Les nécessités de la guerre amenèrent à grouper les divisions en trois armées : Ire armée composée des 3e et 5e divisions; IIe armée formée avec la 1re division et la moitié de la 6e; IIIe armée formée avec la 2e division et la moitié [11e brigade] de la 6e.

Commandées respectivement par le maréchal Yamagata et le maréchal Oyama, les deux premières armées étaient fortes, l'une de 22.000, l'autre de 16.500 hommes.

Grâce au développement de la marine marchande, la marine japonaise [1] a pris, en peu de temps, une extension remarquable. Le 31 décembre 1893, elle comprenait 32 navires et 23 torpilleurs.

Les navires jaugeaient en tonnes françaises 61.187, représentant 92.263 chevaux-vapeur et étaient armés de 341 canons.

Le personnel comprenait 45 amiraux et officiers supérieurs commandants, 517 officiers et cadets; les équipages [sous-officiers et matelots] s'élevaient au chiffre de 4.984 hommes.

Personnel du haut commandement :

Commandant en chef . .	l'Empereur.
Ministre de la marine. .	comte Saïgo.

(1) La première mission, remontant à 1866, eut pour chef le capitaine Chanoine.

(2) Elle avait pour chef le commandant Berthaut.

(3) Son chef était le lieutenant colonel Meckel connu depuis par son *Traité de Tactique*. Devenu général, il est mort en juillet 1906, après avoir, assisté, en 1904-1905, au succès final qu'il avait prédit de ses élèves.

(1) La création de la marine japonaise due au concours de Français et d'Anglais est postérieure à 1868. Jusqu'alors, les lois existantes avaient interdit, sous peine de mort, aux Japonais de sortir du pays et même de construire des jonques supérieures à un tonnage fixé. C'est l'ingénieur français Bertin qui a créé le grand arsenal de Yokoska et construit la première flotte japonaise.

Chef de l'escadre active .	vice-amiral Ito Yukto.
Commandant de la station navale de Yokoska. . .	vice-amiral Inouyé.
Commandant de la station navale de Kuré	vice-amiral Arishi.
Commandant de la station navale de Sasého . . .	vice-amiral Aïnoura.

Chine. — L'armée chinoise en temps de paix ne possédait, en 1894, comme troupes sérieuses, que :

l'armée mandchoue comptant environ .	30.000 hommes
l'armée de Pékin comptant environ . . .	13.000 »
l'armée de Li-Hung-Chang ou du Pé Tchi-Li comptant environ	30.000 »

On ne saurait, en effet, s'arrêter à l'effectif de 1 million d'hommes qui a été donné.

On ne pouvait alors compter, à défaut d'armée proprement dite, que sur des *corps* aussi variables au point de vue organique qu'au point de vue numérique, la décentralisation militaire étant la conséquence naturelle de la décentralisation administrative qui est la base même des institutions chinoises.

En 1894-1895, les Japonais ne se sont heurtés qu'aux corps du Pé-Tchi-Li et de la Mandchourie.

On pouvait espérer tirer en temps de guerre :

environ 90.000 hommes sur les 290.000 constituant l'armée mandchoue ou des « Huit bannières » ; un nombre indéterminé dans l'armée du « Drapeau vert » comprenant les forces armées des provinces que l'on évaluait à environ un demi million d'hommes.

Les forces armées de chaque province sont commandées par les gouverneurs assistés de généraux. Mais qu'augurer de ces derniers quand on songe que l'un d'eux, le commandant des forts de Talien-Wan, écrivit, en novembre 1894, à son collègue commandant de Tin-Tchéou (1) que « jusqu'ici les Japonais ont réussi, grâce à des artifices peu dignes, tels qu'attaques de nuit et mouvements tournants », et lui proposa, en terminant, « de les prendre entre deux feux et de les anéantir » ?

(1) *Revue militaire de l'étranger.*

En 1894, la flotte chinoise était répartie entre quatre escadres :

l'escadre du Peï-Yang ou escadre du Nord, forte de 24 bâtiments, 15 torpilleurs, 255 canons et 3.000 marins ;

l'escadre de Fou-Tchéou comprenant 13 bâtiments, 112 canons, quelques torpilleurs et 1.865 marins ;

L'escadre de Changhaï ou du Sud comprenant 8 bâtiments, 75 canons, quelques torpilleurs et 900 marins;

L'escadre de Canton, forte de 68 bâtiments, dont 46 torpilleurs, et 208 canons.

Corée. — Son armée évaluée, en 1894, de 7.000 à 10.000 hommes, était nulle bien que composée, en principe, de tous les hommes valides [de 15 à 60 ans]; elle n'était représentée que par des milices provinciales plus ou moins permanentes, armées avec des fusils venus du Japon et réparties en petits groupes à Séoul [2.000], à Kang-Oua [500], à Pington [300], etc.

L'artillerie comprenait une batterie de mitrailleuses Gattling, 20 mitrailleuses anglaises remontant à 1892 et 20 pièces de diverses provenances.

La marine ne consistait qu'en quelques petites canonnières d'origine anglaise.

Causes de la guerre

Depuis les temps les plus reculés, la Corée est un objet de convoitise entre la Chine et le Japon qui souvent ont suscité chez elle des troubles afin d'avoir l'occasion de s'en emparer. L'intervention de la France n'a été motivée que par la nécessité de soutenir ses missionnaires qui ont été là ce qu'ils sont partout. Le Japon doit à la Corée sa première civilisation ; la Chine a sur elle des droits historiques.

En 1876, par le traité de Kokwa, le Japon reconnut *l'indépendance absolue* de la Corée, puis exigea peu à peu l'ouverture à son commerce des ports de Gensan [1880] et de Chemulpo [1883].

De son côté, la Chine s'attacha à contrecarrer l'influence du Japon et, imitant celui-ci, ne cessa de provoquer émeutes et conjurations, la dernière en date de 1884. L'année suivante, par le traité de Tien-Tsin, la Chine

s'engageait à n'envoyer de troupes en Corée qu'après avoir prévenu le Japon qui demeurerait libre d'en envoyer un nombre égal : ce ne devait être, pour les deux puissances, qu'un expédient temporaire.

Déjà la Corée avait signé des traités de commerce avec le Japon, avec la Chine, avec les puissances européennes et avec les Etats-Unis.

Un guet-apens dirigé, le 28 mars 1894, à Changhaï contre des sujets japonais et vraisemblablement imputable à l'empereur de Corée, avait déjà très fort indisposé le Japon lorsque la révolte, les premiers succès des Togahutos et les désordres qui les accompagnèrent lui fournirent l'occasion si désirée d'intervenir.

L'empereur de Corée Li-Houi, réduit à une complète impuissance et menacé dans Séoul, implora le secours de la Chine : prévenant le Japon, celle-ci dirigea le 6 juin, 2.500 hommes sur le port d'Azan, et concentra des troupes à Moukden et à Takou ; le 12 juin, le Japon débarquait à Chemulpo un corps mixte d'environ 5.000 hommes sous le général Oshima : 4.000 fantassins, 100 cavaliers, 2 batteries de montagne (400 hommes) et 1 compagnie de génie (200 hommes).

Premières opérations jusqu'au 1er août 1894, date de la déclaration de guerre (*fig.* 14)

Aussitôt après avoir reçu l'avis du gouvernement chinois, le Japon avait mobilisé à Hiroshima sa 5e division et réuni le nombre de navires de transport nécessaire.

Pendant que les diplomates s'expliquaient à Pékin, les Japonais, bien décidés à rendre le conflit inévitable, et les Chinois ne tardent point à en venir aux mains sans que les premiers aient, au préalable, déclaré officiellement la guerre.

Le 14 juin, Oshima, devançant les Chinois à Séoul, occupe la capitale coréenne. Au Japon, la mobilisation des forces de terre et de mer est activement poursuivie.

La Chine se prépare aussi et veut d'abord renforcer son petit corps d'Asan. L'arrivée de ce renfort et de munitions fournit aux Japonais l'occasion de livrer avec succès, le 25 juillet, le combat naval de Toyoshima ou de l'île de Toyo ou de Phung-Do à la suite duquel ils coulèrent à coups de canon un vapeur anglais, le *Kowshung*, qui, portant un pavillon neutre, avait à son bord 1.100 soldats et 3 généraux chinois.

Le 29 juillet, Oshima qui était en marche avec 3.170 hommes, sur Asan, rencontre les Chinois au nombre d'environ 3.500 à 4.000 fortement postés à 20 kilomètres environ de ce port, à l'est de Seïkan ; il les attaque au petit jour après une marche de nuit, leur met environ 500 hommes dont 300 tués hors de combat ; lui-même perd environ 100 hommes dont 50 tués.

Le lendemain, il entre dans Asan ; le 5 août, il est de retour à Séoul.

« Quelque minimes, fait remarquer la *Revue militaire de l'étranger*, qu'aient été les forces engagées de part et d'autre dans le combat de Seïkan, cette affaire présente un intérêt particulier, car on retrouvera dans les rencontres ultérieures *l'application des principes ou des tendances qui ont dirigé la conduite des deux partis*. A ne juger que la pensée des chefs, sans faire intervenir ici la valeur des combattants, on observe, *d'un côté, l'absence complète de toute idée de manœuvre et même de mouvement*, et, *du côté opposé, une spontanéité d'offensive, un élan de race jeune et ardente*, bien faits pour séduire ceux qui s'intéressent au développement d'un peuple né d'hier à la civilisation européenne... »

A la passivité chinoise, les Japonais opposent d'emblée l'offensive de laquelle ils ne se départiront plus ; elle est dans leur nature.

Le 1er août, la guerre est officiellement déclarée de part et d'autre. Le 26 août, la Corée s'unit au Japon qui attend d'elle de bons offices et surtout les approvisionnements dont il aura besoin.

Plan d'opérations des Japonais

Tout d'abord, on est en droit de se demander si les Japonais ont eu réellement, dès le début de la guerre, un plan nettement défini ; il est permis d'en douter (1), si l'on songe que le grand état-major japonais, inspiré et souvent dominé par le Haut Conseil militaire installé à Hiroshima, à l'imitation maladroite de l'Autriche, était privé de connaissances sérieuses sur les forces adverses.

La marche qui s'imposait à l'esprit était

(1) SAUVAGE (lieutenant). — *La guerre Sino-Japonaise*, p. 62 à 65.

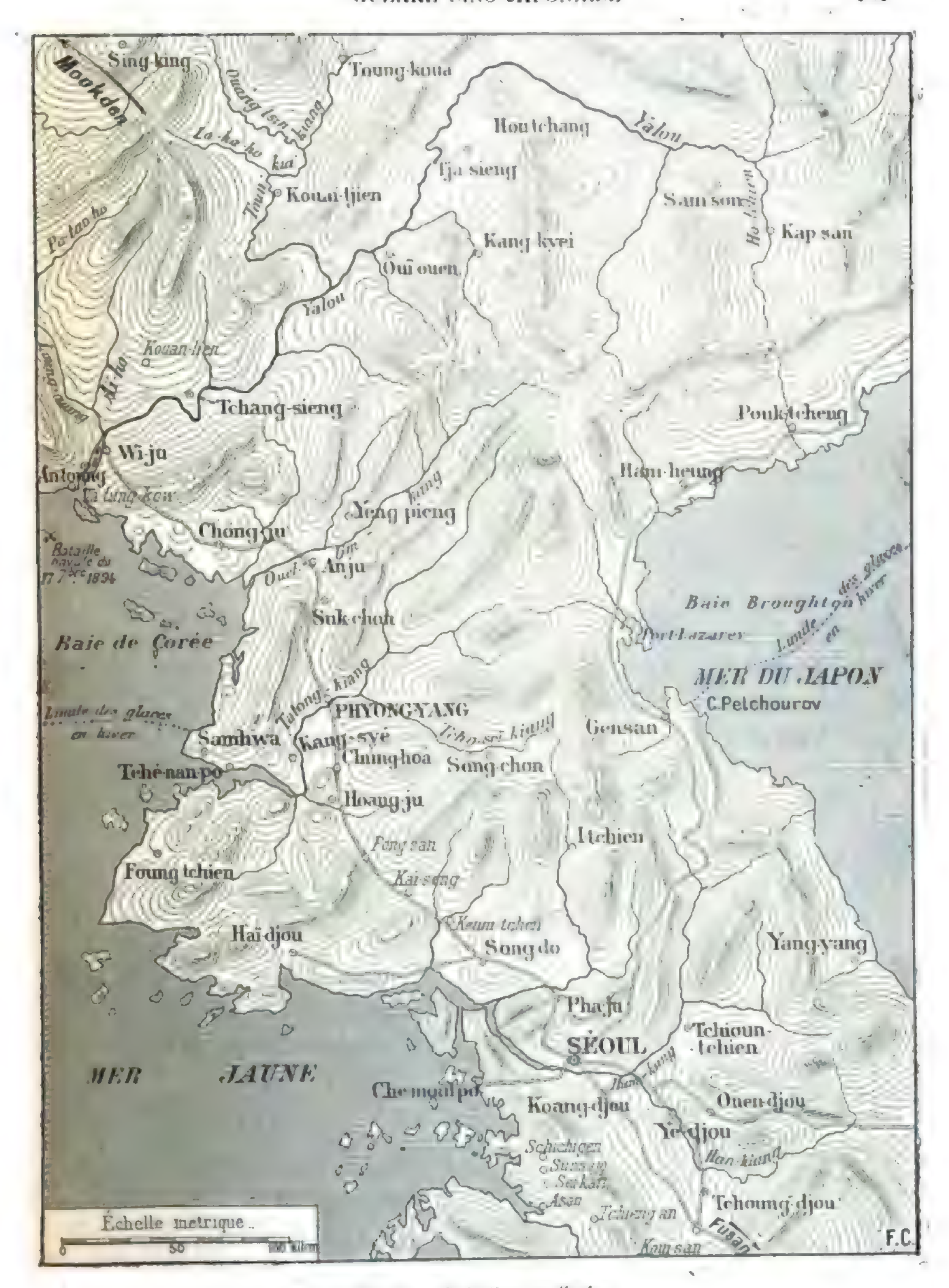


Fig. 14. — Opération en Corée.

de commencer par expulser de la Corée, avec le concours de la flotte, les Chinois; il fallait pour cela débarquer en Corée les forces nécessaires. De la Corée on se trouverait amené à opérer dans la Mandchourie méridionale à travers laquelle on marcherait sur Pékin à moins qu'on préférât, s'inspirant de l'expédition franco-anglaise de 1860, recourir à un débarquement.

Quant à l'amiral Ito, son rôle de protection une fois terminé, il devait livrer combat à l'escadre chinoise du Nord qui avait comme points d'appui Port-Arthur et Veï-Haï-Veï. Tant que la flotte chinoise tiendrait la mer on ne pouvait, en effet, songer raisonnablement à tenter un débarquement en Pé-Tchi-Li.

CHAPITRE II

OPÉRATIONS MARITIMES ET OPÉRATIONS EN CORÉE (*fig.* 11)

SOMMAIRE

Rôle de l'escadre japonaise. — Dans le but de simplifier la question, l'amiral Ito, qui disposait de 20 navires et d'un certain nombre de torpilleurs, se présente au commencement d'août, devant Weï-Haï-Weï; la flotte chinoise refuse le combat. Alors lui échoit le rôle de protection et ce n'est qu'après avoir assuré la liberté de la ligne de communications entre le port de Chemulpo et l'embouchure du Tatong-Kiang qu'il peut se préparer à attaquer la flotte chinoise.

La victoire de Phyong-Yang ou de Ping-Yang du 15 septembre rend les Japonais maîtres de la Corée. Le 17 septembre, la flotte chinoise est en grande partie supprimée par la victoire navale de Haï-Yang ou du Yalou.

Opérations du général Nodzu contre Phyong-Yang ou Ping-Yang

Ces opérations ont rempli le mois d'août et la première quinzaine de septembre.

Les Chinois étaient parvenus à réunir en Corée 18.000 à 20.000 hommes qui, le 4 août, étaient concentrés sur la route de Séoul en Mandchourie, à Phyong-Yang, à l'exception de détachements chargés de surveiller les deux directions de Séoul et de Gensan. Postés au nombre de 16.000 sur la rive droite du Taï-Dong qui offre encore là une belle largeur, ils avaient fortifié la position et l'avaient armée de canons et de mitrailleuses.

Nodzu quitte Séoul le 29 août, après avoir

ait occuper, le 12, Kaï-Song; il a assuré une garnison à Séoul et à Chemulpo. Les 8.400 hommes dont il dispose, forment trois colonnes : celle du centre, commandée par Oshima, est forte de 5.200 hommes : celle de gauche, avec laquelle marche Nodzu que doit renforcer, le 15, la colonne du colonel Sato venant de Gensan, compte 3.200 hommes d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie, et du génie [2 compagnies]; celle de droite, sous Tatsumi, destinée seulement à faire une démonstration, est de 2.000 hommes.

La chaleur est forte, le chemin est mauvais; aussi faut-il ralentir la marche et renoncer à attaquer le 5 ou même le 6 septembre. Pendant ce temps, Sato précipite sa marche : arrivé seul, le 15, devant Phyong-Yang, il n'hésite pas à l'attaquer par le Nord-Est sans que les Chinois songent à lui faire expier son audace.

Bataille et occupation de Phyong-Yang les 15 et 16 septembre. — Le 14, Oshima s'est emparé de la tête de pont que constituent trois redoutes sur la rive gauche du Taï-Dong.

Le 15, pendant que la colonne du centre menace de front les Chinois, la colonne de droite et celle de gauche s'emparent de proche en proche des ouvrages situés au nord-est et à l'ouest de la ville, mais ils échouent contre la ville elle-même; au centre, Oshima est maître, à 2 heures du soir, de la rive gauche. Vers 2 heures, après 10 heures de lutte, le feu cesse par suite de la lassitude générale. Tout à coup un vaste incendie se déclare dans la place et les Chinois envoient des parlementaires. Pendant que les pourparlers se prolongent, un violent orage éclate; les Chinois en profitent pour s'échapper par la route du Nord-Ouest qui est encore libre.

Sur 16.000 hommes environ, ils comptent 6.000 hommes hors de combat dont 2.000 tués parmi lesquels deux généraux; dans la poursuite, ils perdent encore 600 hommes.

Sur 13.800 hommes, les Japonais n'ont perdu que 627 hommes dont 162 tués; le général Oshima compte au nombre des blessés.

Le 16, Nodzu trouve dans Phyong-Yang un riche butin.

Opérations de la Ire armée japonaise

Marche de Phyong-Yang au Yalou dans la première quinzaine de septembre et en octobre. — Le 28 septembre, la Ire armée est constituée à Phyong-Yang par l'arrivée du complément de la 3e division [Katsura] et par la 5e division [Nodzu]; le maréchal Yamagata en prend le commandement.

Pendant ce temps, ce qui restait de l'armée chinoise était recueilli sur la rive droite du Yalou par l'avant-garde d'une armée forte d'environ 23.500 hommes qu'avait réunis Li-Hung-Tchang et dont le commandement était exercé par le général Sung.

La marche de la Ire armée japonaise est entamée le 18 septembre et s'opère au milieu d'épreuves et de difficultés sérieuses, par An-Ju, Chong-Ju et Wi-Ju que sa garnison abandonne sans combat, le 8 octobre, pour se réfugier au delà du Yalou.

Yamagata doit accorder un repos d'une quinzaine de jours à son armée qu'il maintient à Wi-Ju.

Passage du Yalou; combats de Hushan, de Kiulienching les 24, 25 et 26 octobre, poursuite des Chinois [fig. 15]. — Lorsque, le 23 octobre, Yamagata fit reprendre la marche, Sung occupait, de Antoung à Sooteen, la rive droite du Yalou dont il maîtrisait le passage par des redoutes construites à Kiulienching et à Hushan.

La veille, le colonel Sato, franchissant le fleuve en amont de Hushan, avait bousculé 600 Chinois, pris leur artillerie et s'était fortifié sur place. Pendant la nuit, un pont de bateaux avait été jeté en face de Hushan.

Le 25, au petit jour, le passage une fois opéré, la lutte commence à Hushan; vers 10h 30, les Chinois, suivis de près par leurs adversaires, passent le Aï-Ho, qui se jette dans le Yalou en face de Wi-Ju, et se retirent vers Kiulienching, non sans être fortement menacés sur leur ligne de retraite.

Le 26 au matin, les Japonais se portent sur Kiulienching et l'occupent vers 8 heures. Les Chinois sont en pleine retraite.

Comme toujours, les pertes des deux partis étaient disproportionnées : Japonais, 144 hommes hors de combat dont 33 tués; Chinois, environ un millier d'hommes.

Les Japonais s'emparèrent de 78 pièces

dont 4 mitrailleuses, de 4.000 fusils, de 4 millions de cartouches et d'une grande quantité de riz. Bien que vigoureusement conduite, la poursuite ne fut pas fructueuse, toutefois elle procura 20 canons.

Maitresse de la Corée, la Ire armée allait pouvoir aider la IIe dans ses opérations contre Moukden.

bataille navale du Yalou dont, à cause de son caractère spécial, nous nous bornerons à dire quelques mots [1].

Informé que des transports chinois chargés de plusieurs milliers de soldats sont partis de Takou à destination de l'embouchure du Yalou, sous la protection de la flotte de l'amiral Ting, Ito, qui s'est mis à leur poursuite,



Fig. 15. — Opérations en Mandchourie.

L'occupation de Tatoung-Kow à l'embouchure du Yalou permettrait dès lors, pour les opérations ultérieures, de se ravitailler par le fleuve.

Le 31 octobre, Feng-Hoang-Tchéou est occupé par le général Tatsumi.

Bataille navale du Yalou, le 17 septembre (*fig.* 15). — Nous avons laissé à dessein de côté, afin de ne point interrompre le récit des opérations sur terre, l'importante finit par atteindre la flotte. Se valant sous certains rapports, les deux flottes offraient de grandes inégalités à l'avantage des Japonais pour la puissance de l'artillerie, et le nombre des canons à tir rapide, la vitesse,

(1) On en trouvera un récit complet et bien documenté dans SAUVAGE (lieutenant). — *La guerre Sino-Japonaise*..., p. 77 à 123. Notre bibliographie permet, d'ailleurs, de faire sur ce point une étude spéciale.

l'instruction, les qualités manœuvrières et l'esprit militaire des équipages.

Au point de vue du nombre, la flotte chinoise compte 13 bâtiments et 6 torpilleurs, servis par environ 1.200 hommes d'équipage; la flotte japonaise compte un bâtiment de moins et environ 2.840 hommes d'équipage.

Entamée vers midi, la bataille prend fin vers 5 heures du soir, lorsque les munitions manquent, et se termine par la défaite complète des Chinois : 5 de leurs bâtiments sont perdus, dont 3 avec tout leur équipage, 2 sont en fuite, plus de 1.000 hommes sont hors de combat. Les Japonais n'ont pas perdu un seul navire et comptent seulement environ 300 hommes hors de combat.

L'amiral Ito, qui ne put malheureusement pas disposer de sa flottille de torpilleurs demeurée sur les côtes de Corée, a donné des ordres précis et a dirigé la lutte; il a été obéi d'une façon intelligente, précise et même, à un certain moment, héroïque.

L'étude technique de cette bataille navale a fourni de précieux enseignements en ce qui concerne la cuirasse, l'artillerie [gros canons, *artillerie à tir rapide*, tourelles et batteries, projectiles] la *vitesse*, l'emploi de l'éperon, de *la torpille* [chinoise], de la mousqueterie et des *formations tactiques* : cette simple énonciation suffit, malgré sa sécheresse, pour indiquer l'importance de cette bataille.

Opérations de la IIe armée japonaise. Port-Arthur [*fig.* 13 *et* 16].

Opérations antérieures au 17 novembre. — La formation d'une IIe armée japonaise destinée à faire le siège de Port-Arthur eut lieu dans la deuxième quinzaine de septembre; toutefois sa destination fut soigneusement tenue secrète.

Commandée par le maréchal Oyama, ministre de la guerre [1] et forte de 18.000 combattants environ, disposant de 48 canons, — de 30.000 environ, si l'on tient compte d'un bataillon de train et d'environ 10.000 coolies, — elle comprenait deux éléments d'un effectif inégal : la division [1re] du général Yamadji forte de 12.000 environ, y compris la cavalerie, l'artillerie, le génie et les services accessoires; une brigade mixte [12e] forte de 6.000 hommes environ.

Débarquée en Corée, à l'embouchure du Tatong-Kiang [*fig.* 14] cette armée est embarquée, du 24 au 26 octobre, pour gagner la presqu'île de Liao-Toung et finalement Port-Arthur après s'être rendue maîtresse de l'isthme de Kin-Tchéou.

Le débarquement, qui eut lieu du 25 au 28, s'opéra dans les environs de Kwaenko [1], sous la protection de l'amiral Ito.

Le 6 novembre, Kin-Tchéou, que défendaient environ 5.000 Chinois disposant de 30 canons, est pris : le lendemain, Yamadji s'empare de vive force, en deux heures, des forts défendus par 4.000 Chinois disposant de 36 grosses pièces, de la baie de Talien-Wan dont la rade magnifique abrite l'escadre japonaise. Dès lors, le siège de Port-Arthur devient possible.

Opérations du 17 au 22 novembre contre Port-Arthur. — Port-Arthur était protégé, du côté de la mer, par les puissantes batteries de 12 forts; il était beaucoup plus accessible du côté de la terre, malgré l'existence des ouvrages de la colline de la Table, clef de la position chinoise, et des forts Shofuzan et Niruzan.

Dix heures suffirent cependant au maréchal Oyama et à ses troupes pour s'emparer de cette place la plus puissante des défenses maritimes de la Chine du Nord.

Les Japonais quittent Kin-Tchéou le 17 au matin et marchent en trois colonnes, sur Port-Arthur : la colonne principale [maréchal Oyama] suit la route de Tojioski, par Sodaïko; celle de gauche, qui ne comprend que 2 bataillons, 1 peloton de cavalerie, 1 batterie de montagne et 1 compagnie de génie, suit, à 15 kilomètres environ au Sud, une mauvaise route côtière en corniche. Ce mouvement en avant n'est marqué que par la défaite à Sodaïko, le 18 novembre, de l'avant-garde peu vigilante de la colonne de droite : forte de 550 hommes, elle s'est heurtée contre 3.000 Chinois.

Le lendemain au soir, l'armée est devant

(1) Il fut remplacé dans ses fonctions par l'amiral Saïgo qui, déjà, était ministre de la marine.

(1) Ce point est situé à plus de 108 kilomètres de Kin-Tchéou [*fig.* 15]. Le transport fut effectué par 48 navires que protégeaient 20 vaisseaux de guerre et 16 torpilleurs.

la place : la route de Tojioski-Suishi sépare les deux colonnes qui se trouvent ainsi opposées, celle de droite aux hauteurs de la Table, celle de gauche aux forts de Shofuzan et Niruzan.

Oyama comptait, après avoir enlevé les ouvrages de la colline de la Table, s'emparer, en les prenant à revers, des deux forts ; son plan fut réalisé de point en point grâce à l'impuissance de l'artillerie et au peu de résistance de l'infanterie adverse.

n'eurent pas plus de 55 hommes hors de combat dont 5 tués.

Le 22 novembre, à 5 heures du matin, les défenses maritimes sont également au pouvoir des Japonais.

Si les canons de la flotte japonaise ne purent, à cause de la distance, prêter un concours efficace à l'armée, les torpilleurs pénétrant audacieusement dans la rade dirigèrent un feu terrible contre les défenseurs de la place.



Fig. 16 — Opérations contre Port-Arthur.

De 6h 30 à 8h 15 du matin, le 21 novembre, les trois ouvrages de la Table sont enlevés par la 1re division ; un peu après 11h30, la colonne de gauche, à laquelle une brigade [Hasegawa] de la 1re division a prêté un concours indispensable, est maitresse des forts de Shofuzan et Niruzan. Ce même jour, un deuxième combat a lieu à Kin-Tchéou contre 6.000 Chinois qui attaquent la garnison Japonaise forte de 2 bataillons. Repoussés, les Chinois ont 500 tués ; les Japonais

Irrités par les actes de cruauté que les Chinois avaient commis, le 19, le 20, et le 21, sur plusieurs de leurs camarades, les Japonais se livrèrent, dans Port-Arthur, à de terribles représailles qui amenèrent le massacre de plus de 2.000 Chinois dont les trois quarts étaient des non combattants.

Dès que Port-Arthur fut tombé, les Japonais s'y installèrent et purent prendre un repos rendu nécessaire par un mois de fatigues et d'épreuves dues en grande partie au

froid. L'inventaire des prises accusa 63 pièces de campagne ou canons-revolvers, 57 pièces de gros et moyen calibre, 2 chaloupes à vapeur, 30 torpilleurs automobiles, beaucoup de combustible et de matériel.

Du 19 au 23, les Chinois avaient eu environ 2.500 tués et 400 prisonniers ; les Japonais ont accusé 500 hommes hors de combat dont 48 tués et 303 blessés pour la seule journée du 21 novembre.

Opérations de la IIIe armée japonaise, du 10 janvier au 17 février 1895. Weï-Haï-Weï.

[*fig.* 13 et 17]

Cette période est caractérisée par la prise de Weï-Haï-Weï, dans le Chan-toung, comme la précédente l'a été par celle de Port-Arthur : il s'agissait, cette fois, pour devenir maîtres du golfe de Pé-Tchi-Li, de s'emparer du principal arsenal de la Chine et de détruire ou capturer ce qui restait de la flotte du Peï-Tang. Il serait alors possible au printemps de songer à marcher contre Pékin.

L'organisation de l'armée qu'allait commander le maréchal Oyama fut conduite avec la méthode, l'esprit d'ordre et l'exactitude que possèdent les Japonais. Forte de deux divisions, la 2e [Sakuma] comprenant deux brigades et la 6e [Kuroki] formée seulement d'une brigade mixte, elle comptait environ 25.000 hommes.

Le 14 janvier, elle était débarquée à Talien-Wan. Ce transport constitue, bien qu'il n'ait pu être contrarié par les Chinois, une opération de guerre de premier ordre.

Il fut effectué, grâce au concours de la marine marchande, par 50 bâtiments auxquels étaient adjoints 17 chaloupes à vapeur, 275 sampans pour le débarquement proprement dit, 7 transports pour le charbon et le ravitaillement ; il fut protégé par 25 vaisseaux de guerre et 16 torpilleurs.

Le 20 janvier, le débarquement s'opéra sans incidents sérieux au sud du promontoire de Chan-Toung dans la partie orientale de la baie de Yungching, plus exactement près du village de Lungschwytao (1).

Les premières troupes débarquées furent portées à environ dix kilomètres en avant et occupèrent sans coup férir la petite ville de Yungching (1) pour protéger le débarquement. Quant à cette opération, elle se fit, a dit la *Revue militaire de l'Étranger*

« avec une précision remarquable, malgré la neige qui tombait en gros flocons. Tous les ordres nécessaires avaient d'ailleurs été donnés pendant la traversée par les différents commandants de transport, de sorte qu'à l'arrivée, chaque chef d'unité connaissant les dispositions adoptées, il n'y eut ni retard ni confusion. L'emplacement de chaque transport dans la baie de Lungschwytao était indiqué par des bouées ; des charpentiers avaient rapidement construit des appontements flottants où pouvaient accoster et débarquer des chaloupes à vapeur, suivies des sampans qui faisaient la navette entre la côte et les transports. A chacun de ceux ci étaient affectés 1 appontement, 1 chaloupe et 10 sampans ; enfin, sur la plage même, les différentes unités trouvèrent immédiatement les emplacements spéciaux qui leur étaient réservés ».

Les forces opposées sont les suivantes : Chinois : armée, 12.000 hommes environ ; flotte, 10 vaisseaux, 15 torpilleurs, 2 transports, 2.000 marins ; — Japonais : armée, 25.000 hommes environ ; flotte, 25 vaisseaux 16 torpilleurs, 57 transports, 5.000 marins.

Le 26 janvier, l'armée japonaise se portait en deux colonnes dans la direction de Weï-Haï-Weï : la colonne de droite [6e division] par la route du Nord, la colonne de gauche [2e division et troupes non divisionnées] par celle du Sud.

Le 29 au soir, après une simple escarmouche, la colonne Kuroki campait à Paouhea, sa droite appuyée au rivage et en communication avec l'escadre, la colonne Sakuma se trouvait entre Changheakowtsae et Wantseuentang.

Weï-Haï-Weï offrait un camp retranché formidable (2) et une rade de guerre de premier ordre. Très fort du côté de la mer, il n'était cependant qu'imparfaitement protégé du côté de la terre.

(1) La détermination de cet endroit avait été précédée par une reconnaissance minutieuse confiée à des officiers japonais déguisés.

(1) La garnison, forte de 2.000 hommes, s'enfuit laissant entre les mains des assaillants 2 drapeaux, des fusils et 72.500 cartouches.

(2) Un major allemand avait construit les batteries armées de pièces de gros calibre Krupp sur affût à pivot central et de pièces sous tourelles à éclipse

Par suite de la configuration qu'indique le croquis, les défenses de la rade formaient 3 groupes :

la presqu'île occidentale ou de Peishan possédant 7 batteries, un fort et un ouvrage mixte ;

le groupe formidable, long de 4 kilomètres, formé par les îles de Liukung, de Jih [ou Nitto] et de Hwang défendues par 2 forts et 2 batteries ;

la presqu'île orientale ou de Pohchihyaisu munie de 3 forts et de 2 puissantes batteries, mais accessible puisque l'espace s'étendant jusqu'à la ville était complètement dépourvu d'ouvrages.

Les deux entrées de la rade étaient : celle de l'Ouest, large de 2k,500 environ, en grande partie fermée par une estacade formée de madriers, de chaines et renforcée par deux lignes de torpilles ; celle de l'Est, dont la largeur de 6 kilomètres environ était divisée par l'île de Jih.



Fig. 17. — Opérations contre Weï-Haï-Weï.

Les deux passes étaient éclairées par 4 tours munies de feux électriques.

Ce qui restait de la flotte chinoise comprenait encore 2 cuirassés, 3 croiseurs, 6 canonnières, 2 transports, et 15 torpilleurs.

La garnison proprement dite de Weï-Haï-Weï était insuffisante, puisqu'elle ne se composait que de 10.000 à 12.000 hommes attribués, 4.000 au groupe Nord, 4.000 à 5.000 au groupe Sud, le restant au groupe maritime.

« De l'organisation que nous venons d'exposer se déduisait naturellement, dit le lieutenant Sauvage, le plan d'attaque du maréchal Oyama.

« L'amiral Ito devait, avec sa flotte, empêcher l'accès de la mer à l'escadre chinoise, et, tandis qu'il attirerait l'attention des forts de

Liukung et de Jih par une vive canonnade, l'armée essayerait de s'emparer d'abord de la presqu'île orientale, près de Weï-Haï-Weï et des forts de la presqu'île occidentale.

« Enfin, l'amiral Ito, secondé par l'artillerie des ouvrages conquis sur la terre ferme, triompherait de la résistance de l'escadre chinoise et des forts des îles. Ce plan fut presque exécuté à la lettre (1)... »

Les opérations contre les défenses de terre ont rempli les journées des 30 et 31 janvier, des 1er et 2 février ; nous n'entrerons pas dans le détail.

Le 30 janvier au soir, les 6me [brigade mixte du général Odera] et 2e divisions qui ont agi en deux colonnes sont maîtresses des forts de Pohchihyaisu de la presqu'île orientale ; en outre, la défense mobile chinoise occupant les hauteurs de Hooshan à Kowpeï en a été délogée. La flotte japonaise a efficacement contribué à l'attaque. Le général Odera, commandant la brigade mixte, a été tué.

La 2e division occupe Funglingtsae, Fungheawo, Keulow et Hooshan ; l'état-major général est à Wantseuentang.

Le 1er février, la 2e division [Sakuma] se dirige vers Weï-Haï-Weï, pendant que la 6e garde les communications et la presqu'île orientale. Se couvrant, afin d'éviter le feu des vaisseaux chinois, de l'important massif montagneux de Kiumating, elle atteint le soir, au prix d'un léger engagement, la ligne Yangtingtsae-Tungyang-Kowtsé. Le lendemain, 2 février, elle chasse devant elle les Chinois et, en entrant dans le village de Weï-Haï-Weï, apprend que, la veille même, les Chinois ont complètement détruit les forts de la presqu'île occidentale.

La flotte de l'amiral Ito va maintenant attaquer les vaisseaux de l'amiral Ting ; désormais elle pourra agir contre les îles.

L'armée de terre n'aurait eu, au dire des Japonais, que 302 hommes hors de combat, savoir 83 tués dont 3 officiers et 219 blessés dont 3 officiers, pertes se répartissant d'une façon à peu près égale [167 et 135] entre les 2e et 6e divisions (2).

(1) Sauvage [lieutenant]. — *La guerre Sino-Japonaise 1894-1895*, p. 171.

(2) Il convient de se rappeler que la 2e division ne comprenait qu'une brigade mixte.

Les opérations exécutées par la flotte japonaise ont pris fin le 17 février (1).

Le 31 janvier, le 1er et le 2 février, elle doit se borner, à cause d'une tempête, à surveiller les passes.

Le 3 février, elle dirige contre les îles et la flotte ennemie une simple démonstration.

Dans la nuit du 4 au 5 février, des torpilleurs japonais exécutent une première attaque et, au prix de 6 tués (2) et de 2 blessés, détruisent le vaisseau amiral chinois.

La nuit suivante, ils pénètrent de nouveau dans la rade et coulent, sans avoir éprouvé cette fois la moindre perte, 2 croiseurs et 1 transport.

Le 7 février, Ito procède, avec toutes ses forces, à un bombardement général des îles chinoises. Bien qu'il ait tenu ses vaisseaux au moins à 4.000 mètres des forts dont il redoute les grosses pièces, il éprouve d'assez fortes pertes. Les résultats de la journée eussent donc été insignifiants si, dès le matin, pendant la lutte d'artillerie, les torpilleurs chinois croyant le moment propice, n'avaient tenté, au nombre de 15, de s'évader : signalés et aussitôt poursuivis par la division légère, ils furent tous capturés dans la journée.

Le 8 février, décidé à en finir, l'amiral Ito fait détruire l'estacade de la passe Est sur une longueur de 400 mètres environ.

Le 9 et le 11 février, les défenses de l'île Liukung sont bombardées sans interruption ; un croiseur chinois est coulé par un obus de 24 centimètres.

Le 12 février, l'amiral Ting, après avoir fait porter à l'amiral Ito ses offres de reddition et obtenu la vie sauve pour les garnisons des îles et les équipages, se donne la mort avec de l'opium ; il est imité par plusieurs officiers de son état-major.

Le 14 février est marqué par la capitulation de la flotte chinoise réduite à 4 croiseurs et 6 canonnières et par celle des forts du groupe maritime.

Le 17 février, la flotte japonaise entre dans la rade.

(1) On en trouvera le détail dans l'ouvrage du lieutenant Sauvage; p. 188 à 204.

(2) 2 torpilleurs s'étaient échoués, mais on put les renflouer.

CHAPITRE III

—

OPÉRATIONS EN MANDCHOURIE [*fig.* 15]

SOMMAIRE

Forces en présence le 1er novembre 1894. — Au moment où vont commencer les opérations en Mandchourie, c'est-à-dire après l'occupation d'Antoung, de Taku-Schan et de Feng-Huang-Tcheng, les belligérants disposent des forces suivantes.

La Ire armée japonaise commandée par le maréchal Yamagata puis [le 5 décembre] par le général Nodzu, se compose de deux divisions, unités complètes en toutes armes, [3e Katsura, 5e Nodzu, puis, le 5 décembre, Oku], et est forte d'environ 30.000 combattants [26.000 fantassins, 500 cavaliers, 2.500 artilleurs et 1.000 soldats du génie] disposant de 84 pièces de 7c,5. Le convoi compte 5.000 à 6.000 chevaux, 5.000 porteurs et 2.000 conducteurs ou hommes d'escorte.

La IIe armée est devant Port-Arthur.

Trois armées chinoises de force inégale mais d'un effectif total de 80.000 combattants sont en Mandchourie : l'armée de l'Amour [général Yi, 15.000 Tartares] qui se trouve dans les montagnes ;

l'armée de Liao-Yang [20.000 hommes] chargée de garder les deux grandes routes qui, du Sud et du Sud-Est, aboutissent à Liao-Yang.

l'armée de Kaï-Ping, forte de 30.000 hommes commandée par le général Sung et répartie entre Ying-Tsé et Kaï-Tchéou.

Plan des Japonais. — Yamagata écarte la tentation que constitue Moukden et décide de marcher contre l'armée de Sung avec la 3e division. L'autre division est ainsi partagée : la brigade Tatsumi [10e brigade] opérera, avec environ 7.000 hommes, contre l'armée de l'Amour de façon à protéger le flanc droit et les derrières de la colonne principale ; la brigade Oshima [9e] gardera à Wi-Ju, Antoung, Feng-huang-tcheng, les communications et assurera le service des ravitaillements.

Opérations de la Ire armée du 1er novembre 1894 au 22 février 1895.

Opérations du général Tatsumi contre l'armée tartare. — Bien que chargé d'une opération secondaire, Tatsumi fit preuve dans cette guerre de montagne d'un talent véritable et, au prix de deux combats, remplit pleinement sa mission.

Marche de la 3me division vers Haï-Tcheng et prise de cette ville le 13 décembre. — Pendant ce temps, la 3me division, qui opéra seule du 1er novembre 1894 au 22 février 1895, s'avançait vers Haï-Tcheng, à travers un pays d'un parcours très difficile, dénué de ressources et par un froid terrible.

La colonne principale suivit la route de Siu-Yen protégée sur les deux routes de Feng Huang-Tcheng par Sha-Tsu-Kang et de Takou-Chan par deux petites colonnes.

La prise de Haï-Tcheng du 13 décembre plaçait Nodzu, avec moins de 15.000 hommes fatigués, fortement éprouvés par des maladies épidémiques, entre les deux armées chinoises de Liao-Yang et de Kaï-Ping.

Opérations autour de Haï-Tcheng du 13 décembre au 22 février 1895. — Attaqué le 19 décembre, Nodzu remporte, avec environ 10.000 hommes, la victoire de Kangwai sur Sung qui dispose de forces à peu près égales ; elle lui procure un mois de repos pendant lequel il se fortifie solidement dans la position de Haï-Tcheng.

Bien que battu, le 10 janvier 1895, à Kaï-Ping par la IIe armée qui a dû ensuite s'arrêter, le général Sung comprend que, s'il tarde à attaquer la 3me division, il s'expose à être écrasé. Il attaque donc Haï-Tcheng trois fois, du 17 janvier 1895 au 16 février ; le général Wu fait, à la tête d'une nouvelle armée, une dernière tentative le 22 février. Alors intervient une division, la 1re [général Yamadji] de la IIe armée.

Opérations de la 1re division de la IIme armée du 1er au 10 janvier 1895.

Le 30 décembre 1894, un peu plus d'un mois après la chute de Port-Arthur, le maréchal Oyama avait dirigé la 1re division [brigades Nogi et Nishi] sur Kaï-Ping. Le 10 janvier 1895, Yamadji, qui ne dispose que de 8 000 hommes, est victorieux, non sans peine, à Kaï-Ping, des 20.000 hommes de Sung ; mais, à son tour aussi, pour les mêmes raisons que Nodzu, force lui est d'arrêter sa division à Kaï-Ping où elle demeurera jusqu'à la fin de février. Entre Kaï-Ping et Haï-Tcheng, par Ta-Chi-Kiao, on compte environ 60 kilomètres.

Opérations en commun des Ire et IIme armées, du 28 février au 30 mars 1895.

Vers la fin de février, Yamadji, quitte Kaï-Ping et, repoussant les Chinois, atteint Ta-chekiao. Nodzu, qui a été rallié par la brigade Oshima, dispose alors d'environ 25.000 combattants fournis par deux divisions et demie. Nodzu, qui est décidé à prendre l'offensive, se trouve menacé immédiatement par environ 57.000 hommes répartis entre trois groupes : l'un au Nord, à Chaheutze, l'autre à l'Ouest, à New-Chwang [Wu], le dernier au Sud-Ouest, à Ying-Tsé Sung] ; 13.000 Chinois sont à Moukden.

Nodzu porte la 1re division [IIe armée] contre Ying-Tsé et charge un détachement [général Katsura] du soin d'amuser le groupe de Chaheutze ; lui-même marche contre New-Chwang avec environ 3 brigades d'un effectif de 22.000 hommes environ.

Le 4 mars, Nodzu prend la ville de New-Chwang après un combat acharné qui lui coûte à peu près 300 hommes, alors que les Chinois qui étaient au nombre approximatif de 20.000 ont environ 2.000 hommes hors de combat et laissent entre ses mains 600 prisonniers.

Le 6 mars, Yamadji [1re division, IIe armée] s'empare de la ville de Ying-Tsé : il a lutté avec 8 000 hommes contre les 25.000 hommes de Sung.

Nodzu est donc maître des deux villes qui défendent l'entrée de la route directe vers Pékin. Mais il veut d'abord anéantir ce qui reste de l'armée chinoise. Elle a pris position, sur la rive droite du Liao-Ho à Tienchwang-Taï. Il l'y aborde par le Nord et par le Sud, le 9 mars, avec les forces réunies des deux armées ; Sung cède le terrain pour échapper à l'enveloppement et se retire sur King-Tchéou.

Armistice du 30 mars. — Dès lors, la route de Pékin est libre, mais le dégel va la rendre impraticable pour les convois et l'artillerie ; il faut donc aviser. Le grand état-major japonais prépare la campagne dans le Pé-Tchi-Li où la Chine a fini par réunir plus de 150.000 hommes lorsque, subitement, le 30 mars, les hostilités sont suspendues dans la zone neutralisée par un armistice : la Chine demande la paix et surtout le Mikado craint l'intervention des puissances européennes que la perspective de la prise de Pékin commence à inquiéter.

CHAPITRE IV

—

OCCUPATION DES ILES PESCADORES ET DE FORMOSE [*fig.* 18]

SOMMAIRE

Occupation des îles Pescadores à la fin de mars 1895, 113. — Occupation de Formose en août et septembre 1895 *: débarquement des Japonais à Kelung et à Tamsui; opérations contre les insurgés; prise, le 21 novembre, de Taiwan; organisation de Formose,* **113.**



Fig. 18. — Iles Pescadores et Formose.

Pendant que se discutent les conditions du futur traité de paix, les Japonais se préoccupent de prendre pied dans les îles Pescadores et à Formose.

En 1884-1885, l'amiral Courbet de glorieuse mémoire s'était appliqué à démontrer au gouvernement français l'importance stratégique de l'archipel des Pescadores que forment une vingtaine d'îles et la nécessité d'occuper Formose à titre de gage précieux.

Dès septembre 1884, on avait entamé contre Formose des opérations qui se terminèrent au printemps de 1885 devant Kelung. A la fin de mars 1885, Courbet avait pris possession des îles Pescadores.

Dix ans plus tard, à la fin de mars 1895, l'amiral Ito s'empare à son tour de Makung, port fortifié situé dans l'île de Panghou et l'un des meilleurs des îles Pescadores.

En août suivant, commencent contre Formose des opérations dans lesquelles les Japonais prouvent qu'ils ont mis à profit les leçons fournies par l'expédition française de 1884-1885 et aussi par leur propre expédition de 1874. Luh-Vinh-Phuoc, n'avait, d'ailleurs, à sa disposition pour résister qu'un millier d'hommes recrutés en toute hâte : mais les populations chinoises de l'île qui ne voulaient pas devenir japonaises se soulevèrent.

Sommairement. Les Japonais occupent de vive force Tamsui, Kelung, Tai-Peï et, de cette sérieuse base d'opérations, s'engagent sur la route de Ta-Peï à Taï-Wan. Le 25 août, ils trouvent les insurgés en position à Tchang-Hoa ; le 28, ils effectuent un mouvement tournant, les battent et leur enlèvent toute leur artillerie : ils n'ont eu que 8 hommes, dont 2 tués, hors de combat.

Maîtres de tout le pays situé au nord de Tatoki, ils attaquent Taï-Wan capitale sud de l'île. Deux brigades sont débarquées, l'une au Nord à Man-Kiang, l'autre au Sud à Takow et, vers la fin de septembre, chacune d'elles se dirige sur Taï-Wan qu'elles atteignent un mois et demi plus tard, non sans avoir eu à livrer un grand nombre de petits combats. Le dernier choc a lieu le 21 novembre : 7.000 Pavillons-Noirs sont faits prisonniers ; les autres sont tués ou ont réussi à s'échapper par mer.

Depuis, les Japonais se sont appliqués à organiser leur conquête ; ils y sont pleinement parvenus.

CHAPITRE V

FIN DE LA GUERRE. TRAITÉ DE PAIX ET SA RESCISION. RÉFLEXIONS.

SOMMAIRE

Traité de paix de Simonosaki du 17 avril 1895. — Bien que l'action diplomatique ait joué un grand rôle avant et après la signature du traité de paix, nous ne ferons que l'indiquer.

Dès le mois de septembre 1894, l'Angleterre et la Russie, auxquelles les Etats-Unis refusèrent de s'associer, avaient offert à la Chine leurs bons offices pour lui faire obtenir la paix. Le temps s'écoula au milieu de divers

échecs diplomatiques; la Chine ne se décida, en mars 1895, à envoyer Li-Hung-Chang au Japon que lorsqu'elle vit que Pékin allait être, à brève échéance, sérieusement menacé.

Le Mikado accorde, le 30 mars, un armistice qui doit prendre fin le 20 avril, mais cet armistice ne concerne que les provinces de Shan-Toung (Weï-Haï-Weï), de Pé-Tchi-Li et de Sching-King (Mandchourie méridionale et presqu'île de Liao-Toung).

Très laborieuses, les négociations aboutissent, le 17 avril, au traité de Simonosaki; le 8 mai, les ratifications sont échangées à Tché-Fou.

Rescision du traité de paix. — La paix est à peine signée que les puissances européennes, inquiètes du péril jaune, se concertent et ne tardent point à faire entendre leurs protestations ... amicales.

Si l'Angleterre s'isole, la Russie et la France, bientôt l'Allemagne et l'Espagne tombent d'accord et agissent pour faire atténuer les conditions imposées à la Chine : elles ne veulent pas, en un mot, que le Japon s'établisse sur le continent asiatique, à Port-Arthur surtout.

En France, le 31 mai 1895, le ministre des affaires étrangères Hanotaux, répondant à une question posée, fait au Sénat une importante déclaration dans laquelle on lit :

«... Il était donc de notre intérêt, comme voisins de la Chine et comme partisans d'une paix durable, de voir se créer, la guerre une fois finie, un état de choses qui ne portât pas atteinte au maintien et à l'indépendance du Céleste-Empire.

« Or, on pouvait appréhender qu'une occupation permanente, menaçant le cœur même de la Chine, n'amenât rapidement une dislocation ou une décomposition dont nous devions redouter les effets... »

Dès le 23 avril, les ministres de Russie, de France et d'Allemagne avaient remis à Tokio une note de forme très soignée que terminaient des conclusions identiques :

« L'occupation définitive de la péninsule de Liao-Tung, avec Port-Arthur, serait une menace constante contre Pékin et l'indépendance réelle de la Corée; elle entretiendrait un foyer permanent d'hostilités en Extrême-Orient. Dans l'intérêt de la paix et du Japon lui-même, il est à désirer qu'un pareil état de choses n'existe pas. »

« Ces observations sont présentées au gouvernement japonais d'une façon toute amicale et n'impliquent aucunement de la part de la France, de l'Allemagne et de la Russie une intervention comminatoire. »

« Très sagement et très dignement, dit le commandant Bujac, le Japon cède à cette *pression* des puissances et en donne notification les 8, 9 et 10 mai. »

Puis il entame avec la Chine, pour le rachat de la presqu'île de Liao-Tung, des négociations qui ne prennent fin que le 19 octobre. Le 8 novembre 1895 est signé entre les deux puissances un traité en vertu duquel le Japon s'engage à évacuer le territoire de la presqu'île de Liao-Toung trois mois après avoir reçu de la Chine la somme de 80 millions de taëls Kuping [1].

Finalement, d'après le traité de Simonosaki modifié de la sorte, le Japon conservait en toute propriété l'île de Formose et le groupe des îles Pescadores qui sont d'excellentes positions maritimes mais qui n'ont pas d'importance économique; il obtenait une indemnité de guerre de 200 millions de taëls Kuping [2] dont le paiement était échelonné, d'une façon inégale, sur sept années. Il obtenait aussi le droit d'entrée dans les cités, villes et ports de la Chine alors ouverts aux Européens et certains avantages commerciaux. Mais la Corée lui échappait ! la Corée qu'il convoitait depuis des siècles et sur laquelle sa suprématie était si bien établie.

Réflexions.

Au lendemain de la guerre sino-japonaise, il était hors de doute que le Japon venait de se révéler d'une telle façon, au double point de vue militaire et maritime, qu'il faudrait à l'avenir compter avec lui : sorti grandi de la lutte, il avait le droit d'être fier de son armée et de ses chefs.

Pour tout observateur attentif et impartial, l'armée japonaise s'était, en effet, conduite, au milieu de difficultés de toutes sortes créées par le terrain et par les circonstances atmosphériques, comme une bonne armée européenne.

Les opérations avaient été conduites avec intelligence, esprit de suite et énergie par

[1] Environ 120 millions de francs.
[2] Environ 300 millions de francs.

des généraux voulant vaincre, ayant l'esprit offensif, instruits, pourvus d'une grande initiative et unis entre eux par une forte solidarité.

Les généraux avaient été secondés par des officiers au savoir professionnel souvent remarquable, par des cadres instruits et très crânes fournissant au feu un exemple puissant, par des soldats d'un moral excellent, d'un patriotisme exalté, violent, sobres, se suffisant avec peu, ayant foi dans le succès.

Une fraternelle solidarité existait aussi entre les soldats et les officiers ; entre tous, la cohésion était parfaite, grâce à une discipline inflexible résultat naturel de l'éducation familiale [1], d'une instruction militaire perfectionnée, d'un entraînement méthodique et prolongé.

L'esprit de sacrifice régnait évidemment dans cette armée où dominait l'oubli complet des obstacles et surtout le mépris profond, absolu de la mort.

Si l'on ajoute qu'elle paraissait pourvue d'une doctrine unique, on conviendra qu'il était à prévoir que, dès que son effectif aurait grandi, elle constituerait un instrument de premier ordre pour la défensive et pour l'offensive, pour l'offensive surtout puisque, avec raison, elle était préférée par tous ses membres.

Une analyse détaillée des divers services ne pourrait que confirmer cette opinion. Rien n'avait été négligé pour les tenir à hauteur des circonstances. Qu'il suffise de signaler plus particulièrement le service de santé comme ayant été l'objet de soins tout particuliers : c'est ainsi que les blessés bénéficièrent des perfectionnements et des progrès les plus récents réalisés en chirurgie ; la photographie nous en a transmis des témoignages irrécusables.

[1] Il faut tout attendre d'un peuple duquel un observateur autorisé a pu dire : « Loin de ne vivre que pour l'intérêt immédiat, les Japonais se sont toujours efforcés de conformer leurs actions à quelque règle morale supérieure. *Et leur idéal fut toujours un idéal de lutte et de sacrifice.* Au lieu de s'oublier dans l'admiration de son passé, un peuple doit obéir aux devoirs que lui inspire l'évolution des sociétés. Aucun n'a montré le même désintéressement que le Japon à sacrifier ce qu'il avait de cher ou de personnel aux exigences d'une civilisation supérieure. » De la Mazelière. — *Essai sur l'histoire du Japon.*

Enfin, on a vu ce que valait la marine japonaise et avec quelle supériorité elle fut conduite, non seulement dans le domaine tactique, mais, ce qui a été d'un grand poids dans l'issue de la lutte, en vue de sa coopération avec l'armée de terre.

La rescision du traité de Simonosaki créait une situation politique spéciale qu'il importe, en second lieu, de signaler parce que, au point de vue de l'avenir, elle était grosse de dangers dont il eût été strictement prudent de se préoccuper. La Russie et le Japon allaient, la Chine une fois écartée, se trouver forcément en présence.

La Russie ayant fait aboutir l'emprunt chinois pour le paiement de l'indemnité de guerre, le champ se trouva favorable en Chine pour la diplomatie russe : la tentation était grande pour elle d'obtenir, sans sacrifices immédiatement apparents, des cessions territoriales favorables aux intérêts de son pays ; elle y succomba et n'eut pas de peine, grâce à la souplesse qui la caractérise, à tirer un excellent parti des événements, bien plus préoccupée d'acquérir que de conserver. On sait comment, au bout d'un temps très court, la frontière russe fut reportée de l'Amour à la baie de Corée, et comment la cession à bail de la presqu'île du Liao-Toung et de Port-Arthur rendit la mer Jaune libre pour la Russie qui, déjà, par Vladivostock, avait accès dans la mer du Japon.

C'était aller bien vite en besogne devant le Japon dont les intérêts moraux et matériels se trouvaient ainsi lésés d'une façon grave. Il avait pleinement le droit de se plaindre que la Russie s'arrogeât le droit de s'approprier si facilement ce que lui avait, en somme, légitimement conquis les armes à la main et que le traité annulé contre elle dans sa clause essentielle fût rétabli au profit de sa puissante voisine.

Dès lors, le Japon surveilla attentivement les événements, prépara la guerre et l'envisagea peu à peu comme une nécessité, comme une question vitale.

Les avertissements n'ont pas manqué à la Russie avant la guerre de 1904-1905 ; pour plusieurs raisons, elle n'en a pas tenu compte et, manquant de perspicacité, ou plutôt dédaigneuse, n'envisageant pas comme possible une guerre qu'elle a cependant rendue,

de proche en proche, inévitable, elle a marché aveuglément vers l'abîme.

Conséquences politiques et Conclusion.

Dès 1895, au lendemain même du succès diplomatique dû à l'action combinée de la Russie, de l'Allemagne et de la France, il était facile de voir qu'elles avaient commis une grande erreur et que cette faute aurait de sérieuses conséquences.

D'une part, le Japon ne pouvait subir qu'avec une colère sourde l'altération du traité de Simonosaki.

D'autre part, puisant dans des succès continus une pleine confiance en sa puissance militaire et politique, il demeurait prêt à déclarer la guerre au peuple qui, soit en Corée, soit en Mandchourie, chercherait à s'opposer à l'accomplissement de la mission qu'il s'est attribuée en Asie. Aussi, le lieutenant Sauvage, traduisant l'appréhension de quelques esprits clairvoyants, et la sienne propre, était-il autorisé à écrire, dès 1897 :

« ... Quelle sera l'attitude du Japon, en présence de cette intervention de la Russie ? Il est évident qu'il n'eût point consenti *à abandonner une position de cette importance pour la laisser prendre par une nation européenne*, et il est probable *qu'il n'hésiterait pas à déclarer la guerre à la Russie et à lutter avec la dernière énergie* pour empêcher cette puissance d'asseoir sa suzeraineté commerciale et politique sur la Chine et la Corée, au grand détriment des intérêts japonais.

« Le second point litigieux, c'est la question de l'indépendance de la Corée..... l'exploitation de la Corée par le Japon, déjà commencée depuis plus de vingt ans, prend chaque jour un développement plus considérable. Presque tous les échanges se font par l'intermédiaire de la marine japonaise. Bientôt ce seront les industriels japonais qui pénétreront dans l'intérieur et qui essaieront de mettre à profit les richesses considérables du sol coréen. La Russie et le Japon, implicitement intéressés à la possession de la Corée, finiront par s'y rencontrer un jour officiellement, et le conflit oriental prendra une nouvelle forme... (1) ».

Quant à la Chine, sa défaite complète et son irrémédiable inertie la condamnaient d'autant mieux à graviter, jusqu'à nouvel ordre, dans l'orbite du Japon que l'Europe satisfaite d'être parvenue à assurer l'intégrité de son empire, allait s'appliquer à le surveiller dans le but de faire avorter toute espèce d'intervention.

En somme,

« Le triomphe du Japon a eu pour conséquence immédiate et naturelle de lui laisser entrevoir son importance militaire et politique. Ses victoires lui ont donné le sentiment exact de sa force. *Le temps est passé où il devait compter avec l'Europe* ; celui n'est pas éloigné *où il jouera, en Asie, le rôle que jouent les Etats-Unis en Amérique* (2) ».

Désireuse, comme elle en a l'habitude, de tirer parti des difficultés imminentes en Extrême-Orient, l'Angleterre n'a pas tardé à contracter alliance avec le Japon. Tenue certainement en échec par l'Allemagne, la France se voit privée de sa liberté d'action et contrainte de surveiller attentivement les événements. La Russie, en butte à l'animosité de l'Angleterre, s'est trouvée découverte, et c'est ainsi qu'éclatera, en 1904, la guerre Russo-Japonaise, guerre de prépondérance à la fois commerciale et politique.

(1) *La guerre Sino-Japonaise*, 1894-1895 : pages 280 et 281.

(2) Sauvage [lieutenant]. — *Ut suprà*, p. 282.

MENTION DES GUERRES POSTÉRIEURES A L'ANNÉE 1895

Pendant ces onze dernières années, trois guerres d'une importance inégale ont eu lieu :
La guerre Gréco-Turque de 1897 ;
La guerre Hispano-Américaine de 1898 ;
La guerre Russo-Japonaise de 1904-1905.
Mention doit être faite de chacune d'elles, mais dans des proportions naturellement bien différentes.

GUERRE GRÉCO-TURQUE

[1897]

SOMMAIRE

Observations préliminaires. — De 1885 à 1897, la *question d'Orient* sans cesse renaissante a provoqué deux guerres dans les Balkans : la guerre Serbo-Bulgare de 1885 à laquelle il convient, quoiqu'elle soit antérieure à 1895, de consacrer un court souvenir ; la guerre Gréco-Turque de 1897 (1).

La Serbie, après avoir participé sérieusement à la guerre Russo-Turque, n'avait obtenu, par le traité de San-Stefano, que les territoires de Novi-Bazar et du district de Pritschiva. C'était peu de chose ; toutefois, c'était une partie du sol sacré que le Serbe appelle « le pays des ancêtres ! » Or, ce peu de chose, le traité de Berlin le lui enleva et la resserra, entre l'Autriche et la Bulgarie, dans un cercle trop étroit.

La Bulgarie était devenue, par le traité de San-Stefano [art. 6], une principauté autonome, avec un gouvernement chrétien et une milice nationale. Le congrès de Berlin, prenant ombrage de l'accroissement de puissance de cette nouvelle principauté et croyant voir en elle une future avant-garde que la Russie pousserait, le moment venu, vers Constantinople, morcela l'Etat bulgare en trois tronçons :

(1) L'une et l'autre ont trouvé un historien sérieux, méthodique et impartial dans le lieutenant G. Becker : *La guerre contemporaine dans les Balkans et la question d'Orient 1885-1897* : 1899.

la Bulgarie proprement dite, située au nord des Balkans, comptant 2 millions d'habitants ;

la Roumélie orientale, située au sud des Balkans, avec une population de 920.000 habitants ;

le troisième tronçon simplement rattaché à la province turque de Macédoine.

Le traité de Berlin, en mettant les Bulgares dans l'obligation de chercher, comme les Serbes, à élargir le cercle imposé, eut pour conséquences naturelles la Révolution de Philippopoli du 18 septembre 1885 et la guerre Serbo-Bulgare qui éclata presque aussitôt.

La Serbie déclara, en effet, la guerre à la Bulgarie le 14 novembre. L'Europe était assez disposée, en s'autorisant de la supériorité de ses effectifs et de la désorganisation momentanée des cadres de l'armée bulgare, à croire au triomphe de la Serbie ; or, cette appréciation fut vite démentie par l'événement : au bout de quinze jours, en effet, le 29 novembre, la Serbie réduite à merci obtenait, par les bons offices de l'Autriche, un armistice que suivit de près le traité de paix [mars 1886].

Ce brillant résultat, obtenu à la suite de la défaite des Serbes dans plusieurs combats, mais surtout dans les batailles de Slivnitza [17, 18 et 19 novembre], de Pirot [26 et 27 novembre] et sur le théâtre secondaire du district de Widdin, fut dû à l'énergie du prince Alexandre de Battenberg, à ses talents militaires et à l'élan qu'il sut imprimer au sentiment national bulgare. Il est juste de faire entrer aussi en ligne de compte l'enthousiasme avec lequel ses soldats, n'écoutant ni fatigues, ni souffrances, le secondèrent dans une vigoureuse offensive que put seule arrêter l'intervention étrangère.

Les Bulgares furent victorieux parce qu'ils méritaient de l'être. Quoique largement imbus de l'importance du combat à l'arme blanche, ils surent bien conduire leur feu d'infanterie ; leur endurance à la marche fut grande. Ils tirèrent aussi un excellent parti de l'artillerie : engagée en totalité dès le début du combat, alors que les Serbes conservèrent de nombreuses batteries en réserve, elle rendit de réels services.

En dernier lieu, faisons une simple opposition de chiffres.

Sur le pied de paix, la Bulgarie disposait de 20.800 hommes ; la Serbie de 12.000 hommes ;

Sur le pied de guerre, la Bulgarie ne disposait que de 36.000 combattants, 24.000 fusils, 12 000 cavaliers et 96 canons, la Serbie de 55.000 combattants dont 3.700 cavaliers et de 264 canons.

Quant à la réserve, elle atteignait le chiffre de 55 000 hommes pour la Bulgarie et celui de 150.000 pour la Serbie.

Cette campagne à la fois courte et victorieuse ne rapporta aucun avantage positif à la Bulgarie : elle laissait une fois de plus ouverte la question d'Orient ; mais l'Europe, se refusant à saisir cette occasion pour la régler enfin, avait rétabli momentanément l'ordre dans la Péninsule !

Les événements militaires de 1897 allaient encore retarder cette solution en affirmant la puissance de la Turquie et en atténuant les motifs d'une insurrection dans la péninsule des Balkans.

La guerre entre la Grèce et la Turquie fut, de toutes façons, si disproportionnée que son étude même rapide ne nous aurait pas arrêté, si elle n'avait pas mis en relief les talents d'un général turc et si elle ne montrait pas en action les méthodes allemandes. L'influence des Allemands fut, en effet, telle en cette circonstance qu'un dessinateur français de talent, Forain, put écrire, au bas d'un dessin où ne figuraient que des officiers allemands bien reconnaissables malgré les uniformes turcs dont il les avait affublés : « Corps d'officiers dans l'armée turque ».

Causes de la guerre Gréco-Turque. — Nous serons bref. Bien que la Turquie ait déclaré la guerre à la Grèce, le 18 avril 1897, il faut reconnaître que celle-ci qui la voulait la rendit presque inévitable. Certes, les massacres d'Arménie qui soulevèrent en Europe, à partir de 1895, une si légitime et si tristement platonique indignation, avaient eu en Grèce un retentissement bien naturel ; d'autre part, la mauvaise volonté du sultan dans l'application des réformes en Crète ne pouvait qu'irriter les Grecs : toutefois, ils eussent pu, en faisant appel à l'Europe à laquelle des promesses formelles avaient été faites le 27 août 1896, éviter la guerre. Le caractère du peuple grec et la faiblesse de son

gouvernement qui se crut acculé à la Révolution ou à la guerre provoquèrent coup sur coup des incidents de frontière et des incursions accompagnées de destructions sur le territoire de la Turquie : celle-ci, après avoir fait preuve de patience et de modération, prit les armes tout en affirmant qu'elle ne nourrissait aucune idée de conquête contre la Grèce. Nous laissons de côté toute considération politique relative à la situation de la Grèce vis-à vis de la Turquie et de l'Europe, aux projets panhelléniques, enfin à la question de la Crète. Contentons-nous de reconnaître que si le principe des nationalités, inapplicable à la Macédoine et à l'Epire, peut être invoqué pour la Crète et que si la Grèce a le droit d'en réclamer l'annexion, son intervention armée dans cette ile, le 15 février 1897, était absolument en opposition avec les règles du droit international public.

Forces en présence. — Il serait vraiment oiseux, ici du moins, d'établir un parallèle entre l'armée grecque et l'armée turque en 1897.

Le rôle des deux flottes ayant été nul pour la flotte ottomane ce qui était à prévoir, et, contre l'attente générale, insignifiant pour la flotte grecque, il est inutile de comparer les deux marines.

Sous tous les rapports, l'armée turque, qui disposait de 700.000 hommes instruits, était supérieure à l'armée grecque atteignant à grand'peine le chiffre de 100.000 hommes La première est commandée par un homme expérimenté et bien secondé ; la seconde n'a à sa tête qu'un jeune prince sans expérience, incapable de mettre un terme aux rivalités entre ses généraux : le maréchal Edhem-Pacha en Thessalie avait d'avance vaincu le Kronprinz Constantin.

Coup d'œil d'ensemble sur les opérations. — La guerre a eu lieu sur deux théâtres différents, en Thessalie où se décida la question et en Epire.

Le bassin de Thessalie comprend trois bassins secondaires : celui d'Elassona en Turquie, ceux de Larissa et de Trikkala-Dhomokos en Grèce.

Thessalie [*fig.* 19]. — Le quadrilatère Thessalonien est limité : au Nord, par le massif de l'Olympe, les monts Amarbès ou Cambuniens, et le haut plateau de Khassia ; à l'Ouest, par la chaine du Pinde ; au Sud, par la chaine des monts Othrys ; à l'Est, par les massifs de l'Ossa et du Pélion dont est voisine la côte de la mer Egée.

Le bassin intermédiaire de Larissa au centre duquel se trouve Larissa, point stratégique important et objectif naturel d'un assaillant venu du Nord, est limité au Nord par les contreforts du plateau de Khassia, au Sud par la chaine du Kara Dagh.

Les communications de ce bassin avec la région montueuse du Nord [Elassona] et la région du Sud [Trikkala-Dhomokos] sont assez nettement marquées sur le croquis pour qu'il soit inutile d'entrer dans le détail. Il suffira d'indiquer l'importance au point de vue du ravitaillement des deux ports de Salonique pour les Turcs et de Volo pour les Grecs, de Volo surtout point terminus de la voie ferrée qui, partie de Kalabakka, dessert les villes de Trikkala, Kharditsa et de Pharsale ou passe non loin d'elles.

La campagne de Thessalie a compris deux périodes naturelles similaires et à peu près de même durée :

du 18 au 28 avril, les Turcs débouchent dans le bassin de Larissa [18 au 23 avril], puis l'occupent [24 au 28 avril] ;

Du 29 avril au 19 mai, ils débouchent dans le bassin de Trikkala-Dhomokos [27 avril au 6 mai], puis [6 au 19 mai] l'occupent.

Le 19 mai, un armistice signé à la suite de l'intervention diplomatique des puissances européennes met fin à la guerre ; le lendemain, une convention détermine une zone neutre entre les deux armées : le différend a été vidé en un mois.

Autant la mobilisation des cinq divisions turques composant, sous le commandement d'Edhem-Pacha, l'armée de Thessalie forte de 80.000 hommes, 1.500 cavaliers environ et 30 batteries, s'est opérée avec ordre, autant celle des 50.000 Grecs, dont 8.000 volontaires, ayant à sa tête le Kronprinz Constantin, a été mouvementée.

Du 18 au 23 avril, des combats de montagne sont engagés le long de la frontière par les Grecs contre les Turcs qui, ayant entamé leur marche offensive, ont pour objectifs :

à leur gauche, le col de Nezeros ;

à leur droite, les défilés de Beydermen, Raveni et Bughasi :

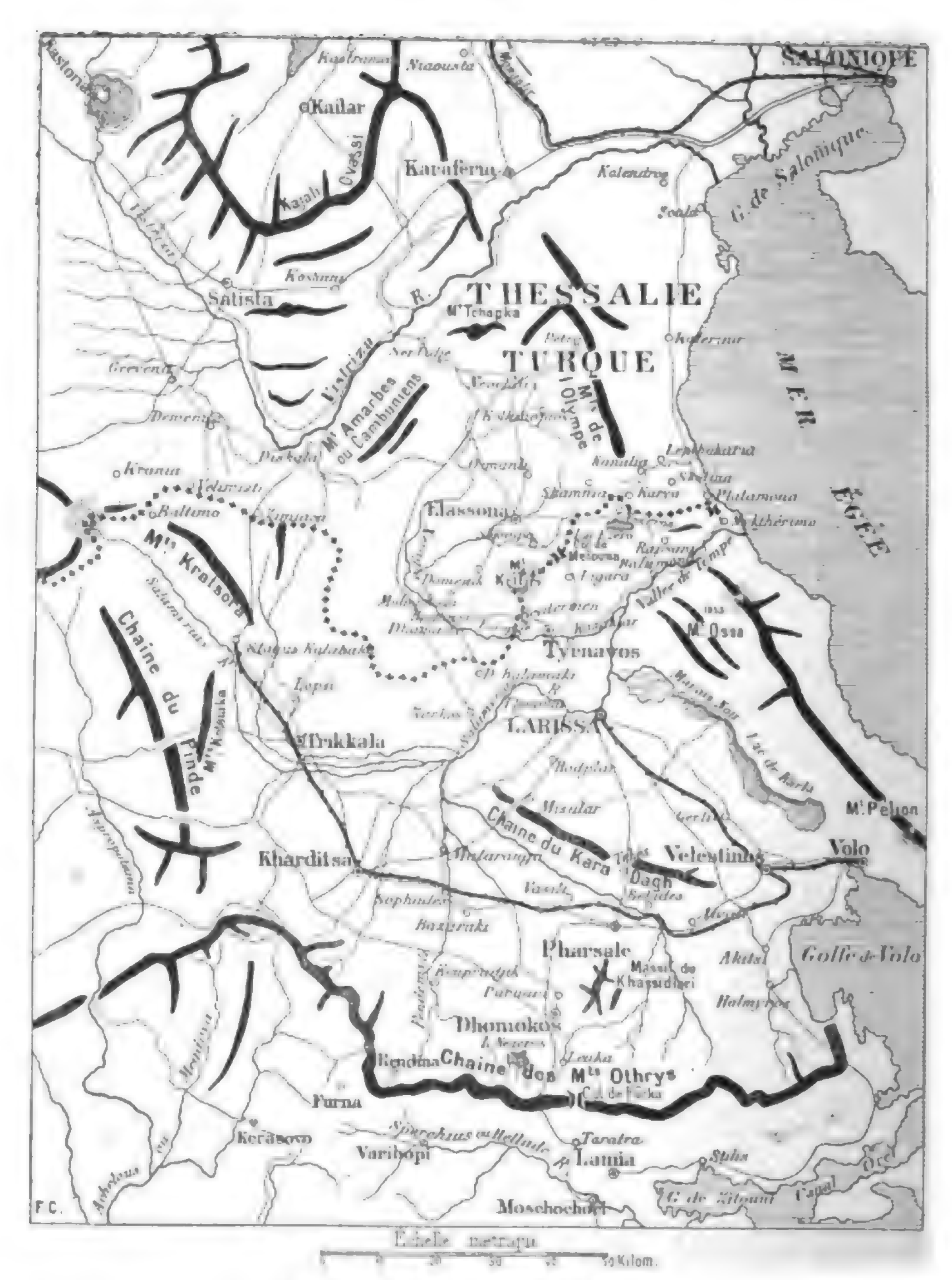


Fig. 19. — Théâtre de la guerre en Thessalie.

à leur centre, la passe de Melouna, puis les hauteurs que longe, de la frontière à Tyrnavos, la route de Melouna.

Le 23 avril est livrée la bataille de Mati caractérisée par un long duel d'artillerie ; il suffit pour déterminer la retraite sur Tyrnavos

Deux batailles ont marqué la deuxième période de la campagne : la bataille de Pharsale le 5 mai, celle de Dhomokos livrée, le 17 mai, sur la chaine des monts Othrys. Les Turcs avaient occupé, le 6 mai, Velestinos et, le 8, le port de Volo.

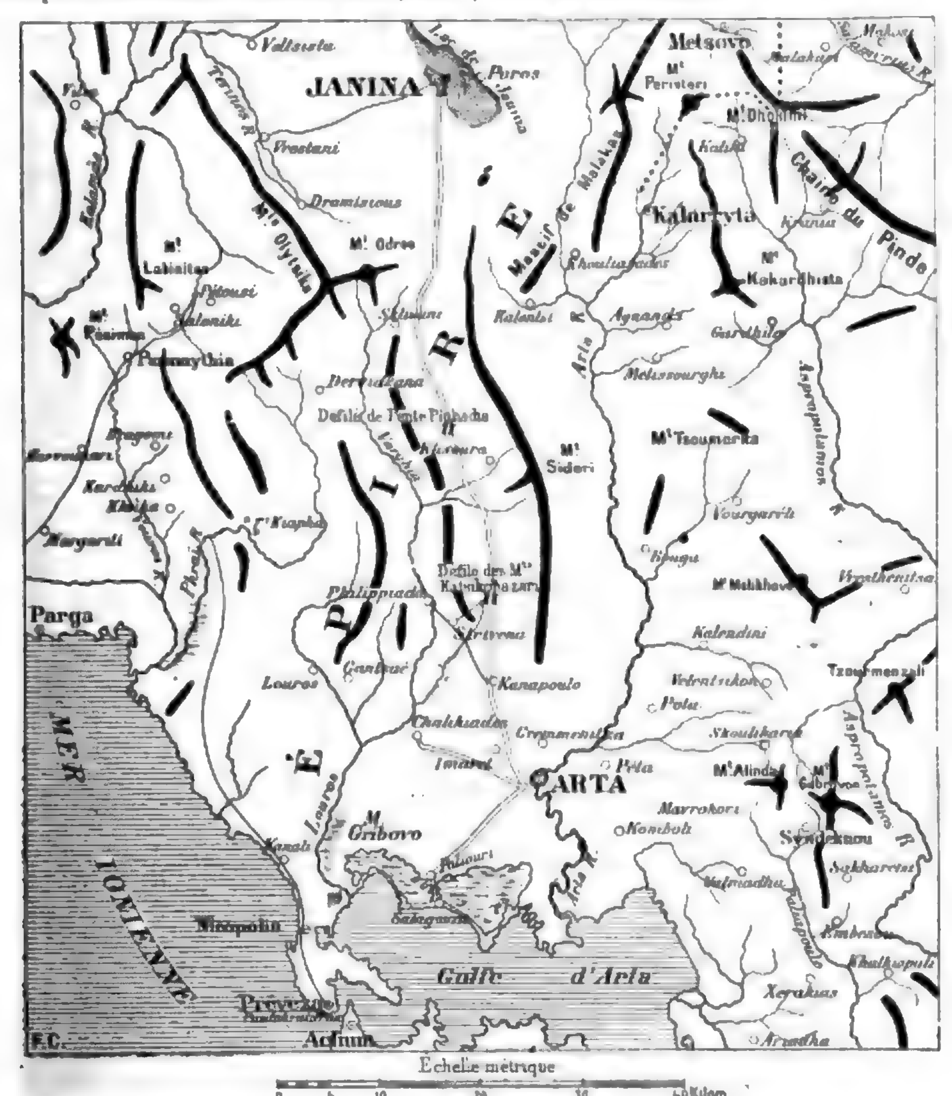


Fig. 20. — Théâtre de la guerre en Épire.

vos dans un épouvantable désordre, des Grecs qui cependant ne sont pas poursuivis.

Le 25 avril, Larissa, dont les travaux défensifs ne furent pas utilisés par les Grecs que la panique avait désorganisés, était occupée par les Turcs ; deux jours plus tard, ils étaient maitres de tout le bassin.

Le 18, eut lieu un engagement au col de Furka occupé par quelques détachements grecs. Le lendemain, une dizaine de bataillons et 3 batteries déployés vers Taratsa, sur les dernières pentes méridionales de l'Othrys combattaient pour couvrir la retraite au-delà de Lamia sur Alamana d'une armée réduite,

par la démoralisation, à une impuissance complète ; l'armistice signé la veille fut annoncé juste à temps pour sauver cette arrière-garde qui était coupée.

Epire [*fig.* 20]. — Il résulte de l'étude géographique de ce théâtre secondaire que, contrairement à ce qui concerne la Thessalie, l'Epire se prête à l'offensive pour les Grecs, à la défensive pour les Turcs.

En conséquence, une première fois les Grecs, disposant de 16.000 hommes environ contre 28.000 Turcs, essayèrent l'offensive : entre le 18 et le 30 avril, ils progressèrent jusqu'au défilé de Pentepighadia, par Strivena et Philippiado, puis ils furent, à la suite de deux journées de combat, rejetés sur Arta.

Une deuxième tentative, à laquelle mit heureusement fin l'armistice, commença le 11 mai : marquée par les combats des 13, 14, 15 mai aux monts Grabovo et à Gremenitza, elle se termina de nouveau par la retraite des Grecs sur Arta.

Considérations militaires

Plans d'opérations. — Dès 1886, à la veille d'une guerre que la volonté de l'Europe fit avorter entre la Grèce et la Turquie, les Turcs avaient projeté de demeurer sur la défensive en Epire et de marcher concentriquement sur Larissa ; ils se proposaient d'envelopper l'armée hellénique, et de la couper de l'intérieur du pays, puis de la rejeter sur les massifs de l'Ossa.

En 1897, les Turcs restèrent sur la défensive en Epire ; sur le théâtre de guerre de Thessalie, ils résolurent, en élèves des Allemands, d'aborder le territoire hellénique par l'Ouest, c'est-à-dire par Tyranos, de façon à menacer les lignes de retraite de l'ennemi : c'était cependant renoncer à l'enveloppement.

Au début, l'armée grecque est également partagée entre Larissa et Trikkala, 1 division d'un côté, 1 de l'autre.

L'armée turque est partie des points de Karya [1 division], de Skompa et Domenik [4 divisions], de Diskata [1 division].

Tactique turque. — Dans les trois batailles livrées à Mati, à Pharsale et à Dhomokos, les Turcs ont remporté la victoire en ayant recours au même procédé : attaque de front et menace d'enveloppement dirigée sur une des ailes grecques ; c'est l'enveloppement tactique succédant à l'enveloppement stratégique de la position par les deux ailes du dispositif.

C'est ainsi que la position très forte mais assez étendue [40 kilomètres environ] de Pharsale-Velestinos dut être évacuée par les Grecs lorsque la division turque passée par le col Zarkos [situé à 50 kilomètres environ au Nord-Ouest de Pharsale], Trikkala, Kharditsa, Sophadès et Bazaraki menaça leur ligne de retraite sur Dhomokos. Déjà cette retraite avait eu un commencement d'exécution après que la droite grecque du groupe de Pharsale s'était trouvée sous le coup d'un enveloppement tactique.

A Dhomokos, c'est le mouvement de la gauche turque par Seterli, Kotseli, Karatsali et Gerakli qui décida la retraite des Grecs opérée pendant la nuit.

Quant à la déroute lamentable qui suivit la bataille de Mati et pendant laquelle l'armée grecque se massacra elle-même [1] ; elle grossira la liste déjà si longue des paniques.

Conclusions militaires et politiques. — Edhem-Pacha a mérité la victoire en exécutant rigoureusement et méthodiquement, comme le dit von der Goltz, malgré les contrariétés qui lui vinrent, paraît-il, de Constantinople, une idée logique ; ses combinaisons stratégiques et tactiques, notamment en ce qui concerne l'offensive et l'emploi des réserves, ont été judicieuses : une fois de plus, les Allemands instructeurs de l'armée ottomane depuis 1880, ont triomphé avec lui. Quelle différence si l'on se reporte à 1877-1878 !

Quant au Kronprinz Constantin ! En réalité, c'est le général Makris qui, du 18 au 22 avril, a été le véritable général en chef ; puis c'est le général Mauroméchalis ; enfin, à partir de l'armistice, l'armée fut commandée par Smolenski.

Quelque sympathie qu'inspire la Grèce, l'impartialité ne saurait conduire à d'autres conclusions militaires :

L'enthousiasme qui repose sur l'orgueil et les illusions qu'il engendre est une préparation inefficace à la victoire.

(1) Un témoin de la retraite évalue à 500 ou 600 le nombre des morts provenant de cette cause.

En ce qui concerne la politique, les événements de 1897 considérés au point de vue international ont, ainsi que l'écrivait, en 1897, le lieutenant Becker :

« confirmé l'alliance franco-russe et couronné de succès son œuvre diplomatique ; il ont été un échec pour l'Angleterre qui voit se préciser et grandir les méfiances de l'Europe à son égard ; enfin, ils ont assuré à l'Allemagne une situation prépondérante à Constantinople (1). »

(1) *La guerre contemporaine dans les Balkans.*, p. 173.

GUERRE HISPANO-AMÉRICAINE

[1898]

S'il est une guerre dont les conséquences ont été, en moins de quatre mois, désastreuses et irrémédiables, c'est, à coup sûr, la guerre imposée par les Etats-Unis à l'Espagne : celle-ci, en effet, a été brutalement frappée de déchéance maritime et coloniale. Cependant, plus maritime que terrestre, cette guerre ne saurait nous arrêter longtemps ; bornons-nous donc à indiquer ses grandes lignes et à la citer comme un exemple probant, ajouté à tant d'autres, de ce que peut coûter le manque de préparation et aussi, sans insister, de l'iniquité humaine.

SOMMAIRE :

Causes de la guerre (1) Les masques diplomatiques une fois jetés à bas, on demeure en face d'un fait aussi simple que brutal : désireux de s'approprier les colonies espagnoles voisines du continent américain, le gouvernement des Etats-Unis s'autorise de l'insurrection cubaine (2) pour prétendre spécieusement que les affaires de Cuba sont américaines autant qu'espagnoles et offre, tout prêt à les imposer en cas de refus, ses « bons et loyaux offices » qu'il déclare être devenus nécessaires.

Forte de son droit de premier occupant, et obéissant à un très légitime sentiment de patriotisme et d'orgueil national, l'Espagne repousse, par la bouche de Canovas président du conseil, ces invitations, tout en reconnaissant que les intérêts américains commerciaux et fonciers sont lésés.

Peu à peu la situation s'envenime lorsque survient, le 16 février 1898, une catastrophe mystérieuse produite par le hasard ou par un calcul criminel, sur la cause *vraie* de laquelle l'obscurité pèse encore : un navire de guerre américain, le *Maine* touche une mine sous-

(1) La bibliographie peut être actuellement limitée à un seul ouvrage consciencieux et complet mais volontairement dénué de tout commentaire : *La guerre Hispano-Américaine de 1898*, par le capitaine Ch. Bride, 1899.

(2) La première grande insurrection cubaine dura de 1868 à 1878. En 1880, il y eut un autre soulèvement, mais il fut de courte durée. En 1895, une nouvelle révolution éclata et proclama la République : la constitution libérale octroyée par l'Espagne, en novembre 1897, à ses colonies des Antilles, arriva trop tard pour satisfaire la junte insurrectionnelle cubaine.

marine et fait explosion dans le port de la Havane [1].

L'occasion était trop belle de brusquer la solution désirée pour que le plus fort la laissât échapper ; il s'en garda bien.

Le 12 avril 1898, le Congrès de Washington reçoit du président Mac Kinley un message dont la double conclusion est que « la guerre à Cuba doit cesser » et que, s'il est nécessaire, pour y arriver et donner à l'île un gouvernement stable et puissant, les forces militaires et navales des Etats-Unis seront employées.

Dès lors la volonté de l'Espagne étant nettement connue, la guerre devenait inévitable. Le 21 avril 1898, en effet, le Congrès américain votait, à 42 voix contre 35 au Sénat et à 310 voix contre 6 à la Chambre, une *résolution* qui était une véritable déclaration de guerre. L'Espagne rompit toute relation diplomatique.

Situations respectives. — Les Etats-Unis n'ont pas à songer à attaquer l'Espagne dans sa péninsule ; leur action naturelle va s'étendre contre ses colonies.

La question doit se régler dans la mer des Antilles, à Cuba et à Porto-Rico ; dans l'Océan Pacifique, l'archipel Philippin, — plus particulièrement Manille dans l'île Luzon ou Luçon, — offre un autre objectif mais secondaire.

En avril 1898, Cuba est révolté ; l'ordre règne aux Philippines où une récente campagne a ruiné les espérances des chefs indiens, mais il sera facile aux Américains d'y réveiller l'insurrection.

La flotte américaine et la flotte espagnole sont, malgré les apparences, d'importance inégale. En réalité, tout bien considéré, la première l'emporte sur la seconde comme tonnage et surtout comme armement [2] ; pour des raisons diverses, la flotte espagnole est négligée depuis plusieurs années.

Par contre, une inégalité considérable que vont atténuer considérablement des exigences particulières existe entre les forces militaires terrestres des deux pays.

L'Espagne possède, en effet, une armée instruite, solide, justement réputée, forte d'environ 340.000 hommes répartis en 8 corps d'armée et disposant de près d'un millier de pièces de campagne. Elle compte à Cuba 135.000 hommes consacrés à la répression de l'insurrection et aux Philippines 25.000 hommes environ.

L'armée fédérale régulière n'est, en temps de paix, que de 25.000 à 30.000 hommes ; son renforcement en cas de guerre comporte naturellement les retards et les surprises que l'on sait, mais peut s'effectuer largement. Le 21 avril, 100.000 miliciens sont appelés sous les drapeaux [1].

Si le plan des Etat-Unis est net, précis, il n'en est pas de même de celui de l'Espagne. Abandonnant momentanément la défense des Philippines, décision qui imposait le rappel immédiat de l'escadre d'Asie, et laissant au maréchal Blanco, après lui avoir prescrit la concentration des forces dont il disposait, le soin de défendre Cuba, l'Espagne aurait dû tenter une action de vigueur avec sa flotte de guerre sur tel point de la côte américaine ; elle eût pu aussi, au lieu d'adhérer à la déclaration du 16 avril 1856 du Congrès de Paris, armer des corsaires et faire la guerre de course, qui eût causé de sérieux dommages au commerce des Etats-Unis [2].

La conduite de l'Espagne fut, au contraire, passive, ce qui, vraisemblablement, peut s'expliquer par la constatation faite au dernier moment qu'elle n'était pas prête pour la lutte maritime.

Grandes phases de la guerre. — Cette guerre a présenté trois périodes.

La première, dont les débuts furent si décousus en certains points, prend fin le 19 mai lorsque la flotte de Cervera s'est trouvée à l'abri dans la souricière constituée par la baie de Santiago : cette phase a été surtout marquée dans le Pacifique par la destruction à Cavite, le 1er mai, de la première escadre espagnole, celle des Philippines.

La seconde s'est déroulée entre le 19 mai et le 17 juillet jour marqué par la reddition

(1) Le nombre des victimes de l'explosion fut de 266 tués ou noyés, celui des blessés de 115.

(2) L'étude détaillée de cette question, qui ne saurait figurer ici a été faite par le capitaine Ch Baiss : *loc. cit.*, p.p 112 à 126.

(1) Les engagements volontaires dans tous les états de l'Union atteignirent le chiffre de 700.000 dont 100.000 pour New-York seule.

(2) Ce commerce compte 4.000 bâtiments jaugeant 2 000.000 de tonnes, tandis que le commerce espagnol n'en compte que 1.300 auxquels correspondent 500.000 tonnes.

de Santiago qu'a précédée de quelques jours la destruction effectuée le 3, de la seconde escadre espagnole, celle de Cervera.

La troisième, comprenant l'expédition de Porto-Rico et la chute de Manille, a duré jusqu'au 12 août, c'est-à-dire jusqu'à ce que, conformément à la volonté du gouvernement des Etats-Unis, les conditions draconiennes imposées par le vainqueur au vaincu fussent acceptées de ce dernier.

Opérations maritimes. — Bien que les opérations maritimes et les opérations terrestres aient été le plus souvent étroitement combinées entre elles, il est nécessaire de les séparer momentanément pour rendre plus claire leur étude même succincte.

Dès le début, en réalité, après de légitimes inquiétudes, la flotte américaine a dominé sur mer, condition indispensable pour la réalisation du double but poursuivi : bloquer les côtes des îles convoitées ; y jeter des troupes de débarquement pour s'en emparer.

L'escadre du Nord-Atlantique, commandée par le contre-amiral Samson, se dirige vers Cuba et, procédant à son blocus, supprime toute communication entre la Havane et l'Espagne.

Le commodore Dewey est chargé d'attaquer avec 6 puissants navires l'escadre espagnole des Philippines ou d'Asie : or, bien que celle-ci commandée par le contre-amiral Montojo comprenne 13 bâtiments, 3 d'entre eux seulement peuvent compter, les autres étant ou des non-valeurs ou des impuissants.

Le 1er mai, en une heure et demie, Dewey a raison à Cavite, dans la baie de Manille, de l'escadre espagnole dont les équipages ne purent, malgré de valeureux efforts, compenser leur infériorité : le commandant Cadarso et 400 matelots ou officiers trouvèrent la mort dans cette lutte inégale.

Dewey se contenta ensuite de bloquer la ville dont la garnison n'était pas inférieure à 25.000 hommes mais dont la défense côtière avait été bien mal préparée ; il comptait sur le concours que lui prêta peu après le chef rebelle Aguinaldo.

Laissant de côté des engagements maritimes honorables mais de minime importance, retraçons rapidement l'histoire de l'escadre de Cervera, de celle que l'on a dénommée justement *l'escadre fantôme*, destinée à opérer dans les eaux des Antilles.

Tout d'abord, signalons deux points sur lesquels la lumière est faite aujourd'hui.

Avant même de quitter l'Espagne, le malheureux amiral Cervera ne se faisait aucune illusion sur la valeur de l'instrument avec lequel on lui ordonnait de vaincre. Les charges, les vivres sont en quantité insuffisante ; tel bateau ne possède pas de gros canons ; d'une façon générale, les culasses sont défectueuses, etc.

« Quel que soit le détail dont il s'agisse, écrit Cervera à son ministre, ce qui saute immédiatement aux yeux, c'est notre manque d'argent, notre manque d'organisation, notre manque de préparation en tout. » [1]

En second lieu, l'importance de l'autonomie du commandement a été une fois de plus démontrée dans la guerre hispano-américaine. Il faut à toute force qu'un amiral obtienne du gouvernement qui l'a investi de sa confiance l'autorisation « de donner à la guerre le cours tracé par les conditions techniques et stratégiques propres à la marine » [2].

« ...Pour Cervera, nous l'entendons réclamer en vain de Las Palmas un plan de campagne qu'on lui refuse. Pas même un accord de vues dans lequel il puisse faire entendre les raisons techniques. On le conduit par la main, contre toutes ses protestations, à l'opposé de ce qu'il sait judicieux. On l'envoie à Porto-Rico pour y défendre l'île. Nous savons quelle chimère c'est là. Mais il faut apaiser la panique du gouverneur, les cris de la population. A Cuba, on réclame de même. *La flotte est une proie qu'on s'arrache*..., les États américains obligeaient en même temps le comité de la guerre à scinder l'escadre de l'Atlantique. Le drame s'achève à Santiago, où Cervera tombe sous l'autorité du général Linarès, commandant de la place. Celui-ci le force à sortir, bien inutilement et capitule au moment où l'expédition américaine, découragée, s'apprêtait à battre en retraite...[1] »

Le 29 avril, l'escadre de Cervera appareille du cap Saint-Vincent avec 7 bâtiments et se dirige vers le Sud. Les Américains apprennent son départ ; mais, pendant long-

(1) Michel Mérys [lieutenant de vaisseau G. Blanchon]. — *La guerre navale moderne. De Lissa à Tsoushima* : 1906, p. 159.

(2) Michel Mérys [lieutenant de vaisseau G. Blanchon]. — *La guerre navale moderne. — De Lissa à Tsoushima* : 1906, p. 162.

(1) Michel Mérys. — *Loc. cit.*, p. 161

temps, bien qu'elle leur ait été signalée le 14 mai, comme ayant été vue à l'ouest de la Martinique, ils demeurent dans l'ignorance, puis dans l'incertitude sur sa destination véritable.

Toutefois, dès le début, ils envoient à sa rencontre, après avoir assuré strictement le blocus devant la Havane, une escadre renforcée sous les ordres du commodore Schley; [la route du port de Santiago situé sur le côté sud de Cuba et à son extrémité, le plus important dépôt de charbon dans les Antilles, demeurait libre pour Cervera.

Le 19 mai, on annonce officiellement que l'escadre de Cervera est entrée dans le port de Santiago de Cuba dont le chenal sinueux est étroit au point de n'avoir en tel endroit que 160 mètres de largeur. S'immobiliser dans la rade au lieu d'en sortir aussitôt après s'être ravitaillé surtout en charbon, c'était exposer la flotte espagnole à y être détruite ou capturée, surtout si les Américains parvenaient à boucher le *goulot* de la *bouteille*; or, bien qu'invraisemblable, cette hypothèse se réalisa de point en point.

A quel mobile a obéi l'amiral Cervera, marin brave et expérimenté? Ici, la voix est ouverte aux conjectures; on ne peut, jusqu'à ce qu'une révélation autorisée nous fixe, que s'arrêter là. Cependant Sagasta affirma loyalement à Madrid, ce qui fait faire un pas de plus à la question, que la flotte Cervera n'avait pu s'immobiliser à Santiago de Cuba : cet ordre ne lui aurait donc pas été donné.

Déjà les Américains avaient acquis la certitude, vers le fin de mai, que l'escadre de Cervera était dans la baie de Santiago. Ils agitèrent alors une double solution : ou l'embouteiller en échouant des navires dans le chenal; ou faire partir de la Floride un corps de débarquement, l'établir sur les hauteurs de Santiago et, à coups de canon, chasser de leur abri les bâtiments espagnols qui, à la sortie, auraient à compter avec les flottes combinées de Sampson et de Schley.

Le 31 mai, les ouvrages de Santiago ont à essuyer pendant 2 heures un premier bombardement.

Le 3 juin, un groupe audacieux de 7 marins commandé par le lieutenant Hobson parvient à couler au milieu de la baie un vieux bâtiment hors de service, le *Merrimac*, que l'on a chargé de ferraille.

Le 6 juin, deuxième bombardement de 1.500 projectiles auquel répondent les gros canons de l'escadre avec lesquels on a rétabli les batteries espagnoles.

Le 15 juin, en attendant l'arrivée du corps de débarquement parti de Key-West, troisième bombardement d'une durée de 6 heures.

Le 22 et le 23 juin, sous la protection des gros canons de l'escadre, s'opère le débarquement du corps du général Shafter comprenant 773 officiers et 14.564 hommes; il entre immédiatement dans son rôle de rabatteur de façon à investir Santiago.

Le 1er juillet, une action sérieuse est engagée sur terre.

Le 3 juillet, Cervera, une fois certain que s'il demeure dans le port il s'expose ou à l'anéantissement ou à l'obligation de se rendre, a pris le parti de tenter une sortie. Il l'entreprend à 9h 30 du matin et, à 2 heures du soir, son escadre est détruite, mais l'honneur espagnol est sauf : 3 croiseurs et 2 contre-torpilleurs gisent à la côte où ils se sont échoués sur les écueils, les deux navires restants sont incendiés ou coulés; aucun pavillon n'a été amené, Cervera lui-même est prisonnier mais blessé; les équipages qui ont pu gagner la terre avec des embarcations envoyées par les navires américains y ont été recueillis par les vainqueurs dont la protection s'est exercée « contre les bandes cubaines embusquées dans la brousse, et prêtes à tomber sur les marins désarmés (1). »

Des forces navales de l'Espagne, il ne reste plus réellement (2) que l'escadre dite de réserve dont la formation à Cadix a été décrétée le 5 mai par la reine régente d'Espagne : commandée par le contre-amiral don Emmanuel de la Camara, elle comprendra 15 bâtiments, [4 cuirassés, 1 croiseur-cuirassé, 5 ex-transatlantiques transformés en croiseurs, 3 contre-torpilleurs, 1 transport, 1 charbonnier], comptant 2.437 hommes d'équipage et 2.147 hommes de troupe.

A la fin de juin, elle se trouve immobilisée à Port-Saïd; le gouvernement égyptien auquel elle a demandé 10.000 tonnes de

(1) Bride [capitaine Ch.]. — *Guerre Hispano Américaine...*, p. 211.

(2) On ne put, en effet, prendre au sérieux le projet de l'Espagne de former une quatrième escadre avec de vieux bâtiments et des transatlantiques transformés.

charbon ne peut lui offrir que le nombre de tonnes nécessaires pour regagner le port espagnol le moins éloigné et doit aussi s'opposer à l'embarquement des chauffeurs qui ont été embauchés. A la nouvelle du désastre de Santiago, elle regagna l'Espagne et l'on n'entendit plus parler d'elle.

Le 17 juillet, Santiago capitule.

Le 26 juillet, la marine américaine représentée par 1 cuirassé et 4 transports débarque ses troupes dans l'île de Porto-Rico.

Opérations terrestres. — Elles ont eu lieu, dans des conditions naturellement différentes, dans l'île de Cuba avec Santiago pour objectif, dans l'île de Luçon contre Manille et dans l'île de Porto-Rico.

Au milieu de juin, les forces espagnoles chargées directement de la défense de Santiago consistaient en 10.000 hommes constituant, sous les ordres du général Linarès, la garnison proprement dite, 8.000 hommes [général Luque] échelonnés de Guantanamo à Santiago, prêts à seconder le général Linarès, et une réserve générale, dont la force n'a pas été donnée, portée au nord-ouest de la ville entre Cobre et Canta, en tout vraisemblablement 21.000 à 22.000 hommes.

Les insurgés cubains, au nombre de 5.200 environ, allaient efficacement seconder l'action du général américain Shafter qui leur avait accordé des munitions et des approvisionnements.

Les forces américaines, dont l'effectif a été donné, comprenaient 561 officiers et 10.709 hommes d'infanterie, 3.034 cavaliers *non montés* dont 159 officiers ([1]); 289 cavaliers montés dont 9 officiers, 4 batteries légères et 2 batteries de siège ce qui donnait 473 hommes dont 18 officiers, 2 compagnies de génie avec 9 officiers et 200 hommes, un détachement de télégraphistes composé de 2 officiers et 45 hommes.

Les 23 et 24 juin, les Espagnols se replient devant les Américains sur Santiago.

Le 1er juillet, les Américains secondés par les canons de l'escadre livrent un vigoureux combat qui leur coûte une perte de plus de 1.000 hommes, mais ils sont parvenus à rejeter les Espagnols sur toute la ligne d'investissement.

([1]) Parmi eux figuraient le lieutenant colonel Roosevelt en ce moment président des Etats-Unis.

« Les pertes considérables des Américains furent attribuées, dit le capitaine Bride, à l'erreur commise dans le déploiement des troupes. En effet, pendant toute la durée du combat d'artillerie, des compagnies d'infanterie restèrent massées en arrière des batteries exposées au feu terrible des pièces de l'escadre espagnole ([1]). »

On sait que ce succès des Américains dicta à l'amiral Cervera sa conduite. Le maréchal Blanco, capitaine général de Cuba, eut beau s'efforcer de rassurer à distance, de son palais de la Havane, les assiégés ; leur situation entre deux feux était grave.

Après un armistice de cinq jours, l'escadre américaine exécute, le 9 juillet, contre Santiago, un quatrième bombardement que devait suivre une tentative pour forcer l'entrée du goulet.

L'arrivée du général Miles, généralissime de l'armée fédérale, et renforts qui portèrent l'effectif des troupes à 22.000 hommes disposant de 65 canons ou mortiers, et l'accélération du bombardement brusquèrent le dénouement.

Le 17 juillet, Santiago capitule et, dans l'après-midi, 22.780 Espagnols, qui doivent être rapatriés, remettent leurs armes devant les troupes américaines. Le même jour, les deux petites places voisines de Guantanamo et de Caimanera se rendaient avec 5.000 hommes réduits par la fièvre jaune à 300 disponibles à peine.

Les vainqueurs ne tardèrent pas à avoir à compter avec les exigences des insurgés cubains, puis avec les Cubains qui, tout en remerciant les Américains de les avoir délivrés, réclamèrent « l'établissement définitif d'une république cubaine, composée de Cubains, conformément aux *résolutions* du Congrès américain... »

Le 27 juillet, le gouvernement espagnol chercha, par l'entremise de l'ambassadeur de France Cambon, à négocier.

L'expédition de Porto-Rico a duré du 26 juillet au 13 août, sous la direction du général Miles; 30.000 Américains devaient avoir facilement raison des troupes de la défense, soit de 19.200 hommes : 7.200 hommes de troupes régulières et 12.000 volontaires. Les opérations, marquées par la prise de Ponce

([1]) Bride [capitaine Ch.]. — *Loc. cit.*, p. 207.

le 27 juillet, étaient donc en bonne voie lorsque, le 12 août, la signature du protocole des préliminaires de paix les fit suspendre.

Un dernier mot relatif à Manille. On avait également évalué à 30.000 hommes l'effectif du corps expéditionnaire destiné à réduire les Philippines ; il partit par échelons de San-Francisco, sous les ordres du général Ortis, à partir du 24 mai. Le 9 juin, le général Augusti, gouverneur des Philippines, avait signalé à Madrid sa situation comme grave ; quelques jours plus tard il était cerné par les rebelles et leur chef Aguinaldo dans le vieux Manille.

Le 13 juin, il informe le gouvernement que sa situation est aggravée, qu'il a plus de 1.000 malades et 200 blessés.

Cependant les relations étaient très tendues entre les Américains et Aguinaldo dont le mauvais vouloir s'accusait à tout propos.

Le 4 août, la quatrième expédition américaine entre dans la baie de Manille.

Le 13 août, le bombardement commence et aussitôt le drapeau blanc est hissé sur la ville qui se rend à 5 heures du soir. Le lendemain, il était trop tard lorsqu'arriva la nouvelle de la signature des préliminaires de la paix. Trois jours furent assignés aux forces rebelles d'Aguinaldo pour se retirer à trois milles de Manille, l'occupation mixte ayant été rejetée par le président Mac-Kinley.

Les Américains firent 11.000 prisonniers, dont 7.000 réguliers et capturèrent 20.000 fusils Mauser, 3.000 Remington et 18 canons modernes.

Il ne tardèrent point à se trouver en désaccord avec les insurgés et les Espagnols.

Le traité de Paris. — Lorsque, le 12 août 1898, le protocole mit fin aux hostilités, elles duraient depuis 113 jours. Le traité définitif ne fut signé à Paris que le 12 décembre.

Tout à l'avantage des Américains, ce traité faisait perdre définitivement à l'Espagne Cuba, Porto-Rico, les Philippines ; des 10 millions d'habitants que représentaient avant la guerre ses possessions coloniales, elle n'en conservait que moins de 200.000.

Les Américains, qui chiffrent assez volontiers tout, ont évalué ainsi qu'il suit le bilan de la guerre :

Pertes en argent de l'Espagne :

Cuba	1.500.000.000 fr.
Philippines	2.250.000.000
Porto-Rico	750.000.000
Dépenses de la guerre .	625.000.000
Pertes du commerce . .	100.000.000
Trente navires perdus .	150.000.000
Total. .	5.375.000.000 fr.

Pertes en argent des Etats-Unis :

Le *Maine*	12.500.000 fr.
Dépenses de la guerre .	1.000.000.000
Indemnité à l'Espagne .	100.000.000

Pertes en hommes :

De pareils résultats n'auraient été achetés par les Etats-Unis qu'au prix d'une perte de 253 tués et 1.324 blessés, non compris les morts (266) de l'équipage du *Maine*.

On a parlé, pour l'Espagne, de 2.500 tués et 3.000 blessés, chiffres certainement très au-dessous de la réalité (1).

Conclusion. — L'exposé précédent permet d'être bref. Cette guerre fournit un exemple de plus, après tant d'autres que la France ne saurait oublier, de ce qui arrive quand des insensés parlent de désarmement général ou même partiel. Elle montre ce qu'il peut en coûter à un peuple de s'endormir dans les délices de la paix ou de manquer de prévoyance, dans la personne de ses gouvernants, lorsqu'il a la prétention légitime de tenir un rang honorable parmi les nations. L'erreur de début de Canova qui crut que la flotte et l'armée espagnoles étaient bien supérieures à la flotte et à l'armée yankees était regrettable, mais sans excuse de la part des ministres de la marine et de la guerre espagnols : rappelons-nous 1870 !

La marine espagnole se trouvait manifestement au-dessous du niveau moyen ; or, en pareille matière surtout, on n'improvise pas au moment du danger.

(1) Pour se rapprocher de la réalité, il faudrait tenir compte des morts de maladie. L'auteur de cet ouvrage, auquel était réservée, en octobre 1898, l'émotion de voir en rade de Cadix le *Carlos V* et le *Pelayo*, deux des rares subsistants de la flotte espagnole, ne saurait oublier l'état de délabrement dans lequel furent débarqués, sous ses yeux, un grand nombre de malheureux fiévreux revenant de Cuba.

Quant à la valeureuse armée espagnole, elle méritait d'être mieux employée. On ne saurait, en effet, oublier que plus de 100.000 hommes se trouvaient à Cuba et que, si le maréchal Blanco avait su les concentrer en des points connus, des troupes pour la plupart improvisées n'auraient pu avoir raison de troupes régulières rompues à la fatigue, instruites et ne le cédant certainement pas en valeur aux Américains.

Il est établi que, à Madrid, les désastres publics n'eurent qu'une faible répercussion, car les fêtes privées ne subirent aucune diminution.

Lorsque la nouvelle de la défaite de Cavite y parvint, Sagasta dut, pour faire cesser aux Cortès des discussions pénibles, et obtenir d'eux l'adoption des crédits destinés à couvrir les dépenses de la guerre, les conjurer « au nom des soldats, au nom de la patrie. »

CONSIDÉRATIONS SUR LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

[1904-1905]

AVANT-PROPOS

Il serait à la fois téméraire et prématuré de prétendre écrire actuellement une histoire sérieuse de la guerre Russo-Japonaise qui vient à peine de prendre fin. Peu à peu le jour se fera ; mais de longues années encore s'écouleront avant que l'un des deux partis tout au moins se décide à livrer les documents sans lesquels de nombreuses lacunes existent et trop d'allégations seraient hasardées.

Il est impossible cependant qu'un ouvrage de la nature de celui-ci garde un silence complet sur des événements militaires de l'importance de ceux qui se sont déroulés aux yeux de l'Europe attentive et stupéfaite. Satisfaction sera donc donnée à ce besoin, mais en s'imposant de justes limites.

Un des auteurs les plus recommandables, grâce à sa connaissance complète de la langue russe, de la *Guerre Russo-Japonaise* (1) écrite au jour le jour a dit avec impartialité :

« Tout ce qui a été écrit jusqu'à présent sur la guerre russo-japonaise reposait forcément sur des renseignements parfois erronés et sur des données numériques souvent hypothétiques ; c'est seulement aujourd'hui que beaucoup de points de l'épopée d'Extrême-Orient demeurés encore obscurs commencent à s'éclaircir. Les seuls documents dont on avait jusqu'ici disposé pour relater

(1) Le capitaine [aujourd'hui commandant] Pairvis dans la *Revue du Cercle militaire* [années 1904, 1905 et 1906] où il a reproduit, en dernier lieu, d'importants documents dont la traduction lui est empruntée ici.

les événements militaires de la guerre russo-japonaise consistaient en télégrammes officiels et en récits épisodiques émanant de correspondants de la presse européenne maniant généralement bien la plume mais souvent mal préparés par leurs connaissances incomplètes des choses militaires à juger les opérations stratégiques et tactiques [1]..... »

Grâce à la publication de rapports japonais et russes, grâce à des officiers ayant fait partie des missions militaires attachées aux deux partis, à quelques correspondants en état de bien interpréter ce qu'ils voyaient, grâce surtout à la publication récente de l'ordre d'adieu, véritable *testament* militaire, du généralissime Kroupatkine, et de conférences faites à l'Académie russe d'état-major, on commence à posséder, sur les engagements tactiques, des renseignements dont la concordance plus ou moins grande permet de dégager des leçons parfois assez probantes.

Ce sont quelques unes de ces leçons que l'on trouvera groupées ici, sans que l'auteur prétende un seul instant qu'elles ne soient pas sujettes à révision en partie ou même en totalité : elles ne sauraient, en effet, offrir le même degré de précision que les pages précédentes, mais elles permettent d'indiquer les grands problèmes actuellement à l'étude et de déduire, avec une extrême réserve, des solutions certaines, vraisemblables ou problématiques. La mosaïque ainsi composée n'a pas été établie avec des éléments d'une égale valeur ; aussi bon nombre d'entre eux sont-ils appelés à disparaître plus ou moins promptement.

Les divisions adoptées dans cette ébauche sont les suivantes :

Bibliographie (pour mémoire) [2].

I. — Généralités et Considérations spéciales.

II. — Ephémérides détaillées des principaux événements de la guerre Russo-Japonaise.

III. — Etude succincte de quelques-uns de ces événements.

IV. — Leçons diverses se dégageant de la guerre Russo-Japonaise.

V. — Traité de paix de Portsmouth, le 6 septembre 1905. — Démobilisation. — Renseignements spéciaux. — Réflexions et conclusion finale.

Chalais (Charente), *le 15 octobre 1906.*

I. GÉNÉRALITÉS ET CONSIDÉRATIONS SPÉCIALES

SOMMAIRE

Causes de la guerre. — L'étude impartiale des événements survenus depuis la fin de la guerre sino-japonaise dégage ces causes dans toute leur simplicité.

Désireuse de posséder en propre la Mandchourie, d'avoir sur le littoral Est de l'Asie un port en partie libre de glaces, Port-Arthur, et d'empêcher le Japon de prendre pied en

[1] *Revue du Cercle militaire* : 1906 (numéro du 12 mai).

[2] On ne saurait, en effet, la constituer encore d'une façon sérieuse, vu que la plupart des ouvrages publiés jusqu'ici, au fur et à mesure des événements, sont appelés, quelle que soit la valeur réelle de certains d'entre eux, à disparaître tôt ou tard.

Qu'il suffise donc de citer la provenance de certaines citations et d'ajouter que les travaux publiés par le capitaine Parsvis, le capitaine russe Soloviev et le capitaine Niessel dans l'ouvrage intitulé *Enseignements tactiques découlant de la guerre russo-japonaise* ont été plus ou moins mis à profit par l'auteur de ces *Considérations*. L'ouvrage du chef d'escadrons Meunier qui vient de paraître sous le titre *La guerre Russo-Japonaise* mérite d'être mentionné.

Corée, la Russie subordonna sa conduite à la réalisation de ce désir [1]; elle commit une deuxième faute en faisant trainer en longueur, d'une façon à la fois blessante et suspecte, les négociations et en s'obstinant, ce qui peut être une des forces de la diplomatie, à ne pas répondre catégoriquement aux demandes très claires cependant qui lui étaient adressées.

Justement inquiet des progrès de la Russie en Extrême-Orient, irrité à bon droit de la conduite de l'Europe, le Japon résolut de s'opposer aux agissements de son puissant voisin ; peut-être fut-il encouragé dans cette voie par l'Angleterre à laquelle le liait un traité récent.

La Russie ne désirait vraisemblablement pas la guerre et surtout ne la croyait pas imminente, possible même. Le Japon, qui se préparait depuis longtemps, accepta courageusement cette éventualité et, à la surprise de ceux auxquels le passé ne laisse aucun souvenir profitable, prit les devants.

Nations en présence. — Le Japon, qui avait ressenti très vivement l'outrage du traité de rescision à la suite de la guerre sino-japonaise, fit de la guerre contre la Russie une question nationale et, trompant les gens superficiels ou à courte vue, se conduisit en conséquence : le pays accepta d'avance, ainsi qu'on le vit bien lors du traité de paix de Portsmouth, tous les sacrifices ; animée du même esprit, son armée poussa l'abnégation et l'énergie sauvage, héroïque, jusqu'à l'extrême limite.

La Russie qui n'avait pas été tenue au courant de toutes les combinaisons plus ou moins louches, vénales, que l'avenir dévoilera en tout ou en partie, fut surprise par cette guerre inattendue et ne la considéra jamais que comme un incident gênant, une vaste expédition coloniale. A la suite des grandes batailles, à Tokio on porta le deuil ; à Saint-Pétersbourg, on apprit avec stupéfaction les défaites, mais on continua à critiquer et à danser.

L'imprévoyance a pour conséquence naturelle l'espoir qui résiste à l'évidence même. Les Russes n'y ont pas manqué, toujours prêts à croire à la fatigue, à la circonspection ou à la lassitude des Japonais : c'était se faire d'étranges illusions ne préparant pas aux sacrifices pénibles mais féconds.

Armées adverses

Armées de terre, mobilisation. — Si la diplomatie russe a montré, pendant les années qui précédèrent la guerre, autant d'avidité que d'habileté à prendre pied en Mandchourie et en Corée, il faut reconnaître que le ministre de la guerre, — en dernier lieu, ce fut Kouropatkine lui-même qui cependant redoutait un conflit à main armée, — a été ou bien imprévoyant ou très peu écouté. Il est vrai que le vice-roi Alexéieff qui, par son optimisme et ses hautaines dénégations, a été, dans cette question, si funeste à son pays, niait la possibilité même de la guerre.

Quoi qu'il en soit, au moment où elle éclata, d'une part le haut commandement russe avait licencié les 250.000 hommes mobilisés en 1900 ; de l'autre, Alexéieff avait renvoyé dans leurs foyers les réservistes.

En somme, le 1er février 1904, la Russie compte en Orient, répartis sur un vaste espace [1] : 13 brigades d'infanterie dont 3 de réserve ; 2 brigades d'artillerie et 1 groupe de réserve ; 6 régiments de cavalerie et 1 sotnia de cosaques ; 2 bataillons de sapeurs et 1 brigade de chemins de fer. Le Transsibérien est gardé par 55 compagnies, 55 stonias, et 6 batteries de montagne.

Quant aux forteresses, leurs garnisons sont d'une faiblesse singulière : à Port Arthur, comme à Vladivostock, la garnison est de 1 brigade de tirailleurs, 2 bataillons d'artillerie et 1 compagnie du génie ; à Nicolaïevsk, elle comprend 1 bataillon d'infanterie et 1 compagnie d'artillerie.

Sur le littoral, sont échelonnées 1 compa-

[1] Une simple énumération suffira :

1898 : La Russie occupe Port-Arthur et signe avec la Chine un traité lui donnant à bail pour 25 ans la partie sud du Lia-Toung. Elle fait passer le tracé du Transsibérien par la Mandchourie et construit un embranchement allant de Kharbine à Port-Arthur.

1901 : La Russie profite de l'émeute des Boxers en Chine pour signer un traité avec la Chine et pour occuper la Mandchourie.

Le 21 Avril 1902, elle s'engagea, il est vrai, mais conditionnellement, à évacuer la Mandchourie en trois fois [le 21 octobre 1902, le 21 avril 1903 et le 7 octobre 1907].

[1] Cet espace mesurait 2.200 verstes [2.343 kilomètres] de longueur sur 1.400 [1.491 kilomètres] de largeur. Le verste de 500 sagènes vaut 1.067 mètres.

gnie d'artillerie et 3 compagnies de mineurs-torpilleurs.

L'effectif *exact* est demeuré inconnu jusqu'ici, pour un motif que l'on devine, puisqu'il entraînerait une condamnation.

La mobilisation ne saurait présenter aucun intérêt en ce qui concerne la Russie. Lente ou rapide, elle fournit, tôt ou tard, des éléments que le Transsibérien devait transporter avec une lenteur désespérante, si l'on songe aux exigences d'une situation sans précédents, mais qui s'imposait.

Ajoutons que certains corps eurent à parcourir 500 et même 600 verstes [533 à 640 kilomètres] pour gagner la station de chemin de fer la plus proche.

S'il est un exemple frappant de l'importance du nombre des lignes de communication appelées à desservir une armée d'un gros effectif, c'est bien celui fourni par le chemin de fer transsibérien. En février 1904, ce chemin de fer était à voie unique et long de 8.680 verstes [9.261 kilomètres] de Moscou à Vladivostock ou de 8.870 verstes [9.464 kilomètres] de Moscou à Port-Arthur.

Le Transsibérien [1] avait été construit, en une dizaine d'années, pour assurer la mise en valeur de l'Asie du Nord ; il réalisa une conception à la fois stratégique, politique et économique.

Lorsque la guerre éclata, il subissait une transformation qui avait été reconnue indispensable pour augmenter la circulation quotidienne des trains : les rails étaient trop légers, les garages étaient trop distants, les gares étaient trop éloignées les unes des autres ; on n'avait compté, dans le principe, que sur une circulation de 7 paires de trains et on s'était contenté d'une vitesse maximum de 20 kilomètres à l'heure.

Enfin, au moment de la déclaration de la guerre, le tronçon de 254 kilomètres qui contourne le lac Baïkal large de 45 kilomètres n'étant pas encore terminé, il fallait traverser le lac.

Cette traversée s'effectua : pendant l'hiver, en traîneaux ou à pied parce que, bien que l'épaisseur de la glace fût suffisante pour supporter des trains, la production fréquente de crevasses compromettait la sécurité du parcours ; pendant l'été, au moyen de deux grands pontons qui pouvaient porter 25 wagons.

En septembre, à l'époque de la congélation, et en avril, lors de la débâcle, on dût, pendant deux ou trois semaines, interrompre la traversée sur la glace et par eau.

On comptait 12 jours pour aller de Moscou à Irkoutsk et 27, non compris la durée nécessairement variable de la traversée du lac, pour atteindre Port-Arthur : il fallait donc s'attendre à de pénibles déceptions.

En réalité, on constata bientôt que les trains militaires composés de wagons de marchandises ne pouvaient pas marcher, en moyenne, à plus de 300 verstes [320 kilomètres] en 24 heures : l'absence de latrines, la nécessité de vérifier plus fréquemment qu'avec des wagons ordinaires les essieux et les roues pendant les arrêts, l'obligation de ménager des temps d'arrêt plus ou moins longs afin de permettre aux hommes de manger, de boire et de laver leur linge, aux chevaux de manger, de boire et de se dégourdir les jambes, constituaient, pour un long trajet, autant de causes de retard. Aussi un détachement partant de Moscou ne pouvait-il arriver à Liao-Yang qu'au bout de 41 à 45 jours.

La nécessité d'une seconde voie fut donc vite reconnue, mais trop tard pour qu'on pût y pourvoir à temps ; l'augmentation du nombre de garages ne devait être qu'un palliatif insuffisant.

Il est, en outre, prouvé que, lorsque la guerre éclata, on manquait, pour faire face aux nécessités de la situation, de wagons, de locomotives et même de combustible pour les machines.

Peu à peu les progrès s'accentuèrent.

A la fin de mars, on était parvenu à faire passer 2.700 wagons et 63 locomotives.

En mai, le nombre des trains par jour était de 9 trains dont 6 militaires ; en août, de 13 trains dont 6 militaires.

A la fin de septembre 1904, la ligne contournant le lac Baïkal qui avait nécessité de grands travaux d'art était terminée : le rendement militaire atteignit 13 trains, dont 7

(1) de Koulomzine [A.-N]. — *Le Transsibérien* : 1904, traduit par Legras. Le Comité du Transsibérien fut créé par le décret impérial du 22 décembre 1892. Les dépenses totales de cette construction colossale s'élevèrent à 940.259.401 roubles [2.538.700.000 francs].

pour le transport des troupes et 6 pour le ravitaillement.

Avec une ligne à double voie, on aurait pu disposer au moins de 15 trains et amener chaque jour à l'armée d'Orient environ 4 régiments d'infanterie, ou 4 régiments de cavalerie, ou 2 brigades d'artillerie. Si l'on tient compte de cette constatation que, la guerre ayant éclaté le 8 février 1904, le premier échelon des troupes ne put arriver à Liao-Yang qu'à la fin de mars, on voit quels services eût rendu une double voie.

En dernier lieu, on peut faire remarquer, dès maintenant, que l'existence d'une seule voie ferrée imposa l'obligation de maintenir à proximité de cette unique ligne de ravitaillement les armées russes d'où résulta une gêne sérieuse dans la liberté de leurs mouvements.

Un exemple suffira pour donner une idée des difficultés énormes auxquelles se heurta la Russie. Mobilisé à la date du 6 septembre 1904, le VIII[e] corps est inspecté le 30 par l'Empereur ; il commence à s'embarquer le 4 octobre et n'est concentré à Moukden que le 6 décembre : trois mois pleins s'étaient donc écoulés, avant qu'il pût être utilisé sur le théâtre de la guerre.

28.000 hommes, composant 9 divisions de tirailleurs et 19 batteries provenant des forces dites « de la Sibérie Orientale » formèrent, dès le début, le premier noyau des armées de Mandchourie.

Huit mobilisations partielles permirent de disposer en Mandchourie des corps suivants indiqués seulement dans l'ordre numérique : I[er], Saint-Pétersbourg ; IV[e], Minsk ; VIII[e], Odessa ; IX[e], Kiew ; X[e], Karkow ; XIII[e], Smolensk ; XVI[e], Vitepsk ; XVII[e], Moscou ; XIX[e], Brest-Litowski ; XXI[e], Kiew.

Les 6 corps sibériens furent formés : 4 en employant 8 des 9 divisions provenant du dédoublement des 9 brigades de tirailleurs sibériens ; les V[e] et VI[e] avec les 8 brigades de réserve de Kazan ; 3 brigades de réserve de Sibérie formèrent trois divisions de réserve qui, avec la division restante des tirailleurs sibériens, furent affectées à Vladivostock et à Port-Arthur.

Arrivèrent également en Extrême-Orient : 2 brigades de chasseurs de Finlande, 6 brigades de chasseurs, 2 brigades de tirailleurs, etc. On put disposer aussi de 93 sotnias de cosaques.

En Europe, les vides ainsi causés furent comblés en ayant recours à des divisions d'infanterie de réserve, à des brigades de cavalerie et d'artillerie de réserve.

Le côté grave de la situation, au commencement de février 1904, était : l'absence de direction des troupes régulièrement organisée ; la pénurie de cavalerie ; l'insuffisance du nombre des batteries ; le petit nombre d'unités du génie ; le manque complet de troupes techniques (aérostiers, télégraphie optique, etc).

L'infanterie russe était armée du fusil Nagant-Mosin modèle 1891 à verrou et à chargeur du calibre de 7^{mm},62.

La cavalerie était armée du sabre, de la carabine et de la lance.

L'artillerie n'eut d'abord qu'un vieux matériel, puis reçut un matériel à tir rapide du calibre de 76^{mm},2.

Dès le lendemain de la guerre avec la Chine, le Japon, loin de s'endormir sur ses lauriers, avait déployé une activité en regard de laquelle la nonchalance, la passivité des Russes forment un pénible contraste.

Nous savons que, en 1895, au moment où fut signé le traité de paix de Simonosaki, l'armée japonaise comprenait la division de la garde et 6 divisions d'infanterie recrutées chacune dans une région territoriale distincte.

L'année suivante, dès que l'influence allemande l'emporta au Japon sur l'influence française, le système de recrutement régional allemand fut adopté [1].

Le 21 mars 1896, un décret du Mikado fut rendu d'après lequel les forces armées du Japon devaient être doublées en sept ans. On procéda avec une sage lenteur, en augmentant peu à peu, par dédoublement, les unités ; grâce à cette précaution, on obtint une réelle homogénéité.

En 1900, lors de la révolte des Boxers, la division japonaise laissa aux moins perspicaces, comme aux moins attentifs, une excellente impression de son organisation, de la façon dont elle était commandée et de l'esprit

[1] En février 1904, le service militaire était ainsi réparti : 3 ans dans l'armée active [Geniki], 4 ans 4 mois dans la réserve de l'active [Yobi] ; 5 ans dans la territoriale [Kobi] ; 3 ans dans la réserve [Hoju].

offensif qui régnait en elle depuis ses généraux jusqu'au dernier de ses soldats. La preuve en fut faite lors de la prise de Tien-tsin, dans les combats des 11, 13 et 14 juillet, le 5 août à Peitsang et, du 14 au 17 août, à Pékin.

L'irritation des Japonais, qui ne fit que grandir en 1898, en 1900 et en 1901, anima peu à peu leur armée du désir irrésistible de reprendre les armes à la main à la Russie ce qu'avait gagné le sang nippon.

Pendant que la réorganisation de l'armée et de la flotte s'effectuait, la politique faisait son œuvre utile, indispensable : un traité d'alliance gros de conséquences et d'avantages était signé avec l'Angleterre [12 février 1903] et, dans le courant de l'année 1903, des relations amicales étaient nouées avec les Etats-Unis. Enfin, pour gagner du temps, le Japon engageait, le 28 juillet 1903, avec la Russie, des pourparlers diplomatiques où ne brilla pas sa bonne foi, mais qui, dans l'esprit de son gouvernement, étaient appelés à rendre de proche en proche la guerre inévitable.

Il ne semble pas que l'attention des Russes ait été suffisamment éveillée par tous ces indices : en pareil cas, le dédain est un mauvais conseiller et le réveil est d'autant plus pénible que l'aveuglement a été plus grand.

Que valaient donc dans l'armée japonaise l'instruction et l'éducation ?

Sous la direction d'instructeurs français, puis allemands, l'instruction avait été assurée d'une façon analogue à celle des armées les plus modernes.

Quant à l'éducation morale,

« les soldats du Mikado n'en ont pas besoin pour obéir à leurs chefs et faire leur devoir sur le champ de bataille. *Les théories néfastes, poussant les hommes à l'indifférence et même à la rebellion sont inconnues au Japon* et ne viennent pas jeter la division et l'indiscipline dans les régiments. Le courage extraordinaire déployé en tant d'occasions par les troupes japonaises n'est pas, en effet, le résultat d'un fanatisme provoquant des accès d'héroïsme momentané ; il s'explique par un sentiment très développé du devoir et de la responsabilité individuelle. *Chaque soldat se figure que ses moindres actions rejailliront en bien ou en mal sur l'ensemble de l'armée et de la nation. C'est cet état d'esprit qui rend la collectivité aussi forte aussi brave et aussi disciplinée* (1)..... »

(1) Kann [Réginald]. — *Journal d'un correspondant de guerre*, p. 344.

En somme, au Japon, le soldat est, comme cela doit être, l'image de la nation d'où il sort. Quel instrument !

En temps de paix, l'armée japonaise comprenait alors : la division de la garde et 12 divisions d'infanterie, 1 division mixte à Formose, 2 brigades indépendantes de cavalerie et 2 brigades indépendantes d'artillerie.

A ces unités correspondaient les chiffres suivants :

Infanterie . . .	97.344	hommes	66 %
Cavalerie . . .	7.146	—	4,8
Artillerie . . .	24.592	—	18,4
Génie	8.840	—	5,4
Train	8.000	—	5,4
	145.922	hommes.	

En temps de guerre, on devait atteindre, avec 13 divisions d'infanterie et 13 brigades territoriales [ou de réserve], le chiffre de 480.000 hommes.

Au mois de janvier 1904, il y avait dans la réserve 530.000 hommes instruits, soit un excédent de 196.000 hommes [par rapport aux nécessités de la mobilisation], sans compter les 190.000 hommes du nouveau contingent, un million d'hommes de la réserve de recrutement et 1.500.000 de la milice.

La mobilisation des forces japonaises eût été inutile si la mer du Japon n'avait pu être traversée ; elle exigeait donc la maîtrise de la mer : le nécessaire fut fait et les transports purent commencer aux deux ports d'embarquement de Moji et d'Ujina.

La mobilisation s'effectua en toute sécurité et sans le moindre mécompte : 8 jours pour les trains, 10 jours pour les convois. On se préoccupa de l'avenir en organisant des « troupes de remplacement. »

En juin 1904, le maréchal Oyama eut sous ses ordres, pour 3 armées : 8 divisions, environ 180.000 hommes. En septembre et octobre 1904, il reçut du Japon le complément des troupes actives qui y avaient été maintenues et des unités territoriales mobilisées.

La chute de Port-Arthur lui permit, en dernier lieu, de disposer d'environ 400.000 hommes fournis par 12 divisions actives et quelques brigades territoriales.

On croit utile d'indiquer, dès maintenant, dans un tableau, l'affectation ultime des forces actives et territoriales entre les 6 armées qui, de proche en proche, furent formées :

N° des Armées	Garde	1re	2e	3e	4e	5e	6e	7e	8e	9e	10e	11e	12e
1re armée [Kuroki] (1)	1	»	1	Réserve générale	»	»	»	»	»	»	»	»	1
2e armée [Oku] (2)	»	»	»		1	1	»	»	1	»	»	»	»
3e armée [Nogi] (3)	»	1	»		»	»	1	1	»	1	»	»	»
4e armée [Nodzu] (4)	une division de réserve et										1	»	»
5e armée [Kawamura] (5)	deux divisions de réserve et											1	»
6e armée [Hasegawa] (6)	Formée avec la réserve de la Territoriale.												

Il paraît suffisant d'ajouter quelques détails relatifs aux différentes armes.

Bien armée, solide, l'infanterie allait se montrer également apte à faire la guerre aussi bien en montagne qu'en plaine. Les troupes actives étaient armées du fusil Arisaka, modèle 1901, de $6^{mm},5$, à chargeur de 5 cartouches; les troupes territoriales avaient le fusil à magasin Mourata.

La cavalerie était l'arme faible aussi bien par l'aptitude des cavaliers que par l'insuffisance numérique et que par la valeur médiocre des chevaux. On dut donc recourir aux expédients : c'est ainsi qu'on employa les Koungouses (7) pour certaines opérations, telles que la destruction des chemins de fer, etc. Chaque cavalier était armé d'un sabre et d'une carabine modèle Arisaka.

L'artillerie possédait deux canons à tir accéléré : le canon de campagne Arisaka de 75 millimètres, à tir accéléré, tirant un shrapnel et un obus brisant; un canon de montagne de 75 millimètres aussi, mais très allégé et démontable pour pouvoir être porté à dos de mulet.

(1) Débarquée en Corée, de février à avril 1904.

(2) A Tche Nam-Po au commencement d'avril; la 6e division arriva, le 14 juin, à Pi-Tse-Ouo.

(3) Débarquée, le 24 juin 1904, dans la baie de Kerr, puis renforcée des 1re et 7e divisions : siège de Port-Arthur.

(4) Débarquée, le 21 juin 1904, à Ta-Kou-Chan.

(5) Formée avec 2 nouvelles classes de la Territoriale et débarquée en Corée dans le courant de janvier 1905.

(6) Formée avec la réserve de la Territoriale et débarquée auprès de Ham-Heung en avril 1905.

(7) Ces Koungouses ou bandits, ainsi nommés par les Chinois, étaient des gens sans aveu qu'avait attirés la découverte de mines d'or dans le bassin de Soungan et de Che-Toung : inoccupés, ils s'étaient répandus dans les régions voisines.

Armées de Mer ou Marines

On se croit autorisé à avancer que, malgré le nombre, la marine russe était, en quelque sorte, en façade. Elle était, à coup sûr, bien singulièrement éparpillée; c'est ainsi que, en janvier 1904, se trouvaient :

A Port-Arthur, 40 vaisseaux : 7 cuirassés, 1 croiseur cuirassé, 4 croiseurs à pont cuirassé, 2 croiseurs non cuirassés, 4 canonnières, 2 croiseurs-torpilleurs, 22 contre-torpilleurs, 7 torpilleurs.

A Dalny, 2 croiseurs non cuirassés;

A Inkéou, 1 canonnière;

A Sanghaï, 1 canonnière;

A Tchemoulpo, 1 croiseur à pont cuirassé, 1 canonnière;

A Vladivostock, 3 croiseurs cuirassés, 1 croiseur à pont cuirassé, 10 torpilleurs.

Etaient en route dans la mer Rouge pour l'Extrême-Orient 3 vaisseaux [1 cuirassé, 1 croiseur cuirassé, 1 croiseur à pont cuirassé], 7 contre-torpilleurs et 4 torpilleurs.

Notons que 14 grands navires pouvaient être transformés en croiseurs auxiliaires.

Port-Arthur et Vladivostock étaient hors d'état de servir de points d'appui sérieux.

Il semble que certains officiers avaient une idée complaisante de leurs devoirs, s'il est vrai que, le 8 février 1904 au soir, lors de l'attaque par surprise de la flotte russe, beaucoup d'officiers, y compris l'amiral, se trouvaient à terre. Il est permis aussi de supposer, en songeant à ce qui s'est passé depuis, que l'esprit révolutionnaire comptait déjà bon nombre d'adeptes parmi les équipages.

En janvier 1904, la marine japonaise se dénombrait ainsi : 8 cuirassés, 8 croiseurs cuirassés, 16 croiseurs non cuirassés, 12 canonnières, 4 transports de torpilles, 19 contre torpilleurs, 11 torpilleurs, 52 petits torpilleurs. En tout, 130 bâtiments de guerre déplaçant ensemble 260.931 tonnes.

Fournis par des marins de profession ou par des gens du littoral, les équipages étaient excellents et, ainsi que des cas isolés le prouvèrent, animés d'un mépris vraiment extraordinaire de la mort. Le total était de 33.674 officiers et matelots.

La marine japonaise disposait d'un grand nombre de dépôts navals parfaitement organisés, de postes de torpilleurs et d'un nombre important de docks privés.

262 bâtiments utilisables comme transports, dont 42 déplaçant plus de 3.000 tonnes, pouvaient porter simultanément 4 à 5 divisions.

A la fin de janvier 1904, la flotte de guerre était concentrée à Sasébo. Les autres ports de guerre de 1re classe, Iokosouka, Kouré, Maïdzoura constituaient autant de bases sûres.

Si l'on ajoute que la flotte japonaise était commandée par un marin à la fois audacieux et expérimenté, l'amiral Togo, on peut dire que, dès le début, bien que la Russie possédât plus de cuirassés (1) et de contre-torpilleurs que le Japon, la suprématie maritime était vraisemblablement assurée à cette dernière puissance.

Plan d'opérations japonais. — L'analogie entre le plan d'opérations des Japonais de 1904-1905 et celui qui leur servit en 1894 est frappante ; aussi a-t-on pu dire que le plan de 1904 était une réédition de celui de 1894. La scène est la même et du côté japonais on retrouve les mêmes généraux chargés de missions identiques. Les grandes lignes du plan de 1904 sont les suivantes [*fig.* 13, 14 et 15](1) :

1° Obtenir la maîtrise de la mer en cherchant à battre puis à paralyser la flotte russe : l'attaque inopinée qui, en 1894, avait échoué contre les Chinois mis sur leurs gardes, réussit en 1904 ;

2° Conquérir la Corée [*fig.* 14], y occuper plus particulièrement Fusan et Mazampo, Gensan, Tchémoulpo, Tsirampo et l'embouchure du Yalou : on obtiendrait ainsi une ligne d'opérations sûre, aussi courte que possible et en même temps on assurerait à la flotte et à l'armée une première base terrestre d'opérations ;

3° Passer le Yalou et occuper Feng-Hoang-Tchéou, de façon à couvrir la Corée et à protéger les opérations contre Port-Arthur bloqué par mer et attaqué par terre [*fig.* 15].

Ici, le parallèle prend fin.

4° Débarquer des troupes dans le Kouang-Toung, à Pitsévo, et manœuvrer de façon à s'emparer du chemin de fer ;

5° Débarquer des troupes à Dagonchan pour agir contre Haï-Tcheng ;

6° Marcher contre l'armée russe.

L'exécution de ce plan nécessita la formation de 4 armées : la 1re [général Kuroki] chargée d'occuper la Corée ; la 2e [général Oku] désignée pour assiéger Port-Arthur ; les 3e [général Nogi] et 4e [général Nodzu] destinées à s'emparer du chemin de fer.

Elles participeraient ensuite, suivant les circonstances, aux opérations contre l'armée russe.

Quant aux Russes, ils ne pouvaient avoir qu'une idée : constituer d'abord leur armée d'opérations ; prendre l'offensive dès qu'ils seraient en forces.

(1) La figure 15 établie pour la guerre Sino-Japonaise mentionne le Transsibérien terminé.

II. — ÉPHÉMÉRIDES DÉTAILLÉES DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

Les divisions adoptées sont les suivantes :

I. — Opérations sur terre.

II. — Opérations sur mer

I. — OPÉRATIONS SUR TERRE ANNÉE 1904

1°. — PRÉLIMINAIRES ET OPÉRATIONS EN CORÉE (*fig.* 13 *et* 14)

6 février. — Rupture des relations diplomatiques entre les deux pays.

7 février. — L'amiral Togo part de Sacébo.

8-9 février (nuit). — Attaque par surprise, à 11h45 du soir, de la flotte russe dans la rade de Port-Arthur : les deux cuirassés *Cezarewitch*, *Revitsan* et le croiseur *Palade* sont endommagés par les torpilleurs japonais qui, heureusement, n'osèrent pas, risquant le tout pour le tout, se lancer à corps perdu au milieu des bateaux russes.

10 février. — Bombardement, pendant 45 minutes, par la flotte de l'amiral Togo, de Port-Arthur : le cuirassé *Poltava*, les croiseurs *Askold* et *Novik* sont gravement atteints.

L'amiral japonais Uric, qui dispose de 2 croiseurs cuirassés, 4 croiseurs protégés et 8 torpilleurs, détruit devant Tchemoulpo le croiseur le *Varyag* et la canonnière la *Korëetz*.

11 février. — Au moment où la Russie déclare la guerre, elle a déjà perdu la suprématie sur mer.

L'aviso porte-torpilles russe l'*Yenissei* saute pendant qu'il pose des torpilles.

12 février. — Déclaration de guerre du Japon.

13 février. — Le croiseur russe *Bojanic* a le même sort que l'*Yenissei*.

13-14 février (nuit). — Attaque brusquée vainement tentée sur Port-Arthur par une flottille de contre-torpilleurs japonais. L'amiral Togo a pris pour base navale Haï-Yang-Tao.

14 février. — Toute la 12e division japonaise (1re armée) venant de Modji atterrit à Tchemoulpo (le débarquement se fait en cinq jours) d'où elle va occuper Séoul.

20 février. — Le général Kouropatkine est nommé commandant en chef des troupes de Mandchourie, sous la haute autorité de l'amiral Alexéieff, lieutenant impérial en Extrême Orient ; il arrive à Liao-Yang le 28 mars.

23-24 février. — Première tentative d'*embouteillage* (obstruction comme à Santiago de Cuba) de la flotte russe dans Port-Arthur ; un torpilleur russe s'échoue.

6 mars. — La brigade de Cosaques Michtchenko, lancée en couverture en avant de l'Yalou, prend le contact à *Ping-Yang*, avec des troupes de la 1re armée japonaise dont la concentration autour de ce point devait être achevée le 15 mars ; elle recule lentement sur le Yalou qu'elle repassera pour aller surveiller la région du Ta-kou-chan.

6 mars. — Bombardement de Vladivostock par l'amiral Kamimoura.

9 mars. — L'amiral Makaroff, une des gloires de la marine russe, remplace l'amiral

Stark dans le commandement de l'escadre de Port-Arthur : il s'attache à relever l'escadre de l'état de prostration où l'a jetée le guet-apens de la nuit du 8 février et ne tarde pas à devenir gênant pour Togo.

10 mars. — La garde japonaise débarque à Tche-Nam-Po.

Fin février à mars. — Bombardements rapprochés de Port-Arthur, nouvelles et infructueuses tentatives d'embouteillage. — Appréhensions et dégâts causés par les torpilles fixes et mobiles.

Formation de l'armée de Mandchourie : concentration s'opérant vers Moukden et Liao-Yang, avec les Ier et IIe corps de la Sibérie orientale et des troupes venues d'Europe ; elle est couverte par 2 divisions (3e et 6e) de la Sibérie orientale que commande le général Zassoulitch, avec la brigade Michtchenko, et par une division (général Kondratowitch) à In-kéou. Mobilisation des garnisons de Port-Arthur et de Vladivostock.

28 mars. — Michtchenko, dans le but de déterminer la force de l'avant-garde ennemie, vient l'attaquer à *Tchang-Tjou* avec 6 sotnias ; il se retire devant 3 escadrons et 4 compagnies accourus en toute hâte au canon de Kasan, puis, au dernier moment, il repasse le fleuve à la nage après avoir utilement rempli sa mission puisqu'il a su, jusqu'au bout, garder le contact.

4 avril. — Arrivée à Anju (ou Antchjou) des têtes de colonnes de la 1re armée (Kuroki) dont la marche a été rendue très pénible par l'état des routes que le dégel a défoncées ; les troupes les plus avancées sont parvenues à Vi-ju (ou Itchjou).

L'amiral Togo a transféré sa base intermédiaire à Haïtjou ; plus tard, il choisira les îles Elliot.

11 avril. — Le cuirassé *Pétropawlosk*, portant le pavillon de Makaroff, est coulé dans une sortie par une ou plusieurs torpilles sous-marines ; l'amiral et 640 hommes, sur 700 dont se composait l'équipage, périssent. Makaroff est remplacé par Witheft. Le cuirassé *Pobieda* est endommagé. 8e bombardement de Port-Arthur.

23 avril. — La concentration de la 1re armée japonaise est complètement terminée autour de Vi-ju.

Les troupes de la 2e armée destinée à opérer dans le Liao-Toung, qui ont commencé, dans les premiers jours d'avril, à débarquer à Tche-Nam-Po, sont prêtes à appuyer, s'il est nécessaire, la 1re armée.

30 avril. — Nouvelle tentative d'embouteillage et 9e bombardement de Port-Arthur.

1er mai. — Passage du Yalou par la 1re armée japonaise et *combat de Turentchen* : conduites par le général Zassoulitch qui, ayant mal compris son rôle de couverture ou d'arrière-garde, s'entête à soutenir un combat auquel il pouvait se soustraire, les 3e et 6e divisions, ne comprenant que 12 bataillons et 3 batteries, et la brigade de cosaques du Transbaïkal, sont écrasées sans utilité par 3 divisions disposant de 108 pièces de campagne et de 14 pièces de 120 millimètres.

Le général Keller remplace Zassoulitch dans son commandement.

2e OPÉRATIONS EN MANDCHOURIE (*fig.* 13)

Le général Kuroki, au lieu de foncer immédiatement sur Liao-Yang, ne reprend sa marche que le 3 mai pour s'arrêter trois jours plus tard à Feng-Hoang-Tcheng où il se couvre par des détachements mixtes. C'est un retard qui paraît lui avoir été justement reproché, car il fut tout à l'avantage de l'armée russe dont l'organisation ne fut pas contrariée.

3 mai. — Nouvelle tentative d'embouteillage de Port-Arthur. L'amiral Alexéieff et le grand-duc Boris peuvent sortir de la place.

5 mai. — La 2e armée japonaise (Oku) redevenue libre, par suite du succès de la 1re, est transportée de Tche-Nam-Po, où elle a été débarquée dans les premiers jours d'avril, à Pi-Tsé-Ouao (ou Pitsévo), à Port-Adams et à Kaï-Ping ; elle marche vers Port-Arthur.

Activité de la flotte japonaise pendant tout le mois de mai.

11 mai. — Deux trains de munitions et de matériel, les derniers, peuvent encore entrer dans Port-Arthur.

11-12 mai. — Les communications par voie ferrée de Port-Arthur avec Moukden sont définitivement supprimées.

15 mai. — Le cuirassé japonais *Hatsubé* est coulé par une mine sous-marine : destruction par le *Kaouga* du croiseur japonais *Yoshimo*.

21 mai. — A la faveur d'un bombardement de la côte près d'In-Kéou effectué pour provoquer un déplacement de la part des Russes, la 4ᵉ armée [Nodzu] commence à débarquer à Ta-Kou-Chan ; elle sera ensuite transportée dans la baie de Kerr.

Maintenues sur place après que la Garde a atteint Ta-An-Ho, les 1ʳᵉ et 4ᵉ armées protègent les flancs de la 2ᵉ armée.

26 mai. Combat de Kin-Tchéou ou de Nanchou. — Il a pour résultat de contraindre le général Fock, dont l'infériorité numérique est grande, à reculer sur la première ligne de défense extérieure.

Les Japonais occupent Dalny.

4 juin. — La 3ᵉ armée [Nogi], qui a été formée dans la baie de Kerr avec les 9ᵉ et 11ᵉ divisions renforcées de la 1ʳᵉ (venue de la 2ᵉ armée) puis de la 7ᵉ, est destinée à faire le siège de Port-Arthur qui, livré à ses propres ressources, ne sera pas secouru efficacement.

11 juin. — Débarquée à Pi-Tsé-Ou, la 6ᵉ division renforce la 2ᵉ armée qui, ayant passé une division à la 3ᵉ armée et une à la 4ᵉ, comprendra désormais les 3ᵉ, 4ᵉ et 6ᵉ divisions.

14 et 15 juin. — Le général Stackelberg, chef du IIIᵉ corps d'armée sibérien, après avoir reçu l'ordre malencontreux de prendre l'offensive, d'abord sur Kin-Tchéou, puis sur Port-Arthur, livre la *bataille de Wafangou* [Oua-Fang-Ou, Télissé [1]] : battu, il est rejeté sur Kaï-Ping, distant de 70 kilomètres, avec une perte de 3.600 hommes environ, de 17 canons et de plusieurs drapeaux.

[1] En Mandchourie, chaque localité porte quatre noms. Ainsi le nom de « Télissé » pour les Chinois est « Télitz » pour les Russes, « Télissou » sur les cartes anglaises, et « Tokoridji » pour les Japonais. Il y aurait encore lieu de donner l'appellation coréenne.

Les 1ʳᵉ, 2ᵉ et 4ᵉ armées japonaises vont pouvoir entamer une marche concentrique vers Liao-Yang.

Vers le milieu de juin, le général Kouropatkine dispose de 4 corps d'armée de la Sibérie orientale et de 2 divisions de cosaques.

Sa droite, qui occupe Haï-Tcheng, point de bifurcation du chemin de fer de Niou-Tchouang, a détaché de fortes avant-gardes à Ta-Tchi-Kiao et à In-Kéou ; son centre est à Liao-Yang ; sa gauche, qui est sur le Tsaï-Tse-Ho, tient par un détachement le col de Muo-Tien-Ling.

16 juin. — Début de violents combats qui s'engagent sur ce front considérable.

Nommé vice-roi et commandant en chef en Mandchourie, le maréchal Oyama prend pour chef d'état-major le général Kodama.

23 juin. — Emplacements des 1ʳᵉ, 2ᵉ, et 4ᵉ armées japonaises :

La 1ʳᵉ armée [Kuroki], en marche sur Haï-Tcheng et Liao-Yang, menace les passes de Muo-Tien-Ling et de Ta-Ling ;

La 4ᵉ armée [Nodzu] se rapproche du col de Fen-Choui-Ling ;

La 2ᵉ armée [Oku] est à cheval sur la voie ferrée à Se-Niou-Tchen ;

La 4ᵉ et la 2ᵉ armées ont pour objectif Haï-Tcheng et Ta-Tchi-Kiao.

25, 26 et 27 juin. — Attaque et prise par la 1ʳᵉ et la 4ᵉ armées des passes de Muo-Tien-Ling, de Ta-Ling et de Fen-Choui-Ling.

1ᵉʳ juillet. — Emplacements des armées japonaises :

1ʳᵉ armée entre Muo-Tien-Ling et Fen-Choui-Ling ;

4ᵉ armée au sud-est de Ta-Tchi-Kiao ;

2ᵉ armée au sud de Kaï-Ping.

Il est donc indispensable, pour les mouvements ultérieurs, que la 4ᵉ et la 2ᵉ armées progressent pour se relier à la 1ʳᵉ armée.

4 juillet. — Les Russes ne peuvent réussir à forcer la passe de Muo-Tien-Ling.

Marche des Japonais sur Liao-Yang

a) au Sud de Liao-Yang

5 au 8 juillet. — Le *combat de Kaï-Ping* permet à la 2ᵉ armée [Oku] d'occuper les lignes de ce nom.

22 au 25 juillet. — Les 2ᵉ [Oku] et 4ᵉ

[Nodzu] armées japonaises attaquent à *Ta-Tchi-Kiao* [Dathitchao pour les Russes], le 24 juillet, les arrière-gardes du Ier [Stakelberg] et du IVe [Zaroubaïef] corps sibériens : retraite des Russes sur Haï-Tcheng où se trouvent déjà les IIe [Zassoulich] et IIIe [Ivanoff] corps sibériens : le Ier corps d'armée est arrivé depuis peu d'Europe à Liao-Yang.

29 juillet. — Les Japonais occupent In-Kéou.

30 et 31 juillet.— Combat de Haï-Tcheng qui contraint les Russes à se retirer. Le 31, pendant cette retraite, une de leurs divisions est écrasée à *Si-Mou-Tcheng.*

b) A l'est de Liao-Yang.

17 et 18 juillet. — La 12e division japonaise [1re armée] repousse une reconnaissance offensive dirigée par le général Keller vers la *passe de Muo-Tien-Ling*, mais se trouve elle-même arrêtée dans la poursuite.

19 juillet. — La 1re armée japonaise [Kuroki] atteint, par sa colonne du centre, Ta-Ka-Ouan situé à environ 35 kilomètres de Liao-Yang.

31 juillet. — Continuation de la marche de la 1re armée japonaise, en deux colonnes, sur Liao-Yang, par Saï-Ma-Tsé. Elle livre : à droite, le *combat de Si-Ho-Yen*; à gauche, celui de *Yan-Tsé-Kiang* [Yanzéline pour les Russes] qui coûte la vie au général Keller.

1er août. — Les renforts japonais affluent par In-Kéou.

Juillet-août. — Lorsque le général Kouropatkine a reçu d'Europe le XVIIe corps [Karkoff], une partie du Ier corps et, de Sibérie, le Ve corps, il dispose de près de 200.000 hommes.

23 août. — Au moment où le maréchal Oyama porte en avant ses trois armées, il a sous ses ordres environ 130.000 hommes fournis par 8 divisions renforcées.

24 août au 4 septembre. — Bataille de Liao-Yang. — Pendant quelques jours, les Russes résistent plus ou moins passivement à l'offensive des trois armées japonaises dont chacune a pour axe de marche une route, avec Liao-Yang comme objectif commun. Finalement, la droite japonaise manœuvre en vue de déborder la gauche russe et de couper l'armée de Moukden. Kouropatkine prend ses dispositions pour la contre-attaquer vigoureusement avec quatre corps d'armée. Ce mouvement est en voie d'exécution, lorsque l'offensive inconsidérée du général Orloff vient le compromettre. Finalement, après avoir perdu la tête de pont de Liao-Yang, Kouropatkine ordonne la retraite sur Yantaï et Moukden. Des deux côtés, les pertes auraient varié entre 20.000 [Russes] et 21.500 [Japonais] hommes. Il n'y a pas eu de poursuite.

Fin septembre et commencement d'octobre. — Des combats d'avant-postes succèdent à cette grande bataille, puis les renforts arrivent.

En octobre, l'armée d'Oyama comprend :

1re armée [Kuroki] : pour 3 divisions et des troupes de réserve, 76 bataillons, 18 escadrons, 276 canons ;

2e armée [Oku] : pour 3 divisions et des troupes de réserve, 60 bataillons, 26 escadrons, 240 canons ;

4e armée [Nodzu] : pour 2 divisions et des troupes de réserve, 44 bataillons, 9 escadrons, 120 canons.

De son côté, l'armée russe a reçu le complément du Ier corps européen, celui du Ve sibérien, le VIe sibérien complet et la 4e division de cosaques du Don.

Mettant fin trop tardivement à une erreur préjudiciable, un ukase impérial, en date du 24 septembre, a enfin ordonné, pour le soulagement du haut commandement, la rapidité de transmission des ordres, la mobilité, la souplesse de la manœuvre et l'énergie dans l'exécution, le groupement d'abord en deux armées (1) des corps d'armée qui, jusqu'alors, ont été maintenus séparés.

Ire armée, général Linievitch : Ier corps européen, IIe, IIIe et IVe corps sibériens ;

IIe armée, général Grippenberg : VIIIe, XVIe, XXIe corps, 6 brigades de chasseurs.

9 au 18 octobre. — Bataille du Cha-Ho [*fig.* 21]. — Lorsque, le 2 octobre, Kouropatkine annonce à son armée que l'heure est enfin venue de prendre l'offensive et d'imposer sa volonté aux Japonais, il occupe par ses avant-postes la rive nord du Cha-Ho ; le gros de ses forces est à Moukden, le restant s'échelonne entre cette ville et Tié-Ling.

Les armées japonaises garnissent le front Yen-Taï-Pen-Si-Hou, long de 45 kilomètres

(1) La IIIe armée n'a été créée qu'à la fin d'octobre.

environ, et ont un détachement à Baniapoutza.

Kouropatkine a projeté de consacrer 7 divisions à l'attaque de front et d'exécuter par sa gauche, avec 6 divisions, un mouvement tournant contre la droite des Japonais qu'il veut rejeter ensuite sur Liao-Yang. Ce mouvement commence le 11, alors que, déjà, Oyama a donné les ordres nécessaires pour tourner la droite russe à l'aide d'une grande conversion qui portera sa gauche en avant; son attention a été éveillée par l'offensive maladroite de Stackelberg commencée le 9 et continuée le 10. Fort heureusement pour les Russes, Oyama ayant pris un front trop étendu, son action perdit en vigueur.

Les Russes repassent, le 15, le Cha-Ho sur les bords duquel la lutte continua jusqu'au 17; puis leur armée opère une reculade de 35 kilomètres environ après avoir perdu, dit-on, à peu près 35.000 hommes, soit une quinzaine de mille hommes de plus que leurs adversaires.

Le nom du colonel Poutiloff qui, dans un des combats des derniers jours, s'empara, à l'est de la route mandarine, dans l'angle qu'elle forme avec le Cha-ho, d'une colline à laquelle son nom fut donné et de 10 canons, est à retenir.

En somme, cette bataille a consisté en des combats assez divers. La manœuvre offensive des Russes a rempli, du 4 au 9 octobre, la première phase; la deuxième, qui dura du 10 au 13, a compris l'attaque des positions japonaises, le combat offensif des Japonais et la retraite des Russes qui s'ensuivit; du 14 au 18, les Japonais ont attaqué les positions du Cha-Ho et provoqué la retraite définitive de leurs adversaires.

23 octobre. — La démission de l'amiral Alexéieff, dont la responsabilité demeure si lourde, est enfin provoquée et acceptée. Kouropatkine, délivré d'un cauchemar véritable, est nommé commandant en chef des troupes de terre et de mer en Mandchourie. Comme on dispose alors de 12 corps d'armée, — autant que les Japonais ont de divisions, — il est décidé qu'une troisième armée sera formée.

Ire armée: même composition qu'au commencement d'octobre;

IIe armée, général Grippenberg: Ier corps sibérien, VIIIe et Xe corps européens;

IIIe armée, général Kaulbars: XVIIe corps européen, Ve et VIe corps sibériens.

Les VIe et XVIe corps européens sont attendus.

Ces 12 corps d'armée disposaient de 2 divisions de Cosaques, 6 brigades de chasseurs, 12 batteries de montagne et de 10 batteries d'obusiers de 6 pouces. En comptant les sotnias et 5 brigades de tirailleurs, on arrive au chiffre approximatif de 450.000 hommes.

Novembre et décembre : Hivernage sur le Cha-Ho. — Les armées russes et japonaises, dont les fronts sont distants d'une vingtaine de kilomètres à peine, se fortifient opiniâtrément, s'observent et escarmouchent sur un certain nombre de points; les deux artilleries se canonnent d'une façon intermittente.

Le thermomètre marque de — 15° à — 20°.

Le front russe s'étend du Houn-Ho à Baniapoutza sur le Cha-Ho; la colline Poutiloff est occupée.

21-28 novembre. Combat de Tsin-Ho-Tcheng. — Le général Rennenkampf s'oppose à l'occupation de Sing-Tcheng-Ting par les Japonais.

Les deux partis établissent peu à peu en avant de leurs fronts des parallèles et des retranchements, si bien que, en certains endroits, ils ne sont distants que de 800, et même de 600 mètres.

Décembre. — Dans le courant de ce mois, les Japonais répondent à la formation de la IIIe armée russe en constituant avec 6 divisions et demie [26 régiments] une 5e armée; il leur a suffi, pour se procurer les éléments nécessaires, de retarder de deux ans le passage dans la réserve de la territoriale. Cette armée qui reçoit pour chef Kawamura sera débarquée en Corée vers le milieu de janvier après avoir quitté le Japon sans que personne connût son effectif ni sa destination.

Année 1905

2 janvier. — La chute de Port-Arthur rend disponibles les 4 divisions [1re, 7e, 9e et 11e] composant l'armée de Nogi [3e]. Oyama va se trouver ainsi à la tête de 12 divisions actives, 9 de réserve et de brigades territoriales, soit d'environ 400.000 hommes.

8 au 17 janvier. Raid de Michtchenko sur In-Kéou. — Le général Michtchenko, à la disposition duquel 10.000 hommes ont été

mis, est chargé de casser la voie ferrée entre Haï-Tcheng et Ta-Tchi-Kiao, puis d'attaquer In-Kéou [ou Niou-Tchouang] et Niou-Kia-Toun pour y détruire d'importants magasins japonais.

Sa troupe se décompose de la façon suivante : une division de cavalerie à 3 brigades [2 de Cosaques et 1 de la Russie d'Europe], 4 batteries [3 batteries à cheval à 6 pièces, 1 à 4 pièces], 66 escadrons [15] ou sotnias [51], 4 groupes d'infanterie montée, une demi-sotnia de gardes-frontières et 22 pièces. Malheureusement pour un aussi faible effectif, le convoi ne comptait pas moins de 1.500 bêtes de sommes.

Le raid fut exécuté en 3 colonnes parallèles.

L'opération proprement dite dura depuis le 10, jour du départ de Sifontai, jusqu'au 14 et fut marquée par les incidents suivants : combat contre 500 Kounghouses; le 10, à Toutaïsé, combat au cours duquel le lieutenant français Burtin [1] est tué; destruction, sur une longueur d'environ 300 mètres, de la voie ferrée au nord d'In-Kéou, du pont de Ta-Tchi-Kiao, d'un convoi de 500 voitures et d'un train; insuccès devant In-Kéou et Niou-Kia-Toun. Le 14, l'approche de fortes colonnes japonaises envoyées pour réprimer cette tentative ayant été signalée, Michtchenko fait battre en retraite et rejoint l'armée le 17 : il a perdu 78 hommes dont 7 officiers et a eu 289 blessés dont 32 officiers.

25-29 janvier. Bataille de Sandépou [*fig.* 21]. — Au moment où Kouropatkine charge Grippenberg de tourner le flanc gauche japonais et de gagner le sud de Sandépou, la ligne des avant-postes japonais est jalonnée par les points de Manni-Kaï, Tatsanpou, Sandépou et Heikoutaï [ou Hokoutaï]. Grippenberg a sous ses ordres 2 divisions et 2 brigades de tirailleurs prélevées sur les trois armées, de façon apparemment à mieux réaliser l'homogénéité de cette armée de circonstance.

Après un succès remporté le 25, Grippenberg insiste pour qu'on lui envoie des renforts : bon juge, Kouropatkine croit devoir les lui refuser. Le 27, les Japonais renforcés reprennent les points qui leur ont été enlevés et, le 29, les troupes de Grippenberg, amoindries de 12.400 hommes environ, sont revenues à leur point de départ. Les Japonais auraient perdu environ 9.350 hommes.

On a allégué, ce qui ne saurait être une justification, que cette offensive contre la gauche japonaise fut ordonnée à titre de diversion de l'émeute du 22 janvier à Saint-Pétersbourg.

Le rappel sur sa demande, que le tsar commit la faiblesse d'accorder au général Grippenberg détermina encore, un mois avant de livrer une bataille décisive, des remaniements nuisibles dans le haut commandement :

Ire armée, général Linievitch ;
IIe armée, général Kaulbars ;
IIIe armée, général Bilderling.

(1) Né le 28 juin 1874, Burtin [Marie-Pierre Auguste] était sorti de Saint-Cyr le 1er octobre 1897; lieutenant deux ans après au 2e régiment de tirailleurs, il avait pris du service, en novembre 1904, dans l'armée russe; il fut frappé de quatre balles.

Composition et ordre de bataille des armées adverses la veille de la bataille de Moukden

I. ARMÉE RUSSE

Ire armée
—
**124 bataillons,
53 escadrons,
45 batteries.**

Ier corps européen : 22e et 37e divisions d'infanterie, 2 brigades d'artillerie, 1 brigade de chasseurs du IIe sibérien ;
IVe corps sibérien : 2e et 3e divisions d'infanterie, 1 division d'artillerie et 3 batteries ;
IIe corps sibérien : 5e division de chasseurs S.-O., 1re division d'infanterie, 1 brigade d'artillerie et 2 batteries ;
IIIe corps siberien : 3e division ou 3 régiments de chasseurs S.-O., 2 régiments et 2 bataillons d'infanterie, 4 batteries ;
Detachement oriental : 6e division de chasseurs S.-O, 1 régiment de chasseurs S. O. [3e division], 71e division d'infanterie, 1 brigade d'artillerie, 1 bataillon de cosaques et 1 batterie ; — Détachements indépendants : bataillons de réserve sibérienne, 1 bataillon de cosaques, 5 sotnias de cosaques, 1 batterie de montagne.
Cavalerie : Divisions de cosaques de Sibérie et de la Transbaïcalie.
A la disposition du commandant de l'armée : 1 régiment, 2 sotnias de cosaques.
Nota : chacun des trois premiers corps possédait, en outre, de 2 à 4 sotnias de cosaques et 1 bataillon de sapeurs.

IIe armée
—
**122 bataillons,
46 escadrons,
45 batteries.**

Détachement occidental : 1 brigade de cosaques ,
Corps de chasseurs d'Europe : 3 brigades et 2 sotnias de cosaques ;
VIIIe corps européen : 14e et 15e divisions d'infanterie. 2 brigades d'artillerie ;
Xe corps européen : 9e et 31e divisions d'infanterie, 2 brigades d'artillerie ,
Ier corps sibérien : 1re et 9e divisions de chasseurs S. O , 2 brigades d'artillerie, 1 brigade de la 6e division de chasseurs S.-O. ;
Cavalerie : Division de cosaques de l'Oural [1 brigade], de la Transbaïcalie [1 brigade] et 1 brigade d'artillerie de la Transbaïcalie; 1 brigade du Caucase.
Nota : chacun des trois derniers corps disposait, en outre, de 1 bataillon de sapeurs et de 2 sotnias de cosaques [VIIIe et Xe] ou de 1 régiment de dragons [Ier corps sibérien]; 2 batteries d'artillerie de montagne du S.-O, étaient attachées au Xe corps européen.

IIIe armée
—
**76 bataillons,
22 escadrons,
30 batteries.**

Ve corps sibérien : 54e et 61e divisions d'infanterie, 2 brigades d'artillerie, 1 régiment du Xe corps européen ;
XVIIe corps européen : 3e et 35e divisions d'infanterie, 2 brigades d'artillerie ;
VIe corps sibérien : 55e division, 1 brigade d'artillerie;
Nota : chaque corps d'armée disposait d'un bataillon de sapeurs et soit de 2 sotnias de cosaques [Ve corps sibérien], de 1 brigade de cavalerie indépendante [XVIIe corps européen] ou de 1 régiment de cosaques [VIe corps sibérien].

**Réserve générale
[Commt en chef]**
—
**44 bataillons,
2 escadrons,
15 batteries.**

XVIe corps européen : 25e division d'infanterie et 1 brigade d'artillerie, 41e division d'infanterie [1 brigade était détachée avec 2 batteries à la garde de la voie ferrée] et 2 batteries d'artillerie, 1 bataillon de sapeurs ;
VIe corps sibérien : [72e division] et 1 brigade d'artillerie ;
Ie corps européen : [1 régiment] et 2 sotnias de cosaques.

TOTAL GÉNÉRAL : 369 bataillons, 125 escadrons, 135 batteries.

Nota : A Moukden, ces trois armées furent disposées, de la droite à la gauche, dans l'ordre suivant : IIe armée [Kaulbars], IIIe armée [Bilderling], Ire armée [Linievitch].

II. ARMÉE JAPONAISE

1re armée — 54 bataillons, 9 escadrons, 28 batteries.	*Division de la Garde* : 2 brigades, 1 régiment de cavalerie, 1 régiment d'artillerie, 1 groupe de batteries de 4 pièces, 1 bataillon de pionniers ; 1 brigade de réserve et 1 compagnie de pionniers ; *12e division* : 2 brigades, 1 régiment de cavalerie, 8 batteries dont 4 de montagne, 1 bataillon de pionniers ; 1 brigade de réserve et 1 compagnie de pionniers, *2e division* : 1 brigade et demie, 1 régiment de cavalerie, 1 bataillon de pionniers 1 brigade de réserve et 1 compagnie de pionniers. *A la disposition du commandant de l'armée* : 1 régiment de la 2e division et 1 groupe de réserve de 4 batteries de campagne.
2e armée — 54 bataillons, 17 escadrons, 22 batteries.	*1 brigade de cavalerie* et 1 batterie de montagne ; *8e division* : 2 brigades, 1 régiment de cavalerie, 1 régiment d'artillerie, 1 bataillon de pionniers ; *5e division* : même composition ; *4e division* : même composition ; *A la disposition du commandant de l'armée* : 3 brigades de réserve et 3 compagnies de pionniers.
3e armée — 42 bataillons, 17 escadrons, 45 batteries.	*1 brigade de cavalerie* et 1 batterie de montagne ; *1re division* : 2 brigades, 1 régiment de cavalerie, 1 régiment d'artillerie, 1 bataillon de pionniers ; *7e division* : même composition ; *9e division* : même composition ; *A la disposition du commandant de l'armée* : 1 brigade de réserve, 1 compagnie de pionniers, 2 brigades (3 régiments) d'artillerie indépendante, 1 groupe indépendant de 2 batteries d'artillerie.
4e armée — 54 bataillons, 7 escadrons, 34 batteries.	*6e division* : 2 brigades, 1 régiment de cavalerie, 1 régiment d'artillerie, 1 bataillon de pionniers ; *Division de réserve* : 2 brigades, un escadron de cavalerie, 2 batteries de campagne, 1 bataillon de pionniers ; *10e division* : 2 brigades, 1 régiment de cavalerie, 1 régiment d'artillerie, 1 bataillon de pionniers ; *A la disposition du commandant de l'armée* : 3 brigades de réserve, 3 compagnies de pionniers, 1 brigade d'artillerie indépendante.
5e armée — 29 bataillons, 5 escadrons, 14 batteries.	*11e division* : 2 brigades, 1 régiment de cavalerie, 1 régiment d'artillerie, 1 bataillon de pionniers ; *Division de réserve* : 2 brigades, 1 escadron de cavalerie, 1 compagnie de pionniers ; *Division de réserve* : même composition ; *A la disposition du commandant de l'armée* : 1 bataillon.
Réserve générale (commt en chef) — 30 bataillons 3 escadrons 7 batteries	*3e division* : 2 brigades, 1 régiment de cavalerie, 1 régiment d'artillerie, 1 bataillon de pionniers ; *Brigade de réserve* : 2 régiments, 1 compagnie de pionniers.

Total général : 263 bataillons, 68 escadrons, 150 batteries.

Nota : A Moukden, ces cinq armées furent disposées, de la droite à la gauche dans l'ordre suivant : 5e armée (Kawamura), 1re armée (Kuroki), 4e armée (Nodzu), 3e armée (Nogi).

23 février au 10 mars : bataille de Moukden (fig. 21). — Lorsqu'il plut au maréchal Oyama, après une longue inaction, de reprendre l'offensive, il avait reçu l'important renfort de l'armée de Port-Arthur dont Kouropatkine a, paraît-il, toujours ignoré la destination ; il voulut aussi devancer l'arrivée des troupes, du IVe corps notamment, que son adversaire attendait ; enfin il pouvait disposer de la 5e armée, qu'il allait charger, pendant ses opérations, de protéger au loin son flanc droit, tout en agissant contre la gauche russe.

A la veille de ce duel grandiose par le nombre des effectifs en présence, par la durée inusitée de la lutte et par son caractère vraiment décisif, l'armée russe occupe les emplacements suivants sur un front total de 140 kilomètres environ compris entre le Houn-Ho et Tsin-Ho-Tcheng :

A droite, c'est-à-dire vers l'Ouest, la IIe armée (Kaulbars) s'étend entre Chan-Tan et Lin-Chin-Pou, dans l'ordre suivant : détachement occidental, corps de chasseurs d'Europe ; VIIIe et Xe européens, Ier sibérien ;

au centre, la IIIe armée (Bilderling) garnit la rive nord du Cha-Ho, dans l'ordre suivant : Ve sibérien, XVIIe européen, VIe sibérien ; elle occupe, sur la rive gauche, quelques points avancés comme la colline Poutiloff ;

à gauche, c'est-à-dire vers l'Est, la Ire armée (Linievitch) tient les défilés entre Baniapoutza et Tsin-Ho-Tcheng. Elle est ainsi répartie de la droite à la gauche : Ier européen, IVe, IIe et IIIe sibériens, détachement oriental.

La ligne du Cha-Ho est fortifiée depuis la colline Poutiloff jusqu'au col d'Ouan-fouling. Plus au Nord, en deuxième ligne, le cours du Hun-Ho est fortifié, tantôt sur une rive, tantôt sur l'autre, de Sia Ho-Toun à Fouchoun. Le détail de la position de Moukden est donné sur la figure 22. Enfin, l'angle compris entre la route de Sin-Min Ting et le Hun-Ho à Makia-Pou est barré par une autre ligne (1).

Le front et le flanc gauche sont bien protégés, mais Kouropatkine a disséminé sa cavalerie et le déploiement prématuré de ses forces ne lui a pas permis de se ménager une réserve générale suffisante.

Les 2e, 3e et 4e armées japonaises se trouvent dans l'espace limité par l'arc d'environ 65 kilomètres que forme, de Kokéoutaï à Pen-Si-Hou, le Cha-Ho ; la 1re armée est entre Pen-Si-Hou et Tsiang-Tchang sur la rive gauche du Taï-Tse-Ho.

La 5e armée fait face, à l'extrême droite, aux troupes du général Alexéieff.

La 3e armée se trouve aux environs de Liao-Yang : la 3e division et les 3 brigades de réserve demeurées disponibles se tiennent au nord d'Yentaï.

Quels ont été les effectifs des forces en présence ? Le doute subsiste. On a adopté les chiffres suivants : Russes, plus de 330.000 hommes dont 18.000 cavaliers et 1.538 pièces (1.200 canons de campagne et de montagne, 250 bouches à feu lourdes, 88 mitrailleuses) ; Japonais, plus de 320.000 hommes dont 8.000 cavaliers et 1.270 pièces (900 canons de campagne, 170 bouches à feu lourdes, 200 mitrailleuses). Contentons-nous de remarquer que le chiffre des Russes n'est point en rapport avec le total général des troupes se trouvant alors en Mandchourie : s'il est exact, on aurait eu bien tort de ne pas remédier, aux approches d'une bataille prévue, attendue, à un aussi funeste éparpillement.

Le maréchal Oyama paraît avoir formé au début le plan suivant : faire échec au centre russe avec la 4e (Nodzu) et la 3e (Oku) armées, menacer leur flanc droit avec la 3e (Nogi) armée ; porter, par Fouchoun, contre le flanc gauche russe, la 1re (Kuroki) et la 5e (Kawamoura) armées dont l'objectif final était Tié-Ling, c'est-à-dire la ligne de retraite de l'armée russe.

Oyama met ses troupes en mouvement le 19 février. Ce même jour, il a été décidé, dans un conseil de guerre tenu à Siahotoun, que les Russes prendront l'offensive, le 25, par leur droite contre la gauche des Japonais et qu'ils chercheront à les rejeter vers l'Est ; ils durent par indiscrétion y renoncer.

Le 23, Oyama commence l'attaque de front tout en décrivant une conversion à gauche, avec Pen-Si-Hou pour pivot ; la passe de Gao-fou-ling est l'objectif central.

(1) Le tracé de ces lignes de fortification n'a pas été porté sur la figure 21 dont la netteté eût été diminuée ; voir *fig. 22.*

Le 25, après une longue et opiniâtre résistance, les Russes perdent Tsin-Ho-Tcheng; ils cèdent ensuite peu à peu le terrain et s'arrêtent sur la hauteur de Ma-Tsiang-Tien. Jusqu'au 8 mars, ils tiennent ferme sur la ligne Kandolisan — Ma-Tsiang-Tien.

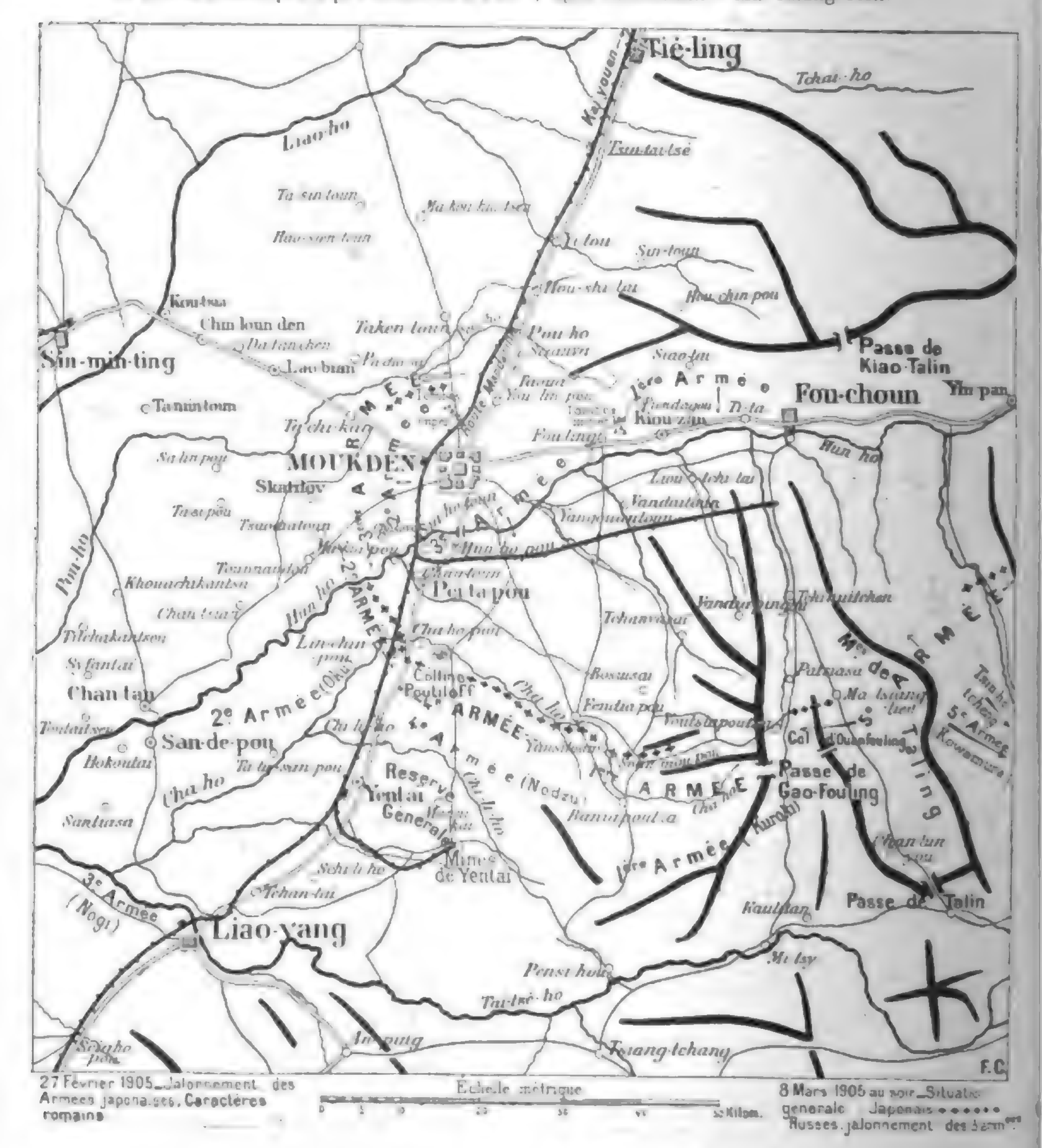


Fig. 21. — Moukden et ses environs.

La résistance de l'ennemi trompant son espoir, Oyama renonce à maintenir à sa droite le rôle prépondérant. Il affaiblit donc son centre, où il ne laisse que la 4e armée [Nodzu] mais renforcée au préalable par la grosse artillerie de Port-Arthur, pour tenter avec la 2e [Oku] et surtout la 3e [Nogi] armées de tourner la droite russe puis de marcher sur Moudken.

Le 1er mars, Kouropatkine, craignant d'être coupé de Moukden, prend la résolution de refuser sa droite ; il se constitue, en attendant, le retour du Ier corps sibérien mandé en toute hâte de la gauche à Moukden, une réserve provisoire avec 4 régiments enlevés au XVIIe et au Ier corps européens.

L'offensive générale est entamée le 2 mars à la suite d'un terrible duel d'artillerie soutenu sur un front d'environ 100 kilomètres.

Le soir, Oyama est maître de Chan-Tan ; il possède dès lors un point d'appui pour favoriser sa conversion à droite et va faire remonter vers le Nord sa 3e armée [Nogi] pour gagner le flanc droit de l'armée russe.

Du 3 au 5 mars, il s'empare, de proche en proche, après avoir triomphé d'une lutte soutenue pied à pied, de plusieurs villages dont Sin-Min-Ting ou Sinmintine et Lao-Bien [ou Lao-Bian] situés au nord-nord-ouest de Moukden.

Le 6, devant une menace aussi directe, Kouropatkine ordonne une sérieuse contre-attaque : si elle ne réussit pas au gré de ses désirs, par suite d'un emploi prématuré des réserves et parce que son adversaire s'est déjà fortifié sur bon nombre de points, elle a du moins pour résultat la prise de Ta-Chi-Kao.

Exposé à être séparé d'Oku [2e armée], Nogi [3e armée] cède du terrain : mais, non content d'avoir cherché à le dégager, Oku lui donne le moyen, en lui envoyant une de ses divisions, de reprendre l'offensive : le 7, Ta-Chi-Kao est de nouveau au pouvoir des Japonais. Cet échec sérieux décide Kouropatkine à porter son armée au nord de Moudken dont déjà la gare reçoit les obus japonais.

Le 8 mars, la retraite devient générale ; elle est soutenue par le général Myloff avec 40 bataillons, pendant que le centre qu'actionne Nodzu [4e armée] se replie avec beaucoup de peine sur le Houn-Ho.

Libre de reprendre l'offensive, Kuroki [1re armée] passe le Houn-Ho sur la glace vers 3 heures du matin, triomphe de la résistance russe entre Moukden et Fouchoun, puis accentue sa marche en avant.

Bientôt son armée et celle de Nodzu [4e armée] dessinent une vaste tenaille dont les deux branches tendent à se rapprocher et dans l'intérieur de laquelle se meut l'infortunée armée russe en proie à un désordre inexprimable.

La retraite sur Tié-Ling devait, d'après les ordres reçus, s'effectuer :

pour la Ire armée, par Fouchoun et Fouling ;

pour la IIe armée, le long de la voie ferrée ;

pour la IIIe armée et tous les convois par la route mandarine.

Or, les Japonais canonnent les routes de l'Est et de l'Ouest ; la route mandarine elle-même l'est aussi de deux côtés différents.

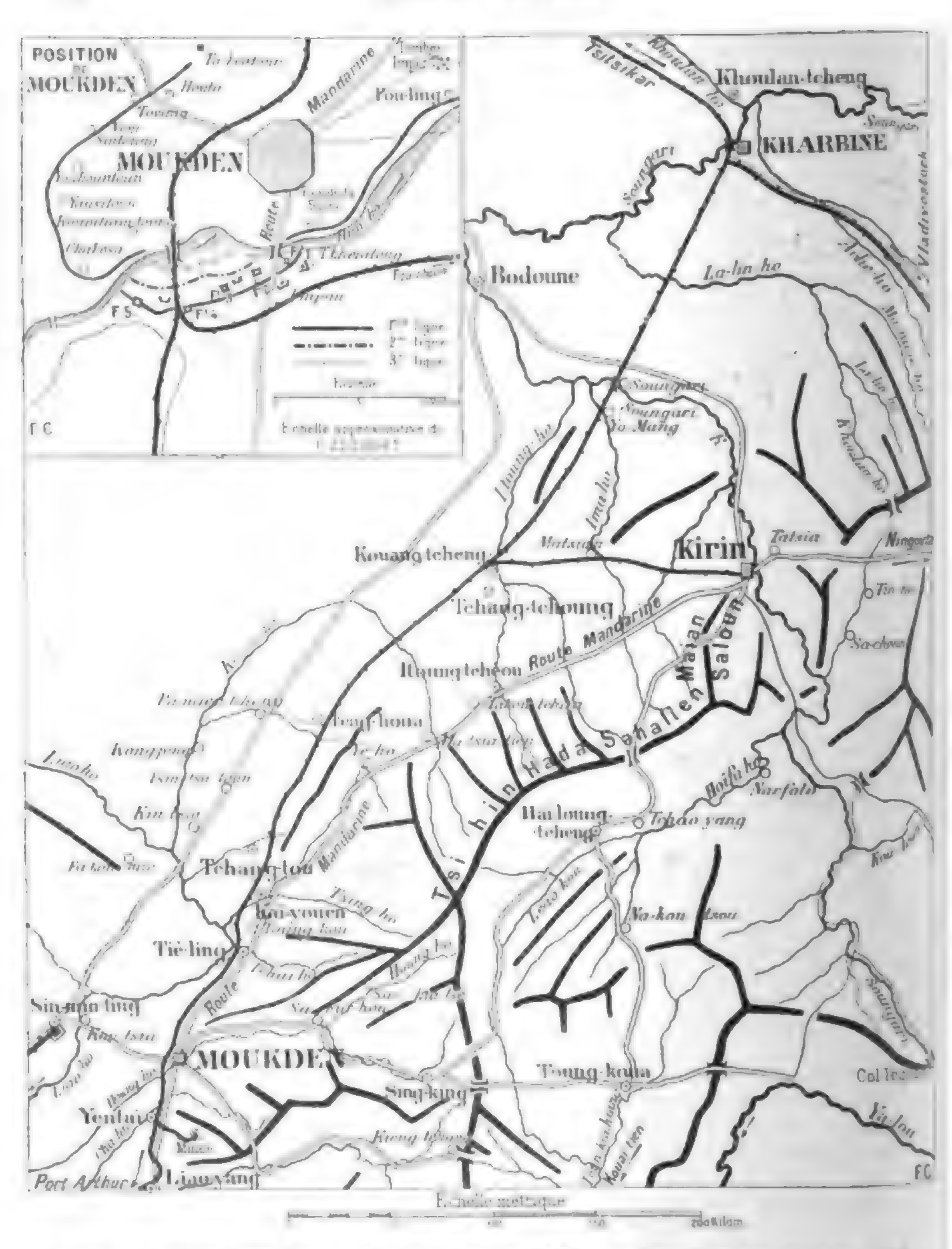
La résistance si honorable de la IIe armée [Kaulbars] limite le désordre, sans pouvoir cependant empêcher la déroute qui se produit en plusieurs endroits : le général Launitz résiste longtemps aux Tombeaux des empereurs, après quoi il recule en combattant ; le général Gerstschelmann se distingue aussi, dans ce moment critique, avec 3 brigades.

Tardivement commencée, le 9 au soir, l'évacuation de Moukden ne devait naturellement pas tarder à être entravée, puis rendue impossible : dans la nuit du 9 au 10, 13 trains sont partis ; le 10 au matin, 16 trains partent encore.

Il faut détruire tout ce que l'on ne peut évacuer d'approvisionnements. Sur la route mandarine, les obus de Kuroki provoquent des scènes indescriptibles.

Le 14 mars, les Russes se trouvent en grande partie rassemblés près de Tié-Ling où la Ire armée, celle de Linievitch, est entrée musique en tête et dans un ordre parfait ; des troupes de la IIIe armée combattent encore.

D'après le rapport d'Oyama, les prisonniers russes furent au nombre de plus de 40.000 sur un total maximum de 130.000



Nota. — Quelques noms d'endroits indiqués dans la *Relation* ne figurent pas sur cette carte : insignifiants au point de vue géographique, ils n'ont dû qu'aux circonstances une importance momentanée.

Fig. 22. — De Moukden à Kharbine.

Russes mis hors de combat : 26.000 morts restés sur le champ de bataille, 800 blessés tombés entre les mains de l'ennemi, 64.000 hommes évacués sur Kharbine [59.102 blessés dont 1.379 officiers ; 5.408 malades dont 443 officiers].

Les Japonais ont pris 2 drapeaux, une soixantaine de canons, 60.000 fusils, 150 wagons et 1.000 chariots à munitions, 200.000 obus, 25 millions de cartouches, 15.000 koku [1] de céréales, 55.000 koku de fourrages, 45.000 koku de matériel de chemin de fer à voie étroite, 2.000 chevaux, 1.000 charrettes d'uniformes et d'équipements, 1 million de rations de pain, 70.000 tonnes de combustibles, 60 tonnes de foin, etc.

Le maréchal Oyama a accusé une perte totale environ moitié moindre de celle des Russes, soit une cinquantaine de mille hommes.

15 mars. — Ce même jour, Oyama fait son entrée triomphale à Moukden ; quant aux Russes, ils évacuent Tié-Ling devant la menace des Japonais qui l'occupent le lendemain.

17 mars. — Linievitch est nommé généralissime en remplacement de Kouropatkine qui, donnant un grand exemple, sollicite le commandement de la Ire armée.

19 mars. — Premier télégramme de Linievitch : « Apparition japonaise près de Koa-Taï-Tsé, au sud de Kaï-Yuen, ville de Fa-Kou-Min occupée par la cavalerie japonaise. Armées continuent concentration. » [*fig.* 22].

21 mars. — Kouropatkine prend le commandement de la Ire armée.

28 mars. — Le général Batianoff est mis à la tête de la IIe armée en remplacement du général Kaulbars : celui-ci reprend le commandement de la IIIe armée, le général Bilderling redevenant chef du XVIIe corps.

Aux arrière-gardes russes établies sur la ligne Pa-Mien-Tcheng — Feng-Houa font face les avant-gardes japonaises qui ont atteint les points de Kaï-Youen et Tchang-Tou. Les escarmouches sont fréquentes entre ces deux lignes.

L'armée japonaise s'avance par les trois routes qui, partant de Moukden, de Sing-King et de Toung-Koua, conduisent à Haï-Loung-Kirin, vers le Nord, et à Haï-Loung-Cheng.

3 avril. — Les Japonais doivent lutter avec acharnement pendant douze heures pour repousser une attaque dirigée contre Tsin-Tsa-Toun.

17 au 24 mai. — Raid de Michtchenko vers Sin-Min-Ting. — Ce raid est opéré avec 2 divisions [la division de cavalerie de l'Oural et de la Transbaïkalie, la division mixte du Caucase] et 4 bouches à feu. Michtchenko détruit 2 compagnies japonaises et en capture une autre, il enlève un caisson de vivres et ramène 234 prisonniers. Ce raid lui coûte 188 hommes : 37 tués dont 3 officiers et 151 blessés dont 10 officiers.

Juillet. — Après une trêve véritable qui allait se prolonger jusqu'à la paix et que des raisons tenues secrètes de part et d'autre peuvent seules expliquer, les armées ennemies sont dans les situations respectives suivantes :

Russes : quartier général à Kou-Tchan-Ling ; IIe armée vers Pa-Mien-Tcheng ; IIIe armée à cheval sur la voie ferrée ; Ire armée la gauche appuyée à Ma-Tsia-Tien avec une réserve à Kou-Tchou-Ling. Les deux ailes sont couvertes : celle de droite, par la cavalerie de Michtchenko ; celle de gauche, par la cavalerie de Rennenkampf.

Japonais : quartier général à Tié-Ling ; 3e armée [Nogi] au sud de Soun-Tchan, 4e armée [Nodzu] à cheval sur la voie ferrée, 5e armée [Kawamoura] au sud-est de Kaï-Youen avec mission de surveiller les défilés conduisant dans la vallée du haut Soungari, avec sa réserve à Tié-Ling ; 2e armée [Oku] à l'Ouest ; 1re armée [Kuroki] à l'Est. La cavalerie couvre les deux ailes sans perdre le contact avec les Russes.

6 septembre 1905 — Traité de paix de Portsmouth.

[1] Le koku vaut 180 livres.

3° PORT-ARTHUR ET VLADIVOSTOCK. SIÈGE DE PORT-ARTHUR.

[16 mai 1904 au 2 janvier 1905] [*fig.* 23].

16 au 22 mai. Le général Oku multiplie ses reconnaissances.

26 mai. Combat de Kin-Tchéou ou de Nanchan. — Le général Oku le livre avec les 1re, 3e et 4e divisions, soutenues à leur droite par le feu d'une flottille embossée dans la baie de Kin-Tchéou. Il rejette le général Fock qui disposait de la 4e division de tirailleurs de Sibérie orientale et de la 4e batterie d'artillerie, sur la première ligne de défense de Port-Arthur. Large d'environ 3 kilomètres, l'isthme n'était fortifié que sur un point : la colline de Nanchan qui en occupe le centre était armée avec des canons de 0,15 centimètres.

26 juin. Combat du mont Nan-Su-Chan. — Livré sur la seconde ligne de défense extérieure par le général Nogi [3e armée] qui a sous ses ordres la 1re division et 2 divisions, les 9e et 11e débarquées au commencement du mois dans la baie de Kerr; plus tard, la 7e division sera envoyée en renfort.

3-5 juillet. Combat du mont Su-Chan. — Livré sur la troisième ligne de défense extérieure.

15 juillet. — L'investissement de Port-Arthur est complet.

Le général Stœssel, gouverneur de la place, dispose, en comptant les services administratifs, d'environ 45.000 hommes. Il a pour adjoint le général Smirnoff et a sous ses ordres les généraux Fock et Kondratenko, chefs des deux divisions d'infanterie, le général Nikitine commandant l'artillerie et le contre-amiral Withcft la flotte.

L'armée assiégeante est forte de 80.000 hommes environ; elle sera renforcée plus tard par une division.

26, 27 et 28 juillet. — Premiers assauts contre le front Nord de la place. Les Japonais s'emparent de la deuxième position russe.

9-10 août. — Pendant la nuit, le corps de gauche s'empare des hauteurs de Ta-Kou-Chan et de Siao-Kou-Chan.

10 août. — L'amiral Withcft se propose de forcer le blocus pour joindre la division navale de Vladivostock. Il sort et engage la lutte avec deux divisions japonaises. Malheureusement il est tué et la mort de son second, à bord du cuirassé le *Cezarewitch*, fait tomber le commandement entre les mains de l'amiral prince Ouktomsky qui donne le signal de la rentrée dans Port-Arthur ; il en résulte une dislocation véritable : 5 cuirassés, 1 croiseur, 3 torpilleurs et quelques canonnières peuvent exécuter l'ordre ; les autres navires se réfugient à Kiao-Tcheou, à Shangaï, à Korsakow et à Saïgon.

L'amiral Wiren est aussitôt désigné pour remplacer le prince Ouktomsky.

11 août. — Débarquements japonais dans la baie de Louise.

15 août. — Première sommation adressée par les Japonais au général Stœssel.

17 au 25 août : 1re attaque générale. — Bombardement et assauts répétés dirigés contre le front Nord de la place. Les Japonais progressent sur les hauteurs d'Et-Se-Chan. Attaque du village de Pa-Li-Tchouang. Trois assauts meurtriers sont dirigés sur le front Est contre l'ouvrage de Zaredoutri.

25 août. — La garnison est repoussée en presque totalité sur la ligne des forts. Mais, pour obtenir ce résultat, les Japonais ont éprouvé des pertes telles que, pendant un mois, ils se bornent à faire le siège régulier et à entamer les travaux d'approche.

25 août au 18 septembre : période d'accalmie.

19 au 22 septembre : 2e attaque générale. — Après quatre assauts qui leur ont coûté beaucoup de monde, les Japonais ne sont parvenus à s'emparer que de deux redoutes de campagne.

Pendant un mois encore leur action va se ralentir : le siège régulier est repris.

24 octobre au 2 novembre : 3e attaque générale. — Les assauts recommencent et se

rapprochent : la résistance est belle, mais la vigueur et le dévouement de l'assaillant sont incomparables.

3 novembre. — En ce jour, anniversaire de la naissance du Mikado, un assaut opiniâtre est dirigé contre les forts du Nord, principalement contre le fort Erlung-Chan.

21 au 25 novembre : 1re attaque générale. — Attaques à coups d'hommes des ouvrages du front Nord au pied desquels les Japonais réussissent à s'établir.

5 au 15 décembre. — 22 obusiers de 11 pouces établis à l'abri des vues sur la colline de 203 mètres ouvrent le feu sur les fortifications de la place et sur le port : dirigé par les renseignements transmis du haut de la colline, ce tir, exécuté avec une grande précision, cause la destruction de plusieurs redoutes et d'une partie de l'escadre.

A partir de ce moment, un bombardement formidable prépare les assauts.

15 décembre. — Le général Kondratenko,

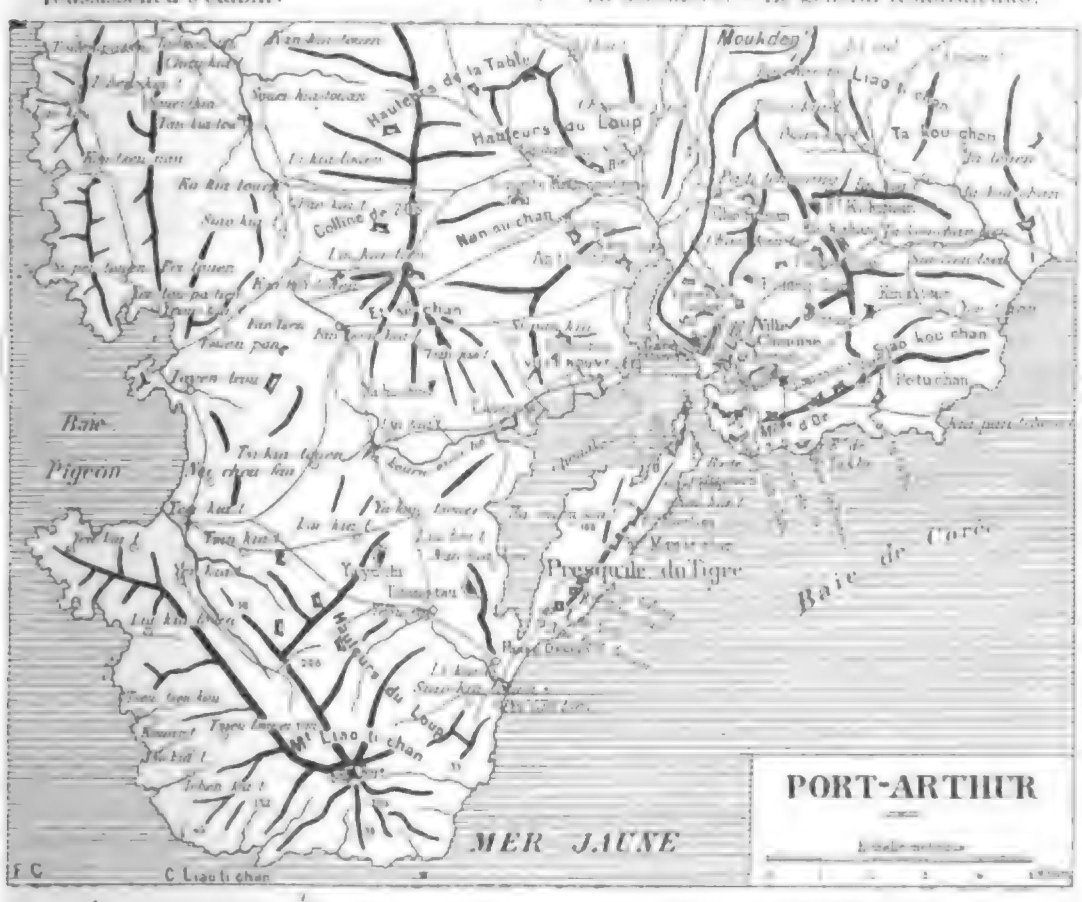


Fig. 23. — Port-Arthur.

30 novembre. — Devenus maîtres, au prix d'énormes sacrifices, de la colline de 203 mètres située à environ 3 kilomètres de la ville et d'où on a des vues sur le port, ils y installent de l'artillerie, un observatoire et un téléphone.

1er décembre. — Les Japonais recommencent leurs attaques contre les forts Ki-Kouan-Chan, Erlung-Chan et Palung-Chan.

l'âme et l'ingénieur de la défense, est tué par un obus de 11 pouces.

18 décembre. — Après une lutte de 10 heures, le fort de Ki-Kouan-Chan est détruit.

22-28 décembre. — Assauts furieux et rapprochés.

28 décembre. — Le fort d'Erlung-Chan saute.

31 décembre. — Le fort Sung-Chan est pris.

1er janvier 1905. — Prise du fort de Pan-Lung-Chan.

La garnison en proie au scorbut est réduite à 8.000 hommes dont 6.000 seulement sont en état de combattre ; 11.000 ont été tués, 8.000 sont morts de maladies, 16.000 sont blessés ou malades, 1.456 ont été faits prisonniers.

Sur 10 généraux, 3 ont été tués, 2 sont blessés.

Dans la soirée, à 5 heures, le général Stœssel fait demander au général Nogi quelles seraient les conditions de la capitulation : il lui est répondu que la place sera livrée avec tout son matériel et que la garnison sera prisonnière, latitude étant laissée aux officiers qui signeront le *revers* de rentrer en Russie.

1-2 janvier [nuit]. — Stœssel fait sauter les forts qui sont encore occupés, détruire ce qui reste de l'escadre et mettre hors de service le matériel de guerre.

2 janvier. — La signature de la capitulation met fin au siège qui dure depuis 329 jours.

Les Japonais trouvèrent dans la place :

528 canons approvisionnés à 47 coups par obusier, 4.296 pour les grosses pièces, 46.453 pour les canons de 75 ;

36.598 fusils avec 5.436.240 cartouches.

en vivres : 690.000 rations de farine, 660.000 de biscuit, 175.000 de conserve de bœuf, etc ; du fourrage pour tous les chevaux pendant 56 jours.

Peut-être Stœssel eût-il pu essayer de retenir pendant quelque temps encore Nogi en luttant dans le massif de Liao-Ti-Chan que Kondratenko avait fait organiser défensivement pendant le siège même. Quoi qu'il en soit, il commit la faute de signer le *revers*, donnant ainsi un exemple déplorable aux officiers placés sous ses ordres.

Vladivostock

Au début de la guerre, il existait dans ce port où la bloquaient les glaces une escadre qui, composée de 5 croiseurs et de torpilleurs, fut successivement commandée par le contre-amiral Stackelberg, le capitaine de vaisseau Reitzenstein et le contre-amiral Jessen [9 avril] : ce dernier fit preuve d'une louable activité.

6 mars. — Bombardement impuissant des passes de Vladivostock par la flotte de Kamimura.

9 avril. — Sortie de la division dont le contre-amiral Jessen vient de prendre le commandement ; on ne rencontre pas l'ennemi.

23-27 avril. — Premier raid de la division navale. Elle coule, non loin de Gensan, un caboteur japonais, puis un grand transport chargé de troupes. Partie le 25 à sa rencontre, la flotte de Kamimura ne peut la joindre à cause du brouillard ; la rentrée au port s'effectue sans dommages.

12-21 juin. — Deuxième raid de la division Jessen. Le 15, elle surprend, dans le détroit de Corée, vers Okinochima, quatre grands transports japonais et en coule deux chargés d'un important matériel et de troupes à destination de Port-Arthur.

25 juin-4 juillet. — Troisième raid le long de la côte orientale de la Corée.

13 juillet-2 août. — Quatrième raid en longeant la côte orientale de l'île Hondo ou Nippon au point de causer une vive inquiétude dans Tokio.

10 août. — La division de Vladivostock se heurte, dans le détroit de Corée, en allant au-devant de l'escadre de Port-Arthur, à la flotte japonaise, perd le *Rurik* et rejoint, non sans peine, son point de départ.

4e Opérations vers l'Est

Ces opérations eurent pour but, au moment où des négociations étaient entamées en vue de la paix, de s'emparer de l'île de Sakhaline attribuée en 1867 à la Russie. Le Japon convoitait cette île à cause de ses importantes richesses minières et pour devenir maître de la dernière porte de la mer du Japon.

Les opérations ne durèrent pas plus de deux semaines ; il est vrai que le gouverneur russe ne disposait que de 5.000 hommes de provenance douteuse.

7 juillet 1905. — Une division de réservistes japonais embarquée, le 24 juin, à Yokohama, est débarquée devant Korsakoff au moment même où, après un bombardement préliminaire de courte durée, la garnison s'éloigne en toute hâte de la ville qu'elle a incendiée.

11 et 12 juillet. — Lutte de deux jours au nord de Vladimirowka contre 3.000 Russes disposant de 6 canons et de 12 mitrailleuses ; ils se replient sur Mauka.

23 au 29 juillet. — Combats de minime importance livrés à Alexandrowski, Djerbinsk, Rykowsk, et Paleve. Négociations entamées par le général Liapornoff.

31 juillet. — Liapornoff capitule avec 70 officiers et 3.200 hommes.

2 août. — Reddition à Naërs d'un détachement de 118 hommes.

Au moment où la paix fut signée, la 6e armée avait entamé de Ham-Heung, où elle avait été débarquée, une marche vers le Nord, [Pou-Rieng et Mou-San] qui, combinée avec celle de détachements débarqués dans la Province Maritime, avait, vraisemblablement, pour but le blocus de Vladivostock.

II. — OPÉRATIONS NAVALES

On a vu quel rôle important joua la marine japonaise pendant la plus grande partie de la guerre.

En conquérant, dès le début, la maitrise de la mer, elle permit aux armées dont elle assura le transport de prendre pied en Corée, puis en Mandchourie : elle les ravitailla ; elle seconda plusieurs fois par le feu de son artillerie leur marche en avant ; elle coopéra efficacement par le blocus au siège de Port-Arthur.

En résumé, son glorieux chef, l'amiral Togo, sut, jusqu'au jour où des circonstances inespérées lui permirent de donner, en quelques heures, à Tsoushima, et d'une façon plus complète, le pendant de Moukden, établir une corrélation étroite entre les opérations navales et les opérations terrestres.

Passons rapidement en revue les opérations navales proprement dites.

8-9 février 1904. — L'attaque nocturne par surprise, avant que la guerre fût déclarée, de la flotte russe de Port-Arthur a pu, bien que constituant une violation manifeste du droit international, être jugée différemment, soit de bonne foi, soit de parti pris ; il ne saurait toutefois y avoir de divergence d'opinion sur l'incident qui la précéda de quelques heures. Le 8 février au soir, le consul japonais à Port-Arthur s'éloigne après une réception cordiale des fonctionnaires russes, mais il emmène avec lui, déguisé en domestique, un officier japonais ; or celui-ci, profitant de l'inconcevable confiance des Russes qui ont allumé le phare, les feux de balisage et les feux de position des navires, relève soigneusement les emplacements de ceux-ci et porte aussitôt ces précieux renseignements à ses compatriotes dont la besogne devint dès lors relativement facile. Un pareil procédé constitue un acte d'insigne mauvaise foi qui a justement soulevé l'indignation de tous les honnêtes gens.

Quoi qu'il en soit, les quatre ou cinq torpilleurs japonais qui s'en prirent aux principaux cuirassés russes essuyèrent un feu tardif inefficace et réussirent à mettre momentanément hors de service trois unités importantes. De nouveau, à quelques années de distance, la torpille affirmait sa double puissance matérielle et morale.

9 février 1904. — Le combat d'artillerie à grande distance du 9 février contribua, ainsi que Togo se le proposait, à immobiliser la flotte russe et facilita le débarquement en Corée des troupes de l'armée japonaise.

On connait les trois tentatives d' « embouteillage » de l'entrée du port par les Japonais, le 24 février, dans la nuit du 27-28 mars et dans celle du 3 mai.

Mines sous-marines. — Ces mines, qu'on les appelle *torpilles de fonds, torpilles vigilantes* ou *torpilles de blocus* ont été largement employées par les deux partis ; leur puissante et terrifiante efficacité devint évidente pour tous le 12 avril, jour de la mort si regrettable de l'amiral Makaroff.

Les croiseurs de Vladivostock. — Leur rôle a été suffisamment déterminé ; en somme, il fut assez vite limité.

10 août 1904. — La tentative de la flotte

russe de Port-Arthur de rompre le blocus avorta et eut pour résultat final son impuissance. Ce jour là les torpilleurs japonais ayant été mal employés ne rendirent pas les services que l'on était en droit d'attendre d'eux. En réalité, la campagne maritime de 1904 était terminée.

15 octobre 1904. — L'empereur de Russie a décidé tardivement l'envoi en Extrême-Orient d'une nouvelle escadre formée par deux divisions ou escadres. Désigné pour en exercer le commandement, le vice-amiral Rodjestvensky a accepté, par patriotisme, cette tâche de sacrifice.

En effet, ainsi que l'a dit un des officiers de l'état-major de Rodjestvensky, le capitaine de frégate russe Vladimir Semenov, dans un écrit qui sera prochainement publié en France : « une escadre ne peut être digne de ce nom qu'après de longues années de navigation *pratique* [je dis navigation et non séjour en réserve] en temps de paix ; une escadre improvisée à la hâte avec des bâtiments de types différents dont les équipages n'ont assuré leur instruction qu'en cours de route, tout en gagnant le théâtre de la guerre, n'est pas une escadre, mais une... cohue quelconque de navires. » (1)

Cette vérité qui est « de tous les temps » s'appliquait évidemment à la « 2e escadre du Pacifique » ou escadre « de La Baltique ». Totalement dépourvue d'homogénéité, cette flotte n'avait guère que des cadres inexpérimentés, des équipages peu instruits, animés d'un esprit militaire douteux, enfin des officiers pour la plupart de valeur médiocre, puisque bon nombre d'entre eux étaient empruntés à l'armée de terre. C'est cependant avec un instrument aussi imparfait que Rodjestvensky s'efforça, par ordre, d'arracher aux Japonais la maîtrise de la mer et de terminer d'un seul coup la guerre, s'il réussissait à supprimer leurs communications avec la mère-patrie.

Or, l'adversaire redoutable qu'il allait trouver sur sa route, l'amiral Togo, commandait depuis huit ans, sans la moindre interruption, la même escadre. Les 5 vice-amiraux et les 7 contre-amiraux japonais appelés à le seconder étaient tous de ses camarades ou s'étaient formés sous sa direction.

(1) Nous devons la communication de ce document personnel si important au commandant Painvin.

Une partie de la nouvelle escadre russe qui, avec Rodjestvensky, devait doubler le Cap de Bonne-Espérance, quitta Libau le 15 octobre. Le contre-amiral Nebogatoff en partit à son tour avec le restant et passa par le canal de Suez.

8 mai 1905. — Lorsque, le 8 mai, dans les parages de Nossi-Bé, Rodjestvensky fut rallié par Nebogatoff, il disposa de 8 cuirassés, 4 croiseurs cuirassés, 9 croiseurs protégés, 1 croiseur auxiliaire, 3 garde-côtes, 9 torpilleurs, 6 vapeurs auxiliaires, 2 bâtiments-hôpitaux, en tout 42 bâtiments non compris les bateaux charbonniers. Si on ne compte que les unités de combat cuirassées, il disposait de 60 bouches à feu de gros calibre et de 119 pièces de moyen calibre. Il apprit alors que Vladivostock devenait son but.

L'amiral Togo avait sous ses ordres 3 escadres,

« mais qui, dit le vice-amiral de Cuverville, devaient manœuvrer d'une façon à peu près indépendante pour concourir à l'exécution d'un plan commun dont tous les capitaines s'étaient pénétrés et qu'ils avaient eu, du reste, le loisir d'étudier en prévision de diverses éventualités. Tous les détroits donnant accès dans la mer intérieure étaient surveillés ; les flottilles de torpilleurs étaient toujours prêtes pour l'action. La télégraphie sans fil permettait d'avertir sans retard le commandant en chef de tout événement pouvant l'intéresser » (1).

Forte de 3 divisions et commandée par le vice-amiral Togo, la 1re escadre comprenait 9 bâtiments : 4 cuirassés d'escadre, 2 croiseurs cuirassés, 3 croiseurs protégés.

Commandée par le vice-amiral Kamimoura, la 2e escadre répartie aussi en 3 divisions ne comprenait que des croiseurs : 6 croiseurs cuirassés et 3 croiseurs protégés ; en tout 9 bâtiments.

La 3e escadre que commandait le vice-amiral Kataoka comprenait aussi 3 divisions comptant 1 cuirassé, 7 croiseurs protégés et 1 garde-côte, en tout 9 bâtiments.

A ces 27 bâtiments venaient s'ajouter 60 torpilleurs et 20 contre-torpilleurs répartis en deux flottilles commandées par les contre-amiraux Takatomi et Kokura.

(1) *Les leçons de la guerre. Port Arthur, Tsoushima. — Ce qu'il faut à la marine* : 1906, p. 89.

Enfin, une division de croiseurs auxiliaires comptait 4 navires.

Togo, dont la flotte était constituée d'une façon à la fois si rationnelle et si pratique, avait établi sa base d'opération à Masampo, au sud-est de la Corée, base qui, « admirablement choisie, permettait de surveiller les détroits tout en profitant des nombreux ports et abris situés dans la mer intérieure [1]. »

Il pouvait opposer à l'artillerie de son adversaire 47 bouches à feu de gros calibre et 162 pièces de moyen calibre; en outre, plusieurs de ses croiseurs protégés portaient des canons de 202 millimètres.

27 mai. — Bataille navale de Tsoushima [2]. — Cette bataille qui fut si promptement terminée est une des plus grandioses, des plus sanglantes et des plus décisives qu'ait enregistrées l'histoire.

Les forces navales japonaises sont concentrées dans le détroit de Corée et y attendent l'arrivée dans le Nord de la flotte russe; des éclaireurs envoyés en surveillance dans la direction du Sud-Ouest renseigneront à temps Togo.

Rodjestvensky s'engage en trois colonnes dans le détroit de Tsoushima : les cuirassés tiennent la gauche; les croiseurs sont à droite; les transports et autres bâtiments affectés à un service spécial marchent au centre et plus en arrière. C'est un ordre de route et de convoi, non un ordre de bataille.

A la distance de 30 ou 40 milles, Togo a connu la position de l'ennemi « aussi exactement, dit-il, que si nous l'avions vu de nos propres yeux ». A 1h 55 du soir, il donne l'ordre à toute la flotte d'entrer en action et fait le signal suivant : « Le sort de l'empire dépend du résultat de la bataille : que chacun fasse son possible »; invitation qui fut largement comprise et remplie.

Les Russes surpris, paraît-il, ouvrirent le feu à 7.000 ou 8.000 mètres. Togo n'entama qu'à 6.000 mètres un feu concentrique et efficace, après avoir manœuvré de façon à prendre en flanc la colonne de gauche et à attaquer en arrière la flotte russe.

Vers 3 heures, les deux flottes occupaient deux lignes parallèles; déjà les Russes avaient fait de fortes pertes et se trouvaient refoulés peu à peu vers le Sud.

Blessé une première fois, Rodjestvensky fut transporté sur le *Borodino*; vers 3h 30, blessé de nouveau et sans connaissance, il fut transporté sur le contre-torpilleur *Bouiny*.

Vers 4h 45, une torpille japonaise aurait atteint le vaisseau amiral russe *Kniaz-Souvaroff* qui, déjà en flammes, quitta la ligne de bataille.

Les pertes succédaient aux pertes; entre 6 et 7 heures du soir, la défaite des Russes était consommée : plusieurs de leurs navires étaient coulés ou compromis d'une façon irrémédiable : la lutte continua d'une façon intermittente.

C'est alors surtout que les torpilleurs japonais accourus de l'anse de Tsoushima où, à cause de l'état de la mer, ils étaient restés jusque là abrités, entrèrent efficacement en action; enveloppant les bâtiments russes, ils se collèrent à leurs flancs [1]. Le rapport de l'amiral Togo et la relation du capitaine de frégate Semenov sont sensiblement d'accord.

« Le combat de nuit du 27, dit Togo, commença immédiatement après que le combat de jour eût cessé. Ce fut une attaque impétueuse et énergique des différentes divisions de destroyers et de torpilleurs..... »; elle se serait prolongée jusque vers 11 heures du soir et eut les résultats qu'on peut supposer.

Toutefois, Semenov, insiste sur la prudence avec laquelle procédèrent les torpilleurs japonais contre tout navire russe qui pouvait encore tirer.

L'amiral Togo ne parle pas de l'emploi qu'il aurait fait de sous-marins : ce ne serait pas une raison sérieuse pour nier d'une façon absolue leur emploi; toutefois, s'il a été préjugé, on n'a pas produit de preuves certaines.

Journée du 28 mai. Poursuite. — Une caractéristique toute spéciale de la bataille

(1) DE CUVERVILLE (vice-amiral). — *Les leçons de la guerre...*, p. 89.

(2) Lire : TOGO (amiral) — *Rapport*; DUQUET (Alfred). — *La faillite du cuirassé*; 1906; SEMENOV [capitaine de frégate russe Vladimir]. — *Relation*.

(1) Les bâtiments auxquels eut affaire la flottille des torpilleurs étaient, il faut le remarquer, pour demeurer impartial, bien détériorés déjà; aussi a-t-on pu dire avec exactitude qu'elle s'est contentée d' « achever les blessés » [LOCKROY].

de Tsoushima est la vigueur avec laquelle, grâce à l'emploi de la vapeur, la poursuite fut effectuée dans toutes les directions.

Les deux résultats les plus importants, en dehors de destructions nombreuses, furent : la capitulation avec 4 navires et 2.000 hommes, du contre-amiral Nebogatoff dont l'escadre était complètement entourée par 28 navires ; la capture de l'amiral Rodjestvensky.

Résultats. — L'anéantissement de la flotte russe était complet. D'après Togo, sur 37 bâtiments : 20 étaient coulés, 6 capturés, 2 avaient coulé en se sauvant ; 6 furent désarmés et internés après la bataille dans des ports neutres ; 1 avait été relâché après capture ; 2 seulement parvinrent à s'échapper et atteignirent Vladivostock.

On a évalué les pertes des Russes à 5.000 blessés, noyés ou tués et à 6.142 prisonniers [1].

Les Japonais qui n'avaient perdu que 3 torpilleurs [1] auraient compté seulement 654 hommes hors de combat dont 116 tués.

Bien que Rodjesvensky ait échoué dans sa noble entreprise, son nom mérite d'être honoré. Il a su mener à bien, malgré des difficultés sérieuses et l'absence de points d'appui, la première partie de sa tâche et est parvenu à faire parcourir sans avaries, pendant une traversée de 225 jours, une distance de 170.000 milles ; aussi son voyage restera-t-il, dit le vice-amiral de Cuverville, « l'un des exploits maritimes les plus audacieux qui aient été accomplis ». Le résultat final n'a pas couronné ses efforts, mais il est juste de reconnaitre qu'il ne pouvait guère en être autrement.

[1] Des 4 amiraux, 2 étaient prisonniers, Felkersham avait été tué, seul Enquist était parvenu à s'échapper.

[1] Ces torpilleurs furent coulés ; 3 autres et 2 destroyers furent mis hors de combat. En dehors de 2 croiseurs réduits également à l'inaction, les gros bâtiments n'eurent que de légères avaries.

III. — ÉTUDE SUCCINCTE DE QUELQUES-UNS DES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

—

SOMMAIRE

Principales causes des défaites de la Russie pendant sa guerre contre le Japon

Il semble naturel, avant de jeter un rapide coup d'œil sur les événements militaires les plus importants de la guerre Russo-Japonaise, événements qui, tous, sans exception, ont abouti à des défaites pour la Russie, de se demander quelles ont été les causes principales de ces échecs répétés.

Cette tâche serait délicate si elle n'avait été en grande partie remplie, avec une louable loyauté, par quelques uns des officiers russes qui ont participé à cette guerre néfas-

le. Nous préférons avoir recours à des citations textuelles plutôt que de fondre le tout dans un exposé d'ensemble qui perdrait de sa force ou dont les conclusions paraitraient trop sévères.

Au lendemain même de la guerre, l'ex-généralissime, le général Kouropatkine, recherchant les principales causes qui empêchèrent les Russes d'être une seule fois vraiment victorieux, formulait avec une noble et rare impartialité, dans un véritable *testament militaire*, un réquisitoire qui serait complet s'il lui eût été loisible de parler de la médiocrité du haut commandement ; un colonel s'est d'ailleurs acquitté de ce soin :

« ..... Notre insuffisance *au point de vue matériel*, c'était comme tout le monde le sait :

le petit nombre de baïonnettes dans les compagnies [en partie parce que les chefs ne veillaient pas assez à conserver disponibles pour le combat le plus grand nombre possible de files] ;

un nombre insuffisant de pièces de montagne dans la première phase de la guerre ;

un nombre insuffisant de projectiles ayant une puissante force d'éclatement ;

un nombre insuffisant de mitrailleuses ;

un nombre insuffisant de moyens techniques, de moyens de transport, etc..

Au mois d'août 1904, le ministre de la guerre avait déjà remédié en grande partie à tous ces défauts, en déployant une activité extraordinaire.

« Je range dans *la catégorie des défauts d'ordre moral* :

le manque d'uniformité de l'instruction des différents corps de troupes et leur instruction tactique médiocre ;

l'entrée en ligne pendant le combat d'unités trop petites ;

la reconnaissance incomplète de la situation de l'ennemi avant le combat, ce qui entrainait, particulièrement dans l'offensive, une conduite incertaine de la bataille ;

le manque d'initiative et de décision de la part des chefs d'unités ;

le peu d'empressement des unités à se soutenir réciproquement pendant le combat ;

le manque de ferme volonté de la part de tous, depuis le simple soldat jusqu'au chef le plus élevé, de combattre jusqu'à la fin en dépit des pertes, si grandes fussent-elles ;

la résolution prise par trop rapidement, après un échec subi parfois seulement par des troupes d'avant-ligne, *de renoncer à remporter la victoire*, et la retraite au lieu du renouvellement de l'attaque. Dans beaucoup de cas, cette retraite a déterminé à se replier des unités voisines, qui n'étaient pas même attaquées, alors qu'on aurait pu tenir en demandant à ces dernières leur concours pour rétablir le combat.

« D'une façon générale, aussi bien parmi les anciens soldats que parmi les jeunes, il n'y avait pas un nombre suffisant d'hommes *ayant un véritable esprit militaire et doués d'une force de caractère nécessaire* pour soutenir, sans faiblir, quelles que fussent les circonstances, une lutte presque incessante pendant plusieurs jours... » (1).

Puisons à une autre source également d'origine russe. En inaugurant les conférences qui, dès le commencement de l'année 1906, ont été faites à l'Académie d'Etat-major Saint-Nicolas, le colonel Danilov déclara que, selon lui, les plus grosses fautes tactiques commises pendant la guerre par l'armée russe furent les suivantes :

« 1° Nous ne savions pas appliquer les mesures du service de sûreté à proximité de l'ennemi, soit en marche, soit en station. L'effectif employé au service de sûreté était ou bien trop faible, ou bien trop fort et, par suite du système adopté, fatiguait excessivement les troupes.

« C'est notre règlement sur le service en campagne qui est en partie cause de cet état de choses ; il prescrit en effet d'avoir, à proximité de l'ennemi, un service de sûreté se rapprochant du dispositif de combat. Dans la pratique, cette prescription nous a fréquemment obligés à faire bivouaquer nos troupes en formation de combat.

« 2° Nous ne comprenions pas le rôle de l'avant-garde ; nous pensions que cette dernière n'avait simplement qu'à couvrir son propre front ; dès les premiers coups de canon tirés par l'ennemi, nous considérions le rôle de cette avant-garde comme terminé et nous la faisions rétrograder sur les forces principales. Il en résultait qu'il n'y avait pas de rideau devant ces dernières, et que leur déploiement devenait nécessairement difficile ;

« 3° Nous ne savions pas organiser le service d'exploration ; la cavalerie était éparpillée et avait à remplir des missions qui ne lui conviennent pas, comme, par exemple, le service de sûreté qui doit être assuré par l'infanterie.

« 4° Notre service d'exploration laissant à désirer, il en résultait que nous étions mal orientés sur les dispositions de l'ennemi, ce qui entrainait un déploiement de troupes ne ré-

(1) *Ordre d'adieu* du 18 février 1906.

pondant pas à la situation de guerre réelle et plutôt schématique ou effectué d'après une idée préconçue. Il s'ensuivait que l'on affaiblissait sans raison la réserve et qu'on la gaspillait sans profit.

« 5° Nous savions mal apprécier la valeur des accidents du terrain et leur rôle en présence du feu des fusils et des canons modernes ; il en résultait que nous formions des lignes de combat continues alors que nous aurions pu y ménager des intervalles qui pouvaient être battus par nos feux..... il n'est plus nécessaire aujourd'hui d'occuper une position d'une façon continue ; il suffit de défendre des obstacles isolés qui servent de points d'appui.

« 6° Nous ne savions pas nous plier au terrain ; nous prenions des formations épaisses, même contraires au règlement, et nos batteries d'artillerie, surtout celles qui arrivaient de la Russie d'Europe, s'établissaient sur des positions découvertes.

« 7° Nous ne savions pas parer aux mouvements tournants ; nous formions toujours le flanc menacé en crochet défensif au lieu de lui faire prendre la formation par échelons. Ce procédé de parer aux mouvements tournants était tellement enraciné dans l'armée que, même après dix-huit mois de guerre, lorsque nous occupâmes la position de Sypingai, le flanc menacé fut replié en crochet défensif et non échelonné.

« 8° *Nos chefs manquaient d'initiative*; plus ils étaient élevés en grade, plus ils étaient indécis, *craignant de prendre la responsabilité d'un acte décisif.*

« 9° Les généraux commandants les corps d'armée *avaient conservé l'habitude de se mêler de bagatelles*; ils donnaient des ordres à des compagnies et à des bataillons en passant par-dessus la tête des commandants de régiments et de divisions. *Cette mauvaise habitude est contractée en temps de paix* surtout dans les inspections ; les généraux inspecteurs vérifient toujours l'instruction théorique et pratique du simple soldat et du sous-officier, mais *presque jamais les connaissances professionnelles du commandant de régiment* ».

Puis, il ajoute :

« Les causes des principales fautes tactiques commises par nos troupes pendant la guerre avec le Japon sont les suivantes :

« 1° Les officiers *ne cherchent pas assez à perfectionner leur instruction tactique. Même les officiers d'état-major* s'occupent généralement peu et lisent rarement une fois qu'ils ont quitté l'Académie d'état-major. *Quant aux officiers de troupe,* il est inutile d'en parler.

« 2° Tous les chefs n'exigent des unités sous leurs ordres *que ce qu'ils savent eux-mêmes.* Ils laissent de côté ce qu'ils devraient exiger dans l'intérêt de l'instruction des troupes, et étudier eux-mêmes pour être compétents en la matière et jouir d'une certaine autorité auprès de leurs subordonnés.

« D'une façon générale, si nous n'avons remporté aucun succès tactique dans la dernière guerre, *la faute en est à la mauvaise instruction tactique* de notre armée que nous venons de signaler ».

Une déclaration à la fois aussi ferme et aussi loyale, dont nous n'avons aucune raison de contester l'exactitude, peut se passer de commentaires. Ajoutons un mot cependant non sans émotion, tant l'aveu est courageux. La 2e conférence, faite par le lieutenant-colonel Martinov débuta ainsi :

« On ne peut parler des tristes événements de la dernière guerre qu'avec un sentiment de profonde amertume, car ces événements sont tous des plus pénibles, des plus inattendus et surtout honteux pour nous. Ils sont honteux pour nous, non pas tant parce que nous avons été vaincus, et que nous avons perdu une série de batailles, que parce que, dans presque toutes nos rencontres avec l'ennemi, *nous avons violé, comme à dessein, les principes fondamentaux de l'art militaire,* et que nous avons joué comme à plaisir le jeu de l'ennemi, lui permettant ainsi de remporter facilement dans toutes ses entreprises un succès complet .... »

En dernier lieu, adressons-nous au lieutenant-colonel d'état-major russe Nezamov qui a publié dans l'*Invalide Russe* (1) des observations consacrées aux trois sujets suivants : 1° du facteur humain et personnel ; 2° de la tactique d'artillerie ; 3° du matériel en général. Ces observations ont une valeur particulière puisqu'elles ont été recueillies, pendant la guerre, par l'auteur lui-même, dans ses fonctions de chef d'état-major de la 35e division d'infanterie du XVIIe corps d'armée.

Le soldat et le sous-officier russe ont « supporté avec une énergie sans rivale toutes les fatigues des marches, par une chaleur de plus de 40° ou dans une boue gluante » ; ils n'ont pas eu leur « compte de som-

(1) Nos 195 et suivants (année 1905) : *Revue militaire* (française) *des armées étrangères*, 1906 (nos 939 et 940, février et mars).

meil pendant des mois » ; ils sont restés « au feu dix ou douze jours de suite, sans perdre la faculté de combattre ». Cependant, à l'un comme à l'autre, on a « reproché son inertie intellectuelle, son indifférence à apprendre, sa résistance passive aux nouveautés, son incapacité d'initiative ».

« Notre officier a fait preuve, comme dans nos guerres précédentes, d'une haute abnégation, d'une bravoure et d'un dévouement sans bornes. Mais il n'a pas non plus échappé au manque d'initiative, d'aptitude à juger les situations, de décision et d'esprit d'à-propos.

« Toutes ces critiques au fond, ajoute le colonel qui les admet implicitement, sont identiques ; il faut donc remonter à leurs causes communes qui sont, d'une part, notre retard de civilisation, d'où résulte, dans un milieu spécial, *un défaut de large compréhension des choses professionnelles* ; et de l'autre, *un système mal conçu d'éducation et d'instruction militaires.* »

Or, plus que jamais, il faut absolument que l'éducation du soldat se développe largement en pratique. L'élan ne saurait plus suffire aujourd'hui que les progrès de l'artillerie ont fortement reculé les limites du champ de bataille ; il est indispensable qu'il soit doublé d'opiniâtreté : l'élan existe sans préparation particulière ; l'opiniâtreté, au contraire, est communiquée et confirmée par l'éducation.

Les citations précédentes montrent que l'armée russe dont l'infortune et le dévouement en 1904-1905 méritent toutefois le respect ne remplissait pas les conditions exigées par la guerre moderne.

Caractère particulier de cette guerre

Le manque de prévoyance de la Russie et la brusquerie de l'attaque Japonaise font que, au moment où la guerre éclate, la Russie ne possède en Mandchourie que des forces insignifiantes, tout à fait hors de proportion avec les nécessites impérieuses et immédiates de la situation (1). La défensive, contraire à son tempérament national, lui est donc imposée, pendant de longs mois, jusqu'à ce que le Transsibérien ait pu amener les forces jugées nécessaires. Lorsque l'offensive est devenue matériellement possible, l'usure morale causée par les combats maladroitement engagés est déjà grande : cette raison, dont on eut plus ou moins conscience, la crainte qu'éprouva le généralissime russe, sous la pression de l'opinion publique et d'ordres venus de St-Pétersbourg, de subir un échec grave et son désir de posséder plus de monde encore l'amenèrent à faire de la *guerre de position*. Son adversaire qui y trouvait son compte, attaqua à loisir, tâtonna, se reposa, puis revint à la rescousse. Kouropatkine recula et prit une nouvelle position : il finit — ceci n'est pas douteux — par atteindre la supériorité numérique ; or, à ce moment, il renonça à entamer le mouvement en avant, fut écrasé sur des positions qu'il quitta pour aller en occuper d'autres plus en arrière encore. Puis de nouveau, pendant de longs mois, les deux partis restèrent face à face, s'observant de leurs positions fortifiées ; ils demeurèrent, en somme, dans une inaction qui rappelle certaines guerres de la Grèce antique et qu'une mystérieuse entente, dont l'avenir livrera peut-être le secret, semble seule pouvoir expliquer.

Coup d'œil d'ensemble

Du 10 février au 2 octobre 1904, c'est-à-dire depuis la déclaration de guerre à laquelle s'est trouvée contrainte la Russie jusqu'au jour où Kouropatkine annonce que le moment est venu de prendre l'offensive, la période d'attente acceptée par lui comme une nécessité a été bien troublée.

Le 1er mai, le combat de Turentchen qu'il était facile d'éviter donne une idée défavorable de la façon dont les Russes comprennent la guerre et montre les Japonais en ac-

(1) Cette imprévoyance ne pouvait être atténuée par le dédain, le mépris même de l'adversaire « Au début de la guerre, dit Villetard de Laguérie, les Russes ignoraient profondément leurs ennemis du Japon. Ils les méprisaient tellement, qu'ils n'avaient pas daigné étudier ces « mekaki » [singes]. Mais, après six mois de leçons données, tous les mois, avec une régularité quasi astronomique, cette négligence payée si cher, aurait pu être réparée, et il était angoissant pour un Français de constater que les alliés de son pays n'étaient ni mieux avisés et informés, ni moins infatués, que la veille du premier combat, où on ne parlait que de « faire manger les singes habillés par les cosaques ! » *Trois mois avec le maréchal Oyama*, p. 255.

tion d'une façon à la fois prudente et offensive.

Puis a lieu l'investissement de Port-Arthur, en même temps que les Japonais se préparent à marcher concentriquement sur Liao-Yang.

Il était naturel que le général Kouropatkine eût à cœur de débloquer Port-Arthur ; ce n'était pas une raison pour le faire prématurément, dans de déplorables conditions d'infériorité numérique : la défaite de Wafangou des 14 et 15 juin, qui pouvait aboutir à un désastre complet, a été la suite d'une conception erronée.

Les Japonais entament alors une offensive qui, continuée pendant la deuxième quinzaine de juin, en juillet et en août, aboutit à la bataille de Liao-Yang livrée du 24 août au 4 septembre.

Alors a lieu une accalmie d'un mois.

A partir du 2 octobre 1904, l'offensive russe tend à se produire : elle est réfrénée, du 9 au 18 octobre, sur le Cha-Ho ; puis commence pour les Russes une reculade intermittente mais continue.

En novembre et en décembre, c'est la guerre de position dans toute sa pureté avec les combats de détail qu'elle comporte entre deux lignes fortifiées plus ou moins parallèles.

Les 25 et 26 janvier 1905 a lieu le hors-d'œuvre sanglant et singulier de Sandepou qui ne pouvait qu'augmenter la démoralisation.

Les Russes demeurant sur place, malgré leur supériorité numérique, les Japonais marchent contre eux et, tout à loisir, puisque seuls ils ont manœuvré, les écrasent, du 23 février au 11 mars, à Moukden.

Les Russes reculent jusqu'à Kharbine, et les deux partis demeurent face à face jusqu'au traité de paix.

Attaque initiale par surprise des Japonais

Il faut reconnaître que la bonne foi des Russes a été surprise un peu trop facilement. Outre que le passé renferme de très nombreux exemples d'ouverture brusque des hostilités sans déclaration de guerre préalable, le capitaine autrichien Otto Berndt écrivait en 1897 :

« Dans les anciens temps, un peuple commençait les hostilités en se ruant sur son voisin, sans autre forme de procès. Il en fut ainsi jusqu'à l'époque où, la civilisation faisant des progrès, on adopta l'usage courtois de se déclarer officiellement la guerre avant d'en venir aux mains. Il est bon de faire remarquer que *seule, la Prusse* viola ce nouveau statut du code du droit des peuples, en faisant, sous le règne de Frédéric II, plusieurs irruptions soudaines en Saxe, afin de pouvoir profiter des avantages d'une attaque par surprise.

« Aujourd'hui, où l'on semble admettre que la fin justifie les moyens, certaines puissances s'affranchiront peut-être sans aucun scrupule de la formalité d'une déclaration de guerre, si cette façon de faire doit leur amener des avantages marqués sur leurs adversaires... [1] ».

Pendant un siècle, à partir de 1805, deux guerres seulement furent précédées d'une déclaration.

Etudions maintenant, avec plus ou moins de détail, quelques opérations.

Combat de Turentchen, le 1er Mai 1904

Vers le milieu d'avril, la 1re armée japonaise, forte d'environ 45.000 combattants, était concentrée dans les environs de Wi-Ju.

Quelques jours plus tard, le général Zassoulitch arrive sur le Yalou et prend le commandement du détachement de couverture de l'Est qui, fort de 20.000 à 25.000 hommes environ dont 18.000 fantassins, est chargé de couvrir la concentration du gros des forces russes. Abandonné à lui-même à environ 200 verstes [213 kilomètres] du gros de l'armée, ce détachement se trouvait, pour comble de malheur, le 30 avril au soir, la veille même du combat principal, éparpillé sur une étendue de 150 verstes [160 kilomètres]. Les détachements de Turentchen et d'Antoung, [2] dont l'effectif total ne dépassait pas le chiffre de 10.000 hommes, occupaient eux-mêmes un front de 30 verstes [près de 32 kilomètres].

Dès janvier 1904, ces deux points avaient cependant été reconnus et étudiés comme susceptibles d'être occupés, en cas de guerre, le premier par une brigade, le second par

(1) Die Zahl im Krieg : 1897.

(2) Antoung, point important, est d'origine récente puisque sa création ne remonte qu'à 1895, lors de l'occupation japonaise.

une division ; or, malgré le temps écoulé, quelques faibles ouvrages seulement avaient été ébauchés.

Pendant vingt jours, le passage du Yalou est disputé. Du 23 au 29 avril, les Japonais accentuent leurs efforts ; le 29, ils prennent pied sur la rive droite en amont de l'Aï-Ho, à Housan, ou Khousan, avec une colonne mixte.

Journée du 30 avril. — Les Japonais canonnent Turentchen avec 36 pièces, dont 12 de 120 millimètres, auxquelles les Russes ne peuvent en opposer que 8. Lorsque le moment est venu, ils combinent, avec l'attaque de front, un mouvement tournant dirigé contre le flanc gauche d'un détachement russe et le rejettent sur la rive droite de l'Aï-Ho.

Nuit du 30 avril au 1er mai. — De Tchingoou à Turentchen, sur le front de 14 verstes environ (près de 15 kilomètres) que présente l'Aï-Ao, on trouve trois positions, celle de Tchingoou, de Potétynza et de Turentchen. Or, elles ne sont occupées, sous les ordres du général Kashtalinskii, que par 7 bataillons, soit environ 5.300 hommes, et 16 canons ; la cavalerie fait complètement défaut.

La réserve générale se trouve à 10 ou 12 verstes (10 km, 6 ou 12 km, 7) de la position Tchingoou-Turentchen. Les autres troupes sont très éloignées.

Journée du 1er mai. — Le 1er mai au matin, alors que Kashtalinskii a reçu du général Zassoulitch l'ordre « d'accepter le combat en restant sur les mêmes positions », les forces japonaises sont ainsi distribuées.

Sur la rive gauche de l'Aï-Ho, en face du détachement de Kashtalinskii, sont concentrées 3 divisions d'infanterie disposant de 30 canons de campagne et d'un certain nombre de pièces de montagne ; 36 canons sont en batterie dans les îles du Yalou ; 12 pièces de 120 millimètres établies à couvert à Wi-Ju tirent et enfilent une partie de la position de Turentchen. En somme, 25 à 30.000 hommes, disposant de 78 canons et d'un certain nombre de pièces de montagne, sont prêts à agir contre 5.000 hommes.

Ouverte à cinq heures du matin par les Japonais, la canonnade se prolonge longtemps ; les feux rapides de l'infanterie s'y associent dès qu'il est possible de tenter le passage : un des deux régiments de tirailleurs de la Sibérie orientale qui forme l'extrême gauche éprouve d'énormes pertes et finit par se voir enlever 6 canons.

Vers midi, le bataillon de Tchingoou est repoussé et l'enveloppement de la gauche russe s'accentue.

Lorsque la position de Turentchen a été enlevée, Zassoulitch ordonne et fait soutenir la retraite sur Feng-Hoang-Tcheng. La compagnie de mitrailleuses tire 35.000 balles, elle perd tous ses attelages et la moitié de son personnel ; il en est de même pour les batteries de la Sibérie orientale.

Les deux journées du 30 avril et du 1er mai ont coûté 73 officiers, 2.324 hommes, 22 canons et 8 mitrailleuses aux Russes qui auraient pu être détruits jusqu'au dernier.

Le 4 mai, le détachement de l'Est abandonne Feng-Hoang-Tcheng que les Japonais ne tardent pas à occuper.

Le combat de Turentchen, dont le retentissement fut si grand, a été la première manifestation de la faiblesse du commandement russe et de l'énergie imprimée à l'offensive japonaise ; il motive quelques réflexions.

Placé dans des conditions aussi désavantageuses, qu'il rendit d'ailleurs plus mauvaises encore en dispersant contre toute raison ses troupes, le général Zassoulitch aurait dû, le but de sa mission une fois déterminé, jouir d'une pleine liberté d'action. Or, il est établi que son initiative, si elle existait, fut constamment entravée par des conseils venus de Liao-Yang.

Après deux mois de séjour sur le Yalou, on n'avait pas su s'y ménager des points d'appui.

Amplement fixé sur la supériorité numérique de l'ennemi, Zassoulitch eût dû se replier pendant la nuit du 30 avril au 1er mai en remplissant le rôle d'une arrière-garde : retarder seulement, en l'entravant, la marche de l'ennemi et lui infliger, si possible, c'est-à-dire sans se laisser accrocher, de sérieuses pertes.

Or, il avait si peu conscience, après sa défaite, de la faute commise par lui en demeurant sur place qu'il a dit depuis ne pas regretter avoir livré ce combat malencontreux où, d'ailleurs, la direction paraît avoir fait défaut. On lui a même prêté des pa-

roles que n'a guère inspirées le sentiment des grands intérêts en jeu : «... en agissant ainsi, j'ai prouvé que nous ne craignions pas l'ennemi... » !

Quant aux Japonais, après avoir effectué très méthodiquement toutes les opérations préliminaires (reconnaissance, construction de ponts), et s'être constitué une base avec la fortification, ils ont su faire agir intimement dans l'attaque l'artillerie et l'infanterie; il y a lieu cependant lieu de signaler de leur part une consommation exagérée de munitions.

Bataille de Wafangou (Oua-Fang-Ou) ou de Telissé les 14 et 15 juin

Préliminaires. — A la fin de mai 1904, les Japonais occupaient à peu près la moitié de la presqu'île de Liao-Toung. Ils formaient, sans tenir compte de l'armée de siège de Nogi destinée à opérer contre Port-Arthur, trois groupes respectivement concentrés autour de Poulandian (ou Pou-Lan-Tien) et de Pi-Tsé-Wo; autour de Siouyen; autour de Feng-Hoang-Tcheng.

Les forces russes se réunissaient lentement à Liao-Yang, sous la protection de détachements de couverture poussés vers l'Est et le Sud où se trouvait la brigade de cavalerie Samsonoff attachée au 1er corps sibérien. On était donc autorisé à croire que cette situation ne se modifierait que lorsque le généralissime russe disposerait d'assez de monde pour prendre l'offensive.

Or, le 7 juin, le général Stackelberg, commandant le 1er corps d'armée sibérien, reçoit du général Kouropatkine un ordre dans lequel on lit :

« ..... Je charge le corps d'armée placé sous les ordres de votre Excellence : de prendre l'offensive dans la direction de Port-Arthur, d'attirer sur lui le plus de forces possible de l'ennemi, afin d'affaiblir ainsi son armée qui opère dans la péninsule du Kvan-Toun.

« Pour obtenir ce résultat, votre marche contre les troupes japonaises de couverture établies au Nord devra se faire avec rapidité et décision afin de battre le plus tôt possible les avant-postes ennemis dans le cas où ils seraient faibles.

« Vous ne vous engagerez pas à fond contre des forces numériquement supérieures et vous ne ferez pas donner toute votre réserve tant que la situation ne sera pas éclaircie.

« Le but final de votre mouvement vers le Sud est de vous emparer de la position de Kin-tchéou et de marcher ensuite sur Port-Arthur..... »

L'ordre est-il venu de la propre initiative de Kouropatkine, ou celui-ci a-t-il obéi à une pression partie de Saint-Pétersbourg? On l'ignore [1], mais on est en droit de regretter qu'il ait été donné, car cette opération fut bien, comme on l'a qualifiée, une *aventure*. On ne saurait admettre, en effet, qu'on ait pu songer sérieusement à lancer seul, à 300 verstes (320 kilomètres) au sud de Liao-Yang, et contre une armée, celle d'Oku, un seul corps d'armée sur le flanc gauche duquel allaient, d'ailleurs, se trouver deux armées, celles de Kuroki et de Nodzu concentrées à Siouyen et à Feng-Hoang-Tcheng.

Oku était assez fort pour repousser seul le corps de Stackelberg qui ne disposait pas de plus de 35 bataillons d'infanterie, ou de 42.000 fantassins, de 1 bataillon du génie, de 20 sotnias ou 3.000 cavaliers, et de 94 canons [2].

En outre, comme Wafangou est situé à 70 kilomètres environ au nord de Kaï-Ping, il aurait suffi que Kuroki et Nodzu, ou l'un d'eux seulement, se portassent sur ce dernier point pour assurer la perte du détachement aventuré aussi à la légère dans une sorte de souricière.

La conception stratégique était donc erronée. Quant à l'ordre même, il est à peine besoin de faire observer qu'il était rédigé de façon à empêcher Stackelberg, que l'on voulait porter en avant, d'avoir de l'initiative. On ne donne pas notamment des conseils à un commandant de corps d'armée sur l'emploi de sa réserve, lorsqu'il va se trouver livré à ses propres inspirations et que, d'ailleurs, on se trouve dans l'impossibilité matérielle de le secourir à temps.

(1) Cependant le général-lieutenant Jiulinski, ex-chef d'état-major d'Alexéieff, a nié formellement, à la suite de la conférence (2e) du lieutenant-colonel Komarov, « que l'idée de secourir Port-Arthur ait été dictée de Pétersbourg ou adoptée sous une pression qui en serait venue » ; *mais* on avait indiqué à Kouropatkine deux plans et les préférences d'Alexéieff pour l'un d'eux.

(2) Le général Stackelberg a affirmé n'avoir eu sous ses ordres que 27.000 fantassins et 2.500 cavaliers, soit 29.500 hommes.

Quoiqu'il en soit, Stackelberg, se conformant à l'ordre reçu, entame sa concentration sur la forte position de Wafangou en partant d'Inkoou et de Kaï-Ping ; à ce moment, le gros des forces d'Oku, dont l'avant-garde [2 régiments de cavalerie, 2 bataillons et des mitrailleuses] garnit le front Fou-Tchéou-Wafangou, est concentré sur la ligne Poulandian — Pi-Tsé-Wo.

Les journées des 30 mai, 3, 5 et 6 juin sont remplies par des engagements d'inégale importance (1).

Le 13 juin, Oku, disposant, depuis que les 5e et 10e divisions débarquées à Ta-Kou-Chan ont été transportées dans la baie de Kerr, de 3 divisions d'infanterie, 1 brigade de cavalerie et de 3 régiments d'artillerie, sans compter des mitrailleuses, prend l'offensive en trois colonnes : il a l'intention d'envelopper le flanc droit russe. A la suite de l'affaire d'avant-garde de Vafandian, dont les Japonais finissent par réoccuper la gare, Stackelberg se retire sur Wafangou.

Journée du 14 juin. — Lorsque, à l'aube, les Japonais, s'avancent en deux colonnes, la position russe de Wafangou a été partagée en deux secteurs : le secteur Ouest près de Sandsouir défendu par 4 bataillons 3/4 et 2 batteries ; le secteur Est par 1 brigade et 3 batteries ; forte de 4 régiments et 4 batteries, la réserve générale est répartie d'une façon presque égale non loin de Sisan et à la station de Wafangou. Seul le secteur Est fut attaqué.

Le résultat de l'engagement au cours duquel il parut inutile d'employer la réserve, est indécis ; cependant Stackelberg, qui a fait échouer depuis le matin les attaques japonaises, se figure qu'il a été victorieux et, regardant la situation comme suffisamment « éclaircie », forme le projet de prendre le lendemain l'offensive et de consacrer une brigade [2e de la 35e division] à tenter l'enveloppement du flanc droit des Japonais; il conserva une brigade en réserve. La répartition de ses forces ne subit presque aucune modification. Il n'en avait pas été de même du côté japonais.

Journée du 15 juin. — Pendant la nuit, en effet, Oku a lui-même dirigé sa colonne de gauche, forte d'une division, la 11e, venue de Fou-Tchéou, contre le flanc droit des Russes.

La lutte s'engage à 5 heures du matin environ. Vers 10 heures, la gauche japonaise est à Lounkoo et tend à envelopper la droite russe : les troupes constituant la gauche russe, qui avaient pris l'offensive et gagné du terrain, attendent, pour accentuer leur mouvement contre la 11e division japonaise, l'apparition de la 2e brigade de la 35e division. Vers 11 heures (1), Stackelberg est informé par sa cavalerie qu'une forte colonne marche contre son flanc droit.

A peu près à la même heure, la 2e brigade de la 35e division apparaît, avec un long retard imputable, paraît-il, aux difficultés du terrain et à une erreur de direction ; malheureusement, elle débouche non sur le flanc droit de l'ennemi, mais sur son front ce qui porta la ligne de combat russe à environ 15 verstes [près de 16 kilomètres].

Cependant Oku est parvenu, en faisant attaquer le flanc gauche russe par sa brigade de cavalerie, à gagner le temps nécessaire pour que le mouvement tournant effectué contre l'aile opposée puisse se prononcer. Dès lors, le secteur gauche russe court un danger sérieux : les troupes qui l'occupent reculent et, vers 3 heures du soir, Stackelberg doit prescrire à celles du secteur de droite qui sont assaillies de front et dont le flanc droit est menacé, de battre en retraite à leur tour.

Le mouvement de recul sur Wafangou s'exécute péniblement en trois colonnes au prix de pertes sérieuses, mais d'une façon honorable ; la division chargée du mouvement tournant dirigé contre la droite russe a atteint le nord de Lounkoo. Ce mouvement est protégé, tant bien que mal, par la brigade de cavalerie Samsonoff et par un régi-

(1) Le 5 juin au soir, le général Stackelberg arriva par train spécial à Wafangou. Or, dit le lieutenant-colonel Komarov [2e conférence], « ce train fut garé à la station *pour y servir de logement au général*, ce qui diminua considérablement le rendement de la voie ferrée en immobilisant une de ses rares voies de garage. » Stackelberg a vainement plaidé à ce sujet les circonstances atténuantes.

(1) Le lieutenant colonel Komarov a commis une erreur involontaire en parlant de 6 heures du matin ; le général Stackelberg a, en effet, formellement déclaré que le rapport de la cavalerie ne lui est parvenu qu'à 11 heures du matin, bien qu'il ait été envoyé à 6 heures.

ment qui venait d'arriver en chemin de fer.

Heureusement pour les Russes, la poursuite des Japonais ne dépassa guère Wafangou et la retraite, favorisée par un temps abominable, put continuer vers le Nord.

Les Russes ont accusé les pertes suivantes : 131 officiers, 3.577 hommes, 13 canons de campagne et 4 de montagne. Les Japonais n'auraient perdu que 960 hommes dont 46 officiers.

Que de critiques soulève, d'une façon générale, l'engagement de Wafangou !

Le commandant de l'armée a ordonné une opération offensive inopportune dont le succès était invraisemblable et qui, si Oku avait, en modérant son attaque, ménagé à Nodzu le temps de se rapprocher davantage de Haïtcheou, aurait pu se terminer par la destruction ou la capitulation du *détachement du Sud*.

De son côté, le général Stackelberg escompte à la légère le succès sans s'être procuré les renseignements nécessaires et prétend tourner une aile de son adversaire alors que lui-même est menacé bien plus sérieusement ; il ne tire pas un parti convenable de son artillerie ; il paraît n'avoir pas compris le rôle d'une réserve générale, puisque, le 14 juin, 27 bataillons restèrent en réserve et que 15 seulement combattirent.

En résumé, il semble que le général Stackelberg subit bien plutôt le combat qu'il ne le dirigea.

Il est maintenant impossible de passer sous silence un incident prouvant une fois de plus combien il est difficile, surtout à un officier qui n'est pas placé au summum de la hiérarchie militaire, de discuter un événement de guerre récent [1]. Disons donc ce qui se passa au sujet de la conférence concernant la bataille de Wafangou et plus spécialement la journée du 15 juin [2]. Le général Stackelberg en fit, en effet, presque immédiatement, avec une âpreté hors de propos, une réfutation dont, on le conçoit, nous nous contenterons de consigner ici les principaux points, mais dont il convient de parler.

Le 14 juin, le général qui commandait le secteur russe Est répondit à la demande du général Stackelberg qu'il n'avait pas besoin d'être soutenu par des troupes de la réserve principale ; néanmoins celui-ci, qui avait déjà arrêté son plan pour le lendemain, lui envoya une brigade de renfort.

La concentration à Wafangou ne pouvant être terminée que le 16, le *détachement du Sud*, auquel manquaient encore 11 bataillons et 3 batteries, ne devait « pendant la journée du 14 que rester sur la *défensive* », l'offensive se trouvant reportée au 17 ; l'ordre du 14 juin, complété par deux notes et relatif au mouvement tournant, ne prêtait point à l'ambiguïté ;

La cavalerie ne s'est jamais trouvée à Lounkoo : « d'une façon générale, la cavalerie fut en avant du détachement [du Sud] et non à sa hauteur pendant toute la période qui précéda la journée du 15 juin. La cavalerie avait, en effet, reçu cet ordre : « En se retirant sur Tafanshine [1], la cavalerie s'établira à l'ouest de ce village et protègera le flanc droit de la position, en éclairant les routes et les vallées des rivières qui se trouvent dans le secteur Tafanshine-Neugétoun-Tchoundiatoun. »

Le 15 juin, ce n'est pas à 6 heures mais seulement à 11 heures du matin que l'état-major du général Stackelberg reçut de la cavalerie la nouvelle que des forces ennemies importantes s'approchaient venant du Sud-Ouest. Déjà le général avait renforcé sa droite avec un régiment ; il ne tarda pas à se rendre lui-même à Lounkoo avec un autre régiment et eut alors deux chevaux blessés sous lui. La 9me division s'est repliée sur la gare de Wafangou, en combattant, « dans le meilleur ordre », non pas en une seule colonne mais en trois colonnes « qui étaient couvertes chacune par leur propre arrière-garde » et en suivant « les chemins qui leur avaient été assignés dès le 14 juin », car la route conduisant à Santsyir et assignée à la 9me

(1) On a pu se réjouir d'abord de l'essai tenté à l'Académie de Saint-Nicolas ; mais il est évident qu'un tribunal ne pouvait y fonctionner et que, de toutes façons, c'était jouer gros jeu : qu'on se rappelle les dénégations passionnées qui se produisirent en France cinq ou six ans après la guerre 1870-1871, sur tous les événements sujets ou non à discussion, et dont quelques-unes subsistent encore aujourd'hui.

(2) *Revue du Cercle militaire*, numéros des 8, 15 et 22 septembre 1906.

(1) Ce village se trouvait au sud et à l'ouest du flanc droit de la position occupée par l'infanterie.

division n'était pas entre les mains de l'ennemi ».

Les Japonais ont continué la poursuite au-delà de Wafangou et ne s'arrêtèrent, après avoir occupé la position russe, qu'à 3 ou 4 verstes [3 kil. 200 à 4 kil. 250] au sud de la gare de Wafangou.

Cependant la défaite complète des Russes à Wafangou ne saurait être niée. Le général Stackelberg donne les raisons suivantes qu'il est juste de reproduire en totalité.

« Je reconnais que si nous fûmes battus au combat de Vafangou, ce fut surtout parce que j'étais mal renseigné sur la véritable situation de guerre par suite des avis inexacts qui m'avaient été fournis sur l'ennemi, d'une part par l'état-major de l'armée [on y supposait (¹) que les Japonais n'opposaient au détachement du Sud qu'un corps de couverture fort d'une et peut-être de deux divisions] et d'autre part, par ma cavalerie qui signalait aussi la présence devant mon détachement de 1 ½ à 2 divisions. De plus la cavalerie de mon détachement ne se conforma pas aux ordres donnés [ordres nᵒˢ 173 et 193] de reconnaître avec soin toute la région située à l'ouest du chemin de fer jusqu'à la mer, de se tenir rigoureusement en liaison avec le poste d'observation établi à Foutchéou, et de s'accrocher pour ainsi dire [ordre du 14 juin 1904, nº 194] au flanc gauche des Japonais. Enfin, la cavalerie ne tint pas compte davantage d'un autre ordre important : en cas d'attaque énergique, se replier par Lounkoo, en suivant la route qui lui était exactement indiquée.

Au lieu d'agir conformément à ces instructions, notre cavalerie, lors de la retraite du 15 juin, se lança sur la gare de Vafangou, en passant par le village de Sisan, et découvrit ainsi notre flanc droit. Si cette faute n'entraîna pas un grand désastre, ce fut seulement grâce à l'activité du général Samsonoff qui, voyant que la cavalerie, en effectuant ce mouvement, oubliait complètement les ordres reçus, se précipita en arrière avec plusieurs unités de cavalerie et réussit à occuper encore à temps la route de Lounkoo.

« Il est fort probable que si, le 15 juin, notre cavalerie avait agi avec son artillerie, conformément aux instructions qui lui avaient été données, elle aurait notablement enrayé et retardé le mouvement tournant des Japonais.

« D'autre part, il est très vraisemblable que si le chef du détachement du Sud avait connu à temps, le 12 ou 13 juin 1904, la marche offensive de toute l'armée d'Oku, et sa grande supériorité numérique, il n'aurait accepté le combat ni le 14 ni le 15 juin, mais se serait replié lentement devant les Japonais. La probabilité d'une telle tactique est confirmée par la directive du commandant en chef [éviter de s'engager avec des forces numériquement supérieures] et aussi par les avis que j'émis dans un entretien que j'eus le 13 ou le 14 juin avec mon chef d'état-major et le colonel Gourko.

« Une autre cause de notre revers fut la conduite plus qu'étrange de la brigade de la 35ᵐᵉ division d'infanterie, conduite qui a été décrite très clairement par le général Gourko (¹) ».

Le général Stackelberg conclut d'une façon tant soit peu optimiste en disant :

« J'espère avoir démontré que la plupart des critiques et des conclusions du conférencier sont peu fondées. La défaite de Vafangou doit être attribuée à la connaissance insuffisante des forces de l'ennemi. Mais même cette circonstance n'aurait pas entraîné de conséquences graves si la brigade de la 35ᵐᵉ division d'infanterie avait bien manœuvré le 15 juin à notre aile gauche, et si la cavalerie avait rempli convenablement sa mission à notre aile droite ».

La réponse du lieutenant-colonel Komarov qu'il suffira de résumer, après avoir toutefois noté qu'il reconnut plusieurs erreurs matérielles, ne se fit point attendre (¹); il est certain qu'elle s'appuie sur les vrais principes de la guerre :

La position de Wafangou était faiblement retranchée, bien qu'on y eût travaillé durant cinq jours ;

Quelques réserves que l'on fasse, le front d'une position se compte de l'extrême aile droite à l'extrême aile gauche ;

L'artillerie était mal placée, c'est-à-dire sur les crêtes et généralement à découvert ;

L'offensive prise le 14 juin eût rendu impossible l'insuccès du 15 juin ;

Le fait de donner des ordres la veille ou

(¹) Il est nécessaire de faire remarquer que ce renseignement fut donné, le 7 juin, à Stackelberg qui avait le devoir de se renseigner chaque jour par tous les moyens en son pouvoir.

(¹) On a vu que l'attaque de la droite japonaise qui devait être effectuée le 15 juin à l'aube ne fut mise à exécution que dans l'après midi Cette attaque, dit le général Stackelberg, « a été dirigée, non par le général Stackelberg, mais par le général Gerngross [commandant la 1ʳᵉ division] qui disposait de 44 canons. Je doute qu'il s'en soit servi. »

même le matin d'un combat, alors que les renseignements concernant l'ennemi font défaut, ne constitue pas tout ce que doit faire un commandant en chef et ne saurait, en aucune façon, dégager sa responsabilité.

Le général commandant la brigade chargée de tourner un des flancs japonais ne reçut pas un ordre spécial et catégorique; son mouvement eût dû être régulièrement surveillé : « il ne suffit pas *d'ordonner*, il faut *obliger à exécuter l'ordre* et veiller sans cesse à son exécution ;

Il est extraordinaire que tout le monde, dans le détachement du Sud, ait été coupable sauf son chef, cependant : il était de son devoir de contrôler, de proche en proche, les renseignements que l'état-major de l'armée lui avait envoyés le 7 juin; la cavalerie est faite pour renseigner sur la situation de guerre réelle et empêcher de livrer, comme cela eut lieu, un combat à l'aveuglette; on a dit ce qui regarde l'artillerie et la brigade Glasco.

Le lieutenant-colonel Komarov s'est résumé ainsi : « quoi qu'on dise, le revers de Wafangou reste une des taches les plus noires sur le fond sombre de cette malheureuse guerre, et la perte inutile de plusieurs milliers d'hommes et de quelques dizaines de canons ne sera jamais justifiée par les explications des auteurs et des acteurs de ce combat [tuerie] livré sans profit et sans but. »

Le général commandant la 2e brigade de la 35e division s'est à son tour défendu et, après avoir affirmé que les événements ont été présentés par le général Stackelberg « sous un jour tout à fait inexact, a terminé ainsi sa discussion :

« Pour conclure, je peux dire que si les opérations de la 2e brigade de la 35e division d'infanterie paraissent étranges à M. le général Stackelberg, à nous autres, acteurs du combat, l'absence de direction commune de l'engagement a paru tragique, et il nous a semblé que si l'affaire n'a pas pris une tournure plus fâcheuse encore, ce n'a pas été la faute des Japonais. »

En somme, les ordres reçus manquaient de netteté. Le lecteur dispose maintenant des éléments principaux de la polémique engagée.

(1) *Revue du Code militaire* [traduction du commandant Painvin], numéros du 27 octobre et du 3 novembre 1906.

Bataille de Liao-Yang du 24 août au 4 septembre

Nous n'en indiquerons que les principales lignes. Cette fois, il s'agit d'une grande bataille, la plus grande que l'histoire ait enregistrée depuis la guerre de 1870; en outre, comme elle a été prolongée pendant onze jours, elle permet de se faire une idée de ce que seront, sur un terrain analogue comme difficultés, les luttes de la prochaine guerre.

Kouropatkine dispose, à Liao Yang, de 6 corps d'armée dont 4 comptent en moyenne 25.000 hommes, l'effectif de chacun des 2 autres [Ier et IIIe corps sibériens] ayant été réduit par le feu à près de 12.000 hommes, de 14 000 sabres, de 520 bouches à feu et de 24 mitrailleuses (1). En outre, 30.000 hommes environ et 96 bouches à feu se trouvent à Moukden.

Dès le début de la guerre, le point de Liao-Yang était prévu pour la concentration des armées japonaises destinées à opérer en Mandchourie.

Trois directions générales, deux à l'Est et une au Sud, y aboutissent. Sur chacune d'elles est établi, en première ligne, un corps d'armée : le Xe européen, sur la route de Pen-Si-Hou; le IIIe sibérien sur la route de Muo-Tien-Ling; le Ier sibérien sur la route d'Haï-Tcheng. Cette première ligne, dite de Chiou-Eham-Pou, dessine à peu près, du Taï-Tsé Ho au Houn-Ho, une demi-circonférence dont le développement total était supérieur à 60 kilomètres.

En se dirigeant vers Lio-Yang, on trouve une deuxième ligne de résistance, puis, plus en arrière encore, un solide réduit qui, composé de tranchées et de redoutes pourvues de défenses accessoires et d'épaulements pour l'artillerie, formait une tête de pont en avant de Liao-Yang.

La réserve générale est forte de 3 corps d'armée : le XVIIe européen établi de Siapou à Sikouantoun, sur la rive droite du Taï-Tsé-Ho; les IIe et IVe sibériens placés en arrière de l'aile droite. A Yen Taï (2) se trouve

(1) Chaque corps d'armée avait reçu soit 12 soit 14 batteries armées de canons à tir rapide.

(2) Ce point, qu'il vaudrait mieux désigner par « mines de Yen Taï », ne doit pas être confondu avec le Yen-Taï de la route de Liao-Yang-Moukden ; il est situé au nord-est de Sakoutoun.

la 34e division [Orloff] appartenant au Ve corps sibérien et composée d'hommes arrivés depuis peu après un long voyage en chemin de fer.

Les Japonais, au nombre approximatif de 125.000 à 130.000 hommes disposant d'un peu moins de 600 bouches à feu, s'avancent en trois colonnes fortes chacune d'une armée : la 1re armée [Kuroki] à droite, la 4e armée [Nodzu] au centre, la 2e armée [Oku] à gauche ; un intervalle de plusieurs kilomètres existe entre la 1re et la 4e armée. Les brigades de réserve des 2e et 4e armées sont en arrière de l'aile gauche.

Le 24 et le 25, Nodzu seul est en ligne : il ne peut vaincre la résistance du IIIe corps et son artillerie est réduite au silence ; finalement, il doit reculer.

Le 26, aucune des trois armées japonaises qui attaquent droit devant elles n'a le dessus ; cependant Nodzu reste maître, à 6 heures du soir, d'An-Ping.

Le 27, Kuroki, à droite, recommence l'attaque dès qu'il a reçu une division de renfort : le soir, vers 5 heures, le Xe Corps doit reculer, après 36 heures d'une lutte presque continuelle.

Le 28, à gauche, Oku finit par prendre pied dans Anchantien ; au centre et à droite, les progrès de ses collègues sont à peine marqués, le IIIe sibérien et le Xe corps ne s'étant repliés sur la position principale que par ordre de Kouropatkine.

Le 30 août, le maréchal Oyama tente d'envelopper l'armée russe par les deux ailes : à droite, Kuroki [1re armée] attaquera l'ennemi sur le front Khoutouaï-Jaïoutseu ; au centre, Nodzu [4e armée] se portera contre le front Sitchaniou-Tsofoutoun ; à gauche, Oku [2e armée], que la réserve générale est prête à soutenir, cherchera à déborder l'aile droite russe à l'ouest de Mayetoun.

Le 31 août au soir, la droite russe [Ier corps sibérien] a fait échouer les efforts répétés des Japonais, à ce point qu'Oyama renonce à la déborder.

Les deux autres armées japonaises n'ont pas été plus heureuses le 30 ni le 31 août. Le moment est donc venu pour Kouropatkine de renoncer à la défensive et de faire entrer en ligne les fortes réserves qu'il possède encore.

Si l'on demeure dans le doute au sujet de l'emploi jusqu'au 31 août au soir de la réserve générale russe, on sait que nulle part l'offensive n'a été prise sur l'ordre du généralissime résigné à une défense passive.

Pendant la nuit du 31 août au 1er septembre, Kuroki franchit, non loin de Si-Kan-Tsé, le Taï-Tsé-Ho. Dès lors, le plan des Japonais devient manifeste : diriger leur effort principal contre la gauche russe et le prolonger jusqu'à la route de Moukden.

Kouropatkine, se voyant menacé d'enveloppement, forme le projet d'exécuter, avec 4 corps d'armée, les XVIIe et Xe corps européens, le Ier et IIIe sibériens, pendant qu'Orloff couvrira le flanc gauche avec une brigade de sa division [34e], une vigoureuse contre-attaque contre Kuroki dont, en effet, la situation est très critique. La journée du 1er septembre est consacrée à exécuter les mouvements préparatoires, et aussi à assurer la défense du réduit de Lio-Yang par les IIe et IVe corps sibériens.

Kuroki va employer la journée du 2 septembre à attaquer de front avec une brigade les hauteurs de Sikouantoun pendant que la 12e division et une brigade de la Garde chercheront à déborder le flanc gauche de l'ennemi.

A gauche, les Japonais échouent complètement contre la tête de pont de Liao-Yang.

A droite, où sont livrés les combats de Sikouantoun et de Yen-Taï, un fâcheux concours de circonstances, sur lesquelles l'obscurité règne encore quelque peu, leur est favorable. A la suite du combat d'Yen-Taï, les troupes de provenance assez variée d'Orloff qui, lui-même, reçut des ordres bien divers, se débandent et leur général est blessé. Quoiqu'il en soit, il reste à comprendre pourquoi la déroute qui en résulta provoqua la retraite des quatre corps d'armée formant la gauche russe. De ce côté, Kuroki triomphe donc ; mais, au centre et à gauche, les Japonais ont échoué. Malgré cela, Kouropatkine décide que l'armée russe remontera vers le Nord.

La journée du 3 septembre, la nuit du 3 au 4, et la plus grande partie de la journée du 4 sont employées à exécuter, dans un ordre parfait, a-t-on affirmé, cette retraite ; exténué, l'ennemi ne la contraria pas : un violent orage qui grossit rapidement le Taï-Tsé-Ho la favorisa en interdisant le passage du fleuve aux 4e et 2e armées japonaises.

Le 4 au soir, l'armée russe, qui n'a laissé aux mains de l'ennemi ni un homme ni un canon, est sortie de ce mauvais pas ; elle est établie au nord de Yen-Taï. Kuroki, dont le flanc droit est menacé, recule jusqu'au Taï-Tsé-Ho.

En ce qui concerne le généralissime russe, il est évident qu'il n'a eu recours à l'offensive que bien tardivement, dans d'assez médiocres conditions, et que l'opportunité de la « belle retraite » demeure contestable.

Du côté japonais, l'influence allemande est manifeste : l'enveloppement est nettement voulu et poursuivi peu à peu, patiemment ; s'il a été, le plus souvent, réduit a une seule aile, il convient de ne point oublier qu'il ne peut en être autrement à moins d'une forte supériorité numérique.

Des deux côtés, la conduite des soldats a été vraiment admirable.

Les Japonais donnent un chiffre de pertes dépassant 21.500 hommes dont 136 officiers tués et 464 blessés. Les pertes des Russes auraient été à peu près les mêmes.

Les Japonais firent à Liao-Yang des prises importantes consistant en effets d'habillement, vivres et munitions. Résultat bien autrement considérable, l'isolement de Port-Arthur était définitivement réalisé, d'où un effet à la fois matériel et moral, sérieux.

Un correspondant de guerre français, ancien officier, a relevé de visu les fautes suivantes dans les ouvrages de fortification dite rapide que les Russes avaient eu cependant largement le temps de construire (1) :

parapets visibles à 5 kilomètres parce qu'on avait négligé de les recouvrir de mottes gazonnées ;

défenses accessoires protégées contre le tir de l'artillerie par des banquettes en terre qui, dépourvues de pentes du côté de l'ennemi, pouvaient lui fournir un abri ;

densité beaucoup trop grande de la ligne de défense dans les tranchées où, bien à tort, les hommes étaient placés coude à coude ;

dégagement insuffisant du champ de tir en avant de telle partie du front aux abords occupés par des champs de gaolian [sorgho] dont, à cette époque de l'année, la hauteur atteint 3m, 50 à 4 mètres.

Bataille du Cha-ho, du 9 au 17 octobre.

— Kouropatkine a fait connaître ses intentions et assigné un rôle à chacun de ses commandants de corps d'armée, en distinguant ainsi nettement cette fois le mouvement enveloppant de l'attaque de front. Il était donc en droit de croire que bien comprise sa pensée serait bien réalisée, s'il ne donnait pas d'ordres la modifiant, dans les limites qu'il avait assignés. En pareille occurrence, — le succès est à ce prix, — il importe qu'une fougue déplacée, ou que le désir personnel de briller sans souci de l'intérêt général ne viennent pas brusquement détruire l'accord sur lequel a le droit de compter un généralissime.

Or, Kouropatkine s'est plaint que le général Stackelberg, en attaquant trop tard, ait dévoilé le plan au maréchal Oyama et lui ait donné l'idée d'une contre-attaque. Il en résulta : que, le 12, Biderling [XVIIe corps] et Zaroubaïeff [IVe sibérien], sérieusement menacés sur leur droite, reculèrent sur le Cha-Ho, ce qui plaça Stackelberg dans une situation très critique ; qu'il fallut, le 13, engager prématurément la réserve générale, pour permettre à Bilderling de s'arrêter et que, le lendemain, une intervention des cosaques fut nécessaire pour dégager Stackelberg.

Le plan le plus sérieusement élaboré est frappé d'impuissance quand les collaborateurs font ainsi défaut.

Bataille de Sandepou du 25 au 29 janvier 1905

De cette bataille ne retenons que la conduite du général Grippenberg : rapprochée d'autres faits moins graves mais procédant du même esprit d'indépendance que l'on est bien obligé de taxer de désobéissance et d'indiscipline, elle dévoile un des points faibles de l'armée russe.

La personne du général mise de côté, il est hors de doute que si le général Kouropatkine, engagé malgré lui dans une affaire à laquelle il n'a peut-être pas cru devoir donner une aussi grande extension, a refusé les renforts qui lui étaient demandés, son lieutenant était strictement obligé de rompre

(1) Kann [Réginald]. — *Journal d'un Correspondant de guerre en Extrême-Orient. Japon. Mandchourie. Corée.* La relation qu'il donne de la bataille à laquelle il a assisté est à lire tout entière, pp. 230 à 317.

le combat dans les conditions les moins désavantageuses possibles ;

Qu'il devait ensuite garder un silence absolu jusqu'à ce qu'il fût questionné sur sa conduite ;

Que sa demande de rappel aurait dû être refusée pendant un certain temps ;

Enfin que les plaintes qu'il fit entendre à tous les échos, au point de fournir de l'aliment aux ennemis de Kouropatkine à Saint-Pétersbourg, méritaient une punition exemplaire et son passage dans la disponibilité. L'autorité du généralissime se serait ainsi trouvée renforcée ; ou, si son incapacité avait été démontrée, il fallait le remplacer. De pareilles compromissions ébranlent la confiance dans une armée et ont des conséquences déplorables.

On remarquera que le fond de l'affaire entre ces deux amis de la veille est entièrement réservé, les documents essentiels faisant défaut.

Bataille de Moukden du 23 février au 10 mars 1905

(*fig.* 21 et 22)

La critique de cette lutte grandiose ne présentera la rigueur nécessaire que lorsqu'on possédera les documents importants qui, jusqu'ici, font défaut : les ordres donnés par les deux généralissimes et par les commandants des armées opposées les unes aux autres, les rapports qui furent fournis après l'action.

Toutefois, dès aujourd'hui, on se trouve, en dehors même du résultat final, en présence d'un certain nombre de réalités.

Les effectifs sont à peu près connus ; les emplacements le sont nettement. Au front russe d'environ 80 kilomètres, si l'on ne tient pas compte des détachements de l'Est, était opposé par les Japonais, au début, un front d'environ 65 kilomètres.

On sait que, si le général Kouropatkine avait bien protégé son front et son flanc gauches, il n'en était pas de même de son flanc droit à proximité duquel il eût été rationnel, le service d'exploration une fois assuré, de placer sa cavalerie au lieu de la disséminer. L'insuffisance de sa réserve générale, constituée seulement par le XVIe corps amoindri d'une brigade, est manifeste et regrettable. La division en secteurs, bonne à certains points de vue, traduit trop le système d'expectation auquel se trouve étroitement liée la défensive puisque l'on est amené à s'y borner.

En second lieu, on a des renseignements sur la façon dont le maréchal Oyama prépara et assura sa victoire. Il a renforcé avec de l'artillerie son centre auquel il n'a assigné qu'un rôle secondaire, exigeant cependant une grande solidité ; sa cavalerie est presque tout entière sur sa gauche, puisque c'est contre l'aile droite russe qu'il compte diriger un mouvement enveloppant avec une réserve générale forte d'une armée, la 3e, de la 3e division et de 3 brigades de réserve.

Les différentes phases de la bataille se dégagent bien :

A droite, les 1re et 5e armées japonaises s'acharnent, dans la région montagneuse, contre la 1re armée russe ;

Au centre, la 4e armée japonaise livre le combat de front ;

A gauche, la 3e armée japonaise, reliée par sa droite avec la 2e armée, exécute contre la droite russe une attaque débordante qu'elle s'efforce de rendre enveloppante.

Enfin, on sait que, malgré l'étendue des fronts, les deux commandants en chef ont pu, avec le précieux aide du télégraphe et du téléphone, exercer effectivement, malgré la distance à laquelle ils se trouvaient en arrière, leur commandement.

Il est donc possible de raisonner avec quelque vraisemblance, sinon de conclure d'une façon absolue.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est que le général Kouropatkine a littéralement subi la loi de son adversaire. Il attendait la bataille qu'il avait eu le temps de préparer ; il était libre, en ne maintenant que les détachements absolument nécessaires, d'avoir une supériorité numérique marquée ; il avait déclaré l'offensive comme possible : cependant il reste sur place et, victime d'un système de temporisation trop longtemps suivi, lié à sa position générale, comme son corps d'armée et ses armées le seront à leurs secteurs, il subit une épouvantable défaite.

Comme opposition frappante, le maréchal Oyama doit sa victoire à d'excellentes mesures préparatoires qui assurèrent la liberté de ses mouvements et le mirent à même

de parer à tout, à une direction effective en vue de l'offensive à outrance, à la poursuite patiente et tenace d'un mouvement rationnel et décisif, enfin à une volonté inébranlable de vaincre résolument traduite en actes par ses lieutenants.

En second lieu, on est frappé de la façon dont Kouropatkine paraît avoir compris la guerre d'armées. Une armée, composée de trois armées dont l'effectif total dépasse 300.000 hommes, doit être distribuée de façon à assurer à ses diverses parties une indépendance telle, qu'elle soit prête à manœuvrer dès que son chef sera suffisamment renseigné sur les intentions de son adversaire et à même de prendre une décision.

En principe, si l'on considère trois armées, deux étant consacrées à livrer le combat de front et à bien protéger le centre et leurs ailes extérieures, la troisième doit être exclusivement réservée pour la manœuvre : elle est là, dans le cas de la défensive, pour faire face à toute éventualité ; c'est elle qui, dans l'offensive, exécute le mouvement débordant ou enveloppant de l'une des ailes de l'ennemi, appelé le plus souvent à procurer la victoire.

Pour que cette armée dispose de la liberté de manœuvre indispensable, il faut qu'elle ait pour elle de l'espace. Si donc, comme cela eut lieu à Moukden, on a résolu de se tenir sur la défensive, cette armée sera tenue en arrière de l'alignement général, à une distance d'autant plus grande que le front est plus étendu : cette distance, en supposant que le terrain soit d'un parcours facile, ne saurait être d'abord inférieure à une demi-journée de marche, sous peine de se trouver dans l'impossibilité de gagner obliquement et non latéralement son terrain d'action.

Son emplacement initial ne saurait être théoriquement fixé : il dépend, en effet, de la force de la position, de la nature du terrain, enfin du projet du généralissime ; le plus souvent, la majeure partie de cette armée formera plusieurs échelons débordants par rapport à l'extrémité de l'aile la moins forte qu'il s'agit de défendre contre les tentatives sérieuses de l'ennemi ou de dépasser, de l'aile en danger puisque, tôt ou tard, elle sera vigourement attaquée.

A cette question se rattache naturellement la question capitale de l'emploi de la cavalerie d'exploration et de sûreté. Plus l'effectif d'une armée est considérable, plus il importe que son chef soit renseigné longtemps d'avance, de proche en proche, sur les mouvements de l'ennemi, que cette armée soit éclairée au loin sur le prolongement et en avant de ses ailes.

Cet exposé peut paraître prématuré, puisqu'il figurera, avec les développements qu'il comporte, dans le dernier volume de cet ouvrage. Il est cependant à sa place ici, car, s'il repose sur des données rationnelles, pratiques et si, d'une façon générale, les dispositions prises par le généralissime russe ne s'en rapprochent pas, on a l'explication de sa défaite.

Or, d'après ce que nous connaissons, le désaccord est très accentué : les trois armées russes avaient été déployées en ligne ; l'insuffisance de la réserve générale devait donc mettre dans l'obligation d'emprunter à l'une d'elles des éléments qui ne pouvaient gagner que par un mouvement de flanc l'aile menacée. Dans de pareilles conditions, il n'est pas étonnant que l'armée russe en ait été réduite, au cours de la série d'engagements qui constituent la bataille de Moukden, à se débattre bravement, opiniâtrement contre l'étreinte japonaise et que, finalement vaincue, elle n'ait pu se dégager qu'au prix d'énormes pertes, après s'être trouvée à deux doigts d'un désastre bien plus grand encore.

On voudrait savoir exactement de quelle façon Kouropatkine a employé sa cavalerie en exploration, quels renseignements elle lui a procurés et quand ils lui sont parvenus. Cette connaissance est cependant indispensable pour juger sa conclusion, sa décision, les ordres qui en résultèrent. Ce qui est hors de doute, c'est que la réserve générale, déjà insignifiante, a été prématurément engagée à gauche, sur une simple démonstration et qu'elle fit défaut à droite lorsqu'on en eut besoin.

Le secret dont les Japonais ont su, pendant toute la durée de la guerre, entourer leurs opérations a permis à leur généralissime de disposer de la 3e armée [Nogi] à l'insu de son adversaire, d'utiliser une armée, la 5e, dont celui-ci ignorait même

l'existence. Le maréchal Oyama a été laissé libre de tâter d'abord la gauche russe, ce qui détermina Kouropatkine à un déplacement aussi prématuré qu'inutile de forces importantes, puis de confier à sa gauche, après en avoir augmenté l'effectif, le mouvement principal et de le poursuivre avec une énergie et une habileté qu'a récompensées le succès.

On a prétendu faire un grand mérite à Kouropatkine de la façon dont a été dirigée la retraite. En disant cela, on a oublié qu'il convient avant tout que les ordres donnés soient exécutables; or, on sait à combien peu tint la ruine totale de l'armée russe.

La vérité est que, selon les apparences, Kouropatkine a été dans cette circonstance imprévoyant : décidé à livrer une bataille offensive et maître pendant deux semaines de donner l'ordre d'évacuer par échelons ses approvisionnements sur Kharbine, il ne s'y est décidé que tardivement, le 9 mars, sous la pression d'une défaite complète.

Encore une fois, il convient de ne voir dans ce qui précède qu'une impression plus ou moins superficielle; toutefois on est fondé à croire qu'elle est exacte dans ses conclusions générales : l'armée japonaise a été constamment commandée; on ne peut en dire autant de l'armée russe.

La retraite de Moukden s'est opérée, en certains points surtout, nous l'avons déjà noté, au milieu d'un désordre qui a été jusqu'à la panique aveugle.

Cela s'explique, si l'on considère qu'une lutte presque continue de deux semaines avait affaibli la résistance morale et que les Japonais firent sentir partout vigoureusement leur action.

Pendant la première étape, le flanc droit des colonnes en retraite ne cesse pour ainsi dire pas d'être menacé et surtout canonnée, des hauteurs du Sud-Est, par les Japonais.

Dans la marche sur Tié-Ling, les convois de trois corps d'armée suivent la route de Tava à Pou-Ho et s'avancent sur un assez large front : à Tava, sous le feu japonais, les voitures se disséminent et s'en vont à fond de train ; à Pou-Ho le même fait se produit.

Toutes les fois que, dans une marche en retraite, le généralissime n'aura pas eu la précaution de se faire précéder à un jour de marche ou plus, suivant les exigences, de ses convois allégés du nécessaire pour assurer les besoins des troupes combattantes, il en sera forcément ainsi avec la portée actuelle de l'artillerie. Dans le cas présent, les convois auraient dû être portés, avant même le 8 mars, à Tié-Ling ou au delà.

Sérieusement menacée, la retraite de la II[e] armée ne put s'effectuer que sous la protection de troupes de rencontre qui furent immobilisées jusqu'à 4 heures du soir ; celles-ci se retirèrent lorsque les Japonais menacèrent de s'emparer de la grande route.

Voici, d'après une source russe, ce qui se passa sur le flanc gauche à Houstsitai :

«...les hommes absolument affolés se ruèrent en masse en avant avec les chevaux et les équipages. Les scènes qui s'étaient passées sur la route mandarine se renouvelèrent ; les soldats ouvrirent un feu désordonné, tirant au hasard dans toutes les directions. Toutes les tentatives faites par les officiers pour rassurer et arrêter les fuyards restèrent infructueuses ; les soldats demeurèrent sourds à leurs ordres. »

C'est ainsi que le colonel inspecteur des hôpitaux de la III[e] armée reçut une balle et deux coups de baïonnette.

Cette panique gagna la tête comme un torrent dévastateur, et des feux de salve furent dirigés contre une cavalerie imaginaire.

D'ailleurs, toutes les unités de la II[e] armée étaient entremêlées d'une façon inextricable.

En somme, la retraite ne fut pas, les ordres une fois donnés, dirigée de haut. Beaucoup d'éléments furent anéantis sur place ; d'autres cernés et écrasés durent se rendre.

Ainsi se trouve complété le triste tableau des journées de Moukden.

Guerre de montagnes

Pendant les mois de juin et de juillet 1904, l'armée russe eut à manœuvrer dans la partie de la région montagneuse du Liao-Toung comprise entre les deux lignes Moukden-Sintszintine et Sénioutchen [Simoutcheng]-Feng-Hoang-Tcheng, plus spécialement au sud du Taï-Tsé-Ho. Sur la rive droite du Lan-Ho, affluent du Taï-Tsé-Ho, on rencontre successivement, en venant du Nord :

le col d'Youchouling que traversent les deux routes qui, de Pensikou sur le Taï-Tsé-Ho, et de Sikouyang, conduisent à Anping sur le Tan-Ho ;

le col de Penling que franchit la route de Sikouyang-Anping ;

le col de Mou-Tien-Ling parcouru par la route qui, venue de Fouchou-Ling, passe à Taouan sur le Lan-Ho et, plus à l'Ouest, franchir le col d'Yang-Tse-Ling pour gagner également Anping par la rive gauche du Tan-Ho.

Les Russes se proposaient de retarder la marche des Japonais jusqu'à ce que deux corps d'armée attendus de Russie, les XVIIIe et Ier, fussent arrivés à Liao-Yang. Quant aux Japonais qui, au milieu du mois de juin, occupaient, de Feng-Hoang-Tcheng et Siougen à Sénioutchen, un front d'environ 320 kilomètres [300 verstes], ils avaient à forcer le passage de la chaine de montagnes de Feishounline pour marcher ensuite sur Liao-Yang. C'était une guerre spéciale que devaient marquer des épreuves sérieuses et qui exigeait une expérience particulière.

Or, tous les témoignages officieux et officiels s'accordent à reconnaitre que l'armée russe n'avait ni l'organisation, ni l'armement, ni l'instruction nécessaires pour manœuvrer en montagne ; la chaussure même et l'habillement ne répondaient nullement aux exigences de cette guerre. Privés de mulets de bât, les convois étaient impropres au pays. Ces différents faits ont été reconnus implicitement par le général Kouropatkine lui-même (1).

Quant aux armées japonaises, il est hors de doute qu'elles possédaient, pour agir en montagne, ce qui faisait défaut aux troupes russes : une organisation appropriée, l'habillement et la chaussure qui conviennent, de l'artillerie de montagne, des convois de mulets de bât, des coolies.

De l'étude des opérations se dégage l'impression que les officiers russes n'étaient nullement préparés à cette guerre et ont fourni une preuve nouvelle qu'elle repose sur des principes qu'il n'est pas permis d'ignorer ou de méconnaitre.

L'officier supérieur qui fit la troisième conférence à l'Académie d'Etat-major russe termine ainsi son exposé.

« ..... Je suis obligé de conclure de tout ce que je viens d'exposer concernant les mesures prises par le haut commandement pour préparer le théâtre des opérations, que nous ne voulions pas croire aux enseignements tirés des guerres précédentes faites en pays de montagne, et que nous avions décidé d'agir à notre guise, de faire tout d'après notre propre expérience. En ce qui concerne l'exécution des opérations, le commandement et la concentration des troupes en vue du combat, et l'intervention des réserves, je dois faire remarquer qu'en pays montagneux il faut, au lieu d'entrer dans les détails, donner simplement les directions générales, et laisser de l'initiative aux chefs subordonnés qui doivent faire preuve de décision et d'énergie quant à l'emploi des réserves pendant le combat. Or, ce fut tout le contraire qui se passa dans notre armée... »

Plus loin, le conférencier formule une conclusion dont plus d'un peut faire son profit.

« ..... Tout en laissant absolument de côté la question de savoir jusqu'à quel point était opportune la défense du Feishounline, il est impossible de ne pas faire remarquer que la mise à exécution de cette défense a révélé *notre manque absolu de préparation théorique et pratique à la guerre de montagne*. En effet, à part des indications générales données dans les cours de notre Académie, *nous ne possédions sur la guerre en pays de montagne*, avant la campagne russo-japonaise, *ni instructions spéciales, ni textes officiels traitant cette question*. Il est indubitable que nos généraux seraient heureux d'avoir entre les mains des solutions officielles des problèmes concernant la conduite de la guerre et du combat, problèmes qu'ils auraient à résoudre sur nos théâtres de guerre des frontières. L'étude scientifique des problèmes de guerre qu'aura à résoudre notre armée, et l'esprit des doctrines concernant les formations tactiques ainsi que les procédés de conduite des troupes au combat, incombent à notre état-major... »

Dans les *Ephémérides*, les principaux combats ont été seulement indiqués : reprenons-les un peu plus en détail et dégageons-en les conséquences qu'ils comportent.

Le 20 juin, la 1re armée [Kuroki] est concentrée autour de Feng-Hoang-Tcheng.

Elle en part, le 23, sur 3 colonnes qui se dirigent vers Saïmatsen, Muo-Tien-Ling et Soumentsen.

Les Russes commettent la faute de ne

(1) Consulter : Hamilton [général]. — *A Staff officer's Scrap-book* ; — Meunier [commandant R.]. *La guerre russo-japonaise*, pp. 126 à 150.

(1) On lit, dans la 3e conférence : « ... un jour qu'il passait l'inspection d'un corps d'armée sur les positions, il déclara que « nous n'étions nullement préparés à la guerre en pays de montagnes. » Cet aveu était tout au moins imprudent...

point défendre le col de Muo-Tien-Ling ; Kuroki l'occupe et, tout en le faisant fortifier de façon à pouvoir en déboucher quand il le voudra, s'y immobilise attendant que les 2[e] et 4[e] armées soient arrivées à sa hauteur : placée au centre, la 2[e] division est encadrée à distance, à droite par la 12[e] division, à gauche par la Garde.

Le 3 juillet, le général Keller tente vainement de reprendre ce col si étourdiment abandonné.

Kouropatkine assigne alors les emplacements suivants à ses troupes de couverture :

au col d'Yang-Tse-Ling [Yochireï] par lequel passe la meilleure route reliant Muo-Tien-Ling à Liao-Yang, le général Keller avec 2 divisions et demie ;

sur la rive gauche du Tchin-Ho, en arrière du col d'Yonchouling, le général Schutschefsky avec 1 division et demie ;

sur le flanc gauche, le général Rennenkamp avec la division cosaque.

Combats de Muo-Tien-Ling, le 17 juillet. — Le premier combat n'avait été, à proprement parler, qu'une affaire d'avant-postes. Le 17 juillet, trois combats distincts mais d'inégale importance furent livrés par le général Keller à la 2[e] division japonaise.

Keller avait pris l'offensive avec 3 colonnes qui avaient reçu pour objectifs : celle du centre, forte de 14 bataillons et de 2 batteries, le col de Muo-Tien-Ling ; celle du nord, forte de 3 bataillons seulement, Gebato ; celle du sud, forte de 1 bataillon seulement, le col de Chinkouiling.

Une réserve générale trop forte, puisqu'elle comprenait 4 régiments, 12 batteries, avait été maintenue à Taouan.

A droite, le combat commence vers minuit et demi et se prolonge sans résultats sérieux jusqu'au soir à Taouan.

Au centre, l'offensive des Russes est molle ; aussi finissent-ils par être repoussés ; toutefois ils parviennent à arrêter les poursuites des Japonais. Le matin, un bataillon russe, qui a débouché en colonne de bataillon dans la vallée de Lichepoutsan, est couvert de projectiles par de l'artillerie japonaise distante de 3 kilomètres et perd en quelques minutes environ 300 hommes.

Vers Gebato, la même timidité empêche les Russes de profiter, malgré leur supériorité numérique, d'un premier avantage et, vers 11 h. 30, ils doivent se mettre en retraite.

Le résultat eut été différent si la colonne latérale de gauche avait été assez forte pour accentuer le mouvement tournant auquel il semble qu'elle était destinée ; pour cela, il suffisait d'amoindrir la réserve générale et surtout la colonne du centre beaucoup trop forte pour effectuer en pays de montagne une attaque de front qui ne pouvait être décisive.

On a évalué les pertes des Russes à 1.500 hommes ; celles des Japonais n'auraient été que de 500.

Combat de Sikouyang [Chaotao], les 18, 19 juillet. — Inquiet pour son flanc droit et désireux de maintenir libres les deux routes de Liao-Yang et de Pensikow, le général Kuroki ordonne à la 12[e] division [général Inouye] de prendre l'offensive.

Le général Herschelmow a sous ses ordres 7 bataillons de la 9[e] division, 1 régiment de cosaques et 5 batteries ; il occupe une position déjà forte par elle-même sur laquelle ont été construits des tranchées-abris et des épaulements.

Entamé le 18, le combat se continue le 19 jusqu'à 5 heures du soir. La retraite des Russes est déterminée par la réussite d'un mouvement tournant qui aboutit contre leur droite à l'issue d'une marche de 20 kilomètres environ effectuée à la boussole, à travers un terrain très difficile.

Combat d'Yang-Tse-Ling, le 31 juillet. — Les Russes avaient fortifié les abords du col d'Yang-Tse-Ling en conduisant, au nord et au sud de la route de Liao-Yang, des tranchées d'infanterie et des épaulements pour l'artillerie. Le général Keller avait sous ses ordres 2 divisions sibériennes et 1 brigade de la 9[e] division.

Kuroki résolut de diriger la Garde contre le flanc droit des Russes pendant que la 2[e] division les occuperait de front. Ce plan était chanceux, car la Garde qui fut partagée en 4 colonnes avait à parcourir un long chemin pour obtenir l'enveloppement. En outre, ce fractionnement même exposait les Japonais à des défaites partielles et successives ; mais il eût fallu que les Russes manœuvrassent ; or, ils ne le firent pas.

Pendant que ce mouvement aléatoire s'exécutait, la 2[e] division établie à cheval sur

la route principale effectuait le combat de préparation.

Or, il arriva que les différentes colonnes de la Garde, s'étant immobilisées à un certain moment de leur parcours ou ayant été tenues en échec, les troupes de la 2e division prirent, lorsque le moment leur parut favorable, l'offensive et déterminèrent la retraite des Russes qui, vers 5h30, était complète. Le général Keller avait été tué une demi-heure auparavant.

L'artillerie japonaise avait puissamment contribué à ce brillant résultat : quoique moins puissante, comme artillerie de montagne, que l'artillerie adverse, elle réussit, en changeant à temps d'emplacement, à se soustraire aux effets de son feu.

En somme, l'attaque de front avait, contre toute attente, réussi.

Combats d'Youchouling et de Penling, le 31 juillet. — Ces combats ont été livrés par la 12e division japonaise [général Inouye] au général Schutchefsky dont les troupes garnissaient le nord et le sud du col d'Youchouling ; un détachement se trouvait sur la rive droite du Tchin-Ho [Chi-Ho].

A Penling, la brigade japonaise Sasaki, qui disposait d'une batterie de montagne, enveloppa une brigade russe privée d'artillerie et lui fit éprouver des pertes énormes. Ce désordre pesa lourdement sur le dénouement du combat d'Youchouling soutenu jusqu'à la nuit et qui se termina par l'évacuation de la position par les Russes.

« Nous trouvons dans cette dernière affaire, dit le commandant Meunier, d'après le général Hamilton qui était présent, un curieux épisode du combat d'infanterie *qui montre bien la puissance du fusil moderne et l'importance du rôle de l'individu dans le combat* :

« Une demi-douzaine de soldats japonais parvint à se faufiler à 300 mètres d'une tranchée occupée par deux compagnies russes, prenant celles-ci d'enfilade, et ouvrit un feu violent. Le tir de cette poignée d'hommes invisibles eut un tel effet que l'infanterie japonaise, chargée de l'attaque de front, put s'emparer des tranchées presque sans coup férir.

« En se retirant précipitamment, les compagnies russes vinrent se heurter à trois autres compagnies qui se portaient en avant pour les soutenir, précédées d'une fanfare, et qui firent aussitôt demi-tour, augmentant encore le désordre [1]. »

[1] MEUNIER [commandant R.]. — *La guerre Russo-Japonaise*, p. 148.

IV. — LEÇONS DIVERSES SE DÉGAGEANT DE LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

—

SOMMAIRE

Préparation de la guerre

Bien que cette question ait été déjà incidemment traitée, il est utile de revenir sur quelques points.

La prévoyance est la qualité maîtresse d'un état-major général. Or, il est prouvé que si les Japonais avaient fait une étude approfondie de la Corée et de la Mandchourie en tant que terrain et que ressources, il n'en fut pas de même des Russes ; il semble qu'ils n'aient pas plus connu ces deux pays que, au début de la guerre de 1877-1878, ils ne connaissaient le théâtre de la guerre.

C'est ainsi que, lors du passage du Yalou

et du combat de Turenchen, ils ignorent un pays que les Japonais connaissent.

Plus tard, neuf mois après que la guerre a commencé, lors du mouvement tournant du général Stackelberg, l'état-major russe ne connaît pas le pays qui s'étend à 50 kilomètres à l'est de la voie ferrée entre Liao-Yang et Moukden, la capitale mandchoue. Certains ont parlé de travaux, de cartes antérieures à la guerre [1] : si cela est exact, on doit admettre qu'ils n'avaient pas été vulgarisés puisque la carte de la région s'étendant au sud-est de Moukden ne fut commencée qu'en septembre 1904, quelques jours seulement avant l'engagement mentionné ci-dessus.

Le mot indifférent « Nitchevo ! » peut être momentanément commode ; toutefois il ne saurait remplacer la préparation des opérations militaires. Une confiance immodérée ne peut, en effet, à la veille d'une campagne, que conduire à des désordres qui, répétés, produisent, tout doucement mais infailliblement, la démoralisation.

On a cité un fait typique : en mai, le gaolian [ou sorgho] n'a guère que la hauteur du genou d'un homme ; en juillet, au contraire, il atteint une hauteur de 3m,50 à 4 mètres, et sa tige durcie transforme certaines parties de la Mandchourie en un jungle véritable. Or, des correspondants de guerre sérieux ont affirmé qu'ils furent questionnés à ce sujet par des officiers russes qui auraient dû être tout au moins prévenus par une notice géographique et statistique.

Si l'état-major général russe avait su que le véritable système de défense de la Mandchourie consiste en des défilés, il aurait fait équiper les troupes en conséquence ; or, il n'en fut rien : les Japonais étaient chaussés de brodequins ferrés, alors que les Russes avaient des bottes à semelle mince et légère.

Pendant les mois de juillet et d'août 1906, en Mandchourie, par les fortes chaleurs, les troupes et les officiers russes n'étaient pas pourvus de vêtements légers [2]. L'armée russe ne se laissa pas surprendre par le froid, comme ses chefs l'avaient laissé surprendre par l'été ; mais, pour la saison des pluies de l'été et l'automne, les vêtements imperméables arrivèrent trop tard et, d'ailleurs, en nombre insuffisant.

Qu'il suffise d'ajouter que, avant 1904, l'étude du Japon ne faisait pas partie du programme de l'Académie d'état-major.

Le haut commandement et ses aides

Il est difficile à distance et à aussi peu de temps des événements, alors que, obéissant à un sentiment honorable, les principaux acteurs de la lutte se taisent, de porter sur leurs actes un jugement motivé. Il est cependant certain que les Japonais ont été constamment victorieux ; le mot de chance ne saurait suffire pour justifier une pareille fidélité de la victoire.

Si l'on admet, ce qui est facile et juste, que les adversaires des deux partis ont fait preuve d'une même bravoure poussée souvent jusqu'à l'héroïsme, d'une remarquable ténacité et d'une complète abnégation, force est de supposer que les victorieux ont été mieux conduits que les vaincus et que leurs troupes possédaient l'instruction professionnelle nécessaire.

Russes. — Le nom du général Kouropatkine, dont l'Evangile tint dans ces mots « La Russie et le tsar » ne doit être prononcé qu'avec respect ; toutefois ce respect ne saurait exclure la critique des faits pour lesquels sa responsabilité paraît être tout au moins fortement engagée.

Oui, le respect s'impose envers le généralissime qui, dans son ordre d'adieu du 8 février 1906, ne récrimine pas, ne fait pas même la plus légère allusion aux entraves apportées à son commandement, aux ordres fermes qui ont forcé sa décision, enchaîné sa volonté, au généralissime qui, s'offrant en bouc émissaire, a écrit noblement :

« ..... Mais ces forces, pour différentes causes complexes, étaient insuffisantes. Il ne faut pas craindre de rechercher quelles furent les prin-

[1] On a, en effet, parlé d'une bonne description statistico-médicale ; il est peu probable, s'il en fut ainsi, qu'elle ait été répandue.

[2] « La boue visqueuse et les chaleurs du mois de juillet 1904 et de notre période de retraite après Liao-You ont, dit le lieutenant-colonel Nieznamov, fait ressortir la charge trop lourde de notre équipement et l'inconvénient des vêtements de drap pendant la saison chaude... » *Observations sur la guerre russo-japonaise.*

cipales causes — indépendamment d'un effectif de troupes insuffisant — qui nous empêchèrent d'être vainqueurs avant la conclusion de la paix. *C'est d'abord moi, votre chef, qui en suis cause*, car je n'ai pas réussi, pendant la période des combats, à remédier à ce qui nous manquait au double point de vue moral et matériel, et je n'ai pas réussi davantage à utiliser plus largement ce qu'il y avait de bon dans nos troupes (¹) ..... »

Il lui était, il est vrai, certainement difficile de faire le procès à quelques-uns de ses aides, ou de reconnaître que le soldat russe, si remarquable sous tant de rapports, est passif, qu'il a peu d'élan, d'entrain, qu'il est lent à mettre en action et surtout à évoluer au gré des circonstances, en un mot, que sa capacité manœuvrière est médiocre.

Reconnaissons tout d'abord que, à partir du jour où Kouropatkine a jugé et annoncé qu'il était enfin possible d'entamer l'offensive, il n'a pas été heureux dans l'appréciation de l'opportunité de livrer des engagements et d'opérer la *décision* ; il a même compromis d'avance la réussite de quelques uns d'entre eux.

Lorsque lui-même a directement commandé, il a entrevu la solution ; mais, ou il a manqué de coup d'œil et d'esprit de décision pour donner en temps voulu ses ordres, ou il est tombé dans le piège tendu par un adversaire plus circonspect, plus clairvoyant, qui, une fois son but assigné, le poursuivit opiniâtrement sans se laisser rebuter par rien.

S'il faut convenir que Kouropatkine s'est montré, avec bien des circonstances atténuantes, telles que le manque d'unité de commandement, le défaut d'organisation, les entraves déplorables qu'il a trouvées en Mandchourie et surtout à Saint-Pétersbourg, inférieur, comme généralissime, à sa lourde tâche, il est juste de reconnaître qu'il s'est montré bon administrateur ; sous ce dernier rapport on ne saurait oublier qu'une partie de ce mérite revient au directeur des mouvements du Transsibérien. On a dit aussi à sa louange, peut-être avec une nuance d'ironie, qu'il a excellé dans l'art de bien diriger les retraites ; on voudra bien, nous le supposons, faire exception pour celle de Moukden. Il est bon et il peut être utile de faire une savante retraite, mais il ne faut pas qu'elle soit continue au point de constituer avec la défensive tout le système de guerre.

La postérité rendra cette justice à Kouropatkine que, après avoir accepté le commandement suprême seulement sur les instances de Nicolas II, il déploya, dans ce rôle de sacrifice, de véritables trésors de patience, d'énergie, d'abnégation, d'activité et qu'il donna quelques preuves de *caractère*.

Il est permis de supposer, puisque chacun des principaux engagements a été suivi de discussions sur lesquelles il est inutile d'insister, faute de documents authentiques, qu'il a été assez mal secondé par quelques-uns de ses lieutenants ; toutefois, c'est un mauvais signe pour un chef que d'être régulièrement incompris.

L'étonnement a été minime chez ceux qui étaient au courant de la façon dont, trop souvent, on arrive au généralat en Russie.

De nouveau ayons recours à une source d'origine russe, au général Martinov, déjà connu comme historien de la guerre russo-turque, l'auteur d'un ouvrage dont le titre seul est significatif : *Les tristes enseignements de la guerre russo-japonaise*.

La guerre faite avec de grandes masses exige, plus que jamais, chez ceux qui la dirigent, non seulement les mêmes qualités qu'autrefois, mais une connaissance approfondie de l'emploi des différentes armes et le savoir que peut seule donner l'union du savoir et de la science pratique. Toute nomination qui peut conduire au haut commandement d'une armée doit donc être entourée de garanties très sérieuses, sous peine d'édifier de ses propres mains ces *idoles aux pieds d'argile* dont nous avons parlé en terminant le volume précédent.

Il semble que la rude leçon que nous reçûmes en 1870 n'a pas profité à la Russie, où, paraît-il, les *relations* d'abord, l'*ancienneté* ensuite jouent un rôle prépondérant ; en un mot, le champ est largement ouvert aux *arrivistes*. Or, l'arrivisme ne saurait donner aux impatients la capacité, l'initiative et surtout le caractère, qualités sans lesquelles un chef ne peut être grand mais est désigné pour la défaite.

D'après le général Martinov, il y a trois chemins dans l'armée russe pour s'élever au sommet de la hiérarchie.

(¹) *Ordre d'adieu* du 8 février 1906.

Le premier chemin, à l'entrée duquel se trouve un des régiments les plus en vue de la Garde, est couvert de fleurs, mais il n'est accessible qu'aux officiers riches puisqu'il impose, pendant bon nombre d'années, une vie coûteuse. C'est celui qu'a suivi, paraît-il, la majorité des commandants de corps d'armée et des commandants de circonscriptions militaires qui réunissent sous leurs ordres plusieurs corps d'armée.

Le second chemin n'est abordable qu'aux officiers d'état-major qui, esquivant le stage dans les corps de troupes et plus tard leur commandement, s'embusquent soit dans une des chancelleries de Saint-Pétersbourg, soit dans un haut état-major et, quoique bureaucrates, deviennent généraux, quelques années plus tôt que leurs camarades qui ont commandé des régiments.

Enfin la *carrière de la cour*, dont on aurait mauvaise grâce de médire puisque la République française a la similaire, sans l'excuse de l'origine, constitue le troisième et plus favorable chemin ; il est inutile d'insister.

Si l'on ajoute que, comme en tout pays, les officiers à idées justes et solides, doués de caractère, se voient trop souvent préférer des complaisants ou des flatteurs, on aura une idée exacte des causes de l'infériorité, sauf exception, du haut commandement en Russie.

Il est curieux de savoir comment le général Martinov juge son ancien chef dont l'avancement fut cependant motivé par de brillants états de services en Asie centrale, à deux reprises différentes et devant Plewna :

« ... Il n'avait qu'un œil dirigé sur l'ennemi ; l'autre était sans cesse tourné vers la Russie. Le général en chef pensait sans cesse à ce qu'on y pouvait faire contre lui dans les hautes sphères gouvernementales, dire à la cour, écrire dans les journaux, etc. »

Indiquons, pour répondre à des préoccupations ayant actuellement cours, quel était, au commencement de février 1904, l'âge des généraux russes le plus en vue. A l'exception des généraux Linievitch et Grippenberg qui, nés en 1838, comptaient 66 ans, les autres généraux étaient âgés de 60 ans ou de moins de 60 ans : les généraux Kouropatkine et Kaulbars, nés en 1848, avaient le même âge ; le général Stœssel est né en 1850, les vice-amiraux Makharoff, Rodjesvensky comptaient l'un 56, l'autre 57 ans ; le général Keller était né en 1850.

Japonais. — Les critiques n'ont été ménagées, malgré la victoire, ni au maréchal Oyama que l'on représente comme n'ayant joué aucun rôle effectif, ni à ses lieutenants, les généraux Kuroki, Oku, Nogi et Nodzu, qui n'auraient été, dit-on, que des chefs nominaux inspirés par de jeunes généraux dont on a oublié de donner les noms. Il eût été cependant bon de le faire puisqu'ils seraient, pour l'armée japonaise, l'espoir de l'avenir ; il est regrettable que ce rôle anonyme n'ait pas été rempli dans l'armée russe.

On a aussi cru pouvoir avancer que cette guerre a mis en lumière bien plutôt la faiblesse et l'incapacité des Célestes que les capacités militaires des vainqueurs : voilà qui demeure d'autant plus inexplicable que l'on a attribué leurs succès à la valeur de la troupe qui, évidemment, ne se dirigeait pas seule et à l'organisation parfaite de tous les services.

On a taxé avec plus de raison, en apparence du moins, les généraux japonais d'avoir été prudents à l'excès, d'avoir tâtonné. Ici encore on en est réduit aux conjectures, bien qu'il soit strictement vrai que la marche des Japonais a été lente et souvent interrompue.

On a allégué sans preuves qu'au début le général Foukouchima, que l'on dit être l'auteur du plan d'opération de 1904, crut à l'évidence de nombreuses troupes russes entre Kharbine et Port-Arthur : c'est ce qui aurait sauvé de l'écrasement les troupes russes de couverture.

En exposant succinctement les principaux événements, nous avons aussi noté l'arrêt prolongé de Kuroki après sa victoire de Turentchen, l'inaction d'Oyama du 29 janvier au 23 février 1905. Mais ce n'est qu'une simple constatation et la réserve la plus élémentaire impose le silence tant qu'on ignorera si, par exemple, Oyama n'a pas simplement exécuté un ordre venu du Japon.

On a également reproché aux généraux japonais le manque d'initiative et de solidarité : la conduite d'Oku vis-à-vis d'Ogi le 6 mars 1905, pour ne citer que cet exemple, demeurera cependant comme un exemple

mémorable du contraire ; il peut suffire pour détruire cette assertion.

Un mot encore. Les deux généraux Kodama et Foukouchima ont été cités comme les conseillers attitrés du maréchal Oyama, qui se présentera à la postérité, quoi qu'on dise, avec le titre de gloire de la réussite du mouvement débordant de Moukden. Instruit, capable et intelligent, Kodoma avait annoncé comme fatale la guerre entre le Japon et la Russie ; adjoint au ministre de la guerre, il avait puissamment contribué à la préparer. Pendant la guerre, il remplit les fonctions de chef d'état-major général. Après la paix, il fut appelé à remplacer le maréchal Oyama. Mort récemment, en juillet 1906, à l'âge de 54 ans, il a eu pour successeur, dans le poste de chef d'état major général, le général Oku sur la valeur duquel cette désignation renseigne suffisamment.

Indiquons aussi l'âge qu'avaient les principaux chefs japonais au moment où commença la guerre de 1904-1905 : le maréchal Yamogata, 66 ans 2 mois ; le maréchal Katsara, 56 ans 9 mois ; le maréchal Oyama, 61 ans 8 mois ; le vice-amiral Togo, 47 ans ; le général Kuroki, 63 ans ; le général Nogi, 54 ans 9 mois ; le général Nodzu, 62 ans 9 mois ; le général Kodoma, 52 ans 6 mois ; le général Hasegawa, 54 ans.

Système de guerre

Ici quelques mots suffiront. Des deux côtés on connaît le prix de l'offensive ; seuls cependant, les Japonais l'ont pratiquée avec esprit de suite et opiniâtreté, ce qui leur a permis d'être invariablement victorieux.

Condamnés par la force des choses à demeurer de longs mois dans une attitude passive, interrompue, de temps à autre, par des combats, les Russes furent malheureux ; puis vint la possibilité de se porter en avant : le haut commandement se montra alors au-dessous de sa tâche, la confiance déclina et de nobles aspirations se transformèrent en une défensive frémissante qui aboutit invariablement à la retraite.

Du secret à la guerre
Service de renseignements
Espionnage

Il semble inutile d'insister sur la sollicitude avec laquelle l'état-major japonais a étudié l'armée russe et le futur théâtre d'opérations.

Le 5 février 1904, l'*Officiel*, n° 5, publia un *Règlement concernant les dépêches envoyées à l'étranger et rédigées d'après les principes de l'article 8 de la convention internationale universelle des postes et télégraphes.*

Quant à la presse japonaise, dit André Chéradame (1), l'ordonnance du 29 février 1904 lui interdit de parler :

1° Du plan de la guerre ;

2° Des mouvements militaires futurs ;

3° Des mouvements et de la composition des divisions de la flotte ;

4° D'un dommage quelconque subi par un navire de guerre ou un transport japonais ;

5° De la répartition des troupes en campagne ;

6° De la portée des munitions et de la quantité de munitions consommées ;

7° De la situation ou des noms des points d'opérations militaires ;

8° Des noms et stationnements des navires de guerre de toutes classes et des transports ;

9° Des approvisionnements de charbon et du service d'intendance pour la marine et les troupes de terre ;

10° De la rapidité des navires de guerre et des transports.

Le lecteur français peut dégager lui-même les conclusions qu'inspire l'analyse de ce document : les Japonais sont dans le vrai.

On conçoit que, étant données de pareilles précautions, les Japonais aient pu, la guerre une fois déclarée, observer et imposer le secret avec une rigueur inflexible. L'exemple le plus probant que l'on puisse citer est certainement la formation de la 5e armée et la destination qui, à l'insu du pays, lui fut donnée. Cette armée aurait joué, dans le cas où les hostilités suspendues d'un tacite accord d'une façon si extraordinaire auraient recommencé, un rôle stratégique prépondérant.

Les correspondants militaires sont unanimes à déclarer qu'ils eurent beaucoup à souffrir, dans l'accomplissement de leur mission, des entraves qui leur furent impo-

(1) Chéradame (André). — *Le Monde et la guerre Russo Japonaise*, p. 367.

sées avec une rigueur telle que, de guerre lasse, plusieurs d'entre eux abandonnèrent la partie (¹).

On devine ce qui dut se passer d'après la circulaire dans laquelle, tout récemment, un an après la cessation de la guerre, le général-lieutenant Téraouchi, ministre de la guerre, a imposé aux officiers japonais, comme un devoir formel, de conserver *le secret le plus strict sur les nombreux enseignements pratiques reconnus.*

Cette circulaire, dont plus d'un pays pourra, dans ce temps d'indiscrétion à outrance, s'inspirer avec profit, mérite d'être reproduite :

« Dans ces derniers temps, diverses choses concernant les questions militaires ont été divulguées. Il est à peine nécessaire de dire que le silence complet à garder sur les choses militaires est *non moins nécessaire en temps de paix qu'en période d'hostilités.*

« L'armée japonaise a acquis de nombreuses connaissances de beaucoup de valeur par suite de la dernière guerre, guerre pour le soutien de laquelle le pays a dépensé beaucoup de sang et d'argent. Qu'une parcelle de ces connaissances soit divulguée et de malins espions militaires — toujours rapidement au courant — arriveront à découvrir le tout.

« Et alors, nos efforts auront été inutiles. Les précautions à prendre pour sauvegarder les secrets militaires ne devront pas se relâcher quelque peu que ce soit. Cet avis peut paraître contraire avec le récent retrait de la défense faite de publier une certaine carte militaire, mais cela n'est pas. Quand une carte, qui est déjà connue du public, est classée dans la catégorie des secrets militaires, elle peut détourner l'attention du public au profit de la préservation des connaissances militaires actuelles. La raison pour laquelle nous avons retiré la défense de publier la dite carte est que nous voulons arriver à concentrer l'attention des milieux militaires sur les secrets véritables. »

En ce qui concerne l'espionnage japonais avant et pendant la guerre, les détails édifiants les plus circonstanciés ont été donnés ; il a commencé dès le lendemain du traité de Simonasaki et a été continué partout avec une rare persévérance.

Autant les Japonais ont été bien servis par l'espionnage, autant les Russes l'ont été peu. La déclaration suivante du général Stackelberg faite à propos de la bataille de Wafangou en donne le motif (¹).

La cavalerie russe explorait une région dont la population lui était hostile et dont la langue lui était inconnue. Il fallait donc avoir recours à des agents secrets ; or, un pareil service, qui ne s'improvise pas même avec de l'argent, n'existait pas dans le corps sibérien qui, cependant, était sur place.

En 1870-1871, les Allemands, ainsi qu'ils l'ont eux-mêmes déclaré, n'ont eu des renseignements vraiment sérieux, à l'exclusion même de leur cavalerie, que par des espions.

« La guerre russo-japonaise, dit le général Stackelbeg, a confirmé cette assertion : nous avions beaucoup de cavalerie et peu d'espions ; or, nous étions toujours insuffisamment renseignés et jamais en temps voulu. C'est pourquoi j'estime qu'à l'avenir il faudra absolument organiser le service des agents secrets dès le temps de paix, à l'exemple des Japonais. »

Stratégie

La Stratégie n'est vraiment applicable que si le théâtre de la guerre peut être facilement parcouru : la rareté des voies de communication, l'obligation de lier les opérations à une voie ferrée unique créent des entraves propres à déjouer tout calcul ou à en rendre chanceuse l'exécution. Tel a été le cas de la guerre russo-japonaise ; aussi, malgré les efforts constants des Japonais, n'a-t-elle pas brillé sous le rapport stratégique.

Dès le début, Kouropatkine a, de son plein gré ou par ordre, méconnu l'importance stratégique de Kharbine, véritable nœud des communications naturelles des Russes qui ont payé cher cette erreur. On lui a reproché, quelque peu à la légère, de ne s'être point opposé à la concentration des armées japonaises, de ne les avoir pas battues séparément : il lui eût fallu pour cela les forces nécessaires ; il est vrai que les mêmes critiques, jugeant après les événements, lui ont contradictoirement reproché, avec raison cependant, d'avoir fait livrer, avec des forces insuffisantes, des combats

(¹) On trouve exposés tout au long, dans l'ouvrage de Réginald Kann, les déboires que les uns et les autres eurent à essuyer.

(¹) *Revue du Cercle militaire* : numéro du 12 septembre 1906.

dont le résultat le plus net a été une usure matérielle et surtout morale. Il est si facile de commander une armée de son cabinet, surtout quand on n'a pas fait la guerre, ni même exercé le plus modeste commandement ! C'est ainsi qu'on a vu surgir des prophètes russophiles et des prophètes russophobes, les uns et les autres généralement aussi bien inspirés.

Imbus des doctrines allemandes, les généraux japonais ont eu constamment recours, autant que le comportaient des fronts démesurés ou la médiocre distance séparant les deux armées, à la méthode de l'enveloppement stratégique se résumant dans l'enveloppement tactique. Ils ont pu, il est vrai, y mettre le temps, tâtonner, s'y reprendre tout à leur aise, puisqu'ils agissaient contre un plastron véritable : ils n'ont pas contenté tous les critiques ; on a pu dire, avec une certaine raison, que, « pendant toute la guerre, les Japonais ont eu une stratégie timide et une tactique d'une audace sans pareille (1) » ; toutefois, en appliquant, avec la patience, l'esprit de suite et l'énergie qui les caractérisent, une méthode simple et rationnelle, ils sont parvenus, ce qui était le principal, à battre leur adversaire.

Tactique des différentes armes

Le mouvement débordant ou enveloppant qui, dirigé contre une des ailes de l'ennemi, fait réussir, sur le champ de bataille, la conception stratégique, a été employé par les deux partis. Les Russes l'ont tenté plus d'une fois en ayant recours à la contre-attaque ; d'autres fois, pour avoir attendu, ils ont été prévenus dans l'exécution d'un projet dont la réussite exige de la persévérance et de l'à-propos.

En somme, les Japonais seuls l'ont mené à bonne fin.

Il suffira d'ajouter, avant de s'occuper des différentes armes, que trop souvent les généraux russes ont prouvé qu'ils ignoraient l'importance de la liaison intime qui doit exister entre les armes, qui constitue le plus sûr garant du succès, comme entre les unités, pour atteindre le but commun. Si les généraux japonais ne l'ont pas toujours réalisée, il est hors de doute que ce principe capital était indiscuté dans leur armée.

Cavalerie. — La Russie put opposer 45.000 cavaliers dignes de ce nom, convenablement armés et pourvus d'artillerie, à environ 8.000 cavaliers japonais médiocrement montés et d'un modeste savoir équestre ; sous tous les rapports elle était donc supérieure. Un grand rôle paraissait réservé à la cavalerie russe : or, bien qu'elle se soit montrée, en toute occasion, brave et active, elle n'a vraiment pas répondu à ce qu'on pouvait attendre d'elle.

Par contre, si la cavalerie japonaise est restée le plus souvent sous la protection de son infanterie ou a été employée avec une certaine prudence, elle a rendu, en plusieurs circonstances, des services tactiques véritables. C'est ainsi que vers le milieu de février 1905, deux faibles détachements de cavaliers réussirent à couper la voie ferrée entre Moukden et Tiéling.

Autorisé, en apparence, par cette passivité de la cavalerie russe, on a prononcé le gros mot de *faillite* en l'appliquant, par une extension quelque peu hâtive, à l'arme elle-même. Il conviendrait cependant, avant de prononcer une pareille condamnation, de connaître exactement les ordres qui furent donnés, les rapports qui en résultèrent, et aussi les chiffres détaillés des pertes éprouvées dans certaines circonstances (1).

Il est permis de douter que les détachements mixtes qui formaient rideau en avant du front japonais aient réellement pu empêcher la cavalerie employée en exploration ou en reconnaissance de procurer les renseignements dont le haut commandement a un besoin impérieux.

Ici, sans songer à entamer une discussion, entrons dans quelques détails.

On convient que, le plus souvent, la cavalerie russe a bien réalisé le service de prise de contact et de sécurité : voici donc un point établi. Ce service a été, en effet, rempli, dès le début, avec audace et habileté, sur la rive gauche du Yalou, par le général Michtchenko.

Pendant les 21 jours qui suivirent la bataille de Wafangou, le général Samsonoff,

(1) DE GRANDPREY [colonel Clément]. — *Le siège de Port Arthur*, p. 104.

(1) La cavalerie japonaise aurait perdu en tout 829 hommes, soit plus du dixième de son effectif.

placé entre l'arrière-garde russe et l'ennemi, ne perdit pas le contact, renseigna exactement sur les mouvements des Japonais et réussit, au prix d'énormes fatigues il est vrai, à ne céder en trois semaines, que 60 kilomètres. Cette cavalerie fut employée d'une façon rationnelle, en n'utilisant souvent pour éclairer que des pointes d'officiers ou des petits groupes et en ayant recours, quand cela fut utile, au combat à pied.

Certains ont éprouvé le besoin, pour relever le prestige de la cavalerie russe, de plaider les circonstances atténuantes.

Le capitaine Engelhardt, du régiment de cosaques de Nertchine, a dit, au cours d'une conférence faite le 24 avril 1905, à la Société des Adeptes des Sciences militaires :

« En général, notre cavalerie a dû opérer sur des terrains qui lui étaient défavorables. Quand elle se trouvait dans des régions montagneuses, elle rencontrait des roches et des torrents qui souvent, après les pluies, n'étaient pas franchissables à gué. En plaine, c'était autre chose : des champs de gaolian très haut, des chemins abominables. Enfin *nous manquions de bonnes cartes*. Telles étaient les conditions difficiles dans lesquelles devait agir notre cavalerie, conditions qui ont eu une très grande influence sur les opérations de cette armée. Notre cavalerie ne pouvait marcher que très lentement ; dans une seule étape de 20 à 25 verstes [21 à 26 kilomètres 1/2], une sotnia eut treize cours d'eau à traverser.

« Les petits détachements de cavalerie ne pouvaient ordinairement franchir au trot que de petites distances de 500 à 1.500 mètres. Quant aux forts détachements, ils étaient obligés de marcher presque exclusivement au pas. . . . .

« L'artillerie à cheval adjointe à la cavalerie a fortement gêné la marche de cette arme en pays de montagnes ; dans les défilés, il fallait tirer les canons à bras d'hommes. Il en résulta que, dans certains cas, on mit dix sept heures pour parcourir 50 verstes [53 kilomètres]...

«...Seules les patrouilles circulant à petite distance fournirent de précieux renseignements à l'état-major... »

Cependant les corps d'Eclaireurs montés [Okhotniki] dont il a déjà été question ont souvent fourni de précieux renseignements.

A son tour, le capitaine Nidvine [Serge] a cru pouvoir avancer, en matière de conclusion, que « si la cavalerie russe avait un jour à lutter sur un théâtre de guerre européen, où elle ne rencontrerait pas les mêmes difficultés de terrain qu'en Mandchourie, il est certain que, commandée par des chefs tels que Rennenkampf, Michtchenko et Samzonoff, elle saurait se couvrir de gloire et rendre comme jadis de précieux services au haut commandement (1) ». On est d'autant plus disposé à s'associer à cette espérance que les trois généraux cités ont joué un rôle des plus honorables pendant toute la guerre ; mais une espérance n'est pas une certitude et ne saurait faire oublier la profonde déception éprouvée en 1904-1905.

Si, ce qui est préférable, écartant le sentiment, on serre la question de près, on arrive, après avoir réservé les cas où la cavalerie russe a été réellement immobilisée par le feu de l'infanterie adverse, à cette conclusion que le plus souvent elle a été mal employée par le haut commandement.

Pendant les batailles de Liao-Yang et de Cha-Ho, la cavalerie russe rend des services réels : fixée sur le rôle qu'elle doit jouer, elle assure convenablement la protection stratégique et tactique de l'armée ; son chef était alors le général Rennenkampf.

Les critiques formulées par le général Stackenberg sur la conduite de la cavalerie à Wafengou donnent le droit de penser que le service de sûreté et l'emploi tactique de la cavalerie étaient alors assez mal compris par certains officiers supérieurs russes et, pour être complet, par le général lui-même. Le correctif fut, il est vrai, donné grâce à l'initiative du général Samsonoff.

Ce que nous avons dit de la bataille de Moukden autorise à croire que, si la cavalerie russe a totalement fait défaut, c'est surtout parce que le général Kouropatkine l'a mal employée.

Les renseignements concernant les ordres donnés et les rapports sur la façon dont l'exploration fut exécutée pendant les jours d'attente qui précédèrent le commencement de la bataille font défaut : le jugement doit donc être réservé sur ce point très important. Mais, ce que l'on ne saurait admettre, c'est que l'existence de détachements mixtes puisse suffire pour empêcher

(1) *La cavalerie russe pendant la guerre russo-japonaise*, p. 76.

de la cavalerie conduite avec discernement et opiniâtreté, non pas de percer un rideau, mais de reconnaître toute l'étendue d'un front occupé par plus ou moins de forces, de le limiter et surtout de signaler le mouvement en avant de ce front et tout mouvement latéral ayant pour conséquence son extension. Si cette cavalerie morcelée autant qu'il sera nécessaire va *jusqu'au coup de fusil*, elle fournira, d'un grand nombre de points, des indications précieuses qui, rapprochées les unes des autres, totalisées, fourniront, avec une approximation suffisante, les renseignements dont le généralissime a besoin pour prendre une décision et donner ses ordres. En outre, si, en certains endroits bien choisis, elle effectue le combat à pied, puis se dérobe à temps, elle contrariera la marche de l'ennemi, la retardera et complétera ou confirmera les renseignements déjà recueillis.

En ce qui concerne la bataille proprement dite, il n'y a pas de doute : le mode de répartition de la cavalerie disponible était défectueux ; c'est surtout ainsi qu'elle se trouva réduite à l'impuissance.

Kouropatkine commit, paraît-il, la faute de préjuger, un peu légèrement, la façon dont Oyama l'attaquerait devant Moukden ([1]). Précédemment les Japonais avaient utilisé de préférence les régions accidentées et semblaient, pour telle ou telle raison, avoir évité, quand ils ont pu le faire, les pays de plaine ; Kouropatkine en aurait inféré que l'attaque principale serait dirigée contre sa gauche dont les abords étaient montueux, c'est-à-dire qu'elle se ferait « par la région à l'Est et au Sud-Est de Moukden et non par les plaines du Lia-Ho et du Hun-Ho ».

Cette idée eut de graves conséquences : en effet, dès la première feinte sérieuse de Kawamura, le généralissime se trouva entraîné à renforcer bien inutilement sa gauche puisqu'elle était victorieuse, avec le Ier corps sibérien qui, ramené presque aussitôt vers l'Ouest, n'y arriva que harassé, ayant parcouru 80 kilomètres, et fut inutilisable de ce côté.

Mais revenons à la cavalerie russe qui, présente sur le futur champ de bataille, comptait environ 18.000 sabres. Le centre russe, fortifié à outrance, semblait être en état de déjouer pendant longtemps les attaques de l'ennemi ; d'autre part, les abords de la gauche étaient impropres à l'emploi de grosses masses de cavalerie. Le service de sûreté une fois réglé de ce côté, tout le reste de la cavalerie devait être placé, il semble : moitié en arrière de la droite russe avec mission d'en surveiller, le plus loin et le plus longtemps possible, le front et le flanc ; moitié en position d'attente au nord de Moukden, prête à agir avec l'armée de réserve également disponible dans cette région. En procédant ainsi, Kouropatkine, après avoir fait appel à un dévouement sur lequel il pouvait compter, aurait été renseigné en temps voulu, c'est-à-dire bien avant le 7 mars, sur le danger qui menaça d'abord son aile droite, puis, le mouvement japonais s'accentuant, sa ligne de communication avec Kharbine. Précédemment la cavalerie russe, soutenue par une forte artillerie et par des replis d'infanterie, se fût mesurée avec la cavalerie japonaise dont la majeure partie accompagnée d'artillerie et d'infanterie précéda, d'une façon rationnelle, précisément dans la plaine propice du Hun-Ho, l'armée de Nogi.

Tout porte à croire que le général Kouropatkine s'est fait, bien à tort, un *tableau*, ainsi que le disait Napoléon. La dissémination de sa cavalerie lui a été défavorable alors que, judicieusement mise à même d'explorer, puis d'agir à l'époque vraiment critique de la bataille, cette cavalerie eût utilement rempli son rôle.

Le service japonais de reconnaissance a principalement consisté en un espionnage bien organisé et impitoyablement assuré, puisque les Chinois qui l'exécutaient laissaient derrière eux, comme otages, leurs plus proches parents dont ils tenaient la vie entre leurs mains ; la cavalerie japonaise se trouva ainsi sérieusement secondée dans son service d'exploration. D'autre part, cette cavalerie, ayant conscience de son infériorité vis-à-vis de la cavalerie russe, ne l'a qu'exceptionnellement attaquée au sabre ; elle a eu souvent recours au combat à pied et a, de l'avis des Russes, rempli le rôle d'une bonne cavalerie divisionnaire.

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, le combat

([1]) Négrier [général]. — *Quelques enseignements de la guerre russo-japonaise*, Revue des Deux-Mondes du 15 février 1906, p. 12.

par le feu de la cavalerie a été très fréquent et conduit, de part et d'autre, avec énergie.

« Dans le combat par le feu, dit le capitaine Niessel, la cavalerie russe se sert largement de son artillerie à cheval, généralement très allante et regardée comme une troupe de choix... La cavalerie emploie le combat par le feu, soit au cours de ses missions stratégiques, soit en liaison avec l'infanterie dans beaucoup de cas. C'est grâce à la large pratique de ce mode d'action que la cavalerie russe a pu disputer pied à pied tout l'été, aux avant-gardes des généraux Nodzu et Kuroki, la région montagneuse à l'est de la voie ferrée, et donner, en défendant à la fin d'août les passages du Taï-Tsé-Ho en amont de Sikvantou, le temps au général Kouropatkine de ramener à sa gauche des forces suffisantes pour enrayer complètement le mouvement tournant du général Kuroki (1)...»

Pour une raison déjà donnée, les combats à l'arme blanche ont été très rares et tout à l'avantage des Russes qui manient bien le sabre.

Les Russes ont été à même de constater l'union intime de l'infanterie et de la cavalerie japonaise dans le service d'avant-postes.

Aucun des *raids* russes soigneusement mentionnés ici n'a vraiment réussi, malgré l'habileté et l'audace du chef qui les dirigeait, le général Michtchenko.

Si la cavalerie russe n'a pas rendu, bien que quelques brillantes personnalités se trouvassent dans ses rangs ou à sa tête, les services qu'on attendait d'elle, on ne saurait dire que son rôle ait été nul. C'est ce qu'a eu raison de constater, en soldat qui a conscience de sa valeur, le général Michtchenko, l'un de ses chefs les plus populaires, s'adressant, en avril 1905, à ses Transbaïkaliens :

« Voilà quatorze mois que dure notre service de guerre. Il n'a pas présenté de bruyants succès, de charges brillantes réjouissant l'âme du cavalier. Mais, si on me demandait ce que je crois le plus pénible, ce qui est le plus glorieux, le plus important pour l'armée — des brillantes attaques ou de ce travail invisible que, sans vous ménager, vous avez fourni dans les conditions les plus dures depuis la Corée jusqu'à Moukden, combattant sans relâche, éclairant et couvrant l'armée — c'est ce travail que je déclarerais le plus glorieux (1)...»

De la poursuite, il n'y a rien à dire et cependant quelle belle occasion s'offrit, le dernier jour de Moukden, à la cavalerie japonaise soutenue par l'artillerie de position et par de l'artillerie à cheval, d'agir sur les masses russes affolées des IIe et IIIe armées, et de faire main basse sur les milliers de voitures, les caissons, les armes, etc., abandonnés par elles au nord de Moukden. Sa seule excuse doit être vraisemblablement que, prudente, elle ne fit pas, ce jour-là, ce qu'elle n'avait pas fait précédemment.

Artillerie

Artillerie de campagne. — Le matériel russe consistant en un canon à tir rapide, modèle 1900, et un canon modèle 1902, à frein hydropneumatique et à ressorts compensateurs, dont aucun n'est l'équivalent du nôtre, était supérieur au matériel japonais dont le tir était seulement accéléré et dont la portée s'est trouvée inférieure d'un kilomètre environ.

Le lieutenant-colonel Nieznamov, qui a déclaré « excellents » les canons russes, dit :

« Leur justesse, leur rapidité de tir, leur action à longue portée l'emportent sur celles du canon japonais. L'effet des shrapnels est puissant, mais on ne disposait pas d'un projectile percutant à forte action explosive [pour détruire les maçonneries].

« Nous avons eu peu de pièces démontées sur le champ de bataille. Dans les huit jours à tir violent sur le Cha-Ho, des 48 pièces de la 35e division (2), il n'y a eu que 2 mises hors de service, la première par un dérangement du compresseur, la deuxième par une fuite de gaz à la frette-tourillons »...

« Les munitions d'artillerie ont bien fonc-

(1) Niessel [capitaine]. — *Enseignements tactiques découlant de la guerre russo-japonaise*, p. 73. Deux exemples très probants sont cités : dans le premier, emprunté à la bataille du Cha-Ho, un régiment de dragons livra un combat à pied à un bataillon japonais et finit par l'aborder à la baïonnette; dans le deuxième, le général Samsonoff livra, le 12 octobre 1904, avec de la cavalerie cosaque seule, un combat à une infanterie supérieure en nombre, la tint en échec et en gagnant du temps rendit à l'aile gauche de l'armée russe un réel service.

(1) Correspondance publiée par le *Novoïé Vrémia*, et citée par le capitaine Nessel : *Enseignements tactiques*..., p. 95. La cavalerie japonaise mérite un pareil hommage, car ses pertes, nous le savons, n'ont pas été inférieures à 829 hommes, soit, pour 8.000 hommes, plus de 10 %.

(2) Nieznamov était le chef d'état major de cette division.

tionné. L'approvisionnement était suffisant... »

L'artillerie japonaise a cependant, de l'avis de tous, obtenu des résultats supérieurs à ceux de l'artillerie russe : elle l'a dû, surtout au début, à son énorme supériorité numérique, à l'instruction du personnel, à la méthode de tir (1), à l'utilisation du terrain, à la concentration et la conduite du feu, à l'emploi d'un obus à la lyddite [chimose] qui rasait littéralement les objectifs matériels et au mode d'emploi.

Le manque de boucliers dans l'artillerie des deux armées opposées nécessita l'emploi d'abris en terre pour les pièces ; cette question importante n'a donc pas eu l'épreuve du champ de bataille. On a toutefois constaté que, dans bien des cas, l'absence de boucliers mit dans l'impossibilité d'ouvrir ou de continuer le feu et occasionna une augmentation des pertes.

Plusieurs batteries japonaises furent, il est vrai, avant la fin de la campagne, pourvues de boucliers en acier de 6 millimètres d'épaisseur et du poids de 80 kilogrammes ; on sait seulement qu'ils se comportèrent parfaitement.

Le tir indirect, qui offre de sérieux avantages mais aussi quelques inconvénients, a été très employé par les deux partis (2) : on reconnut, en effet, dès le début, au prix de rudes leçons, la nécessité impérieuse de réaliser, le plus possible, l'*invisibilité*. Il semble que cet emploi a été rempli, avec plus de savoir et de mesure, par les artilleurs japonais. La double observation faite à ce sujet par le commandant de l'artillerie d'une division est à relater, d'après Réginald Kann auquel il répondit :

«... La raison est simple, dit en souriant le colonel à son interlocuteur : parce que le tir direct est devenu complètement impossible. Avec la rapidité de tir des pièces russes, les nôtres seraient vite hors de combat, si l'ennemi parvenait à en découvrir l'emplacement. En un mot, *montrer une batterie, c'est la detruire* (3). »

(1) Le règlement russe daté du 25 mai 1904 ne fut donc suivi que quatre mois après le commencement des hostilités.

(2) Les deux partis y eurent recours presque exclusivement sur le Cha-Ho, pendant l'hiver de 1904-1905.

(3) Kann [Réginald]. — *Journal d'un correspondant de guerre*...., p. 298.

Le même officier supérieur, tout en reconnaissant que le bombardement lent du 30 août, pendant la bataille de Liao-Yang, avait pu paraître prématuré et n'avoir même qu'une efficacité médiocre, ajouta :

«... *L'effet matériel* sur l'ennemi est presque négligeable. Ne croyez pas pourtant que nous ayons ainsi vidé nos caissons en pure perte ; *l'effet moral* produit a été considérable pour l'ennemi et pour nos propres troupes. Soyez persuadés que les nerfs des défenseurs, forcés de se terrer derrière des parapets à chacune de nos salves, ont été fortement secoués après un jour et demi de cet exercice, et qu'au moment de l'assaut, la précision de leur tir s'en est ressentie (1)... »

Au début de la guerre, en effet, les Russes, s'étant présentés à découvert aux Japonais, apprirent à leurs dépens, sous une grêle de projectiles, ce qu'il en coûte de s'offrir ainsi aux coups d'une artillerie à tir accéléré et qui règle rapidement son tir.

L'usage du tir indirect a servi de confirmation aux méthodes françaises si personnelles qui étaient appliquées pour la première fois. (2)

En ce qui concerne les résultats obtenus, rien n'est certain, tant sont contradictoires les chiffres donnés par bien des relations en apparences dignes de foi ; toutefois, on possède quelques exemples d'effets décisifs.

Une batterie qui, ayant gagné son empla-

(1) Kann [Réginald]. — *Loc. cit.*, pp. 298, 299.

(2) Le témoignage suivant ne laisse pas place au doute. « Je considère de mon devoir, dit le lieutenant-colonel russe Bélaieff dans son ouvrage sur les *Enseignements de la guerre de Mandchourie*, de déclarer ouvertement que les idées de la création de la nouvelle artillerie ont trouvé une entière confirmation dans les événements de la guerre russo-japonaise. J'ai entre les mains de très nombreux renseignements sur l'action de notre artillerie pendant la campagne, et je dois reconnaître avec une profonde et complète conviction que tout ce qui a été dit par l'école de guerre française s'est trouvé confirmé et vérifié jusque dans les moindres détails. Même dans le cas où, à première vue, on pouvait trouver un désaccord entre les idées de ces écoles et les faits, ce désaccord apparent disparaît devant un examen attentif de la question. En suivant le cours historique des opérations de l'artillerie, on peut citer beaucoup d'exemples d'après lesquels les idées de l'école française, qui ne semblaient pas avoir été justifiées au début, trouvèrent ensuite, avec le temps, une confirmation brillante et encore plus éclatante. »

cement en se couvrant de terrain, est bien défilée, échappe en grande partie au tir de son adversaire parce que celui-ci ne peut le régler que très difficilement. On est arrivé à cette conclusion pratique qu'il suffit, pour que sa position ne soit pas rapidement révélée par les lueurs et pour qu'elle échappe au feu de l'artillerie ennemie, qu'elle se trouve à 8 mètres environ au-dessous de la crête couvrante : c'est une moyenne qui ne comporte que des avantages [1].

Tout le tir se trouve, a dit un colonel russe, — ce que l'on savait déjà, — *dans les mains de l'observateur* : les capitaines, prévenus par signaux de fanions ou par le téléphone, dirigent de loin le tir de leurs batteries même sur but mobile ; on peut ainsi obtenir des concentrations de feu terribles pour l'adversaire.

Un des inconvénients les plus sérieux qui méritent d'être signalés du tir indirect est que, parfois, on se trouve engagé à lutter de trop loin ; or, comme on ne change pas de position à découvert, sous peine pour une batterie d'être rapidement anéantie, on se trouve souvent dans l'impossibilité de protéger efficacement les attaques de l'infanterie, ou même de faciliter sa marche en avant : cependant, quelque méthode que l'on emploie, il faut, impérieusement, que toute attaque soit préparée puis accompagnée.

« Nous avons trouvé dans les deux armées, dit le capitaine Niessel, de nombreux exemples de l'exécution des violentes rafales d'artillerie, pendant une demi-heure à une heure avant le déclanchement de l'attaque décisive. Nous avons vu aussi plusieurs fois l'indication que l'artillerie japonaise diminuait l'intensité de son tir et même le cessait au moment où l'infanterie se portait à l'assaut ; il en est toujours résulté l'échec des attaques.

« L'artillerie doit, en effet, continuer son tir le plus longtemps possible après le déclanchement de l'attaque, d'abord pour protéger le mouvement et chercher à neutraliser l'adversaire, ensuite parce que c'est le moment où son tir est le plus fructueux, le défenseur étant forcé de se donner en prise [2]... »

[1] Or, « nous avons trouvé, dit le capitaine Niessel, dont l'ouvrage a été largement mis à profit pour cette question, des exemples de batteries russes placées à 500 mètres en arrière de la crête couvrante et à 20 mètres en contre-bas : » *Enseignements tactiques*..., p. 102.

[2] *Enseignements tactiques*..., p. 109.

Plusieurs faits autorisent à croire que parfois les Japonais n'ont pas hésité, plutôt que de cesser le feu, à courir le risque d'atteindre leurs propres troupes.

Au début de la guerre, les Japonais semblèrent rechercher la lutte d'artillerie ; ils y renoncèrent, dès juillet 1904, lorsqu'ils n'eurent plus la supériorité numérique d'artillerie.

Peu à peu de chaque côté, afin de diminuer la vulnérabilité, on a demandé au terrain toute la protection possible pour s'approcher. C'est ainsi que, avec le tir indirect, les pertes pour une journée de combat furent très atténuées.

Le tir progressif fut employé, en général, avec 3 hausses de façon à obtenir une profondeur de 600 mètres. Souvent il a été prolongé par les Japonais contre des emplacements évacués depuis la veille, ou que l'on supposait occupés par des réserves russes ; il fallut y renoncer.

Cette pratique de « fouiller le terrain » que l'on a signalée aussi chez les Russes, doit être proscrite : elle augmente, en pure perte, la consommation des munitions.

L'extrait suivant du Rapport d'un des officiers qui ont suivi les opérations des armées japonaises donne des renseignements techniques intéressants sur le mode d'emploi de l'artillerie par la 2e armée à Wafangou, les 14 et 15 juin 1904. On avait établi, au pivot du mouvement tournant, une batterie de 110 pièces.

«... Elle a dominé le champ de bataille. Placée en face de la droite russe, son tir d'enfilade a détruit les batteries de l'aile gauche. Les grands résultats obtenus par l'artillerie japonaise furent dûs à la concentration des feux de plusieurs batteries sur le même objectif. Il est clair que ces dispositions tendent à augmenter les difficultés de réglage du tir. Les commandants de batterie sont constamment obligés de se tenir loin de leurs pièces. Souvent les observateurs japonais montaient dans les arbres d'où ils communiquaient à la voix avec les servants, ou encore ils se postaient à la crête masquant la batterie et se reliaient avec elle soit par téléphone, soit par des signaux exécutés avec des fanions ou des disques.

« *Les distances ordinaires de combat ont oscillé aux environs de 3.000 mètres.*

« Aussi bien du côté russe que du côté ja-

ponais, le tir avait généralement lieu par salves de batteries. La rafale dont il a été tant parlé depuis l'adoption des pièces à recul sur affût n'a jamais pu être employée [1].

« La rapidité du tir des pièces n'a été utilisée que dans des cas très rares. La difficulté du ravitaillement en munitions en est cause. Bien souvent, l'artillerie des deux partis espaçait ses salves de trois minutes en trois minutes. Souvent même, les intervalles étaient plus longs et il est arrivé fréquemment qu'une partie de l'artillerie de l'armée a été forcée d'arrêter son feu pendant plusieurs heures, pour ne pas épuiser complètement les sections de munitions de l'arrière.

« L'absence d'objectifs suffisamment distincts et la nécessité d'économiser les munitions ont fait souvent dégénérer le feu en un bombardement régulier et lent... »

En résumé, la guerre russo-japonaise a dégagé les nécessités suivantes relatives à l'artillerie de campagne :

gagner les emplacements à la faveur de la nuit ou du terrain :

engager l'artillerie tout entière et former de grandes batteries [2] ;

n'employer, sauf dans quelques conditions favorables, que le tir indirect ;

tenir les attelages à une distance des pièces variant entre 800 à 1.000 mètres.

Mitrailleuses. — Employées d'une façon intelligente, non pas comme artillerie, — ainsi que cela eut lieu en 1870-1871, — mais pour obtenir, sur un point donné, l'effet d'une batterie de canons de fusils, les mitrailleuses ont été vraiment réhabilitées ; elles rendirent de réels services, surtout dans l'occupation des points d'appui et plus particulièrement pour arrêter des retours offensifs. Elles ont tiré en fauchant, en largeur et en profondeur, avec des hausses échelonnées différentes de 50 mètres.

On a vu les mitrailleuses de l'une des deux compagnies attachées au 12e régiment de tirailleurs sibériens tirer, lors du passage du Yalou, jusqu'à 38.000 cartouches.

Les 30 et 31 août 1904, à Liao-Yang, les mitrailleuses du Ier corps sibérien lui furent fort utiles.

(1) Se reporter ici à la constatation contradictoire faite par le capitaine Niessel.

(2) On vient de mentionner la batterie japonaise de 110 pièces de Wafangou ; au Yalou, les Japonais employèrent des batteries de 30 à 36 pièces.

A Moukden, le tir de 2 mitrailleuses seulement, qui se trouvaient dans le secteur défendu par un régiment, contribua puissamment à faire échouer les attaques réitérées des Japonais contre un village.

Dès l'automne de 1904, après avoir éprouvé des pertes cruelles, les Japonais s'étaient procuré des mitrailleuses Hotchkiss montées sur affûts à roues et pourvues de boucliers. C'est ainsi que, à la 2e armée, il y eut, en moyenne, par régiment, un groupe de 3 mitrailleuses.

Artillerie de montagne. — Les Japonais ont tiré un excellent parti de leur nombreuse et excellente artillerie de montagne portée par des mulets. Quant aux Russes, ils ne furent pourvus qu'assez tardivement de pièces similaires dont le nombre s'éleva progressivement à 18 batteries.

Artillerie lourde de campagne. — La guerre russo-japonaise a permis, tout en confirmant l'idée relative à l'utilité de cette artillerie spéciale, de modérer les exagérations qui se sont produites dans ce sens. La question a été mise au point par le général Langlois qui a analysé rigoureusement les faits de guerre où l'on a prétendu trouver des exemples probants.

Les Japonais ont eu beaucoup à se louer de leurs obusiers lourds de 120 et de 150, système Krupp, bien que d'un poids trop fort et quoique les servants ne fussent pas assez familiarisés avec les particularités de ces pièces. Ils ont aussi utilisé des canons longs de 105, des obusiers de 150 pris aux Russes, et même des mortiers de côte de 280.

Or, il est prouvé que si, le 30 avril 1904, dans la première journée de combat du Yalou, les 20 pièces japonaises lourdes de 120 qui, agissant contre le centre russe, mirent *trente-six minutes* à réduire au silence les 16 pièces russes de campagne qui leur étaient opposées, le lendemain les 36 pièces de campagne que possédait la droite japonaise eurent raison, en *trois ou quatre minutes*, des 8 canons russes qui leur faisaient face.

L'artillerie lourde japonaise ne figura ni à Wafangou ni à Kintcheou et là où elle fut employée, à Liao-Yang, sur le Cha-Ho, elle n'eut nullement une part prépondérante au

succès. Bien que la 2e armée possédât, à Moudken, une brigade de 12 batteries lourdes, les obusiers de 280 qui furent employés sur le Cha-Ho et la colline Poutilov furent impuissants contre les tranchées bien organisées des Russes.

Le général Langlois a donc pu conclure après avoir fait justice de l'exagération :

« En résumé, l'artillerie lourde, excellente contre des forts isolés, *est absolument inférieure à l'artillerie de campagne actuelle pour toutes les missions que comporte la bataille.* Le rôle de l'artillerie dans la bataille n'est pas en général de détruire l'obstacle ; elle doit chercher à atteindre le défenseur, ou, plus exactement, à empêcher celui-ci de se servir utilement de ses armes (1).

« ...Si les canonniers russes ont eu parfois besoin de leurs mortiers contre les villages c'est uniquement parce que leurs canons de campagne n'ont ni obus brisants ni obus incendiaires.

« Par tous ces exemples, on voit combien l'artillerie lourde de campagne a peu d'efficacité contre les objectifs qui se présentent dans la bataille, même contre un ennemi qui sait aussi bien remuer la terre que les Russes, même dans la guerre de position (2)... »

En principe cependant, pour que l'artillerie lourde de campagne puisse être employée :

1° il ne faut pas que l'efficacité soit obtenue en sacrifiant la mobilité et réciproquement ;

2° il est nécessaire de l'employer d'une façon opportune contre des objectifs appropriés, en ne lui demandant pas plus qu'elle ne peut donner.

Effets matériels et moraux de l'artillerie. — Les effets matériels ne pourront être déterminés avec une certaine précision que lorsqu'on possédera des statistiques médicales sérieuses(3). Quoi qu'il en soit, on tombe en général d'accord sur les points suivants: l'obus brisant a un faible rayon d'action utile ; le shrapnel est autrement actif contre les buts animés non abrités, parce qu'il agit sur une grande profondeur et parce que ses balles conservent longtemps leur vitesse ; mais aucun de ces projectiles n'agit contre les lisières de localités ni contre les moindres tranchées en terre (1).

Les troupes s'habituent assez vite à l'épais nuage de fumée et aux nombreux éclats de l'obus brisant qui, étant très petits, perdent vite leur vitesse ; l'expérience acquise au sujet de la vulnérabilité plus grande du shrapnel les rend beaucoup plus impressionnables.

Appareils de visée. — Il était vraisemblable que les progrès en portée du matériel d'artillerie feraient trouver insuffisants les appareils de visée en usage ; or, les résultats obtenus par les Japonais au cours des rencontres navales de la récente guerre, ont démontré l'utilité du pointage optique et la nécessité de l'adoption d'une lunette de pointage.

« De bons télémètres, dit le lieutenant-colonel Nieznamov, de puissantes lunettes [pour bien reconnaître les siens surtout] des appareils optiques de visée substitués aux hausses et des jumelles pour les observateurs constituent des accessoires indispensables de l'artillerie moderne. »

Mode d'emploi de l'artillerie de campagne. — Le général Langlois a démontré que le mode d'emploi de l'artillerie de campagne est caractérisé aujourd'hui par cette expression : *tactique de masse et de mouvement* (2). Or, selon lui, les principes sur l'application desquels repose cette concep-

(1) Langlois [général]. — *Questions de défense nationale*, p. 48.

(2) Langlois [général]. — *Questions de défense nationale*, p. 60.

(3) Niessel [capitaine]. — *Enseignements tactiques...*, p. 118.

(1) Niessel [capitaine]. — *Enseignements tactiques,...* p. 111. Le lieutenant-colonel Nieznamov résume ainsi la question : «... La grande portée, la rapidité de tir, la faculté d'agir d'une position cachée, le peu d'action sur les tranchées actuelles et les buts abrités, telles sont les données caractéristiques de l'emploi de l'artillerie de campagne moderne dans le combat d'aujourd'hui.. » *Observations sur la guerre russo-japonaise.*

(2) Langlois [général]. — *Questions de défense nationale*, p 212. L'organisation japonaise était rationnelle. En effet, tandis que, à défaut d'artillerie de corps, la division d'infanterie russe possédait 6 batteries à 8 pièces d'un poids excessif, une armée japonaise, celle de Kuroki tout au moins, possédait : 1° une artillerie divisionnaire [102 pièces pour 3 divisions] ; 2° une brigade d'artillerie indépendante [102 pièces également] ; d'où la double possibilité de pourvoir aux nécessités ordinaires du combat et d'obtenir la supériorité du feu à tel point donné.

tion ont été compris et appliqués par les Japonais, méconnus en partie par les Russes :

« 1° Artillerie de campagne légère, souple, très mobile, très manœuvrière, à la fois avare et prodigue de ses munitions, répartie, d'une part, en groupes affectés aux unités d'infanterie, d'autre part, en groupements indépendants de ces unités, artillerie de corps d'armée et artillerie d'armée ;

« 2° Constitution des approvisionnements du temps de paix *basée sur des prévisions très larges* ;

« 3° Développement de puissants moyens de transport, particulièrement de trains automobiles sur route à utiliser en cas de rupture des communications par voies ferrées. »

Infanterie

La question est à la fois considérable et technique ; il suffira donc d'appeler l'attention sur les points principaux.

Service de sécurité. — Le lieutenant-colonel Nieznamov préconise, après expérience, le système des grand'gardes fixes qu'il regarde, au point de vue de l'observation, comme beaucoup plus avantageux que celui des patrouilles mobiles. Il insiste sur les services qu'ont rendus pour surveiller les flancs, d'ailleurs protégés par un dispositif fixe, les éclaireurs à pied, mais surtout montés. On a, en effet, employé, pendant la guerre, dans les régiments d'infanterie russe, des détachements d'*okhotniki* à cheval, à raison de 160 hommes par régiment, et d'éclaireurs à pied de 4 hommes par compagnie ou de 64 par régiment.

Les okhotniki rendirent de grands services en station et pendant le combat, surtout dans les régions montagneuses.

« L'ignorance de la langue, la malveillance de la population, jointes à un théâtre d'opérations extrêmement couvert, nous obligeaient, dit Nieznamov (1), à nous couvrir de tous côtés..... Les grand'gardes occupent les villages, les fouillent et les mettent en état de défense..... Il est nécessaire également de parcourir les villages avec des patrouilles ; on sait combien souvent en Mandchourie nous avons surpris des Chinois qui faisaient des signaux aux Japonais avec des lanternes, en allumant de la paille, ou même en incendiant des fanzas (1)... .

« De fortes grand'gardes, dans des localités organisées défensivement, sont la plus sûre garantie de la tranquillité et de l'ordre dans les bivouacs en cas d'alerte... »

Marche dans le voisinage de l'ennemi. — Le fait suivant, rapporté par un officier russe du Ier corps d'armée sibérien, le capitaine Solovief, aussi remarquable psychologue qu'observateur attentif et qu'écrivain pittoresque, est à relater : il ne peut manquer d'appeler l'attention de l'infanterie sur les précautions à prendre, dès qu'elle croit se trouver dans la zone des feux d'artillerie ; il donne, en outre, une idée des services que peut rendre une artillerie vigilante qui surveille le champ de bataille. Ce fait s'est passé, le 11 octobre 1904, aux environs de Moukden.

Après avoir mentionné que l'action du feu de l'artillerie commence parfois à se faire sentir à 5 ou 6 kilomètres de l'adversaire, Solovief dit (2) :

« . . Un bataillon de tirailleurs sibériens devait remplacer sur la position notre régiment qui était désigné pour l'attaque. Il faisait encore clair, c'était vers 5 heures du soir. Le feu avait diminué d'intensité, aussi bien du côté des Japonais que du nôtre. Je fouillais l'horizon avec ma jumelle. Tout à coup j'aperçus très nettement, à environ 1 kilomètre et demi derrière nous, une colonne. Elle débouchait lentement de derrière un mamelon, sur un front de section, dans un champ étendu et découvert de sorgho déjà récolté, et *s'avançait dans un ordre parfait, comme à une manœuvre du temps de paix.* En tête, le chef de bataillon sur son cheval ; derrière lui, l'adjudant-major, puis le chef de la 1re compagnie ; derrière eux, la troupe bien en ordre. Soudain, il se produisit quelque chose d'inimaginable et qui serra le cœur aux témoins les plus aguerris.

« Il faut noter qu'une demi-heure environ

(1) *Observations sur la guerre Russo-Japonaise* : R. M., 1er semestre 1906.

(1) « A Am-Pin, le 23 juillet 1904, les troupes n'avaient même pas encore planté leurs tentes que, sur une hauteur voisine, commença à flamber un bûcher de branches sèches. La hauteur fut cernée, on empoigna un vieux Chinois et deux jeunes garçons. Le vieillard soutint que le feu avait pris accidentellement, il y avait deux tas de branches sèches préparées à côté. » *Observations...*

(2) Revue militaire des armées étrangères, numéro de janvier 1906 : *Le combat de l'infanterie dans la guerre Russo-Japonaise.*

avant ce moment-là, une batterie japonaise, qui était en position en face de nous, avait ramené ses avant-trains et s'était transportée vers notre flanc. Nous avions parfaitement suivi ce déplacement et nous en avions profité pour ouvrir sur la batterie un feu violent. Elle avait rapidement disparu et n'avait plus donné signe de vie. *Nous l'avions presque oubliée*; mais, de loin, elle avait découvert la colonne qui venait vers nous; *elle se tenait cachée, attendant son moment.*

« A peine la première compagnie de la colonne venait-elle de déboucher dans la plaine, où elle se découvrait comme sur la main, qu'elle fut enveloppée complètement et instantanément d'un nuage de fumée, causé par l'éclatement des schrapnels, dont l'ouragan se déchaînait sur elle. On voyait les projectiles tomber au milieu de la colonne, l'enserrer comme dans un cercle de feu, les rangs s'éclaircir. A mesure que la tête de colonne gagnait du terrain, les projectiles ennemis l'accompagnaient, sans quitter le but pour une seconde. Pendant quelques minutes, la colonne s'avança au milieu de cette fumée; mais, dès qu'elle eut atteint l'abri d'un mamelon, le feu cessa comme par enchantement. Derrière elle s'allongeait, sur le sol, une file de points noirs immobiles : ces quelques minutes avaient coûté des dizaines d'existences. *En cinq ou six minutes*, l'ennemi — nous les comptâmes à peu près, — n'avait pas envoyé moins de 60 schrapnels. Les autres compagnies *franchirent la même zone en courant, dans la formation ordinaire des troupes sibériennes*, sans aucun accident.

« *A la guerre, toutes les fautes, toutes les négligences s'expient sur-le-champ et souvent très durement.* »

Il suffira d'ajouter que le passage de l'ordre de route à l'ordre de combat se produit naturellement à la distance où l'on suppose que commence l'action de l'artillerie.

Tir ou feu. — Les deux infanteries opposées étaient armées de fusils d'une valeur à peu près égale. Les Russes ont déclaré n'avoir eu qu'à se louer de leur fusil à tir rapide, modèle 1891 comme entretien et comme propriétés balistiques; ils n'ont eu à constater que quelques légères défectuosités sans grande importance et faciles [1] à corriger. Leurs cartouches, disent-ils, ont bien fonctionné et le ravitaillement s'est effectué sans difficultés.

On sera étonné d'apprendre que, d'après le capitaine Solovief, qui déclare l'avoir expérimenté plusieurs fois en contrebattant des batteries japonaises, on peut « obtenir un feu collectif suffisamment efficace à partir de 2.700 pas ». Les pertes causées par le fusil relativement à celles causées par les autres armes peuvent, selon lui, se chiffrer par environ 85 p. 100.

« Il était impossible, dit-il, de se faire une idée avant la guerre *des proportions inouïes que le feu d'infanterie a prises*. Il est incontestable qu'une pareille intensité influe désavantageusement sur l'efficacité et que des masses de balles volent dans le bleu. Involontairement, on se demande s'il ne vaudrait pas mieux tirer plus lentement, mais avec plus de discernement et de précision.

« Le fait est que les grandes distances auxquelles on ouvre le feu et les conditions du combat actuel, *où l'adversaire est, la plupart du temps, littéralement invisible*, obligent à chercher l'effet par les masses des balles et *à couvrir une surface donnée d'une pluie de plomb.* C'est cette masse de munitions consommées qui doit compenser le défaut de justesse. Il convient d'ajouter que *la courte durée du succès influe désavantageusement sur la maîtrise de soi et la justesse du tir.*

« L'infanterie japonaise, sous le rapport de la justesse du tir, est bien loin d'être à la hauteur de l'artillerie... Le soldat voit mal et la plus grande partie des balles portent trop haut : il est juste de le reconnaître [1]... »

Les Japonais ont rarement employé le feu de salves, sauf aux grandes distances où il fut exécuté, ce qui est rationnel et déjà admis, par des troupes que leur position soustrayait aux émotions de la lutte. Ils ont ainsi ouvert le feu à 1.300 mètres et plus; s'ils avaient pu s'approcher soit de nuit, soit en utilisant le terrain, ils ne commençaient le feu que vers 600 mètres, parfois plus près. Dès le début, ils cherchaient, par le nombre de fusils mis en ligne, à obtenir la supériorité du feu.

On a, d'ailleurs, reconnu qu'il n'y avait rien d'absolu dans leur façon de procéder. Ils s'efforçaient de s'approcher le plus près possible; mais, une fois contraints de s'ar-

[1] Cependant lorsque le tir était prolongé, ce qui se présenta fréquemment, beaucoup de fûts se fendirent longitudinalement et par suite devinrent hors d'usage. Le 31 juillet 1904, une compagnie tira, presque sans discontinuer de 2 heures à 8^{h},30 du soir; la même, le 26 août, tira, sous les mêmes réserves, de minuit à 4 heures du soir.

[1] *Le Combat de l'infanterie.*

rèter, ils ouvraient immédiatement un feu rapide très nourri.

Le feu de salves employé par les Russes dégénérait peu à peu en feu à volonté à partir de 1.200 mètres environ.

La direction du feu, avec des hommes qui n'y ont pas été dressés au préalable, est, dit Solovief, bien difficile à réaliser ; aussi *le point capital est-il la préparation du temps de paix*, préparation pour l'officier et pour le soldat ([1]).

« Etant donné le peu de visibilité des dispositifs de combat actuels, la justesse et la vision de tir du fusil de l'infanterie ne peuvent être complètement mises à profit qu'à la condition absolue d'organiser un bon système d'observation. Ce système doit être le même que pour l'artillerie, mais avec des proportions moindres ([2]). »

La majorité des avis s'accorde à reconnaître que c'est aux moyennes distances, entre 1.200 mètres et 5 à 600 mètres, que les feux d'infanterie sont les plus meurtriers.

« L'expérience montre, dit le capitaine Niessel, que lorsque l'assaillant est arrivé à se rapprocher du défenseur à une distance variant de 150 à 75 pas, *le feu de ce dernier devient absolument inefficace. Les hommes les plus braves deviennent nerveux et leur faculté de vouloir est émoussée par le fracas du tir* ([3])... »

Utilisation de terrain. — Elle fut, dès le début, bien comprise par les Japonais ; plus tard seulement les Russes, étonnés d'abord du peu de visibilité de leurs adversaires puis convertis par de fortes pertes, les imitèrent.

Mouvement en avant. — Dès que l'infanterie, jusqu'alors favorisée par le terrain, commence à être en butte au tir efficace de l'artillerie, soit à partir de 3 kilomètres, elle se fractionne et s'avance en se faisant voir le moins possible.

Les troupes sibériennes avaient adopté, après un coûteux apprentissage, la formation en file indienne à 10 pas de distance pour franchir une zone découverte ; cette file, dont la tête était formée par un sous-officier ou un officier, courait alors à toute vitesse en se baissant et en utilisant autant que possible les moindres plis du terrain. Peu à peu les troupes qui arrivaient de Russie adoptèrent cette formation et n'eurent qu'à s'en louer.

Largement espacés, répartis par petits groupes, ces éléments offrent des objectifs peu vulnérables. Se couchant pendant les rafales, reprenant la marche dès qu'elles cessent, ils réussissent peu à peu, en y mettant le temps, à se rapprocher de l'artillerie, le plus souvent après avoir eu recours à des abris artificiels.

Dans la zone des feux de l'infanterie, le combat a présenté, du côté russe, d'après le capitaine Solovief, les traits caractéristiques suivants :

« 1° Déploiement immédiat d'unités entières de tirailleurs ;

« 2° Disparition des petites réserves partielles ;

« 3° Tendance à développer, dès le début, la plus grande puissance du feu ;

« 4° Cheminement de la chaîne en courant, en se courbant, même en rampant, et, si le feu est très violent, par égrènement successif ;

« 5° Déplacements dans la zone d'efficacité du feu à la file indienne, avec une certaine distance entre les hommes ;

« 6° Difficulté plus grande de maintenir la direction du feu, exigeant une discipline préparatoire du temps de paix très sérieuse ;

« 7° Développement du feu d'infanterie dans une proportion inouïe ;

« 8° Consommation énorme de munitions, d'où nécessité d'un renouvellement continu et d'une liaison intime entre les régiments d'infanterie et les parcs d'artillerie (section de munitions) ;

« 9° Détérioration rapide des fusils, nécessité de les remplacer fréquemment ;

« 10° Caractère sanglant, coûteux et cependant traînant et décisif du combat de tirailleurs. »

De la baïonnette. — Contrairement aux

([1]) Il n'est pas inutile de montrer ici la concordance entre ces constatations sur le champ de bataille et les prescriptions de nos règlements français :

« L'instruction individuelle du tireur est la base de l'instruction du tir.

« Le rôle du chef a une importance capitale : il consiste à faire produire aux qualités des tireurs réunis en groupe leur maximum d'effet utile.

« Le chef doit mettre toute son énergie à conserver le plus longtemps possible la direction du feu. »

([2]) Nieznamov (lieutenant-colonel)... *Observations sur la guerre Russo-Japonaise.*

([3]) *Enseignements tactiques...*, p. 21.

prévisions hâtives d'un assez grand nombre de théoriciens, elle a joué, du commencement à la fin de la guerre, un rôle sanglant et utile : ainsi se sont trouvés démentis les enseignements mal interprétés de la guerre sud-africaine, par des auteurs oubliant que la lutte pour l'attaque ou la défense des positions fortifiées, impose tôt ou tard, dès que les adversaires ne sont plus séparés que par une faible distance, le choc à l'arme blanche.

Deux citations peuvent suffire :

« Il est étrange, dit le capitaine Solovief, qui, tout en appréciant à sa juste valeur le feu de l'infanterie, demeure, dans des limites raisonnables, le disciple de Souwaroff et de Dragomiroff, d'entendre maintenant des officiers qui ravalent la baïonnette à rien ou lui concèdent seulement une valeur de circonstance, celle d'un accessoire sans importance du fusil. Un fait est pourtant incontestable. C'est que, dans cette guerre-ci, la baïonnette a travaillé tout le temps et régulièrement ; il n'y a pas eu de combat tant soit peu important sans travail à la baïonnette.....

« Faut-il rappeler les actions des 12, 14 et 16 octobre, où le combat à la baïonnette faisait rage sur tout le front de notre armée ? Personnellement, comme témoin et comme acteur dans des assauts à la baïonnette, *j'ai vu l'arme blanche enlever en quelques minutes, des tranchées sur lesquelles nous avions, pendant trois journées, fait pleuvoir des milliers de balles.* J'ai vu l'état moral du soldat victorieux après un assaut à la baïonnette. *J'ai vu ce que ce choc a d'implacable et de décisif ; après lui, le partage est fait, il n'y a plus que des vivants vainqueurs et des morts vaincus.* Il n'y a pas de milieu... »

Certes, il ne faut pas se lancer à la baïonnette de trop loin [le règlement russe indiquait la position entre 300 et 150 pas de la ligne ennemie], à l'aveuglette, car alors, devant un adversaire qui ne perd pas la tête, l'insuccès est certain et coûte cher ; il faut partir de quelques dizaines de pas en choisissant bien le moment : ici l'officier est tout.

Le choc à la baïonnette doit, après qu'une dernière décharge a été exécutée, terminer toujours une contre-attaque. En résumé, dit Solovief :

« Cette guerre n'a pas enterré la baïonnette, loin de là. Elle a montré une fois de plus avec évidence toute la puissance et tout l'*effet moral de l'arme blanche.* Il en sera ainsi *tant qu'il y aura des guerres*, tant que, *comme autrefois et comme aujourd'hui, ce sera la force morale qui donnera la victoire.* »

La deuxième citation relative à une attaque de nuit qui eut lieu le 28 septembre, à En-Do-Nioulou, est du lieutenant-colonel Nieznamov :

« ... Nos vaillants bataillons, *sans tirer un seul coup de fusil*, embrochèrent à la baïonnette tout le 33e régiment japonais : le matin, nous comptâmes jusqu'à 1.700 cadavres japonais. L'attaque fut tellement soudaine qu'une partie de la garnison ne parvint même pas à rompre les faisceaux et les faisceaux furent pris intacts [1]. »

Il n'est pas inutile de faire remarquer que les Russes et les Japonais étaient préparés, par l'instruction du temps de paix se donnant, surtout chez les seconds, individuellement, au combat à la baïonnette.

Avant d'aborder les deux questions si intimement liées l'une à l'autre de la fortification rapide du champ de bataille et de l'attaque des positions fortifiées, disons quelques mots d'un autre sujet qui a son importance et qui regarde l'infanterie.

Soutiens d'artillerie. — Au début de la guerre, il arriva que des pièces russes ou japonaises furent prises par suite du manque de soutien au moment critique. Un ordre à l'armée de Mandchourie prescrivit alors d'affecter une compagnie comme soutien à chaque batterie en position. Or, un colonel ne voit jamais qu'avec regret partir une compagnie qui peut lui faire défaut. La création, dès le temps de paix, de compagnies destinées à ce service spécial qui, si elles sont maladroitement placées, peut devenir très rude et dangereux, permettrait seule de supprimer cet inconvénient qui est sérieux.

Chargement du fantassin. — Robuste, bien que petit, le fantassin japonais a souvent porté un poids de 30 kilogrammes. Il importe de mentionner que, dans certaines opérations, son chargement a été réduit à un *paquetage de combat* ne comprenant que les effets strictement nécessaires, les vivres

(1) *Observations sur la guerre Russo-Japonaise.*

et les cartouches placés dans une pièce d'étoffe qui était portée en bandoulière.

Habillement. — A la suite de modifications successives, puis de remplacements destinés à diminuer la visibilité, et par suite, la vulnérabilité des soldats et des officiers, les troupes japonaises eurent un habillement dont la couleur kaki se confondait avec celle du sol [1].

Fortification rapide et outils portatifs.

Nous avons signalé, en étudiant la guerre Russo-Turque, l'emploi que d'impérieuses leçons contraignirent les Russes à faire des tranchées-abris dans l'offensive : le 10 septembre 1877 devant Plewna, après l'occupation de la 2e crête des Montagnes Vertes, à l'attaque de la redoute de Gorni-Doubniak, à l'attaque de Teliche. On n'a point oublié l'insistance que mit le général Skobeleff II à faire accorder à l'infanterie russe la dotation en outils portatifs reconnue indispensable.

Actuellement, la question se trouve bien fixée par cette réponse d'un capitaine russe :

« Ne pas se retrancher pendant le combat est un crime, étant donnée l'intensité du feu moderne. Il faut profiter de tous les instants pour se retrancher aussi bien dans l'offensive que dans la défensive. »

Dans le règlement russe pour les travaux de campagne, qui parut peu de temps après la signature de la paix, l'emploi de la bêche dans l'attaque était recommandé dans les cas suivants : pour se maintenir dans une position prise, pour se garantir d'une contre-attaque du défenseur, pour créer des points d'appui destinés à soutenir l'attaque, pour préparer des positions de repli. Mais l'ordre de se retrancher devait toujours être donné par le commandant en chef.

(1) Luttwitz [major von]... *Procédés d'attaque des Japonais.* « ... Il y a également un très grand intérêt, dit cet auteur, à ce qu'il n'existe que de très légères différences entre les uniformes des troupes des différentes armes... C'est parce que les Japonais s'inspirèrent de ce principe que les Russes, à Vafangoou, ne se sont pas aperçus que la contre-attaque dirigée contre le mouvement offensif d'une de leurs ailes n'était effectuée que par de la cavalerie à pied seule. Actuellement, chez les Japonais, les armes ne se différencient plus entre elles que par la couleur du collet... »

On se terre alors en se conformant à la règle suivante : chaque homme qui n'est pas couvert par un objet quelconque du terrain et qui possède une bêche, pose son fusil à côté de soi, se couche sur le côté gauche, et commence à creuser parallèlement à son corps, sur une surface égale en longueur à la distance de son coude au genou, large comme la longueur du manche de la bêche, et profonde comme la largeur du fer de la bêche. Il met la terre et notamment les mottes d'herbe devant sa tête qu'il tâche de protéger aussitôt que possible. Cela fait, il se couche dans ce creux, sur le côté droit, et procède encore une fois de la même manière. Après avoir obtenu un couvert suffisant, il passe la bêche à son voisin qui exécute le même travail.

Si les circonstances le permettent, il est préférable de se retrancher à la faveur de l'obscurité, sous la protection de patrouilles poussées jusqu'à une distance convenable.

En plein jour, en effet, la moitié des fusils demeurent inactifs pendant le travail, ce qui n'est possible que si le tir de l'ennemi faiblit ou est tenu en échec par l'artillerie. Une compensation sérieuse est que, si l'attaque est repoussée, les soldats qui battent en retraite s'arrêtent sous le couvert qui a déjà servi à les abriter et s'y ressaisissent.

Les Japonais ont fait, au cours même de l'action, un emploi constant des travaux de fortification rapide : création d'abris par la chaîne elle-même dont les emplacements principaux se trouvèrent ainsi parfois jalonnés et qui, perfectionnés, servirent aux réserves partielles. Aussi un des leurs, le lieutenant-colonel Masakiko Kiwimura, a-t-il pu écrire :

« La fortification de campagne nous sert non pour la défensive, mais *comme un moyen de repos pendant la marche en avant...* Mais nous faisons cela autrement que les armées européennes. Nos adroits petits soldats creusent couchés. Ils n'offrent ainsi aucun objectif à l'ennemi et la ligne la plus avancée s'enfonce dans la terre sans être remarquée. Les lignes qui suivent trouvent ensuite la place toute préparée. Nous fortifions ainsi chaque étape de l'attaque. »

Au début de la guerre cependant, il semble que cette nécessité n'ait pas été aussi nettement entrevue par les Japonais, puis-

que l'approvisionnement de leurs compagnies en outils portatifs était assez faible; peu à peu, il grandit en ramassant les pelles-bêches des Russes. Vers la fin de la campagne, l'expérience avait été concluante en ce qui concerne la nécessité impérieuse d'avoir les moyens de se fortifier, pour ainsi dire pas à pas, sur le terrain conquis; c'est ainsi que, pendant les journées de Moukden, la dureté de la terre qui était gelée ne permettant pas de creuser des tranchées-abris, les Japonais y suppléèrent en employant des sacs à terre destinés à abriter partiellement et à servir de support pour le fusil dont le tir gagne en précision [1].

L'expérience a conduit l'infanterie à formuler les desiderata suivants :

1° Chaque homme doit avoir un outil de terrassement;

2° Cet outil doit être conçu de façon qu'il réunisse à lui seul la bêche, la hache et le pic.

La mise en état de défense des positions a pris en 1904-1905, par suite du caractère même de la guerre qui a été signalé, une importance particulière, exceptionnelle même on peut le dire.

La position de Moukden mériterait une étude de détail qui ne saurait trouver place ici; quelques mots suffiront.

Les défenses de Moukden se composaient de trois parties [*fig.* 23] :

1° Un centre très fort situé sur la rive gauche du Houn-Ho et comportant trois lignes successives de défenses : la 1re que constituaient cinq forts très solides, plusieurs villages fortifiés, des redoutes, des lunettes et des batteries intermédiaires; la 2e formée de villages fortifiés et de tranchées; la 3e jalonnée par trois villages fortifiés.

(1) Pendant la marche, ces sacs en étoffe de coton de couleur kaki, larges de 20 centimètres et longs de 50, étaient portés vides sur le sac ou dans la musette à cartouches. Aussitôt arrivés dans la zone de feu, les hommes remplissaient leurs sacs avec ce qu'ils avaient sous la main (gazon, foin, bois, sable, terre) et les disposaient sur le sol, ce qui demandait en tout une minute à deux minutes et demie. Lorsque la marche était reprise, le sac était porté sur l'épaule gauche. Enfin, lorsqu'il n'était plus utile, on se contentait de le vider. Ajoutons que, en dehors du combat, ces sacs, remplis de foin, furent employés comme oreillers. *Streffleurs œsterreichische militærische Zeitschrift.*

Ce centre était relié à Moukden, grâce à deux ponts sur le Houn-Ho.

Les défenses de l'aile droite et de l'aile gauche étaient également très solides.

Toutefois, ainsi que le fait remarquer le lieutenant colonel Nieznamov auquel ces détails abrégés sont employés, bien que tous ces travaux, dont quelques-uns relevaient plutôt de la fortification permanente, fussent complètement achevés depuis le mois de septembre 1904, rien n'avait été préparé en vue d'un mouvement tournant qui viendrait de l'Ouest. Il est vrai que, prématurément, ainsi qu'on l'a vu, le général Kouropatkine avait considéré dès cette époque la direction de l'Est, c'est-à-dire de Bensi-Kar, comme la plus dangereuse.

Les combats grandioses de Liao-Yang et de Moukden

« fournissent, dit Nieznamov, un excellent exemple d'attaque de positions solidement fortifiées. Ils ont montré clairement que, *de front, l'attaque coûte trop de monde* et ne garantit pas le succès; tous deux aussi ont fait voir que *les positions les plus fortes ne servent de rien et sont évacuées, parfois même sans combat, si l'adversaire réussit à les tourner.*

« Plus sont nombreuses les troupes qui prennent part au combat, plus il est indispensable d'assurer la sécurité des flancs. Les armes à tir rapide ont beaucoup facilité l'exécution des démonstrations, et il est maintenant beaucoup moins commode d'en deviner le véritable sens. Or, les positions aux ailes infléchies en arrière sont impuissantes contre les mouvements tournants; *pour passer à l'enveloppement, il n'y a qu'un moyen, l'échelon* [1]... »

Mines terrestres. — Rattachons-les à la fortification de campagne, dont l'usage courant dans la guerre de siège s'est étendu, d'une façon pratique, à la guerre de campagne. Mettant de côté les exagérations dont quelques correspondances se sont faites les échos, il peut suffire de dire que ces mines furent employées : par les Russes, à Kin-Tchéou et dans l'organisation de leurs positions au sud de Liao-Yang; par les Japonais, pour protéger leurs avant-postes, le long de Cha-Ho.

Grenades à main. — On a parlé, à plusieurs reprises, de leur emploi à une trentaine de pas environ. De l'aveu des Russes

(1) *Observations sur la guerre Russo-Japonaise.*

eux-mêmes, les grenades à main qu'ils possédaient [1] n'ont pas donné des résultats satisfaisants, alors que la petite grenade sphérique des Japonais [2] constitue un type tout à fait convenable. Comme autrefois, l'effet des grenades à main est surtout moral ; toutefois il est matériel aussi, soit que l'assaillant les jette, au moment de l'attaque, dans une tranchée pour faire brèche parmi les défenseurs, soit qu'il les lance dans l'intérieur d'une maison ou par-dessus un mur, soit enfin que le défenseur les jette dans les angles morts où l'assaillant se rassemble pour souffler avant le coup de collier final.

Attaque des positions. — Déjà bien indiqué par la guerre de 1877-1878, le rôle de l'artillerie nouvelle dans la bataille est dorénavant établi d'une façon définitive. Ce rôle a, en effet, ainsi que le dit le général Langlois,

« pris une importance que beaucoup d'esprits soupçonnaient à peine et que l'on pouvait pourtant déduire des lois de l'évolution générale de la tactique... :

1° *Les perfectionnements apportés au fusil rendent l'attaque par l'infanterie seule de plus en plus difficile ;*

2° *Les perfectionnements apportés au canon sont tous au profit de l'assaillant* [3]. »

Ceci étant bien établi, nous possédons plusieurs relations authentiques d'attaques exécutées par les Japonais, notamment : l'assaut du 22 février 1905 donné à la redoute située entre Han-Tchen-Pou et Zu-Gona et dite « redoute du chemin de fer » ; l'épisode du cimetière de Bezimianny du 8 mars 1905 ; l'attaque du 31 août au soir à Liao-Yang.

(1) Les Russes ramassaient, pour la construction de ces grenades, les enveloppes non éclatées des shrapnels [obus Robin], pesant environ 3 livres et mesurant environ 20 centimètres sur 6 ; ils y plaçaient deux cartouches de piroxyline auxquelles ils fixaient une capsule de fulminate munie d'un morceau de bickford poussant le tampon en bois qui fermait l'ouverture. La largeur du bickford était calculée de manière à brûler 6 ou 7 secondes : 1 pour l'allumage et le jet, 4 pour le trajet en l'air, 1 ou 2 seulement après les chutes pour que l'ennemi n'eût pas le temps de ramasser les projectiles et de les relancer.

(2) Son diamètre est un peu inférieur à 5 centimètres. Cette grenade a servi de modèle aux oranges explosives des anarchistes russes.

(3) Langlois [général]. — *Questions de Défense nationale*, p. 170.

Laissant de côté les deux premiers exemples donnés en détail par le lieutenant-colonel Nieznamov, ne nous attachons qu'au troisième, où il ne convient peut-être de voir qu'un cas particulier, observé et relaté par le correspondant de guerre R. Kann qui était présent.

Chargé, le 29, de forcer, avec les 3e et 5e divisions, les lignes de Chiou-Chan-Pou, le général Oku avait rempli victorieusement sa mission le 31 août au soir.

Fort de 10 régiments d'infanterie [8 d'active et 2 de réserve] à 3 bataillons, soit environ 20.000 hommes, l'attaque disposait de 108 canons [1] auxquels la défense ne put opposer que 7 batteries de campagne, soit 56 canons.

Le 30 août au matin, après une marche d'approche exécutée de nuit, malgré les difficultés offertes par un fouillis inextricable de gaolian, les deux divisions occupèrent les emplacements suivants :

La 5e division, dont les batteries de montagne étaient groupées sur les hauteurs, se trouvait dans le défilé de Loutaoutchouang.

La 3e s'était arrêtée en plaine, non loin du village de Kheinioutchouang, à environ 2.300 mètres de l'artillerie russe vers laquelle elle s'était couverte, avant le lever du jour, par des tranchées-abris, et en utilisant notamment, pour dissimuler ses batteries, les champs de gaolian.

Toute la journée du 30 fut remplie, sans grands résultats d'ailleurs, par un duel d'artillerie consistant, du côté de la 3e division japonaise,

« à fouiller méthodiquement et à battre une zone profonde de terrain en exécutant un tir progressif par salves de batteries... L'absence d'objectifs suffisants et la nécessité d'économiser les munitions ont fait dégénérer le feu en bombardement régulier et lent, sans permettre de donner au tir toute la rapidité que pouvait fournir le matériel en service [2]... »

La 3e division resta, tout le jour, terrée dans ses tranchées. La 5e division s'efforça

(1) 36 pièces de campagne de la 3e division, 36 pièces de montagne de la 5e, 36 obusiers de campagne appartenant à l'armée territoriale.

(2) Kann [Réginald]. — *Loc. cit.*, p. 275. Kann ajoute ceci : « La *rafale* dont il a été si souvent parlé depuis l'adoption des pièces à recul sur affût, n'a jamais pu être employée » sous mes yeux.

de prolonger son mouvement vers la gauche russe ; le soir, chacune de ses brigades chercha même à attaquer de front un mouvement de terrain, les pertes furent telles qu'il fallut, après avoir éprouvé de grosses pertes, arrêter le mouvement. Pendant la nuit, on enleva d'assaut, en s'y reprenant trois fois, deux positions russes.

Le 31 août, les troupes de Nodzu, parties d'un village situé à un kilomètre en moyenne des tranchées russes, procédèrent à l'attaque de la manière suivante :

« Confortablement installés derrière de gros rochers, nous braquons, dit Kann, nos jumelles sur la plaine. Tout à coup, au revers d'un talus, une mince ligne jaune apparait. Ce sont les fantassins japonais qui ont mis sac à terre et commencent l'attaque. Pour cette attaque, *on a fractionné les lignes en petits groupes de 12 à 20 hommes*, placés chacun sous le commandement d'un officier ou d'un gradé. A chacun de ces groupes, on a fixé *le point de la position ennemie où il doit parvenir* ; c'est la seule indication qu'il recevra du commandement.

« *La première ligne bondit hors des tranchées*, les chefs de groupe se jettent en avant, *courant de toutes leurs forces jusqu'à la ride de terrain la plus proche* où ils se couchent à terre. *Leurs fractions les suivent sans observer aucun ordre*, chaque homme *ayant pour unique préoccupation d'arriver le plus vite possible* à l'endroit où il pourra s'aplatir. Je fixe ma lorgnette sur une de ces sections ; elle traverse d'abord une plantation de sorgho sans être découverte par l'ennemi ; mais la voici qui débouche dans un champ de fèves. Les points jaunes se précipitent. Un homme tombe, se relève, fait quelques pas, puis retombe définitivement. Deux autres se tordent à terre ; un quatrième tâche vainement de regagner le couvert que ses camarades viennent de quitter : il roule à côté des trois autres blessés.

« Maintenant, devant toute la position russe, on distingue le fourmillement khaki se rapprochant par bonds. *Les hommes suivent le chef, le chef choisit l'abri en avant, et le cheminement à suivre pour s'y rendre*. Souvent, profitant de couverts favorables situés en dehors de leur axe de marche, *on voit des groupes obliquer à droite et à gauche*, prendre la même route qu'une fraction voisine et *revenir ensuite à leur direction primitive*. Aussi, *dès le premier arrêt, le bel alignement du début s'est brisé ;* on aperçoit les sections disséminées sur le glacis, les unes couchées, d'autres rampant, d'autres en pleine course. Les neuf cents mètres à parcourir jusqu'aux défenses accessoires des Russes sont franchis de la sorte, et c'est là seulement que ce qui reste de la première ligne japonaise se reforme à l'abri du talus de terre maladroitement élevé par les Russes pour protéger leurs fils de fer [1].

« *Lorsque la première ligne d'assaillants est arrivée à moitié chemin* de son objectif, *la deuxième quitte à son tour* les tranchées où elle est restée abritée et se lance sur le glacis, utilisant le terrain et marchant comme la première. *La troisième ligne suit* la seconde et ainsi de suite. *Six vagues successives montent la côte* semée de cadavres et de blessés, et *l'une après l'autre* viennent se tapir derrière le talus protecteur à cent mètres des tranchées ennemies. *Pendant ce temps, des volontaires coupent les fils de fer* sous la bouche même des fusils russes En rampant, ils réussissent à ouvrir des passages à travers les défenses accessoires, mais bien peu de ces héros rejoignent leurs camarades.

« La compagnie portée à côté de moi tire aussi vite qu'elle peut ; les Russes augmentent également l'intensité du feu, les hommes tombent autour de nous. Toute la ligne japonaise est illuminée par l'éclair de l'acier sortant des fourreaux. C'est la dernière phase, c'est l'assaut. Les officiers, une fois de plus, quittent l'abri au cri de *banzaï* [vivat] répété par tous les assaillants. Ils progressent péniblement, mais sûrement, malgré les réseaux de fils de fer, les trous de loup et la fusillade inexorable ; des unités sont détruites, d'autres les remplacent ; *le flot s'abat par instant, mais avance toujours*. Les voilà à quelques mètres des tranchées ; alors du côté russe, la longue ligne grise des fusiliers sibériens se dresse à son tour, *envoie une dernière salve sur l'ennemi, et descend en courant le revers de la montagne*.

« Notre compagnie *redouble son feu sur l'ennemi en retraite*, puis elle quitte, elle aussi, ses abris, et *court à la poursuite*. Mais *le feu de la position en échelon nous prend en flanc*. La compagnie est décimée en un instant. Le capitaine a son képi traversé par une balle, le sous-lieutenant est blessé à la main, le lieutenant tombe raide, la tête fracassée. Les sous-officiers ramènent péniblement leurs sections derrière la crête protectrice.

« La bataille est gagnée ; l'assaut a duré exactement une heure et dix minutes. Les Russes ne tiennent plus que quelques points de la ligne pour opérer leur retraite à la faveur de la nuit... Toute l'attaque *s'était exécutée sans faire usage du feu ;* à la lettre, *aucun coup de fusil n'avait été tiré* par les fantassins japonais [2]... »

[1] Se reporter à la page 168.

[2] *Journal d'un correspondant de guerre en Extrême-Orient*, pp. 285 à 291. Le 1er septembre 1904,

Le 1er septembre, l'armée de Kuroki continua, on le sait, le mouvement ordonné en vue de couper la retraite aux Russes.

A l'attaque des positions rattachons l'observation suivante :

« ... Toutes les tirailleries qui précèdent l'action de l'infanterie, sous le prétexte de *préparer l'attaque*, sont une perte inutile de coups de canon. A cet égard, Russes et Japonais ont fort mal utilisé leurs munitions en bombardements aussi intempestifs qu'inutiles. L'action des deux armes doit être toujours concordante, l'artillerie protégeant la marche en avant de l'infanterie par un feu violent *jusqu'au moment de l'abordage*. Cesser le feu lorsque les deux adversaires se trouvent à 500 mètres l'un de l'autre, ainsi que le recommande notre règlement, et comme l'ont fait les Japonais, est une faute monstrueuse, que l'infanterie nippone a payée cher (1). »

Fortification permanente. — Le siège de Port-Arthur.

Il est hors de doute que, lorsque le siège commença, la place de Port-Arthur (2) se trouvait dans de mauvaises conditions : les fortifications étaient inachevées ou insuffisantes, la garnison n'était pas au complet, les approvisionnements ne pouvaient permettre une longue défense.

Les Japonais procurèrent aux Russes le temps nécessaire pour remédier à ce défectueux état de choses : en effet, ils ne coupèrent qu'au bout de trois mois le chemin de fer transsibérien et, trois mois plus tard seulement, ils mirent le siège devant Port-Arthur. De février à fin juillet, la garnison, aidée de nombreux travailleurs chinois, s'appliqua à compléter l'organisation défensive de la place et de ses abords. Le massif de 203 mètres fut fortifié et, à l'est de Lounho, on multiplia les ouvrages ; le complément nécessaire en hommes, en vivres et en munitions put arriver successivement.

Port-Arthur a rendu des services à la cause russe au double point de vue naval et militaire. Cette place ayant immobilisé, pendant la deuxième moitié de l'année 1904, 150.000 Japonais qui, sans le siège, auraient renforcé les armées de campagne, il est incontestable que sa résistance a été très utile (1).

Les différentes phases et les incidents les plus importants de la lutte ont été indiqués dans les éphémérides ; il suffira donc d'appeler l'attention sur certains points.

Une place maritime ayant un front de mer sérieux ne peut être enlevée que par une attaque venant de terre. Les Japonais, n'osèrent jamais, en effet, malgré leur supériorité navale, entamer la lutte avec les batteries de côte ; ils se sont bornés à assurer le blocus par mer.

Malgré les progrès de l'artillerie, l'assaillant s'est vu dans l'obligation de se livrer aux lents travaux du cheminement avant de pouvoir s'emparer des ouvrages permanents ; en second lieu, aucun ouvrage permanent n'a été enlevé d'assaut sans le concours de la mine.

L'assaut direct n'a réussi que contre des ouvrages semi-permanents, tels que les redoutes Paulong et la colline de 203 mètres. D'où il faut conclure, avec le colonel de

le « Correspondant de guerre » se trouva sur les positions enlevées avec des officiers d'infanterie japonaise : « Vous êtes sans doute étonné, me dit l'un d'eux, des différences qui existent avec ce que vous avez pu voir chez vous en temps de paix. Nous ne l'avons pas moins été nous-mêmes, car vous savez que nos règlements sont identiques à ceux des armées européennes ; aussi avons nous commencé par manœuvrer selon les livres et c'est ainsi qu'on nous a fait enlever les lignes de Nanchan, le 27 mai, en une seule journée, mais au prix de quelles pertes ! .. Notre 3e division, qui était à gauche et ne bénéficiait pas du secours des canonnières embossées dans la baie de Kintchéou, fut décimée. Cette leçon nous profita, et, grâce à l'expérience, nous sommes arrivés à *marcher moins vite et à nous couvrir davantage en nous privant de l'aide du feu*, comme vous avez pu vous en rendre compte hier et avant-hier... » *Loc. cit.*, p. 292.

(1) Langlois [général]. — *Quartiers de Défense nationale*, p. 49.

(2) Au lendemain de la déclaration de guerre, dit le colonel Cl. de Grandprey, l'empereur de Russie demanda un plan de campagne au général Dragomiroff. Le vieux héros répondit : « *Evacuez Port-Arthur*, reculez jusqu'à Kharbine, jusqu'au lac Baïkal, jusqu'à l'Oural, s'il le faut, et n'acceptez la lutte que quand vous pourrez opposer aux Japonais une armée double de la leur. » *Le siège de Port-Arthur*, p. 89.

(1) « Une fortification qui équivaut à 100.000 hommes pendant six mois ne peut être accusée d'être inutile : elle donne aux armées de campagne une singulière liberté d'action. Si Kouropatkine ne sut pas en profiter, Port-Arthur n'en est pas responsable. » De Grandprey (colonel Clément), *loc. cit.*, p. 90.

Grandprey, qu'*une attaque brusquée a peu de chances de succès contre une place permanente même dénuée de cuirassements.*

Sur les décombres causés par le bombardement, les Russes ont pu amener des pièces à tir rapide qui brisèrent l'élan des colonnes d'assaut. Pour empêcher l'entrée en ligne de ces pièces, les Japonais n'hésitèrent pas à prolonger le tir de leur artillerie jusqu'à atteindre leurs colonnes d'assaut, mais en vain.

La résistance s'est trouvée facilitée, — il convient de le signaler, — par ce fait que la garnison, *troupes et cadres*, n'était composée que d'éléments appartenant à l'armée active.

La prise de Port-Arthur a été due, en grande partie, au réglage du tir de l'artillerie japonaise.

« La résistance des Russes fut, dit le colonel de Grandprey, admirable et, en somme, invincible jusqu'à la prise de la colline de 203 mètres [5 décembre]. Vers ce moment, la guerre sauvage et sans merci que l'on s'était faite changea de caractère. Des sentiments d'estime réciproque s'étaient substitués à la haine... A partir du milieu de décembre, les progrès des Japonais furent très rapides et il devint évident que la place serait enlevée. C'était une question de jours. Qu'aurait-il fallu faire pour prolonger la lutte ? (¹)... »

Et cependant, il y avait intérêt, ainsi que l'événement l'a démontré, à retarder de plusieurs jours l'inévitable capitulation. On sait, en effet, quel rôle puissant a joué, dans le désastre de Moukden, l'entrée en ligne de la 5ᵉ armée qui, prolongeant la droite japonaise, donna le change à Kouropatkine, et surtout de l'armée de Nogi qui agit victorieusement contre la droite russe dégarnie.

La reddition de la place forte, qui « apparut tout d'abord comme une nécessité », a eu pour son gouverneur, le général Stœssel, un lendemain bien imprévu. Certes, Stœssel eut tort de garder sa famille auprès de lui et surtout de signer le revers donnant ainsi un exemple déplorable qui fut suivi par un trop grand nombre d'officiers ; mais nul n'avait songé, après l'engouement dont lui et sa vaillante garnison furent l'objet dans toute l'Europe, à l'accuser de trahison. Or,

(¹) De Grandprey [colonel Clément], *loc. cit.*, p. 98.

voici que, quelques mois plus tard, l'accusation la plus étrange prenait corps au point de nécessiter la réunion d'un conseil d'enquête.

On accusa ouvertement Stœssel, transformé « en bouc émissaire de toutes les fautes commises (¹) », d'avoir cédé aux Japonais sans combat des positions encore facilement défendables, telles que la lunette de Kouropatkine et le Nid de l'Aigle ; de s'être décidé à capituler alors que 4 voix seulement sur 17 s'étaient prononcées pour cette résolution extrême ; d'avoir rendu la place alors qu'il existait encore pour un mois et demi de vivres et des munitions en abondance.

Or, le conseil rendit, le 14 juin 1906, un verdict de culpabilité, et, par décret impérial du 13 octobre suivant, le général Stœssel a été mis à la retraite pour raison de santé, sans pension et privé du droit de porter l'uniforme.

On ne doit faire ici qu'enregistrer, sans conclure, cette phase nouvelle. Deux points seulement sont à signaler : lorsque Stœssel prit le commandement de Port-Arthur, la place n'était ni prête, ni approvisionnée ; lorsqu'il se rendit, il n'avait plus pour le défendre que quelques milliers d'hommes. Du livre accusateur du général Kostenko se dégagent du moins deux nobles figures : celles des généraux Smirnof et Kondratenko, les « héros de la résistance ».

Demandons à un officier du génie, qui connaît bien l'Orient et qui s'est patriotiquement préoccupé de notre propre situation en ce qui concerne les places fortes, la conclusion militaire :

« En résumé, l'expérience de Port-Arthur aurait été plus concluante au point de vue technique, si la place avait été munie de cuirassements. Faute de renseignements complets, on ne peut encore en mesurer toute la portée, mais dès maintenant on peut affirmer qu'elle est de nature *à augmenter la confiance de ceux qui sont appelés à défendre nos places*, parce que celles-ci sont meilleures que la forteresse russe d'Extrême-Orient. L'importance que l'on accordait aux effets destructeurs de l'artillerie semble exagérée. *Un défenseur résolu* peut, comme par le passé, *forcer l'assaillant à l'attaquer pied à pied*. Donc il convient de rendre aux exercices de sapes et de mines la place qu'ils avaient

(¹) De Grandprey [colonel Clément], *loc. cit.*, p. 99.

autrefois dans l'instruction des troupes du génie.

« Par-dessus tout, le siège de Port-Arthur *est une leçon d'énergie*. L'énergie des deux partis a prolongé la lutte pendant six mois et s'est manifestée dans des scènes qui paraissent appartenir à d'autres âges. Les grenades à main, pleines de dynamite, ressemblent au feu grégeois du Moyen âge, et la défense des travaux du mur chinois rappelle celle du chemin couvert des places bastionnées. Donc les vieux sièges où il a été fait une grande dépense d'énergie, tels que ceux de Rhodes, de Malte, de Candie et des guerres d'Espagne, ont encore quelque chose à apprendre aux officiers du vingtième siècle. De fait, les progrès de l'armement ont eu surtout pour but de tuer de loin. Si les adversaires ne consentent pas à se laisser anéantir ou démoraliser, la distance qui les sépare se réduira peu à peu, et l'on se rapprochera des conditions des guerres anciennes [1]. »

On l'a fait remarquer en le démontrant amplement, la date du 2 janvier 1905 a une importance historique considérable :

« ...les événements des années précédentes avaient fait, dit René Pinon, de ce point stratégique, si merveilleusement situé, à l'extrémité du Liao-Toung, pour commander les avenues maritimes de Pékin, le symbole de la domination russe dans l'Asie septentrionale et de l'hégémonie européenne en Extrême-Orient : pour les Japonais, il était l'enjeu de la lutte ; il est devenu le signe de la victoire. Depuis le commencement du siège, les acteurs et les spectateurs de la lutte comprenaient que le duel engagé autour de la place ne déciderait pas seulement de la domination sur la Mandchourie et le golfe du Pé-Tchi-Li, mais *de l'empire du Pacifique et de l'avenir de l'expansion européenne* : de là vient l'anxiété avec laquelle tous les peuples ont suivi les péripéties du drame...

« ...elle (cette date) marque *le point précis où s'arrête la courbe ascendante de l'expansion européenne...* : de ce point, comme de la ligne de faîte qui sépare les vallées de deux grands cours d'eau, ils montrent d'un côté le grandiose essor de la conquête européenne, de l'autre ils (les historiens de l'avenir) auront à décrire les réactions nationales, l'émancipation des peuples d'Asie et d'Afrique, l'Europe expropriée de ses sciences, de ses méthodes, de ses industries, vaincue par ses propres armes et peu à peu refoulée dans son antique domaine [2]. »

[1] De Grandprey (colonel Clément). — *Le siège de Port-Arthur*, p. 130.

[2] Pinon (René). — *La lutte pour le Pacifique. Origines, résultats de la guerre Russo-Japonaise*, 1906, p. 154.

Opérations de nuit. Projecteurs.

Les avantages des marches de nuit ayant pour but de gagner du temps sont démontrés depuis que, en 1796, Bonaparte en fit un fréquent usage ; aujourd'hui on se propose, en outre, ou d'exécuter, à la faveur des ténèbres, en quelque sorte à pied d'œuvre, les opérations préliminaires d'une attaque, ou d'échapper en partie à la puissance du feu, ou, comme précédemment, de fortifier une position.

Jusqu'à hier, les combats de nuit étaient déconseillés par les auteurs les plus autorisés, comme entraînant des désordres, des méprises dont les inconvénients n'étaient pas rachetés par des avantages appréciables. La guerre Russo-Japonaise a été, au contraire, surtout à partir du mois d'octobre 1904, fertile en combats qui, livrés, soit à la tombée de la nuit, soit avant l'aube, même en pleine nuit, ont offert un rare acharnement, et amené, le plus souvent, le corps à corps. Les principaux exemples à citer, non compris ceux du siège de Port-Arthur, sont [1] :

l'attaque du 28 septembre, à En-Do-Nioulon, dont il a déjà été question ;

l'enlèvement à la pointe du jour, le 14 octobre, pendant les batailles du Cha-Ho, d'un groupe d'artillerie russe, affaire marquée, dès le début, par l'abus que firent les Japonais d'uniformes russes ;

l'enlèvement par le colonel Poutilov, dans la nuit du 16 au 17 octobre, de la colline de l'Arbre isolé ;

l'échec final des Japonais, après trois attaques successives, dans la nuit du 17 au 18 octobre (entre minuit et 1 heure du matin), pour reprendre la colline perdue par eux la nuit précédente ;

les combats autour de Sandepou, à la fin de janvier 1905.

Le capitaine Soloviev ne consacre que quelques lignes aux opérations de nuit :

« ...Pendant l'attaque de nuit du 12 octobre, où nos colonnes de compagnies s'avancèrent fermes comme des murailles, les Japonais, jusqu'au dernier moment avant la charge à la baïonnette, continuèrent leur feu presque à bout

[1] On les trouvera exposés avec détails dans l'ouvrage du capitaine Nissel, *Enseignements tactiques*, pp. 35 à 51.

portant. Néanmoins, nos pertes ne furent pas considérables ; les balles passaient en essaims au-dessus de nous. »

Le lieutenant-colonel Nieznamov recommande :

« que la batterie de piquet au bivouac possède un croquis schématique préparé le soir pour le cas où l'ordre serait donné d'ouvrir le feu avant la fin de la nuit. L'artillerie actuelle peut être chargée d'une pareille tâche... »

La conclusion du capitaine Niessel est amplement motivée :

« Il devient de plus en plus indispensable de tenir compte de ce mode d'action et, par suite, de l'étudier et de s'y préparer à l'avance en raison de ses difficultés spéciales. Les Russes se sont ressentis de leur instruction défectueuse sur ce point. Le fait a été formellement avoué dans une conférence faite à Saint-Pétersbourg, par le lieutenant-colonel Selivatchev, du régiment Petrovski, qui est rentré en Russie pour se soigner d'une blessure reçue précisément dans le combat de la colline Poutilov (1). »

Les Japonais, au contraire, avaient été préparés avec soin.

Projecteurs. — Les projecteurs étaient en petit nombre dans l'armée russe et paraissent n'avoir pas rendu tous les services qu'un meilleur emploi eût procurés.

Il en a été autrement dans l'armée japonaise, ainsi que le reconnaît le lieutenant-colonel Neznamov.

« ...Les projecteurs japonais fonctionnaient par toutes les nuits sombres et contrariaient beaucoup la mise en état de défense des positions, ainsi que les reconnaissances des détachements d'okhonitki. Dans la nuit du 27 au 28 février [1905], le projecteur japonais près de Sandiaza a retardé de trois heures l'attaque du bois Noir et du pont du chemin de fer sur le Cha-Ho... »

Consommation de munitions et ravitaillement en munitions. — La consommation de munitions dans les deux armées a été énorme, et en rapport avec l'augmentation de la rapidité de tir du canon et du fusil.

En ce qui concerne la consommation de munitions d'artillerie, on n'a jusqu'à ce jour que des à peu près et encore seulement pour l'artillerie russe.

(1) *Enseignements tactiques*, p. 51.

C'est ainsi que le lieutenant-colonel Nieznamov a fourni sur une des journées, celle du 15 octobre, de la bataille du 14 au 19 octobre 1904, un renseignement précis.

Vers 4 heures du soir, après une violente contre-attaque des Japonais, sur un village situé entre Lin-Chin-Pou et Ki-Siou-Toung, la situation du XVIIe corps sur le Cha-Ho était devenue délicate ; il n'y avait presque plus de réserves disponibles.

La 35e brigade d'artillerie reçut alors l'ordre de tirer en utilisant la portée et la rapidité du canon.

« Pendant une durée de 45 minutes dont 20 employées pour recevoir les rapports des observateurs sur les résultats du feu, ce qui réduisit en fait la durée réelle du tir à 25 minutes, 7 batteries (42 pièces) tirent environ 8.000 shrapnels concentrant leurs feux sur les zones indiquées et arrosant ainsi littéralement les réserves japonaises. A partir de là, les attaques obstinées des Japonais prirent fin et la situation du XVIIe corps sur le Cha-Ho se raffermit. »

Or, ce jour-là, la consommation de la brigade d'artillerie fut de 12.997 coups. Le 15, le 16 et le 17, elle ne fut respectivement que de 9.652, 3.142 et 1.656 coups.

D'après diverses sources, la consommation par pièce et par jour aurait varié entre 420 et 800 coups (1). Ce qui demeure hors de doute, c'est la nécessité, non pas seulement pour assurer la rapidité du tir, mais aussi pour épargner les munitions, de disposer à proximité de la batterie le nombre complémentaire de munitions.

On ne sait rien de positif sur la question si importante du ravitaillement pendant le combat ni sur les emplacements des sections de munitions russes ou japonaises.

Malgré l'emploi presque exclusif du tir indirect, il fallut souvent, dans l'impossibilité où l'on se trouva de procéder à des échanges de caissons, faire ravitailler la batterie à bras en employant des chaines de pourvoyeurs.

Les Russes auraient eu recours, paraît-il, à des moyens mécaniques pour amener les munitions d'une position située à 200 mètres

(1) En 1870, le 16 août, à Rezonville, la batterie qui tira le plus, en 9 heures, dépassa 1.164 coups, soit 21 à 21,5 coups par pièce et par heure ; il y a loin de là à 420, soit près du double.

environ en arrière. On se rend facilement compte des difficultés que, dans ce cas, le sol même peut opposer à la traction.

Toutes les relations s'accordent à reconnaître que la consommation des cartouches fut, de part et d'autre, considérable.

Voici ce que dit à ce sujet le lieutenant-colonel Nieznamov.

« ... Un régiment de faible effectif, comme l'étaient ceux de la 35e division et du XVIIe corps, après les journées des 11 et 12 octobre, dans les combats sur le Cha-Ho, consommait en moyenne par vingt-quatre heures jusqu'à 200.000 cartouches. Le 138e, notamment, pendant les journées des 13, 14, 15, 16 et 17 octobre, a consommé près de deux millions de cartouches [exactement 1.920.730] (1).

« Bien qu'il n'y ait pas eu une seule fois chez nous de crise provoquée par le manque de cartouches, il faut tenir compte de ce que ces crises peuvent se produire (2) ... »

De son côté, le capitaine Solovief a écrit :

« ... La consommation de cartouches dans les combats actuels est beaucoup plus considérable qu'autrefois. Cette consommation a été tellement grande dans les troupes de Sibérie qu'il a fallu comprendre toutes les voitures de cartouches à deux roues affectées à chaque régiment dans le train de combat. La nécessité de cette mesure s'est imposée avec évidence à tous ceux qui ont été témoins de la rapidité avec laquelle les approvisionnements de car touches fondent pendant le combat. A peine a-t-on amené sur la chaîne quelques caisses de cartouches qu'elles sont déjà vides.

« D'après les comptes faits par notre régiment, pour 1.900 hommes environ, il a été consommé dans les combats sur Liao-Yan, 1.200.000 cartouches. Le feu rapide a été parfois tellement prolongé que les fûts des fusils ont commencé à se carboniser ; la chaleur a fait courber les pointes des baïonnettes et il a fallu les enlever, parce qu'elles empêchaient le tir. »

Les Japonais ont aussi brûlé beaucoup de cartouches, car Solovief dit :

« Le soldat japonais, par la rapidité avec laquelle il charge et tire, mérite d'être appelé un mitrailleur... Personnellement, j'ai eu l'occasion d'observer pendant l'attaque la façon dont les soldats japonais posaient leur fusil sur leur genou ou sur le revers de la tranchée et chargeaient et tiraient avec une vélocité incroyable, sans viser (1)... »

(1) Le lieutenant-colonel Nieznamov, chef d'état-major de la division à laquelle appartient le 138e, donne des chiffres dont le total n'est que de 1.085.168 ; le 14 octobre, 974 468 [encore le 138e ravitailla-t-il, d'une quantité inconnue, le 139e]; le 15, 93 600 ; le 16, 10 000 ; le 17, 5.100 ; le 18, 2.000.

(2) *Observations sur la guerre Russo-Japonaise.*

Au début de la guerre, le fantassin japonais disposait, sur le champ de bataille, de 270 cartouches : 150 portées par lui [120 dans les cartouchières, 30 dans le sac] et 120 se trouvant, par parties égales, sur les chevaux de bât de bataillon et aux sections de munitions. On ne tarda pas à se rendre compte que cette dotation était insuffisante : en conséquence, on la porta au chiffre de 300 et 350 cartouches par homme et on fit le nécessaire pour que les sections de munitions pussent être approvisionnées par un échelon de parc avancé sur roues pour fournir 150 cartouches à chaque homme.

En somme, la conclusion est formelle : il faut s'attendre, dans la prochaine guerre, à une consommation colossale de munitions d'infanterie, d'artillerie et par suite se mettre à même d'y pourvoir.

Marine

La marine japonaise a rendu à son pays un double et inappréciable service : en réalisant avec une rapidité foudroyante la maîtrise de la mer, elle a rendu possible la guerre en Mandchourie ; victorieuse, d'une façon écrasante, à Tsoushima, elle y a mis fin. La contre-épreuve est fournie par cette simple constatation que, si Rodjestvensky avait été victorieux, la guerre eût été terminée du même coup très honorablement et à l'avantage de la Russie. En réalité, la justification des armées navales est là ; il est donc rationnel, au lieu de songer à les diminuer, de les augmenter.

La rencontre la plus émouvante et la plus décisive de la guerre est incontestablement la bataille navale de Tsoushima : le peuple japonais ne s'y est pas trompé et il l'a prouvé à la paix, lors de l'entrée triomphale à Tokio, en témoignant beaucoup plus d'enthousiasme à l'amiral Togo qu'aux généraux de l'armée de terre.

La bataille de Tsoushima peut se résumer dans une manœuvre simple et hardie de

(1) *Le combat de l'infanterie dans la guerre Russo-Japonaise.*

Togo au début et dans l'inaction de Rodjestvensky paralysé par sa formation. Puis, la puissante artillerie japonaise a rendu intenables, à bonne portée, les ponts des cuirassés russes.

Les croiseurs cuirassés japonais ont combattu sur la même ligne que les cuirassés et ont joué, avec des moyens inférieurs, un rôle analogue.

En dernier lieu, les torpilleurs japonais ont consommé la ruine ou réalisé la capture des navires russes désemparés.

Ecartant les conclusions trop exclusives que l'on a prétendu tirer de cette journée sans fournir de preuves suffisantes, il demeure prouvé :

Que le vaisseau de haut bord, le cuirassé, qui porte, comme l'a dit Michel Mérys (1), « le canon, arme docile, clairvoyante, et à longue portée », est l'arme de la conquête ou, si ce mot effarouche trop certains, l'arme qui procure la maîtrise de la mer ;

Que les effets de la grosse artillerie à tir rapide sont foudroyants ;

Que la torpille automobile employée par les sous-marins ou par les torpilleurs proprement dits est, de jour ou de nuit, l'arme par excellence de la défense des côtes et des ports ; que, si la mer n'est pas trop houleuse, elle pourra également, à proximité des côtes, jouer un rôle important dans un combat naval.

La valeur des sous-marins, « moyen de défense efficace et économique », ainsi que l'a qualifié l'ingénieur Laubeuf, s'était affirmée dans ces quinze dernières années ; elle vient d'être confirmée d'une façon éclatante : ce n'est pas une raison pour exagérer la puissance qu'ils possèdent actuellement. « Si le sous-marin prend, dit Mérys, la place éminente que rien ne semble jusqu'ici lui interdire, la physionomie de la guerre navale ne tardera pas à changer grandement. »

La mine sous-marine a fait ses preuves d'efficacité foudroyante (2). Il est hors de doute aujourd'hui qu'elle possède un pouvoir destructeur supérieur à celui de la torpille Whitehead lancée par un tube et qu'elle a une force suffisante pour couler en quelques minutes un cuirassé de onze mille tonnes. Mais il est non moins douteux qu'elle est dangereuse pour ceux qui les manient ou qui s'en emparent qu'elle ne distingue pas les amis des ennemis ; il est donc désirable que l'on trouve une mine sous-marine inoffensive à l'état de repos mais dont on puisse déterminer à volonté l'explosion.

En vain on s'est préoccupé, dans le but de préserver les neutres, de limiter dans les guerres futures l'emploi des mines sous-marines.

« Des gens naïfs ont pu croire, dit le capitaine de frégate Daveluy, dans son livre intitulé la *Lutte pour l'Empire de la Mer*, qu'il était interdit de mouiller des torpilles en dehors des eaux territoriales des nations belligérantes. Mais à ce point de vue comme à beaucoup d'autres, les Russes et les Japonais se préoccupèrent fort peu des neutres et ils ont démontré, une fois de plus, que le prétendu droit international est une fiction...

« Il est impossible d'espérer que les torpilles automatiques ou mines disparaîtront, car la nation qui déciderait leur suppression, en se basant sur les dangers qu'elles présentent, se priverait d'un moyen redoutable de causer des pertes à l'ennemi... »

Intendance

Japonais. — L'Intendance japonaise a accompli pendant la campagne un tour de force véritable.

Le soldat japonais est très sobre, mais il ne peut se passer des vivres auxquels il est habitué : il lui faut absolument du riz ; il n'a accepté que difficilement du bœuf conservé au lieu de poisson ; enfin, il a besoin de condiments spéciaux [de *choyou* ou sauce japonaise (1)]. Avec de pareilles exigences, les ressources du pays étant inutilisables, l'intendance dut importer du Japon tous les vivres consommés par l'armée et lui faire parvenir chaque jour par voie de terre, depuis le port de débarquement, environ 300.000 rations. Les difficultés étaient grandes, néanmoins, tout a, paraît-il, fonctionné avec une grande régularité (2).

(1) *La guerre navale moderne, De Lissa à Tsoushima.*

(2) Russes : 6 bâtiments coulés, 4 atteints d'avaries graves ; Japonais : 11 bâtiments de diverse importance coulés, 3 plus ou moins atteints.

(1) On l'expédia du Japon dans des cylindres de fer-blanc.

(2) Kann [Réginald]. — *Journal d'un Correspondant de guerre en Extrême-Orient*, pp. 247 à 250.

L'Intendance renonça aux coolies qui avaient été employés pendant la guerre sino-japonaise en 1894 : ils ne pouvaient porter sur l'épaule, aux deux extrémités d'un long bambou, que des charges insignifiantes et ils constituaient une seconde armée aux besoins de laquelle il fallait pourvoir.

Elle employa :

1° Le chemin de fer pour le matériel de guerre ;

2° Le charroi comportant :

a) Les attelages de l'artillerie et des sections de munitions d'artillerie ;

b) Les voitures régimentaires à 2 chevaux n'ayant qu'une médiocre capacité de transport ;

c) Les chariots chinois à deux roues traînés à bras par une équipe de 4 hommes et conduits par leurs propriétaires, chariots réquisitionnés pour une étape seulement, c'est-à-dire faisant toujours la navette entre les deux mêmes points ;

3° Les animaux de bât, chevaux ou mulets pris sur place ou importés du Japon : ils composaient les trains régimentaires, les trains de combat et les sections de munitions d'infanterie ; on les employait aussi à former des convois auxiliaires ;

4° Enfin on eut recours au portage, mais seulement en Corée où les routes sont mauvaises et où, d'ailleurs, les voitures n'existent pas.

Russes. — Le service de l'Intendance et le service sanitaire ont, ainsi que Kouropatkine en témoigne dans son discours d'adieu, fonctionné d'une façon très satisfaisante [1]. L'Intendance russe eut cependant, surtout à certains moments, à faire face à une tâche vraiment gigantesque, consistant à assurer à l'armée, quotidiennement, en dehors du transport du matériel de guerre, 300.000 rations. Elle s'en est fort bien tirée, puisque, de l'aveu de tous, l'armée a été certainement bien nourrie. Elle n'eut même point à endurer de privations appréciables au cours de ses opérations de l'été de 1904 dans la région montagneuse de la Mandchourie du Sud où la densité de population est cependant très faible : les troupes furent alimentées par des convois de vivres partis de Liao-Yang et de Moukden.

Il est naturel de rattacher au service de l'Intendance, puisqu'il s'agit d'alimentation, la préparation des repas à l'aide d'appareils spéciaux.

Cuisines roulantes et fourneaux transportables. — Les Russes et les Japonais ont utilisé des appareils destinés à fournir aux troupes des repas chauds et n'immobilisant qu'un personnel restreint.

Les troupes russes furent munies, dès le début, de cuisines roulantes qui, utilisées en station, c'est-à-dire au cantonnement et au bivouac, en marche et pendant les trajets en chemin de fer, donnèrent des résultats très satisfaisants.

« Dans les combats prolongés, pendant les marches pénibles sur les routes boueuses de la Mandchourie, elles ont seules permis, dit le lieutenant colonel Nieznamov, de donner aux hommes leur nourriture en temps opportun. Grâce à elles, même pendant le combat, les premières lignes ont reçu des repas chauds. Les cuisines s'avançaient jusqu'à hauteur des réserves de régiment ou des premiers points de pansement ; là, on versait la soupe dans des barils, transportés plus loin par des ânes. On préparait ce jour-là un seul repas par vingt-quatre heures (de 400 à 600 grammes de viande par homme) qu'on distribuait à la tombée de la nuit... »

Aussi le lieutenant-colonel conclut-il :

« L'introduction de la cuisine roulante dans le train de régiment [1], après l'expérience de la guerre, ne peut plus être contestée par personne. Il en faut 20 par régiment d'infanterie : 16, pour la troupe (1 par compagnie), 1 pour la compagnie hors rang, 2 pour les détachements d'okhotniki à pied et à cheval, 1 de réserve. On apprécie, en effet, de suite les avantages qui résultent de cet emploi : fonctionnement ininterrompu pendant le jour, repas chaud en marche au milieu du jour supérieur à celui que les hommes peuvent avoir le temps de préparer, suppression des corvées de denrées, d'eau, de bois et d'épluchage de légumes. La

[1] « L'Intendance russe, dit le colonel Danilov, se tira brillamment d'affaire et sut utiliser parfaitement les richesses de la Mandchourie. A l'exception des conserves, tout fut acheté sur place. »

[1] La cuisine à deux roues, traînée par un seul cheval, établie pour un effectif de 100 à 135 rationnaires, est le modèle qui a rendu le plus de services.

régularité dans l'alimentation exerça l'effet le plus heureux sur l'état sanitaire des troupes russes à partir du jour où les cuisines roulantes remplacèrent la préparation des repas avec les gamelles individuelles. »

Les Japonais employèrent des fourneaux transportables à raison de 4 par bataillon d'infanterie, ce qui exige 10 chevaux de trait. A l'armée de Mandchourie, ils utilisèrent les cuisines roulantes prises aux Russes.

Vers la fin de l'année 1904, les formations sanitaires employèrent des voitures destinées à la confection de l'eau bouillie.

Service de santé. Etat sanitaire.

Armée japonaise. — La guerre Sino-Japonaise nous a appris avec quel soin était organisé le service médical japonais et avec quelle régularité il fonctionnait dès cette époque.

Les renseignements suivants sont tirés d'une conférence publique faite à Tokio par le médecin inspecteur Koïké, directeur du service de santé au ministère de la guerre japonais.

Pendant la guerre 1904-1905, le service médical japonais a disposé, tant sur le théâtre des opérations qu'au Japon, de 5.131 médecins, 33.597 infirmiers, infirmières et personnel de service, y compris le contingent de la Croix-Rouge et 188 médecins auxiliaires. A chaque division étaient attachées 2 compagnies de brancardiers.

La Croix-Rouge japonaise comprend 1.100.000 adhérents.

Le service médical a donné ses soins à 632.690 malades ou blessés dont 77.805 Russes faits prisonniers.

Pour 457.035 Japonais blessés ou malades soignés sur le théâtre de la guerre, 74.545 seraient morts [47 387 blessés et 27.158 malades] et 382.490 auraient recouvré la santé [173.425 blessés et 209.065 malades].

Le chiffre de 27.158 (¹) fait le plus grand honneur au corps de santé militaire japonais. Les pour-cent de guérison de malades et de blessés en campagne n'ont jamais été aussi élevés. On a attribué ce résultat aux soins donnés, mais aussi aux soins hygiéniques et à la propreté corporelle qui est en honneur dans l'armée japonaise.

Assainissement des champs de bataille. — Cet assainissement incomba aux Japonais puisqu'ils demeurèrent régulièrement les maîtres des champs de bataille ; ils y procédèrent, en général, avec le soin méticuleux qui les caractérise.

Dès le mois de mai 1904, le ministre de la guerre japonais donna à ce sujet une instruction complète à laquelle on se conforma autant que le permirent les circonstances.

Les morts japonais étaient tous brûlés. Il en fut de même pour les cadavres des soldats russes qui étaient atteints de maladies contagieuses ; on enterra tous les autres.

Les animaux morts furent ou brûlés ou enfouis suivant la commodité.

Les fosses avaient des dimensions déterminées ; les corps étaient recouverts d'une couche de chaux, ou tout au moins de cendres.

La visite des champs de bataille pour enlever les blessés s'effectuait, en général, avec une grande exactitude. On a reproché aux Japonais de s'être surtout occupé de leurs propres blessés, ce qui est tout au moins humain, et d'avoir délaissé les Russes. Quant au reproche d'avoir incomplètement assuré certains enterrements, il ne paraît guère motivé si l'on songe au peu de temps que l'on eut parfois et au nombre considérable de cadavres à ensevelir.

Armée russe. — L'état sanitaire de l'armée russe fut, paraît-il, excellent pendant toute la guerre ; Kouropatkine le déclare en ces termes :

« ...Etant données les difficultés que nous éprouvions pour compléter les effectifs, si nous avions laissé se développer les maladies dans l'armée, nous n'aurions plus eu pour le combat que de faibles cadres. Il était donc absolument nécessaire d'employer tous les moyens à notre disposition pour conserver en bonne santé chaque homme du rang. Et je suis heureux de reconnaître que nos efforts ont été couronnés de succès : nos pertes, par suite de maladies, furent moindres que celles occasionnées par le feu. [Suit le détail des pertes éprouvées, pendant toute la guerre, par la 1re armée de Mandchourie].

(¹) D'après une autre statistique, il n'y aurait eu que 21.802 morts de maladie. Au chapitre des Pertes, nous trouverons, d'ailleurs, bien d'autres différences suivant la provenance.

« Je fais toutefois remarquer que les officiers, qui ont été plus éprouvés par le *feu* que les hommes, auraient dû, par suite des conditions meilleures de leur vie matérielle, compter moins de malades que les troupes. Ce fut le contraire qui se produisit. Ce fait prouve que nos officiers ne possèdent pas une vigueur physique suffisante et *ne savent pas se ménager en dehors du combat* [1]. Cela doit attirer tout particulièrement notre attention [2]. »

La Croix-Rouge russe n'est pas restée en retard sur la société similaire japonaise, car elle a eu, ainsi qu'on peut le deviner, à accomplir un travail à la fois colossal et varié qui a nécessité des prodiges véritables d'organisation et de dévouement [3].

Pendant la campagne, 8.000 sœurs de charité, parmi lesquelles de riches héritières, des princesses, des étudiantes et de simples ouvrières rivalisèrent de zèle.

158 lazarets, 16 hôpitaux de campagne, 35 points d'alimentation et de secours médicaux ont été organisés, ainsi que 22 détachements et convois volants qui travaillèrent sur la position de combat.

96 trains sanitaires, véritables hôpitaux roulants, qui furent parfois immobilisés, ont circulé sur les rails des chemins de fer de Mandchourie et du Transsibérien. Partout des stations haltes-repas ont fonctionné avec leurs fourneaux improvisés et leurs cuisines mobiles.

En deux ans, il n'a pas été dépensé guère moins de 100 millions.

La Croix-Rouge a reçu dans ses lazarets 115.000 hommes de troupe et 4.700 officiers.

Ses points d'alimentation ont distribué, en 1904, des aliments à environ 200.000 hommes, et ses trains sanitaires en ont transporté plus de 78 000.

La Croix-Rouge a également rendu de grands services en organisant pour le service des évacuations 40 trains sanitaires admirablement installés et en formant 24 trains sanitaires auxiliaires composés de wagons calfeutrés.

(1) L'allusion est transparente. N'insistons pas ; mais il est de notoriété publique que les faits d'intempérance déjà signalés lors de la guerre Russo-Turque ne furent que trop nombreux en Mandchourie, sur le *front*.

(2) *Ordre d'adieu* du 18 février 1906.

(3) Revue d'histoire de mai 1906 : *Ordre du général Liniévitch*, daté du 3/16 février 1906.

La Croix-Rouge pénétra jusqu'en Corée et dans l'île de Sakhaline où ses détachements volontaires eurent à faire face à de sérieuses difficultés. Au Japon, elle prêta également son concours matériel et médical pour le rapatriement des prisonniers blessés et malades. Sur mer enfin, elle organisa deux hôpitaux flottants.

Au cours de la campagne, la Croix-Rouge perdit, pour des causes diverses : 1 fondé de pouvoirs, 7 médecins, 14 sœurs de charité, 5 étudiants, 4 feldchers et 31 infirmiers.

Le service de santé militaire, ayant à sa tête le général-lieutenant Trepoff, eut aussi à accomplir une rude besogne. Il fit fonctionner, pendant la campagne, sur le théâtre des opérations, dans la circonscription de l'Amour et sur les derrières : 113 hôpitaux mobiles, 63 mixtes, 4 de forteresse, 41 de réserve, 6 locaux, et 35 lazarets divisionnaires.

Il fut constitué, pour le service de l'évacuation des malades et des blessés, 48 trains sanitaires militaires, non compris les trains spéciaux comprenant des wagons calfeutrés.

Le transport des malades et des blessés, depuis les établissements jusqu'aux trains sanitaires, nécessita aussi une organisation spéciale.

Enfin, pour réaliser certaines mesures sanitaires et pour prévenir les maladies contagieuses, on eut à former 5 détachements sanitaires volants et 24 détachements de désinfection.

Il passa dans les hôpitaux militaires environ 10.000 officiers malades et 3.400 blessés, plus 300.000 hommes de troupe malades et 110.000 blessés.

Les trains sanitaires assurèrent l'évacuation de 219.309 malades, dont 7.356 officiers, et de 123.377 blessés dont 3.615 officiers.

En somme, grâce à la puissante et bonne organisation du service médical de l'armée et de celui de la société de la Croix-Rouge russe, il n'y a eu que 2 p. 100 de décès parmi les malades, et 2,65 p. 100 parmi les blessés. Quant au nombre des morts dans les ambulances et les hôpitaux du service de l'arrière, il aurait été inférieur à 10.000 [1].

(1) Follenfant [médecin principal] — *Conférence du 1er août 1906 dans l'assemblée générale de la Croix-Rouge française.*

Services techniques.

Télégraphie, Signaux, Téléphone. — Tous les moyens de transmission possibles fournis par la télégraphie électrique, la télégraphie optique, les signaux et le téléphone ont été naturellement employés par les deux armées.

Dès le début de la guerre, les communications furent assurées dans l'armée japonaise, d'arrière en avant et latéralement ; souvent même chaque général de division fut relié avec ses deux brigades.

Il n'y a rien de particulier à dire sur la télégraphie électrique ou optique.

Les signaux à bras au moyen de fanions, délaissés depuis un certain temps, ont repris faveur et trouvé leur emploi dans la conduite du tir indirect (1). L'armée russe reçut, le 4 octobre 1904, un règlement dans lequel on a adopté le système sémaphorique de la marine qui ne comporte pour chaque lettre qu'un signal : chaque unité est pourvue de 4 fanions et peut faire fonctionner 2 postes.

Le téléphone mérite une mention particulière. Son installation est simple, rapide ; son fonctionnement est prompt et commode. Toutefois, il a le grand défaut de ne point laisser une trace matérielle des dépêches, ce qui empêche de couper court à toute discussion ultérieure. Des deux côtés, il a été très employé.

Il a été envoyé en Mandchourie pour l'armée russe (2) 3.000 appareils téléphoniques, savoir : 1.700 à sonneries ; 400 à appel phonétique ; 900 d'un type léger, dits téléphones d'avant-postes avec lesquels on voulut utiliser les approvisionnements existants, car la portée de ce type est faible.

Cependant, le lieutenant-colonel russe Neznamov a écrit (3) :

« Dans la dernière guerre, on a continuellement manqué de matériel télégraphique et de téléphonie. L'infanterie et l'artillerie n'en avaient pas ou en avaient peu [2 stations et 6 kilomètres de fil conducteur, acquis sur la masse régimentaire] ; l'état-major de l'armée faisait des emprunts continuels aux ressources du corps d'armée, etc... »

(1) Ils furent employés aussi par les espions chinois à la solde des Japonais ; on en captura au milieu même des positions russes.
(2) *Rousskii Invalid*, numéros 49 et 50 de 1906.
(3) *Observations sur la guerre Russo-Japonaise.*

L'expérience a permis d'arriver aux conclusions suivantes :

les téléphones à sonneries, dont le poids est un peu lourd, conviennent pour les services fixes ou presque fixes établissant des relations entre les quartiers généraux d'armée et les services de l'arrière ;

les appareils à appel phonétique, beaucoup plus légers et plus sensibles, mais d'une portée moindre que les précédents, conviennent pour le service régimentaire et les relations des régiments avec les états-majors de division et même de corps d'armée.

Le téléphone doit faire partie du matériel réglementaire des troupes à raison : de 3 ou 4 stations et de 10 kilomètres de câble léger par régiment ou état-major ; de 3 ou 4 stations et de 6 kilomètres et demi de câble par batterie ou groupe de batteries.

Jusqu'à la division, l'emploi du téléphone est utile ; au-dessus, il vaut mieux employer le télégraphe avec lequel d'ailleurs, avantage très appréciable, le commandement supérieur n'a plus les mêmes facilités, s'il en éprouve la tentation, de s'immiscer dans les détails.

Quant à la télégraphie sans fil, elle fut employée à Port-Arthur, jusqu'en septembre, pour correspondre avec Tchéfou. Le mât élevé sur la Montagne d'or ayant été brisé par un obus japonais, on ne put le remplacer et la communication de la place avec l'extérieur ne se fit plus qu'à l'aide de jonques chinoises et de torpilleurs. On a vu quel rôle joua à Tsoushima la télégraphie sans fil.

En mars 1905, une compagnie russe avait été organisée pour employer la télégraphie sans fil.

Ballons

Les Russes et les Japonais ont demandé aux ballons fixes les services que l'on peut en attendre. A Port-Arthur cependant, où un ballon eût été si utile pour signaler les emplacements de tir des obusiers japonais de 28 centimètres, il fit défaut. Le matériel d'aérostation destiné à la place fut saisi en mer par les Japonais au moment de la décla-

ration de guerre et, à Port-Arthur même, on ne réussit pas à fabriquer un ballon. Quant aux ballons libres, leur action est très incertaine; il ne semble pas, d'ailleurs, d'après les quelques relations russes existantes, qu'ils aient été à même de fournir bon nombre de renseignements utiles.

«... Par temps moyen, dit le capitaine Niessel, on peut observer utilement jusqu'à la distance de 8 kilomètres. La nuit, les feux de bivouac des grandes unités sont visibles jusqu'à 20 kilomètres. Pendant les batailles du Cha-Ho les Russes ont eu recours à des ascensions de nuit pour découvrir la disposition de leurs adversaires; mais ce fut inutilement parce que les Japonais bivouaquaient sans feu...

« Le feu de l'artillerie devient dangereux à partir de 5.000 mètres pour les ballons... »

Une seule fois, un ballon russe fut atteint par des projectiles japonais, trois balles de shrapnel; on ne s'en aperçut qu'assez tard à l'échappement du gaz.

Facteurs moraux

Le facteur moral joue un rôle si prépondérant à la guerre qu'il n'est pas possible de le passer ici sous silence. Le général Kouropatkine et le capitaine Solovief ont écrit à ce propos des pages qui méritent d'être reproduites.

Le discours d'adieu du général Kouropatkine contient, en effet, des conseils dont quelques uns peuvent s'appliquer, puisqu'ils découlent de l'ordre moral, à toutes les armées européennes, mais qui jettent un jour particulier sur l'armée russe.

«... Dans l'armée russe, nos officiers ont toujours été rapprochés des hommes; ils ont toujours eu des rapports paternels avec eux. Rappelez-vous que, pour ces derniers, le nom : *père commandant* n'est pas un vain mot et que *ce n'est qu'à la condition de le réaliser que vous trouverez accès au cœur du soldat.*

« *Notre soldat ne craint pas la sévérité;* il l'apprécie, au contraire; *c'est elle*, en effet, *qui est le salut d'une armée*; mais l'homme est très sensible à l'injustice et sait distinguer nettement tout procédé louche vis-à-vis de lui. Les hommes qui ont vu leur officier toujours à sa place de combat, constaté son exemple plein d'abnégation, lui pardonnent beaucoup de choses et le suivraient dans le feu et dans l'eau.

« Rapprochez-vous le plus possible du soldat; *gagnez sa confiance complète en vous occupant de lui, en l'aimant*, etc...

« Quant à vous, chefs de corps, vous vous êtes pénétrés de l'importance du commandant d'un régiment; malheureusement, jusqu'à présent vous avez été trop absorbés par les écritures et par l'administration. Dans quelques circonscriptions, un chef de corps est considéré comme devant être plus responsable du bon état de la peinture des voitures de son convoi que de la préparation tactique de son régiment.

« Le service de l'intendance, qui a fait brillamment ses preuves pendant cette guerre, peut vous décharger en temps de paix d'une quantité considérable de questions relatives à l'habillement, l'équipement, le train et l'alimentation. Alors, les chefs de corps et les commandants de compagnie *cesseront d'être des bureaucrates* et des inspecteurs de magasins, *et l'instruction et surtout l'éducation des troupes passeront au premier plan*... .. :

« *Apprenez à connaître vos subordonnés. Nous sommes pauvres en hommes* qui se distinguent par leur indépendance, leur énergie et leur initiative. Cherchez-les, encouragez-les, mettez-les en relief. Malheureusement, il *n'existe pas en Russie un bien grand nombre d'hommes à caractère énergique et indépendant.*

« En temps de paix, on les considérait comme des êtres insupportables, ayant mauvais caractère, et en définitive ils étaient souvent amenés à quitter le service prématurément. Par contre, *on poussait en avant des gens sans caractère, toujours prêts à approuver l'avis de leurs chefs.* Souvenons-nous que, dans cette guerre, nous aurons payé bien cher le peu de souci avec lequel ont été établies les notes que nous avons données à nos subordonnés... »

De son côté, le capitaine Solovief a apporté, dans les deux pages suivantes, son tribut à l'influence du moral à la guerre. La première donne une idée exacte de l'effet des feux modernes :

« Le feu actuel du fusil produit une forte impression : il semble que l'air est littéralement rempli de balles; leur sifflement plaintif dans l'atmosphère paraît un gémissement d'en haut, d'en bas, de tous les côtés à la fois.

« Dès le premier coup de fusil, les *soldats deviennent sérieux, se découvrent et se signent* : les plaisanteries et les conversations cessent. Mais tous marchent au commandement avec entrain, comme à un exercice.

« C'est cet entrain — je dirais presque ce calme — avec lequel les soldats vont au combat qui est le plus impressionnant.

« On se familiarise avec le feu de l'infanterie,

mais le feu d'artillerie produit une très forte impression, surtout le tir des obus brisants. Je crois que ce n'est pas tant par les pertes qu'il produit que par son tintamarre assourdissant. L'effet est purement nerveux, mais violent. Sur les non-aguerris, c'est l'obus chargé de chimose[1] qui réagit le plus fortement ; sur les aguerris, le shrapnel.

En général, notre soldat se tient dans le combat d'une façon étonnamment simple, sans aucun apprêt. Ceux qui s'imaginent qu'on peut voir sur ses traits, pendant ces minutes décisives, quelque chose d'héroïque se trompent du tout au tout. *Son visage seul est un peu pâle ; sa physionomie a quelque chose de concentré et de sévère.* La lutte qui se livre en lui-même se trahit par un tir nerveux et précipité. C'est là le point où il est nécessaire de maîtriser son état d'âme et de le ramener à un niveau normal, autant que cela est possible, dans le combat. »

Le deuxième passage fixe d'une façon saisissante, avec la même préoccupation, la physionomie que revêtit le combat de *position* :

«... Cette lutte à tâtons provoque un état pénible d'incertitude et de défiance. *Il arrive que des officiers et des soldats passent plusieurs journées sur une position, sont blessés, emportés et ramenés en Russie, sans même avoir aperçu un Japonais.*

« Une seconde caractéristique, c'est la grande portée à laquelle se produisent les premières pertes. Une troupe commence à souffrir du feu de l'adversaire à plusieurs kilomètres de lui et alors qu'elle en est encore séparée par des hauteurs. Avant que cette même troupe puisse engager le combat et apercevoir ne fût-ce que la hauteur d'où on tire sur elle, elle est déjà affaiblie matériellement et moralement. Parfois, il faut rester plusieurs heures sous ce feu préliminaire, *d'où abattement physique et moral sensible, même avant de prendre part à l'action.*

« La durée des combats actuels, qui a atteint jusqu'à deux semaines, exige *une tension morale et physique qui épuise les officiers et les hommes. Il faut une énorme réserve d'énergie* pour supporter pendant plusieurs journées les conditions de la vie sur les positions.

« Sur le même morceau de terrain, il faut tirer, boire, manger, dormir et mourir ; le jour, pas une minute de tranquillité sous le feu ; la nuit, c'est l'attente continuelle et énervante d'une attaque par surprise, dans l'obscurité complète, sans sommeil, sans pouvoir fumer, parce que la flamme d'une allumette attirerait tout de suite une dizaine de balles. Le pied des mamelons, après les premières heures d'occupation de la position, se parsème de sépultures fraîches, et le nombre des tombes augmente tous les jours .. »

Nous demeurerons dans le même ordre d'idées en parlant d'une autre force mystérieuse mais indéniable qui a si puissamment agi en 1904-1905.

La volonté de vaincre. — Deux citations bien différentes comme portée suffiront pour que le lecteur puisse conclure lui-même.

Le 6 mai 1904, le général Stœssel publie l'ordre du jour suivant :

« L'ennemi a passé le Yalou le 1er et le 2 mai avec des forces considérables. Nous nous sommes retirés sur des positions choisies d'avance...

« Vous défendrez la forteresse jusqu'à ce qu'un secours nous arrive. *J'estime qu'il est de mon devoir* de vous avertir qu'il faut être toujours vigilant, prévoyant, prêt à recevoir l'ennemi dans un ordre digne de la renommée des armées russes et ne se jamais laisser surprendre par des événements imprévus. *Pensez qu'à la guerre rien n'est impossible* et qu'avec l'aide de Dieu nous serons capables de remplir la tâche difficile qui nous est confiée. »

Le 19 août 1904, le général Nogi tient à ses troupes le langage suivant :

« Soldats, la tâche que vous allez entreprendre est extrêmement importante.

« Je puis presque dire que la sécurité du Japon et l'honneur de notre armée dépendent de l'issue de ce combat. Réfléchissez-y. *Surmontez toutes les difficultés.*

« Payez la dette que chaque soldat a contractée envers son pays.

« L'ennemi résistera avec obstination.

« Si vos officiers supérieurs tombent, que les subalternes les remplacent. Si ces derniers tombent, que les sous-officiers les remplacent. Si les sous-officiers tombent, que les simples soldats les remplacent. *Quels que soient les obstacles que vous rencontrerez, combattez jusqu'au dernier homme.* »

---

[1] « Les gaz émis par les obus japonais chargés en chimose ont, dit le capitaine Niessel, des effets asphyxiants, mais peu graves en plein air en général ; il n'en résulte alors que des maux de tête. » *Enseignements tactiques*, p. 111.

Le capitaine Soloviof s'exprime ainsi sur les mêmes projectiles : « l'action de leurs gaz est très nocive et cause des maladies graves et longues. Leur effet en général ne se manifeste pas immédiatement mais au bout de quelques jours, il entraîne la perte de l'ouïe, de l'odorat, du goût, de la vue, ainsi que la paralysie et des syncopes prolongées... » *Impressions d'un chef de compagnie*, p. 23.

Le 26 novembre 1904 enfin, à la veille de renouveler l'assaut malheureux du 30 octobre, le général Kawamoura, s'adressant à ses 2.000 volontaires, leur dit :

« Notre détachement a pour but de couper en deux les défenses de Port-Arthur. *Aucun homme ne doit espérer revenir vivant.* Si je tombe, le colonel Watanabé prendra ma place. S'il tombe, le lieutenant-colonel Okouno lui succédera. Chaque officier doit désigner son successeur. L'attaque sera faite à la baïonnette. Quel que soit le feu de l'ennemi, on n'y répondra pas, jusqu'à ce que nous ayons pris pied sur la crête. *Les officiers sont autorisés à tuer ceux qui reculeront...* »

Ce langage est bien en rapport avec la proclamation que, plus de vingt ans auparavant, le Mikado avait adressée à son armée. On y trouve énumérées les cinq vertus qu'il indiquait comme devant être le fondement de l'esprit de l'armée (¹) ; la fidélité à la patrie, la discipline, le courage, l'honneur et le respect de la foi jurée, la tempérance.

La volonté de vaincre exige une certaine foi et l'esprit de sacrifice qui en découle.

Foi et sacrifice. — Ce n'est pas, en effet, un des côtés le moins saisissants de cette lutte grandiose que l'opposition fournie par deux peuples également religieux, mais dont l'âme diffère profondément.

La foi religieuse des Russes nous est connue depuis la guerre de Crimée où, avec l'amour du tsar, elle leur permit de supporter si glorieusement des épreuves, des souffrances inouïes, et de demeurer toujours à hauteur de leurs obligations.

Elle seule, en 1904-1905, permit à son armée, malgré les germes de décomposition qui étaient dans son sein et le découragement qu'auraient pu faire naître en elle l'indifférence ou l'hostilité de la majeure partie de la nation, de résister comme elle l'a fait.

Quant aux Japonais qui, dans leurs assauts furieux contre Port-Arthur, poussèrent au summum de l'héroïsme la folie du sacrifice, ils ont une base qui peut étonner les Occidentaux mais qui cependant est bien solide. Citons, sans essayer un commentaire qui serait difficile, mais auquel les faits peuvent suppléer, ce qu'a écrit le docteur Nitobé au sujet du *Buschids* ou « Règles de conduite des guerriers » :

« C'est grâce à ses canons Krupp et à ses fusils Murati, a-t-on dit, que le Japon est sorti victorieux de sa dernière guerre et ses succès, a-t-on ajouté, sont dûs aux études militaires modernes. Tout cela n'est vrai qu'à moitié. *Les canons et les fusils les plus modernes ne tirent pas seuls. Le système d'éducation militaire le plus parfait ne peut faire d'un lâche un héros.* Non, les batailles sur le Yalou, en Corée, et en Mandchourie *furent gagnées par les âmes de nos pères guidant nos bras et battant dans nos cœurs.* Elles ne sont pas mortes, ces âmes, les esprits de ces guerriers, nos ancêtres. Ceux qui ont des yeux pour voir peuvent le voir distinctement. Nos hommes, tout en ayant les idées les plus modernes, conservent en entier toutes les traditions du passé dans leur cœur. C'est avec raison que nous disons : *Grattez un Japonais et vous trouverez un Samouraï...* ».

« Je reviendrai combattre sept fois avec vous » dit à ses soldats un officier mourant et son action lui a survécu grandie de tout le prestige d'une mort héroïque.

Le 30 août 1904, le chef de bataillon japonais Tachibana, appartenant à un régiment de la 3ᵉ division et de la 2ᵉ armée, reçoit, à l'assaut de Koumenko, six blessures qui devaient entraîner sa mort. Le récit de sa mort héroïque est dû à un de ses amis, capitaine d'état-major de la 2ᵉ armée :

«... Malgré ces graves blessures, le commandant avait toujours pleine connaissance. En descendant la colline, il avait demandé au caporal si la crête de la colline était toujours aux mains des Japonais, ainsi que des nouvelles du colonel de son régiment et des hommes de son bataillon.

« *Il se trouva que le 31 août est l'anniversaire du prince impérial dont Tachibana avait été chambellan. Le blessé parla, à plusieurs reprises, du grand honneur qu'il ressentait de mourir héroïquement un pareil jour.*

« Il avait toujours été un homme de cœur droit, aimé de ses inférieurs, comme un autre père. Juste, intègre, intrépide, *il était un modèle du vieux samouraï.* En apprenant sa mort, tous les hommes de son bataillon éclatèrent en sanglots (¹)... »

(¹) DE VILLARET [capitaine]. — *Le Japon*, 1889 ; — LEBON [colonel]. — *Les Origines de l'armée japonaise*, conférence fait en mars 1897, p. 30.

(¹) De ce bataillon, 50 hommes seulement restaient, dont 20 répondant aux appels : il était commandé par le caporal dont il était question qui, ne voulant pas quitter son commandant et s'efforçant de le couvrir de sa personne, avait reçu lui-même deux blessures : VILLETARD DE LAGUÉRIE — *Trois mois avec le maréchal Oyama*, pp. 231 et 232.

C'est cette croyance à tendance universaliste, croyance unanime au Japon, qui a produit le patriotisme mystique, profond dont l'explosion imprévue a troublé la marche et donné tant à réfléchir : les Japonais ont emprunté à notre civilisation ses progrès intellectuels, mais ils se sont bien gardés d'adopter l'égoïsme et le scepticisme qui font tant de progrès en Europe.

Le correspondant militaire Villetard de Laguérie s'exprime ainsi sur le moral du soldat japonais :

«... La force de cette armée est essentiellement une *force morale*. Le vieil idéal samouraï de *Yamato Damashi* [l'âme japonaise] l'entretient. Il n'imprègne pas tous les Nippons à la même profondeur, mais aucun n'y est tout à fait imperméable. L'hérédité l'a fait plus ou moins pénétrer d'avance dans leur constitution. Ils savent tous, même quand ils agissent égoïstement, *que chacun d'eux est responsable, dans la mesure de ses moyens individuels, de la grandeur de leur pays, et doit la procurer*, même au prix de son action isolée, *même au prix de son sang*. Les morts des batailles à venir peuvent ajouter leurs milliers à ceux des batailles passées ; les uns ne feront pas oublier les autres. Le gouvernement qui sait la puissance d'un pareil ressort le maintient en bon état. Il honore tous ces morts suivant leur importance...

« La discipline militaire est, pour eux, le plus impérieux des devoirs civiques, et *un citoyen n'est réellement un bon citoyen que s'il est prêt à faire un soldat* brave et soumis à ses chefs, à donner ou à subir la mort sur l'ordre des officiers *qui représentent* dans le rang, à côté de lui, *l'Empereur, descendant des dieux nationaux et incarnation de la patrie....*

« Chaque bouquet d'arbres de l'immense plaine exhalait la fumée d'un holocauste pareil [1] ; des êtres humains y retournaient au grand Tout par la flamme, la fumée et les cendres. Et cette résurrection poignante de la vieille âme de l'Asie, vieille comme le vieil univers, ennoblissait singulièrement la mélancolie, inexprimable en Chine, du Soleil, lointain ancêtre de l'Empereur auquel ce sacrifice était offert [2]. »

On ne saurait donc trop répéter ceci à une époque où, en France, on incline peu à peu vers le système des milices. La force morale, qui se traduit par l'esprit d'offensive à outrance, *quand même*, c'est-à-dire auquel des pertes considérables ne portent qu'une médiocre atteinte, a certainement pour base des qualités de race, mais elle grandit et se consolide par une éducation bien dirigée. Cette éducation doit être donnée à l'école, patiemment, avec esprit de suite, en mettant à profit tous les exemples, toutes les occasions favorables ; il importe que la famille la prépare et la confirme. Que l'homme de recrue arrive sous les drapeaux moralement façonné, sain de corps, et la tâche des gradés, des officiers ne sera pas vaine ; à cette condition seulement on aura une armée nationale dans le sens large et élevé du mot, c'est-à-dire en dehors de toute préoccupation politique.

(1) Les Japonais brûlent tous leurs morts soit par mesure sanitaire, soit pour s'éviter la corvée de terrassier, la plus odieuse de toutes au soldat japonais qui croirait descendre du rang de samouraï à celui de coolie.

(2) *Trois mois avec le maréchal Oyama*, 1905, p. 249.

V. — TRAITÉ DE PAIX — CONCLUSIONS GÉNÉRALES

—

SOMMAIRE

Traité de paix de Portsmouth, le 6 septembre 1905.

Le traité de paix qui mit fin au drame grandiose suspendu, en réalité, sur terre depuis plusieurs mois, a été le produit des négociations laborieuses entamées le 9 août, à Portsmouth, en réponse à l'intervention humanitaire, sinon tout à fait désintéressée, du président des Etats-Unis Roosevelt.

Un voile assez épais, que l'avenir lèvera peut-être, couvre encore la lutte diplomatique à la suite de laquelle le Japon réduisit des préventions qu'il avait d'autant plus le droit, il faut bien le reconnaître, puisqu'il était victorieux, de maintenir après les avis formulés que la révolution lui venait... fort à propos en aide [1].

Notons cependant le fait suivant qui donne une idée de la méfiance japonaise. Pendant que le ministre des affaires étrangères, Komoura, négociait avec les Russes, sans aboutir, un agent financier, Kaneko, conduisait une négociation parallèle avec Roosevelt, correspondait directement avec le Mikado et amenait la paix.

Lorsque le Japon eut renoncé à exiger le remboursement des frais de guerre, la remise des vaisseaux russes réfugiés dans les ports neutres, la limitation de la puissance navale de la Russie en Extrême-Orient et qu'il eut accepté le partage en deux parties de l'île Sakhaline, le traité put être signé le 6 septembre 1905. Le 14 octobre, il était ratifié par les deux souverains.

La Russie avait le droit, en somme, de se déclarer satisfaite : punie d'avoir voulu devancer le temps, elle n'avait ni à céder un territoire lui appartenant en propre, ni à payer une indemnité de guerre ; elle sortait donc indemne d'une de ces blessures que le temps seul ne suffit pas à guérir. Il n'en fut pas de même à Tokio où, malgré les avantages énormes réalisés, le peuple qui mettait avec raison à un plus haut prix le sang versé, manifesta son mécontentement par des émeutes sérieuses qui nécessitèrent une vigoureuse répression.

Finalement, les clauses suivantes constituent le traité de Portsmouth :

1° Reconnaissance de la suprématie du Japon en Corée ;

2° Evacuation par les Russes de la Mandchourie dans un temps fixé ;

3° Restitution de la Mandchourie à la Chine ;

4° Respect de l'entité administrative chinoise et du principe de la porte ouverte en Mandchourie ;

5° Partage entre le Japon et la Russie de l'île Sakhaline avec le 50° parallèle pour frontière commune ;

6° Cessation de tous les baux relatifs à la péninsule de Lio-Toung : Port-Arthur, Dalny, île Blonde et Elliott ;

7° Rétrocession à la Chine de la voie ferrée de Kharbine à Port-Arthur, et à Niou-Tchouang (Est chinois) ;

8° Limitation de la concession obtenue par la Russie pour le tronçon Mandjuria-Kharbine-Nikolsk que surveillera la Chine ;

9° Remboursement au Japon par la Russie du montant des dépenses faites pour l'entretien de ses prisonniers avec déduction de celles concernant les propres prisonniers du Japon ;

10° Droit de pêche, pour le Japon, dans les eaux territoriales de la Sibérie [1] ;

11° Engagement réciproque de ne construire aucun ouvrage militaire à Sakhaline, ni dans les îles adjacentes et de ne prendre aucune mesure qui pût entraver la libre navigation dans les détroits de la Pérouse et de Tartarie.

Ainsi que le constate René Pinon :

« Le traité de Portsmouth et l'alliance anglo-japonaise marquent le terme d'une évolution historique : la situation qu'ils créent en Extrême-Orient est exactement inverse de celle qui était issue de la guerre sino-japonaise et de l'intervention des trois puissances (Russie, France, Allemagne). Dix ans ont suffi à renverser les rôles : en 1895, la Russie, la France et l'Allemagne intervenaient pour sauvegarder l'indépendance et l'intégrité du territoire chinois en face du Japon victorieux ; l'Angleterre, qui, durant la guerre, avait ouvertement montré sa partialité pour la Chine, refusait, après la défaite, de s'associer à la démarche des trois puissances ; elle se rangeait du côté du vainqueur ; mais si opportune et si juste était la politique adoptée par la Russie, la France et l'Allemagne, que le Japon dut se résigner à se plier à leurs exigences.

« Aujourd'hui, c'est l'Angleterre et le Japon

[1] On ne saurait accepter aveuglement les affirmations du pamphlet intitulé « L'envers de la Révolution, un soulèvement armé aux frais du Japon », d'après lequel la révolution russe aurait été fomentée par l'action du Japon : relations, dès novembre 1904, de l'ex-attaché militaire japonais à Saint-Pétersbourg avec les révolutionnaires russes vivant à Paris ; fourniture d'argent d'armes et de munitions. Mais on peut fort bien admettre, en se basant sur le manque de scrupules des Japonais, qu'ils aient offert de l'argent aux révolutionnaires russes et surtout que ceux-ci l'aient accepté par l'intermédiaire d'un chef bien connu du parti Finnois de la lutte à mains armées.

[1] On aura une idée de l'importance de cette clause en sachant que la pêche a fourni, en 1906, dans cette région, un rapport net de 540 000 yens, ou 1 374 300 francs.

alliés qui reprennent à leur compte la tactique si malheureusement abandonnée par ceux qui en avaient été les créateurs, et assurent à leur profit « l'indépendance et l'intégrité de l'Empire chinois (1). »

Nouveau traité anglo-japonais du 12 août 1905. — La guerre russo-japonaise se trouve, on peut le dire, encadrée entre le traité du 30 janvier 1902 et celui hâtivement signé le 12 août 1905 avant que la guerre fût terminée. Le second de ces traités doit demeurer en vigueur pendant une période de dix ans.

Qu'arrivera-t-il d'ici à l'expiration de cette période ?

« Après dix années de guerre et de tribulations, les dix années où le traité anglo-japonais restera en vigueur, s'annoncent, dit René Pinon, comme une ère de développement économique et de progrès pacifique : l'Asie est fermée aux ambitions européennes ou américaines ; le champ reste libre sous l'égide de l'Angleterre, pour l'essor des peuples jaunes ; ils en sortiront mieux armés, plus riches, plus inquiétants pour le repos du monde (2). »

Nous chercherons à préciser davantage dans la Conclusion générale.

Démobilisation. — On aura une idée de l'effort militaire fait par la Russie en Extrême-Orient et des difficultés qui accompagnèrent la démobilisation quand on saura que, du début de la guerre à la fin de novembre 1904, il a été transporté en Extrême-Orient : 1.290.500 hommes, dont 20.500 officiers, 230.000 chevaux, 1.600 canons et un matériel de guerre en rapport avec ces chiffres.

Le 15 octobre 1905, lors de la ratification du traité de paix, il y avait sur le théâtre de la guerre (3), en tenant compte du XIIIe corps échelonné, de Baïkal à Kharbine, dans la Transbaïkalie, de quelques troupes de marche ou bataillons de dépôt et du VIIIe corps en cours de transport : 12.500 officiers et 917.000 hommes [dont un quart composé de réservistes] soit 929.500 hommes. A cette date, le Japon détenait 74.815 prisonniers.

Après le licenciement des troupes de réserve et de milice chargées de garder la voie ferrée, il resta, en chiffres ronds, 900.000 hommes à rapatrier.

Les dégâts causés à la voie et au matériel, surtout entre Omsk et la Mandchourie, par les révolutionnaires, retardèrent, du 5 janvier au 6 février 1906, les transports, même après que l'ordre eût été rétabli. L'opération ne prit donc fin qu'avec le mois de juillet.

On rapatria, par voie ferrée, 800.000 hommes environ ; on rapatria par voie de mer, en employant 7 bateaux russes et 35 étrangers, moins de 100.000 hommes.

La majorité des chevaux, dont le total dépassait 200.000, ont été vendus dans le pays ou cédés à titre gracieux aux Cosaques de l'Oussouri et de l'Amour.

Une partie seulement du matériel restant sera ramené en Europe.

Quant à l'armée japonaise, à l'exception de 2 divisions qui furent maintenues en Mandchourie et en Corée, son écoulement se fit entre les ports de Dalny, Antoung et Gensan d'une part et ceux d'Ujina, de Moji et de Kobe de l'autre.

(1) *Origines et résultats...*, p. 234.

(2) Pinon (René). — *Origines et résultats...*, p. 235.

(3) *Novoe Vremia* du 8 décembre 1905 et R. M. d'avril 1906.

Pertes en argent occasionnées par la guerre Russo-Japonaise.

La question de la dépense en argent joue un tel rôle dans la guerre moderne, et sa perspective cause de telles préoccupations au premier bruit d'un conflit possible à main armée, qu'il est utile d'étudier ici cette question.

Ce n'est pas un des moindres étonnements d'une guerre si fertile en surprises que la facilité relative avec laquelle, contre les prévisions les plus autorisées en apparence, le Japon a fait face aux énormes dépenses qu'entraîne aujourd'hui une longue guerre. Sous ce rapport, on s'est encore trompé, au début de la guerre, en faisant le compte des ressources financières des deux belligérants : beaucoup, en effet, se prononcèrent pour la Russie qui disposait d'un stock d'or de plus de 5 milliards de francs.

Quelle était, en réalité, au commencement de l'année 1904, la situation financière des deux pays (1) ?

(1) Pour l'ensemble, comme pour le détail, consulter l'étude si complète publiée, à la fin de 1905, dans le *Correspondant*, par Hélie Robert Savary, sous le titre *Les finances de guerre de la Russie et du Japon* [Livraison du 10 septembre].

Russie. — Le capital de la dette russe s'élevait alors à 6.651 millions de roubles [1] [17.735 millions de francs], le service des arrérages exigeant 289.299.000 roubles [770 millions de francs]. D'autre part, le budget total était, y compris le budget extraordinaire, de 5.840 millions de francs. Il convient toutefois de faire remarquer que, pour une population de 125 millions, le capital de la dette n'équivalait alors qu'à une charge de 141 francs par tête, alors qu'en France il est de 760 francs. En second lieu, il faut ajouter que le budget, s'il était élevé, bénéficiait de gros excédents, vu l'abondance des recettes [de 1899 à 1904,893.627 millions de roubles, soit 2.380 millions de francs].

Le coût de la guerre pour les deux années 1904 et 1905, a été approximativement estimé à 1.200 millions de roubles [3.200 millions de francs], soit environ 63 °/₀ du budget ordinaire annuel de l'Empire.

Or, il est établi que, en dix-huit mois, la situation financière de la Russie n'a nullement empiré.

Trois emprunts contractés en 1904 et deux en 1905, ont procuré 2.817 millions de francs [2]. L'augmentation d'une dette, que couvre en partie un actif important, n'a été que de 15,10 pour cent. Sa circulation fiduciaire est demeurée parfaitement saine, parce que la récolte de 1904 fut superbe et qu'aucune crise commerciale ou industrielle ne se produisit.

Conclusion : « La Russie, qui avait gardé son stock d'or intact, était donc en mesure, dit H.-R. Savary, de continuer la guerre jusqu'à l'épuisement complet de ses adversaires. Cependant, dans l'incertitude où elle était d'une revanche complète, elle a fait sagement de conclure la paix. »

La publication de documents officiels par le gouvernement russe permet d'évaluer avec quelque précision les dépenses à faire en 1906 pour la liquidation de la guerre et la mise des troupes sur le pied de paix [3].

D'après le compte rendu du contrôle de l'Empire sur l'exécution du budget de 1904, les débours de cette même année, occasionnés par la guerre, ont été de 676,8 millions de roubles.

Pour l'année 1905, les ouvertures de crédit aux divers ministères intéressés s'élevaient, à la date du 20 décembre 1905 [ancien style], à un total de 962,5 millions de roubles, ce qui faisait prévoir une dépense totale de 1 milliard de roubles jusqu'au 31 décembre 1905 [ancien style].

On peut donc évaluer à 1.677 millions de roubles [4 milliards 460 millions de francs] le total général des crédits *additionnels* ouverts pour les besoins de la guerre au cours des exercices 1904 et 1905 dont les budgets normaux étaient établis d'après les prévisions du pied de paix

Pour assurer la démobilisation, liquider les questions relatives à la guerre et pourvoir à quelques autres dépenses moins importantes, il fallait une somme de 481 millions de roubles environ : on y a pourvu, le 17 avril 1906, par un emprunt russe portant sur une somme de 843.750.000 roubles [2.243 millions de francs].

Le total général est ainsi de 2.620 millions de roubles [6 milliards 871 millions de francs].

Le gouvernement japonais a détaillé soigneusement le butin fait sur les Russes pendant la guerre. Parmi les chiffres de sabres, lances, fusils, revolvers, cartouches, cartouchières, canons de campagne, de forteresse et mitrailleuses, caissons, projectiles, obus, voitures diverses, pontons, tambours et clairons, téléphones, n'en retenons que six :

le nombre des fusils pris a été de 110.548 et celui des cartouches de 24.713.766 ;

le nombre des canons de campagne pris a été de 369, celui des canons de forteresse de 451, et celui des mitrailleuses de 79.

Comme le matériel d'artillerie russe était supérieur à celui des Japonais, ceux-ci s'en servirent pour constituer plusieurs groupes d'artillerie.

Les Russes ne perdirent que 3 drapeaux.

(1) Le rouble vaut environ 2 fr. 66.

(2) En 1904 : à l'extérieur [Paris et Belgique], 1.417 millions, à l'intérieur 400 millions.

En 1905, à l'intérieur, 1 000 millions.

En 1906, on fit un nouvel emprunt dont il va être question.

(3) *Revue militaire des armées étrangères*, numéro de juillet 1906.

(1) Le service du contrôle estime que la guerre russo-japonaise a coûté 1 milliard de roubles [2 milliards 600 millions de francs] de plus que la guerre russo-turque. La dépense par homme et par jour a été évaluée au minimum à 13 francs environ.

Japon. — Au point de vue économique et financier, le Japon eut à surmonter, jusque vers 1880, par suite des énormes dépenses qu'exerça sa transformation, des difficultés considérables.

L'ascension fut lente ; mais, à partir de 1895, après la guerre avec la Chine, une ère de grande prospérité économique s'ouvrit.

En janvier 1904, la dette, sans être élevée, avait très rapidement accru, malgré de sérieux efforts, et, depuis plusieurs années, le budget était en déficit ; la faiblesse du stock d'or préparait peu à des émissions nouvelles.

Cependant, dès le début des hostilités, le gouvernement se procura, par des mesures fiscales, une somme de 176 millions de yens [440 millions de francs] [1].

En mai 1904, les banquiers anglais et américains prêtèrent au Japon, à des conditions assez onéreuses [7 pour 100], 100 millions de yens. Aussi, en juin et en octobre de la même année, emprunta-t-on à l'intérieur 180 millions de yens ; puis, en novembre, à l'extérieur, 180 millions de yens [450 millions de francs].

Vers la fin de l'année 1904, la dette japonaise se chiffrait par 1.064 millions de yens [2760 millions de francs] d'où résultait une charge par tête de 22 yens en moyenne [55 fr. 80].

On avait évalué les dépenses de guerre de l'année 1904 à 576 millions de yens ; celles de l'année 1905, furent estimées à 700 millions de yens [intérêts compris] soit 1.950 millions de francs. Le total des deux annéesétait donc de 1.356 millions de yens [3.390 millions de francs], ce qui donne une moyenne mensuelle de 60 millions de yens.

D'après un document publié à la fin de 1906 par un journal japonais l'*Asaki Shimbonn*, le total des dépenses pour l'armée et la marine au cours de la dernière guerre aurait atteint le chiffre de 1.261.161.877 yens se répartissant ainsi :

(1) Le yen vaut un peu moins de 2 fr. 545.

1904-1906	Armée	Marine
Février 1904 à septembre 1905 inclus	926 676.476	153.774.640
Octobre 1905	39 814.739	8.064.487
Novembre 1905	24.308.143	6.299.294
Décembre »	37.490.527	6.960 074
1906		
Janvier	11.134.902	4 294.439
Février »	11.035.696	4.768.400
Mars »	19.679 526	6.869.514
Totaux en yens	1.070 140.009	191 021 868
Totaux en francs (2)	2 723.506.322	486 150.654
Total général de francs	3 209.656.976 francs	

(2) Calcul fait d'après l'appréciation de 1 yen = 2 fr. 545.

Les débuts favorables de l'année 1905 renforcèrent le crédit du Japon à proportion de ce que les Russes avaient perdu de prestige aux yeux du monde. Aussi, lui fut il facile de contracter au cours de cette année deux nouveaux gros emprunts l'un de 600 millions de yens en Angleterre et en Amérique, l'autre de 200 millions de yens à l'intérieur.

« Ainsi donc le Japon pays réputé pauvre a trouvé le moyen, dit H. R. Savary, de quadrupler presque son budget de recettes en dix ans, de tripler sa dette en dix huit mois et de trouver sur son propre sol 1.224 millions de francs sur les 3.300 millions de francs qu'il lui a fallu demander au crédit ! Personne ne l'aurait cru au début de la guerre : sur ce point, la surprise est complète, et le plus étonné est peut-être le gouvernement japonais lui même. »

Il est incontestable que les sommes réunies par le Japon pour ses dépenses de guerre de dix neuf mois ont excédé largement son revenu annuel national supposé de 4 milliards de francs. Mais, outre que, avec la cession du bail de Port-Arthur et le protectorat de la Corée, il a atteint les deux buts principaux qu'il avait en vue, la paix lui réserve de sérieux dédommagements. Elle va lui permettre, en effet, de profiter « du mouvement industriel et commercial remarquable qui se dessine chez lui depuis quelques années et que la guerre n'a pas interrompu ». C'est ainsi que, grâce à la maîtrise de la mer, son commerce extérieur a augmenté d'un dixième au cours de l'année 1904. Aussi est-ce une des conséquences les moins prévues et les plus intéressantes de la guerre russo-japonaise que la tendance du Japon « à envahir de ses produits les pays voisins et par conséquent, dit R. H. Savary, à éliminer peu à peu les Anglais et les Américains, qui applaudissent avec une si singulière étroitesse de vues aux victoires de leurs futurs rivaux et peut-être de leurs futurs vainqueurs ».

Le Japon n'était pas à bout de souffle, mais la prolongation des hostilités l'exposait à avoir plus tard, sans une compensation suffisante, une grave crise financière. « C'est ce que la haute banque américaine et anglaise a compris. Elle a craint la dépréciation de son gage et a intimé à son débiteur l'ordre d'arrêter les frais » : c'est simple et brutal mais exact, ce qui suffit.

Pertes en hommes occasionnées par la guerre Russo-Japonaise. — La connaissance de ces pertes offre, à cause de l'armement employé, un grand intérêt.

On possède aujourd'hui, pour les deux armées adverses, des renseignements inférieurs, sans doute possible, à la réalité mais qui permettent de se faire une idée approximative des pertes subies et surtout de leur mode de répartition.

1. *Armée Japonaise.* — Les renseignements la concernant proviennent de trois sources différentes : le bureau statistique militaire japonais ; la direction des services sanitaires japonais ; la conférence déjà citée du médecin-inspecteur Koïké. La concordance laisse parfois à désirer, mais l'impression générale est à peu près la même ; quoiqu'il en soit, le lecteur constatera lui-même les divergences.

Disons tout d'abord que le Japon mit sous les armes pendant la guerre 1.200.000 hommes.

Les renseignements suivants proviennent du bureau statistique militaire japonais :

Tués à l'ennemi . . .	47.152	hommes
Morts des suites de leurs blessures	11.424	«
Mort de maladies . . .	21.802	«
Perte totale :	80.378	

Décomposition de ce total en catégories :

Officiers	2.113	hommes
Sous-Officiers et soldats .	76.908	«
Non-combattants . . .	1.357	«
	80.378	

Répartition des pertes par armes :

États-majors	81	hommes
Gendarmerie	64	«
Infanterie	64.485	«
Cavalerie	829	«
Artillerie	3.957	«
Génie	1.944	«
Train.	7.130 (1)	«
Service médical . . .	517	«
Service vétérinaire . .	11	«
Musiciens	3	«
Non-combattants . . .	1.357	«
Total :	80.378	

Une seule division n'eut que 1.800 morts. La perte moyenne des autres fut de 3.000 à 4.000. Les divisions les plus éprouvées — elles étaient devant Port-Arthur — les 9e et 11e, perdirent chacune environ 7.000 hommes ; après elles vient la 1re avec une perte de 6.400 hommes.

Dans l'armée de terre, il y eut 19 médecins tués, 101 blessés et 37 morts de maladie ; dans la marine, 4 tués et 4 morts de maladie.

Selon le médecin-inspecteur Koïké, l'armée japonaise compta en malades : en Mand-

(1) Dans une autre statistique, on parle de 8.130. Ce chiffre ne paraîtra pas trop élevé si l'on songe aux difficultés que rencontrèrent les modestes serviteurs du train en Mandchourie où les routes sont si mauvaises ; d'ailleurs, la plupart d'entre eux provenant de la réserve de recrutement étaient moins résistants que les soldats.

chourie, 236.223 hommes dont 27.158 moururent ; au Japon et à Formose, 97.850 hommes. D'après lui également, il y eut 220.182 blessés [1] dont 47.387 [2] seraient morts.

D'après les déclarations du ministre de l'intérieur japonais, 31.088 hommes sont restés invalides à la suite de la guerre.

Armée russe — Le *Rousskii Invalid* a publié en dernier lieu [3] des renseignements statistiques officiels d'après lesquels, pour plus de simplification, les tableaux suivants ont été établis. Certains des chiffres donnés paraissent à *priori* suspects ; en second lieu, il est à peine besoin de faire remarquer que si, quinze mois après la paix, un bureau statistique maintient le chiffre énorme de 39.193 *disparus*, on est autorisé à les considérer comme morts. Cette réserve a une sérieuse importance. En effet, si la disjonction est maintenue, les pertes des vainqueurs ont été supérieures à celles des vaincus ; c'est le contraire si on totalise les chiffres.

(1) La direction du service sanitaire n'en compte que 153,673.

(2) Le bureau statistique n'en accuse, on l'a vu, que 11.424 ? On a dû ajouter ici les morts de deux provenances différentes.

(3) La *Novoie Vremia* d'avril 1906 avait fourni des renseignements assez différents.

a) Pertes causées par les combats [non compris Port-Arthur et l'île Sakhaline].

Catégories	Infanterie	Artillerie	Cavalerie	Genie	Garde de la voie ferrée	Divers	Totaux
Officiers	601	29	30	6	11	1	678
Troupe	17.926	454	515	38	125	10	19.068
Totaux	18.527	483	545	44	136	11	19 746
Disparus							
Officiers	376	15	23	1	3	4	422
Disparus	37.567	761	461	139	199	66	39 615
Total	37.943	776	484	140	202	70	39.615

Nota. — Si on additionne les deux chiffres de morts et de disparus on obtient pour les morts 1.100 officiers et 58.261 hommes de troupes.

b) Blessés et contusionnés.

Officiers	3 250	327	209	20	17	17	3.840
Troupe	111.333	3 979	2.678	311	386	163	118.850
	114.583	4.306	2.887	331	403	180	122 690

En ce qui concerne l'armée de Mandchourie, on a admis, pour les officiers et la troupe, la proportionnalité suivante, pour 1.000. Tués : officiers, 67,1 ; troupe 35,05. — Blessés et contusionnés : officiers 380,2 ; troupe 218,4. — Disparus : officiers, 41,7 ; troupe 72,0.

Si on additionne les trois totaux partiels précédents, on obtient un total général de 282.051 hommes hors de combat non compris les prisonniers que l'on a oublié d'y faire figurer [1] et non compris les pertes

(1) Les Japonais déclarent avoir possédé 77.805 prisonniers qui paraissent se décomposer ainsi : 50.248 pour la Mandchourie ; 27 557 pour Port-Arthur.

éprouvées par la garnison de Port-Arthur évaluées à 37.557 hommes, [1] soit 10.000 tués et 27.557 prisonniers. Finalement le total général, non compris les morts dans les hôpitaux ou aux corps dont il va être question, les pertes subies par les équipages de la flotte et les prisonniers faits en Mandchourie, est de 319.608 hommes hors de combat.

[1] Les officiers figureraient dans ce total pour 722 : 139 tués, 179 blessés, 13 disparus, 52 morts des suites de leurs blessures, 17 morts de maladie, 322 prisonniers.

c) *Morbidité* [admission aux hôpitaux] et *Mortalité* [du 1er février 1904 au 1er janvier 1906].

Catégories	Malades	pour 1.000	Morts aux hôpitaux	pour 1.000	Morts aux corps	pour 1.000	Morts	pour 1.000
Officiers	13.143	1.027,3	210	16,42	24	1,27	234	18,29
Troupe	345.282 [2]	495,5	7.158	10,27	479	0,68	7.637	11,16
Totaux	358.425	—	7.368	—	503	—	7.871	—

[2] Nota. — Ont été réformés comme invalides 29.961 hommes soit 42,2 pour 1.000 hommes

Parmi les causes de morbidité, relevons en une toute spéciale, celle due aux maladies vénériennes : officiers 63 pour 1.000 : soldats 38,3 pour 1.000. D'où une mortalité de : officiers 0,23 pour 1.000 ; soldats pour 0,007 pour 1.000.

Morts d'accidents [3] *et de suicides.*

	Accidents		Suicides	
Officiers . .	10	0,78	33	2,58
Troupe . . .	440	0,63	126	0,18
	450	—	159	—

Dans l'ordre d'adieu du général Kouropatkine, on peut relever quelques renseignements numériques intéressants. Le 1er/14 mars 1905, l'armée de Mandchourie, comptant 5 corps et demi [160 bataillons] et disposant d'environ 100.000 baïonnettes et 2.200 officiers, avait perdu : *officiers*, 395 tués et 1.733 blessés ; *troupe*, 10.435 tués et 56.350 blessés ; soit 10.830 tués et 57.083 blessés ou un total général de 67.913 hommes hors de combat dont 2.128 et 66.785 soldats, ce qui représente 91 % de pertes pour les officiers et 67 % pour la troupe.

[3] Donnons le détail pour 1.000 : alcoolisme 20,37 ; noyés, 20,1 ; accidents de chemin de fer, 19,0 ; accidents d'armes à feu, 9,1.

L'infanterie de la Ire armée de Mandchourie, depuis le commencement de la guerre jusqu'au 1er/14 août 1905, a perdu : par *le feu*, en tués et blessés, 2.128 officiers et 66.785 hommes ; par *la maladie*, dans les ambulances, 2.390 officiers et 58.093 hommes ; total général, 126.396 hommes.

Certains régiments, dit encore Kouropatkine, perdirent en tués et blessés :

Désignation	Officiers	Hommes
Le 34e régiment de tirailleurs de la Sibérie orientale . .	89	3.243
Le 36e régiment de tirailleurs de la Sibérie orientale . .	73	2.531
Le 2e régiment de tirailleurs de la Sibérie orientale. . .	102	2.244
Le 4e régiment de tirailleurs de la Sibérie orientale . .	61	2.170
Le 23e régiment de tirailleurs de la Sibérie orientale . .	50	2.290
Le 1er régiment de tirailleurs de la Sibérie orientale du Tsar	71	1.929

De pareils chiffres autorisaient le généralissime russe à rendre cet hommage à l'armée qu'il commanda :

« La conduite pleine d'abnégation des officiers pendant le combat est prouvée par ce fait que le pour cent des pertes qui les affecte est notablement plus élevé que celui des soldats.

« Beaucoup de régiments ont démontré que, même après une perte des deux tiers de leur effectif [tués ou blessés] dans un combat, les officiers et les soldats russes peuvent encore continuer la lutte.

« Et, malgré de tels sacrifices, malgré des efforts héroïques, nous n'avons jamais battu l'ennemi..... »

Hélas ! oui ; d'autres armées aussi l'ont appris à leurs dépens comme la noble armée russe : les vaincus perdent plus de monde que les vainqueurs : c'est ainsi que la rage et l'humiliation de la défaite sont encore aggravées par la douleur que cause cette augmentation de pertes, mais l'honneur est sauf.

Parallèle entre les pertes des deux armées [1]. — Il convient de ne point exagérer l'importance d'un pareil parallèle ; néanmoins, il fournit certaines indications utiles.

[1] *Semaine médicale* et *France militaire* du 10 janvier 1907. Ces renseignements portent sur la période du 1er février 1904 au 1er novembre 1905.

Morbidité et Mortalité pour cause de maladie.

Armées	Soignés dans les hopitaux	pour 1.000	Morts		Totaux des morts	pour 1.000
			avant d'entrer à l'hôpital	Dans les hopitaux		
Russe	333.411	244,25	1.013	6.947	7.960	2,38
Japonaise	334.073	220,51	21.802		21.802	6,52

Proportionnalité entre les tués et les blessés [2].

Armées	Tués	pour 1.000	Blessés	pour 1.000	Morts à l'hôpital	pour 1.000
Russe	26.308	19,27	145 317	106,48	3.402	3,04
Japonaise	47.387	31,27	173 425	114,47	11.425	6,53

Le rapport du nombre des tués à celui des blessés est :

pour l'armée russe, de 1/5,92 ;

pour l'armée japonaise, de 1/3,06.

Le rapport du nombre des morts de blessure à celui des morts de maladies est :

pour l'armée russe, de 1/0,27 [pour 100 tués ou morts de blessures il y a eu 27 morts par maladie] ;

pour l'armée japonaise, de 1/0,37.

[2] Pour l'armée russe, on a au préalable réparti les *disparus* entre les tués et les blessés ; déjà nous avons fait notre réserve sur ce point.

Le rapport des blessés réformés comme invalides a été :

pour l'armée russe, de 20,03 p. 1.000 ;

pour l'armée japonaise, de 21,53 p. 1.000.

Enfin, le rapport du p. 100 de la mortalité par blessure à celle de maladie est :

pour l'armée russe, de 1/0,73 ;

pour l'armée japonaise, de 1/0,99.

Les maladies épidémiques ont été plus fréquentes dans l'armée russe que dans l'armée japonaise :

Armée russe, 34.025 ou 25,05 p. 1.000 ;

Armée japonaise, 27.158 ou 14,39 pour 1.000 (¹).

Réflexions et Conclusion générale

La guerre russo-japonaise n'a été, on peut le dire, qu'un long étonnement.

Dès le début, il fut évident pour les moins clairvoyants, comme pour les plus favorablement prévenus, que les Russes n'étaient pas prêts à lutter que les Japonais l'étaient. Alors, de proche en proche, on assiste à ce curieux spectacle d'une grande nation contrainte de subir l'assaut d'un petit peuple jusqu'alors considéré comme puissance de deuxième ordre et dont elle ne parlait qu'avec un dédain méprisant.

Rongeant son frein, le généralissime russe doit, avant même de pouvoir songer à faire des projets, attendre que, peu à peu, un seul ruban de fer, à la fois long et fragile, lui ait apporté les éléments constitutifs de sa future armée.

Le sentiment de cette situation obligeait à interposer un vaste espace entre des éléments en voie d'organisation et un ennemi maître de ses moyens. Le point stratégique de Kharbine, véritable nœud vital, remplissait toutes les conditions désirables. Ce choix exigeait, il est vrai, un sacrifice très pénible imposé à l'orgueil national, à l'amour-propre et à la bravoure de l'armée : cela valait mieux cependant que fermer les yeux et accepter l'éventualité de défaites retentissantes destinées à se résumer dans une défaite finale.

Quoi qu'il en soit, tout autre plan imposait l'organisation d'une sérieuse couverture dont le chef, choisi avec un soin particulier, serait à même de bien comprendre la grandeur de sa tâche : agissant comme on doit le faire avec une arrière-garde stratégique, il disputerait le terrain sans se laisser accrocher, il livrerait, tout en reculant pied à pied, des engagements destinés à retarder la marche de l'agresseur, tout en lui imposant des pertes. En procédant autrement, on alla au-devant de défaites qui donnèrent confiance aux Japonais, en même temps qu'elles jetèrent le trouble dans l'esprit de l'armée russe et l'autorisèrent à douter de la capacité et de la valeur morale de généraux successivement battus.

Le manque d'unité de commandement fut aussi une grosse faute imputable directement au Tsar.

L'heure vint enfin où l'égalité numérique s'établit entre les deux partis, où même l'armée russe fut plus nombreuse que l'armée japonaise. L'offensive est annoncée, mais la passivité, l'inertie l'emportent et la guerre de position devient la règle; dès lors, c'est le haut commandement que l'on est en droit de suspecter. Tardivement divisé, médiocrement commandé aux différents degrés, le bloc russe, imparfaitement articulé, trop souvent soumis à des changements de chefs, est d'un maniement qui, manifestement, dépasse la capacité du général Kouropatkine, lequel, par surcroît, tend, ce qui est un mauvais signe, à jouer le rôle de chef incompris.

En 1877-1878, l'armée russe fut, a-t-on dit, surprise par la guerre en voie de pleine réorganisation ou, si l'on préfère un euphémisme, de transformation.

S'il en fut de même dix-sept ans plus tard, on est en droit de trouver que cette crise a été de longue durée.

Au lendemain de la guerre Russo-Turque, l'armée russe pouvait citer avec orgueil les noms de quelques généraux vraisemblablement appelés à la conduire sur les champs de bataille de l'avenir.

En 1904-1905, tout a sombré d'une façon lamentable. Depuis, l'esprit même de l'armée, esprit fait d'obéissance, de dévouement, de discipline, paraît avoir été sérieusement atteint : en Mandchourie, de tristes symptômes dénoncèrent cette décadence qui depuis n'a fait que s'accentuer. Ainsi qu'on l'a signalé, les équipages de la marine ont subi des influences déplorables, criminelles. C'est, en somme, un immense désastre moral venant aggraver sérieusement des ruines matérielles considérables.

On lit dans le *Testament militaire* ou *Ordre d'adieu* de Kouropatkine :

« Quant à la partie matérielle de l'armée, elle était *en ordre parfait* au mois d'août 1905; l'habillement, l'équipement et les vivres étaient

(¹) Toutefois 59 055 Japonais, soit 38,98 p. 1.000 de l'effectif, ont été atteints de la maladie dite « Beriberi ».

assurés. Les moyens techniques s'étaient accrus. Jamais *notre armée* ne fut aussi forte *au double point de vue matériel et moral* (¹) que pendant l'été de 1905, quand, *à la grande surprise des troupes* qui étaient convaincues de l'échec des pourparlers engagés à Portsmouth et *désiraient ardemment cet échec*, fut conclue une paix nécessaire pour les affaires intérieures de la Russie, mais pénible pour l'armée.

« La nouvelle de la conclusion de la paix fut accueillie par toute l'armée *avec la plus grande tristesse*. Les bivouacs des troupes paraissaient morts ; tous, depuis le simple soldat jusqu'au général, n'avaient qu'une pensée : la guerre est finie avant que nous ayons battu l'ennemi. »

Réserve faite pour la dernière ligne malheureusement trop conforme à la réalité, nous renonçons à reproduire et à discuter ces affirmations généreuses, dont quelques-unes sont cependant si contestables.

Ainsi que le reconnait Kouropatkine, les Japonais ont été en toutes circonstances, sur mer comme sur terre, victorieux. Certes, ils ont bénéficié au début d'une situation jusque-là sans précédent dont ils auraient pu peut-être, même en tenant compte de l'espace et du temps, tirer un meilleur parti; car enfin, bien qu'il n'y ait que 350 kilomètres environ, soit 87 lieues et demie, du Yalou à Moukden, Kuroki a mis dix (10) mois à parcourir cette distance sans avoir eu un seul combat malheureux. Il faut cependant reconnaitre que chez eux l'instrument était de première qualité et que, même en formulant, après coup, certaines critiques, il a été manié avec un incontestable savoir, avec intelligence, avec un heureux mélange de prudence, d'audace et avec une rare opiniâtreté.

Une grande puissance militaire dont l'essor ne peut que s'accroître a surgi dans l'Extrême-Orient, prenant la tête de races qui, jusqu'à ce jour, ont méconnu leur force. La Russie aura de nouveau à compter avec elle, si elle ne se décide pas, lorsqu'elle sera parvenue à recouvrer la paix intérieure, à refréner certaines aspirations et à donner à sa politique une orientation différente.

De toute façon, il est du devoir le plus strict de celui qui préside à ses destinées de repousser ses rêves pacifiques personnels et, après une aussi terrible leçon, de s'appliquer de toutes ses forces à procéder, avec lenteur, prudence et inflexibilité, à la reconstitution d'une armée qui contient de si précieux éléments. Qu'il soit soutenu, dans cette lourde et délicate tâche, par la pensée que, si l'armée russe avait eu devant elle l'armée allemande, la question eût été réglée plus rapidement et vraisemblablement d'une façon plus radicale encore.

S'il est vrai que les Japonais ont été victorieux, au début de la guerre, grâce à leur supériorité numérique et à une direction raisonnée, ils ont dû ensuite leurs succès à l'offensive sous ses deux formes et à une aptitude manœuvrière plus grande.

« J'ai constaté, a écrit le capitaine Solovief, à la première page de son opuscule, que beaucoup de choses apprises en temps de paix sont inutiles au combat ; inversement il serait utile de connaître sur le champ de bataille beaucoup de choses qu'on n'a pas apprises auparavant... » Il y a, dans ces quelques lignes, tout un programme dont l'exécution s'impose.

Bien que la nature de cet ouvrage interdise les longs développements politiques et économiques, cherchons cependant à soulever un peu le voile de l'avenir.

La défaite finale des Russes a eu un retentissement énorme et universel en Chine, en Annam, dans tout l'empire français d'Indo-Chine, au Siam, dans l'empire anglais des Indes, au Cap et à Madagascar. Il en résulte, comme le dit René Pinon, que « partout où s'étend la domination ou l'influence des nations européennes, la chute de Port-Arthur a éveillé des espérances qui se traduiront, dans un avenir prochain, par des faits menaçants pour l'hégémonie mondiale de la vieille Europe (¹) ».

Ce n'est pas seulement la vieille Europe qui pourra avoir à compter avec le Japon. Les Américains accueillirent, avec la même allégresse que les Anglais, la nouvelle des

(¹) Depuis février 1906, Kouropatkine, se démentant sur bien des points, a publié un ouvrage tissu d'accusations et de récriminations dont la plupart sont singulières : il a oublié qu'il est maladroit de tirer sur ses propres troupes et que le silence s'inspirant de respect et de prudence est le seul parti convenable pour un vaincu.

(¹) Pinon (René). — *Origines et résultats* ....., p. 181.

premiers succès des Japonais ; or ceux-ci, qui ne consultent que leur intérêt, réservent vraisemblablement de pénibles surprises aux deux peuples anglo-saxons.

L'Angleterre, si joyeuse d'une alliance qui eut pour origine le désir de maintenir l'intégrité de l'empire chinois, a procuré, assez innocemment au Japon, un surcroit de force qui permettra à sa marine et à son commerce de chasser « pacifiquement » d'Extrême-Orient marchandises et navires anglais.

D'autre part, le Japon entend réaliser à son profit l'empire du Pacifique déjà convoité par les Etats-Unis. Aujourd'hui ces Etats, revenus de leur enthousiasme exubérant du début, commencent à redouter que ceux dans lesquels il leur a plu de voir les libérateurs de l'Asie et de la Russie elle-même ne deviennent bientôt des voisins dangereux pour les maîtres des Philippines et les plus acharnés de leurs concurrents dans la lutte pour le Pacifique.

L'ouverture prochaine du canal de Panama donnera, en effet, certainement une impulsion décisive à l'essor de la puissance américaine dans le Pacifique et dans les pays qu'il baigne : la lutte commencera aussitôt entre les Américains et les Japonais ; elle sera d'abord pacifique, puis, fatalement, le canon parlera.

Quant à la Russie, dégagée pour l'avenir du rôle qu'elle aurait pu jouer dans une lutte ayant comme enjeu la Chine [1], elle demeure une puissance continentale : qu'elle réalise la pacification à l'intérieur et elle sera libre, tout en se réservant une action utile en Europe, de reprendre sa politique nationale traditionnelle dans l'Asie centrale sur laquelle ne peut rien l'alliance anglo-japonaise.

Post-Bellum

1° *Russie*

La guerre russo-turque de 1877-1878 avait mis en évidence l'insuffisance du haut commandement russe et de l'état-major appelé à le seconder, le défaut d'initiative et surtout de solidarité chez la plupart des officiers généraux dont quelques-uns s'étaient montrés soit indisciplinés, soit enclins à obéir aux tristes suggestions de l'intérêt personnel ou de la jalousie. L'unité de doctrine n'existait pas. La liaison intime des armes si nécessaire avait laissé le plus souvent à désirer et l'on avait acquis la certitude que l'instruction des généraux, des officiers et de la troupe n'était pas à hauteur des exigences du combat moderne.

La guerre sino-japonaise de 1894-1895, qui fut pour les Japonais comme une manœuvre d'essai avant de se mesurer avec les Russes, avait fourni au grand état-major général russe de précieux renseignements, avertissements véritables, sur l'armée japonaise et ses chefs. Il avait pu, par comparaison, établir un programme des réformes à opérer en vue d'une lutte probable et prochaine avec une armée à laquelle ne manquait que le nombre pour être l'égale des meilleures armées européennes.

La guerre russo-japonaise autorise à dire que les avertissements donnés en 1877-1878 et confirmés seize ans plus tard ont été pour la plupart méconnus.

Au lendemain de cette guerre, il fut évident pour tous qu'une tâche considérable était à accomplir si l'on voulait prévenir des leçons nouvelles en comblant les lacunes constatées et en remédiant aux imperfections reconnues. C'était un devoir patriotique auquel le gouvernement du tsar n'a pas manqué, ainsi que le prouvent les mesures suivantes relatées dans l'ordre chronologique.

Epuration du corps d'officiers. — Les premières mesures prises dès le 9 février 1906, en vue de réaliser la capacité professionnelle et de maintenir le prestige du commandement, concernèrent la réintégration des officiers rentrant de captivité [1].

1° Les officiers faits prisonniers alors que leurs blessures les mettaient hors d'état de se défendre ont été réintégrés dans les corps où ils servaient.

2° Les officiers qui n'étaient que contusionnés ou qui n'étaient pas blessés n'ont

[1] Toutefois, les points de Vladivostock, de Nicolaieff et de Pétropavlosk pouvant constituer une base navale en cas de guerre nouvelle avec le Japon, le gouvernement russe a décidé la continuation de la ligne transsibérienne sur des territoires exclusivement russes. Cette nouvelle ligne ira de Fryltiska à la côte de Khabarosk en passant par Pokrifsky.

[1] *Revue militaire*, numéro d'avril 1906.

été réintégrés dans les corps où ils servaient antérieurement que sur l'assentiment de tous les officiers de ce corps. A défaut de cette acceptation, ils ont été exclus du service par voie disciplinaire.

3° Les généraux et les chefs de corps qui ont été faits prisonniers, à quelque titre que ce soit, sont affectés à leur arme et détachés pendant un an dans les états-majors des corps d'armée correspondants pour permettre de procéder, sur les circonstances de leur capture, à une enquête détaillée dont le résultat sera soumis à l'Empereur.

4° Les règles précitées ne concernent pas les cadres de l'ancienne garnison de Port-Arthur.

Un assez grand nombre d'officiers de tous grades, *près du quart du personnel supérieur*, à commencer par les généraux, comme il convenait, furent ainsi rayés des cadres.

Plusieurs généraux ont eu à justifier de leur conduite devant des conseils d'enquête.

Les explications fournies par le général Liniévitch ayant été jugées suffisantes, sa mise en jugement n'avait pas de raison d'être.

La condamnation du général Stœssel a été déjà relatée (1).

Le contre-amiral russe Nebogatoff et les capitaines de vaisseau Smirnoff, Gregorief et Liochine, qui commandaient sous ses ordres trois cuirassés, ont été, le 24 décembre 1906, condamnés à mort pour avoir capitulé, le 28 mai 1905, aux mains de l'amiral Togo. Quatre autres officiers, dont le chef d'état-major de l'escadre, ont été condamnés à des peines de 2 mois, 3 mois et 4 mois de forteresse.

Nebogatoff a présenté ainsi la justification de son acte :

« Nous avions combattu sans relâche de 8 heures du soir à 2 heures du matin, cherchant à nous frayer la route vers Vladivostock, en exécution de l'ordre de l'amiral Rodjestvensky. Le 28, à 9 heures du matin, nous voici au large, cernés, enserrés comme dans un étau par toute la flotte japonaise : 27 vaisseaux de batailles et plus de 40 torpilleurs. Nous étions 4, dont 3 vieux cuirassés, faisant eau de partout. A bord de l'Orel, plus de 70 morts ou blessés ; un nombre presque égal à mon bord. Nous n'avions plus de projectiles. Il ne nous restait plus qu'une alternative : nous laisser couler avec tous les hommes sans défense, nous suicider sans utilité pour notre pays, ou nous rendre.

« Il n'y avait rien autre à faire, rien. J'ai regardé autour de moi ; on était résigné à mourir. J'ai jugé inutile d'ajouter cette mort à tant d'autres. En ce faisant, j'ai obéi à un sentiment d'humanité plus fort que tout autre sentiment, persuadé, d'autre part, que je ne pouvais mieux agir dans l'intérêt de mon pays que de lui conserver les 2.000 existences qui m'étaient confiées. »

« Vous deviez couler vos vaisseaux », répondit le conseil de guerre et, songeant à l'avenir, il appliqua la salutaire loi de fer de nos codes maritime et militaire, non sans faire appel à la clémence du Tsar qui changé la peine en dix ans de forteresse.

Création d'un Comité d'instruction des troupes [12 mars 1906] (1). — Ce Comité qui relève directement du ministre de la guerre est chargé, réserve faite pour l'instruction *technique* des troupes du génie, des chemins de fer, de l'artillerie et de la cavalerie qui continuera à être du ressort des directions générales du ministère et des directions des généraux inspecteurs :

1° Des questions relatives aux exercices et à l'instruction pratique des troupes, aux modèles d'armes de toutes sortes et à leur emploi dans le combat ;

2° Des mesures propres à développer dans les corps de troupe la force physique et l'habileté dans le maniement des armes ;

3° Des questions d'organisation et d'allocations aux troupes pouvant influer sur l'instruction ;

4° De l'établissement et de la publication des décrets, règlements, décisions, etc., relatifs à l'instruction.

Ses attributions s'étendent à la réserve et à la milice aussi bien qu'à l'armée active.

Organisation générale des unités de mitrailleuses [mars 1906] (2). — 21 compagnies nouvelles ont été créées, 2 compagnies anciennes ont été supprimées, ce qui réduit le gain à 19.

Les détachements à cheval de mitrailleuses constitués en principe à raison d'un

(1) En Russie, tout officier qui, se trouvant sous le coup d'un jugement, demande sa retraite, perd le droit à une pension et au port de l'uniforme.

(1) *Revue militaire des armées étrangères*, numéro d'avril 1906.

(2) *Revue militaire des armées étrangères*, numéro de mai 1906.

par division de cavalerie, soit au nombre de 35, sont armés de 6 fusils-mitrailleuses à tir automatique et dont le magasin contient 25 cartouches.

Réduction de la durée du service actif [20 mars 1906] (1). — Cette importante mesure allégera les charges militaires de la population de l'empire tout en permettant d'améliorer la composition des unités actives en cas de guerre, au moyen des réservistes des plus jeunes classes et d'augmenter le nombre total jusqu'ici restreint des hommes instruits.

En 1874, la durée du service était de 15 ans [6 effectifs et 9 dans la réserve] ; en 1904, la durée du service effectif n'était plus que de 3 ans et 10 mois.

A l'avenir, cette durée sera de :

3 ans pour l'infanterie et l'artillerie montée ;

4 ans pour les autres troupes.

En outre, la réserve sera divisée en deux catégories, les plus jeunes classes étant destinées à compléter les troupes de campagne, et les classes anciennes devant autant que possible être affectées aux troupes de réserve et aux organes de l'arrière.

Pour l'armée de mer, la durée du service sera réduite à 5 ans et les réservistes seront également répartis en deux catégories suivant leur âge.

Fonctions de l'inspecteur général de l'infanterie [3 février 1906] (2). — Son emploi avait été rétabli le 28 juin 1905. Nommé par l'Empereur, il surveille tout ce qui concerne l'instruction des troupes d'infanterie, s'occupe de l'armement et des munitions et a sous ses ordres l'école de tir des officiers et le polygone pour armes portatives.

Commission supérieure de classement pour officiers généraux [20 avril 1906] (3). — Comprenant, en principe, le ministre de la guerre, le chef de l'état-major, les généraux inspecteurs des diverses armes et les personnes désignées directement par l'Empereur, elle est présidée par le président du conseil de la défense nationale. Chargée d'examiner à tous les points de vue les notes des officiers généraux, elle détermine leur degré d'aptitude au service et établit ses propositions en conséquence.

(1) *Revue militaire des armées étrangères*, numéro de mai 1906.

(2) *Revue militaire des armées étrangères*, numéro de mai 1906.

(3) *Revue militaire des armées étrangères*, numéro de juin 1906.

Création du poste d'adjoint au ministère de la guerre [27 avril 1906] (1) : général-lieutenant désigné par l'Empereur.

Transformation des compagnies de mitrailleuses en détachements régimentaires [mai 1906]. — Cette mesure importante a eu pour résultat de faire entrer des mitrailleuses dans la composition immédiate des corps de troupes, c'est-à-dire de les soustraire à la dispersion et de les mettre dans la main des commandants de régiment.

Le nouvel état-major général de la marine. — Cette organisation, en date du 12 juillet 1906, que nous nous bornerons à mentionner, repose sur des bases analogues à celles de l'état-major général de l'armée de terre.

2° *Japon*

La guerre Russo-Japonaise, dont, en Asie, la répercussion et les conséquences ont été analogues à celles de la guerre de 1870-1871 en Europe, a réalisé le rêve national des Japonais, celui que ses poètes chantaient depuis si longtemps. Le Japon a prouvé qu'il était digne de vaincre en reprenant, dès la signature du traité de paix, son œuvre diplomatique et militaire.

Le 12 août 1905, un nouveau traité anglo-japonais est signé ; le 22 décembre, un traité sino-japonais règle les détails de l'administration en Mandchourie.

Entre ces deux traités se place, à la date du 19 novembre, un autre traité, coréo-japonais cette fois, par lequel la Corée transfère provisoirement au Japon la direction de toutes les affaires diplomatiques et accepte des fonctionnaires japonais où il sera reconnu nécessaire. Depuis, l'infiltration des Japonais en Corée n'a fait que grandir : en 1903, la population japonaise n'était que de 43.000 immigrants environ ; vers le milieu de 1906, ce chiffre avait déjà dépassé 100.000.

Comme en Russie, la conduite de plusieurs officiers japonais a été examinée. C'est ainsi que les officiers faits prisonniers à bord du *Kinchu-Maru* par l'escadre de Vladivostock furent jugés. Après qu'il eut été prouvé qu'ils s'étaient rendus avant que le navire eût

(1) *Revue militaire des armées étrangères*, numéro de juillet 1906.

coulé et qu'ils avaient abandonné leurs soldats, 2 capitaines de corvettes, 2 capitaines, 2 lieutenants et 1 sous-lieutenant ont été, par ordre de l'Empereur, dépouillés de leur grade et de leurs décorations.

Les officiers qui n'ont pas été trouvés à hauteur de leur mission sont mis à la retraite.

Au milieu de l'année 1906, un *Comité de réorganisation de l'armée* a été institué dans le but de faire bénéficier l'armée japonaise des enseignements de la dernière guerre. Pour des raisons déjà données, le plus grand secret sera gardé sur les travaux de ce comité à la disposition duquel sont mis un grand nombre d'officiers.

Peu importe, car l'augmentation des dépenses pour l'armée et la marine est assez significative par elle-même aussi bien que les encouragements et les facilités donnés à la Chine pour sa réorganisation militaire.

Des sommes importantes ont été introduites, dans le budget de 1906-1907, pour être affectées aux besoins de l'armée et de la flotte :

pour les dépenses ordinaires, 15.000 000 yens ;

pour les dépenses extraordinaires [nouvel uniforme entre autres], 50.000,000 yens ;

pour l'organisation des garnisons en Mandchourie et en Corée, 20.000.000 yens ;

pour récompenser les officiers, soldats et matelots, 150.000.000 yens.

L'effectif de l'armée, dont le personnel a été épuré aussitôt après la guerre, doit être porté de 12 à 20 divisions d'infanterie, non compris la Garde, en même temps que, comblant une lacune sérieuse, on atteindra le chiffre de 8 divisions de cavalerie.

L'artillerie lourde sera organisée et augmentée : 10 brigades représentant 300 pièces de gros calibre. L'artillerie montée et l'artillerie à cheval seront l'objet de modifications sérieuses.

On compte tripler l'effectif des troupes du génie et celui du train.

On créerait 21 parcs d'aérostation à raison d'une par division.

On augmenterait beaucoup les troupes de télégraphie.

Enfin, un nouveau canon et un nouveau fusil sont à l'étude.

Comme on le pense, la Marine n'est pas négligée.

Lorsque, en 1910, le programme naval qui a été arrêté sera achevé, la flotte japonaise comprendra :

15 cuirassés de 1re classe [de plus de 10.000 tonnes] ;

2 cuirassés de 2e classe [7.000 et 9.000 tonnes] ;

5 cuirassés de 3e classe [vieux cuirassés japonais et garde-côtes russes] ;

10 croiseurs cuirassés de 1re classe [de plus de 9.000 tonnes] ;

3 croiseurs cuirassés de 2e classe [de 7.800 tonnes] ;

50 à 60 contre-torpilleurs ;

40 torpilleurs ;

15 à 20 sous-marins.

Le personnel est augmenté pour faire face aux nécessités nouvelles.

Des encouragements sérieux sont, d'ailleurs, donnés à l'industrie des constructions navales pour la marine marchande.

En 1910, la flotte japonaise répondra aux besoins d'une marine moderne : mise de pair avec celle de l'Allemagne et des Etats-Unis, elle marchera immédiatement derrière les flottes de l'Angleterre et de la France.

Caveant consules !

SEPTIÈME PARTIE

EXPÉDITIONS LOINTAINES OU D'OUTRE-MER

AVANT-PROPOS

Les opérations lointaines ou d'outre mer ont pris, depuis une cinquantaine d'années, une importance si grande et se sont tellement multipliées qu'il n'est pas permis, dans un ouvrage de la nature de celui-ci, où la préoccupation maîtresse est de chercher les secrets de l'art de la guerre dans toutes ses manifestations, de les passer sous silence.

Toutefois, leur fréquence même impose un choix : ce choix une fois fait, on bornera l'étude au strict nécessaire. En effet, si l'on ne perd pas de vue que les expéditions coloniales proprement dites sont avant tout, du commencement à la fin, ainsi qu'on a eu raison de le dire, « des guerres d'ingénieurs et de médecins [1] », on conviendra que les enseignements militaires proprement dits nouveaux ne sauraient être nombreux. Ces expéditions ont entre elles de nombreux points communs, mais surtout en ce qui concerne les difficultés matérielles à surmonter, les fatigues à endurer et les gros sacrifices en argent et en hommes à accepter.

Aussi, contrairement à ce que nous avons fait jusqu'ici, ne formulerons-nous pas de conclusions exclusivement militaires. Il y a, en outre, pour agir ainsi une raison spéciale qui est partagée par la plupart des officiers dits *coloniaux* auxquels les *faits* ont fourni le meilleur des enseignements : « les multiples particularités des guerres coloniales, a dit le lieutenant-colonel breveté Septans, ne permettent pas, à notre avis, de « tirer des clichés » susceptibles de s'adapter à tous les cas. Si, en effet, dans les expéditions coloniales, les méthodes des guerres continentales peuvent s'appliquer en général, elles souffrent, d'un autre côté, de telles exceptions variables avec les pays, qu'on ne saurait les résumer en un corps de doctrine [2]. »

Enumérons d'abord, dans l'ordre chronologique, les principales des Expéditions qui, de 1855 à 1902, ont été faites par les Français, les Anglais, les Italiens et les Hollandais.

1855 [1er mars — 14 mai] : Expédition anglaise du Soudan [Souakim].
1858 à 1860 : Expédition française en Annam et en Cochinchine.
1860 : Expédition franco-anglaise de Chine.
1861, 1862, 1863 : Expédition française en Cochinchine.
1861-1867 : Expédition française du Mexique.
1867-1868 : Expédition anglaise en Abyssinie.
1873-1874 : Expédition d'Atchin par les Hollandais.
1873-1874 : Expédition anglaise [Première] contre les Ashantis.
1878-1879 : Guerre du Zululand par les Anglais.
1878-1880 : Les Anglais en Afghanistan avec lord Roberts.
1881 : Expédition française de Tunisie.

(1) L'expression est de lord Derby [1873] ; elle a été adoptée et répétée, en 1878, par le docteur Reynaud : *Considérations sanitaires de l'Expédition de Madagascar...*, p. p. 17 et 499.
(2) *Les Expéditions Anglaises en Afrique* p. 6.

1882 : Campagne d'Egypte par les Anglais.
1884 [26 août]-1885 [5 juillet] : Expédition anglaise du Soudan [Souakim].
1883-1884, 1884-1885 : Opérations militaires des Français au Tonkin.
1885 à 1896 : Pacification de l'Annam et du Tonkin.
1885 à 1898 : Les Français au Soudan.
1892-1893 : Les Français au Dahomey.
1895 : Expédition française de Madagascar.
1895 : Expédition anglaise du Chitral.
1895 : Les Italiens en Erythrée.
1895-1896 : Expédition anglaise [Deuxième] contre les Ashantis.
1896 : Les Anglais dans la Haute-Egypte.
1896-1899 : Mission Marchand de Loango à Djibouti par Fachoda.
1899-1900 : Guerre anglaise Sud-Africaine ou du Transvaal.
1900-1901 : Expédition de Chine.

Celles de ces Expéditions [1] que nous nous proposons d'étudier fournissent la division naturelle de la septième partie :

Paris, 1er Octobre 1905.

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

Wolseley [colonel sir Garnet J.]. — The soldier's Pocket-Book : 1871 [London]; réédité en 1886.

Nielly [Maurice]. — Hygiène des Européens dans les pays intertropicaux : 1884.

Legrand [Dr. M. A]. — L'Hygiène des troupes européennes aux Colonies et dans les expéditions coloniales : 1893.

Septans [Lieutenant-colonel]. — Les expéditions anglaises en Asie : 1897.

Reynaud [Dr. G. A.]. — Considérations sanitaires sur l'Expédition de Madagascar et quelques autres expéditions coloniales françaises et anglaises : 1898.

Romagny [capitaine Ch.]. — Campagnes d'un siècle : Indo-Chine et Madagascar, Tunisie, Soudan, Dahomey, Congo.

Massy. — En campagne aux colonies. Simples exemples aux jeunes officiers et aux sous-officiers appelés à servir aux colonies : 1899.

Vincent [Dr.]. — Hygiène tropicale : 1903.

Salanoue [Dr.]. — Hygiène générale des pays chauds : 1903.

Desmons [Capitaine L.]. Guerre coloniale. Cours autographié de l'Ecole d'application de l'Artillerie et du Génie : 1904.

Caille [Dr. Henri]. — Considérations sanitaires sur les Expéditions coloniales : 1904.

Ditte [lieutenant-Colonel]. — Observations sur la guerre dans les colonies. Organisation — Exécution : 1905.

(1) L'historique des Expéditions françaises a été revu par des officiers supérieurs ou généraux qui y prirent part : l'auteur de cet ouvrage leur exprime ici sa gratitude.

LIVRE PREMIER

EXPÉDITION DE CHINE DE 1860

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER

BIBLIOGRAPHIE PARTICULIÈRE

Dépôt de la guerre. — Relation de l'Expédition de Chine de 1860 : 1862.

Pallu de la Barrière [lieutenant de vaisseau]. — Relation de l'expédition de Chine en 1860, rédigée d'après les documents officiels..... : 1863.

Chanoine [chef d'escadron J.]. — Examen critique et réfutation d'une Relation de l'Expédition de Chine rédigée par le lieutenant de vaisseau Pallu : 1864.

Mutrécy [capitaine Ch. de]. — Journal de la campagne de Chine, 1859-1860-1861 : 1861.

Hugonnet [F]. — Expédition de Chine en 1860 : 1861 [Spectateur militaire de juin].

Varin [Paul]. — Expédition de Chine : 1862.

d'Escayrac de Lauture [comte Henri Stanislas]. — Mémoires sur la Chine : 1894.

Elgin [lord]. — Papers relating to the affers of China : 1864.

Castano [F]. — L'Expédition de Chine, relation physique et topographique : 1864.

d'Escayrac de Lauture [comte Henri Stanislas]. — Mémoires sur la Chine : 1864.

Gros [baron]. — Négociations entre la France et la Chine en 1860 : 1865 [livre jaune].

Chenu [docteur J.]. — Expédition de Chine : 1875 [Spectateur militaire de février, mars et avril].

Castellane [maréchal de]. — Journal, t v. [Guerre de Chine, chap. IX et XI, pp. 393 à 397] : 1876.

Roy [J. E.] La Chine et la Cochinchine : 1877.

Canonge [commandant F.]. — École Supérieure de Guerre. — Histoire militaire contemporaine. Stratégie et tactique générale. — Expédition de Chine de 1860 : 1878.

Canonge [commandant F.]. — Histoire militaire contemporaine [1854-1871] : 1882; tome I, pp. 177 à 205.

d'Hérisson [comte]. L'Expédition de Chine, d'après la correspondance officielle du général

Cousin de Montauban, comte de Palikao : 1883 [Ouvrage mis sous séquestre par « raison d'Etat », puis acquis par le ministre de la Guerre].

d'Hérisson [comte]. — Journal d'un officier d'ordonnance [juillet 1870 à février 1871] : 1884.

d'Hérisson [comte]. — Journal d'un interprète en Chine : 1885.

Ollivier [Emile]. — L'Empire libéral. Etudes, Récits, Souvenirs, t. IV [liv. IX, chap. VI, La guerre de Chine. pp. 622-623] : 1899.

Cordier [Henri]. — L'Expédition de Chine de 1860. Histoire diplomatique. — Notes et Documents : 1906.

Causes de l'Expédition. — Liés par divers traités conclus de 1842 à 1844 et dont la clause la plus importante était l'ouverture aux Anglais, aux Français et aux Américains, des cinq grands ports de l'Empire, Canton, Shang-Haï, Fou-Tchéou, Amoy et Ning-Po, les Chinois s'appliquèrent avec persévérance, par tous les moyens possibles, à éluder l'exécution de promesses librement faites. Les choses en arrivèrent de proche en proche à ce point que, le 13 décembre 1856, les *étrangers* en furent réduits, après la destruction de leurs établissements, à chercher un refuge sur leurs vaisseaux.

Devenue nécessaire, la campagne de 1857-1858, faite en commun par les Anglais et les Français, eut pour principaux incidents la prise de Canton (29 décembre 1857) et celle des forts du Peï-Ho (20 mars 1858). L'arrivée des alliés à Tien-Tsin (4 juin) amena les traités de Tien-Tsin que signèrent, les 26 et 27 juin, lord Elgin pour l'Angleterre, le baron Gros pour la France : les ratifications devaient être échangées à Pékin dans le délai d'un an.

Un an plus tard, en juin 1859, les plénipotentiaires français, de Bourboulon et Bruce, se mettaient en route pour Pékin, sous la protection d'une escadre forte de 7 bâtiments à vapeur, 10 canonnières et 2 transports, que commandait le contre-amiral anglais James Hope. Arrêtés à l'embouchure du Peï-Ho par le feu croisé d'ouvrages fortifiés, ils décidèrent, après sommation, qu'il y avait lieu de forcer le passage. Les 24 et 25 juin, les Alliés échouaient et étaient contraints de se retirer ; 3 de leurs canonnières avaient été coulées et leurs pertes se chiffraient, pour les Anglais, par 430 hommes hors de combat dont l'amiral Hope blessé ; pour les Français, par 16 hommes dont le capitaine de frégate Tricault.

L'empereur de la Chine ayant publiquement approuvé la conduite du prince San-ko-listin, défenseur des forts du Peï-Ho, l'empereur Napoléon III et la reine Victoria décidèrent qu'une nouvelle expédition serait entreprise en commun, dans le double but de venger l'injure et d'obtenir une réparation. Le plan général adopté par le cabinet de Saint-James et celui des Tuileries fut le suivant :

« Dépasser en forces le point où la marche des ambassadeurs a été arrêtée, c'est-à-dire l'embouchure du Peï Ho ; puis prendre, à portée de la capitale, une position solide et menaçante. »

Le corps expéditionnaire était fort de 20.113 hommes.

Composition et transport du corps expéditionnaire français. — Napoléon III, avait d'abord songé à consacrer 15 à 18.000 hommes à l'Expédition ; il dut, pour ne pas porter ombrage à ses amis les Anglais, abaisser ce chiffre à 7.500 hommes environ.

Le 13 novembre 1859, il désignait le général de division Cousin Montauban, alors âgé de 63 ans [1], pour être « commandant en chef des forces de terre et de mer » : l'unité de commandement se trouvait ainsi sagement réalisée. Le lieutenant-colonel Schmitz fut nommé son chef d'état-major général.

Le 21 novembre 1859, la composition du corps expéditionnaire était définitivement arrêtée. Il comprenait deux brigades d'infanterie commandées : la 1re, par le général de division Janin désigné aussi éventuellement comme commandant en second ; la 2e, par le général de brigade Collineau.

[1] L'Empereur avait d'abord songé au général Trochu, mais ses exigences furent telles que l'affaire n'eut pas de suite, puis au général Forey. Le général Fleury, qui a été son bon génie, dirigea son choix sur le général Montauban : c'était avoir la main heureuse.

Les Annuaires de l'Armée française, antérieurs à l'année 1861, portent Cousin-Montauban et non de Montauban : or, ils font foi.

La 1re brigade était forte de 1 bataillon de chasseurs, le 2e (8 compagnies), de 1 régiment de ligne, le 101e (2 bataillons à 6 compagnies), ce qui faisait 20 compagnies, de 2 compagnies de génie et de 1 section d'ouvriers de génie.

La 2e brigade comprenait 1 régiment d'infanterie de marine (2 bataillons à 6 compagnies) et 1 régiment de ligne, le 102e, de même composition, ce qui donnait 24 compagnies.

L'artillerie comptait : 4 batteries, soit 12 pièces de 12, 12 de 4 et 6 de montagne ; 1 section de fuséens, 1 section d'armuriers ; 1 section d'ouvriers d'artillerie ; 1 compagnie de pontonniers.

Le génie était représenté par 2 compagnies et 1 section d'ouvriers.

Le corps expéditionnaire se trouvait complété par des détachements de gendarmerie, du train des équipages militaires, d'ouvriers, d'infirmiers et par 50 cavaliers (spahis et chasseurs d'Afrique) attachés au quartier général.

L'effectif total était réparti de la façon suivante :

Etat-major, 5 ; état-major général, 38 ; infanterie, 5.760 ; artillerie, 1.179 ; génie, 292 ; cavalerie, 55 ; gendarmerie, 21 ; train, 116 ; services administratifs, 487. En tout, 7.953 hommes.

Plus tard, un corps de marins débarqué [6 compagnies], dont l'effectif montait à 600 hommes, fut adjoint à la 2e brigade.

L'approvisionnement en munitions fut ainsi réglé : infanterie, 400 cartouches par homme ; artillerie, 600 coups par pièce ; 1.000 fusées de campagne et 1.000 fusées de siège. Le génie était suivi d'un petit parc.

Dans le but de pourvoir immédiatement aux vacances qui se produiraient pendant l'expédition, les cadres de chaque compagnie ou batterie avaient été augmentés de 1 officier, 2 sous-officiers et 4 caporaux ou brigadiers.

On constitua une forte réserve d'effets d'habillement, de linge et de chaussures. Enfin une tenue spéciale, dite *de bord*, fut délivrée aux troupes pour le temps de la traversée : chaque homme toucha, à ce titre, deux pantalons de toile, une blouse, une criméenne, deux cravates bleues, un gilet et deux ceintures en flanelle.

Le général Cousin-Montauban reçut des prérogatives exceptionnelles pour les récompenses : il fut autorisé, en effet, à nommer à toutes les vacances jusqu'au grade de colonel inclusivement, et à décerner directement un certain nombre de croix de la Légion d'honneur. En outre, des avantages matériels sérieux furent assurés aux militaires du corps expéditionnaire ([1]).

Le général Cousin-Montauban avait reçu, à Paris, en date du 15 décembre 1859, des instructions très précises sur sa mission ([2]) : forcer l'entrée du Peï-Ho, marcher sur Tien-Tsin et s'y établir défensivement ; puis, si l'on ne parvenait pas à y traiter, marcher sur Pékin.

Il ne perdit pas de temps. Le 20 novembre 1859, il était à Toulon, port désigné pour l'embarquement des troupes de terre, à l'exception du bataillon de chasseurs à pied qui fut dirigé sur Brest. L'infanterie de marine partit de Lorient, Cherbourg et Brest. Les troupes bénéficièrent aussitôt de la présence du commandant en chef. La marine, invoquant ses règlements, entassait les hommes à bord. S'appuyant sur les précautions spéciales qu'exige un voyage de six mille lieues, il s'adressa directement au ministre de la guerre afin d'obtenir que l'on installât plus largement les troupes à bord et pour que, pendant la traversée, les relâches fussent aussi multipliées que possibles. « Au lieu d'une armée, si l'on persiste, faisait-il observer, je n'aurais en arrivant à Shang-Haï qu'un hôpital. » L'Empereur envoya à Toulon un de ses aides de camp, le colonel d'état-major Castelnau, esprit droit, bien pondéré, et satisfaction fut donnée au général en chef.

([1]) A terre, les officiers devaient toucher, outre une ration de vin de campagne et la solde en station, un supplément journalier fixé à : 12 francs pour les officiers supérieurs, 9 francs pour les autres officiers. Les adjudants devaient toucher, au même titre, 4 fr. 50 par jour. On avait accordé aux sous-officiers, caporaux et soldats le supplément de solde de Paris accru de 0 fr. 10 par jour ; au retour, ils jouiraient d'un congé d'un an. Enfin, on paya 2 mois de solde avant l'embarquement et, pendant la traversée, un mois.

([2]) Les divisions de ces instructions étaient les suivantes : Commandement, Accord avec les Anglais, But à atteindre, Manière d'opérer, Accord avec la diplomatie. Elles portent la signature du ministre de la guerre, alors le maréchal Randon, qui les avait soumises à la sanction de l'Empereur.

Réparti sur 16 bâtiments, dont 4 frégates et 10 transports à vapeur, tout le corps expéditionnaire quitta la France du 5 décembre 1859 au 11 janvier 1860. Il devait suivre la route du cap de Bonne-Espérance, et faire relâche à Ténériffe, au Cap, à Singapour, à Hong-Kong et à Shang-Haï.

A la même époque, près de 100 navires marchands, chargés de vivres, de charbon, de munitions et de matériel de guerre, quittèrent les ports de France et firent voile pour la Chine.

La traversée des troupes dura cinq mois environ. Or, pendant ce long laps de temps, les pertes ne dépassèrent pas le chiffre de 34 hommes. Cet heureux résultat fut dû aux précautions de toute nature prises à bord pour soutenir et distraire le soldat.

L'alimentation avait été tout particulièrement soignée : le matin, à 6h.30, café, biscuit, ration d'eau-de-vie ; à midi, viande salée ou bœuf frais, biscuit ou pain frais, légumes secs, fromage et un quart de vin ; à 4 heures du soir, même repas.

La monotonie de l'existence et la dépression morale qui, peu à peu, en résulte furent combattues par de nombreuses distractions : exercices gymnastiques, jeux, danses, concerts de musiques régimentaires, pièces de théâtre ; tous les dimanches, des cérémonies religieuses étaient célébrées sur le pont.

Corps expéditionnaire anglais. — Ce corps, qui avait pour commandant en chef le lieutenant général sir Hope Grant [1], comptait deux divisions d'infanterie et une brigade de cavalerie [2]. Commandée par le major-général sir John Mitchell, la 1re division d'infanterie comprenait la brigade du colonel Staveley que formaient deux régiments anglais et la brigade du colonel Sutton, forte de 3 régiments, dont 2 anglais et 1 indien. La 2e division d'infanterie était sous les ordres du major-général sir Robert Napier. Des deux brigades qui la composaient, l'une, commandée par le colonel Jephson, comprenait 2 régiments anglais et 1 régiment indou ; l'autre, sous les ordres du colonel Reeves, était également forte de 3 régiments dont 1 indien. A cette division étaient attachées 2 batteries d'artillerie dont une Armstrong, et 1 compagnie de génie.

La brigade de cavalerie, commandée par le colonel Pattle, était forte de 2 escadrons de dragons, environ 800 cavaliers Sikhes, et de batterie d'artillerie.

Une batterie de siège avait été annexée.

En outre, sir Hope Grant avait laissé : à Hong-Kong, 1 régiment indien et 1 bataillon de dépôt ; à Canton, 2 régiments indiens et 1 régiment anglais ; à Chusan, 250 hommes ; à Shang-Haï, 2 régiments indiens.

La décomposition de ces forces donnait : pour l'infanterie, 263 officiers, 6.058 Anglais, 3.612 Indiens ; pour l'artillerie, 25 officiers, 876 Anglais, 160 Indiens ; pour la cavalerie, 40 officiers, 400 Anglais, 898 Indiens ; pour le génie, 6 officiers, 95 Anglais, 160 Indiens ; au total, 12.613 hommes : 354 officiers, 7.429 Anglais et 4.830 Indiens.

L'Angleterre avait fait le nécessaire pour éviter une seconde édition de la campagne de Crimée : des approvisionnements complets avaient été envoyés d'Angleterre et des Indes.

Préparation de l'Expédition. — Le général Montauban, après avoir fait connaissance avec les troupes placées sous ses ordres et s'être présenté à elles, avait quitté Toulon le lendemain du dernier départ, le 12 janvier 1860, avec son chef d'état-major, les chefs des différents services et pris la route de Suez, de façon à avoir une avance considérable. En route, il s'arrêta à Hong-Kong où il fixa, après entente avec les contre-amiraux Page et James Hope, le point de rassemblement à assigner aux troupes ; le 12 mars, il débarquait à Shang-Haï où sir Hope Grant ne devait arriver que le 7 avril.

Sans perdre de temps, Montauban entama avec ardeur la préparation de la campagne : toutes les questions se présentaient à la fois ;

(1) Le général de Montauban a porté sur le général Grant le jugement suivant : « Je le considère comme un homme très loyal. Toutefois, sauf une bravoure peu réfléchie mais très grande, je ne lui crois pas de grandes qualités militaires. Il est faible de caractère, complètement sous le joug de lord Elgin qui conduit les opérations militaires... Je dois dire cependant que je l'ai trouvé en toutes circonstances très brillant et très loyal au moins, et que chaque fois qu'il n'a pas été poussé par lord Elgin, je n'ai eu qu'à me louer de mes relations avec lui. »

(2) Si notre corps expéditionnaire ne comprit pas de cavalerie, en dehors de la petite escorte de spahis du général Montauban, c'est que les Anglais avaient déclaré que leurs sikhes et leurs dragons de la reine, venus des Indes, suffiraient.

elles furent étudiées et résolues sans précipitation, puisqu'il avait su se ménager le temps nécessaire, de la manière la plus avantageuse.

Une commission de remonte fut envoyée au Japon pour y acheter 1 200 bêtes de selle et d'attelage : on n'avait pu songer à emmener des chevaux d'Europe, ni à en faire venir des Indes ; d'autre part, le cheval chinois, qui ne mesure que 1m.03, était inutilisable. Les achats faits non sans de grandes difficultés au Japon furent complétés en Chine et à Manille.

La question non moins capitale des transports fut, de la part du général en chef, l'objet d'une attention particulière et réglementée, par un ordre général daté de Shang-Haï, le 1er mai 1860. On forma un corps de transports auxiliaires à l'aide de 1.000 *coolies* ou portefaix loués à Canton et on les répartit en 5 compagnies de 200 hommes chacune, sous les ordres d'un lieutenant de vaisseau.

On réunit des approvisionnements de bambous, de nattes, de sacs à terre, de bois de fascinage ; on fit confectionner des échelles, etc.

On commanda à Hong-Kong 10.000 casques en matière végétale, très légers, recouverts d'une toile blanche, destinés à prévenir les insolations.

Toutes ces questions de premier ordre une fois définitivement réglées ou mises en train, le général en chef put s'occuper de préparer le plan d'opérations qu'il devait arrêter d'accord avec sir Hope Grant, débarqué à Shang-Haï, le 7 avril. En cette prévision, le contre-amiral Protet avait été envoyé, dès la fin d'avril, pour reconnaître la presqu'île de Tché-Fou, y choisir un point de débarquement sur la rive droite du Peï-Ho et déterminer un emplacement où pussent être établis les ateliers de l'artillerie.

La guerre était, en réalité, déclarée depuis le 8 avril. A cette date, en effet, le cabinet de Pékin avait répondu, non sous forme de rescrit impérial mais en employant l'intermédiaire du vice-roi de la province, par un refus formel à l'ultimatum qui lui avait été adressé un mois plus tôt, en vue d'obtenir une réparation de l'affaire du Peï-Ho de juin 1859. Il ne restait donc plus qu'à combattre.

Expédition des Chu-San [*fig.* 24]. — Au début, l'Angleterre avait demandé qu'on fît le blocus des côtes. Ce projet fut écarté, le 14 avril, par les généraux Montauban et Grant qui décidèrent que la première opération entreprise en commun aurait pour but l'occupation de la plus grande des îles de l'archipel des Chu-San. C'était surtout une satisfaction donnée à l'Angleterre ([1]), car Chu-San ne pouvait suffire comme lieu de concentration.

L'escadre aux ordres des contre-amiraux Hope et Page embarqua 2.000 Anglais et 2 compagnies d'infanterie de marine tirées de la garnison de Canton. Le 20 avril, elle se présentait devant Ting-Haë, capitale des îles, et l'occupait sans rencontrer de résistance.

Diminution des attributions du général Cousin-Montauban. — Le grand principe de *l'unité de commandement*, sans laquelle les difficultés abondent au point de rendre tout succès problématique, fut violé dès le début ([2]). Montauban n'était pas encore sorti de la Méditerranée que l'Empereur, cédant à de coupables intrigues, avait réduit à néant cette unité, le 2 février 1860, en nommant le vice-amiral Charner commandant en chef des forces navales dans les mers de Chine. Plus tard, à Shang Haï, Montauban apprit que lord Elgin et le baron Gros allaient arriver en qualité d'ambassadeurs extraordinaires desquels il dépendrait au point de vue diplomatique. Cette double modification était une grosse maladresse. D'une part, si le vice-amiral Charner était égal en grade à Montauban, celui-ci était d'une ancienneté inférieure. De l'autre, l'intervention des deux ambassadeurs ou, plus exactement, de lord Elgin, dont le baron Gros, son ami, était le satellite, pourrait entraver les opérations militaires.

« Shang-Haï, le 22 avril 1860.

« J'ai eu l'honneur de répondre officiellement à la lettre de service que vous m'avez adressée le 27 février dernier, pour m'annoncer la nomination de M. le vice-amiral Charner au commandement en chef des forces navales de l'expédition de Chine.

([1]) L'Angleterre, dit sans ambages d'Hérisson comptait bien, la paix une fois signée, garder l'archipel.

([2]) Voici la première phrase des *Instructions* dont il a été question : « Vous êtes commandant en chef de l'Expédition : ce titre vous donne une autorité générale et fait porter sur vous une grande part de la responsabilité qui s'y attache. Toutefois, le caractère mixte des opérations impose au commandant supérieur une réserve particulière. La Marine, etc. . »

« Je vous ai exposé les observations qu'elle avait suscitées de ma part : mais le fait étant accompli, je n'avais pas à le discuter d'une manière officielle... »

La question vaut la peine d'être précisée. Pendant presque toute la durée de la campagne, le baron Gros, « bien que très français et très patriote [1] », a été plus ou moins soumis à l'influence de lord Elgin. Il suffira, vu la nature de cet ouvrage, de reproduire les deux portraits et la conclusion dûs à un observateur perspicace et bien renseigné, puisqu'il était auprès du général Montauban.

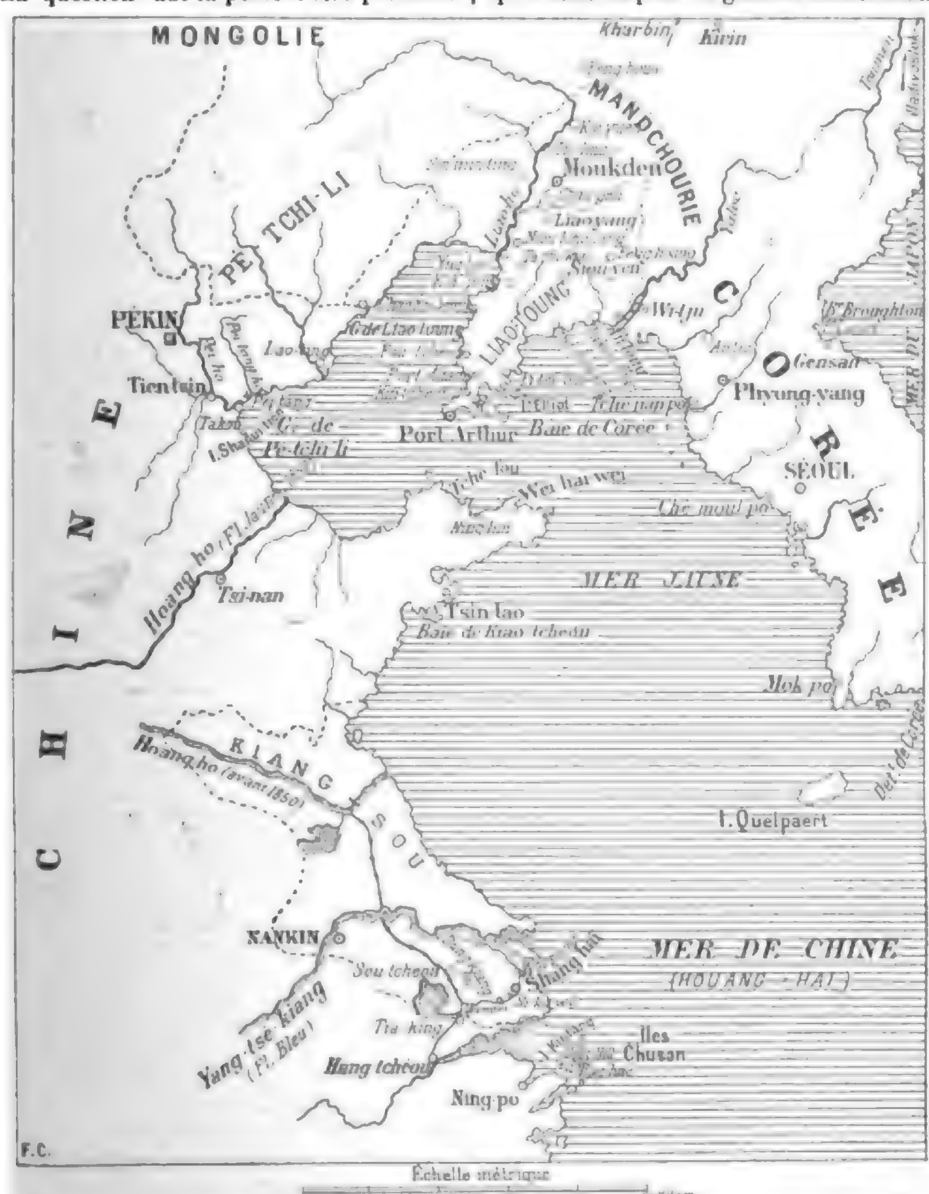


Fig. 24 — Opérations sur les côtes de Chine.

« Homme de talent, diplomate très fin, lord Elgin arrivait en Chine muni des pleins pouvoirs de l'Angleterre. Il connaissait le Céleste Empire, l'avait habité et y était connu. Le diplomate qu'on lui adjoignit pour représenter la

[1] D'Hérisson [comte]. — *Journal d'un Interprète en Chine*, pages 97, 135, 136 et 137.

France avait une mission bien difficile et qui aurait exigé un homme jeune, rompu aux affaires, à la fatigue, retors et à la fois énergique...

« Le baron Gros arrivait à la fin d'une carrière pleine de distinction et de services rendus à son pays. Il avait, lui aussi, habité la Chine, justement aux côtés de lord Elgin, qu'il s'était trop habitué à considérer comme un mentor et un guide. Son âge, ses infirmités, non moins que ses anciennes relations, le disposaient à jouer un rôle effacé de grand seigneur à fière mine qui chevauchait à côté des généraux, et qu'il était obligé de suivre dans une chaise à porteurs... »

Conclusion :

«.. Montauban eut donc pour prologue à la belle campagne qu'il allait conduire, une déception amère, et le chagrin de se voir obligé *de soumettre ses démarches à un ambassadeur français qui, lui-même, soumettait les siennes à son ambassadeur anglais*. Il supporta galamment ce déboire... »

Déchu de sa situation de commandant en chef du corps expéditionnaire et dénommé commandant en chef de l'expédition de Chine, Montauban regarda comme un devoir patriotique de signaler au ministre de la guerre le danger et la fausseté de la situation qui lui était faite :

« Je n'ai pu que vous dire que le prétexte allégué par la marine n'était pas fondé ; car l'amiral anglais Hope n'est pas réellement vice-amiral : il en exerce seulement les fonctions, comme il arrive souvent en Angleterre et souvent temporairement à un grade fictif ; il est même assez peu ancien comme contre-amiral.

« Quel que soit d'ailleurs le grade du commandant des forces navales françaises en Chine, je ne vois pas en quoi il eût pu être soumis au fonctionnaire anglais d'un grade supérieur ; nos relations avec nos alliés ne peuvent être que des relations de bonne entente, mais sans priorité de part et d'autre.

« Le véritable motif de ce changement d'attributions doit ressortir de considérations plus sérieuses, qui tiennent, sans doute, à un autre ordre d'idées.

« En effet, quel rôle la marine peut-elle être appelée à jouer dans une guerre qui n'offrira pas l'occasion d'un seul combat naval ?

« Il s'agit de faire tomber les forts du Pé-Ho qu'elle aura toujours beaucoup de peine à aborder, en raison des difficultés naturelles, des obstacles créés qui s'y opposent, et ensuite de marcher sur Tien-Sin. Son concours, dans toute cette campagne, devra donc se borner à des transports de troupes et de matériel, opérations qui nécessiteront la plupart du temps de très petits bâtiments pour pouvoir remonter les rivières, véritables routes en Chine pour nos convois, pendant que l'armée côtoiera ces mêmes rivières.

« Il était donc indispensable, pour le bon résultat des opérations projetées, *qu'une seule direction sans entraves* pût être imprimée à ces opérations; et cela était si bien compris tout d'abord que l'on avait songé *à lui confier les pouvoirs diplomatiques*, et qu'en fin de cause, les instructions du ministre plénipotentiaire de Sa Majesté en Chine lui prescrivaient de me laisser exclusivement la direction des affaires devenues essentiellement militaires.

« Certainement, M. le vice-amiral Charner possède toutes les meilleures qualités propres à assurer notre entente complète ; mais les instructions données pour une mission à 4 000 lieues du siège du gouvernement ne peuvent être faites en vue du caractère particulier des hommes mais bien *en vue des choses à accomplir*.

« J'ai eu l'honneur d'écrire à Votre Excellence que je mettrais toujours de côté les questions personnelles dans l'intérêt du service, et je suis bien convaincu que M. le vice-amiral Charner est dans les mêmes dispositions ; mais la nature même de nos rapports et des instructions que nous avons reçues peut déterminer une manière différente d'interpréter ces instructions.

« Ainsi, pour n'en citer qu'un exemple, les instructions données par Son Excellence le ministre de la marine ne me considèrent plus comme commandant la position de Canton, occupée cependant militairement par l'infanterie de marine, évidemment placée sous mes ordres, puisque j'ai reçu de l'Empereur, par un décret récent, le droit de nommer aux emplois vacants dans ce corps comme dans l'armée de terre.

« Cependant Canton est un point dont le concours est utile à nos opérations militaires, sous plus d'un rapport.

« C'est à Canton que j'ai dû recourir pour l'engagement de 1.000 coolies puisque ces engagements sont prohibés sur tout autre point, par suite d'un accord commun entre le gouvernement anglais et le nôtre.

« C'est de Canton qu'il m'a fallu tirer 200 hommes pour occuper, ainsi que me le prescrivaient mes instructions, l'île de Chu-San.

« Si, par suite de dispositions hostiles du cabinet de Pékin, la population de Canton venait à se remuer, il pourrait devenir nécessaire d'y envoyer quelques renforts pris parmi les troupes de l'expédition ; ces troupes cesseraient donc dès lors d'être placées sous mon commandement !... »

Plus tard, le 27 juin, après expérience faite, Mautauban formula ainsi son opinion dans une lettre adressée au ministre de la guerre [1] :

« ... Il fallait, je le répète, *une seule tête et une seule main ;* l'amiral Page déployait une grande activité que je pouvais stimuler par ma position de chef. Aujourd'hui, je ne peux plus que demander, presser ; mais commander, non. C'est cependant le commandant qui partout peut triompher des difficultés. L'amiral Charner est un excellent homme, très loyal, et aux grandes qualités duquel je me plais à rendre justice ; mais *il a des préjugés de tous les vieux marins,* et *croit que la marine ne peut jamais concourir à une opération quelconque sous les ordres d'un officier de terre.* Telle n'était pas la manière de voir de l'amiral Page, homme d'une haute intelligence et de prompte exécution... »

D'Hérisson a indiqué un autre côté de la question, en ce qui concerne les rapports avec les Anglais :

« Nous verrons, au fur et à mesure que se dérouleront les péripéties de cette campagne glorieuse, rapide, féerique, les résultats de cette mainmise, les avantages qu'y trouve l'Angleterre et les tiraillements continuels qui tourmentaient les deux états-majors, tiraillements qui tuèrent toute cordialité entre des alliés opérant si loin de chez eux et que leur solitude relative au sein des flots humains de l'Asie aurait dû unir étroitement ; tiraillements que les troupes soupçonnèrent et qu'elles interprétèrent à leur façon sommaire ; tiraillements, enfin, qui avaient tellement exaspéré nos hommes, qu'après la victoire, si on ne les avait pas tenus en main, ils auraient volontiers laissé là les Chinois pour courir sus à l'Anglais [2]. »

On ne saurait trop répéter qu'il fallut la finesse, la prudence, la fermeté et l'esprit de conciliation du général Montauban pour dégager son indépendance d'une situation qui, pour bien d'autres, eût été inextricable.

Débarqué à Woo-Sung, le 18 avril, le vice-amiral Charner était entré immédiatement en rapport avec Montauban. Les ambassadeurs ne rejoignirent l'armée que vers le milieu de juillet.

Arrivée des troupes françaises. — A la fin d'avril, tout était prêt pour recevoir les troupes. Les Français arrivèrent du 1er au 28 mai et débarquèrent dans la rade de Woo-Sung. Depuis un certain temps déjà, grâce à la proximité de l'Inde, les troupes anglaises étaient réunies à Hong-Kong.

Dès le début, le général Montauban avait eu à déplorer deux graves désastres.

Le 17 mai, en effet, l'*Isère* qui perdait *tout* le harnachement de l'artillerie, un matériel d'hôpital complet destiné à la marine, une grande quantité d'ustensiles de campement et des munitions, avait sombré dans le port d'Amoy ; la plus grande partie du chargement fut perdue [1].

Quelques jours plus tard, le 3 juin, *toutes* les réserves d'habillement du corps expéditionnaire, le matériel d'un hôpital pour 500 malades et une forte quantité de médicaments pour médecine vétérinaire, disparaissaient, près de Macao, dans l'incendie du transport la *Reine des Clippers* : on fut heureux de pouvoir sauver les troupes du génie et de l'artillerie qui étaient à bord.

Ces deux faits démontrent combien il est important de fractionner les chargements de même nature, afin de n'être pas à la merci, à une pareille distance de la mère patrie, d'un naufrage ou d'un incendie : la leçon fournie par la guerre de Crimée avait été perdue.

Ordre général français. — Dès leur arrivée en Chine, les troupes du Corps expéditionnaire reçurent communication d'un ordre général renfermant d'importantes prescriptions hygiéniques dont l'exécution fut strictement exigée.

Corps expéditionnaire
en Chine

« *Shang-Haï, le* 29 *avril* 1860.

Ordre Général.

Au moment où les troupes du corps expéditionnaire vont débarquer sur le sol chinois, le général commandant en chef met à l'ordre de l'armée les prescriptions générales suivantes, qui ont pour but de les maintenir dans de bonnes conditions de santé, en indiquant, autant que possible, les dispositions à prendre dans l'intérêt du soldat.

(1) D'Hérisson (comte). — *L'Expédition en Chine*, pp. 99-100.

(2) D'Hérisson (comte) — *Loc. cit*, pages 97 et 98.

(1) *D'Hérisson* affirme cependant (*Journal d'un Interprète...*, p. 124) que Schmitz fit retirer de l'eau un à un, les bricoles, les brides, tous les harnais et qu'en plongeant les cuirs dans de grandes bassines d'huile chaude, l'artillerie parvint à reconstituer le matériel pièce à pièce.

Campement.

« On devra éviter de s'installer sous le vent des marais. On choisira de préférence des points élevés. Lorsqu'on ne pourra éviter le voisinage d'une station insalubre, il faudra chercher à s'en garantir par un pli de terrain, et les ouvertures des tentes seront dans une direction opposée, en fermant exactement tous les autres côtés.

« Autour des tentes, on creusera des rigoles; dans l'intérieur, on battra fortement le sol et, s'il ne devient pas solide, on le couvrira de petites pierres, de gravier ou de sable.

« Il sera distribué des nattes pour abriter les tentes des ardeurs du soleil en été; mais on ne devra jamais employer à cet usage, ni à aucun autre analogue, les joncs chargés de limon marécageux, parce qu'ils pourraient devenir un foyer de fermentation putride aussi dangereux que les marais eux-mêmes.

« Pendant la nuit, toutes les ouvertures seront closes de manière à intercepter les émanations dangereuses. Le renouvellement de l'air se fera par une ouverture supérieure.

« Le soldat étendra sur le sol, pour la nuit, les nattes qui auront servi pendant le jour à garantir les tentes des ardeurs du soleil. Il placera sur ces nattes la couverture de campement, et se couvrira de sa capote.

« Autant que possible, on entretiendra les feux allumés dans les tentes pendant la nuit, pour combattre l'humidité de l'air et détruire les miasmes qu'elle peut transporter.

« Au réveil, le soldat battra son couchage et le mettra à l'air jusqu'au retour de la nuit, si le temps le permet.

« Plusieurs fois pendant le jour, les ouvertures de l'habitation, que ce soit une tente ou une maison, seront démasquées pour renouveler l'air intérieur. Cette opération aura lieu surtout le matin après le lever du soleil, et le soir avant son coucher.

« On évitera de placer les factionnaires dans des points exposés aux émanations dangereuses et, quand on ne pourra l'éviter, on abrégera la durée de la faction.

« On devra porter la plus grande attention aux latrines, qui devront être établies en dehors du camp. Les hommes de corvée les recouvriront tous les matins d'une couche de terre amassée sur le bord de la tranchée.

« Les panses et autres débris d'abatage seront enfouis chaque jour, et recouverts de chaux s'il est possible.

Vêtements.

« En raison des brusques variations de température, les soldats devront toujours conserver de la flanelle sur le corps, soit le gilet, soit la ceinture.

« On évitera de se serrer fortement le cou avec la cravate.

« Les factionnaires devront toujours être suffisamment vêtus pendant la nuit.

« La tête ne pouvant sans danger être exposée aux ardeurs du soleil, les hommes devront toujours avoir la tête couverte de la coiffure casque d'osier qui leur sera distribuée, ou du couvre-nuque s'il y a lieu.

« Jamais, soit après le coucher du soleil, soit pendant la nuit, quelle que soit la chaleur, les hommes ne doivent rester en chemise ni à découvert.

« La tête et les yeux devront être couverts pendant le sommeil sous la tente.

Alimentation.

« Des ordres ultérieurs régleront les heures et la composition des repas de la troupe. Toutefois il est recommandé d'apporter la plus grande attention à la cuisson du riz, qui doit le laisser un peu résistant sous la dent : de cette manière, il séjournera plus longtemps dans l'estomac et apaisera la faim pour un temps plus long.

« Les haricots, les lentilles et les légumes secs en général devront être, au contraire, ramollis par la cuisson autant que possible.

Boisson.

« En Chine, plus que partout ailleurs, l'eau ne devra être bue qu'avec précaution et réserve.

« Il est surtout nuisible d'en boire rapidement et en grande abondance : la mort suit souvent cette imprudence.

« Le soldat ne doit boire qu'avec lenteur et à petites gorgées. Avant de se rendre à une faction de nuit, il prendra un peu de café ou de grog chaud. Il en fera autant en rentrant de faction.

Soins de propreté.

« La propreté du corps, celle des tentes ou habitations sont indispensables.

« Le soldat devra se laver, au moins deux fois par jour, le visage et les mains. Après avoir lavé ses pieds, il les enduira d'un peu de suif ou de graisse mélangée avec un peu d'eau-de-vie. Il évitera de plonger ses membres dans l'eau froide. Quant aux bains généraux, ils sont expressément défendus, et n'auront lieu que sur des ordres généraux.

« Le général commandant en chef,

« Ch. de Montauban. »

CHAPITRE II

—

OPÉRATIONS MILITAIRES (*fig.* 25)

Après les tâtonnements inévitables du début, ces opérations n'ont réellement présenté, sans vouloir diminuer le mérite de la direction, aucune difficulté sérieuse ; il est donc inutile d'entrer dans le détail.

Préliminaires jusqu'au 2 août 1860. — De Woo-Sung, nos troupes furent transportées à Tché-Fou où le débarquement s'effectua sans incident. Le 8 juin, elles s'installaient dans la presqu'île qui leur avait été réservée, au nord-est de Yen-Taï : elles y trouvèrent un air salubre, des vivres frais à bon marché et purent même reprendre leur vie habituelle, ce qui leur permit de se refaire de la traversée.

Du 10 au 15 uin, les Anglais s'établirent de l'autre côté du golfe, et presque en face, à Ta-Lien-Houan.

Des deux côtés du golfe, l'installation était bonne et, pendant que les services étaient organisés ou perfectionnés, les troupes vécurent dans une abondance véritable.

Shang-Haï et Woo-Sung avaient été pourvues des garnisons nécessaires pour tenir en respect les rebelles chinois qui menaçaient directement les marchés dépendant de ces deux villes.

Vers le 10 juillet, le mouvement de concentration était terminé et des transports apportaient de France des chaloupes canonnières.

Quelques jours plus tard, une reconnaissance contradictoire des côtes du Pé-Tchi-Li, faite en commun par le capitaine de frégate Bourgeois, le lieutenant-colonel Schmitz et le colonel Dupin, chef du service topographique, permettait d'écarter les conclusions du contre-amiral Protet par suite des variations avec les saisons de la consistance des rivages. En conséquence, dans un conseil de guerre tenu à Tché-Fou, le 19 juillet, les généraux en chef renoncèrent au projet primitif consistant dans une action isolée des Français sur la rive droite et des Anglais sur la rive gauche du Pé-Tang-Ho ; l'idée du général Montauban prévalut.

Les 1er et 2 août le corps expéditionnaire débarquait [1] au sud et à environ 3 kilomètres du bourg de Pé-Tang dont l'occupation se fit sans encombre, les forts n'étant même pas gardés. On put alors s'occuper immédiatement du matériel et des approvisionnements.

Du 2 août au 9 septembre [*fig.* 25]. — Il s'agissait, en premier lieu, de s'emparer des ouvrages défendant l'embouchure du Peï-Ho que Montauban voulait prendre à revers, puisqu'ils ne défendaient que le front de mer.

Le 3 août, dans une reconnaissance dirigée vers ces forts par le général Collineau et le brigadier Sutton, on échange quelques coups de fusil et de canon avec les troupes chinoises : 7 Français et 12 Anglais sont légèrement blessés.

Du 4 au 11 août, le mauvais temps immobilise les Alliés.

Le 12 août, les opérations recommencent pour ne plus subir d'interruption.

Du 12 au 22 août, les ouvrages chinois tombent successivement. Le 12, les ouvrages de Sin-Ko sont enlevés.

Le 14, le camp retranché de Tang-Ko est forcé.

Le 18, l'occupation de vive force du village Sia-O-Leantz permet de prendre pied sur la rive droite du Peï-Ho et de construire en cet endroit un pont de 300 mètres environ de longueur.

[1] Le débarquement s'opéra à l'aide de canonnières et de jonques remorquées par des canonnières. Donnant l'exemple, le général Montauban sauta à l'eau non loin du rivage que l'on atteignait après s'être avancé dans l'eau et dans la vase jusqu'aux genoux.

Enfin, le 21, le général Collineau enlève d'assaut le fort Nord d'amont de la rive gauche où il rencontre une résistance désespérée qui fit essuyer d'assez fortes pertes aux Alliés. Le même jour, il occupe sans coup férir, avec le concours de l'artillerie des canonnières françaises, le fort d'aval muni d'une excellente artillerie, mais dont la garnison démoralisée, comprenant plus de 3.000 Tartares, demande grâce.

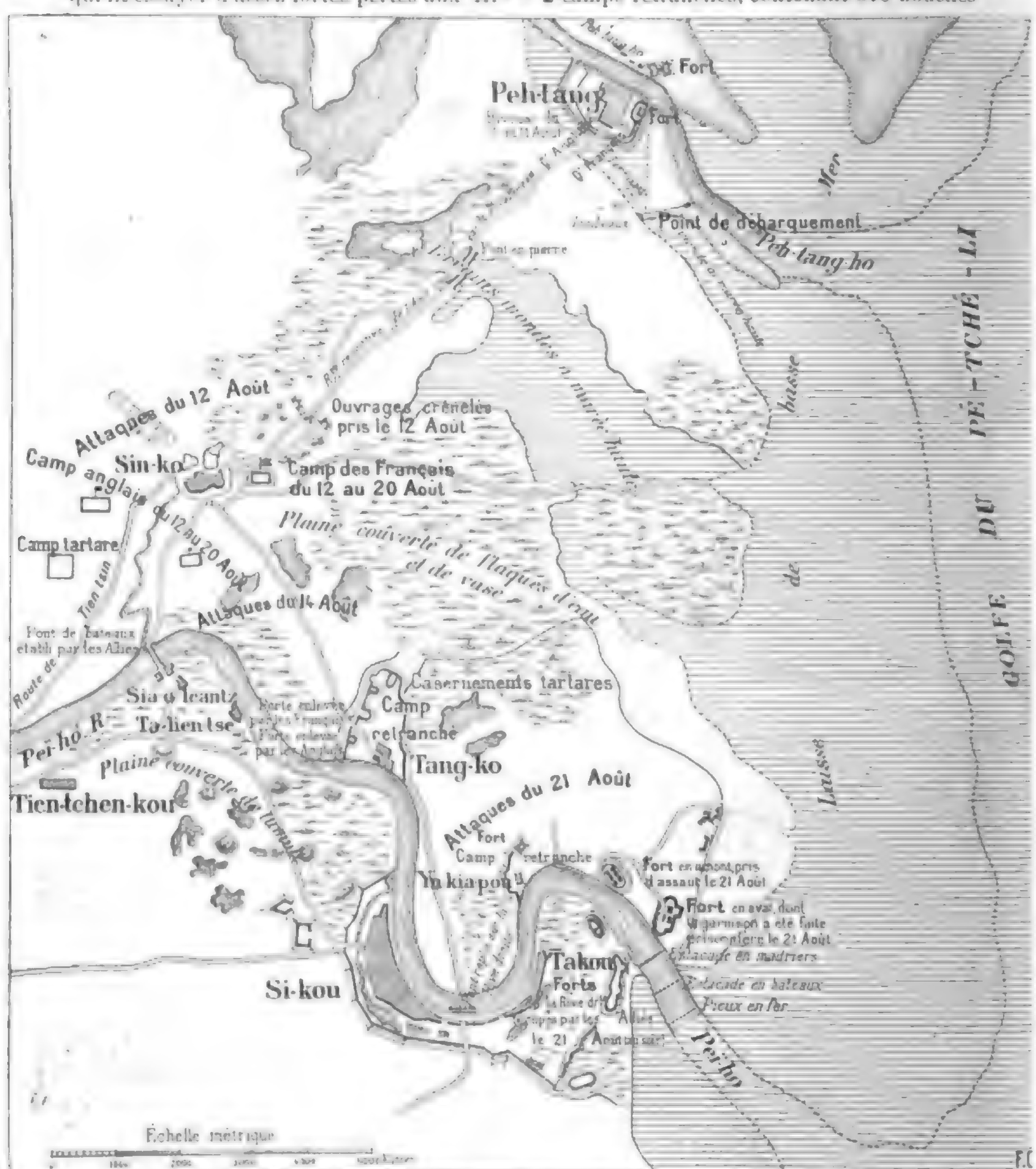


Fig. 25. — Expédition de Chine en 1860 ; Défenses de l'embouchure du Peï-Ho.

On se trouvait ainsi maître de 5 forts, de 2 camps retranchés, contenant 518 bouches à feu, dont 108 en bronze, d'une grande quantité d'armes et de munitions de guerre : la navigation du Peï-Ho était libre.

Le vice-amiral Charner décrivit en ces

termes au ministre de la marine les obstacles qu'avait permis de tourner et de faire tomber la réalisation du plan conçu par Montauban :

« C'était, d'abord, une rangée de forts pieux en bois, alignés à l'intérieur des forts ; puis un double barrage de piquets en fer, dont chaque pièce, d'un poids énorme, profondément enfoncée dans le sol, ne laissait paraître que sa pointe aiguë au moment de la basse-mer. Quelques-unes de ces pièces, de la grosseur d'une forte tige d'ancre, sont estimées d'un poids de 15 à 20 tonneaux. — Une troisième estacade était formée de cylindres flottants, reliés avec eux et fixés aux rives par de fortes chaînes ; — la quatrième était en tout point semblable, pour la forme, à la seconde, mais composée de pièces moins fortes ; enfin les deux dernières étaient composées d'un assemblage de bateaux ou de madriers rattachés par des chaînes et des câbles, aboutissant aux deux bords du fleuve, où les extrémités étaient solidement établies. »

Le 22 au matin, à la suite de négociations entamées avec le vice-roi du Pé-Tchi-Li, les forts et les camps retranchés de la rive droite sont directement occupés ; un passage est alors frayé à la flotte à travers les estacades de l'embouchure du fleuve.

Le 14, il n'y avait eu que 13 Français et 3 Anglais mis hors de combat. Le 21, les Français en eurent environ 200 et, sur un chiffre à peu près égal, les Anglais comptèrent 17 officiers hors de combat [1].

La prise des forts de Takou ouvrait le chemin de Tien-Tsin. Impatient de sortir de son inaction, désireux surtout de montrer le pavillon anglais le premier, l'amiral Hope, suivi de près par l'amiral Charner qu'il n'avait pas prévenu [2], remonta en apparence de sa propre autorité, mais certainement avec l'approbation d'Elgin et de Grant, le Peï-Ho jusqu'à Tien-Tsin, ville d'environ 400.000 âmes, le véritable grenier de Pékin ; le 23 août, les deux amiraux s'emparèrent de cette ville dont, d'ailleurs, les défenses étaient évacuées.

Le lendemain, le corps expéditionnaire partait à son tour pour Tien-Tsin. Les hommes portaient trois jours de vivres : biscuit, riz, café ; de la viande sur pied suivait la colonne.

Le 26, les armées alliées étaient campées en dehors de Tien-Tsin qui se trouve à environ 55 kilomètres du Peï-Ho. Les généraux en chef y apprirent que les rebelles chinois avaient attaqué Shang-Haï huit jours auparavant et qu'ils avaient été repoussés : bien que la garnison comptât 400 hommes, on lui envoya aussitôt des renforts de façon à la doubler et 2 sections d'artillerie.

Le 27 août, les deux ambassadeurs consentirent à entamer à Tien-Tsin des négociations avec deux soi-disant fonctionnaires chinois, se donnant le titre de hauts commissaires impériaux, dont ils eurent la naïveté, bien qu'ils ne fussent pas des apprentis et qu'ils connussent le machiavélisme des Orientaux, de ne demander à vérifier les pouvoirs que le 7 septembre : les deux mystificateurs s'enfuirent alors en emportant les traités qui leur avaient été remis en deux langues.

Ici ne craignons pas d'anticiper. Ces traités, rédigés en commun par Elgin et Grant, furent retrouvés par des soldats français, pendant qu'on pillait le Palais d'Eté, et remis, avec bon nombre de papiers écrits en langue européenne, au colonel Schmitz ; ils auraient dû naturellement être identiques avec des mots différents, or, ils constituaient un *double traité* [1]. Lorsque, devant Pékin, le général Montauban eut la curiosité légitime de faire traduire devant lui le traité anglais, il fut stupéfait et indigné en constatant que le texte anglais ne concordait point avec le texte français. Le traité anglais stipulait, dit le traducteur dont le travail fut, séance tenante, vérifié par un tiers, « des avantages spéciaux au profit de l'Angleterre seule, des indemnités, des concessions de terrain sur la côte, et, dans une lettre explicative annexée au traité,

(1) Cependant, dit le docteur Chenu, « beaucoup d'hommes reçoivent des balles qui, n'*ayant pas pénétré*, sont retrouvées dans leurs vêtements ».

(2) « Les deux amiraux se livrèrent, sur le Peï-Ho, à de véritables régates, à une course au clocher... de Tien Tsin. Mais l'Anglais avait pris trop d'avance. Il toucha le premier le bord, ajoutant ce nouveau froissement d'amour-propre à ceux déjà trop nombreux que nos alliés nous avaient infligés depuis le début de la campagne. » D'Hérisson. — *Loc. cit.*, p. 225.

(1) D'Hérisson (comte). — *Journal d'un officier d'ordonnance* (juillet 1870, février 1871), p. 11 et 12 ; et D'Hérisson (comte). — *Journal d'un Interprète en Chine*, p. 98 et 99, 358 à 371.

lord Elgin disait en substance : « Ne vous inquiétez pas des Français. Donnez-leur quelques satisfactions morales au sujet de leur religion. Nous faisons notre affaire de leur adhésion aux conditions que nous vous demandons, car ce sont des mercenaires à notre solde. » Cette version est appuyée par les témoignages sérieux et irréfutables de personnes qui, en Chine même, furent mises au courant de cette perfidie contre laquelle la Presse britannique s'est vainement inscrite en faux (1).

Pendant que les imposteurs Koué-Liang et Hang-Fou, dont les noms ont été conservés, se jouaient des deux ambassadeurs, les opérations militaires avaient été suspendues sur leur demande ; le prince San-Ko-Li-Tsin gagna ainsi un temps précieux. Finalement, Gros et Elgin durent prévenir les deux généraux en chef que c'était à Tung-Chao, peut-être même à Pékin, distant de trente lieues environ, que, les armes à la main, les négociations pourraient être reprises.

On entrait ainsi dans la deuxième phase que le plan d'opérations avait admise comme possible ; elle n'a commencé que le 9 septembre, lorsqu'on se décida à reprendre la marche en avant.

Il était indispensable de constituer solidement la garnison de Tien-Tsin, pour conserver ses communications avec les flottes, base naturelle d'opérations ; on la porta à 4.283 Français et à un nombre un peu moindre d'Anglais.

Marche des Alliés de Tien-Tsin à Pékin (2), du 9 septembre au 6 octobre [*fig.* 26].

Les Anglais formèrent deux colonnes qui partirent les 9 et 11 septembre : la première, avec laquelle marchaient sir Hope, Grant et lord Elgin, était forte de 1.000 hommes ; la deuxième de 2.000.

Les Français se mirent en route, le 10 septembre, en une seule colonne d'un effectif total de 2.886 hommes ; le baron Gros accompagnait le général Montauban.

Dès le premier gîte, à Pou-Kao, les conducteurs mirent à profit un orage pour s'évader avec les mulets réquisitionnés ainsi que les bêtes de somme qui appartenaient à l'armée. Cette fuite n'eut pas de suites fâcheuses, parce que le général Montauban constata *de visu* que, contrairement à l'affirmation *d'un officier de marine* coupable de négligence, le Peï-Ho était navigable.

Ici, le détail est nécessaire ; il est, en effet, instructif et bien propre à fixer l'attention surtout des généraux :

« Le commandant en chef avait bien songé dès l'origine à utiliser le cours du Peï-Ho pour la marche des convois, et même, sur sa demande, l'amiral Charner avait chargé un officier de marine de reconnaître jusqu'à quel point la rivière était navigable. Malheureusement, cet officier, *se trompant de direction à la sortie de Tien-Tsin, avait confondu, avec le cours d'eau, un canal* qui s'en éloigne vers la gauche et qui, à partir de deux milles de la ville, n'offre plus de profondeur suffisante pour les plus simples barques.

« Il résulta de cette erreur que le général Montauban *ne s'était cru d'autre ressource* que de faire requérir toutes les voitures disponibles de Tien-Tsin et des environs. Ce ne fut qu'au premier bivouac, *qu'étant monté à cheval dès le matin*, après la fuite des conducteurs, *il aperçut sur le Peï-Ho de très fortes jonques ;* il apprit alors *des Chinois* que ces embarcations venaient de Tung-Chao, et qu'il en existait un grand nombre sur la rivière. Il en fit immédiatement saisir une vingtaine et les employa à organiser un service par eau pour le transport des vivres... (1) »

Dès lors, le commandement fut délivré d'un lourd souci, car ce service fonctionna très régulièrement jusqu'à la fin de la campagne.

Le 12, la colonne française atteignait Yang-Tsun ; le 13, elle s'arrêtait à Nou-Tsaï-Tsun ; le 14, elle arrivait à Kho-Seyou

(1) Montauban jugea ces papiers si compromettants pour les Anglais que, à la fin, il les fit porter directement à l'Empereur par un aide de camp, le comte de Pina, lieutenant de vaisseau, et par le commandant Campenon. Napoléon III mit les traités de côté et sur tout cela on ordonna de garder le silence. D'Hérisson. — *Loc. cit.*, p. 99 et 370.

(2) De Tien-Tsin à Pékin, on compte environ 120 kilomètres : de Tien-Tsin à Pou-Kao, 21k,81 ; de Pou-Kao à Yang-Tsun, 11k,8 ; de Yang-Tsun à Nou-Tsaï Tsun, 12k,2 ; de Nou-Tsaï-Tsun à Kho-Seyou, 18 kilomètres ; de Kho-Seyou à Matao, 10 kilomètres ; de Matao à Tchang-Ki-O, 17k,6 ; de Tchang-Ki-O au pont de Pa-Li-Kiao, 10k,5 ; du pont à l'entrée est de Pékin, 17k,8.

(1) Dépôt de la guerre. — *Relation de l'Expédition de Chine en 1860*, p. 121 et 122.

où les trois colonnes, réunies le lendemain, demeurèrent jusqu'au 17.

Les Chinois avaient entamé de nouvelles négociations dans le but de retarder la marche des Alliés. Oublieux de la leçon précédente, ne tenant pas compte de l'indice sérieux fourni par le changement notable constaté depuis deux jours dans l'attitude des populations, ceux-ci tombèrent dans le piège. Ils poussèrent même la confiance jusqu'à se faire précéder le 16, à Tang-Tché-Ou, par un certain nombre d'officiers, pour y rassembler des approvisionnements, passer des marchés : la troupe, ainsi constituée par l'adjonction des ordonnances et de plusieurs autres personnes, s'éleva à 43 hommes dont, perfidement, les Chinois retinrent la majeure partie.

Le 17, l'armée atteignait Matao.

Le lendemain, fut livré le *combat de Chang-Kia-Wan* ou *Tchang-Kia-Ouang*.

Les Alliés avaient quitté Matao depuis deux heures lorsque l'armée tartare, évaluée à environ 25.000 ou 30.000 hommes, fut signalée à cheval sur la route de Pékin. On découvrait une longue ligne de cavalerie et de l'infanterie couverte par des retranchements garnis d'artillerie et adossée au canal de Tchang-Kia-Ouang au Peï-Ho : compris entre le village de Lio-Tsang et un point situé au sud de Khouat-Tson, le front était un peu supérieur à 6 kilomètres. Entamé vers 10 h. 30 du matin, le combat, caractérisé par une attaque débordant les deux ailes de l'adversaire, se termina, vers 3 heures du soir, par la déroute complète de l'ennemi qui abandonna 80 pièces de canon et de nombreuses bannières. Nous comptions 11 hommes hors de combat dont 1 officier, le lieutenant de Damas, tué.

Le 20, on acquit la certitude que le prince Sanko-Li-Tsin, généralissime de l'armée chinoise, l'avait établie à l'ouest de Tchang-Kiaouang. Le soir même, le général Collineau arriva avec des renforts.

Le 21, le *combat de Pa-Li-Kiao* (*fig.* 26) ouvrait aux Alliés le chemin de Pékin.

« Nous avions, dit Montauban dans son rapport au Ministre de la guerre, à 5 kilomètres en avant de nos bivouacs de Chang-Kia-Wan, la grande ville de Tang-Tché-Ou, de 400.000 âmes, qui est reliée à Pékin par une voie de 12 kilomètres, ouvrage des anciennes dynasties. Cette route traverse, au village de Pa-Li-Kiao et sur un grand pont de pierre, le canal qui joint le Peï-Ho à Pékin. Nous résolûmes de négliger Tang-Tchéou, où il n'y avait plus un seul soldat, et de nous porter sur ce pont, que nous savions occupé, en avant et en arrière, par les camps du Sen-Ouan. »

Dans l'engagement, qui dura de 7 heures du matin à midi, plus de 1.200 Chinois, sur 30 000 environ, furent mis hors de combat, et on s'empara de 17 canons en bronze. Les Français n'eurent que 20 hommes hors de combat dont 3 tués ; les pertes des Anglais furent à peu près les mêmes (1). Ce combat, au cours duquel l'ennemi fit preuve d'une certaine habileté dans le choix du terrain et employa avec audace sa cavalerie au milieu de laquelle disparaissaient nos petites colonnes, rappelle, toutes proportions gardées, certains combats de l'expédition d'Egypte. Malheureusement les Alliés, dont les munitions commençaient à s'épuiser, durent suspendre leur marche vers Pékin et attendre, du 22 septembre au 5 octobre, des renforts, des munitions et des vivres. On mit à profit ce retard pour tâcher d'obtenir la délivrance de nos malheureux prisonniers de Tang-Tchéou : désigné pour entamer de nouvelles négociations, le prince Kong, frère de l'empereur, tout en affirmant son désir de conclure la paix, refusa de rendre les prisonniers ; la marche en avant fut donc reprise.

Montauban avait réorganisé et ravitaillé son armée en prévision de nouveaux combats.

« L'armée bien nourrie, bien reposée, était pleine de gaieté et d'entrain Les troupes faisaient des popotes succulentes, lavaient leur linge dans le canal, y pêchaient à la ligne, s'amusaient comme des enfants et ne demandaient qu'à aller de l'avant. On n'était pas, comme dans les campagnes européennes, attristé par la mort de nombreux camarades et désorganisé par la venue de figures inconnues. Tout le monde avait fini par se connaître. Presque tous les hommes qui étaient là savaient qu'ils pouvaient compter les uns sur les autres. L'armée de Chine était une grande famille militaire (2). »

(1) « Cette bataille, a dit un témoin, faisait l'effet d'un rêve. On marchait, on tirait, on tuait, et personne n'était touché ou presque personne... » D'Hérisson. — *Loc. cit.*, p. 283.

(2) D'Hérisson (comte). — *Journal d'un interprète en Chine*, p. 288.

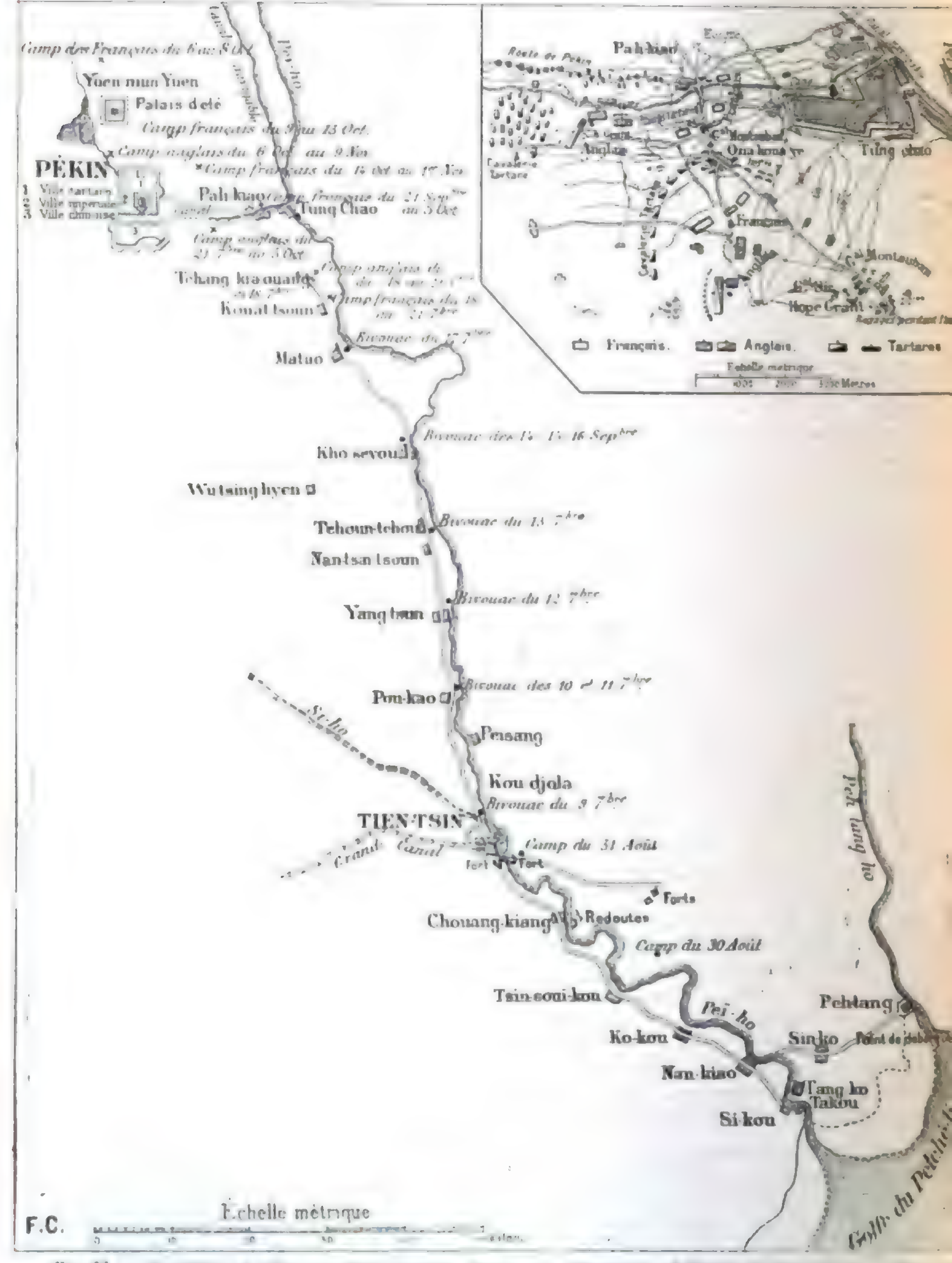


Fig. 26. — Expédition de Chine en 1860 ; Itinéraire des armées alliées jusqu'à Pékin ; Combat de Pa-Li Kiao.

Le 5 octobre au soir, 8.000 Français et Anglais, en nombre à peu près égal, bivouaquaient à 5 kilomètres environ au nord-est de Pékin. L'Empereur de Chine fuyait précipitamment vers la Tartarie.

Le Palais d'Eté et Pékin, du 6 au 20 octobre. — Le 6 octobre, la marche des Alliés vers le Nord-Ouest, à la poursuite de l'armée tartare, les conduisit à un retranchement abandonné depuis peu, situé au nord de Pékin ; de proche en proche, elle amena dans la soirée les Français en face du palais de Yuen-Ming-Yuen (mot à mot, *résidence de la splendeur originelle*) ou Palais d'Eté [1] de l'Empereur de Chine. Ce palais, qui était la grande et magnifique résidence favorite, renfermait « des richesses invraisemblables » ; il offrait un spectacle « à la fois extraordinaire et éblouissant par la richesse des objets, extraordinaire par leur nombre, leur variété [2] ». Les Alliés restèrent là jusqu'au 9 octobre.

Les choses se passèrent régulièrement tant que fonctionna une commission mixte chargée d'abord de veiller à la conservation, puis de régulariser le partage des richesses que contenait le Palais d'Eté : le pillage survint ensuite et dura quarante-huit heures, pillage regrettable qui, entamé et perpétré malgré les deux généraux en chef, entacha la victoire, bien qu'il y ait lieu de tenir compte de l'exaspération qui s'empara du soldat quand il eut la certitude qu'une partie des prisonniers avait été massacrée. On découvrit, en effet, dans le palais, des vêtements souillés et ensanglantés ayant appartenu à quelques-unes des personnes que l'on réclamait vainement depuis le 18 septembre.

Le 9 octobre, les armées alliées, réunies de nouveau, étaient campées au nord de Pékin : des batteries de brèche furent établies ; puis, sans faire de bombardement et d'attaque de vive force, on exigea que la porte principale qui se trouvait de ce côté fût livrée. Le 13 octobre seulement, le prince Kong-Tsing-Ouan accédait à cette demande ; la porte Am-

(1) Plus exactement, dit d'Hérisson, Palais d'Automne : *loc. cit.*, p. 299. D'Hérisson en a donné une description détaillée, p. 306 à 326.

(2) D'Hérisson [comte]. — *Journal d'un Interprète en Chine*, p. 311 ; lire les chapitres XIX [Le palais d'Été], XX [Le pillage du palais d'Été] et XXI [La nuit au Camp], pp. 306 et suivantes.

Ting fut aussitôt occupée par un bataillon de chaque nation : haut de plus de 14 mètres, le rempart offrait en cet endroit 20 mètres d'épaisseur.

On eut à cette occasion une preuve nouvelle que les Anglais tenaient beaucoup à « établir aux yeux de la Chine leur supériorité, leur prépondérance et leur direction ».

L'heure de midi avait été fixée pour l'occupation en commun ; lorsque le colonel Schmitz arriva, en retard de quelques minutes, il est vrai, avec un bataillon du 101e, le drapeau britannique flottait, depuis un quart d'heure déjà, sur le rempart. Schmitz ne se gêna nullement pour signaler sur place cette inconvenance au général Napier, le futur vainqueur de Théodoros [1].

Du 8 au 18 octobre, les prisonniers furent rendus, les uns vivants, mais dans quel état ! les autres dans des cercueils ; le nombre des victimes s'élevait à 13 sur 26 pour les Anglais. 7 Français sur 13 avaient péri : le colonel Foullon-Grandchamps, le sous-intendant militaire Dubut, le P. Duluc, l'officier d'administration Ader, les soldats Godichot, Ouzouf et Blanquet. On connut alors les odieux traitements auxquels avaient été en butte les uns et les autres : un des survivants, le comte d'Escayrac de Lauture, chargé d'une mission scientifique en Chine, a donné depuis le récit émouvant de sa captivité.

« Je fus chargé, dit un témoin, de suivre les officiers anglais et de ramener nos compatriotes [M. d'Escayrac de Lauture et 4 soldats], je les trouvai dans le plus piteux état. M. de Lauture, en particulier, semblait rapetissé d'un pied. Il était vêtu d'une vieille robe de femme chinoise toute maculée de boue. Ses mains ankylosées avaient pris la forme d'un S. On les lui avait liées avec des cordes qui entraient dans les chairs du poignet et qu'on arrosait chaque fois qu'il se plaignait afin qu'elles se resserrassent encore.

« Enfin, détail épouvantable, il ne pouvait se traîner par suite d'une mutilation horrible, intime et complète... Et il s'est trouvé des gens pour crier que nous avions agi en Chine avec quelque sans-gène !...

(1) D'Hérisson [comte]. — *Journal d'un Interprète...*, p. 378, 379. Il lui aurait dit : « Vous auriez pu nous attendre. C'est la première fois, depuis que nous combattons ensemble, que vous plantez le premier votre drapeau sur un rempart. Il est vrai que, cette fois-ci, l'ennemi n'était pas derrière. »

« Voici, du reste, ce que dit lui-même M. de Lauture :

« Quant à nos pauvres soldats, liés, entravés, privés de nourriture, mourant de faim, lorsqu'ils demandaient à manger, on leur barbouillait la bouche avec un tampon de linge fixé au bout d'un bâton et trempé dans des excréments humains... (1) »

Cependant les négociations entreprises marchaient, malgré la légitime impatience de Montauban, avec une lenteur d'autant plus inquiétante que l'hiver avait fait sentir ses premières atteintes dès le 1er octobre : à peu près aussi rigoureux à Pékin qu'en Sibérie, il allait couvrir de neige et de glace les routes, les canaux et le Pei-Ho. Lord Elgin (2), qui subjuguait complètement le loyal général Grant, entassait exigences sur exigences et aurait voulu notamment que l'on hivernât dans Pékin. Le général Montauban refusa de s'associer à ce projet aventureux et prévint son collègue anglais que, le 1er novembre au plus tard, les troupes françaises se replieraient sur Tien-Tsin pour y prendre leurs quartiers d'hiver.

Le 17 octobre, les ambassadeurs signifièrent aux autorités chinoises que si, le 23, la paix n'était pas signée, les Alliés détruiraient le palais impérial, au centre même de Pékin. L'incendie du Palais d'Été allumé, le 18 octobre, par les Anglais, décida probablement les Chinois à mettre un terme à leurs lenteurs.

Au nombre des projets de lord Elgin figurait la destruction de fond en comble de ce Palais. Vainement le général Grant, son instrument, fit tous ses efforts, de vive voix et par écrit, pour décider Montauban à se joindre à lui : celui-ci, d'accord avec le baron Gros que les « exigences inflexibles » des Anglais avaient fini par révolter, refusa formellement de s'associer à cet acte de vandalisme, parce qu'il le considérait « comme nuisible aux intérêts du gouvernement français (3) ». Aussi, lorsqu'il apprit que le projet avait été mis méthodiquement à exécution (1), ne cacha-t-il « ni son chagrin ni son exaspération (2) ».

Bientôt sa patience fut mise à une nouvelle épreuve car lord Elgin « en était arrivé à demander qu'on bombardât Pékin avant le 23 octobre, et Grant était disposé à obéir.

« Cette fois, le général de Montauban montra les dents et prononça de graves paroles.

« Il déclara qu'on attendrait jusqu'au 24, que sa parole et celle de la France étaient engagées et qu'*il ferait le nécessaire* pour qu'elles fussent respectées (3). »

La grave complication qui était imminente fut heureusement écartée par le cours même des événements.

Fin de l'Expédition : pertes qu'elle a occasionnées

Les traités de paix anglais et français, successivement signés les 24 et 25 octobre 1860, mirent fin à l'Expédition.

Le 20 octobre, le prince Kong faisait savoir aux ambassadeurs qu'il accédait à toutes les conditions formulées et qu'il était prêt à signer le traité de paix.

Deux jours plus tard, l'indemnité de 200.000 taëls, exigée pour les victimes de l'attentat du 18 septembre, était versée intégralement. Il n'y avait plus qu'à conclure.

Les principales clauses du traité français étaient les suivantes :

(1) D'Hérisson [comte]. — *Journal d'un Interprete en Chine*, p. 371-373. D'Escayrac-Lauture sortit du bagne chinois avec une santé altérée qui ne se rétablit jamais complètement. Ce séjour en Chine fut cause de sa fin prématurée, à l'âge de 42 ans (19 décembre 1868).

(2) Le noble lord était bien connu depuis que, quelques années auparavant, il avait emporté les marbres du Parthénon.

(3) Lettre du 17 octobre 1860 au général en chef Hope Grant. Lire aussi sa lettre du 18 octobre en réponse à Grant lui annonçant la destruction. D'Hérisson [comte]. — *Journal d'un Interprète*, p. 384 à 388.

(1) Lorsque, le 9 octobre, l'armée s'éloigna du Palais d'Été, « les bâtiments contenant les appartements de l'Empereur, les salles de réception et la salle du Trône, étaient en ruines, mais les palais, les pagodes et la bibliothèque du parc restaient intacts » (D'Hérisson, *loc. cit.*, p. 371] Le 18 octobre, les Anglais y pourvurent : « Le palais détruit, les pagodes, les musées, les bibliothèques, les belles, les magnifiques bibliothèques furent incendiées jusqu'aux fondations et de ces manuscrits précieux, il ne resta plus, comme jadis à Alexandrie, que des cendres noires que le vent sema sur les premières neiges .. » D'Hérisson. — *Loc. cit.*, p. 388.

(2) D'Hérisson [comte]. — *Journal d'un Interprète...*, p. 388. D'Hérisson ajoute : « Il nous disait souvent dans ses épanchements : — J'en ai assez, j'en ai assez. Ces gens-là sont orgueilleux comme des paons et faux comme des jetons. Je crois, Dieu me pardonne, que j'aimerais mieux les avoir en face de moi qu'à mes côtés. »

Indemnité de guerre de 8 millions de taëls (60 millions de francs) pour la France, dont un million destiné à être réparti entre nos nationaux, ruinés en 1856 par l'incendie de nos factoreries à Canton ;

Restitution aux chrétiens des établissements religieux et de bienfaisance qui avaient été confisqués, liberté du culte catholique dans tout l'empire ;

Faculté pour les troupes françaises d'hiverner à Tien-Tsin, aux forts de Takou, et de ne s'éloigner qu'après le paiement de l'indemnité de guerre ;

Evacuation de Pékin et des Chu-san après l'échange des ratifications.

Ce traité de paix a inspiré au général Montauban les réflexions suivantes que l'on trouve consignées dans une lettre écrite à Shang-Haï le 18 janvier 1861 et adressée à Charles de Montigny [1], le diplomate éminent, qu'il aurait été si heureux d'avoir à la place de Gros.

« ..... J'ai eu à vaincre des obstacles de toute nature pour arriver au résultat de mes opérations militaires, et le but de celles-ci atteint, le résultat a été tel que vous l'avez prévu, *la ratification pure et simple du traité de 1858*, sauf l'indemnité augmentée en raison des frais de guerre nouveaux, et l'article 6 que j'ai pu faire insérer par le baron Gros à force d'en avoir causé avec le baron, et surtout avec son entourage ; cet article est celui qui a rapport aux intérêts du clergé catholique en Chine.

« Quant à l'occupation permanente d'un point utile à notre prépondérance en Chine, je n'ai pu rien obtenir.....

« Après avoir eu à lutter contre l'ambassadeur et le général anglais qui voulaient la destruction de la dynastie tartare, et ne s'en cachaient pas, je n'ai pu obtenir leur concours pour marcher contre les rebelles, lors même qu'ils s'approchent de Shang-Haï...

« *Dégoûté de tout ce que j'ai vu*, j'ai dû me borner à mon rôle militaire ; celui là n'a pas failli et j'espère avoir porté le drapeau de la France, dans toutes les circonstances, aussi haut, sinon plus haut que tout autre... »

Deux événements seulement méritent d'être signalés avant la retraite des deux corps expéditionnaires [2].

[1] Montigny est, avec Lagrenée, l'homme qui a représenté la France, en Chine, avec le plus d'éclat.

[2] Tout le chapitre XXIV, *La Paix*, de l'ouvrage de D'HÉRISSON est à lire ; il contient [p. 393 à 439] deux émouvants récits de ces événements.

Le 28 octobre, les restes mortels de nos compatriotes assassinés étaient déposés, en présence des états-majors des deux armées, dans le cimetière catholique concédé deux siècles auparavant aux missionnaires portugais, fermé depuis vingt ans, mais scrupuleusement respecté par les Chinois.

Le lendemain, l'office des morts suivi d'un *Te Deum* était célébré par l'évêque de Pékin, Mgr Mouly [1], dans la vieille cathédrale fermée depuis trente-cinq ans et rapidement restaurée par nos soldats et des chrétiens chinois.

Le 30 octobre, l'armée française commençait l'évacuation ; le 14 novembre, elle était tout entière réunie à Tien-Tsin où l'armée anglaise arriva également. Un mois plus tard, elle atteignait Shang-Haï et s'y installait. Elle ne laissait derrière elle qu'une garnison à Tien-Tsin et à Tché-Fou, sous les ordres du général de brigade Collineau, que la variole devait enlever, le 15 janvier 1861, avant qu'il pût connaître une promotion amplement justifiée par l'énergie et l'infatigable activité dont il avait fait preuve pendant toute la campagne.

Quelques jours plus tard, le général Montauban s'embarquait pour la France où le suivit, à peu de distance, toute la partie du corps expéditionnaire, maintenue temporairement en Chine ou qui fut mise à la disposition du vice-amiral Charner pour être employée en Cochinchine.

L'ambassadeur de Russie à Pékin, le général Ignatieff, n'avait pas cessé de chercher

[1] Mgr Mouly qui, depuis vingt-huit ans, exerçait son protectorat en Chine, au milieu de dangers sans cesse renouvelés, avait fourni des renseignements parfois précieux au général Montauban. D'Hérisson a signalé, sans préoccupation confessionnelle, le « puissant concours » que nous trouvâmes, en Chine, dans le personnel des missions catholiques : « Tous les renseignements qui parvenaient au général — et l'événement démontra leur précision — tant sur les ressources des provinces que nous allions avoir à traverser que sur les effectifs des troupes que nous allions rencontrer devant nous, lui étaient procurés par l'intermédiaire des Jésuites, qui les faisaient relever par des Chinois à leur dévotion .. Les Jésuites ont, à cette époque, fait preuve d'un patriotisme ardent et du plus admirable dévouement .. » Et il exprime, avec la même impartialité, la conviction que notre influence dans ce pays, « c'est aux missionnaires que nous la devons... » *Journal d'un Interprète en Chine*, p. 140 et 141.

à être utile aux Alliés depuis leur débarquement jusqu'au traité de paix, mais il ne perdait pas de vue les intérêts de son pays. Le 15 décembre 1860, il obtenait de la Chine pour la Russie un traité additionnel en vertu duquel une délimitation nouvelle des frontières des deux pays procura au commerce russe, par la cession de vastes territoires compris entre le 53e et le 42e degré de latitude nord, des débouchés importants : un coup de plume avait suffi pour couronner l'œuvre d'une diplomatie persévérante et avisée.

L'Expédition de Chine a coûté à la France au minimum 444 hommes : morts à l'aller, 34 ; tués ou morts des suites de leurs blessures, 12 ; morts dans les différents hôpitaux établis en Chine, 399. Mais, dans ce chiffre total, le docteur Chenu n'a pas fait figurer les pertes éprouvées pendant la traversée de retour, et il n'a pu y comprendre les pertes très nombreuses causées, pendant les deux années suivantes, par les maladies rapportées de Chine. Le chiffre des blessés a été de 271 (1).

Le docteur Castano fixe à 828 hommes dont 13 officiers (2) la mortalité survenue aux ambulances et aux hôpitaux pendant les années 1860, 1861 et 1862 : en 1860, 419 hommes dont 7 officiers ; 1861, 387 hommes dont 5 officiers ; 1862, 22 hommes dont un officier.

Sur un effectif de 1.500 hommes, le 101e régiment de ligne perdit, en 1860, 95 hommes, soit 6,3 % ; les pertes du 2e bataillon de chasseurs s'élevèrent pour 912 hommes à 9 hommes, soit 0,986 %.

Les Anglais eurent environ 450 hommes hors de combat.

Conclusion

Lorsque l'Expédition fut décidée, bien des opinions pessimistes eurent cours en France. Personne, à la vérité, ne mettait en doute, au lendemain de la guerre d'Italie, qu'il fût relativement facile à une poignée de soldats européens conduits par des chefs expérimentés et habiles de battre en bataille rangée les troupes tartares qui leur seraient opposées. Toutefois, il fallait bien reconnaître le côté aventureux de l'expédition : d'une part, l'effectif de l'armée alliée était bien faible, comparé aux ressources d'un immense empire, aux difficultés imprévues de la marche dans l'intérieur d'un pays inconnu, à une assez grande distance de la côte qui servait de base d'opération, pour atteindre l'objectif, une ville d'environ deux millions d'habitants, capable de se défendre avec acharnement ; d'autre part, on était en droit de se préoccuper des complications spéciales pouvant surgir, par défaut d'entente entre Alliés, pendant une expédition à la fois diplomatique, militaire et maritime.

Cependant on était en droit d'espérer, en se rappelant les exploits des aventuriers espagnols en Amérique, que, si la direction était bonne, la tactique européenne et son armement perfectionné permettraient d'avoir assez promptement raison de hordes imparfaitement armées pour le combat à distance et que leur nombre seul pouvait rendre redoutables.

Le succès une fois obtenu, complet et dans le minimum de temps, puisque la durée ne dépassa pas trois mois, les mêmes critiques, oubliant les préoccupations et les appréhensions du début, s'appliquèrent à atténuer les difficultés qu'ils avaient si complaisamment énumérées : la jalousie qui se fait trop facilement jour en France, même dans les milieux militaires où la loyauté devrait seule régner, et la prise que donnait le passé bien lointain déjà du commandant en chef, alors qu'il n'appartenait pas encore à l'armée, rendirent injuste envers lui.

On le vit surtout lorsque le Corps législatif, cependant si docile et dévoué, se rendit coupable d'ingratitude en refusant de voter la dotation que l'Empereur avait demandée, à titre de récompense nationale bien méritée (1), pour le général Cousin-

(1) « Le petit nombre des tués ou blessés, dit le docteur Chenu, s'explique par la nature des armes de l'ennemi : il faut ajouter que les Chinois avaient une nombreuse cavalerie, une médiocre artillerie et qu'ils ont été repoussés par l'infanterie et notre artillerie. »

(2) Les principales causes de décès furent : la dysenterie chronique, 449 hommes ; le choléra, 65 ; la variole, 48 ; la pneumonie et la pleurésie, 45. Les décès amenés par la syphilis et l'alcoolisme ont été au nombre de 3 et de 2.

(1) Discours de M. Janzé, rapporteur du budget à l'Assemblée nationale, dans la séance du 16 mars 1862.

L'annonce de la proposition du gouvernement

Montauban nommé par lui comte de Palikao. Profondément blessé, Napoléon III adressa, le 23 février 1862, au Corps législatif, une lettre quelque peu outrageante et, à coup sûr, maladroite, se terminant ainsi : «... Car les graves actions sont le plus facilement produites là où elles sont le mieux appréciées, et les nations dégénérées marchandent seule la reconnaissance publique. Il nomma le général sénateur et ordonna qu'il recevrait, à titre de prélèvement sur l'indemnité de guerre imposée à la Chine, une somme de 589.500 francs [1]. Ainsi procèdent les Anglais, et ils ont raison : ce n'est pas dans l'armée qu'un honnête homme s'enrichit.

Si l'on établit un parallèle entre l'Expédition de Chine et toutes les autres expéditions lointaines que la France a exécutées depuis 1861, elle demeure comme un modèle pour la préparation et pour l'exécution.

La préparation a été, en effet, aussi prévoyante et aussi complète qu'elle pouvait l'être. C'est en se plaçant à ce point de vue que Thiers qualifia l'expédition de « chef-d'œuvre ».

Quant à l'exécution, elle a été remarquable aussi, grâce à un heureux mélange de prudence et d'audace ; elle méritait d'être couronnée par le succès auquel ne contribua pas le hasard : en effet, ainsi qu'on a eu raison de le dire, « Montauban *n'appartenait pas à l'école du débrouillage*. Il ne partait jamais sans savoir où il allait [2] ».

En résumé, le général Cousin-Montauban a eu à triompher d'obstacles de toute nature : en y parvenant avec une grande sûreté de main et grâce à une habileté peu commune, il a bien mérité de la France. Ayant plus de titres que d'autres, puisqu'il avait commandé en chef, alors que ceux-ci s'étaient trouvés en sous-ordre, ce qui facilite bien des choses, il aurait pu être fait maréchal de France ; malheureusement, la loi du 4 août 1839 ne permettait de conférer cette dignité qu'à ceux « qui ont commandé en chef devant l'ennemi une armée ou corps d'armée composé de plusieurs divisions, ou les armes de l'artillerie et du génie dans une armée composée de plusieurs corps d'armée ».

Le passé serait d'un intérêt médiocre si, après avoir admiré de belles actions, on ne s'en inspirait pas pour le présent et pour l'avenir qui sont si étroitement liés.

Certes, l'aventure extraordinaire de l'Expédition de Chine de 1860 a été remarquablement conduite par le général Cousin-Montauban ; toutefois, il importe de remarquer qu'il n'aurait pas pu obtenir aussi rapidement, ce qui était indispensable [1], un pareil résultat, s'il n'avait constamment joui d'une grande liberté au point de vue militaire et, surtout, s'il n'avait eu sous ses ordres des troupes d'une valeur sérieuse. « Nos hommes, dit d'Hérisson, étaient *de vieux soldats* encadrant quelques volontaires, *des soldats dans la force de l'âge*, capables de résister aux rigueurs de la température, aux énervements de la traversée, aux chaleurs aussi bien qu'aux froids. Nos soldats étaient des hommes faits, des soldats qui servaient sept années [2]. »

La conclusion non moins juste, dont nous trouverons la confirmation à propos de l'Expédition de Madagascar, est que les soldats du service réduit sont fatalement destinés, dans une expédition lointaine, quels que soient d'ailleurs leur dévouement, leur bravoure, leur héroïsme même, à payer de leur vie, en grand nombre, leur manque de résistance et qu'il est indispensable d'avoir « pour les expéditions lointaines, des armées sérieuses, *composées de soldats*

suffit pour soulever, le 19 février 1862, une véritable explosion d'opposition. « J'espère, dit Emile Ollivier, que le *Moniteur* et le compte rendu constateront l'impression de la Chambre. »

Le 21 février, la Chambre refusa, malgré les instances du duc de Morny, de discuter en comité secret le projet.

(1) Dès le refus du Corps législatif, Napoléon III chargea un de ses aides de camp, le général Castelnau, qui voulut bien donner ce détail, le 3 mai 1878, à l'auteur de cet ouvrage, de remettre à Montauban une somme de 500.000 francs dont il tira reçu.

(2) D'Hérisson (comte). — *L'Expédition de Chine*, p. 61.

(1) « ... Si l'on donnait à ce gouvernement le temps de se reconnaître et à ces troupes éparses le temps de se concentrer, en dépit de leur infériorité militaire, c'en était fait de notre armée et de l'armée anglaise. Elles eussent été étouffées, anéanties, broyées sous les pieds de ces multitudes rassemblées... » D'Hérisson (comte). — *Journal...*, p. 125.

(2) D'Hérisson (comte). — *Journal d'un Interprète...*, p. 434.

de métier, une armée coloniale en un mot, soustraite aux règlements qui régissent l'armée de l'intérieur (1) ».

Il est indispensable aussi que les attributions du commandant en chef de toute armée appelée à faire la guerre loin de la mère-patrie soient complètes au triple point de vue militaire, maritime et diplomatique. C'est ainsi que la réduction des attributions du général Montauban, arrachée à la faiblesse de Napoléon III par les intrigues antipatriotiques de son entourage et par la perfidie de l'Angleterre, entrava son action et augmenta, sans compensation, les obstacles dont était obstrué son chemin.

La correspondance de Montauban abonde en plaintes amères, exhalées contre ses Alliés que, disait-il, il aurait préféré avoir pour adversaires. Aussi a-t-elle été soigneusement mise sous scellés aux Archives de la guerre, de peur que sa publication contriste les Anglais qui ont si souvent dupé les gouvernants de notre loyale France.

Autorisé à la consulter en 1882, d'Hérisson l'utilisa, l'année suivante, dans un ouvrage intitulé L'Expédition de Chine, *d'après la correspondance confidentielle du général Cousin de Montauban, comte de Palikao*. A peine cet ouvrage était-il paru qu'il fut « mis sous séquestre par « raison d'Etat », puis acquis par le ministre de la Guerre [1883] (1) ». L'auteur de cet ouvrage peut affirmer que la défense existe toujours (2).

(1) D'Hérisson (comte [illegible]), *Loc. cit.*, p. [illegible]

(1) Pour une double raison, d'Hérisson dut se conformer à cette défense, mais il lui était permis, à défaut de la reproduction interdite de documents qu'il avait entre les mains, de maintenir ses conclusions : on les trouvera dans son ouvrage postérieur intitulé *Journal d'un Interprète en Chine* et on les adoptera avec la certitude qu'elles sont fondées.

(2) Le 27 octobre 1899, le ministre de la Guerre voulut bien l'autoriser à faire dans les *Archives*, jusqu'à l'année 1860, les recherches qui lui étaient nécessaires, mais il écarta la partie de sa demande relative à la campagne de Chine : « Pour la campagne de Chine, la Commission n'a pu oublier *les graves difficultés* qu'occasionna une autorisation donnée en 1882, relativement à cette campagne ; elle a pensé que les *mêmes obstacles s'opposent encore aujourd'hui à toute autorisation*. J'ai approuvé cet avis et j'ai, en conséquence, le regret ... », etc.

EXPÉDITION DU MEXIQUE

[1861-1867]

L'inépuisable dévouement, les qualités brillantes du soldat et de l'officier français ont été mis, pendant plus de cinq ans, au service d'une mauvaise cause sur le sol mexicain. De nombreux engagements, pour la plupart glorieux, furent livrés ; toutefois, il faut reconnaitre que l'intérêt est inégal : en dehors du siège de Puebla, il n'y eut guère que des actions de détail peu fertiles en enseignements de la nature de ceux que l'on s'efforce de dégager dans cet ouvrage. Les marches elles-mêmes longues, interminables qui furent pénibles et accompagnées de si rudes fatigues n'offrent rien de particulier. Il suffira donc d'indiquer l'enchainement général des faits et de donner des détails pour quelques rares opérations ; les autres relèvent de la guerre de partisans.

L'intérêt principal, parfois très grand, se dégage du mélange de la guerre et de la politique dont l'action incessante a pesé si lourdement sur des hommes ordinaires pris au dépourvu et sur les opérations que souvent elle entrava. Aussi a-t-il été nécessaire de s'occuper ici, à titre tout à fait exceptionnel, de cette lutte souterraine ou en pleine lumière de laquelle se dégagent bien des leçons que les généraux doivent méditer : le bon vouloir ne suffit pas là où l'expérience acquise, faute de mieux, dans l'étude de l'histoire, fait défaut.

Le Sommaire, a été détaillé à dessein ; il suppléera, quand il sera nécessaire, aux lacunes volontaires du récit.

Les divisions générales adoptées sont les suivantes :

Bibliographie.

Chapitre premier : I. — Situation du Mexique à la fin de l'année 1861. Préliminaires de l'expédition.

II. — Commandement du contre-amiral Jurien de la Gravière, de novembre 1861 au 27 avril 1862.

III. — Commandement du général de Lorencez, du 27 avril au 25 octobre 1862.

IV. — Commandement du général Forey, du 25 octobre 1862 au 1er octobre 1863.

Chapitre II. — Commandement du général Bazaine, du 1er octobre 1863 au 12 mars 1867. L'Empire mexicain. — Observations militaires et Conclusions.

Les Beausserons-Brunoy, 15 septembre 1905.

BIBLIOGRAPHIE

Niox [capitaine G.]. — Expédition du Mexique [1861-1867]. Récit politique et militaire [rédigé d'après les documents officiels] : 1874.

Chevalier [Michel]. — Le Mexique ancien et moderne : 1863.

Martin [Ch.]. — Précis des événements de la campagne du Mexique en 1862 : 1863.

de Kératry [comte]. — La Contre-guérilla française : 1867.

de Kératry [comte]. — La Créance Jecker, les idemnités françaises et les emprunts mexicains : 1867.

de Kératry [comte]. — L'Elevation et la chute de l'empereur Maximilien : 1867.

Timmerhans [capitaine belge]. — Voyage et opérations du corps belge au Mexique : 1867.

Bibesco [prince Georges]. — Le corps de Lorencez devant Puebla, 5 mai 1862 : 1868.

*** Papiers et correspondances de la Famille impériale [contiennent notamment 17 lettres adressées par le général Félix Douay au général Abel Douay, son frère] : 1870-1872.

Loiseau [capitaine belge]. — Notes militaires sur le Mexique en 1864-1867 : 1872.

Chenu [docteur J. C.]. — Expédition du Mexique ; Relation médico-chirurgicale : 1876.

Bibesco [prince Georges]. — Au Mexique. Combats et retraite des six mille : 1876.

Masseras [E.]. — Un essai d'empire du Mexique : 1878.

Pierron [lieutenant-colonel]. — Les méthodes de guerre actuelles et vers la fin du XIXe siècle : 1878 à...

Philebert [général]. — Vie du général Margueritte : 1881-1882.

Czajkowski. — Journal d'un officier à l'armée impériale du Mexique : 1888.

Gaulot [Paul]. — La vérité sur l'expédition du Mexique d'après les documents inédits d'Ernest Louet payeur en chef du Corps expéditionnaire. Rêve d'Empire : 1889.

Gaulot [Paul]. — La vérité..., etc. L'Empire de Maximilien : 1890.

Divers. — Lettres adressées au maréchal de Castellane : 1898.

Gaulot [Paul]. — La vérité...., etc. Fin d'Empire : 1909.

Loizillon [chef d'escadron]. — Lettres sur l'expédition du Mexique — 1862-1867 : 1890.

Van der Smissen [colonel belge]. — Souvenirs du Mexique — 1864-1867 : 1892.

Basch [Docteur]. — Erinnerungen aus Mexico Geschichte der letzten zehn Monate des Kaiserreiches : 1893.

Bocher. — Campagne du Mexique — 1862-1867. Journal d'un officier de chasseurs à pied : 1894.

Bourdeau [lieutenant-colonel]. — La guerre au Mexique : 1894.

Grandin. — Mémoires d'un chef de partisans de Vera-Cruz à Mazatlan : 1895.

Thoumas [général]. — Récits de guerre, 1862-1867. Les Français au Mexique : 1895.

Castex [général]. — Ce que j'ai vu ; tome I [page 209 à 231] : 1898.

Grémillet [capitaine Paul]. — Un régiment pendant deux siècles. [1684-1899]. Historique du 81e de ligne, ancien 6e Léger « L'Intrépide » : 1899.

Ollivier [Emile]. — L'Empire libéral : tome V [chapitre VI et XIV] : 1900.

Ollivier [Emile]. — L'Empire libéral : tome VI [livre XII, chapitres IX, XVIII et XXIV] : 1902.

Ollivier [Emile]. — L'Empire libéral : tome VII [livre XIII, chapitres V et XVI] : 1903.

Ollivier [Emile]. — L'Empire libéral : tome IX [livre XVII, chapitre III] : 1904.

Ledemé [lieutenant-colonel]. — Lettres à sa famille pendant les campagnes de Crimée et de Mexique : 1905.

(1) Historiques de différents régiments : zouaves, bataillons de chasseurs, régiments de ligne et régiment étranger.

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE

I. — SITUATION DU MEXIQUE A LA FIN DE L'ANNÉE 1861. PRÉLIMINAIRES DE L'EXPÉDITION

La Constitution du 5 février 1857 marque une halte sérieuse dans la guerre civile engagée depuis plusieurs années au Mexique. Elle consacra, en effet, toutes les libertés des sociétés modernes et établit une confédération républicaine entre les 27 États du Mexique. En réalité, la lutte s'était engagée entre les partisans d'une religion intolérante et privilégiée, représentée par un clergé ignorant, superstitieux, riche et les partisans de la liberté voulant une religion « tolérante, soumise au droit commun, renfermée dans sa fonction spirituelle (1) ».

(1) OLLIVIER [Emile]. — *L'Empire libéral*, t. V, p. 207.

« Les Créoles de race pure espagnole étaient en général, dit l'intendant militaire de Pérussis, conservateurs et cléricaux, reflétant bien l'esprit politique de l'ancienne mère-patrie.

Les Mexicains de sang-mêlé (espagnol et indien) représentaient plutôt l'esprit libéral, et donnaient en grand nombre, des avocats, des médecins, des professeurs. Quant à l'armée, en raison même des guerres civiles incessantes, depuis les luttes pour l'Indépendance (1810-1821), sa composition comme corps d'officiers laissait énormément à désirer, d'autant plus que les cadres en étaient singulièrement élastiques. Une École militaire, établie à deux pas de Mexico, à Chapultepec, donnait cependant, un enseignement assez relevé, et le général Miramon en fut un des meilleurs disciples.

Quant aux Indiens, race très prolifique, et de beaucoup supérieure, comme nombre, à la race d'origine espagnole, ou européenne, ils fournissaient, bien un peu, à la classe instruite de la nation, mais ils formaient, et forment encore, la masse des travailleurs, campagne et ville; ils donnaient surtout la main-d'œuvre si indispensable pour l'exploitation des richesses minières du Mexique » (1).

Le président Juarez. — Lorsqu'il devint évident que le président Comonfort, successeur de Santa-Anna, trahissait la Constitution, Benito-Juarez (2), son vice-président, se déclara président à sa place, le 19 janvier 1858. Vainqueur du jeune et brillant général Miramon, qui appartenait au parti conservateur, il fit son entrée à Mexico le 11 juin 1861. Nommé président à titre définitif, le 1er juillet suivant, il réalisa aussitôt la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Aujourd'hui que les passions sont calmées, il est juste de reconnaître que Juarez était un homme droit, probe, actif, capable et énergique, aimant bien son pays qu'il eut la très noble ambition de vouloir défendre contre une agression brutale.

Il est non moins juste de se rappeler que si Juarez, irrité par l'arrogance de certaines puissances européennes, le prit de haut avec elles, ces puissances, auxquelles il fournit l'occasion d'un conflit, avaient eu à compter, malgré l'existence de conventions et du traité de 1839, avec le mauvais vouloir des divers gouvernements qui s'étaient succédé au Mexique depuis la déclaration d'indépendance (1822).

Débiteur de l'Angleterre, de la France et de l'Espagne, le Mexique avait affecté au paiement de ses créanciers le revenu de ses douanes. Lorsque les caisses furent vides, Juarez eut recours à un procédé un peu vif en décidant d'un trait de plume, le 17 juillet 1861, que tout paiement serait suspendu pendant deux ans. Le ministre de France au Mexique, Dubois de Saligny, protesta et rompit aussitôt avec lui les relations diplomatiques; circonvenu par la société réactionnaire de Mexico, le ministre anglais Charles Wyke fit de même.

Convention de Londres du 31 octobre 1861. — Conclue entre la France, l'Angleterre et l'Espagne, dont chacune avait à formuler des griefs à peu près semblables, cette Convention ne prêtait à aucune équivoque. Les parties contractantes, unies pour une action commune, s'engageaient, en effet, à faire le nécessaire pour obtenir des autorités de la *République du Mexique*, une protection plus efficace pour les personnes et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution des obligations contractées entre elles. Mais elles prirent aussi l'engagement de *n'exercer dans les affaires du Mexique aucune influence de nature à porter atteinte au droit de la nation mexicaine, de choisir et de constituer librement la forme de son gouvernement.*

Cette Convention devait donc fournir aux plénipotentiaires qui allaient être désignés, une base solide sur laquelle, sans arrière-pensée, il était de leur devoir de s'appuyer. Munis d'instructions loyales, ils auraient dû aboutir à une conciliation; or, mal stylés, les plénipotentiaires français aboutirent à la guerre.

Invité à accéder à cette Convention, le gouvernement des Etats-Unis s'y refusa en employant des termes dont la sagesse et le sens pratique auraient dû décider l'Empereur, mieux renseigné et plus perspicace, à se détourner du guêpier qui l'attirait.

(1) Note communiquée par l'intendant militaire de Pérussis qui participa, comme lieutenant au 81e régiment de ligne et en qualité d'officier d'ordonnance du général Neigre, à l'Expédition du Mexique.

(2) Né vers 1810, dans l'Etat d'Oajaca, Juarès appartenait à la race indienne pure. Devenu de domestique docteur en droit, il se fit un nom comme avocat. Il était gouverneur de l'Etat d'Oajaca lorsque, en 1857, il fut envoyé au Congrès. Dès lors, il se mit à la tête du parti constitutionnel ou fédéral et lutta pour obtenir ou conserver le pouvoir.

« ... Les Etats-Unis préfèrent autant que possible maintenir leur politique traditionnelle, recommandée par le Père de leur pays et confirmée par une heureuse expérience, qui leur défend de faire des alliances avec les nations étrangères. Ils avaient aussi des griefs contre le Mexique, mais *ils ne choisiraient pas le moment où ce voisin*, cet ami, *doué des mêmes institutions que les leurs*, est menacé d'une guerre étrangère et ébranlé par ses dissensions intérieures, pour produire ces justes revendications. Ils attendraient que l'adminis-

tration de Juarez ait eu le temps de cimenter son autorité [1]. »

Motifs allégués et motifs vrais. — Seule l'Angleterre avait une créance considérable à recouvrer, puisqu'elle dépassait cinquante millions : il se peut qu'elle ait éprouvé un certain plaisir à voir la France s'embarquer dans une mauvaise affaire ; toutefois, repoussant d'avance, nettement, tout projet d'intervention dans les affaires du Mexique, elle ne ménagea point à l'Empereur les avertissements et de sages conseils.

L'Espagne n'eût pas été fâchée de reconquérir une colonie perdue par elle depuis un demi-siècle et de trouver là un trône pour un prince de la famille royale. Elle songea donc à se retirer dès qu'elle sut que Napoléon III se proposait d'y établir un prince autrichien.

Napoléon avait des visées particulières à la réalisation desquelles il s'appliqua, sans se soucier des intérêts les plus élémentaires de la France, avec un aveuglement et un entêtement qui devaient nous coûter si cher. On ne saurait, en effet, admettre qu'il ait voulu aventurer son influence, perdre de l'argent et des hommes pour obtenir le recouvrement d'une dette liquide ne dépassant pas 750.000 francs, sans tenir compte de dommages récents qui intéressaient 23 Français.

Le motif vrai de sa conduite a été dégagé de proche en proche par Emile Ollivier. En effet, ainsi qu'il l'a démontré [2], sans qu'on puisse l'accuser de partialité, l'Empereur a été impérieusement dominé par l'intérêt de l'Italie : cela est tristement vrai. Après la Crimée et l'Italie, le Mexique ; vienne 1866 et le cycle antinational sera complet.

Il semble que la créance du banquier suisse Jecker n'a pas été, pour l'Empereur du moins, la cause déterminante de l'expédition. Ni lui, ni ses ministres [3] n'ont « songé à un moment quelconque, affirme Emile Ollivier, à s'approprier un pouce du territoire mexicain », l'Etat de Sonora, par exemple.

Plus tard, nous le verrons, il sembla vouloir faire échec à la République américaine.

Bien que sérieuse, l'influence de l'Impératrice ne saurait être davantage alléguée.

« Espagnole, elle embrassa avec passion, dit Emile Ollivier, le projet d'aider une patrie toujours profondément aimée à venger ses prétendues injures ; catholique, elle crut pieux de secourir une Eglise persécutée ; souveraine française, elle espéra ramener à son mari les catholiques que les complaisances envers l'Italie avaient aliénés. Son imagination tournée au chevaleresque s'enflamma à ces perspectives de gloire et d'honneur : elle employa sa force d'éloquence et de séduction à convaincre l'Empereur. Celui-ci, d'autant plus accessible à son ascendant qu'il avait des torts intimes à se faire pardonner, ne le subissait toutefois pas aveuglément, pas plus que celui de qui que ce soit. Quand on l'entraînait où il ne voulait pas aller, il ne tardait pas à s'échapper, et ne se tenait fermement que dans la conduite de son choix réfléchi [1]... »

L'Empire put, à un certain moment, après sa déconvenue, chercher à la dissimuler, en adoptant « la thèse des émigrés sur l'influence des races latines à rétablir et la puissance des Etats-Unis à contre-balancer ; mais il n'y put croire sérieusement [2] »

Le véritable motif, le voici. Dès 1861, Napoléon, inconsolable de n'avoir pu, deux ans auparavant, réaliser son programme « des Alpes à l'Adriatique », caressait l'idée de la vente de la Vénétie par l'Autriche. « Dans l'octroi d'un trône à l'archiduc Maximilien, Napoléon III, dit Emile Ollivier, entrevit un acheminement inattendu à l'affran-

(1) Seward, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, *aux ministres de France, d'Angleterre et d'Espagne*, le 4 décembre 1861.

(2) *L'Empire libéral*, t. V, pp 257-261.

(3) On a affirmé sans pouvoir le prouver, ce qui n'est pas tout à fait une raison, que le duc de Morny était de connivence avec Jecker pour assurer un recouvrement auquel il était intéressé pécuniairement. On a invoqué à ce sujet le témoignage du maréchal Bazaine. « Jamais, dit Bazaine dans une Note publiée par Gaulot, il n'a été question, dans les dépêches, dans les instructions des divers ministres au commandant en chef de l'armée, de l'intérêt que pouvait avoir le duc de Morny dans la solution de telle ou telle affaire financière » On peut répondre que, la déception une fois éprouvée, un silence prudent était de rigueur.

(1) Ollivier (Emile). — *L'Empire libéral*, t. V, p. 257.

(2) Ollivier (Emile). — *L'Empire libéral*, t. V, p. 258.

chissement de la province captive. Il espéra que, satisfait du don qu'il offrait à sa famille ([1]), François-Joseph consentirait peut-être plus tard à lâcher la Vénétie en échange d'un agrandissement sur le Danube ([2]). »

Quant à l'influence des émigrés mexicains sur l'Impératrice, sur l'Empereur et sur leur entourage, elle est indéniable. Or, ainsi que le dit Machiavel :

« Il est dangereux de se fier aux promesses des émigrés. Tant est extrême en eux le désir de retourner dans leur patrie qu'ils croient naturellement beaucoup de choses fausses et y ajoutent artificiellement d'autres, de telle sorte que ce qu'ils croient ou affectent de croire remplit de vaines espérances. Un prince doit donc être très circonspect à s'engager sur leurs assurances dans une entreprise quelconque ; le plus souvent, il y recueillera la honte ou un dommage très grave ([3]). »

Napoléon III en fit la triste expérience. Le néfaste ministre français Dubois de Saligny n'avait cessé de lui répéter en guise d'arguments « les calomnies, les exagérations, les prophéties de malheur par lesquelles les partis vaincus se vengent de leur anéantissement ([4]) ».

A Paris, les intrigues des émigrés mexicains, au premier rang desquels figurait Almonte ([5]), agirent dans le même sens : elles firent croire à l'Empereur que la société mexicaine était encore monarchique ; elles n'avaient en réalité pour but que d'obtenir une revanche à l'aide de l'invasion étrangère. Il fallait un nom : celui d'un archiduc d'Autriche fut, comme on vient de le voir, mis en avant et agréé. Pressenti, l'empereur François-Joseph, enchanté d'éloigner un frère dont l'ambition, et la légèreté le gênaient, donna sa pleine approbation au projet. Maximilien lui-même accepta, le 18 septembre 1861, à la condition qu'il serait appelé par le peuple mexicain et soutenu par la France et l'Angleterre.

« Je cherche vainement, dit Emile Ollivier, une *grande pensée* dans l'amas d'incohérences qu'impliquait une expédition ayant pour but de créer un empire d'ancien régime au centre du continent américain. Quoi qu'il arrivât, le succès était radicalement impossible... Il n'y avait donc lieu de tenir compte d'aucun des rêves des émigrés ; ils trompaient et se trompaient. Le gouvernement républicain n'était pas l'expression d'une minorité oppressive, il représentait la véritable majorité du pays exprimée par un suffrage universel à bulletins secrets ; son chef loyal et capable venait de se débarrasser de l'insurrection, de reconquérir sa capitale, de terminer sa guerre civile... Une expédition militaire n'était ni selon la justice, ni selon la politique. On comprend l'emploi de la force contre qui peut payer et s'y refuse ; il est inhumain et irrationnel contre qui est sans le sou ([1])... »

Napoléon aurait dû écouter les explications sincères de l'envoyé mexicain La Fuente ; il fut dupe d'arguments fallacieux, d'illusions, de mensonges et l'expédition qui devait lui être si nuisible fut résolue. Le président mexicain était digne de respect : il se laissa cependant aller peu à peu à le regarder comme un parjure, un infâme, et en prit vraiment trop à son aise avec lui.

Composition du corps expéditionnaire international. — Les puissances alliées eurent, aussitôt après la signature de la Convention de Londres, à arrêter la composition proportionnelle d'un corps expéditionnaire dont l'action pourrait être nécessaire pour appuyer utilement leurs revendications.

([1]) « Quant à l'affaire du Mexique, on nous en est fort reconnaissant et l'archiduc Maximilien y a pris part avec ardeur. » Gramont, ambassadeur à Vienne, à *Thouvenel*, 26 janvier 1862.

([2]) Ollivier [Emile]. — *Loc. cit.*, t. V, p. 259. « Napoléon III, dit plus loin Emile Ollivier, cherchait le rachat de la Vénétie en Orient, en passant par le Mexique... » *Loc. cit.*, t. V, p. 551.

([3]) *Discorsi*, lib. II, cap. XXXI ; cité par Ollivier [Emile]. — *L'Empire libéral*, t. V, p. 233.

([4]) Ollivier [Emile]. — *Loc. cit*, t. V, p. 229.

([5]) Indien, comme Juarez, Almonte était fils d'un prêtre mexicain, Morelos, qui avait été l'un des chefs des guérillas insurrectionnelles contre l'Espagne. C'était, paraît-il, un fort brave homme mais fort peu général de profession.

([1]) Ollivier [Emile]. — *Loc. cit.*, t. V, p. 241.

« Il faut, dit l'Intendant militaire de Pérussis, ne pas connaître le Mexique pour attribuer une opinion politique à ces malheureux Indiens qui sont le nombre : véritables pionniers [peones] de la terre, sous des maîtres très durs, la plupart illettrés, ils étaient, il y a cinquante ans, bien peu au courant des choses de la République ; leur sort ne devait pas être amélioré depuis la séparation d'avec l'Espagne. Au surplus, voilà trente ans que le Mexique a le même Président à pouvoirs étendus : Porfirio Diaz est un véritable monarque. »

Ce corps devait comprendre environ 6 000 Espagnols et 3.000 Français. L'Angleterre s'était engagée à fournir 2 vaisseaux, 4 frégates, un certain nombre de bâtiments d'ordre inférieur et un corps de débarquement de 700 soldats de marine.

Menées diplomatiques françaises. — Les instructions données aux commandants des troupes alliées, au contre-amiral Jurien de la Gravière pour la France, au contre-amiral Milnes, et à son successeur presque immédiat, le commodore Dunlop, pour l'Angleterre, au général Prim, comte de Reuss, pour l'Espagne, devaient, fatalement et à bref délai, amener le désaccord entre les trois alliés. Elles étaient, en effet, conformes à la façon dont chaque cabinet envisageait l'expédition.

La nature d'esprit des deux plénipotentiaires français désignés n'était guère propre à corriger les erreurs d'appréciation de Napoléon.

Dubois de Saligny était, malgré sa qualité de ministre de France à Mexico, le dernier à désigner ; il le fut cependant, avec cette aggravation que l'action de l'amiral Jurien fut exactement liée à la sienne : c'était, on en conviendra, une singulière façon de réaliser, en cas de guerre, l'unité du commandement !

« Saligny, violent, passionné, cassant, serviteur d'une cause, non observateur d'une situation, *décidé à ne rien entendre*, à ne rien voir *de ce qui contrariait son parti pris systématique* (1). »

Le contre-amiral Jurien de la Gravière formait contraste avec le précédent :

« Esprit cultivé, écrivain distingué, doux, poli, conciliant, d'une scrupuleuse loyauté, ne cherchant qu'à s'éclairer, mais *courtisan et soldat discipliné*, incapable de résister à ce qui ressemblait à un ordre ou même à un désir de son souverain (1). »

Le général Prim, comte de Reuss, désigné pour commander le contingent espagnol, s'était fait demander par l'Empereur qu'il avait été courtiser à Vichy. Aventurier dans l'âme, ambitieux et vantard, il tenait au Mexique, ce qui eût dû faire écarter sa candidature, par son mariage avec une riche Mexicaine. Or, cet homme, si peu recommandable sous tant de rapports, d'ailleurs ignorant, mais servi par une heureuse facilité d'assimilation, avait prétendu voir ranger sous ses ordres le corps français... Il avait, du moins, sur ses collègues, l'avantage de réunir, dans sa personne, les pouvoirs politiques et militaires.

(1) OLLIVIER [Emile]. — *L'Empire libéral*, t. V, p. 249.

II. — COMMANDEMENT DU CONTRE-AMIRAL JURIEN DE LA GRAVIÈRE

Composition du corps expéditionnaire français. — Désigné pour commander le corps expéditionnaire français, le contre-amiral Jurien de la Gravière reçut les forces suivantes : 1 régiment d'infanterie de marine [12 compagnies], 1 bataillon de zouaves, 1 bataillon de marins-fusiliers, 1 peloton de chasseurs d'Afrique, 1 batterie d'artillerie de marine de 4 rayé, 1 batterie d'obusiers de montagne servie par des marins, 20 sapeurs du génie, 55 conducteurs du train d'artillerie et 40 mulets de bât, un détachement de 100 hommes du train des équipages avec le personnel et le matériel d'une section d'ambulance légère, 21 ouvriers d'administration avec une réserve de matériel et 3 fours de campagne, un détachement de gendarmerie.

Le corps expéditionnaire partit sans voitures, ni animaux.

L'escadre était forte de : 1 vaisseau, 5 frégates, 3 avisos, 2 canonnières et 3 transports; en tout 14 bâtiments à vapeur. Elle prit à bord un approvisionnement de trois mois de vivres pour un corps de 3 000 hommes ; un approvisionnement semblable fut transporté à Vera-Cruz par des bâtiments de la marine marchande.

Le 25 novembre 1861, l'escadre quittait Sainte-Croix de Ténériffe et, le 27 décembre,

après un court arrêt à la Martinique [1], elle atteignait la Havane où, pour la première fois, les trois chefs des troupes alliées se trouvèrent en présence. Déjà plusieurs émigrés mexicains, notamment le général Miramon et le Père Miranda, y étaient arrivés. Jurien de la Gravière apprit en débarquant que, depuis le 8 décembre, les troupes espagnoles occupaient la Vera-Cruz. Secrètement préparée à l'île de Cuba, la flotte espagnole avait, en effet, paru tout à coup devant ce port et s'en était rendue maîtresse. Le général Prim allégua un malentendu : l'amiral fut étonné ; le gouvernement anglais protesta.

Décidé à opposer la force à la force, le président Juarez, exploitant habilement l'intervention des étrangers, parvint à grouper autour de lui des patriotes qui, jusqu'alors, s'étaient montrés hostiles à sa cause.

Pendant la route, Jurien de la Gravière s'était appliqué à remédier aux imperfections d'une organisation trop hâtive. C'est ainsi qu'il emmena de la Havane 254 mulets et 39 chevaux, mais il n'avait pu s'y procurer les voitures qui lui manquaient [2].

Arrivée des Français à la Vera-Cruz [*fig.* 27]. — Le 9 janvier 1862, sept jours après avoir quitté la Havane, les troupes françaises débarquaient à la Vera-Cruz : à cette époque de l'année, la fièvre jaune n'y sévit pas à l'état épidémique [3].

Un tel soin avait présidé à la *préparation* de l'expédition que *ses canons et le matériel n'arrivèrent dans ce port que vingt-deux jours plus tard.*

Dès le début, il y eut désaccord entre les commissaires représentant les nations alliées. On trouve cela naturel en lisant le manifeste intempestif dans lequel Prim, s'exprimant au nom des Alliés, parla de « main amie » tendue par eux au peuple et de « régénération enfin assurée par l'ordre et la liberté ». Par contre, l'ultimatum rédigé par Dubois de Saligny était si agressif que Jurien se refusa à l'envoyer.

Trace doit être laissée ici des prétentions pécuniaires du ministre français. Il ne réclamait du Mexique rien moins que 135 millions, soit 60 d'indemnités et 75 pour la solde intégrale de l'hypothétique créance Jecker ! Charles Dyke essaya vainement de lui faire comprendre l'énormité de sa demande.

Cependant, il était urgent de s'éloigner le plus vite possible de la côte. Le 11 janvier, les troupes françaises étaient installées à la Tejeria et, le 14, les troupes espagnoles occupaient Medelin : bien que situés à quelques kilomètres de la côte, ces deux points sont soumis en partie aux mêmes influences morbides.

La Soledad, le 19 février 1862. — Chargé par ses collègues de conduire à bien des négociations en vue d'obtenir pour l'armée l'accès *temporaire* de la zone tempérée, Prim s'aboucha avec Doblado, représentant de Juarez, dont le pouvoir était ainsi implicitement reconnu [1]. Elles eurent pour résultat, le 19 février, la *Convention de la Soledad* qui devait rester en vigueur jusqu'au 11 avril. Par cette Convention que Saligny voulait rejeter, les Alliés obtinrent les cantonnements salubres de Cordova, Orizaba, Tehuacan situés à des altitudes variant entre 800 et 1.200 mètres, qu'ils avaient cru nécessaire de demander *par humanité*, à la condition qu'ils les évacueraient et qu'ils rétrograderaient sur leur ancienne ligne, si les négociations annoncées n'aboutissaient pas. En outre, la Convention portait expressément

(1) Cet arrêt, qui fut le même pour toutes les troupes du corps expéditionnaire, avait été ordonné comme un acclimatement léger, dans la zone tropicale, avant de débarquer à Verra Cruz.

(2) Lorsque, en 1847, les Etats-Unis prirent fait et cause pour le Texas contre le Mexique, le général Scott, dans sa marche de Vera-Cruz sur Puebla, disposait, pour une armée de 10.000 hommes, d'un convoi de 3.000 voitures et de 15.000 mulets.

(3) Le territoire mexicain peut, en effet, se diviser, au point de vue climatérique et hygiénique, en trois zones : les *terres chaudes*, dans lesquelles le *vomito negro*, ou fièvre jaune, sévit, d'une façon inexorable, dès le printemps, contre les Européens, sont comprises entre Vera-Cruz et le Chiquihite ; du Chiquihite aux Cumbres, ce sont les *terres tempérées* ; à l'ouest des Cumbres s'étend la *zone froide*.

Lorsque l'on obtint l'accès de la deuxième zone, les 6.000 Espagnols étaient réduits à 4.000 valides, et déjà 400 à 500 Français étaient malades.

(1) Juarez aurait pu se contenter de sommer les Alliés d'avoir à évacuer le territoire mexicain. N'étant pas prêt à la résistance, il accueillit courtoisement les envoyés tout en ayant soin de dire : « le Mexique n'a pas besoin d'être régénéré et encore moins contraint à satisfaire de justes demandes ; le respect des engagements sera une des règles invariables de l'administration libérale. »

que les Alliés n'avaient pas l'intention de porter atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité du Mexique. Il fut stipulé que des négociations seraient ouvertes à Orizaba, le 15 avril.

Le 23 février, Juarez ratifia d'autant plus volontiers ces préliminaires que, négocier avec lui, c'était reconnaître implicitement son autorité. Ainsi, dès le début, faute de s'entendre (1), les Alliés entraient dans une voie diplomatique évidemment fausse, puisqu'elle était contraire au but même de l'expédition.

Installation des troupes françaises à Tehuacan. — Au moment où la Convention fut acceptée, l'amiral était parvenu, à force de dépenses et de ténacité, à réunir un petit convoi. 300 hommes furent laissés à la garde de Vera-Cruz et, le 26 février, le corps expéditionnaire partit pour Tehuacan qu'il atteignit le 12 mars, non sans avoir eu à essuyer, pendant les premiers jours, de grandes fatigues. Aussitôt arrivé, l'amiral reprit l'organisation des moyens de transport ; il parvint, moyennant une dépense de 3 millions, à obtenir un certain résultat encore bien insuffisant cependant.

Une brigade française est envoyée au



Fig. 27. — Expédition du Mexique. Carte d'ensemble.

(1) Déjà le général Prim s'entendait avec le ministre anglais pour entraver les mouvements du corps français.

Mexique. — Lorsque l'on connut en Europe les premiers actes des plénipotentiaires, le mécontentement fut aussi grand à Londres qu'à Paris. Napoléon surtout s'étonna que Prim n'eût prêté aucun appui aux émigrés monarchiques accourus auprès de lui ; toutefois, il avait pris son parti de la précipitation des Espagnols à précéder la France et l'Angleterre à la Vera-Cruz. Craignant qu'une marche vers Mexico, devenant inévitable, les troupes françaises fussent en trop petit nombre, il ordonna l'envoi au Mexique, pour renforcer Jurien, d'une brigade d'infanterie que commanderait le général de Lorencez [1]. Mais, en même temps, il prit une mesure d'un caractère tout différent en adjoignant à l'expédition le général Almonte : celui-ci, avant de partir, eut soin d'aller à Miramar pour recevoir les instructions de l'archiduc Maximilien ; dans l'idée de l'Empereur, Almonte devait organiser l'action monarchique de concert avec Dubois de Saligny.

Forte de 4.474 hommes de toutes armes et comprenant 616 chevaux ou mulets, cette brigade arriva au Mexique, du 12 au 29 mars, sur 8 bâtiments de guerre. Le général de Lorencez, qui l'avait précédée, était, depuis le 6 mars, à Vera-Cruz.

Apparemment pour mieux assurer l'unité de commandement, le ministre avait décidé que le général de Lorencez exercerait le commandement sur terre et que le vice-amiral Jurien resterait « chef de l'expédition, au point de vue politique, maritime et commercial ». Quant aux attributions de Dubois de Saligny, elles demeuraient les mêmes. C'était préparer et accepter le gâchis.

Prédiction du général Prim. — En désignant le général Lorencez pour se rendre au Mexique, Napoléon était en droit de craindre que la susceptibilité du général Prim se mît de la partie ; aussi lui avait-il adressé, le 24 janvier, une lettre personnelle de façon à prévenir toute rivalité. Mais la mission donnée à Almonte enlevait à Prim la direction politique des affaires : la coupe déborda.

Il convient du moins de lui rendre cette justice qu'il s'efforça, le 17 mars, avant de rompre, de démontrer à l'Empereur combien grande était son erreur.

« J'ai, Sire, la profonde conviction que, dans ce pays, *les hommes à sentiments monarchiques sont très peu nombreux...* En dépit du désordre et de l'agitation, l'établissement de la République a créé des habitudes, des coutumes et même un certain langage républicain qu'il ne serait pas facile de détruire. Depuis deux mois que les drapeaux alliés flottent sur Vera-Cruz, et aujourd'hui que nous occupons les villes importantes d'Orizaba, Cordoba, Tehuacan, dans lesquelles n'est restée aucune force mexicaine, *ni les conservateurs ni les monarchistes n'ont fait la moindre démonstration qui pût montrer aux alliés qu'ils existent. Il sera facile a Votre Majesté de conduire le prince Maximilien à la capitale et de le couronner roi. Mais ce roi ne rencontrera d'autre appui que celui des chefs conservateurs* qui ne songeaient pas à établir la monarchie quand ils étaient au pouvoir et qui y songent maintenant qu'ils sont vaincus et émigrés. Quelques hommes riches aussi admettront un monarque étranger, *mais ce monarque n'aura rien pour le soutenir le jour où l'appui de Votre Majesté viendra à lui manquer...* »

Traité un peu légèrement par Dubois de Saligny et même par Jurien de la Gravière, Prim se rapprocha du ministre anglais Wyke, et tous deux se liguèrent contre Almonte que soutenait Saligny.

Quant à Jurien, sortant de la réserve qui lui était imposée, il s'efforça, pour rentrer en grâce auprès de l'Empereur, de se débarrasser du poids de la Convention de la Soledad. C'est ainsi qu'on peut expliquer mais non excuser le projet d'ultimatum dans lequel il mettait en première ligne la régénération du Mexique ! Wyke protesta en donnant d'excellentes raisons : enfin Prim obtint de Jurien qu'il n'engagerait pas l'avenir avant le 9 avril.

Conférence d'Orizaba, du 9 avril. Rupture de l'alliance. — Lorsque la conférence se réunit, les prétentions orgueilleuses de Dubois de Saligny, malheureusement plus ou moins appuyé par Jurien, avaient déjà jeté des germes de discorde et préparé la rupture entre les représentants des Alliés. A Londres, la conduite ferme et loyale de Wyke était approuvée. Prim était certain

[1] Fils d'un divisionnaire du premier Empire, ce général qui sortait de l'infanterie était alors dans toute la force de l'âge, puisqu'il ne comptait pas encore 48 ans : né le 23 mars 1814, il avait été nommé général de brigade à 41 ans, le 4 juin 1855.

de n'être point démenti. De Paris, Dubois et Jurien avaient reçu des instructions doubles en date du 28 février 1862 : les unes du ministre des Affaires étrangères, Thouvenel, qui conseillait la modération pour maintenir la concorde entre les Alliés ; les autres, celles de l'Empereur, impliquant la rupture puisqu'elles opposaient, au modérantisme de l'amiral Jurien, l'énergie de Saligny.

Depuis la veille, les troupes françaises étaient à Cordova. Le 1er avril, afin de recouvrer sa liberté d'action, Jurien avait fait commencer le mouvement de retraite vers le Chiquihite.

La discussion ne tarda donc point à revêtir le caractère d'une dispute et la rupture se fit dès que Jurien et Saligny eurent affirmé leur volonté de ne point participer aux négociations qui devaient s'ouvrir le 15 avril.

Le jour même, le général mexicain Doblado, organe de Juarez, était informé d'une part que les puissances alliées se séparaient pour agir d'une façon indépendante, de l'autre que l'armée française allait commencer ses opérations.

Proclamation adressée par les plénipotentiaires français aux Mexicains. — Le 16 avril, Dubois de Saligny et Jurien adressaient au peuple mexicain un manifeste dans lequel ils déclaraient la guerre à son gouvernement. On y lisait :

« ... Nous ne confondons pas le peuple mexicain avec une minorité oppressive ; le peuple mexicain a toujours droit à nos plus vives sympathies, nous n'avons d'autre but que d'inspirer à la portion honnête du pays, c'est-à-dire aux neuf dixièmes de la population, le courage de faire connaître ses vœux ... »

C'est le langage qu'avait tenu Brunswick, en septembre 1792, lorsqu'il envahit la France.

Pour comble d'habileté, on laissa Almonte se déclarer le chef suprême de la nation et organiser son gouvernement.

Le président Juarez affirma aussitôt son intention de résister énergiquement et prescrivit les mesures nécessaires.

Les généraux Thomas, Mejia, Marquez et Galvez répondirent seuls à l'appel fait, au nom du parti des conservateurs, par le général Almonte.

Le dernier départ des troupes espagnoles, que le général mexicain Zaragoza remplaça à Orizaba, eut lieu le 24 avril ; déjà les Anglais avaient quitté le Mexique : la France restait seule pour mener la lutte à bonne fin.

De Vera-Cruz à Orizaba [*fig.* 28]. La situation du corps expéditionnaire était devenue délicate : le *vomito negro* avait fait son apparition à la Soledad, et déjà les fièvres pernicieuses sévissaient. Cependant, quoi qu'il dût en coûter, la convention de la Soledad dictait au général de Lorencez sa conduite : il devait, pour se conformer aux engagements pris, rétrograder au delà de Chiquihite, puis se porter de Cordoba à Paso-Ancho avant de commencer les hostilités. Mal conseillé, alors qu'il aurait dû n'écouter que sa conscience, Lorencez débuta par un manque de parole inexcusable. Vainement il allégua, le 19 avril, pour chercher à le déguiser, l'assassinat de trois soldats dans les environs des cantonnements et la prétendue nécessité de protéger des malades laissés à Orizaba où ils ne couraient aucun danger puisque, en réponse à la déclaration de guerre, Juarez *avait placé les Français paisibles*, résidant dans le pays, *sous la sauvegarde des lois et des autorités mexicaines*.

Le 19 avril au soir, on se mettait en marche sur Orizaba et vers la zone froide. Le 20 avril, après une légère escarmouche, on atteignait Orizaba : Lorencez y signa une proclamation conçue dans les mêmes termes que le manifeste du 16 avril ; il y demeura jusqu'au complet ralliement du corps expéditionnaire qui, à la date du 27 avril, présentait un total général approximatif de 7.300 hommes et était ainsi composé (1) :

Troupes de terre	1er bataillon de chasseurs, 2e régiment de zouaves, 99e régiment de ligne ; 2e escadron de chasseurs d'Afrique ; 1 compagnie du 3e escadron du train des équipages ;
Artillerie de terre	1 batterie du 9e d'artillerie.
Artillerie de marine	1 batterie, 1 batterie d'obusiers de montagne servie par des marins.

(1) Le chef d'état-major général était le colonel Letellier Valazé, fils du conventionnel de ce nom.

Génie { 1 compagnie du 2e régiment, 1 section du Génie colonial.

Juarez disposait d'environ 30.000 hommes, mais ils étaient dispersés de Jalapa à Tehuacan.

Ordres venus de Paris. — C'est à Orizaba que parvinrent de France d'importantes nouvelles : la désapprobation par l'Empereur de la convention de la Soledad, comme « contraire à la dignité de la France (1) », la nomination de Lorencez au grade de général de division et la désignation de Jurien pour le simple commandement de la division navale du golfe du Mexique. Jurien voulut se rendre à Paris pour expliquer sa conduite ; puis il revint au poste qui lui avait été assigné.

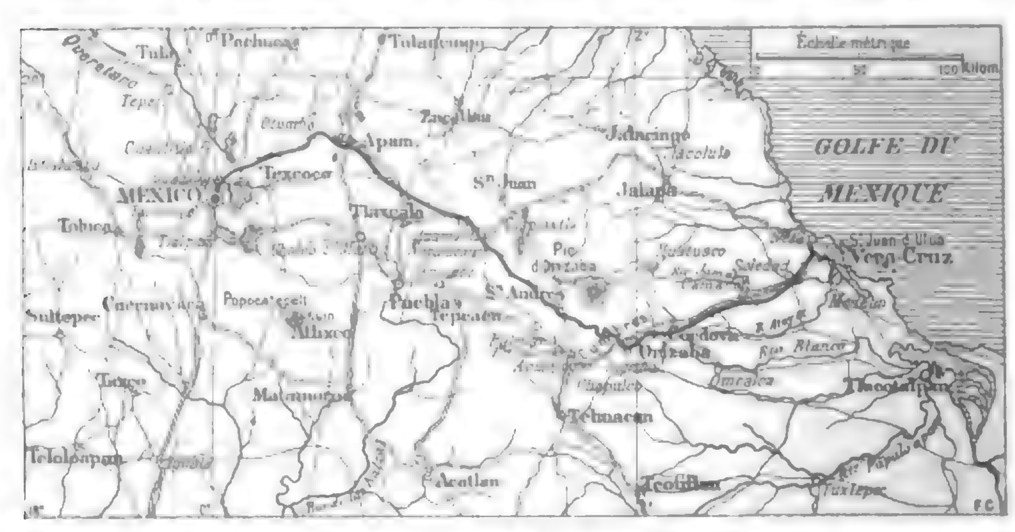


Fig. 28. — Expédition du Mexique. Itinéraire de Vera-Cruz à Mexico.

(1) Ce sont les termes employés par le *Journal Officiel*. Le ministre du Mexique à Paris, La Fuente, demanda aussitôt ses passeports et écrivit à Thouvenel : « ... Le Mexique *pourra être conquis, mais non soumis*, et il ne sera pas conquis sans avoir donné des preuves du courage et des vertus qu'on lui nie. Le Mexique, qui ne voulut pas même son libérateur pour roi, n'acceptera jamais une monarchie héréditaire. *Cette monarchie, difficile à créer, sera encore plus impossible à maintenir.* Semblable entreprise, *ruineuse et terrible pour nous, le sera encore plus pour ses promoteurs.* »

III. — COMMANDEMENT DU GÉNÉRAL DE LORENCEZ

(27 avril au 25 octobre 1862)

Le commandement du général de Lorencez se résume dans l'échec de Puebla et dans le combat du Cerro del Borrego que provoqua une menace dirigée contre Orizaba.

Marche d'Orizaba sur Puebla [*fig.* 28]. — Le 27 avril, accompagné de Dubois de Saligny et d'Almonte, il quittait Orizaba. Il partit avec environ 6.000 hommes, déduction faite des détachements de Vera-Cruz, d'Orizaba et avec un gros convoi de vivres.

La colonne suivit la route du Sud qui, franchissant les Cumbres d'Acultzingo, à l'aide de nombreux lacets, conduit sur le plateau d'Anahuac.

Les Cumbres sont constitués par un mur vertical, haut de 900 mètres, dont un petit nombre d'hommes déterminés peut interdire le passage ; or, Zaragoza disposait de 6.000 hommes et de 18 canons. Le 28 avril, ces forces étaient bousculées par deux bataillons à peine, au prix d'une perte de 34 hommes hors de combat dont 2 morts. Ce combat donne une idée exacte de la résistance qu'offrirent, pendant la majeure partie de la campagne, les troupes ou, plus

exactement, les hordes mexicaines. Elles s'aguerrirent cependant peu à peu au point d'infliger, comme on le verra, des échecs sérieux aux contingents empruntés aux armées régulières autrichienne et belge.

Confiance du général Lorencez. — Lorsque Lorencez eut appris sa nomination au grade de général de division, sa confiance dans le succès de l'expédition grandit d'une façon démesurée et l'amena à s'exprimer inconsidérément ainsi le 26 avril 1862 :

« ... Nous avons sur les Mexicains une telle supériorité de race, d'organisation, de discipline, de moralité [*sic*] et d'élévation de sentiments que je prie Votre Excellence de dire à l'Empereur que, dès maintenant, à la tête de ces 6.000 soldats, *je suis le maître du Mexique*. Je regretterais profondément que les correspondances officielles ou particulières eussent détourné Sa Majesté de ses projets et qu'elles eussent fait hésiter le prince Maximilien à accepter la couronne. *Je suis de plus en plus convaincu* que la monarchie est le seul gouvernement qui convienne au Mexique et *je suis assuré* qu'en très peu d'années ce pays bien gouverné jouira d'une prospérité inouïe ... »

Échec de Puebla, le 5 mai [*fig.* 29]. — En 1862, Puebla, qui comptait environ 60 000 habitants, était une ville ouverte protégée au Sud par deux ouvrages détachés construits sur une colline de 102 mètres d'altitude : le fort de Guadalupe et le fort de Loreto. Le premier de ces ouvrages était un ancien couvent que l'on avait mis en état de défense ; le petit fort de Loreto, ouvrage de moindre importance, se trouvait à l'ouest du précédent. Saragoza, qui a déclaré [1] ne disposer que de 4.852 hommes dont 550 cavaliers, avait fait barricader l'intérieur de la ville et organiser un solide réduit central armé de canons.

Almonte et Saligny avaient cherché à décider Lorencez à négliger Puebla et à marcher directement sur Mexico. Mieux inspiré, il voulut s'emparer d'abord de cette place ; on lui avait, d'ailleurs, annoncé que Marquez lui amènerait plusieurs milliers d'hommes et que, dans l'intérieur même de la ville, un mouvement antijuariste se produirait quand les Français paraîtraient.

Aucune de ces promesses ne devait se réaliser. Ce n'était cependant pas une raison pour tenter une attaque de vive force, un coup de tête véritable, alors que la préparation avait été, on peut le dire, nulle. C'était une raison de plus pour choisir avec un soin tout particulier le point d'attaque. Or, la ville avait été prise plusieurs fois par le faubourg de Carmen : Lorencez, qui arrivait par le Nord, n'hésita point à affronter la hauteur fortifiée avec une confiance qui, disons-le, était assez partagée de tous. Une attaque régulière dirigée contre l'ouvrage de Guadalupe s'imposait.

D'Amozoc, situé à quatre kilomètres de Puebla, Lorencez arrive le 5 devant la ville : rien n'apparaît, rien ne bouge.

Vers midi, à la suite d'un simulacre de reconnaissance, il fait ouvrir le feu par une batterie de 18 pièces de notre canon de campagne de 4, à la distance illusoire de 2.200 mètres. Après une heure et quart de ce feu impuissant dirigé contre l'ouvrage de Guadalupe, le signal de l'assaut est donné. Deux colonnes fortes chacune d'un bataillon du 2e régiment de zouaves s'élancent, l'une à droite, l'autre à gauche, contre la position.

Le 1er bataillon qui tenait la droite traverse des champs de maïs, atteint péniblement le pied de la hauteur : là il s'arrête ; puis sur le cri de « en avant ! » venu de l'arrière, il s'élance comme une volée de pigeons. Les Mexicains qui, jusque là, n'ont pas donné signe de vie, ouvrent un feu nourri : en un clin d'œil, 50 hommes sont jetés à terre par compagnie. L'infanterie mexicaine, qui avait été maintenue dans la plaine [un millier d'hommes environ sous les ordres de Porfirio Diaz], et la cavalerie d'Alvarez [500 chevaux environ à la droite de Guadalupe] s'avancent et attaquent *en flanc* les assaillants : ceux-ci doivent reculer et ne réussissent à se dégager qu'après s'être arrêtés dans une carrière pour s'y reformer.

A gauche, le 2e bataillon favorisé par le terrain avait pu arriver jusqu'au couvent ; toutefois, il dut se retirer après avoir éprouvé des pertes bien plus faibles. Deux compagnies du 1er bataillon de chasseurs avaient lutté dans la plaine.

Quoique l'infanterie mexicaine ne fût point armée de fusils se chargeant par la

[1] Rapport au ministre de la guerre.

culasse, nous n'avions pas moins, vers 3 heures, de 476 hommes hors de combat : 172 tués dont 16 officiers et 304 blessés dont 19 officiers.

Ce douloureux échec, qui inaugurait si mal l'expédition, était complètement imputable au général Lorencez. Son adversaire le dit crûment : « L'armée française s'est battue avec beaucoup de bravoure ; son général en chef a fait preuve d'incapacité dans l'attaque. L'armée mexicaine, je l'affirme avec orgueil, n'a pas une seule fois tourné le dos dans la longue lutte. »

Lorencez, faisant fi de l'avis de Saligny qui insistait de nouveau pour que, quand même, on continuât la marche sur Mexico, eut du moins le mérite de tenir un langage loyal à ceux qu'il avait si imprudemment aventurés [Ordre du 6 mai] :

« ... Notre marche a été arrêtée par des obstacles matériels auxquels *vous* deviez être loin de vous attendre, d'après les renseignements qui nous avaient été donnés ; on *nous* avait cent fois répété que Puebla nous appelait et que la population se presserait sur nos pas pour nous couvrir de fleurs. C'est avec la confiance inspirée par ces assurances trompeuses que *nous* nous sommes présentés devant Puebla. »

Lorencez demeura trois jours en position avant de se replier pour offrir le combat en rase campagne à Zaragoza qui demeura à l'abri.

Rentrée à Orizaba.— La retraite, qui ne fut pas inquiétée, s'effectua du 8 au 18 mai. Nous avions mérité notre défaite en méprisant l'ennemi, mais Zaragoza n'était pas en droit d'en tirer vanité (1) Quoi qu'il en soit, Napoléon III avait raison d'écrire (2) :

« ... Partout où l'on n'a pas à lutter contre des obstacles matériels, on peut hasarder des coups de main ; partout, au contraire, où se rencontrent des fortifications, il faut agir avec la circonspection la plus grande. Un coup de canon au Mexique est cent fois plus précieux qu'en France. Ce que je blâme absolument dans la dernière affaire de Puebla, c'est d'avoir dépensé mille coups de canon dans une position et à une distance où l'artillerie ne pouvait produire aucun effet. »

Le 18 mai, le commandant Lefebvre, en livrant le *combat de la Barranca-Seca*, sauvait d'un désastre certain la cavalerie mexicaine alliée de Marquez — 2.000 hommes environ — qui venait enfin nous rejoindre, mais en deçà du point convenu : avec un seul bataillon du 99e, il mit hors de combat à l'ennemi environ 1.500 hommes, soit 100 morts, 200 blessés et 1.200 prisonniers ; nous n'eûmes que 2 tués et 26 blessés.

Durement éclairé sur la véracité des assertions de Dubois, de Saligny et d'Almonte, Lorencez rompit avec eux. Sans perdre de temps, il s'occupa de rétablir et de maintenir, par l'occupation des passes du Chiquihite, ses communications avec Vera-Cruz : c'était une question d'existence pour l'armée.

Vera-Cruz était bloqué par les guérillas mexicaines. Le capitaine de vaisseau Roze, commandant supérieur, avait bien de la peine à faire face aux exigences de la situation avec les quelques troupes qui lui avaient été laissées et que le *vomito* éprouvait au point de légitimer l'humoristique définition de nos soldats dont la gaieté n'abdique jamais : « Vera-Cruz est le Jardin d'acclimatation des Français ».

C'est à cette époque que fut créée une *contre-guérilla* qui étendit peu à peu son rayon d'action : il est regrettable toutefois que son premier chef ait eu la main aussi lourde.

Le 10 juin, la route étant redevenue libre, le général Félix Douay arriva de Vera-Cruz avec 300 hommes et un fort convoi de vivres. Douay était éventuellement désigné pour commander en second le corps expéditionnaire.

Déjà Zaragoza, qui avait reçu, le 6 mai, de Mexico, un renfort de près de 4.000 hommes et qu'Ortega avait rejoint avec plusieurs milliers d'hommes, se dirigeait vers Orizaba.

(1) Depuis 1862, le 5 mai est une fête nationale Oubliant les conséquences du second siège, les Mexicains célèbrent avec grand fracas la levée du premier et c'est aux cris de « Mort aux gavaches ! », c'est-à-dire aux Français [« Muerte a los gavachos ! »] qu'a lieu le défilé de la garnison devant la statue de Zaragoza

Fils d'Espagnols, les Mexicains employaient le nom de *gavachos* pour désigner les gens des *Gaves*, c'est à dire habitant au nord des Pyrénées.

Dans toutes les villes du Mexique on trouve une rue du *Cinco-de-Mayo*.

(2) Instruction du 3 juillet 1862, destinée au général Forey

Arrivé à 14 kilomètres de la ville, le 12 juin, Ortega, qui avait été poussé en avant, envoya un parlementaire à Lorencez pour le sommer d'avoir à évacuer, dans un temps donné, le territoire de la République. Lorencez répondit qu'il n'avait aucune qualité pour traiter de la paix ou de la guerre et fit hâter ses préparatifs de défense.

Démonstration mexicaine du 13 au 15 juin. Combat du Cerro del Borrego, le 14 juin. — La ville d'Orizaba est dominée presque à pic vers l'Ouest par une hauteur, le Cerro del Borrego [1], d'une altitude de 350 mètres. Comme les pentes de cette hauteur étaient abruptes et entourées de forêts épaisses, Lorencez ne les avait pas fait occuper ni même reconnaître ; or, elle se trouvait, par la ligne de faîte, en communication avec les emplacements qu'occupait l'armée mexicaine. Le général Félix Douay fut averti par des Indiens du mouvement des Mexicains ; on ne tint pas compte de cet avis.

Zaragoza refoule, le 13 juin, le poste avancé d'El Ingenio, situé à 6 kilomètres d'Orizaba, sur la route de Puebla, s'avance par cette route avec 14.000 hommes et prend position devant Orizaba ; Ortega a pour mission d'aller occuper le Cerro del Borrego d'où il abordera la ville pendant que Zaragoza attaquera la plaine.

Ortega fait ouvrir un sentier dans les broussailles, au milieu des arbres, et, ainsi abrité des vues, parvient à gagner, avec 3 pièces de montagne et environ 2.000 hommes, le sommet de la montagne.

Vers minuit, Lorencez reçoit d'Almonte un renseignement qui le tire de sa sécurité ; il faut se hâter. Sur l'ordre du colonel L'Hériller, commandant le 99e régiment, dont 4 compagnies du commandant Souville occupaient un petit retranchement construit à l'ouest de la ville, à la Garita, le capitaine Détrie escalade le Borrego, par une nuit noire, au prix d'efforts inouïs, avec sa compagnie ; il n'a pas plus de 80 hommes. Parvenus sur le premier plateau et accueillis par le feu de l'ennemi, ils s'élancent sans tirer aux cris de : « En avant ! à la baïonnette ! » Un mouvement de remous se produit. Alors, fort à propos, Détrie est rejoint par le capitaine Leclère qui amène 70 hommes du 99e. Les deux compagnies réunies, vigoureusement enlevées et favorisées par l'obscurité, s'élancent à la charge et ces 140 hommes, qui n'eurent que 6 tués et 28 blessés dont 4 officiers, parmi lesquels Détrie, mettent en fuite les Mexicains qui se croient enveloppés par des forces supérieures, leur tuent et blessent un grand nombre d'hommes, leur font 200 prisonniers et leur enlèvent les 3 obusiers et un drapeau.

Au jour, Zaragoza est bombardé de la hauteur que les siens ont précipitamment abandonnée. Il fait ouvrir le feu par une batterie de 22 pièces établie sur la route qui mène aux Cumbres, à 1.200 mètres de la Garita [l'octroi]; elle lança environ 1.200 projectiles. Zaragoza battit en retraite dans la nuit du 14 au 15 juin. Dès lors, il se borna à essayer d'entraver notre ravitaillement et nous interdit l'accès des hauts plateaux.

Les mois de juillet et d'août s'écoulèrent, pour le général Lorencez, dans de constantes inquiétudes à ce sujet ; car ce ne fut qu'au prix des plus grands efforts que quelques rares convois, venus de la Vera-Cruz, purent passer.

Vains avertissements. — Désormais son opinion était faite ; aussi ne cessa-t-il, jusqu'à son départ, de renseigner loyalement l'Empereur mais en pure perte.

Les efforts très louables que déploya pendant tout ce temps le général Lorencez furent appréciés de l'armée et modifièrent favorablement sa situation. Fort heureusement, l'intendance pouvait disposer d'un gros approvisionnement de vin apporté de France. Le corps expéditionnaire fut ainsi mis à même de supporter plus facilement la saison si déprimante des pluies, à Orizaba, où la fièvre chaude n'existe plus à l'état épidémique [1].

[1] « Cerro del Borrego veut dire montagne du mouton : cette hauteur offre, en effet, l'aspect d'une croupe [bien recouverte qu'elle est d'une courte végétation] de cet animal. Le pied de l'escarpement pénètre, comme un coin, au milieu des premiers groupes de maisons d'Orizaba.

Quant à cette ville, bâtie sur un terrain plat, elle est entourée de champs de maïs, de caféiers plantés entre des rangées de bananiers. Une rivière, alimentée en tout temps par un pic neigeux de 5.000 pieds de hauteur, et fort encaissée, coule ses eaux tumultueuses autour de la ville. » *Note communiquée par l'intendant militaire* DE PÉRUSSIS.

[1] Renseignement dû à l'intendant militaire de Pérussis.

Dès le 15 juin, le lendemain de la vive alerte, il écrit :

« ... *Notre impopularité semble n'avoir fait que croître* depuis l'insuccès des libéraux devant Orizaba. Plus que jamais on doit se convaincre que *nous n'avons ici personne pour nous*. Le parti modéré n'existe pas, le parti réactionnaire est réduit à rien. Les libéraux se sont partagé les biens ecclésiastiques ; il est facile de déduire de ce fait le grand nombre de personnes intéressées à ce que le parti clérical ne se relève pas. *Personne ici ne veut de la monarchie, pas même les réactionnaires...* »

Le 22 juillet, il est plus catégorique encore.

« ... J'ai toujours le regret de ne pas rencontrer *un seul partisan de la monarchie au Mexique*, pas même les réactionnaires. J'espère me tromper et je crois que, par une occupation française de plusieurs années, on pourrait y arriver : mais il eût bien fallu se garder de l'annoncer à l'avance et d'avoir un Almonte qui, du fond de nos bagages, se déclarait le chef suprême de la nation mexicaine. Aurait-on réussi *sans cette lourde maladresse ?* Je l'ignore, mais je sais que *rien ne sera possible au Mexique avec Almonte et M. de Saligny...* »

Certes, les avertissements ne firent pas défaut à l'Empereur, alors qu'il était encore temps de dégager honorablement la France de cette aventure.

Entre les deux lettres précédentes prend place une autre lettre adressée, le 1er juillet, par le commandant Magnin, au maréchal de Castellane :

« ... L'Empereur a été indignement trompé par son ministre, M. de Saligny ou autres, sur la situation du pays ; *nous soutenons une cause qui n'a plus et ne peut plus avoir de partisans*, nous avons à notre suite des gens tels qu'Almonte, Miranda et autres qui nous font détester même de nos nationaux. Il faut ici un autre général et un autre ministre, et puis beaucoup de monde Mais serions-nous 50.000, nous entrerons partout, nous irons à Mexico, mais nous n'aurons pas un partisan... »

A peu près à la même époque, le commandant d'Ornant, envoyé en mission au Mexique par le ministre de la Guerre, lui rendait compte qu'il n'y avait qu'une voix, aussi bien parmi les soldats que chez les officiers, pour blâmer la direction diplomatique donnée aux affaires de Mexique.

Le mois de septembre fut fertile en événements importants.

Zaragoza mourut et Ortega prit le commandement en chef.

Dans les premiers jours du mois, le colonel Brincourt, commandant le 1er régiment de zouaves, arriva d'Algérie avec 2.228 hommes.

Le 21 septembre, le général Forey, désigné pour remplacer le général de Lorencez à la tête du corps expéditionnaire, débarquait à la Vera-Cruz. Le 24 octobre, il était à Orizaba d'où son prédécesseur partit pour rentrer en France (1).

Louis XIV traita avec mansuétude les généraux malheureux qu'il avait choisis lui-même. Napoléon eût dû l'imiter, car ce fut lui qui désigna, vraisemblablement en sa qualité de petit-fils du maréchal Oudinot, le général de Lorencez : or, froid et peu communicatif, ce général n'avait pas la souplesse d'esprit qu'exige la politique et était destiné à jouer le rôle de dupe. Ce n'était pas une raison pour lui faire adresser de son cabinet en dehors du ministre de la guerre, le maréchal Randon qui, moins heureux que Vaillant pendant la guerre de Crimée, ne put que protester respectueusement, la lettre suivante :

« ... L'Empereur admire le courage déployé par les troupes, mais n'approuve pas l'attaque imprudente sur Puebla, ni l'emploi de l'artillerie contre des fortifications à 2.500 mètres. *Il blâme votre attitude vis-à-vis de M. de Saligny ;* quels que puissent être ses torts, il est le représentant de l'Empereur et a droit à vos *égards*. Vous devez de même être *plein d'égards et de prévenances*, non seulement envers le général Almonte, mais encore envers tous les Mexicains qui viennent à nous. Ce n'est pas en les rudoyant que vous obtiendrez des adhérents ; le caractère espagnol est très susceptible, c'est par les bons procédés qu'on les gagne. Il faut payer et armer les auxiliaires mexicains et leur montrer confiance. »

Jugement porté au Corps législatif, le 16 juin, sur l'Expédition. — La demande des crédits nécessaires pour poursuivre l'expé-

(1) Le général de Lorencez fut comblé, en 1866, lorsqu'on le nomma grand'croix de la Légion d'honneur. En 1870, il commandait la 3e division du 4e corps ; on a vu de quelle façon le général de Ladmirault apprécia sa conduite dans la journée de Rezonville, le 16 août.

dition — 7 millions à la Guerre et 6 à la Marine — motiva, le 16 juin, au Corps législatif, le vote une fois effectué patriotiquement, une discussion dans laquelle Jules Favre parla le langage du bon sens ; il eut surtout le courage de conclure de la sorte :

« ... Il n'y a qu'un parti à prendre, traiter avec le Mexique et se retirer. Faire la guerre, pourquoi ? Où sont nos ennemis ? Si nous ne sommes pas les partisans du général Almonte, nous n'en avons pas. Nous n'avons que des débiteurs et ces débiteurs demandent à s'exécuter. Persévérer à faire la guerre, c'est s'engager non seulement dans le plus détestable, mais dans le plus injuste des partis, et dans cette entreprise, ce qu'il y aura de plus funeste, c'est la victoire, car après elle viendra la responsabilité ; le gouvernement que vous aurez fondé, il faudra que vous le souteniez. »

En vain Billault, ministre d'Etat, essaya-t-il de rétorquer ces arguments ; il ne parvint à convaincre personne.

« ... Après le discours de Billault, dit Emile Ollivier, alors un des *Cinq*, qui que ce soit ne douta plus, et dès lors commença la réprobation qui deviendra universelle, même parmi les hommes du gouvernement, dès que la liberté du jugement et des paroles ne sera plus arrêtée *par la nécessité de reparer un revers militaire* (1). »

(1) *L'Empire libéral*, t. V, p. 416.

IV. — COMMANDEMENT DU GÉNÉRAL FOREY

[25 octobre 1862 au 1er octobre 1863]

Sous le commandement du général Forey, l'armée marche sur Mexico après la prise de Puebla et l'empire de Maximilien est fondé.

Engagements pris par le général Forey envers l'Empereur au sujet de Dubois de Saligny. — Dès son arrivée, Forey se trouve engagé vis-à-vis de Dubois de Saligny.

Il n'a été, en effet, désigné pour exercer le commandement, ce qui prouve bien l'aveuglement ou l'entêtement de Napoléon III, qu'à la condition formelle de servir la politique de Dubois de Saligny.

« Comme je suis, lui dit-il, seul responsable de mes actes, j'ai le droit d'exiger de ceux qui servent ma politique de s'y conformer absolument. *Comme j'approuve sans restriction* la politique suivie dès le principe par M. de Saligny, *comme il est le seul qui connaisse bien le pays*, et soit au fait des griefs à redresser, il est important, indispensable que le général qui ira au Mexique *entre en relations intimes avec lui et profite de son expérience*. Si donc, sous l'influence de certains bruits, vous parlez avec l'idée préconçue de ne pas maintenir entre vous et lui *une parfaite intelligence*, les choses iront très mal ; *dans ce cas, il vaudrait mieux me faire connaître à l'avance le fond de votre pensée*. C'est par les tiraillements et les querelles d'amour-propre que tout a été compromis au Mexique. Je n'en veux plus ; ils nuisent trop à la réussite des plus grands projets. »

L'Empereur fit mieux encore. Il lui donna le exte de la proclamation audacieuse qui, traduite en espagnol, fut publiée le 21 septembre, dès l'arrivée de Forey à Vera-Cruz.

«... Ce n'est pas au peuple mexicain qu'il venait faire la guerre, mais à une poignée d'hommes sans scrupules et sans conscience qui ont foulé aux pieds le droit des gens, gouvernent par une terreur sanguinaire, et pour se soutenir n'ont pas honte de vendre, par lambeaux, à l'étranger, le territoire de leur pays... »

Le 24 octobre, après s'être attardé à Vera-Cruz (1), Forey entrait à Orizaba où il s'aboucha avec Saligny qu'il s'appliqua d'abord à faire mieux voir de l'armée. La situation s'améliora d'abord ; mais, dès le 9 janvier 1863, Forez se plaignit de Saligny, en termes mesurés avec l'Empereur, d'une façon plus nette avec le général Fleury (2) ; néanmoins il tint la promesse qu'il avait faite à l'Empereur.

Composition et situation du corps expéditionnaire. — Le 1er décembre 1862, le corps expéditionnaire, fort de 28.126 hommes, comprenait : 2 divisions d'infanterie,

(1) L'Empereur « l'avait choisi à cause des preuves d'audace qu'il avait mainte fois données. Mais il était devenu lourd, pesant, paresseux de corps ; quand il s'était assis quelque part, il ne se décidait plus à se lever. Il avait eu de la peine à quitter Vera-Cruz, il semblait cloué à Orizaba » : OLLIVIER (Emile). — *L'Empire libéral*, t. VI, p. 274.

(2) OLLIVIER (Emile). — *L'Empire libéral*, t. VII, pp. 276-278 : Lettres publiées d'après les originaux.

1er, général de division Bazaine, avec les brigadiers Neigre et de Castagny ; 2e, général de brigade F. Douay, avec les brigadiers colonels L'Hériller et de Bertier ; 1 brigade de cavalerie [de Mirandol], et des troupes de la marine. Il disposait de 5.843 chevaux et 549 mulets. L'artillerie, que commandait le général Vernhet de Laumière, comptait 50 bouches à feu : 14 canons de 12 dont 8 de siège et 6 de réserve ; 24 canons de 4 dont 12 de campagne et 12 de montagne. Les services administratifs avaient à leur tête l'intendant militaire Wolf. La brigade de réserve et les troupes auxiliaires mexicaines, un petit contingent mexicain élevèrent l'effectif à 35.000 hommes environ.

Les moyens de transport laissaient encore à désirer ; il fallut bientôt le reconnaitre à la difficulté de se ravitailler [1]. Il n'est pas sans intérêt de reproduire, au moment où la marche sur Mexico va être reprise et couronnée de succès, l'opinion d'un homme de cœur et de bon sens, le lieutenant-colonel Margueritte du 12e chasseurs. Or, voici ce qu'il écrivait, en décembre 1862, de Jalapa :

« .. On nous dit que lorsque nous serons à Mexico, beaucoup de Mexicains se rallieront à nous, quand ils seront convaincus que notre intervention est désintéressée, et qu'alors on pourra constituer un gouvernement. Certes, cela est possible, mais ce gouvernement ne fonctionnera qu'autant que nous le soutiendrons par la force de notre armée. Et combien de temps, si on veut le soutenir, cela devra-t-il durer ? Des années, disent les Mexicains, et, certes, ils n'exagèrent pas. Je ne suis pas de ceux qui tiennent à régénérer le Mexique, et je ferai tout ce que je pourrai pour n'être pas attaché à cette fallacieuse opération... »

Dans le double but de faciliter les ravitaillements et d'activer l'organisation des transports, Forey se trouva entrainé, de proche en proche, à faire occuper temporairement un certain nombre de points : Jalapa, du 7 au 25 novembre ; Omealca, du 13 novembre au 26 décembre ; Tampico, du 22 novembre 1862 au 22 janvier 1863.

Siège de Puebla du 16 *mars au* 18 *mai* 1863 [*fig.* 29]. — Puebla marquait le terme de la première étape à effectuer avant de se diriger sur Mexico ; il fallait donc s'avancer sur les hauts plateaux où l'on devait trouver des ressources de toute nature et prendre la ville.

Dans les premiers jours de décembre, le plateau d'Anahuac, dont les ressources sont considérables, est enfin [1] abordé par les trois routes d'Acultzingo, de Maltrata, de Jalapa et de Pérote. Forey ne quitta Orizaba que lorsqu'il eut sérieusement assuré ses communications avec Vera-Cruz en faisant occuper les points du Fortin, de Cordova, de Rio-Seco, du Chiquihuite, de Paso-del-Macho, de la Soledad et de la Tejeria.

A Vera-Cruz, le service se trouva définitivement assuré, à partir du 23 février, par un bataillon remarquablement discipliné de 400 nègres mis aimablement à la disposition de l'Empereur par le vice-roi d'Egypte. Les nègres, en effet, sont réfractaires au *vomito negro*.

Le 17 février, dans un ordre daté d'Orizaba, Forey annonça à l'armée qu'une nouvelle tentative allait être dirigée contre Puebla. Les bouches à feu étaient alors approvisionnées à 300 coups et la réserve de cartouches était de 2.400.000. Mais, ainsi qu'on ne tarda pas à le reconnaitre, les moyens de transport laissaient encore beaucoup à désirer.

Aussi le colonel Margueritte put-il écrire, le 26 février, de San-Antonio-Tamaris :

« La réunion des moyens de transport est bien longue : *nous portons la peine de notre imprévoyance*. A-t-on jamais vu entreprendre une guerre aussi lointaine sans ressources pour se mouvoir ? »

Le général Brincourt a écrit :

« Au Mexique, je commandais le 1er régiment de zouaves et l'avant-garde du général Forey. Nous sommes arrivés en plein *vomito negro*, qui nous a tué plus de 300 hommes en quinze jours, et nous avons mis douze jours pour faire six lieues [une demi-lieue par jour], dans une boue de plus d'un mètre d'épaisseur ; pluie constante, chaleur de 40° à 50°, attelages de voiture quintuplés tous les cent mètres. Les itinéraires du général Lorencez (qui était arrivé dans la belle saison) ne parlaient que de fleurs et d'oiseaux au riche plumage ! »

[1] Le général Lopez avait promis de procurer en moyenne 1.000 mulets : ce chiffre descendit à 200.

[1] Forey eût dû se décider beaucoup plus tôt au lieu de faire venir de Vera-Cruz de coûteux convois ; or, il n'ordonna qu'en janvier de reconnaître les ressources existantes.

« Pour renseigner le général Forey, je suis entré dans tous les détails de nos embarras. Aucun des officiers de son état-major n'a voulu y croire ! Comment dans les régiments qui les suivaient aurait-on pu avoir confiance ? (1)... »

Le siège de Puebla, qui dura cinq mois, offre, au point de vue de la direction donnée aux attaques, deux périodes distinctes :

Le temps écoulé depuis notre échec du 5 mai 1862 avait été mis activement à profit par le général Ortéga qu'avait bien secondé son chef d'état-major, Mendoza, dont l'âge, 72 ans, n'avait point amorti l'activité. Il avait transformé cette ville ouverte et ses abords en une place de premier ordre dont l'organisation défensive est certainement à citer comme un modèle. L'organisation intérieure fut facilitée par le tracé même des rues de la ville affectant la forme dite *en damier* ; il permit le flanquement des voies d'accès par des barricades et des banquettes de tir installées

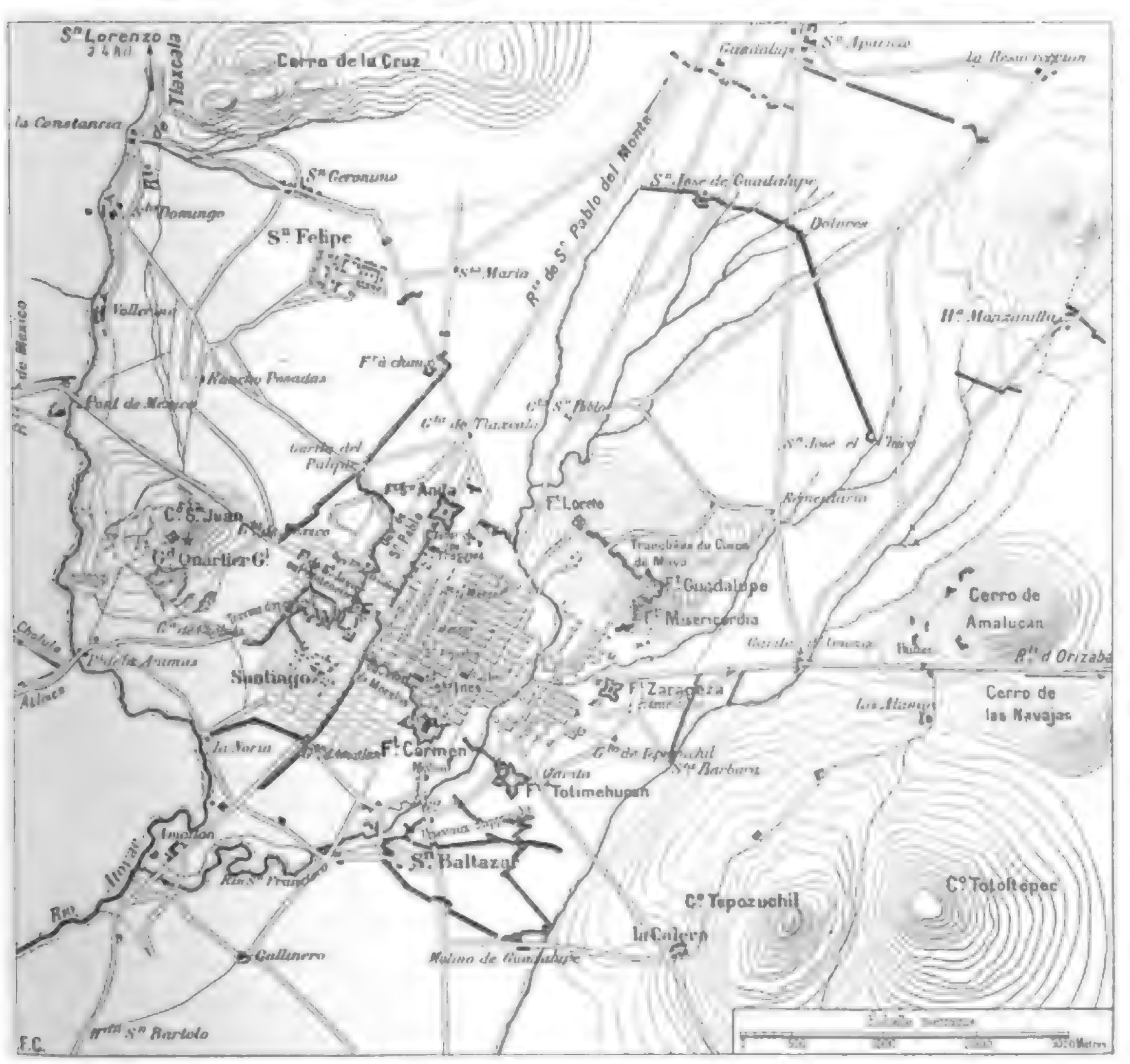


Fig. 29. — Puebla et ses environs.

(1) LEDEMÉ (lieut.-col.). — *Lettres à sa famille*, p. 13. Lettre adressée de Paris, le 26 décembre 1904, à Mme Veuve Ledemé. Au cours de ses nombreuses campagnes, le général de division Brincourt a reçu 11 coups de baïonnette, 1 coup d'épée, 1 coup de biscaïen et 1 éclat de bombe.

sur les terrasses des maisons. Ortéga disposait d'environ 18.000 hommes et de 175 canons ; il pouvait compter sur l'appui d'une troupe de secours placée sur les ordres de l'ex-président Comonfort que les dangers de la patrie avaient ramené au Mexique. A l'extérieur, de nombreux ouvrages en terre avaient surgi autour de vieux couvents servant de réduits ([1]).

Juarez était venu pour encourager les défenseurs auxquels il avait dit :

« ... Ainsi l'empereur Napoléon persiste à faire éprouver les horreurs de la guerre au peuple qui avait prodigué ses sympathies et ses faveurs aux Français. La conscience de toutes les nations civilisées a sévèrement condamné cette invasion et pour ses misérables prétextes et pour son but plus misérable encore. Le gouvernement de l'Empereur ne réclame pas justice ; nous ne l'avons jamais refusée. Son but réel est de nous humilier et de détruire une république libre et démocratique, dans laquelle on a complètement abattu les classes privilégiées. Vous allez défendre la cause de la liberté, de l'humanité, de la civilisation... »

L'armée française n'a quitté Orizaba que le 23 février. Le 27, Forey qui, décidément, n'a plus l'activité dont il fit preuve en 1859, l'arrête jusqu'au 9 mars à Quecholaca, sous prétexte d'attendre l'argent que l'on a été chercher à la Havane ([2]).

Le 16 mars, les colonnes Douay et Bazaine débouchant du Nord-Est et de l'Est amorçaient l'investissement de Puebla ; le 19, il était complet et marqué par les points de San-Bartolo, Camp du Cerro, Amalucan, Hacienda de Manzanilla, la Résurrection, San-Aparicio, Santa-Maria, San-Felipe, Camp du Rancho, Posadas, Camp San-Juan, Cerro San-Juan, ponts de Mexico et de Las Animas. Entre temps, le colonel du Barail mit en déroute, à Cholula, avec 2 escadrons de chasseurs d'Afrique, 3 régiments mexicains auxquels il fit 100 prisonniers.

Les enseignements tirés de l'histoire du passé et les conseils donnés faisaient un devoir de mettre le siège devant le fort de Carmen, ancien couvent aux murs très épais, dont la chute eût accéléré celle des défenses principales qui se fussent ainsi trouvées tournées. On préféra attaquer le taureau par les cornes en ouvrant, la tranchée, le 23, à l'Ouest contre le fort San-Janvier, ancien couvent auquel on avait donné pour réduit un Pénitencier inachevé en maçonnerie qui formait saillant dans la direction de la route de Mexico.

Du 23 mars au 26 avril, on s'entêta, encourageant ainsi l'opiniâtreté de la garnison : celle-ci, utilisant les îlots de maisons ou *cadres*, les transforma en autant de citadelles et de lignes de défense successives qui furent énergiquement disputées ([1]). Cette première période fut marquée par la prise du fort San-Janvier (29 mars) qui coûta la vie au général de Laumière et à un officier d'avenir, le commandant d'état-major Capitan ; par celle de plusieurs cadres ; par quelques attaques infructueuses ; par une timide diversion dirigée contre la partie sud de Puebla ; par trois

([1]) « ... Ces ouvrages puissamment armés avaient en arrière d'eux des couvents dont les murailles étaient d'une épaisseur ne résistant que trop bien à l'artillerie de l'époque ; ces couvents offraient en outre pour l'ennemi un point d'appui excessivement solide ainsi qu'un commandement excellent sur l'assaillant au point de vue du tir. Les rues se coupant toutes à angle droit étaient hérissées de barricades : il en résultait un flanquement parfait pour faciliter la résistance dans l'intérieur de la ville. Notre parc d'artillerie n'était pas approvisionné en prévision d'une pareille durée du siège ; le calibre de 12 était insuffisant .... Enfin, la terrible saison des pluies des pays intertropicaux allait commencer bientôt et l'état sanitaire jusqu'alors bon pouvait s'altérer. .. ».

GRÉMILLET (capitaine) — *Historique du 81e de ligne*, pp. 618-627 : Puebla. Episode du siège raconté par le lieutenant de Pérussis du 81e de ligne.

([2]) Le 14 avril, l'Empereur témoigna l'étonnement et le mécontentement qu'une pareille conduite lui avait inspirés.

([1]) « Quel crève-cœur pour l'armée française, écrit le capitaine Ledemé, d'être là depuis trente-cinq jours, la rage dans le cœur de ne pouvoir aborder un ennemi qui ne nous résisterait pas deux heures en plaine et qui tue officiers et soldats sans se montrer, dans des maisons, à l'abri du canon, et devenues des forteresses telles que quelques unes ont nécessité trois attaques des meilleures troupes pour être prises. Quelle ténébreuse affaire que celle du Mexique, les journaux français ne nous montrent clairement que le but, l'origine de la guerre, mais se refusent à toute explication catégorique . Le chef d'Etat a été indignement trompé par quelques intrigants et a cru que la fantaisie de Pékin rendait tout possible... » Devant Puebla, au camp d'Amalucan, le 20 avril 1863. Suit une charge à fond contre le ministre de la guerre, le maréchal Randon, qui aurait répondu au général Lorencez : « *C'est bien, vous avez, comme tous ceux qui arrivent de là-bas, l'esprit frappé !* »

assauts infructueux contre la forteresse redoutable que constituait le couvent de Santa-Inès, ou cadre n° 52 (*fig.* 30), assauts dont le dernier [6-7 avril] mit en évidence l'énergie du lieutenant Galland (1) du 1er régiment de zouaves. Les munitions diminuaient d'une façon inquiétante ; il fallut attendre un convoi parti de Vera-Cruz.

Le 14 avril, une tentative de secours de Comonfort amena le *combat d'Atlixco* dans lequel le colonel Brincourt, du 1er zouaves, fut victorieux.

DÉTAILS DU CADRE
DE SANTA-INÈS
(Attaque du 25 Avril 1863)

Fig. 30. — Mexique — Cadre de Santa-Inès.

Rebuté par des difficultés sans cesse croissantes, Forey avait songé sérieusement à courir jusqu'à Mexico, tout en maintenant l'investissement, acceptant ainsi les risques de laisser 18.000 hommes sur sa ligne de communication. Eclairé par l'échec du 25 avril, il se rangea finalement, au grand contentement de l'armée, à l'opinion qui prévalait d'attaquer la place par le Sud.

Le 25 avril, pour la quatrième fois, malgré les dégâts causés par l'explosion de quatre fourneaux de mine, dont deux chargés à 350 kilogrammes de poudre, on subissait, devant Santa-Inès un échec sanglant et on laissait aux mains de l'ennemi 130 hommes dont 7 officiers : rien ne résiste aux feux étagés exécutés à une faible distance.

Le 26 avril, commença la dernière période du siège. Elle fut marquée par les travaux d'attaque dirigés contre les forts de Carmen, de Totimehuacan, et par le *combat de San-Lorenzo* (*fig* 31). Le 8 mai, à San-Lorenzo, le général Bazaine, utilement renseigné, attaquait par surprise, à l'issue d'une marche de nuit, Comonfort, et, bien que ne disposant que de 4 bataillons, 4 escadrons et 8 canons, dont 1 batterie montée de la garde impériale et une section de montagne (1), lui infligeait une défaite que suivit une perte de 800 tués ou blessés, environ 1.000 prisonniers dont 72 officiers, 8 canons, 11 fanions, 3 drapeaux et de la majeure partie du convoi destiné à la place. Nous eûmes 11 tués, dont 1 officier, et 89 blessés, dont 9 officiers ; de leur côté, les troupes alliées commandées par Marquez eurent 23 hommes, dont 5 tués, hors de combat. La poursuite fut exécutée par les troupes alliées. Bazaine reprit activement ses travaux contre le fort de Totimehuacan.

Il n'y avait plus, en effet, qu'à pousser, ce qui eut lieu du 12 au 16 mai, les travaux du siège. Le 17 mai, au moment où l'attaque de vive force, qu'allait faciliter l'emploi de pièces de 30 de la marine arrivées de Vera-Cruz, était imminente, — le 20 mai, anniversaire de la victoire de Montebello, avait été choisi par une sorte de coquetterie, — la place tombait.

Sur le point de manquer de vivres et de munitions, Ortega fit procéder, dans la nuit du 16 au 17 mai, avant de se rendre, à la destruction de tout l'armement, à la mise hors de service des bouches à feu. En dernier lieu, il prononça la dissolution de l'armée, prévenant les uns et les autres

(1) Devenu général de brigade, après s'être de nouveau distingué pendant le siège de Paris, Galland [J. N. Th.], qui était sorti de Saint-Cyr le 1er octobre 1857, mourut prématurément, le 21 juin 1885, dans sa 48e année.

(1) Cette section était commandée par le lieutenant de vaisseau Bonnet qui avait été amputé d'un bras pendant la guerre de Crimée.

qu'il rendait à chacun sa liberté, qu'il laissait notamment les officiers absolument libres de suivre la ligne de conduite qu'ils croiraient la plus conforme à leur honneur de militaires et à leurs obligations envers la nation.

L'ordre du jour que ce soldat improvisé [1] adressa à ses troupes pour leur annoncer qu'il n'était plus possible de continuer la défense et la lettre qu'il écrivit au général Forey sont deux modèles que tout militaire



Fig. 31.— Mexique — Combat de San Lorenzo.

doit méditer pour se bien pénétrer de l'*obligation de ne point capituler*.

La lettre était ainsi conçue :

« Puebla, 17 mai, 4 heures du matin.

« Monsieur le général,

« Comme il ne m'est plus possible de continuer à défendre cette place faute de munitions et de vivres, j'ai dissous l'armée placée sous mes ordres et détruit l'armement, y compris toute l'artillerie.

« La place est donc à votre discrétion et vous pouvez la faire occuper en prenant, si vous le jugez convenable, les mesures que dicte la prudence, pour éviter les maux qu'entraînerait une occupation violente qui ne serait pas motivée.

« Le cadre d'officiers généraux, supérieurs et subalternes appartenant à cette armée est réuni sur la place du Gouvernement, et les individus qui en font partie se constituent prisonniers de guerre. Je ne puis, monsieur le général, continuer la défense plus longtemps ; si je le pouvais, croyez bien que je le ferais.

« ORTEGA. »

Ainsi que le dit Emile Ollivier,

« Un peuple, dont les chefs savent lutter et succomber avec tant de grandeur, n'avait pas à être régénéré par une invasion étrangère [1]. »

D'une durée de 62 jours, le siège de Puebla nous a coûté 185 tués, dont 17 officiers, et 1.118 blessés, dont 79 officiers ; on ignore le chiffre des morts de leurs blessures.

Les Français capturèrent 26 généraux, 303 officiers supérieurs, 1.179 officiers subalternes, 11.000 hommes de troupe et prirent 150 pièces de canon. Les officiers prisonniers furent dirigés sur Vera-Cruz pour être envoyés en France et gardés avec une insouciance toute française ; à Vera-Cruz il n'y en avait plus que 530 dont 13 généraux et 110 officiers supérieurs ; les autres, parmi lesquels Ortega, Porfirio-Diaz, Negrete, etc., n'ayant point engagé leur parole, s'étaient évadés : on les retrouva plus tard les armes à la main. Bazaine s'était particulièrement distingué dans ce siège et avait fortement contribué, par son coup d'œil, son énergie et son activité, à remédier aux lenteurs de Forey.

Combat de Camaron, le 30 avril. — Quelques jours avant la chute de Puebla, le 30 avril, avait été livré, entre Vera-Cruz et Orizaba, par une compagnie de régiment étranger, le *combat de Camaron*.

Le capitaine Danjou se rendait du Chiquihuite à Palo-Verde, distant d'environ 24 kilomètres, pour frayer la route à deux convois de munitions et d'argent, lorsqu'il fut attaqué à l'improviste par le colonel mexicain Milan. Le détachement étranger comprenait 2 officiers, les sous-lieutenants Vilain et Maudet et 63 sous-officiers, caporaux et soldats, en tout 66 hommes. Milan disposait de 1 200 à 1.500 fantassins et de 800 cavaliers. Cette lutte inégale ne dura cependant pas moins de neuf heures. Après avoir repoussé deux assauts successifs, Danjou parvint à gagner la maison de Camaron qu'il

(1) Il était avocat de profession.

(1) *L'Empire libéral*, t. VII, p. 292.

fit mettre rapidement en état de défense. Sérieusement attaqué, il fit bonne contenance ; vers 11 heures du matin, il était tué.

Son successeur, le sous-lieutenant Vilain, continua la défense; vers 2 heures du soir, il était à son tour frappé mortellement : le sous-lieutenant Maudet le remplaça.

A 5h30 du soir, les Français tenaient toujours. Un nouvel assaut fut tenté par les Mexicains et, vers 6 heures du soir, le sous-lieutenant Maudet ayant été blessé mortellement, les débris de la compagnie furent enveloppés et faits prisonniers.

Ce combat héroïque coûta à la compagnie du régiment étranger 46 hommes hors de combat : 3 officiers tués, 20 sous-officiers, caporaux et soldats tués, 23 sous-officiers, caporaux et soldats blessés dont 7 moururent des suites de leurs blessures. Les pertes des Mexicains étaient cruelles : environ 200 hommes tués et 100 blessés. Ces pertes contribuèrent tellement à les intimider que Milan crut prudent de rétrograder avec sa colonne : les convois purent passer.

Mexico. — Le 7 juin, l'armée française prenait possession de Mexico que Juarez venait de quitter précipitamment et où l'appelait un *pronunciamiento* du parti conservateur et, le 10, le général Forey, ayant à ses côtés Dubois de Saligny et Almonte, y faisait une entrée solennelle.

La veille, le colonel Margueritte avait écrit de Tacubaya :

«... Le sentiment qui règne dans la population de Mexico est différent, selon les nationalités, et la position que chacun a prise dans les différents partis qui divisent le Mexique. On ne croit pas ici au désintéressement de la France et aux paroles de l'empereur ; ils trouvent cela trop beau, et nous supposent toujours une arrière-pensée de monarchie ou d'accaparement à notre profit. C'est là, du reste, une question sur laquelle nous ne pouvons nous-mêmes leur dire grand'chose... »

De son côté, le capitaine Ledemé écrivit de Mexico :

«... Les libéraux contre lesquels nous crions tant, ont plus d'une bonne raison à faire valoir, savent mieux que nous l'histoire de France, surtout la partie de la Révolution. Ils ont un profond mépris pour le Gouvernement que nous venons d'instituer, sont d'une lucidité remarquable dans leurs appréciations de la politique française.

« A les en croire, le temps nous ouvrirait les yeux pour nous prouver que nous faisons un pas de clerc ; espérons qu'ils se trompent (1) !.. »

Très peu préparé par son passé au rôle politique délicat que la marche logique des événements lui imposait, mal conseillé par Almonte et Saligny, le général Forey agit avec une précipitation blâmable, écartant le programme cependant formel qui lui avait été envoyé, le 17 décembre 1862, et qu'aucune instruction postérieure n'avait modifié : une fois à Mexico, y installer un gouvernement provisoire composé des citoyens les plus honorables, puis consulter le peuple mexicain par la voie du suffrage universel sur la forme du gouvernement à établir.

Dès le 12 juin, Forey, d'accord avec Saligny, adressait au peuple mexicain un manifeste dans lequel, déclarant la question militaire résolue, il l'engageait à aider les Français à résoudre la question politique.

Une Junte administrative de 35 notables désignés par lui se réunit à Mexico et nomma un gouvernement provisoire auquel Forey remit, le 24 juin, les pouvoirs politiques. Ce gouvernement comprenait 3 membres, tous trois rentrant d'exil : le général Almonte président, le général Salas, âgé de 72 ans, et un prêtre intransigeant, l'archevêque de Mexico, Mgr de Labastida, primat du Mexique.

Le 10 juillet, une prétendue assemblée de notables, au nombre de 215, composée par Saligny exclusivement de partisans de l'intervention française, écartait délibérément, à l'unanimité moins 2 voix, la forme républicaine et se prononçait pour la forme monarchique, en témoignant le désir d'offrir la couronne impériale au prince Ferdinand Maximilien, qu'une députation devait aller trouver à Miramar, ou, à son défaut, à tel prince que désignerait Napoléon III.

Les décisions prises par cette assemblée furent naturellement regardées comme non avenues par Juarez qui avait reculé jusqu'à San-Luis-de-Potosi. Tout en se retirant, non sans recueillir sur son passage des acclamations, des marques de respect et de dévoue-

(1) Lettre du 25 juin 1863.

ment, Juarez avait préconisé la résistance opiniâtre :

«… Napoléon Ier demeura-t-il maître de l'Espagne pour avoir occupé Madrid ? Est-ce que la possession de Moscou lui donna la Russie ? Unissons-nous donc et ne reculons devant aucun sacrifice pour sauver notre indépendance et notre liberté ; tenons-nous unis et nous nous sauverons ! »

Il laissait derrière lui, comme une menace permanente contre Mexico, trois groupes de troupes régulières établis sur les routes de Toluca [général Uraga], de Queretaro [général Doblado] et de Vera-Cruz [général Negrete]. Les mois d'août et de septembre furent donc employés par les Français à livrer des combats sur les limites du bassin de Mexico. Guérillas et contre-guérillas luttèrent, marquant leur passage par des destructions et trop souvent par des atrocités véritables à titre de réciprocité.

Le 2 juillet, Forey avait été élevé à la dignité de maréchal, ce qui fournit à l'Empereur un fallacieux prétexte pour le rappeler en France le 16 juillet suivant :

«… Un maréchal de France est un trop gros personnage pour le laisser se débattre dans des intrigues et des détails d'administration… »

Cependant la cause de l'intervention n'avait pas fait de progrès sérieux et l'autorité de Juarez restait entière pour la majorité des Mexicains [1] lorsque Forey, remplacé dans son commandement du corps expéditionnaire par le général Bazaine, et Dubois de Saligny furent rappelés à Paris par l'Empereur, bien tardivement édifié sur le compte du second.

Lorsque Napoléon eut reconnu que, à n'en pas douter, il avait été trompé, il se décida brusquement à rompre avec les cléricaux et à terminer l'expédition ; malheureusement, les dépêches adressées dans ce sens, le 5 juin, à Forey ne parvinrent à celui-ci qu'à la fin de juillet, c'est-à-dire trop tard à cause de la hâte qu'il avait mise à mener les affaires à Mexico. Il en résulta que l'honneur du drapeau étant engagé, l'armée française se trouva condamnée à l'ingrat labeur de faire accepter sur la surface d'un immense territoire, un souverain qui n'était pas l'organe autorisé de la nation mexicaine. Maximilien lui-même le reconnut si bien que, recevant, le 3 octobre 1863, la députation venue pour lui offrir la couronne, il témoigna le désir que « la nation tout entière, exprimant sa volonté, vînt ratifier le vœu de la capitale ».

Forey ne quitta le Mexique que le 1er octobre, à la deuxième injonction ; quant à Dubois de Saligny, il fallut, pour le décider à s'embarquer, le 3 janvier 1864, que Bazaine le menaçât d'employer la force.

[1] Il est juste de constater que Juarez mit habilement à profit le rôle joué au Corps législatif par l'opposition dont nous avons parlé.

CHAPITRE II

—

SOMMAIRE

I. — DU 1er OCTOBRE 1863 AU 10 AVRIL 1864

Difficultés du début. — *Campagne dans l'intérieur du Mexique.* — Le général Bazaine héritait d'une situation pénible et en comprenait d'autant mieux la gravité que Napoléon lui avait recommandé de s'opposer aux mesures réactionnaires que voulait prendre le triumvirat. « Je ne puis admettre, lui avait écrit l'Empereur, que, ayant fait la conquête du Mexique (?), nous demeurions témoins impassibles de mesures arbitraires

opposées à la civilisation moderne. » Aussi eut-il à compter, dès sa prise de commandement (1er octobre 1863), avec les rancunes et les entêtements insurmontables du parti conservateur : l'archevêque de Mexico surtout, dominé par l'idée de rétablir la situation du clergé mexicain telle qu'elle était avant l'arrivée de Juarez au pouvoir, prit des mesures imprudentes préjudiciables à la Régence aussi bien qu'à l'influence française.

En somme, les débuts de Bazaine furent heureux et la proclamation qu'il adressa à la nation mexicaine produisit une excellente impression. Toutefois, il se fit illusion pendant un certain temps. C'est ainsi que, le 17 novembre, il écrivit au maréchal Randon :

« Le gouvernement provisoire est divisé par suite de *l'opposition systématique* faite par l'archevêque à toutes les mesures prises pour calmer les passions politiques et à la conciliation. J'ai ramené le général Almonte dans une voie plus libérale, je le soutiens, et nous arriverons à écarter le *prélat qui se rend impossible*. Ce désaccord n'influence en rien l'esprit de la population, mais au contraire ramène au gouvernement quelques libéraux qui se tenaient à l'écart... »

Il faut rendre cette justice à l'armée française que le bon sens et l'honnêteté de ceux de ses officiers qui écrivaient au jour le jour leurs impressions ne furent pas mis en défaut par un succès apparent.

La place manque ici pour reproduire de nombreux extraits ; les deux suivants peuvent suffire pour donner une idée du ton général.

« ... Français et Mexicains, écrit Loizillon, sont dans la plus grande indécision ; on se demande ce que l'on va faire au Mexique : jusqu'à présent, le général Bazaine a été impénétrable sur la ligne de conduite qu'il va suivre ; sa position est bien difficile, car il ne peut renverser le gouvernement de la régence, qui sera toujours une barrière infranchissable entre les libéraux et nous. La morale de la chose, c'est que nous ne voyons pas le moyen de sortir du Mexique ; plus nous allons et plus la question s'embrouille... (1) »

De son côté, le colonel Margueritte adresse au général de Fénelon, gendre du ministre de la guerre Randon, une lettre qui fut naturellement mise sous les yeux de celui-ci :

« *Le Mexique n'est sympathique à personne dans l'armée*, c'est un fait bien évident et quand notre tâche sera finie, c'est avec bonheur que nous secouerons sur la plage de Vera-Cruz la poussière de nos vêtements. Depuis ma dernière lettre, qui vous disait combien on avait été vite en besogne, trop vite même, en établissant un gouvernement provisoire mexicain *avec les hommes d'un parti*, il s'est passé des faits qui ont eu une triste signification dans le pays... On peut dire que la situation générale du Mexique, au point de vue de notre influence morale, est moins bonne qu'après notre entrée à Mexico... »

Suit un examen fort intelligent et quelque peu prophétique de la situation et de ses conséquences.

« Je vois dans tout cela une occupation guerroyante qui demandera du temps sans produire de bons résultats. Ne faut-il pas prévoir aussi qu'un de ces jours l'Amérique, affranchie de la guerre, ne vienne jeter ses aventuriers sur le Mexique, ainsi que Juarez semble l'espérer ? La situation se compliquera alors d'autant... (1) »

Les prétentions du clergé une fois adoucies, Bazaine put songer à provoquer dans l'intérieur du pays des actes d'adhésion à l'empire. Il disposait alors de 34.144 Français et de 13.523 Mexicains, soit de 47.667 hommes dont 42.000 environ pouvant être utilisés pour faire campagne.

Ses communications avec Vera-Cruz étant bien assurées, il fit partir, dans les derniers jours d'octobre, de la base Pachuca-Mexico-Toluca, deux colonnes hostiles franco-mexicaines.

La première commandée par le général Félix Douay, forte d'environ 11.400 hommes, dont 4.700 Mexicains, avec le général Marquez, suivit à peu près la grande route carrossable de Mexico à Guadalajara par Queretaro, Léon et Lagos, route se prolongeant jusqu'à San-Blas sur le Pacifique.

La seconde, avec laquelle marcha le général en chef, forte d'environ 9.600 hommes, dont 1.900 Mexicains, avec le général Mejia, Indien d'origine, et commandée par le général de brigade Castagny, s'avança aussi sur Guadalajara par Toluca, Acambaro, Morelia et la Barca.

(1) LOIZILLON (lieutenant-colonel). — *Lettres sur l'expédition du Mexique*, lettre du 8 octobre 1863.

(1) MARGUERITTE (colonel). — *Lettres*.

Après un certain nombre de combats heureux, on atteignit les points extrêmes de San-Luis-Potosi le 25 décembre, de Guadalajara (1) le 3 janvier 1864 et de Zacatecas le 6 février.

Ainsi menacé, Juarez transporta le siège de son gouvernement à Monterey où il trouva de nombreuses ressources en approvisionnements et en argent. Pendant le même temps, ses partisans avaient été refoulés dans le Nord [Doblado, Etat de Nuove-Léon], dans le Nord-Ouest [Ortega, Etats de Durango et de Sinaloa], dans l'Ouest [Uraga, Etat de Colima]. Porfirio Diaz s'était replié dans l'Etat d'Oajaca.

Lorsque, le 4 février 1864, Bazaine, qui avait déployé de l'habileté et une réelle activité, rentra à Mexico, quelques actes d'adhésion d'une certaine importance, et beaucoup d'autres littéralement extorqués s'étaient produits dans plusieurs villes (2). Il réussit, par sa fermeté, par l'énergie de son attitude, à ramener un peu de calme parmi les plus exagérés.

Alors fut reconnu, pour complaire à Napoléon, le droit à la France d'exploiter, sur le territoire de la Sonora, des mines vierges.

A ce sujet, la page suivante du capitaine Ledemé offre un intérêt particulier :

« ... Le général Castagny, en nous poussant au nord de Zacatecas, était suivi d'un ingénieur des mines envoyé par le gouvernement français. Le militaire avait mission de dire si une colonne pouvait pénétrer jusqu'en Sonora ; l'ingénieur devait supputer en probabilités les millions que nous devons en retirer. Je ne puis ici vous dire toutes les causeries que j'ai entendues à ce sujet dans les états-majors. En voici le résultat brut.

« Le général demanda 1.500 fantassins, 500 cavaliers, 2.000 mulets et quatre-vingt-dix jours pour aller de Zacatecas au point objectif. L'ingénieur promit 300 millions par an.

« Si j'étais ingénieur, je ne confierais pas des projets pareils au général Castagny, dont le caractère fantasque est aussi proverbial dans l'armée que sa bravoure au feu ; pas plus qu'à un ingénieur qui, tout intelligent et savant qu'il soit, ne peut s'empêcher de voir les choses en beau dans un pays où la magnificence impériale lui a créé un crédit annuel de *cent mille* francs, aux lieu et place d'appointements en France de sept mille francs ! Il y a d'ailleurs des raisons données par les gens du pays, telles que le manque d'eau et de vivres, sans compter celles particulières à notre nation, dont le génie fort entreprenant aurait là une bien grosse tâche, qui semblaient faire espérer qu'on ne va pas s'embarquer dans un pareil dédale. On a beau faire et beau dire, *l'expédition du Mexique est usée, usée aussi bien dans l'armée que parmi vous autres.* Ceux qui par entêtement disent le contraire, constatent eux-mêmes des symptômes auxquels on ne peut se faire illusion... (1) »

Acceptation définitive de l'archiduc Maximilien le 10 avril 1864. Vote du Congrès des Etats-Unis. — Après avoir reçu les actes d'adhésion de Queretaro, Morelia, Guanajuato, Léon, Aguas Calientes, San-Luis-Potosi et Guadalajara, Maximilien déclara, le 10 avril 1864, accepter la couronne. Le même jour, la *Convention de Miramar* réglait les rapports futurs entre la France et l'empire du Mexique.

D'après cette Convention, l'armée française devait être immédiatement réduite à 25.000 hommes et progressivement diminuée à mesure de l'augmentation des fonds mexicains. Le Mexique s'engageait à rembourser peu à peu à la France tous les frais de l'expédition fixés, jusqu'au 1er juillet 1864, à la somme de 270 millions ; en outre, à partir de ce jour, il aurait à assurer l'entretien du corps d'occupation.

Il est prouvé que, le 31 mars 1864, Napoléon III écrivait à Bazaine, et, s'appuyant sur les progrès que faisait la pacification du pays, songeait déjà au repatriement des troupes françaises et à l'emploi des troupes indigènes (2).

La discussion ouverte, les 26 et 27 janvier, au Corps législatif et dans laquelle Thiers défendit la solution des Cinq invitant à traiter

(1) Enthousiasmé d'y être entré sans coup férir, Bazaine se crut autorisé à écrire à Napoléon : « Pendant quelque temps encore, le pays sera certainement parcouru par des fractions de l'armée juariste, mais je les traiterai en bandits... Toutes les populations sont enchantées d'être délivrées du joug juariste et *bénissent Votre Majesté* .. » De pareils renseignements ne pouvaient qu'induire en erreur l'Empereur.

(2) Ceux de Morelia, Guanajuato, Léon, Aguas Calientes, San-Luis-Potosi, Guadalajara et.... Queretaro.

(1) Lettre de Léon, le 30 mars 1864.

(2) GAULOT [P]. — *Rêve d'empire*, p. 259.

avec Juarez n'avait réuni que 47 voix de protestation, dont quelques membres de la majorité ; mais il est impossible que Napoléon III ait ignoré les dispositions de la majeure partie de l'Assemblée.

On n'a jamais pu, pour expliquer l'établissement d'une monarchie au Mexique et le choix de Maximilien, invoquer sérieusement le « vœu national ». Le 29 mars, Napoléon III avait, il est vrai, ordonné le plébiscite par oui et par non (1). Mais, outre qu'il n'y avait pas de suffrage universel au Mexique, il était matériellement impossible d'obtenir un vote sérieux dans un pays dépourvu de registres de l'état civil et comptant un grand nombre d'Indiens peu préparés à jouir des bienfaits du suffrage universel. On rédigea donc des procès-verbaux à l'appui desquels figura le chiffre de population de la localité, comme si tout le monde avait voté. On arriva ainsi à conclure que les trois quarts de la population (6.445.564 hommes) avaient adhéré à l'Empire ; or, le pays tout entier ne comptait que 8.620.982 habitants.

(1) « Le gouvernement nouveau, avait dit Rouher dans la séance du 27 juin 186[illegible] du Corps législatif, sera constitué par la souveraineté nationale qui est le principe de vie du gouvernement français. Le suffrage universel fonctionnera bientôt. *Si la nation mexicaine adopte la forme républicaine nous respecterons son vote.* Si elle préfère constituer une monarchie, nous la respecterons de même. Si elle adopte l'archiduc Maximilien, cette volonté nationale sera pour lui la meilleure des clientèles. »

« Il a fallu à Maximilien, dit Emile Ollivier, un parti pris bien décidé de ne pas y voir clair pour transformer en plébiscite des procès-verbaux d'adhésion, dont la disposition matérielle même révélait les supercheries. Néanmoins il se persuada ou se laissa persuader qu'il avait obtenu la majorité du peuple mexicain librement consulté et qu'il était *l'élu de la nation* : il n'était l'élu que de Forey, Almonte, Saligny, *un simple aventurier*, venant, à l'aide des armes étrangères, asservir l'indépendance d'un peuple libre... (1) »

Cependant tout avait failli échouer au dernier moment par suite de difficultés de famille entre Maximilien et l'empereur François-Joseph : celui-ci désirait l'éloignement de son frère et Napoléon III croyait que l'acceptation de Maximilien allait le dégager de ses embarras ; il y eut donc, de part et d'autre, lorsque les difficultés furent aplanies, un immense soulagement.

Cette satisfaction fut cependant troublée par un vote du Congrès des Etats-Unis. En effet, le 3 août, le Congrès s'était prononcé à l'unanimité contre la reconnaissance de la monarchie au Mexique. Si l'action des Etats-Unis ne fut pas immédiate parce que l'existence même de l'Union était en jeu, il y avait là une menace latente que Napoléon III eut le tort de perdre de vue.

(1) *L'Empire libéral*, t. VI, p. 578.

II. — FIN DE L'ANNÉE 1864

Arrivée de Maximilien au Mexique, ses débuts. — Débarqué à Vera Cruz le 28 mai, Maximilien fit son entrée à Mexico le 12 juin, « comme empereur élu du peuple mexicain..., en vertu du plébiscite frelaté des adhésions (1) » et « au milieu d'acclamations nombreuses paraissant sincères, tant était grand, dans le monde des affaires, le désir de la paix (2) ».

Dès son arrivée, il éprouva une cruelle déception : il comptait, paraît-il, trouver le pays complètement pacifié ; or, il apprenait qu'il existait, à Monterey et à Oajaca, deux centres sérieux de résistance. Il « pensait que le terrain administratif et législatif était déblayé, que les réformes étaient décrétées, qu'il n'avait plus qu'à prononcer ; et il trouvait tout en suspens et dans le chaos (1) ».

Devant lui s'offraient, comme moyen de gouvernement, deux partis, le parti clérical et le parti libéral. Disons en substance qu'il chercha la popularité en congédiant les clé-

(1) Ollivier (Emile). — *L'Empire libéral*, t. VII, p. 228.

(2) Communication de l'intendant militaire de *P[illegible]*.

(1) Ollivier (Emile). — *Loc. cit.*, t. VII, p. 229.

ricaux et en s'appuyant sur le parti anti-français (¹) : c'était s'exposer, ce qui arriva, à l'hostilité des cléricaux et à n'avoir plus pour appui forcément temporaire que l'armée française.

Du moins, Maximilien eut-il le bon sens d'abandonner complètement à Bazaine, ainsi que le maréchal Randon l'avait conseillé (²), la direction des opérations militaires.

Combat de Matehuala, le 17 mai. — Quelques jours avant l'arrivée de Maximilien au Mexique, un combat important avait été livré dans l'Etat de San-Luis-Potosi. Le 17 mai, le colonel Aymard avait apporté, avec 800 hommes, un concours précieux au général Mejia attaqué par Doblado : celui-ci, qui disposait de 6.000 hommes et de 18 pièces d'artillerie, fut battu avec une perte de 1.200 prisonniers et de 18 pièces d'artillerie. Du coup, l'Etat fut dégagé.

Sur tous les points du territoire occupé par l'armée française, la destruction des guérillas était activement poursuivie, notamment dans les environs de Tampico d'où rayonnait la contre-guérilla du colonel Dupin. Acapulco fut occupé le 3 juin.

La dernière moitié de l'année 1864 a été remplie militairement par des opérations dans le Nord, dans le Sud-Ouest, dans le Sud. Il faut renoncer à citer toutes les actions de vigueur qui furent livrées ; on se bornera à mentionner les plus importantes d'entre elles.

Au mois de juin 1864, Bazaine disposait de 52.587 hommes : 33.302 Français, 20.285 Mexicains.

Opérations dans le Nord. — Particulièrement heureuse, cette campagne fut marquée par les faits suivants : le 4 juillet, occupation de Durango par le général Lhérillier qui put y organiser sans difficultés l'administration ; le 20 et le 26 août, occupation successive de Saltillo et de Monterey par le général Castagny qui n'obtint des concours que par la force.

(¹) Cette conduite motiva, le 28 juillet 1864, le compte rendu suivant de notre ministre Montholon :

« La politique que semble suivre S. M. n'a d'autre but que d'acquérir, tout d'abord, pour son administration, une popularité qui lui serait certainement refusée, si elle laissait percer un penchant trop marqué pour l'élément français... »

(²) Lettres des 29 février, 15 avril, 1er mai 1864.

Le général Mejia continuait sa marche sur Matamoros jusqu'à la frontière des Etats-Unis du Nord. L'occupation de cette ville, qui eut lieu le 26 septembre, fut précédée par le brillant *combat du Cerro de Majoma*, livré le 21 septembre.

Ce jour-là, 530 Français et 80 Mexicains [6 compagnies l'infanterie, 2 escadrons, 2 obusiers de montagne], commandés tour à tour par le lieutenant-colonel Martin du 2e zouaves et par le commandant Japy parvinrent, grâce à une audacieuse offensive énergiquement soutenue, à mettre en déroute 4.200 Mexicains [3 divisions d'infanterie, 700 chevaux] qui disposaient de 200 canons. Outre un grand nombre de tués, dont 2 généraux, et de blessés, dont 2 généraux, Ortega perdit 152 prisonniers et toute son artillerie. Nos pertes s'élevèrent à 21 tués dont le lieutenant-colonel Martin, et à 50 blessés dont 4 officiers.

Au Cerro de Majoma, s'évanouit la dernière troupe organisée de Juarez. On avait espéré qu'il serait contraint d'évacuer le territoire mexicain et de se réfugier aux Etats-Unis ; il se contenta de reculer jusqu'à Chihuaha.

Dans l'Etat de Sinaloa, Mazatlan fut occupé, le 13 novembre, par 2 compagnies que des bateaux avaient prises à Acapulco, mais cette faible garnison y fut presque aussitôt bloquée.

Opérations dans le Sud-Ouest. — Au Sud-Ouest, dans l'Etat de Jalisco, les opérations confiées au général Félix Douay eurent pour résultats, le 5 novembre, l'occupation de Colima et, le 18 du même mois, l'occupation temporaire de Manzanillo.

Lorsque l'année prit fin, la situation de Juarez était très précaire. Son armée était dispersée et ses ressources avaient été bien amoindries par la capture de 118 bouches à feu, de 20.000 projectiles et d'un million de cartouches. Toutefois, quoique bien combinée, cette campagne ne fut pas aussi décisive qu'elle aurait pu l'être si le mauvais temps n'avait pas contrarié l'action combinée de colonnes parties de points entre lesquels existaient d'assez longs ntervalles. En outre, le Michoacan n'était pas pacifié et Porfirio Diaz était tout puissant dans l'Etat d'Oajaca ; enfin les ports du Pacifique appartenaient toujours aux Juaristes.

Quant à Bazaine, il avait été nommé maréchal de France le 10 août pour prendre rang à la date du 5 septembre.

Bazaine et Maximilien. — Bazaine n'avait pas cessé d'envoyer à Napoléon les rapports les plus rassurants. Il reconnaissait bien l'existence des convulsions des partis, mais il les déclarait insignifiantes ; plus tard, il se plut à dire que l'autorité royale gagnait en influence. Tout à coup, spontanément, le 12 juin, il proposa de réduire l'armée à 25.000 hommes, ce qui mettait dans l'impossibilité d'occuper totalement un aussi vaste pays et obligeait à se contenter d'une occupation transitoire et intermittente aux effets déplorables. Cette opinion n'était, d'ailleurs, pas celle de la majorité des officiers, de Douay notamment qui l'écrivit au ministre de la guerre.

Mis au courant par Napoléon, Bazaine se contenta de répondre, le 28 août :

« ... L'effectif peut être réduit à 25.000 hommes. Le général Douay émet une opinion contraire ; mais cet officier est parfois un peu maladif, un peu nerveux, accessible aux impressions du monde, d'un caractère droit qui se frappe des vilenies mexicaines, de telle sorte que ses appréciations sont souvent plus noires que la réalité ».

Quant à Maximilien, qui tenait en profonde défiance l'armée mexicaine et qui regardait comme insuffisants les officiers autrichiens et belges, il éprouva un vif mécontentement et se récria : le voyage de trois mois qu'il avait effectué, du 11 août au 30 octobre 1864, lui avait ouvert les yeux sur bien des points.

III. — ANNÉE 1865

Opérations militaires de la première moitié de l'année. Siège d'Oajaca du 17 janvier au 9 février (fig. 32). — Le maréchal Bazaine s'était réservé la direction des opérations contre Oajaca. Le 15 janvier, il était devant cette ville et faisait commencer le siège qui fut rondement mené.

Porfirio Diaz, qui commandait à environ 7.000 hommes, dont 3.000 de troupes régulières, avait bien employé le temps qu'on lui avait laissé. La ville même avait été mise en état de défense d'après les principes appliqués à Puebla. Protégée au Nord par les hauteurs fortifiées qui se terminent au Cerro della Soledad, la ville l'était à l'Ouest, à l'Est et au Sud, par des immenses couvents transformés en forteresses et communiquant entre eux et avec le fort de la Soledad à l'abri des vues.

Au début, le maréchal ne disposait que d'environ 5 bataillons d'infanterie, 4 escadrons de cavalerie et 1 compagnie de génie. A la fin de janvier, des arrivages successifs avaient porté ces forces à 4.000 fantassins, 500 cavaliers, 800 artilleurs, 200 sapeurs du génie et environ 500 hommes des services administratifs, soit en tout, 5 500 combattants.

Les troupes mexicaines alliées comprenaient 300 cavaliers, une centaine de volontaires du pays, une section du génie, une demi-section d'artillerie. Le parc ne possédait pas moins de 12 pièces de siège approvisionnées à 3.000 coups, 8 canons de montagne de 4 et 6 mortiers.

L'investissement fut rapidement mené à bonne fin. On tira parti des mauvaises dispositions des Indiens contre Porfirio Diaz pour organiser une « tranchée d'investissement » ou ligne de circonvallation d'un développement d'environ 37 kilomètres, à la garde de laquelle on affecta un peu moins de 4.000 hommes.

La place fut attaquée simultanément par le Nord et par le Sud, la première attaque étant la principale.

Le 4 février, trois batteries construites du 1er au 4 février ouvraient le feu contre les ouvrages du Cerro Dominante.

Dans la nuit du 5 au 6 février, une batterie de mortiers fut établie à 300 mètres de ce sommet.

Le 6 et le 7, les assiégés dirigeaient un feu violent contre les travaux d'approche sans réussir à arrêter les progrès de leurs adversaires. Du côté de la plaine, on avait pro-

gressé à tel point que les faubourgs de la ville étaient en partie occupés.

Le 9 février au matin, les troupes rassemblées dans les tranchées étaient prêtes à donner l'assaut aux ouvrages du Cerro Dominante, lorsque Porfirio Diaz fit faire des offres de reddition ; il dut accepter une capitulation sans conditions.

Les Français, qui ne comptaient que 47 hommes hors de combat, dont 11 tués, s'emparèrent ainsi de 4.000 prisonniers, de 60 bouches à feu et d'un matériel de guerre

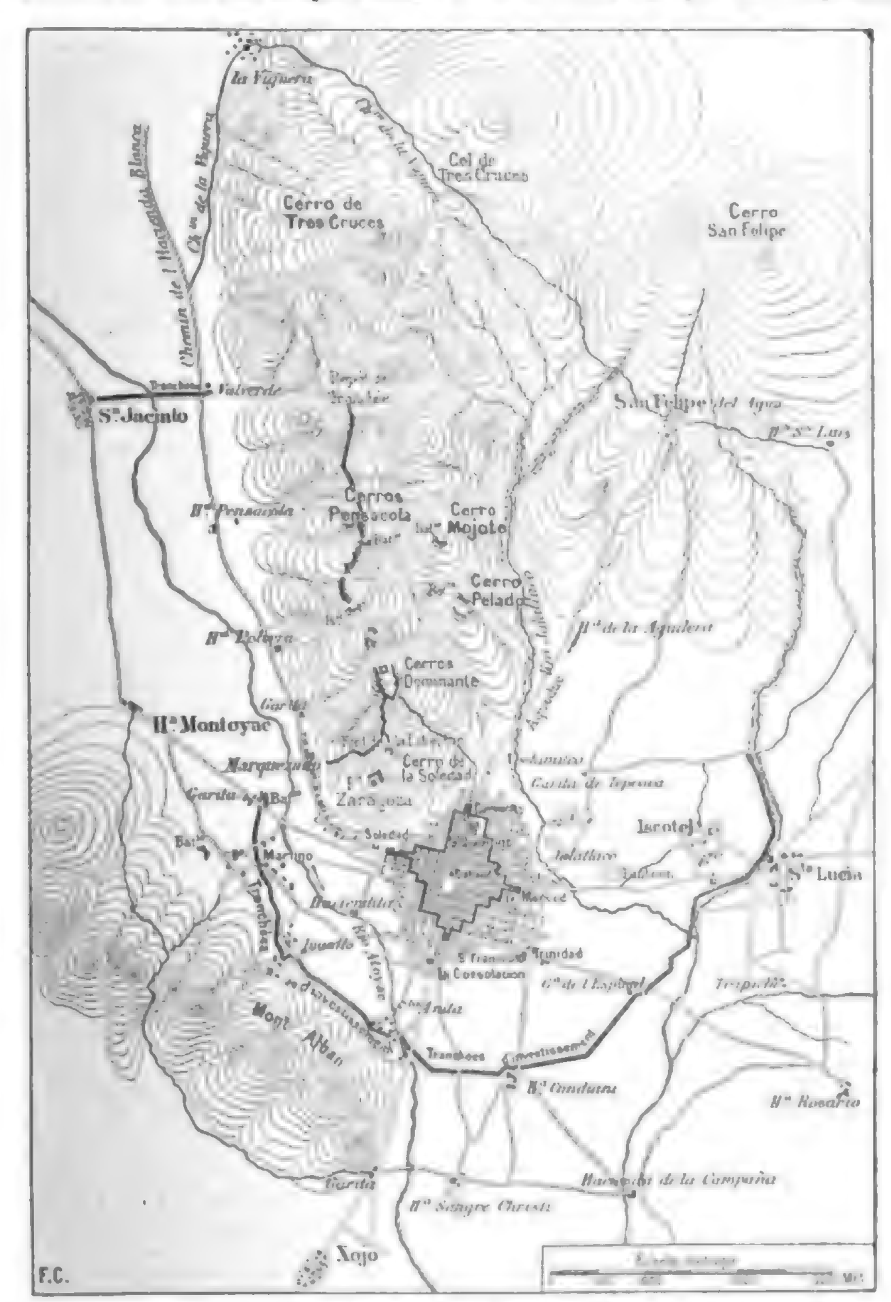


Fig. 32. — Plan d'Oajaca

considérable. Dirigé sur Puebla, Porfirio Diaz s'évada pour la deuxième fois de cette ville, par la faute du général autrichien de Thun qui, ayant répudié la direction militaire du maréchal avec lequel il avait la prétention de traiter d'allié à allié, ne cessa de manifester son mauvais vouloir à l'égard des Français.

C'est cependant Thun que Maximilien chargea, le 5 mai 1865, de réorganiser son armée, après avoir décliné les offres du maréchal.

Opérations diverses. — Le 25 février, Bazaine était rentré à Mexico. Avant de quitter Oajaca, il avait ordonné des opérations contre les guérillas de l'Etat d'Oajaca dont la pacification fut obtenue peu à peu.

Des opérations analogues furent poursuivies avec des fortunes diverses dans la Huesteca, les Terres chaudes de Vera-Cruz, le Michoacan et le Jalisco.

Marche de la division Castagny de Durango sur Mazatlan qu'elle occupe le 29 mars. — Ainsi que nous l'avons vu, dans l'Etat de Sinaloa, Mazatlan était bloqué depuis la fin de novembre 1864. Le maréchal chargea le général Castagny de débloquer ce port.

La marche de 85 lieues à effectuer en partant de Durango allait être rendue pénible malgré les précautions prises par le mauvais état du chemin qui franchit la Sierra Madre et l'absence de ressources. Chargé de l'éclairer, le colonel Garnier vint se heurter, le 1er janvier 1865, contre la crête très âpre de l'Espinazo del Diablo que l'ennemi avait rendue plus formidable encore à l'aide de redoutes, de barricades et de tranchées. Le passage fut cependant forcé par l'action combinée de trois colonnes d'attaque au prix de 49 hommes hors de combat dont 10 tués. Le 8 janvier, Garnier atteignait Mazatlan.

Le 13 janvier, Castagny arrivait à son tour. Malheureusement, une faible compagnie [74 hommes] du 7e bataillon de chasseurs, laissée en arrière à Veranos pour garder du matériel, avait été en partie détruite le 10 janvier. Revenu sur ses pas, Castagny fit incendier le village. En matière de représailles, Corona ordonna de mettre à mort plus de 40 prisonniers qu'il détenait.

Les opérations se continuèrent de façon à pacifier à peu près l'Etat de Sinaloa. Castagny crut pouvoir alors envoyer par mer en Sonora le colonel Garnier, avec 1 régiment d'infanterie, 1 escadron, 1 compagnie du génie et 1 batterie, pour occuper le port de Guaymas. Il y arriva le 29 mars ; mais, presque aussitôt, il y fut étroitement bloqué.

Opérations dans le Nord. — Dans le Nord du Mexique, Juarez avait recommencé la lutte avec de nouvelles bandes. Negrete, étant parvenu à échapper à ceux qui étaient chargés de le surveiller, occupa successivement Saltillo le 9 avril, Monterey le 12, et, pendant que Vittoria capitulait le 22 avril, menaça Matamoros. Activement poursuivi, il vit sa division se fondre ; toutefois, il était parvenu à bouleverser les Etats de Coahuila et de Nuevo-Leon et avait prouvé combien était précaire leur occupation.

La hardiesse de cette marche autorisa à penser que les libéraux étaient encouragés à compter sur l'appui des Américains. La fin de la guerre de Sécession venait, en effet [26 mai 1865], de rendre aux Américains leur liberté d'action ; or, ils ne cachaient nullement leur sympathie pour Juarez auprès duquel ils venaient d'accréditer un représentant.

Situation de l'empereur Maximilien. — Maximilien n'était pas parvenu en mai 1865, après un an d'efforts, à dominer une situation que compliquaient chaque jour des difficultés nouvelles. Les finances ne s'étaient guère relevées ; la réorganisation de l'armée demeurait inachevée.

Bientôt le désaccord survint entre Maximilien et Bazaine dont l'indolence s'était d'autant mieux accentuée que ses pensées étaient absorbées par une jeune Mexicaine qui devint bientôt sa femme. Maximilien fit cadeau, en cette prévision, à la jeune fille, du plus beau palais de Mexico [1]; mais l'entente n'était qu'apparente, car dans leur correspondance avec Napoléon III, l'un et l'autre se dénigraient à l'envie.

« Bazaine procédait doucement, dit Emile Ollivier, par voie d'insinuation féline. De son cabinet partaient pour le ministre deux rap-

[1] Bazaine y fut donc logé gratuitement, ce qui ne l'empêcha pas de réclamer et de se faire donner son indemnité de logement qui, totalisée, représentait une assez forte somme.

ports, l'un politique, l'autre militaire ; à l'Empereur il adressait des lettres particulières qui résumaient l'un et l'autre. Selon le rapport militaire, les affaires marchaient à merveille ; elles périclitaient d'après le rapport politique... (1)

« ... Le maréchal rejetait sur les fautes de Maximilien la stérilité des succès militaires ; Maximilien soutenait le contraire et se plaignait à Napoléon III de ce que le système militaire adopté par Bazaine empêchât l'affermissement de l'Empire. Ses lettres sont le meilleur historique de cette phase de l'expédition mexicaine... (2) »

L'état déplorable et fatal des finances mexicaines créait des difficultés insurmontables pour toute entreprise exigeant une dépense d'une certaine importance. Bien qu'il fût hors de doute que l'empire mexicain n'était accepté dans les provinces éloignées que grâce à l'appui des baïonnettes françaises, un nouvel emprunt mexicain avait été couvert en France, à la fin d'avril 1865, par des souscripteurs évidemment bien mal renseignés.

Une nouvelle dépense se dégagea de la situation générale. En prévision d'une intervention armée des Etats-Unis, le maréchal Bazaine allait, en effet, faire le nécessaire pour couvrir la frontière du Nord et transformer la vallée de Mexico en un vaste camp retranché.

Composition du corps expéditionnaire au mois de juin 1864. — Le maréchal Bazaine disposait d'un peu plus de 60.000 hommes, parmi lesquels figuraient 35.553 Français, dont 30.302 présents sous les armes, 20.285 Mexicains (3) et environ 7.800 volontaires belges [1 régiment, soit 1.300 hommes] ou autrichiens [un corps mixte] arrivés depuis quelques mois au Mexique.

Le corps expéditionnaire français comprenait :

2 divisions d'infanterie : 1re, général Castagny, brigades des colonels *Aymard* et *Mangin* ; 2e, général F. Douay, brigades des généraux *L'Hérillier* et *Neigre* ;

1 brigade de réserve, général *de Maussion* ;

le régiment étranger, non embrigadé ;

1 brigade de cavalerie, colonel *de Lascours* ;

des troupes d'artillerie, à l'effectif de 2.709 hommes, dont 2.534 présents sous les armes, et du génie à l'effectif de 681 hommes, dont 643 présents sous les armes ;

des troupes d'administration et des services administratifs, soit 3.164 hommes, dont 2.993 présents sous les armes ;

2 compagnies du génie colonial, soit 159 hommes, dont 147 présents sous les armes.

Opérations militaires de la seconde moitié de l'année. — La dernière moitié de l'année 1865 fut marquée par des opérations : dans le Michoacan ; dans le Chihuahua ; dans la Sonora et dans le Tamaulipas.

Avant de détailler surtout une de ces opérations, indiquons l'organisation adoptée, vers la fin de juillet, à la frontière Nord du Mexique.

Le maréchal Bazaine l'avait partagée en deux grands commandements militaires ayant leur siège l'un à San-Luis-de-Potosi, l'autre à Durango. Le premier, comprenant San-Luis-de-Potosi, Tamaulipas, Nueve-Leon et Cohahuila, fut confié au général F. Douay ; au deuxième, duquel dépendaient les Etats de Zacatecas, Durango, Chihuahua, Sonora et Sinaloa, fut affecté le général Castagny.

Dans le Michoacan, la légion belge avait essuyé un échec, le 11 avril, à Tacambaro : le 11 juillet, le colonel van der Smissen prit, au même endroit, avec l'aide du colonel mexicain Mendez, une revanche éclatante, en battant et dispersant la bande d'Artenga.

Dans la Sonora, le colonel Garnier s'avança jusqu'à Hermosillo [15 août].

De toutes ces opérations, la plus importante fut l'*expédition de Chihuahua* menée à bonne fin du 1er juillet au 29 octobre par le général Brincourt, mais qui n'eut pas la conséquence espérée de con-

(1) *L'Empire libéral*, t. VII, pp. 516 et 520. Ce double jeu, qui n'échappa pas au maréchal Randon, se dégage nettement des lettres ou rapports en date des 10, 28 mai et 10 août, publiés aux pages 516, 519 et 519 de cet ouvrage.

(2) Ollivier [Emile]. — *L'Empire libéral*, t. VII, p. 520. On trouvera les lettres en date du 26 mai et du 27 juillet 1865 aux pages 520 et 523 de l'ouvrage.

(3) La loi organique du 25 juillet, relative à l'armée mexicaine, créa 8 divisions militaires et 52 départements.

traindre Juarez à abandonner le sol mexicain. Le 1er juillet, Brincourt partait de Parras avec une colonne mixte de 2.500 hommes (1); le 15 août, après une marche pleine de péripéties, il atteignait Chihuahua, distant de Mexico de 400 lieues.

Mentionnons ici un épisode qui n'a été relaté que d'une façon incomplète quoiqu'il comporte un sérieux enseignement (2).

Une compagnie du 95e de ligne forte de 66 hommes et commandée par un lieutenant avait été envoyée à El Parral, petite ville située à l'extrémité nord du désert de Mapimi, pour y chercher de l'argent. Attaquée, *par surprise*, pendant la nuit du 8 août, cette compagnie résista durant deux heures, puis 14 de ses hommes réussirent à se faire jour à la baïonnette et purent rentrer au Rio Florido : elle comptait 17 tués dont 1 officier, 24 prisonniers et 13 blessés laissés sur place.

Or, voici ce qui était arrivé. La compagnie avait été casernée dans une grande maison particulière n'ayant qu'une seule porte située sur la place-mayor. Vers 1h,30 ou 2 heures du matin, les soldats furent éveillés par une formidable détonation : 2 pièces d'artillerie appartenant à une troupe libérale commandée par le général Villagran avaient été braquées à 30 pas environ de la porte qui fut enfoncée. Les officiers se trouvaient à une soirée donnée par des notables ; ils furent avisés que l'ennemi approchait, mais ne voulurent pas le croire ; quant aux sous-officiers, *tous* étaient à courir après les... *margaritas*.

Les Mexicains étaient entrés sans difficulté et, au moment où leur artillerie fit feu contre la porte, leur infanterie était placée à une petite distance ; elle envahit donc aussitôt la maison et réduisit nos hommes à l'impuissance.

Une négligence aussi coupable ne doit pas être passée sous silence ; il est utile, au contraire, de la divulguer.

Deux mois après son arrivée à Chihuahua, le général Brincourt eut le chagrin d'en repartir par ordre, le 29 octobre, pour se replier sur Durango. Avant d'obéir, le général, dont l'honnêteté se révoltait, protesta noblement, le 17 octobre, dans les termes suivants :

« ... On me fait jouer le rôle d'un trompeur, puisque je dois abandonner aux excès et aux vengeances des libéraux des milliers de pauvres diables qui se sont fiés à ma parole et qui ont compté sur notre protection. Je donne ma démission s'il le faut ; il ne sera pas dit que j'ai abandonné des malheureux après les avoir trompés. Et si, comme je le suppose, les populations se soulèvent derrière nous, il ne sera pas dit que j'ai perdu par faiblesse tous les fruits de l'intervention et précipité la retraite de l'armée française .. »

On n'accepta pas sa démission et la retraite s'exécuta.

De Paso-del-Norte, petit bourg voisin de la frontière, Juarez, qui s'y était réfugié, rentra, le 20 novembre, à Chihuahua. Ce fut pour peu de temps : le 9 décembre, en effet, il retourna à Paso-del-Norte à la nouvelle de l'approche d'un détachement mixte de 500 hommes qui, commandé par le chef d'escadron Billot, réoccupa Chihuahua.

Malencontreux décret impérial du 3 octobre 1865. — Depuis quelque temps, le maréchal Bazaine insistait auprès de Maximilien pour obtenir que, faisant revivre un décret de Forey, du 20 juin 1863, tombé en désuétude, il prît des mesures énergiques contre ceux que l'on ne craignait point de traiter de « malfaiteurs armés ». Maximilien choisit, pour lui donner satisfaction, le moment où se répandit la fausse nouvelle de l'abandon par Juarez du territoire mexicain. Le décret du 3 octobre 1865 était draconien ; les motifs allégués pour le légitimer constituaient une insigne maladresse.

« La cause défendue *avec tant de valeur et de constance* par Benito Juarez a succombé non seulement devant la volonté nationale, mais devant la loi elle-même que ce chef invoquait à l'appui de ces titres (1). Aujourd'hui cette cause dégénérée en faction est restée abandonnée par le fait de la sortie de son chef du territoire de la patrie. — En conséquence,

(1) Composition : 3 bataillons, 2 escadrons de chasseurs d'Afrique, 5 sections d'artillerie.

(2) Ce détail a été donné en 1887 à l'auteur de cet ouvrage par le capitaine Clavère mort depuis, qui fit, comme sous-lieutenant, l'expédition du Mexique.

(1) Juarez était sur le point d'atteindre le terme de quatre ans assignés à la durée de son mandat présidentiel ; il est vrai qu'il prorogea lui-même ses pouvoirs jusqu'à ce que l'on pût procéder à une élection.

tous les individus faisant partie de bandes ou rassemblements armés agissant sans autorisation légale, *qu'elles proclament ou non un prétexte politique*, quel que soit d'ailleurs le nombre de ceux qui forment la bande, l'organisation, le caractère et la dénonciation de cette bande, seront jugés militairement par les Cours martiales .. »

En cas de culpabilité, la peine capitale devait être prononcée et exécutée dans les vingt-quatre heures. Ce décret souleva une véritable indignation qui servit la cause de Juarez et que ne tardèrent point à augmenter plusieurs exécutions.

Bazaine, exaspéré, il est vrai, par un crime commis entre Vera-Cruz et la Soledad, eut cependant le tort de renchérir en écrivant une circulaire confidentielle qui se terminait ainsi :

« ..... Les représailles deviennent une nécessité et un devoir..... Je vous invite à faire savoir aux troupes que *je n'admets pas qu'on fasse des prisonniers.* Tout individu, *quel qu'il soit*, pris les armes à la main, *sera mis à mort*; aucun échange de prisonniers ne sera fait à l'avenir. Il faut que nos hommes sachent bien qu'ils ne doivent pas rendre les armes à de pareils adversaires : *C'est une guerre à mort*, une lutte à outrance contre la barbarie et la civilisation qui s'engage aujourd'hui. Des deux côtés, il faut tuer ou se faire tuer. »

Il eût été convenable cependant de ne point oublier que la plupart de ces « bandits » défendaient leur pays injustement attaqué.

IV. — ANNÉE 1866

Mauvais vouloir des Etats-Unis et intervention déguisée dans le Nord. — Cependant le mauvais vouloir des Américains à notre endroit qui se manifestait depuis plusieurs mois s'accentuait et leurs préférences pour Juarez devenaient de jour en jour plus évidentes. Il fut prouvé qu'ils avaient fourni à Escobedo des hommes, des vivres, des munitions de guerre et que ses blessés avaient été reçus à l'hôpital de la ville de Brownswille que le capitaine de vaisseau Cloué qualifiait de quartier général des Juaristes.

Le 5 janvier 1866, la ville de Bagdad était mise au pillage par des soldats américains.

Ces faits, bien que désavoués par le cabinet de Washington, constituaient de graves avertissements : Bazaine se tint sur ses gardes et s'appliqua à écarter toute complication. Malgré cela, le gouvernement américain ne fit pas la plus légère concession ; bientôt même se succédèrent des notes diplomatiques empreintes d'une véritable brutalité.

Le 10 juin 1866, le général Schofield, envoyé extraordinaire du président Lincoln, écrit au ministre des affaires étrangères de Juarez :

« Le gouvernement américain désire faciliter à Napoléon III les moyens *de sortir du Mexique le plus décemment possible, et l'aider à soutenir cette imposture* (sic) qui consiste à prétendre que son armée ne rentre en France que parce que l'empire du Mexique n'a plus rien à craindre. »

Le 22 février 1866, Seward, sous-secrétaire d'Etat de la guerre aux Etats-Unis, adressait une note impérieuse à Napoléon III : celui-ci dévora l'affront et céda.

Lassitude éprouvée par Napoléon III pour la guerre du Mexique; il décide l'abandon du Mexique. — Mission de l'impératrice Charlotte. — C'est, en effet, au commencement de l'année 1866 que Napoléon III prit le grand parti de fixer l'époque à laquelle commencerait le rapatriement de ses troupes; dès lors, rien ne put le faire revenir sur sa décision.

Le 15 janvier 1866, il annonce à Bazaine sa résolution d'abandonner le Mexique; le 16 février, il confirme cette intention.

Il est établi, aujourd'hui, que Maximilien avait cherché, par une voie détournée, à se mettre en pourparlers avec Juarez, qu'il caressait, malgré toute vraisemblance, l'espoir de rattacher à sa propre cause. C'est à peu près à la même époque que Napoléon III écrivit :

« ... Il faut que l'empereur Maximilien comprenne que nous ne pouvons rester indéfiniment au Mexique, et qu'au lieu de bâtir des théâtres et des palais, il est essentiel de mettre de l'ordre dans les finances et sur les grandes routes. Qu'il sache bien qu'il sera beaucoup plus facile d'abandonner un gouvernement qui n'a rien fait pour pouvoir vivre que de le soutenir malgré lui... »

Dans la lettre impériale du 15 juin on lit :

« ... Si, par hasard, l'empereur Maximilien n'avait pas l'énergie voulue pour rester au Mexique après le départ de nos troupes, il faudrait convoquer une junte, faire organiser un gouvernement, et amener par notre influence le choix d'un président de république dont les pouvoirs devraient durer de six à dix ans. Ce gouvernement devrait naturellement s'engager à payer la plupart de nos avances sur le Mexique. Il est clair qu'il ne faudra recourir à cette combinaison qu'à la dernière extrémité, car mon plus vif désir c'est que l'empereur Maximilien puisse se soutenir... »

On a écrit avec raison :

« Il semble que cette insinuation était assez claire pour autoriser et même pour engager Bazaine à entrer dans une voie où il devait fatalement agir avec duplicité. Maximilien, nous allons le voir d'ailleurs, se mit autant et plus que le général en chef de l'armée française dans le cas d'être accusé de manquer de franchise. Les relations entre ces deux hommes étaient marquées par les alternatives les plus contraires. Lorsque le maréchal pouvait voir l'empereur, il était rare qu'ils ne parvinssent pas à s'entendre... (¹) »

Le 24 février 1866, Maximilien fut informé par le baron Saillard que Napoléon avait envoyé pour s'entendre avec Bazaine, pour lui faire part de la décision prise et pour le prévenir que l'évacuation des troupes françaises serait terminée dans un délai de dix-huit mois à partir de novembre 1866. Le coup était terrible ; aussi l'irritation de Maximilien fut-elle extrême. Il refusa d'entrer en négociations avec Saillard et écrivit à Napoléon une lettre qui ne pouvait qu'augmenter ses embarras. Son chef de cabinet militaire, le lieutenant-colonel français Loysel, partit pour la France et parvint à obtenir de l'Empereur la promesse que la légion étrangère, à laquelle seraient adjointes de l'artillerie et de la cavalerie, serait maintenue pendant dix ans au Mexique. Toutefois, Maximilien exigea qu'on activât le plus vite possible l'organisation de l'armée mexicaine.

C'est alors que, sollicité par Maximilien, Bazaine surveilla la création de deux bataillons de chasseurs à pied ou *cazadores de Mexico* ; de proche en proche, le nombre de ces bataillons fut porté à neuf. Cette formation indigène, à laquelle étaient attachés des cadres franco-mexicains, aurait pu donner d'excellents résultats si elle avait été décidée peu de temps après l'arrivée de Forey. Ce n'est pas au moment du danger qu'une organisation hâtive offre des chances de réussite ; d'ailleurs, l'argent manquait et bientôt le maréchal, qui avait pris sur lui de faire une avance de 14 millions sur les caisses de l'armée, reçut l'ordre de cesser toute subvention pécuniaire ; il ne s'agissait de rien moins, en effet, que de pourvoir à la solde de l'armée mexicaine, soit de 23.000 hommes et de 5.700 chevaux.

Le 28 juin, le maréchal Bazaine et l'empereur Maximilien reçurent communication, après l'échec de la mission Almonte, de la Note de Drouyn de Lhuys, du 31 mai 1866, dénonçant la Convention de Miramar (¹) : c'était l'abandon complet de la cause jusqu'alors soutenue. Atterré, Maximilien voulut d'abord abdiquer. Vaillante, l'impératrice Charlotte l'en empêcha et partit, le 31 juillet, pour aller tenter auprès de Napoléon III une démarche qui devait rester vaine et se terminer pour elle par la folie.

Le rapatriement étant irrévocable, le maréchal Bazaine, que Maximilien rendait responsable de la décision prise par Napoléon, dut arrêter les mouvements de troupes entrepris, sur les instances de Maximilien, vers le nord du Mexique.

(¹) Thomas [général]. — *Les Français au Mexique*, p. 330.

(¹) Voici quelques extraits de cette Note : «... La France a largement acquitté les charges qu'elle a acceptées ; elle n'a reçu que bien incomplètement les compensations équivalentes qui lui étaient promises... ; des conseils amicaux ont été donnés, mais la résistance systématique des conseillers de Sa Majesté se manifeste sur tout ce qui touche les intérêts de la France... Il est impossible d'agréer les propositions apportées par le général Almonte et d'en autoriser la discussion. Il faudra consentir à une nouvelle convention. »

Evénements militaires de l'année 1866. — Le 31 janvier, Chihuahua est définitivement évacué par les Français qui laissent derrière eux une garnison de 500 Mexicains : les Libéraux le réoccupent le 25 mars ; toutefois Juarez n'y reviendra qu'en septembre.

Dans le Coahuila, le 1er mars, un détachement franco-mexicain, fort de 185 Français et de 400 Mexicains, sous les ordres du commandant Briand, livre un combat désastreux. Briand, après avoir réoccupé Parras, veut assez imprudemment attaquer de nuit les Libéraux, à environ 11 kilomètres plus au nord, à l'*hacienda San-Ysabel* : il ne connaissait pas le terrain sur lequel il allait opérer et ignorait le chiffre des forces opposées. Vers la fin du combat, sa troupe est entourée : 7 officiers dont lui et 102 hommes sont tués ; 82 hommes dont 42 blessés et 1 officier demeurent prisonniers. Briand avait eu la précaution, dès son arrivée à Parras, d'y établir un réduit fortifié auquel fut affecté une garnison de 30 hommes. Or, après l'échec, cette garnison repoussa, pendant deux jours, tous les efforts de l'ennemi cependant maitre de Parras et permit à des renforts d'arriver à temps pour la dégager.

A cette occasion, le maréchal Bazaine, que préoccupait toujours la possibilité d'une intervention américaine à main armée, renouvella la recommandation formelle de ne point s'écarter des grandes lignes d'opérations déjà assignées, de façon à pouvoir toujours, en cas de nécessité, effectuer une prompte concentration vers Queretaro : Vera-Cruz, Mexico, Queretaro, Lagos, Guadalajara : — Queretaro, Monterey ; — Lagos, Durango.

Bientôt la note du 30 mai en fit une nécessité plus impérieuse encore.

Dans le Tamaulipas, où lutte avec acharnement Escobedo, Tula, qui maintenait les communications entre San-Luis-de-Potosi et Tampico, est abandonné sans combat, le 7 mai, par la garnison mexicaine.

Le 15 juin, un convoi parti de Matamoros et escorté, sous les ordres du colonel Olvera, par 1.600 Mexicains, 300 Autrichiens et 8 canons, est attaqué près de *Camargo* par Escobedo, à la tête de 5.000 hommes, dont 1.500 flibustiers ou soldats américains. Pendant le combat, deux bataillons mexicains font défection et tournent leurs armes contre les Autrichiens. Olvera rentre péniblement dans Matamoros : il a perdu 251 Mexicains et 145 Autrichiens tués, 121 Mexicains et 43 Autrichiens blessés, 858 Mexicains et 143 Autrichiens prisonniers, 8 canons et 300 voitures d'une valeur de deux millions de piastres.

Quelques jours plus tard, le 23 juin, le général Méjia, qui n'avait plus que 300 hommes pour défendre Matamoros, devait capituler, perdant 43 canons, mais sauvant sa troupe qui fut transportée par mer à Vera-Cruz. C'était le commencement de la fin.

Dans de pareilles conditions, l'évacuation de Monterey allait s'imposer. Bazaine quitta Mexico et, pour être mieux à même de surveiller les événements, vint s'établir à San-Luis-de-Potosi avec une brigade mixte.

Evénements militaires de la seconde moitié de l'année. — Bazaine avait projeté de laisser à Monterey le corps belge ; mais le lieutenant-colonel van der Suissen lui rendit compte qu'il ne pouvait répondre de sa troupe désireuse, officiers compris, d'être rapatriée [1]. Il adressa donc l'ordre au général Jeanningros d'évacuer Monterey, ce qui eut lieu le 26 juillet.

Bazaine décida que tout le nord du Mexique serait abandonné et que la ligne Tampico-Matehuala-Durango marquerait la nouvelle frontière. Il ordonna en conséquence l'évacuation de Saltillo qui s'effectua le 5 août et la concentration sur Durango.

Le 7 août, le port de Tampico est occupé par les Libéraux après une glorieuse défense du capitaine Langlois qui n'évacua la ville que par ordre avec armes et bagages.

Le 20 septembre, le port de Tupan est évacué à son tour.

Dans les Etats de Michoacan, de Guanajuato où le général Aymard remporta de fréquents succès, de Guerrero et d'Oajaca, la lutte avec les bandes juaristes était incessante.

Déjà l'évacuation de la Sonora avait permis aux Libéraux de réoccuper Urès, Hermosillo et Guaymas.

Dans le Sinaloa, Corona, l'auteur du massacre de Veranos, fut battu en mars, en mai et en septembre, mais la situation de la gar-

[1] Quelques jours plus tard, le refus d'obéissance devenait formel ; le corps belge fut, sur le désir de Maximilien, envoyé à Queretaro.

nison de Mazatlan finit par devenir bien précaire.

Fluctuations de Maximilien. — Les embarras au milieu desquels se débattait l'empereur Maximilien n'avaient naturellement fait que croître et rendre plus nombreuses ses fluctuations : c'est ainsi que, le 15 septembre, il se jeta dans les bras du parti clérical, en appelant au ministère Larès, ami de Mgr La Bastida, et en accordant sa confiance au Père Fischer dont le passé présentait des taches. A vrai dire, Bazaine, rebuté par des scènes fréquentes et par des exigences sans cesse renaissantes, vraisemblablement l'esprit hanté par des projets personnels plus ou moins précis, ne cherchait pas à aplanir, autant qu'il dépendait de lui, les difficultés pendantes.

A la fin de septembre, l'intendant Friant et le général Osmont durent, sur l'ordre de Napoléon III, quitter le premier le ministère des finances, le second le ministère de la guerre qui leur avaient été confiés en juillet, pendant l'absence du maréchal ; ils furent blâmés d'avoir accepté ces postes.

Le 26 septembre, le premier des régiments désignés pour entrer en France était arrivé à Vera-Cruz lorsque survint l'ordre de surseoir à son embarquement. Napoléon avait décidé que, vu l'état de faiblesse de l'armée mexicaine, on renoncerait au rapatriement par échelons proposé par Bazaine, et qu'il s'effectuerait en bloc au printemps de 1867.

Mécontentement des Etats-Unis. — Le changement des dates de l'évacuation produisit un vif mécontentement aux Etats-Unis. Napoléon dut fournir des explications et affirmer que ses dernières dispositions n'avaient été dictées que par des considérations militaires. Le président Johnson accrédita aussitôt Campbell et le général Sherman auprès de Juarez.

Missive du général Castelnau. — Le 3 octobre, Maximilien reçut une lettre de Napoléon III, du 29 août, qui lui apprit l'échec de la mission de l'impératrice Charlotte (1) et l'engagea à renoncer à la tâche entreprise.

(1) C'est dans le Vatican même, où l'impératrice s'était présentée pour obtenir du Pape le concordat destiné à concilier à Maximilien le clergé mexicain que sa belle intelligence sombra : en mars 1907, le temps écoulé n'a apporté aucun soulagement à cette situation lamentable !

Le 12 octobre, le général de brigade Castelnau, aide de camp de Napoléon III, débarqua à Vera-Cruz : pourvu des pouvoirs les plus étendus, dépositaire de la pensée de l'Empereur, il venait pour préparer et au besoin diriger le dénouement. Homme à la fois fin et loyal, d'un esprit souple, très correct et ferme, Castelnau était bien l'homme qui convenait à une mission aussi délicate. Bazaine, ainsi mis en observation, fit bon accueil à Castelnau qui sut garder son indépendance.

Le 28 otobre, après enquête, Castelnau formula l'avis qu'il n'y avait qu'à traiter avec Juarez ou l'un de ses amis.

A cette date, d'ailleurs, on pouvait regarder le dénouement comme rapproché : il était, en effet, sérieusement question des projets d'abdication de Maximilien qui ne tarda pas à arriver à Orizaba où il fut reçu avec enthousiasme. Aussitôt informé de la maladie de l'impératrice Charlotte, le malheureux souverain avait quitté Mexico (1) [21 octobre]. Porfirio Diaz tendit alors des embûches sur la route qui conduit à Puebla pour s'emparer de sa personne : s'il y échappa, ce fut grâce à l'initiative et à la loyauté du général Clinchant qui, ne tenant pas compte d'un contre-ordre signé par le colonel Boyer, confident et âme damnée du maréchal, avait envoyé des troupes au-devant de lui (2).

Déjà les bagages de Maximilien, qui avait résisté aux observations et aux prières de Miramon, de Marquez, du Père Fischer et d'Eloin, son ancien chef de cabinet, étaient embarqués à bord d'une frégate autrichienne lorsqu'il décida qu'il resterait ; l'échec de Castelnau ne fut pas dû, comme il le crut d'abord, aux manœuvres de Bazaine, mais à une lettre du 20 novembre, de la mère de Maximilien, l'archiduchesse Sophie, l'engageant à rester au Mexique et au besoin à s'enterrer sous les murs de Mexico (3).

(1) Parti de Mexico le 21 octobre, il s'était croisé à Ayotla avec le général Castelnau ; il avait refusé de le recevoir.

(2) Depuis, Clinchant manifesta plus d'une fois son indignation à ce sujet. On se figure quels sentiments il devait nourrir à Metz concernant l'ancien général en chef du corps expéditionnaire du Mexique.

(3) Ollivier [Emile]. — *L'Empire libéral*, t. IX, pp. 103 et 104.

En un mot, Maximilien se décida à rester au Mexique, comptant s'y maintenir sans le secours de l'étranger, avec les seules ressources du pays, ainsi qu'il l'annonça dans un manifeste en date du 1er décembre ; son opinion avait été corroborée par le désir de conserver intacte une situation, — que, malgré sa renonciation, — elle avait précédé son départ pour le Mexique, — au trône d'Autriche, il croyait propre à le faire succéder à son frère s'il abdiquait.

Le 8 décembre, Dano, ministre de France, Castelnau et Bazaine signèrent une déclaration collective sur la nécessité de l'abdication.

Aussi, mis en présence d'une situation précise, et confirmé dans ses pouvoirs par un câblo-gramme [viâ New-York] de Napoléon, Castelnau n'hésita plus un seul moment : il mit fin aux conférences ouvertes à Orizaba le 26 novembre et ordonna le rapatriement qui fut annoncé, le 19 décembre, au gouvernement mexicain.

A cette époque, Castelnau fut fondé à croire que Bazaine, cédant à l'influence de la maréchale, désireuse de conserver la haute situation dont elle jouissait, s'appliquait à entraver la chute de Maximilien. Il examina même, dans une lettre à l'Empereur, le cas où il serait réduit à destituer le maréchal et à le remplacer par le général Douay. Cependant il se borna à lui faire signer, le 2 décembre, une déclaration tout entière écrite de sa main et par laquelle il affirmait ne voir comme solution, pour sauvegarder les intérêts en jeu, que l'abdication de Maximilien. Quelques jours après, le 20 décembre, à Puebla, Maximilien plaçait sous les yeux de Dano et Castelnau une dépêche télégraphique postérieure au 8 décembre, dans laquelle Bazaine l'aurait engagé à demeurer et à mener activement la résistance en s'appuyant sur Marquez, Miramon et Mejia.

Les troupes françaises se replient. — Cependant les troupes françaises avaient continué, en exécution d'ordres précis faisant honneur à Bazaine et au colonel Manèque, chef d'état-major général, à se replier au milieu de difficultés plus ou moins grandes. De fortes garnisons avaient été établies à Aguas-Calientes, Leon et Queretaro. Peu à peu le cercle se resserra. Les troupes libérales suivaient de près les Français et les remplaçaient au fur et à mesure dans les villes évacuées ; il en résulta naturellement de nombreux engagements d'inégale importance.

L'évacuation de Mazatlan, dont la garnison n'avait eu de communication pendant un an que par la mer, était tout particulièrement délicate. On dirigea d'abord par mer, sur l'isthme de Panama, les malades au nombre de 750 ; du 8 au 12 novembre, on embarqua les chevaux et les bagages ; enfin, le 13, le reste de la garnison partit pour San-Blas et de là gagna par terre Tepic où il rejoignit, le 21 novembre, le général de Castagny, venu de Leon à sa rencontre.

Le 12 décembre, la garde de Guadalajara était remise aux troupes mexicaines alliées, renforcées par 3 bataillons de *cazadores* : ceux-ci eurent à livrer, le 18 décembre, au *Cerro-de-las-Cornillas*, un sanglant mais glorieux combat à la faveur duquel la garnison put opérer sa retraite ; marquée par plusieurs combats, elle se termina, le 31, à Lagos où les *cazadores* furent licenciés.

La garnison de Durango se composait du 7e de ligne, commandé par le colonel Cottret, qui infligea, le 26 octobre, à *Sombrerete*, une sanglante leçon aux Juaristes. Parti de Durango le 13 novembre, le 7e de ligne arriva à Mexico le 27 décembre, ayant rallié au passage les garnisons de Sombrerete, Fresnillo et Zacatecas.

Les troupes du Nord furent toutes réunies à Queretaro sous les ordres du général Castagny qui couvrit la retraite avec le 18e bataillon de chasseurs et un bataillon du 7e de ligne.

Matehuala formait au Nord-Est, dans l'Etat de San-Luis-de-Potosi, le pendant de Durango au Nord-Ouest du Mexique. Son évacuation, qui s'effectua le 28 octobre, fut précédée par la vigoureuse offensive vers le Nord de deux colonnes commandées par le général F. Douay et par le commandant de la Hayrie. La retraite s'opéra par San-Luis-de-Potosi que Douay, bientôt suivi par Mejia, quitta le 23 décembre.

Porfirio Diaz régnait en maître dans l'Etat d'Oajaca. Le 3 octobre, il avait écrasé dans le *combat de Miahuatlan*, près d'Oajaca, une colonne de 1.200 hommes sortie d'Oajaca sous les ordres du général Orònos, qui

rentra avec quelques cavaliers seulement dans la ville. Le chef de bataillon Testard, qui commandait un bataillon de 250 *cazadores*, s'était fait tuer avec tous les officiers français et autrichiens de son détachement et la plupart des soldats français.

Le 16 octobre, Porfirio Diaz battait, près de *la Carbonera*, une troupe de secours, forte de 800 Autrichiens, *cazadores* et Mexicains, lui capturait 4 canons, la moitié de son effectif et pouvait faire parvenir au général Orònos un billet dans lequel un colonel impérialiste lui rendait compte de l'impossibilité où il se trouvait de le secourir efficacement. Le 30 octobre, Orònos, réduit à la dernière extrémité, capitulait.

Porfirio Diaz traita avec égards les Français faits prisonniers ; il renvoya le sabre du commandant Testard et fit plus tard élever un monument à la mémoire de ses adversaires du 3 octobre, « en témoignage de leur bravoure ». Mais il fit impitoyablement fusiller tous les prisonniers mexicains tombés entre ses mains les 3 et 16 octobre.

Le 30 octobre, Porfirio Diaz redevint maître, par capitulation, d'Oajaca.

Il faut renoncer à citer les nombreux combats de détail livrés, surtout des deux côtés de la route Mexico-Vera-Cruz, par des chefs de bandes qu'enhardissait la certitude de notre prochain départ et qu'animait le désir de se signaler à la reconnaissance de Juarez. Ces combats, qui furent tous pour nous des victoires, rappelèrent de nouveau l'attention sur les noms du général Aymard, du colonel Clinchant, du lieutenant-colonel de Galliffet, successeur du colonel Dupin, à la tête de la contre-guérilla, — avec laquelle il soutint plus d'un combat heureux, notamment à *Medellin*, — des commandants Saussier, d'Espeuilles et de la Hayrie.

V. — ANNÉE 1867. L'ÉVACUATION ET SES SUITES ; CE QU'A COUTÉ L'EXPÉDITION. OBSERVATIONS MILITAIRES. CONCLUSION

Rupture définitive avec Maximilien. — Ordre de Napoléon du 10 janvier. — Le 5 janvier 1867, l'empereur Maximilien était de retour à Mexico. Au maréchal qu'il avait fait mander, il se plaignit amèrement du général Castelnau et de Dano, ministre de France au Mexique, comme, quelques jours auparavant, il s'était plaint à eux de son interlocuteur. Bazaine était disposé à l'entendre, car on lui avait apporté la veille le brouillon, trouvé chez le général Castelnau [1], d'un rapport le concernant adressé par celui-ci à Napoléon III.

Le 10 janvier 1867, Napoléon envoyait à Castelnau le télégramme suivant : « *Reçu dépêche du 7 décembre*. Ne forcez pas l'empereur à abdiquer, mais ne retardez pas le départ des troupes. Rapatriez tous ceux qui ne voudraient pas rester. La plupart des navires sont partis. »

Convoqué de nouveau par Maximilien pour s'entretenir avec lui « confidentiellement et amicalement », le maréchal Bazaine se trouva, le 14 janvier, en présence d'une trentaine de personnes au nombre desquelles n'était pas l'empereur. Il leur donna lecture d'une Note qu'il avait préparée pour Maximilien, dans laquelle il exposait la situation et dont la conclusion était la nécessité de faire « la remise du gouvernement à la nation ». Il ne fut pas écouté, car ces nouvelles décidèrent, séance tenante, le maintien de l'Empire.

Plusieurs incidents ne tardèrent point à aggraver la situation.

Le dernier, du 28 janvier, fut le renvoi en termes insolents [1] par le Père Fischer, qui

[1] De cet incident se dégage la recommandation si souvent renouvelée aux officiers du service d'état-major de détruire *par le feu* tout brouillon d'ordres ou de documents pouvant renseigner l'ennemi : ce serait un soldat-ordonnance qui aurait porté à Bazaine, vraisemblablement après y avoir été... invité, le brouillon en question à *moitié déchiré*.

[1] « ..... A moins que V. E. ne juge opportun de donner satisfaction sur ces termes, S. M. m'ordonne de faire savoir à V. E. que, dans ces conditions, Elle ne veut plus à l'avenir avoir aucune relation directe avec V. E. »

était devenu le chef de cabinet de Maximilien, d'une lettre dans laquelle Bazaine se plaignait justement d'un manque d'égards.

Bazaine rompit violemment toutes relations avec le ministère Larès.

Depuis le 15 janvier, les troupes étaient échelonnées entre Mexico et Vera-Cruz. Le maréchal Bazaine et le général Castelnau étaient restés à Mexico avec une forte arrière-garde.

Le corps belge qui, en revenant de San-Luis-de-Potosi, s'était fait battre bien maladroitement, le 25 septembre, à *Ixmiquilpan*, ce qui lui coûta 11 officiers et 60 hommes tués ou blessés, s'embarqua, le 20 janvier, à Vera-Cruz, à l'effectif de 35 officiers et 750 hommes. Bazaine lui accorda, par la voie de l'ordre, avant son départ, des éloges auxquels sa conduite du mois d'août lui avait fait perdre tous droits.

Le 3 février 1867, le maréchal Bazaine prenait congé des Mexicains dans une proclamation qui se terminait par un mensonge officiel aussi inutile que maladroit :

« ..... Soyez assurés, et je vous le déclare au moment de nous séparer, que notre mission n'a pas eu d'autre but, et que *jamais il n'est entré dans les intentions de la France de vous imposer une forme quelconque de gouvernement contraire à vos sentiments.* »

Départ de l'armée française ; son embarquement du 14 février au 12 mars 1867. — Le 5 février, le maréchal Bazaine, accompagné du général Castelnau, quittait Mexico à la tête de la dernière colonne française, musique jouant et drapeau déployé ; Maximilien n'avait pas donné signe de vie.

Deux jours auparavant, le général Miramon, commandant l'armée impériale, avait été complètement battu par Escobedo, à l'*hacienda de San-Jacinto*, à 14 lieues de Zacatecas où Juarez rentra : c'était un grave dommage pour Maximilien.

Le 6 février, Castelnau prenait congé de Bazaine et se rendait à Vera-Cruz où il s'embarqua le 13 février.

Le 13 février, Bazaine essayait encore de tendre la main à Maximilien « pour l'aider à se retirer » ; or, ce jour-même, Maximilien avait quitté Mexico pour le Nord : il n'y avait malheureusement plus rien à tenter ni auprès de lui, ni en sa faveur.

A Orizaba, Bazaine, que la mission du général Castelnau et qu'une double allégation calomnieuse du général Douay (¹) relative à sa conduite des derniers temps et à la destination inconnue d'une forte somme avait indigné, commit la faute de se regarder comme délié du secret que lui imposait sa situation spéciale. Il eût pu se contenter, comme il le fit, de relever vertement ses subordonnés indisciplinés ; il convoqua les généraux et les chefs de corps présents « et il leur lut les passages des dernières instructions de Napoléon III et du ministre de la guerre, qui se rapportaient soit à la politique générale à suivre vis-à-vis du gouvernement mexicain, soit à l'évacuation successive des portions de territoire occupées par nous dans les provinces éloignées (²) ».

Du 14 février au 12 mars, les troupes furent enlevées par 30 bâtiments de transport et 7 paquebots de la compagnie transatlantique. Leur effectif était de 28.693 hommes (³) : 169 officiers supérieurs, 1.264 officiers subalternes, 27.260 hommes de troupe. 351 chevaux furent embarqués ; tous les autres ainsi que les harnachements avaient été vendus sur place aux enchères pour diminuer les frais du rapatriement.

A Mexico, à Puebla et à Orizaba on avait noyé les poudres et brisé les projectiles, à l'exception de 500.000 cartouches et de 300

(¹) Il faut reconnaître que, pendant toute l'expédition, Douay, dont les lettres étaient communiquées à l'Empereur, a joué un singulier rôle : aucun de ses chefs qu'il aspirait à remplacer n'a été, en effet, épargné par lui. La lettre du 27 novembre 1866, où les insinuations perfides et une adoration pour « notre Empereur » sont habilement fondues, est tout particulièrement regrettable pour sa mémoire. Les événements de la fin d'août 1870 ont prouvé, une fois de plus, combien la critique est... aisée.

(²) GAULOT (P.). — *Fin d'Empire*, p. 261.

L'opinion de beaucoup d'officiers, qui, eux, ne pouvaient être renseignés, se reflète dans ce passage loyal et attristé, mais non fondé, d'une lettre de Loizillon : « ..... Le maréchal a soulevé contre lui l'indignation de tout le monde par sa conduite tortueuse et le résultat auquel il est arrivé. Les calomnies de toutes sortes planent sur lui. Je crains fort qu'il ne se soit préparé une triste rentrée en France... » Lettre du 11 février 1867.

(³) NIOX (capitaine). — *Expédition du Mexique*, p. 701.

coups de canon par pièce laissés au gouvernement de Maximilien.

Les vaisseaux emportèrent aussi 4.500 Autrichiens et 800 Belges.

Le maréchal Bazaine s'embarqua le dernier, le 12 mars.

Ce qu'il advint de l'empereur Maximilien après le départ des Français, du 12 mars au 19 juin. — Au moment où partait le maréchal Bazaine et où Maximilien laissait échapper devant son secrétaire l'exclamation : « Enfin, me voilà libre! » [1] le Mexique tout entier, à l'exception de Vera-Cruz, Puebla, Mexico et Queretaro, se trouvait au pouvoir des troupes républicaines.

Miramon ayant dirigé, le 5 février, un coup de main heureux contre Zacatecas et failli enlever Juarez, Maximilien fut assez mal inspiré pour lui adresser une lettre que ne dut point oublier Juarez auquel elle fut remise :

« ... Pour le cas où vous réussiriez à vous emparer de don Benito Juarez, de Lerdo de Tejada, de José Maria Iglesias, de don Luis Garcia ou de Miguel Negrete, je vous charge d'une façon toute spéciale *de les faire juger et condamner par un conseil de guerre*, conformément à la loi du 4 novembre actuellement en vigueur. Mais la sentence ne sera pas exécutée avant d'avoir reçu notre approbation. C'est pourquoi vous nous en enverrez immédiatement une copie par l'intermédiaire du ministre de la guerre. Jusqu'à ce que vous ayez reçu notre décision, nous vous recommandons de procurer aux prisonniers un traitement conforme à ce que l'humanité exige, sans négliger pour cela de prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher une évasion... »

Cette lettre ne parvint pas à Miramon : attaqué, le 6 février, par des forces supérieures, à San Jacinto, il avait été complètement battu et ne s'était échappé qu'à grand'peine ; son frère et 157 soldats français faits prisonniers furent fusillés séance tenante.

Le 13 février, après avoir tenté bien inutilement une singulière démarche de conciliation auprès de Porfirio Diaz, Maximilien partait, sur le conseil de Larès, pour Queretaro, où il arriva le 19 : c'était un choix bien malheureux au point de vue militaire, car la ville est dominée de tous côtés par des hauteurs dont l'occupation eût exigé des forces supérieures à celles dont il disposait.

Il s'y laissa investir par les deux armées d'Escobedo [14.000 hommes] et de Corona [8.000 hommes], pour n'avoir pas cherché, bien que l'eût conseillé Miramon qui ne fut pas écouté, à les battre séparément, en rase campagne, avant leur jonction.

Deux assauts d'Escobedo furent repoussés les 4 et 24 mars. Dans l'intervalle, Marquez, envoyé par Maximilien avec environ 3.500 hommes, fut mis en déroute au retour, le 8 avril, à Puebla, par Porfirio Diaz, qui, quatre jours plus tôt, stimulé par le danger [1], avait contraint la place à capituler ; Marquez regagna péniblement Mexico.

Le 27 avril, la garnison fit une vigoureuse tentative de sortie ; elle échoua.

Bientôt la garnison, qui commençait à manquer de tout, fut réduite par la désertion à 5.137 hommes.

Le 14 mai au soir, le colonel Lopez se présentait, par ordre de Maximilien, au général Escobedo, muni d'instructions singulières qu'il suivit à la lettre, ce qui lui valut pendant vingt ans, — parce que, comme il l'avait promis, il garda le silence sur sa mission, — la réputation d'un traître. La bonté, mais aussi la faiblesse de Maximilien trouvèrent là une singulière occasion, puisqu'il n'était pas seul en cause, de s'exercer : elles eurent, en effet, pour résultat l'entrée par surprise, dans la nuit du 14 au 15 mai, des Juaristes dans Queretaro, la mort immédiate du général Mendez qui fut fusillé et la capture de tous les défenseurs. Maximilien comprit du moins, en refusant de se sauver, qu'il ne devait pas séparer son sort de ceux qu'il avait si... bénévolement livrés pour éviter un massacre inutile.

Emile Ollivier a longuement discuté ce singulier épisode [2] et conclu, avec preuves à l'appui, à la non-culpabilité de Lopez. Il a notamment dégagé l'attestation implicitement comprise dans le rapport officiel que, le 8 juillet 1887, peu avant de mourir, le général Escobedo adressa à son gouvernement.

(1) Masseras — *Un Essai d'empire.*

(1) A noter, comme un exemple à ajouter à tant d'autres. Si Marquez avait su garder le secret à Mexico sur ses projets ultérieurs, une dame de Mexico n'aurait pu faire avertir Porfirio Diaz qu'il allait marcher sur Puebla pour débloquer la place.

(2) *L'Empire libéral*, t. IX, pp. 478 à 488.

attestation dont le résumé est : « Le général Miguel Lopez n'a pas trahi Maximilien d'Autriche ; il n'a pas livré son poste de combat. » D'autre part, le confesseur des derniers jours de Maximilien, le P. Soria, questionné à ce sujet, a répondu : « Le colonel Lopez n'a fait que ce qui lui a été commandé ». Le doute n'est donc plus permis.

A partir du 15 mai, les événements se précipitèrent.

Lorsque Juarez se fut prononcé sur le sort des prisonniers, le ministre de la guerre adressa, le 21 mai, au général Escobedo une lettre lui ordonnant de traduire Maximilien, Miramon et Mejia, devant un conseil de guerre.

Pour quiconque analyse cette lettre sans parti pris, il faut reconnaître qu'elle « exprime » ainsi que le dit Emile Ollivier, « quelques duretés de style à part, la vérité absolue sur l'entreprise mexicaine » :

« L'archiduc Maximilien de Habsbourg s'est pendant cinq ans [?] prêté à une œuvre d'iniquité et de trahison. Il a, à l'aide d'une armée étrangère, *prétendu détruire la constitution et les lois d'un peuple libre, sans autre titre que quelques votes sans valeur* ; il a fait peser sur la république toutes les calamités. Non content de faire une guerre de flibustier, il a appelé des mercenaires autrichiens et belges, sujets de nations qui n'étaient pas en guerre avec la république ; *il a promulgué un décret assassin contre les défenseurs de l'indépendance* ; il a fait procéder à des exécutions sanglantes, ordonné l'incendie de villages entiers. Après le départ de l'armée étrangère, il a continué à soutenir, par la violence et la dévastation, son faux titre et il ne s'en est dépouillé que contraint par la défaite. Le gouvernement républicain pourrait, en vertu de la loi du 25 janvier 1862, faire fusiller, sur la simple constatation d'identité, des coupables pris en flagrant délit. Néanmoins, il les traduit devant un conseil de guerre où ils pourront librement et publiquement présenter leur justification... »

Le 13 juin, le procès commença. Le jour même, prévenu d'un projet d'évasion, Escobedo expulsait de Queretaro les ministres d'Autriche, de Belgique, d'Italie et la princesse de Salm.

Le lendemain, les trois accusés étaient condamnés à mort. Juarez fut l'objet de bien des sollicitations, notamment de la part du gouvernement des Etats-Unis, pour obtenir la grâce des trois condamnés. Maximilien lui-même avait plaidé la cause de ses deux fidèles dans une belle lettre ainsi conçue :

« Je désirerais qu'on accordât la vie à Miguel Miramon et à don Thomas Mejia qui ont souffert avant-hier toutes les douleurs et les amertumes de la mort et que je fusse la seule victime comme je l'ai demandé au moment où j'ai été fait prisonnier. »

Cette lettre s'est trouvée complétée, lorsque le refus lui parvint, par une adjuration suprême adressée à Juarez :

« Faites que mon sang soit le dernier versé, et consacrez cette persévérance que vous avez mise à défendre la cause qui vient de triompher, et que je me plaisais à reconnaître et à estimer au milieu de la prospérité, à la tâche plus noble de réconcilier les esprits et de fonder la paix dans ce pays infortuné. »

Juarez ne s'inspira, en refusant de faire grâce, que de la raison politique et considéra sa résolution « comme la garantie d'un avenir de tranquillité pour le pays ».

Le 19 juin, Maximilien, Miramon qu'il fit placer à sa droite, et Mejia tombèrent sans emphase, courageusement, sur Le Cerro de Las Campanas [la colline des cloches], sous les balles des soldats de Juarez.

On lit dans la *Fin d'Empire* de P. Gaulot [1] :

« Ainsi finit l'aventure mexicaine. Issue d'une grande pensée, elle aboutit à un dénouement sanglant et misérable. L'Europe avait envoyé au Mexique un empereur et une impératrice, jeunes, beaux, pleins d'espérance, le Mexique lui renvoyait une folle et un cadavre.

« Cette simple constatation parle trop haut pour qu'il soit besoin d'en dégager les enseignements et l'on ne peut que constater, en présence d'une telle catastrophe, que l'homme n'est pas bien orgueilleux ou bien insolent de prétendre parfois que, lorsqu'il s'agite, c'est Dieu qui le mène ? »

Epilogue. — Le 21 juin 1867, Porfirio Diaz prit Mexico. Il s'était honoré en refusant de livrer aux horreurs d'un assaut cette ville que, depuis plus de trois mois, Marquez tenait sous la terreur : elle se rendit à discrétion dès que la vérité sur le drame de Queretaro, que Marquez avait cachée avec

(1) *Fin d'Empire*, p. 340.

soin, fut connue [1]. Porfirio Diaz se montra clément envers ses compatriotes.

Les mesures de rigueur ne suivirent leur cours qu'à partir du 15 juillet, jour de l'entrée de Juarez à Mexico ; elles furent ce que l'on peut supposer et, il faut bien le dire, ce à quoi on devait s'attendre. Il eut de la peine à se décider à laisser partir pour l'Europe les ministres de France, de Belgique et d'Italie ; toutefois il les fit escorter jusqu'à Vera-Cruz.

Réélu président de la République le 8 octobre, Juarez rendit le calme au Mexique et mérita d'être maintenu dans son poste quatre ans plus tard [2]. Lorsqu'il mourut, le 20 juillet 1872, il fut remplacé par son ami Lerdo de Tejada qui avait joué auprès de lui le rôle d'un conseiller impitoyable. Enfin celui-ci eut pour successeur Porfirio Diaz sous la direction prolongée duquel le Mexique est devenu prospère.

Ce qu'a coûté l'expédition du Mexique à la France en argent et en hommes. — Les dépenses proprement dites ont été évaluées, déductions faites des recettes et y compris les pertes de matériel, à 336.440.000 francs dont deux tiers au titre de la guerre et un tiers au titre de la marine.

Dans ce total ne figurent naturellement pas les pertes éprouvées par le commerce français et par les aveugles souscripteurs des deux emprunts mexicains. Toutefois, il y a lieu de le diminuer de ce qu'a coûté, pendant cinq ans, le surcroît de l'entretien comparé à la vie en France de 25.000 à 30.000 hommes, ce qui, à raison de 200 francs au minimum par individu, représente environ 30 millions. La somme restante de 306 millions est, certes, considérable, mais elle est insuffisante pour légitimer l'opinion de ceux d'après lesquels l'expédition du Mexique aurait affaibli la France au point de paralyser son action en Europe. Toutefois, cette dépense extraordinaire a mis dans l'obligation de faire subir des réductions d'une certaine importance dans le budget du ministre de la guerre pour les années 1867, 1868, 1869 et 1870.

(1) Marquez s'évada et ne reparut qu'après la pacification générale.

(2) Le 10 août 1870, au moment où la fortune de la France sombrait définitivement, le président Juarez fit, non sans générosité, des vœux pour elle.

L'expédition du Mexique se résume, au point de vue militaire, en deux sièges et un nombre considérable d'engagements d'une importance considérable. Si le sang français a relativement peu coulé eu égard à la longueur de la lutte, les pertes en hommes éprouvées par le corps expéditionnaire ont été cependant assez considérables : la nature toute spéciale des marches entreprises, souvent sur un parcours énorme, dans des conditions climatériques très variées, au double point de vue des régions ou des saisons, explique la chose.

38.493 hommes ont été envoyés au Mexique, du 12 novembre 1861 au 25 juin 1863 ; 28.693 hommes ont été rapatriés en février et mars 1867 : la différence est donc de 9.800 hommes, y compris les pertes des troupes de la Marine.

La Marine, dont le dévouement ne se démentit pas un seul instant et qui rendit tant de services au corps expéditionnaire, a subi de grosses pertes puisqu'elles se chiffrent par 2.617 hommes morts ou disparus.

Le total général des pertes dont on possède le détail, grâce au docteur Chenu, a été pour l'armée de terre de 6.654 hommes : 1.627 tués ou morts à la suite de blessures, 4.735 morts de maladies et 292 de mort violente [1].

On remarquera que les deux chiffres de 9.800 et 9.271 [6.654 + 2.617] diffèrent de 529 hommes sur lesquels le docteur Chenu n'a pas fourni de renseignements.

Observations militaires.

Deux vérités se dégagent en premier lieu de l'Expédition. Il n'est pas permis de compter sur une action commune efficace, avec des alliés dont les vues sont différentes ; tout chef militaire, quel que soit son bon vouloir, quelque grande que soit son énergie, aura fatalement les mains liées, d'une

(1) Le chiffre de 6.654 se décompose aussi autrement : 1° 1.960 morts en dehors des ambulances : [682 tués ; 79 massacrés, assassinés ; 23 fusillés par les Mexicains ; 396 *disparus* et comptés comme morts ; 14 suicidés ; 146 par accidents divers ; 14 noyés ; 27 par insolations, congestions ; 549 morts sur 2.559 blessés] ; 2° morts aux ambulances et hôpitaux, ou pendant la traversée ; — 3° 4.694 morts aux ambulances et hôpitaux : 4.281 au Mexique ; 415 dans les hôpitaux hors du Mexique, aller et retour.

façon parfois bien pénible, si sa conduite est subordonnée aux menées diplomatiques.

« La tactique employée par nos troupes au Mexique est, dit le lieutenant-colonel Bourdeau (¹), celle de toutes les guerres de partisans. »

Le rôle des colonnes expéditionnaires a donc été considérable, qu'elles aient rétabli le calme par le fait même de leur présence ou qu'elles aient concentré de divers côtés leurs efforts sur une bande disposée à accepter le combat.

Leur force variait, suivant le but, de 1 à 3 compagnies auxquelles étaient associés quelques *exploradores* mexicains, de 1 escadron à 1 escadron 1/2 et d'artillerie, soit 1 pièce ou 1 section de montagne, les pièces de campagne n'ayant été employées qu'exceptionnellement.

Les colonnes se ravitaillaient, soit à l'aide du convoi qui marchait avec elles, soit en ayant recours aux postes qu'elles rencontraient, soit grâce à des convois spéciaux qui souvent, furent retardés dans leur marche ou enlevés par les guérillas mexicaines dont l'action ne s'interrompit jamais.

On peut dire, d'une façon générale, que la subsistance de l'armée ne fut sérieusement assurée qu'à partir du jour où elle atteignit le plateau élevé d'Anahuac, qui produit du blé, du maïs, de l'orge, etc., et sur lequel viennent bien la canne à sucre et le caféier. A Mexico, toute difficulté cessa.

Les lignes de communication ou d'étapes furent assurées avec un soin proportionné à leur importance et à leur caractère permanent ou passager. C'est ainsi que le chemin de fer qu'une compagnie anglaise avait déjà amorcé à partir de Vera-Cruz fut assez promptement relié, d'abord à la Soledad, puis à Pazo-del-Macho, point situé au pied du défilé de Chiquihite. C'est ainsi qu'on put, dès 1864, faire franchir rapidement au personnel la zone terrible des terres chaudes proprement dites et accélérer l'envoi du matériel.

D'une façon générale, les lignes de communication étaient jalonnées par un plus ou moins grand nombre de postes retranchés pourvus d'un approvisionnement de vivres et de munitions. L'effectif de leur garnison était en raison inverse de leur solidité.

La fortification improvisée a joué, en effet, un rôle important, de chaque côté, pendant toute la durée de l'expédition. « A Mazatlan, à Guaymas, dans vingt autres villes, nous nous sommes maintenus, loin de tout secours et pendant de longs mois, grâce à un emploi judicieux des ressources de la fortification (¹) ». Dès le début, dans sa marche sur Puebla, le corps expéditionnaire apprit au passage des Cumbres quel parti les Mexicains savaient en tirer ; on a vu aussi de quelle façon fut défendue, le 1er janvier 1865, la crête de l'Espinazzo del Diabolo.

En ce qui concerne les marches, après avoir mentionné le grand nombre de marches forcées et la rareté de la réussite des opérations de nuit, il n'y a guère à appeler l'attention que sur la nécessité où on se trouva, vu l'incertitude de la direction de l'attaque ennemie, de constituer l'arrière-garde presque aussi solidement que l'avant-garde.

Dans les combats sérieux que les Français ont livrés, ils ont eu recours, pour décider l'affaire, au mouvement tournant et au mouvement enveloppant, de façon à donner des inquiétudes à l'ennemi sur sa ligne de retraite, ou à l'y menacer effectivement : à moins d'une infériorité numérique trop marquée, l'effet a toujours été immanquable.

Les compagnies dites *franches* méritent une mention spéciale, à cause du rôle important et souvent brillant qu'elles n'ont pas cessé de jouer. Les opérations de la compagnie Delloye autour de Mexico, en 1865, furent particulièrement bien conduites.

L'effectif d'une compagnie n'était pas supérieur à 109 hommes dont 6 sous-officiers et 4 officiers montés ; quelques cavaliers chargés d'explorer et un petit convoi lui étaient adjoints.

Opérant seule pour donner la chasse à une bande mexicaine ou pour remplir une mission particulière telle que reconnaissance, levé topographique, répression de brigandage, protection d'un convoi, d'un courrier, d'un officier se déplaçant, elle agissait d'après les règles assignées aux partisans. L'exemple suivant renseignera sur les services que l'on pouvait en attendre :

(¹) Au lecteur désireux d'avoir une idée complète sur ce sujet, on ne saurait indiquer un meilleur ouvrage que celui intitulé : *La guerre au Mexique*.

(¹) Bourdeau (lieutenant-colonel. — *La guerre au Mexique*, p. 31.

« En moins de trois mois, du 30 novembre 1863 au 25 février 1864, la compagnie franche du 7e de ligne parcourt 400 lieues dans un pays des plus difficiles. Le 24 novembre 1864, elle part de Queretaro en reconnaissance, rentre le 28, repart le 30, marche jusqu'au 18 décembre, exécute du 19 au 23 des reconnaissances autour de San Juan del Rio, se remet en route du 24 au 27, fait des reconnaissances autour de Solis du 27 au 29, part dans la nuit du 28 au 29 et rentre à Solis le 31 décembre. Elle repart le 2 juin 1865, marche jusqu'au 4 et rentre le 6 à Queretaro. Du 30 janvier à la fin de février elle accomplit à la poursuite de Fragoso et de ses bandes, une série de marches forcées des plus pénibles Et au milieu de toutes ces allées et venues, elle se heurte quelquefois à des colonnes ennemies plus fortes qu'elle, comme le 25 février 1865, à Cuatchiti où 70 hommes de la compagnie franche rencontrent 300 Mexicains en position, leur tuent 15 hommes et en mettent une quarantaine hors de combat (1). »

Le chapitre des représailles est un des côtés les plus tristes de la guerre du Mexique. Contre des envahisseurs, les nationaux ont bien des droits pour sauvegarder leur indépendance ; d'autre part, les envahisseurs devaient se défendre contre des attaques continuelles et ne pouvaient manquer, dans leur irritation, de rendre le mal pour le mal, parfois avec exagération.

« ... Aussi voyons-nous, dit Bourdeau, des colonnes légères parcourir le pays, brûlant les villages hostiles, opérant des razzias pour punir les habitants de leur complicité avec l'ennemi, etc ; quelquefois des gens inoffensifs, dont l'allure excite nos soupçons, sont victimes de la situation que nous imposent les circonstances (2)... »

Le système des responsables a été appliqué impitoyablement par les cours martiales.

Le lieutenant-colonel Dupin, dont le nom était un épouvantail salutaire, eut recours à un système de répression qui n'est applicable qu'autant que l'on défend son propre territoire. Cependant, il suffit plus d'une fois, pour rétablir le calme dans une région soulevée ou en état d'effervescence, de la menacer de lui envoyer Dupin et sa troupe.

(1) Bourdeau (lieutenant-colonel). — *Ut suprà*, p. 64.
(2) Bourdeau (lieutenant-colonel). — *Ut suprà*, p. 56.

Toutefois, le rôle des Guérillas fut inférieur à celui qu'elles jouèrent en Espagne sous le premier Empire. Il convient d'attribuer cette différence à ce que, en général, les populations indiennes qui représentent, dans une proportion énorme, l'élément ethnique du Mexique se montrèrent, vis-à-vis des Français, plutôt animées d'un sentiment de neutralité bienveillante.

Terminons par une observation d'ordre moral.

Emile Ollivier s'est élevé avec raison contre certains agissements dissolvants qu'on ne peut que désapprouver ; car, bien que relevant de l'esprit français si déplorablement enclin à la critique, ils ne tendent rien moins qu'à discréditer et affaiblir le commandement.

« ... L'Empereur était en correspondance directe avec un certain nombre d'officiers tels que le jeune Galliffet, le général Douay et d'autres qui lui servaient d'informateurs. Ses aides de camp, de leur côté, avaient des amis qui les tenaient au courant. De sorte qu'à chaque courrier, avec les rapports officiels du général en chef ou du ministre, partaient, sous forme de lettres confidentielles, *une foule de rapports particuliers* qui, à tort ou à raison, en critiquant ou en raillant, *démolissaient les rapports officiels*. Cette pratique, quoique les résultats en aient été parfois salutaires, détruisait la discipline, affaiblissait l'autorité du chef et finissait par entraîner sa disgrâce. C'est par ces procédés qu'a été provoqué le désaveu successif dont ont été frappés tous les chefs de l'expédition (1)... »

Ces considérations qui sont très justes légitiment la reproduction, à titre documentaire, de la lettre (2) que Bazaine écrivit de Vera-Cruz, le 1er mars 1867, sur la conduite du général Douay à son égard.

« Cette armée laisse des regrets et de bons exemples. Notre influence n'est pas ébranlée par l'évacuation, et peu de nos nationaux quittent ce pays. J'ai eu beaucoup à me louer des généraux de Castagny, Aymard, Jeanningros, de Maucion, mais *je ne puis en dire autant du général Douay qui, suivant sa tactique ordinaire*, parce qu'il a fait de même avec mes deux prédécesseurs, *n'a pas manqué de blâmer ouvertement tout ce qui était fait au Mexique* par suite des instructions émanant du gouverne-

(1) *L'Empire libéral*, t. VI, p. 451.
(2) *L'Empire libéral*, t. IX, p. 127.

ment de Votre Majesté, *amoindrissant par ce fait le prestige que doit conserver tout commandant en chef* dans un moment aussi difficile que celui d'une retraite. Le général Douay semble regretter de n'avoir pas pris le commandement lorsqu'il lui était offert et aurait cherché à faire croire que je voulais rester au Mexique jusqu'à la fin de cette année, pour, comme on dit vulgairement, travailler pour mon compte. Je rougis pour ceux qui dénigrent ainsi le chef qui a toujours été beaucoup trop bienveillant pour eux. Je suis un loyal soldat que Votre Majesté a élevé au premier rang de l'armée, qui n'a eu d'autre ambition que de bien la servir et de lui dévouer sa vie en toutes circonstances... »

Conclusions.

Les commencements de l'expédition du Mexique poursuivie au mépris des droits sacrés d'une nation résolue à demeurer maîtresse de son propre sort et dont les intérêts furent pris en mains par un homme énergique, ont été brillants, une fois la période laborieuse de la préparation terminée. La résistance opiniâtre de Juarez, assez vite encouragée, puis soutenue par le gouvernement des Etats-Unis, la résolution inébranlable de ce gouvernement d'opposer la doctrine de Monroë aux prétentions bientôt hésitantes de Napoléon III, enfin les maladresses commises par l'infortuné Maximilien auquel les circonstances ont fait jouer un rôle sans grandeur, sauf au moment de sa mort, pauvre épave destinée à être ballottée, puis à sombrer, ont amené fatalement le désastre qu'allait terminer un drame.

En ce qui concerne la France, dont les officiers et les soldats restèrent à hauteur de leur réputation de dévouement, de vaillance et d'entrain, on peut regarder l'Expédition comme une belle opération de guerre dans laquelle, malgré une forte disproportion numérique, conséquence du morcellement qui s'imposait, le succès souvent brillant a été la règle. Mais, au point de vue moral, une sorte de cauchemar ne tarda pas à peser sur la partie intelligente et saine de l'armée mécontente et quelque peu humiliée du rôle qu'on lui faisait jouer. Enfin, lorsqu'il fallut partir, ce malaise augmenta en songeant qu'on laissait derrière soi les partisans ou les ralliés de l'intervention et des nationaux exposés aux vengeances d'un homme sans pitié et d'autant plus terrible que sa victoire ne provenait que de notre renonciation volontaire à continuer la lutte. L'abdication de Maximilien eût permis d'admirer la transition et d'obtenir des garanties du gouvernement que, librement consulté, le pays se fût donné ; l'entêtement respectable mais aveugle du malheureux Maximilien rendit tout arrangement honorable impossible et entraina sa mort.

En somme, le souvenir de cette guerre injuste et impolitique, qui a commencé à faire déchoir dans l'opinion publique le gouvernement impérial, ne peut être qu'attristant : la France s'est vu imposer un rôle qui ne lui convenait pas ; bon nombre de ses enfants ont versé leur sang ou perdu leur vie pour une cause inique.

Si cette expédition avait usé le général de Lorencez et le maréchal Forey, elle nous léguait le maréchal Bazaine qui avait montré du talent dans la conduite d'opérations restreintes, mais sur le caractère duquel pesait un doute outrageant. Le général Castelnau, dans l'esprit duquel, — l'auteur de cet ouvrage peut le certifier, — ce doute avait pris une consistance sérieuse, ne fut cependant pas à même, pour plusieurs raisons, de faire la lumière.

Bazaine a-t-il réellement intrigué contre Maximilien et ourdi de ténébreuses menées contre son trône ? Bornons-nous à reproduire l'opinion de trois historiens qui, après avoir bien étudié cette question, ont conclu de la même façon tout en faisant valoir, le dernier surtout, des motifs plus ou moins probants.

En 1874, le capitaine Niox, historien loyal mais officiel, repoussait l'accusation portée contre le maréchal qui, sans sa conduite à Metz, aurait vraisemblablement recueilli plus d'indulgence.

« ... Le maréchal Bazaine paraît ne s'être associé qu'à contre-cœur à cette déclaration officielle contre l'empire. Le 29 novembre, il écrivait au ministre de la guerre à Paris : « Quant à moi, je fais tous mes efforts pour remonter le moral de l'empereur, car avec de la résolution et surtout de la persistance dans la conduite des affaires, il peut maintenir sa situation dans le centre du pays, les gouvernements précédents n'ayant jamais eu plus d'action et beaucoup moins de moyens militaires... [1] »

[1] *Histoire de la guerre du Mexique*, p. 651.



C'était compter sans la menace croissante du gouvernement des Etats-Unis.

On lit dans la *Fin d'Empire* publiée, en 1890, par P. Gaulot :

« ... Le maréchal Bazaine rentrait en France, fier d'avoir obéi, glorieux d'avoir commandé. Il s'attendait à ce qu'on fêtât, au retour, dans sa personne, la vaillante armée dont il s'était montré le digne chef. La politique en décida autrement : les honneurs militaires ne lui furent pas rendus lors de son arrivée à Toulon.

« Il n'en fallut pas davantage *pour que la légende s'établit*, qui le rendait responsable de l'échec de l'expédition. Il est mort : *la legende vivait toujours*.

« Est-ce trop présumer de l'impartialité des contemporains de penser qu'*aujourd'hui, apres la publication de tant de documents authentiques et probants, la legende a vécu ?* (1) »

En 1904, Emile Ollivier a dit à son tour :

« ... L'accuser (Bazaine) d'avoir comploté la ruine de Maximilien afin de prendre sa place est simplement ridicule. Son corps épais et sans noblesse, sa tête forte, mais rusée et vulgaire, son regard circonspect dénotaient une âme médiocre, froide, sans élan, vaillant et non héroïque, se complaisant volontiers aux finasseries mesquines mais incapable de se hausser aux vastes scélératesses et, dans ce cas, la scélératesse eût été niaise plutôt que vaste. Le trait caractéristique de cette nature, telle qu'elle se révèle au Mexique, est *l'inaptitude absolue aux initiatives personnelles*... (2) »

On a cependant ajouté foi aux idées ambitieuses de Bazaine à Metz, en septembre 1870. Bazaine, il est vrai, a toujours protesté de ses intentions et de sa conduite loyale : en pareille matière, son témoignage ne saurait compter pour lui accorder créance.

Quoi qu'il en soit, lorsque le *Souverain*, à bord duquel se trouvait le maréchal Bazaine, arriva en rade de Toulon, le préfet maritime et le commandant de la subdivision se rendirent à bord pour signifier au maréchal que, par ordre de l'Empereur, il ne lui serait pas rendu d'honneurs militaires. Déjà le public avait été prévenu par la voie de la presse de cette décision. Impolitique, donc non justifiée, cette mesure laissa au cœur de Bazaine une haine sourde que ne put éteindre, moins d'un an après, sa nomination à un grand commandement militaire (1) et qui put trouver sa satisfaction dans les premiers jours d'août 1870.

Ainsi qu'a eu raison de dire le capitaine Niox :

« ... En se soumettant, sans protestation, à cette grave mesure, le maréchal donna plus d'importance à des appréciations, la plupart injustes et mal fondées, sur la conduite qu'il avait tenue pendant les derniers mois de son commandement (2). »

Mieux inspiré ou conseillé, plus clairvoyant, plus équitable même, Napoléon III eût dû, si l'accusation avait des bases sérieuses, faire juger l'ex-commandant de l'armée du Mexique, ainsi que, d'ailleurs, en avait suggéré l'idée le maréchal Vaillant, afin de permettre à Bazaine de « sortir de l'ère de réprobation où il était » (3) : mis de côté, s'il avait été reconnu coupable, Bazaine n'eût pas été à même, trois ans plus tard, de livrer l'armée de Metz et la ville elle-même. La maladresse impériale fut payée par la France.

(1) *Fin d'Empire*, p. 261.
(2) *L'Empire libéral*, t. IX, p. 129.

(1) L'auteur de cet ouvrage croit de son devoir de relater le fait suivant qui prête à la méditation. Le général Castelnau, homme droit et fin, pour la mémoire duquel il a conservé une respectueuse affection, lui disait mélancoliquement, en 1879, au cours d'une conversation : « ... Et quand je pense que j'ai pu contribuer à nos désastres ! » — ? — « L'Empereur se plaignait devant moi du parti que l'opposition et le peuple, duquel Bazaine était issu, tiraient de son nom... Mais il y a un moyen, Sire, de faire cesser cette agitation, vous créez de grands commandements militaires, donnez-en un au maréchal Bazaine ; et c'est ainsi que Bazaine, remis en selle, fut nommé à Nancy... »
(2) *L'Expédition du Mexique*, p. 702.
(3) Ollivier, Emile. — *L'Empire libéral*, t. IX. p. 132.

LIVRE III

—

EXPÉDITION DES ANGLAIS EN ABYSSINIE

[**1868**]

SOMMAIRE

BIBLIOGRAPHIE

Lejean [consul Guillaume]. — Théodore II et le nouvel empire d'Abyssinie : Revue des deux Mondes de 1865 [1er juin] et 1868 [1er mars].

Beke [Ch. T]. — The British captives of Abyssinia : 1868.

Blerzy. — La guerre d'Abyssinie : 1868 [Revue des deux Mondes].

Le Roy de Méricourt [docteur]. — Expédition anglaise en Abyssinie au point de vue médical : 1868 [Archives de médecine navale].

Lesergeant d'Hendecourt [capitaine L.]. — L'expédition d'Abyssinie en 1868 : 1869 [Revue des deux Mondes du 1er mars].

Hozier [capitaine Henry]. — Record of the expedicion to Abyssinie compiled by order of the Secretary of State for war by major Treven, Holland, C. B. Bombay Staff corps, and captain Henry M. Hozier 3rd Dragoon Guards : 1870.

Stanley. — Coomassie and Magdala : 1874.

Canonge [commandant Fr.]. Expédition des Anglais en Abyssinie en 1868 : 1879 [cours autographié de l'Ecole supérieure de guerre].

Taverna [capitaine]. — Un détail des expéditions coloniales : Campagne des Anglais en Abyssinie : 1896 [Journal des Sciences militaires].

Causes et but de l'expedition. — Théodoros ou Théodore II, roi d'Abyssinie, qui était doué de qualités sérieuses, de talents véritables et dont les premières années du règne furent signalées par d'importantes réformes, s'était appliqué, jusqu'en 1859, à faire pénétrer dans son royaume la civilisation européenne : c'est ainsi qu'il avait aboli l'esclavage, plusieurs coutumes barbares et qu'il était parvenu à faire rentrer l'Etat en possession des deux tiers du sol détenu par le clergé. A partir de 1859, brusquement, aigri contre les Européens et plus particulièrement contre les Anglais qui contrecar-

raient ses projets d'agrandissement du côté de l'Egypte, il était devenu un véritable despote que sa cruauté avait rendu rapidement impopulaire.

En 1863, il avait chassé le consul français Lejean, puis, sans prétexte plausible, fait enfermer à Magdala, ville et forteresse de l'Amhara, tous les missionnaires étrangers qui se trouvaient dans ses Etats. Après avoir vainement tenté d'obtenir l'élargissement de ces prisonniers, les Anglais se décidèrent à entreprendre l'expédition d'Abyssinie pour les délivrer et pour se venger de lui en le détrônant.

Depuis quelques années déjà, la puissance du roi des rois d'Ethiopie était en décadence : sa mauvaise administration l'avait obligé à réduire une armée dont l'effectif était hors de proportion avec les ressources du pays; de tous côtés les insurrections éclataient; le nombre de ses partisans allait diminuant; sa santé même était fort ébranlée. Il disposait cependant encore d'une quinzaine de mille hommes et pouvait es compter les difficultés que le terrain opposerait à l'envahisseur. Le massif de l'Abyssinie est, en effet, caractérisé par une succession de nombreux plateaux de toutes dimensions et de toutes hauteurs, séparés les uns des autres par de profonds précipices. Les *Kouallas* donnent passage à des rivières, véritables gouffres malsains dominés par des pitons dénommés *ambas*. La distance à parcourir était de 600 à 650 kilomètres ; or, la nécessité s'imposait impérieusement de n'agir que pendant la saison sèche.

Le délai de trois mois assigné, en avril 1867, par lord Stanley, chef du *Foreign Office*, pour relâcher et restituer à Massaoua les prisonniers détenus à Magdala, étant expiré, la guerre s'ensuivit. Le 3 octobre 1867, l'avant-garde du corps expéditionnaire anglais débarquait dans la baie d'Annesley, à Zoula (l'antique Adulis).

Plan d'opérations [*fig.* 33].— L'objectif était naturellement indiqué, mais il était important de bien fixer l'itinéraire. Après avoir écarté d'emblée la ligne de Massaoua à Debra-Tabor parce que, passant par le pays de Bogos et de Metennah, elle est tout entière sur le territoire égyptien, puis celle de Tadjourah à Magdala qui traverse une contrée déserte et privée d'eau, on choisit la route de Massaoua à Magdala. Elle coupe, du Nord au Sud, le Tigré, le Waag, le Lasta et conduit en quelques marches sur le plateau abyssin, à travers un pays sain dont le climat est presque froid ; de plus, elle était tout entière sur le territoire de petits souverains ennemis de Théodoros et, par suite, disposés à bien accueillir les Anglais. Ceux-ci, en gens pratiques, étaient décidés à marcher droit au but afin de prévenir toute intervention.

Le colonel Merewether, désigné pour commander l'avant-garde, avait quitté depuis peu les fonctions de résident politique à Aden ; il était donc bien préparé au rôle qu'il allait jouer. Jusqu'à l'arrivée du général en chef, il présida aux préparatifs d'installation et fit exécuter les reconnaissances nécessaires.

Dès son arrivée en Abyssinie, il répandit des proclamations pour apprendre à la population : que l'invasion n'avait d'autre but que de délivrer les sujets britanniques ; que le roi était seul en cause; que les habitants inoffensifs n'avaient rien à craindre, qu'ils seraient protégés et que, le roi une fois châtié, le pays serait complètement évacué. Cette dernière promesse constituait un engagement vis-à-vis des gouvernements européens qui manifestaient des inquiétudes.

Composition du corps expéditionnaire et préparation. — Il avait été décidé que le corps expéditionnaire, placé sous le commandement du lieutenant général sir Robert Napier, serait organisé, sous ses yeux, à Bombay, avec des troupes de cette province.

Du 3 octobre 1867 au 3 janvier 1868, Merewether reçut successivement à Zullah : 4 régiments d'infanterie européenne et d'infanterie indigène, 2 escadrons de dragons anglais, 4 régiments de cavalerie de l'Inde, 5 batteries d'artillerie, 1 compagnie d'ingénieurs européens et 9 compagnies de sapeurs de l'Inde.

Le total, y compris les services administratifs, etc., était de : 520 officiers, 4.250 hommes de troupes européennes et 9.447 hommes de troupes indiennes ; de 26.214 convoyeurs, 433 employés civils et 140 femmes du convoi. Il n'y avait donc pas moins de 26.787 *non-combattants* pour 14.217 *combattants* ; en second lieu, les troupes de l'Inde représentaient, à elles seules, les deux tiers de l'effectif.

L'organisation du service médical est à signaler.

Chaque régiment anglais, fort d'environ 800 hommes, possédait : 1 médecin-major, 2 aides-médecins, 1 infirmier-major, 1 sous-officier d'administration des hôpitaux et un certain nombre de porteurs indiens.

Chaque régiment indien possédait : 1 médecin chef, 2 aides-médecins, 2 à 4 élèves-médecins, 1 pharmacien, 1 sous-officier d'administration des hôpitaux, 3 à 5 soldats panseurs, 15 domestiques d'hôpital, et 6 brancardiers.

On débarqua également, pour assurer le service des transports, 34.820 animaux : 2.538 chevaux de selle ou de trait, 44 éléphants pour le transport des canons, 16.022 bêtes de somme, 1.651 poneys, 5.735 chameaux, 1.759 ânes et 7.071 bœufs.

A Zullah, il avait fallu tout créer. Les bas-fonds obligeant les navires à se tenir à plusieurs centaines de mètres de la côte, on construisit deux jetées [*wharf*, quai] longues de 300 mètres et on les prolongea jusqu'au pied des montagnes par une voie ferrée.

Des appareils pour distiller l'eau de mer, à défaut de l'eau douce qui ne se trouvait qu'à plusieurs lieues de là, furent installés sur la plage.

Merewether choisit la passe de Kumoylé, du côté de l'intérieur des terres, pour aborder le plateau. Au bout de trois mois, après avoir eu à surmonter de sérieuses difficultés, une route carrossable large de 4 mètres conduisait de Zullah à Sénafé ; bientôt une voie ferrée en doubla une partie.

En rade de Zullah se trouvaient 3 navires-hôpitaux destinés à recevoir les malades européens dont l'évacuation pourrait se faire sur l'hôpital de Suez. Les malades appartenant aux troupes indigènes devaient être soignés à part.

En dehors des vaisseaux de guerre, des remorqueurs et des petits bâtiments ayant une affectation particulière, 291 navires furent employés à relier constamment Annesley à Suez et à Bombay.

La marche du corps expéditionnaire s'est effectuée de Zullah à Antalo et d'Antalo à Magdala.

De Zullah à Antalo. — Le 3 juin 1868, sir Robert Napier débarquait à Zullah où, pendant trois semaines, il n'eut, grâce à Merewether, qu'à s'occuper de compléter l'organisation de l'expédition surtout en ce qui concernait la question des transports toujours insuffisants.

Le 29 janvier, il était sur le plateau de Sénafé [2.200 mètres d'altitude], à 80 kilomètres de Zullah : Sénafé fut peu à peu transformé en un important dépôt de vivres où l'on aurait pu puiser pendant plusieurs mois.

Le 2 février, sir Robert Napier atteignait, avec sa 1re brigade, le village d'Addigerat où il fut rejoint par Kassa, prince du Tigré, auquel il avait envoyé une ambassade. Kassa s'engagea à fournir des vivres à l'armée anglaise ; malgré cela, il ne put obtenir du général, qui, bien décidé à demeurer neutre, l'éconduisit, tout en le ménageant, la promesse d'un appui dans les troubles que provoquerait la chute de Théodoros.

Le 20 février, l'avant-garde avec laquelle Napier marchait, atteignait Antalo situé à peu près à mi-chemin de Magdala. En suivant le bord est du plateau, on avait coupé presque tous les cours d'eau vers leurs sources.

L'occupation des deux centres d'Addigerat et d'Antalo, où fut établi un second camp de dépôt, permit de partager en deux étapes la marche totale.

A partir d'Antalo, l'armée quitta le plateau du Tigré dont le passage avait eu lieu sans encombre. De Sénafé à Addigerat et de ce village à Antalo, les indigènes réunis avec leurs bœufs, par le général Merewether, avaient rendu de grands services pour le transport des bagages et des vivres. Alors commença la phase des privations et des épreuves variées.

D'Antalo vers Magdala. — Tout conspirait, en effet, pour rendre particulièrement pénible cette deuxième partie de la campagne : la nature du terrain à parcourir, l'insuffisance des moyens de transport et les conséquences qui en résultèrent.

Depuis le départ de Sénafé, la colonne avait franchi sans difficulté plusieurs cours d'eau. A partir d'Antalo, elle rencontra de nombreuses chaînes de montagnes, dont la direction générale était perpendiculaire à l'itinéraire suivi ; ces montagnes imposèrent des ascensions et des descentes qui ne permettaient pas d'atteindre avant le soir le lieu de campement.



Fig. 33. — Expédition d'Abyssinie en 1868.

Après la vallée très profonde du Tacazzé, se trouve le plateau de Wadela, long d'environ 70 kilomètres et dont l'altitude dépasse 3.000 mètres. Puis, on eut à passer la rivière Djedda ; enfin on atteignit le plateau de Talanta, long d'environ 8 kilomètres et la rivière Bashilo qui passe non loin des murs de Magdala. Tributaires de l'Abai, ou Nil Bleu, la Djedda et le Bashilo coulent leurs eaux dans des ravins profonds d'environ 1.200 mètres et dont les flancs sont taillés à pic.

Le corps expéditionnaire eût donc été arrêté pendant longtemps par de pareils obstacles, s'il n'avait été devancé par Théodoros. Le négus, dont l'armée avait été réduite de plus de moitié par des défections, s'était, en effet, mis en route de Debra-Tabor sur Magdala où il était arrivé le 29 mars, après avoir vu sa marche ralentie par le grand nombre d'hommes, de femmes, d'enfants et de bagages qu'il traînait à sa suite, et aussi par la nécessité où il se trouva de faire pratiquer pour son artillerie, sur les deux versants du plateau, une route qu'utilisa l'armée anglaise.

Bien que, dès Antalo, sir Robert Napier eût eu soin de faire réduire les bagages même au-dessous du strict nécessaire, les moyens de transport se trouvèrent insuffisants ; la difficulté de réunir les vivres sur un pays désert ou ruiné par Théodoros contribua aussi à imposer à tous, officiers et soldats, des privations véritables qui furent supportées avec résignation.

La 1[re] brigade avait quitté Antalo le 12 mars ; le 18, elle était sur les bords du lac Achangi ; le 14 avril, elle atteignait la Djedda ou Djidda. Elle avait avec elle son artillerie : l'artillerie de montagne (12 canons en acier) était facilement arrivée, grâce à la légèreté des pièces ; quant au gros matériel que constituaient 4 canons Armstrong de 12 et 2 mortiers de 8 pouces, il n'aurait certainement pas dépassé Antalo si l'on n'avait eu recours aux éléphants.

Une journée tout entière, celle du 5 avril, fut employée par la colonne à franchir la Djedda et à atteindre le bord du plateau de Talanta sur lequel vinrent se concentrer, du 5 au 9 avril, les troupes destinées à attaquer Magdala, soit 5.000 combattants : 4.000 fantassins, — moitié anglais et moitié indigènes, — 500 cavaliers de l'Inde (1), 500 artilleurs, quelques soldats du génie anglais et des compagnies de sapeurs de l'Inde. La fameuse amba de Magdala, but de l'expédition, était parfaitement visible.

Le Bashilo ou Betchilo, qui coule dans un ravin étroit et profond, sépare le plateau de Talanta d'un massif formé de pics isolés reliés les uns aux autres par de petits plateaux ou séparés par des précipices d'une profondeur de 1.000 mètres environ. Ces pics portent, de l'Ouest à l'Est, les noms de Fala, de Sélassier et de Magdala ; l'amba était construite au sud-est du système qu'elle dominait ; les deux ambas extrêmes étaient garnies d'artillerie.

On eut bien vite la certitude que l'armée de Théodoros était là et que lui-même s'y trouvait avec les prisonniers. On touchait donc au but sans que l'on pût savoir encore quelle résistance on trouverait. Quelques orages essuyés sur le plateau de Talanta faisaient pressentir l'approche de la saison des pluies et démontraient l'impérieuse nécessité de se hâter pour pouvoir songer au retour immédiat.

Sir Robert Napier obtint de la reine des tribus musulmanes des Wollo-Gallas, sur le territoire de laquelle se trouve la position de Magdala, qu'elle s'opposerait à la fuite de Théodoros.

Combat sous Magdala le 10 avril. — Le 10 avril, vers 6 heures du matin, le major général, sir Charles Staveley, se porte en avant, avec la 1[re] brigade et 1 batterie, — environ 1.900 hommes, — franchit la passe de Baschilo qui n'est point gardée et envoie en avant le colonel Phayre avec un petit corps d'éclaireurs pour reconnaître Magdala où rien ne bouge.

Vers midi, Napier atteint, avec le gros de l'armée, le Baschilo où il laisse la 2[e] brigade ; le reste gravit les pentes du plateau. Dans son idée, l'attaque devait être remise au lendemain. Tout à coup, vers 5 heures du soir, le corps anglais est assailli par les Abyssins, — 6.000 environ, dont 1.000 lanciers — qui sont secondés dans leur mouvement en avant par une batterie auprès de laquelle se tient le négus. L'artillerie anglaise entre en ligne pendant le choc qui ne pouvait être que

(1) Les 2 escadrons de dragons anglais ne rejoignirent que plus tard, après la prise de Magdala.

de courte durée, si l'on considère la supériorité des carabines Snider. Ralentie par un violent orage, la lutte prend fin à la nuit. Les Abyssins ont bravement résisté, mais sans ordre, sans discipline : leur général en chef et peut-être 800 des leurs ont été tués ; le nombre des blessés est d'environ 1.500. Pas un Anglais n'est tué ; 20 d'entre eux seulement sont blessés.

Napier fait camper la 1re brigade sur un plateau situé près de l'amba de Fala et appelle à lui la 2e brigade.

Négociations entamées par Théodoros. — Le 11 avril au matin, des envoyés de Théodoros et 4 des prisonniers arrivaient au camp anglais. Sir Robert Napier répondit aux propositions du négus en exigeant : la mise en liberté immédiate de tous les prisonniers ; l'ouverture des portes de Magdala ; la reddition à merci du roi auquel il promettait seulement la vie sauve et une pension.

Le soir même, tous les prisonniers anglais arrivaient au camp et, le lendemain, jour de Pâques, les autres prisonniers étaient relâchés. Avec ceux-ci Théodoros offrait 1.000 vaches et 500 moutons, sans cependant répondre aux conditions qui lui avaient été signifiées ; on les lui rappela tout en refusant le présent.

Occupation de Magdala. Mort du roi Théodoros, le 13 avril. — Le 13 avril, Napier fait canonner l'amba jusqu'à 4 heures du soir, puis on se porte en avant. Les colonnes anglaises sont traversées pendant leur marche par une multitude d'hommes armés, de femmes et d'enfants : le négus, décidé à mourir plutôt que d'accepter les conditions du vainqueur, avait congédié tous ses soldats et n'avait gardé auprès de lui qu'un favori. A 4 h. 15, une colonne d'assaut qui était montée par un escalier étroit et long de plus de 300 mètres pratiqué dans le rocher, aboutit à une porte du mur garnissant la crête de la montagne, l'enfonce et fait irruption dans l'enceinte. Au moment où le premier soldat anglais y pénétrait, une détonation retentit : Théodoros venait de se brûler la cervelle.

Fin de l'expédition. — Le 17 avril, on expulsa de Magdala les habitants et les soldats désarmés qui s'y trouvaient encore, on fit sauter les murailles et on mit le feu à la ville : l'Angleterre s'était vengée.

Le lendemain, l'armée anglaise quittait les ruines de Magdala, emmenant avec elle la veuve de Théodoros qui mourut en chemin, le prince Almayou, son fils, âgé de 7 ans[1], et les Européens délivrés.

Le retour s'effectua, en plusieurs colonnes, d'après l'itinéraire déjà suivi, mais avec des privations plus grandes encore qu'à l'aller : on avait à faire 35 marches à travers un pays ruiné et les orages se rapprochaient de plus en plus. A Antalo cependant, le 12 mai, on trouva des vivres et les privations diminuèrent. Sir Robert Napier était, le 21, à Addigerat et, le 24, à Sénafé où il eut une dernière entrevue avec le prince du Tigré.

Les travaux remarquables accomplis par le génie anglais rendirent de grands services jusqu'au dernier jour. C'est ainsi que la voie ferrée qui avait atteint une longueur de 12 milles [19 kilomètres] permit d'épargner aux troupes la traversée à pied de la plaine brûlante du littoral et de les conduire rapidement aux jetées de Zullah où elles s'embarquèrent avec leurs bagages.

Resté le dernier, sir Robert Napier ne quittait Zullah que le 13 juin 1868. Il devint, à titre de récompense, lord Napier de Magdala.

On ne laissa sur le territoire abyssin que le gros matériel confié pour plusieurs mois à la garde d'un bataillon égyptien. Les projets d'établissement dont l'Europe s'était émue dans le principe ne furent donc pas suivis de réalisation.

Ainsi prit fin cette expédition de courte durée : elle avait été préparée avec un soin minutieux ; elle fut conduite avec vigueur et prudence. On peut cependant se demander ce qui serait advenu si, Théodoros n'ayant pas mérité, par de maladroites cruautés, la désaffection et l'abandon de son armée, la résistance de Magdala eût été prolongée assez longtemps pour lui permettre d'attendre la saison des pluies. Sir Robert Napier sut, il est vrai, résister à la tentation d'organiser une colonne mobile et de se porter rapidement sur Magdala au risque de compromettre la réussite de l'expédition. Il s'avança lentement, en partant de la côte à proximité de laquelle se trouvait la flotte ; il organisa

(1) Elevé par les soins du gouvernement anglais, il mourut à Londres, en novembre 1879, à l'âge de 18 ans.

à Sénafé, c'est-à-dire à 80 kilomètres de la côte, sa véritable base d'opérations constituée par les magasins de vivres, de munitions et les deux grands dépôts d'Addigerat et d'Antalo. Il sut maintenir toujours disponible sa ligne de communication par l'emploi de détachements échelonnés; il n'arriva devant Magdala qu'avec un peu moins du tiers des forces dont il pouvait disposer, mais il s'était ainsi réservé la possibilité, en cas d'insuccès, d'opérer avec une certaine sécurité sa retraite. Enfin, en prévision d'un arrêt imposé par la saison des pluies, il avait fait préparer à Sénafé une installation suffisante pour abriter à la rigueur le corps expéditionnaire tout entier.

Pertes éprouvées par le corps expéditionnaire et dépenses — On a vu de quelle façon le service de santé fut assuré tant dans les régiments indiens que dans les régiments anglais ; les mesures de toute nature propres à ménager la vie des soldats avaient été arrêtées avec soin : on recueillit naturellement le fruit de cette prévoyance pleine de sollicitude.

Le nombre des malades fut relativement très faible : sur un effectif de 2.689 hommes, il n'y eut, en effet, que 156 malades par jour, soit 6 pour cent. 11 officiers et 37 soldats, soit 1 pour cent seulement, moururent.

Les troupes indiennes, qui ne font pas usage de viande, offrirent moins de résistance sur les plateaux ; elles ne perdirent cependant que 87 morts, sur un effectif de 9.447 hommes au début, soit 0,92 pour cent.

Le service d'évacuation dont les bases avaient été arrêtées avec soin, fonctionna d'une façon satisfaisante : 223 malades anglais atteints de maladies chroniques furent évacués sur l'Angleterre et 400 malades indigènes qui étaient dans les mêmes conditions sur l'Inde.

Cette expédition a coûté à l'Angleterre environ 125 millions ; il ne s'agissait cependant que de tirer parti d'une injure et de délivrer quelques prisonniers : c'est à la condition de s'imposer des sacrifices en apparence excessifs, qu'une grande nation maintient son prestige, et assure le respect dans l'avenir.

LIVRE IV

—

EXPÉDITION DES ANGLAIS CONTRE LES ASHANTIS

[PREMIÈRE : **1873-1874**]

BIBLIOGRAPHIE PARTICULIÈRE

Plauchut [Ed.]. — La guerre des Ashantis : 1873 [Revue des deux Mondes du 15 décembre].
*** La guerre des Ashantis : 1873-1874 [Revue militaire de l'Etranger 1er et 11 décembre 1873 ; 21 janvier, 1er février, 1er mars, 21 mars et 18 avril 1874]
Rogers [captain]. Campaigning in Western Africa and the Ashantee Invasion
Brackenburg. — Narration of the Ashanti War : 1874.
Further Correspondence respecting the Ashantee Invasion, presented to both Houses of Parliament by command of Her Majesty : 1874 [London].
Stanley. — Coomassie and Magdala : 1874.
*** La guerre des Ashantis : Spectateur militaire de mai et septembre 1874.
Rathbone Low [Charles]. — General lord Wolseley, of Cairo : a memoir... 1875.
Mayne [captain C.-B.]. — The late battles in the Soudan and Modern Tactics : 1876.
Plauchut [Ed.]. — Les armées de la civilisation : 1876.
Canonge [commandant Frédéric]. — Expédition des Anglais contre les Ashantis, 1873-1874 : 1879 [Cours autographié de l'Ecole supérieure de Guerre].
Septans [lieutenant-colonel]. — Les expéditions anglaises en Afrique [Ashantee, 1873-1874. — Ashantee 1895-1896] : 1895.

Faits antérieurs à l'Expédition [*fig.* 34]. — Au commencement du XIXe siècle, les établissements hollandais alternaient sur le littoral de la Guinée avec ceux des Anglais. Ils comprenaient sept districts, dont la capitale était Elmina, ville d'environ 15.000 habitants ; la seconde ville comme importance était Chama qui comptait environ 3.000 habitants.

En 1871, le gouvernement des Pays-Bas, heureux de se débarrasser d'une colonie malsaine, la céda à l'Angleterre, par le traité de La Haye, en date du 25 février, en échange d'Atchim, dans l'île de Sumatra, par un traité qui fut ratifié l'année suivante. L'Angleterre se trouva alors maîtresse, malgré les protestations des populations dont on avait ainsi fait trafic, des cent lieues de

côtes comprises entre notre colonie d'Assinie et le Dahomey.

Au nombre des royaumes dont le territoire s'étend entre le rivage de la Côte-d'Or et le pays du Kong figure celui des Ashantis dont la capitale est Coumassie ou Coomassie. Peuple guerrier, poussant la bravoure jusqu'au mépris le plus absolu de la mort, les Ashantis ont soumis peu à peu les tribus du littoral, le roi des Fantis, celui d'Akim, puis les rois de Wassart, de Denhert et celui d'Assim, tous leurs ennemis.

De 1806 à 1871, notamment de 1822 à 1831, les Ashantis et les Anglais en vinrent plus d'une fois aux mains. En dernier lieu, le traité de cession de 1871 souleva les protestations du roi Koffi-Kalkalli qui revendiquait Elmina [ou Saint-Georges-del-Mina] et son territoire. Néanmoins l'année 1872 s'écoula en négociations : les Anglais voulaient qu'on leur rendit quatre prisonniers européens que Koffi détenait depuis 1869.

En 1873, le roi envahit, avec une armée que l'on a évaluée à 30.000 hommes, le territoire des tribus alliées. Il battit successivement les guerriers d'Assin, puis les Fantis auxquels les Anglais, trop peu nombreux, vinrent inutilement en aide : finalement, il échoua devant Elmina et dut battre en retraite. Cependant les Anglais essuyèrent, en août, deux défaites à la suite desquelles une expédition contre Coumassie fut décidée. Désigné pour la commander, le colonel sir Garnet Wolseley reçut les titres de commandant de toutes les forces militaires de l'Afrique occidentale, de gouverneur civil de la Côte-d'Or et le rang honoraire de major général.

Le 12 septembre 1873, il s'embarquait avec son état major et une vingtaine d'officiers et débarquait, le 3 octobre, à Cape-Coast. Sa mission consistait à délivrer le protectorat, puis à prendre et détruire Coumassie.

La première phase de l'Expédition dans laquelle on n'employa que des contingents nègres, fut marquée par la destruction des villages favorables aux Ashantis et par les défaites de ceux-ci à Essaman, le 14 octobre, à Iscabio, le 27, à Abrakrampa (5-7 novembre) et à Faisoowah le 27 novembre, qu'il suffit de mentionner. Avec des moyens d'action aussi médiocres, Wolseley, ne pouvait espérer obtenir des résultats durables ; il demanda donc et obtint l'envoi de trois régiments blancs.

Préparation de l'Expédition. — La nature du pays sur lequel on allait opérer et son insalubrité exigeaient des mesures spéciales ; elles furent *étudiées et réalisées pendant le mois qui précéda l'arrivée des* troupes accordées.

On entreprit la construction d'une route depuis la côte jusqu'au Boosum-Prah par Inquabim, Acrooful, Yan-Coumassie-Fanti, Maasu, Sutah, Yankoumassie-Assin, Barraco et Prahsu. Le 29 décembre, elle était longue de 118 kilomètres et large de 4 mètres, avec un double fossé ; il avait fallu jeter 237 ponts sur des marais ou cours d'eau. Chacun des points d'étapes auquel était affectée une petite garnison pouvait abriter sous baraques 400 soldats européens ; il avait pour annexes un hôpital, un entrepôt de vivres et était pourvu d'un puits. Désigné pour servir de dépôt entre Prahsu et la côte, le pont fortifié de Maasu avait plus d'importance que les autres gîtes ; son hôpital pouvait recevoir jusqu'à 100 hommes.

Relié par un télégraphe avec Cape-Coast, le poste de Prahsu demeura ainsi, pendant la marche en avant, en communication constante avec la tête de la colonne.

Les Fantis, qui sont très sobres, fournirent, à défaut des bêtes de somme qu'il était impossible de se procurer, le train de l'expédition : on utilisa ainsi 6.000 d'entre eux, hommes et femmes, ces dernières formant la majorité. Un lieutenant-colonel, qui avait une grande expérience acquise pendant la guerre des Cafres, fut désigné pour remplir, sous les ordres d'un contrôleur-adjoint, le service des transports. Chaque bataillon d'infanterie anglaise [30 officiers, 650 hommes] reçut 654 porteurs, soit 1 porteur pour 3 hommes, 1 par officier et 1 pour 3 officiers [gamelle], etc.

On prit les mesures nécessaires pour assurer, dans les meilleures conditions possibles, l'évacuation des malades : c'est ainsi que l'organisation des hôpitaux temporaires, des gîtes d'étapes fut complétée par un steamer-hôpital aménagé de façon à pouvoir recevoir 240 malades. On avait, en outre, décidé que les fiévreux seraient immédiate-

ment dirigés, suivant le cas, sur Gibraltar, ou sur Southampton

La ration alimentaire du soldat européen avait été ainsi fixée :

1 livre 1/2 de pain ou de biscuit ;

1 livre 1/2 de viande fraîche ou salée, ou 1 livre de viande de conserve sans os ;

2 onces de riz, ou de pois, ou 4 onces de légumes conservés ;

1/2 once de sel ;

1/36e d'once de poivre ;

3/4 d'once de thé ;

3 onces de sucre.

Le matin, au réveil, le soldat, après avoir absorbé, à titre préventif, une dose de quinine, prendrait un repas composé de lait, de cacao et de biscuit. A cet effet, chaque soldat avait reçu, comme ustensiles spéciaux, une bouilloire, un moulin à moudre et un filtre de poche.

L'uniforme des soldats anglais devait comprendre uniformément : une vareuse grise en laine, un casque en feutre blanc muni d'un voile, un pantalon en laine, des bottes montant jusqu'aux genoux. Chaque homme possédait, en outre, une chemise en caoutchouc pour lui permettre de s'étendre la nuit sur le sol fangeux et une couverture de laine.

Enfin, les troupes entendirent lecture, dès leur arrivée, d'un ordre général en date du 20 décembre contenant des conseils hygiéniques et des prescriptions tactiques : ce document mérite d'être reproduit *in-extenso*.

« Le major général commandant en chef fait les recommandations suivantes pour guider les soldats et les marins qui font partie du corps expéditionnaire au nord du Prah :

« Le climat est meilleur et plus supportable dans l'intérieur des terres que sur la côte, et si l'on se conforme aux prescriptions données, il n'y a pas de raison pour que les troupes ne jouissent pas d'une parfaite santé pendant les quelques semaines qu'elles pourront avoir à passer dans le pays.

Santé. — « Les officiers devront veiller à ce que chaque homme reçoive tous les matins, avant de se mettre en marche, du thé ou du chocolat ainsi qu'un biscuit. Les officiers de santé donneront à chacun une dose de quinine.

« Vers le milieu du jour, les officiers supérieurs pourront, lorsqu'ils le jugeront convenable, permettre aux hommes d'ôter la vareuse (patrol-jackets) et de la porter pendue au ceinturon.

« Dès qu'ils cesseront de marcher, ils devront la remettre ; car il faut, avant tout, éviter dans ce pays le moindre refroidissement

« Les conseils suivants devront toujours être présents à la mémoire de tous :

« 1° Ne jamais s'exposer à un refroidissement si l'on veut échapper aux maladies ;

« 2° Ne jamais s'exposer nu-tête aux rayons du soleil ; dans les haltes, et lorsqu'on est en sentinelle, se mettre à l'ombre autant que possible ;

« 3° Pendant la nuit, il faut éviter, avec le plus grand soin, de se coucher sur la terre ; il faut se construire une couche à quelque distance au-dessus du sol. Les campements des Ashantis, le long de la route vers Prahsu, peuvent être pris comme exemple. Ces lits de camp se construisent facilement et ils préserveront les soldats du contact de la terre humide, remplie de détritus végétaux en fermentation.

« 4° Si l'on s'aperçoit d'un dérangement d'intestins, s'adresser immédiatement au médecin ;

« 5° Ne jamais boire d'eau sans la filtrer.

Mode de combat. — « Les opérations au nord du Prah dureront seulement quelques semaines et le major général compte sur l'énergie des soldats et des marins pour les empêcher d'entrer dans les hôpitaux, tant que leurs forces ne les trahiront pas.

« *Le bataillon le mieux surveillé par ses officiers sera celui qui perdra le moins de monde.*

« Le théâtre des opérations sera une grande forêt d'arbres gigantesques avec un taillis variant d'épaisseur. A certaines places, les hommes pourront traverser le taillis en tirailleurs ; à d'autres, ils auront à se servir de leur sabre-baïonnette pour se frayer un passage.

« Tous les combats se feront en tirailleurs, à 2, 3 ou 4 pas d'intervalle, selon les circonstances.

« Une fois le combat engagé dans le taillis, il deviendra difficile aux officiers commandant les bataillons et les compagnies de surveiller leurs hommes. Pour cette raison, il est essentiel que l'unité tactique soit aussi petite que possible.

« Chaque compagnie sera divisée en 4 sections, chacune d'elles placée sous les ordres d'un officier ou d'un sous-officier

« Les divisions ne seront plus changées pendant tout le cours de la campagne, il en sera de même pour les officiers, à moins de circonstances extraordinaires.

« Tous les services seront, autant que possible, exécutés par une unité constituée.

« *Règle générale.* — Dans tout combat, trois sections de chaque compagnie seront déployées en première ligne et la quatrième formera le soutien à une distance de 40 à 80 yards [1] en arrière.

« Il faut veiller à ce que le soutien ne perde jamais de vue ses tirailleurs et qu'il suive bien leurs mouvements, tout en ne se mêlant pas à eux, à moins d'un ordre de l'officier commandant la compagnie.

« Le capitaine exercera, en l'accompagnant, son contrôle spécial sur sa ligne de tirailleurs. Comme les tirailleurs de l'ennemi sont très espacés, il sera rarement nécessaire de faire avancer le soutien.

« *Se battre dans les taillis ressemble beaucoup à un combat pendant le crépuscule;* on voit à peine à droite et à gauche.

« Chacun devra donc avoir *une grande force de caractère* et *beaucoup de confiance en lui-même.*

« Les Ashantis emploient toujours la même tactique. Étant supérieurs en nombre, *ils débordent les flancs* par de longues lignes de tirailleurs, espérant par ce moyen démoraliser leurs adversaires. Les hommes de notre première ligne ne devront pas s'occuper de ces attaques de flanc. Ils doivent avoir confiance dans leur général qui prendra les mesures nécessaires afin de les empêcher d'être pris en flanc ou sur les derrières.

« Chaque soldat doit être persuadé *qu'avec un fusil se chargeant par la culasse, il vaut au moins vingt Ashantis,* misérablement armés de fusils à pierre lançant comme projectiles des cailloux qui ne blessent plus au delà de 40 à 50 yards.

« Nos ennemis n'ont ni canons, ni fossés et ont *une crainte superstitieuse de nos armes.*

« Dans l'action, les hommes de chaque file ne doivent pas se séparer, et les officiers et sous-officiers commandant les sections emploieront tous les moyens pour les empêcher de se mêler aux sections de droite et de gauche.

« Si, pendant la marche en avant dans le taillis, le feu est ouvert d'une façon inattendue par l'ennemi caché derrière les broussailles, les hommes se laisseront immédiatement choir sur les genoux derrière le premier taillis qui s'offrira à eux. Ils viseront bien avant de tirer, en ayant soin de viser très bas sur les points d'où le feu vient de partir.

« Tout feu contre un ennemi caché doit s'effectuer d'une façon lente, et les officiers et les sous-officiers ne doivent épargner aucun effort pour empêcher les hommes de gaspiller les munitions. Il faut expliquer aux soldats que, vu la difficulté des communications, les munitions seront très limitées au nord du Prah, et que chaque coup qui ne porte pas, non seulement encourage l'ennemi, mais entame nos forces d'une façon sérieuse : si nous nous trouvions à court de munitions, nous serions arrêtés dans nos mouvements.

« La marche en avant s'effectuera par de petits sentiers dans lesquels les hommes pourront marcher par deux ou par un. Quand une action commencera, les troupes du sentier du centre se déploieront en avant, en ordre dispersé, à droite ou à gauche du sentier, selon les ordres, en se guidant sur la file conductrice. La dernière section de chaque compagnie formera le soutien et les officiers commandant les compagnies feront en sorte que les déploiements s'effectuent de façon que leur front soit aussi perpendiculaire que possible au sentier sur lequel on marchait.

« Les officiers doivent se rappeler qu'en général toute ligne de front doit avoir une direction nord-ouest et que, à n'importe quelle distance du sentier, ils doivent diriger la marche au moyen de la boussole.

« Les officiers commandant les bataillons et les compagnies ne feront jamais sonner le clairon dans le camp, ni pendant la marche au nord du Prah, excepté pour répéter les signaux qui auront été sonnés sur la route par ordre du général en chef.

« Toute sonnerie qui ne sera pas précédée d'un refrain de régiment devra être répétée par tout clairon à portée de l'entendre, excepté par ceux qui seront de service à la garde du bagage.

« Lorsque la marche en avant est sonnée deux fois, cela signifie un mouvement général vers l'ennemi. Les hommes se porteront en avant au pas accéléré ou au pas gymnastique, si la nature du sol le permet.

« Toute attaque sera précédée par un feu d'artillerie et par des fusées.

« Si, dans le courant d'une action, on arrive à une clairière, les troupes ne traverseront l'espace découvert que lorsqu'il aura été tourné et que le taillis aux environs aura été fouillé.

« Aucun village ou camp ne sera incendié que sur l'ordre du major général commandant.

« Il est expressément défendu de piller ou de détruire les propriétés.

« Dans les camps, les hommes ne doivent s'éloigner des baraques sous aucun prétexte.

« La plus grande bienveillance est prescrite envers les alliés indigènes.

« Nos soldats n'oublieront pas que la Providence *a rempli le cœur de tout indigène d'Afrique de la crainte superstitieuse du blanc.*

[1] Le yard vaut $0^{m},91$.

« Les soldats et les marins anglais sont habitués à se battre dans toutes les contrées du globe. Il est inutile de faire ici appel à leur courage et à leur valeur.

« Soldats et marins, *ayez du sang-froid, visez bien, tirez lentement et chargez à fond* ; et plus nombreux seront vos ennemis, plus grandes seront les pertes que vous leur infligerez et plus grande sera votre gloire de les avoir défaits. »

Composition du Corps expéditionnaire. — A la fin de décembre 1873, le Corps expéditionnaire était au complet. Sa composition était la suivante :

1 bataillon (2e) de la Rifle Brigade ;

1 bataillon (2e) Royal Welsh Fusiliers [23e rég.] ;

Bataillon 42e Highlanders « Black-Watch » ;

La brigade navale formée avec des marins de la flotte ;

2 régiments indigènes commandés, l'un par le colonel Wood, l'autre par le major Russel ;

1 batterie d'artillerie européenne ;

1 batterie indigène ;

1 petit corps de troupes de génie ;

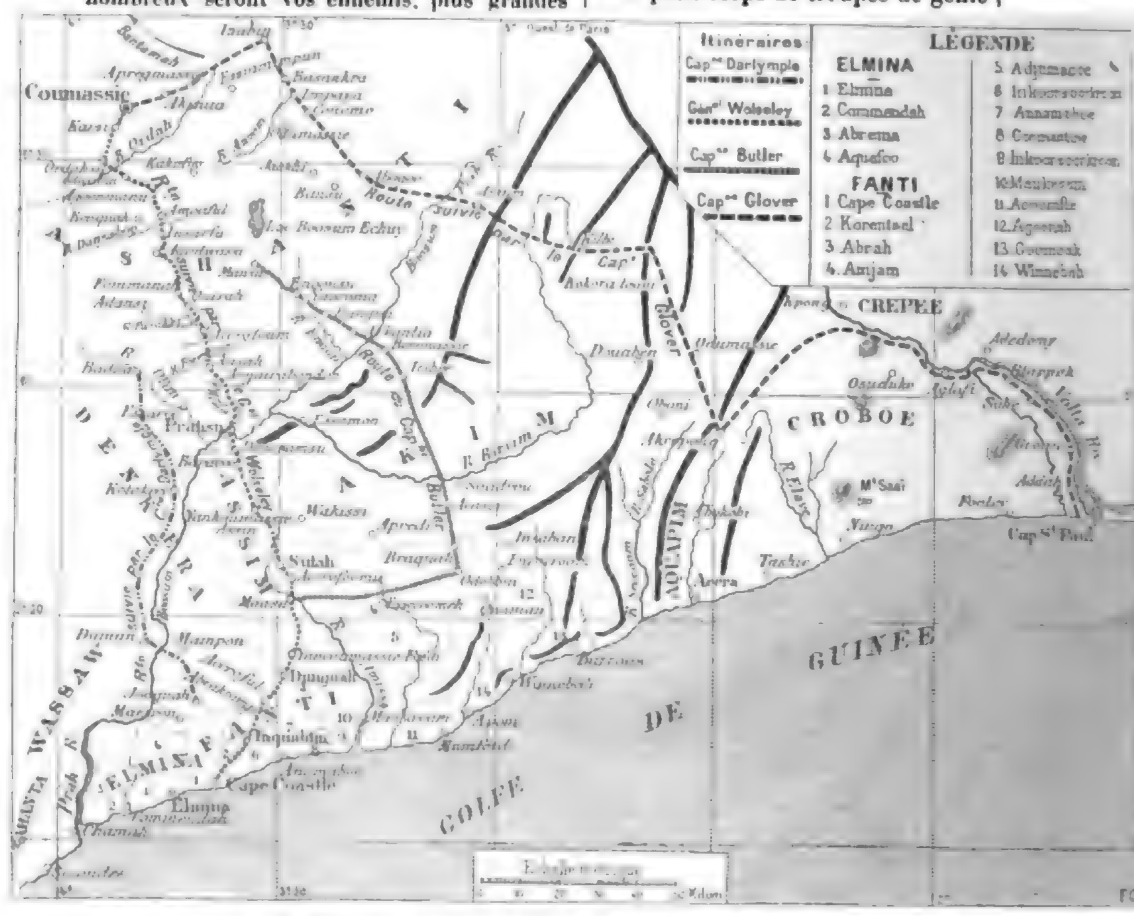


Fig. 34. — Expédition anglaise de 1873-74 contre les Ashantis.

des médecins et des aumôniers.

Au total, plus de 4 000 hommes, dont 1.043 indigènes, disposant de 3 canons de 7 livres en acier et 9 de 6 chevalets pour fusées.

Opérations militaires. — L'invasion du territoire des Ashantis se fit par plusieurs lignes convergentes (1). Le général Wolseley,

(1) Il est utile de connaître les distances de Cape Coast à certains points :

Inquabim	9 kilom	500
Acroofui	19	—
Yancoomassie	3	—
Fontee	39	—

qui suivait, avec le gros des troupes, la route directe Prahsu Coumassie, était encadré : à gauche, par le capitaine Dalrymple, à la tête d'indigènes appartenant aux provinces de Wassaw, de Denkera et de Commendah ; à droite, par le capitaine Butler, dont la colonne était composée de troupes indigènes tirées de la province d'Akim occidental. A l'extrême droite, marchait, avec un noyau de troupes disciplinées, le capitaine Glover, de la marine royale, qui, le Prah une fois passé près d'Assum, devait se diriger par Inabin sur Coumassie.

Le 4 janvier 1874, toutes les troupes européennes étaient concentrées à Prahsu dont le camp que couvrait, sur la rive opposée, une tête de pont, allait servir de base d'opérations. La marche vers Coumassie, qui s'effectua d'abord par Foomoosa, Accrofoum, Quisah et Fommanah, se trouva divisée en deux parties par le combat d'Amoaful du 31 janvier.

Du 5 au 10 janvier, on s'avança vers le Nord : une partie des troupes indigènes éclairait et frayait le chemin ; une autre partie était chargée d'aménager en arrière la route conduisant à Prahsu. Chaque jour, à partir d'Accrofoum, le corps d'éclaireurs que commandait le lieutenant lord Gifford eut des escarmouches avec les Ashantis ; le 20 janvier, il atteignait Fommanah. Le même jour, Wolseley quittait Prahsu et, le 26, tout le corps expéditionnaire était réuni à Fomannah et à Quisah. De leur côté, les Ashantis, cessant de battre en retraite et au terme de négociations trompeuses, s'étaient concentrés près d'Amoaful.

Lorsque la marche en avant fut reprise, les conditions devinrent plus pénibles parce que les troupes indigènes ne pouvant plus être employées seules à l'avant-garde, il fallut leur associer des troupes régulières. Bientôt le contact fut pris avec l'ennemi.

Le même jour, le 26, les avant-gardes livraient les combats d'*Adubiassie* et de *Kiang Boassu*.

Le 29, 350 Anglais repoussaient les Ashantis à *Borborassie* au prix de 1 officier tué et de 12 hommes hors de combat.

Mansue.	57	kilom. 500
Maupou	24	—
Abrakrampa.	21	—
Gué du Prah.	150	—
Coumassie.	240 à 241	—

Le 30 janvier, la colonne fut échelonnée entre le Dunsaboo River et Fomannah.

Le 31 janvier, la lutte revêtit un caractère autrement sérieux. Postés près d'*Amoaful*, les Ashantis, au nombre d'environ 15.000, résistèrent énergiquement pendant six heures sous les ordres du chef Amanquatia. Contraints à la retraite après avoir perdu 2.500 (?) hommes, dont leur commandant en chef, ils mirent hors de combat 22 officiers et 176 soldats anglais : 4 tués dont 1 officier et 194 blessés dont 21 officiers. Sur un effectif de 512 hommes dont 27 officiers, le 42e Highlanders en perdit 104 dont 10 officiers.

Le même jour, tous les postes anglais situés sur la ligne de communication avec Prahsu avaient été attaqués sans succès.

Du 1er au 5 février, la marche fut marquée : le 1er, par la prise et l'incendie de *Becquah*, agglomération presque aussi importante que la capitale ; le 2, par le *combat d'Agemmum* ; le 5, après le passage de l'Ordah, par le *combat d'Ordahsu*. Ce combat, qui coûta aux Anglais 60 hommes, dont 7 officiers, hors de combat, eut ceci de particulier que les Ashantis dirigèrent franchement leur attaque sur les flancs des Anglais. Ils furent repoussés, puis vigoureusement poursuivis par le 42e Highlanders qui, le jour même, après un nouvel engagement à Karsi, entrait dans Coumassie. Il était temps, car des pertes de toute nature et la constitution de garnisons d'étapes avaient bien diminué les effectifs.

La prise de Coumassie était le résultat de cinq jours de rudes combats livrés dans des conditions pénibles.

Pendant cette marche ininterrompue, les colonnes latérales s'étaient, ainsi qu'il fallait s'y attendre, rapidement fondues au fur et à mesure qu'elles avaient progressé dans le territoire ennemi. Plus heureux, à cause de la composition de sa colonne et surtout de l'influence particulière qu'il exerçait sur les Houssas, le capitaine Glover avait, tout en remontant le cours de Volta, battu les Ashantis près d'*Akropong* ; de là, par Odumassie, il s'était dirigé sur Coumassie et, chemin faisant, il avait pris la ville d'Abogoo. Le 12 février, il atteignit les ruines de

Coumassie ; puis il se dirigea vers le Sud par la route de Prahsu.

Fin de l'Expédition ; pertes éprouvées par le corps expéditionnaire. — Parvenu à 150 milles (241 kilomètres) de la côte, ayant à tenir compte de l'approche de la saison des pluies qui commence là en mars, sir Garnet Wolseley ne crut pas prudent de poursuivre jusqu'à Bantamah [au nord de Coumassie] le roi Koffi et les débris de son armée. Il se contenta de le faire sommer de venir signer la paix à Coumassie, sous peine de provoquer la destruction de sa capitale. Aucune réponse ne lui étant parvenue, il ordonna de brûler le palais et la ville. Le 6 février, la marche rétrograde vers la côte commença ; elle ne fut pas inquiétée, mais on eut à essuyer des tornades. Au passage, Amoaful fut détruit.

Rejoint à Fomannah par les envoyés du roi auquel l'arrivée de la colonne Glover avait inspiré de nouvelles craintes, Wolseley y signa, le 13 février, le traité de paix. Koffi renonçait à ses prétentions de souveraineté sur Elmina ; il promettait de faire son possible pour réaliser l'abolition des sacrifices humains ; il s'engageait à payer une indemnité de 50.000 acres d'or (environ 5 millions de francs) et à prolonger jusqu'à Coumassie, en la portant à 15 pieds de large, la route tracée par les Anglais.

Le 19 février, sir Garnet Wolseley était de retour à Cape-Coast : sa mission avait été, grâce à une remarquable organisation, rapidement et bien remplie. Vaincus sinon soumis, les Ashantis s'étaient défendus avec un courage véritable et avaient parfois fait preuve, si l'on s'en rapporte aux relations anglaises, d'une certaine intelligence dans la défense ou l'attaque des positions.

Le 22 février, les troupes européennes s'embarquaient pour l'Angleterre. Le 2e régiment des Indes occidentales fut seul conservé pour garder la côte et pour occuper les deux postes fortifiés de Mansu et de Prahsu. Les troupes indigènes furent licenciées.

Sir Garnet Wolseley s'embarqua le 11 mars. A Londres, on lui accorda le second grade de l'ordre du Bain et il fut promu major général.

Les chiffres suivants, qui ne concernent que 5 cas de maladie, donnent une idée de ce que peut coûter en hommes une expédition préparée avec tout le soin désirable, avec prodigalité même, serait-on tenté de dire, et qui, pour les régiments blancs, avait duré moins de deux mois.

		Malades pour cent
Régiments européens		71
Brigade navale		93
Régiments des Indes occidentales	1er rég. (1)	46
	2e rég.	64
Troupes Indigènes, environ		10

Quant aux dépenses en argent, elles ont été évaluées, d'une manière approximative, à 22.500.000 francs se décomposant ainsi : Armée, 6.425.000 francs ; Marine, 9.025.000 francs ; Expédition Glover, 4.050.000 francs ; Dépenses diverses, 3.000.000 de francs.

Conclusion. — Cette expédition fournit une nouvelle preuve de la précision avec laquelle on peut opérer lorsque la préparation a pourvu aux détails les plus importants. Les Anglais avaient profité de l'expérience acquise dans l'expédition d'Abyssinie et, malgré le faible espace de temps que comportent les opérations à exécuter dans les régions intertropicales, tout marcha au gré de leurs désirs avec des sacrifices relativement minimes.

(1) Ce régiment ne prit part qu'aux opérations de janvier, février et tint garnison soit sur la côte, soit entre la mer et le Prah.

EXPÉDITION DES ANGLAIS CONTRE LES ASHANTIS

[DEUXIÈME : **1895-1896**]

AVANT-PROPOS

La deuxième expédition des Anglais contre les Ashantis n'a consisté qu'en une marche militaire puisqu'elle n'a été marquée par aucun combat.

Si nous lui consacrons quelques pages, c'est à cause de l'excellence des dispositions prises, de l'organisation des détails et de la réglementation du service des transports avec les indigènes. L'expérience acquise dans la précédente expédition fut si bien mise à profit qu'il n'y eut qu'une différence de vingt-quatre heures entre la date de l'entrée à Coumassie et celle qu'avait indiquée le calcul.

SOMMAIRE

I. — AVANT L'EXPÉDITION

Préliminaires. — L'Angleterre se vit dans l'obligation, vers la fin du mois de septembre 1895, de songer à agir de nouveau contre les Ashantis ; la violation de plusieurs clauses du traité du 13 février 1874 fut invoquée auprès du nouveau roi Prempeh, tout en lui adressant un ultimatum d'après lequel il devait accepter le régime du protectorat anglais avec un résident à Coumassie : on n'attendit pas sa réponse qui, en effet, arriva tardivement et fut évasive. Le commandant de la première expédition, Wolseley, étant devenu feld-maréchal, on ne pouvait songer à l'employer ; aussi, désigna-t-on, le 22 novembre, le colonel sir F. Scott. Les préparatifs furent poussés avec la plus grande activité, de façon à donner satisfaction aux demandes formulées par lui avant son départ.

Scott reçut pour instructions de n'arrêter sa marche qu'à Coumassie, de fortifier l'emplacement choisi pour y installer le résident et de lui laisser, en se retirant, pour le protéger, les forces qu'il jugerait nécessaires.

Composition du corps expéditionnaire. — Il comprit environ 1.600 combattants de troupes régulières :

400 officiers et hommes du 2ᵉ bataillon West Indian du régiment de Sierra-Leone ;

420 Européens du 2ᵉ bataillon du West Yorkshire Regiment ;

252 Européens du Special Service Corps ;

500 Houssas [1] du Gold Coast ;

250 officiers et hommes du Royal Engineers de l'Army Service et de l'Army Medical Staff Corps.

Artillerie : une batterie de 6 pièces de 7 pr., approvisionnées chacune à 150 coups, 2 Maxims et 3 tubes à fusées.

La carabine Martini-Henry fut donnée,

[1] Les Houssas sont des milices locales indigènes, chargées de la police.

sur le conseil de lord Wolseley ([2]), à tous les soldats, ce qui assura l'unité de munitions.

Parti de Londres le 23 novembre, le colonel Scott arriva à Cape Coast le 17 décembre.

Préparation de l'Expédition. — Le service des transports fut largement assuré avec 10.000 porteurs, — ils furent répartis en compagnies composées de 40 groupes, dont chacun comptait 20 indigènes avec un chef, — de façon à pouvoir atteindre Coumassie trois semaines après le départ de Cape Coast, ce qui supposait une marche moyenne quotidienne de 13 kilomètres.

Les approvisionnements en subsistances furent calculés sur les bases de la première expédition.

Dans l'habillement figura un vêtement *khaki*.

A la date du 4 décembre, la construction de camps de repos entre Cape Coast et Prahsu était avancée ; des baraques étaient déjà construites à Yankoma, Acrooful, Dunquah, Mansu, Sutah et Assin-Yancoumassie. A la même date, on travaillait au pont sur le Prah, qui fut terminé le 25, et à l'établissement d'une ligne télégraphique.

Admirablement aménagé, le transport-hôpital Coromandel répondait à toutes les nécessités de la destination : salles spacieuses munies de ventilateurs à vapeur ; salles de bains, salle d'opération, glacières, machines à glace, buanderie, condenseur pouvant fournir plus de 13 000 litres d'eau par jour, fumoir, etc.

([2]) La désignation des soldats fut faite d'après le principe posé par Wolseley : « Mon avis est, pour ces petites guerres, de choisir avec le plus grand soin tous les hommes ; demandez 50, 80 ou 100 volontaires à un nombre suffisant de régiments jusqu'à ce que vous ayez atteint le chiffre nécessaire... Avec un bataillon de 1.000 hommes ainsi choisis, vous pourrez vous permettre de dire : Accoste ! à l'ennemi le plus guerrier et le plus sauvage... L'esprit de corps qui animera un bataillon composé de 10 compagnies tirées chacune d'un régiment différent le rendra irrésistible : ce sera le plus complet développement d'un sentiment sur lequel on a tant écrit et qui a été si peu compris par les bourgeois. »

II. — EXPÉDITION PROPREMENT DITE

Concentration. — Resté à Cape Coast du 7 au 18 décembre pour préparer la marche en avant de ses troupes, le colonel Scott était le 28 à Mansu, le 29 à Sutah et le 31 à Prahsu où le joignirent, le lendemain, les princes Ansah desquels il apprit que les Ashantis ne combattraient pas.

Le 3 janvier 1896, le corps expéditionnaire était concentré à Prahsu d'où il partit le jour même

L'établissement de la route d'étapes était achevé. Elle comprenait six camps établis : celui de Yankoma, à 11 kilomètres environ de la côte ; celui d'Acrooful, à 19 ; celui de Dunquah, à 29 ; celui de Mansu, à 57 ; celui de Sutah, à 88 ; celui d'Assin Yancoumassie, à 100.

A Prahsu, il y avait plus de baraques que dans les autres camps ; les magasins qui contenaient environ 30 jours de vivres [pain et viande] et les hôpitaux de campagne étaient de plus grandes dimensions que ceux de Mansu.

Tous les camps avaient été construits sur le même modèle : une rangée de baraques en bambou recouvertes de palmes formaient le logement des hommes.

« Chaque baraque mesurait 18 mètres de long sur 6 mètres de large ; les murs, d'une hauteur de $2^m,15$, étaient faits avec des lattes de bambou permettant le passage de l'air ; des lits de camp étaient installés sur les deux côtés, laissant au milieu un passage de $1^m,12$. Des baraques plus petites et même une salle à manger avec table au milieu étaient construites pour les officiers. La fourniture de l'eau dans certains camps présentait quelques difficultés ; ainsi, à Yankoma, l'eau était apportée de quatre kilomètres, à travers la forêt, par des femmes ; cette eau, portée à l'ébullition, était mise dans des barils, filtrée et enfin emmagasinée dans des récipients quelconques. A l'arrivée de chaque détachement, le camp devait avoir en réserve 200 gallons d'eau filtrée ([1])... »

Le 5 janvier, la colonne était échelonnée de Bekwai à Assin Yancoumassie, protégée sur ses derrières, entre le Prah et la côte, par 3 compagnies.

([1]) Septans [lieut.-colonel]. — *Les Expéditions anglaises en Afrique*, p. 494. D'après le *Standard* du 6 janvier 1896.

Le transport des approvisionnements au nord du Prah fut assuré par l'organisation de nouvelles compagnies de porteurs.

La marche continua sans encombre, les détachements d'Ashantis chargés, à partir d'Essian-Kwanta, — à 5 kilomètres environ au nord de Dompoasi, — de surveiller les mouvements des Anglais, cédant de proche en proche le terrain.

Le quartier général fut établi successivement : le 7 janvier, à Brafu Edru ; le 10, à Quisah où, depuis l'avant-veille, un dépôt avancé contenant douze jours de vivres avait été établi ; le 11, à Essian Kwanta où le colonel Scott signa avec le roi de Bekwai un traité d'après lequel il était placé sous le protectorat anglais ; le 15, à Dedesiwa.

Le 15, toute la colonne anglaise était concentrée sur les rives de l'Adra, à 13 kilomètres environ de Coumassie.

Le 17 janvier, Coumassie était occupé sans trouver de résistance : la guerre était terminée.

Le 20 janvier, Prempeh faisait sa soumission au gouverneur Maxwell qui avait accompagné le colonel Scott et s'entendait signifier la décision suivante : « Le roi, la reine mère, le père du roi, ses deux oncles, son frère, deux chefs de guerre, les rois de Mampou, d'Ejesu et de Ofesu seront conduits à la côte par les troupes. Ils seront traités avec respect. »

Les prisonniers partirent, en effet, le 22, avec les troupes, sauf une compagnie de West India et 600 Houssas qui étaient laissés comme garde du gouverneur. Le 4 février, le retour à Cape Coast était effectué. L'embarquement commença le 6 et, le 8, le colonel Scott s'embarquait le dernier.

Quant aux prisonniers, ils furent, après un court séjour à Elmina, déportés à Sierra-Leone.

LIVRE V

—

EXPÉDITION FRANÇAISE AU TONKIN

—

SOMMAIRE

—

Coup d'œil rétrospectif de 1787 à juin 1883, relatif à la Cochinchine, au Cambodge, à l'Annam et au Tonkin.

L'Indo-Chine française comprend, au point de vue géographique, quatre territoires : au Sud, la Basse Cochinchine ou delta du Mékong ; au Nord, le Tonkin ou delta du Song-Koï et le Cambodge ; entre la Cochinchine et le Tonkin, la rive gauche du Mékong et la mer de Chine ; l'Annam. Tout cet ensemble forme la partie orientale de la grande péninsule indo-chinoise, appelée aussi l'Inde au delà du Gange.

Notre intention est de ne nous occuper que de l'Expédition du Tonkin, à partir de l'année 1883 ; toutefois, il est juste de fixer succinctement l'histoire d'un passé auquel se rattachent quelques noms glorieux et qui a mis en relief, d'une façon si brillante, l'audace et l'esprit de décision de la race française.

L'histoire de notre établissement dans l'Indo-Chine remonte à 1787. A cette époque, un Français, Mgr Pigneau de Behaine, évêque d'Adran et vicaire apostolique de Cochinchine, contribua à faire céder à la France [28 novembre], par le roi annamite Gia-Long, alors dépossédé de ses Etats, la baie de Tourane et les îles Poulo Condor. Rétabli, en 1802, sur le trône, Gia-Long fonda la dynastie royale des Nguyen, se servit d'officiers français, dont le colonel de génie Olivier, pour se constituer, de 1802 à 1820, une armée et fortifier, entre autres villes, Hué, Saïgon, Bien-Hoa, Hanoï, Son-tay ; il reconquit tout le royaume et le tira de l'anarchie.

Mais ses successeurs, Minh-Mang [1820-1840], Thieu-Tri [1840-1847] et notamment l'empereur Tu-Duc [1847-1883], subissant l'influence des mandarins chinois, chassèrent nos nationaux après les avoir persécutés en même temps que les missionnaires européens et les chrétiens indigènes. La France patienta, tergiversa, puis se décida à employer la force.

En 1858, une escadre franco-espagnole, commandée par le vice-amiral Rigault de Genouilly, débarqua un petit corps : ce corps s'empara de Tourane [1er septembre 1858], puis de Saïgon [17 février 1859] qui fut conservée.

A la suite d'une nouvelle expédition commencée en 1861, le traité du 5 juin 1862 nous assura la possession des trois provinces de Saïgon, Mitho, Bien-Hoa, et des îles Poulo-Condor.

En 1863, le royaume du Cambodge, objet de dispute entre le Siam et l'Annam, se soumit, par le traité du 11 août, à notre protectorat.

Cependant Tu-Duc entretenait des troubles contre les Français dans les provinces occidentales. Une seule campagne, vivement conduite, suffit au vice-amiral de la Grandière pour mener à bonne fin, pendant le mois de juin 1867, la conquête de la Cochinchine en s'emparant des provinces de Vinh-Long, Chaudoc et Ha-Tien. Cette annexion ne fu reconnue qu'en 1874 par Tu-Duc, lequel, en outre, soumit une première fois son royaume d'Annam au protectorat de la France.

Ici se présentent sous la plume les noms de trois Français qui, à des titres différents, ont bien mérité de notre pays, deux officiers de marine et un négociant qu'ils encadrent : le capitaine de frégate Doudart de Lagrée, le lieutenant de vaisseau Francis Garnier et Jean Dupuis.

Désireux d'ouvrir une voie commerciale entre nos nouvelles possessions et les provinces chinoises occidentales, la Grandière avait chargé la mission Doudart de Lagrée, qui partit de Saïgon le 5 juin 1866, de remonter le Mékong jusqu'en Chine. Lorsque Lagrée mourut, il avait acquis la certitude, après avoir pénétré dans le Yun-Nam chinois, que le Mékong, semé de rapides et de cataractes, n'était pas navigable ; en outre, autorisé, par renseignements précis, à penser qu'il en était autrement du Song-Haï ou fleuve Rouge, il avait confié son exploration à Francis Garnier qui descendit le fleuve jusqu'à Mang-Hao.

Rappelé dans le Yun-Nam par la mort de Lagrée, Garnier entra en rapports avec Jean Dupuis qui venait d'y arriver. Habitant, depuis 1859, la Chine, Dupuis avait été mis à même, par ses entreprises commerciales, sa connaissance de la langue et des mœurs, de se créer de précieuses relations avec les autorités locales de ce pays, et, particulièrement, avec les mandarins du Yun-Nam.

De 1870 à 1873, Dupuis, bravant des dangers de toute sorte, triomphant, grâce à son énergie, du mauvais vouloir des mandarins annamites, résolut pratiquement la question du Fleuve rouge et démontra que, conformément aux affirmations de Garnier, il pouvait être utilisé entre le Yun-Nam et Hanoï où il était de retour le 30 avril 1873.

Mais le gouvernement annamite n'avait pas désarmé et s'efforçait d'intéresser à sa cause la cour de Pékin et le gouvernement anglais ; il voulait avant tout se débarrasser de Dupuis auquel son dernier voyage avait mérité une notoriété sérieuse parmi les commerçants européens de la Chine.

Le contre-amiral Dupré était personnellement disposé à appuyer Dupuis ; mais, comme ses instructions étaient formelles, il dût se contenter de charger un de ses officiers, auquel il recommanda de ne rien précipiter, d'ouvrir une enquête et de reconnaitre certains points à utiliser en cas d'expédition. Le choix du négociateur, qui n'était autre que Garnier, était singulier si on entendait conserver la paix : Garnier savait qu'en discutant au delà d une certaine limite avec les Orientaux, on s'expose à être taxé de faiblesse ; sa nature ardente s'accommodait mal, d'ailleurs, des atermoiements.

Arrivé à Hanoï, le 5 novembre 1873, avec une poignée d'hommes et deux canonnières, Garnier ne tarda pas à s'apercevoir qu'on prétendait le jouer ; or, la patience n'était pas son fait. Le 20 novembre, quoique ne disposant que de 200 hommes et des irréguliers de Dupuis, il attaque la citadelle d'Hanoï occupée par plusieurs milliers d'Annamites, et l'enlève : les défenseurs perdent 80 morts, 300 blesssés et laissent entre nos mains environ 2.000 prisonniers ; ce fait d'armes ne nous a coûté qu'un homme. Garnier ne s'en tient pas là : en vingt jours, à la suite d'actions de vigueur qui amènent la chute des citadelles de Phu-Ly, Haï-Dzuong, Ninh-Binh, Nam-Dinh, etc., le Delta est conquis : homme complet, Garnier en assure aussitôt l'organisation ; il installe des fonctionnaires et crée une milice.

Bientôt il a sur les bras les Pavillons-Noirs, bandes de pillards mi-chinois, mi-annamites. Tout d'abord il les tient en échec ; mais il ne tarde pas à tomber, le 21 décembre, aux portes mêmes d'Hanoï, victime de sa fougue imprudente, dans une embuscade où il trouve la mort, ainsi que son se-

cond, l'enseigne de vaisseau Balny d'Avricourt.

A ce vaillant succède un timoré, le lieutenant de vaisseau Philastre, qui accepte, sous forme d'un traité trompeur, la honteuse reculade du 15 mars 1874 : Dupuis fut expulsé comme un malfaiteur et, en peu de temps, nos partisans furent molestés, privés de leurs biens, assassinés même au nombre de plusieurs milliers. Quelques années marquées par des vexations et des misères s'écoulèrent ensuite.

La situation des Français était peu à peu devenue humiliante lorsqu'on prit le parti, au commencement de 1882, de renforcer la garnison d'Hanoï où arriva, le 2 avril, le capitaine de frégate Henri Rivière. Près d'une année encore s'écoula cependant avant qu'il pût reprendre les opérations : mal préparé à jouer un pareil rôle, bientôt investi dans Hanoï par les Pavillons-Noirs, Rivière n'en sortit que pour tomber à son tour, le 19 mai 1883, victime de son imprévoyance. Dès lors, la question du Tonkin appela l'attention sérieuse de notre gouvernement. Nous allions avoir successivement à compter avec les Pavillons-Noirs, puis avec l'Annam, le Tonkin et même la Chine.

Avant-propos relatif aux Expéditions du Tonkin.

Il est peu d'opérations militaires sur lesquelles la politique ait aussi lourdement pesé qu'en Cochinchine et surtout au Tonkin [1]. Aux difficultés créées par la distance et par les exigences du gouvernement parlementaire sont venues s'ajouter les conséquences naturelles d'hésitations, de tergiversations incessantes : où il eût fallu de l'esprit de suite, une politique tortueuse, totalement dépourvue de franchise, a entravé l'action de généraux ne disposant que de forces insuffisantes, tiraillés entre des ordres contradictoires, et rendu impossibles des résultats décisifs que l'on aurait certainement obtenus sans perdre autant de monde. La lecture des lettres de l'amiral Courbet est instructive à cet égard.

Vingt ans à peine se sont écoulés depuis l'Expédition de Chine et l'on demeure frappé des modifications apportées par le temps, des progrès réalisés qui sont bien faits pour donner à réfléchir : il n'y a pas un des principaux combats livrés au Tonkin qui n'ait entrainé des pertes plus fortes que l'Expédition tout entière de 1860. On s'est trouvé là, de 1883 à 1885, en présence d'adversaires sérieux tenant ferme et qui, souvent, ont préféré mourir jusqu'au dernier plutôt que de se rendre. A cette véritable école de guerre, les généraux Négrier et Giovanninelli, le colonel Duchesne, et le lieutenant-colonel Dominé se sont formés et sont apparus comme l'espoir de l'avenir.

A aucune autre époque, le soldat et l'officier français n'ont montré, au milieu d'épreuves multiples, plus d'entrain et de dévouement. C'est ce qu'a bien caractérisé un des leurs, le capitaine Carteron, qui est mort prématurément avant d'avoir pu donner une idée complète de sa valeur :

« ...Beaucoup de chefs ennemis donnèrent la preuve d'une réelle bravoure ; mais nos officiers, qui n'avaient rien à leur envier à cet égard, savaient mieux qu'eux saisir au vol la pensée des généraux et la traduire en ordres promptement exécutés. Un grand nombre des nôtres avaient appris vite, après quelques affaires, à lier, pour ainsi dire, *le côté moral au côté matériel du combat*. Ils déterminaient dans leurs temps *un entrainement qui valait un surcroît de forces*. On peut dire que, pendant ces deux années de guerre, ils se sont reflétés tout entiers.

« L'espèce de verve subjuguante de ceux qui, avant l'action, nous montraient le meilleur côté des choses, et qui, s'il le fallait, payaient franchement de leur personne, marquait toutes leurs entreprises de leur redoutable empreinte. C'est ainsi que, dans les circonstances graves, ils surent fasciner l'esprit des troupes dont ils embrasaient le courage, et les entrainer par leur imperturbable audace [1]... »

Il est manifeste que l'auteur a surtout pensé, en écrivant ces dernières lignes, au général de Négrier, véritable entraineur d'hommes, et qu'un sentiment de délicatesse très naturel l'a seul empêché de le citer.

Il convient, en dernier lieu, de signaler à part la figure du vice-amiral Courbet grand entre tous par le savoir, l'intelligence, l'esprit de décision et surtout le caractère.

Paris, le 30 novembre 1905.

(1) Ainsi que l'a dit le commandant Famin, « la mauvaise fée de la politique s'est penchée sur le Tonkin, dès son berceau, et ne l'a guère quitté depuis » *Au Tonkin et sur la frontière de Quang-Si.*

(1) Carteron (capitaine). — *Souvenirs* . , p. 355.

BIBLIOGRAPHIE

1° JUSQU'EN 1885 [La Conquête]

Livre jaune. — Affaires du Tonkin : exposé de la situation ; années 1883, 1884, 1885.
Le Myre de Vilers. — L'expédition du Tonkin : Le Passé, le Présent, l'Avenir : 1884 [Nouvelle Revue].
Brière de l'Isle [général]. — Rapport du 18 mars 1885 [Journal officiel du 31 mai 1885].
Gauthier. — Les Français au Tonkin : 1885.
Dominé [commandant]. — Journal du siège de Tuyen-Quan : 1885.
Gervais. — La France au Tonkin ; un rapport inédit de Francis Garnier : 1885 [Nouvelle Revue].
Humbert [chef d'escadron]. — L'artillerie au Tonkin pendant les années 1883 et 1884 : 1885.
*** Souvenirs de la campagne du 3e bataillon de la légion étrangère au Tonkin : 1885 [Revue d'infanterie].
Chabaud-Arnauld [capitaine de frégate]. — Les combats de la Rivière Min : 1885 [Revue maritime et coloniale].
Dick de Lonlay. — L'amiral Courbet et le Bayard : 1886.
Dick de Lonlay. — Les combats du général de Négrier au Tonkin : 1886.
Dick de Lonlay. — Tuyen-Quan : 1886.
Loir [lieutenant de vaisseau Maurice] — L'escadre de l'amiral Courbet 1886.
Kreitmann [capitaine]. — Le service du génie au Tonkin sous l'administration de la marine, 1874-1875 : 1887 [Revue du génie militaire].
Normand [lieutenant, tué à Bang-Bo en Chine]. — Lettres du Tonkin de novembre 1884 à mars 1885 : 1887.
Marjoulet [lieutenant] — Historique du 3e régiment de zouaves ; 1887.
de Poyen Bellisle [colonel]. — L'artillerie de marine à Formose : 1887 [Mémorial de l'artillerie de marine].
Lecomte [capitaine] — Marche de Lang-Son à Tuyen-Quan : 1re brigade Giovaninelli. Combat de Hoa-Moc. Déblocus de Tuyen-Quan [13 février-3 mars] : 1888.
Lecomte [capitaine]. — Guet-apens de Bac-lé : 1890.
Carteron [capitaine]. — Souvenirs de la campagne du Tonkin : 1888 [Journal des Sciences Militaires] et 1891.
Lehautcourt [Pierre]. — Les expéditions françaises au Tonkin : 1888.
Lecomte [commandant]. — Le guet-apens de Bac-Lé : 1890.
Adam [capitaine A]. — Historique du 111e régiment d'infanterie [campagne du Tonkin du 11 janvier 1884 au 23 avril 1886] : 1890.
Courtois [docteur]. — Le Tonkin français contemporain. Observations, impressions et souvenirs : 1891.
Hocquart [docteur]. — Une campagne au Tonkin : 1892.
Harmand. — La vérité sur la retraite de Lang-Son : 1892
Lecomte [capitaine]. — La vie militaire au Tonkin : 1893.
Rousset de Pomaret [capitaine]. — L'expédition du Tonkin : 1894.
Garnot. — L'expédition de Formose, 1884-1885 : 1894.
Lecomte [commandant]. — Lang-Son. Combats, retraite et négociations : 1895.
Baratier [intendant militaire A.] Administration militaire au Tonkin : 1896.
de Biencourt [lieutenant]. — Au Tonkin, 1884-1886 : 1898.
Armengaud [capitaine]. — Lang-Son. Journal des opérations qui ont précédé et qui ont suivi la prise de cette citadelle : 1901.
Romagny [capitaine Ch.]. — Campagnes d'un siècle : Indo-Chine,... : 1901.

Camps [capitaine]. — Le siège de Tuyen-Quan. — Mémoires d'un combattant : 1902.

de Barthélemy [marquis]. — En Indo-Chine [1896-1897]. — Tonquin-Haut Laos-Annam septentrional : 1903.

Challan de Belval [docteur]. — Au Tonkin 1884-1885. — Notes, souvenirs et impressions : 1904.

Sénèque [capitaine]. — Luttes et combats sur la frontière de Chine. — Cercle de Moncay, 1893-1894-1895 : 1903.

Rouyer [capitaine]. — Histoire militaire et politique de l'Annam et du Tonkin depuis 1799 : 1906.

2° DE 1895 à 1896 [Œuvre de pacification]

Le Prince [commandant]. — Etude militaire sur le Tonkin : 1892. [Journal des Sciences militaires, numéros de septembre et de novembre].

Famin [commandant]. — Au Tonkin et sur la frontière du Quang-Si :

Chabrol [commandant]. — Opérations militaires au Tonkin : 1897.

Galliéni [général]. — Trois colonnes au Tonkin, 1894-1895 : 1899.

Mordacq [capitaine]. — Pacification du Haut-Tonkin. Histoire des dernières opérations militaires : Colonnes du Nord, 1895 et 1896 : 1901.

Régions physiques Climatologie et Races [*fig.* 35]

Le Tonkin est borné : au Nord, par les provinces chinoises du Yun-Nam, du Quang-Si et du Quang-Tong ; à l'Est, par la mer ; au Sud, par l'Annam ; à l'Ouest, par le Laos. Sa superficie est d'environ 150.000 kilomètres, presque le tiers de la France. Sa population dépasse le chiffre de douze millions d'habitants.

Ses cours d'eau les plus importants, qui ont joué un rôle si grand dans le ravitaillement des colonnes, sont : le Song-Haï, ou fleuve Rouge, qui a pour principaux affluents à droite, la rivière Noire ou Da-Giang, à gauche, la rivière Claire ou Lo-Giang ; le Song-Cha, le Song-Ma ; et le Thaï-Binsa, qui, grossi, aux Sept Pagodes, du Song-Thuong et du Loch-Nam, communique avec le fleuve Rouge par des canaux [canal des Rapides, canal des Bambous, etc.].

Considéré au point de vue militaire, le Tonkin comprend trois zones bien distinctes : le Delta, la région montagneuse, et une région intermédiaire au sol maigre et rocheuse.

Le Delta, formé par les bras du fleuve Rouge et du Thaï-Binh, est compris dans un triangle isocèle dont le sommet est situé non loin de Sontay ; sa superficie est d'environ 15.000 kilomètres. Des arroyos ou canaux naturels le découpent en un grand nombre d'îles, dont le sol bas et marécageux est occupé par des rizières que traversent des digues propres à préserver des inondations et à faciliter les communications. C'est un riche pays qui fournit les approvisionnements en riz et autres denrées. Il est plus anciennement civilisé et plus peuplé que le Delta de la Basse Cochinchine.

La région montagneuse qui entoure le Delta au Nord et à l'Ouest est couverte en majeure partie de forêts interrompues çà et là par des parties cultivées. Bien que très vaste, cette contrée comprend à peine les trois dixièmes de la population totale. Le terrain se présente sous la forme d'un enchevêtrement de pitons, de défilés et de cirques taillés dans des masses calcaires souvent escarpées, recouvertes de bois et de broussailles. Cette région tire ses principales ressources de l'exploitation plus ou moins avancée de ses forêts et de ses mines.

Une seule grande route carrossable, celle de Hué à Lang-Son, existait autrefois. Les autres routes étaient peu nombreuses et consistaient le plus souvent en digues étroites et glissantes.

Dans le haut Tonkin, le sol est tout particulièrement tourmenté ; on y rencontre des falaises rocheuses, des pitons escarpés, de larges et profonds défilés.

Les Annamites sont un des rameaux de la grande famille chinoise.

Les débris des bandes insurrectionnelles de Taï-Pings qui, après leur défaite, s'étaient réfugiées de Chine au Tonkin, s'étaient divisés en deux groupes dont les pavillons

avaient une couleur différente. Les Pavillons-Noirs s'installèrent sur le fleuve Rouge, à Lao-Kay, près de la frontière du Yunnam ; les Pavillons Verts, plus paisibles, se groupèrent sur la rivière Claire autour de Ha-Giang.



Fig. 35. — Carte générale du Tonkin.

Le climat du Tonkin, comme celui de la Cochinchine, mais à un degré moindre, est chaud, humide, fiévreux, débilitant. L'année est divisée en deux grandes saisons.

Pendant l'été, qu'on appelle là bas hivernage, c'est-à-dire de mai à octobre, le climat est tropical, la chaleur humide est suffocante.

Pendant l'hiver ou saison sèche, qui dure de septembre à mars, le climat est tempéré.

Les deux grandes saisons sont reliées entre elles par de petites saisons intermédiaires : l'automne d'octobre à novembre ; le printemps, de mars à mai.

Le Delta est salubre *en dehors des époques d'expédition* (1).

(1) Reynaud (Dr). — *Considérations sanitaires...*, p. 126.

HISTORIQUE SUCCINCT DES OPÉRATIONS MILITAIRES DU TONKIN DU 9 JUIN 1883 au 9 JUIN 1885

Le général Bouët et le docteur Harmand
(mai 1883 au 25 octobre 1884)

Les grandes opérations n'ont commencé au Tonkin qu'en décembre 1883 par l'enlèvement d'assaut de Sontay. Il suffit donc de mentionner le commandement du général Bouët qui fut chargé de réparer, d'une façon

énergique, le dommage moral que nous avait causé l'échec de Rivière. Officier expérimenté et d'une incontestable valeur, Bouët se vit contrarié dans son action par un ancien compagnon de Garnier, le docteur Harmand, qui avait, il est vrai, comme commissaire général civil, reçu des instructions contradictoires. D'autre part, bien qu'il disposât, après l'arrivée des renforts, de 3.800 hommes, une fois la défense de Hanoï, de Nam-Dinh, de Haï-Phong assurée et Haï-Dzuong enlevé, il ne lui restait plus que 2.500 hommes; aussi échoua-t-il, les 15-16 août, devant Sontay, Bac-Ninh et dut-il s'en tenir là.

Cependant la mort de Tu-Duc, survenue le 17 juillet, avait permis de tenter un coup de main sur Hué : sa réussite sous les ordres du contre-amiral Courbet, les 20 et 21 août, amena immédiatement, le 25 août, la signature d'un nouveau traité de paix et l'acceptation catégorique de notre protectorat, à l'exclusion de la Chine qui ne manqua pas de protester.

Le gouvernement français, se rendant à l'évidence, activa l'envoi de nouveaux renforts; puis, avec cette versatilité qui, si souvent, a dirigé notre politique coloniale, il rappelait, le 10 septembre, le général Bouët et le remplaçait, avec des pouvoirs plus étendus par Courbet; à cette nouvelle, Harmand, n'acceptant pas une situation amoindrie, demanda et obtint son rappel.

Courbet

[*25 octobre au 12 février 1884*]

La mission du contre amiral Courbet consistait à s'emparer de Sontay, de Bac-Ninh et de Hong-Hoa pour affermir notre situation dans le Delta; il disposait, à cet effet, à la fin de novembre, d'environ 8.500 hommes, non compris les auxiliaires du pays. Il fit occuper Ninh-Binh, Quang-Yen et préparer l'attaque de Sontay; cette ville était défendue par une citadelle, une enceinte fortifiée, armée de 100 canons que protégeaient des ouvrages avancés munis de défenses accessoires, et occupée par environ 25.000 hommes, tant Annamites que Pavillons-Noirs, et dont 10.000 réguliers chinois.

Sontay, du 14 au 17 décembre. — Le 11 décembre, deux colonnes fortes, l'une [lieutenant-colonel Belin] de 3.300 hommes qu'appuyaient 3 batteries de 4 de montagne, l'autre [colonel Bichot] de 2.600 combattants avec 4 batteries traînées, quittaient Hanoï; elles devaient agir la première par la route d'Hanoï à Sontay, la seconde, que précédaient 3 canonnières, en remontant, sur des jonques et des sampans, le fleuve Rouge, puis, à partir du confluent du Day, sa rive droite. Le 14 commençait un sérieux combat qui devait durer trois jours; dans la nuit du 16 au 17, l'ennemi, réduit à s'enfermer dans la citadelle, évacuait les ouvrages restants. Conduite directement de front afin d'utiliser le feu de 3 canonnières, et menée avec la plus grande énergie, cette attaque nous coûta de sérieux sacrifices : 83 tués, dont 4 officiers, et 319 blessés dont 22 officiers. Toutefois ce n'était qu'un brillant fait d'armes, car l'ennemi, n'étant pas poursuivi, s'arrêta à une faible distance vers le Nord, à Hoang-Hoa, y créa un nouveau centre de résistance et renforça celui de Bac-Ninh.

Promu vice-amiral, Courbet s'occupa tout de suite de préparer une opération contre Hoang-Hoa et contre Bac-Ninh.

Déjà la Chambre avait invité le gouvernement, le 1er décembre, à défendre l'honneur, les droits de la France au Tonkin et lui en avait, peu après, fourni les moyens en votant un crédit de 20 millions. Le bon sens, comme l'esprit de justice, conseillaient de maintenir Courbet dans son commandement; les politiciens en décidèrent autrement : le 16 décembre, le général de division Millot, que rien, même dans son passé, ne désignait pour un commandement aussi spécial [1], était placé à la tête du nouveau corps de 16.000 hommes formé par les deux brigades Brière de l'Isle et de Négrier. Courbet reprit le commandement direct de l'escadre.

La Chine avait reconnu officiellement, après bien des mensonges qui font partie de l'arsenal diplomatique, la présence de ses réguliers au Tonkin. Les mandarins annamites, se débarrassant par le poison du roi Hiep-Hoa qui les gênait, foulaient aux pieds le traité Harmand.

(1) Brigadier en 1880, Millot avait été, grâce à la politique, promu divisionnaire, en pleine paix, en 1882.

Le général Millot
[12 février au 6 septembre 1884]

Bac-Ninh, le 12 mars. [*fig.* 36 et 37]. — Dès son arrivée, Millot résolut d'attaquer Bac-Ninh et de tourner, en l'abordant par le Sud-Est, les défenses qui avaient été accumulées sur la route mandarine d'Hanoï à Lang-Son : elle coupe le Song-Cau à trois kilomètres environ plus au Nord, à Dap-Cau ; le canal de Bac-Ninh des Rapides fait communiquer le fleuve Rouge avec le Thaï-Binh qu'il atteint près de Les sept Pagodes.

Ecartant avec raison une attaque de front, Millot décida que l'on partirait du canal des Rapides et que l'on prendrait à revers les positions de l'ennemi de façon à menacer sa retraite sur Lang-Son.

Le 1er mars, les deux brigades sont concentrées, la 1re [Brière de l'Isle] à Hanoï, la 2e [de Négrier] à Haï-Dzuong. Entamée le 7, la lutte dure, opiniâtre de part et d'autre, jusqu'au 12 ; l'ennemi se sauve alors vers Lang-Son et vers Thaï-Nguyen.

Hong-Hoa, le 12 avril. — Après une poursuite de deux jours que marque l'occupation de Thaï-Nguyen, Millot concentre

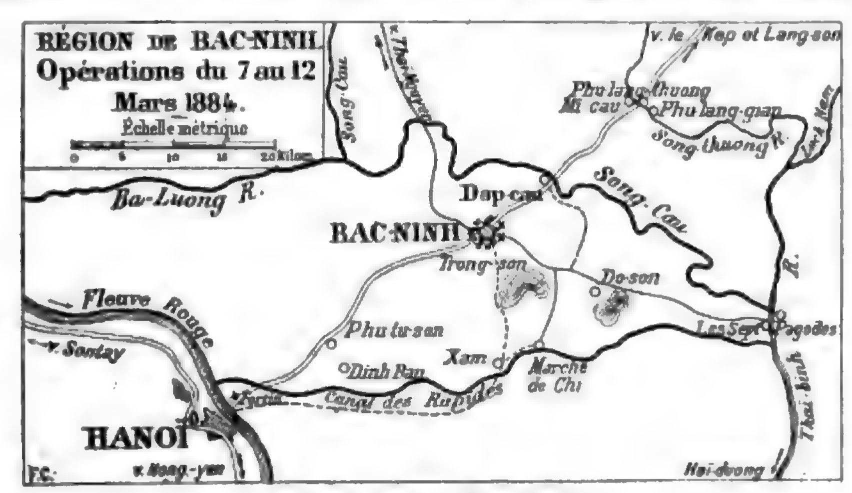


Fig. 36. — Région de Bac-Ninh.

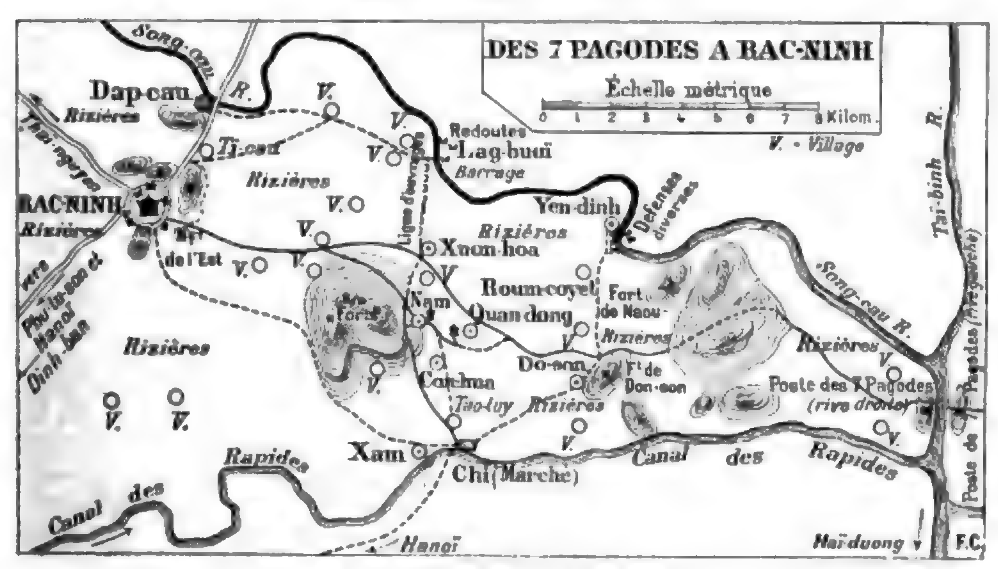


Fig. 37. — Des 7 Pagodes à Bac-Ninh.

le corps expéditionnaire et le dirige contre la position d'Hong-Hoa défendue par le chef Luu-Vinh-Phuoc.

Le 11 avril, la position est canonnée et le lendemain la brigade Négrier, arrêtée dans sa marche en avant par le général Millot, occupe la citadelle que déjà l'ennemi a évacuée ; la brigade Brière de l'Isle, dont la vitesse est décidément moindre que celle de la première n'a plus qu'à se rapprocher d'elle. Il n'y a pas de poursuite par la faute de Millot.

Tout le Delta était conquis ; d'ailleurs, on entrait dans la saison des fortes chaleurs : il fallait suspendre les grandes opérations et se borner à purger la contrée des bandes de pirates.

Convention de Tien-Tsin, le 15 mai. — Sur ces entrefaites, le capitaine de frégate Fournier, qui avait de bonnes relations avec Li-Hung-Chang, vice-roi du Pé-Tchi-Li, parvint à lui faire admettre la nécessité pour la Chine, déjà préparée par l'insuccès de ses réguliers, de mettre fin à cette guerre sourde. Le 15 mai 1884, la Convention de Tien-Tsin, préliminaire du traité définitif, était signée avec le vice-roi représentant l'impératrice régente. La Chine s'engageait à retirer ses troupes du Tonkin avant les dates du 6 et du 26 juin, selon la région considérée ; il abandonnait en fait sa suzeraineté sur l'Annam.

Sur ces entrefaites, le commandant Fournier ayant été rappelé en France, il se fit aussitôt un revirement à Pékin : le parti de la guerre prit de nouveau le dessus et l'évacuation promise ne fut pas effectuée. Il en résulta que lorsque la colonne française, partie de Phu-Lang-Thuong, le 13 juin, sous les ordres du colonel. — il disposait de 643 combattants, 237 conducteurs et 1.000 coolies, — avec mission d'occuper Lang-Son, That-Khé et Cao-Bang, atteignit le Song-Thuong, le 23 juin, elle se heurta contre des troupes chinoises : il s'ensuivit le guet-apens de Bac-Lé [1], du 24 juin, qui, manifestement, fut prémédité et préparé. Dans cette lutte inégale de 1 contre 10, qui dura près de 20 heures, nos soldats furent héroïques et les dévouements nombreux. Les deux journées des 23 et 24 nous coûtaient 94 hommes mis hors de combat, 60 coolies tués, 10 chevaux et 30 blessés. Vainement le gouvernement de Pékin allégua, pour donner le change sur sa perfidie, un malentendu : la convention de Tien-Tsin était devenue lettre morte.

Il eût fallu montrer de l'énergie et suivre, sans perdre de temps, le conseil de Courbet, l'homme aux résolutions précises et énergiques, qui proposait de détruire la marine chinoise, de bombarder leurs ports, et surtout de ruiner ceux du Pé-Tchi-Li de façon à supprimer pour Pékin les arrivages de riz. On préféra entamer de nouvelles négociations dont fut chargé notre nouveau représentant en Chine, Patenôtre ; les Chinois mirent ce temps à profit en complétant leurs préparatifs, et, le 1er août, les hostilités durent recommencer.

Fou-Tchéou, du 23 au 30 août. — Les opérations maritimes qui furent alors entamées permirent au vice-amiral Courbet de montrer quels résultats peut obtenir un homme réfléchi, expérimenté, procédant avec une rigueur scientifique.

Le contre-amiral Lespès avait échoué, le 5 août, devant Kelung, port principal de l'île Formose. Se jouant des difficultés, Courbet remonte audacieusement la rivière Min, occupe le mouillage de Fou-Tchéou, au fond duquel se trouvait un important arsenal maritime [1] et où était alors rassemblée la moitié de la flotte chinoise. Là il est condamné à l'inaction jusqu'au 22 août par les tergiversations du gouvernement français ; il reçoit enfin l'autorisation d'ouvrir le feu.

Le lendemain même, Courbet détruit la flotte chinoise ; 22 navires ou jonques sont coulés ou incendiés, 44 officiers, 2.000 soldats ou marins sont tués, blessés ou noyés ; nos propres pertes ne dépassent par 6 tués et 27 blessés. Le 24, il ruine de fond en comble l'arsenal.

Le 25, l'escadre française dont le vaisseau amiral est le *Bayard* [« sans peur et sans reproche »] redescend la rivière et franchit sans encombre 20 kilomètres d'un étroit goulet de passes défendues sur les

[1] Acteur dans cette lutte, le capitaine Lecomte en a publié le premier un récit détaillé et à la fois humoristique et émouvant.

[1] Cet arsenal avait été fondé par un Français, le lieutenant de vaisseau Prosper Giquel, et par quelques autres officiers.

deux rives, contre son agresseur venant du large, par des batteries nombreuses et solidement armées ; elle les prend à revers et ruine, du 26 au 30, les ouvrages des passes Mingan et Kimpaï. Au sortir du mouillage, l'escadre française est saluée par les officiers et les équipages des navires neutres, notamment par les Anglais qui croyaient la réussite impossible.

Action militaire de premier ordre par la conception et l'exécution, l'affaire de Fou-Tchéou comptera parmi les plus brillantes des annales militaires maritimes, mais la cour de Pékin ne s'en émut pas : 1.600 kilomètres séparent, en effet, Pékin de Fou-Tchéou. Courbet s'en rendait bien compte et insistait de nouveau, d'accord avec Patenôtre, sur la nécessité du blocus des côtes du Pé-Tchi-Li pour affamer Pékin et de l'occupation de Port-Arthur. La crainte de mécontenter les Neutres et l'amour de ces moyens termes qui ne sauraient procurer des résultats décisifs, lui firent répondre qu'il eût à se contenter de continuer à occuper Kelung dont les mines lui fourniraient du charbon et d'autres points importants.

Formose, 1er octobre au 31 décembre 1884. — Courbet jeta alors son dévolu sur Formose, cette grande île située à mi-chemin entre la Cochinchine, Pékin et le Japon. L'expédition, qui nous coûta beaucoup de monde, ne devait produire aucun résultat : Kelung fut enlevé et définitivement occupé, mais le contre-amiral Lespès échoua, le 9 octobre, devant Tamsui et il fallut entamer une campagne d'hiver pendant laquelle le feu, la dysenterie, le choléra éprouvèrent cruellement l'infanterie de marine sans procurer des avantages réels.

Le 6 juin, à Hué, le régent Nguyen-Van-Thuong (1) avait signé un traité qui devait avoir le même sort que les précédents. En août, le colonel Guerrier, chef d'état-major du corps expéditionnaire, dut arriver à Hué avec un bataillon et une batterie d'artillerie ; du moins obtint-il des conditions moins précaires pour la garde du résident général qui reçut de Jules Ferry des instructions timorées.

A la fin du mois, le général Millot était rappelé en France. Il allait y rentrer amoindri, car il s'était, en somme, même en tenant compte de difficultés politiques et militaires sérieuses, montré au-dessous de sa mission ; il ne fut pas regretté : c'est que telle opinion politique non plus que la bienveillance ne sauraient remplacer l'énergie, l'endurance, l'entraînement et le coup d'œil, qualités sans lesquelles un indolent, qui se laisse plus ou moins confisquer par son entourage, ne peut être apte à commander en chef :

« Comme ses deux prédécesseurs, le général Millot quittait le Tonkin après un séjour de quelques mois, en laissant une tâche à peine ébauchée. De toutes les difficultés qui lui avaient été réservées, la moindre n'était certes pas celle résultant de l'incertitude qui pesait sur la politique du gouvernement français en Indo-Chine. *Trois départements ministériels* s'en partageaient alors la direction, et il en résultait des tiraillements, des froissements inévitables auxquels venaient s'ajouter ceux provenant des incertitudes de l'opinion publique elle-même. Pas plus au Parlement que dans le pays, il n'y avait encore *d'idée nettement arrêtée au sujet de la forme réservée à notre occupation en Indo-Chine.* Quoi de surprenant à ce que les opérations militaires se soient ressenties de ces incertitudes ?... (1) »

Le général Brière de l'Isle
[*6 septembre 1884 au 9 juin 1885*]

Dès sa prise de commandement, le général Brière de l'Isle dut songer, quoique la chaleur fût encore forte, à reprendre les opérations.

L'ennemi est en marche dans deux directions générales : renforcées par les Pavillons-Noirs, les troupes du Yunnam s'avancent entre le fleuve Rouge et la rivière Claire contre Tuyen-Quan ; suivant les deux routes de Lang-Son et de Chu, deux colonnes venues des provinces de Quang-Si et de Quang-Tong se dirigent concentriquement

(1) C'est lui qui fit disparaître successivement, par le poison, les rois Hiep-Hoa, Kien-Phuoc, et qui, pour assurer la tutelle des mandarins, fit élire un enfant de 13 ans, Ham-Nghi : capturé, le 1er novembre 1888, par les Français, après trois ans de guerre, il fut interné à Alger.

(1) Lehautcourt [Pierre]. — *Les expéditions françaises au Tonkin*, t. II, p. 93. Il est hors de doute que, jusqu'à la fin de 1884, on n'a fait que tâtonner et que l'instabilité des généraux allait à l'encontre du but poursuivi : Courbet commanda pendant trois mois, Millot pendant six.

sur Bac-Ninh et parviennent l'une au Kep, l'autre à Lam, c'est-à-dire à une petite journée de nos postes les plus avancés [*fig.* 38]. commandant Dominé est à Tuyen-Quan. Le danger le plus pressant vient du Nord-Est : c'est donc de ce côté qu'il faut agir sans retard.



Fig. 38. — De Bac-Ninh à la frontière de Chine.

Deux colonnes commandées par les lieutenants-colonels Duchesne et Berger sont chargées de dégager les vallées du fleuve Rouge et de la rivière Claire ; d'ailleurs, le

En conséquence, deux colonnes, reliées tant bien que mal par une colonne intermédiaire, sont lancées sur la route mandarine et dans la vallée du Loch-Nam dont le cours

peut être utilisé par les canonnières jusqu'à Lam, puis, par les sampans, de Lam à Chu.

Lam, Chu et Kep [6 au 16 octobre]. — A droite, le lieutenant-colonel Donnier, avec 800 hommes, livre, le 6 octobre, le combat de Lam et le 10, après avoir été renforcé par la colonne centrale du commandant de Mibielle, le combat de Chu qui détermina les Chinois à abandonner, dans la nuit du 11 au 12, les positions de Chu.

A gauche, le général de Négrier, qui dispose de 1.500 hommes, enlève Kep, le 8 octobre, après un combat acharné qui nécessita trois assauts ; lui-même est blessé.

« En quelques jours, l'invasion était arrêtée et les envahisseurs repoussés dans les montagnes.

« Ces résultats avaient nécessité de grands efforts. Les Chinois ne s'étaient pas, jusque là, montrés aussi opiniâtres dans la défense de leurs positions. Jamais, se risquant en plaine, ils n'avaient, comme à Lam, livré un combat, dont une charge à la baïonnette, suivie d'une mêlée générale, décida le succès...

« Incomparables dans la lutte, impassibles au milieu des plus rudes épreuves, nos braves, nos infatigables soldats, si énergiquement commandés, étaient néanmoins restés vainqueurs ..

« Maîtres de Chu et de Kep, les appuis de nos adversaires à portée du Delta, nous pouvions marcher sur l'ancien objectif de la colonne Dugenne, qui restait le nôtre : Lang-Son et la frontière de Chine [1]. »

De son côté, Duchesne avait battu, les 18 et 19 novembre, les troupes du Yun-nam.

Le vrai moyen d'obtenir la paix était « de s'emparer des places de Lang-Son, That-Ké et Cao-Bang, adossées à la frontière du Quang-Si ; de la place de Lao-Kaï, sur les confins du Yunnam et de repousser en Chine les troupes impériales occupant le Nord et l'Ouest du Tonkin.

« La marche en avant s'imposait [2]... »

La marche sur Lang-Son fut, en effet, décidée, mais il fallut attendre le vote par les Chambres des fonds nécessaires. La fin de l'année fut donc employée à procurer du repos aux troupes, à organiser solidement et à approvisionner le camp retranché de Loch-Nam destiné à servir de base d'opérations, à y réunir des moyens de transport, enfin à faire des reconnaissances, dont l'une d'elles motiva, le 16 décembre, l'affaire de Ha-Ho livrée, en avant de Chu, et où trois de nos compagnies furent malmenées.

Dans les derniers jours de décembre, le colonel Giovanninelli prenait le commandement resté vacant de la 1re brigade.

Nuï-Bop, les 3-4 janvier 1885 [*fig.* 38]. — Négrier enlève, à 18 kilomètres à l'est de Chu, le camp retranché de Nuï-Bop que défendaient plusieurs milliers de soldats réguliers. On ne pouvait les laisser établis sur le flanc droit de la colonne qui allait marcher sur Lang-Son.

Marche sur Lang-Son, du 3 au 13 février 1885 [*fig.* 35 et 38]. — Les préparatifs pour marcher sur Lang-Son en partant de Chu, ce qui assurait une route meilleure et pourrait ménager la possibilité de prendre l'ennemi en défaut sur sa ligne de retraite, étaient complètement terminés à la fin de janvier. On avait rassemblé à Chu 7.200 hommes répartis entre 2 brigades [1] et environ 6.000 coolies.

Le 28 janvier, le général en chef arriva enfin à Chu et, après avoir fait faire une démonstration vers Kep pour essayer de tromper l'ennemi, il donna l'ordre du départ.

Entamée le 3 février, la marche se termina, dix jours après, par l'occupation de Lang-Son. Le 3 février, la colonne franchit sans difficulté le col de Déo-Van ; mais, à partir du lendemain, on se heurte successivement, dans ce pays où de nombreux pitons transforment la route en un défilé continuel et rendent la guerre de chicanes si facile, contre de sérieux obstacles.

Les 4, 5 et 6 février on livre de rudes combats : le 4 [2e brigade] à Taï-ha, le 5 [1re brigade] à Ha-hoa, le 6 [1re et 2e brigades] à Dong-Song.

Brière de l'Isle peut, après ces trois jours de lutte qui nous ont coûté 33 tués et 160 blessés environ, remercier ses troupes :

« Officiers, sous-officiers et soldats,

« Les formidables camps retranchés de Haho-Ha et de Dong-Song sont entre vos mains, avec d'immenses approvisionnements d'armes, de

[1] Carteron [capitaine R.]. — *Souvenirs de la campagne du Tonkin*, p. 132.

[2] Carteron [capitaine R.] — *Souvenirs de la campagne du Tonkin*, p. 138.

[1] 1re brigade [Giovanninelli], 5 bataillons et 3 batteries ; 2e brigade [de Négrier], 7 bataillons et 3 batteries.

munitions et de vivres, que votre élan n'a pas permis d'emporter.

« Les combats des 4, 5 et 6 février vous ont rendus maîtres de ces admirables positions sur lesquelles l'armée chinoise avait compté pour vous barrer les débouchés du Déo-Van et du Déo Quao et vous interdire les routes de Than-Moï et de Dong-Song... »

Les Chinois se sont retirés partie sur Lang-Son, partie sur Than-Moï par le col de Déo-Quao.

Il eût fallu les poursuivre sans relâche, mais le terrain était d'un parcours très pénible pour des troupes qui, déjà fatiguées, portaient six jours de vivres. Il était, d'ailleurs, nécessaire de détruire les armes, les munitions abandonnées par l'ennemi, de se ravitailler et d'améliorer nos communications. On s'arrêta donc trois jours, les 7, 8 et 9 février.

Le 19 février cependant, nous nous emparons du col de Déo-Quao pour protéger la marche du lendemain.

Les 11 et 12 sont livrés les combats de Phu-Vi et de Bac-Viay.

« Enfin, dit le capitaine R. de Pomaret, après dix jours d'efforts, malgré la résistance pied à pied d'un ennemi trois fois plus nombreux, malgré les obstacles que présentent les pentes abruptes et les fourrés impénétrables, malgré les difficultés de la marche par des sentiers à peine tracés et détrempés par la pluie, la colonne arrive en vue de Lang-Son [1]. »

Elle y entre le 13, sans rencontrer de résistance, ayant perdu, depuis le 3, environ 378 hommes dont 74 tués.

Les Chinois n'allèrent pas loin, car ils s'arrêtèrent à mi-distance, entre Lang-Son et la porte de Chine, à Dong-Dang.

Les 14 et 15 février sont employés à recueillir l'énorme matériel abandonné à Lang-Son et dans les environs.

Le 16, Brière de l'Isle, laissant à Négrier le soin de garder Lang-Son et de se « donner de l'air », part en hâte avec la brigade Giovanninelli pour secourir Tuyen-Quan dont le corps de place est entamé sur un point. Il a donné aussi l'ordre, afin de faciliter un ravitaillement qui, par suite de l'insuffisance des moyens de transport, devient chaque jour de plus en plus difficile, de relier Lang-Son à Chu par Cut, Than-Moï, le col de Déo-Quao et Dong-Son.

Tuyen-Quan, de novembre 1884 au 3 mars 1885 [*fig.* 35 et 39]. — Lorsque le colonel Duchesne quitta, sa mission une fois accomplie, la vallée de la Claire, il laissait la garnison du poste isolé de Tuyen-Quan situé à environ 150 kilomètres d'Hanoï, ainsi composée :

Infanterie européenne [2 compagnies de la Légion], 8 officiers, 390 hommes,

Infanterie tonkinoise [1 compagnie], 2 officiers, 162 hommes,

Artillerie de marine, 1 officier, 31 hommes,

Génie, 1 sous-officier [Bobillot], 1 caporal,

Infirmiers, 3 hommes,

Ouvriers d'administration, 3 hommes.

En tout, 13 officiers, y compris le médecin-major de 1re classe Vincent, le pasteur protestant Boisset, et 597 gradés ou soldats.

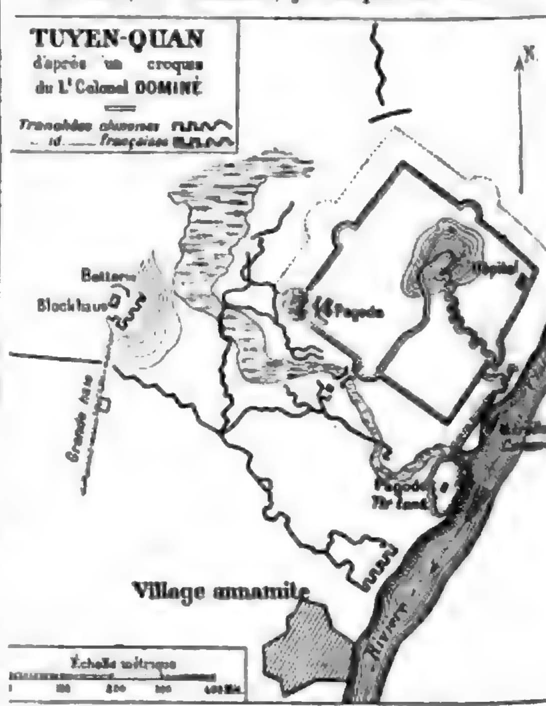


Fig. 39. — Tuyen-Quan.

L'armement consistait en 6 pièces : 2 canons de 4 rayés de montagne, 2 canons de 80 millimètres et 2 canons-revolvers hotchkiss. Les munitions d'artillerie étaient en quantité à peu près suffisante pour un siège de courte durée. Chaque fantassin pouvait

[1] Rousset de Pomaret [capitaine]. — *L'expédition du Tonkin*, p. 97.

disposer d'environ 500 cartouches. L'approvisionnement en vivres était de 60 à 100 jours suivant les denrées considérées.

Une canonnière, montée par un officier et 25 marins, la *Mitrailleuse*, mouillée dans la rivière Claire, protégeait la face Est de la place.

La pénurie en soldats du génie, en artilleurs et surtout en infirmiers et ouvriers d'administration, agents modestes mais appelés à jouer, dans un poste étroitement bloqué, un grand rôle, constituait une sérieuse infériorité.

Un chef vraiment digne de ce nom, le commandant breveté Dominé, allait communiquer à tous son indomptable énergie et un sous-officier du génie, Bobillot, devait, sous sa direction, mettre au service de la défense ses connaissances techniques, toutes les ressources de son esprit et un dévouement absolu.

La place de Tuyen-Quan consistait en une citadelle carrée d'environ 350 mètres de côté (1.400 mètres de périmètre pour environ 500 hommes) vers le milieu de laquelle un mamelon avait été organisé en réduit. En assez bon état, ses murs étaient protégés par des demi-lunes, mais ils étaient dominés à faible distance.

Le siège proprement dit, dans le détail duquel nous n'entrerons pas, dura du 1er février au 3 mars ; il a coûté à la garnison 33 tués dont 2 officiers et 76 blessés dont 4 officiers et le sergent Bobillot. Dès la seconde quinzaine de décembre, Tuyen-Quan se trouva bloqué par les Pavillons-Noirs ; un mois plus tard, il était attaqué par une quinzaine de mille hommes que commandait Luu-Vinh-Phuoc, 5.000 à 6.000 Chinois faisaient le siège.

A partir du 1er février, le bombardement fut incessant et les attaques fréquentes. Le 11 février, le travail des mines de l'assiégeant qui touche à l'enceinte commence à se faire sentir ; Bobillot le contrarie avec savoir et persévérance : il est grièvement blessé et remplacé, comme chef du génie, par un caporal.

A plusieurs reprises, les Chinois parviennent à pratiquer des brèches au rempart, mais sans succès, car sept fois ils furent repoussés ; les tirailleurs annamites se montrèrent intrépides et perdirent leur capitaine.

La journée du 22 février notamment coûta à la garnison 15 tués dont 1 officier et 44 blessés dont 1 officier (1).

Le dernier effort de l'ennemi fut tenté le 28, après qu'une nouvelle explosion de mine eut encore enlevé 10 mètres de rempart. De nouveau, ce jour-là, les Légionnaires qui ont fait au Tonkin (2), comme partout en campagne, l'admiration de ceux qui les ont vus à l'œuvre, le firent avorter.

Depuis quatre jours, la garnison connaissait la marche de la 1re brigade sur Tuyen-Quan. Le 29 février, la canonnade lui confirma son approche.

Le 3 mars, l'ennemi levait, dans la matinée, le siège de Tuyen-Quan ; le soir, vers 3h30, assiégés et libérateurs tombaient dans les bras les uns des autres (3).

Le général en chef et le colonel Giovanninelli n'avaient pas perdu de temps ! De Lang-Son à Hanoï, la 1re brigade (4) n'avait pas mis sept jours, du 16 au 22 février, à parcourir les 150 kilomètres qui séparent Lang-Son d'Hanoï. D'Hanoï, elle remonta le fleuve Rouge en canonnières jusqu'à Bac-Hat, au confluent du fleuve et de la rivière Claire, qu'elle atteignit le 24. De là, n'ayant à sa disposition qu'un sentier, elle se dirigea vers Tuyen-Quan, par la rive droite de la rivière Claire, le flanc droit protégé par 5 canonnières ; des sampans légers portaient 14 jours de vivres.

(1) On lit dans le *Journal de siège* : « ... Cette deuxième explosion dirigée en partie sur le terrain déjà bouleversé par la première, nous coûte les pertes les plus sensibles : 12 tués parmi lesquels le capitaine Moulinay, et une vingtaine de blessés, parmi lesquels M. le sous-lieutenant Vincent. *Mais rien ne peut émouvoir les hommes de la légion* ; une section de la 2e compagnie vient remplacer la demi section de piquet et garde les deux ouvertures faites au saillant », p. 89

(2) Deux de leurs anciens officiers leur ont rendu hommage : le capitaine Carteron, dans ses remarquables *Souvenirs* (p. 253) ; le capitaine démissionnaire de Borelli, dans une belle pièce de vers intitulée : *La légion étrangère* (Carteron, p. 254).

(3) La dernière phrase du Rapport signé le 4 mars E. Dominé est celle-ci : « A deux heures de l'après-midi, le général en chef, avec la brigade Giovanninelli, arrive à Tuyen-Quan. »

(4) Effectif total de 95 officiers et 2.870 hommes : infanterie, 2.371 hommes dont 74 officiers ; artillerie, 2 batteries et 304 hommes dont 9 officiers ; génie, 64 hommes dont 3 officiers ; tirailleurs tonkinois, 190 hommes dont 3 officiers ; cavalerie, 25 hommes dont 2 officiers ; ambulance, 11 hommes dont 3 officiers.

Le 27, elle était renforcée à Phu-Doan, au confluent de la rivière Claire et du Song-Thoi Duoi ou Song-Chaï, par une petite colonne venue du Delta ; son effectif total n'atteignait pas 3.000 hommes. Le soir, le colonel Giovanninelli fit lancer des fusées et tirer des salves d'artillerie pour annoncer l'approche de la colonne de secours.

La vallée à parcourir forme un véritable couloir divisé par des seuils légèrement surélevés : la progression était donc subordonnée à la nécessité de se rendre maitres, au fur et à mesure, des lignes de hauteurs le dominant littéralement Les mamelons, les crêtes et les pentes étaient couverts de hautes herbes drues, de la taille d'un homme.

Aussi fallut-il à nos troupes une énergie extraordinaire pour opérer cette interminable et épuisante escalade immédiatement suivie, sous le feu de l'ennemi, d'une rapide descente.

Leurs chefs eurent aussi à bien interpréter le terrain pour éviter le décousu des opérations et atténuer le plus possible les pertes.

Le 1er mars, la colonne commandée par le général Brière de l'Isle prenait le contact avec l'ennemi solidement établi, la gauche à la Claire dont le cours était barré par des jonques coulées derrière des lignes de circonvallation renforcées d'ouvrages, garnies de bambous, et que masquaient de hautes herbes.

Les 2 et 3 mars, la lutte s'engageait à Hoa-Moc ; elle fut littéralement terrible. L'artillerie ne voyait pas devant elle, l'infanterie dut donc s'engager à fond. Un acteur de la lutte, le lieutenant Huguet, a écrit :

« ... Cette fois, nous étions maitres du terrain......

« Le succès n'était dû ni à la stratégie ni à la tactique, ni au génie d'un homme. *Le héros, ici, c'était le soldat.* A lui en revient tout l'honneur. C'est devant son énergie, son opiniâtreté, sa bravoure décuplée par le sentiment du « *il faut passer quand même !* » que l'armée impériale et les bandes aguerries de Luu-Vinh-Phuoc, bien supérieures en nombre, parfaitement armées et organisées, ont dû fléchir. La valeur remarquable et incontestée du vaincu, en rehaussant son mérite, augmente la gloire du vainqueur.

« Les sacrifices énormes disparaissaient devant la grandeur du but (1)... »

Nos pertes s'élevaient, en effet, à 76 tués, dont 6 officiers [4 de l'infanterie de marine et 2 de tirailleurs algériens] et à 387 blessés dont 21 officiers parmi lesquels 3 moururent [11 de l'infanterie de marine, 9 des tirailleurs algériens et 1 des tirailleurs tonkinois], soit 463 officiers et soldats hors de combat. Le régiment d'infanterie de marine figurait, dans ce total, pour près de 200 hommes dont les deux cinquièmes de ses officiers.

Le 5, de Tuyen-Quan, Brière de l'Isle adressait des remerciements, par la voie de l'ordre, aux troupes de la 1re brigade.

Séjour à Lang-Son [16 *février*-15 *mars* 1885]; *Bang-Bô* [16-15 *mars* 1885] [*fig.* 38]. — Le général de Négrier, après avoir accordé aux 3.100 hommes dont il disposait (2) le repos dont ils avaient un grand besoin, organisé rapidement la place et assuré le ravitaillement par des convois, s'occupa des Chinois qu'il savait établis à 13 kilomètres de Lang-Son, à Dong-Dang.

Le 23 février, la brigade forte d'environ 2.600 hommes quittait Kylua ; le même jour, au prix de 50 tués ou blessés, dont 2 officiers, elle enlevait brillamment les positions de Dong-Dang et contraignait les Chinois à rentrer sur leur territoire.

Le 26, dans le but de frapper l'esprit des populations, Négrier faisait détruire la porte de Chine ou du Quang-Si. Le lendemain, après avoir établi un poste avancé à proximité de la frontière pour être tenu au courant des mouvements possibles de l'ennemi, il ramenait sa brigade à Lang-Son. Tout le mois de mars fut employé à travailler à la route d'étapes projetée allant de Lang-Son à la base d'opérations avec laquelle on se relia aussi télégraphiquement.

(1) Extrait cité par le capitaine Carteron, *Souvenirs*, p. 244 et 245.

(2)

Infanterie de ligne, 3 bat.	1.160	3.100 hom.
Légion étrangère, 2 bat. . .	1.030	
2e bataillon d'Afrique 1 com.	140	
Tirailleurs tonkinois, 3 com.	450	
Artillerie, 3 batteries. . .	240	
Chasseurs d'Afrique . . .	30	
Petits détachements . . .	50	

Tout était tranquille à la frontière dans les premiers jours de mars et l'on était disposé à espérer, surtout après avoir appris la victoire de Hoa-Moc et la délivrance de Lang-Son, que la fin de la guerre approchait. Vers le milieu du mois cependant, le général de Négrier fut autorisé à croire que les Chinois se préparaient à combattre de nouveau.

Le 20 mars, en effet, l'armée du Kouang-Si reprend l'offensive et, le 22 mars, attaque de jour et de nuit Dong-Dang. Désireux de le prévenir, Négrier assure, avec environ 500 hommes placés sous les ordres du commandant Servière, du 2e bataillon d'Afrique, la garde de Lang-Son ; et le 22, vers 2 heures du soir, il part avec environ 2.150 hommes, y compris 2 compagnies tonkinoises et 2 batteries (12 pièces) de 80 millimètres de montagne : cette brigade mixte puise une force particulière dans la pleine confiance qu'elle a en lui.

Le 23 au matin, il donne l'ordre suivant :

« L'ennemi, qui a tenté hier plusieurs attaques contre Dong-Dang, n'a pas reparu. Néanmoins, ses points d'appui sont très rapprochés de ce poste. La brigade se propose d'enlever le centre de ses positions, puis de le rabattre sur l'une ou l'autre de ses ailes pour la disperser. »

Le 23 mars, une fois la sécurité de ses flancs assurée et un point d'appui établi en arrière, Négrier pénètre en Chine et marche sur Bang-Bô [*fig.* 38]. La journée qui nous coûte 38 hommes dont 5 tués permet, en « pitonnant » à l'est de la route, de s'emparer de 3 forts et nous place en face du camp retranché établi à un kilomètre environ au nord de Bang-Bô.

Le combat de Bang-Bô est livré le 24 mars ; il se termine par notre défaite et une perte de 79 tués dont 7 officiers et 190 blessés dont 6 officiers, soit en tout 269 hommes hors de combat sur 1.450 hommes qui ont été engagés.

Les Chinois avaient barré la vallée par un grand retranchement et consolidé leurs flancs à l'Est et à l'Ouest par des redoutes échelonnées couronnant les mamelons. La plus importante de ces hauteurs qui, située au nord-est de la gauche du retranchement, commandait la route à l'Est, avait été donnée comme objectif au lieutenant-colonel Herbinger. Empêché, paraît-il, successivement par le brouillard et par le terrain, de l'atteindre, Herbinger adressa au général deux émissaires qui ne le rejoignirent pas. L'action prit alors, dans l'ignorance où se trouvait le général, une allure décousue à laquelle ne purent remédier ni son audace ni l'énergie et le dévouement de ses officiers et soldats. Le moment vint où Négrier dut, la plupart des blessés une fois enlevés, ordonner la retraite : grâce à lui, dont le calme ne faiblit pas un instant, elle s'opéra avec un ordre relatif sur le bataillon de la Légion laissé à la porte de Chine et les compagnies furent vite reformées.

Il est prouvé depuis peu (août 1906) que le général Négrier n'a livré que par ordre venu de Paris le combat de Bang-Bô.

Sachant fort bien que l'infériorité de ses forces rendrait dangereuse une offensive en Chine, il comptait s'arrêter entre Lang-Son et Dong-Dang.

Tout à coup, il reçoit du général en chef, Brière de l'Isle, une dépêche lui ordonnant de pousser jusqu'en Chine. Il présente par télégramme ses observations et insiste sur le caractère aventureux d'une pareille offensive. Le général Brière de l'Isle ayant répondu que l'ordre est parti de Paris, Négrier obéit : battu le 24 mars, il doit rétrograder sur Lang-Son.

Les responsabilités sont donc définitivement établies. Retenu par le *secret professionnel*, le général de Négrier s'est tu jusqu'à ce qu'un bavard haut placé qui aurait dû le défendre, l'ait mis, en le calomniant, dans l'obligation de parler.

Le ministère Jules Ferry, qui s'effondra dans la séance dramatique du 30 mars, eût été mis en accusation, si, en juin 1885, la crainte de compromettre les élections n'avait fait décider par 305 voix contre 141 que l'*incident était clos*.

La colonne regagna Dong-Dang d'après un ordre donné verbalement par le général de façon à être entendu de tous : elle y passa la journée du 25 mars ; le soir, elle en repartit pour Lang-Son où il était plus facile de résister.

Négrier y trouva 1.500 hommes de renfort qui, abstraction faite des malades et des indisponibles, portèrent sa brigade à en

viron 4.000 combattants. Il exerçait toujours sur son monde son ascendant moral habituel.

« Après ces revers, vivement ressentis de tous, il fallait s'attendre à de nouvelles luttes. On s'y prépara. La confiance qu'inspirait le commandement [lire Négrier] maintint l'énergie de tous (¹). Notre mouvement rétrograde pouvait entraîner l'ennemi loin de la frontière, en l'amenant sur Lang-Son. Nous y avons la force nécessaire pour le vaincre, et le nombre utile pour profiter de la victoire en coupant sa ligne de retraite. Aussi quand, le 28 mars, il approcha de la place qu'il croyait peut-être évacuée par nos troupes, il les trouva debout, devant Kylua (²) ».

Les Chinois n'entrèrent pas dans Dong-Dang le 26 ; le soir, craignant peut-être un piège, ils en étaient encore à environ 6 kilomètres.

Kylua. — Retraite de Lang-Son, du 27 mars au 1er avril 1885 [*fig.* 38]. — Bien décidé à défendre Lang-Son et ses abords, Négrier était prêt, dès le 27, à recevoir l'ennemi.

« La défense fut établie sur la rive droite du Song-ki-Kong à 2 kilomètres au nord de Lang-Son, face au Nord et au Nord-Est ; elle s'appuyait au village de Kylua et au camp des Rochers. Cette première ligne était gardée par 2 bataillons de la Légion, 1 compagnie du bataillon d'Afrique et 1 batterie d'artillerie.

« Sa gauche était couverte par le fleuve ; la droite, plus menacée, était soutenue par une forte réserve sous les ordres du lieutenant-colonel Herbinger ; elle était composée des 3 bataillons du 23e, du 43e, du 111e et de 1 batterie (³).

La brigade avait suffisamment de munitions et 15 jours de vivres ; ses communications avec l'arrière étaient assurées.

La journée du 28 se passa en escarmouches.

(¹) Le 26 mars, s'entretenant avec des officiers de l'échec de l'avant-veille, Négrier, qui savait comment il faut parler au soldat, aurait dit : « Oui, l'attaque de Bang Bô est une action malheureuse provenant d'une erreur ; ses conséquences ont été funestes. Mais ayez bon espoir, nous réparerons cela, et nous ferons encore ensemble de la bonne besogne. » Ces paroles se répandirent naturellement bien vite. Carteron [Capitaine]. — *Souvenirs...*, p. 279.

(²) Carteron [Capitaine]. — *Souvenirs...*, p. 277.

(³) Rousset de Pomaret [Capitaine]. — *L'Expédition du Tonkin*, p. 109.

Le combat de Kylua fut livré le 28. Entamé dans de bonnes conditions, il n'a pas cessé d'être conduit par le général de Négrier. Deux fois il trompe l'ennemi qui s'avance inconsidérément et essuie de fortes pertes par notre feu. Vers 3 heures, il fait contre-attaquer sa gauche par le lieutenant-colonel Herbinger qui l'oblige à reculer précipitamment sous l'action du feu de l'artillerie, d'où d'énormes pertes.

« La crise résultant de ces attaques s'était dénouée à notre avantage. Nous tenions le succès quand un accident survint (¹). »

Le général de Négrier reçoit un peu avant 4 heures une blessure qui le fait souffrir au point de le contraindre à remettre son commandement ; il est remplacé par le lieutenant-colonel Herbinger, le plus élevé en grade après lui.

Il eut suffi, pour compléter le succès obtenu à droite, d'accentuer le mouvement en avant contre l'ennemi en fuite par la route de Dong-Dang. Herbinger arrête le mouvement et, dès 4h 30, rend compte par le télégraphe au général Brière de l'Isle que, le soir même, il évacuera Lang-Son. Ramené à une appréciation plus saine de l'état de choses par un court entretien avec Négrier, il hésite un peu ; puis, repris, par la même crainte, il revient à son idée première. Dans le but d'activer sa marche, il ordonne l'abandon des subsistances et fait précipiter dans le fleuve les fonds du trésor de la brigade, — 585.000 francs, — une batterie de 4 et des munitions d'artillerie ! Dans de pareilles conditions, c'était le désordre, presque la déroute. On marche toute la nuit, par la route mandarine et par celle de Don-Song.

On s'arrête après 16 heures de marche, ayant parcouru 50 kilomètres ; or, on n'a pas été poursuivi. Le 30 au soir, sur la foi d'un renseignement erroné, Herbinger fait reprendre une retraite qui ne sera pas inquiétée davantage et ne l'arrête qu'à Chu le 1er avril.

Envoyé à Hanoï, le colonel Borgnis-Desbordes arrive à temps pour rétablir le calme et ramener la confiance chez des troupes qui

(¹) Carteron [Capitaine]. — *Souvenirs de la campagne du Tonkin*, p. 287. Carteron a eu raison de dire : «.. la place des hommes se mesure au vide qu'ils laissent », p. 356.

ne savaient que penser d'un pareil affolement.

En réalité, les Chinois n'ont occupé Lang-Son que le 30 et ce n'est que huit jours plus tard qu'ils commencèrent à paraître devant nos postes avancés.

Le 8 avril, Brière de l'Isle fait occuper sans difficultés Nui-Bop et les cols au nord de Chu.

Le désastre de Lang-Son, qui allait être le point de départ de négociations avec la Chine, eut pour résultat immédiat de déterminer la chute subite du ministère Jules Ferry. Il était naturel que cette nouvelle produisît en France une certaine émotion ; mais ce n'était, en somme, qu'un échec réparable. Or, perdant apparemment la tête, le général Brière de l'Isle avait adressé au gouvernement, le 29 mars, *avant d'être suffisamment renseigné*, une dépêche à la fois alarmante et erronée qu'il terminait en témoignant l'espoir de « pouvoir défendre tout le Delta » : il disposait cependant du télégraphe et surtout il eût dû se porter à toute vitesse au-devant de la colonne Herbinger pour juger par lui-même. Le gouvernement eût sagement fait de questionner, *d'attendre une confirmation* avant de livrer la nouvelle au public (¹) : il ne montra pas plus de calme que le gouvernement impérial de juillet 1870, et, le 30 mars, la Chambre affolée renversait le ministère.

Avant de parler des derniers événements, revenons à l'amiral Courbet.

Formose, les Pescadores [janvier, février et mars 1885] [*fig.* 18]. — Demandé par le vice-amiral Courbet, le colonel Duchesne prit le 18 décembre le commandement du corps expéditionnaire ; malheureusement une maladie tenace enraya, jusqu'à la fin de mars, son activité physique. Bientôt l'infanterie de marine fut renforcée peu à peu par des troupes d'Afrique pour accentuer une division entreprise au détriment de nos intérêts véritables qui étaient au Tonkin.

Le 10 janvier, nous éprouvâmes, dans une reconnaissance, une perte de 44 hommes.

Du 28 au 30, nous fûmes plus heureux avec le lieutenant-colonel Bertaux-Levillain, mais le petit avantage obtenu ne compensa pas de fortes pertes, 24 tués dont 3 officiers et 67 blessés : en somme, nous avions pris 2 kilomètres de crêtes, mais nous continuions à être littéralement investis.

Les affaires du fort Bambou et de Louau-Louan, du 4 au 7 mars, procurèrent encore un petit gain de terrain, mais nullement en rapport avec les pertes qu'il nous coûta.

On comprend que les lenteurs et le manque de résultat de ce blocus aient mis à la torture Courbet, las de piétiner sur place, car ses équipages étaient soumis à un labeur pénible. A deux reprises, il put donner du champ à son activité :

Le 15 février, il joignait deux croiseurs chinois, les torpillait et les coulait en vue de Shei-Poo.

Du 29 mars au 1er avril, il occupait de vive force les îles Pescadores dont il s'était acharné pendant longtemps à signaler l'importance. Ces îles, qui possèdent à Makung un port vaste et sûr, forment un groupe intermédiaire à Formose et aux côtes de Chine : situées sur la route suivie par le cabotage qui approvisionne le Nord de l'Empire Chinois, elles avaient été transformées en un véritable entrepôt par les forceurs du blocus. Par suite de leur occupation, Pékin allait se voir obligé, sous peine d'être affamé, de traiter. Ce fut le dernier triomphe de cet éminent marin.

Entre ces deux événements, le gouvernement français adoptant, trop tardivement encore il est vrai, une de ses idées, que partageait aussi notre ministre Patenôtre, s'était décidé à interdire, le 21 février, sur les côtes de Chine, le commerce du riz qui occupe une importance capitale dans la vie sociale de la Chine.

Le 4 avril, commençait l'évacuation prématurée de Formose : prescrite hâtivement par Freycinet, le successeur de J. Ferry, cette mesure, contre laquelle protesta Courbet, fut un des contre-coups du désastre de Lang-Son ; lorsque, le 16 avril, le contre-ordre arriva, il était trop tard.

La paix avec la Chine, les 4 avril et 9 juin 1885. Mort de Courbet, le 11 juin 1885. — Dès le 31 mars, le Parlement avait voté à l'unanimité un crédit provisoire

(¹) Cette prudence était d'autant plus naturelle que, le soir même du 29, à 10h 15, Brière de l'Isle avait fait partir une dépêche à la fois plus rassurante et exacte.

élevé pour les ministères de la Marine et de la Guerre. Il ne tarda pas à décider l'envoi de sérieux renforts destinés à porter à plus de 30.000 hommes l'effectif du nouveau corps expéditionnaire dont on fit une petite armée commandée par le général de division Roussel de Courcy : embarqués vers le milieu d'avril, ils commencèrent à arriver au Tonkin au milieu de mai [1].

Or, le 4 avril, les négociations entamées, depuis plusieurs années déjà, en vue de la paix, par des fonctionnaires français, dont le gouvernement avait accepté l'entremise, aboutissaient : la menace de la disette causée par le blocus du riz, l'accroissement des dépenses occasionnées par la guerre, en même temps que la diminution des recettes douanières avaient décidé la cour de Pékin à agir enfin loyalement. La signature du protocole que complétait une note explicative mit fin, en réalité, à nos hostilités avec la Chine.

On reste stupéfait en rapprochant les deux dates du 30 mars et du 4 avril : on remarque, en effet, que la chute du ministère précéda de cinq jours seulement cette heureuse solution que Jules Ferry était cependant autorisé à tenir pour prochaine ; mais ce sont là des jeux de la politique et du hasard qu'il nous suffira de signaler.

La décision prise par le Parlement d'envoyer immédiatement des renforts au Tonkin engagea le gouvernement chinois à persévérer dans ses intentions pacifiques ; d'ailleurs, la Convention du 4 avril ne faisait que confirmer celle de Tien-Tsin du 11 mai 1884. Cependant le blocus du riz fut maintenu jusqu'au traité définitif signé le 9 juin 1885 à Tien-Tsin.

La Chine reconnaissait enfin le protectorat français sur le Tonkin et l'Annam ; toutefois, elle échappait à une indemnité de guerre bien justifiée ; en outre, la France devait lui restituer Formose et surtout les Pescadores, ce point stratégique de premier ordre que le ministre Freycinet avait commis la faute d'abandonner.

Cette douleur ne fut pas évitée à Courbet : le 11 juin 1885, malade depuis quelque temps, mais épuisé physiquement et moralement, il faisait le sacrifice de sa gloire, de sa vie, et rendait sa grande âme à Dieu auquel il croyait fermement. Il fut pleuré par tous dans son escadre et la France sut montrer qu'elle comprenait l'importance de la disparition d'un de ses plus illustres enfants.

Constitué à deux divisions, le corps expéditionnaire du Tonkin comptait, au moment où la paix fut conclue, 27 bataillons, 17 batteries, 4 escadrons, 2 compagnies montées, 2 compagnies du génie, 1 compagnie de pontonniers, 3 compagnies du train, 1 section d'aérostiers, de l'artillerie et des services accessoires bien constitués. Les deux divisions étaient commandées par le général Brière de l'Isle et par le général de Négrier promu divisionnaire par décret du 29 mars.

Etude de quelques faits de guerre [1]

Bac-Ninh, le 12 mars 1884 [*fig.* 36 et 37]. — Les reconnaissances du 11 ayant appris que Bac-Ninh était couvert, en avant et vers l'Est, par une ligne s'étendant du massif du Trong-Son au barrage de Lag-Buoï sur le Song-Cau en passant par le village de Xuon-Hoa, le général Millot répartit ainsi la besogne entre les deux brigades pour la journée.

Partant, à 7 heures du matin, de ses cantonnements en avant de Do-Son, le général de Négrier [2e brigade], appuyé sur sa droite par la flottille qui, remontant le Song-Cau, aurait à forcer le barrage de Lag-Buoï, marcherait contre la ligne s'étendant entre le Song-Cau et les pentes nord du Trong-Son.

Partant de Xam et de Toï, à 6h 30 du matin, le général Brière de l'Isle, avec lequel marchait un ballon captif, gagnerait, par la rive nord du canal des Rapides, le Mar-

[1] Les chiffres exacts étaient : 85 officiers, 9.557 soldats, 395 chevaux, 2.143 mulets.

En France, on avait constitué une division de réserve forte de 8.500 hommes. Installée dans des conditions défectueuses au camp du Pas-des-Lanciers situé à 18 kilomètres de Marseille, elle ne tarda pas à être fort éprouvée par la fièvre typhoïde, au point qu'il fallut évacuer sur les hôpitaux voisins 2.900 malades, soit plus du tiers de son effectif, dont 148 moururent. Son licenciement mit enfin terme à une douloureuse épreuve qui, avec plus de prévoyance, aurait pu être évitée.

[1] Les quelques répétitions constatées en se reportant à l'*Historique succinct*.. sont voulues : le but poursuivi dans cet ouvrage les justifie.

ché de Chi d'où il se porterait contre le massif du Trong-Son d'une altitude de 340 mètres.

Les Chinois avaient accumulé des défenses vers Phu-Tu-Son et Dinh-Ban. Quant à la place de Bac-Ninh, elle comprenait 3 lignes de défenses successives : forts détachés, redoutes et enceinte bastionnée.

Le 11 au soir, le général de Négrier donne ses ordres pour le lendemain, avec l'idée de couper en deux la ligne ennemie qui lui est opposée en marchant droit sur Xuon-Hoa. La direction générale était donnée à la 2e brigade, d'abord sur une « maison blanche à toit rouge isolée dans la plaine », puis sur la cathédrale de Xuon-Hoa. On allait avoir à traverser les rizières inondées par les Chinois.

Le feu est ouvert à 8h 45. Bientôt le général se propose de contenir le gros des forces ennemies, à Nam et à Quan-Dong, de forcer sa ligne de défense à Xuon-Hoa et à Lag-Buoï. Il y parvient et, bien secondé par ses troupes qui répondent à la vigueur de sa direction, il s'empare des positions mettant à sa merci Bac-Ninh ; prenant alors, par son ordre, la direction du mouvement, le lieutenant-colonel Duchesne assure, un peu avant la nuit, l'occupation de la place abandonnée par l'ennemi.

La 1re brigade avait marché sans encombre jusque vers midi. Du Marché de Chi, elle s'était portée contre les villages de Con-Rua et de Nam dont les défenseurs avaient déjà été malmenés par la brigade Négrier. Le général Brière de l'Isle fit alors prononcer de front et sur un flanc l'attaque de Trong-Son dont les forts furent enlevés au prix de pertes insignifiantes. Vers 4h 30 du soir, la brigade avait rempli sa mission, mais son chef ignorait, comme le général Millot, que Bac-Ninh fût déjà occupé.

Le coup d'œil, la rapidité de décision et l'énergie du général de Négrier, le judicieux emploi de l'artillerie et la valeur de l'infanterie avaient précipité l'heureux résultat d'une opération qui, pour sa brigade, a pu être comparée à un coup de main. Le succès ne nous avait coûté que 48 hommes dont 1 officier et 8 hommes tués.

Les Chinois auraient été, le 12 mars, au nombre de 20.000 à 25.000 hommes de troupes régulières dont 8.000 à 8.500 Français, y compris les tirailleurs annamites et tonkinois, eurent raison. Une centaine de canons, des fusils des munitions et des approvisionnements étaient tombés entre nos mains.

Dong-Song, le 6 février 1885 (*fig.* 40 et 41). — Il s'agissait de compléter l'œuvre des deux journées précédentes et d'enlever la dernière partie du vaste camp retranché en culbutant les Chinois concentrés aux abords de Dong-Song.

La brigade Giovanninelli [1re] suit la route de Dong-Song ; la brigade Négrier [2e] s'avance par le défilé et par l'Est en « pitonnant », avec l'artillerie. Seulement dessinée, l'attaque de front sert à faciliter à droite un mouvement tournant. Les deux brigades sont le plus souvent échelonnées l'une par rapport à l'autre et se prêtent à distance un mutuel appui.

La figure 41 permet de se faire une idée d'ensemble des principaux des nombreux ouvrages qui surmontaient des mamelons ou des croupes, circulaires sur les uns, affectant sur les autres la forme d'un fer à cheval.

Un acteur de la lutte décrit ainsi l'aspect des positions retranchées de Dong-Song qui s'étendaient sur une longueur d'environ 15 kilomètres et sur une largeur moyenne d'à peu près 7.

«..... Des hauteurs enlevées, on découvrait la majeure partie des positions chinoises. C'était un inoubliable spectacle ! De quelque côté qu'on tournât les regards, des sommets d'ouvrages fermaient l'horizon. On en compta plus de quarante (1)... »

Témoin de « l'admirable énergie de nos fantassins, dont aucune fatigue, aucun obstacle n'arrêtaient l'élan », il dit aussi :

« Ils voulaient réellement aborder l'ennemi, se mesurer avec lui, pénétrer dans son camp et l'en chasser.

« Nos troupes avaient, pour la plupart, assisté depuis un an à de nombreux combats. Elles étaient très audacieuses dans les attaques et avaient confiance en elles. Chaque groupe, toujours prêt à soutenir son voisin, savait qu'il pourrait à son tour entièrement compter sur lui.

« Les conceptions hardies du commande-

(1) Carteron [capitaine] — *Souvenirs*... p. 181.

ment, qui n'hésitait pas à entreprendre les plus difficiles besognes en affrontant de redoutables obstacles, contribuèrent sans doute puissamment à entamer le moral de l'ennemi. Les objectifs donnés aux attaques avaient une importance décisive ; on y concentra énergiquement les efforts. Après leur enlèvement, les défenses voisines tombèrent sans lutte [1]... »

Siège de Tuyen-Quan de novembre 1884 au 3 mars 1885 [*fig.* 39]. — Le *Journal de siège* de Tuyen-Quan doit être lu et médité par tout officier appelé à exercer un commandement. Il reflète, dans « son éloquente simplicité » [2], les qualités militaires, l'intelligence et l'énergie indomptable du lieutenant-colonel Dominé qui se montre là aussi modeste qu'il a été héroïque.

C'est grâce à lui, qui fut l'âme de la défense, et au sergent Bobillot, transformé par les circonstances en chef de génie [1], qu'une poignée de braves put, en perdant le tiers de son effectif et plus de la moitié de ses officiers, lutter pendant trente-six jours contre une armée et, ayant charge de défendre une bicoque véritable, repousser huit assauts et atteindre l'heure de la délivrance. Bel exemple de force morale à citer au premier rang de ceux enregistrés par l'Histoire !

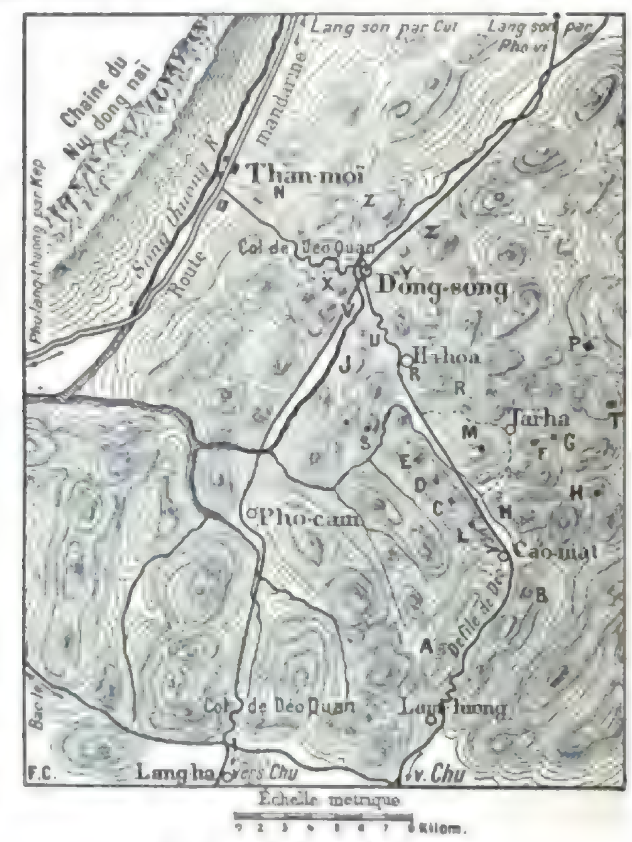


Fig. 40. — Environs de Dong-Song.

A la journée du 3 mars, date de l'entrée à Tuyen-Quan du général Brière de l'Isle et du colonel Giovanninelli, se rattachent plusieurs traits anecdotiques que nous donnons à titre exceptionnel.

Le premier se rapporte au lieutenant-colonel Dominé qu'il peint bien. Libérés et li-

(1) Carteron [capitaine] — *Souvenirs...*, p. 194.

(2) Ce sont les termes mêmes qu'employa le ministre de la guerre en donnant l'ordre de publier in-extenso ce *Journal*.

(1) Lorsque Bobillot eut été blessé, il fut remplacé par un humble dont le nom est à retenir, le caporal du génie *Gacheux* : Lecomte [capitaine]. *La vie militaire au Tonkin*, p. 238.

bérateurs se congratulent à l'avancée de la porte de la place :

«... Le commandant Dominé [1] s'est avancé sans avoir été aperçu. Il sort tout à coup d'un groupe d'officiers et se présente au général en chef, *en le saluant sans mot dire*. Il a un salut tout particulier, le commandant, depuis qu'il a eu le coude droit fracassé par une balle, il ne peut plier le bras, il salue la main ouverte en dehors et barrant le front. Le général Brière de l'Isle dit : « Ah ! c'est vous, Dominé ! » Il descend de cheval et l'embrasse ; les larmes lui sont venues aux yeux... »

Aspect de la citadelle, et sa défense :

«... Partout où le regard se pose il est impossible de ne pas voir une trace de balle ou d'éclat d'obus. Les murs des quelques maisons qui sont à l'intérieur de la citadelle en ont été criblés. La pagode du haut du mamelon est percée en de nombreux endroits. Elle était ordinairement habitée par le commandant Dominé ; un jour un obus entra par la toiture et tua son interprète à côté de lui. Vers la fin du siège, comme les coups de l'ennemi y arrivaient plus fréquemment, le commandant avait fait creuser, au sommet du mamelon, une sorte de fosse dans laquelle il couchait...

« C'est du haut du mamelon que le commandant, en dehors des rondes fréquentes qu'il faisait la nuit aussi bien que le jour, surveillait

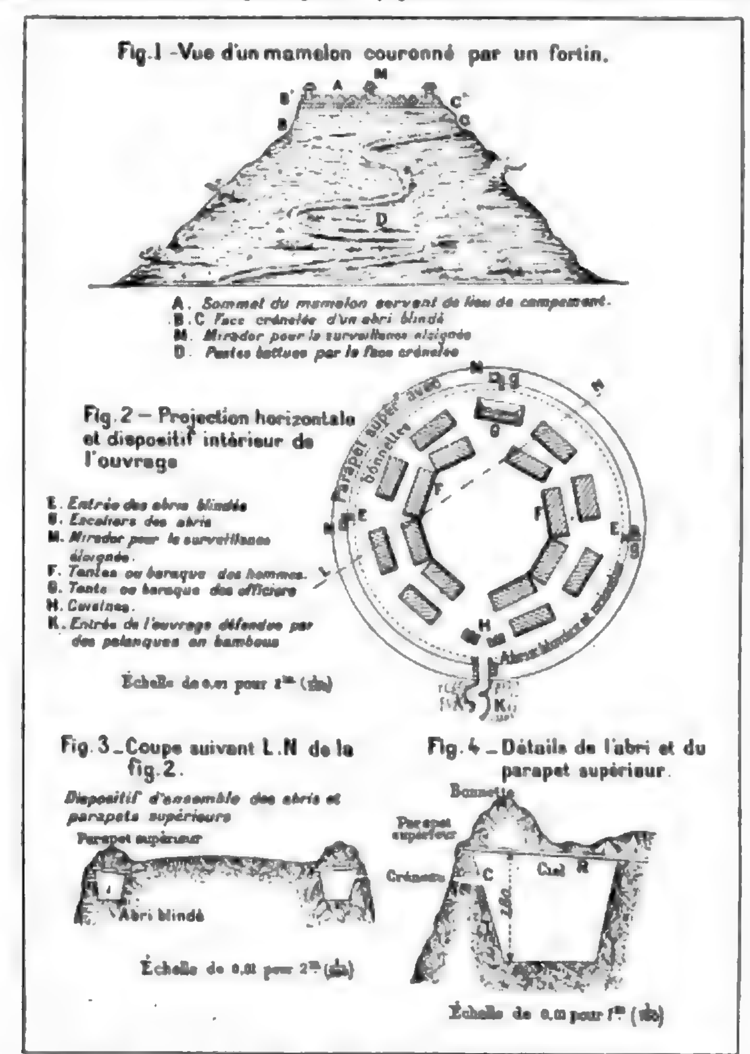


Fig. 41. — Ouvrages chinois de Dong-Song. (Croquis tiré de l'ouvrage du capitaine Carteron).

[1] Lecomte [capitaine]. — *La vie militaire au Tonkin*, p. 237.

l'ennemi [1]. Il avait auprès de lui les meilleurs tireurs de la légion qui, à l'affût derrière des gabions, guettaient les travailleurs chinois; dès que l'un d'eux avait l'imprudence de se découvrir, ils lui envoyaient une balle qui rarement le manquait...

« Aussitôt que la mine sautait, et en même temps que les premières troupes, se présentait le commandant Dominé, qui s'était laissé glisser du haut du mamelon jusqu'au terre-plein de la citadelle. Il dirigeait les combattants et les travailleurs, puis, quand l'assaut était repoussé, il remontait à son observatoire... [2] »

Promu au grade de lieutenant-colonel, Dominé ne tarda pas à rentrer en France [3].

Visite de l'ambulance :

«... Parmi les nombreux blessés qui sont étendus là, le général Brière de l'Isle félicite surtout le sergent Bobillot qui a eu deux vertèbres cassées par une balle chinoise... Il lui promet la croix et le grade de sous-lieutenant : les yeux du blessé s'animent, il remercie; mais le médecin n'a guère d'espoir de le sauver... [4] »

Le 4 mars, de Tuyen-Quan, le général en chef, remerciant, au nom de la France, les Officiers, les Sous-Officiers, les Soldats, les Marins de la garnison, leur disait, après avoir glorifié leur défense, « sous le commandement d'un chef héroïque :

« Aujourd'hui, vous faites l'admiration des braves troupes qui vous ont dégagés au prix de tant de fatigues et de sang versé. Demain vous serez acclamés par la France entière.

« Vous tous aussi, vous pourrez dire avec orgueil :

« J'étais à Tuyen-Quan, j'étais sur la canonnière la *Mitrailleuse !* »

Le lendemain, il adressait à ses « braves troupes » de la 1re brigade et à Giovanninelli, leur chef énergique, des remerciements et des éloges amplement mérités.

(1) Point à signaler : les attaques des Chinois se firent surtout la nuit; à l'exception d'une seule, toutes furent prévues par les assiégés.

(2) Lecomte (capitaine) — *La Vie militaire*, pp. 242, 243 et 244.

(3) Parvenu au grade de colonel, Dominé quitta prématurément l'armée à la suite de contrariétés qu'il ne voulut pas accepter mais qu'on aurait dû écarter de lui.

(4) Lecomte (capitaine). — *Loc. cit.*, p. 239. Nommé chevalier de la Légion d'honneur, Bobillot mourut, en effet, quelques jours plus tard : Paris, où il était né, lui a élevé une statue en 1888.

Lang-Son, Kylua et le Camp des Rochers [*fig.* 42]. — Ce qu'il importe de connaître sur Lang-Son et sur Kylua pour comprendre les événements du 28, nous a été donné par le capitaine R. Carteron [1].

Le Song-Ki-Cung, large de 30 mètres environ, coule au nord de Lang-Son et la sépare de Kylua.

« Lang-Son comprend deux groupements distincts : la citadelle et la ville. La citadelle, rectangulaire, a des côtés de 500 à 600 mètres, formés de parapets dont les banquettes assez larges s'élèvent à 4m,50 du sol. Un mur en briques, revêtant ces parapets à l'intérieur, dépasse les banquettes d'environ 0m,70. Il n'y a pas de fossés. Une porte existait sur chaque face. On utilisa celles du Nord et du Sud, les autres furent obstruées. Le saillant Sud-Ouest s'appuyait à un mamelon auquel des murs prolongeant l'enceinte formaient une couronne de défenses. »

La citadelle se trouve divisée, par deux rues qui se croisent, en quatre parties dont chacune renferme quelques pagodes et beaucoup de maisons en torchis et bambous qu'entourent des jardins.

La ville qui s'étend au Nord-Est se compose de maisons chinoises en briques et de maisons annamites analogues à celles de la citadelle, bordant la rue principale qui aboutit au Song-Ki-Cung.

Kylua, que traverse la route de Chine, dont la population est entièrement chinoise, renferme un grand nombre de maisons chinoises, quelques maisons annamites et de belles pagodes construites le long de deux rues se coupant à angle droit.

A environ 1 kilomètre 500 du groupe de cinq ouvrages situés à 400 mètres des dernières maisons, la route de Chine pénètre dans la montagne.

Le Camp des Rochers, qui formait le réduit de la défense de Lang-Son, se trouve à l'ouest de Kylua, dans un amas de rochers long de 800 mètres et large de 400. Sur les flancs des murailles de roc couraient en zigzag toutes sortes d'ouvrages crénelés. Ce camp contenait des cabanes de bambous et de paille qui pouvaient loger 4.000 à 5.000 hommes.

(1) *Souvenirs de la Campagne du Tonkin*, pp. 223 à 225.

Combat de Kylua, 28 mars [*fig.* 42]. — Dès leur retour de Dong-Dang qui prit fin le 26 mars au matin, les bataillons renforcés avec les hommes envoyés de Chu avaient été réorganisés et pourvus de vivres et de munitions. La brigade, approvisionnée à 15 jours de vivres environ, compta alors 4.000 combattants environ (¹). Son chef ne pouvait espérer être soutenu par la 1re brigade qui venait de délivrer Tuyen-Quan.



Fig. 42. — Lang Son et ses environs. Combat de Ky-lua.

(¹) 3 bataillons d'infanterie de ligne : 1.350 hommes ;
2 bataillons de la légion étrangère : 1.150 — Bataillon d'Afrique : 750 ;
3 compagnies de tirailleurs tonkinois : 400 ;

Le mouvement rétrograde sur Lang-Son, à la suite de l'échec de Bang-Bô, avait ému la brigade entière : il lui avait fallu abandonner sur le champ de bataille la plus grande partie de ses morts que les Chinois décapitèrent, et elle avait eu beaucoup de peine à emmener ses blessés. Mais, ayant pleine confiance dans son chef, elle se trouva réconfortée par les paroles qui ont déjà été citées.

Le 27 au matin, le général de Négrier reconnait, avec les officiers supérieurs et le commandant de l'artillerie, le terrain de la lutte qui est imminente ; car on sait que, la veille au soir, les éclaireurs de l'ennemi se trouvaient à 6 kilomètres environ de Dong-Dang ; il assigne les emplacements à chaque troupe.

La 1re ligne s'étend des maisons les plus à l'est de Kylua au camp des Rochers, en passant par les ouvrages qui commandent le débouché de la route de Dong-Dang [1].

Le flanc droit de cette ligne, qui était le point faible, sera protégé au besoin par un groupe mobile fort de 3 bataillons et de 1 batterie.

Ce dispositif sera appuyé, sur la rive gauche du Song-Ki-Cung, par Lang-Son et sa citadelle.

Dans le cas où, le nombre l'emportant, il faudrait repasser sur la rive gauche de la rivière, on occuperait Lang-Son et les hauteurs qui commandent la place. On tiendrait ainsi les communications avec l'arrière par les deux routes du Delta, l'une passant par Than-Moï, Bac-Lé et Kep ; l'autre par Dong-Song et Chu.

Le général de Négrier était en droit de croire que, en attaquant Lang-Son, l'ennemi courait au-devant d'une défaite.

Le 27 au soir, il y eut une fausse alerte.

Le 28, de bon matin, la lutte s'engage presque simultanément au Nord et à l'Est, plus tard à l'Ouest. Les Chinois renouvellent leurs attaques avec un courage véritable mais ils échouent sur tous les points. Vers 3 heures, sur l'ordre du général de Négrier, qui n'a pas cessé de faire sentir son impulsion dès qu'elle a été nécessaire, le lieutenant-colonel Herbinger, qui commande la réserve générale mobile, attaque la gauche de l'ennemi tout en menaçant sa ligne de retraite : l'ennemi recule précipitamment sous le feu de notre artillerie.

Malheureusement à ce moment-là, alors qu'il fallait accentuer le succès, le général de Négrier est atteint par une balle en pleine poitrine et, vers 4 heures, se trouve mis par la douleur dans l'obligation de donner le commandement au lieutenant-colonel Herbinger [1].

Intelligent, instruit et très brave de sa personne, Herbinger était, malgré sa rudesse apparente, plein de sollicitude pour le soldat ; mais c'était un intempérant et un impulsif assez mal équilibré qui craignait la responsabilité : il était surtout de ceux qui se font un *tableau* et, manquant de sang-froid, vont de suite aux extrêmes. C'est ainsi que, dès sa prise de possession du commandement, il était décidé, malgré le succès incontestable qu'il n'y avait qu'à compléter, à abandonner Lang-Son et à se replier sur Dong-Song. Il arrêta, en effet, presque de suite, le mouvement qui était en bonne voie, fit donner l'ordre aux artilleurs occupant les redoutes de mettre leur matériel hors de service ; vers 4h 30, il télégraphiait au général Brière de l'Isle qu'il évacuerait le soir même Lang-Son pour se replier en deux colonnes sur Dong-Song et Than-Moï.

Cependant une conversation avec le général de Négrier, qu'il avait été voir à l'ambulance,

3 batteries d'artillerie (18 pièces) : 300 hommes ; Chasseurs d'Afrique : 26.

Tous les fantassins avaient 120 cartouches, dont il existait une réserve de plus de 100 000. Chaque pièce était approvisionnée à 80 coups, chiffre que le parc d'artillerie permettait de doubler.

(1) Réorganisés depuis un mois, ces ouvrages étaient armés de 15 bouches à feu : une batterie française de 4 de montagne, 2 canons Krupp, 4 Vavasseur, 3 mortiers de 15 centimètres abandonnés par l'ennemi en février.

(1) Né le 7 décembre 1839, *Herbinger* [Paul-Gaston] était sorti de l'école de Saint-Cyr, le 1er octobre 1861 Professeur de Tactique d'Infanterie de 1878 à 1880 à l'École de guerre, puis chef d'un bataillon de chasseurs, il était arrivé au Tonkin, comme lieutenant colonel, depuis le 24 juillet 1884. Il s'était fait successivement remarquer, dans l'exécution d'ordres reçus : à Thai-Hoha, le 4 février ; à Haho-Ha, le 5 février ; à Pho-Vi le 11 et en dernier lieu à Dong-Dang.

L'auteur de cet ouvrage a entretenu avec lui, à l'École de guerre, les meilleures relations ; aussi est-ce avec une certaine peine qu'il doit signaler ses points faibles : la recherche de la vérité lui impose ce devoir.

le rendit perplexe. Mais il eut le malheur d'admettre comme vrais des renseignements en l'air sur l'ennemi, de ne point écouter les observations très sages des commandants Diguet et Servière et surtout, en dernier lieu, de ne tenir aucun compte d'une Note dictée, vers 6 heures, par le général de Négrier qui regarda comme un devoir, avant d'être évacué, avec les autres blessés, vers le Delta (1), de lui donner sur la situation son avis consistant à occuper, en cas de nécessité, la rive gauche du Song-Ki-Kuong.

Lorsque le lieutenant Dégot, porteur de cette Note, joignit Herbinger, déjà celui-ci avait donné l'ordre de la retraite ; malheureusement pour sa réputation, il le maintint : toute la responsabilité en retombe donc sur lui ainsi que celle de mesures incompréhensibles attestant un affolement complet.

Retraite de Lang-Son du 28 mars au 1er avril 1885 [*fig.* 38].

L'ennemi n'a pas donné signe de vie depuis qu'il s'est replié. Cependant le lieutenant-colonel Herbinger, dominé par la crainte... théorique d'avoir ses lignes de communication coupées, a précipité ses ordres pour hâter la retraite ; la rive droite du Song-Ki-Kuong, sur laquelle nous disposons d'une solide tête de pont, est évacuée ; le commandant Servière, qui offre de rester dans la place avec deux compagnies de son bataillon, éprouve un refus ; les troupes doivent prendre hâtivement des vivres en suivant la rue principale de Lang-Son : défense est faite d'allumer du feu ; ordre est donné *de jeter à l'eau* la valeur en piastres de 585.000 francs dont le transport nécessiterait 80 coolies, mais qu'il eût été facile de répartir entre les officiers et les soldats; le commandant d'une des batteries traînées de 4 doit, sur l'ordre du lieutenant-colonel et à la deuxième injonction, *jeter à l'eau* son matériel, sous prétexte que ces canons « gêneraient le mouvement rétrograde » (2); enfin, fait non moins incompréhensible, le lieutenant-colonel fait couper le fil télégraphique le reliant au Delta.

Deux colonnes formées à la hâte sont dirigées l'une sur Than-Moï par la route mandarine, l'autre sur Dong-Song par la route de Pho-Vi.

« Le commandant Servière ne quitta la citadelle, dit le capitaine Carteron, qu'à 10h30 avec l'arrière-garde formée par les compagnies du 2e bataillon d'Afrique. *On ne voyait ni n'entendait rien du côté de l'ennemi* (1)... »

Le 29 au matin, après une marche effectuée très en ordre et sans le plus léger incident, les deux colonnes, qui avaient à parcourir environ 50 kilomètres(2), atteignaient : l'une Than-Moï, vers 3 heures ; l'autre Dong-Song, vers 5 heures ; elles entrèrent en communication par un chemin d'à peu près 6 kilomètres de longueur récemment pratiqué et passant par le col de Déo-Quan.

D'après l'ordre du général en chef, le lieutenant-colonel Herbinger arrête la brigade sur cette ligne qu'il comptait évacuer encore et, toujours hanté par la perspective d'une attaque, ordonne de se préparer à tenir, « coûte que coûte », là où l'on était. Quelques coups de fusil seulement furent échangés, dans l'après-midi du 29, avec des coureurs ennemis qui furent repoussés : nous eûmes 2 tués et 5 blessés. Le soir, une nouvelle attaque avorta. Nous eûmes vraisemblablement affaire, dit Carteron, à des bandes irrégulières.

Le lieutenant-colonel Herbinger aurait dû, après vingt quatre heures, être remis de son ébranlement moral de Lang-Son. Il n'en était rien, puisque le 29 au soir, au « douloureux étonnement de tous », il ordonna une nouvelle marche de nuit pour se diriger sur Chu (3) : « aucun adversaire ne suivait ».

(1) Le général fut transporté par Dong-Song et Chu sur Hanoï. Sa blessure mit six semaines à guérir. Par décret du 29 mars, rendu le lendemain même du combat de Kylua, il avait été promu au grade de général de division.

(2) Le capitaine d'artillerie Martin, qui commandait cette batterie, déclara en arrivant à Than-Moï que la route suivie eût été praticable à son matériel.

L'enquête faite à Chu, dès avril 1885, établit sans peine qu'il avait rempli tout son devoir. Le chef d'escadrons Douvres était venu lui transmettre verbalement l'ordre donné, puis le lui avait envoyé par écrit.

(1) Carteron [capitaine]. — *Loc. cit.*, p. 296.

(2) Il était possible de s'arrêter à 20 kilomètres de Langson, aux deux cols du Cut et de Bac-Vlay où se trouvent de fortes positions.

(3) La colonne de droite rejoignit, par le col de Déo-Quan, la colonne de gauche.

La retraite sur Chu dura du 31 mars au 1er avril.

« ... A ce moment, dit Carteron, le lieutenant-colonel paraissait accablé. S'entretenant avec quelques officiers, il cherchait à dissimuler sa violente émotion, mais ne parvenait pas à cacher l'agitation presque convulsive de ses traits. Il ne franchit le col d'où l'on débouche dans la plaine de Chu que peu d'instants avant le bataillon d'Afrique laissé à l'arrière-garde... »

A son arrivée à Chu, il apprit qu'il était remplacé à la tête de la brigade (1) par le colonel d'artillerie de marine Borgnis-Desbordes envoyé d'Hanoï avec ordre d'arrêter tout mouvement rétrograde. Bientôt, d'ailleurs, les forces réunies à Chu atteignirent l'effectif de 5.400 fantassins, 350 cavaliers purent disposer de 24 pièces mobiles.

Les deux cols de Déo-Quan et de Déo-Van furent occupés (2). Huit jours après l'évacuation de Lang-Son, notre cavalerie put pousser jusqu'au delà de Pho Cam, — situé presqu'à demi-distance entre le col de Déo-Quan et Dong-Song, — sans rencontrer de Chinois. Ceux-ci, d'ailleurs, n'étaient entrés à Lang-Son que dans l'après-midi du 30 mars.

Tout récemment, se départissant, à propos d'une attaque calomnieuse, du silence qu'il s'était noblement imposé, pendant plus de vingt et un ans, pour ne point accabler un chef malheureux placé sous ses ordres et le couvrir de sa responsabilité, le général de Négrier s'est expliqué brièvement sur l'affaire de Lang-Son (1) :

« Jamais, dit-il, après avoir affirmé que, crachant le sang, il fut dans l'impossibilité de demeurer, comme il l'avait fait [quoique blessé] lors du combat de Kep, au milieu des troupes, je n'ai voulu accuser Herbinger. *J'ai préféré me laisser attribuer l'acte le plus odieux qu'un chef puisse commettre*, c'est-à-dire rejeter sur un de ses subordonnés la responsabilité d'une faute *plutôt que de témoigner contre lui*. Dans les deux conseils d'enquête devant lesquels il a comparu, il s'est gardé de me demander mon témoignage, car, *forcé alors de dire la vérité, j'aurais été un témoin à charge*. Quoi qu'on ait pu dire sur mon attitude, je n'ai pas demandé à être entendu, pour ne pas être obligé de le charger : mais vous savez qu'*en France, on n'aime pas à attribuer le mobile de nos actions à des sentiments généreux...* »

2° Œuvre de pacification

[9 juin 1885 à 1896]

Les campagnes de 1883, 1884 et 1885 avaient eu pour résultat de nous mettre en possession du Delta tonkinois et d'y interdire l'intervention en plein jour de l'armée régulière chinoise.

Elles eurent pour aboutissants les traités du 6 juin 1884 et du 9 juin 1885 qui sanctionnèrent nos droits sur les territoires composant la partie annamite de notre empire d'Indo-Chine et marquent la clôture de la guerre proprement dite. Mais, la paix une fois signée, il fallut occuper les territoires sur lesquels nos droits étaient reconnus, puis poursuivre méthodiquement, à l'aide de méthodes politiques et militaires, la répression de la piraterie chinoise et annamite.

Le dernier mot de cette œuvre de patience, de dévouement et de sacrifices plus ou moins connus a été la substitution à l'action militaire pure et simple de l'action politique de fonctionnaires civils français et annamites appuyés de miliciens.

Nous ne saurions, quelque captivant que soit le sujet, même énumérer les faits de guerre si nombreux pourtant qui, du 9 juin

(1) Rentré peu de temps après en France, renvoyé au Tonkin par le général Campenon, ministre de la guerre, qui lui voulait du bien, le lieutenant-colonel Herbinger n'y fut pas jugé : renvoyé en France, il y mourut subitement [anévrisme de l'aorte] en 1886, après avoir beaucoup souffert surtout moralement.

(2) Le premier est à 2 heures et le second à 6 heures de marche de Chu. Le 7 avril, rapporte le capitaine Carteron, le général Brière de l'Isle, se rendant au col de Déo Quan qu'occupait le commandant Servière, le félicita « de son attitude énergique pendant les heures critiques qui précédèrent l'abandon de Lang-Son » et lui aurait dit, *en présence de plusieurs officiers* : « Je regrette que les circonstances de guerre n'aient pas fait tomber le commandement entre vos mains. Nous serions sûrs dans la place. » Carteron [capitaine] *loc. cit.*, p. 305. Certes, ces paroles étaient très honorables pour celui auquel elles s'adressaient ; il faut toutefois convenir qu'elles étaient bien inconsidérées.

(1) Lettre adressée, le 26 août 1906, au capitaine A. Verdier qui fit brillamment la campagne du Tonkin au bataillon du 111e régiment d'infanterie.

1885 à une époque plus ou moins rapprochée de nous, vers 1896, en ont marqué les étapes. Cette étude a été faite, d'une façon très consciencieuse et documentée, par le commandant breveté Chabrol pour tout le laps de temps compris entre le 9 juin 1885 et le 1er juillet 1895. (1)

La *pacification du Delta tonkinois* a pris fin avec l'année 1889, tout en laissant encore matière à de fréquentes interventions militaires sur la lisière Nord-Ouest.

La *pacification de l'Annam* a été marquée par le guet-apens de Hué du 4-5 juillet 1884, qui démontra une fois de plus la perfidie asiatique en même temps que les ressources et la vigueur de nos soldats indignement surpris. Elle a été menée à bonne fin dans les provinces du Sud et dans celles du Nord par des colonnes qui opérèrent jusqu'au commencement de l'année 1890.

Enfin, la *pacification des régions montagneuses* s'est effectuée à peu près simultanément, et a été poursuivie au milieu de fortunes diverses, le long des six voies de communication principales qui rayonnent aujourd'hui du Delta tonkinois vers les frontières : littoral de l'archipel d'Along ; route de Langson ; route de Caobang par le Song-Can ; rivière Claire ; fleuve Rouge ; rivière Noire.

Cette rapide énumération donne une idée du dévouement qu'ont eu à déployer, pendant plus de dix ans, de jour et de nuit, au milieu d'épreuves de toute sorte, les officiers, les sous-officiers et les soldats du corps expéditionnaire. Un seul chiffre qui a son éloquence : pendant la période décennale de 1885 à 1895, 75 officiers, dont les noms ont été conservés (2), ont été tués à l'ennemi, contribuant ainsi, par le sacrifice de leur vie, à la grandeur et à la gloire de la patrie française.

Terminons par une observation très juste dont aucune personne sensée ne méconnaitra l'importance.

Il ne suffit pas, en 1885, de déclarer que le pays était pacifié et que l'on allait enfin pouvoir tirer parti des richesses du sol conquis. En réalité, le gouvernement voulut, en faisant une affirmation si peu en rapport avec la situation vraie, enlever un aliment aux polémiques soulevées par la conquête du Tonkin et par les sacrifices en argent et en hommes qu'elle coûtait.

Ainsi que l'a dit le capitaine Sénèque, dans son ouvrage captivant et tristement véridique :

« Pour mettre les faits d'accord avec ces déclarations, le régime civil fut substitué au régime militaire et le silence se fit dans la Métropole sur les combats soutenus par nos soldats...

« La prétendue pacification du pays entrainait l'amoindrissement du rôle de l'armée, partant la réduction de l'effectif du corps d'occupation... »

Les conséquences d'une première faute sont souvent à longue portée. Celle-ci nous mit dans l'impossibilité d'occuper la zone montagneuse qui s'étend du Delta tonkinois à la frontière, de Chine, « zone qui représente à elle seule les quatre cinquièmes de la superficie totale du pays » ; les pirates s'y installèrent et, bravant nos insignifiantes démonstrations ou profitant de la défense formelle faite à nos postes de sortir de leurs enceintes, rançonnèrent les villages du Delta, enlevèrent femmes, enfants, bestiaux dont ils trouvaient un bon prix en Chine : « ce fut l'âge d'or pour les pirates (1) » auxquels le gouvernement de l'Indo-Chine racheta même quelques prisonniers de marque (2).

En 1891, six années après l'établissement du régime civil, les pirates chinois étaient les maitres absolus de la partie montagneuse du Tonkin ; on se battait jusqu'aux environs d'Hanoï. On eut alors recours à des blockhaus établis aux principaux passages de la frontière, à un système de postes, à la mise en état de défense de quelques villages et de

(1) Nous avons adopté les divisions de cet ouvrage pour l'ensemble de l'œuvre de pacification.

(2) Chabrol [commandant]. — *Opérations militaires au Tonkin*, pages 315 et 316, Annexe A. L'annexe B [pages 319 à 343] reproduit l'*Instruction du 10 novembre 1895* [*signée général Duchemin*] *sur l'organisation et le ravitaillement des troupes opérant contre les pirates du Tonkin* : très importante, cette Instruction est le fruit d'une expérience chèrement acquise.

(1) Sénèque [capitaine]. — *Loc. cit.*, p. 11.

(2) En décembre 1894, le gouvernement local rachète Mme Chailley et sa fille aux pirates pour la somme de 175.000 francs !

nouveau le gouvernement local crut pouvoir, bien à tort, déclarer que la piraterie avait vécu : en réalité, elle s'était solidement organisée.

En 1893, lorsqu'on se décida enfin à pourchasser ces bandits, « nous eûmes à combattre, dit le capitaine Sénèque, des bandes munies d'un armement supérieur au nôtre, largement approvisionnées en vivres et en munitions achetés avec l'argent qui leur avait été versé pour les rançons antérieures... (¹) »

Conduite par un chef énergique, le colonel Chaumont (²), la lutte qui traînait dans le cercle de Moncay depuis plus de deux ans — 1893 et 1894 — prit fin au bout de cinq longs mois de colonne en plein été et fut marquée par les fatigues et les souffrances qu'impose un climat implacable.

Il suffira d'ajouter, pour donner une juste idée du caractère sérieux des combats livrés, que les derniers, ceux qui, dans le courant du mois d'août 1893, permirent de chasser les pirates du Pan-Aï, massif dominant, presque inaccessible, abordable seulement par des crêtes rocheuses, étroites et découvertes, nous coûtèrent : 3 officiers tués et 3 blessés ; 15 Européens tués et 10 blessés ; 9 tirailleurs tués, 38 blessés : soit 78 hommes mis hors de combat.

Le succès ne put être obtenu, malgré l'héroïsme des assaillants, qu'en faisant agir deux pièces de 80 de montagne installées, après quinze jours d'efforts, à une position cotée 59ᵐ, avec un approvisionnement de 150 projectiles pour chacune d'elles.

Tels sont les faits qui sont ignorés ou à peine connus de la Métropole.

Ce qu'il importe qu'elle sache et surtout qu'elle n'oublie pas, c'est ceci : à la date du 1er janvier 1899, les corps de 226 officiers français étaient recouverts par la terre du Tonkin ! Ce chiffre énorme permet de préjuger celui qui concerne les gradés, les soldats et de se faire une idée de ce que coûte un empire colonial.

(¹) Sénèque (capitaine). — *Loc. cit.*, p. 20.

(²) Promu général en 1899, Chaumont est mort le 30 décembre 1900.

LIVRE VI

CONQUÊTE DU DAHOMEY
[1892-1894]

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

Les deux campagnes dirigées par le colonel [puis général] Dodds en vue de conquérir le Dahomey méritent, entre toutes les campagnes coloniales, une mention et une étude spéciales.

Ici, la préparation et l'exécution ont marché de pair et le résultat obtenu d'emblée a été durable. Le général Dodds a prouvé que la première de toutes les conditions pour mener, avec le moins de déceptions et de pertes possibles, une campagne coloniale, est d'être un *colonial*, c'est-à-dire un chef familiarisé surtout avec les exigences particulières du climat, du terrain : la préparation a donc été complète, sinon parfaite puisque, en pareille matière, les lacunes même d'une certaine importance sont presque inévitables. Ayant affaire à un ennemi qui faisait fi de la mort et dont la direction a été certainement assurée par des Européens, il a su communiquer aux opérations proprement dites un caractère d'énergie et de prudence qui devait assurer le succès. Administrateur et soldat, ménager de la peine et du sang de ses hommes, prodigue de sa personne, le général Dodds a mérité à double titre la reconnaissance du Pays.

Paris, le 1er juin 1906.

BIBLIOGRAPHIE

Dodds [général]. — Rapport sur les opérations du corps expéditionnaire du Dahomey : 1° en 1892 ; 2° en 1893-1894 (1).

Nicolas [commandant Victor]. L'expédition du Dahomey en 1890 : 1892.

Barthélemy [docteur]. — La guerre du Dahomey, histoire médicale du 1er groupe de la colonne expéditionnaire du Dahomey en 1892 : 1893 [Archives de médecine navale et coloniale].

Rangé [docteur]. — Rapport médical sur le service de santé du Bénin : 1894 [Archives de médecine navale].

Poirier [Jules]. — Campagne du Dahomey, 1892-1894 : 1894.

Foa [Edouard]. Le Dahomey : 1895.

Aublet [capitaine Ed.]. — La guerre du Dahomey, 1re partie, 1888-1893 : 1894 ; 2e partie, la conquête du Dahomey, 1893-1894 : 1895.

François [G.]. — Notre colonie du Dahomey. Sa formation [chapitre 1er. La [conquête militaire du Dahomey, 1re et 2e périodes] : 1896.

Lorho [commandant]. — Historique de notre expansion dans l'Hinterland Dahoméen : 1904.

(1) Ce rapport n'a pas été publié ; le ministre de la marine s'y est opposé, sans qu'aucun motif acceptable ait été allégué.

Terrain et Climatologie [*fig.* 43]. — L'Hinterland Dahoméen limité à l'Est par le Lagos anglais, à l'Ouest par le Togoland allemand, au Nord par la partie du cours du Niger comprise entre Say et Madécali, est formé par le Haut-Dahomey et le Bas-Dahomey, seule région dont nous ayons à nous occuper ici.

Les Etablissements français du Bénin consistaient, au commencement de l'année 1892, en deux groupes territoriaux que séparait toute la largeur du Bas-Dahomey, soit une étendue de 60 à 70 kilomètres de côtes :

à l'Est, Cotonou et le royaume protégé de Porto-Novo ;

à l'Ouest, les territoires du Grand Lopo et Agoué avec le protectorat des Ouatchis.

Les deux groupes ne pouvaient donc communiquer que par la mer.

Basse, sablonneuse et bordée de bouquets d'arbres, dépourvue de ports, la côte présente, sauf entre Godomey et Cotonou, toute une série de lagunes ; en avant d'elles, la *Barre* (1), qui se forme à 150 mètres de la plage, constitue un très sérieux obstacle et rend le débarquement dangereux. Au nord et au nord-est de Cotonou, se trouvent le lac de Nokoué, la lagune de Porto-Novo et celle de Lagos.

Puis, en remontant vers le Nord, on traverse des plaines basses, marécageuses et boisées : limitées à l'Ouest par le cours du Kouffo, à l'Est par celui de l'Ouémé, elles présentent cependant plusieurs plateaux, notamment celui d'Allada et celui d'Abomey entre lesquels s'étendent les marécages de Lama ou de Cô dont la traversée est fort difficile pendant la saison des pluies.

Les collines, d'une faible hauteur, puisqu'elle varie entre 400 et 500 mètres, ont une direction générale Sud-Ouest, Nord-Est et contraignent les cours d'eaux qui ne viennent pas directement du Nord à se frayer un passage du Nord-Ouest au Sud-Est.

Les principales rivières qui arrosent le Bas-Dahomey sont : à l'Est, l'Ouémé ; au Centre, le Kouffo ; à l'Ouest, le Mono aujourd'hui rivière allemande.

(1) Cette *barre*, qui existe sur toute la côte des Esclaves et la rend presque inabordable, est formée par une succession de vagues qui, prenant naissance au large, viennent déferler sur la berge avec un bruit assourdissant ; elles se succèdent par 3 assez rapprochées, avec un intervalle dont le pilote et les rameurs doivent profiter pour franchir l'obstacle.

L'Ouémé, la plus importante d'entre elles, est grossie : sur sa rive gauche, par la Béfa et l'Ocpara ; sur sa rive droite, par l'Odono et le Zou qui, lui-même, reçoit l'Agbado.

Encombré de rochers dans la partie supérieure de son cours, l'Ouémé n'est navigable qu'à partir d'Agony ; mais si, pendant les basses eaux, les pirogues ont de la peine à remonter jusqu'à Sagou, les chaloupes à vapeur et les canonnières d'un

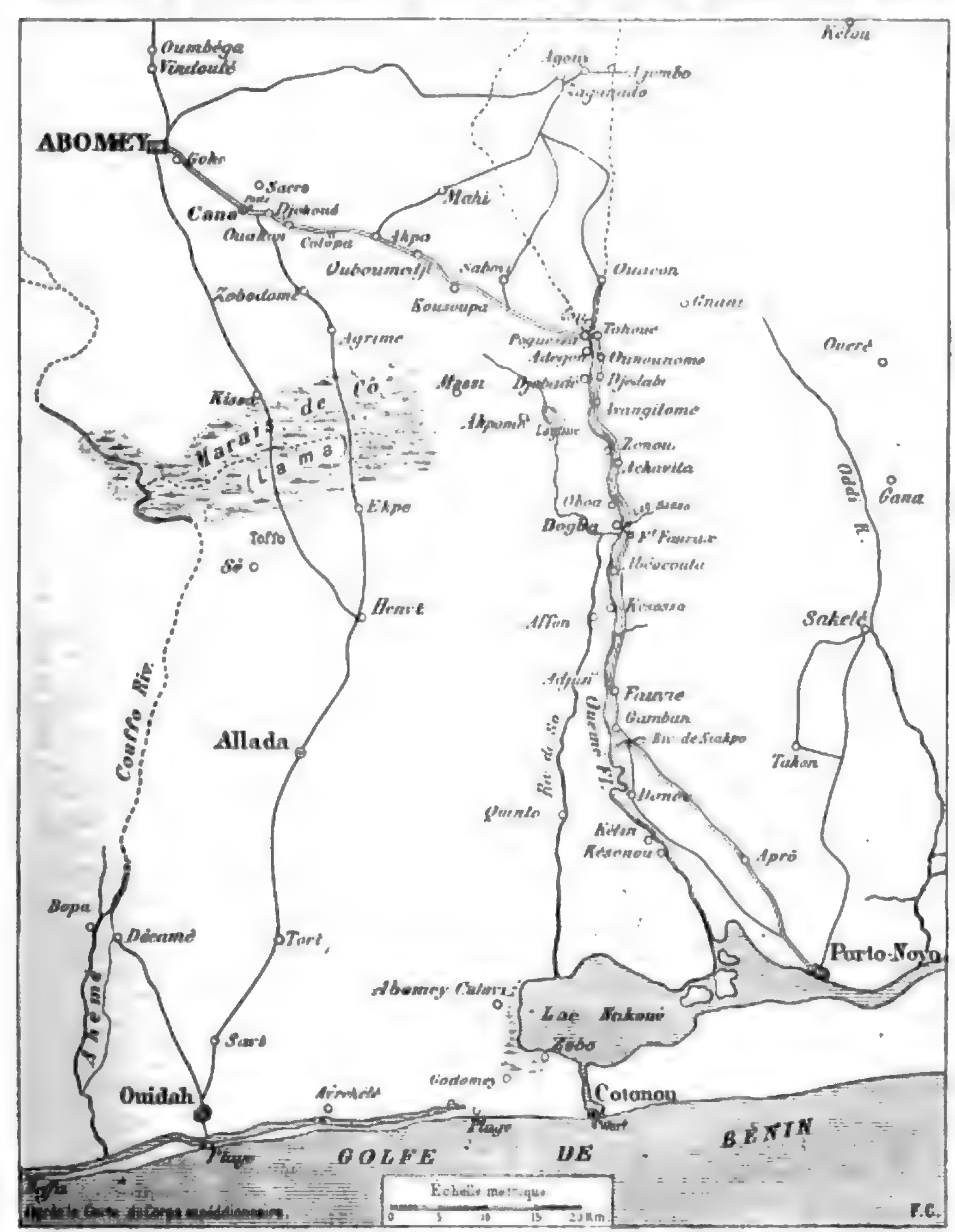


Fig. 43. — Campagne du Dahomey de 1892.

faible tirant d'eau peuvent, en toute saison, atteindre Doyba. Très grossies à l'époque des hautes eaux et alors d'un passage difficile, ces rivières sont réduites, pendant la saison sèche, à un filet d'eau.

Le climat du Bas-Dahomey est celui de la zone torride, c'est-à-dire qu'il y a deux saisons sèches et deux saisons des pluies. La grande saison des pluies dure du 15 mars au 15 juillet : elle est marquée, surtout en avril et mai, par des tornades violentes.

La petite saison sèche dure du 15 juillet au 15 septembre : c'est la saison des brumes épaisses.

La petite saison des pluies va du 15 septembre aux premiers jours de décembre.

La grande saison sèche dure de décembre au 15 mars.

Le climat est chaud et humide. La température oscille entre 22° et 30°. Les moindres chaleurs ont été observées en juillet, août et septembre, le maximum en février et mars. L'écart de température entre le jour et la nuit n'est que de 3 à 4 degrés au maximum.

La brise souffle, en général, pendant le jour de la mer, pendant la nuit de la terre.

Le maximum des journées pluvieuses est atteint en novembre et en avril; le nombre de jours de pluie est de 70 à 80.

« Les fièvres bilieuses hématuriques, les accès pernicieux, toutes les formes graves du paludisme se rencontrent au Dahomey avec une extrême fréquence. Sur 100 malades, il y en a 92 atteints de paludisme ; viennent ensuite l'anémie, la dysenterie, la diarrhée [1]. »

Histoire du Dahomey jusqu'en 1892. — Nos relations avec les indigènes de la Côte des Esclaves remontent au XVIIe siècle. C'est vers 1610 que fut créé le royaume de Porto-Novo. En 1671, les Français, les Anglais et les Portugais créèrent les premiers comptoirs à Ouidah et construisirent trois forts pour les protéger.

Mais le premier traité sérieux avec le Dahomey ne remonte qu'au 1er juillet 1851 ; dix-sept ans plus tard, en 1868, le nouveau roi, Glé-Glé, le renouvelait et accordait à la France Cotonou dont la possession nous fut confirmée, sans exception ni réserve, par un second traité, le 18 avril 1878. Déjà, depuis plusieurs années, nous possédions des comptoirs à Agoué, Grand-Popo, Petit-Popo et Porto-Seguro. Mais Glé-Glé ne tarda pas à dénoncer le dernier traité, bientôt il menaça et, passant aux actes, il fit envahir et dévaster, en mars 1889, le territoire de Porto-Novo et chasser les Français de Wydah.

Désireux de ne plus avoir à entreprendre de nouvelles entreprises coloniales, le gouvernement français donna l'ordre au docteur Bayol de se rendre à Abomey même et de chercher à amener une solution pacifique.

Le 31 décembre 1889, Glé-Glé mourait et avait pour successeur Béhanzin son fils : celui-ci ne tarda point à entamer les hostilités, à attaquer dans le Décamey notre allié Toffa ; il menaça même directement Porto-Novo et Cotonou.

La campagne de 1890, vigoureusement conduite par le commandant Terrillon et aussi rapidement que le permirent les ressources insuffisantes dont il disposait, aboutit au traité du 3 octobre 1890, dans lequel la cession à la France du territoire de Cotonou était explicitement mentionnée : La France s'engageait à payer à Béhanzin, sous un motif déguisé, un véritable tribut annuel de 20.000 francs.

Béhanzin, qui n'avait voulu que gagner du temps, employa notre argent à se procurer le nécessaire pour recommencer la guerre, ce qu'il fit au cours de l'été de 1891 ; il acheta notamment un grand nombre de fusils à tir rapide.

Ses actes d'hostilité furent couronnés, le 27 mars 1892, par l'attaque perfide, sur l'Ouémé, à la hauteur de Taplo, de la canonnière la *Topaze*, à bord de laquelle se trouvait le lieutenant-gouverneur Ballot.

La mesure était comble. Le Parlement décida, dans les séances des 11 et 13 avril, qu'une expédition serait entreprise au Dahomey pour châtier Béhanzin et vota, au titre du ministère de la marine, un premier crédit de 3 millions. Le colonel Dodds, de l'infanterie de marine, ayant été désigné pour commander cette expédition, il fut convenu qu'il serait investi de tous les pouvoirs militaires, politiques et civils. Ce choix était excellent : Dodds venait, en effet, de faire pendant deux ans ses preuves au Sénégal où il avait conduit la colonne du Fouta et réussi à pacifier cette région.

[1] REYNAUD [Dr G. A.]. — *Conidérations sanitaires...*, p. 157.

I. — CAMPAGNE DE 1892 [*fig.* 43]

Situation de Béhanzin. — Le docteur Bayol évaluait à une quinzaine de mille guerriers ou amazones, les forces plus ou moins régulières dont disposait Béhanzin. Ce chiffre, s'il est un peu exagéré, pouvait être facilement dépassé avec de nouvelles levées. L'armement consistait en armes à tir rapide des systèmes Chassepot, Dreyse, Mauser, Winchester et en 4 mitrailleuses et 6 canons Krupp fournis par les Allemands de Togoland.

Béhanzin était en droit de compter sur les colonies allemandes et anglaises pour se procurer des munitions et, au besoin, de nouvelles armes. Il serait favorisé par la *barre* qui contrarierait le débarquement des Français [1], la nature du pays qui a été décrit, le temps restreint pendant lequel l'expédition était possible, enfin par un climat meurtrier.

L'armée dont il disposait, recrutée pour la majeure partie dans une caste guerrière, possédait une certaine organisation militaire bien supérieure à celle des diverses peuplades du continent noir ; en outre, certainement, des aventuriers ou officiers allemands, anglais, avaient mis leur savoir à son service.

Au commencement de mai, les forces dont disposait Béhanzin étaient réparties entre quatre points [*fig.* 43] :

1° dans le Décamé soustrait temporairement par lui au pouvoir du roi Toffa, son cousin, notre protégé ;

2° à Godomey et devant Cotonou avec un poste à Zobbo ;

3° à Allada, avec un poste à Peda menaçant notre protectorat des Ouatchis et Grand-Popo ;

4° à Cana : le roi et le gros de l'armée régulière. Béhanzin, tout en faisant courir le bruit qu'il allait attaquer les Hadans, au nord du Lagos anglais, songeait, en réalité, à attaquer Porto-Novo avec le concours des chefs rebelles du Décamé.

(1) Toutefois, il existait à Cotonou, depuis le commencement de 1892, un *wharf* qui, promptement achevé et porté à la longueur de 300 mètres, devait beaucoup atténuer les difficultés d'embarquement et de débarquement du personnel et des marchandises, mais le mouvement de va-et vient à l'aide de pirogues entre le navire et le wharf s'imposait toujours.

Préparatifs de la campagne

Parti de Bordeaux le 5 mai, le colonel Dodds s'était arrêté au passage à Saint-Louis du Sénégal et y avait négocié avec les chefs indigènes l'engagement de 500 volontaires Sénégalais pour la durée de la campagne. Le 28 mai, il débarquait à Cotonou et procédait sans relâche, avec esprit de suite et sans tâtonnements, à l'organisation du corps qu'il allait conduire. Les trois points de Porto-Novo, Cotonou et Grand-Popo étaient suffisamment gardés pour le moment par des garnisons comptant respectivement 533, 286 et 60 hommes, en tout 879 hommes ; ces forces se trouvaient donc immobilisées.

La flottille du Bénin comptait, dans la lagune de Porto-Novo, 2 canonnières ; en rade de Cotonou se trouvaient 2 avisos, et, momentanément, 2 croiseurs.

Le premier soin du colonel Dodds fut de demander l'infanterie, l'artillerie de complément, les personnels administratifs et de santé, le matériel, les mulets, les voitures qu'il jugea nécessaires et un supplément de 2 canonnières de rivière.

Ceci posé, les tâtonnements ou mieux les accroissements successifs sous-entendus, nous ne donnerons que les résultats acquis.

Personnel. — Le colonel avait résolu d'accorder une grande place à l'élément noir.

Le 7 août, le corps expéditionnaire comptait 2.186 hommes : 72 officiers, 500 soldats européens, 1.614 indigènes.

Le 23 août, il était porté, après l'arrivée de plusieurs transports, à l'effectif de 3.564 hommes dont 113 officiers.

Dans ces chiffres entraient : la légion étrangère pour 824 hommes dont 22 officiers ; le génie pour 62 hommes dont 2 officiers ; la cavalerie pour 216 hommes dont 5 officiers.

Les soldats indigènes comprenaient :

Tirailleurs sénégalais .	711	1.614 hommes
Volontaires	397	
Tirailleurs Haoussas .	359	
Artillerie du Bénin . .	62	
Conducteurs sénégalais	85	

La garde de la base d'opérations formée par les trois points de Porto-Novo (1), Cotonou (2) et Grand-Popo, une fois solidement assurée, le colonel disposa, le 14 septembre, à Dogba, de 2.164 combattants (3) répartis, moins la cavalerie, en trois groupes de marche, de 2.239 porteurs, de 132 mulets et de 230 chevaux de selle à la cavalerie.

Ces groupes étaient ainsi composés :

1er groupe	2e groupe	3e groupe
1 Cie de Légion étrangère	1 Cie de Légion étrangère	1 Cie de Légion étrangère
1 Cie de Tirailleurs Sénégalais	1 Cie de Tirailleurs Sénégalais	1 Cie de Tirailleurs Sénégalais
1 Cie de Haoussas	1 Cie de Légion étrangère	1 Cie de Volontaires Sénégalais

Chaque groupe possédait, en outre, uniformément, 1 section d'artillerie de 80 mm. de montagne et 1 ambulance.

Ce corps comprenait, en dehors des groupes : 1 détachement de génie, 1 compagnie de marche d'infanterie de marine, la cavalerie et les Services : parc d'artillerie, ambulance principale et convoi administratif.

Les porteurs et les mulets étaient ainsi attribués :

Groupes	Porteurs	Mulets
1er	477	21
2e	469	16
3e	422	16
Génie	83	1
Infanterie de marine	88	»
Cavalerie . . .	»	38
Services administratifs	700	40
	2.239	132

(1) Centre politique.

(2) Centre militaire et point de débarquement pour tout le territoire de Porto-Novo.

(3) 76 officiers, 1.158 Européens, 930 Indigènes

Dans l'ordre n° 26, le colonel Dodds, après avoir insisté sur l'importance toute particulière qui s'attachait au bon fonctionnement du service des transports, recommandait expressément les porteurs à la conscience de tous en ce qui concernait le traitement, les allocations et la charge (1).

La flotille enfin comptait 4 canonnières, *Corail*, *Topaze*, *Émeraude* et *Opale*, bateau à roues, dont le tirant d'eau était faible.

Tenue de campagne. — Elle était appropriée aux exigences du climat pour l'infanterie, pour les sous-officiers, pour l'artillerie, pour les indigènes haoussas, pour les fantassins haoussas, sénégalais et volontaires. La charge était divisée en deux parties :

1° *Poids porté par les hommes, y compris* 15 paquets de cartouches et 1 jour de vivres. — *Européens :* sous-officier, 13k530 ; artilleur, 12k735 ; fantassin, 15k645 ; soldat indigène, 19k835.

2° *Poids porté au convoi par coolies :* paquetage et havresac avec 2 jours de vivres (2) [1 coolie pour 2 Européens] ; abris transportables [1 coolie pour 3 Européens].

« Pour la première fois [à l'exception de la campagne du Soudan de 1886 à 1888, colonel Galliéni], nous voyons dans un corps expéditionnaire français une proportion d'Européens égale à peine aux trois quarts de l'effectif indigène. De plus, l'effectif des porteurs est plus élevé que celui des combattants... Pour la première fois, on voit affecter au transport d'une partie des bagages des soldats un certain nombre de porteurs (3). »

Armement et munitions. — Les troupes blanches sont armées du fusil Lebel ; l'artillerie ne dispose que du 80 de montagne.

(1) Répartis en escouades de 25 hommes et en sections, chacune sous le commandement de chefs attitrés, les porteurs recevaient par jour 0f,50 et une ration journalière de 500 gr. de riz et 22 gr. de sel. Il était alloué à chaque sous chef-porteur 0f,75 et à chaque chef-porteur 1 fr. en dehors de la ration de vivres.

(2) Soldats européens, 15 k. ; Sous-officiers, 11k,680 ; Artillerie, 15 k.

(3) Reynaud [Dr G. A.]. — *Considérations sanitaires...*, p. 160 et 165. « Par les mesures qui viennent d'être énoncées, le colonel Dodds mettait enfin en pratique, dans la conduite des expéditions françaises, ce principe salutaire qui veut *que l'Européen n'ait à porter qu'un minimum de charge dans les pays chauds.* »

L'approvisionnement en cartouches est de 120, modèle 1886 ; une réserve égale doit être transportée sur des voitures Lefèvre : en somme, on disposera de 500 coups par fusil.

Vivres. — Les rationnaires européens, indigènes et les porteurs indigènes avaient été l'objet de fixations particulières.

Les troupes sont pourvues de 3 jours de vivres de réserve. Le liquide est transporté par les soins des services administratifs.

On verra dans les *Prescriptions hygiéniques* les sages mesures prises pour la consommation des boissons alcooliques.

Service de santé. — Le corps expéditionnaire n'a pas compté plus de 21 médecins ou pharmaciens assistés de 24 infirmiers titulaires dont 18 Européens et d'un certain nombre d'auxiliaires pour desservir les ambulances, les hôpitaux à terre et les hôpitaux flottants.

A chaque groupe fut attaché un médecin (le 2e en reçut 2) :

Le 2e échelon fut constitué par l'hôpital de Porto-Novo ; le transport-hôpital *Mytho*, mouillé en rade de Cotonou et les paquebots affrétés formèrent le 3e échelon.

A part quelques lacunes dues au retard apporté à certains envois de France, les préparatifs concernant les médicaments et les moyens de transport furent terminés *avant* le commencement des opérations.

Pour les soins hospitaliers on disposa, dans les 2e et 3e échelons, de 698 places : à Porto-Novo, 308 ; à Cotonou, 190 ; sur le *Mytho*, 200.

Le service des évacuations qui s'opéra en utilisant le cours de l'Ouémé fut réglé avec le plus grand soin.

En ce qui concerne l'hygiène et les mesures prophylactiques, l'ordre très complet du colonel Dodds est à reproduire.

Prescriptions hygiéniques
Ordre général 27

I. — *En garnison.*

« *Locaux d'habitation.* — Les parois intérieures des locaux servant au casernement et au cantonnement des troupes, en particulier le plancher, devront toujours être tenus dans le plus grand état de propreté.

« Les lits des hommes devront être élevés de 0m,50 au-dessus du sol. Tous les objets de literie seront sortis une fois par semaine, par beau temps, pour être aérés et ventilés ; pendant cette opération, toutes les portes et fenêtres du casernement seront ouvertes.

« Le casernement et la literie seront désinfectés une fois par mois, par un lavage à l'eau phéniquée et bichlorurée.

« *Latrines.* — On emploiera le système des tinettes mobiles. Dans le voisinage de chaque casernement, on construira à une distance suffisante, sous le vent des locaux d'habitation, un bâtiment en paillote ou en torchis, destiné à l'installation des tinettes ; celles-ci seront vidées chaque fois dans une fosse profonde ; l'emplacement sera déterminé à Cotonou par le commandant d'armes, à Porto-Novo par le major de la garnison, de manière à éviter toute infiltration dans l'eau des puits ou sources.

« Des désinfectants seront journellement mélangés aux matières tant dans les tinettes que dans les fosses.

« *Soins de propreté pour les hommes.* — Les hommes de troupes européennes ne marcheront jamais pieds nus dans les chambres. Ils devront toujours être porteurs de leurs chaussures ou d'espadrilles ; des visites seront spécialement passées par le médecin des troupes pour l'examen des pieds des Indigènes et des Européens.

« *Douches.* — Toutes les fois que les locaux se prêteront à cette installation, un appareil à douches sera installé dans chaque cantonnement, et les hommes y seront conduits deux fois par semaine.

« *Tenue.* — A partir du réveil et jusqu'au coucher du soleil, les Européens porteront le casque et la tenue de toile. A partir du coucher du soleil, la tenue sera en képi, paletot de molleton et pantalon de flanelle. La tenue en flanelle sera également prise toutes les fois qu'en raison de la température l'ordre en sera donné. La nuit, les hommes conserveront toujours la chemise ou le tricot et la ceinture.

« *Heures consignées.* — Les cantonnements et les casernements sont consignés tous les jours de 8h1/2 du matin à 3h1/2 du soir.

« *Eau.* — On ne fera usage que de l'eau filtrée ou de l'eau bouillie, avec du thé ou du café. Lorsque l'eau sera terreuse, on procédera à l'alunage avant de la filtrer.

« *Alcool.* — Les chefs d'unité ne laisseront pas distribuer, en une seule fois, aux hommes, la ration journalière de tafia ; ils feront faire, en présence des gradés, le mélange de la fraction distribuée avec de l'eau ou une infusion de thé.

II. — *En marche.*

« *Tenue.* — Le pantalon de treillis sera porté

pendant le jour ; les hommes prendront le pantalon de flanelle au coucher du soleil ; le casque sera porté comme en garnison.

« *Distribution de fébrifuge.* — Au réveil, les Européens recevront une distribution de vin de quinquina quininé (à raison de 15 à 20 cent. de quinine par homme) préparé au moment du besoin.

« Cette distribution sera remplacée, pour les indigènes, par une ration de 2 noix de Kola.

« *Eau.* — Il est formellement interdit de boire l'eau des puits ou des sources rencontrés en route ; il ne sera fait usage pour la boisson que d'eau filtrée ou bouillie, les eaux terreuses seront alunées avant d'être filtrées.

« *Soins à donner aux pieds.* — Pendant les haltes, les hommes qui auraient les pieds blessés seront présentés au médecin et pansés s'il y a lieu avec de la charpie ou du linge ordinaire. Une caisse de ces pansements spéciaux sera mise à la disposition de chaque groupe.

« *Pansements.* — Chaque Européen sera porteur d'une cartouche de pansement destinée à permettre un pansement provisoire en cas de blessures. Pour le pansement des blessés indigènes, il sera constitué un approvisionnement de 100 cartouches de pansements individuels. Ces pansements seront conservés par les infirmiers du groupe.

« *Précautions pour la nuit.* — Les Européens seront revêtus pendant la nuit du paletot de molleton, du pantalon de flanelle et de la ceinture ; ils ne devront jamais se coucher au contact direct du sol.

« *Porto-Novo, 6 août 1892.*

« Colonel Dodds. »

Opérations préliminaires
Première période : plan d'opérations [*fig.* 43]

Le 10 août 1892, le ministre de la guerre donnait, par télégramme, liberté au colonel Dodds de commencer les opérations. Les opérations préliminaires ont rempli la première des quatre périodes que l'on peut compter jusqu'à l'occupation d'Abomey. Il s'agissait, en effet, avant d'entamer le mouvement offensif véritable, de dégager Cotonou et le territoire de Porto-Novo, de nettoyer le Décamé et la rive gauche de l'Ouémé.

Au moment où commença la campagne, on ne connaissait guère que le littoral du pays dans lequel on allait opérer.

On savait seulement que l'intérieur était généralement marécageux et qu'il présentait d'immenses surfaces boisées. Les reconnaissances, faites par le résident de Porto-Novo, Ballot, et par d'Albéca, aussi bien que les renseignements dûs au père Dorgère et ceux recueillis à Abomey par le commandant Audéoud, ne sortaient guère des généralités.

En 1888, Ballot avait remonté l'Ouémé jusqu'à Agony. En juillet 1889, d'Albéca avait remonté, du côté opposé, le cours du Mono jusqu'à Togodo, d'où il gagna Touma : il y avait appris qu'Abomey se trouvait à six heures de marche de là, à deux jours de l'Ouémé et que, de Touma, on pouvait, en laissant de côté Abomey, communiquer, par Diallakou, avec les Malus de Savalon.

Tout ce détail était nécessaire pour montrer que le corps expéditionnaire allait s'avancer vers l'inconnu et pour donner une idée des souffrances et des privations qu'il n'était pas au pouvoir de Dodds, quelque prévoyant qu'il se soit montré, de supprimer.

Le plan général d'opérations a été ainsi exposé, dans son ensemble, par le général Dodds.

« En attendant l'arrivée des renforts demandés et annoncés, faire toutes les opérations secondaires propres à préparer et faciliter le mouvement décisif qui ne pourra être arrêté que plus tard. A cet effet :

« 1° Accréditer le bruit déjà répandu par les négociants de Ouidah et par la Presse [1] que notre objectif est Ouidah, de manière à attirer de ce côté le plus possible des forces dahoméennes ;

« 2° Refouler l'ennemi établi en nombre devant Cotonou et l'expulser du territoire de Porto-Novo ;

« 3° Se reporter alors rapidement sur le Décamé et en assurer la soumission pour se donner plus de sécurité sur la rive gauche de l'Ouémé :

« Les premières opérations exigeront à peu près le temps nécessaire aux renforts, voies de France et d'Algérie. Ces renforts pourront donc dès leur arrivée entrer sans retard dans la co

[1] *Rapport sur les opérations du corps expéditionnaire de Dahomey en 1892*, pp. 17 et 18. « Béhanzin parait avoir toujours été exactement renseigné sur ce qui se passait en France. C'est ainsi qu'il a connu, avant même le lieutenant-général de Porto-Novo, le vote de crédit de 3 millions destinés à faire l'expédition. »

lonne à constituer pour marcher sur Abomey et éviter ainsi l'influence pernicieuse du climat, essentiellement malsain, de la côte et de Porto-Novo. »

L'ennemi avait mis à profit le retard que nous imposaient les circonstances, la saison et le peu de hauteur des eaux de l'Ouémé pour réoccuper Ouidah et Cotonou. Dès que Dodds eut assez de forces à sa disposition, il s'appliqua à remédier à cet état de choses en même temps qu'il résolvait les questions relatives à l'organisation, à l'équipement et qu'il s'appliqua à donner de l'homogénéité au corps expéditionnaire formé de troupes de provenances diverses et certes bien dissemblables.

En conséquence, à partir du 9 août, les navires bombardent Ouidah et plusieurs points du littoral occupés par les Dahoméens, la flotille canonne les villages de Zobbo, Abomey-Calavi situés sur les bords du lac Nokoué et les postes établis autour de Cotonou, dont l'artillerie tient à distance l'ennemi. Bientôt on brûle Zobbo et le camp dahoméen qu'elle a trouvé abandonné : on a 15 hommes hors de combat dont 2 tués [1].

Du 17 au 24 août, Dodds lui-même dirige, dans le Décamé, les opérations d'une colonne composée de trois groupes dont chacun comprend, à peu près uniformément, un état-major, 2 compagnies indigènes soutenues par 2 ou 3 sections d'Européens, 2 pièces d'artillerie, une petite ambulance et une réserve d'outils. Le convoi, qui porte au départ cinq jours de vivres, compte 17 voitures Lefèvre et 500 porteurs.

On est prévenu que le pays à parcourir offre une vaste et impénétrable « brousse », qu'il faudra en conséquence s'avancer le fusil d'une main, le coupe-coupe de l'autre pour débroussailler ; on sait qu'il y a lieu de s'attendre sans cesse à des surprises d'un genre particulier, puisque, sur un pareil terrain, un fusil à pierre produit, à quelques mètres, le même effet qu'une arme de précision ; par suite, le corps à corps est aussi à prévoir.

(1) Les blessures provenaient d'armes à répétition du système Winchester auxquelles nous ne pûmes opposer que des fusils modèle 1874, la compagnie de marche d'infanterie de marine étant seule armée du fusil modèle 1886.

Le 19, il faut traverser, pour arriver à Kouti, la rivière d'Adjara large de 800 mètres et dont les rives sont marécageuses.

Le 20, Takou est enlevé ; le 22 août a lieu, dans les environs de ce village, un engagement qui nous coûte 9 blessés dont 1 officier et 2 sergents ; le 23 août, Catagou se soumet. De Bécandji, le chef du Décamé, menacé à la fois de front, par le Sud, en s'appuyant sur la ligne Tagou-Catagou, et au flanc, par l'Ouest, en partant de Tanvié, est rejeté vers le Nord, dans les bois, où il mourut abandonné.

Le Décamé étant soumis, Dodds peut songer à entamer sa marche sur Abomey, en partant de la base d'opérations Porto-Novo [1] — Cotonou [2]. Deux itinéraires s'offrent à lui.

Il peut marcher droit sur Abomey par Abomey-Calavi, Allada, Agrimé et Cana. Il est attendu dans cette direction ; il faudra accepter le transport par terre pour le ravitaillement et les exécutions alors que les porteurs sont en nombre restreint, enfin il y aura lieu de traverser, entre Allada et Agrimé, le marais de Cô.

Il peut, en second lieu, suivre jusqu'à Tohoué, où se trouve un gué, le cours de l'Ouémé accessible d'abord aux canonnières, ensuite aux pirogues, puis se diriger de Tohoué sur Abomey par Cana [3]. Le fleuve sera d'un secours inappréciable pour transporter les parcs d'artillerie, du génie, une réserve de vivres, pour ravitailler la colonne et la faire communiquer avec l'arrière. Si l'on remonte la rive gauche, il constituera un fossé d'une largeur d'environ 120 mètres qui flanquera efficacement la colonne. Les

(1) Porto-Novo était le centre politique.

(2) Cotonou constituait à la fois le point de débarquement pour tout le territoire Porto-Novo et le cadre militaire.

(3) Des officiers, dont l'opinion a de la valeur, ont regretté que le général Dodds n'ait pas fait remonter le fleuve plus au nord, jusqu'à Aïni, à la hauteur d'Agony. Il aurait ainsi trouvé, dans sa marche sur Abomey, un terrain plus découvert, sur lequel il eût pu manœuvrer, avec des pertes moindres.

Le gouverneur Ballot, qui connaissait assez bien le pays, avait indiqué cet itinéraire comme préférable.

Le général Dodds n'ayant pas indiqué les raisons qui lui firent préférer un autre itinéraire, il n'y a qu'à relater cette divergence d'opinions.

difficultés de parcours opposées par la brousse sont sérieuses pour l'un et l'autre de ces itinéraires ; toutefois la durée du parcours devait être moindre avec le second.

Il est donc décidé qu'on utilisera simultanément la voie de l'Ouémé et la voie de terre. Pour obliger Béhanzin à diviser ses forces et l'induire en erreur, le commandant Audéoud, exécutant une diversion avec des troupes indigènes tirées de Grand-Popo, menacera Abomey par l'Ouest.

Opérations proprement dites

Il suffira de caractériser chaque combat sans entrer dans le détail. Le tableau des pertes donné à la page 350 permet de se faire une idée de la fréquence et de la violence des engagements qui, pour les trois dernières périodes, ont atteint le chiffre de 18. La lutte a été, à vrai dire, de tous les jours et marquée pour les Dahoméens par une offensive presque ininterrompue ; elle a été conduite par eux avec toute l'opiniâtreté que procurent la croyance aux fétiches et le mépris de la mort.

Tableau des pertes éprouvées par le feu du 9 août au 17 novembre 1892

Dates des engagements	Noms des engagements	Tués				Blessés				Totaux généraux (hors de combat)
		Officiers	Européens	Indigènes	Totaux	Officiers	Européens	Indigènes	Totaux	
1° Opérations préliminaires										
9 août	Zobbo	»	1	1	2	»	»	13	13	15
20 »	Takou	»	»	»	»	»	»	»	»	»
22 »	vers Takou	»	»	»	»	1	2	6	9	9
23 »	Kattagon	»	»	»	»	»	»	»	»	»
2° Le long de l'Ouémé										
19 septembre	Dogba	2	»	3	5	»	20	7	27	32
29 »	R^ce de Tahoué	»	1	»	1	»	7	»	7	8
3° Sur la rive droite de l'Ouémé										
2 octobre	R^ce de Pognessa	»	1	»	1	»	»	»	»	1
4 »	sur le Zou	2	3	3	8	3	12	20	35	43
6 »	en marche	1	3	2	6	4	10	18	[illegible]	38
12 »	près de Koto	»	4	»	4	1	18	19	28	32
13 »	sur le Koto	»	4	»	4	3	16	18	37	41
14 et 15 »	le Koto	1	2	4	7	3	19	25	47	54
20 »	le Koto	2	5	5	12	»	15	20	35	47
21 »	Kotopa	»	»	»	»	»	2	4	6	6
26 »	Kotopa	»	1	1	2	1	13	10	24	26
27 »	R^ce vers	»	2	»	2	»	5	7	12	14
1er novembre	Avlamé	»	»	3	3	»	»	»	»	3
2 »	Ouakou	1	1	2	4	1	13	9	23	27
2 »	près Kossopa	»	»	3	3	»	»	7	7	10
3 »	Ouakou	»	4	1	5	4	26	28	58	63
4 »	Diokossé	1	5	2	8	3	18	28	49	57
Totaux		10	37	30	77	24	196	229	449	526
		77				449				

Seconde période du 14 septembre au 2 octobre

Le commandant de la garnison de Porto-Novo avait reçu l'ordre d'attirer de son côté l'attention de l'ennemi vers l'Ouest. A cet

effet, il fit des démonstrations vers Ouidah et dégagea la région du Mono où circulaient encore des bandes dahoméennes. Pendant ce temps, la colonne, utilisant les pistes que des indigènes avaient frayées par ordre dans la région boisée au nord de Porto-Novo, se dirigeait vers le Nord. En quatre jours, du 14 au 18 septembre, la concentration s'opérait à Dogba. Nous connaissons déjà la répartition des forces au commencement de la 2e période.

Exactement renseigné par ses espions sur la direction vraie que suivaient les Français, Béhanzin avait pris position, avec le gros de ses forces, au sud du marais de Cô, entre Danou et Zagnanado, de façon à être libre, suivant les circonstances, de se porter sur Ouidah ou sur Abomey.

Combat de Dogba. — Le 19 septembre, il attaque par surprise, vers 5 heures du matin, aussitôt après que s'est fait entendre la sonnerie de la *diane*, notre bivouac de Dogba qui affectait la forme d'un carré en avant de chaque face duquel le terrain n'était libre que sur une profondeur d'environ 100 mètres. Toutefois la résistance des avant-postes nous a donné le temps de prendre les armes. Nous résistons d'abord de pied ferme par le feu [1]; puis nous prenons l'offensive. Vers 8 heures, l'ennemi est en retraite de toutes parts, laissant sur le terrain 130 morts; il a emporté ses blessés. Ce combat coûte la vie, entre autres, au commandant Faurax de la Légion.

L'ordre général suivant concernant cette première affaire caractérise le mode de combats livrés pendant toute la campagne :

« Le 19 septembre, à 5 heures du matin, les troupes bivouaquées à Dogba et comprenant les 2e et 3e groupes, l'infanterie de marine, l'artillerie du 1er groupe et la section du génie ont été attaquées par un parti nombreux de Dahoméens armés de fusils à tir rapide et fort de plus de 4.000 hommes.

« L'ennemi *est arrivé au contact de nos lignes* qu'il n'a pu entamer *malgré plusieurs retours offensifs conduits avec la plus grande bravoure.* Après 4 heures de combat, il a abandonné définitivement la lutte, poursuivi par nos feux de salve et laissant le terrain jonché de ses morts.

« De notre côté, nous avons eu 4 tués dont M. le sous-lieutenant Badaire de l'infanterie de marine et 11 blessés dont M. le commandant Faurax [2].

« Le colonel commandant le corps expéditionnaire du Dahomey a constaté, avec une légitime fierté, que toutes les troupes présentes à Dogba, sous ses ordres, ont résisté à cette *attaque inopinée* avec un calme et un sang-froid remarquables ; il leur adresse, au nom de la France, toutes ses félicitations.

« Les Dahoméens viennent d'éprouver une défaite inoubliable et qui pèsera certainement d'un grand poids sur l'issue de la campagne. »

Du 21 au 23, pendant que l'on construit à Dogba un poste fortifié qui reçut le nom de fort Faurax, le mouvement continue sur Zounou où rejoint, le 23, la cavalerie qui, le 21, a quitté Kesossa, sur des plates-formes.

A partir du 21, on prit la précaution, une fois arrivé au bivouac, de creuser une tranchée-abri sur chaque face du camp et de préparer des épaulements pour les pièces. Au départ, tout devait être comblé.

La marche est reprise du 24 au 27. Les 28 et 29, des reconnaissances sont dirigées vers Tahoué non sans quelques pertes. Le 30 septembre, marche en deux colonnes sur Gbédé. Bientôt on se trouve au contact de l'ennemi. Installé sur les deux rives de l'Ouémé, à Tohoué et à Agony, il garde par des postes échelonnés les chemins qui relient ces deux points à Abomey.

Passage de l'Ouémé le 2 octobre. — Le colonel Dodds fait continuer les reconnaissances sur la rive gauche du fleuve pendant que l'on étudie des points de passage en aval de Gbédé. Le 2 octobre, à la faveur d'un brouillard intense qui dure jusqu'à 8h30 du matin, il fait effectuer le passage sans rencontrer de résistance; le bivouac est établi sur la rive droite. Dans la journée, une reconnaissance rencontre l'ennemi à environ 1.500 mètres du fleuve.

Troisième période du 3 au 27 octobre

L'obligation s'imposait, puisque l'on ne pouvait plus désormais compter que sur des

[1] Un certain nombre de tireurs habiles est employé à déloger les Dahoméens qui, du sommet des arbres, dirigent particulièrement leur feu sur les officiers.

[2] Il mourut quelques jours plus tard.

porteurs, d'établir sur l'Ouémé un poste solide pouvant servir de tête d'étapes de guerre et de réduire au minimum les impedimenta.

Le 3 octobre, une compagnie de volontaires sénégalais, formant une « section de forteresse », est établie sur la rive droite, à Gbédé même. Le gain de poids réalisé sur les bagages des officiers et de la troupe est transformé en vivres : les porteurs ainsi économisés sont chargés de 8 jours de vivres et des réserves de munitions modèle 1886 ; leur nombre est réduit à 150.

Combat de Poguessa, le 4 octobre. — Le 4 octobre, le corps expéditionnaire quitte Gbédé et marche, en deux colonnes, sur Poguessa ; les deux canonnières *Corail* et *Opale* se tiennent à la hauteur de la tête. A 9h 30 du matin, on se heurte contre l'ennemi ; il est repoussé deux heures plus tard et poursuivi par le feu. Le soir, la colonne bivouaque au confluent de l'Ouémé et du Zou, à Adégon. Elle compte 22 Européens hors de combat sur lesquels figurent 5 officiers dont 1 est tué.

Les 5 et 6 octobre, on ouvre vers le Zou, à travers la brousse, un passage large de 500 mètres dont le milieu offre une piste pour les voitures. Chaque groupe travaille pendant une demi-journée.

Combat sur le Zou. — Dans l'après-midi du 6, le groupe de tête est arrêté sur le Zou par l'ennemi dont le poste le plus avancé s'abrite, sur la rive nord, derrière une triple ligne de tranchées-abris dont la longueur atteint presque 300 mètres. Le passage est forcé, on prend pied sur la rive droite et l'on y établit un redan.

« La nuit est venue, l'ennemi est en pleine déroute, les troupes se forment en carré ; on organise un service de sûreté en avant de chaque face, et les hommes restent derrière les faisceaux, prêts à repousser tout retour offensif. La pluie tombe abondamment, on n'a pas mangé depuis le matin, on grelotte, mais nul ne songe à se plaindre. »

L'ennemi qui est venu, à la faveur de la nuit, enlever ses morts, a cependant dû laisser sur le terrain 95 cadavres dont 16 amazones et 112 fusils. Nous-mêmes comptons 2 officiers hors de combat dont 1 tué.

Le 7 octobre, la colonne au complet franchit le Zou ; depuis deux jours, la pluie tombe sans discontinuer, ce qui complique les difficultés déjà grandes du terrain.

Le lendemain, on atteint Poguessa. La démoralisation de l'ennemi est dévoilée par ce fait qu'il a quitté précipitamment le camp de Sabové en y abandonnant des vivres et des munitions. Il est cependant décidé à résister encore énergiquement, ainsi que l'indiquent les pertes éprouvées depuis en plusieurs rencontres.

A l'avenir, le colonel Dodds peut se ravitailler à Adégon où sont arrivées les canonnières et qui, jusqu'à la fin des opérations, remplacera Gbedé comme *tête d'étapes de guerre :* un poste y est établi, et une réserve de douze jours de vivres y est constituée ; dès lors, le commandant de la flottille prend la direction des services de l'arrière.

Les 10, 11 et 12 octobre, la marche est accélérée pour atteindre, le plus vite possible, le Koto : comme les puits ont été bouchés par les habitants, on ne peut plus, en effet, compter que sur des mares dont l'eau est, à la fois, peu abondante et suspecte [1].

Combats d'Ouboumedgi et d'Akpa. — Le 12 au matin, on reprend le contact avec l'ennemi qui, ayant multiplié sur le terrain des trous d'embuscade et de longues tranchées-abris, paraît avoir pris le parti de le défendre pied à pied.

On s'avance lentement en trois colonnes parallèles, à environ 100 mètres d'intervalles, fortes chacune d'un groupe, affectant la forme générale d'un carré, et dont la médiane, seule, peut disposer d'un chemin qu'éclairent quelques spahis. Chaque colonne, dans laquelle l'artillerie se trouve entre les deux dernières compagnies d'infanterie, est suivie par son convoi particulier et une partie du convoi administratif dont le gros marche derrière la colonne du centre. Les flancs sont surveillés autant que le permet la brousse.

Le feu commence à 8 heures du matin.

[1] Le 11 octobre au soir, « on creusa un puits dans le lit d'un marigot à sec, dont le cours a, sans nul doute, été détourné par l'ennemi qui ne paraît ignorer aucun des stratagèmes de guerre. En effet, un mois plus tard, après la prise d'Abomey, le dit marigot coulait à pleins bords ».

cesse vers 10 heures et reprend de 2 heures à 4 heures :

« Jusqu'au soir, dit un témoin de la lutte, il faut combattre contre un ennemi nombreux et tenace, qui nous harcèle, nous charge avec le plus grand courage et, à plusieurs reprises, tente des mouvements tournants ayant pour objectif le convoi et la queue des colonnes. La marche se fait baïonnette au canon, les pièces d'artillerie à la bricole, par bonds de 200 mètres séparés par des feux de salve. La charge à la baïonnette est employée pour la première fois et à plusieurs reprises. Elle inspire une telle terreur à l'ennemi que, dans l'après-midi, il ne se rapproche plus autant et se maintient à environ 200 mètres des faces du carré. »

Le bivouac où l'on peut s'installer vers 3 heures du soir est rendu pénible par le manque d'eau.

« Le rôle de la cavalerie étant presque nul, il est décidé qu'elle sera chargée de réapprovisionner la colonne en munitions et, à cet effet, rétrogradera sur Adégon, le 13 au matin, avec des porteurs. On ne conserve que quelques cavaliers à la colonne.

Le 13 au soir, la colonne bivouaque à 2 kilomètres environ de la ligne du Koto, après avoir livré un des engagements les plus meurtriers de la campagne [1]. Il allait falloir se résigner à la privation de l'eau ; à 7h30 du soir, une tornade violente [2] y pourvoit : hommes et animaux peuvent se désaltérer.

Combats de Koto. — Les 14 et 15 octobre, sont livrés les *combats de Koto*.

Combat d'Akpa. — Le passage de vive force du Koto en arrière duquel l'ennemi a construit trois lignes successives de retranchements coûterait trop de monde. Dodds a décidé qu'on occupera l'ennemi de front surtout avec l'artillerie pendant que la colonne, gagnant vers le Nord un chemin situé à environ 3 kilomètres, s'efforcera de prendre à revers les défenses ennemies. La journée du 14 est remplie par la marche, par les tâtonnements qu'impose l'inextricabilité du terrain qui nécessite le débroussaillement et par un léger engagement : les Dahoméens ont exécuté le mouvement tournant.

Le lendemain, ils attaquent sous la protection de leur artillerie qui est bien placée ; ils sont repoussés.

Ici, nous sommes arrivés à la phase critique de la campagne.

« Depuis le 9 au soir, dit le même témoin, on manque d'eau, on n'en a pas eu de quoi faire le café, même une fois par jour. Depuis le 14 à midi, il n'a pas été possible de faire une seule distribution régulière de boisson [1] ; les soldats souffrent et les porteurs encore davantage, les ambulances s'encombrent, les convois n'arrivent que péniblement et sont inquiétés en route. »

Les deux journées n'ont pas coûté moins de 54 hommes hors de combat, parmi lesquels 4 officiers dont 1 mortellement, et l'on est tenu en échec. Il faut se replier, le 16, sur Akpa, notre bivouac du 13, qui commande la route d'Abomey, notre propre ligne de ravitaillement, et chercher un point de passage : ce mouvement de retraite n'est pas contrarié par l'ennemi.

« A 6 heures du matin, le 16 octobre, à la pointe du jour, un orage violent éclate, la pluie tombe en abondance et chacun s'empresse de la recueillir et de remplir tous les récipients dont on dispose. Les caisses à biscuits, en fer blanc, débarrassées de leur contenu, sont une ressource précieuse. Cette ondée bienfaisante est le salut. »

Très sagement le colonel Dodds, à la suite de l'évacuation du bivouac de Koto, appelé « le *camp de la soif* » par les soldats, donne à ceux-ci, dans un mâle langage, des explications relatives au mouvement de retraite et leur dit ce qu'il attend encore d'eux :

« Le 16, nous avons repris notre bivouac d'Akpa, afin de faciliter nos ravitaillements en vivres et munitions et prendre quelque repos *à la suite des fatigues résultant de 4 jours de combat.*

« C'est aussi dans cette journée que les Lé-

[1] Les Dahoméens y employèrent, pour la première fois, des balles explosibles ; ils continuèrent, d'ailleurs, à s'en servir.

[2] «... l'abri où gisent une cinquantaine de blessés des deux combats ne résiste pas à l'orage et s'écroule sur ces malheureux. 20 hommes... réparent, aussi rapidement et du mieux qu'ils peuvent, cet abri qui résiste enfin à la tempête. »

[1] Dans la nuit du 15 au 16, la cavalerie va chercher de l'eau à Oumboumédi ; le 16 au matin, elle rapporte 1.100 bidons.

gionnaires, *en s'offrant spontanément, pendant la marche, au transport des blessés indigènes*, aussi bien qu'Européens, ont montré que, *chez le soldat d'élite, l'esprit de sacrifice et de fraternité militaire est inséparable du vrai courage.* Ce fait a encore augmenté l'admiration que leur conduite au feu a provoquée depuis la journée de Dogba.

« Bientôt *nous repartîmes à l'attaque des dernières positions ennemies.* Sûr qu'il peut tout demander à chacun des éléments du corps expéditionnaire, le colonel *est convaincu que le succès définitif, qui n'est dû qu'aux tenaces, ne tardera pas à couronner tant de généreux efforts.* »

On demeure à Akpa jusqu'au 20 au matin ; la veille au soir, un convoi de ravitaillement était arrivé.

Combats des 20 et 21 octobre, à Akpa. — Le 20 au matin, on commence par se reporter un peu plus en arrière encore pour permettre à l'artillerie de canonner le village de Kotopa que l'ennemi occupe en forces. Tout à coup, celui-ci, débouchant de la brousse, assaille les faces du carré. La lutte, qui dura près de 3 heures, se termina à notre avantage, mais ne nous coûta pas moins de 47 hommes hors de combat.

Le colonel Dodds estime alors qu'il est nécessaire, avant de reprendre la marche en avant, de se réorganiser. La colonne ne compte plus, en effet, que 53 officiers, 1.533 hommes, environ 2.000 porteurs, 160 chevaux et 44 mulets. Le ravitaillement présente, d'ailleurs, des difficultés croissantes ; cependant un convoi est arrivé le 20 au soir.

Le 22 octobre, l'arrivée des renforts amenés de Dakar par le *Mytho* élève l'effectif à 69 officiers et à 2.001 hommes [1.139 Indigènes et 862 Européens].

La colonne est reconstituée à 4 groupes dont 3 de composition uniforme ; seul le quatrième, placé sous les ordres du commandant Audéoud qui a rejoint avec sa troupe, n'a pas d'artillerie. Chaque groupe dispose d'une compagnie de Légion et de 2 compagnies indigènes.

« Le ravitaillement, dit le général Dodds, a coûté beaucoup d'efforts pendant les derniers jours, le nombre des porteurs fondant constamment par la maladie ou la désertion, et les chemins défoncés par les pluies étant très mauvais. Un gîte-d'étapes est créé à Kossoupa ; 1 compagnie de Haoukas et 3 pelotons de cavalerie y sont laissés pour le garder et fournir l'escorte des convois.

« L'organisation des convois par terre présente des difficultés et exige une attention toute spéciale, la ligne d'étapes devait continuer à se prolonger vers l'Ouest, tandis que les mouvements sur l'Ouémé peuvent toujours s'effectuer dans des conditions régulières. Les services de l'arrivée sont, en conséquence, centralisés entre les mains d'un officier de l'Etat-Major (¹). »

Cette désignation était quelque peu tardive.

Le réduit d'Akpa reçoit les convois, les bagages et l'on y laisse une section d'artillerie dont le tir s'allongera à mesure que la colonne s'approchera du Koto pour en faciliter la marche ; les hommes les plus fatigués constituent sa garde. Béhanzin a commencé le 24 à entamer des négociations vouées à l'insuccès.

Le 25 au soir, un nouvel ordre général met tout le corps expéditionnaire au courant de la situation :

Il s'agit de briser le dernier des remparts élevés par Béhanzin pour défendre sa capitale ; cette fois il est constitué par le fossé de la rivière Koto. Ce roi tente en vain de retarder la marche victorieuse des Français ; il n'y réussira pas.

« Le colonel sait qu'il peut compter sur le courage et la ténacité de tous, pour porter le dernier coup à la puissance dahoméenne, et, par une vigoureuse marche en avant, terminer rapidement cette campagne du Dahomey si brillamment commencée. »

Combats des 26 et 27 octobre à Akpa et Colopa. — Le 26 octobre, à 6 heures du matin, la marche est reprise en carré. Elle s'effectuera à travers la brousse, en négligeant les sentiers. Chacun sait que, dès la première attaque, la position à genoux doit être prise et que, après l'exécution de trois ou quatre feux à commandement, une ou deux compagnies seront lancées en avant, au pas de charge et tambour battant.

« Les Dahoméens, dit notre auteur, n'ont jamais pu tenir devant ces charges qui ont été poussées avec une extrême vigueur ; ils évacuaient rapidement leurs défenses à l'approche

(¹) *Rapport sur les opérations...*

des baïonnettes, le combat durait moins longtemps, les pertes étaient moins fortes et l'effet moral produit sur eux aussi bien que sur nos propres soldats a été plus grand. »

La marche est, presque dès le début, ralentie par l'ennemi auquel il faut enlever successivement deux lignes de défense ; il dirige une double attaque sur la face gauche du carré et même sur le réduit.

A midi, après qu'ont été repoussées, par l'emploi combiné des feux de salve et des charges à la baïonnette, plusieurs attaques de réguliers et d'amazones, le carré débouche sur la grande place de Kotopa.

La marche reprise à 2h30 conduit, vers 5 heures, jusqu'à un cours d'eau que l'on croit être le Kota ; en réalité, ce n'est que le Han, un de ses affluents.

« *Le manque complet de renseignements sérieux* a été la plus grosse difficulté qu'ait rencontrée la suite des opérations. Les prisonniers n'ont jamais pu ou voulu parler ; les guides qu'on a pu employer avaient quitté le Dahomey depuis de longues années ou n'avaient jamais dépassé Poguessa ; *les cartes n'existaient pas ou étaient fausses ;* les renseignements recueillis à Porto-Novo étaient inexacts ou insuffisants. »

Le 27 octobre, la colonne gagne le chemin d'Adégon à Abomey et, avec l'appui des feux de salve et du tir à mitraille, franchit enfin le Koto au point où la colonne s'était présentée le 13. Malgré les promesses trompeuses de Béhanzin qui continue à demander la paix sans offrir des garanties sérieuses, il a fallu livrer un nouveau combat. Le bivouac est établi le soir près de Kotopa.

Dès lors, on peut compter sur le succès ; on a atteint le cœur du Dahomey : Cana, la ville sainte, est distante de quelques kilomètres seulement et Abomey n'est qu'à 15 kilomètres au delà.

Quatrième période du 28 août au 17 novembre

Du 28 au 31 octobre, on reste sur place, attendant des vivres ; on peut ravitailler la colonne dont les hommes prennent des ablutions journalières, l'eau étant en abondance, et nettoyent les guenilles qu'ils ont sur le corps ; on évacue les malades, les blessés et on installe un poste destiné à remplacer Apka ; on se trouve en communication directe, par Adégon, avec l'Ouémé.

L'ennemi ne s'est pas retiré loin, car une reconnaissance dirigée, le 1er novembre, vers Aulamé, le rencontre à environ 1 kilomètre du camp et doit le déloger des tranchées qu'il occupe. Bientôt, on a la certitude qu'il occupe en forces, avec de l'artillerie, la position d'Ouakou sur la grande route d'Abomey.

Combats des 2, 3 et 4 novembre 1892 à Ouakou et à Djokoué. — Le 2 novembre, le colonel Dodds tourne par le Nord et le Nord-Ouest la position d'Aulamé : c'est le premier combat d'Ouakou dont la durée fut de trois heures.

Le même jour, la garnison de Kossopa doit lutter pour dégager un convoi que les Dahoméens attaquaient.

« Un grand pas est fait, dit le général Dodds. Malgré l'embuscade qui a été tendue, nous avons franchi le Koto et forcé la position sur laquelle Béhanzin comptait absolument. Le corps expéditionnaire met le pied au cœur du Dahomey. Cana, la ville sainte, n'est plus qu'à quelques kilomètres devant nous. A quelques kilomètres plus loin, s'élève Abomey. Béhanzin veut nous empêcher d'arriver à Cana, notre entrée dans cette ville, notre présence dans le voisinage d'Abomey doivent à jamais compromettre son prestige et anéantir sa puissance (1). »

Le 3 novembre, le deuxième combat d'Ouakou, le plus meurtrier de la campagne, se prolongea depuis la pointe du jour jusque vers 10h30 du matin. Nous fûmes attaqués « avec une audace inouïe » et il fallut enlever de nouveau le palais d'Ouakou... réoccupé clandestinement par l'ennemi pendant la nuit. Il protégea sa retraite par « un violent feu d'artillerie qui fut assez bien dirigé », ce qui met hors de doute la présence d'Européens de son côté.

Le 2 novembre, nous avions eu 1 officier tué et 1 blessé ; le 3, nous comptâmes 3 officiers blessés.

Combat de Diokoué. — Livré, le 4 novembre, en avant de Cana, ce combat a été le dernier de la campagne : les Dahoméens, qui avaient à défendre l'entrée de leur ville sainte, firent preuve, ce jour-là surtout, d'un

(1) *Rapport sur les opérations...*

courage et d'un acharnement vraiment admirables. Un fait curieux est à signaler parce qu'il dénote encore l'intervention d'officiers européens. Vers 2 heures du soir, lorsque le combat, suspendu depuis 11 heures du matin, recommença, les Dahoméens avaient pris une *position de flanc* pour inquiéter notre marche.

Les terribles feux de salve, les charges à la baïonnette et le tir de l'artillerie finirent par avoir raison de cette opiniâtre résistance, mais au prix de pertes sérieuses. Nous-mêmes eûmes 4 officiers blessés. Le soir on bivouaquait aux portes de Cana.

A partir de ce jour, Béhanzin envoya parlementaires sur parlementaires ; il essaya, jusqu'au 14 novembre, de nous tromper. Le 11 novembre, Dodds lui avait fait connaître de Cana, où la colonne est restée cantonnée du 6 au 15, les conditions définitives de la paix ; les négociations furent rompues le 14 novembre.

De l'ordre général du 15 novembre annonçant que le lendemain on se portera sur Abomey, extrayons le passage suivant :

«... Le rassemblement se fera en carré, au nord du grand palais, successivement par groupe et dans l'ordre suivant : 1re face, 4e groupe face au Nord-Ouest, en ligne de colonnes de peloton ; 2e face, 3e groupe, les compagnies par le flanc, l'une derrière l'autre, les hommes par 4 ; 3e face, 1er groupe, même formation que le 3e groupe ; 4e face, même formation que le 4e groupe. »

Le 16 novembre au matin, la colonne étant reposée, bien ravitaillée en vivres et munitions, complètement allégée depuis l'évacuation de tous les malades et blessés, reprend la marche. Elle compte 57 officiers, 1.562 hommes, 2.000 porteurs, 117 chevaux et 39 mulets.

On quitte la grande route d'Abomey pour remonter d'abord vers le Nord, puis on se porte du côté de l'Ouest par Djibé et Bécou. Vers 1 heure, la colonne, arrivée en vue d'Abomey, assiste à l'incendie de la ville et des faubourgs ; elle bivouaque sur place et se retranche. Béhanzin a accompli la menace transmise, le 14, par ses envoyés.

Le 17 au matin, Abomey est atteint et occupé ; le bivouac est établi sur des ruines. Nulle part les reconnaissances ne découvrent traces de l'ennemi : la leçon infligée est bien complète.

Retour à la côte et pacification du pays. — Le retour à la côte, imposé par la baisse rapide des eaux de l'Ouémé, commença le 27 novembre ; elle s'effectua par Adégon, point d'embarquement sur les canonnières.

Promu général de brigade, en récompense des services rendus, Dodds put remercier, dans l'ordre suivant, les officiers, les sous-officiers et les soldats de la colonne expéditionnaire :

«... Depuis plus de deux mois, vous avez presque journellement combattu, vous avez supporté fatigues et privations sans que jamais votre admirable entrain se soit ralenti d'un instant. Aujourd'hui, l'occupation d'Abomey est le couronnement de vos succès, l'armée dahoméenne est anéantie et il ne reste que quelques hommes suffisant à peine à former une escorte, pour protéger la fuite du roi. Aussi suis-je heureux de porter à votre connaissance le télégramme que je reçois du ministre de la marine :

« J'admire avec vous la valeur et le superbe entrain de vos troupes ; l'éloge que vous en faites est, pour elle, la première et reste la plus précieuse des récompenses. Le ministre de la guerre, le sous-secrétaire d'Etat des colonies et moi adressons de nouveau à vos soldats et à vous nos plus vives félicitations. »

Du 17 au 27, le général Dodds prit les mesures nécessaires pour occuper les abords d'Abomey et pour préparer la pacification du pays ; grâce à la confiance qui renaissait, elle marcha rapidement. Le palais de Goho, situé à quelques minutes d'Abomey, reçut une garnison comprenant 4 compagnies, 4 pièces et fut ravitaillé pour plusieurs mois ; son chef, le lieutenant-colonel Grégoire, exerça aussi le commandement des postes de Cana, de Cotopa et de Kossoupa.

Le 30 novembre, le général Dodds arrivait de sa personne à Porto-Novo. Le lendemain, la colonne d'Abomey était dissoute.

De Porto-Novo, Dodds compléta les mesures qu'il avait déjà prises, fit occuper un certain nombre de points et les soumissions affluèrent bientôt. La déchéance de Béhanzin devint effective. Le pays fut organisé militairement en trois régions : Abomey, Ouidah, Porto-Novo. Enfin, le Dahomey fut placé sous le protectorat de la France, à l'excep-

tion de la région côtière annexée à nos possessions antérieures.

Morbidité et Mortalité du corps expéditionnaire

Le docteur Rangé a publié sur ces deux questions des statistiques consciencieuses qui comportent des rapprochements instructifs, puisque des règles pratiques s'en dégagent. Etabli à la suite des engagements, le tableau des pertes occasionnées par le feu qui a été donné ci-dessus est surtout destiné à fixer d'une façon relative l'importance des combats livrés ; en réalité, les chiffres qu'il fournit doivent être regardés comme inférieurs à la réalité.

Décès	Tués	Blessés	Hors de combat	Morts de maladie
Européens	47	225	272	54
Indigènes	27	229	256	70
Légion	41			131
Infanterie de marine	4			35
Officiers	8	22	30	9
	127			299

Nota. — Sur les 30 officiers, 4 moururent des suites de blessures; en outre, 9 étant morts de maladie, le chiffre des officiers hors de combat a été de 39 dont 21 morts.

Le total général des morts paraît donc avoir été de 426.

Intercalons ici plusieurs renseignements [1].

Du 2 octobre 1892, date du passage du fleuve Ouémé, au 17 novembre, jour de l'entrée dans Abomey, 47 jours furent employés à parcourir une soixantaine de kilomètres.

Le 2 octobre, la colonne comptait 76 officiers, 2.088 hommes [1.158 Blancs, 930 Indigènes] et 230 chevaux de cavalerie. En cours de route, elle reçut comme renforts 16 officiers et 468 indigènes [2].

Le 17 novembre, elle était réduite à 57 officiers et 1.562 hommes [628 Blancs et 934 Indigènes] et 117 chevaux. Elle avait donc perdu :

36 officiers [par le feu], 530 Blancs [232 par le feu, 298 par maladies] et 464 Indigènes [249 par le feu, 215 par les maladies].

Quant aux porteurs, 2.000 manquaient sur 6.000, soit un tiers.

Il est important de faire deux remarques :

Les Blancs étaient, en grande partie, des Légionnaires, c'est-à-dire des hommes faits, choisis ;

Des 111 soldats d'infanterie de marine, 17 soldats arrivèrent à Abomey, les 94 manquants comprenant 11 blessés et 83 malades qu'il fallut évacuer.

D'août à décembre 1892, *le mouvement des malades* fut le suivant [1] :

Catégories	pour 1.423 Européens	pour 2.158 Indigènes
Entrées	1.092	527
Guéris	467	343
Décédés	173	52
Rapatriés	752	88
Journées d'hôpital	10.929	9.321

Mouvement des malades par corps :

I. — Troupes européennes

Eléments	Effectifs	Journées d'hôpital
Légion	820 h.	5.368 j.
Infanterie de marine	241	2 859
Artillerie de marine	202	1.386
Flottille	52	650
Génie	58	351
Service de santé	»	60
Spahis	50	257
	1.423	10.931

(1) *Rapport sur les opérations...*

(2) Le chiffre des Blancs n'est pas connu.

(1) Reproduit malgré certains désaccords faibles, mais que l'on peut relever dans chaque tableau. Ceci est de règle en statistique.

II. — Troupes indigènes

Éléments	Effectifs	Journées d'hôpital
Tirailleurs sénégalais . .	1.165 h.	5.613 j.
Tirailleurs haoussas . .	441	653
Spahis indigènes . . .	180	646
Flottille	55	106
Conducteurs	80	314
Volontaires	225	1.959
	2 146	9.321

Rapatriement : I. Européens (¹) :

Légion [369] . . . . 45 %
Artillerie de marine . . . . . . 51 »
Génie. . . . . 50 »
Spahis . . . . 66 »
Flottille . . . . 23 »
Infanterie de marine . . . . . . 80 »

II. Indigènes :

Tirailleurs sénégalais . . . . . 4.6 %
Volontaires . . . . 8.6 »
Conducteurs . . . . 8,7 »

Nota. — Un tiers des légionnaires rapatriés ne le fut qu'à la fin des opérations. Or, dès avant septembre, la compagnie de marche d'infanterie de marine, *qui ne comprenait que des hommes de 19 à 22 ans*, était presque tout entière rapatriée ou en traitement dans les hôpitaux (²).

Proportions des divers corps de troupes atteints par des affections endémiques.

	Endémie palustre	Diarrhée et dysenterie	Effectif	Pour cent
Légion	207	86	820	35,7 %
Artillerie de marine	110	40	202	74 »
Infanterie de marine . . .	198	50	241	90,09 »
Flottille . . .	37	5	52	80 »
Spahis	18	13	50	62 »
Génie	23	6	58	50 »
Conducteurs . .	4	9		
	597	109		

De ces différents tableaux, tirons les conclusions suivantes :

la morbidité et la mortalité des Européens dans une expédition coloniale même supérieurement conduite, comme l'a été celle du Dahomey par le général Dodds, est incomparablement supérieure à celle des Indigènes ;

elles sont d'autant plus grandes que l'Européen considéré est plus jeune ;

la proportion des troupes indigènes doit être d'environ deux tiers ;

les Indigènes doivent être employés aux travaux pénibles, malsains, de façon que les soldats européens, ainsi ménagés, puissent être amenés le plus valides possible devant l'ennemi.

Aussi n'y a-t-il qu'à s'associer aux observations et aux critiques formulées par le docteur Reynaud :

« L'expédition avait été préparée *avec un soin inusité* par le commandant en chef, et si la morbidité et la mortalité ont été encore aussi élevées, il faut en rechercher l'explication en partie, *dans la trop grande jeunesse de certaines troupes*, et *dans l'extrême insalubrité de cette partie de l'Afrique*. Grâce à l'emploi *dans de très grandes proportions de soldats indigènes*, grâce au soin qu'on a pris *d'alléger les soldats européens de la moitié de leur charge ordinaire*, et de les faire suivre *d'un nombre de porteurs inusité*, grâce aussi à *l'application de mesures sanitaires sagement édictées et rigoureusement employées*, on a pu épargner au corps expéditionnaire des pertes qui, dans d'autres conditions, eussent été énormes.

« Cependant nous avons pu relever au cours de cet examen des lacunes et des retards qui ont nécessité l'improvisation, sur les lieux, des moyens qui manquaient. Les moyens de transport pour les malades étaient insuffisants, les évacuations se faisaient défectueusement, les filtres ne fonctionnaient pas, l'ambulance n° 3 est arrivée après le commencement de l'expédition ; il a fallu improviser des abris, des récipients pour les médicaments ; le chiffre des médecins et du personnel inférieur était trop peu élevé... (¹) »

(¹) 752 furent rapatriés sur le sort desquels on n'a pas été exactement fixé.

(²) Reynaud [Dr G. A.]. — *Considérations sanitaires...*, p. 176, 177 et 178. « Sur 241 hommes d'effectif, cette compagnie a perdu 4 hommes pour le feu, 35 par la maladie et on a repatrié 80 par 100 de l'effectif total .. Dès le mois d'octobre, elle avait fondu complètement. »

(¹) Reynaud [Dr G. A.]. — *Considérations sanitaires...*, p. 179.

Observations

Les observations suivantes sont dues, en majeure partie, à un officier du corps expéditionnaire. Elles ont été résumées ou reproduites textuellement.

Infanterie. — Lorsque l'Infanterie fut dirigée sur le point de concentration, elle était largement dotée sous tous les rapports.

Dès le passage de l'Ouémé, la situation se trouva fatalement modifiée : les précautions hygiéniques sont supprimées : plus d'habits, plus d'eau filtrée ni même alunée, etc. ; l'habillement est réduit aux effets que les hommes ont sur le corps ; le biscuit, la viande de conserve sont substitués aux vivres frais, le tafia au vin.

« Malgré ces conditions défectueuses, grâce à son énergie qui ne s'est pas démentie un seul instant, au milieu des épreuves les plus pénibles, malgré les fatigues des marches en carré, sous un soleil brûlant, dans un pays couvert d'une brousse épaisse, la privation de sommeil et celle beaucoup plus grave du manque d'eau, les troupes, *la Légion en particulier*, conservent leur entrain et leur bonne humeur. »

A partir de la fin d'octobre, les effectifs restés jusque-là intacts, — sans tenir compte des pertes dues au feu, — fondent rapidement ; la Légion elle-même est éprouvée à ce point que ses compagnies sont réduites de moitié, soit à 100 hommes (¹). Quant à l'infanterie de marine, elle n'est représentée à Abomey que par 17 hommes !

D'où nécessité : de recevoir de temps à autre des vivres frais, d'avoir une tenue de rechange, de posséder un équipage d'eau si la région où l'on doit opérer est dépourvue d'eau.

Dans un pays couvert comme le Dahomey, la formation de marche en carré ne saurait convenir.

Pendant les combats qui furent livrés, on ne manœuvra pas : feux de salve, puis marche en avant par une des faces du carré.

Après Dogba, on n'a plus négligé de protéger le bivouac par une tranchée-abri.

Sur le Han, on profita de l'expérience chèrement acquise au Koto en occupant immédiatement les deux rives du ruisseau.

(¹) « Les Légionnaires ont toujours leur air martial, mais les vêtements sont des loques, les guêtres sont remplacées par des courroies ou des ficelles... ils font peine à voir. »

Cavalerie. — Jusqu'à Cana, les 2 escadrons de spahis indigènes ne pouvaient, par suite de la nature du terrain et de ses couverts, rendre que des services insignifiants ; lorsque, après Cana, le terrain lui fut plus favorable, ils étaient ruinés par les privations : manque d'eau, nourriture insuffisante et de mauvaise qualité.

En définitive, la cavalerie a retardé de près de 20 jours le commencement des opérations, au cours de celles-ci son utilité a, d'ailleurs, été très faible.

Artillerie. — L'Artillerie, dont les pièces sont traînées par des mulets qui ont mieux résisté que la cavalerie, a rendu tout le service que comportait le terrain. Toujours elle produisit un grand effort moral ; son efficacité n'a été réelle que lorsqu'elle put employer le tir à mitraille.

Génie. — Malgré leur petit nombre, les 60 soldats du Génie, dirigés par des officiers qui se multiplièrent, rendirent des services considérables.

Le forage des puits ne put réussir parce que l'outillage nécessaire était incomplet.

On ne put songer, faute de pouvoir réaliser une protection suffisante, à établir un réseau téléphonique.

Service de Santé. — Si les médicaments et les objets de pansement étaient en nombre suffisant, les chiffres des médecins et des infirmiers étaient trop faibles. Les moyens de transports ne répondaient pas aux besoins ; aussi fallut-il confectionner des brancards dits « de fortune » qui ne peuvent convenir à un long trajet (¹).

Service de l'arrière. — La faiblesse de l'effectif du corps expéditionnaire, — 1.500 hommes à peine, — qui eut à lutter contre une petite armée très brave, très bien armée, et trouvant dans le terrain dont elle sut se servir un précieux secours, a surtout pesé sur l'organisation du service de l'arrière qui ne fut qu'ébauché ; s'il en eût été autrement, les souffrances de tous eussent été bien moindres.

(¹) Les blessés des combats des 12, 13, 14 et 15 octobre ne purent être évacués que le 17 au matin. Ils n'avaient pu recevoir les soins que nécessitait leur état et vraisemblablement leur présence pesa dans la décision prise de revenir en arrière pour réoccuper le bivouac du 13 octobre.

On ne put créer un poste pourvu d'une forte garnison qui aurait assuré la garde des approvisionnements, fourni des escortes aux convois pour les protéger contre les entreprises possibles de l'ennemi. L'échelonnement des approvisionnements n'ayant pas eu lieu en quantité suffisante, il arriva que les porteurs furent surmenés, ayant quelquefois à marcher nuit et jour : comme on ne s'inquiétait pas de leur nourriture, et que trop souvent on les conduisait revolver au poing, il en résulta de nombreuses défections :

2 500 porteurs étaient nécessaires ; or, en trois mois, on en employa 6.000 : la différence entre les deux chiffres donne une idée du déchet qui se produisit sous l'influence de la fièvre, de la dysenterie, des fatigues excessives, de la faim, du feu et beaucoup de la désertion.

Trois fours de campagne fonctionnèrent à Dogba, puis à Adégon, puis à Colopa. Cependant, deux ou trois envois seulement furent faits à la colonne et encore le pain arriva-t-il avarié.

La viande fraîche, sur pied, aurait pu être distribuée à la colonne, mais elle ne fut pas suivie par un troupeau.

II. — CAMPAGNE DE 1893-1894

Préparatifs de la campagne et plan d'opérations. — Lorsque, à la fin d'avril 1893, le général Dodds fut appelé en France, Béhanzin était installé sur le Zou, près d'Atchéribé, à Zounveï Hono, d'où il exerçait une surveillance très active sur nos mouvements.

Dodds avait organisé deux lignes d'étapes, une de Cotonou à Ouidah, l'autre de Cotonou à Abomey ; en outre, il avait prescrit de créer un magasin de vivres à Allahé situé à mi-chemin entre Cotopa et le Zou. Il comptait reprendre les opérations en septembre avec le plateau d'Agony pour premier objectif, une feinte devant être dirigée sur Atchiribé. Suivant son ordre, le corps expéditionnaire serait échelonné, au dernier moment, dans les deux directions, chemin d'Ouidah à Goho par Abomey et cours de l'Ouémé ; de cette façon, chaque colonne n'aurait qu'à serrer sur la tête.

Pendant son absence, qui dura jusqu'au 30 août, ses ordres furent exécutés et le calme obtenu grâce à la circulation de plusieurs colonnes ne fut troublé que le 2 mai, dans le Lama, à Houanzouko où eut lieu un engagement imprévu.

Le corps expéditionnaire comptait, à peu près, comme à la fin de 1892, 94 officiers, 2.854 hommes de troupe, 372 chevaux et mulets. Il fut réparti en : troupes d'opérations comprenant une colonne principale, des colonnes secondaires, des unités sans emploi immédiat [1] ; troupes d'étapes et troupes de forteresse.

La colonne principale comprenait deux doubles groupes, soit 4 groupes : chacun d'eux était uniformément composé de 3 compagnies dont l'effectif total variait de 227 à 360 hommes, d'une section d'artillerie, d'une faible ambulance et d'un train [29 hommes, 42 mulets et 17 à 20 voitures Lefèvre]. Les éléments hors groupes étaient : une section du génie, une section de mulets de bât, le service télégraphique et une ambulance d'évacuation.

Les 5e [134 hommes] et 6e [130 hommes] groupes formaient les colonnes secondaires.

La flottille était réduite à 3 canonnières et à une petite chaloupe ; elle ne tarda pas à être renforcée de 3 autres canonnières.

Dodds maintint son plan d'opérations primitif.

Les opérations actives commencèrent le 14 octobre, après que les différents groupes eurent atteint les emplacements qui leur avaient été assignés.

Opérations ; poursuite et prise de Béhanzin. — Les opérations, dans le détail desquelles nous n'entrerons pas, eurent pour but, tout en poursuivant Béhanzin, de couper d'abord ses communications avec le Lagos anglais, puis celles du Nord avec le Haut-Dahomey. Si elles ont fluctué avec

[1] Elles étaient réservées pour occuper le territoire qui serait conquis.

les déplacements en dernier lieu désespérés du roitelet et si la poursuite fut parfois ralentie à cause de la nécessité de constituer des magasins pour vivre et de prolonger la ligne d'étapes, elles ont toujours été dominées par une idée maîtresse : acculer Béhanzin, le prendre ou l'amener à soumission.

Le mouvement sur Atchéribé commença le 25 octobre ; le 6 novembre, les routes vers l'Ouémé et le territoire de Lagos étaient fermées à Béhanzin qui avait vainement entamé de fallacieuses négociations ; un centre de ravitaillement était établi à Zagnanado.

Béhanzin, qui a avec lui plusieurs milliers de personnes, dont une centaine de guerriers armés de fusils à répétition, s'est retiré dans la direction de Bédavo, sur les bords de l'Agbado ; il a fait transporter dans les montagnes de Dassa tout ce qu'il possède de précieux. On lui prête le projet de se retirer par Oko, dans la vallée de l'Ouémé, au nord de Savé, pour gagner de là soit Aclampa, soit la frontière anglaise.

Le 15 novembre, plusieurs colonnes volantes d'un faible effectif, sans artillerie mais dotées de moyens de transport sérieux, sont constituées ; elles entrent en action le lendemain.

Alors commence une poursuite incessante ardente, sans rémission, chaque jour déroutée par les crochets que fait Béhanzin. Il est serré de près ; il se dirige vers le Sud, puis brusquement vers le Nord-Ouest, au moment où on le tenait presque.

Le 19 décembre, après avoir procédé à une occupation méthodique du pays, avec Cotopa pour tête d'étapes, il faut prendre de nouvelles dispositions.

Le 29 décembre, Béhanzin, caché dans la brousse près de Lesséni avec bien peu de monde, est chassé par l'incendie méthodique de la brousse et par des reconnaissances ; il s'enfuit vers Cossoukamé et Doua : atteint d'une maladie de vessie, il doit se faire porter en hamac.

Le 5 janvier 1894, il faut changer les dispositions. La présence de Béhanzin dans la région de Djidja est sentie plutôt que connue. Jusqu'au 15, la poursuite se continue sans résultat : Béhanzin, qui n'a plus auprès de lui que 5 ou 6 personnes, tire un bon parti des dispositions favorables du pays autour d'Abomey et d'Oumbégamé. Il ne doit son immunité qu'à la faiblesse de sa troupe qui augmente sa mobilité et aux ruses qu'il multiplie pour dépister ceux qui le poursuivent : c'est une véritable chasse dans laquelle les chasseurs sont dépourvus de chiens et où le gibier laisse peu de traces. Du moins on ramasse de proche en proche tous les membres de la famille royale étonnés de se voir bien traités.

Le 15 janvier, Dodds reconnaît un nouveau roi, le prince Goutchite, fils et héritier naturel de Glé-Glé, dont Béhanzin avait usurpé la place, et l'installe à Abomey dont on commence la reconstruction. Agoliagbo, le nouveau roi, participe dès lors à la poursuite et donne d'utiles conseils pour la faire aboutir.

Bref, le 25 janvier, Béhanzin est découvert près du village d'Acacharpa ; il se rend à un officier.

Organisation de la conquête. — Vers le milieu de janvier 1894, le général Dodds avait reconstitué les royaumes d'Abomey et d'Allada ; du 1er au 4 février, il termine leur organisation : Agoliagbo est rentré à Abomey ; le chef Gohou-Hougnou est proclamé roi devant le poste d'Allada.

Déjà le mouvement des troupes vers la côte s'accentue, hâté par la diminution du rendement en vivres à mesure que baisse le niveau des eaux de l'Ouémé.

Deux postes seulement, dont l'approvisionnement est assuré jusqu'au 15 septembre, sont maintenus dans le Nord : l'un à Abomey, fort d'une demi-compagnie d'infanterie de marine, d'une compagnie de tirailleurs Haoussas et d'une section d'artillerie ; l'autre à Zagnanado, fort d'une compagnie de tirailleurs sénégalais.

Le royaume d'Allada est constitué avec les territoires compris entre le Lama et la frontière des pays annexés ; une compagnie de tirailleurs sénégalais est chargée d'occuper Allada.

Le retour à la côte s'opère en 4 colonnes dont les itinéraires ont été tracés de façon à permettre, chemin faisant, de pacifier le pays. Le rapatriement des troupes disponibles s'effectua en plusieurs fois.

Des traités de protectorat sont conclus successivement avec les rois d'Abomey et d'Allada, avec ceux de Savalou et de Djalloukou, d'Ouémé, de Savé, de Dassas, de Paouignou et de Kétou.

Le 5 février, le général Dodds est à Ouidah.

Le 20 février, toutes les troupes sont de retour dans les garnisons de la côte, sauf celles qui sont laissées temporairement dans l'intérieur du pays.

Le 24 avril, il ne reste plus au Dahomey que 1 compagnie d'infanterie de marine, 2 compagnies de tirailleurs sénégalais et le bataillon de Haoussas destinés à constituer la force permanente d'occupation.

Immédiatement emmené avec quelques membres de sa famille, l'ex-roi se voit assigner la résidence de la Martinique.

En résumé, le général Dodds avait heureusement et pleinement rempli sa mission.

Observations. — La deuxième expédition du Dahomey a été absolument remarquable.

« Au point de vue de l'organisation matérielle, des mesures hygiéniques prescrites et des résultats sanitaires obtenus... en fait d'hygiène, jamais, à coup sûr, on n'avait été aussi loin chez nous.

« Néanmoins, les résultats sanitaires n'ont point encore été ce qu'ils auraient pu être : la morbidité, la mortalité par maladies ont été relativement considérables ; bien plus, il n'est pas téméraire d'ajouter que, *moins bien comprise, moins habilement menée*, cette campagne, si pénible pour nos troupes, aurait pu, sous tous les rapports, *aboutir à un véritable désastre*.

« L'étude des causes et de la nature des affections, la comparaison des déchets subis par les divers effectifs en présence, permettront à chacun de se faire une conviction sur ce point, de voir ce qui a manqué à l'expédition (1). »

Il était naturel de laisser à un médecin colonial le soin de formuler, avec des louanges bien méritées, une réserve indiquant les perfectionnements que l'on doit toujours avoir souci, même au lendemain du succès, de réaliser.

Conclusion générale

Nous l'emprunterons dans sa forme modeste au Rapport même du général Dodds qui était en droit de résumer ainsi les résultats considérables obtenus dans les deux campagnes de 1902 et de 1903-1904 :

« Le Dahomey, puissance conquérante et dévastatrice, rebelle à toute civilisation, fondée sur la guerre, le massacre des populations, les sacrifices humains et le trafic des esclaves, *barrière infranchissable à toute tentative de pénétration vers le Niger*, le Dahomey n'existe plus. L'indépendance a été rendue à ses vassaux, la paix donnée à ses anciennes victimes et la division de l'ancien royaume en deux principautés indépendantes a refoulé la race dahoméenne pure dans le pays qu'elle peuple exclusivement. Elle peut y trouver, par la culture d'une terre fertile, tous les moyens d'existence et même de prospérité. Jalousement surveillé par ses anciens vassaux et les ennemis qui l'enserrent de tous les côtés, le royaume Dahoméen d'Abomey ne saurait sans doute, avant un très long temps, devenir de nouveau un sujet de préoccupations ; et même, grâce aux incontestables qualités de sa population, aux talents de gouvernement et d'administration extraordinaires chez un peuple noir et qu'il possède, il est appelé à devenir pour la France un auxiliaire précieux dans le développement de cette partie de notre empire colonial.

« La paix règne aujourd'hui, absolue, entre le Mono et l'Addo depuis la côte de l'Océan jusqu'au 9e degré de latitude.

« Le résultat a été atteint en deux campagnes, non sans beaucoup de sacrifices et sans beaucoup de fatigues qui, sous ce climat, ont entraîné, elles aussi, des pertes cruelles. Le chef qui a eu l'honneur de conduire ces deux campagnes, se plaît à reconnaître combien sa tâche a été facilitée par l'énergie, l'abnégation et le dévouement avec lesquels tous, officiers et soldats, lui ont apporté leur concours qui seul a permis au corps expéditionnaire d'atteindre les résultats pour lesquels le Gouvernement a voulu, à plusieurs reprises, exprimer sa satisfaction. »

Depuis la guerre

Dix années ne s'étaient pas écoulées et cette nouvelle colonie avait pris un essor prodigieux.

La campagne de 1893-1894 ayant fait disparaître le principal obstacle à notre pénétration dans l'intérieur, vers le Niger, à l'exploration de l'hinterland dahoméen, on envoya dans le Haut-Dahomey plusieurs missions qui, successivement, le sillonnèrent et étendirent peu à peu les limites de la colonie jusqu'au Niger (1), par l'occupation

(1) Legrand [Dr. M.-A.] — *L'Hygiène des troupes Européennes...*, p. 405.

(1) Il convient de consigner ici les noms des chefs des principales de ces missions : les comman-

du Borgou, du Dendi et la défaite des Baribas.

A la suite de ces explorations, la « colonie du Dahomey » fut divisée en deux territoires, le Bas-Dahomey et le Haut-Dahomey.

En 1898, un accord franco-anglais fixait la limite Est du côté de la colonie anglaise de Lagos jusqu'au 9e parallèle. L'année suivante, un accord franco-allemand fixait la frontière Ouest du côté de la colonie allemande de Togo.

Il fut alors possible, la même année, par décret du 27 octobre réorganisant nos possessions de l'Afrique occidentale française et mettant un terme aux contestations qui s'étaient élevées entre elles, de fixer définitivement la délimitation entre le Soudan et le Dahomey.

Actuellement (1904) :

« Les limites de la colonie sont bien définies ; nous y sommes solidement installés, grâce à l'activité et au dévouement des officiers et fonctionnaires qui y ont été envoyés en mission. Mais la tâche n'est pas terminée, il reste à développer le commerce, l'industrie et l'agriculture et à tirer parti des ressources que peut renfermer le pays. Le chemin de fer en construction sera certainement d'un puissant secours pour le développement économique de la colonie [1]. »

dants Decœur et Toutée, le capitaine Baud et le lieutenant Vermeersch, le lieutenant de vaisseau Bretonnet, le capitaine Garnier.

[1] Louso (commandant). — *Historique de notre expansion dans l'Hinterland Dahoméen*, p. 57. 100 kilomètres du chemin de fer qui reliera Cotonou et le Niger sont déjà exploités ; de plus, Cotonou est mis en communication télégraphique avec Dakar et des lignes nouvelles se construisent.

LIVRE VII

EXPÉDITION DE MADAGASCAR

[1894-1895]

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

La dernière expédition de Madagascar, à la fois si douloureuse par les pertes énormes qui coûtèrent tant de larmes aux familles françaises et si glorieuse par la grandeur du résultat obtenu, a provoqué, pour des causes diverses, une vive polémique dont les échos retentissent encore.

Après une courte hésitation, l'auteur de cet ouvrage s'est décidé à traiter un sujet qui abonde en renseignements spéciaux. Sa Relation a été écrite, comme c'était à la fois son devoir et son droit, en toute indépendance, mais avec la déférence que mérite, à tant de

titres, le général Duchesne : il eut, on ne saurait l'oublier, à lutter contre de terribles ennemis, le climat et le sol ; il en triompha grâce à son énergie et à sa fermeté d'âme. Le Pays lui doit une belle colonie de plus : il lui doit aussi d'avoir mis fin à la lutte d'influence qui, depuis quatre-vingts ans, durait entre les diplomaties anglaise et française.

L'auteur a pris pour base, à des titres différents, le *Rapport officiel* adressé au ministre de la guerre par le commandant en chef du corps expéditionnaire et l'ouvrage intitulé *Considérations sanitaires*, etc. dû au docteur G. A. Reynaud, médecin en chef des colonies. Ici deux remarques s'imposent tout d'abord.

Le *Rapport officiel* signé par le général Duchesne expose succinctement, le plus souvent sans appréciations ni commentaires, les événements. Son auteur a même poussé l'esprit de discipline jusqu'à couvrir de sa responsabilité, en gardant le silence, certaines mesures qui lui furent imposées et qui, vraisemblablement, n'eurent pas son approbation.

Quand au docteur Reynaud qui a produit un ouvrage remarquable, si sa loyauté ne peut pas être plus mise en doute que sa science et sa compétence, il est évident qu'il s'est assez souvent laissé entraîner par les préventions que la marine et l'infanterie coloniale ont, de tout temps, nourries contre l'armée de terre; il a vraisemblablement cédé au regrettable particularisme d'armes atténué depuis 1870-1871 mais qui règne encore en France. Les médecins de la marine éprouvèrent une vive déception comme leurs camarades de l'armée de mer et leurs jugements s'en sont plus d'une fois ressentis. On ne refait pas la nature humaine ; ils ont donc obéi à une loi bien connue. L'auteur a consulté aussi, en dehors des principaux ouvrages relatifs à l'expédition, quelques journaux de marche inédits qu'il a soigneusement contrôlés. Enfin, il s'est servi, avec toute la discrétion désirable, de certains renseignements d'origine bien authentique : se trouvant à poste fixe à Marseille en 1895, il a eu, en effet, la bonne fortune, parfois aussi la tristesse, de s'entretenir, à l'aller et au retour, avec les chefs des principaux services du corps expéditionnaire et de pouvoir questionner, lors de la rentrée, un assez grand nombre de convalescents, soldats, gradés et officiers.

Dans le chiffre de 5.756 hommes qu'a perdus le corps expéditionnaire, les tués ne figurent que pour 16. On voudra donc bien ne pas trop s'étonner si l'auteur, parfois avec un semblant d'exagération, a étudié au point de vue médical une expédition destinée, en principe, à être surtout, comme on l'a dit, « une guerre de médecins, d'ingénieurs et d'intendants ».

Chalais, le 1er août 1906.

BIBLIOGRAPHIE

Mercier [général]. — Instruction technique sur le service de santé. Le ministre de la guerre à M. le général Metzinger commandant la 1re Brigade du corps d'occupation de Madagascar ; 18 janvier 1895 [Archives de médecine et de pharmacie militaires, t. XXVI].

Duchesne [général Ch.]. — Rapport sur l'expédition de Madagascar adressé le 25 avril 1896 au Ministre de la guerre suivi de tous les documents militaires, diplomatiques et parlementaires relatifs à l'Expédition de 1895 : 1886.

Hanotaux [Gabriel]. — L'affaire de Madagascar : 1897.

Lacaze [docteur]. — Souvenirs de Madagascar, histoire, population, mœurs, institutions : 1881.

Humbert [capitaine G.]. — Madagascar : 1895.

Lefebvre [H]. | Extraits des rapports officiels relatifs aux Voitures Lefebvre en acier et en aluminium, etc. : 1895.

Loir [Maurice] La marine à Madagascar : 1895 [La vie contemporaine, nº de décembre].
de Corlay [capitaine G.]. — Notre campagne à Madagascar. Notes et souvenirs d'un Volontaire : 1896.
*** **Lemure** [docteur]. — Madagascar, 1re partie : L'expédition au point de vue médical et hygiénique : 1896.
*** Histoire de la campagne de Madagascar pour les soldats par un soldat : 1896.
*** [colonel ?]. — La vérité sur la guerre de Madagascar : 1896.
Vincent [docteur] et Burot [docteur]. — Le paludisme à Madagascar : 1896 [Revue scientifique, nº du 18 juillet].
Lentonnet [lieutenant-colonel]. — Carnet de campagne publié par H. Galli : 1897.
Aubier [commandant A.]. — La colonne expéditionnaire et la cavalerie à Madagascar : 1897.
Vray [C.]. — Mes campagnes, par une femme. Autour de Madagascar : 1897.
Mirepoix [commandant]. — Etude sur l'expédition de Madagascar : 1898.
Reynaud [docteur G. A., médecin en chef des Colonies]. — Considérations sanitaires sur l'expédition de Madagascar et quelques autres expéditions coloniales françaises et anglaises : 1898.
Legrand-Girarde [commandant]. — Le Génie à Madagascar. 1895-1896 : 1898.
Debuc. — Notes sur l'état sanitaire de la Légion étrangère pendant la campagne de Madagascar, 1895 : 1898 [Annales de médecine et de pharmacie militaires, t. XXXII.]
Poirier [Jules]. — Expéditions coloniales françaises : Conquête de Madagascar [1895-1896] : 1903.
Reibell [commandant]. — Le commandant Lamy d'après sa Correspondance et ses Souvenirs de campagne [1858-1900] : 1903 [chap. VI].
Gallieni [général]. — Madagascar. — La vie du soldat. — Alimentation. — Logement. — Habillement. — Soins médicaux : 1904.
Yon [André]. — Madagascar. Histoire. Organisation. Colonisation [1re partie, chap. III. La conquête française, 1883 à 1895] : 1905.
Ditte [lieutenant-colonel]. — Observations sur la guerre dans les colonies. — Organisation. — Exécution : 1905 [passim].

CHAPITRE PREMIER

LE PASSÉ JUSQU'EN 1885

Le cardinal Richelieu est le premier homme d'Etat qui se soit rendu compte de l'importance de Madagascar où, précédemment, les Portugais, puis des navigateurs normands avaient cherché à s'implanter.

En 1642, voulant doter la France d'établissements d'outre-mer, il créa la « *Compagnie de l'Orient* », dont les agents reçurent mission de se rendre à Madagascar « pour y ériger colonies et commerce et en prendre possession au nom de Sa Majesté très chrétienne ». Fort-Dauphin fut créé en 1643 et les Français s'établirent à l'île Sainte-Marie et dans la baie d'Antongil, à la baie Sainte-Luce, puis à Tamatave, à Fénérive et à Foulepointe.

Ces entreprises avaient échoué par suite de l'insalubrité de la côte et d'une mauvaise administration lorsque, vers 1650, de Flacourt releva nos affaires ; mais ses cruautés ne tardèrent pas à compromettre la situation.

Sous Louis XIV, en 1664, la « Compagnie des Indes orientales », fondée par Colbert, fit des tentatives de colonisation qui avortèrent.

Sous Louis XV, sous la Révolution et l'Empire, d'autres essais furent également infructueux ; les affronts même ne manquèrent pas, bien que les chefs de la côte se montrassent favorables à la France.

Louis-Philippe prescrivit, en 1831, l'éva-

cuation de Madagascar, comme cela s'était déjà produit sous Louis XV. L'influence anglaise grandit, grâce à l'action patiente des missionnaires méthodistes de Londres qui devinrent tout-puissants à la cour. Napoléon III était trop désireux de ménager l'Angleterre pour faire acte d'indépendance ; il refusa donc, à deux reprises différentes, le protectorat de Madagascar que deux de nos compatriotes, Laborde et Lambert, réussirent à lui faire offrir par Radama II. En revanche, il accorda en 1868, à la reine Ranavalo II, des conditions contraires à nos intérêts.

Dix ans plus tard, en 1878, les Hovas abattaient notre drapeau sur la côte occidentale de l'île ; ce ne fut cependant qu'au bout de cinq ans, en 1883, qu'on se décida à châtier cette insulte.

En 1883-1884, l'amiral Pierre vint bombarder et occuper successivement Vohémar et Tamatave. Il s'ensuivit des négociations auxquelles mit fin le traité signé le 17 décembre 1885.

Nous reconnaissions la reine des Hovas comme souveraine de l'île tout entière dans laquelle nous ne conservions que la baie de Diego-Suarez, mais la reine subissait la présence à Tananarive d'un résident officiel français.

Résultat plus important, par le traité du 5 août 1890, l'Angleterre, en échange des droits de protection de la France sur le sultanat de Zanzibar, nous abandonna ses droits sur Madagascar.

Terrain et climatologie [*fig.* 44]. — Madagascar offre une superficie plus grande que celle de la France. Ses côtes Ouest et Est présentent, dans sa partie septentrionale, de nombreuses découpures pouvant abriter des navires. Elle est parcourue, du Nord au Sud-Ouest par trois chaînes granitiques. Du cap d'Ambre à Fort-Dauphin, s'étend une arête faîtière principale dont le centre est à peu près marqué par Tananarive, siège du gouvernement. De cette arête se détache une autre arête importante qui est la ligne de partage des eaux : interrompue au passage de la Betsiboka et du Mangoki, elle descend jusqu'au cap Sainte-Marie à peu près parallèlement à la précédente. Une troisième arête de moindre importance, à direction Nord-Est-Sud-Ouest et assez rapprochée de la côte, est en partie parallèle à la deuxième : le Mangoki la traverse.

D'une façon générale, le centre de l'île, où l'on trouve surtout le massif de l'Ankaraharatza, de 800 mètres d'altitude moyenne, est couvert de montagnes très élevées, pressées les unes contre les autres ; la région occidentale offre de vastes plaines dont l'altitude moyenne est de 100 mètres environ.

Les cours d'eau de la partie orientale sont, pour la plupart, des torrents.

Sur le canal de Mozambique, large de 400 kilomètres, qui sépare Madagascar de la côte africaine du Mozambique, aboutissent des cours d'eau plus ou moins importants, tels que le Suffia, le Kitsambi, le Mangouké, l'Anoulahy et la Betsiboka, grand fleuve dont le parcours ne mesure pas moins de 800 kilomètres.

La Betsiboka, voie de pénétration naturelle, en partant de la côte Ouest, pour gagner l'Imérina, prend sa source non loin de Tananarive, comme son principal affluent l'Ikopa, et va se jeter dans la baie de Bombétoke où est située la ville de Majunga. Près du confluent de l'Ikopa et de la Betsiboka se trouve Marololo : c'est jusqu'à ce point, situé à environ 180 kilomètres de la mer, que peuvent remonter les chaloupes et les chalands d'un faible tirant d'eau.

Sur le versant oriental coulent le Maningory et le Mangourou.

Les principaux ports de la côte orientale de Madagascar sont, du Nord au Sud : la magnifique baie de Diégo-Suarez ou Amtombok qui pourra devenir une station militaire d'une importance capitale, les baies de Vohémar et d'Antongil, la rade de Tamatave, la baie de Fort-Dauphin.

Sur la côte occidentale, on trouve la vaste baie de Passandava, celle de Bombétoke, le port de Tollear, la baie de Saint-Augustin.

Dépourvue totalement de routes, Madagascar n'offrait, en 1895, que deux sentiers qui, tracés seulement par les pieds nus des Indigènes, ne pouvaient être suivis le plus souvent qu'à la file indienne : long de 580 kilomètres, l'un d'eux mettait en communication Majunga et Tananarive ; l'autre, long de 350 kilomètres seulement, mais d'un parcours beaucoup plus difficile, allait de Tananarive à Tamatave.

L'île de Madagascar appartient par sa si-

tuation géographique à la zone torride : située entre un canal et un océan, elle est soumise aux deux courants marins de Mozambique et de l'Océan indien. Il s'ensuit que ces deux versants sont différemment traités par les courants aériens.



Fig. 44. — Ile de Madagascar : Carte d'ensemble des parties septentrionale et centrale.

Si l'on fait intervenir, en outre, le terrain, on comprendra que Madagascar puisse

présenter, sous le rapport de la température, des zones assez différentes.

Variant avec les points de l'île que l'on considère, l'humidité est marquée surtout à l'Est.

La *saison des pluies* ou *hivernage* s'étend de novembre à mars; la *saison sèche* dure quatre mois, de mai à septembre (1); les intervalles sont remplis par deux petites périodes intermédiaires d'une durée très variable.

Le paludisme sévit avec une grande violence et sous toutes les formes, sur le littoral où le climat est chaud et humide; son influence diminue à partir de 500 mètres environ d'altitude et sur les points du littoral voisins de la montagne; sur le plateau de l'Imérina, il est à peu près inconnu. Il y avait donc un intérêt majeur, en 1895, à gagner le plus rapidement possible les terres hautes et salubres.

Au point de vue de la salubrité, dit le docteur Reynaud,

« la valeur sanitaire de Madagascar est bien supérieure à celle du Tonkin, de la Cochinchine, où sévit la fièvre jaune, et de la côte occidentale d'Afrique où elle sévit épidémiquement (2) ».

On a nommé satellites de Madagascar les îlots rocheux plus ou moins stériles, mais qu'un passé plus ou moins long rattache à la France, de Sainte-Marie de Madagascar, ou Nossi-Boraha, Nossi-Bé et ses ilots annexes, Mayotte. L'archipel des Comores comprend, en dehors de Mayotte, les îles d'Anjouan, de Mohilla et de Ngazia ou la grande Comore.

Située à 140 lieues seulement de Tamatave, l'île de la Réunion, ou mieux île Bourbon (3), mérite une mention spéciale. Le rôle qu'elle a joué dans toutes les expéditions dirigées contre Madagascar se trouve justifié par les ressources matérielles qu'elle offre; en outre, sa climatologie lui donne, grâce au relief, une valeur sanitaire telle qu'elle est « considérée, à juste titre par les Européens habitant la partie australe de l'Océan Indien, comme un sanatorium complet (1) ».

La température moyenne sur le rivage est de 24°, mais elle est moindre sur les plateaux; les sommets se couvrent même de neiges temporaires.

Races de Madagascar. — On distingue trois races ethnographiques principales, assez mêlées : 1° les *Hovas*, de race malaise ou brune : intelligents, énergiques, mais paresseux, fourbes, peureux et lâches à l'occasion, ils dominent toute l'île dont ils habitent, dans la partie centrale, l'Imérina ; 2° les *Sakalaves*, les *Betsimisaraks* et autres Malgaches de race nègre habitant les uns la région côtière occidentale, les autres l'orientale : médiocrement intelligents, robustes, bien musclés, très résistants et assez braves, ils sont menteurs, voleurs, pillards et ivrognes ; ils pourraient, une fois disciplinés, faire un jour de solides soldats (2) ; 3° les *blancs*, les *mulâtres* et les *métis*, résultant du croisement des Arabes, peut-être des Juifs, des indigènes, des Cafres originaires des continents voisins tels que les *Antalots* de la côte Sud-Est, les *Betsiléos* doux mais sans énergie, ayant peu d'aptitude guerrière, et les *Baras* des plateaux du centre.

La pointe nord de Madagascar est habitée par les *Antankares* très fortement mâtinés de sang arabe, assez semblables aux Saka-

(1) Absolue sur la côte Ouest, relative sur la côte Est où les averses, qui sont fréquentes, auraient fortement gêné le transport des approvisionnements.

(2) *Considérations sanitaires...*, p. 194.

(3) Ainsi que l'a fait remarquer Onésime Reclus, le nom « de *Réunion* ne veut rien dire... L'île s'appelait *Bourbon* quand on la colonisa : réellement, elle s'appelle encore ainsi. »

(1) Reynaud [Dr S. A.]. — *Considérations sanitaires...*, p. 397. «... Sur le littoral, climat chaud sans excès, brises fraîches et constantes de S.-E. ; par places, paludisme médiocrement intense et sévissant particulièrement dans la population sédentaire et peu aisée.

« Sur les hauteurs, climat tempéré, constant, stations graduées, offrant tous les climats d'altitude successifs ; *paludisme inconnu dès les premiers échelons* ; les autres maladies des pays chauds sont très rares.

« L'eau potable est partout abondante et saine ; les sources d'eau minérale sont nombreuses, abondantes, variées ; les ressources alimentaires sont considérables. L'île produit tous les légumes d'Europe, les fruits des tropiques, et en grande partie des fruits d'Europe. » — *Idem*, travaux publiés par les docteurs J. Lémeras, Bunot et Brorisa.

(2) On a longtemps associé l'épithète de « nos fidèles alliés » aux Sakalaves : c'est une légende. Ne vivant que de vols et de pillages, rebelles à toute discipline et à toute autorité, les Sakalaves ne nous ont été, en réalité, d'aucune utilité pendant l'expédition : voilà la vérité.

laves, y compris la passion de l'alcool : 300 d'entre eux, recrutés principalement à la Grande-Terre et faisant partie du bataillon malgache, se montrèrent, pendant l'expédition, bons marcheurs, braves, énergiques, pleins d'entrain et d'ardeur au feu.

Ces populations sont généralement ignorantes, païennes, superstitieuses, exploitées par des sikydis » et des « ombiènes » ou sorciers ; toutefois la reine Ranavalo et sa cour sont devenues protestantes de la secte des méthodistes ou Wesleyens, et les missions des Jésuites comptaient, en 1895, plus de 80.000 indigènes catholiques répartis en 350 stations ou villages. Les écoles chrétiennes tenues par des Sœurs et des Frères français étaient assez nombreuses et renfermaient 25.000 élèves.

On était déjà fixé, lorsque commença la dernière campagne de Madagascar, sur les services qu'on pouvait attendre des tirailleurs malgaches ; nous en reparlerons.

« L'expérience a prouvé, dit le général Gallieni, que les populations de la Grande Ile renferment les éléments nécessaires pour la constitution d'excellentes troupes indigènes. Les races du Plateau Central, à part quelques exceptions, redoutent le climat de la côte, mais elles fournissent des sujets intelligents, instruits, aptes à faire de bons gradés.

« Les races du littoral sont robustes, plusieurs d'entre elles ont le tempérament guerrier... »

On s'accorde à reconnaître à la majorité de ces populations une extraordinaire aptitude à la marche.

Gouvernement. — Le gouvernement était, en 1895, monarchique absolu, mais réglé par des usages ; il était aux mains du premier ministre, époux de la reine. Depuis 1881, il y avait huit ministères, à l'instar de ceux d'Europe. Un code pénal écrit avait été promulgué ; l'esclavage était aboli. Le résident général français avait le contrôle des affaires étrangères.

Les gouverneurs des provinces cumulaient toutes les fonctions, d'où de la tyrannie et des exactions variées.

Les provinces, qui sont avant tout des divisions ethnographiques, n'ont que des délimitations et des dénominations très incertaines. Au centre, l'*Imérina,* Emyrne ou Ankhova, pays des Hovas, la province la plus importante de l'île ; le *Betsiléo*, également important ; le *Vurimu*, le *Maschikora* ; à la pointe septentrionale, l'*Ankara* ou pays des Antankares (1) ; — sur la côte orientale, l'*Antanvaratsi*, le *Betsimasaraka*, le *Betanimena*, l'*Antatsimu*, l'*Antaimuri*, l'*Antarai*, l'*Anossi*, pays des Antonosses ; — sur la côte occidentale, le *Boëni*, l'*Ambongou*, le *Ménabé*, trois provinces de Sakalaves ; — au Sud, le *Fereniai*, le *Mahafadi* et l'*Andrui* qui sont des régions désertes et sauvages.

Industrie et commerce. — Ce sujet nous importe au point de vue de l'avenir de la grande île, de la « France orientale » ; traitons-le donc, mais succinctement.

Bien que le Malgache ait des aptitudes véritables pour l'industrie, d'un naturel léger et n'ayant pas de peine à faire face aux besoins essentiels de son existence, il est plutôt pasteur, agriculteur et pêcheur que fabricant.

L'île n'ayant, en 1895, que des sentiers, les transports se faisaient par bateau et surtout à dos d'homme ; par suite, le commerce était peu considérable.

Atteignant alors le chiffre de 25 millions de francs, le commerce extérieur consistait dans l'exportation de bœufs et de riz pour Maurice, Bourbon et le Cap et dans l'importation de cotonnades, d'indiennes, de faïence, de poudre, d'outils, de pots et de marmites en fer en échange de peaux, de tortues, de cire et de bois de teinture.

La moitié de ce commerce se faisait avec la France et ses colonies ; le reste avec les colonies anglaises, les Etats-Unis et l'Allemagne.

Causes de la guerre de 1894-1895. — Le traité de paix de 1885, qui reconnaissait Ranavalo comme reine de l'île entière sur le territoire de laquelle nos nationaux pouvaient être locataires mais non propriétaires, attribuait cependant à la France un véritable protectorat ou quelque chose d'appro-

(1) Diégo-Suarez, qui dépend de cette région, a un gouverneur spécial, qui commande même les îles Sainte Marie et Nossi-Bé. Elle avait, en 1905, une garnison de 1.200 hommes et une population civile de 4.000 habitants, indigènes, comoriens ou mauriciens. Son commerce était alors de 1 million et demi.

chant. Mais si ce privilège fut reconnu par toutes les puissances, par l'Angleterre et l'Allemagne surtout, la fourberie du gouvernement de Ranavalo, le manque d'esprit de suite et de fermeté du nôtre le rendirent bientôt illusoire. Peu à peu, en effet, nos nationaux furent molestés, pillés, assassinés, sans que nos résidents fussent en état de remédier à ce déplorable état de choses.

Chargé officiellement de présenter un ultimatum, l'ancien résident général Le Myre de Vilers le fit, le 8 octobre 1894, mais il se heurta contre les prétentions les plus incroyables du premier ministre Rainilaiarivony, et échoua complètement (1). Le 27 octobre, il quittait Tananarive après avoir déclaré les relations rompues. L'escorte du résident, forte d'environ 90 hommes d'infanterie de marine, se replia également sur Majunga par l'itinéraire même qu'allait suivre le futur corps expéditionnaire et y arriva 26 jours après *sans avoir perdu un seul homme*. Les épreuves causées par le mauvais vouloir des porteurs, par l'hostilité, les menaces des populations, par le refus de vivres, n'avaient pas manqué. A partir de Mevatanana, le détachement fut transporté en pirogues jusqu'à la côte.

Le Myre de Vilers, qui avait fait preuve, dans des circonstances difficiles, de modération, de prévoyance et de fermeté, s'embarqua pour la France le 26 décembre. Déjà des troupes venues de la Réunion avaient occupé Tamatave.

Cet événement ne prit pas au dépourvu le gouvernement français ; car, depuis un an déjà, en prévision d'une intervention armée à Madagascar, « les deux ministères de la Guerre et de la Marine avaient mis la question à l'étude » ; il n'y avait donc plus qu'à la soumettre au Parlement qui donna son approbation à la suite de l'exposé qui lui fut fait par le ministre des Affaires étrangères Hanotaux, dans les séances des 13 novembre, 23 novembre et 6 décembre 1894.

Le projet de loi relatif aux dépenses de l'expédition fut voté par la Chambre des députés le 26 novembre 1894, séance dans laquelle le général Mercier, alors ministre de la guerre, exposa à grands traits la façon dont serait composé le corps expéditionnaire ; il eut pour lui 372 voix contre 135. Le 6 décembre, le Sénat ratifiait cette décision par 267 voix contre 3. La loi fut promulguée le lendemain.

(1) Duchesne [général]. — *Rapport officiel*, p. 4.

Les crédits s'élevant à 65 millions furent ainsi répartis entre les deux départements de la Guerre et de la Marine, à l'exclusion des Colonies :

Guerre

Chapitre I. — Solde .	10.000.000 fr.
Chapitre II. — Subsistances	6.050.000 fr.
Chapitre III. — Habillement et campement .	3.000.000 fr.
Chapitre IV. — Service de santé	2.500.000 fr.
Chapitre V. — Transports par terre et par rivière	8.000.000 fr.
Chapitre VI. — Remonte et Harnachement .	6.600.000 fr.
Chapitre VII. — Artillerie	1.500.000 fr.
Chapitre VIII. — Génie .	2.500.000 fr.
Chapitre IX. — Dépenses diverses et impressions	3.350.000 fr.

Marine

Chapitre X. — Câble de Mozambique à Majunga	3.000.000 fr.
Chapitre XI. — Renforcement de l'escadre en 1864	700.000 fr.
Chapitre XII. — Transports maritimes . . .	11.700.000 fr.
Chapitre XIII. — Commandement à Majunga et occupation de Tometou.	2.600.000 fr.
Chapitre XIV. — Division navale de l'Océan Indien en 1895	3.500.000 fr.

Etudes préparatoires à l'organisation de l'expédition. — Il importe de bien préciser, dès le début, les connaissances dont le gouvernement français était pourvu au moment où l'Expédition fut décidée.

Nous savions tout d'abord que les Hovas étaient nos ennemis et que, malgré les ma-

ladresses commises, nous pouvions compter sur la sympathie des Sakalaves [1].

Nous savions aussi que notre ennemi irréconciliable était Rainilaiarivony, premier ministre depuis 30 ans et, à ce titre, époux de la reine qui, d'ailleurs, était son ennemie mortelle. Toutefois, il eut le bon sens de chercher à éviter une rupture que provoqua la reine elle-même « en encourageant les déportements de son triste neveu [2] ».

Les relations plus ou moins intermittentes qui existaient entre les possessions voisines de Madagascar et la Grande Ile, les renseignements fournis par des explorateurs, des voyageurs, les travaux de nombreux savants, des études topographiques dues à des officiers et surtout au Père Roblet, nous avaient donné une idée suffisamment exacte de l'intérieur de l'ile.

On avait la certitude qu'il n'existait pas de routes véritables et on connaissait les deux sentiers qui, franchissant des obstacles naturels considérables, conduisent de la côte, c'est-à-dire de Majunga et de Tamatave à Tananarive : le plus long et le plus important jalonné par la Betsiboka inférieure, puis par l'Ipoka, venait précisément d'être suivi par l'escorte du Résident à Tananarive. Les difficultés matérielles à vaincre étant ainsi connues [3], on a donc pu écrire :

« Peu d'expéditions coloniales avaient été entreprises avec des notions aussi importantes sur le théâtre des opérations. Si les documents géographiques étaient moins complets que ceux que l'on peut avoir sur des régions depuis longtemps ouvertes à la civilisation, cependant on était à cet égard dans une situation plus avantageuse que dans les expéditions de Cochinchine, du Tonkin, du Soudan, du Dahomey [4]... »

Et l'on a pu ajouter :

«... D'autre part, une longue préparation, une connaissance du pays plus complète que dans toute autre expédition, des notions plus exactes sur les maladies des pays chauds et l'hygiène applicable, une plus grande richesse de moyens prophylactiques, un matériel perfectionné constituaient autant d'avantages en faveur du corps expéditionnaire de Madagascar [1]... »

On devait être fixé sur la valeur réelle de ce que l'on appelait l'armée Hova : évaluée de 25.000 à 30.000 soldats armés à l'Européenne, elle disposait de 40 à 50 pièces modernes. L'événement n'allait pas tarder à montrer que ceux qui la prisaient peu avaient raison [2].

Le capitaine de vaisseau Bienaimé aurait donné, dès le 30 mai 1894 [3], la formule pratique des opérations de transport et de ravitaillement.

Ajoutons par anticipation que, lorsqu'il eut fait occuper successivement, pendant la période des *Opérations maritimes*, Tamatave, le 11 décembre 1894, et Majunga, le 16 janvier 1895, il se crut autorisé à écrire au ministre de la marine :

«... Il reste donc acquis qu'il n'y a point de résistance sérieuse à craindre et que tous les efforts devront *porter sur l'organisation du service et la marche des convois.* »

On devait être fixé sur la valeur réelle de ce que l'on appelait l'armée Hova.

La commission mixte d'études constituée au mois d'août 1894 au ministère des Affaires, avait donc des bases sérieuses pour établir le rapport qu'elle déposa le 29 août.

Ses conclusions furent les suivantes : réunir au moins 12.000 combattants exclusivement ravitaillés par l'arrière ; faire débarquer le corps expéditionnaire à Majunga ; de là le diriger sur Tananarive, d'*abord en utilisant, le plus possible*, « pour le transport du matériel et même d'une partie des troupes », *la voie fluviale de la Betsiboka*, puis en lui faisant remonter, comme direc-

(1) Ainsi qu'on l'a vu, ces sympathies demeurèrent purement platoniques.
(2) Le Myre de Vilers, *loc. cit.*, p. 23.
(3) *Rapport officiel*, p. 4.
(4) Reynaud [Dr G. A.] — *Considérations sanitaires*, p. 204.

(1) Reynaud [Dr G. A.] — *Considérations sanitaires*, p. 475.
(2) «... Le Hova, peu belliqueux de sa nature, est plus sérieusement éprouvé par la malaria que le blanc. Hors de l'Emyrne, il peut être considéré, au point de vue militaire, comme une quantité négligeable. Nous en fîmes l'expérience lorsque le premier ministre, sur les conseils intéressés du résident général [1818 1889], envoya une petite armée contre les Sakalaves de la baie de Tulliar. La plupart des soldats désertèrent, les autres se rendirent au roi Tampomanana. » Le Myre de Vilers, *loc. cit.*, p. 19.
(3) Loir [Maurice]. — *La marine à Madagascar.*

tion générale, la vallée de l'Ikopa à partir de son confluent.

Indiquons, d'une façon générale, que le département de la marine fut chargé de constituer le matériel exigé par le débarquement et par la navigation fluviale et que, en principe, on arrêta que le transport *sur un sol dépourvu de routes carrossables* serait assuré à l'aide de « voitures Lefebvre (¹) ».

Après quelques hésitations nuisibles tenant à différentes causes, le Gouvernement décida, dans la première quinzaine de novembre 1894, que la direction de l'expédition serait confiée au département de la guerre.

Préparation de l'expédition

Lorsque, le 28 novembre 1894, le général de division Duchesne fut définitivement choisi pour commander le futur corps expéditionnaire, des questions importantes le regardant au premier chef avaient donc été déjà irrémédiablement tranchées par le ministre de la guerre. Dès la fin d'octobre, en effet, dans le but naturel de gagner du temps, le général Mercier avait ordonné la construction d'un *wharf* [quai] de débarquement destiné au port de Majunga, la construction d'une flottille spéciale à éléments démontables, propre à la navigation sur le Betziboka, et commandé des voitures Lefebvre : le manque de temps (²) ne lui avait pas permis de recourir à l'adjudication.

Ce n'est qu'un mois plus tard que le général Duchesne fut appelé à prendre une part effective à la préparation de la campagne, en qualité de président d'une Commission rattachée à l'Etat-major de l'armée, et chargée de régler tous les détails de transport et d'organisation des divers éléments du corps expéditionnaire. Cette Commission comptait comme membres les collaborateurs mêmes du futur commandant en chef, le chef, le sous-chef d'Etat-major, le directeur des étapes, les commandants de l'artillerie et du génie, le directeur des services administratifs, et celui du service de santé. Ses travaux durèrent jusqu'au 25 mars 1895.

Il résulte clairement de l'exposé précédent que ni la Commission, ni son chef, ne sauraient être rendus responsables des déboires survenus dans l'exécution des transports par terre, par eau, et, en premier lieu, des conditions défectueuses imposées au débarquement.

Nous ne saurions entrer dans une étude très détaillée des mécomptes, dont il est nécessaire de parler ici par anticipation ; nous nous bornerons à formuler des affirmations ne reposant que sur des faits dont l'exactitude est absolue.

Wharf de Majunga. — Des études trop sommaires, concernant surtout la nature des roches sous-marines formant ce fond même, eurent pour résultat que la Marine fournit des données complaisantes, vagues, erronées que la réalité allait démentir.

D'après ces données, l'administration de la guerre traita, pour une longueur de 160 mètres au maximum, avec les industriels mêmes qui déjà avaient construit au Dahomey l'appontement de Cotonou. Ils tinrent ponctuellement leurs engagements et livrèrent les diverses pièces du wharf, le 15 janvier 1895, à Toulon d'où elles partirent le 25 janvier et le 5 février.

Sur place, on ne parvint à établir qu'un wharf minuscule auquel pouvaient seuls aborder des bâtiments de petit cabotage. Lors donc que les navires, partis de France d'après la certitude que l'installation serait terminée en temps voulu, arrivèrent, de grosses difficultés surgirent : nécessité de transborder sur des chaloupes le matériel et le personnel, d'où retard considérable dans le débarquement et encombrement croissant ; surcroît énorme de dépenses par suite de l'immobilisation dans la baie de Bombetoke des navires affrétés.

Flottille fluviale. — Dès la fin d'octobre 1894, la Marine était arrivée à cette conclusion que le matériel de navigation spéciale sur la Betziboka devrait comprendre 12 canonnières ou remorqueurs, 50 chalands tous démontables et du type ayant fait ses preuves au Dahomey, 6 canots à vapeur et 4 pontons. A son tour, le département de la Guerre adopta ces bases, en se contentant

(¹) Ces voitures métalliques avaient rendu des services au Dahomey, au Soudan et au Tonkin *là où le roulement avait pu s'effectuer*.

(²) Les crédits nécessaires ne furent votés, nous l'avons vu, que le 26 novembre 1894 à la Chambre, et le 6 décembre au Sénat.

de diminuer de 8 le nombre des chalands.

Il est juste de reconnaître qu'ici encore l'industrie nationale déploya une activité vraiment extraordinaire et se surpassa : le 15 mars 1895, en effet, les cinq Sociétés qui avaient soumissionné trois mois plus tôt livraient leurs commandes.

Or, la Marine avait oublié, en passant les marchés avec les Compagnies de navigation affrétant les bâtiments destinés au transport des troupes et du matériel, de faire figurer dans le chapitre XII le transport du matériel fluvial. Ce soin incombant à la Guerre et la Marine nationale ne possédant pas de transports aménagés pour le transport de ces pièces de dimensions exceptionnelles, il fallut aviser. Déjà une maison anglaise avait été employée, lors de l'expédition du Dahomey ; le général Mercier y eut recours de nouveau.

La congélation des cours d'eau, qu'on n'avait naturellement pu faire entrer en ligne de compte dans les calculs, ayant imposé un retard de trois semaines aux Sociétés pour faire arriver le matériel aux ports assignés (1), la compagnie anglaise ne put pas effectuer son chargement, au Havre, à Saint-Nazaire, à Marseille et à la Seyne, aussitôt qu'on l'avait prévu. Ce n'est pas tout : un des trois navires anglais qui, ayant à son bord *le personnel chargé du montage*, devait arriver le premier à Majunga, le 18 avril, éprouva en route des avaries ; ayant subi de ce chef un retard de quatorze jours, il n'arriva, le 2 mai, que le second, entre le premier du 29 avril et le troisième du 7 mai. Or, les troupes du corps expéditionnaire commençaient à affluer : privées à la fois du wharf, des canonnières et des chalands, elles durent remonter à pied le cours de la Betziboka. Hélas ! on n'était pas encore au bout des déceptions pénibles. La Marine n'avait pas été plus heureuse dans sa détermination des nécessités spéciales et impérieuses des diverses navigations à prévoir entre Majunga et Suberbieville. En vain, le personnel ne ménagea ni sa peine, ni ses efforts : la stabilité des canonnières et surtout des chalands, construits d'après les plans donnés, c'est-à-dire avec un faible tirant d'eau, était imparfaitement assurée dans la rade de Majunga où ils ne purent être utilisés.

(1) Le matériel était de dimensions telles que le chemin de fer ne put le charger.

Bref, la première canonnière ne put quitter Majunga que le 28 mai, alors que, déjà, l'avant-garde tout entière avait franchi le Kamoro à Ambato. Et toute cette flottille qui, malgré les retards de l'arrivée à Majunga, aurait dû être prête le 20 mai, « ne put être mise en route que successivement, bâtiment par bâtiment, et ne fut, en réalité, complètement prête que *cinq semaines après la date prévue* », le 1er juin (deuxième), le 6 juin (troisième) et ainsi de suite à trois ou quatre jours d'intervalle. Or, à ce moment, le mal était fait ou en germe ; la santé des uns et des autres, des Européens surtout, était déjà profondément atteinte, les effectifs commençaient à fondre.

L'expérience acquise par le général Metzinger, commandant l'avant-garde, avait permis, dès les premières opérations, d'être fixé sur les conditions à remplir pour assurer la navigation dans la baie de Bombetoke et sur la basse Betziboka. On avait eu recours au *Bœni* et à *l'Ambohimanga* qui faisaient déjà le service du bas-fleuve ; en outre, des caboteurs (1) analogues avaient été achetés en toute hâte, à Nossi-Bé, à Zanzibar et à Natal. Ainsi se trouva comblée, dans la chaine des transports par eau, la solution de continuité entre la navigation maritime et la navigation fluviale.

Les caboteurs remontaient jusqu'à 75 kilomètres de Majunga et s'arrêtaient à Ankaboka, point que l'expérience seule indiqua et qui, naturellement, devint un centre important. D'Amkaboka, les 4 canonnières du type A (2) assurèrent le service jusqu'à Ambato ; d'Ambato à Maralolo, les chalands furent remorqués par les huit canonnières du type B (3).

Ce service, une fois établi, procura, du moins pour les canonnières du type A, un rendement supérieur à celui qu'on en attendait et dépassa même, pendant quelques semaines, 100 tonnes par jour.

Voitures Lefebvre. — Ce nom évoque, si

(1) En principe, de 150 tonneaux et ayant, en charge, un tirant d'eau maximum de 4 mètres

(2) Elles provenaient des Forges et Chantiers de la Loire [Saint Denis].

(3) Elles avaient été construites par les Forges et Chantiers de la Méditerranée [la Seyne et le Havre].



l'on songe aux déceptions et surtout aux malades évacués auxquels fut imposé un martyre véritable, de bien pénibles souvenirs. Aussi ne faut-il pas craindre, pour rester véridique, de remonter un courant de préventions et de jugements erronés. La vérité est que, si les voitures Lefebvre n'ont pas répondu à ce qu'elles avaient donné sur un autre terrain, par exemple pendant la 1re campagne du Dahomey, et à ce que l'on attendait d'elles à Madagascar, leur constructeur ne saurait être rendu responsable de cette déconvenue : il s'est strictement conformé aux conditions qui lui avaient été posées à Paris. La faute primordiale a été commise à Paris : elle a consisté à adopter un type de voiture quelconque ; on aurait dû ne point oublier que, puisqu'il n'existait pas de route carrossable entre Majunga et Tananarive, il fallait donner la préférence au mulet. La méconnaissance de cette vérité a eu pour première conséquence grave que l'adoption de la voiture imposait au général Duchesne la construction d'une route, *alors qu'on n'était pas en droit de compter sur des travailleurs indigènes*. Si, encore, la commande n'avait compris que quelques centaines de voitures, mais elle porta sur 5.000 [4.000 à ridelles et 1.000 à couvercle, plus 40 voitures-citernes] (¹). En outre, obéissant à des idées justes en principe, mais que la campagne ne légitima pas, le général Mercier interdit dans la construction des voitures l'introduction d'accessoires permettant le transport d'hommes assis et exigea que les brancards se relevassent de façon à constituer, en formant le parc, un véritable blockhaus blindé. Or, lorsqu'il fallut employer ces voitures au transport des malades renvoyés à l'arrière, on n'eut jamais à former les voitures en carré pour recevoir l'ennemi. En outre, la voiture ainsi modifiée devint plus fragile et la rupture se produisit immanquablement, à la suite de traction ou de cahots exagérés, au point d'attache du brancard à la voiture (²). La plupart des voitures ainsi mutilées devinrent inutilisables et furent, en grand nombre, abandonnées sur place.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que les voitures Lefebvre ont rendu, malgré tout, de réels services : en effet, leur rendement était supérieur, ainsi qu'il est facile de le calculer, à celui qu'auraient pu fournir les seuls mulets de bât, qui devaient porter, pour l'aller et le retour, leur nourriture et celle de leurs conducteurs. Toutefois, elles ne pouvaient convenir au transport des malades.

On croyait, il est vrai, à Paris, avant l'expédition, que les voitures Lefebvre ne seraient utilisées qu'à partir du terminus de la voie fluviale, c'est-à-dire de Suberbieville, toutefois cette opinion ne procurait pas la route indispensable. L'époque tardive à laquelle fut mise en service la flottille spéciale et la difficulté que l'on éprouva à ravitailler l'avant-garde contraignirent le général Duchesne à prendre rapidement une détermination. Il se décida donc, bien que la marche en avant du général Metzinger au commencement de mars l'eût renseigné sur les difficultés que comporterait la traversée des marécages environnant Majunga, à faire construire, à partir de cette ville, une route carrossable.

Tout cet exposé était nécessaire pour établir le fâcheux concours des circonstances qui ralentirent la marche en avant, immobilisèrent les troupes dans une région meurtrière et augmentèrent encore les causes de morbidité et de mortalité par l'obligation où l'on se trouva de faire remuer *par des troupes européennes* un terrain palustre. On dirait qu'un sort véritable avait été jeté sur l'Expédition. Il est plus simple de penser que le retard apporté à désigner celui des deux départements de la Guerre ou de la Marine qui aurait la direction de l'Expédition et que les tiraillements plus ou moins accusés entre la seconde administration et la première contribuèrent beaucoup, en faisant perdre un temps précieux, à rendre mauvais son début. Le général Duchesne a poussé aussi loin que possible le souci de sa dignité et de la déférence due aux gouvernants : le *Rapport* qu'il a signé enregistre fidèlement les nombreux déboires qui durent, plus d'une fois, mettre son courage à une rude épreuve ;

(¹) D'après la commande du 14 décembre 1894, le constructeur devait livrer et livra exactement : le 15 mars 1895, 1.000 harnais de circonstance avec bât et 4.000 harnais sans bât ; le 15 avril 1895, 4.000 voitures à ridelles, 1.000 à couvercles et 40 voitures citernes.

(²) On y remédia tant bien que mal, en remplaçant les brancards par des perches.

néanmoins aucune critique n'a été formulée nettement par le rédacteur ; il faut savoir lire entre les lignes pour la dégager des faits eux-mêmes.

Le lecteur est maintenant à même de comprendre cette phrase du Rapport :

« En même temps qu'il constituait la commission d'organisation, le ministre de la guerre, pressé par la nécessité de ne plus perdre un jour, *engageait les pourparlers préliminaires à l'organisation* des transports par terre et par eau, c'est-à-dire, *d'une part*, à la fourniture des voitures et, *d'autre part*, à la construction des bâtiments de la flottille fluviale et à celle d'un wharf de débarquement pour le port de Majunga... [1] »

Constitution du corps expéditionnaire. — D'un effectif certainement trop élevé, si l'on se fût avant tout préoccupé d'assurer les moyens de transport avec des mulets, le corps expéditionnaire se trouva, malgré les précautions prises, constitué d'une façon défectueuse ; double faute qui entraina d'abord une sérieuse perte de temps, puis une notable augmentation de la mortalité.

Des raisons de sentiment honorables mais contestables ont surtout été invoquées par le ministre de la guerre, dans la séance de la Chambre du 26 novembre 1894, pour décider l'envoi à Madagascar de troupes prélevées sur l'armée métropolitaine. Il y avait une raison bien autrement importante à faire valoir pour prendre, en s'inspirant d'ailleurs de la récente et heureuse expédition du Dahomey, une décision contraire.

Accepter des Européens âgés de moins de 22 ans, c'était exposer la majeure partie d'entre eux à mourir non par le feu, mais par les fièvres ou la maladie. Les choses se seraient passées autrement si l'on n'avait eu recours qu'à des troupes du 19e corps, à l'infanterie de marine et à des troupes noires.

Ceci bien établi, la composition arrêtée fut la suivante :

Quartier général.

Général commandant : général de division Duchesne.

Chef d'état-major : général de brigade de Torcy.

Commandant de l'artillerie : colonel Palle.

Commandant du génie : lieutenant-colonel Marmier.

Chef des services administratifs : sous-intendant militaire de 1re classe Thoumazou.

Chef du service de santé : médecin principal de 1re classe Emery-Desbrousses.

Chef du service des étapes : colonel Bailloud [artillerie].

En dehors de ces 8 officiers, 40 officiers, — chiffre formidable et sans précédent, — étaient, à un titre ou à un autre, rattachés au quartier général ; il y a eu là un abus véritable, quelque honorables qu'aient été les instances de beaucoup d'officiers : leurs demandes étaient naturelles, il fallait ne désigner que le nécessaire.

Infanterie : 10.400 hommes [approvisionnés à 400 cartouches par fusil].

40e bataillon de chasseurs à pied : lieutenant-colonel Massiet du Biest.

4 régiments d'infanterie, à 3 bataillons comprenant :

1re brigade [armée de terre] : général de brigade Metzinger	Le régiment dit d'Algérie [2 bataillons de 1er tirailleurs, 1 bataillon de légion] : colonel Oudri ; 1 régiment de ligne, le 200e : colonel Gillon [1], puis lieutenant-colonel Bizot [à partir du 18 juin 1895]. 40e bataillon de chasseurs à pied : commandant Massiet du Biest.
2e brigade [armée de mer] : général de brigade Voyron	1 régiment d'infanterie de marine, le 13e : colonel Bouguié ; le régiment dit colonial : colonel de Lormes ; savoir : 1 bataillon de tirailleurs malgaches, 1 bataillon de tirailleurs haoussas, 1 bataillon de volontaires de la réunion.

Cavalerie : 150 chevaux.

1 escadron [le 10e] du 1er régiment de chasseurs d'Afrique : capitaine Aubier.

[1] Duchesne [général]. — *Rapport* ..., p. 8.

[1] Lorsqu'il partit pour Madagascar, le colonel Gillon était déjà atteint du diabète, puis survint la dyssenterie : il fut évacué dès le 23 mai et, le 13 juin, il mourait en rade de Majunga, victime de sa noble ardeur.

Artillerie : 46 pièces
[approvisionnées à 360 coups].

Commandant : lieutenant-colonel LAVAL.

1 groupe de 2 batteries montées de la guerre (1) : commandant RUFFEY ;

1 groupe de 2 batteries de montagne de la guerre (2) : commandant DELESTRAC ;

1 groupe de 3 batteries de montagne de la marine : Commandant HENRY.

Détail : 30 de 80 mill^{res} de montagne, 12 de 70 mill^{res} de campagne, 4 de 120 mill^{res} court.

Génie.

Commandant : lieutenant-colonel MARMIER.

4 compagnies, à 200 hommes chacune, avec leur parc.

1 parc du génie.

Train.

Commandant : chef d'escadron DEYME.

1 escadron du train [le 30e] formé de 6 compagnies blanches.

1 compagnie sénégalaise [la 6e Cie bis] à l'effectif de 500 conducteurs.

Services.

1 section [la 30e] de commis et ouvriers militaires d'administration.

1 section [la 30e] d'infirmiers militaires.

1 détachement de secrétaires d'état-major.

Total général au 22 février 1895 : 658 officiers et assimilés, 14.773 hommes de troupe ;

641 chevaux de selle ; 630 mulets de trait ou de bât. ; 46 pièces d'artillerie ; 5.040 voitures Lefebvre.

Si l'on tient compte des renforts [3.228 hommes] reçus successivement à Madagascar pendant le cours de l'expédition, 18.340 hommes de troupes, français et indigènes sont passés par les rangs du Corps expéditionnaire (2).

Ce chiffre doit être grossi de 7.715 conducteurs auxiliaires non combattants, dont 5.000 kabyles.

(1) Les 4 batteries furent fournies par le 38e régiment.

(2) Dans ce total ne figurent naturellement pas les garnisons permanentes de Tamatave et de Diégo-Suarez.

La division navale de l'Océan Indien était sous les ordres du capitaine de vaisseau [plus tard contre-amiral] Bienaimé qui fut subordonné d'abord au général Metzinger, puis au général Duchesne à partir du 6 mai 1895.

L'examen de la composition du Corps expéditionnaire inspire deux observations relatives l'une à l'Infanterie, l'autre à l'Artillerie.

Le ministre de la guerre avait voulu procurer aux troupes de l'armée métropolitaine l'honneur de participer à l'Expédition et les y représenter par le plus grand nombre d'éléments possible. L'idée du ministre fut réalisée en composant le 200e régiment de détachements venus de tous les points du territoire : la cohésion fit totalement défaut, comme on aurait dû le prévoir ; en outre, nos jeunes soldats prouvèrent qu'ils n'avaient ni l'endurance ni le moral indispensables à une campagne de ce genre. Tout au moins, eût-il mieux valu désigner un régiment qui, une fois allégé des malingres et porté à un effectif convenable, aurait présenté l'homogénéité désirable. Quant à la résistance physique, le doute est permis si l'on songe à ce que devint le 40e bataillon de chasseurs qui constituait, au départ, un corps remarquable.

Quant à la présence de batteries montées, elle est bien faite pour étonner. En réalité, ainsi qu'il était facile de s'y attendre, elles n'ont rendu aucun service : une seule section put être poussée jusque vers Andriba, mais elle ne put atteindre à temps le théâtre de la lutte (1).

Quant au 120 court, matériel d'artillerie lourde d'armée, une section en fut remorquée par canonnière jusqu'à Suberbieville, puis ramenée à Majunga sans avoir tiré un seul coup.

On n'aurait pas manqué, a-t-on allégué, de crier à l'imprévoyance si, contre des ouvrages de maçonnerie ou dans l'attaque de positions fortifiées, on n'eût pu disposer que d'une artillerie inférieure à celle des Hovas.

(1) L'auteur de cet ouvrage a encore très présent à l'esprit l'étonnement d'un officier appartenant à l'une de ces batteries et dont il faisait le plus grand cas lorsque, à Marseille, à l'aller, il le plaisanta amicalement sur sa présence : « Mais, il vous faudrait une route pour rouler ; or, il n'y en a pas ? » « Nous marcherons quand même... » Au retour, il fallut bien en rabattre et avouer que l'on avait été transformé en officier du train.

L'objection est sérieuse, car notre 80 de montagne ne vaut pas les Krupp que possédaient les Hovas : il eût fallu, tout au moins, en cette prévision, ne faire partir l'artillerie montée qu'une trentaine de jours plus tard, puisque l'avant-garde put s'en passer.

Organisation des divers services

Services administratifs. — Le matériel des subsistances fut convenablement assuré.

La ration journalière des troupes fut également bien réglée, cependant d'une façon inférieure, dans son ensemble, aux rations du Soudan et du Dahomey.

Le service de l'habillement et du campement fut organisé avec soin. Mais on ne put, vu la pénurie de porteurs, prendre des dispositions, comme au Dahomey, pour ne pas surcharger les hommes ; or, la charge du fantassin dépassa le chiffre de 30 kilogrammes : on n'a pas oublié que le général Dodds réduisit la charge des Européens à 15 kilogrammes. Toutefois, un paquetage spécial, paquetage de fortune, aurait pu être prescrit.

Service de santé. — Malgré la prévoyance théorique de la Direction du service de santé, bien des critiques ont été formulées sur les différentes formations sanitaires, sur leur matériel et sur le matériel médical proprement dit, par le docteur Reynaud à l'ouvrage duquel il faut se reporter (1); critiques justifiées par une douloureuse expérience.

Quant au personnel médical, si on se rappelle que les Anglais disposèrent, en 1893, dans leur expédition contre les Ashantis, de *17 officiers du corps de santé pour 1.000 hommes d'effectif* (2), on trouvera qu'il était insuffisant à Madagascar d'assurer *5 officiers du corps de santé à 1.000 hommes d'effectif.* Le corps expéditionnaire ne compta, en effet, au début, que 78 officiers [médecins ou pharmaciens] pour environ 15.000 hommes : 70 médecins [dont 50 de la guerre et 20 de la marine], 8 pharmaciens, auxquels il convient d'adjoindre 22 officiers d'administration, 9 aumôniers [8 catholiques, 1 protestant] et 14 sœurs hospitalières de la mission de Madagascar [ordre Saint-Joseph de Cluny].

(1) *Considérations sanitaires...*, chapitre IX, pages 259 à 268.

(2) 84 médecins pour 4.931 combattants.

« C'est peu, pour une guerre où les médecins auront plus à faire que les combattants !... L'effectif des médecins était hors de proportion avec le matériel préparé. En supposant qu'il n'y eût que 2.500 malades [chiffre des plans prévu dans les formations sanitaires], il ne restait plus de médecins disponibles pour la conduite des convois de malades et le service des stations d'étapes. Comment allait être assuré le service des évacuations de l'avant sur l'hôpital-base, sur un parcours de 500 kilomètres, avec 4 hôpitaux de campagne dispersés sur cette immense ligne et avec un nombre de médecins aussi faible (1) ? »

Un sanatorium pour 500 malades devait être créé sur les côtes de Madagascar. L'îlot de Nossi-Cumba, situé en face de Nossi-Bé, fut choisi à cet effet.

Un navire-hôpital contenant 350 lits était mouillé sur la rade de Majunga (2).

En Abyssinie, les Anglais disposèrent de 3 navires contenant ensemble 665 places.

Quoi qu'il en soit, le service de santé aurait ainsi à disposer « de 850 places pour les malades qu'il serait nécessaire de soustraire aux influences du sol de Madagascar (3) ».

Il est incontestable que le corps expéditionnaire avait été, sous beaucoup de rapports, « doté dans des proportions de largesse sans précédents dans *nos* guerres coloniales (4) » ; mais, avec la réalité, les prévisions furent insuffisantes. En somme,

«... Le service de santé, riche en matériel, est très pauvre en personnel. *Malgré l'enseignement des guerres passées*, il ne reçoit pas de moyens de transport lui appartenant en propre, et un matériel approprié aux nécessités de la guerre spéciale qui allait commencer, au climat, au pays, aux coutumes locales (5). »

Transport. — Les pages consacrées à la voiture Lefebvre ont suffisamment fixé l'état de la question.

Remonte et conducteurs auxiliaires. — Entrepris par ordre du ministre de la guerre au *mois de février*, c'est-à-dire trop tard, les

(1) REYNAUD. — *Loc. cit.*, p. 266.

(2) « Sept autres navires de la flotte de transport, pouvant contenir ensemble plus de 2.000 malades, restaient inutiles pendant ce temps dans les eaux du port de Toulon. » REYNAUD. — *Loc. cit.*, p. 267.

(3) REYNAUD. — *Loc. cit.*, p. 266.

(4) *Rapport officiel*, p. 19.

(5) REYNAUD. — *Loc. cit.*, p. 281.

achats ne donnèrent pas ce que l'on attendait, c'est-à-dire 640 chevaux d'Algérie, 2.134 mulets français, 3.496 mulets d'Algérie, 1.000 mulets d'Abyssinie (1). A ce total de 7.370 bêtes de somme ou de trait, qu'on compare le chiffre de 20.741 réalisé, en Abyssinie, par les Anglais.

La question des conducteurs auxiliaires ne fut aussi résolue, pour plusieurs raisons, que d'une manière tout à fait insuffisante. On éprouva de sérieux mécomptes et les Sakalaves, rendus méfiants, nous firent expier l'abandon par lequel, à une certaine époque, nous avions payé leur dévouement. Par contre, en Algérie, où l'on ne croyait guère pouvoir trouver plus de 1.500 à 1.800 volontaires, on obtint, surtout grâce à l'influence personnelle dont jouissait, à bien des titres, le capitaine Lamy (2), du 1er régiment de tirailleurs, 3.500 engagés, presque tous Kabyles.

Malgré cela, on atteignit à grand'peine un total d'environ 7.300 conducteurs auxiliaires, « chiffre encore insuffisant », dit avec raison le *Rapport officiel*. Mieux servi par les circonstances, surtout parce que son effectif répondait mieux aux exigences de la situation, le général Dodds avait disposé de 2.000 porteurs, — assurés par un roulement de 6.000 — pour 1.700 combattants, dont un tiers d'Européens.

(1) A Obock où on devait les acheter, on ne put se procurer que 430 mulets : ce déficit et celui des mulets morts en route fut comblé par l'envoi de 800 mulets d'Algérie expédiés en juin.

(2) Cet officier, d'une si sérieuse valeur, devait mourir glorieusement le 22 avril 1900, sur le Chari, au combat de Koucheri, dans la lutte contre Rabah que termina la belle mission Foureau-Lamy.

En somme, 7.300 conducteurs ou coolies et 6.640 mulets étaient tout à fait insuffisants pour 15.000 combattants dont, ne l'oublions pas, 11.000 Européens.

Si l'on défalque du nombre 6.640, 5.000 mulets à raison de 1 seulement par voiture Lefebvre, — à une certaine époque, on en mit 2, — il n'en restera plus que 1.640 pour tous les autres services.

Instructions données au général Duchesne. — Les instructions diplomatiques reçues, le 29 mars 1895, du ministre des Affaires étrangères, par le général Duchesne, limitaient assez étroitement sa propre initiative.

Les extraits suivants ne laissent aucun doute à ce sujet.

«... Nous n'avons d'autre intention que d'assurer d'une manière incontestée, à Madagascar, la *situation d'Etat protecteur qui revient à la France*. Il nous a paru que ce résultat ne pouvait être obtenu que par une action militaire directe au siège de la puissance du gouvernement malgache. C'est cette action militaire que vous avez pour mission d'accomplir *en installant une garnison à Tananarive et un détachement à Jianorontsoa.*

« En même temps que vous procéderez à cette opération d'ordre purement militaire et pour laquelle il ne m'appartient pas de vous donner des instructions, vous aurez à obtenir du gouvernement malgache la signature de la Convention et du protocole annexe.

« Il est bien entendu, d'ailleurs, *que votre marche sur Tananarive ne doit être à aucun moment interrompue.* L'occupation du siège du gouvernement étant l'objet même de l'expédition... la prise de possession de Tananarive doit être la première condition de la paix... »

OPÉRATIONS MARITIMES

PREMIÈRE PÉRIODE : *11 décembre 1894 au 1er mars 1895*

Les opérations que couronna la prise de Tananarive ont compris cinq périodes (1).

La première fut remplie par des opérations dites maritimes préparatoires à la deuxième, puisqu'elles ont eu surtout pour but de maîtriser sur la côte les principaux points « nécessaires pour le débarquement méthodique du personnel et du matériel... » ; elles furent dirigées par le capitaine de vaisseau Bienaimé.

Le 12 décembre 1894, occupation de Tamatave [côté Est] : les Hovas reculent jusqu'aux « lignes de Farafate ».

Dans les derniers jours de décembre,

(1) Le *Rapport*... du général Duchesne en compte six, la dernière ayant pour titre : « Occupation de Tananarive et répression des mouvements insurrectionnels [1er octobre 1895 — 18 janvier 1896]. »

combats livrés au sud de Diégo-Suarez, à Ambohimarina.

Le 15 janvier 1895, occupation après bombardement de Majunga en face duquel les Hovas s'établissent dans le camp de Nossi-Piha près de Maroway. Leur inaction vis-à-vis des reconnaissances que la garnison pousse jusqu'à une vingtaine de kilomètres de la ville fixa sur leur peu de valeur ; ils furent même délogés, le 17 février, du village de Marohogo.

Le 12 février, sur la demande des chefs sakalaves de la côte Nord-Ouest, occupation de la position d'Aubodimadiro, au fond de la baie de Passandava.

Plan d'opérations [*fig.* 44 et 45]. — Ce plan que le gouvernement approuva (1) fut arrêté par le général Duchesne avant de quitter la France. Il s'inspira de la triple décision du gouvernement et utilisa ce que l'on savait sur le futur théâtre des opérations qui pouvait être ramené à deux zones distinctes.

Première zone : ligne d'opérations de Majunga à Tananarive ; utilisation de la voie fluviale, puis du chemin muletier rendu carrossable.

Deuxième zone : bande de terrain longue de 180 kilomètres environ formée par la vallée de la Betsiboka jusqu'au confluent de l'Ikopa ; zone montueuse s'étendant de là jusqu'à Tananarive, entre l'Ikopa et la Betsiboka, sur une longueur d'environ 300 kilomètres.

Le Corps expéditionnaire serait devancé à Madagascar par une avant-garde qui, après avoir pris solidement possession de Majunga, base maritime, s'efforcerait de dégager les abords de la baie de Bombetoke et l'estuaire de la Betsiboka jusque vers Maroway, point situé à 80 kilomètres en avant de Majunga.

La 1re brigade une fois au complet, c'est-à-dire forte de 6.000 hommes et de 1.200 à 1.500 conducteurs, le général Metzinger s'efforcerait, dans les premiers jours de mai, d'atteindre Suberbieville, situé à environ 200 kilomètres de la côte ; il y organiserait alors, en y établissant des magasins, la base terrestre d'opérations d'où l'armée se porterait contre Tananarive.

Simultanément, on ouvrirait, le long de la Betsiboka, une piste utilisable pour les animaux et les voitures Lefebvre. On avait donc été obligé de renoncer au projet si sage d'éviter jusqu'à Suberbieville la traversée par terre, tout au moins le stationnement trop prolongé dans la région marécageuse et malsaine du bas Boëni en ayant recours à deux flottilles : l'une, dite de « navigation », qui desservirait la Betsiboka jusqu'à Ankaboka ; l'autre, dite « fluviale », chargée de faire le service entre Ankaboka et Marololo, peut-être même Suberbieville d'où serait partie la route à utiliser par la troupe et les ravitaillements de toute nature (1).

De Suberbieville également, le Corps expéditionnaire s'avancerait méthodiquement en deux échelons : « chacun des échelons devant, dit le *Rapport*, prendre la tête à tour de rôle et agir par bonds successifs (2) », et gagnerait les limites de l'Emyrne ; puis on prendrait Tananarive pour objectif ultime.

La brigade d'avant-garde [4 à 7 bataillons], partant de Mevatanana, « s'emploierait *rapidement* à ouvrir la piste *carrossable* et pourrait gagner, en un bond, les premiers contreforts des hauts plateaux indiqués par les explorateurs comme la limite de la région saine. Elle y serait rejointe par le deuxième échelon, formé du convoi principal, escorté par la 2e brigade, qui prendrait, à son tour, la tête, aussitôt que le ravitaillement ultérieur serait assuré ; et ainsi, de bond en bond, les éléments mobiles du Corps expéditionnaire devraient, dans un laps de temps approximatif de six semaines, — soit pour la première quinzaine d'août, — avoir atteint *la limite septentrionale de l'Emyrne* » ;

On pouvait supposer que quelques semaines suffiraient alors à avoir raison de l'ennemi « et que l'occupation de vive force

(1) *Rapport officiel*, pp. 35 à 42.

(1) « En admettant, même certaines difficultés imprévues, lit-on dans le *Rapport*, le général commandant en chef estimait que le 1er juillet devrait être le terme extrême des opérations de cette période, au cours de laquelle s'établirait, vers le confluent des deux rivières, par voie fluviale et par voie de terre, le courant continu de transports nécessaire pour y créer une nouvelle base de ravitaillement. »

(2) Plus tard, ce fonctionnement fut développé aux officiers du Corps expéditionnaire dans une *Instruction* détaillée en date du 4 juin, *relative aux marches et opérations dans la partie montagneuse de l'île* : *Rapport officiel*, pp. 191 à 198.

de Tananarive pourrait être obtenue dans la première quinzaine de septembre ».

Le *Rapport officiel* conclut ainsi :

« La comparaison entre ce programme et les opérations de la campagne telles qu'elles vont être exposées, est de nature à faire ressortir, sans doute, dans les détails d'exécution, d'assez sensibles différences ; elle permettra du moins de constater que la conception originelle de la marche *en tiroir* du Corps expéditionnaire, sous la protection d'une avant-garde allégée, a été respectée jusqu'à la fin, cette avant-garde, renforcée de tous les éléments valides du corps expéditionnaire, étant devenue, pour la marche d'Andriba à Tananarive, le corps principal de bataille, scindé lui-même en plusieurs échelons. On remarquera également que, malgré les pertes de temps résultant des difficultés de construction de la route, de la lenteur de marche des convois et du douloureux état sanitaire des troupes, le résultat essentiel de l'expédition, la prise de la capitale, a pu ainsi être atteint, à quinze jours près, dans les délais antérieurement indiqués. »

Cette constatation est exacte et confirmée par le fait authentique suivant. Lorsque le général Duchesne prit congé, à la gare de Lyon, du général Zurlinden, alors ministre de la guerre, il répondit à une de ses demandes qu'il ne croyait pas pouvoir arriver au but avant la seconde quinzaine de septembre.

L'inertie de l'ennemi n'apporta fort heureusement pas d'obstacles sérieux à la réalisation du plan. On croit toutefois pouvoir remarquer que le général en chef ne s'était pas rendu compte *du terrible dommage qu'allait causer la construction de la « route carrossable »*. Il n'y a pas trop lieu de s'en étonner si l'on se reporte à l'erreur d'estimation commise à Paris sur les pertes probables qu'occasionnerait le climat au Corps expéditionnaire.

Il est nécessaire de dire, afin de terminer ce qui a trait au plan d'opérations, pourquoi la route de Tamatave à Tananarive, qui est beaucoup plus courte que celle qui vient de Majunga, dut être écartée d'emblée. Les raisons figurent dans le passage suivant du *Rapport officiel* rédigé d'après l'impression qu'éprouva le général Duchesne lorsque, quittant Tananarive pour aller s'embarquer à Tamatave, il la suivit, du 18 au 25 janvier 1896, en *filandzane* :

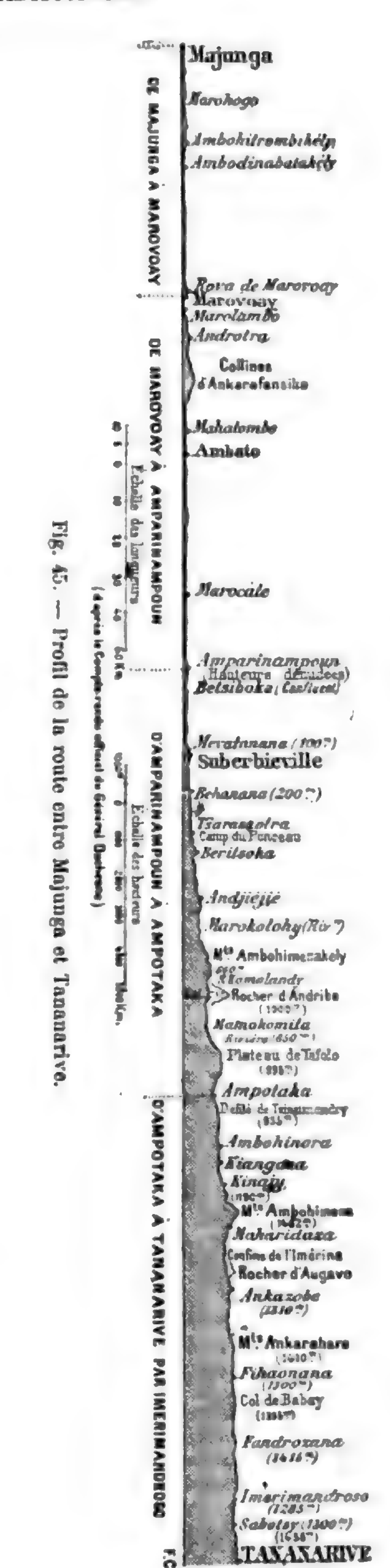


Fig. 45. — Profil de la route entre Majunga et Tananarive.

« Cette route, longue d'environ 300 kilomètres, dont il n'a pas encore été parlé, descend du plateau d'Emyrne, à travers une série de chaines montagneuses fort escarpées et d'un haut relief, couvertes en grande partie par la forêt vierge et coupées de profondes vallées, souvent marécageuses, que suivent des cours d'eau généralement fort larges et, pour la plupart, non guéables. Elle n'était, dans l'état où nous la trouvions, praticable sans d'énormes efforts, ni pour des bêtes de somme chargées, ni même, d'une façon générale, pour des piétons européens... (1) »

(1) *Rapport officiel...*, p. 164.

OPÉRATIONS DE L'AVANT-GARDE DU GÉNÉRAL METZINGER

DEUXIÈME PÉRIODE : *du 28 février au 17 mai 1895* [*fig. 44, 45, 46*]

Instructions données au général Metzinger. — Le général Metzinger, commandant l'avant-garde du Corps expéditionnaire, débarqua à Majunga le 28 février. Il avait reçu les instructions suivantes :

1° exécuter à Majunga les premiers travaux d'organisation de la base maritime et assurer le débarquement du matériel envoyé à cet effet ;

2° dégager les rives de la baie de Bombetoke et celles de la Betsiboka ;

3° s'avancer le plus possible vers Mevatanana, Ambato étant indiqué comme le terme extrême présumable de son action.

On paraît ne s'être pas rendu compte à Paris que l'état du sol consécutif à la saison des pluies devait forcément imposer un retard sérieux en avant de Majunga ; or, il y avait un intérêt majeur à abréger le plus possible le séjour sur une côte insalubre.

Le général Duchesne avait fini, après force insistances, par obtenir que le général Metzinger eût une situation indépendante vis-à-vis du commandement de la Division navale de l'Océan indien : cela était nécessaire.

Majunga. — Lorsque, le 28 février, l'avant-garde débarqua à Majunga qu'occupaient deux compagnies d'infanterie coloniale, le général Metzinger ne trouva de préparées, à l'est de la ville, que quelques paillottes dans lesquelles deux compagnies furent logées à grand'peine ; le reste fut installé sous la tente (1). Il s'occupa sans retard de procurer l'eau indispensable, de faire construire des magasins et d'assurer l'installation d'un hôpital. Deux mois plus tard, il existait de grandes baraques, des magasins aménagés pour l'entrepôt des vivres, une manutention, des fours et une baraque-hôpital à laquelle étaient adjointes des baraques Deckerr et des tentes, ce qui permit de disposer d'une centaine de lits.

« Du 1er au 24 mars, les troupes furent presque exclusivement employées au déchargement du matériel, à la construction d'abris et de chemins, opérations rendues longues et pénibles par suite du manque de main-d'œuvre indigène (1) et des pluies (2). » L'hiver battait, en effet, son plein, et orages, pluies torrentielles, vents se succédaient chaque nuit, soumettant à de pénibles épreuves les troupes placées sous la tente (3).

A la fin de mars, lorsqu'il fut possible d'entamer quelques opérations actives, le général Metzinger disposait des éléments suivants : 2 bataillons 1/2 d'infanterie, 1/2 compagnie du génie, 1 batterie de montagne, 1 section d'artillerie de marine, 1 détachement du train et 11 mulets ; le 23 avril, un nouveau bataillon débarqua.

Le passage suivant du *Rapport officiel* explique comment on a été amené à faire remuer la terre vierge des tropiques par des Européens qui ne pouvaient que creuser leurs propres tombes.

«... à la date du 7 mars 1895, le général

(1) « Rien n'était préparé pour recevoir le général Metzinger qui débarqua à Majunga le 28 février 1895, en pleine saison des pluies pendant laquelle les troupes doivent rester à l'abri... » LE MYRE DE VILERS. Préface de l'ouvrage de Jules Poirier.

(1) Les 300 coolies, que le général Metzinger avait eu bien de la peine, malgré les promesses des chefs Sakalaves, à réunir, furent rapidement réduits par les maladies et les désertions.

(2) *Rapport officiel*, p. 56.

(3) Toutefois, contrairement à l'assertion du docteur Raynaud [*Considérations sanitaires...*, p. 312], l'état sanitaire demeure bon jusqu'aux premières marches.

Metzinger signalait déjà que l'amorçage de la route de terre à travers les plaines marécageuses qui entourent Majunga, lui semblait à peine possible, sans le concours des pionniers indigènes... Les pionniers, noirs ou jaunes, réclamés dès le mois de mars, par le général commandant l'avant garde, n'arrivant pas et ne devant pas arriver, pour des causes déjà indiquées, *il devenait indispensable* de recourir, pour cette construction, à la main-d'œuvre militaire...

« Les retards survenus dans le montage de la flottille, le rendaient, au surplus, nécessaire [1]... »

Le docteur Reynaud conclut d'une façon trop absolue :

«... C'était aller au-devant de désastres tels que ceux qui ont frappé les troupes, toutes les fois qu'elles ont été placées dans ces conditions, et dont le récit se trouve à chaque page de la littérature médicale militaire. Les faits ont démontré cruellement dans quelle erreur on est tombé, et après tant d'épreuves retentissantes on peut s'étonner que cette thèse peut encore être défendue.

« Les travaux de route n'étaient pas indispensables, et ne devaient pas être faits par des Européens. Ces deux propositions ont été soutenues et démontrées par de nombreux écrivains au cours de l'expédition [2]... »

Il est regrettable que les trois bateaux dont on disposait au milieu de mars n'aient pas été utilisés pour transporter l'avant-garde par voie fluviale au moins jusqu'à Maroway [à 70 kilomètres de Majunga]. On y eût trouvé l'eau potable que 2 appareils distillatoires [3] étaient insuffisants à fournir à Majunga.

Opérations actives. — Si l'armée hova avait possédé une certaine consistance, ou eût été commandée par un chef d'une certaine valeur, il est hors de doute que l'avant-garde Metzinger eût été tout au moins attaquée dans Majunga ; or, elle n'y fut même pas contrariée et put se porter en avant quand son chef le jugea possible et utile.

Les opérations entamées avec le concours des bâtiments légers de l'escadre furent les suivantes :

du 25 au 27 mars, occupation, sans pertes, sur la rive gauche de la Betsiboka, de Mahabo et du terrain en avant ;

du 30 mars au 4 avril, sur la rive droite du fleuve, combats autour de *Miadana*, au milieu de marais, de marigots, de rizières inondées et du camp retranché de Nossi-Piha au nord de Maroway ;

le 2 mai, enlèvement du camp retranché et *prise de Maroway*. Cette dernière opération put être entreprise après l'arrivée à Majunga d'un bataillon du régiment d'Algérie, d'une compagnie du génie, d'une compagnie du train et de la 6e compagnie *bis*, ce qui procura environ 490 mulets et près de 700 conducteurs. L'action combinée de 3 colonnes mixtes composées de troupes de terre et de mer, eut raison de la résistance des hordes hovas commandées par Ramazombazaha, gouverneur du Boëni ; nous n'eûmes que 6 hommes hors de combat dont 1 tué et 1 mortellement blessé.

Les 15, 16 et 17 mai, furent successivement livrés les *combats d'Ambodimonti* qui nous coûtèrent 12 blessés dont 1 officier, et *d'Androtra*.

Vigoureusement conduite, l'avant-garde avait répondu à ce que l'on attendait d'elle : tout le cours de la Betsiboka jusqu'à Ankaboka-Marolambo et toute la rive droite du fleuve jusqu'à Androtra se trouvaient purgés de troupes hovas ; mais surtout, l'avant-garde avait imprimé par son offensive une telle dépression morale à l'ennemi que celui-ci ne fit aucune tentative sérieuse pendant toute la troisième période et qu'il ne prit de nouveau position pour attendre nos troupes qu'à 140 kilomètres au sud de Maroway à Mevatanana-Suberbieville.

Tout en s'avançant, l'avant-garde avait ramassé des canons, des mitrailleuses, de nombreuses munitions et des projectiles. Il devenait évident que la résistance des Hovas ne pouvait être sérieuse.

Pendant que ces opérations se succédaient

(1) *Rapport officiel*, p. 42 43. Ces retards étaient à prévoir, puisque le 15 mars 1895 avait été assigné, comme limite extrême, à la livraison de ses éléments *en France* d'où ils devaient venir.

(2) *Considérations sanitaires...*, p. 313 «... à Nossi-Bé les Malgaches, ayant un souvenir vivace de nos fautes, avaient donné à une pointe de leur île, où nos soldats avaient été ensevelis dans la terre qu'ils avaient fouillée, le nom de : « *Pointe où il est dangereux de remuer la terre* », p. 314.

(3) Une prévision sommaire eût été établie en raison des besoins et l'on eût été pourvu d'autant d'appareils distillatoires qu'ils l'exigeaient.

sur la Betsiboka, le nord de l'île était le théâtre d'engagements assez sérieux. C'est ainsi que, le 14 avril, le bataillon de volontaires de la Réunion parti de Diégo-Suarez enlevait, à la suite d'une marche et d'un combat de nuit, la position *d'Ambohimarina*, distante de 24 kilomètres, et s'y maintenait en position d'attente.

CHAPITRE II

OPÉRATIONS DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE

Ces opérations comprennent trois périodes :

I. depuis l'arrivée du gros jusqu'à l'ouverture du pont de la Betsiboka [17 mai ou 14 juillet 1895] ;

II. depuis cette ouverture jusqu'au départ de la colonne légère [14 juillet au 14 septembre] ;

III. marche de la colonne légère jusqu'à la prise de Tananarive [15 au 30 septembre inclus].

Avant de les exposer, étudions ce qui concerne l'embarquement, le débarquement et le plan d'opérations.

Embarquement et débarquement du personnel et du matériel. — Le chapitre IV du *Rapport officiel* est d'un intérêt tout particulier. On y trouve, en effet, exposés avec précision, mais sans trace d'acrimonie, les regrettables retards et les déceptions dont il a déjà été question.

Il est hors de doute que, si « les opérations du transport s'exécutèrent dans les conditions les plus heureuses et sans un seul accident grave (1) », les troupes furent trop souvent placées, malgré les justes réclamations de la « commission d'embarquement » de Marseille, dans des conditions défectueuses au point de vue de l'espace et par suite du cube d'air.

Quant au matériel, il est établi qu'une bonne partie n'est arrivé à Majunga qu'au mois de mai, c'est-à-dire deux mois et plus après le débarquement de l'avant-garde. Ainsi que le reconnait philosophiquement le *Rapport officiel*, le matériel « ne quitta guère la France qu'avec les troupes du Corps expéditionnaire proprement dit » qui arrivèrent à Madagascar à la fin d'avril et au mois de mai sur les trente navires affrétés. « *L'expérience des anciens sert bien rarement* », a-t-on dit avec raison. Or, l'intendant Baratier avait formulé, bien antérieurement à l'expédition, cette règle pratique :

> « Ne chargez les transports de troupes que du matériel de ces troupes ou des approvisionnements nécessaires et urgents ; affrétez d'autres bâtiments spéciaux que vous échelonnerez pour le transport du matériel, *toutes les fois que les ports de destination ne seront pas outillés* ».

La « Commission des embarquements » « devait particulièrement veiller à ce que le chargement de chacun des affrétés fût fait dans l'ordre d'urgence *des envois que réglait l'Administration centrale de la guerre* » ; or, pour plusieurs raisons, l'ordre réglé à l'avance par le pouvoir central ne fut pas et ne pouvait pas être suivi.

Quant au débarquement, nous avons vu ce qu'il pouvait être, alors qu'il n'y avait sur rade de Majunga ni wharf, ni appontement, ni chaland, ni ponton d'accostage, ni remorqueur. Force fut de louer ou de requérir des remorqueurs et des chalands appartenant à l'industrie privée (1).

(1) *Rapport officiel*, p. 28.

(1) « La chaloupe à vapeur de la compagnie Suberbie et celle de la Grainelerie française de Diégo, les deux chalands de Nossi-Bé purent heureusement se trouver en état de remplacer le matériel que l'administration ne possédait pas. » Reynaud. — *Loc. cit.*, p. 293.

« La France a cependant, à Diégo-Suarez, un établissement maritime ; elle a, depuis le siècle dernier, des établissements militaires à Nossi-Bé, à Sainte-Marie, à la Réunion. Et lorsqu'un corps de débarquement se présente sur la côte de Madagascar, *opération préparée depuis plus de six mois*, ces établissements sont impuissants à fournir les premiers moyens de débarquement (1) ».

Aussi quel « regrettable encombrement de la rade et de la plage même de débarquement », dit le *Rapport officiel*. Il fallut donc :

(1) Reynaud. — *Loc. cit.*, p. 293.

« remédier sur place à des retards qu'il était permis de prévoir, répartir à nouveau les attributions, combler les lacunes par des improvisations que *les longs préparatifs devaient prévenir*.

« L'arrivée du général en chef avait donné une impulsion nouvelle à tous les services. Mais *tous les efforts extraordinaires accomplis par les uns et les autres*, marins et soldats, pendant cette période, toute cette agitation enfiévrée ne peuvent pas compenser les effets d'une préparation incomplète (1)... »

(1) Reynaud [docteur]. — *Loc. cit.*, p. 297.

I. — Troisième période : *du 17 mai au 14 juillet 1895* [*fig. 44, 45, 46*]

Bientôt forte de 4 bataillons, l'avant-garde se dirigea sur la position de Trabonjy-Mahatombo qui fut occupée, sans coup férir, le 22 mai ; le lendemain, il en était de même d'Ambato sur le Kamoro.

Reprise après le passage du Kamoro, la marche fut suspendue, les 30 et 31 mai, et du 2 au 5 juin, pour préparer par des reconnaissances le passage de la Betsiboka dont la largeur atteint presque 450 mètres. Ce passage s'effectua sans difficulté, le 6, sous la protection de l'artillerie.

Le 7 juin, la colonne atteignait Marololo, point *terminus* de la navigation de l'Ikopa pendant la section sèche. La marche continua le lendemain.

Avant de parler des combats, il est important de faire une remarque s'appliquant à tous ceux livrés au début. Les Hovas, *qui pensaient que les Français viendraient en bateau*, avaient disposé toutes leurs défenses sur les rives du fleuve pour en disputer le parcours. Dépourvus de bateaux, nous fûmes obligés de suivre la piste de terre ; or, elle s'écartait sensiblement des bords du fleuve qui sont marécageux et couverts de brousses ou de roseaux : les positions retranchées ennemies, que l'on n'eût certainement point abordées de front, se trouvèrent ainsi tout naturellement tournées.

Mevatanana, le 9 juin. — Cependant les partis hovas s'étaient portés sur les hauteurs rocheuses de Mevatanana, d'une altitude de 110 mètres. Les principaux ouvrages étaient au Nord-Ouest de la position sur la croupe qui descend de l'escarpement de Mevatanana vers le fleuve, barrant les sentiers de Mevatanana et de Suberbieville vers Amparihibé. Il y en avait trois, dont un plus ou moins casematé avec les rails du petit chemin de fer servant à exploiter la mine. Ces ouvrages n'ont, d'ailleurs, servi à rien. Le 9 juin, « en vue de diminuer la faculté de résistance de l'ennemi et en conformité des instructions tactiques du général commandant en chef, le général Metzinger résolut d'attaquer la place par le Sud, de façon à menacer immédiatement la retraite de ses défenseurs (1) ». Préparé, puis précédé par le feu de l'artillerie, ce mouvement prolongé par l'Est vers le Sud était à peine dessiné, que tous les groupes ennemis, épouvantés par le bruit et le vent de la détonation de quelques projectiles à la mélinite, échappaient à l'étreinte en s'enfuyant vers le Sud. Mevatanana fut occupé. Cette manœuvre, qui avait duré de 7 heures à 11 heures du matin, paraît n'avoir entraîné aucune perte, puisque le *Rapport officiel* n'en mentionne pas.

Suberbieville. — Le soir même, le général Metzinger s'installait à Suberbieville (2)

(1) *Rapport officiel...*, p. 74.

(2) Suberbieville, siège d'une exploitation minière, se trouve à 1.200 ou 1.400 mètres du rocher de Mevatanana et à 2.000 mètres environ de la rive droite de l'Ikopa. Ce centre ne comprenait, en 1895, que 12 à 15 grandes baraques en maçonnerie à simple rez-de-chaussée, couvrant, autour d'une maison d'habitation centrale, une superficie de 2 kilomètres carrés environ.

où le quartier général ne tarda point à le rejoindre.

L'avant-garde stationna là jusqu'au 17 juin pour créer à Mevatanana-Suberbieville une nouvelle base de ravitaillement. On organisa des cantonnements et on entama la construction d'une route carrossable entre Maroway et Mevatanana.

Dans ce but, on échelonna, entre Marololo et Suberbieville, les troupes disponibles de la 1re brigade : le 200e était encore retenu à Maroway ; le 18 juin, le commandant Lentonnet avait été poussé en avant, avec un détachement mixte, jusqu'à Tsarasotra, situé à 25 kilomètres de Suberbieville. Lentonnet était chargé de couvrir le rassemblement du corps expéditionnaire et les travaux de la route qu'exécutaient les trois autres compagnies de son bataillon échelonnées entre Suberbieville et Behanana où se tint le général Metzinger. Le Génie eut à construire des ponts sur la Maroway, sur le Kamaro et sur la Betsiboka vers Amparihibé.

La Note collective du 24 juin [1] avait pour but de pourvoir : à la constitution des postes de la ligne d'étapes entre Majunga et Marololo par Maroway, Ankaboka et Ambato ; à l'organisation du commandement sur les territoires situés dans la zone de l'arrière, entre Majunga et le confluent de la Betsiboka et de l'Ikopa. Elle assura aussi l'organisation des convois de ravitaillement par terre ou par eau, entre Majunga et Suberbieville, enfin la concentration, entre Marololo-Suberbieville et au delà, des troupes du Corps expéditionnaire, pour la construction de la route et la reprise de la marche vers Tananarive.

Tsarasotra, le 29 juin. — Situé à 24 kilomètres au sud de Mevatanana, Tsarasotra se trouve à la jonction des sentiers qui viennent de Tananarive par les vallées de l'Ikopa et de la Betsiboka. Enhardis peut-être par notre immobilité, les Hovas, s'étant rapprochés du petit camp français, *en utilisant le fond d'un ravin escarpé*, débouchèrent à l'improviste, vers 5h45 du matin, à une distance variant entre 300 et 400 mètres ; *leur attaque se produisit à la fois de front et de flanc.* Il est probable que s'ils avaient employé dès le début les forces qui

[1] *Rapport officiel...*, p 253

furent successivement utilisées dans trois colonnes, le petit détachement Lentonnet, fort seulement d'une compagnie du régiment d'Algérie, d'une section d'artillerie et d'un peloton de cavalerie, en tout 200 hommes à peine, eût été enlevé ; heureusement pour lui, leur action fut décousue.

Contraint tout d'abord de se défendre sur place et énergiquement secondé par ses sous-ordres, le commandant prit l'offensive dès qu'il le put. Aussitôt qu'il fut prévenu de la situation par un chasseur d'Afrique accouru au galop, le général Metzinger, qui se trouvait à 5 ou 6 kilomètres de Tsarasotra fit le nécessaire : la compagnie et demie campée à Behanana, partit sur-le-champ, sur place, d'autres mesures furent prises. L'arrivée, vers 9h45, de ce renfort [1], permit à Lentonnet de repousser l'ennemi qui, vers midi 30, prit position sur le mont Beritsoka. Les débuts du combat nous avaient coûté 8 hommes dont 2 morts, le lieutenant Augey-Dufresse et 1 caporal.

Accouru à Behanana dès la première nouvelle de l'attaque, le général Metzinger avait signalé au général Duchesne ce que la situation avait de critique ; sa dépêche arriva à Suberbieville, à 10h20 du matin.

« Le 40e bataillon de chasseurs venait de rentrer à son camp, pour la soupe, après avoir terminé, sur la route, le travail de construction du matin. Le général commandant en chef, qui ne disposait sur place d'aucune autre troupe d'infanterie, lui prescrivit, ainsi qu'aux dernières sections de la 16e batterie, de se diriger immédiatement sur Tsarasotra.

« A 12h30, par une chaleur de 32°, le bataillon, à l'effectif de trois compagnies [la 4e compagnie restant à la garde de Mevatanana], se mit en route, suivi par la 16e batterie (montagne). Après une grande halte de 2 heures faite, à la tombée du jour, à Behanana, le bataillon arriva à 11 heures du soir, à Tsarasaotra, où l'artillerie, à laquelle le général Metzinger s'était joint à son passage à Behanana, l'avait précédé d'environ une heure. »

[1] On lit dans le *Rapport officiel*, p. 81 : « A ce moment [vers 9h45] arrivaient de Behanana, sous les ordres du capitaine Pillot, la 7e compagnie et un peloton de la 5e compagnie du régiment d'Algérie que cet officier, *averti par le bruit du canon*, avait, *sans attendre l'ordre* [qu'il reçut peu après] *de rallier son chef de bataillon*, rassemblés pour les diriger sur Tsarasaotra... »

Ouvrons ici une parenthèse relative à l'anéantissement presque complet du 40e bataillon si beau à son départ de Marseille. S'il a relativement plus souffert que les autres troupes, on n'est pas fondé à invoquer, comme cause exclusive, la marche de Mevatanana à Tsarasotra.

Déjà, à Ambato, ce bataillon comptait 225 malades ou indisponibles. Sa 4e compagnie qui, momentanément laissée à Mevatanana, ne rejoignit que plus tard en deux étapes, souffrit autant que les trois autres compagnies. La cause vraisemblable de la mortalité du 40e paraît avoir été l'esprit de corps et le noble amour-propre des soldats qui le composaient : ils ne se firent porter malades qu'à la dernière extrémité et, une fois à l'ambulance, ils ne pensèrent qu'à rejoindre leur corps le plus tôt possible. Les hommes du 200e ne reparaissaient plus ; ceux du 40e revenaient dès que la crise était passée.

Le 30 juin, le général Metzinger prenait à son tour l'offensive, avec 3 compagnies du 40e bataillon et 2 compagnies de tirailleurs, contre le gros des forces hovas établi sur le plateau de Beritsoka et les en chassait.

Mont Beritsoka, le 30 juin. — Dès le 29 juin au soir, le général Metzinger avait arrêté que, le lendemain matin, on attaquerait l'ennemi pour l'arrêter sur le plateau de Beritsoka, s'il voulait se replier, pour l'empêcher de fortifier sa position actuelle, s'il comptait y demeurer, « résolution très judicieuse et très militaire, qui lui fait honneur (1) » ; il disposait de 3 compagnies du 40e bataillon, de 2 compagnies de tirailleurs, de 1 peloton de cavalerie et de 2 sections de la 16e batterie.

Entamé vers 8h15, le combat se terminait deux heures environ plus tard par la fuite des Hovas ; il ne nous avait coûté que 10 hommes blessés, dont 2 officiers, 1 blessé et 1 contusionné.

« ...L'ennemi laissait entre nos mains, dans deux camps qu'il avait dû abandonner, 450 tentes, le drapeau du commandant en chef (2), 2 canons Hotchkiss complets, 2 autres affûts de canons Hotchkiss, beaucoup de munitions d'artillerie, des fusils, toute la correspondance du commandement, une assez grande quantité de riz et des approvisionnements de diverses sortes (1). »

Ses pertes paraissent, malgré certaines évaluations exagérées, n'avoir pas dépassé une centaine d'hommes, sa fuite ayant été favorisée par des pentes et des bois.

Les deux combats des 29 et 30 juin, « dans lesquels nos troupes montrèrent, à la fois, beaucoup d'esprit de discipline, de fermeté au feu, d'entrain et d'endurance (2) », eurent ce résultat très appréciable de faire reculer l'ennemi jusque dans la plaine d'Andriba, à plus de 80 kilomètres dans le sud de Suberbieville. Les travaux entrepris pouvaient donc être continués en toute sécurité.

Le moment est venu de parler de la route entreprise pour utiliser les voitures Lefebvre.

Construction de la route carrossable (3). — Dès le mois de juillet 1894, le capitaine de vaisseau Bienaimé, commandant de la division navale, avait indiqué le chemin de Majunga à Tananarive et émis l'avis que, la baie de Bombetoke, sur la rive nord de laquelle se trouve Majunga, offrant un mouillage vaste et sûr, Majunga convenait pour servir de point de débarquement et de base maritime. A Paris, la commission d'études proposa au ministre de la guerre, qui les accepta, Majunga et le chemin qui en part.

Des relations dignes de foi permettaient de penser que la transformation en route carrossable de ce chemin qui était muletier sur la plus grande partie de son parcours n'offrirait pas de grandes difficultés et n'occasionnerait pas beaucoup de frais.

L'idée en elle-même était donc naturelle, mais à la condition expresse que, après avoir *utilisé jusqu'à l'extrême limite, c'est-à-dire jusqu'à Suberbieville*, la voie fluviale, on construirait sur terre son prolongement *en ayant recours à des pionniers indigènes*. Il ne put malheureusement pas en être ainsi, les éléments indigènes faisant défaut. Comme, d'autre part, il fallait assurer, pour se ravitailler, le roulement des voitures Lefebvre, on se trouva acculé à la fâcheuse,

(1) Duchesne [général]. — *Rapport*... p. 82.
(2) Rainianzalahy, 14e honneur.

(1) *Rapport officiel*..., p. 84.
(2) *Rapport officiel*..., p. 85.
(3) Comme il importe de traiter ce sujet sans interruption, nous sommes amenés à empiéter sur la 4e période.

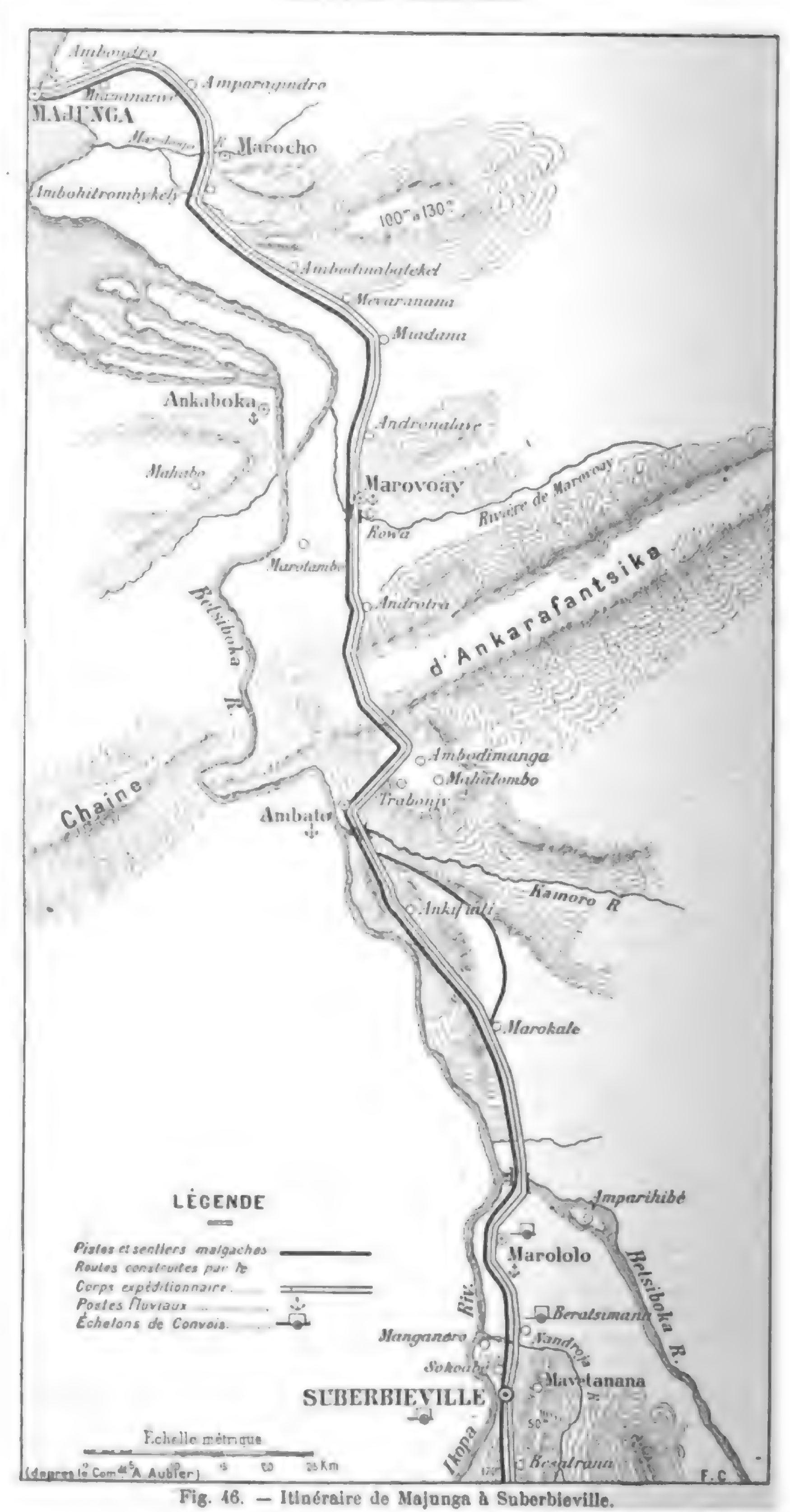


Fig. 46. — Itinéraire de Majunga à Suberbieville.

mais inéluctable nécessité de faire exécuter, coûte que coûte, la route.

Déjà le Génie, chargé, dans le principe, de construire la route seulement avec le concours des tirailleurs malgaches et des Sénégalais, avait payé d'une « effrayante réduction d'effectif (¹) » son zèle et son héroïque dévouement. Lorsque, par ordre en date du 5 juin, les troupes échelonnées tout le long de l'itinéraire durent le remplacer, le tracé de la route atteignait Maroway que l'on pouvait en partie ravitailler par voie d'eau à partir d'Ankaboka.

Le remuement d'une terre vierge à miasmes et le stationnement prolongé dans la région la plus malsaine de l'île ne pouvaient manquer d'agir dans le même sens nuisible.

Sa résolution une fois prise, le général Duchesne tint rigoureusement la main à son exécution ; il fallait à toute force assurer le ravitaillement des convois jusqu'à Ambato. En conséquence, il suspendit le mouvement en avant et immobilisa impitoyablement les troupes sur les emplacements.

Le 16 juin, il signalait encore cette nécessité, bien que, depuis sept jours, l'avant-garde occupât Mevatanana ; elle y était arrêtée, il est vrai, non seulement par les fatigues subies, mais aussi par le manque d'approvisionnements et par l'impossibilité où l'on se fût trouvé de ravitailler les troupes qui se seraient éloignées du vrai *terminus* de la navigation fluviale, c'est-à-dire de Marololo (²).

Le ravitaillement fut organisé à la fois par terre et par eau. Chaque échelon comprenait 150 voitures dont chacune portait, en principe, 200 kilogrammes, ce qui donnait un total de 30 tonnes. Le nombre des échelons prévus au début était de 24.

Le 14 juillet, deux grands résultats étaient obtenus. Après les efforts surhumains des soldats du génie qui succombèrent à la peine (¹), le pont sur la Betsiboka était terminé et la route de Majunga qui y aboutissait était praticable, sur une longueur de 250 kilomètres, aux voitures Lefebvre.

Ce double résultat était chèrement acquis : les troupes du génie avaient disparu ; un séjour prolongé au milieu des marécages avait déjà permis à la fièvre typho-malarienne de faire de nombreuses victimes et d'engager l'avenir. C'est ainsi que, par suite d'une dure nécessité, les troupes de la 2ᵉ brigade n'atteignirent Suberbieville que le 28 juillet après un séjour de deux mois et demi dans la zone insalubre.

Le *Rapport officiel* qui a été loyalement rédigé n'a pas dissimulé les tristes conséquences de la construction de la route.

Il est certain que, si les troupes avaient pu suivre la voie fluviale jusqu'à Marololo, ainsi que cela eut lieu pour le matériel, on eût économisé un temps considérable, plus de deux mois, et surtout bien des vies humaines, notamment pour le Génie puisque la construction du pont sur la Betsiboka n'eût pas été nécessaire. Suberbieville serait alors devenu le point initial de l'expédition.

Il n'est pas juste cependant, tout bien pesé, de dire que les hommes aient dédaigné la belle route fluviale préparée par la nature. La question des voitures imposées dès Paris a tout primé. Il fallait assurer leur roulement, car leur transport par chalands jusqu'à Marololo eût pris un temps considérable qu'il est facile de calculer approximativement ; encore y aurait-il eu bien des mécomptes : si la Betsiboka est large, il est bon de dire que c'est un *sale* fleuve dont la navigation, surtout à partir d'Ambato, est sérieusement contrariée par des bancs de sable qui, se déplaçant d'un jour à l'autre, créent des obstacles sérieux.

(¹) Cette expression du *Rapport officiel* est encore trop affaiblie.

(²) Avec des canots-vedettes, on pouvait, il est vrai, gagner Suberbieville, comme le fit le général Duchesne, mais cela était impossible aux canonnières, même du petit type.

(¹) « La 13ᵉ compagnie du Génie, qui comptait 195 hommes au départ de Majunga, n'avait plus que 40 hommes présents et peu valides après l'achèvement du pont. Ils furent laissés en arrière étant désormais hors d'état de rendre aucun service... » *Rapport officiel*..., p. 89. Le chapitre XVII, intitulé : « Mauvais état sanitaire », du livre du docteur Reynaud, est à lire : on aura la conviction que le « général Tazo » [fièvre] défendait bien la terre des Hovas, si ceux-ci la défendaient mal.

II. — QUATRIÈME PÉRIODE : *du 14 juillet au 11 septembre 1895* [*fig.* 45 *et* 47]

Lorsque Suberbieville constitua un centre sérieux de ravitaillement (¹) et qu'une tête d'étape fut établie à Marololo, on put songer à faire un nouveau bond jusqu'à Ampasiry où fut créé un troisième centre de ravitaillement.

Le 14 juillet, l'armée célébra la fête nationale (²).

Préparation de la reprise du mouvement en avant. — Du 15 au 25, la concentration du Corps expéditionnaire s'opéra à Suberbieville, exception faite seulement pour deux bataillons de chaque brigade, un du 200ᵉ régiment et un du régiment colonial qui furent répartis entre les centres d'étapes établis entre Majunga et Marololo.

Nous verrons plus tard que, de Marololo à Andriba, 7 nouveaux gîtes d'étapes, représentant 8 jours de marche pour les voitures, furent constitués.

Deux directeurs furent chargés : l'un, le colonel Bailloud, du secteur Nord ou fluvial allant de Majunga à Marololo ; l'autre, le colonel Palle, du secteur Sud. La séparation se trouva ainsi établie entre les éléments immobilisés à l'arrière et ceux qui allaient reprendre la marche en avant.

Le 16 juillet, une *Note collective* organisait les trains de combat de la colonne appelée à agir dans le secteur Sud (³) ; ses divisions étaient les suivantes :

I. — Envoi à l'avant de tous les conducteurs, mulets et voitures, actuellement disséminés dans la zone de l'arrière ;

II. — Constitution des trains des corps de troupes et services de l'avant ;

III. — Constitution des échelons de ravitaillement ;

IV. — Ordre de mouvement des échelons de ravitaillement.

(¹) Les canonnières remorquaient jusqu'à Marololo des chalands chargés ; puis les convois de mulets, dont il a déjà été question, remorquaient de Marololo à Suberbieville.

(²) Inexactement renseigné, le docteur Reynaud a cru pouvoir avancer [p. 437], à ce propos, que, dans ce but, on débroussailla l'étendue de terrain nécessaire : la vérité est que ce débroussaillement fut fait simplement pour établir le camp du bataillon de chasseurs.

(³) *Rapport officiel...*, pp. 260-270.

La pénurie désolante des moyens de transport et de la main-d'œuvre indiquée imposa des réductions de rations, mais fut surtout cause que 564 mulets affectés en supplément au service général des transports furent « enlevés aux services de la tête d'étapes des hôpitaux et des ambulances, ainsi privés totalement des moyens de transports leur appartenant en propre et déjà très insuffisants (¹) ».

Finalement, le service des convois put disposer, pour le ravitaillement, de 2.600 mulets et de 1.500 voitures. Celles-ci furent divisées en 10 « échelons de convoi » ayant leurs sièges à Marololo, point de départ, à Beratsimana, Suberbieville, Bebanana et à Beritsoka, point terminus.

Le terrain de Suberbieville à Andriba [fig. 45 et 47]. — Ce terrain qui avait été reconnu par une brigade, dite « de tracé (²) », est très différent de celui qui avait été parcouru pendant la 3ᵉ période. C'est une succession de collines d'argile rougeâtre enserrées par trois crêtes rocheuses, dont la première était en notre pouvoir, qui barrent la direction de Marololo à Tananarive :

la première, orientée Est-Ouest, d'une altitude moyenne de 500 mètres et dont le sommet du Beritsoka forme le principal massif ;

la deuxième, dont l'altitude varie entre 800 et 900 mètres, est constituée par le massif dit des Petits Ambohimenas qui, orienté au Nord-Ouest-Sud-Est, sépare « la faille où coule le Randriantoana de celle du Kamolandy », affluent de l'Ikopa ;

la troisième sur laquelle les Hovas, après leur défaite du Beritsoka, s'étaient retirés et avaient accumulé tous leurs moyens de défense évalués, d'après le dire de quelques prisonniers, à au moins 5.000 hommes, « est constituée, à la fois, par le mont Andriba [1.200 mètres] et par les monts Hiandereza et Ambohijavona qui se relient au mont Andriba par une série de hauts mamelons argileux, dont la cote moyenne varie entre 600 et 800 mètres. »

(¹) REYNAUD [Dʳ G. A.]. — *Loc. cit.*, p. 349.

(²) *Rapport officiel...*, pp. 90 et 91.

Constitution de la colonne; reprise du mouvement en avant. — Une nouvelle *Note collective* du 30 juillet arrêta la constitution de la « colonne du corps expéditionnaire » dont les opérations ont rempli la deuxième phase véritable de la campagne, la phase décisive.

Constituée à 2 brigades, cette colonne comprenait : dans la 1re brigade, le régiment d'Algérie, 1 bataillon du 200e et le 40e bataillon de chasseurs, c'est-à-dire 5 bataillons ; dans la 2e brigade, 2 bataillons d'infanterie de marine, 1 bataillon de tirailleurs malgaches et 1 bataillon de tirailleurs haoussas, en tout 4 bataillons.

Bientôt la 1re brigade fut réduite à 4 bataillons, lorsqu'il fallut laisser au Beritsoka le 40e bataillon de chasseurs dont la morbidité allait croissant.

Chaque brigade fut dotée d'un groupe d'artillerie : 1re brigade, 1 batterie de montagne, 1 section de campagne ; 2e brigade, 2 batteries de montagne.

La brigade de tête put disposer d'un demi-escadron de cavalerie fort de 38 sabres seulement (1).

Le commandant en chef avait décidé que pendant cette marche sur Andriba, principal centre du haut Boëni dont il est un des points les plus fertiles et les mieux cultivés, les brigades marcheraient en deux échelons à un jour d'intervalle et que chacune d'elles prendrait alternativement la tête de la colonne. Pendant cette « marche en tiroir », la brigade de queue, couverte par celle de tête, continuerait les travaux de la route (1).

Enfin, il avait arrêté, pour supprimer les difficultés de tracé entre Tsarasotra et Andriba, que, après avoir suivi les lignes des crêtes du Beritsoka, on gagnerait Andriba par la vallée du Kamolandy.

Le 24 juillet, la 1re brigade commence le mouvement, la 2e brigade la dépasse le 31 et la marche continue par bonds alternatifs.

Le 20 août, la brigade de tête [2e] arrive devant Andriba. Elle a franchi en 22 jours moins de 200 kilomètres et séjourné en neuf endroits (2) ; ils se trouvèrent tous désignés pour les convois, qui eurent à transporter, de Marololo à Mangasoarina, les approvisionnements destinés à la colonne légère.

Du sommet des pentes sud des Petits Ambohimenas, l'ennemi est signalé entre le pic d'Andriba et le mont Hiandrereza : 4 ouvrages armés d'artillerie apparaissent dans le col situé à l'est du pic d'Andriba sur la direction même que doit suivre la colonne ; le pic d'une altitude de 700 mètres est occupé ; 3 ouvrages se dressent sur les pentes du mont Hiandrereza.

Andriba les 21 et 22 août [*fig.* 47]. — Le général commandant en chef ayant décidé que l'attaque serait brusquée, la brigade Voyron, qui dispose du demi-escadron de cavalerie, se porte en avant, le 21 août, à 3h30 du matin, en deux colonnes, avec Ambodiamontana pour premier objectif ; elles sont séparées par le cours du Kamolandy : celle de droite est suivie, à quelques kilomètres de distance, par une réserve avec laquelle se tient le général Duchesne. Des groupes hovas sont refoulés sur Ambodiamontana que l'on n'a pas la peine d'attaquer : les Hovas se retirent précipitam-

(1) Le 30 juillet, les 84 cavaliers, demeurés disponibles sur l'effectif initial de 144 hommes, formaient en tout 11 détachements : à Majunga, 13; à Maroway, 3 ; à Behanana, pour alimenter les 4 postes de correspondance de Marololo, Suberbieville, Tsarasotra et Beritsoka, 30 ; à l'avant-garde, 38. « En réalité, dit le commandant Aubier, l'escadron n'existait plus, comme troupe, qu'à l'avant-garde.

« Ce fut une autre cause de morbidité. Tous ces petits groupes de 4 à 5 cavaliers, mis en route à toute heure du jour, sous un soleil torride, sans surveillance, sans soutien moral, mal installés et plus mal nourris, n'ayant pas le temps ou les commodités nécessaires pour faire même la soupe, ne tardèrent pas à succomber. Presque tous avaient disparu à la fin de la campagne.

« Au contraire, le détachement d'avant-garde ne subit que trois ou quatre pertes jusqu'à son arrivée à Andriba. Ce simple rapprochement *démontre combien est indispensable et efficace la double influence de la camaraderie et du commandement.* » *La colonne expéditionnaire*, p. 20.

(1) On lit, dans l'Ordre général, n° 59, du 2 août 1895 [Camp des Sources] : «... L'une et l'autre des deux brigades du Corps expéditionnaire vont, maintenant, alterner périodiquement dans ce rôle, *qui rend singulièrement plus laborieuse l'obligation de poursuivre, sans relâche, la construction de la route.* Elles rivaliseront de zèle, *dans ce travail pénible, mais indispensable au succès final*, et continueront de faire preuve... »

(2) Camps du Ponceau, des Sources, de la Falaise, d'Andjiéjié, d'Antsiafabositra, d'Ankolotokana [côte 750], de la Cascade, de la côte 860 et d'Ambodiamontana.

ment sur Andriba après avoir mis le feu au village, ainsi qu'à ceux de la plaine, Amby, Malatsy, Antonadava.

Vers midi, la brigade Voyron se concentre à la hauteur d'Ambodiamontana ; elle est éclairée, à environ 3 kilomètres en avant, par une avant-garde établie dans le village d'Ambontana que la cavalerie avait atteint assez tôt pour empêcher les fuyards d'y mettre le feu.

Vers 2 heures du soir, une batterie de montagne, amenée non sans peine sur le plateau d'Ambontana lance des obus à la mélinite sur le camp central des Hovas.

« L'effet fut... immédiat autant que décisif, dit le commandant Aubier, et on ne peut comparer l'évacuation de cette redoute qu'au désordre d'une immense fourmilière qu'un coup de pied aurait bouleversée. Dans tout le camp, sur toutes les croupes de la colline, on ne voyait que des lambas blancs, fuyant éperdus, dégringolant dans les rizières, dévalant dans toutes les directions. C'était à la fois sinistre et comique.

« Les autres camps que nos obus à la mélinite n'avaient pu atteindre envoyèrent quelques projectiles jusque vers 5 heures. L'extrême fatigue de nos troupes ne permettait pas d'ailleurs de les attaquer dans la soirée (1)... »



Fig. 47. — Itinéraire de Suberbieville à Andriba.

Le 22 août, le mouvement débordant prescrit par le général en chef contre le col qui était menacé de front, était en cours d'exécution lorsqu'une reconnaissance constata la disparition de l'ennemi : « complète-

(1) Aubier [commandant A.]. — *Loc. cit.*, p. 23.

ment démoralisé, il s'était retiré en désordre à plus de 30 kilomètres dans le Sud, hors de toute vue de la colonne ([1]) ». La cavalerie put, après avoir passé le Mamokomita et pénétré dans les villages de Mangasoavina et Fanjavarivo en flammes, constater l'occupation du plateau fortifié de Tafolo ([2]).

A rattacher à la question du ravitaillement... inespéré :

« L'ennemi, en se retirant, avait contraint tous les habitants à abandonner les nombreux hameaux de la plaine d'Andriba et avait incendié la plupart d'entre eux. Néanmoins, en fouillant avec soin tous les silos ([3]), il fut possible, par la suite, de réunir *un approvisionnement assez considérable de riz*, ressource précieuse, qui, ménagée, dès lors, avec le plus grand soin, *facilita la constitution* du convoi de vivres et de fourrages de la colonne légère ([4]) ».

Les travaux de la route furent poussés avec activité sous la protection d'une avant-garde [2 bataillons et 1 batterie] qui, après être d'abord restée au Marché d'Andriba, se porta à 4 kilomètres plus au Sud à l'extrémité de la plaine d'Andriba, sur les bords du Mamokomita près du village de Mangasoavina ; emplacement favorable appelé à devenir la station tête d'étapes et la base de ravitaillement de la « colonne légère » dont l'organisation venait d'être décidée.

On se rendra compte du travail surhumain qu'exige la construction de la route par ce simple détail que donne le *Rapport officiel* ([5]).

« Le 15 août, la route, après avoir escaladé les pentes abruptes de la partie orientale des Petits Ambohimenas, avait atteint la cote 750 ; mais, à 3 kilomètres au delà de cette première crête, se trouvait une dépression d'une profondeur de plus de 150 mètres. La construction de la route, le long des versants à forte pente de cette dépression, exigeait un déblai de plus de 6.000 mètres cubes. Les deux brigades furent concentrées en ce point, pour accélérer cet énorme travail, qui fut achevé en quatre jours... »

Cependant la route était déjà condamnée depuis quelques jours. En effet,

« Le général en chef, frappé des difficultés chaque jour croissantes que présentait la route carrossable et qu'offrait journellement la marche des échelons de ravitaillement avait, dès les premiers jours d'août, reconnu la nécessité d'abandonner, à partir d'un point à déterminer entre Andriba et Maharidaza le système de marche suivi jusqu'alors, qui permettait à peine de progresser de 2 à 3 kilomètres par jour ; de former en ce point une *colonne allégée* et d'en partir, suivi d'un convoi exclusivement constitué en animaux de bât pour arriver en Emyrne, par une marche moyenne, ininterrompue, de 14 à 15 kilomètres par jour ([1]) ».

Le général Duchesne était donc arrivé, après de rudes expériences, à arrêter un programme qui, avec un effectif moindre que celui adopté à Paris et après avoir utilisé jusqu'à l'extrême limite la voie fluviale, aurait dû être celui du Corps expéditionnaire à partir de Suberbieville.

Il est toutefois juste de faire remarquer que, étant donnée la situation faite, par un enchaînement de circonstances pénibles, au Corps expéditionnaire, la colonne légère ne pouvait guère être constituée à plus de 15 ou 20 jours de Tananarive. Les mulets mangent ; or, au bout de 30 jours, il ont absorbé leur chargement. S'ils traînent 200 kilogrammes, au lieu d'en porter 100, on bénéficie d'un excédent de 100 kilogrammes.

On avait bien pensé à échelonner des dépôts de vivres entretenus au moyen de navettes exécutées par des colonnes muletières seulement. Mais ces dépôts auraient nécessité des gardes et les détachements auraient consommé une grande partie des approvisionnements ; on aurait donc été immobilisé encore plus longtemps. La question n'était pas, on le voit, aussi simple qu'on peut le croire après un examen superficiel. Quoi qu'il en soit, cette résolution virile une fois prise, le général Duchesne montra, pour la faire aboutir, l'esprit de

([1]) *Rapport officiel*, p. 98.
([2]) Aubian [commandant A.]. — *Loc. cit.*, p. 24.
([3]) Un silo malgache plein représente 2.500 à 3.000 kilogrammes de paddy.
([4]) *Rapport officiel*, p. 97. Les 80 tonnes d'approvisionnement qu'on parvint à transporter jusqu'à Andriba représentaient, en effet, une quantité insuffisante pour les besoins ».
([5]) *Rapport officiel*, p. 93.

([1]) *Rapport officiel*, p. 98.

suite, le calme et la fermeté qui le caractérisent si bien.

Le 8 septembre, par l'ordre général n° 68, le général Duchesne informait catégoriquement de cette décision, dont il assumait toute la responsabilité, le Corps expéditionnaire et l'engageait à élever de nouveau ses cœurs pour triompher d'une situation n'exigeant plus que « quelques semaines d'énergie physique et morale » :

« Les éléments mobiles du corps expéditionnaire viennent, grâce à d'énergiques et persévérants efforts, en refoulant l'ennemi partout où celui-ci a tenté de les arrêter, d'atteindre l'extrémité sud de la plaine d'Andriba. *J'ai décidé de ne pas pousser plus loin le travail de construction de la route carrossable, qui s'imposait jusqu'ici comme une conséquence inévitable du mode de constitution de nos convois,* et de poursuivre les opérations contre Tananarive *avec une colonne légère* dotée d'effectifs et de moyens de transport réduits... »

Cet ordre était daté de Mangasoavina situé à 4 kilomètres au sud d'Andriba et où le quartier général s'était installé le 1er septembre. Depuis deux jours, la route étant devenue praticable jusque-là, les convois de voitures y déversaient leur contenu pour arriver à constituer les 250 tonnes d'approvisionnements de toutes sortes nécessaires à la marche de la colonne sur Tananarive.

III. — CINQUIÈME PÉRIODE : *Du 14 au 30 septembre 1895.*

Raison d'être de la colonne légère. [*fig. 45 et 48*]. — La décision prise par le général en chef était justifiée par la nécessité d'atteindre Tananarive, but de l'expédition, avant les premières pluies ; autrement il eût fallu revenir à Andriba, y subir un hivernage gros de périls car on n'avait pas eu à le préparer, et remettre l'expédition à l'année suivante.

Cette perspective était acceptée, paraît-il, par plus d'un officier de l'entourage du général Duchesne : soutenu par la grandeur de sa mission, par la foi dans le succès, enfin et surtout par la ferme volonté de vaincre, celui-ci ne faiblit point un seul instant. On l'a dit avec raison :

« Pour bien saisir la portée de cette détermination, il faut se représenter l'état physique et moral dans lequel se trouvait cette poignée de 5.000 à 6.000 hommes, anémiés, maladifs, au milieu d'un pays désert et dévasté, à 300 kilomètres des côtes et à 50 lieues de Tananarive, ayant derrière elle un long et mince cordon de postes de fiévreux incapables de les recueillir en cas de revers ; devant eux un amas de montagnes inexplorées, un ennemi insaisissable, dont on ne savait exactement ni la force, ni l'armement, ni le degré de résistance finale... Une situation aussi tendue exigeait qu'on prît un parti rapide [1]... »

[1] AUBIER [commandant A.]. — *La colonne expéditionnaire et la cavalerie*, p. 27.

Certes, le projet n'était pas sans danger et était sans précédent véritable. La colonne volante ou légère devait, contrairement à une règle bien établie, abandonner sa ligne d'opération et de communication, c'est-à-dire rompre toute communication avec les troupes en arrière ; elle devait, à cet effet, emporter avec elle des approvisionnements de toute nature lui permettant de se suffire pendant les 20 jours estimés nécessaires pour parcourir les 160 kilomètres qui séparent Andriba de Tananarive.

Il fallait que, pour marcher vite, elle se débarrassât de tout ce qui n'était pas indispensable en vivres, en munitions, surtout en campement et en habillement. Enfin, une fois en mouvement, il était nécessaire qu'elle fût en état, grâce à un dispositif spécial, de répondre à une attaque venant de n'importe quel côté et qui serait facilitée par l'obligation de marcher en *file indienne*, la largeur de la piste ne devant jamais permettre de marcher autrement, sauf dans les environs immédiats de Tananarive.

Son organisation. — L'organisation de la colonne légère fut l'objet d'un triage assuré par une visite de santé, de façon à n'emmener que des hommes résistants. Elle comprit ainsi finalement, 243 officiers, 4.013 combattants et 1.515 conducteurs auxiliaires, soit à nourrir 5.765 hommes.

266 chevaux et 2.809 mulets, en tout 3.075 animaux et 12 canons, soit 3 batteries de 80 mill[res] de montagne réduites chacune de 6 pièces à 4.

Afin d'éviter toute perte de temps et un allongement rendant pénible la marche, ces forces furent réparties en trois groupes ou échelons.

		Officiers	Combattants	Conducteurs auxiliaires	Chevaux	Mulets	Bat. de 80mm de montagne
1er groupe :	Avant-garde [Groupe Metzinger] Quartier général	107	1.763	316	116	614	2 [8 p.]
			2.186		730		
2e groupe :	Gros [Groupe Voyron] Convoi général	92	1.464	970	116	1.734	1 [4 p.]
			2.526		1.850		
3e groupe :	Réserve [groupe du colonel de Lorne]	44	786	229	34	461	1 [4 p.]
			1.059		495		
Totaux		243	4.013	1.515	266	2.809	3 [12 p.]
			5.771				

Une nouvelle combinaison avait permis d'élever à 70 le chiffre des cavaliers attachés à la colonne [1].

Les fusils étaient approvisionnés à 140 cartouches, les pièces à 100 coups.

Les groupes devaient marcher à une journée d'intervalle, la journée étant calculée à raison de 10 à 12 kilomètres; de cette façon, tout en se ménageant la possibilité de se soutenir mutuellement, on diminuerait, dans la limite du possible, la fatigue.

La colonne légère devait disposer de 22 jours de vivres [2] qui seraient portés 2 par les soldats et 20 à dos de mulets.

Sept jours après que la route carrossable fut terminée, soit le 13 septembre, les 300.000 kilogrammes d'approvisionnements de toutes sortes qui avaient été jugés nécessaires se trouvaient réunis à Mangasoavina. Un pareil tour de force ne put être réalisé que grâce au dévouement absolu des modestes convoyeurs et aussi à l'énergie, la dureté même du commandement.

Un troupeau de bœufs de 500 têtes, à raison de 50 par bataillon, marcha avec la colonne; de la sorte, elle ne manqua jamais de viande fraîche.

Le taux des rations et le poids des bagages des officiers avaient été réduits. Il eût fallu alléger le plus possible la charge du soldat; il n'en fut rien et le port du sac dont les courroies laissèrent souvent des traces sanglantes sur le dos et les épaules de ceux qui les portaient, continua à être obligatoire. Il y eut même une aggravation. Ordre ayant été donné de renvoyer les mulets du convoi sur l'arrière au fur et à mesure qu'ils seraient déchargés, les mulets *haut le pied* ou manquèrent, ou furent en nombre tout à fait insuffisant; il en résulta que les éclopés et les soldats fatigués au cours d'une marche qui durait d'habitude de 5 heures du matin à midi et quelquefois à 2 heures du soir par des sentiers qui, jusqu'aux Ambohimenas, offrirent souvent de mauvais passages, n'eurent à leur service aucun moyen de transport. Il en résulta que tous ceux qui ne purent suivre demeurèrent sur place; là, ou ils se suicidaient [1], ou ils

(1) Les nouveaux postes de correspondance établis à Suberbieville, Behanana, au camp des Sources, à Andjiéjié et au camp de la Cascade employèrent 13 cavaliers.

(2) « Si l'on considère que la distance en ligne droite, c'est-à-dire en suivant le sentier malgache, entre Mangasoarina et Tananarive était évaluée à 190 ou 200 kilomètres; qu'on ne pouvait parcourir plus de 13 à 15 kilomètres; enfin que les difficultés de terrain ou la résistance des Hovas pouvaient nous obliger à quelques arrêts ou à quelques détours, on voit que ce chiffre de 22 jours de vivres ne laissait qu'une bien faible marge à l'aléa des opérations et rendait impossible toute idée de retraite. » Aubier [commandant A.]. — *Loc. cit.*, p. 30.

(1) Les légionnaires surtout finirent ainsi. D'ailleurs, d'une façon générale, le nombre des

étaient, en vue de la colonne, assassinés par les Hovas qui suivaient à distance ; au retour, on retrouva leurs cadavres ainsi que l'ont affirmé des officiers et des soldats dignes de foi. On a toutefois exagéré en disant :

« Ce que fut cette marche forcée paraîtra toujours invraisemblable à ceux qui ne l'ont pas vue. Les soldats, dans leur langage pittoresque, l'ont appelée : « *la colonne Marche ou Crève.* » Cette expression énergique, brutale, dépeint avec une saisissante vérité, dans son laconisme, les terribles nécessités qui résultaient de cet acte d'énergie extrême assez semblable à un acte de désespoir (1).

« Marche ou crève ! C'était bien là, en effet, le dilemne redoutable qui s'imposait à chaque homme : celui qui restait en arrière était perdu (2)... »

Le service de santé était représenté dans la colonne par 2 sections d'ambulance attachées l'une à l'avant-garde, l'autre aux 2e groupe et comprenant :

Numéros	Officiers	Infirmiers	Conducteurs	Chevaux	Mulets
1re section . .	3	9	20	3	14
2e section . .	6	14	26	6	18
Totaux . .	9	23	46	9	32

Trop réduit, le service médical possédait à peine : 1 infirmier pour 200 combattants ; 1 conducteur pour 100 combattants, 7 mulets pour 1.000 combattants.

Le 13 septembre, le général en chef passa en revue cette poignée d'hommes qui allaient si bien répondre à sa confiante attente.

Le lendemain eut lieu le départ du 1er groupe. Il avait été arrêté que les deux groupes continueraient à prendre alternativement la tête de la colonne et que la garde du convoi serait assurée par celui des deux qui formerait le second échelon. Les deux autres départs eurent lieu le 15 et le 16.

Le terrain d'Andriba à Tananarive [*fig.* 48]. — Le terrain à parcourir par la piste malgache que, de proche en proche, le génie rendit muletière peut, dit le *Rapport officiel* (1), se diviser en trois zones distinctes :

1re zone. — De la plaine d'Andriba au massif des grands Ambohimenas [vallées du Firingalava, du Mamokomita et du Manankaso] constituant, en raison de son altitude [elle est, pour le point le plus élevé, de 1.462 mètres], et de l'escarpement de ses pentes, un sérieux obstacle :

2e zone. — Du massif des grands Ambohimenas au massif de l'Ankarahara [vallées de l'Antoby et de l'Andranohé], région assez accessible offrant des lieux habités assez rapprochés les uns des autres ;

3e zone. — Du massif de l'Ankarahara à Tananarive [Emyrne], offrant des villages distants de 2 à 3 kilomètres et quelques pitons isolés se prêtant bien à la défense.

En somme, il s'agissait de s'élever de l'altitude de 600 mètres à celle de 1.462 en franchissant le plateau de Tafolo, les grands Ambohimenas et les monts Ankarahara, gradins successifs sur lesquels on pouvait s'attendre à trouver de la résistance.

Marche de la colonne légère du 14 au 30 septembre et combats livrés [*fig.* 48 à 50]. — La marche qui dura 16 jours fut fatigante, très dure, mais à peine contrariée par l'ennemi qui ne tint sérieusement nulle part : bien mal commandé, il n'attaqua vraiment ni nos flancs, ni nos convois pour retarder notre marche et nous faire perdre du monde en multipliant les actions de détail.

Bornons-nous à mentionner :

le combat de *Tsinainandry* livré le 15 par le groupe Metzinger pour déloger les Hovas d'une position d'arrêt située entre les deux trouées du Firingalava et de Mamokomita, combat qui ne nous coûta que 3 blessés, bien qu'il ait duré de 8h30 du matin à 1h30 du soir ;

le passage des Ambohimenas sur lesquels l'ennemi avait établi six camps retranchés

cas de suicides que l'on n'a pas voulu donner a été très élevé : sur ce point encore, les témoignages de plusieurs officiers de la colonne mobile concordent.

(1) Ici l'exagération est manifeste. Il n'y a pas de désespoir là où, depuis le général en chef jusqu'au dernier soldat, chacun a à cœur de faire triompher, coûte que coûte, un projet mûrement réfléchi, de la réussite duquel dépend un grand résultat. Ceci est à l'honneur de tous.

(2) REYNAUD [docteur A.]. — *Loc. cit.*, p. 361.

(1) *Rapport officiel*, p. 104.

et 8 batteries de chaque côté du point culminant 1.462 : il s'effectua, le 19 septembre, avec les deux groupes Metzinger et Voyron, — 6 bataillons, 3 batteries et 2 compagnies du génie, — qui formèrent deux colonnes d'attaque : abordés de front par le général Metzinger, menacés sur leur gauche par le général Voyron qui exécutait un mouvement débordant, les Hovas, qui avaient concentré tous leurs moyens de défense le long

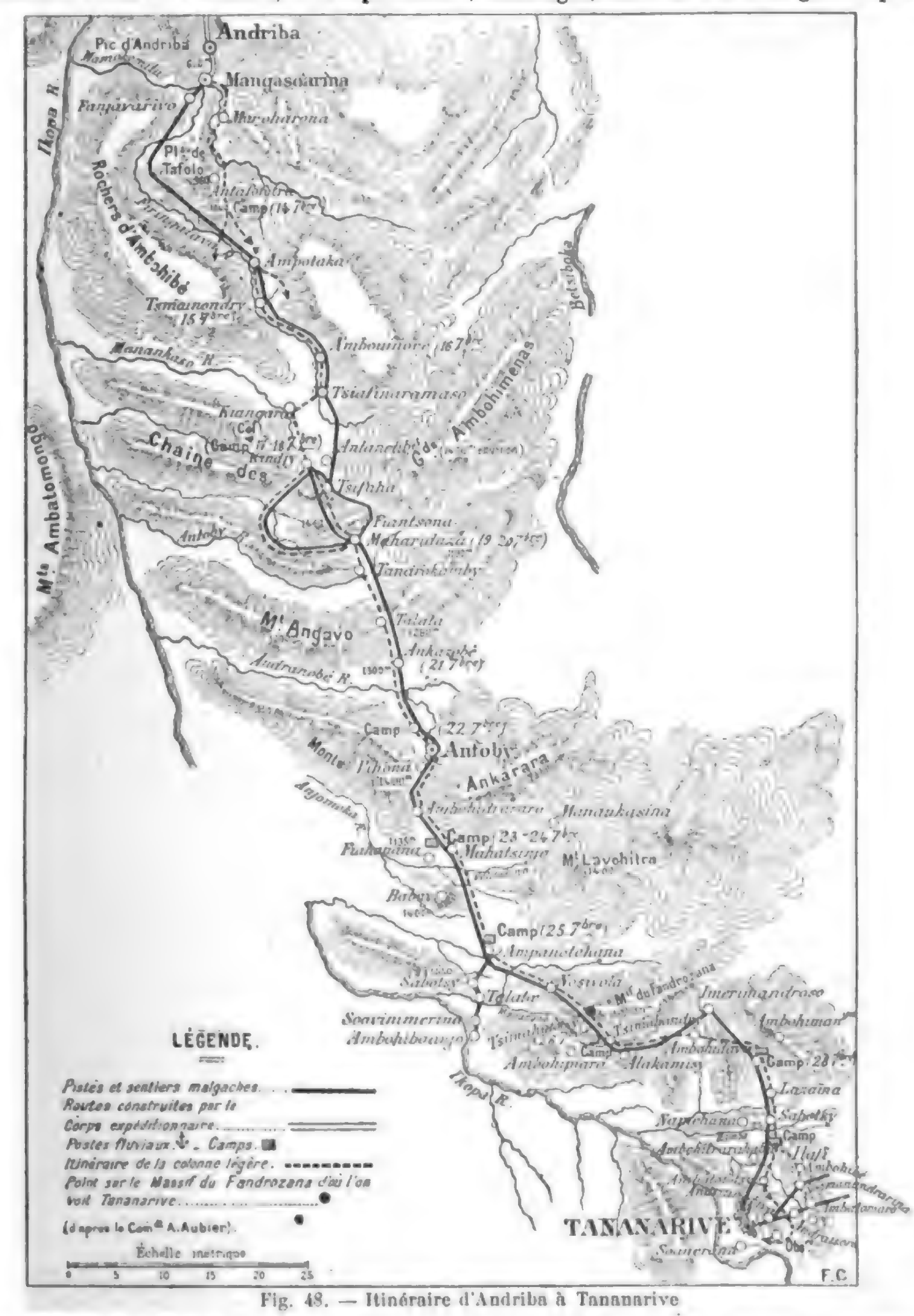


Fig. 48. — Itinéraire d'Andriba à Tananarive

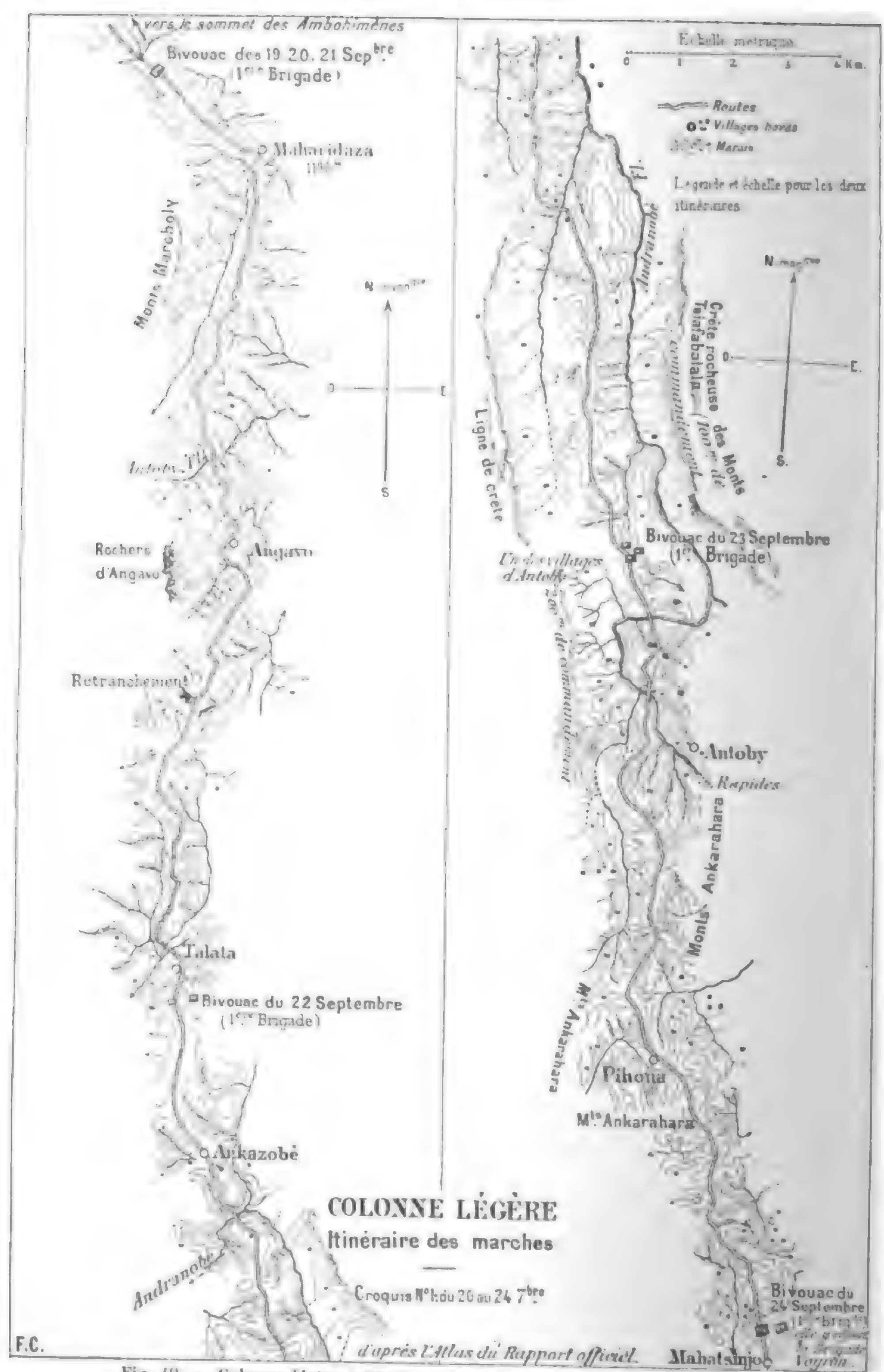


Fig. 49. — Colonne légère : itinéraire des marches du 20 au 24 septembre

de deux des trois sentiers conduisant à Maharideza, battirent en retraite (1). La colonne de gauche avait du s'élever jusqu'à la cote 1.462. On n'eut pas un seul homme hors de combat. La poursuite entamée par le demi-escadron de cavalerie, que soutint le bataillon malgache, fut vivement menée jusqu'à Maharidaza où 2 canons furent pris, puis jusque sur les rives de l'Antoby.

Le 19 au soir, les camps étaient établis au pied sud des Ambohimenas, à Maharidaza où on séjourna le 20 pour permettre aux convois de rejoindre.

Le 21, on franchit la rivière l'Antoby qui trace la frontière de l'Emyrne, puis on se dirigea sur l'Ankarahara dont les pentes furent gravies le 23 au prix de quelques inoffensifs coups de feu.

En descendant de l'Ankarahara, l'avant-garde prit pied dans l'Emyrne ; elle n'était plus qu'à 30 kilomètres environ de Tananarive. La défense se concentrant, le général Duchesne, tant pour avoir ses forces mieux en mains que pour donner moins de prise aux partisans ennemis qui n'avaient pas cessé de harceler les flancs et les convois, profitant de toutes les occasions de massacrer les retardataires, fit serrer sur la tête les divers échelons de la colonne légère ; le 24, elle se trouva reconstituée près de Fihaonana.

Le 25 au matin la marche reprenait, l'échelon du colonel de Lorme se tenant encore à une journée de distance des deux précédents réunis ; vers 1 heure du soir, la colonne bivouaquait au pied du piton de Babay, près du village d'Andavabary, en arrière d'Amponotokana.

Le 26, le groupe du général Metzinger tenant la tête livrait les *combats de Sabotsy* et d'*Ambohipiara* qui lui coûtèrent 1 caporal tué, 7 hommes blessés et 7 disparus. Au début du combat, les deux lignes adverses n'avaient été séparées que par une distance de 500 à 600 mètres. Le soir, on campa à Tsimahafotsy où on s'arrêta le 27, journée pendant laquelle le groupe de Lorme rejoignit les deux autres qu'il renforça par moitié. D'Ambohipiara, les avant-postes apercevaient Tananarive (1), distant, à vol d'oiseau, d'environ 20 kilomètres et protégé, dans un rayon de 12 à 13 kilomètres, au Nord-Ouest, à l'Ouest et au Sud, par des rizières franchissables seulement sur un petit nombre de digues étroites.

En raison de cette situation particulière, le général Duchesne, escomptant la lâcheté des Hovas simplement capables d'une défensive restreinte, s'était décidé à faire « décrire, autour de Tananarive, un grand arc de cercle, pour attaquer la place par l'Est et le Sud-Est, malgré les difficultés que devait présenter une pareille marche de flanc exécutée presque en vue et sous le feu de l'ennemi ». Ce mouvement circulaire commença le 28 au matin.

Manœuvre des 28 et 29 septembre [*fig.* 51]. — Le 28 septembre, la marche s'effectua de l'Ouest vers l'Est, de Tsimahafotsy vers les hauteurs de Mangabé. L'arrière-garde commandée par le colonel Oudri eut à livrer à *Alakamisy*, sur le flanc droit de la colonne, un combat qui nous coûta 6 blessés. La troupe hova, dont l'attaque avait été vigoureuse, se maintint sur nos derrières et ne cessa, depuis lors, de nous inquiéter jusqu'à la prise de Tananarive.

La marche du 29, effectuée du Nord au Sud, par Lazaïna et Sabotsy, sur Ilafy (2)

(1) «... Malgré l'habitude que nos troupes commençaient à prendre, dit le *Rapport officiel*, de la rapidité avec laquelle les Hovas rompent d'ordinaire le combat, elles eurent la profonde surprise de les voir abandonner complètement leurs formidables positions et battre en retraite de tous les côtés. » *Rapport officiel*, p. 115. En fait, les Hovas s'enfuirent jusque vers l'Ankarahara, à 45 kilomètres dans le Sud.

(1) Tananarive, dont le nom signifie la cité des *mille* [harivo] *villages* [tanna], possédait, en 1905, une population de 50.000 à 100.000 habitants, selon que l'on ajoute les villages formant faubourgs. Le docteur Lacaze en a donné la description suivante : « Tananarive est bâtie sur les sommets et le flanc d'une montagne de granit ; l'arête supérieure, quoique un peu arrondie en dos d'âne, n'offre pas une large surface ; les flancs sont à peine abrupts. De loin, l'aspect est grandiose et original ; on ne voit d'abord à une assez grande distance que le grand palais [celui de la reine] de couleur grise qui domine tout ; peu à peu les autres palais du sommet se dégagent, ainsi que les clochers des temples méthodistes. Il y en a déjà plusieurs dont les flèches s'aperçoivent de loin... En somme, une montagne escarpée avec des palais d'une assez belle architecture au sommet ; sur les flancs, des aspérités et des anfractuosités irrégulières, des caves de toutes formes, entassées les unes sur les autres, séparées par des espaces étroits... »

(2) Ilafy est situé, à vol d'oiseau, à 8 kilomètres du palais de la reine.

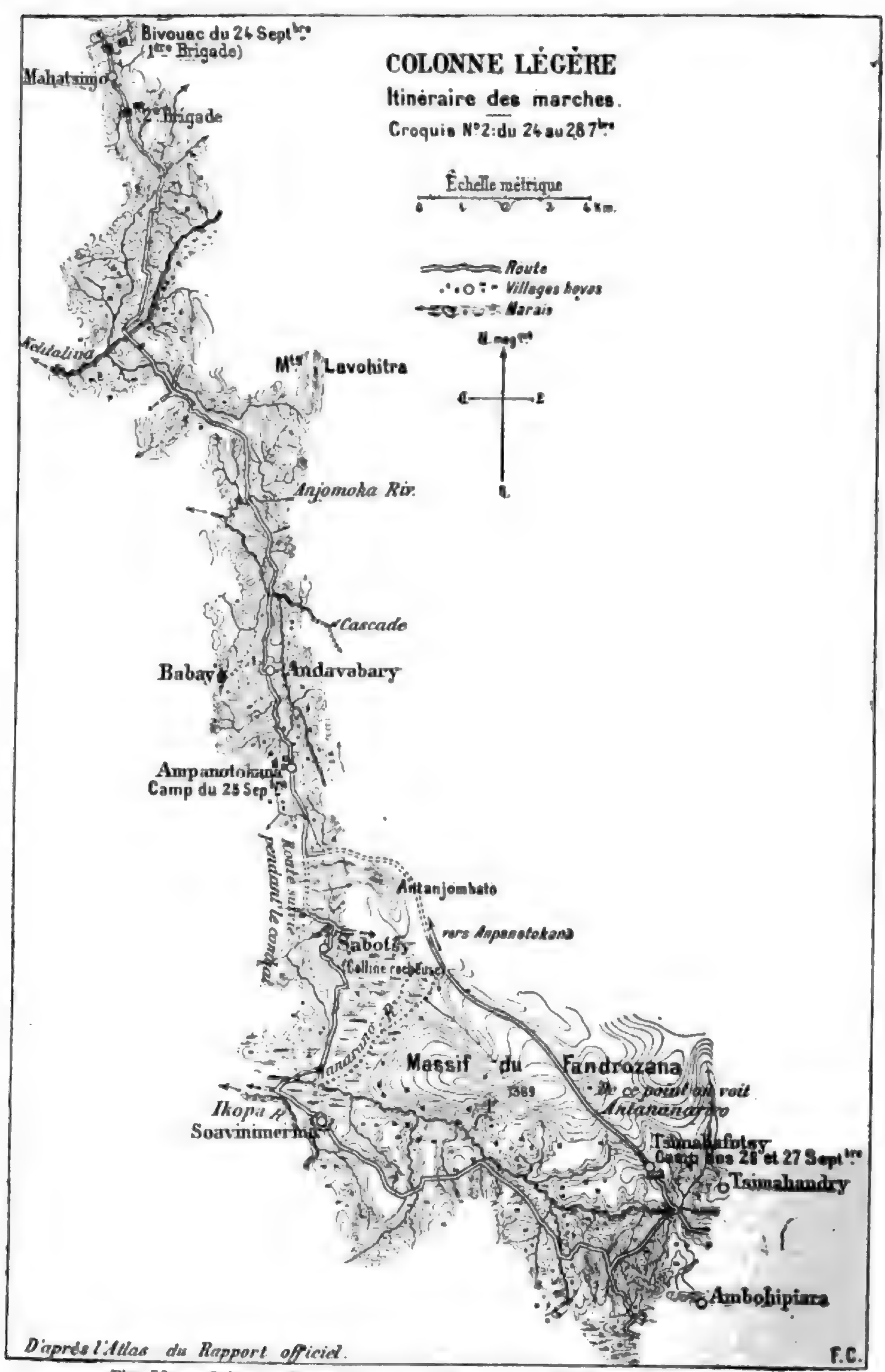


Fig. 50. — Colonne légère : Itinéraire des marches du 24 au 28 septembre.

fut marquée par les petits engagements de *Sabotsy* et d'*Amboniloha* : livrés à une partie de la garnison de Tananarive, ils prirent fin sur la simple menace de l'attaque débordante d'une aile et nous coûtèrent 5 hommes blessés dont 1 officier. Le camp fut établi bien à l'abri des vues entre Ilafy et Ambohitrarahaba ; des grand'gardes furent placées à Ambohibo et Ambatofoty.

Le village d'Ilafy se trouve à la naissance d'une chaine de hauteurs qui se dirige vers le Sud, en passant par le village d'Ambohibé situé à 1.450 mètres d'altitude.

Ces trois chaines de hauteurs forment donc du Sud, Sud-Ouest au Nord-Est, trois échelons plus ou moins parallèles, comme trois plissements.

Une reconnaissance faite, dans le courant de la journée, par le général Duchesne, du sommet de la colline 1.300, sous la protection d'avant-postes occupant les villages d'Ilafy et d'Ambohibé, lui permit d'arrêter, en connaissance de cause, les ordres pour la journée décisive du lendemain.

Attaque et prise de Tananarive le 30 septembre [*fig.* 52]. — Les Hovas occupaient en forces la chaine la plus rapprochée de la ville, notamment l'Observatoire, le village d'Andrainarivo et, plus au Nord, avec des canons, le mamelon coté 1.330.

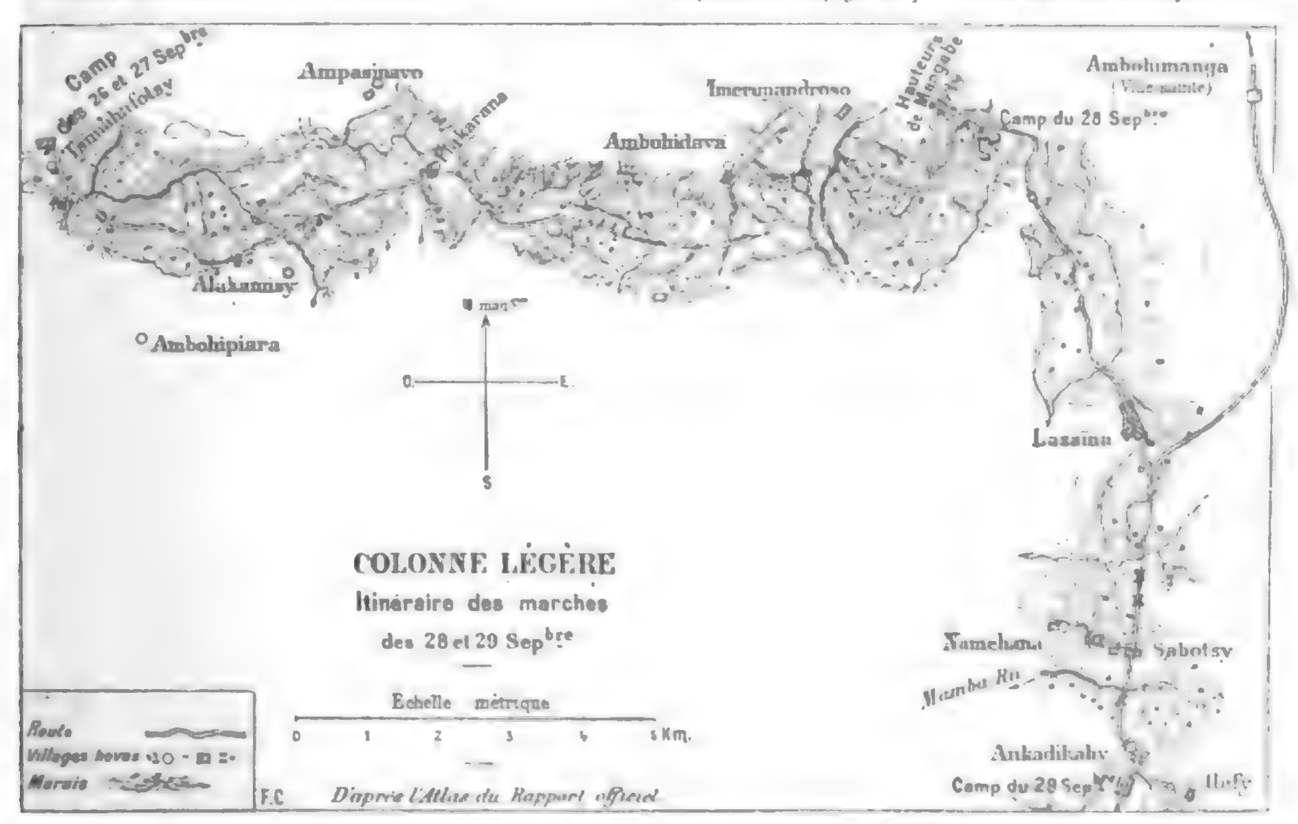


Fig. 51. — Colonne légère : Itinéraire des marches du 28 et 29 septembre.

Deux autres chaines se prolongent dans la direction de Tananarive et parallèlement au plateau rocheux sur lequel est située la capitale de l'Emyrne.

La chaine la plus rapprochée de Tananarive, dont elle est distante d'un peu plus de 2 kilomètres, s'étend du Nord au Sud, du mamelon coté 1.330 à l'Observatoire d'Ambohidempona [1.402 mètres] bâti à l'est de la ville, en passant par le village d'Andrainarivo.

La hauteur intermédiaire [colline de l'Ankatso] s'allonge à 1.500 mètres environ à l'est de la précédente.

« L'opération, dit le *Rapport officiel* [1], devait comprendre deux phases distinctes : 1° attaque et occupation de la première ligne de crêtes, qui s'étend de l'Observatoire dans la direction du Nord ; 2° bombardement et, s'il était nécessaire, assaut de Tananarive. La colonne devait effectuer ces opérations en deux échelons ; l'un à gauche, commandé par le général

(1) *L'Ordre de mouvement pour la journée du 30 septembre* est reproduit aux pages 304 et 305.

Metzinger, serait chargé de l'attaque débordante par le Sud et de l'attaque de front vers le palais de la reine ; l'autre, à droite, sous les ordres du général Voyron, formerait le pivot du mouvement et attaquerait par le Nord-Est (1) ».

en prenant comme objectifs les pitons 1.311 et 1.330.

Le général Metzinger, qui avait reçu comme renfort le bataillon de tirailleurs malgaches, disposait de 5 bataillons, de 2 batteries, de 1 compagnie du génie et du détachement de cavalerie. Sa marche demande à être étudiée avec un peu de détail.

La colonne quitte ses bivouacs à 5h15 dans l'ordre suivant : bataillon malgache, 3e bataillon [tirailleurs] du régiment d'Algérie, les 2 batteries, 2e et 1er bataillons du régiment d'Algérie, 3e bataillon du 200e.

Elle contourne par l'Est, pour dissimuler le plus longtemps possible aux Hovas l'objectif de la véritable attaque et aussi pour échapper au feu des pièces en batterie sur les hauteurs d'Andrainarivo, la chaine de collines qui, partant d'Ilafy, se dirige vers le Sud pour aboutir à Ankadifajoro.

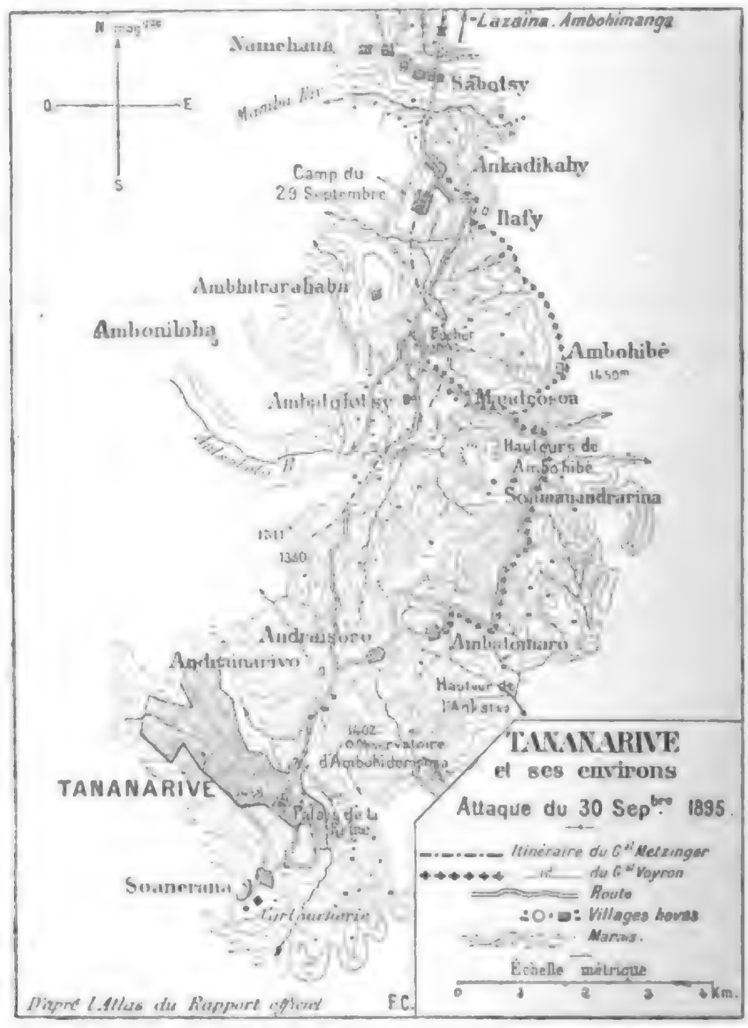


Fig. 52. — Colonne légère : Tananarive et ses environs ; attaque du 30 septembre.

La tête d'avant-garde disperse les occupants de Manankasina. Bientôt l'état du sentier qui serpente à mi-côte ralentit la marche et ce n'est que vers 8 heures que la

(1) *Rapport officiel*, pp. 130 et 131.

tête de la colonne peut déboucher en face des crêtes rocheuses d'Ankatso que l'ennemi, prévenu, a eu le temps d'occuper fortement. Vers 8h45, après l'envoi de quelques obus, la marche est reprise sur Ankatso et à 9h30, après avoir eu 2 blessés dont 1 officier, on occupe la ligne des hauteurs située entre Ambatomaro et Ankatso ; la majeure partie de la colonne s'abrite en arrière. On se trouve à environ 1.700 mètres de l'Observatoire.

A ce moment, on entend, dans la direction d'Ilafy, sur les derrières de la colonne, une canonnade et une fusillade assez vives. C'est l'engagement livré par le colonel de Lorme, avec 4 compagnies, au parti hova qui manœuvrait sur nos derrières : tout en donnant ses ordres au colonel, le général Duchesne a fait occuper par 1 compagnie les villages d'Ambohibé et d'Ambohitrarahaba.

De la crête d'Ankatso les 2 batteries de la colonne Metzinger concentrent leur feu d'abord sur l'Observatoire, puis, lorsque la batterie qui s'y trouve est réduite au silence, sur Andrainarivo.

« Le bataillon malgache, continuant son rôle d'aile marchante, abordera l'Observatoire par le Sud-Est. Le 2e bataillon d'Algérie formant échelon, en arrière à droite, se dirigera sur le plateau au Nord-Est de l'Observatoire. Enfin, lorsque l'Observatoire sera occupé et que les batteries auront éteint les feux d'Andrainarivo, le 3e bataillon se portera sur ce rivage par Andraisoro Le 1er bataillon d'Algérie et le 3e du 200e restent en réserve [1]. »

Le duel d'artillerie commence à 11h45 pendant que le bataillon malgache marche de façon à achever de tourner le chainon d'Ankatso. D'Ankatso, il s'élève sur les pentes de la colline de l'Observatoire dont l'artillerie a soutenu la lutte pendant un peu moins d'une heure ; lorsque, à midi 45, il atteint l'Observatoire, il a eu 2 hommes blessés. 2 pièces hovas laissées sur place sont tournées sur Tananarive et tirent sans interruption sur le Palais et ses abords. Ainsi occupé, l'ennemi laisse s'achever, sans les inquiéter, les mouvements des autres troupes ; elles atteignent successivement sans incident les emplacements qui leur ont été assignés au Nord de l'Observatoire.

Ici se place un incident instructif, après tant d'autres du même genre.

« Malheureusement, à la droite, le 3e bataillon d'Algérie, *qui devait servir de pivot à l'attaque, ne s'arrête pas* sur le versant oriental d'Ankatso. Dès que l'artillerie ouvre le feu sur l'Observatoire, 2 compagnies franchissent la crête et viennent occuper le village d'Andraisoro. Bientôt même une de ces compagnies sortant du village *se lance, sans aucune préparation préalable par l'artillerie, à l'assaut de la position d'Andrainarivo solidement occupée par un grand nombre de Hovas bien abrités dans des tranchées.* Elle est accueillie par un feu des plus violents ; continuant à progresser, *malgré les ordres qu'elle reçoit à deux reprises,* elle entraine l'autre compagnie qui se porte à son tour en avant pour la dégager et lui permettre de se retirer. *Les deux compagnies sont bientôt arrêtées par la grêle de balles qu'elles reçoivent de front et de flanc et sont obligées de revenir en arrière* chercher un abri derrière les murs d'Andraisoro... [1] »

Cette attaque inconsidérée a coûté, en bien peu de temps, 25 hommes : 2 sous-officiers et 4 soldats tués, 2 officiers et 17 soldats blessés.

Saisissant avec à-propos l'instant favorable, les Hovas tentent une contre-attaque ; elle est arrêtée rapidement par les feux de salve des deux autres compagnies du 3e bataillon restées sur la crête et par le feu d'une batterie de la 2e brigade.

De son côté, le général Voyron, à la tête de 3 bataillons, de 1 batterie et de 1 compagnie du génie, a rempli sa mission. Dès le matin, il a eu à répondre, avec le bataillon haoussa sous les ordres du colonel de Lorme, à une attaque en queue : le bataillon a eu 14 hommes hors de combat, mais il a mis l'ennemi en fuite et lui a pris 2 pièces. Le général a repris sa marche et l'a continuée jusqu'à l'occupation des pitons cotés 1.311 et 1.330.

Revenons à la colonne Metzinger : en butte au feu de l'artillerie d'Ankatso, les défenseurs d'Andrainarivo n'ont pas tardé à évacuer le village que le 3e bataillon du régiment d'Algérie a pu, cette fois, occuper sans éprouver de nouvelles pertes.

[1] *Journal des Marches et Opérations de la 1re brigade.*

[1] *Journal des Marches et Opérations de la 1re brigade.*

Vers 1 heure du soir, après avoir dirigé quelques projectiles sur le Palais distant de 3.400 mètres, les batteries ont quitté leur position d'Ankatso. Les difficultés qu'offre la traversée des rizières sont cause qu'il est 3 heures quand elles peuvent prendre leur dernière position en arrière du col situé à peu près à mi-chemin entre Andrainarivo et l'Observatoire.

Déjà, sur l'ordre du général Duchesne, 6 colonnes d'assaut, de composition inégale, ont été formées, à raison de 4 par la 1re brigade et de 2 par la 2e. Conduites par des soldats qui ont habité Tananarive, elles aborderont la ville par le Nord et par l'Est : chacune d'elles a un objectif bien déterminé et dispose de quelques soldats du génie porteurs d'explosifs, pour permettre le cheminement dans les maisons adjacentes aux barricades.

Le bombardement général a été entamé, à 3 heures, par 3 batteries établies à l'Observatoire et au piton 1.330. L'ordre est que, dirigé contre les batteries de la ville avec des obus à la mélinite, il sera conduit *lentement* et durera une heure. Des ordres particuliers assurent l'appui à distance de l'artillerie à chacune des colonnes d'assaut pour faciliter sa marche.

Vers 3h30, au moment où les colonnes d'assaut sont sur le point de s'ébranler, un drapeau blanc a remplacé sur une des tours du palais de la reine le drapeau malgache (1). Bientôt débouchent de la ville des parlementaires qui joignent le général Metzinger. Celui-ci les fait conduire au général en chef; puis, par précaution, il entre dans Tananarive avec les troupes les plus rapprochées de lui et, sans perdre de temps, fait occuper les points les plus importants de la ville. Une heure et demie plus tard, les troupes restantes de la colonne y entrent à leur tour.

Cependant les premiers parlementaires qui demandaient la suppression des hostilités avaient dû déclarer qu'ils n'étaient pas pourvus de pouvoirs réguliers pour traiter de la reddition et de l'occupation de la ville. L'occupation si opportune de la ville par la brigade Metzinger brusqua les négociations. Il était temps car la colonne ne disposait plus que de trois à quatre jours de vivres. La situation ne fût donc devenue grave, puisque, à l'aller, tous les villages rencontrés avaient été trouvés abandonnés ou brûlés, que s'il avait fallu, après un échec final, rebrousser chemin. Une fois maîtres de Tananarive, le ravitaillement fut immédiat. On put se procurer tout de suite sur place, à des prix raisonnables, de la viande fraîche et du riz en grande quantité. Le surlendemain de notre entrée dans la capitale, son marché était largement approvisionné en bœufs, moutons, porcs, poulets, dindons, oies, légumes, etc., vendus très bon marché. Les Ordinaires, devenus très riches pendant la marche où ils n'avaient rien trouvé à dépenser, purent donc nourrir les hommes de manière à faire oublier les privations et les fatigues qu'ils venaient de supporter. En somme, sauf le pain et le vin qui firent défaut tout d'abord, la troupe a vécu dans l'abondauce.

La paix. — Le 1er octobre, à 8 heures du matin, le général commandant en chef fait son entrée dans Tananarive et établit son quartier général à la Résidence française. Le général de division Metzinger (1) est désigné pour exercer les fonctions de gouverneur militaire de Tananarive.

Dans la journée, la paix est signée. Le soir, le corps expéditionnaire en est informé par l'ordre n° 78 : «... Cet heureux résultat est dû à votre persévérance et à votre énergie ; je tiens à vous en remercier, sans attendre les félicitations que la France, fière de votre succès, ne manquera pas de vous adresser (2). »

Ces félicitations arrivèrent le 10 octobre de Paris où la nouvelle de la prise de Tananarive n'avait pu être connue que la veille.

Le général Duchesne, en les transmettant à tous, précisa davantage la part que chacun avait eue au succès.

« Le succès définitif de la colonne légère, quoique obtenu plus facilement qu'il n'était permis de l'espérer, nous avait, cependant, coûté des pertes relativement sensibles : officiers, 4 blessés ; hommes de troupe, 10 tués,

(1) 2 obus ayant littéralement broyé, dans la cour du palais, une vingtaine de Hovas, la reine Ranavalo décida qu'on ne continuerait pas davantage la résistance.

(1) Sa promotion remontait au 11 juillet.
(2) *Rapport officiel...*, p. 237.

52 blessés, 12 *disparus*. Il avait été consommé environ 81.000 cartouches d'infanterie et 362 projectiles d'artillerie...

« Pendant cette longue marche de dix-sept jours et les combats presque ininterrompus des quatre dernières journées, le général en chef avait apprécié hautement l'énergique et intelligente direction donnée aux opérations par MM. les généraux Metzinger et Voyron, ainsi que l'entrain et la vigueur de toutes les troupes, dont certains éléments avaient dû accomplir des efforts considérables [1]. »

Les récompenses ne furent pas marchandées au Corps expéditionnaire. En effet, si l'on sous-entend 17 nominations faites pour des officiers inscrits au tableau d'avancement antérieurement au départ, 354 récompenses furent immédiatement accordées aux titre de la Marine ou de la Guerre :

56 promotions à l'avancement dont 14 dans la Marine [1] ;

135 croix de la Légion d'honneur dont 47 dans la Marine [2] ;

163 médailles militaires dont 54 dans la marine.

[1] *Rapport officiel..*, p. 138-139.

[1] 5 colonels, 4 lieutenants colonels, 1 capitaine de frégate, 3 médecins principaux, 16 chefs de bataillon ou d'escadron ou capitaines de frégate, 4 médecins major de 1re classe, 15 capitaines, 6 médecins majors de 1re classe, 1 vétérinaire en 1er, 1 lieutenant de vaisseau.

[2] 3 croix de grand officier, 5 de commandeur, 22 d'officier, 105 de chevalier.

CHAPITRE III

APRÈS LA PAIX — RENSEIGNEMENTS SPÉCIAUX — RÉFLEXIONS

L'occupation. — La garde des environs de Tananarive une fois sérieusement assurée et le désarmement général de la population hova opéré, le nécessaire fut fait pour rouvrir les communications de la colonne légère avec sa base de ravitaillement toujours établie à Mangasoavina et pour faire renaître la sécurité sur cette ligne.

A la date du 14 novembre, toutes les troupes d'étapes et le matériel des services de l'arrière étaient repliés sur Suberbieville et Marololo ; Tamatave fut donc pris comme base nouvelle.

Le transport des isolés en filanzane fut réglementé et les gîtes ordinaires d'étapes de Maromanga, Ampasimbé et Andevorante furent pourvus de petits magasins de subsistances.

Le 11 octobre, en effet, Tamatave avait été débloqué à la suite de la reddition de la défense des lignes de Farafate ; le contre-amiral Bienaimé avait dirigé ces opérations.

Du 1er octobre 1895 au 18 janvier 1896, plusieurs mouvements insurrectionnels furent réprimés avec énergie dans le Sud-Ouest de l'Emyrne et sur la côte Est : cette mention suffira.

Retour à la côte. — Dès le 2 octobre, le général Duchesne s'était préoccupé des difficultés sérieuses et de l'empêchement que pourraient apporter à un important mouvement de troupes les pluies de l'hivernage qui commencent avec la seconde quinzaine de novembre.

Le 15 octobre, il donnait un remplaçant, comme premier ministre, à Rainilaiarinoy et l'internait, sous la garde d'une compagnie, dans sa maison de campagne de Tsarasotra.

Le 20 octobre, le général Metzinger était remplacé, comme gouverneur militaire de Tananarive, par le général Voyron et la garnison de Tananarive était constituée. Elle comprit, pendant l'hivernage, 2 compagnies d'infanterie de marine, 1 batterie d'artillerie de marine, 1 compagnie du train, 1 magasin administratif et 1 hôpital de campagne.

Le 22 octobre, le général Metzinger quittait Tananarive avec une colonne comprenant le 3e bataillon du 200e, le 1er bataillon du régiment d'Algérie, les militaires libérables des divers corps en détachements de la colonne légère et un canon (1).

Le général en chef avait décidé que tous les hommes feraient la route sans sac, les sacs devant être transportés à dos de mulets, ainsi que les hommes fatigués ou légèrement fatigués jugés en état de faire la route.

La colonne emportait avec elle les vivres pour toute la durée de la route jusqu'à Mangasoavina, et le paddy pour les animaux jusqu'à Ankazobé où étaient réunis des approvisionnements de cette denrée.

Le général Metzinger était chargé, en outre, de diriger le repliement de la ligne d'étapes de Mangasoavina à Majunga et le rapatriement des malades et des convalescents, ainsi que des unités de la guerre désignées pour rentrer en France.

La marche, dont chaque étape varia entre 14 et 18 kilomètres, s'effectua sans que l'on eût à essuyer un seul coup de fusil. A Mangasoavina où il y eut séjour, les 3 et 4 novembre, le général Metzinger trouva le colonel Bailloud, directeur des Etapes, et put donner des ordres fermes pour l'évacuation du matériel et le repliement de la ligne d'Etapes qui, malgré certaines difficultés, s'effectua régulièrement.

Le 12 novembre, la colonne atteignait Suberbieville où elle séjourna jusqu'au 21.

A partir de Suberbieville, qui fut laissé à la garde de 2 compagnies d'infanterie de marine, le retour à Majunga se fit sur des canonnières et prenait fin, pour le dernier élément, le 24 novembre. Depuis trois jours, le repliement de la ligne d'Etapes était terminé.

On se fera une idée de l'importance de cette opération en sachant qu'elle porta sur : 35 officiers et 851 hommes de troupe [45 Européens, 806 Kabyles], 146 chevaux et 1.743 mulets (2).

Le colonel Bailloud, dont l'humanité et la fermeté furent si appréciées et si utiles pendant toute la durée de l'Expédition, comme directeur du service des Etapes, fut maintenu temporairement à Majunga en qualité de commandant supérieur.

L'Annexion. Départ du général Duchesne. — Le gouvernement français avait songé, dans le principe, à appliquer à Madagascar le système du protectorat. Une appréciation plus raisonnée de la situation amena, le succès une fois obtenu, à préférer l'annexion : on savait quel cas il fallait faire de la loyauté de la cour d'Emyrne ; on pouvait se rendre compte de ce que la victoire avait coûté.

« Nous avions, dit Le Myre de Vilers, à choisir entre deux solutions pour utiliser notre conquête : ou à annexer Madagascar à la France, ou à y établir le protectorat. La première devait nous imposer de lourds sacrifices ; la seconde présentait le grave inconvénient de replacer sous le joug des Hovas les indigènes auxquels nous avions permis la liberté et la suppression de l'esclavage.

« Ce fut la dernière qu'on adopta mais dans des conditions qui ne permettaient pas le succès... (1) »

Le 18 janvier, la reine Ranavalo acceptait cette décision. Le même jour, après avoir remis les divers services de son commandement au nouveau résident général Laroche, le général Duchesne partait à son tour, avec une partie de son état-major, pour Tamatave, où il arriva le 25 au matin ; le 20 février 1896, il débarquait à Marseille.

Plus tard, le 14 septembre, le général Galliéni arriva avec pleins pouvoirs pour remédier à une situation qui, peu à peu, était devenue critique (2). On sait avec quel esprit de suite, quelle activité et quelle entente des intérêts en souffrance il pacifia le pays et sut l'administrer.

Morbidité et mortalité occasionnées par l'expédition de Madagascar

Le député Isaac avait donné de sages avertissements au Gouvernement et au Pays,

(1) La colonne emmenait avec elle 4 hauts fonctionnaires hovas envoyés en exil à Nossi Bé.

(2) On laissa : dans les gîtes d'étapes, 3.297 voitures [notamment 620 à Suberbieville et 2.310 à Marololo] ; dans les ravins, 327.

(1) *Loc. cit.*, p. 23.

(2) Le 27 février 1897, le général Galliéni, mit un terme aux manœuvres déloyales de cette reine en prononçant sa déchéance et en l'expulsant de Madagascar.

dans la séance du 26 novembre 1894 de la Chambre, en disant, après avoir insisté sur ce point, que la difficulté de l'expédition projetée n'était pas d'ordre purement militaire :

« Elle est tout entière, d'une part, dans la question du transport du matériel et de l'approvisionnement, d'autre part, dans la question de l'évacuation des malades qui seront assurément nombreux lorsque les troupes expéditionnaires traverseront les régions basses et insalubres. »

Il estimait, en se basant sur *le chiffre de la première expédition*, qu'il fallait prévoir au moins 60 % de malades. Les commissions d'organisation crurent pouvoir établir leurs calculs sur une moyenne de 12 % : ce fut une faute qui eut, quelques mois plus tard, de graves conséquences.

Les cas de maladie enregistrés, dès le début, par l'avant-garde Metzinger donnèrent tout d'abord de sérieux avertissements. Dès le 11 mai, la 11e compagnie du génie n'avait plus que 7 hommes valides sur 150.

Dix jours après son débarquement, la 15e batterie du 38e régiment d'artillerie comptait 45 hommes hors de service.

Pour des raisons déjà détaillées et tout à son honneur, le 40e bataillon de chasseurs fut réduit de nombre à ce point que son chef le représenta seul dans la composition de la colonne légère.

L'histoire du 200e est plus instructive, parce que plusieurs causes ont contribué à ses malheurs. Lorsque, le 10 mai, le dernier de ses éléments débarqua à Majunga, son effectif total était de 3.272 hommes, soit 818 par bataillon.

Il séjourna longtemps, trop longtemps, dans la région insalubre du bas Boëni à ce point que, pour atteindre Marololo, il mit 2 mois et que, pour en revenir par eau, il n'employa que 3 jours.

De longs stationnements sur les bords des rivières, le port d'un sac trop lourd, enfin et surtout la nature de certains travaux qu'il eut à exécuter contribuèrent d'autant plus facilement à réduire l'effectif que la résistance physique des hommes qui la composaient était médiocre ; le moral ne tarda pas à se déprimer.

C'est ainsi que le 1er bataillon fut longtemps employé au déchargement dans des conditions particulièrement pénibles ; le 2e bataillon a été retenu sur la ligne d'étapes. Seul, le 3e bataillon put atteindre, mais combien réduit ! Tananarive. Le 5 septembre, en arrivant près d'Andriba, il ne comptait plus que 151 hommes [au lieu de 818] dont une partie seulement fut jugée assez valide pour faire partie de la colonne légère.

L'état du 200e, au 1er décembre 1895, était le suivant :

Rapatriés	valides	620
	malades	1.000
Demeurés dans les hôpitaux . .		338
Décédés (minimum)		601
Disparus.		53

L'histoire d'une section du 3e bataillon est typique. Partie de Sathonay à l'effectif de 54 hommes, cette section quitta Andriba, après avoir reçu 10 hommes de relève, avec 19 hommes. Lorsqu'elle arriva à Tananarive, elle n'avait plus que 14 hommes ; elle en repartit avec 9 et n'en comptait plus que 8 quand elle rentra à Majunga. L'extrait suivant d'une lettre du lieutenant Marc Antoine qui la commandait éclaire douloureusement la situation ; c'est à ce titre qu'il est donné.

«... Je pensais bien qu'après avoir atteint les hauts plateaux, je pourrais conserver ces braves gens qui ont résisté au climat, à la route, aux déchargements et aux navettes des convois. Mais non ; ils voient gonfler leurs pauvres jambes, puis les cuisses, le corps et même la face. Et rien à y faire. La plupart meurent ; les autres s'en remettent, mais jamais de façon à pouvoir nous suivre. Mais chez tous j'admire la suprême résignation de l'homme qui voit dans la mort prochaine la fin des misères qu'il n'a plus la force de supporter. Je leur parle de leurs familles, du retour en France, de leur guérison prochaine, mais je ne réussis qu'à amener sur leurs lèvres le sourire incrédule de ceux qu'on ne peut plus convaincre, mais qui vous remercient toutefois du mensonge charitable qu'on leur fait... »

Le *Rapport officiel* fixe ainsi les pertes [1] éprouvées par le Corps expéditionnaire jusqu'au 31 décembre 1895.

[1] Les pertes occasionnées par le feu ont été indiquées au fur et à mesure et sont comprises dans les divers totaux.

I. — PERTES DU PERSONNEL COMBATTANT

Officiers ou assimilés

Guerre et marine . . . . . 35 morts

Hommes de troupe de la guerre

[Français, Légionnaires et Tirailleurs Algériens].

Éléments	Morts
200e régiment d'infanterie	1.039
40e bataillon de chasseurs. . . .	510
Régiment d'Algérie	604
Chasseurs d'Afrique	39
38e régiment d'artillerie.	355
Ouvriers d'artillerie	26
Artificiers.	5
Compagnies du génie.	399
30e escadron du train des équipages	255
Secrétaires d'état-major.	3
30e section de commis et ouvriers .	92
30e section d'infirmiers	104
Gendarmerie.	10
Total.	3.441

Hommes de troupes de la Marine

[Français et Indigènes]

Éléments	Morts
13e régiment d'infanterie de marine.	577
Régiment colonial.	309
2e Régiment d'artillerie de marine .	148
Equipages de la flotte	47
Conducteurs indigènes	56
Total.	1.137

Total des combattants 4.613 sur 14.850 hommes, soit 311 décès pour 1.000 hommes.

II. — PERTES DU PERSONNEL NON COMBATTANT

Convoyeurs sénégalais, Kabyles, Somalis, Malgaches, etc. . . . . 1.143 [??] (1)

Récapitulation générale des pertes

Personnel	combattant. . . .	4.613
	non-combattant .	1.143 [??]
Total général. . . .		5.756 [??]

(1) 3.504 convoyeurs algériens ont été rapatriés du 29 juin au 23 décembre 1895.

Placés dans des conditions matérielles naturellement meilleures, d'un âge plus favorable et surtout doués, en général, d'un moral plus résistant, les officiers n'ont fourni qu'une mortalité de 58 °/₀₀₀.

Les corps métropolitains ont tous présenté une mortalité très supérieure à celle des corps de provenance différente. Les plus éprouvés ont été en ordre décroissant :

Compagnies du génie.	645	décès pour mille
40e bataillon de chasseurs	632	» » »
30e escadron du train	555	» » »
200e régiment . . .	391	» » »
38e artillerie, ouvriers	382	» » »

Les soldats du train ont eu à faire sans relâche un métier aussi dur que pénible.

« Le 200e régiment a fondu rapidement. Mais ces *pauvres soldats, entrés de bonne heure dans les hôpitaux*, ont fourni une mortalité moindre que les soldats du génie et du 40e chasseurs, *qui ont travaillé jusqu'à complet épuisement* (1) », distinction très juste faisant honneur aux soldats de choix.

Le régiment colonial, dont on connaît la composition mixte, n'a eu sur son effectif d'environ 2.000 hommes que 309 décès, soit 154 °/₀₀₀ : c'est, après les marins, la troupe qui a fourni la plus faible mortalité. Il est vrai que le général Voyron la ménagea beaucoup et eut toujours recours, dans les circonstances pénibles, aux deux bataillons Sénégalais et Sakalaves.

« L'enseignement qui se dégage de ces chiffres sera-t-il profitable, cette fois. Les organisateurs des futures expéditions coloniales voudront-ils faire une part plus large à ces troupes indigènes coloniales si vaillantes au feu, et capables d'une si grande endurance (2) ? »

La cavalerie ne fut guère plus heureuse que l'infanterie ; des raisons sérieuses de cet état de choses ont été déjà données. Au départ, elle comptait 144 sabres. Le 19 mai, lors du départ de Marololo, le chiffre des évacuations était de 12, le 8 juin au départ de Maroway de 4, le 25 juillet, au départ de Suberbieville de 60. A cette dernière

(1) REYNAUD [Dr G.-A.]. — *Considérations sanitaires...*, p. 466.
(2) REYNAUD [Dr G.-A.]. — *Loc. cit.*, p. 458.

date, l'escadron, dont 2 officiers avaient dû être évacués, ne comptait plus que 84 cavaliers valides.

« Les accès de fièvre paludéenne, dans les basses régions de Madagascar, se déclarent, dit le capitaine Aubier, avec une soudaineté et une violence effrayantes. Il faut avoir vu de pareils spectacles pour en comprendre toute l'horreur. Au moment de l'appel qui se faisait au lever du soleil, il n'était pas rare de voir des cavaliers, paraissant bien portants au sortir de leurs tentes, s'affaisser subitement dans les rangs, comme foudroyés par la maladie. Cependant les premiers accès étaient d'assez courte durée, ils ne persistaient guère au delà d'une journée, et comme le moral était bon, le service général n'était pas interrompu... [1] »

Statistiques comparées. — Terminons par un rapprochement fort instructif [2] entre les pertes qui viennent d'être indiquées et les pertes occasionnées par les expéditions lointaines dont les principales ont été étudiées précédemment dans cet ouvrage.

Il convient toutefois, vu la difficulté d'appréciation strictement exacte de certains éléments, de ne voir là qu'une indication générale.

L'expédition de Madagascar étant la dernière en date, il était naturel, — sans la plus légère intention critique, — de lui comparer les expéditions antérieures.

«... *Sans épidémie*, l'expédition de Madagascar a fourni une mortalité :

« Quatre fois plus forte que celle de l'expédition du Mexique, pendant laquelle a sévi la fièvre jaune ;

« Quatre fois plus forte que celle de l'expédition du Tonkin en 1885, année de choléra et des grandes expéditions militaires ;

« Trois fois et demie plus forte que celle de l'expédition du Dahomey ;

« Deux fois [et une fraction] plus forte que celle de l'expédition de Cochinchine en 1861, année de choléra ;

« Plus forte que celle des années les plus mauvaises du Soudan ;

« *Seize fois* plus forte que la mortalité des Anglais aux Ashantis *vingt-deux ans* auparavant...».

(1) *La colonne expéditionnaire et la cavalerie...*, p. 16.

(2) Consulter pour plus amples détails l'ouvrage de Reynaud, pages 469 à 475. Certains de ces chiffres concernant des pays dont la densité de population et les ressources étaient supérieures à celles de Madagascar doivent cependant être diminués.

En somme, malgré des conditions favorables, la mortalité a dépassé à Madagascar, « dans des proportions formidables, la mortalité de toutes les grandes expéditions faites jusqu'à ce jour [1]. »

Service de santé ; sanatoria ; rapatriements.

On ne peut ici qu'indiquer des conclusions se dégageant des amples développements que le docteur Reynaud a donnés dans son important ouvrage auquel on renvoie une fois de plus [2].

Service de santé, fonctionnement. — Déjà on a signalé l'insuffisance du personnel et du matériel dont disposait le Service de santé ; aussi est-il strictement juste de dire avec le docteur Reynaud que, «avec des moyens matériels et une organisation insuffisants, le personnel tenta, *au prix d'efforts surhumains*, de parer aux besoins d'une situation dépassant de beaucoup les prévisions les plus pessimistes ».

Aux 70 médecins du début, il fallut, au cours de la campagne, en ajouter 27 autres, pour remplir les vides faits par la maladie et accompagner les convois de rapatriés.

On comptait d'abord 300 infirmiers : 280 autres furent envoyés, du 12 juin au 3 octobre, et malgré cela que de vides !

Il y avait bien 5.600 brancards, mais il n'y avait pas de porteurs pour s'en servir.

Le service régimentaire fut bientôt, par la force des choses, c'est-à-dire par l'insuffisance des moyens de transport, par la pénurie des médicaments [3], par la nécessi-

(1) Reynaud [Dr S. A]. — *Considérations sanitaires*, p. 474.
Reynaud. — *loc. cit.*, p. 475.

(2) *Service de santé, fonctionnement*, pages 369 à 394 ; *Sanatoria*, pages 394-419 ; *Rapatriements*, pages 419 à 435.

Pour les *Rapatriements*, voir aussi le *Rapport officiel*, pages 152 à 166.

(3) Les approvisionnements de quelques bataillons étant restés au fond des cales ne purent être dégagés des monceaux de colis divers, et ces unités durent se mettre en route sans avoir de médicaments : or, ce matériel une fois débarqué resta souvent sur la plage lavé par le flot. En ce qui concerne les médicaments, s'il est vrai que les caisses de quinine n'ont pas toujours été déchargées aussitôt qu'il l'aurait fallu, il faut ajouter le correctif suivant : le général Duchesne livra, dès son débarquement, au Service de santé

té de s'éloigner rapidement de Majunga, pour en débarrasser la plage et les abords, dans l'impossibilité de faire face à des besoins croissant de jour en jour.

« A mesure que la colonne s'avançait, les embarras des médecins augmentaient avec le dénuement des infirmeries. Médicaments, vivres, matériel et infirmiers faisaient défaut. »

Dans les ambulances, mêmes embarras, trop souvent même impuissance. Dans un pays dépourvu de routes, le transport des malades à dos d'homme s'imposait ; il fallut avoir recours, pour l'évacuation des dysentériques, par exemple, aux voitures Lefebvre.

Bien plus, « en fait, il n'y avait ni mulets, ni voitures spécialement affectés » aux ambulances ; le service des étapes les accordait sur la demande du médecin-chef.

On peut dire que l'unique mode d'évacuation fut l'utilisation des convois de ravitaillement descendant à vide dans le jeu des navettes pour chercher les approvisionnements qu'ils devaient ensuite remonter.

Plus d'une ambulance immobilisée, au lieu de servir une colonne à laquelle elle faisait naturellement défaut, devint, par la force des choses, un hôpital de campagne ; faite pour recevoir 50 malades, elle en compta en moyenne 300.

Que de détails navrants on pourrait encore donner à propos des évacuations, des dépôts et des gîtes d'étapes ! Quel contraste douloureux, en ce qui concerne les gîtes d'étapes, entre ceux de Madagascar et ceux organisés par lord Wolseley pour relier Prasuh et Cape Coast sur la côte des Ashantis...

Les hôpitaux de campagne, au nombre de 4, sont restés permanents, mais furent « maintenus dans les terres basses, » c'est-à-dire dans les parties les plus malsaines de l'île.

Au bout de peu de temps, ayant perdu des infirmiers, les médecins surmenés, souvent malades, durent se dévouer à des besognes de subalternes. Souvent l'abri manquant, après avoir triplé, quadruplé le nombre des places, « des désespérés, ainsi que des bêtes blessées à mort, allaient se blottir dans un buisson, dans un ravin, dans un trou, pour y crever en paix » [Reynaud] (¹).

800.000 pilules de chlorhydrate de quinine qu'il apporta dans ses bagages particuliers après les avoir reçues, au moment de son départ, du Directeur du Service de santé au ministère de la guerre.

L'eau potable continuait à être rare à Majunga et l'eau de lavage faisait défaut.

Déjà insuffisants, les moyens de transport spéciaux aux hôpitaux de campagne se trouvèrent supprimés par l'ordre du 26 juillet dont il a été question, prescrivant de verser au service du train tous les mulets appartenant en propre aux ambulances et aux hôpitaux. Or, l'expérience a montré, *écrivait le docteur Home en 1873*, que si le transport des malades n'est assuré qu'accidentellement et non d'une façon spéciale, *les malades sont sûrs d'être négligés. Quand les besoins se font sentir, les munitions de guerre et de bouche prennent la priorité.* »

Plus d'une fois, les médecins des hôpitaux regrettèrent la lacune d'un *directeur des hôpitaux de campagne* fonctionnant, comme dans l'armée anglaise, *à la base d'opérations.*

Il est de notoriété publique que, à Madagascar, les conducteurs auxiliaires ont été, moins encore qu'au Dahomey, (²) l'objet de la sollicitude nécessaire. Ne se déclarant vaincus par le mal qu'à la dernière extrémité, ils étaient trop souvent porteurs de plaies, d'ulcères et envahis par la vermine (³). Combien d'entre eux, désespérés, allaient attendre la mort dans un bois ou sous une voiture Lefebvre renversée !

Il eût été pratique de les traiter comme cela a lieu dans l'Inde, dans des hôpitaux spéciaux, hôpitaux d'indigènes : cette dis-

(¹) Fait strictement exact attesté à l'auteur de cet ouvrage, au retour, par bon nombre des 1.200 ou 1.500 malades ou convalescents qu'il visita à l'hopital de Marseille, et à Porquerolles.

(²) 2.000 porteurs restaient, en dernier lieu, sur les 6.000 qui furent employés : le déchet ne saurait être attribué seulement à la mortalité ou même à la morbidité, mais, en grande partie, — pour des raisons données — à la désertion qui était là bien tentante.

(³) L'officier d'artillerie dont il a été question à propos de la composition du corps expéditionnaire, trouva du moins mainte occasion d'exercer sa charité sur bon nombre de ces malheureux *émigrés* auxquels la nourriture nécessaire manqua souvent et pour lesquels les soins médicaux furent notoirement insuffisants.

tinction si rationnelle n'ayant pas été faite à Madagascar, il fallut, au détriment des uns et des autres, soigner pêle mêle les Indigènes [soldats, convoyeurs] et les Européens.

Il n'y eut jamais plus d'un navire hôpital présent à la base d'opérations (1) ; or, on savait, « par les rapports des médecins des navires de guerre ayant stationné à Madagascar, que leurs équipages étaient à peu près exempts des maladies endémiques » [Reynaud].

Sanatoria. — Le choix de l'ilot de Nossi-Comba comme lieu de convalescence était bon, « en principe » puisque le sol fût resté sain s'il n'eut été remué : le regrettable remuement du sol auquel on se livra atteste une connaissance insuffisante de la pathologie et de l'hygiène des pays chauds. En outre, le nombre de places préparées était trop faible pour faire face aux exigences d'une formidable morbidité.

S'appuyant sur les documents publiés par plusieurs médecins *coloniaux* (2), le Dr Reynaud se livre à une longue et importante discussion sur les conditions qu'offrait l'île de la Réunion pour constituer plusieurs sanatoria (3) : elle est à lire tout entière et très probante, si l'on songe aux conditions particulièrement pénibles de la traversée de la mer Rouge qui entraîna la mort de tant de rapatriés déjà épuisés. La thèse de la nostalgie peut, on le sait, être objectée.

Il adopte finalement la conclusion du Dr Brossier :

«... Tel est le rôle joué par la Réunion pendant l'expédition de Madagascar. Ce rôle aurait pu être beaucoup plus important ; les ressources de cette île le permettaient. De plus, si l'on compare les résultats heureux, dus à la stabilité de son climat, au déchet si considérable qui a eu lieu lors des évacuations en masse sur la France [un millier environ], on se demande s'il n'eût pas été préférable d'évacuer sur cette colonie les plus malades, ceux qui n'avaient plus la force de supporter ce long voyage de rapatriement, surtout à bords de navires encombrés, et aussi ceux qui ne trouvaient pas place dans les hôpitaux de Madagascar.

« Ce voyage de quatre jours, même par une mer houleuse n'eût-il pas été préférable pour ces rapatriés épuisés, au passage de la mer Rouge ? Tout porte à croire que beaucoup auraient pu se rétablir suffisamment pour être évacués ultérieurement par petits paquets dans les meilleures conditions (1). »

On a allégué la dépense. C'est une erreur volontaire ou involontaire sur laquelle l'auteur de cet ouvrage préfère, bien que très documenté, ne point s'appesantir. Le gouverneur de la Réunion en 1895 encourut alors une responsabilité morale très sérieuse, en renseignant inexactement.

Il est vrai que, si un des nombreux officiers du général Duchesne avait été envoyé à la Réunion pour voir par lui même, il eût été immédiatement édifié par le médecin-chef, qui était le docteur Reynaud.

Rapatriements. — Le nécessaire avait été fait en temps opportun pour que le rapatriement des malades partant soit de Majunga soit de Nossi-Comba s'effectuât :

1° Par les paquebots réguliers des Messageries maritimes, moyen anormal de rapatriement des malades ;

2° Par des transports de l'Etat, ou par des paquebots spécialement affrétés pour ce service.

Il eût été bon de ne point oublier que « le rapatriement ne peut être employé comme ressource exclusive, que dans le cas où il n'existe pas de sanatorium à la portée du corps expéditionnaire (2) ».

Si les rapatriements sont trop hâtifs, les malades auxquels cette mesure, excellente en principe, tant elle retentit heureusement sur le moral, est appliquée, peuvent avoir à en pâtir. Il est, d'autre part, absolument nécessaire que le rapatriement ne soit pas tardif. Les décès pendant la traversée ont été, en effet, assez nombreux : c'est ainsi que, sur 3 bateaux, 71 décès furent constatés et que l'on en compta 202 sur trois autres.

Le chargement de plusieurs navires, d'ailleurs très mal aménagés au point de vue, hygiénique a été trop considérable (3). *Sur*

(1) Le médecin en chef Emeric Desbrousses n'a jamais cessé de réclamer l'envoi de plusieurs navires-hôpitaux.

(2) Les docteurs J. Lémure, Burot et Brossier dont les noms figurent dans la bibliographie générale.

(3) Reynaud. — *Loc. cit.*, pages 397 à 419.

(1) *Archives de médecine navale et coloniale*, 1896.

(2) Reynaud.— *Loc. cit.*, page 421.

(3) Un seul exemple. Le *Shamrock* aménagé pour recevoir 350 malades au maximum partit, le 15 août, avec 600 : 40 moururent pendant la traversée.

aucun d'eux le chiffre des médecins et des infirmiers n'a jamais été en rapport avec des besoins parfois impérieux : on y eût pourvu en faisant venir à temps de France, puisque ce besoin n'avait pu être prévu dans la composition du corps expéditionnaire, un ou plusieurs cadres de médecins et d'infirmiers convoyeurs.

Dans le même ordre d'idées, il est exact que les dispositions prises en France pour recevoir les convalescents de Madagascar furent tardives, parfois insuffisantes. C'est ainsi que, quand le paquebot *Notre-Dame du Salut* arriva, en juillet, avec le premier convoi, il dut, faute d'ordres donnés à temps, promener sa cargaison humaine, si digne d'intérêt cependant, de Toulon à Marseille afin d'en assurer la répartition.

Sous les réserves précédentes, le service des affrétés rapatrieurs se fit régulièrement. Pendant le mois précédant le départ du général Metzinger qui eut lieu le 29 décembre 1895, ils enlevèrent 241 officiers, 3.043 hommes de troupe, 417 marins, 2.518 conducteurs auxiliaires, plus 2.074 tonnes de matériel.

Ici une observation importante doit prendre place.

La grande mortalité constatée dans le corps expéditionnaire est due, pour une part très sérieuse, à l'éloignement de la mer qui rendit les évacuations plus longues, mais surtout à la grosse erreur qui fit supprimer, en août et septembre, les rapatriements. Il en résulta que les hôpitaux s'encombrèrent et que, sur ces entrefaites, les médecins et les infirmiers débordés, surmenés, étant tombés malades à leur tour, les hospitalisés se démoralisèrent absolument.

Or, si la mer Rouge est terrible pour qui vient d'Europe, il n'en est pas de même en sens inverse.

A l'aller, en effet, la brise de la Méditerranée qui souffle tout l'été se contrarie avec le courant d'air résultant de la vitesse du bâtiment ; par suite, il n'y a pas d'air et on ne respire pas.

Au retour, au contraire, les deux courants s'ajoutant, la chaleur est très supportable.

Ceci est une opinion, car il est établi que, en été, le thermomètre passe, presque subitement, de 20° à 35° et 40°, pour redescendre ensuite à 20° environ au sortir du canal.

De ce qui précède, il résulte que l'on peut, sans exagération, évaluer à au moins 2.000 morts les pertes occasionnées par la suppression des six ou sept rapatriements qui devaient avoir lieu en août et en septembre. Il serait toutefois injuste d'imputer ce résultat au ministre de la guerre Cavaignac ou au général Duchesne ; il y eut là malheureusement une concession faite à l'opinion publique égarée par la presse.

Réflexions finales

La critique d'opérations aussi récentes est tout particulièrement délicate ; ce n'est pas une raison de s'en abstenir.

Si quelques unes des réflexions qui suivent paraissent être un peu sèches, on voudra bien s'en reporter aux raisons déjà données et, de toute façon, demeurer convaincu de la parfaite loyauté qui les a dictées.

L'expédition a été fort bien préparée au point de vue diplomatique, car aucun incident ne fut soulevé.

On ne saurait être du même avis pour la préparation proprement dite qui fut faite à Paris. Pour plusieurs motifs, elle a été, malgré des efforts sérieux, et sans qu'il soit nécessaire de dégager les responsabilités, manifestement insuffisante quand elle ne fut pas erronée.

C'est ainsi que l'organisation du corps expéditionnaire, arrêtée sans tenir un compte suffisant des expéditions coloniales faites par les Anglais et par les Français eux-mêmes, a été défectueuse : effectif trop élevé puisqu'on ne pourvut pas complètement aux besoins qu'il comportait (1) ; prédominance

« Comment nettoyer, soigner ces 600 hommes, dont plus de la moitié étaient incapables de se mouvoir, quand le mal de mer ne faisait pas coucher la seconde moitié ?... » Reynaud [docteur A]. — *Loc. cit.*, page 429.

(1) On aura une idée des exigences relatives au service des transports par le calcul suivant. Le général Duchesne n'a jamais pu disposer, et encore assez tardivement, que de 7.000 coolies et de 6.000 mulets. Or, il eût fallu réunir avant l'expédition, *d'avance*, 20.000 porteurs,- 10.000 Kabyles, 5.000 Sénégalais, 5.000 Sakalaves : ils eussent porté, avec les 6.000 mulets, la même charge que 6.000 mulets attelés, et la *route meurtrière eût été inutile*. Que l'on s'exclame ou non, cette fixation répond à l'effectif adopté et est basée sur les expéditions des Anglais.

des troupes européennes au lieu des troupes indigènes.

Les déceptions relatives au wharf et surtout à la flottille résultèrent de fautes sérieuses dont les conséquences furent graves.

On n'a point oublié les instructions formelles reçues par le général Duchesne lorsqu'il quitta Paris.

D'autre part, il devait accepter comme irrévocables quelques décisions importantes prises avant même qu'il eût été désigné comme commandant l'Expédition. Ces décisions concernaient le débarquement à Majunga et les transports tant par terre, en employant les voitures Lefebvre, que par eau à l'aide de bateaux commandés par le ministère de la marine.

L'initiative du général Duchesne a eu son libre cours pour :

1° la construction de la route de Majunga à Marololo destinée à doubler la voie fluviale que les retards d'arrivée des canonnières et les déboires de leur remontage empêchèrent d'utiliser ;

2° le jeu alternatif pour gagner la plaine d'Andriba des deux échelons formés par les brigades de la guerre et de la marine ;

3° l'arrêt du travail de la route, la constitution d'une colonne volante et la décision aussi virile qu'obligatoire, sous peine d'interrompre pendant plusieurs mois, dans des conditions critiques, l'expédition, de se porter un peu hasardeusement, sans s'arrêter, d'Andriba à Tananarive ;

4° la direction des opérations militaires proprement dites et plus spécialement de la dernière qui fut décisive sous Tananarive.

Il est regrettable que, pour une cause demeurée ignorée, le général Duchesne n'ait pas devancé à Majunga, avec l'avant-garde Metzinger dont l'arrivée eût dû être un peu retardée [1] et avec les chefs des principaux services, le gros du Corps expéditionnaire.

L'historique de quelques unes des expéditions lointaines déjà étudiées, notamment de celles, dans l'ordre chronologique, de Chine (1861), d'Abyssinie et des Ashantis a mis hors de doute les avantages de cette façon de procéder.

Le général Duchesne eût vu clair dans la situation, pris, avec l'autorité qui s'attachait à sa situation, des décisions fermes ; il eut, au besoin, fait reculer le départ du gros du Corps expéditionnaire et, de toute façon, retardé son débarquement définitif ; la Réunion pouvait, sous ce rapport, constituer une ressource.

On a suffisamment établi, en s'occupant de la construction de la route carrossable, que le remuement, pendant trois mois, d'une terre palustre a occasionné au corps expéditionnaire, en dehors de toute épidémie, des pertes effroyables qui ont grossi celles que devait causer le climat même.

A partir du moment où le général Duchesne a été réellement son maître, bien qu'ayant à souffrir en silence des conséquences de fautes qu'il n'avait pas commises, les opérations ont été menées avec un heureux mélange d'esprit de suite, de prudence méthodique et de fermeté.

Il se présentera à la postérité, avec le mérite incontestable d'avoir triomphé d'obstacles qu'un lamentable concours de circonstances multiplia, dès le début, sur sa route, et de l'avoir fait sans récriminations, sans déclamations, avec modestie. Il n'a pas faibli sous le coup d'épreuves qui coûtèrent si cher à la troupe ; il a imposé à tous, sans hésitation, sans perdre un temps précieux, l'idée de la marche sur Tananarive, objectif naturel qui lui avait été assigné. En résumé, il a violenté le succès final et obtenu que tant de douloureux sacrifices n'aient pas été inutiles ; car, vraisemblablement, l'opinion publique en France n'eût point souscrit à l'idée d'une nouvelle expédition.

Hommage doit être rendu aussi à ses collaborateurs les généraux Metzinger et Voyron.

Le général Voyron, qui comptait dans sa brigade deux bataillons Sénégalais et Sakalaves, a démontré pratiquement, en y ayant recours toutes les fois qu'il put le faire, la supériorité des troupes indigènes dans une guerre de cette nature.

Très favorisé par les circonstances, puisqu'il eut à supporter la grosse responsabi-

(1) Dès la première reconnaissance des environs de Majunga [route de Maroway à la traversée des marais] faite, le 3 mars 1895, par le général Metzinger, il fallut constater que malheureusement le terrain serait encore longtemps impraticable aux troupes, en dehors de quelques rares passages très difficiles à découvrir.

lité de l'entrée en matière et qu'il livra la majeure partie des combats de la campagne, le général Metzinger s'est montré à la hauteur de son rôle.

Son souci constant, comme celui du général Duchesne, a été, — remarque importante, applicable à toute la campagne, — d'éviter le plus possible, en combinant la menace de front et l'attaque de flanc, les pertes par le feu. Ceci demande explication. Il est arrivé trop souvent aux troupes coloniales et aussi à celles d'Algérie, ainsi que nous l'avons déjà signalé pour celles-ci, de chercher les affaires sensationnelles. Un parti pris véritable fait qu'on ne manœuvre pas et que, en vertu de l'axiome « Si vous n'avez pas de morts, personne ne s'occupera de ce que vous faites », on préfère les attaques de front et les assauts sanglants.

On ne l'a point oublié : le 30 septembre, l'attaque intempestive d'Andrainarivo, que rien ne justifiait, nous valut des pertes sensibles. Il n'est ni indiscret ni surtout inutile d'ajouter ceci : le capitaine du 3e Tirailleurs qui, en contrevenant, sous le prétexte d'apporter « un peu de gloire » à la prise de Tananarive, à l'ordre donné, avait fait inutilement tuer ou blesser 25 hommes, fut puni de 15 jours d'arrêts de rigueur. Un pareil exemple est d'un haut enseignement; il mérite d'être connu de tous.

Indiquons deux points de détail importants.

Le manque d'ordre à l'embarquement a immobilisé, sur la plage de Majunga, des troupes qui durent attendre leurs armes.

A Madagascar aussi, l'absence d'indications suffisantes portées sur les caisses lors du départ amena une confusion regrettable lors du débarquement dans la remise des caisses aux armes ou services intéressés.

Il est un certain nombre de vérités dont la campagne de Madagascar a encore augmenté la force :

Il convient que les soldats participant à une expédition coloniale soient vigoureux et d'âge mur ;

l'Européen aux colonies ne doit *ni remuer la terre, ni porter le sac ;*

L'association de l'élément européen et de l'élément indigène, d'un effectif supérieur au précédent, constitue *un des principes fondamentaux* de la politique coloniale ;

Il importe de rappeler les services rendus pendant la campagne par le bataillon de volontaires de la Réunion et surtout par les deux bataillons de tirailleurs Sakalaves et haoussas qui firent l'admiration de tous.

«... Il n'est pas téméraire d'ajouter, dit le lieutenant-colonel Ditte, témoin oculaire, que la présence de ces deux bataillons permit seule à la colonne expéditionnaire d'atteindre son but; dès la fin du mois de juillet, en effet, ils furent constamment employés à la construction de la route, au déchargement des chalands, à la confection d'abris improvisés pour les ambulances, au service des reconnaissances, aux corvées de toutes sortes, épargnant ainsi aux Européens toutes les tâches pénibles.

« C'est d'ailleurs bien là le rôle des troupes indigènes et leur principale raison d'être comme éléments combattants (1) ».

Les Conclusions concernant les divers Services, le Service de santé notamment et tout ce qui s'y rattache, se sont assez dégagées de l'exposé pour qu'il soit nécessaire d'y revenir.

Citons une dernière fois le docteur Reynaud :

« Les services dits auxiliaires doivent être dans les guerres coloniales des services principaux (intendance, génie, santé). Les hygiénistes, ayant en face d'eux des adversaires tels que la fièvre, la dysenterie, auront plus de difficultés à vaincre et plus de combats à livrer que les stratégistes qui opposent leur science perfectionnée à celle des généraux de Béhanzin ou de Ranavalo (2) ».

Néanmoins, il est utile que les « stratégistes » aient du savoir et de la volonté.

Lorsque l'Expédition fut terminée, d'une part, la Marine, de l'autre les ennemis qu'avait valus au général Mercier son intervention dans l'affaire Dreyfus firent dans une certaine mesure, cause commune, pour opposer l'expédition de Madagascar à celle du Dahomey.

Une pareille discussion ne saurait nous arrêter un seul moment.

Il est hors de doute qu'il n'y a pas de comparaison à établir entre la résistance que l'ennemi opposa dans les deux expéditions à l'envahisseur et que, réduits en tota-

(1) Ditte [lieutenant-colonel]. — *Observations sur la guerre dans les colonies*, p. 42.

(2) *Considérations sanitaires...*, p. 499.

lité, à partir d'une certaine date à l'endaubage, au biscuit, au tafia, privés d'eau même pour panser les blessés, les soldats du général Dodds ont eu à endurer de réelles privations.

Mais ils n'eurent pas, grâce à la topographie du pays, à compter avec tous les dangers de la construction d'une route carrossable.

La gloire ne se mesure pas ; des deux côtés elle demeure grande, car le but assigné fut atteint avec méthode et fermeté.

Une démocratie jalouse et soupçonneuse a seule pu ne point accorder à l'un et à l'autre des chefs le titre et la dotation qu'ils ont mérités.

Il suffira de rappeler que les Anglais procèdent autrement et avec raison [1].

Le commandant Aubier qui, comme capitaine, commanda la cavalerie du corps expéditionnaire, a exactement noté la différence des impressions rapportées de Madagascar par ses camarades suivant le rôle que leur firent jouer les circonstances.

« Beaucoup, dit-il, n'ont pas dépassé la tête d'étapes d'Andriba, point de départ de la colonne légère. Beaucoup, après avoir accompli la terrible besogne de la construction de la route et de la conduite des ravitaillements, n'ont pas cessé, jusqu'à la fin, de contempler cette interminable traînée de convois — convois de fiévreux autant que de vivres, de matière humaine autant que de matière inerte — se prolongeant douloureusement entre Majunga et Andriba. Ceux-ci, assurément, n'ont pu retenir que des visions désolantes et mornes.

« Quelques uns, au contraire, n'ont fait que traverser les régions basses pour s'élancer d'Andriba à Tananarive. A peine débarqués, ils ont rejoint cette « colonne légère » qui, en 18 jours de marche et de combats, alla planter notre drapeau au palais de la reine. Ceux-ci ont rapporté un lumineux et féérique souvenir.

« Les premiers n'ont vu que des scènes d'ambulance, les seconds ont contemplé quelques tableaux guerriers, et en tout cas le mouvement, l'impulsion, la vie. Mais le seul témoignage des uns ou des autres serait insuffisant ou suspect. L'image de cette expédition est comme une médaille inégalement composée et frappée. Pour la bien juger, il faut étudier les deux faces ... [1] ».

Eh bien ! après avoir étudié froidement ces deux faces, on se croit en droit de conclure avec le même auteur :

« ...En somme, débarrassée des légendes dont on a entouré sa préparation et son exécution, cette campagne apparaîtra dans l'histoire des guerres coloniales à une place normale, un peu plus meurtrière que la plupart des conquêtes du même genre — plus pénible surtout par son excès de mortalité, — mais à bien des points de vue, réconfortante [2] ».

Oui, réconfortante ; mais à la condition expresse de n'oublier ni les victimes obscures tombées avec honneur pour la Patrie, ni les devoirs impérieux à remplir en matière d'organisation, afin d'éviter, le cas échéant, le renouvellement d'une pareille hécatombe.

(1) « ... Cette marche, qui n'a pas de précédent dans l'histoire, constitue un fait d'armes autrement brillant que celle de l'Afghanistan. Lord Roberts fut couvert par ses compatriotes, de gloire, d'honneur et d'argent ; le général Duchesne fut à peine récompensé. » Le Myre de Vilers. — *Loc. cit.*, p.22.

(1) Aubier [commandant A.]. — *La colonne expéditionnaire et la cavalerie à Madagascar*, p. 3

(2) Aubier [commandant A.]. — *Loc. cit.* p. 1.

LIVRE VIII

—

LA GUERRE SUD-AFRICAINE

[10 OCTOBRE 1899 AU 31 MAI 1902]

AVANT-PROPOS

—

La guerre Sud-Africaine a été l'objet d'un certain nombre d'écrits plus ou moins recommandables ; toutefois, il est encore trop tôt, faute de documents suffisants, pour écrire complètement son histoire : c'est ainsi que jusqu'ici nous ne possédons, du côté Boer, qu'un Rapport, celui de Ch. de Wet : seuls les Anglais ont eu la parole. Les pages qui suivent sont donc sujettes à révision, bien que le nécessaire ait été fait pour se rapprocher le plus possible de la vérité ; elles n'ont, d'ailleurs, été écrites qu'en vue de laisser une impression militaire d'ensemble, et de rendre hommage à un admirable petit peuple luttant pour la liberté, la justice et, finalement, victime de marchands armés, ayant pour eux le nombre et l'or.

Il n'a pas semblé possible, malgré le peu de temps écoulé depuis la fin de la guerre, d'écarter le récit au moins succinct d'événements qui ont, pendant un certain temps, partagé en deux camps la majeure partie du monde militaire au point d'émouvoir même les profanes.

DIVISIONS DE CETTE ÉTUDE :

Chalais, le 15 septembre 1906.

BIBLIOGRAPHIE

—

Joubert [J.]. — L'indépendance du Transvaal : 1886 [Revue britannique].
Nathan [G.-J.]. — Les Mines d'or du Transvaal : 1888. [Revue britannique].
Desjardins [A.]. — Le Transvaal et le droit des gens : 1896 [Correspondant].
Bérenger [Paul]. — Le Transvaal et l'Afrique du Sud : 1896 [Correspondant].
Ministère de la guerre [Etat-major de l'armée ; 2e bureau]. — Opérations dans la Colonie du Cap et l'Etat libre d'Orange [23 janvier — 13 mars 1900]. Délivrance de Kimberley. Capitulation du général Cronje. Marche de lord Roberts sur Blœmfontein : 1900.
Ministère de la guerre. — Guerre du Transvaal. Arrêt des Anglais à Blœmfontein. Opérations dans la région S.-E. de l'Etat libre d'Orange. Marche de lord Roberts de Blœmfontein à Prétoria : 1900.
Baraude [Henri]. — Le Transvaal. — Les Origines. — La guerre. — Les leçons de l'histoire : 1900.
Poirier [Jules]. — Le Transvaal [1652-1899] : 1900.
Frocard [lieutenant-colonel] et **Painvin** [capitaine]. — La guerre au Transvaal : 1° L'offensive des Boers [septembre-janvier 1900] ; 2° L'invasion anglaise [janvier 1900-juin 1901] : 1900-1901.
Howard C. Hillegas. — With the Boer Forces : 1901.
Combes [Paul]. — Cent ans de lutte. Les Héros Boers. — 1re guerre du Transvaal 1881. Le raid de Jameson 1895. — La guerre Anglo-Boer de 1899-1900 : 1901.
Colvile [H. E.]. — Les actes de la 9me division. Guerre du Transvaal : 1901.
Carrère [Jean]. — La guerre du Transvaal. En pleine épopée : 1901.
Bujac [commandant E.]. — Précis de quelques campagnes contemporaines. V. Afrique australe : 1901.
D*** [Commandant]. — Emploi du fusil par les Boers : 1901.
*** Dix mois de campagne chez les Boers par un ancien lieutenant du colonel de Villebois-Mareuil : 1901.
Gilbert [capitaine G.]. — La guerre Sud-Africaine : 1902.
Rosny [J. H.]. — La guerre Anglo-Boer : 1902.
Fournier [capitaine]. — La guerre Sud-Africaine : 1902-1904.
*** Quelques enseignements de la guerre Sud-Africaine : 1902 [Revue des Deux-mondes du 15 juin].
de Villebois-Mareuil [colonel]. — Carnet de campagne : 1902.
Goldmann [Ch. Sydney]. — Avec le général French et la cavalerie dans l'Afrique du Sud : 1902.
de Wet [général Ch.]. — Trois ans de guerre : 1902.
Caplain [Jules]. — Villebois-Mareuil. Son idée, son geste : 1902.
Raoul-Duval [Roger]. — Au Transvaal et dans le Sud-Africain, avec les attachés militaires : 1902.
Davit [Michel]. — The Boer fight for freedom : 1902 [New-York and London].
Cyral [Henri]. — France et Transvaal. L'opinion française et la guerre Sud-Africaine : 1902.
*** Les Enseignements de la guerre Sud-Africaine : juin 1903 [Revue des Deux-Mondes du 15 juin].
Langlois [général H.]. — Enseignements de deux guerres récentes. Guerres Turco-Russe et Anglo-Boer : 1903.
Langlois [général H.]. — Conséquences tactiques des progrès de l'armement. Etude sur le terrain : 1903.
*** Commission royale de la guerre Sud-Africaine. — Dépositions des témoins. Rapport de la commission : 1903.
Bonnal [général]. — La récente guerre Sud-Africaine et ses enseignements : 1903.
Ruffey [colonel]. — Etude critique du Règlement anglais des trois armes [élaboré par lord Roberts, le 1er mai 1902] : 1903.

Von der Goltz [général]. — Les leçons militaires de la guerre Sud-Africaine : 1903 [numéro de décembre de la National Review, à Londres].

Bonnal [général H.]. — L'art nouveau en tactique : 1904.

G*** [commandant]. — Causeries d'un fantassin. Combat de l'Infanterie [Introduction. I. Les grands combats de l'Afrique australe] : 1904.

Foville [commandant] — Etude tactique de la guerre Sud-Africaine : 1904.

Géographie générale de l'Afrique australe [*fig.* 53].

Les deux républiques de l'Etat libre d'Orange et du Transvaal ou République Sud-Africaine, que sépare la rivière de Vaal, sont limitées, d'après la convention de Londres du 27 février 1881 rectifiée par celles du Cap des 11 et 20 juin 1888 : au Sud, par la colonie anglaise du Cap ou, plus exactement, par le fleuve Orange [points de Orange-River, Norvals Pont et Béthulie], le plus grand fleuve de l'Afrique du Sud ; au Nord, par la Rhodesia qui s'étend sur la rive gauche du fleuve Limpopo ou Crocodile et par la colonie portugaise de Mozambique. A l'ouest de la voie ferrée anglaise de Cap-Town à Buluwayo, — par De Aar, Orange-River, Kimberley, Vrybourg, Mafeking et Palapye, — qui longe la frontière, s'étendent des territoires anglais, le Griqualand-West, le Betchouanaland et le désert de Kalahari.



Fig. 53. — Le Cap, l'Orange et le Transvaal : Théâtre des opérations de la guerre Sud-Africaine.

Du côté de l'Orient, les deux républiques sont séparées de l'Océan Indien, au delà de l'importante chaîne montagneuse qui porte les noms de monts Malouti et de Drakensberg, par des colonies anglaises dont la principale est le Natal, que partage en deux la rivière Tugela, et par le Mozambique.

La colonie du Cap possède trois bons ports : celui de Cape-Town, ou ville du Cap, tête de la voie ferrée de Buluwayo ; celui de Port-Elisabeth relié à Graaf-Reinet, à De Aar et à Port-Alfred par des voies ferrées ; celui de Port-Alfred ; celui d'East-London d'où part une voie ferrée qui, à partir de Béthulie, traverse par le milieu l'Etat libre, puis le Transvaal, en desservant Bloemfontein, Prétoria et dont Pietersburg est le point terminus.

Le Natal ne possède qu'un port assez médiocre, celui de Durban [ou Port-Natal] d'où part une voie ferrée : bifurquant à Ladysmith, elle conduit, vers l'Ouest, à Bethlehem par Harrismith ; au Nord, elle va rejoindre à Johannesburg, non loin de Prétoria, la ligne Bloemfontein-Pietersburg.

Plus au Nord, en Mozambique, sur le territoire portugais, se trouve le port de Lourenço-Marquez qu'une voie ferrée qui dessert Middelburg relie à Prétoria.

L'Etat libre d'Orange, — capitale Bloemfontein, — était peuplé, en 1890, par environ 208.000 habitants : 77.000 blancs, dont 60.000 Boers et environ 140.000 hommes de couleur.

La république du Transvaal, — capitale Prétoria, — comptait, en 1898, 1.094.156 habitants : 245.397 blancs et 748.759 indigènes environ.

Le Natal comptait, en 1898, 902.365 habitants : Européens, 53.688 ; Hindous, 61.103 ; Cafres, 787.574 [1].

La proportion relative de la race hollandaise et de la race anglaise dans l'Afrique du Sud, qu'il importe de connaître, était approximativement la suivante [2] :

Contrées	Boers	Anglais
Colonie du Cap et British Betchuanaland . . .	265.200	194.800
Natal et Zululand. . .	6.500	45.500
Rhodesia.	1.500	8 500
Transvaal	80 000	123.650
Etat libre d'Orange . .	78 100	15.600
	431.300	388.050

La surface du plateau qu'occupent les deux républiques est aussi vaste que celle de la France et de l'Allemagne réunies. Superficie du Transvaal : 308.560 kilomètres carrés ; densité de la population, 3,5 habitants par kilomètre carré.

Superficie de l'Etat libre d'Orange : 131.070 kilomètres carrés ; densité de population, 1,6 habitant par kilomètre carré.

Superficie de la colonie du Natal, y compris le Zululand : 70.890 kilomètres carrés ; densité de population, 12 habitants par kilomètre carré.

La population de la colonie du Cap comprend 377.000 blancs, — 228.000 Hollandais, le reste d'origine anglaise ou européenne, — et environ 800.000 hommes de couleur.

Origines du conflit.

L'antagonisme entre les Anglais et les descendants des immigrants Hollandais qui, s'étant fixés, en 1652, dans le sud de l'Afrique où ils furent renforcés par des protestants français, étaient connus en dernier lieu sous le nom de Bauers (paysans), Boures ou Boers, comme ils se sont appelés eux-mêmes, est de vieille date ; c'est, en réalité, une haine de races entretenue chez les Anglais par une lutte d'intérêts qui a provoqué la dernière guerre.

Après bien des épreuves qui se succédèrent à partir de 1814, époque à laquelle la Hollande consentit, par la Convention de Londres, à céder à l'Angleterre la colonie du Cap, qui est la garantie physique de l'Inde britannique, la population boer se décida, pour demeurer libre, à remonter vers le Nord : c'est le grand *Trek* ou Exode opéré de 1835 à 1838.

Poursuivis par les Anglais qui prétendaient s'annexer leurs nouveaux établissements, les Boers luttèrent pendant dix ans,

(1) Le chiffre total n'était, en 1879, que de 361.597, et en 1891 que de 543.913 habitants.

(2) Focamer [capitaine]. — *La guerre Sud-Africaine*, t. I, p. 60.

de 1842 à 1852. La Convention du 1er janvier 1852, ou Convention de la Sand-River, stipula que la Natalie resterait colonie anglaise et que le Transvaal formerait un Etat indépendant. Deux ans plus tard, le 22 février 1854, le traité de Bloemfontein reconnaissait l'existence de l'Etat libre d'Orange.

La paix se fût peut-être maintenue si des mines de diamants n'avaient pas été découvertes, en 1871, à Kimberley, chef-lieu du Griqualand-West situé à 30 kilomètres de la rive gauche du Vaal et à 860 kilomètres nord-est de Cape-Town. Dès que l'exploitation eut pris une certaine importance, les Anglais annexèrent, en 1871, le district de Kimberley et contraignirent l'Etat libre d'Orange à le leur céder, en 1876 [Convention de Londres], moyennant une indemnité dérisoire. L'année suivante, une armée anglaise envahissait le Transvaal, entrait à Prétoria et annexait l'Etat.

Indignés, les Boers se soulevèrent, le 16 décembre 1880, avec le concours de trois gens de cœur, le président Krüger, Prétorius et Joubert; le 27 février 1881, ils étaient victorieux une dernière fois, à Amajuba-Hill où se révéla l'étonnante précision de leur tir. Le 23 mars, l'autonomie de la République Sud-Africaine était reconnue, à Prétoria, par l'Angleterre qui, toutefois, se ménagea un droit de suzeraineté et de contrôle en ce qui concernait la politique extérieure. Cette dernière clause fut abolie, le 27 février 1884, par la Convention de Londres qui, supprimant le mot de *suzeraineté* contenu dans la convention précédente, procura au Transvaal une quasi-indépendance.

La paix semblait de nouveau assurée, lorsque la découverte des « champs d'or » et l'afflux d'étrangers, les « Uitlanders », que la fièvre de l'or attira, dès 1886, au Transvaal, vinrent modifier profondément la situation politique de ce malheureux pays. « Pour notre malheur, a dit Joubert, de riches gisements furent trouvés dans notre patrie. »

La ville de Johannesburg sortit de terre; dix ans plus tard, sa population se chiffrait par plus de 100.000 habitants. En 1890, le premier recensement de la population de la République Sud-Africaine permettait de constater que les « Uitlanders » égalaient numériquement les « Burghers ». Le conflit ne tarda pas à s'accentuer entre les uns et les autres; il en fut de même de la rivalité entre le président Krüger, l' « *oncle Paul* », réélu quatre fois depuis 1882, défenseur obstiné de l'indépendance de son peuple, et un homme à la volonté énergique et aux projets gigantesques, à la fois financier et politique, Cécil Rhodes : celui-ci, premier ministre de la colonie du Cap, poursuivait opiniâtrement la réalisation d'une sorte de fédération Sud-Africaine sous l'hégémonie de l'Angleterre. En 1890, il prit le ministère de la colonie du Cap et devint maître du marché des diamants en obtenant pour une seule compagnie la production de toutes les mines de Kimberley.

Devenus plus nombreux que les Boers eux-mêmes, les Uitlanders réclamèrent des droits électoraux et ce fut pour les soutenir qu'éclata, à l'instigation d'un « Impérialiste » entreprenant, Joseph Chamberlain, ministre des colonies, un complot qui, formé par les flibustiers des colonies voisines, devait avoir son retentissement à Johannesburg; mais Krüger veillait. Le 29 décembre 1895, un agent de Cecil Rhodes, le docteur Jameson, parti de Mafeking, franchissait la frontière du Transvaal avec une troupe de 800 hommes comprenant des officiers anglais en activité de service. Lui et sa troupe, une fois décimée, furent capturés par les Boers; Krüger livra les coupables à l'Angleterre qui se vit obligée de condamner Jameson à quinze mois de prison et de priver Cecil Rhodes de ses fonctions. La paix se rétablit, mais pleine d'appréhensions et à chaque instant compromise par la question du droit de suzeraineté que ressuscita Chamberlain et par celle du droit de vote des Uitlanders (1).

En réalité, les Anglais n'obéissaient qu'à l'intérêt. Mis en goût par les revenus de Kimberley, leurs capitalistes voulaient annexer les « champs d'or » (2), quitte à dé-

(1) « J'ai donné, disait Krüger, ce qu'ils m'ont demandé, mon pantalon, puis mon habit; mais je ne puis leur donner ma vie. »

(2) De 1869 à 1887, en 18 ans, la poste de Kimberley a expédié en Europe des diamants pour une valeur de plus de 1.200 millions de francs. De 1872 à 1877, l'exportation des diamants a été de

truire, s'il le fallait, le petit peuple fixé sur le sol.

Dès que le président Krüger eut la conviction de cette mauvaise foi et du danger que courait l'indépendance de son pays, il fit le nécessaire pour n'être pas pris au dépourvu : il acheta en secret des canons, des fusils ; il créa des arsenaux, se procura des munitions et élabora une loi militaire.

En somme, lorsque, le 10 avril 1899, à la suite d'une lutte diplomatique avec Chamberlain, lutte qui aboutit à la mémorable entrevue de Bloemfontein, la guerre devint inévitable, il était prêt. L'Etat libre d'Orange, avec son président Steijn, se rangea du côté du Transvaal.

En résumé, l'Angleterre était l'agresseur, puisque, par ses ambitieuses convoitises et son avidité de riches territoires, elle avait rendu la guerre inévitable.

Forces des deux partis

Les Boers. — Ce qui suit s'applique à peu près aux deux républiques unies dans un même sentiment de résistance contre l'oppresseur. La loi de recrutement imposait à tous les citoyens de race blanche et âgés de 16 à 60 ans, l'obligation d'être à tout instant prêts à combattre pour la patrie. En cas d'ordre de convocation, que les *Veldcornets* étaient chargés de faire exécuter, ils devaient répondre à l'appel en fournissant, sauf le cas d'indigence reconnue, un cheval harnaché, un fusil, 30 cartouches à balles et huit jours de vivres. De l'uniforme, il n'était pas question, chaque Boer arrivant avec ses vêtements de travail, son chapeau à larges bords et une banderole-cartouchière.

Il était constitué dans chaque district [1] un *commando* dont le chef était nommé à l'élection par les Veldcornets du district et dont l'effectif a varié de 50 à 100 hommes. Sans entrer dans un détail qui importe peu, les *commandos* étaient les seules unités constituées des forces boers ; leur groupement justifiait la hiérarchie comprenant essentiellement des *commandants*, des *vecht generals* [généraux combattants] et des *assistant commandant generals*, ces derniers étant sous la dépendance plus ou moins étroite du *petit* et du *grand conseil de guerre*.

L'ensemble des forces était désigné par le mot de *Burghers* ou citoyens réunis en *commandos*.

Les forces permanentes du temps de paix consistaient en un corps d'artillerie comprenant plusieurs divisions, distinct, d'ailleurs, des forces mobilisées.

Les deux Républiques ne pouvaient, en pratiquant la levée en masse, mettre sur pied plus de 46.660 hommes [1], soit 29.279 citoyens du Transvaal [de 18 à 34 ans, 15.696 hommes ; de 34 à 50, 9.050 et, tant de 16 à 18 ans que de 50 à 60 ans, 4.533] et 17.381 de l'Etat libre d'Orange.

L'autorité suprême sur les forces mobilisées des deux Républiques fut donnée, au moins nominativement, au commandant général des forces du Transvaal, au général Joubert, alors âgé de 65 ans.

Les Européens et les Afrikanders grossirent les forces nationales.

Dès le temps de paix, la plupart des Burghers avaient été armés, à l'insu de l'Angleterre, du fusil Mauser, modèle 1893-1895, du calibre de 7 millimètres, à chargeur de 5 cartouches, arme un peu supérieure au Lee-Metford anglais. Un certain nombre d'entre eux possédaient des carabines Mauser et des fusils Martini-Henry.

L'artillerie des Boers était peu nombreuse. Elle comprenait : au Transvaal, 4 pièces de siège, 22 pièces de campagne et 21 mitrailleuses ; dans l'Etat libre d'Orange, 20 canons de campagne, 3 canons de montagne et 4 mitrailleuses. Cette artillerie était répartie d'une façon inégale, par pièces isolées, entre les *commandos*.

Ce n'est pas avec des commandos même composés de Burghers que l'on forme une armée ; on en eut bientôt la certitude.

près de 200 millions de francs ; de 1878 à 1882, elle a été de 407 millions, presque le double.

Quant à l'or, sa production s'est rapidement élevée de 30 millions de francs, en 1889, à 385 millions en 1898.

(1) Il existait 17 districts au Transvaal et 8 dans l'Etat libre d'Orange. Le district était administré par un *Landdrast* n'ayant au-dessus de lui que le Conseil exécutif. Chaque district était divisé en 2 à 6 circonscriptions territoriales ayant à leur tête un *field-cornet*.

(1) A ce total, il y a lieu d'ajouter l'effectif de paix des corps permanents d'artillerie des deux Etats et une partie des corps de police.

Chasseurs et cavaliers de naissance réalisant le type du fantassin monté, d'une endurance exceptionnelle, ayant le sens du terrain, d'une adresse infaillible au tir, animés d'une foi religieuse robuste, nourrissant une haine terrible contre l'Anglais, les Burghers devaient constituer un adversaire redoutable. Malheureusement ils allaient conserver en campagne un esprit d'indépendance naturel mais ne pouvant s'accommoder avec les exigences de la discipline : ils constituaient donc des milices aussi bonnes qu'on peut le supposer, *idéales*, a-t-on dit, mais des milices. Au milieu des *commandos*, circulaient ou même s'attardaient des femmes auprès de leurs maris, et des enfants ; d'où une gêne sérieuse apportée aux mouvements déjà ralentis par de nombreux impedimenta ou « laager ».

Un de leurs chefs les plus éminents, dont le témoignage ne saurait être suspecté, le général Ch. de Wet [1], l'a écrit :

«... Après la bataille, il n'y avait plus, d'ailleurs, de chefs, ni de soldats, mais simplement des citoyens ; tous étaient égaux dans le commando.

« Le général et le veldcornet n'y avaient pas plus de bien-être que le simple Burgher et *chacun prenait sa part à la discussion des opérations pour le lendemain*. Cette singulière organisation, si éloignée de la hiérarchie des armées européennes, nous valut, sans doute, des soldats remplis de courage et d'initiative, chacun donnant tout ce qu'il pouvait d'énergie et d'habileté. Mais *elles nous valut aussi bien des revers ;* car chacun sait qu'il n'y a pas d'armée possible sans la plus rigoureuse discipline [2]... »

Les généraux boërs, sauf quelques rares exceptions, n'avaient pas fait la guerre; leurs qualités personnelles et leur situation sociale déterminèrent leurs nominations. Ils avaient surtout acquis, comme chasseurs, une parfaite connaissance du terrain : Cronje, Lucas, Meyer, Botha, Christian de Wet, de Larey et Snyman furent, en effet, employés là où ils habitaient avant la guerre.

L'armée anglaise. — La constitution de l'armée anglaise proprement dite est assez connue pour qu'il soit permis d'être bref. La base de son recrutement est, à l'exclusion de toute obligation, l'engagement volontaire pour 12 ans fournissant des soldats de carrière qui ont les défauts aussi bien que les qualités du mercenaire. Cette armée est surtout, à cause des nécessités qu'impose un immense empire colonial, une armée coloniale. A l'armée régulière se trouve rattachée une armée auxiliaire comprenant : la *Milice*, qui se recrute par engagements volontaires de 17 à 45 ans et ne doit, en principe, le service que dans la métropole ; la *Yeomanry*, troupe à cheval, recrutée surtout au moyen de fermiers pourvus d'un cheval ; les *Volontaires*, fournis par des hommes de 17 à 50 ans.

La cavalerie compte 31 régiments. L'artillerie comprend : 126 batteries de campagne dont 21 batteries à cheval, 10 batteries de montagne, 105 batteries à pied et l'artillerie de forteresse. Le corps du génie comprend, à divers titres, 43 compagnies [8 de campagne, 33 de forteresse, etc., 2 de chemins de fer] et 2 bataillons dont 1 de pontonniers.

L'infanterie comprend 69 régiments, — en tout 153 bataillons, — commandés par un colonel, — constitués, pour l'immense majorité, à 2 bataillons de 8 compagnies et d'un effectif approximatif de 1.100 hommes avec 24 à 28 officiers. A chaque bataillon commandé par un lieutenant-colonel et qui s'administre séparément, se trouve rattaché un dépôt de 2 compagnies. Une même organisation territoriale relie les régiments, les bataillons, la Milice et les Volontaires.

Les principaux services de l'armée anglaise sont : l'*Army Service Corps*, comprenant les services de l'intendance, du train des équipages militaires et de la remonte ; le *Medical Staff Corps* qui assure, avec 19 compagnies, le service de santé. L'*Army Pay Department* ou service de la Trésorerie, le service vétérinaire, la gendarmerie, les postes et l'aumônerie sont seulement à mentionner, aussi bien que tout ce qui se rattache à la Milice et aux Volontaires.

(1) Christian de Wet avait rejoint son commando, comme simple Burgher, avec ses trois fils; le 9 décembre 1899, il fut nommé général combattant « vechtgeneraal ». On lit à la p. 33 de son ouvrage : « Cronje s'immobilisant à Maggersfontein, les femmes s'attardant aux campements, deux faits bien lourds pour nous de conséquences douloureuses !... »

(2) *Trois ans de guerre*, pp. 4 et 5.

Tous ces éléments réunis peuvent fournir, en chiffres ronds, au *War Office* ou ministère de la guerre, les effectifs maxima suivants :

Armée régulière	240.000 h.
Réserve.	83.000 h.
Milice (non compris les officiers).	117.000 h.
Yeomanry	10.000 h.
Volontaires.	232.000 h.
	682.000 h.

dont environ 323.000 réellement instruits, soit 237.000 environ, disponibles en dehors de l'Inde.

Le rendement des réserves de l'armée régulière et de la milice est très inégal et sujet à bien des mécomptes.

L'effectif de l'armée régulière anglaise était, au 1er janvier 1899, de 231.351 hommes et celui des troupes de la métropole de 106.686 hommes.

Les sous-officiers sont chargés de tous les détails de service ; ils servent d'intermédiaire à la troupe et aux officiers qui n'exercent pas sur elle l'influence nécessaire et dont la bravoure incontestée ne saurait compenser les lacunes sérieuses de l'instruction professionnelle.

Surtout destinée à des expéditions coloniales, l'armée anglaise manquait, en 1899, ainsi que les événements l'ont amplement prouvé, d'*unité de doctrine ;* la réputation de la plupart de ses généraux a sombré au milieu des épreuves de la guerre Sud-Africaine : la bravoure ne saurait tenir lieu du savoir et de l'expérience.

L'armement de l'armée anglaise était ainsi assuré. L'infanterie était armée du fusil Lee-Metford du calibre de 7mm7, arme à répétition munie d'un magasin pouvant contenir 8 cartouches.

La cavalerie employait la carabine Martini-Metford, modèle 1892.

L'artillerie à pied avait la même carabine. Dans l'artillerie montée et dans l'artillerie à cheval, les conducteurs disposaient d'un revolver.

Le matériel d'artillerie de campagne des Anglais s'est montré inférieur à celui de leurs adversaires.

Il y a lieu de signaler, en dehors des canons de 15 [batteries montées] et de 12 livres [batteries à cheval], et des canons ou obusiers de siège, les batteries d'obusiers de campagne de 5 pouces [127 millimètres] tirant des shrapnels de 22 kilog 65 et des obus de même poids chargés de lyddite.

Chaque bataillon d'infanterie et chaque régiment de cavalerie étaient pourvus d'une mitrailleuse automatique Maxim, du calibre de 7mm7, tirant la cartouche du fusil Lee-Metford avec une vitesse de 450 à 600 mètres par minute.

Mobilisation des forces anglaises destinées à l'Afrique du Sud. — La mobilisation de ces forces a compris « trois phases assez nettes [1] » dont le détail ne sera pas donné.

La première permit, dès la tension politique, de constituer, avec les garnisons de paix des colonies anglaises de l'Afrique, une *couverture* qui permit de gagner le temps nécessaire.

La deuxième embrassa « les dispositions concernant la mobilisation et le transport du corps expéditionnaire qui, dans l'esprit du gouvernement anglais, devait suffire à l'achèvement de la campagne. »

Dans la troisième, la plus étendue, furent compris les efforts aussi imprévus que dispendieux imposés par l'extension et la continuation de la lutte à l'Angleterre contrainte d'exploiter, après y avoir fait appel, le loyalisme de ses colonies.

On aura une idée suffisante des sacrifices que dut faire la Grande-Bretagne en totalisant les effectifs de toute provenance qui ont combattu dans l'Afrique du Sud.

A la date du 1er juin 1901, l'armée régulière, la Milice, les Volontaires, la Yeomanry et les Colonies n'avaient pas fourni moins de 338.246 hommes.

Les effectifs n'étaient plus alors que de 249.416 hommes, soit 8.468 officiers et 240.948 sous-officiers et soldats. La différence, c'est-à-dire le déchet, fut donc de 88.830 hommes.

Le 1er corps d'armée sous les ordres du général sir Redvers Buller, fut formé à 3 divisions commandées par les généraux lord Paul Methuen (1re), sir Clery (2e), et Gatacre (3e).

Forte de 2 brigades, la division de cavalerie reçut pour chef le général French.

Furent successivement constituées 4 au-

(1) Fournier (capitaine). — *La guerre Sud-Africaine*, t. I, p. 101.

tres divisions d'infanterie : au commencement de novembre, la 5e ; un mois plus tard, la 6e ; vers le milieu de décembre, la 7e et, vers la fin, la 8e.

Dès la fin d'octobre, la pénurie des officiers se fit sentir. Du 6 novembre 1899 au 31 mars 1900, il fallut, pour trouver hâtivement 651 officiers dans l'armée régulière [infanterie, 306 ; cavalerie, 111 ; artillerie, 234], recourir à des mesures exceptionnelles ; la provenance seule de ces officiers est instructive :

Sous-officiers, 39 [27, 7 et 5] ; élèves des écoles militaires, 184 [76, 9 et 99] ; officiers de milice, 314 [196, 73, 45] ; officiers de Yeomanry et de Volontaires, 39 [26, 9 et 4] ; officiers des troupes coloniales, 11 [6, 4 et 1] ; élèves des collèges, des universités et civils, 75 [5, 10 et 60] ; officiers de réserve, 1.

En ce qui concerne les animaux, chevaux et mulets, envoyés de la métropole ou achetés dans l'Inde, aux Etats-Unis d'Amérique, dans la République anglaise, en Hongrie, à Chypre, en Italie et en Espagne, le chiffre de 200.000 avait certainement été beaucoup dépassé dès le 1er mai 1900.

La mobilisation fut lente et pleine de mécomptes. Pour le 1er corps d'armée qui comprenait, au moment de l'embarquement, 1.721 officiers, 44.977 hommes de troupes, 8.093 chevaux et 965 voitures, les états-majors *furent constitués*, par un ordre de l'armée, *de toutes pièces*, « au moyen d'officiers qu'aucun lien préalable ne rapprochait les uns des autres, dans leurs fonctions du temps de paix [1] ».

L'embarquement de ce corps d'armée, qui nécessita 67 navires, jaugeant 372.500 tonneaux environ, s'opéra avec beaucoup d'ordre et de méthode, conformément à des règles simples et logiques, sans que, grâce à la nombreuse flotte de commerce de l'Angleterre, les transactions courantes eussent à en souffrir [2]. Il en fut de même pour les 5e, 6e, 7e et 8e divisions d'infanterie dont les effectifs respectifs varièrent de 260 à 200 officiers et de 8.500 à 9.000 hommes de troupe.

(1) Fournier [capitaine]. — *La guerre Sud-Africaine*, t. I, p. 114.

(2) On en trouve l'intéressant et instructif détail dans l'ouvrage si complet du capitaine *Fournier* : t. I, pp. 120 à 130.

Théâtre des opérations [*fig.* 53]. — La guerre a été portée dans la plus grande partie des territoires précédemment énumérés. Il suffira d'ajouter à ce qui a été dit quelques renseignements spéciaux.

L'immense plateau occupé par les deux Républiques et par la colonie du Cap, qui s'étend du fleuve Limpopo au Cap, est coupé de rides montagneuses ou *Rands*, sur lesquelles s'échelonnent de vastes fermes dominant la plaine sans fin, sans arbre, monotone, du *Veld*. Son altitude est assez élevée, puisque Johannesburg, Prétoria et Blœmfontein se trouvent à 1.800, 1.400 et 1.370 mètres.

Au sud du fleuve Orange, dans la colonie du Cap, l'escarpe du plateau est formée par trois gradins étagés que séparent, du Nord au Sud, les monts Roggeveld, Nieuweld et Schneeberge, dont le plus haut sommet atteint 2.400 mètres, le Zwarteberge et la chaîne côtière qui domine les villes du littoral et dont les points culminants dépassent encore 2.000 mètres.

Le Natal offre l'aspect d'un escalier gigantesque s'élevant de la côte au milieu de collines à *têtes* arrondies ou *Kopjes*, entourées d'éboulis, jusqu'à la chaîne du Drakensberg (mont du Dragon) où les sommets ont une altitude moyenne de 3.000 mètres et dont le plus élevé, le Mont-aux-Sources, atteint 3 360 mètres. Cette chaîne, qui soutient le plateau à l'Est, n'est franchissable qu'à certains cols élevés, difficiles à traverser, faciles à défendre, dont les principaux sont le col de Van Reenen (1.830 mètres), traversé par la route et le chemin de fer d'Harrismith à Ladysmith, ceux de Beers, de Botha et celui de Laing's-Nek (1.620 mètres), que traverse en tunnel le chemin de Durban-Ladysmith à Johannesburg [1]. Les cours d'eau de cette région, dont le plus important est la Tugela, la « Terrible », qu'un des gradins coupe à Colenso [1.000 mètres], sont, vu l'altitude de leurs sources et leur peu de parcours, torrentueux.

(1) « Il importe de remarquer que toutes les communications du haut Natal sont assez nettement réunies en deux faisceaux, dont l'un aboutit à la région de Ladysmith et l'autre à celle de Newcastle, Glencoe, Dundee. Le contrefort du Biggarsberg sépare ces deux régions par une ligne de hauteurs assez accusées ». Fournier [capitaine]. — *La guerre Sud-Africaine*, t. I, p. 43.

Le Transvaal est montagneux, plus difficile que l'Etat libre d'Orange.

Du Mont-aux-Sources sortent la Tugela, l'Orange, ainsi que ses affluents, le Vaal et le Caledon, tous trois sujets à des crues terribles, la Modder Spruit et la Modder River. Du plateau de Prétoria descend le Limpopo. La valeur de tous ces cours d'eau comme obstacle varie naturellement suivant l'époque de l'année.

L'eau est rare à mesure que l'on s'avance vers l'Ouest et plus particulièrement dans le Griqualand West. Au Sud, entre le Nieuweveld et la chaine côtière, l'eau manque totalement.

Là où il n'y a pas de voies ferrées, on emploie, pour les transports, un chariot traîné par 6 à 8 paires de bœufs.

D'une longueur totale d'environ 3.500 kilomètres, le réseau ferré à voie étroite du Sud-Africain a déjà été en partie mentionné :

à l'Ouest, ligne le Cap-Buluwayo, par De Aar, Kimberley et Mafeking ;

au centre, ligne Port-Elizabeth-Pietersburg, par Neeuwport, Colesberg, Sprigfontein où vient s'embrancher la voie ferrée d'East-London, Bloemfontein, Johannesburg et Prétoria ;

à l'Est, ligne Durban [Pord-Natal]-Johannesburg, par Pietermaritzburg, Ladysmith, Laing's-Nek et Heidelberg ; la ligne Lourenço-Marquez à Prétoria par Middelburg.

Une ligne allant de Port-Alfred à De Aar coupait transversalement les trois premières de ces voies ferrées.

Lourenço-Marquez, complètement relié avec Prétoria, l'était incomplètement avec Pietersburg.

Venant de Ladysmith, un embranchement franchissait le col de Van Reenen et, par Harrismith, conduisait à Bethlehem.

Ce simple exposé démontre l'importance de Johannesburg dont l'occupation devait permettre aux Boers de conserver leurs communications avec la plus grande partie du Transvaal, avec l'Etat libre d'Orange et la mer, soit à Durban, soit surtout à Lourenço-Marquez.

Les rapprochements suivants permettent de se rendre compte très approximativement des distances existant entre Prétoria et les principaux points du théâtre de la guerre Sud-Africaine, comparées à celles qui séparent Paris d'un certain nombre de villes de la France, de l'Espagne ou de la Hollande [1].

Il y a, de Prétoria à Lourenço-Marquez, comme de Paris à Strasbourg ;

de Prétoria à Ladysmith, comme de Paris à Lyon ;

de Prétoria à Mafeking, comme de Paris à Saint-Malo ;

de Prétoria à Bloemfontein, comme de Paris à Bordeaux ;

de Prétoria à Tuli, comme de Paris à Amsterdam ;

enfin de Prétoria à East-London et à Cap-Town, comme de Paris à Barcelone ou à Lisbonne.

Situation initiale des deux partis ; leurs plans d'opérations [*fig.* 54]. — La mobilisation des Boers commença à la fin du mois de septembre 1899 ; elle était terminée dans les premiers jours d'octobre et paraît avoir abouti à un total de 30.000 hommes environ, soit 18 à 20.000 Transvaaliens et 10 à 12.000 Orangistes. Le 7 octobre, le général Joubert avait ainsi distribué ces forces :

A Zandspruit, soit à une demi-journée de marche de la frontière du Natal, 7.000 à 8.000 hommes avec Joubert ;

Près de Vryheid, avec le général Lucas Mayer, 3.000 à 4.000 hommes ;

A la frontière Ouest du Transvaal, près de Zeerust et face à Mafeking, 4.000 hommes environ ;

Au Nord, sur le Limpopo et face à Tuli, 3.000 à 4.000 hommes formant cordon.

Les forces Orangistes gardaient le col de Van-Reenen, face à Ladysmith, et la frontière Sud vers Springfontein ; mais le gros, composé de 7.000 à 8.000 hommes commandés par le général Cronje, était massé près de Boshof, de façon à surveiller Kimberley, la cité diamantifère.

Les Transvaaliens et les Orangistes du col de Van-Reenen menaçaient donc directement le Haut-Natal et Ladysmith ; Mafeking et Kimberley pouvaient être attaquées. Le Haut-Natal n'aurait dû être considéré que comme un théâtre d'opérations secondaires ; d'autre part, la prise, très aléatoire d'ailleurs, de Mafeking et de Kimberley ne pouvait pro-

(1) Fournier [capitaine]. — *La guerre Sud-Africaine*, t. I, p. 38

curer aucun résultat décisif. L'invasion de la colonie du Cap avec le plus gros effectif possible eût été à la fois le meilleur moyen de protéger les deux Républiques et de nuire aux Anglais, car on pouvait compter sur le soulèvement en masse de colons hollandais aussi nombreux dans le Cap [205.200 Boers contre 194 800 Anglais] qu'ils sont rares dans le Natal et le Zululand [6.500 Boers contre 45.500 Anglais].

Le 15 septembre 1899, l'effectif des troupes anglaises, dans la colonie du Cap et dans le Natal, ne dépassait pas, malgré une récente augmentation, le chiffre approximatif de 12.500 hommes. Du 7 au 29 octobre, de nouveaux renforts arrivèrent d'Europe et du 2 au 22 octobre, 5.903 hommes fournis par l'armée des Indes débarquèrent à Durban avec le lieutenant général Georges White chargé de commander dans le Natal : les troupes de l'Afrique du Sud comptèrent alors 24.746 hommes disposant de 12 batteries.

Le 31 octobre, le lieutenant général sir Redvers Buller, désigné pour diriger en chef les opérations, débarquait au Cap devançant de quelques jours les troupes du 1er corps d'armée.

White occupa en forces, dans le Natal, Glencoe où se trouvent d'importantes mines de charbon, et Ladysmith ; il installa des détachements d'effectifs différents à Helpmakaar, à Eshowe, à Pietermaritzburg, à Eastcourt et à Colenso.

Du côté de l'Ouest, la garnison de Kimberley avait été renforcée. Celle de Mafeking avait été portée à 1.500 hommes.

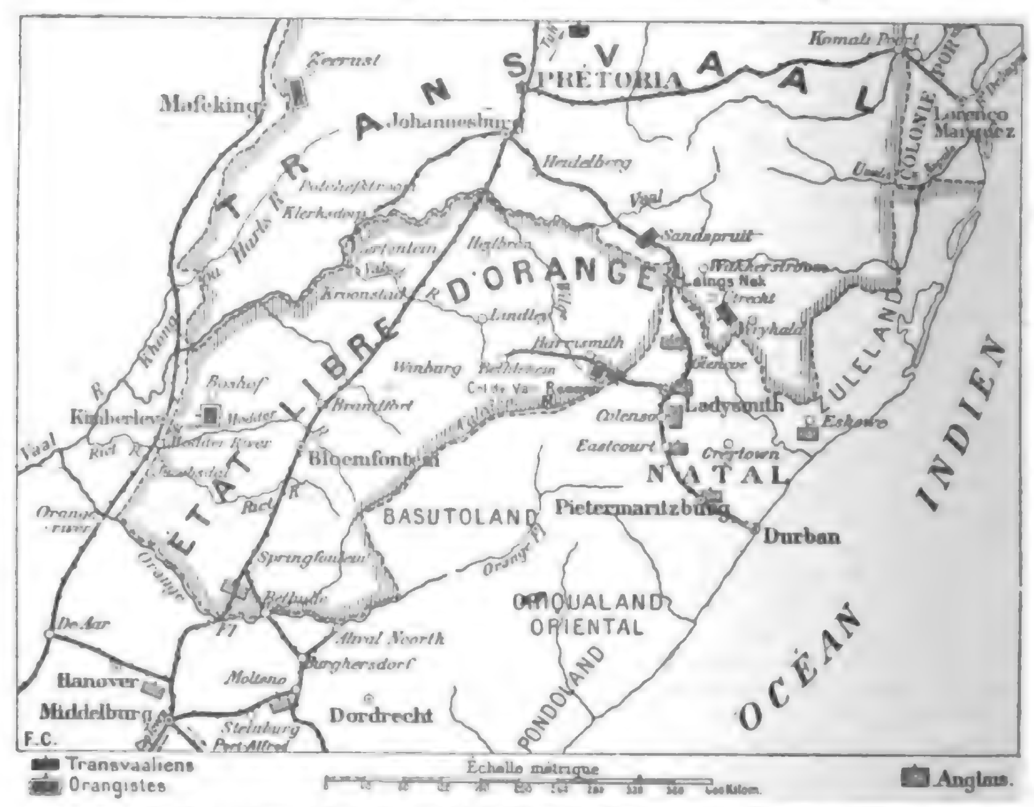


Fig. 54. — Guerre Sud-Africaine : Positions des deux partis le 7 octobre 1899.

La colonie du Cap était couverte seulement par trois bataillons établis l'un à De-Aar, l'autre à Norvals Pont, le dernier à Burghersdorp. On avait maintenu à Cape-Town 2 bataillons d'infanterie, 1 compagnie d'artillerie à pied, 1 compagnie de génie et de petits détachements.

Le 15 mars 1901, à la Chambre des Lords, le commandant en chef de l'armée an-

glaise, lord Wolseley, faisait la déclaration suivante : « J'avoue en toute franchise que, d'accord avec tous ceux qui ont émis une opinion sur cette question, j'ai estimé au-dessous de leur véritable valeur les qualités militaires individuelles des Boers ».

Lui-même, en effet, au mois de juin 1899, avait avancé que leur résistance pourrait être vaincue avec une soixantaine de mille hommes. On comptait à cette époque exécuter le plan suivant : partir des trois ports de Cape-Town, Port-Elisabeth et East London pour former trois groupes aux environs de De Aar, Neeuwport et Stormberg et, les communications une fois assurées, envahir, par trois lignes d'opérations quelque peu distantes, les plaines de l'Orange. On avait ainsi sagement renoncé à l'idée d'une offensive par le Natal, c'est-à-dire dirigée contre la muraille de Drakensberg. Il eût donc fallu constituer solidement, en évacuant au besoin le Natal, qui était intenable, la couverture de la colonie du Cap, de façon à défendre la région où devait se rassembler le corps expéditionnaire et à tenir en respect les colons de race hollandaise.

Des influences politiques et aussi les événements firent abandonner ce plan d'opérations qui était simple donc pratique et amenèrent à prétendre assurer, dès le début, l'inviolabilité du territoire anglais.

Opérations militaires, leur division de périodes. — La guerre Sud-Africaine a présenté plusieurs phases ou périodes distinctes. On n'en compte que trois si on la ramène, comme il est logique, à lord Roberts : avant lui ; sous son commandement ; après son départ. On arrive, au contraire, au chiffre de cinq si l'on subdivise en trois la première période :

1. débuts de la campagne depuis le 10 octobre 1899 jusqu'à l'arrivée du général sir Redvers Buller [1re période] : opérations dans le Haut-Natal ; Kimberley et Mafeking ;

2. Du 15 novembre au 15 décembre [2e période] : opérations du 1er corps d'armée et des renforts ;

3. Du 15 décembre 1899 au 15 février 1900 [période transitoire ou 3e période] ;

4. Du 15 février au 27 novembre 1900 [4e période] : commandement de lord Roberts ;

5. Du 27 novembre 1900 jusqu'à la fin de la guerre, c'est-à-dire jusqu'au 31 mai 1902, commandement du général Kitchener [5e période] guerre de partisans.

CHAPITRE PREMIER

EXPOSÉ GÉNÉRAL ET SUCCINCT DES OPÉRATIONS JUSQU'A LA PRISE DE COMMANDEMENT DU MARÉCHAL LORD ROBERTS

Le lieutenant général sir George White, qui ne dispose, le 7 octobre, en débarquant à Durban, pour défendre le Natal, que d'une quinzaine de mille hommes avec 51 pièces, s'applique à en tirer le meilleur parti possible. Il eût préféré se replier derrière la Tugela qui constitue la véritable défense de la colonie, tandis que la position en flèche de Glencoë-Dundee était très aventurée. On est disposé à croire qu'il accepta trop facilement du gouverneur du Natal le plan défectueux qui allait lui imposer un rôle de sacrifice.

Les opérations du général Joubert contre la couverture anglaise durèrent un mois environ, du 15 octobre au 15 novembre 1899. En principe, il avait adopté, nous l'avons dit, l'offensive sur les deux frontières orientale et occidentale, se réservant d'agir de même vers le Cap dès qu'il pourrait le faire.

Au début, il imposa sa volonté aux Anglais.

Première période. — A l'Ouest, les garnisons anglaises de Kimberley et de Mafeking sont déjà bloquées par Cronje qui les a isolées en faisant sauter les ponts du chemin de fer, lorsque sont livrés :

au nord-est de Ladysmith, le 20 octobre, le *combat de Talana-Hill* ou de *Glencoe-Dundee* dans lequel l'avant-garde anglaise surprise par Lucas Meyer résiste, perd un escadron de hussards, mais fait reculer les Boers ;

le 21 octobre, celui d'*Elandslaagte*, victoire stérile pour les Anglais qui sont contraints de se replier hâtivement, du 21 au 26, sans repos, sans nourriture et sous des pluies torrentielles, sur Ladysmith distant de 24 kilomètres. Ils ne doivent leur salut qu'aux désobéissances dont leurs adversaires se rendirent coupables envers Joubert.

Le 24 octobre est livré le *combat de Reitfontein.*

Du 24 au 26 octobre, Ladysmith est investi et sir George White s'y trouve bloqué avec environ 10.000 hommes.

Vainqueurs, le 30 octobre, à *Farquhar's-Farm*, les Fédérés infligent, le même jour, aux Anglais, à *Nicholsons-Nek*, une perte d'environ 1.400 hommes dont 917 prisonniers ou disparus (1) ; dès lors, du 31 octobre au 15 novembre, ils progressent dans le Natal.

Simple point géographique situé au fond d'une cuvette, Ladysmith était, ainsi que l'a dit Gilbert, « un centre de concentration dangereux et un centre de manœuvres très précaire » ; aussi se transforma-t-il rapidement en un centre défensif qui motiva de nombreux combats sur la Tugela.

En résumé, les Anglais ont fait quatre tentatives pour débloquer la place : la première aboutit à la *bataille de Colenso* [15 décembre 1899] ; la seconde à l'échec final de *Spion-Kop* [23-24 janvier 1900] ; la troisième à l'*attaque de Vaal-Krantz* [5 février 1900] ; la quatrième qui fut couronnée de succès, le 1er mars 1900, à la suite du *combat de Pieter's-Hill.*

(1) Ils prirent aussi, dit de Wet, 2 Maxims, 2 canons de montagne, plus de 1.000 fusils Lee-Metford, 20 caisses de cartouches, des mulets, des chevaux. *Trois ans de guerre*, p. 18.

Au centre du théâtre d'opérations, au sud du fleuve Orange, les Fédérés n'avaient progressé, du 1er au 15 novembre, qu'avec une excessive prudence et une désespérante lenteur.

Deuxième période, du 15 novembre au 15 décembre 1899. — Le général sir Redvers Buller avait trouvé, en débarquant au Cap, une situation telle que le plan qu'il était chargé d'exécuter se trouvait déjà fort compromis. En conséquence, il renonça à envahir l'Etat d'Orange et surveilla le 1er corps dont il fit débarquer à Durban les premières troupes qu'il eut sous la main.

Du 15 novembre au 15 décembre, des batailles sont livrées dans les trois directions que le général Buller a bien voulu accepter en s'exposant à faire battre séparément chacune des colonnes.

A gauche, dans la direction de Kimberley, lord Methuen se bat : le 23 novembre, à *Belmont*, et repousse les Boers ; le 25 novembre, à *Graspan* ou *Enslin* où les Boers doivent encore reculer ; le 28 novembre, à *Modder-River* sans résultat. Après avoir accordé dix jours de repos, du 29 novembre au 9 décembre, à ses troupes, Methuen reprend sa marche mais échoue, du 9 au 12 décembre, à *Maggersfontein*. Finalement, il doit se replier sur Modder River avec une perte par le feu de plus de 2.000 hommes.

Au centre et au sud du fleuve Orange, à *Stromberg*, le 10 décembre, par le général Gatacre qui, jusqu'à la fin de l'année, sera réduit à une défensive passive.

A droite sur la Tugela, à *Colenso*, le 15 décembre, par Buller.

La « *Semaine noire* », ainsi que l'ont dénommée les Anglais eux-mêmes, assura le triomphe des Boers ; mais ils ne surent ni tirer parti de la victoire, ni mettre à profit la forte dépression que le moral des Anglais avait subie.

Kimberley, Ladysmith et Mafeking résistent toujours. Les Boers ont employé le bombardement, mais la science de l'attaque des places leur est inconnue et la brutalité de l'assaut paraît leur répugner.

Troisième période. — Du 15 décembre 1896 au 15 février 1900, s'est écoulée une période transitoire : une nouvelle mobilisation a été décidée par les Anglais ; le maréchal lord Roberts est désigné pour commander en chef.

A l'Est, sur la Tugela, le général Buller éprouve échecs sur échecs : du 20 au 23 janvier, à *Venters-Spruit ;* dans la nuit du 23 au 24 janvier, à *Spion-Kop ;* du 5 au 7 février, à *Vaal-Krantz*.

Sur l'Orange, au Sud, et sur la Modder, à l'ouest, la situation reste stationnaire.

Coup d'œil rétrospectif et étude spéciale de quelques combats ou batailles

Après l'énumération à laquelle nous avons voulu nous borner pour les opérations ayant précédé l'arrivée de lord Roberts, l'attention doit s'arrêter sur quelques combats ou batailles. Plusieurs d'entre eux ne méritent que de courtes observations. Les autres offrent des enseignements utiles : de leur étude se dégagent, en effet, l'incapacité tactique des Anglais et l'infériorité de généraux qui, ne connaissant ni les propriétés des armes actuelles, ni les nouveaux procédés qu'elles imposent, étaient encore attardés à la tactique linéaire.

A *Talana-Hill*, le 20 octobre, les Anglais n'ont fait occuper que par un petit poste d'infanterie montée, dans la nuit du 19 au 20 octobre, la hauteur de ce nom, à 4.000 mètres environ de laquelle, donc à portée de canon, le camp anglais est installé. Le général Lucas Mayer occupe la hauteur pendant la nuit et, le 20, vers 5 heures, ouvre le feu avec 5 canons. L'artillerie anglaise (3 batteries) soutient la lutte jusque vers 7h30. Le général Symons aurait pu manœuvrer sur un des flancs de son adversaire ; il se contente d'envoyer isolément sur ses derrières un escadron de hussards qui, enveloppé, est capturé en totalité. Lui-même, avec 3 bataillons sur 4, se porte *directement, en terrain presque découvert*, contre la position des Boers qui n'ont pas eu le temps de se retrancher. Vers 1 heure, il les en a délogés au prix d'une perte de 226 hommes [environ 6,3 % de leur effectif] ; les Boers n'ont perdu que 30 hommes [environ 1 % de leur effectif.

Observations. — Secours prêté par l'artillerie, mais attaque de front exclusive qui eût échoué contre des tranchées-abris.

Le *combat d'Elandslaagte* du 21 octobre a valu un beau succès au général French. Il disposait, il est vrai, de 3.000 hommes au moins contre seulement environ 800 Boers, mais il sut habilement combiner une action d'avant-garde avec une manœuvre enveloppante dirigée contre les troupes du général boer Kock. Les phases du combat qui furent les suivantes suffisent pour donner une idée de la valeur de French :

lutte d'artillerie dans laquelle les Anglais finissent par avoir le dessus ;

combat de préparation à la suite duquel un bataillon anglais parvient à prendre pied à 800 mètres de l'ennemi ;

attaque enveloppante partielle exécutée par bonds, avec la liaison constante du feu de l'infanterie et de celui de l'artillerie sur un glacis véritable ;

action efficace de la cavalerie qui, dans la poursuite, a exceptionnellement augmenté les pertes des Boers en capturant 107 d'entre eux.

Tués ou blessés : Anglais, 260 [environ 7,6 % ; Boers, 85 [environ 10,6 %].

Le *combat de Stormberg*, du 10 décembre 1899, fut livré aux 2.000 Boers du général Olivier établis et retranchés à l'ouest de Stromberg, sur le Rooï-Kop, par le général Gatacre qui, disposant d'environ 2.500 hommes, prépara la défaite en prenant des dispositions déplorables.

Gatacre, qui savait que le Rooï-Kop n'est accessible que par la face Sud-Ouest, le reste du périmètre étant formé par de véritables murailles rocheuses, résolut de s'en rapprocher, à partir de Molteno (¹), en utilisant la nuit. L'idée malheureuse qu'il eut de modifier au dernier moment l'itinéraire assigné sans prévenir tous les intéressés entraîna de tristes conséquences. La colonne qui devait marcher sur Stormberg a appuyé sur Steynsburg, point situé à l'ouest du Rooï-Kop ; elle est parvenue au Nord-Ouest de cette montagne lorsque, le jour paraissant, elle s'offre, à faible distance, aux coups des Boers ; ceux-ci la criblent de balles ; elle se débande. L'artillerie n'est pas plus heureuse. Le train de combat, après s'être rapproché de Stormberg, a dû appuyer tardivement vers l'Ouest.

(¹) 40 kilomètres séparent le camp de Zutterskraal, point de départ de la colonne Gatacre du Rooï-Kop : 30 kilomètres furent parcourus en chemin de fer jusqu'à Molteno.

Lorsque Gatacre, qui a été surpris au lieu de surprendre, doit faire sonner le ralliement, il compte 81 tués ou blessés et laisse entre les mains des Boers 620 prisonniers (¹), 13 officiers, 2 canons.

Si les Boers s'étaient décidés à quitter leurs tranchées pour poursuivre autrement qu'à coups de canon, le désastre eût été autrement sérieux. Gatacre ne servit, jusqu'à l'arrivée du maréchal Roberts, qu'à couvrir Queenstown.

Les trois batailles ou combats qui suivent doivent être présentés avec plus de détails parce qu'ils ont servi de thèmes, avant que la documentation fût suffisante, à des discussions passionnées dont les conclusions hâtives contribuèrent à jeter le trouble dans beaucoup d'esprits.

Combat de Maggersfontein

11 décembre 1899 [*fig.* 55].

L'échec essuyé par les Anglais à Maggersfontein, où ils eurent un millier d'hommes tant tués que blessés, eut de très graves conséquences au point de vue du moral : il leur fit perdre, en effet, au début de la « Semaine noire », le prestige acquis par une marche jusqu'alors plus ou moins victorieuse à *Belmont* [23 novembre], à *Enslin* [25 novembre], à *Modder-River* [28 novembre] ; finalement, il ruina l'autorité du général lord Methuen.

Lord Methuen avait accordé à ses troupes un repos de dix jours pendant lesquels il reçut des renforts qui mirent à sa disposition une douzaine de mille hommes au minimum : 3 brigades d'infanterie [13 bataillons], 1 brigade de lanciers, 4 batteries d'artillerie dont 1 à cheval, 1 batterie d'obusiers, 5 gros canons de la marine, 1.200 fantassins montés, de la police montée, 1 section d'aérostiers et 2 compagnies de génie. Etabli sur la ligne formée à l'ouest et à l'est de la voie ferrée par la Riet et son affluent la Modder, il était couvert, du côté de Spytfontein qu'occupait Cronje, par une

(¹) Ces hommes furent ramassés au pied de la falaise Nord Ouest, dans l'angle mort où ils s'étaient jetés et aplatis au moment où éclata la fusillade soudaine des Boers.

ligne d'avant-postes allant de la Modder à la Riet.

Après s'être vu enlever un poste d'étapes, Methuen se décide à reprendre sa marche vers Kimberley. Les Fédérés, au nombre de 4 à 5 000 et disposant de quelques pièces, couvrent cette route, située à environ 20 kilomètres au Sud, par l'occupation des hauteurs de Springfontein-Maggersfontein formant entre elles un angle rentrant dont l'ouverture regarde le Sud, et dont le sommet est à Springfontein, sorte de tenaille dont la voie ferrée marque à peu près la

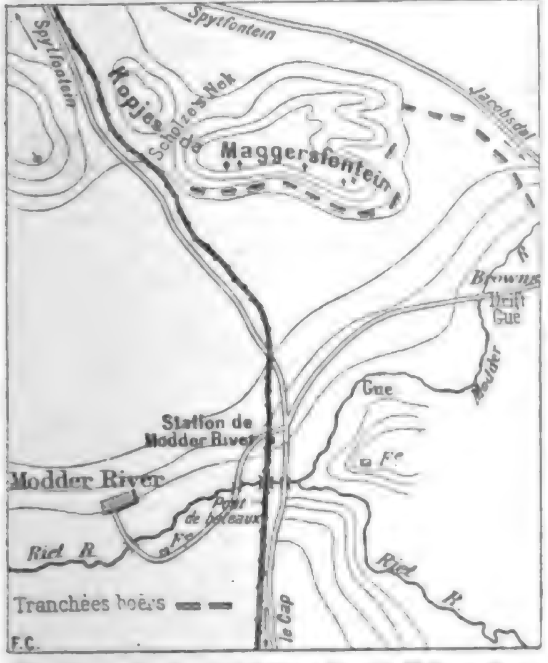


Fig. 55. — Combats de Modder-River le 28 Novembre et de Maggersfontein du 9 au 12 Décembre 1899.

bissectrice. La branche orientale de Maggersfontein, sur laquelle Methuen va diriger ses efforts, s'étend obliquement, face au Sud-Ouest, entre la voie ferrée et un point de la Modder situé en amont de la station de Modder-River. Cronje a couronné cette hauteur d'épaulements pour ses pièces et de tranchées-abris ; en bas des pentes règne une ligne de tranchées-abris précédées, à environ 600 mètres et sur une profondeur d'environ 100 mètres, d'un réseau de fil de fer. Il commande ainsi un glacis sur lequel se trouvent seulement quelques buissons épineux. La gauche du contrefort est reliée à la Modder par une tranchée que dissimulent un repli de terrain et des buissons.

Il eût été insensé de s'engager dans la tenaille que les deux branches tiennent sur leurs feux et au fond de laquelle, formant réduit, se dresse Springfontein. Methuen ne s'y aventurera pas, cependant il va attaquer de front la branche Est ; il adopte, en effet, comme objectif la hauteur de Maggersfontein au lieu de chercher à utiliser un cheminement défilé conduisant à la route de Jacobsdal, ce qui lui eût permis de prendre en flanc et à revers la gauche ennemie. Circonstance aggravante, bien qu'il ne connaisse pas exactement la position de Cronje, il n'emploie à la reconnaitre, ni les 6 escadrons, ni même le ballon dont il dispose ; en outre, il décide que l'attaque aura lieu en pleine nuit, et non au jour naissant.

Le 9 et le 10 décembre, comme s'il voulait avertir l'ennemi, il fait bombarder à l'aveuglette, en guise de reconnaissance, avec une grosse pièce de marine établie sur un mamelon au nord du camp, les hauteurs de Maggersfontein distantes de 6 kilomètres environ : elles restent muettes et personne ne s'y montre.

Le 10, la même insanité recommence, sans plus de succès, avec le concours de toute l'artillerie.

Le 11 décembre, à 1 heure du matin, la division, dont les états-majors seuls connaissent le but de l'opération, s'éloigne en trois colonnes de la Modder ; elle a été, au préalable, abondamment mouillée.

A gauche, la brigade écossaise [général Vauchope], que ne précède aucun éclaireur, se dirige droit vers le Nord, après être passée à l'est de la voie ferrée, et ne s'arrête momentanément que devant le réseau de fils de fer.

Le centre est tenu par l'artillerie sous la protection d'une faible escorte.

A droite, marche la brigade des Gardes : ayant fait fausse route, elle sera perdue pendant plusieurs heures pour l'opération.

Décision singulière, une brigade d'infanterie tout entière [la 9e], soit un quart de l'effectif total, est laissée à la garde du corps.

Bien servis par leurs patrouilles qui ont surveillé de près la marche des colonnes anglaises, les Boers attendent en silence le

signal convenu. Les Highlanders, une fois dégagés des fils de fer, se trouvent, vers 3 heures environ, à peu près à 400 mètres de la ligne des Kopjes ; ils commencent à quitter leur formation massée lorsque, brusquement, ils sont assaillis par une violente et prolongée fusillade partant des deux lignes étagées de tranchées dont ils ne soupçonnaient pas l'existence : la surprise est donc complète. En un clin d'œil, le général et un cinquième environ des Ecossais sont mis hors de combat ; les survivants, après un nouvel effort qui les porte jusqu'à 50 mètres environ des tranchées ennemies, s'enfuient et ne sont ralliés qu'à plusieurs centaines de mètres en arrière. L'affaire est bien mal engagée.

Le jour est venu : vers 4 heures, l'artillerie anglaise ouvre le feu : la batterie d'obusiers à la lyddite est établie à 3.500 mètres des Kopjes ; les 3 batteries montées n'en sont qu'à 1.500 mètres environ ; la batterie à cheval placée plus à l'Est, près du gué de Brown's, peut enfiler en partie, sur sa gauche, les deux lignes d'abris de l'ennemi.

La canonnade, momentanément suspendue pour une nouvelle et infructueuse tentative, est reprise ; elle continue jusqu'à l'entrée en ligne de la Garde. Celle-ci, qui paraît vers 7h30, s'immobilise, n'ayant pas reçu d'ordres, devant la tranchée boer qui rejoint la rivière et se borne à escarmoucher : son chef a paru depuis trouver naturelle sa propre passivité, en alléguant le manque d'ordres.

Vainement un bataillon écossais qui servait de réserve est porté en avant de la brigade écossaise ; il doit se replier et se coucher à terre à son tour.

L'artillerie anglaise continue à tirer.

Vers 2 heures du soir, pris, sans cause apparente, d'une panique provenant peut-être de l'énervement dû à un long stationnement sous le feu, les Ecossais reculent encore ; il faut l'influence personnelle de lord Methuen pour qu'ils ne dépassent pas la ligne de l'artillerie. Il ne prend, il est vrai, aucune décision et la lutte se morcelle en tirailleries inefficaces ; alors les canons boers, demeurés silencieux, tirent avec succès.

La nuit venue, l'artillerie anglaise ayant tiré en moyenne plus de 1.000 coups par pièce, on regagne les emplacements d'où on est parti à 1 heure du matin.

Le 12 au matin, malgré l'offre qui lui est faite de reprendre l'attaque par la droite, lord Methuen ordonne de regagner le camp de Modder-River où il attendra l'arrivée de la 5e division.

Les Anglais n'ont cependant perdu que 8 °/₀ de leur effectif. Leur bataillon le plus éprouvé a perdu 35 °/₀ [1], mais la 1re brigade de la Garde n'a eu, dans toute la journée, que 95 hommes hors de combat et la 3e brigade, 12 seulement.

Quant aux Boers, qui ne sont sortis de leur passivité que pendant un temps très court pour menacer efficacement la droite écossaise, leur victoire ne leur coûte que 250 hommes, soit environ 2,5 °/₀ de leur effectif.

Observations. — Le général Methuen est pleinement responsable du désastre : il avait mal préparé l'opération, il a cessé de la diriger et, bien qu'un tiers seulement de ses forces ait été engagé, il n'a pas su finalement affirmer, en tentant un effort décisif, son inébranlable volonté de vaincre. Quoique dépourvu de tout renseignement sur l'ennemi, il avait arrêté d'avance son plan en le basant encore sur une *clef de position* ; la surprise une fois tournée contre lui-même, il paraît, ce qui est à la fois fréquent et fatal chez un homme ordinaire, avoir été anéanti moralement. Les Anglais ont employé des formations réglementaires, mais surannées. D'ailleurs, d'une façon générale, il n'y a eu chez eux, comme au Natal, « aucune entente de la nature du combat de préparation, du soutien mutuel, de la camaraderie de combat [2] ».

Bataille de Colenso

Le 15 décembre 1899 [*fig.* 56].

Le général sir Redwers Buller est établi, le 12 décembre, avec 13.400 combattants [15 bataillons et demi ou 11.250 fantassins,

(1) Rappelons quelques chiffres de 1870. Le 6 août, à Frœschwiller, le 2e tirailleurs a perdu 86 °/₀ de son effectif ; le 16 août, à Rezonville, les pertes du 16e prussien ont atteint le chiffre respectable de 68 °/₀.

(2) Langlois [général H.]. — *Enseignements de deux guerres récentes*, p. 139.

1.325 fantassins montés, 825 cavaliers] et 44 canons, à Chieveley, situé à moins de 10 kilomètres de Colenso.

Le général Louis Botha a pris position, avec 4 à 5.000 hommes et 6 pièces, au nord de Colenso, pour défendre le passage de la Tugela. Le croquis indique suffisamment la force de cette position comprise entre le Grobblars-Kloof et le Hlangwane-Hill sur un front d'environ 10 kilomètres ; elle a été augmentée par des tranchées étagées, des coupures et des épaulements. Les deux ponts de Colenso et du chemin de fer ont été détruits ; le Bridle Drift, situé à 7 kilomètres en amont de Colenso, est spécialement surveillé. De son observatoire, Botha peut suivre tous les mouvements de son adversaire sur le glacis qui descend de Chieveley à la rivière.

Si R. Buller a fait faire des reconnaissances, elles ne sont pas mentionnées dans son rapport. Les 13 et 14, il a recours, mauvaise habitude que nous avons déjà blâmée, à une canonnade « prémonitoire » ; les Boers ne donnent pas signe de vie. Le 14 au soir, il croit, sans que rien l'y autorise, à une faible occupation des ponts par les Boers dont le camp principal serait établi, à 8 kilomètres plus au Nord, vers Pieters'Station ; cette fois encore, son plan va être préconçu et viser une *clef de position*, le fort Wylie. Trois colonnes sont formées.

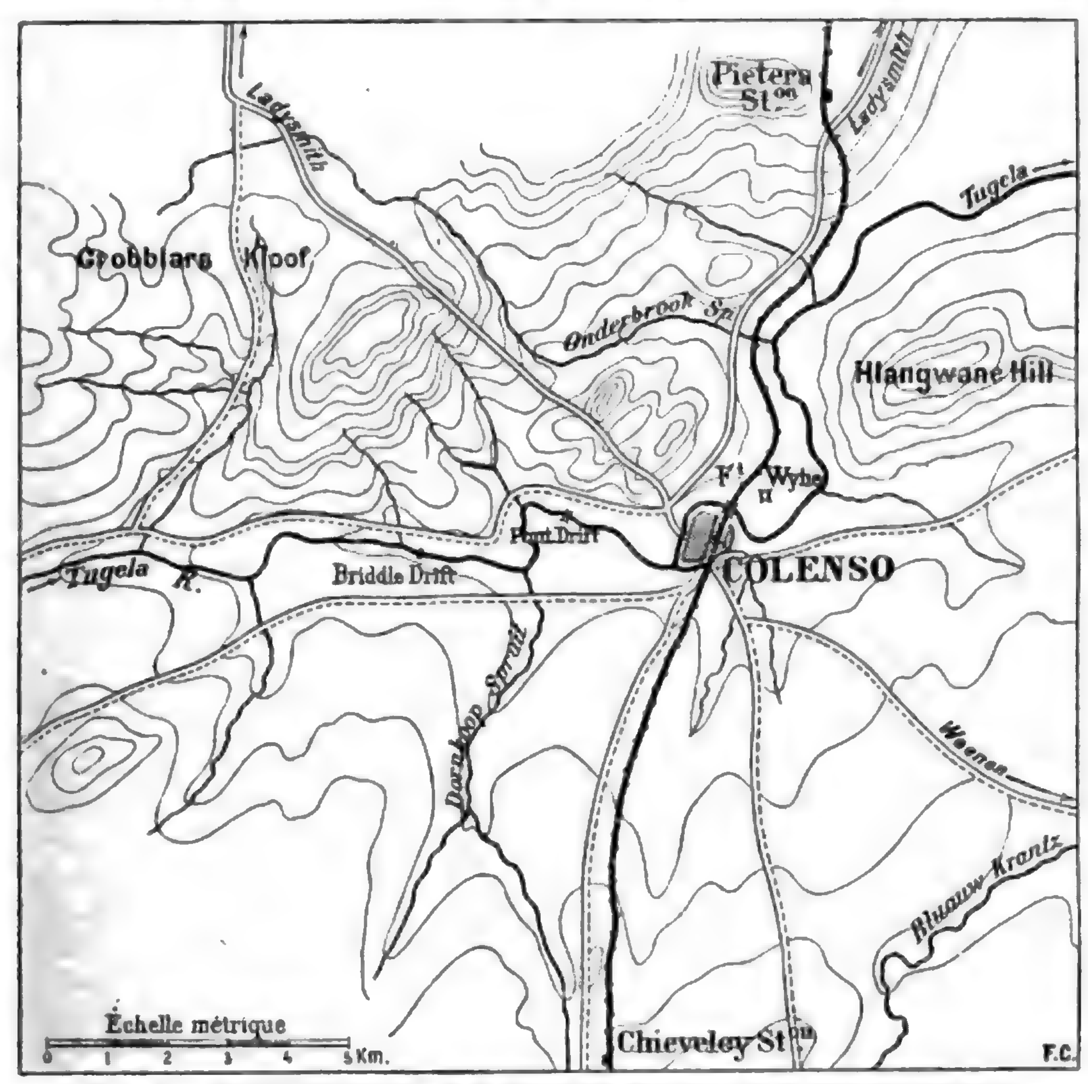


Fig. 56. — Bataille de Colenso le 15 Décembre 1899 [d'après le Général Langlois].

Forte d'une brigade [2e], celle du centre « se portera sur le pont de Colenso, passera la rivière en ce point et enlèvera les Kopjes » ;

Forte également d'une brigade, celle de gauche [5e] « se dirigera sur le Bridle-Drift, y franchira la Tugela et se rabattra à l'Est, le long de la rivière, pour aborder également les Kopjes » ;

A droite, l'infanterie montée, appuyée par une batterie, cherchera à s'emparer du Hlangwane-Hill d'où son artillerie pourra tirer par enfilade sur les Kopjes.

En arrière et dans les intervalles, les deux brigades restantes [4e et 6e] suivront pour intervenir en temps opportun.

L'heure du départ est uniformément fixée à 4h30 du matin.

La colonne du centre sera directement appuyée par deux batteries. Le reste de l'artillerie agira à distance des emplacements assignés.

L'ordre de mouvement ne contenait que des heures de départ et des itinéraires ; il n'y était question ni de service de sûreté, ni d'objectifs précis, ni de plan général, ni d'indications destinées à relier les mouvements. En ne se ménageant pas une réserve générale, Buller se privait de tout moyen efficace d'intervention personnelle.

En somme, l'action plus ou moins parallèle, donc isolée de chaque colonne, avait été inconsciemment préparée ; elle échoua comme il fallait s'y attendre. Par suite, le détail est inutile ; seuls les résultats importent.

Sans avant-garde, ni même éclaireurs, la colonne de gauche ne trouve pas le gué qu'il eût fallu reconnaître pendant la nuit ; en formation très compacte, elle essaie de se déployer sous le feu intense de l'infanterie et de l'artillerie boers : finalement, elle ne peut franchir la rivière et, assez amoindrie, mais surtout démoralisée, elle se replie, vers 7h30, sur l'ordre de Buller, sans avoir été secourue.

Plus heureuse, grâce à une formation appropriée, la colonne du centre approche de Colenso, lorsque le feu de l'ennemi se concentre subitement sur ses deux batteries qui n'ont été arrêtées qu'à environ 600 mètres de la rivière : avant que les pertes soient grandes, leur personnel très impressionné lâche pied et, abandonnant, vers 9h30, ses 12 pièces, va demander un refuge plus en arrière au terrain.

A droite, Hlangwane-Hill a été seulement l'objet, faute d'ordres bien précis, d'une démonstration d'ailleurs inefficace.

Quant à la cavalerie, n'ayant pas reçu d'ordres, elle demeura inactive.

Sir R. Buller perd courage et, bien que 7 de ses bataillons n'aient pas encore combattu, donne, avant 11 heures du matin, l'ordre de battre en retraite.

Sa division ne compte cependant que 909 tués ou blessés, soit 5,5 % de l'effectif. Le 2e bataillon des fusiliers de Dublin, le plus éprouvé, n'a perdu que 24 %. Quant aux 2 batteries montées qui abandonnèrent 10 pièces, elles n'eurent, en réalité, que 40 hommes hors de combat, soit 2 officiers tués et 3 blessés, 8 canonniers tués et 27 blessés.

Les Boers n'eurent que 24 hommes, soit 0,6 à 0,5 de leur effectif, hors de combat. Le soir, vers 4 heures, ils purent emmener les 10 pièces anglaises, et capturer en même temps la plupart des canonniers et deux compagnies de soutien qui étaient restées abritées non loin de là.

Observations. — Ce désastre est le troisième de la « Semaine noire ». La plupart des critiques ont été formulées dans ce court exposé : plan voué presque fatalement à l'insuccès, alors qu'il eût été possible, comme cela réussit à la fin de février 1900, de se contenter de menacer l'ennemi de front et, après avoir manœuvré à droite pour s'emparer de Hlangwane-Hill, de déborder son extrême gauche et d'agir sur ses derrières ; abdication du commandement par suite du manque total de réserve ; emploi défectueux à l'artillerie ; ignorance complète de ce que doivent être le combat de préparation fixant tout le front et l'attaque décisive dirigée contre une portion limitée ; aucune liaison entre les différentes armes, dont chacune agit pour son compte ; pas de camaraderie de combat ; enfin et par-dessus tout, moral trop impressionnable aussi bien chez le général Buller que chez les exécutants, d'où, ainsi que le prouve l'examen des pertes, inaction presque complète des bataillons de deuxième ligne.

Combat de Spion-Kop

Le 24 janvier 1900 [*fig.* 57].

Dès le 5 janvier, le général R. Buller disposait, par suite de l'arrivée de renforts, de 26.000 rationnaires, dont 23.000 combattants ; il allait donc pouvoir, conformément aux instructions du maréchal Roberts, reprendre la lutte pour maintenir les Boers sur la Tugela.

Son premier acte fut de quitter Chieveley pour transporter sa base d'opérations au point stratégique très important de Springfield d'où il se proposait de gagner la route d'Acton-Holmes à Ladysmith par Dewdrop. Ce plan était bon à la condition expresse d'agir rapidement; or, la lenteur apportée à l'exécution du mouvement permit aux Boers de garnir en forces, le 17, les escarpements commandant les gués de la Tugela et de les fortifier avec un grand sens pratique.

Délégué par sir R. Buller, le général Warren redoubla encore de lenteur et d'hésitations; bref, le 19, substituant ses propres conceptions à celles de son chef, il allait, comme il l'avait fait à Colenso, attaquer de front les lignes de tranchées et les épaulements qu'il avait laissé aux Boers le temps de construire.

Fait étrange, Warren *sous-délégua* à son tour le général Cléry qu'il chargea d'attaquer, avec 2 brigades et toute l'artillerie, le Taba-Myama par la route Fair-Wiew Rosalie.

Posté avec 3 ou 4.000 hommes et 6 pièces à 3 ou 4 kilomètres de la rivière, Louis Botha occupe plus ou moins également la chaine de collines comprise entre le Venters Sprutt à droite, c'est-à-dire le plateau de Taba-Myama, et les mamelons du Krantz-Kloof à gauche; au centre, le plateau triangulaire de Spion-Kop domine les hauteurs voisines. Ce front ne mesure pas moins de 20 kilomètres, mais les Boers sont montés et pourront, en gagnant au galop les points menacés, garnir à temps une partie des tranchées et suppléer ainsi à leur infériorité numérique.

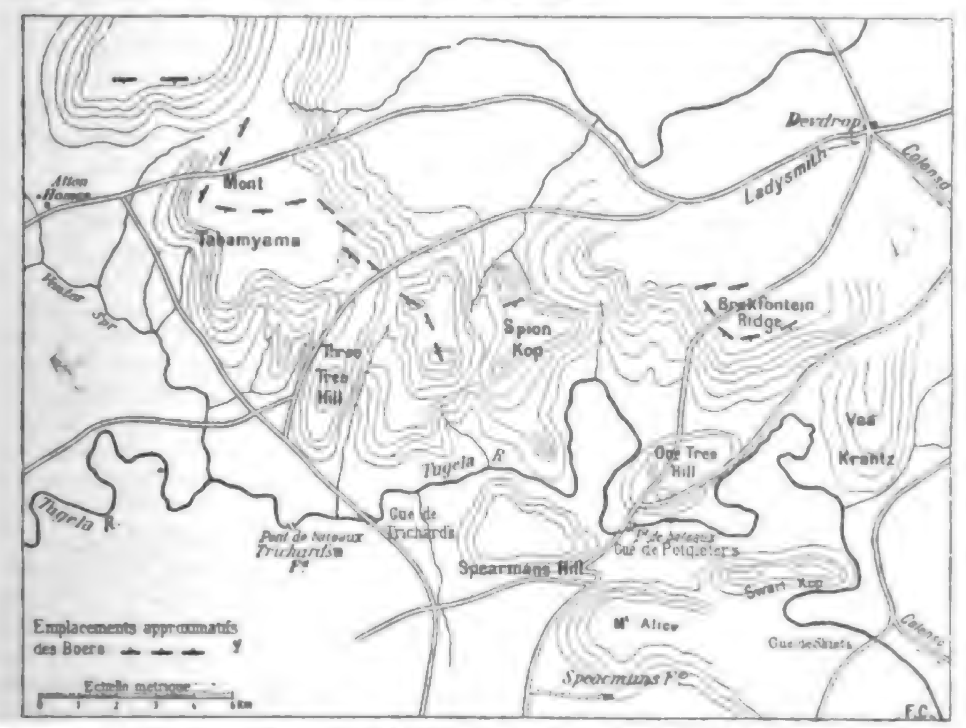


Fig. 57. — Combat de Spion-Kop le 24 Janvier 1900 (d'après l'ouvrage du Capitaine Gilbert).

Les journées des 20, 21, 22, et 23 janvier, qui portent le nom de *Combat de Venter-Spruit* s'écoulent en de vains efforts contre le Taba-Myama. Une fois que le général Warren a pris pied sur le bord presque à pic du plateau, il découvre à 1 kilomètre devant lui une nouvelle ligne de tranchées: tout est donc à recommencer.

Devant ce maigre résultat, le général R. Buller, sortant enfin de son rôle de spectateur, conseille à Warren, au lieu de lui donner un ordre ferme, de recourir au mouvement tournant par la Venters-Spruit qui a été amorcé le 18 janvier. Finalement, il

commet la faiblesse, se rendant à son avis, de l'autoriser à marcher au centre contre le Spion-Kop pour y établir de l'artillerie et forcer du même coup le chemin du Taba-Myama.

Warren décide que le coup de main sera tenté dans la nuit du 23 au 24 janvier par le général de Woodgate ; cette fois, le chemin d'accès a été reconnu pendant la journée.

Le 24, à 1 heure du matin, la colonne d'attaque s'engage un par un, sous une pluie battante, dans le sentier qui, d'un point situé à 3 kilomètres environ au nord-est de Tritchardt's-Drift, conduit à la corne sud-ouest du Spion-Kop. Elle comprend 1 bataillon, 6 compagnies, 194 fantassins montés et une demi-compagnie du génie que suivent à distance 2 compagnies ; on a oublié toutefois de lui adjoindre des travailleurs munis d'outils et de l'artillerie.

Vers 3 heures du matin, — une lieue environ a été parcourue, — on se porte en avant, on enlève deux tranchées et la corne sud que défendait une centaine de Boers est rapidement occupée ; mais, au lieu de prendre du champ, les assaillants se contentent de se fortifier à une trop petite distance du point d'arrivée. Un épais brouillard, qui ne se dissipa que vers 8 heures, les gêna, parait-il : en réalité, ce n'était qu'une augmentation de durée de la nuit.

Aussitôt prévenu, vers 4 heures du matin, Louis Botha, qui était posté au Taba-Myama, adopte rapidement toute une série de mesures qui font honneur à sa prévoyance, à son esprit de décision ; puis, sans perdre de temps, il passe rapidement à l'exécution. Lui et le général Burgher, disposant de 450 hommes et de 2 pièces, abordent le plateau, et, vers 8 heures, attaquent à l'improviste les Anglais, avec le concours des grosses pièces de Brakfontein et du Taba-Myama. Au lieu de se transporter sur le Spion pour remplacer le général Woodgate qui a été tué dans le commencement du combat, le général Warren, bien que tenu au courant, par héliographe, de ce qui se passe, demeure en bas, *délègue* de nouveau le général Coke et envoie en deux fois 4 bataillons mais sans artillerie. Lorsque, vers midi, Coke arrive sur le plateau, trois chefs se sont déjà succédé. La lutte continue âprement avec des fortunes diverses : les Anglais du début auront lutté pendant 18 heures sans eau ni vivres ; le lieutenant-colonel Thorneycroft est l'âme de la défense. Absolument livré à lui-même, seul juge de la situation, puisque le général Coke a été rappelé vers 9 heures, il estime, vers 9h30 du soir, qu'il est indispensable d'évacuer le Spion (1) : le mouvement commence vers 10 heures.

Cette belle défense, qui fait grand honneur à la ténacité des Anglais, leur a coûté 820 hommes hors de combat dont 81 disparus, soit 24,6 % environ de l'effectif engagé. Les pertes des Boers furent de 199 hommes sur 430, soit cette fois de 44.2 %.

Observations. — Toutes les observations qu'inspire ce combat concernent le général Warren, « le vrai coupable », qui « a accumulé fautes sur fautes (2) ».

Reprenant personnellement une direction qu'il n'aurait pas dû abandonner, sir R. Buller décide, le 25 au matin, qu'on regagnera le camp de Spriengfield.

Observations générales. — Les trois combats importants que nous venons d'exposer succinctement suscitent des réflexions identiques. Trois généraux différents les ont conduits : le manque d'une doctrine saine, appropriée aux exigences du combat moderne, est donc incontestable. L'incertitude du but empêche l'unité d'action, rend impossible la liaison cependant si nécessaire de toutes les armes. L'oubli ou, ce qui est tout un, le mépris des mesures de sécurité les plus élémentaires rend possible la surprise, d'où une dépression morale qui provoque l'insuccès en faisant lâcher prise à bon nombre de combattants et en rendant d'autant plus décousus les efforts de ceux restés face à l'obstacle qu'ils sont peu manœuvriers. Enfin, la camaraderie de combat est la condition indispensable du succès, aussi bien que celui qui commande en chef doit posséder la force d'âme nécessaire pour

(1) Sir R. Buller a été seul a rendre justice à ce brave officier injustement apprécié par lord Roberts lui-même : « ... Tout le monde reconnait que le colonel Thorneycroft s'est conduit très bravement pendant toute la journée et a *réellement sauvé la situation*. On aurait dû... Comme il n'en a pas été ainsi, le colonel Thorneycroft a fait preuve, à mon avis, de sagesse en évacuant Spion-Kop »

(2) Gilbert (capitaine G.). — *La guerre Sud-Africaine*, p. 344.

triompher des circonstances les plus critiques et cette volonté inébranlable de vaincre, dont les inférieurs subissent si vite et si volontiers la salutaire influence.

Au moment où l'année 1899 prend fin, les Anglais comptent au minimum plus de 6.300 hommes hors de combat : officiers, 373 dont 71 tués, 217 blessés et 85 prisonniers ; Troupe, 740 tués, 1.888 blessés et 2.317 prisonniers. En défalquant les troupes bloquées, immobilisées dans les dépôts ou à la garde des voies de communication, il ne reste plus guère qu'une quarantaine de mille hommes pour tenir la campagne.

CHAPITRE II

COMMANDEMENT DU FELD-MARSHALL LORD ROBERTS

IV. — QUATRIÈME PÉRIODE : *Du 10 janvier au 27 novembre 1900*

SOMMAIRE

Offensive de lord Roberts, sa préparation. — Avec lord Roberts, débarqué à Cape-Town le 10 janvier, mais dont l'action ne se fit sentir qu'un mois plus tard, la préparation une fois terminée, commence la période décisive. Les événements lui ont tracé sa tâche : venir en aide à Ladysmith à l'Est, délivrer surtout Kimberley à l'Ouest pour pouvoir marcher sans désemparer, d'abord sur Bloemfontein, puis sur Prétoria.

Acceptant stoïquement les échecs passés, l'Angleterre a examiné froidement la situation, comme s'il s'agissait d'une affaire commerciale, a supputé les risques, les dépenses, et s'est décidée à mettre le prix nécessaire au succès.

La 5e division se rapproche du Cap ; la 2e commence son embarquement le 16 décembre [1] ; la veille, la mobilisation de la 7e a été ordonnée [2]. Le 17 décembre, un « soldat heureux », le feld-marshall lord Roberts, est appelé au commandement en chef des forces anglaises du Sud-Africain, avec lord Kitchener comme chef d'état-major. On compte sur sir Redvers Buller que l'on renforce de la première division prête, pour atteindre les premiers jours de février en retenant les Républicains sur le théâtre secondaire du Natal.

Lorsque la concentration sur la base d'opérations des renforts amenés de Cape-Town, distant d'environ 900 kilomètres,

[1] Elle débarqua à Cape-Town du 7 au 21 janvier.

[2] Elle débarqua à Cape-Town du 23 janvier au 11 février.

sera opérée, 180.000 Anglais environ pourront être opposés à moins de 45.000 Fédéraux.

Résolu à se dégager de la voie ferrée dans son mouvement en avant, lord Roberts employa un mois environ : en premier lieu, à organiser des convois et à établir, en vue du ravitaillement, des stations-magasins à Naauwport, à De Aar, à Orange-River ; en second lieu, à constituer, avec 20.000 chevaux amenés d'Angleterre et d'Amérique, une forte proportion de troupes montées.

Le 10 février, toute l'armée de lord Roberts est concentrée en deux échelons entre Modder-River, où se trouve le groupe fort d'une dizaine de mille hommes de lord Methuen qui, formant couverture, fait face à Maggersfontein, c'est-à-dire à Cronje immobilisé aux abords de Kimberley, et Orange-River où sont environ 30.000 hommes. Les Boers ne soupçonnent pas l'orage qui va fondre sur eux.

En somme, lord Roberts, dont le mouvement marqué par le groupe Methuen a été facilité par la passivité obstinée et l'aveuglement de Cronje, dispose de : 4 divisions d'infanterie à 2 brigades ; 1 division d'infanterie montée à 2 brigades et 1 division de cavalerie à 3 brigades, placées sous les ordres du général French ; 18 batteries [11 montées, 7 à cheval], 3 mitrailleuses et 20 obusiers ou pièces de marine. Le total est, en chiffres ronds, avec 100 canons, de 36.000 combattants : 26.500 fantassins, 7.500 hommes montés, 2.000 coloniaux montés.

Plan d'opérations de lord Roberts. — L'exécution du plan initial du War Office, plan avec lequel Buller est arrivé d'Angleterre, va être énergiquement poursuivie : se porter du Sud vers le Nord contre les capitales des deux Républiques. A cet effet, lord Methuen, dont le groupe est renforcé d'une brigade de cavalerie, va continuer à immobiliser Cronje à Maggersfontein avec d'autant plus de facilité que celui-ci ne s'attend qu'à être attaqué de front. Pendant ce temps, le reste de l'armée, franchissant la Riet, puis la Modder, se portera contre l'aile gauche des Boers, sur leur communication avec Bloemfontein et, après l'avoir culbutée, prolongera son mouvement jusqu'à Kimberley dont la résistance touche à sa fin.

Le grand mérite de lord Roberts est d'avoir fait renoncer l'armée anglaise à la tactique linéaire pour la remplacer par une méthode convenant à la nature du pays et à la tactique de ses adversaires. Il importe de ne point oublier que les Anglais vont lutter à raison de 8 [40.000 hommes environ] contre 1 [5.000 au maximum] ; toutefois, il est certain que, à partir du moment où ils ont eu terminé leur évolution tactique, ils ont constamment battu leurs adversaires.

Du 10 au 27 février, opérations contre le général Cronje [*fig.* 58]. — Le mouvement en avant commence le 10 février.

Le général French se porte à une étape en avant avec 5.000 cavaliers et 7 batteries à cheval. Le 12 février au soir, il atteint sur la Riet le gué de Waterval [Waterval-Drift], pendant que l'infanterie se rassemble à Ramdan, point situé à 23 kilomètres à l'est d'Enslin. Le lendemain, à l'issue d'une marche de 45 kilomètres rendue très pénible par la chaleur [elle coûta 40 à 60 chevaux par régiment], il est sur la ligne de la Modder, au gué de Klip, qu'il occupe pendant la journée du 14. Ce jour-là, l'infanterie traverse à gué la Riet.

Lorsque, le 15 au matin, French a été remplacé, à Klip-Drift, par lord Kitchener avec une brigade d'infanterie et 2 batteries, il peut reprendre sa course : à part une légère résistance, elle s'effectue sans encombre et, malgré une chaleur atroce, à belle allure. Le soir, après un parcours de 42 kilomètres, Kimberley, dont le siège a été levé, est atteint : 1.500 chevaux sont à terre, mais la division n'a perdu, paraît-il, que 31 hommes dont 1 tué.

Cependant Cronje s'était obstiné, malgré plusieurs avertissements très précis, à demeurer inactif sur ses positions. Il s'était contenté d'envoyer sur la Riet, pour surveiller les mouvements des Anglais, 450 hommes avec le général Ch. de Wet : celui-ci, agissant audacieusement sur les communications de lord Roberts, captura, sur la Riet, dans les matinées du 15 et du 16, un tiers de ses convois et un escadron ([1]).

Le 15 au soir, l'infanterie anglaise arrivait au Klip-Drift où avait été laissée tem-

([1]) De Wet [général Chr.]. — *Trois ans de guerre.*

porairement l'infanterie montée. Alors seulement Cronje ouvrit les yeux. Jusque-là, repoussant avec violence les conseils de ceux qui l'approchaient [1], les craintes vainement exprimées par le colonel français Villebois-Mareuil, il s'était obstiné à ne voir dans les mouvements menaçants son flanc gauche qu'une feinte pour lui faire quitter sa position.

Le siège de Kimberley qui venait de prendre fin avait duré plus de quatre mois [2]. A vrai dire, ignorants dans l'art des sièges, les Boers n'avaient pris aucune mesure sérieuse pour s'opposer à la défense active que le commandant anglais qui, disposant de 4.000 hommes dès le commencement de novembre, accentua jusqu'aux premiers jours de décembre : investissement tardif et insuffisant puisqu'il n'eut pas pour appui des travaux de fortification sérieux ; bombardement timide et intermittent avec une artillerie d'ailleurs peu nombreuse [9 pièces en dernier lieu dont 8 de campagne et un seul canon de 155] et assez impuissante.

On aura tout dit en ajoutant que ce long siège coûta aux Anglais 178 hommes [39 hommes tués dont 3 officiers et 139 blessés dont 15 officiers] et aux Boers seulement 40 hommes tués ou blessés.

Lorsque Cronje eut à prendre une décision, trois directions s'offraient encore à lui pour échapper à l'étreinte des Anglais : ou remonter vers le Nord en se couvrant d'une arrière-garde qu'eût commandée de Wet ; ou s'échapper vers l'Ouest en descendant rapidement la Modder ; ou se diriger hâtivement vers l'Est. Dans chacun des deux derniers cas, il aurait pu se rabattre vers l'axe de marche des Anglais pour attaquer leurs convois dont ils étaient esclaves et qui n'étaient pas suffisamment gardés.

De toutes façons, il fallait absolument que Cronje manœuvrât, après s'être allégé des femmes et des enfants dont il avait eu la faiblesse de s'encombrer : le salut excluait la passivité et toute perte nouvelle de temps.

Finalement, Cronje, mal inspiré, décida qu'il s'interposerait entre les Anglais et Bloemfontein ; moins heureux encore dans la fixation de l'itinéraire, il crut devoir écarter le chemin le plus long intermédiaire à Kimberley et à la Modder et choisir le plus court traversant la Modder à Paardeberg-Drift, gué situé à 43 kilomètres de Kimberley : c'était se rapprocher de la Modder et de la masse anglaise de lord Roberts.

Le 16 février, vers 6 heures du matin, la colonne des Boers comprenant 4.500 hommes environ, 6 canons et 300 voitures, se trouvait à 5 ou 6 kilomètres de la Modder et à peu près à la hauteur du gué de Klip comme l'infanterie montée anglaise commençait précisément à passer ce gué où se trouvait le commandant en chef. Informé de ce mouvement, lord Roberts interpréta sainement la situation et, sur-le-champ, donna les ordres nécessaires pour faire occuper, par lord Methuen, la position de Maggersfontein et, par French, le gué de Koodësrand sur la route de Kimberley à Bloemfontein ; lui-même barrerait l'accès du Sud. En même temps, il pourvut au ravitaillement.

Cronje renforça son arrière-garde qui lutta pied à pied ; vers midi, sa colonne était réunie à Drieput où il passa la nuit.

Les Anglais n'avaient pas perdu de temps ; car, dans la journée du 17, ils gardaient solidement les gués de Klip, de Paardeberg [9e division et division montée], de Woolweskraal [6e division] et de Koodësrand [French avec 1.200 hommes seulement] situé à 10 kilomètres en avant de Paardeberg-Drift.

Cronje se dirigeait vers le Koodësrand-Drift lorsqu'il apprit qu'il était occupé ; il se trouvait alors à la hauteur du Paardeberg-Drift. Au lieu de maintenir quand même sa

[1] Dès le 11 février, de Wett avait insisté en pure perte sur la nécessité de détruire la voie ferrée : « Il m'apparaissait comme urgent, ainsi qu'à de La Rey, dit il, de rompre les communications par voie ferrée de lord Methuen. Nous nous en ouvrîmes au général Cronje, lui demandant 1.500 hommes pour tenter ce coup de main. Mais, malgré nos instances, il s'y refusa, craignant de dégarnir les importantes positions de Maggersfontein ». *Trois ans de guerre*, p. 31.

Le lendemain, de Wet lui signala l'importance des forces anglaises et obtint la réponse suivante : « Vous aussi, vous avez peur des Anglais Allons, pas de faiblesse ; tuez-moi les uns et capturez-moi les autres. » *Id.*, p. 41.

Cronje, dit Villebois-Mareuil, a perdu la tête par suite d'une « absence de prévisions qui est la caractéristique du commandement boer ». *Carnet*., p. 265.

[2] Cecil Rhodes, un des instigateurs de la guerre, se trouvait dans la place dont il fit activer la mise en état de défense.

première direction et de chercher, coûte que coûte, à fermer le passage de Koodësrand *le plus en amont du front anglais*, il adopta, à mi-chemin, le gué de Wolwekskraal que n'avait pas encore atteint la 6ᵉ division et, remettant au lendemain le passage de la Modder, il installa son camp en face du gué : en perdant ainsi une troisième nuit, il allait au-devant d'un échec sérieux, peut-être décisif.

Le 18, la lutte inégale qui a pris le nom de *combat de Paardeberg* s'engageait dès le matin entre Cronje qui mettait le pied sur la rive gauche de la Modder, et la 6ᵉ division anglaise que ne tarda pas à renforcer la 9ᵉ. Vers midi et demi, Cronje était enveloppé de presque tous les côtés, à environ 2 kilomètres de distance, et exposé au feu convergent des batteries ennemies. Il prit alors le parti d'établir son laager dans le lit même de la Modder, de s'y retrancher, en utilisant les plus petits accidents du terrain, et d'y résister tant qu'il aurait des vivres et des munitions, avec l'espoir qu'un secours lui arriverait.

C'est donc un siège véritable qui commença le 19 au matin lorsque lord Roberts fut arrivé avec la 7ᵉ division et la réserve d'artillerie : ce siège dura neuf jours.

La journée du 18 février avait coûté aux Anglais 1.211 hommes : 15 officiers tués, 54 blessés, 8 disparus et 3 prisonniers ; 183 soldats tués, 851 blessés, 88 disparus et 9 prisonniers : c'était environ le 10 °/₀ des troupes ayant réellement combattu.

Il convient de dire à l'honneur de lord Roberts que, après avoir vu écarter dignement par Cronje, le 19, une proposition de capitulation, il lui offrit, le 21, en le prévenant que le bombardement allait être accentué, un sauf-conduit pour les femmes et les enfants qu'il avait avec lui : Cronje remercia, mais n'accepta pas.

Le 26 février, lord Roberts reçut de De Aar 2 batteries de siège, l'une de 6 obusiers de 15 centimètres, l'autre de 4 pièces de 10 centimètres. Cronje ne s'était pas rendu jusque-là aux supplications d'une population qui, affamée, vivant dans un charnier pestilentiel, demandait à grands cris la capitulation.

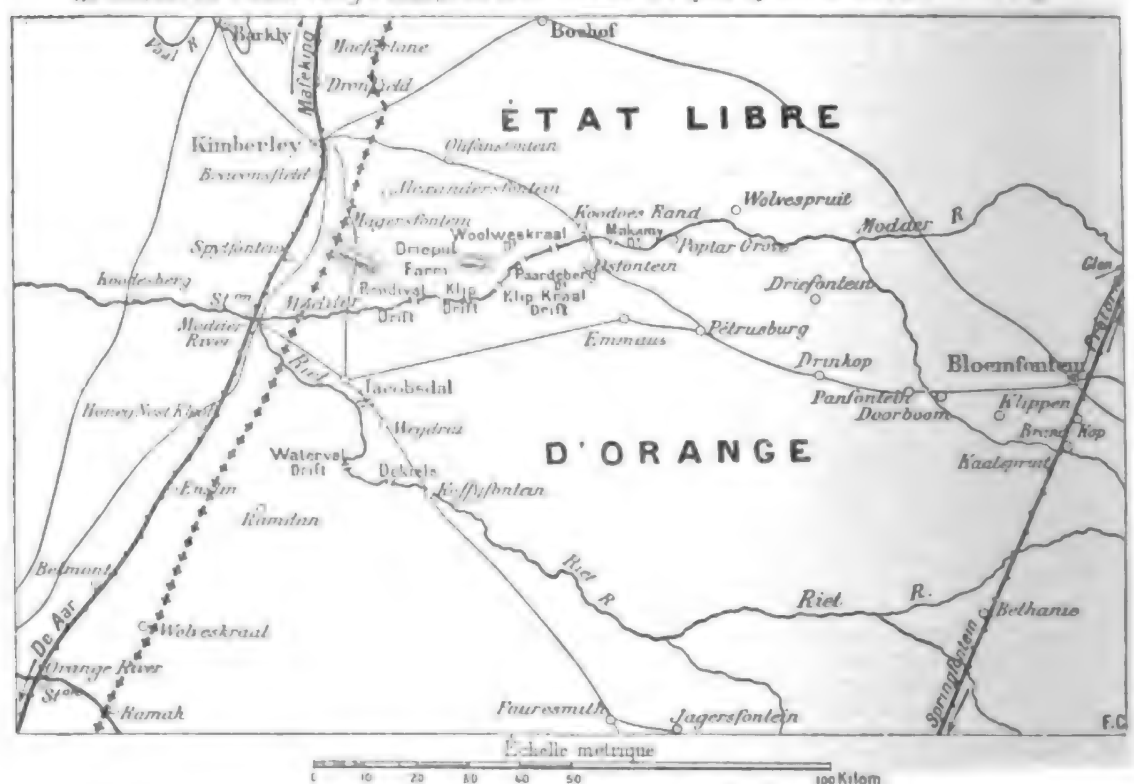


Fig. 58. — Kimberley, Paardeberg et Bloemfontein.

Le 27, jour anniversaire de la défaite de Majuba (1881), eut lieu, de grand matin, sur la rive droite de la Modder, un coup de main qui allait hâter la solution désirée par les Boers.

A 2h15 du matin, une colonne forte d'un bataillon du Royal Canadian Regiment, immédiatement soutenu par 2 bataillons écossais, sort silencieusement des tranchées et, la droite appuyée à la rivière, s'avance en ordre déployé sur deux lignes distantes de 30 mètres. Elle parvient, après avoir franchi quelques centaines de mètres, à 80 mètres environ des tranchées boers et, aussitôt signalée, soutient, pendant un quart d'heure, une violente fusillade. Au bout de ce temps, les sapeurs qui marchaient avec la deuxième ligne ont creusé, à 60 mètres en arrière, une tranchée-abri dans laquelle les Canadiens se retirent et, tout en entretenant le feu, attendent le lever du jour.

« Ce mode d'attaque, emprunté à l'attaque des places et qui rappelle la sape volante, mérite d'être signalé. Peut-être, dans ces batailles de l'avenir que décrit de Goltz, entretenues plusieurs jours et plusieurs nuits, procédera-t-on à de lents investissements, avec tracés de parallèles et cheminements à couvert jusqu'à la position adverse. La guerre de Sécession offre des exemples de ce genre, et c'est une loi naturelle qu'avec les progrès du matériel, la diminution de la qualité des troupes, et l'absence de génie chez les chefs, les formes de la guerre de siège se substituent à celles de la guerre de mouvements, la recette à l'improvisation, la statique à la dynamique (1) ».

Quoi qu'il en soit, la présence des Anglais à une aussi faible distance des abris des Boers décida environ 200 de ceux-ci, à bout de résistance morale, à venir se rendre. Cronje comprit qu'il était arrivé au bout de la résistance possible et le matin même, vers 7 heures, il venait se rendre, sans conditions, à lord Roberts.

Sa soumission livra aux Anglais 4.069 hommes, 47 officiers et 6 pièces de canon mises hors de service. Elle était bien le résultat immédiat de la famine, puisque du 18 au 27 février, les Boers n'ont pas perdu plus de 80 tués et 160 blessés (2). Les Anglais ont évalué leurs propres pertes, du 16 au 27 février, à 1.598 hommes, dont 104 officiers, tués, disparus ou blessés. Près de 10.000 chevaux, mulets et bœufs étaient morts d'épuisement pendant leurs marches forcées.

Le général de Wet qui, s'étant maintenu à environ 3 kilomètres de Cronje, l'avait fait inviter inutilement, le 25 février, à tenter une sortie qu'il s'engageait à soutenir avec toutes ses forces (1), était en droit d'écrire :

« La stupeur qui nous étreignit moi et mes Burghers, quand nous apprîmes cette capitulation, nulle plume ne pourrait la décrire. Tous les visages marquèrent le découragement et la désolation. Et je ne crains pas d'affirmer que cet état d'âme fut celui des Burghers tout le restant de la guerre. *Nous ne nous relevâmes point de Paardeberg !...* où commença le Calvaire. »

Nommé commandant en chef adjoint, le général de Wet n'avait plus, en effet, à sa disposition, après la capitulation de Cronje, que 4.000 Burghers environ et encore faut-il se rappeler la remarque douloureuse du colonel de Villebois-Mareuil à la date du 4 mars (2) :

«... Mais à quoi bon les combinaisons ? Avant, il n'y avait pas de généraux ; maintenant, en outre, il n'y a plus d'hommes. Sur les routes, on les voit filant, se dérobant avec leurs chevaux de main... »

Ces 4.000 combattants étaient tout ce qui restait des 46.660 hommes qui s'étaient levés pour défendre leur liberté.

L'*Armée du Natal* [*Buller*] *du 15 décembre 1899 au 15 février 1900. — Délivrance de Ladysmith du 11 au 28 février.* — Les deux premières tentatives pour secourir Ladysmith avaient échoué. La pre-

(1) GILBERT [capitaine G.]. — *La guerre Sud-Africaine*, p. 427.

(2) «... Une des causes principales du peu d'effets produits par l'artillerie anglaise doit être attribuée à ce qu'elle n'agit jamais en liaison avec l'infanterie. *On ne fit pas coïncider le bombardement des tranchées ennemies avec des attaques d'infanterie qui eussent forcé les Boers à occuper leurs positions de combat et à se découvrir dans une certaine mesure pour répondre au feu des fantassins anglais.* » FOURNIER [capitaine]. — *La guerre Sud-Africaine*, t. III, p. 52.

(1) *Trois ans de guerre*, p. 57, 59 et 69. De Wet a dit autre part que Cronje « n'eut jamais d'autre tactique que sa bravoure et se refusa toujours à la retraite. L'histoire, a-t-il ajouté, le jugera. Elle dira qu'il fut un soldat valeureux, mais qu'il fit passer, avant le salut de son peuple, le désir de combattre quand même (!).... » p. 51.

(2) *Carnet*, p. 295.

mière s'était terminée, le 15 décembre 1899, par l'échec de *Colenso ;* la deuxième, qui avait pour but de débloquer la place, avorta les 23 et 24 janvier 1900 à *Spion-Kop.*

Le 4 février, après avoir mûri son projet et en avoir préparé l'exécution, le général Buller entamait une troisième tentative. Il comptait faire, en partant de Krantz-Kloof, une démonstration contre les hauteurs de Brakfontein pour faciliter l'attaque principale dirigée, — la Tugela une fois franchie au nord-est de Schwartz-Kop, — contre Vaal-Krantz avec l'espoir de déborder l'ennemi par l'Est.

L'entrée en matière eut lieu, le 5 février : la démonstration s'accentua jusqu'à ce que, vers 1 heure du soir, la retraite s'imposât ; à droite, l'*attaque de Vaal-Krantz* se termina, à la suite d'une lutte opiniâtre, par l'occupation de la hauteur que l'on mit, à l'aide d'un pont, en communication directe avec la rive droite de la rivière.

Le 6, les deux parties restèrent en présence ; cependant la situation des Anglais, en butte au feu violent de l'artillerie établie à Brakfontein et de l'infanterie qui occupait les ravins situés à l'est et au nord-ouest de la position, était très précaire. Le lendemain, le général Buller qui n'avait utilisé que 2 des 5 brigades dont il disposait, se décidait à battre en retraite, manquant ainsi à un principe à l'observation duquel la victoire est cependant étroitement unie : « Qui veut attaquer doit être décidé à engager *sans arrière-pensée jusqu'à son dernier homme ;* ce n'est que lorsque la dernière réserve a été employée qu'on peut considérer l'attaque comme ayant échoué (1). »

Les trois journées des 5, 6 et 7 février avaient coûté aux Anglais 382 hommes : 26 tués [?] dont 3 officiers ; 351 blessés dont 17 officiers, 5 disparus. Les pertes des Boers n'avaient pas dépassé 79 hommes dont 25 tués.

Le 11 février, les Anglais étaient restés à Chieveley d'où ils étaient partis un mois plus tôt pour prolonger leurs vains efforts le long de la Tugela ; leur flanc gauche était couvert, à Springfield, par un détachement mixte.

La quatrième tentative qui devait aboutir eut lieu en aval de Colenso. Elle eut pour entrée en matière l'*attaque des hauteurs fortifiées d'Hlangwane-Hill*, qui formaient sur la rive droite de la Tugela comme une avancée de Ladysmith, et fut favorisée par la nouvelle de l'invasion de l'Etat libre d'Orange qui détermina le départ des Orangistes dont le principal intérêt devenait dès lors la défense de leurs foyers. Le 19 au soir, au bout de sept jours de lutte, Buller était maître des hauteurs et pouvait franchir la Tugela à Colenso. Ses pertes étaient minimes puisqu'elles n'auraient pas dépassé 209 hommes : 18 tués dont 1 officier et 191 blessés dont 8 officiers. Les Boers n'avaient perdu que 58 hommes dont 12 tués, mais ils avaient été refoulés sur la rive gauche de la rivière. Contraints d'abandonner Colenso et les collines de Ford-Wylie situées au Nord, ils avaient reporté leur droite au massif de Groblars-Kloof, leur centre sur les hauteurs de Terrace-Hill et de Railway-Hill, leur gauche sur la hauteur de Pieter's-Hill ; en avant de ce front, la Tugela formait comme un fossé.

Du 20 au 23, Buller ne peut, malgré plusieurs tentatives qui constituent la 1re phase de la bataille de *Pieter's-Hill*, parvenir à déboucher sur la rive gauche de la Tugela ou du moins à s'y maintenir. Le 25, il y eut suspension d'armes.

Lorsque la lutte recommença, Buller avait décidé de déborder l'aile gauche ennemie. Sans qu'il pût s'en douter, la nouvelle parvenue dans le camp boer de la capitulation de Paardeberg allait faciliter sa tâche ; d'ailleurs, depuis le 20, l'abandon du siège de Ladysmith était commencé.

La 2e phase des combats de *Pieter's-Hill* qui, repris le 24, se terminèrent le 27 février, fut à l'avantage des Anglais ; elle eut pour résultat l'évacuation de la hauteur de ce nom. Le lendemain, les Boers avaient disparu ; ils ne furent pas poursuivis et, le soir même, les Anglais entraient dans Ladysmith dont les défenseurs résistaient depuis quatre mois.

Le général White y avait été enfermé, le 2 novembre 1899, avec 13.496 hommes dont 572 officiers, 5.309 chevaux et 4.539 mulets. Grâce à sa prévoyance et à un ra-

(1) Von Lindenau [colonel]. — *Conférence faite à Berlin, le 5 mars 1902, sur les enseignements à tirer de la guerre des Boers* [*Militär Wochenblatt. Beiheft*, 3, 1902]. Cité par *Fournier*, t. II, p. 117.

tionnement *ordonné en temps opportun*, il avait encore, lorsqu'il fut délivré, des vivres à portions réduites pour un mois. Les pertes ont été de 700 hommes hors de combat dont plus de la moitié relevant de l'assaut du 6 juin (¹) : 264 tués dont 20 officiers et 636 blessés dont 69 officiers.

Il n'est pas indifférent de noter que l'effectif et les ressources des assiégeants furent notablement inférieurs à ceux des assiégés (²). Leur nombre varia, pendant toute la durée du siège, entre 8.000 et 9.000 hommes. Ils ne disposèrent jamais de plus de 21 pièces : 3 canons de siège de 155 millimètres du Creusot ; 3 obusiers de campagne de 12 centimètres de Krupp ; 8 canons de campagne de 75 millimètres [2 de Krupp et 6 du Creusot] ; 7 canons Maxim de 37 millimètres. Les observations consignées dans un rapport demandé au colonel de Villebois-Mareuil ne modifièrent nullement les errements des Boers dont le feu dispersé sur tout le périmètre de la place fut conduit, comme le siège, sans aucune méthode.

« Si dès les premiers jours du siège les Boers avaient tenté contre la place l'attaque qui faillit réussir le 6 juin, les chances de succès auraient été augmentées, et il est probable qu'ils eussent imposé à la garnison une prompte capitulation. En tout cas, en permettant au général White de soustraire au bombardement la population civile, ils firent preuve de sentiments humanitaires très louables, mais se privèrent d'un puissant moyen d'intimidation qui eût peut-être décidé du sort de la place et, en abrégeant la durée du siège par une solution rapide, aurait, en définitive, épargné bien des vies humaines (³). »

La journée du 27 février fut donc marquée par deux succès décisifs, la capitulation de Paardeberg et la délivrance de Ladysmith.

Marche sur Bloemfontein, son occupation le 13 mars. — Mettant à profit le temps que dut consacrer lord Roberts, du 27 février au 7 mars, à assurer l'évacuation des prisonniers et le ravitaillement des convois, De Wet prit position à l'est de Paardeberg, près de Poplar Grove pour essayer de retarder la marche de lord Roberts qui disposait, le 7 mars, de 32.480 hommes dont 1.118 officiers.

Si les Anglais, dans leur marche vers l'Est, s'avancèrent sur un large front avec lenteur et surtout avec une prudence que rien ne justifiait, il faut constater que les Burghers, démoralisés malgré les généreux efforts de De Wet, ne tinrent pas à Poplar-Grove le 7 mars, ne résistèrent pas davantage le 10 à Driefontein [Abraham's Kraal], malgré un renfort de 1.000 hommes et de 3 canons armés par le général de La Rey et ne purent se maintenir devant Bloemfontein.

Voici ce qu'a dû avouer de Wet à propos du premier combat :

« Nos Burghers, pris de peur, les (positions) abandonnaient en désordre, avant même que l'ennemi fût à portée de canon. Ils fuyaient, fuyaient sans qu'aucun d'eux retînt ses camarades. C'était une fuite comme je n'en avais jamais vu et comme je n'en veux plus voir, dussé-je mourir pour que ce spectacle me fût évité. Canons, voitures, chariots, Burghers, tout descendait, dégringolait, se culbutait du haut des positions, dans le plus abominable pêle-mêle (¹). »

Le 13 mars, lord Roberts faisait son entrée dans Bloemfontein avec 27.626 hommes dont 947 officiers et 7.609 chevaux ; il se trouvait alors à 750 milles de Cape-Town, sa principale base d'opérations d'où il tirait ses vivres ; il n'était relié à elle que par un chemin de fer à voie unique ; encore les communications étaient-elles interrompues par la destruction des deux ponts sur l'Orange (²). La cavalerie anglaise ayant coupé la veille la voie ferrée et la ligne télégraphique au nord et au sud de la ville, les Anglais y capturèrent 11 locomotives, 20 wagons et 140 trucs (³).

Opérations dans la colonie du Cap, du 15 décembre 1899 au 15 mars 1900. — Il suffira de mentionner ces opérations de dé-

(¹) Les Anglais ont déclaré avoir perdu, ce jour-là, 188 tués dont 14 officiers et 320 blessés dont 33 officiers. Les Boers eurent 62 tués et 120 blessés.
(²) Fournier [capitaine]. — *La guerre Sud-Africaine*, t. II, p. 151 à 154.
(³) Fournier. — *Loc. cit.*, t. II, p. 164.

(¹) De Wet [général]. — *Trois ans*, p. 64.
(²) *Rapport du maréchal lord Roberts*, Kroonstad, 21 mai 1900.
(³) Les Anglais ont utilisé, pendant la marche de la Modder-River à Bloemfontein : 850 voitures ou wagons, 248 caissons de munitions, 98 voitures à eau, 10.566 mulets et 8.968 bœufs.

tail qui eurent lieu autour de Colesberg, puis dans l'Est de la colonie où elles ne prirent un certain essor que sous le commandement de lord Roberts.

Arrêt de lord Roberts à Bloemfontein du 13 au 27 mars. — Cependant lord Roberts avait dû, malgré la perte de temps qui en résulta, accorder un peu de repos à ses troupes : elles avaient, étant donnés la longueur des marches, le climat et le manque absolu de confort, éprouvé de fortes fatigues ; en outre, la fièvre typhoïde sévissait sérieusement. D'ailleurs, il était nécessaire : de rétablir les communications par voie ferrée avec le Cap ; de réunir des approvisionnements sérieux à Bloemfontein ; d'assurer l'organisation administrative de l'Etat et de sa capitale. Toutefois cet arrêt qui se prolongea jusqu'au 27 mars, permit aux Boers de reprendre courage et à leurs chefs d'imprimer un caractère nouveau à la résistance.

Opérations du 27 mars au 1er mai. — Lorsque lord Roberts ordonna la reprise des opérations, un conseil de guerre, réuni le 17 mars à Kroonstad où les deux Présidents Kruger et Steijn avaient transporté le gouvernement de l'Etat libre, venait de décider que l'on ferait à l'avenir la guerre de partisans et avait prescrit des mesures évidemment insuffisantes pour imposer la discipline à des hommes habitués à une complète indépendance [1]. Une méthode nouvelle exige des hommes nouveaux : la mort du général Joubert, survenue le 27 mars, vint, comme à propos, donner la parole à des chefs plus jeunes et énergiques que cet homme honorable mais au-dessous des exigences d'une situation exceptionnelle. Dès lors, la parole appartint à De Wet, à Botha, à de La Rey et à Olivier : ne pouvant espérer, avec environ 5.000 hommes, arrêter directement la marche des Anglais qui se répandaient, dit de Wet, « comme un grand fleuve à travers le pays [2] », ils vont enfin s'appliquer à menacer audacieusement les lignes de communications de lord Roberts.

C'est ainsi que furent livrés coup sur coup, le 29 mars, le *combat de Karee Siding* et le surlendemain le *combat des Réservoirs ou de Sannah's-Port.*

(1) Le désarroi du plus grand nombre était tel que De Wet et de La Rey durent se résigner à *licencier leurs commandos* (*sic*) pour un temps déterminé. *Trois ans*, p. 70.

(2) *Trois ans*, p. 95.

Le premier de ces combats suivit de près la destruction opérée dans la nuit du 18 au 19 du pont de Gleen [1] et coûta aux Anglais, d'après leurs propres dires, 216 hommes dont 16 officiers : 21 tués dont 2 officiers, 179 blessés dont 14 officiers, 11 disparus et 5 prisonniers.

De Wet mena lui-même à bonne fin, *en utilisant le lit d'un torrent à sec* appelé Koornspruit, la *Surprise des Réservoirs* qui fut entamée le 31, à 5h30 du matin. Il prit aux Anglais 97 voitures, 7 canons et, sans perdre lui-même plus de 15 hommes dont 4 tués, leur mit 582 hommes dont 37 officiers hors de combat : 19 tués dont 3 officiers, 138 blessés dont 16 officiers et 425 prisonniers et disparus dont 18 officiers [2].

De Wet dit avec raison, après avoir constaté qu'aucun secours ne vint de Bloemfontein, bien que le combat ait duré quatre heures :

« Je ne fais point d'ailleurs cette remarque pour être désagréable à lord Roberts, mais pour démontrer que, dans la grande armée anglaise, des irrégularités incompréhensibles furent à déplorer, auprès desquelles les bévues de nos Burghers, mal organisés, incapables de s'habituer à la guerre moderne, n'étaient après tout que des enfantillages.

« Il faut remettre chaque chose à sa place ;

(1) Glen, station du chemin de fer de Prétoria, est situé à 20 kilomètres au nord de Bloemfontein. Elle était gardée à... 3 kilomètres au Sud, par un détachement dont le chef fut averti de son erreur par le bruit de l'explosion.

(2) Les Anglais méritaient d'être punis pour avoir oublié les plus élémentaires précautions de sûreté. Témoin désintéressé de l'affaire, l'attaché militaire américain du côté anglais l'a dit sans ambages, contrairement à l'affirmation du général Colvile : « Le désastre anglais fut dû à la négligence des précautions les plus simples ; des patrouilles envoyées sur la route au jour auraient découvert les Boers sur la Modder et sur la Koornspruit. Le convoi marchait sans plus de précautions que s'il se fût trouvé dans la plaine d'Aldershot. Depuis, j'ai lu dans les rapports anglais que les patrouilles des ponts traversèrent le Koornspruit près des Boers sans les voir et dans les journaux toutes sortes d'insanités sur l'invisibilité de ceux-ci. La vérité toute simple est qu'il n'y avait pas le moindre éclaireur. » Cité par Fournier dans *La Guerre...*, t. III, p. 136.

si, dans cette guerre, les Burghers furent trop soucieux des biens acquis par leurs pères, les Anglais ne se montrèrent pas moins, en trop de circonstances, jaloux de leurs aises [1]. »

A propos de ce combat, signalons les difficultés qu'éprouvera De Wet après le succès ; il lui fallut, en effet, plusieurs heures, au risque d'être surpris à son tour, pour arracher les Boers au pillage du convoi et évacuer celui-ci à l'est de la Modder :

« Comme toujours, dit il, il était aussi difficile de profiter de la victoire que de l'organiser..... Après la bataille, il eût été plus facile d'endiguer un torrent que de réfréner l'indiscipline des Burghers. »

Trois jours seulement après cet heureux coup de main, le 3 avril, De Wet surprenait à *Reddersburg* (à l'est de la voie ferrée Springfontein-Béthulie) un détachement composé de 5 compagnies d'infanterie dont 2 montées en marche de Dewetsdorp sur Reddersburg et le capturait en entier : 47 hommes mis hors de combat [12 tués dont 2 officiers et 35 blessés dont 2 officiers] et 538 prisonniers dont 8 officiers. Cette fois, lord Roberts se fâcha et fit rentrer en Angleterre le général Gatacre qui, après avoir, sans nécessité, aventuré au loin ce détachement, ne l'avait pas secouru à temps, ainsi qu'il pouvait le faire.

Enfin, il y a lieu de signaler, avec le regret de ne pouvoir entrer dans le détail, l'incursion faite en avril, par l'infatigable De Wet, dans la région Sud-orientale de l'Etat libre où Wepener fut investi, ce qui coûta aux Anglais 169 hommes dont 28 tués, incursion qui eut pour résultat principal d'imposer à lord Roberts un retard de quinze jours dans sa marche vers Prétoria.

Les Anglais ont relaté les pertes éprouvées à l'Est et à l'Ouest de la voie ferrée : à l'Est, 368 hommes hors de combat dont 4 officiers et 29 soldats tués, 32 officiers et 224 soldats blessés, 3 officiers et 69 disparus, 1 officier et 6 soldats prisonniers ; à l'Ouest, 100 hommes hors de combat dont 18 tués (3 officiers), 71 blessés dont 4 officiers et 11 prisonniers.

Marche sur Prétoria du 1er mai au 12 juin [*fig.* 53]. — Au commencement de mai 1900, les forces anglaises réparties dans l'Afrique du Sud atteignaient approximativement l'effectif de 180.000 hommes. Lord Roberts disposait directement de 7 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie, 1 division d'infanterie montée au complet de guerre, soit d'environ 90.000 hommes, de 18 batteries montées divisionnaires, d'une artillerie de corps comprenant 2 batteries montées d'obusiers de 5 pouces, de 2 batteries à cheval et de 4 canons de 4 p. 7 de la marine. En outre, 30 bataillons de milice étaient répartis sur les lignes de communications constituées par les voies ferrées reliant Bloemfontein et Kimberley à Cape-Town, Port-Elisabeth et East-London [1].

L'emploi d'une pareille masse contre quelques milliers de malheureux et héroïques Boers rend évidemment presque nul l'intérêt qui aurait pu s'attacher à la marche sur Prétoria.

Entamée le 1er mai, elle eut lieu de Bloemfontein à Brandfort et de Brandfort à la rivière Vet, au prix de 2 tués et de 3 blessés dans la journée du 4 mai ; de la rivière Vet à Kroonstad (12 mai) après une rencontre le 10 mai. Le président Steijn avait quitté la ville le 11 au soir, transportant à Lindley le siège de son gouvernement.

Lorsque l'armée anglaise quitta Kroonstad, de La Rey qui avait organisé la résistance lui avait mis 242 hommes hors de combat : 32 tués dont 3 officiers, 163 blessés dont 13 officiers, 37 disparus dont 2 officiers et 11 prisonniers dont 3 officiers. Marchant sur un front très étendu, lord Roberts a toujours eu recours, pour faire tomber la résistance de son adversaire, à une action enveloppante des corps d'ailes.

Le 22 mai, le mouvement vers le Nord était repris. Il s'effectua sans difficultés sérieuses par Vereeniging le 27, Germéstan le 29, journée marquée par un léger engagement à Florida, Johannesburg le 31, Si-Miles-Spruit où, le 4 juin, 3.187 prisonniers anglais, dont 153 officiers, furent délivrés. Lord Roberts ne s'est pas laissé arrêter dans sa marche par les nouvelles venues de l'O-

[1] *Trois ans de guerre*, p. 84.

[1] A cette même date, lord Buller avait sous ses ordres, dans le Natal, 3 divisions d'infanterie, « troupes de corps » [3 bataillons, 2 batteries, canons de la marine, services divers], 1 division de cavalerie à 3 lignes et de l'infanterie montée coloniale.

range où De Wet avait recommencé ses coups de main contre les lignes de communications et les détachements isolés. Les journées des 11 et 12 juin furent marquées par deux combats livrés aux troupes de Botha ; ils coûtèrent aux Anglais 157 hommes : 9 tués dont 3 officiers, 147 blessés dont 16 officiers et 4 disparus dont 1 officier.

Fin de l'année 1900. — Si l'occupation de Prétoria qu'avait précédée de quelques jours la proclamation de l'annexion à la Couronne de l'Etat libre d'Orange, détermina dans cet Etat une recrudescence de petites opérations tentées par les commandos isolés contre les lignes de communications et les détachements anglais isolés, elle a cependant marqué la fin de l'ère des grandes opérations. Le 16 mai, une colonne volante anglaise avait fait lever le siège de Mafeking : il durait depuis le 13 avril 1899, grâce à l'ignorance et à la tiédeur des assiégeants qui ne disposèrent, d'ailleurs, que de 6 canons de vieux modèles et de 7 mitrailleuses.

Au Natal, Buller s'était emparé, le 8 juin, des défenses de Laing's-Nek et s'était borné, conformément aux instructions qu'il avait reçues de lord Roberts, à prendre pied sur le plateau transvaalien.

Jusqu'à la fin de l'année 1900, lord Roberts eut à faire face à de multiples difficultés sans cesse renaissantes avec des colonnes mobiles auxquelles sut toujours échapper De Wet qui, sans se lasser, continua à travers les plaines de l'Orange, ses heureux coups de main.

Le 1er septembre, il proclamait l'annexion du Transvaal à la Couronne ; le 11 septembre, le président Krüger s'embarquait pour l'Europe à Lourenço-Marquez. Alors commença l'ère des violences.

Vers la fin de décembre 1900, la guerre revêtit, en effet, un caractère particulier de destruction, de sauvagerie, disons le mot : ce système a été fixé, en traits ineffaçables, par le général Chr. De Wet dans son chapitre XXIV, intitulé « Guerre contre les Femmes », qui peut se passer de tout commentaire :

« Des proclamations avaient été lancées par lord Roberts, décidant que toute habitation située dans un rayon de dix milles de l'endroit où des Boers auraient détruit la voie ferrée serait brûlée. Cet ordre fut partout exécuté... Quand on ne les brûlait pas, on les faisait sauter à la dynamite, et alors tout y passait : les meubles, les provisions de blé étaient anéanties, les bêtes de somme, chevaux, bœufs, mulets, les troupeaux même étaient emmenés. Parfois, pour aller plus vite en besogne, on tuait les chevaux à coup de fusil ; les moutons par milliers tombaient sous les coups des Cafres et des National Scouts (1), ou étaient embrochés par les baïonnettes des soldats. La dévastation s'étendait de jour en jour.

« Et la femme boer ? Perdit-elle son courage à la vue d'un pareil spectacle ? Nullement, car aussitôt que commença la chasse aux femmes, ou plutôt la guerre contre elles et les biens de leurs maris, elles n'hésitèrent pas à fuir pour ne pas s'exposer à tomber aux mains des Anglais. Afin de conserver quelques subsistances pour elles-mêmes et leurs enfants, elles chargeaient du blé et quelques objets indispensables sur leurs voitures. Puis quand, en pleine nuit, une colonne ennemie s'avançait, la jeune fille, sous la pluie et le vent, prenait les bœufs par le licol, tandis que la mère les excitait du fouet. Et l'on vit ce spectacle attendrissant de jeunes filles gentilles et très bien élevées, obligées de monter à cheval pour pourchasser les bestiaux, échapper autant que possible à l'ennemi, et ne pas être emmenées *dans les camps de concentration que les Anglais appelaient lieux de refuge !*

« Quelle hypocrisie ! Aurait-on jamais songé, avant cette guerre, que le XXe siècle nous donnerait le spectacle d'une telle cruauté !....... ; mais j'aurais donné ma tête, plutôt que de croire que dans une guerre conduite par la nation civilisée que croit être l'Angleterre, de pareils forfaits seraient accomplis contre des femmes et des enfants inoffensifs. Ce fut pourtant ce qui arriva.

« *Nos laagers, composés de femmes, d'enfants et de vieillards*, s'enfuyaient au hasard, *traqués par les Anglais qui les assaillaient de coups de canon et de fusil* pour arrêter leur marche ! Je pourrais à ce sujet produire des centaines de témoignages, tous très concluants. Mais je ne veux pas m'attarder trop longtemps sur cette question, laissant aux auteurs de ces violences, aussi injustes qu'inutiles, la lourde responsabilité qui leur incombe devant l'histoire (2). »

(1) Le chiffre de ces traîtres à leur patrie est beaucoup plus considérable qu'on serait tenté de le supposer : il dépassait 2.000, officiers compris, lorsque, après la paix, on les licencia avec des éloges.

(2) De Wet (général Ch.). — *Trois ans de guerre*, pp. 236, 237 et 238.

CHAPITRE III

COMMANDEMENT DE LORD KITCHENER JUSQU'A LA FIN DE LA GUERRE

SOMMAIRE

Début de l'année 1901. — Les chefs Boers s'assemblèrent pour discuter sur la conduite à tenir ; bon nombre de femmes étaient présentes. Le général et procureur d'Etat Smuts, s'adressant à la sienne, fit entendre ces paroles énergiques :

« Le moment est venu où nous devons choisir entre *la capitulation et la guerre à outrance*.

« J'ai des devoirs envers vous, femme, et envers nos enfants. Je dois remplir ces devoirs. Je ne dois pas hésiter. Je dois capituler et sacrifier l'indépendance du peuple. Mais vous, moi et nos enfants, *nous avons également des devoirs envers notre patrie ;* et si nous voulons être fidèles à ces devoirs, *nous devons nous sacrifier*.

« Le sacrifice que nous devons faire à notre patrie est *immense*.

« Moi, je devrai exposer ma vie jour par jour, heure par heure, *aussi longtemps que le but ne sera pas atteint*. En d'autres termes, *je dois oublier tous ceux que j'aime ;* et vous, femme, vous et vos enfants, *vous devez renoncer à tous les droits que vous avez sur moi*. Disons-nous adieu comme si nous étions déjà entrés dans la vallée de la mort ! Eloignons-nous l'un de l'autre — le plus loin possible ! — *afin que la tentation ne nous prenne pas de nous revoir jamais et de faiblir en face de l'ennemi*.

« *Maintenant choisissez entre nous et notre patrie.* »

Et Mme Smuts, traduisant la pensée de ses compagnes, répondit simplement :

« *Va, Jean... Adieu !* »

C'était donc la *guerre à outrance* que, malgré la réduction des ressources, on se proposait de soutenir.

Caractère de la fin de la lutte. — Lorsque lord Roberts remit le commandement à lord Kitchner, les Anglais étaient disposés à regarder la guerre comme finie ; ils faisaient ainsi bon marché de l'héroïsme de partisans décidés, bien que l'honneur fût sauf, à soutenir la lutte jusqu'à l'extrême limite.

Le morcellement des forces encore disponibles, leur éparpillement sur de vastes espaces permit, dit le général De Wet, « d'échapper aux grandes batailles et de livrer des combats isolés qui harcelaient l'ennemi » et aussi « de faire de plus nombreux prisonniers (1) » qu'il n'était malheureusement pas possible de garder.

De Wet a protesté contre le surnom de *guérillas* que les Anglais donnèrent, à partir de ce moment, aux Boers. C'était peut-être montrer beaucoup de susceptibilité, puisque les résultats obtenus parlent d'eux-mêmes. Toutefois, comme nous ne saurions

(1) *Trois ans de Guerre*, pp. 279, 280.

étudier en détail ces petites opérations, reproduisons sa protestation qui rappelle avec fierté certains faits glorieux :

« ... étions-nous sous la domination anglaise après *Lindley*, où la Yeomanry fut faite prisonnière, *Roodewal*, *Dewetsdorp*, *Vlackfontein* (29 mai 1901), après des affaires comme celles des *Brabant's horse*, à *Tafelkop*, après *Tweefontein* (¹) et les nombreux combats glorieux livrés, d'autre part, au Transvaal, depuis la soi-disant annexion ? Et je le demande enfin : était-ce une bande de guérillas, celle qui, commandée par de La Rey, surprit lord Metheun et le fit prisonnier. Ne jouons pas sur les mots ; nous étions des citoyens défendant bravement leur patrie, non des brigands ou des aventuriers, à moins qu'en Angleterre on ne change le sens des mots suivant les besoins du moment (²). »

Au commencement de février 1901, De Wet fait une tentative pour pénétrer dans la colonie du Cap ; elle échoue.

Vers le milieu du mois, lord Kitchener entame avec Botha des négociations qui n'aboutissent pas.

A partir du 1ᵉʳ avril, l'activité la plus grande se manifeste dans le Transvaal. De La Rey remporte plusieurs succès partiels importants.

Le 7 août 1901, le général Kitchener somme tous les officiers et les membres du gouvernement « des deux anciennes Républiques d'avoir à se rendre avant le 15 septembre, sous peine d'être « bannis pour toujours de l'Afrique du Sud ».

Le général De Wet répondit :

« Excellence,

« Je vous accuse réception de la missive jointe à votre proclamation du 7 août 1901. Je puis vous assurer, en mon nom et en celui de mes officiers, que nous n'avons qu'un seul but, celui en vue duquel nous avons pris les armes : garantir notre indépendance. Ce but, nous le poursuivrons jusqu'à la mort ! »

La réponse des autres chefs et de Steijn fut identique. Celle de Steijn, en date du 15 août, respire une sérénité admirable. Après avoir refait l'historique du passé et montré de quels côtés étaient les torts, il concluait ainsi :

« ... Votre Excellence verra ainsi que ce n'est pas nous qui avons tiré l'épée, mais que nous avons repoussé celle qui était appuyée contre nos gorges. Nous étions ainsi en cas de légitime défense, qui constitue un des droits les plus sacrés de l'homme, et pour cette raison, je considère que nous avons le droit d'avoir confiance en la justice de Dieu, etc. »

Plusieurs succès ne tardèrent pas à appuyer cette fière déclaration. Les colonnes mobiles anglaises sont impuissantes. Lord Kitchener a recours alors, pour barrer les routes, les voies ferrées et se réserver la disposition des principaux points du terrain, à de petits blockhaus, reliés entre eux par des réseaux de fils de fer ; toutefois, ce système d'une application restreinte ne lui donna, malgré la diminution croissante du nombre des combattants boers, que de médiocres résultats.

La fin de l'année 1901 fut même marquée pour les Républicains par quelques affaires heureuses comme les combats de *Tafelkop* et de *Tweefontein* déjà mentionnés par De Wet. Il a retracé avec chaleur, surtout dans le chapitre intitulé « Je me fraie un chemin à travers une armée de 60.000 hommes », plusieurs des dernières tentatives, dont celle qui aboutit au « coup terrible, presque le dernier », du 27 février 1902 (¹). Dès lors, tout fut dit.

Peu de temps après l'Angleterre, lasse d'une guerre de chicane nécessitant l'envoi continuel de renforts et quelque peu honteuse de se voir ainsi, à la face de l'Europe, tenue en échec par une poignée d'hommes, engageait avec les principaux chefs boers des pourparlers ; la première entrevue eut lieu, le 9 août 1902, à Klerksdorp. Réunis à Vereeniging, et munis de pleins pouvoirs par les commandos, ces chefs durent poursuivre les négociations sans le concours du président Steijn que la maladie avait terrassé.

Le résultat fut retardé par la divergence d'opinions entre les Transvaaliens disposés à traiter et les Orangistes qui se montraient intransigeants sur la question de l'indépen-

(¹) La prise du camp anglais de Tweefontein eut lieu le 24 décembre 1900.

(²) *Trois ans...*, p. 280.

(¹) *Trois ans de guerre*, chap. XXXIV, p. 347 à 364. De Wet, qui ne doit pas être superstitieux, n'a cependant pu s'empêcher de rapprocher de cette date celles de Majuba (1881) et de Paardeberg (1900).

dance. Bientôt cependant une majorité pour la paix se forma.

Traité de paix du 31 mai 1902. — Le roi Edouard VII avait insisté pour que la guerre fût terminée avant son couronnement. Il la désirait par humanité et aussi pour aller au-devant des dangers que la politique « impérialiste », personnifiée par l'opinion populaire dans Chamberlain, faisait courir à la Constitution anglaise, après avoir causé la mort de plus de 100.000 personnes [1] et le gaspillage de 6 milliards 250 millions de francs.

Le 31 mai, les 60 représentants des deux Républiques acceptaient les conditions de paix imposées par l'Angleterre, c'est-à-dire la soumission complète au Roi. Quelque cruelle que fût cette nécessité, elle s'imposait. Il n'y avait rien à espérer de l'Europe qui était restée sourde à de pressants et répétés appels ; il était donc du devoir de ces représentants de réserver l'avenir en prévenant l'extermination complète, la disparition de la race. L'honneur demeurait, d'ailleurs, pour le vaincu.

« Continuer la guerre ? a dit de Wet. C'était un avenir bien triste, car nos femmes et nos enfants y seraient exterminés et la famine nous guettait [1]. »

On évaluait alors les pertes [2] à 3.800 Burghers tués et à 31.400 prisonniers de guerre dont 600 décédés. 20.000 femmes environ étaient mortes ; on a parlé de 15.000 enfants morts...

Le *Blue Book* anglais a publié sur les *camps de concentration* une bien douloureuse statistique :

« Entre les mois de juin 1901 et de janvier 1902, il est mort dans les camps 18.196 personnes de race blanche dont 13.314 enfants. La mortalité infantile a atteint 571 pour mille au mois d'octobre. »

Voici, d'ailleurs, un tableau de mortalité des infortunés « reconcentrados », plus éloquent que toutes les descriptions, car il prouve que ces prétendus refuges n'étaient en réalité que des cimetières.

Dates	Population blanche des camps				Mortalité du mois				Proportion p. 1.000 [Enfants]
	Hommes	Femmes	Enfants	Total	Hommes	Femmes	Enfants	Total	
30 septembre	18.620	36.472	54.326	109.418	119	328	1.964	2.411	433
31 octobre	27.412	39.931	55.296	122.639	151	372	2.633	3.156	571
30 Novembre	27.934	42.359	57.863	128.156	147	389	2 271	2.807	470

Récapitulation de la mortalité infantile

Juin	576
Juillet	1.124
Août	1.545
Septembre	1.964
Octobre	2.633
Novembre	2 271
	10 113

Un document pareil est bien à sa place ici puisqu'il fixe un côté particulier de cette guerre si différente de la plupart des autres.

Adieux adressés par le général de Wet. Les deux présidents Steijn et Krüger. — La dernière assemblée des représentants

[1] Le *Daily Telegraph* a évalué à 22.062 le nombre des Anglais morts dans l'Afrique du Sud au cours de la guerre dont 516 officiers sur 1.055 mis hors de combat. Le chiffre total des pertes, y compris les 70.942 hommes renvoyés dans leurs foyers comme invalides, aurait été de 95.679 hommes.

[1] De Wet. — *Loc. cit.*, p. 391.

[2] De Wet. — *Loc. cit.*, p. 531.

des deux Républiques eut lieu le 31 mai ; ouverte par une prière, la séance prit fin de même [1].

Adressant un « dernier mot d'adieu » aux Burghers de l'Orange, le général Ch. de Wet leur dit :

« ... Ayez surtout confiance en l'avenir, et les jours où pèsera trop sur vos cœurs le souvenir de la liberté perdue, tâchez de vous consoler en pensant à cette lutte que, pendant trois ans, vous fûtes capables de soutenir avec héroïsme et par laquelle vous avez affirmé la vitalité de votre race, la vigueur de votre énergie, votre droit enfin, sinon d'être traités comme une nation, du moins comme un groupe d'hommes dont le nom et les hauts faits ne s'effaceront jamais de l'histoire [2]. »

Ainsi que l'a écrit Ernest Judet : la guerre anglo-boer « restera surtout comme une des plus grandes manifestations de *caractère* dans l'histoire sanglante de l'humanité ».

On peut, ajouter, avec De Wet : les Burghers « eurent sans doute des faiblesses et de nombreuses, mais elles tenaient bien moins à leur nature qu'à leur inexpérience de la guerre moderne [3] ».

Le président Steijn avait pu, étant plus jeune de 22 ans que le noble Krüger, suffire, presque jusqu'au bout, à la tâche commune. Le général Ch. de Wet a bien caractérisé son rôle dans l'hommage suivant :

« Il peut être cité en exemple comme un homme qui a rempli son devoir auprès de son pays et de ses concitoyens. Aucune douleur n'était au-dessus de lui ; il endura tout, travaillant nuit et jour et, dans toute circonstance, gardant son calme et sa sérénité. Il souffrit pour son pays et lutta pour lui jusqu'au jour où la maladie le terrassant, le rendit faible comme un enfant. Mais si son corps s'était affaibli, *sa grande âme n'avait fait que gagner en force et en courage* [4]. »

Quant à Krüger, il avait tenu sa promesse : il avait réellement « étonné le monde [5] ».

Les femmes qu'avait soutenues, au milieu d'épreuves si cruelles s'appliquant à leurs maris et à leurs enfants, une ardente foi patriotique, ne pouvaient être oubliées au moment du dernier sacrifice.

Le 12 juin, De Wet alla les visiter dans le camp de concentration pour les remercier de l'appui intrépide que, libres ou internées, elles avaient donné à la cause nationale :

« ... Il y a longtemps, dit-il, que nous aurions été obligés de renoncer à la lutte, ô femmes ! si vous ne vous étiez pas montrées si fidèlement attachées à la patrie... Pendant que nous tenions la campagne, les nouvelles que nous recevions de tous les camps de concentration, nouvelles qui nous faisaient connaître votre esprit de détermination et de solidarité, enflammaient les combattants d'une plus vive ardeur...

« Nous sommes aujourd'hui sous un nouveau gouvernement.... et ce gouvernement est le gouvernement anglais...

« Je vous engage à être fidèles à notre nouveau gouvernement... Mais Dieu l'a voulu ainsi ; nous avons été obligés d'abandonner la cause nationale ;... Dieu exige aujourd'hui de nous, en qualité de population chrétienne, que nous soyons fidèles à notre nouveau gouvernement. Je vous remercie du fond du cœur, ô mes sœurs, de votre fidélité envers la patrie, de votre foi dans notre cause. Soumettons-nous à ce que Dieu a décidé pour moi-même et pour mon peuple... »

Hommage rendu par la Chambre anglaise des Communes. — Lorsque, dans la séance du 2 juin 1902 de la Chambre des Communes, le ministre Balfour eut donné lecture de l'accord, approuvé par le gouvernement du Roi, relatif aux conditions de reddition des troupes boers qui tenaient la campagne, le leader de l'opposition, sir Henry Campbell Bannermann, prit la parole. Il félicita le gouvernement de la conclusion d'une paix « trois fois bénie » et, après avoir fait l'éloge de l'armée anglaise, il ajouta :

« Nous sommes unanimes à admirer ceux qui jusqu'ici ont été nos ennemis, qui sont maintenant nos amis et nos concitoyens, et dont les qualités militaires, dont la ténacité de

(1) De Wet. — *Loc. cit.*, p. 551.

(2) *Trois ans de guerre...*, p. 396. « Je dis un dernier mot, car maintenant que j'ai fait tout mon devoir, *je vais reprendre cette vie de fermier que j'aurais voulu ne jamais quitter.* »

(3) De Wet. — *Loc. cit.* p. 83.

(4) *Id.*, p. 190.

(5) Les épreuves privées ne lui furent point épargnées, car des 21 fils, gendres et petits-fils qui composaient sa famille et qui, tous, combattirent, 10 seulement furent indemnes : 6 ont été tués, 1 est mort de maladie, 2 ont été faits prisonniers, 2 ont dû prêter serment de neutralité.

résolution, dont l'abnégation dans le dévouement à la liberté et à la patrie ont fait qu'ils ont conquis le respect du monde entier et avant tout le respect des Anglais qui ont été leurs adversaires... »

Ces sages et dignes paroles contrastent avec les paroles imprudentes qui furent prodiguées, dès le début de la guerre, par les Anglais, avant d'en venir aux mains : elles constituent une réparation malheureusement trop tardive.

Quant à Cecil Rhodes, le criminel instigateur de la guerre, le « Napoléon du Cap », comme l'appelaient ceux pour lesquels le succès absout tout, le « bandit », comme le dénomma plus justement l'honnête Krüger, il était mort le 20 mars, après avoir assisté à la ruine de sa propre grandeur et Dieu l'avait déjà jugé.

Observations finales

La guerre Sud-Africaine a fixé l'attention du monde entier, de l'Europe notamment, d'une façon toute particulière. A la sympathie naturelle qu'inspirait un petit peuple luttant contre un grand pour conserver son indépendance, est venu s'ajouter l'intérêt militaire résultant de l'emploi de l'armement à tir rapide. Il n'est donc pas étonnant que la question des « Enseignements » à tirer de cette guerre ait provoqué une polémique très passionnée. Il est nécessaire, avant de chercher à énumérer succinctement ceux qui paraissent bien établis, de donner une idée rapide de la façon dont la guerre a été conduite dans les deux camps.

Boers. — Les Boers sont à considérer au point de vue individuel et au point de vue collectif, comme combattants et comme armée.

Hardis cavaliers, chasseurs de naissance, adroits tireurs, connaissant fort bien le pays, d'une endurance extrême, sobres, de mœurs pures, ayant surtout une foi patriotique et religieuse solide, les Boers possédaient pour faire la guerre un ensemble de qualités qui sont rarement réunies chez un soldat : c'est ce qui explique comment ils ont pu résister longuement sur les positions défensives qu'ils connaissaient et qu'ils avaient adaptées à ce rôle restreint. Mais, d'une part, leur indépendance ne pouvait se concilier avec les entraves que comporte la discipline ; de l'autre, leur ignorance de la manœuvre les condamnait à demeurer sur place et à agir plus ou moins individuellement. Ils n'ont donc jamais constitué que des milices, comme on n'en verra peut-être plus jamais, mais des milices avec tous les inconvénients qui les caractérisent. La clairvoyance du colonel de Villebois-Mareuil et la loyauté du général Ch. de Wet n'ont laissé aucun doute sur ce sujet.

Même animée d'un patriotisme ardent, enthousiaste, la meilleure milice ne vaut pas grand'chose pour cette excellente raison que l'esprit guerrier ne saurait remplacer l'esprit militaire, pas plus que l'indépendance la discipline ; elle est en principe condamnée à la passivité absolue et vouée à une radicale impuissance manœuvrière. Il manque à toute milice, comme l'a dit excellemment le capitaine Gilbert, « la lente absorption de l'homme par son unité tactique ».

La double confiance que le Boer avait dans les abris naturels ou artificiels du terrain et dans son fusil, une certaine répulsion tenant peut-être, en grande partie, à des sentiments humanitaires avec lesquels on ne saurait faire la guerre véritable, ont été cause que, en dehors de l'action de surprise, un ou plusieurs commandos n'ont pas cherché la *décision* autrement que de pied ferme et, par suite, n'ont jamais eu recours, le succès une fois obtenu, à la poursuite.

Pour qu'une troupe attaque résolument, il faut qu'elle soit habituée à subir l'autorité d'un chef et que ce chef soit énergique : si la troupe discute, le choc devient impossible.

Très aptes à l'action individuelle dans le service d'éclaireurs ou dans le rôle de tireurs de position, les Boers n'ont, en somme, jamais livré ce que l'on appelle une bataille rangée.

Ouvrons ici une parenthèse sur la façon dont les Burgers entendaient l'occupation d'une tranchée.

Un témoin autorisé de la guerre Sud-Africaine, Réginald Kann, a fait à ce sujet l'observation suivante :

« ... Si la défense des Burgers a donné

des résultats si surprenants, c'est grâce à ce principe capital, dont ils ne se sont jamais départis, de placer les tireurs aussi loin que possible les uns des autres. Cette disposition ne leur fut pas dictée seulement, comme on pourrait le croire, par la pénurie d'hommes et le large front à occuper : là où ils avaient des défenseurs en nombre suffisant pour former une ligne continue, ils n'en conservaient pas moins les mêmes intervalles en laissant le surplus des combattants au repos, en arrière de la ligne de bataille. Ils avaient, en effet, constaté dès les premiers engagements que la rapidité de tir du fusil à chargeur permettait de diminuer considérablement le nombre des tireurs, sans affaiblir sensiblement la valeur de la résistance. De plus, pendant toute la période de combat, où le feu n'était pas employé pour la défense, les hommes espacés pouvaient se coucher au fond de la tranchée, où ils jouissaient d'une immunité complète : à la bataille de Colenso, le 15 décembre 1899, l'artillerie anglaise prépara l'attaque de l'infanterie, en bombardant les retranchements depuis quatre heures jusqu'à sept heures du matin avec plus de 50 pièces ; pendant cette canonnade, les Boers perdirent 2 hommes tués et 1 blessé (1)... »

Généraux improvisés, les chefs des Burghers, dont quelques-uns ont fait preuve d'une énergie, d'une activité, d'une intelligence et et d'une abnégation rares, ne connaissaient pas la « guerre moderne » et ses exigences : on le vit en maintes circonstances, notamment dans tous les sièges entrepris par eux.

Leur cavalerie n'était, en réalité, que de l'infanterie montée. Leur artillerie était trop peu nombreuse pour pouvoir être employée d'après les règles dégagées par la guerre de 1870-1871 et la guerre turco-russe.

Aussi est-on fondé à dire que la tactique boer ne saurait mériter le nom de « tactique de l'avenir », puisqu'elle n'a réellement rien produit de nouveau, et que la guerre Sud-Africaine offre, étant données les situations respectives des adversaires, des lacunes si grandes qu'on ne saurait la comparer à telles de nos guerres européennes.

Ce qu'il faut proclamer bien haut, c'est que, dans la bonne période de la lutte, alors que la disparition de la majeure partie des combattants n'avait pas encore imposé aux survivants une invincible dépression morale, l'opiniâtreté des Boers, d'ailleurs habilement postés, terrés, commandés avec calme et esprit de suite, a été bien supérieure à celle de leurs adversaires : la comparaison des pertes réciproques l'établit péremptoirement.

Le colonel de Villebois-Mareuil. — Faisons suivre ces observations d'autres dues à un vrai Français expérimenté, instruit et vaillant, le glorieux colonel de Villebois-Mareuil (1) : vrai soldat, ayant la conception la plus fière, la plus noble, la plus « humaine » du métier des armes, il donna sa vie, le 5 avril 1900, à Boshop, après avoir voulu, tout en s'efforçant de sauver l'indépendance d'un héroïque petit peuple, agir et servir la France (2) réduite, par la force des choses, à l'inaction.

« Je pars, écrivit-il, au moment de s'embarquer pour l'inconnu. J'ai la conviction qu'en prenant place auprès des Boers, je sers la France. »

Reçu avec défiance par la masse des Boers, avec sympathie par quelques-uns seulement, il joua, ainsi qu'il l'a dit lui-même, « les Cassandre (3) ». Il fut écouté parfois avec déférence ; en réalité, on ne suivit jamais ses conseils. Sur la Tugela, devant Ladysmith, il en fut pour un important rapport, malgré la notoriété légitime que lui avait procurée sa participation à la bataille de Colenso ; à Kimberley, il préconisa vaine-

(1) Kann [Réginald]. — *Journal d'un correspondant de guerre en Extrême-Orient*, p. 267.

(1) Né le 22 mars 1847, le colonel breveté de Villebois-Mareuil avait, sous l'impression douloureuse de ce qui se passait en France, pris sa retraite par anticipation, lorsqu'il résolut de mettre son épée au service du Transvaal ; le 27 novembre 1899, il débarquait à Lourenço-Marquez et était agréé, quelques jours plus tard. Bientôt désenchanté, il ne se laissa cependant pas envahir par le découragement et fut toujours prêt à agir. Nommé général, le 17 mars 1900, par le président Krüger qui le destinait à réunir sous son commandement tous les étrangers, avec lesquels il se proposait de constituer, ce qui manquait là-bas, une troupe d'assaut, de *choc*, il ne reçut malheureusement pas, en même temps, les ressources nécessaires. En réalité, lorsqu'il fut tué, n'ayant pas voulu se rendre, l'ancien colonel de la Légion n'avait auprès de lui que 45 hommes !

(2) Il a fait connaître lui-même par écrit le but élevé qu'il poursuivait : « rendre notre pays à son rang national, à sa loi historique, à son domaine d'action française dans le monde ».

(3) *Carnet*, p. 309.

ment l'attaque, sans pouvoir trouver les 50 volontaires qu'il avait demandés pour risquer l'assaut à leur tête ; sur la Moder-River, à Paardeberg, il prévint à temps, mais inutilement, le général Cronje qu'il allait être cerné et n'en obtint qu'une réponse orgueilleuse. Enfin, il préconisa, dès son arrivée, le système de guerre des partisans qui, seul, rendit possible, plus tard, la continuation de la lutte.

Le président Steijn et les généraux Philippe Botha et de La Rey paraissent avoir été les seuls à apprécier, de son vivant, sa sérieuse valeur.

La lecture de son *Carnet de campagne*, qui contient tant de passages héroïques, est des plus instructives, quelque hâtivement qu'il ait été composé.

On lui a reproché, un peu légèrement, de ne s'être pas montré suffisamment juste envers les Boers.

Il a rendu hommage aux vertus morales exceptionnelles de ces braves gens d'une autre époque ; il a loué leur courage, leur endurance, leur habileté comme tireurs, leur abnégation ; mais il a dû signaler, après en avoir été le témoin attristé, leur manque de cohésion, conséquence forcée de l'absence de discipline dont il a parlé en termes certainement plus doux que De Wet lui-même (1).

Il est tout naturel aussi qu'il ait blâmé leur préférence obstinée pour la défensive, alors qu'il préconisait l'offensive dont il connaissait tout le prix, leur parti pris de s'éterniser, quoi qu'il pût arriver de favorable, sur des positions au lieu de se porter résolument en avant (2) ; il a dû constater, sans s'étonner d'ailleurs, leur incapacité manœuvrière ; il ne pouvait approuver, étant partisan de la lutte à l'arme blanche, leur antipathie, leur répulsion véritable pour l'assaut (1), pour la lutte corps à corps ; il a eu cent fois raison de regretter, de condamner l'absence systématique de la poursuite sans laquelle il faut cependant renoncer à tirer tout le parti possible de la victoire.

Enfin, s'il a admiré quelques-uns, — en petit nombre, — de leurs généraux, — il a été strictement juste en concluant à l'infériorité manifeste de la plupart d'entre eux, tout en faisant la part des difficultés singulières que leur créa une obéissance restreinte et intermittente. Habile écrivain, ayant de l'esprit, de la précision, de la couleur, il a fixé, avec finesse, la physionomie de tous ceux dont il a eu à s'occuper :

Botha ? « jeune intelligent... Il a bien compris la position... (2) » ; « toujours séduisant et aimable (3)... »

Bürger ? «... homme de grand sens, sévère à lui-même, aussi aimable que dénué d'agréments (4)... »

Dès le 4 mars 1900, au camp de la Modder du général De Wet, Villebois-Mareuil écrivit deux pages dont les extraits suivants peuvent se passer de commentaires :

« Les positions ne couvrent rien et invitent l'ennemi à la manœuvre tournante..... La position des Boers forme un arc concave devant la droite anglaise, elle est complètement débordée sur sa gauche, et les laagers, détachés de ce côté à 3 ou 4 kilomètres du groupement principal, peuvent surveiller inutilement une grande plaine de ce côté ; car, si le mouvement enveloppant se fait tactiquement, il passera entre eux et le corps principal et, s'il a une envergure stratégique, ils n'en auront aucune certitude. A première vue, ce mouvement stratégique semble commencé et, d'ici à deux jours

(1) Qu'on se reporte aux deux extraits des pages 64 et 84 de *Trois ans de guerre*, au premier surtout : «... Mais, après la bataille, il eût été plus facile d'endiguer un torrent que de réfréner l'indiscipline des Burghers... »

(2) Le passage suivant du *Carnet* éclaire sur deux points : «... Ce matin, je suis allé chez le général lui faire part de mon impression sur la situation. L'abandon des camps anglais, l'inertie de leur tactique me convainct autant que les facilités de marche qu'offre le terrain, qu'il nous est nécessaire de prendre l'offensive qui ne vient pas à nous et d'attaquer ces camps qui restent sans défiance parce qu'ils sont persuadés que les Boers n'iront jamais à eux. Ces idées peuvent hanter le cerveau d'un militaire, elles n'auront jamais de prise sur les Boers qui ne veulent absolument qu'une guerre avec le moins de casse possible. »

(1) C'est encore De Wet qui l'a dit. Le 14 juin 1900, les Burgers ouvrent le feu sur un train anglais qu'ils contraignent à s'arrêter : « — A l'assaut ! commanda le général Froneman. Les Burghers hésitèrent, un instant. — A l'assaut ! — Les Burghers hésitaient toujours. Dans la nuit, profitant de ces quelques secondes d'hésitation, le train siffla et disparut. Nous venions de manquer la plus belle prise que nous eussions pu faire. Si les Burghers avaient obéi, lord Kichtener serait tombé entre nos mains... » *Trois ans*, p. 137.

(2) *Carnet*, p. 55.

(3) *Carnet*, p. 100.

(4) *Carnet*, p. 124.

au plus, il aura tout son développement. La guerre avec cette insouciance d'un côté n'est plus qu'une manœuvre contre un ennemi figuré.

« J'ai parcouru ces positions, plein d'anxiété pour leur fragilité, j'ai senti la même fragilité chez ceux qui les tenaient; *notre heure est donc proche* (¹). »

Quand on s'est voué généreusement au triomphe d'une cause et qu'on la voit ainsi compromise, la mort est un refuge enviable (²).

Anglais. — L'exposé qui a été fait des principaux événements de la guerre Sud-Africaine a démontré que, jusqu'à l'arrivée de lord Roberts, les Anglais, assez mal commandés d'ailleurs, n'ont pas su, malgré la bravoure et le dévouement du plus grand nombre, — le chiffre des prisonniers impose, en effet, certaines restrictions, — appliquer à cette guerre spéciale les procédés stratégiques et tactiques nécessaires.

Surtout absorbés par des expéditions coloniales, professant, pour plusieurs raisons, le mépris toujours dangereux de l'adversaire, ils ont été au devant de désastres que la plus simple préoccupation de leur sécurité, l'adaptation intelligente des formes réglementaires aux circonstances variables du combat, la liaison intime des différentes armes et la camaraderie de combat auraient pu écarter.

Comme, dès 1892, l'infanterie avait rompu avec des traditions dangereuses en appliquant un excellent règlement provisoire de manœuvres qui, malgré de violentes attaques, devint bientôt définitif, on ne saurait rendre les règlements responsables des nombreuses fautes qui ont été commises dans la guerre Sud-Africaine. On y trouve, en effet, la doctrine allemande émanant des maximes de Napoléon Iᵉʳ et enseignée par de Moltke. C'est qu'il ne suffit pas qu'une armée ait de bons règlements, il faut exiger qu'ils soient observés, bien étudiés à tous les degrés de la hiérarchie et pratiqués avec intelligence dans des circonstances variées.

Même en rendant hommage à l'expérience, au coup d'œil, au savoir et à l'esprit de décision de lord Roberts, il importe de ne point oublier qu'il a agi, sans être réellement contrarié, avec une énorme supériorité numérique et contre des adversaires dont le moral avait déjà beaucoup faibli.

Il est inutile de nous attarder à démontrer que, si l'infanterie a été employée d'une façon défectueuse, la cavalerie et l'artillerie n'ont pas rendu les services que l'on était en droit d'attendre d'elles.

On a vu comment, le plus souvent, les batailles ou combats ont été engagés sans reconnaissance préalable, puisque des coups de canon ne sauraient en tenir lieu, malgré une ignorance plus ou moins complète des forces et des ressources, des emplacements même de l'adversaire; à ce point que parfois, comme à Colenso, les Anglais se sont battus, bien plutôt contre les formes du terrain que contre les Boers mêmes.

Le combat de préparation manqua presque partout, ou fut mal compris; on prétendit arriver, presque tout de suite, à l'action décisive: la tentative aboutit naturellement à un insuccès et la dépression morale s'accentua rapidement.

On a constaté, — il suffit de rappeler un détail déjà donné, — la routine de la formation de colonnes dont chacune n'avait à compter que sur elle-même, l'action isolée des différentes armes, la façon dont le commandement qui, d'ailleurs, s'était désarmé lui-même en ne se ménageant pas de réserve, se désintéressait du développement du combat, l'absence même de camaraderie de combat.

Ce qui frappe encore, c'est le peu d'intensité imprimée au combat, ainsi que le démontre le pour cent des pertes éprouvées par les Anglais, surtout si l'on se reporte à quelques-unes des batailles de la guerre de 1870-71 : la volonté de vaincre est peu marquée.

Leur armée n'a pu, en général, supporter des pertes supérieures à 7 à 8 °/₀ de l'effectif. Or, dans les campagnes du premier Empire, les pertes de 30 °/₀ ont été fréquemment atteintes et tout récemment, en 1904-1905, ce chiffre a été bien dépassé.

(¹) *Carnet*, p. 295, 299, 300.

(²) Sa déception fut rapide : « De plus en plus, écrit-il, *je crains de ne pouvoir faire quelque chose chez les Boers. Mes appréhensions vont croissant* depuis qu'on m'a décrit l'irrésolution et l'inertie du haut commandement des *divisions*, raconté que *les opérations sont décidées dans des conseils de guerre où tous les officiers sont présents, et soumises à l'appréciation des combattants qui les exécutent s'il leur plaît...* »

A Elandslaagts, les pertes respectives des Anglais et des Boers sont de 7,5 et de 24 ; à Spion-Kop, de 23 et de 44.

A Elandslaagts, French, un des rares généraux qui se soient trouvés à la hauteur des circonstances, dut la victoire à une entente bien comprise de la combinaison et du mode d'emploi des trois armes.

Voici ce que pensait Villebois-Mareuil de l'armée anglaise :

«... On ne comprendra jamais cette guerre, sa durée et les invraisemblables succès de cette défensive passive, si l'on se représente l'armée anglaise comme une armée européenne. C'est une armée sans ressort, sans idées, sans tactique et sans moral [je parle de la troupe], qui finit par camper immobile face aux Boers, parce qu'elle n'a ni assez de valeur pour faire quelque chose ni assez d'endurance pour abandonner pendant trois jours ses habitudes de confort. *C'est à merveille de démilitariser une nation en y rabaissant jusqu'au dernier échelon la fonction militaire*, mais alors, puisque l'empire, en ce monde, se garde par la force, *que ceux qui abdiquent l'une cessent de prétendre à l'autre*, qu'ils descendent en sous-ordre ; le bluff n'y suffit plus... »

Conclusions

Tout ce qui a été dit jusqu'ici permet d'être bref. La guerre Sud-Africaine n'a *rien* eu de commun avec la grande guerre. D'un côté, on a vu une milice résistant vaillamment sur place mais incapable de prendre l'offensive, de poursuivre jusqu'au bout une décision ; de l'autre, une armée en retard sur les autres armées européennes, accumulant fautes sur fautes du haut en bas de l'échelle hiérarchique, ne devant finalement le succès qu'à une supériorité numérique grandissant de jour en jour au fur et à mesure que tout faisait défaut à son adversaire.

En quelques mots, la guerre Sud-Africaine donne une idée juste de ce que valent une armée de volontaires et une armée de volontaires et de remplaçants attirés par le seul appât du gain.

Dès le début de la guerre, les anti-militaristes de France jetèrent des cris de triomphe proclamant l'inutilité des armées permanentes, la puissance des soldats improvisés ; les succès des Boers, succès locaux et sans extension, leur semblaient arriver à propos pour soutenir leur odieuse campagne dirigée contre la Patrie en même temps que contre l'Armée. Pauvres fous qui, aveuglés par le parti pris, oubliaient, après avoir mal interprété les enseignements de 1792, la preuve donnée par la guerre de 1870-1871 ! Encore quelques semaines et une preuve nouvelle était fournie, preuve d'autant plus solide que les Boers étaient incomparablement supérieurs à nos combattants de la deuxième partie de la guerre. La guerre Sud-Africaine a démontré, sous ce rapport, qu'un peuple brave, résolu à conserver son indépendance, ne saurait prolonger la lutte au delà de limites prévues, sinon demeurer victorieux, qu'à la condition expresse d'être résolu à lutter jusqu'au dernier homme ; si ce peuple est religieux, il disposera d'une force plus grande encore.

La résistance passive opposée par les Boers était une conséquence fatale, prévue de leur manque d'organisation, de commandement et de discipline ; elle ne nous a rien appris, non plus que le triomphe de l'offensive dans laquelle réside le secret de la victoire. Cette double constatation est si fondée que l'on est autorisé à croire que le succès aurait couronné l'audace d'une petite armée boer régulière, si elle eut été conduite offensivement dès le début.

Le War-Office avait eu raison de vouloir, au commencement de la guerre, que l'armée anglaise marchât de la colonie du Cap contre les capitales des deux Républiques non pas considérées comme points géographiques, mais parce que, bien conduits, les Boers, venant certainement à sa rencontre, se seraient trouvés sur son passage. Sir Edwards Buller crut devoir renoncer momentanément à ce plan et il est excusable ; mais il est probable que, s'il avait eu une valeur véritable, il l'aurait conservé en bravant l'opinion publique. On sait que c'est ce plan qui, plus tard, permit de terminer la lutte.



Pour des raisons multiples tenant à lui-même et plus encore aux circonstances, Joubert, après avoir retardé l'exécution de ses velléités d'offensive, s'est trouvé amené peu à peu à voir dans le Natal le théâtre principal d'opérations ; plus tard il ne fut plus en état de marcher contre la colonie du Cap : il avait laissé échapper l'occasion propice.

Le principe de l'économie des forces a été violé des deux côtés. Le succès final de lord Roberts ne saurait, en effet, faire oublier que, disposant de 180.000 hommes environ, il n'est pas parvenu à réunir plus de 35.000 hommes pour marcher vers le Nord.

La tactique des Boers, dégagée de tout commentaire passionné, n'a vraiment rien offert de nouveau. Elle a mis plus particulièrement en relief la double puissance de la fortification rapide et du feu de mousqueterie individuel et collectif. L'extension des fronts n'excluant pas, grâce à la force de la position et à la rapidité de déplacement due à l'emploi du cheval, la réalisation de la supériorité numérique sur un point donné, ne constitue pas, au point de vue strict, une nouveauté.

On a vu que la cavalerie et l'artillerie n'ont été employées ni d'un côté, ni de l'autre de façon à modifier les principes établis par la guerre franco-allemande; que leur emploi tactique fut, en un mot, défectueux.

Puisque les Boers ont fait de la défensive passive, ce n'est pas d'eux qu'il faut s'autoriser pour faire le procès aux principes tactiques adoptés après les événements de 1870-1871 ou depuis. Or, répétons-le encore, il est prouvé que, jusqu'à l'arrivée de lord Roberts, l'armée anglaise, dont l'instruction en vue de la guerre était à peine ébauchée, a entassé partout fautes sur fautes : suppression du service d'exploration, oubli parfois total des principes de sûreté les plus élémentaires, absence de reconnaissances, défectuosité ou nullité du combat de préparation que n'a point amorcé une avant-garde, tactique linéaire, etc., etc. En outre, il est hors de doute que si, dans sa marche vers le Nord, lord Roberts avait eu affaire à une armée seulement deux ou trois fois inférieure, il aurait vu son front étendu, sans consistance, percé en plus d'un endroit, ce qui lui eût imposé l'obligation d'adopter un autre mode de déploiement. Cronje, une fois forcé dans son terroir, dans le refuge où, comme l'autruche, il s'était bénévolement arrêté, n'était pas un adversaire de taille à lutter contre lord Roberts; lui disparu, on a vu ce que pouvaient faire des vaillants comme Ch. De Wet, de La Rey et Botha, avec ce qui leur restait!

C'est cependant sur cette période ultime de la lutte héroïque que, obéissant à la préoccupation très naturelle et respectable à coup sûr de lever le voile de l'avenir, l'on s'est appuyé pour préconiser la « guerre de rideaux » et l'opposer à la « guerre de masses ».

Les marches de nuit et les attaques au petit jour n'ont pas réussi aux Anglais; il est juste de dire que, d'une part, la marche s'effectuait sans aucune précaution de sûreté et que, d'autre part, rarement le terrain avait été reconnu d'avance ou en temps opportun.

En France, on n'avait pas attendu la guerre Sud-Africaine pour tenir compte de l'accroissement de la puissance des feux et pour prévoir les difficultés nouvelles qu'apporterait aux reconnaissances et aux marches d'approche l'emploi de la poudre sans fumée.

On ne voit donc vraiment pas ce que la guerre Sud-Africaine, réserve faite pour certains enseignements techniques, — entre autres celles relatives à l'habillement, l'équipement, etc., — ou relevant du moral, a pu apprendre de nouveau. Or, nous venons de le dire, on a prétendu en dégager un système de guerre en désaccord formel avec la méthode napoléonienne et les enseignements légués par la guerre franco-allemande. On a proclamé l'inviolabilité du front, la nécessité d'étendre les fronts et de faire jouer au tirailleur, à l'exclusion des masses, un rôle exagéré réduisant notablement, supprimant même l'action du commandement; on a recommandé, par suite, l'attaque en ligne substituée au combat en profondeur. On a insisté sur la nécessité impérieuse de remplacer la cavalerie dont la « faillite » serait devenue évidente par de l'infanterie montée, par des dragons-fantassins.

Ces prétentions ont été l'origine d'une polémique courtoise qu'il suffira de rappeler. Il n'y a qu'un mot à ajouter.

Si quelqu'un a été à même d'apprécier les réformes imposées par la guerre Sud-Africaine, c'est bien le feld-marshall Roberts; or, il a eu occasion de formuler son opinion lors de l'élaboration du *Règlement des trois armes en date du 1er mai 1902*, qui a été rédigé sous sa direction. Eh bien! il a précisément pris comme point de départ, quoique avec une certaine hésitation, la doctrine napoléonienne. Peu importe qu'il ait eu pour

but de préparer sérieusement l'expédition que, tôt ou tard, l'Angleterre dirigera contre l'Abyssinie trop voisine de l'Egypte. On a dégagé de ce règlement les principes directeurs qui sont précisément ceux que Napoléon a mis en pratique : concentration des forces sur un point donné ; combat en profondeur, le combat en ligne étant la négation même de la lutte ; préparation de l'attaque décisive à exécuter par des masses ; nécessité de ne consacrer aux missions secondaires que les forces strictement nécessaires de façon à ne point affaiblir la réserve générale.

On arrive donc finalement à cette conclusion que les principes napoléoniens, basés sur la psychologie humaine, ne sauraient être modifiés par l'armement à tir rapide, qu'ils demeurent immuables.

Cinq ans après la guerre.

Quelques semaines avant la signature de la paix, le président Krüger, en sa maison d'Utrecht, sollicité de se prononcer sur la situation présente dans l'Afrique du Sud, fit une admirable déclaration dans laquelle on lit :

«... Nous n'avons qu'à garder notre foi dans le Seigneur et à nous plier sous sa volonté. La liberté que nous défendons nous vient de lui. Notre devoir, c'est de combattre pour elle de toutes nos forces...

« On a prétendu que nos républiques étaient annexées et que nous avions perdu notre pays et notre nationalité. Mais, au regard de Dieu, cette annexion est nulle, car nos libres citoyens ne reconnaissent d'autre maitre que lui. C'est de lui qu'ils tiennent leur droit et leur liberté et, tant qu'il ne les leur retirera pas, ils les défendront jusqu'à la mort... »

Cinq ans à peine se sont écoulés depuis que cette invincible espérance s'affirmait et voici que, avec l'assentiment de la Grande-Bretagne et de son habile monarque, le général Louis Botha, un des signataires du traité de paix de Vereeniging, devient le premier ministre de l'Etat autonome du Transvaal.

Fidèle à la parole prêtée en 1906, et conformément à la paix accordée alors, l'Angleterre a assuré, par le vote des propriétaires d'immeubles et des fonctionnaires possédant un traitement d'au moins 2.500 francs par an, la formation d'une Assemblée.

Les élections ayant donné, comme il était à prévoir, la majorité au parti du *Het-Volk* ou des Boers, le premier ministère, à la tête duquel se trouve Botha, s'est trouvé composé des représentants les plus autorisés de l'élément indigène.

Botha a même obtenu que les anciens adversaires du Transvaal favorisent, avec leur puissance financière, un emprunt de 125 millions de francs : le gouvernement de Prétoria va donc avoir le moyen de relier le Transvaal à la mer en traversant avec un chemin de fer le Souaziland [1].

Cette reprise pacifique du Transvaal par ses propres nationaux, qui fait honneur à la perspicacité du gouvernement d'Edouard VII, est bien propre à fixer l'attention : un nouveau soulèvement, dont Botha aurait eu vraisemblablement la direction, est ainsi prévenu ; le Transvaal lui devra un bien-être une prospérité jusqu'alors inconnus et... l'avenir est réservé.

[1] Le Souaziland est une région riche en mines et peuplée de 100.000 Zoulous, qui sépare, à l'Est, le Transvaal de la mer. D'abord indépendant et placé sous la protection britannique, cet Etat avait été donné, en 1903, à titre gracieux, par le Cabinet de Londres, au Transvaal.

LIVRE IX

EXPÉDITION DE CHINE
[1900-1901]

AVANT-PROPOS

Si l'expédition de Chine de 1900-1901 ne peut être l'objet d'une étude détaillée, elle mérite du moins, pour plusieurs raisons, une mention particulière.

Bien conduites, pendant les différentes phases de l'intervention par le colonel de Pélacot, par le général Frey, puis par le général de division Voyron ayant sous ses ordres les généraux de brigade Bouguié et Bailloud, les troupes françaises de terre et de marine ont fait preuve, en des circonstances difficiles et variées, de courage dans un grand nombre d'opérations, d'endurance contre la fatigue et de discipline : à ces divers titres, elles ont captivé l'attention et mérité l'estime des troupes alliées.

Au début, dans le Pé-Tchéli, elles ont dégagé Tien-Tsin, le 14 juillet 1900 et sauvé d'une destruction certaine les concessions européennes ; puis elles ont, le 15 août, pris Pékin et délivré les légations de cette ville.

Le corps expéditionnaire, fort de deux brigades, a, du 21 septembre 1900 au 8 août 1901, appuyé de ses armes, conjointement avec des troupes allemandes, anglaises, américaines [Etats-Unis], italiennes, japonaises et russes, l'action de la diplomatie et forcé la duplicité orientale en obtenant du gouvernement chinois les réparations que l'on était en droit d'exiger de lui. L'action française contre les Boxers a motivé, dans la province de Tchéli, quelques engagements sérieux qui démontrèrent à tous l'excellence de notre matériel d'artillerie de 75, des reconnaissances et de nombreuses opérations de police menées à bien par des températures torrides et glaciales.

A un point de vue spécial mais fort intéressant, nos officiers ont été à même d'étudier les officiers et les soldats étrangers, plus particulièrement ceux du Japon, dont ils ont partagé les dangers, les fatigues et la gloire qui s'attache toujours à l'heureux accomplissement d'une tâche assignée.

La dernière en date de nombreuses expéditions lointaines, l'expédition de Chine de 1900-1901 a bénéficié de l'expérience antérieurement acquise ; il y a donc utilité à reproduire les instructions diverses relatives à l'hygiène des hommes et des animaux, avec le regret de ne pouvoir étudier sa préparation et son organisation.

Finalement, on s'est borné ici à reproduire, dans l'ordre suivant, des documents (1) dont l'importance n'est pas contestable.

Bibliographie, .
Instructions sur l'hygiène des troupes : circulaires n°s 12, 32, 70, 95, 128, 6, .
Relevé des rapatriements pour raisons de santé, .
Relevé des pertes du corps expéditionnaire français du 19 juin 1900 au 31 juillet 1901.

(1) Ils sont tous extraits du Rapport du général Voyron.

BIBLIOGRAPHIE

Loti [Pierre : capitaine de frégate **Viaud**]. — Les derniers jours de Pékin : 1901.
de Pélacot [colonel]. — Expédition de Chine de 1900 jusqu'à l'arrivée du général Voyron : 1903.
Frey [général H.]. — L'armée chinoise : 1904.
Frey [général H.]. — Français et Alliés au Pe-Tchi-Li. Campagne de Chine de 1900 : 1904.
Voyron [général]. — Rapport sur l'Expédition de Chine-1900-1901 : 1904.
Guillot [lieutenant-colonel]. — Pékin pendant l'occupation étrangère de 1900-1901 : 1905.
Vandenbossche [docteur Albert : médecin-major]. Deuxième campagne de Chine [1900-1901] : 1906.

Instructions sur l'hygiène des troupes (1).

Vêtements.

« 1° *Saison d'été.* — Le casque ou le chapeau de paille est obligatoire du coucher au lever du soleil. Le vêtement de toile sera la tenue du jour et, la nuit, afin d'éviter les refroidissements, on prendra le pantalon et le veston de drap.

2° *Saison d'hiver.* — La tenue comporte le béret, le vêtement de drap avec tricot, caleçons et chaussettes de laine, chemises en flanelle et bandes molletières, gants fourrés en peau de mouton. Le papier étant un excellent isolateur, il est d'une bonne précaution, pour se préserver du froid aux pieds, de placer dans les chaussures plusieurs doubles de papier. Les chaussures mouillées ne doivent pas être séchées au feu, ce qui les racornirait. Enlevées, elles seront graissées, bourrées de paille et laissées à l'air.

Aliments.

« Une surveillance rigoureuse sera établie sur les débits et les denrées mises en vente.

En Extrême-Orient, les viscères des animaux, le foie et les poumons du bœuf en particulier, sont souvent farcis de petits abcès dus à un parasite. Aussi, est-il recommandé de ne délivrer à la consommation les viscères des animaux abattus, qu'autant qu'ils auront été reconnus sains.

La viande de porc est appelée à faire partie dans une large mesure de l'alimentation des troupes. Vu la fréquence de la ladrerie de la race porcine en Chine, cette viande ne sera mangée qu'après une cuisson prolongée.

(1) *Circulaire n° 12.* A bord de l'*Indus*, le 6 septembre 1900.

Boissons.

« 1° *Alcool.* — L'alcool est un excitant factice, sa valeur nutritive est nulle. Il affaiblit, refroidit, déprime l'organisme, dont il amoindrit la résistance vis-à-vis des maladies. En conséquence, les boissons alcooliques, telles que l'absinthe, les amers, les alcools indigènes sont rigoureusement interdits.

2° *Eau.* — L'eau contaminée étant le principal véhicule qui fait entrer en nous la maladie et la mort, il est urgent de faire comprendre aux hommes la nécessité de ne boire que de l'eau rendue saine par la filtration et l'ébullition. Cette question de l'eau fera donc l'objet de la constante sollicitude, de la surveillance rigoureuse des officiers et des gradés.

En principe, on devra tenir pour suspects toutes les sources, puits, mares avoisinant les centres habités et rejeter comme absolument dangereuses les eaux vertes à odeur infecte et contenant des algues blanchâtres [eau des marais].

L'eau bouillie, légèrement aromatisée avec du thé [10 centigrammes par litre], sera la boisson courante de la troupe.

Avant d'être soumises à l'ébullition, les eaux troubles, limoneuses seront clarifiées.

« *a*) Par l'*alunage* :

Faire dissoudre 2 grammes d'alun par 10 litres d'eau, décantation après repos.

« *b*) Soit en improvisant un filtre de fortune :

Une couverture de laine est attachée à quatre piquets par ses coins, une pierre déprimant son centre en entonnoir. Ce filtre grossier peut être amélioré en étendant sur la couverture :

1° Une couche de sable ou gravier ;
2° Une couche de charbon ;

3° Une couche de sable ;

4° Le tout recouvert d'une autre couverture.

« Pendant les marches, dans toutes les circonstances où il ne sera pas possible de faire bouillir l'eau, on utilisera le permanganate de potasse ou de chaux pour stériliser rapidement les eaux imputées.

Pratiquement :

Jeter un ou deux petits cristaux de permanganate dans un litre d'eau. Agiter vivement. Le liquide devient rose ; laisser reposer quelques minutes.

La coloration rosée disparait par filtration de l'eau sur un double de toile, ou en projetant du charbon pulvérisé dans le récipient, ou, mieux encore, en se servant du filtre de poche (système Lapeyrère) qui donne une eau saine, limpide et agréable au goût.

Des marmites en nombre suffisant seront délivrées aux troupes pour faire bouillir l'eau de consommation. Ces ustensiles seront réservés à cet usage.

Couchage.

« En stationnant, les paillasses seront aérées chaque jour et renouvelées, si possible, toutes les semaines.

Coucher à même la terre est dangereux.

Les hommes s'étendront sur leur couverture caoutchoutée, ou, à défaut, sur de la paille.

Par les piqûres, les moustiques propagent le paludisme, provoquent des ulcères et gênent le sommeil. Ces multiples inconvénients seront évités par l'usage constant de la moustiquaire.

En hiver, les feux en nombre suffisant seront entretenus pendant toute la nuit.

Une brique chauffée mise aux pieds est un bon moyen pour empêcher les refroidissements trop rapides.

Propreté individuelle.

« On veillera constamment à l'entretien et à la propreté des vêtements et du corps.

En toutes saisons, les lavages corporels se feront à l'eau froide.

Marche.

« 1° *Été.* — Si les circonstances le permettent, on marchera le moins possible de 9 heures du matin à 2 heures du soir.

Avant le départ, les hommes mangeront la soupe, ou tout au moins prendront le café chaud. Les bidons seront remplis de thé.

En route, il est recommandé de fractionner la troupe, d'espacer les rangs, d'augmenter les intervalles, de déboutonner les vêtements.

Aux *haltes*, les hommes pourront s'asseoir ; il leur sera défendu de s'étendre à terre.

« 2° *En hiver.* — On partira moins tôt ; les heures de jour sont plus favorables pour la marche. Par suite, un repas copieux pourra être servi aux troupes.

Les *pauses* seront courtes, sonnées dans les endroits abrités du vent et des rafales de neige.

Afin d'éviter les refroidissements, la tendance au sommeil, très marquée par les basses températures, les hommes ne seront pas immobiles.

Ne jamais laisser personne derrière soi, dût-on employer la rigueur.

A l'arrivée, les hommes changent de linge et de chaussures.

Stationnements.

« Les pagodes, les magasins à riz sont les locaux de choix, quels qu'ils soient ; dès l'arrivée, ils seront nettoyés avec le plus grand soin. Le sol, si possible, sera désinfecté avec une solution faible de bichlorure de mercure, les murailles blanchies à la chaux.

Les habitations par trop sales seront à rejeter.

Une propreté rigoureuse sera assurée au dedans et au dehors des locaux occupés.

Les ordures ménagères seront enfouies ou, mieux, brûlées.

Les sources, les puits suspects seront interdits par un écriteau ou encore surveillés par une sentinelle.

Les *feuillées* seront construites suivant les prescriptions réglementaires.

L'accès en sera facile et éclairé la nuit. Avant de quitter le cantonnement, les tranchées seront comblées, signalées par un talus ou des branchages aux occupants ultérieurs.

Accidents climatériques.

« Du fait du climat, les hommes auront à redouter : en été, l'insolation, le coup de chaleur ; en hiver, la congélation. Ces accidents demandent un prompt secours.

« 1° Le *coup de chaleur*, l'*insolation* se traduisent par la pâleur du visage, les sueurs profuses, la respiration pénible et courte, une démarche titubante et enfin par la syncope. Il importe de coucher immédiatement le malade à l'ombre ;

Desserrer la ceinture, enlever la vareuse ;

Asperger d'eau froide la face et la poitrine ;

Donner à boire ;

Frictionner énergiquement les membres inférieurs.

Si la respiration s'arrête, saisir la pointe d

la langue et faire des tractions rythmées : 15 par minute.

« 2° *Congélation.* — Dans les cas de congélation : éviter surtout d'approcher le malade du feu ; il s'ensuivrait une réaction mortelle Coucher le congelé, le frictionner avec de la neige ou de l'eau froide. S'il y a menace d'asphyxie, tractions rythmées de la langue.

Quand le malade revient à lui, lui faire prendre quelques gorgées de boisson tiède ; frictions alcooliques. Alors seulement on pourra le mettre dans des couvertures ou sur un lit non chauffé.

Les congélations locales [orteils, oreilles] comportent les mêmes soins.

Santé publique.

« *Syphilis.* — Les maladies vénériennes, la syphilis principalement, sont fréquentes et graves en Chine. Le soldat ne saurait être assez prévenu du danger auquel il s'expose.

Les affections infecto-épidémiques seront évitées par l'usage de l'eau bouillie, la bonne alimentation et la propreté individuelle.

Paludisme. — Choisir judicieusement les cantonnements, éviter les excès et toutes causes débilitantes, se garantir de la piqûre des moustiques sont autant de moyens de se préserver du paludisme, d'augmenter tout au moins la résistance de l'organisme aux effets des miasmes paludéens.

Observations générales.

« La présente instruction sera lue aux troupes une fois par semaine.

« *Le Médecin en chef,*
Directeur du service de santé,

Signé : JACQUEMIN. »

Instruction spéciale sur l'hygiène des animaux (1).

« Le changement de zone climatérique peut déterminer sur les animaux des altérations profondes de la santé. Comme l'alimentation jouera le premier rôle dans l'hygiène, les chefs d'unités et de détachements ne sauraient apporter trop de vigilance dans l'exacte répartition des denrées fourragères.

En principe, les animaux feront deux repas par jour : le premier, le matin, avant ou après le repos [si le départ a lieu de très bonne heure, on distribuera trois ou quatre poignées de grains] ; le deuxième, le soir. Ce dernier doit comporter les deux tiers de la quantité de grains. L'abreuvoir précédera toujours les repas.

Pour le pansage, le bouchon suffira.

On veillera à la ferrure à glace. Si les crampons mobiles venaient à faire défaut, élever de forts crampons fixes en acier [un en pince et deux en éponges].

Les blessures du harnachement les plus graves sont celles qu'on observe sur les animaux de bât ; elles sont occasionnées par un mauvais arrimage et une inégale répartition du faix ou par une surcharge excédant le poids réglementaire.

Tous les gradés devront donc veiller à l'exécution régulière du boute-charge. Si la nécessité impose l'augmentation notable de la charge d'un mulet, c'est l'officier de peloton ou de section qui désignera, à cet effet, les animaux les plus vigoureux.

Les mesures à prendre pour éviter ces blessures consistent, après avoir débâté ou dessellé, dans le massage et les frictions avec les mains humides des régions correspondant à l'emplacement du bât ou de la selle ; puis à replacer la couverture sur le dos jusqu'à ce que ces régions soient sèches.

Les premiers soins à donner doivent se borner à l'application, à l'aide d'un surfaix, d'une éponge imbibée d'eau salée ou d'eau vinaigrée, sur les bosses et excoriations superficielles qui se montrent après l'enlèvement du bât.

Dans chaque groupe, chaque unité, les vétérinaires chargés d'assurer le service devront passer de fréquentes revues de santé. Ils se feront présenter les animaux nouvellenent arrivés, ainsi que chaque cheval ou mulet faisant mutation. Ils rendront compte au commandement et au chef de service des mesures spéciales qu'ils croiront devoir prendre dans certains cas particuliers.

La surveillance sanitaire des parcs à bestiaux et l'examen des viandes abattues incomberont aux vétérinaires qui ne devront pas oublier que la péripneumonie contagieuse et la peste bovine sont fréquentes en Extrême-Orient et que le tissu musculaire recèle souvent en Chine les cysticerques pathogéniques du ténia inerme de l'homme.

« *Le Vétérinaire principal de 2° classe,*
Chef de service du corps expéditionnaire,

Signé : BARASCUD. »

(1) *Circulaire n° 6.* A bord de l'*Indus*, le 7 septembre 1900.

Relevé des rapatriements pour raisons de santé

	Officiers	Sous-officiers	Troupe	Totaux
Année 1900 (du 8 octobre au 31 décembre).	24	38	955	1.017
Année 1901 (1er semestre). . . .	33	38	441	512
Totaux généraux . .	57	76	1.396	1.529

Nota : Les rapatriements pour libération, excédent d'effectif, etc., ne sont pas compris dans le tableau ci-dessus.

Relevé des pertes du corps expéditionnaire français du 19 juin 1900 au 31 juillet 1901

A la date du 1er janvier 1901, le corps expéditionnaire français, qui avait déjà éprouvé quelques pertes, comprenait 698 officiers, 17.354 hommes de troupe ; ajoutons pour mémoire, 1.199 chevaux et 2.325 animaux de trait.

Décès :

1° du 19 juin au 31 décembre 1900 . . . . 300 h. (1)
2° du 1er janvier au 31 juillet 1901 . . . . 133 h. (2)
433 h. (3)

Répartition des décès par corps

	1900	1901	Totaux
Infanterie de marine (collectivement)	173	44	217
Régiment de marche d'infanterie	19	22	41
Régiment de marche de zouaves.	16	27	43
Chasseurs d'Afrique	4	4	8
Artillerie de marine. . . .	31	8	39
Artillerie métropolitaine . .	6	1	7
Génie	2	1	3
Train des équipages. . . .	2	10	12
Commis et ouvriers militaires d'administration.	2	2	4
Infirmiers militaires. . . .	2	1	3
Infirmiers coloniaux. . . .	1	»	1
Commis aux vivres de la marine	»	1	1
Gendarmerie	1	»	1
	300	133	433

(1) Dont 9 officiers et 1 infirmier du cadre colonial.

(2) Dont 1 maître-commis de la marine.

(3) Les pertes du personnel « Marine » débarqué de l'escadre ne figurent pas dans ces totaux.

HUITIÈME PARTIE

LA GUERRE EN MONTAGNES

AVANT-PROPOS

Des officiers même du grade le plus élevé ne craignent pas d'avancer que les règles ordinaires de la guerre conviennent dans la montagne et que point n'est besoin d'inventer des règles spéciales : c'est, disent-ils, pour augmenter leur importance, se rendre nécessaires que les *spécialistes* déclarent erronée cette opinion. Il est vrai qu'une affirmation aussi catégorique tend à simplifier le travail ; il est vrai aussi que les soldats dont l'avis intéresse à divers titres s'inscrivent en faux.

Un victorieux, le duc de Rohan dit :

« Si l'on considère les différentes espèces de guerre, les différentes manières de marcher, de camper, de combattre, on conviendra qu'il *n'en n'est point de plus difficile et de plus savante* que la guerre de montagnes (¹)...

« La guerre de montagnes, et principalement la défensive est *très difficile et très savante :* elle demande *des qualités extraordinaires* dans celui qui la fait, un génie supérieur, une connaissance parfaite du pays et une expérience peu commune (²)... »

Un autre victorieux, dont l'autorité dans cette matière ne saurait être davantage contestée, le maréchal Berwick, fait suivre l'exposé de son plan de 1709 de la remarque suivante :

« Je suis entré dans un plus grand détail, à cause que *cette guerre était toute différente des autres* et que, sans tout ce que je viens de dire, *on n'aurait pu la comprendre* (³)... »

Le chevalier Folard ne pensait pas autrement :

« De toutes les guerres, *il n'y en a point de plus difficile et de plus rusée*, et en même temps *de plus dangereuse* que celle des hautes montagnes qui forment des pas et des vallées profondes, où il y a des chemins difficiles, des ravins et des précipices affreux, et mille autres obstacles *qui fournissent une infinité de ruses et de ressources.* C'est dans ces sortes de situations *qu'un grand capitaine* peut mettre en usage *tout ce que la science de la guerre* a de plus grand et de digne de son adresse et de son savoir (⁴)... »

De son côté, le colonel Carrion-Nisas a dit :

« ... La guerre de montagnes, celle qui, au premier coup d'œil, présente le plus grand nombre de ces obstacles qu'on est tenté de croire insurmontables, est celle-là précisément qu'on fait le plus avec les hommes et presque avec les hommes seuls (⁵)... »

(¹) *Campagne de la Valteline en 1635*, p. 9.
(²) *Campagne de la Valteline en 1635*, p. 89.
(³) Berwick [maréchal]. — *Mémoires*, p. 315.
(⁴) *De la guerre de montagnes.*
(⁵) *Essai sur l'histoire générale de l'art militaire...* — t. II, p. ij.

Enfin le général Mathieu Dumas a écrit dans son *Précis des Opérations militaires* avec cette précision élégante qui lui appartenait :

« Il semble que *dans les hautes montagnes* le coup d'œil militaire se forme, s'étend et se proportionne insensiblement à une plus grande échelle d'objets et de distances; *les combinaisons s'agrandissent et se multiplient* comme les masses et la variété des accidents. *Dans les pays de plaine, les desseins des généraux sont plus subordonnés aux règles de l'art;* les marches se comptent, les manœuvres s'éclairent, les résistances, le temps, les ressources, tout se mesure, et presque toujours les données du problème sont connues, et souvent il est résolu avant que le sort des armes en ait décidé. Mais *dans le pays de montagnes* le génie du général a moins d'entraves, quoiqu'il rencontre plus d'obstacles; *il peut s'élancer au-delà des règles ordinaires,* inventer des artifices, et faire des combinaisons toutes nouvelles.

« La guerre de montagnes est (si l'on veut nous passer cette expression) la partie poétique de l'art de la guerre. Les forces physiques y sont continuellement exercées, et les forces morales n'y sont pas moins exaltées. Si l'air qu'on respire dans ces hautes régions raffermit les nerfs, donne au corps plus d'agilité, les idées sont aussi plus nettes, l'esprit est plus fécond en ressources, le courage est toujours audacieux; les mouvements sont prompts, les actions décisives, tout est vif, brillant et rapide; aussi voit-on d'ordinaire ceux qui ont fait la guerre dans les montagnes fort épris de leur métier, parce qu'ils y ont trouvé, hélas ! comme les chasseurs, avec de grands dangers, des jouissances plus vives (1)... »

La vérité est que la guerre en pays de montagne est une véritable science basée sur des principes bien définis dont, naturellement, quelques uns sont d'application générale aussi bien en plaine qu'en montagne. Elle a réellement des secrets, des méthodes qui lui sont propres, dont une longue pratique du terrain, l'emploi de troupes de toutes armes et l'étude intelligente et approfondie de l'histoire militaire dans des régions variées, permettent seuls de se rendre maîtres. Dans la montagne même, le système de guerre varie, parfois assez notablement, avec sa constitution.

On ne saurait trop pour la raison suivante, recommander l'étude de l'histoire militaire relative à la région montagneuse que l'on se propose d'étudier; elle complète et éclaire, en effet, celle du terrain :

« Dans les pays de montagnes, dit le colonel Arvers, les effets et les transformations des armées et des armes à feu se font moins sentir que partout ailleurs, aussi la méthode y conserve-t elle toute sa valeur et reste-elle la meilleure et la plus sure de toutes, par les exemples qu'elle fournit à ceux qui s'intéressent à tout ce qui se rapporte à la défense de nos frontières ... » (2)

La simple constatation de ce fait que peu de généraux ont compris ce genre de guerre, puisque le nombre de ceux qui ont mérité d'être cités avec éloge est très restreint, donne à réfléchir. On sait, d'ailleurs, que le premier chef venu n'y réussit pas (3) et que tel général de haute valeur en pays ordinaire a échoué en montagne alors que tel autre général paraissant de capacité moindre y a pleinement réussi : Villars et Berwick en fournissent, dans les campagnes alpines qu'ils dirigèrent deux années de suite, en 1708 et en 1709, un exemple frappant.

Certes, bien des siècles séparent Xénophon frayant un passage aux Dix-Mille à travers le pays des Carduques ou Alexandre opérant au sein des massifs accidentés de la Perside, du général autrichien Von Kuhn victorieux dans le Tyrol en 1866. Cependant bien peu de généraux ont excellé dans la guerre de montagne. Il n'y a guère à citer, en dehors de Sertorius chez les Romains, que les noms, français pour la plupart, de Lesdiguières, Rohan,

(1) *Précis...* t. I. 1799, pp. 314 à 316.
(2) Arvers [colonel]. — Préface de la *Guerre de la Succession d'Autriche*, t. I, p. IX.
(3) L'auteur de cet ouvrage a manœuvré pendant près de dix ans dans les Vosges, dans le Jura, dans le Briançonnais, en Auvergne et surtout, comme général, dans les Alpes maritimes. Or, il a le regret de constater que ceux de ses chefs qui soutenaient l'opinion énoncée au début de cet Avant-Propos se sont toujours montrés sans conteste, au-dessous de leur mission d'instructeur et de directeur; ils étaient menés au lieu de conduire, et par suite, sans action sur leurs subordonnés.

Catinat, Berwick, Bourcet, Conti, Maillebois, Ricardos, Dagobert, Dugommier, Masséna, Bonaparte, Lecourbe, Suchet, Zumalacarrégui, Stonewal Jackson et von Kuhn.

Pour légitimer la notoriété de chacun d'eux, il faudrait, même en se bornant à l'énumération des faits, disposer d'un gros volume ; or, l'espace nous manque. Nous nous contenterons donc d'exposer succinctement, malgré leur importance, les campagnes de Rohan, de Berwick, d'indiquer le caractère des guerres dans les Alpes à la fin du XVIII[e] siècle et de préciser la courte et décisive action personnelle de Bonaparte. Nous étudierons en détail les mémorables campagnes de Lecourbe, de Molitor et de Macdonald ; enfin nous nous appesantirons sur le rôle joué par Von Kuhn en 1866 dans le Tyrol méridional.

C'est à regret que nous laisserons de côté les campagnes de Catinat [1690-1693], de Conti [1744] et de Maillebois [1745] dans la guerre de la Succession d'Autriche.

Ce que nous avons dit, en étudiant la Guerre de la Sécession, du parti que Stonewal Jackson sut tirer, en 1862, des Alleghanies peut suffire.

Les divisions suivantes ont été adoptées :

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE ET PARTICULIÈRE.

CHAPITRE I[er]. — Campagne de la Valteline en 1635, par le duc de Rohan.

CHAPITRE II. — Campagnes de 1709 à 1712 dans les Alpes, par le maréchal de Berwick.

CHAPITRE III. — La guerre dans les Alpes maritimes de 1792 à 1800 inclus : Campagne de 1792, de 1793. — Campagne de 1794 : Bonaparte et Masséna. — Campagne de 1795. — Campagne de 1800 : Suchet.

CHAPITRE IV. — Campagne de 1799 en Helvétie : Lecourbe, Molitor.

CHAPITRE V. — Campagne d'hiver de Macdonald en décembre 1800 et janvier 1801.

CHAPITRE VI. — Campagne de 1866 dans le Tyrol par le général Von Kuhn.

Paris, le 15 janvier 1907.

BIBLIOGRAPHIE (1)

I. — BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

de Montannel. — Documents inédits relatifs au Dauphiné concernant la topographie militaire de la frontière des Alpes : édités en 1873 par le capitaine du génie de Rochas d'Aiglun.

Saint-Hypolite [colonel]. — La guerre dans les Alpes : 1812.

Von Khun [feld-marshall-lieutenant]. — Der Gebirgs-Krieg : 1870 ; la 2[e] édition a été traduite en français par le capitaine M. Weil.

Perreau [commandant J.]. — L'Epopée des Alpes. Episodes de l'histoire militaire des Alpes en particulier des Alpes françaises [le tome 1[er] a seul paru] : 1903.

II. — BIBLIOGRAPHIE PARTICULIÈRE

Règne de Louis XIII

de Rohan [général Henri duc]. — Mémoires et lettres sur la guerre de la Valteline : 1758.

*** Campagne du duc de Rohan dans la Valteline en 1635, précédée d'un Discours sur la guerre de montagne : 1788.

(1) Ne sont mentionnés ici, au point de vue purement historique, que les ouvrages [tous ont été consultés] se rapportant aux périodes indiquées.

Règne de Louis XIV

Moreau de Brasey. — Journal de la campagne de Piémont pendant l'année 1691 et du siège de Montmélian sous le commandement de M. de Catinat : 1692.

de La Blottière [maréchal de camp]. — Mémoire militaire concernant les frontières du Piémont, France et Savoie : 1770.

de Pezay [marquis]. — Description des vallées des Grandes Alpes : Dauphiné, Provence, Italie : 1774.

de Pezay [marquis]. — Histoire des campagnes du maréchal de Maillebois en Italie, 1745 et 1746 : 1775.

Berwick [maréchal duc de]. — Mémoires : 1780.

de Vault [général F. E.]. — La guerre des Alpes. Guerre de la Succession d'Autriche. Mémoire extrait de la correspondance de la Cour et des généraux 1763-1790 : édition publiée par le colonel P. Arvers en 1892.

Perreau [capitaine Joseph]. — Campagne des Alpes, 1692, Catinat et l'invasion du Dauphiné : 1892.

Valot, [capitaine]. — Les opérations militaires sur la frontière de la Savoie et du Haut-Dauphiné au XVIIIe siècle : 1896.

Règne de Louis XV

Morenas. — Histoire de tout ce qui s'est passé en Provence depuis l'entrée des Autrichiens dans cette province jusqu'à leur retraite : 1747.

de Paulny [marquis]. Voyage d'inspection de la Frontière des Alpes en 1752 : édition de 1902.

de Bourcet [lieutenant général]. — Principes de la guerre de montagnes : 1775.

Pajol [général]. — Les guerres de Louis XV [t. III] : 1881-1886.

Dabormida [capitano]. — La Bataglia dell' Assietta : 1884 [Torino]; a été traduit en français par le capitaine Laporte.

Morris [Henri]. — Opérations militaires dans les Alpes et les Apennins pendant la guerre de la Succession d'Autriche [1742-1748] : 1886.

Buffa di Perrero [colonello Carlo]. — Carlo Emmanuele III di Savoia a difesa delle Alpi nella campagna del 1744 : 1887.

Révolution Française

Dumas [général Mathieu]. — Précis des Evénements militaires [t. V, pp. 146 à 194, 284 à 294 et 305 à 314] : 1817.

Napoléon 1er. — Commentaires [t. 1er, pp. 53 à 83 : Opérations de l'armée d'Italie] : édition de 1867.

Thaon de Revel de St-André [Ignace]. — Mémoires sur la Guerre des Alpes et les événements en Piémont pendant la Révolution française : publiés en 1871.

Masséna [maréchal]. — Mémoires publiés par le général Koch [t. I] : publiés en 1848-1850.

Garnier [général]. — Mémoire local et militaire sur le département des Alpes Maritimes : 1811.

Jomini [général]. — Histoire critique et militaire des guerres de la Révolution [t. II, III, VI, VII] : 1819-1824.

de Ségur [général]. — Histoire et Mémoires [t. II, pp. 113 à 124] : 1873.

Toselli. — Histoire de la ville de Nice : 1886.

Auriol [Charles]. — La défense du Var et le passage des Alpes. Documents militaires du lieutenant général Campredon : 1889.

Camau [Emile]. — La guerre dans les Alpes : 1890.

Krebs [commandant] et **Morris** [Henri]. — Opérations militaires dans les Alpes et les Apennins pendant les guerres de la Révolution [1792-1796] : 1891-1895.

Simon [capitaine Paul]. — Conférences de la garnison de Marseille [autographie des Résumés]. Campagnes de 1792-1794 ; 1795-1796 : 1895 [janvier et février].

de Montéty [capitaine au 111e régiment]. — Etude des campagnes dans les Alpes : I Guerre de la Succession d'Autriche ; II Campagne de la Révolution dans les Alpes ; III Comparaison des campagnes de la Succession d'Autriche avec celles de la période révolutionnaire [autographie] : 1896.

Flocon [capitaine]. — Notes sur les marches de Macdonald. Campagne de 1800 : 1897.

Rauch [lieutenant au 6e bataillon de chasseurs]. — Opérations du lieutenant général Suchet dans le département des Alpes Maritines pendant le siège de Gênes. La défeuse du Var et le passage des Alpes Maritines pendant le siège de Gênes. La défense du Var et le passage des Alpes [manuscrit] : 1897.

Demaret [capitaine au 6e bataillon de chasseurs]. — Campagues de 1792, 1793 et 1794 dans dans les Alpes maritimes [autographie] : 1897.

Guerre de 1866

Von Kuhn [feld-marshall-lieutenant]. — Der Gebirgs-Krieg : 1870.

CHAPITRE PREMIER

CAMPAGNE DE LA VALTELINE, EN 1635, PAR LE DUC DE ROHAN [*fig.* 59]

SOMMAIRE (1)

La Valteline. Evénements antérieurs à la campagne de 1635, 467. — Forces et situation du duc de Rohan en Valteline au début de la campagne, dans les premiers jours de mai 1635, 468. — Opérations contre les Impériaux [Fernamond] jusqu'au 3 juillet : combats de Luvin du 26 juin et de Mazzo du 3 juillet, 469. — Opérations des 4 et 5 juillet contre les Espagnols [Serbellon] qui battent en retraite, 470. — Prise du fort des Bains le 19 juillet ; évacuation du fort Sainte-Marie, 470. — Période d'accalmie du 20 juillet au 24 octobre, 470. — Dernières opérations contre les Impériaux et contre les Espagnols du 24 octobre au 10 novembre, 471. — Observations, 472.

La Valteline. Evénements antérieurs à la campagne de 1635. — La Valteline que traverse l'Adda doit son importance à la communication qu'elle établit entre le Tyrol et le Milanais. Sa direction générale va du Nord-Est au Sud-Ouest et est parallèle à la crête des Alpes ; longue de 80 kilomètres, la Valteline a une largeur qui varie de 4 à 32 kilomètres.

Elle appartenait, en 1635, depuis un peu plus d'un siècle, à la république des Grisons et était convoitée par l'Autriche. A cette époque, elle formait cinq petits bailliages ayant pour capitales Tirano, position centrale d'où l'on peut garder tous les défilés de la Valteline, Sondrio, Morbegno et Traona ; le territoire de Teglio formait un gouvernement à part.

Les Valtelins s'étant soulevés, en 1620, contre les Grisons furent soutenus par les Espagnols qui s'emparèrent de la Valteline et y bâtirent plusieurs forteresses. Louis XIII, qui suivait de près cette affaire, fit passer des troupes en Italie. Le traité de Monçon, du 5 mars 1626, ne contenta pas les Grisons dont les plaintes redoublèrent jusqu'à ce que, en 1631, le duc de Rohan, envoyé auprès d'eux comme ambassadeur extraordinaire, parvint à les apaiser.

En 1635, Rohan, qui venait de sauver l'Alsace en en chassant le duc de Lorraine, revint dans le pays des Grisons, mais cette fois avec une armée chargée d'empêcher la communication de l'Italie avec l'Allemagne,

(1) Voir la *Bibliographie particulière.*

de façon que celle-ci ne pût secourir le Milanais què Louis XIII et ses confédérés en Italie projetaient d'attaquer.

Forces et situation du duc de Rohan en Valteline au commencement de mai 1635. — La première difficulté que Rohan eut à surmonter fut le passage de son armée de la Haute Alsace dans la Valteline.

Il donna l'ordre au général de Landé, qui commandait les troupes du roi dans le pays des Grisons, de faire irruption en Valteline et d'occuper les trois postes mal gardés de

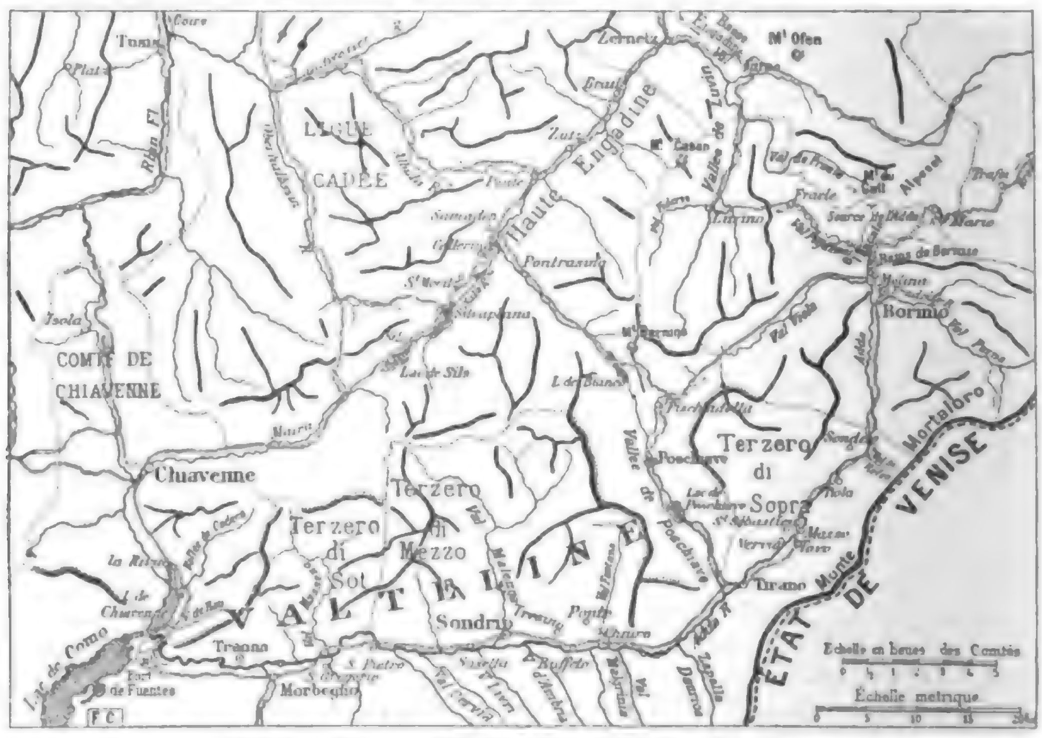


Fig. 59. — Campagne de la Valteline en 1635 (Duc de Rohan).

Chiavenne, de la Rive et de Bormio, ce qui fut fait. D'autre part, des négociations habiles entamées avec les Suisses, avec Berne notamment, permirent le passage de ses troupes. Bref, la Valteline était occupée par les Français avant même que les Suisses, les Grisons et les Valtelins eussent avis qu'on fit des mouvements en vue de cette expédition.

A Saint-Gall, le 8 avril, à Coire le 12, l'armée était réunie en Valteline le 24 avril. Son effectif total ne dépassait pas 8.000 hommes et 400 chevaux ; encore l'obligation de garnir un certain nombre de postes ne laissa-t-elle de disponibles à Rohan que 3.000 hommes et 400 chevaux : c'est avec des forces aussi minimes qu'il allait faire face aux Espagnols du côté du Milanais, aux Allemands du côté du Tyrol.

Sans perdre de temps, Rohan fit fortifier les points les plus importants de la Valteline en même temps qu'il ordonnait une levée de 4 régiments suisses et de 3 régiments grisons.

Il était informé que le général espagnol Jean, comte de Serbellon, prenait ses dispositions en Milanais pour envahir la Valteline ; que le général impérial Fernamond, qui disposait de 8.000 fantassins et de 1.200 chevaux, avait reçu l'ordre de s'avancer dans le Tyrol et de chasser les Français de la Valteline pour gagner le Milanais.

Le plan adopté par les deux généraux était naturellement de prendre entre eux l'armée de Rohan ; il aurait fallu pour cela que leur marche ne subit aucun retard, qu'elle s'opérât régulièrement et surtout que, moins actif, leur adversaire ne fût pas disposé à tirer aussi bon parti que possible de sa position centrale.

Au commencement de juin, Rohan reconnut la vallée jusqu'à Bormio et étudia tout particulièrement Tirano, « où il faisait état de se tenir comme *au milieu de la vallée*, pour pouvoir *donner secours à temps aux deux bouts*, lorsqu'ils seraient attaqués ([1]) ». Il ne négligea pas l'Engadine et fit reconnaître les principaux passages des Grisons. A noter ce que Rohan dit à ce propos :

«... et c'est bien alors qu'on reconnut véritable que les montagnes sont comme les plaines et qu'elles n'ont pas seulement les chemins accoutumés et fréquentés, mais plusieurs autres, lesquels, bien qu'ils ne soient pas connus aux étrangers, le sont aux gens du pays, par le moyen desquels on sera toujours mené au lieu qu'on désire, en dépit de ceux qui s'y voudront opposer ; de sorte qu'un sage capitaine ne se hâtera jamais à garder des passages, mais bien se résoudra-t-il plutôt à attendre son ennemi en campagne pour le combattre ; ce qui peut sembler étrange, à qui n'en a vu le succès par expérience ([2])... »

Opérations contre les Impériaux [Fernamond] jusqu'au 3 juillet : combats de Luvin du 26 juin et de Mazzo du 3 juillet. — Rohan, se réservant la surveillance du débouché du Milanais, s'établit à Traona avec 1.500 fantassins et 4 cornettes de cavalerie ; le marquis de Canisi était à la Rive avec 600 hommes.

Vers le Tyrol, il envoya Landé avec 600 fantassins et 3 cornettes de cavalerie dans le canton de Bormio : un régiment gardait Bormio ; le marquis de Montausier, qui, avec 1.200 hommes, stationnait dans le val de Luvin [ou Livigno], était chargé de surveiller les trois passages du val Furno, de l'Alpesel, du val de Pegdenos et avait ordre de secourir Bormio s'il était attaqué.

La section de l'Adda comprise entre Bormio et Traona était donc, pour employer une expression empruntée au jeu d'échecs, comme une ligne sur laquelle Rohan demeurait libre de *roquer*.

Du Landé arriva le 12 juin à Bormio. Le lendemain même, Fernamond, qui s'était avancé dans le pays des Grisons, se portait sur ce point et faisait attaquer simultanément les deux passages des Bains et de l'Escale. Landé aurait dû concentrer ses troupes ; il se laissa intimider et en replia la majeure partie sur Tirano : de là, après avoir adressé un rapport insignifiant à Rohan, il commit la faute de gagner par Poschiave la haute Engadine.

([1]) *Mémoires*, t. I, p. 156.
([2]) *Mémoires*, t. I, p. 159.

Rohan apprit à la fois la conduite de son lieutenant qui le découvrait et l'arrivée des Impériaux à Sondrio situé à cinq lieues de Traona. Exposé à se trouver pris, avec 1.500 hommes seulement, entre deux armées qui l'auraient amené à merci en se contentant de le bloquer, il se replia, le 16 juin, sur Chiavenne. Mais ce n'était qu'un expédient et sa situation ne tarda point à devenir critique : les Impériaux s'apprêtaient à attaquer le Steig et menaçaient Coire où l'alarme était grande.

Cependant, au lieu de descendre la vallée à la rencontre de Serbellon dont il n'avait pas de nouvelles, Fernamond s'était détourné du vrai chemin, — puisqu'il avait ordre d'entrer en Milanais, — et s'était engagé dans la vallée de Poschiave pour surprendre Montauzier : très inférieur en forces, celui-ci céda le terrain et rejoignit Landé dans la Haute Engadine. Fernamond arrêta ses troupes au repos dans le val de Luvin, — situé entre le comté de Bormio, la Valteline, Poschiave, l'Engadine et le Munsterthal, — se réservant de marcher plus tard sur Chiavenne.

Rohan, après avoir examiné trois projets, s'arrêta au plus énergique, celui d'attaquer Fernamond à Luvin.

Il n'y avait pas de temps à perdre ;

« à quoi encore de surplus, il se trouvait *poussé par le naturel des Français, desquels le courage se redouble en attaquant*, comme il se diminue de la moitié, lorsqu'ils sont sur la défensive ; par la mauvaise garde que les ennemis faisaient, lesquels, enorgueillis du nouveau succès de Bormio, buvaient et mangeaient à Luvin joyeusement, sans savoir seulement que Rohan fût arrivé dans l'Engadine ([1]). »

Une action énergique le débarrasserait de son ennemi le plus rapproché et fixerait les hésitations des Grisons dont il y avait lieu de craindre un soulèvement général. Rohan partit donc après avoir assuré le comman-

([1]) ROHAN [duc de]. — *Mémoires*, t. I, p. 175.

dement à la Rive et dans le comté de Chiavenne ; le 23 juin, il était à Zozio [Sus ou Zutz].

Bien renseigné par une reconnaissance sur le service que pourrait lui rendre le val Fideris qui constitue une sorte de chemin couvert, Rohan écarta d'abord les objections timorées de Landé, puis commença son mouvement le 26 ; le soir, toute l'armée comprenant 3.000 Français, 1.500 Grisons et 400 chevaux était réunie près du mont Casan qu'il fit occuper pendant la nuit. Le lendemain, 27 juin, le combat de Luvin, le plus hasardeux de la guerre, était livré et Rohan était récompensé de son audace : battu, le lieutenant de Fernamond se retira sur Bormio juste à temps pour n'être pas taillé en pièces.

La crainte de manquer de vivres empêcha Rohan de poursuivre les Impériaux, mais il affirma sa volonté de gagner Tirano. Il s'y trouvait du 28 au 29, ayant pris l'avance sur les Impériaux ; d'autre part, Serbellon se disposait à entrer dans la Valteline.

Le 30 juin, les deux partis impérial et français se trouvèrent en présence et escarmouchèrent en avant de Tirano, à Mazzo.

Averti que Serbellon pourrait être dans deux jours à Tirano et ayant acquis la certitude que Fernamond n'était pas en forces à Mazzo, Rohan, renonçant à attendre le renfort de 3.000 Suisses qui lui était annoncé, prit ses dispositions pour attaquer les Impériaux, le 3 juillet, avant l'arrivée des Espagnols.

Le combat de Mazzo, livré le 3 juillet, réduisit l'armée impériale des cinq sixièmes. Son chef l'avait disposée à cheval sur l'Adda sans avoir la prévoyance de maintenir la communication entre les deux rives. Rohan s'était contenté d'agir sur la rive gauche, mais en ayant le soin de porter par l'autre rive un détachement de 600 Grisons contre l'aile droite ennemie. La vigueur de l'attaque, une menace par les hauteurs et la dépression morale des Impériaux entraînèrent rapidement la déroute et 600 d'entre eux à peine purent rejoindre Bormio : un millier demeura prisonnier ; le reste fut tué ou se noya. Rohan affirme que son armée ne perdit pas 20 hommes. La poursuite ne dépassa pas Sondelo.

Rohan pouvait maintenant se retourner contre Serbellon.

Opérations des 4 et 5 juillet contre les Espagnols [Serbellon] qui battent en retraite. — Le 3 juillet au soir, ainsi qu'en fut prévenu Rohan, Serbellon se trouvait à deux lieues en aval de Sondrio, à San-Pietro, avec 4.000 fantassins, 600 chevaux et 4 pièces de canons que protégeait dans la vallée le poste de la madone de Sasella ; il faisait remuer de la terre.

Le 4 juillet, Rohan, qui avait été renforcé de 1.200 Suisses, marchait vers Sondrio, puis arrêtait son armée à Ponte, à Chiuro et à Sondrio, en ayant soin de faire occuper le pont de Buffetto dont il comptait se servir le lendemain pour marcher contre les Espagnols. Mais, pendant la nuit du 4 au 5, Serbellon battait en retraite sur Morbegno d'où il rentra dans le Milanais.

Prise du fort des Bains, le 19 juillet ; évacuation du fort Sainte-Marie. — Rohan remonta alors la vallée de l'Adda pour en finir avec les Impériaux qui n'occupaient plus, dans la Valteline, que le fort des Bains et, dans l'Engadine, le fort Sainte-Marie.

Il chargea Landé de s'emparer, avec 3.500 hommes et 2 cornettes de cavalerie, du fort Sainte-Marie que l'on trouva évacué.

Lui-même marcha contre le fort des Bains qui fut emporté d'assaut, le 19 juillet, à la suite d'une double attaque dans laquelle le colonel Montausier, âgé de 26 ans, fut malheureusement blessé à mort.

Période d'accalmie, du 20 juillet au 24 octobre. — Rentré à Tirano où il s'attendait à être attaqué sous peu par Fernamond, Rohan ne tarda pas à se trouver dans un embarras extrême qu'il exposait dans plusieurs lettres du commencement d'août : il avait besoin de renforts, mais surtout d'argent.

Sa situation s'améliora cependant peu à peu : il reçut des renforts bien qu'en quantité insuffisante ; contre toute prévision et contre toute sagesse, les Impériaux perdirent un temps considérable qu'il mit à profit pour faire fortifier les passages les plus importants depuis Bormio jusqu'à l'Engadine, le pont du Rhin et quelques points de la vallée de Parpan.

Rohan assura la garde des principaux passages depuis le Steig jusqu'à Bormio ; il garda

auprès de lui à Tirano, afin d'être à même de s'assurer la supériorité numérique là où l'ennemi ferait son plus grand effort, 4 régiments français, 1.200 Suisses et la cavalerie.

Le 26 septembre, Rohan informait le Roi que les troupes allemandes qui se trouvaient dans le Tyrol étaient passées à la solde du roi d'Espagne, qu'on les dirigeait sur Constance et Lindau et que l'ambassadeur d'Espagne en Suisse négociait pour obtenir le passage des Impériaux par le Saint-Gothard.

Sur ces entrefaites, on tenta d'ébranler sa fidélité ; il rejeta avec indignation les offres des Espagnols et en rendit compte, le 31 septembre, au cardinal de Richelieu.

Dernières opérations contre les Impériaux et contre les Espagnols, du 24 octobre au 13 novembre : combats de Freel du 31 octobre et de Morbegno du 10 novembre.— Rohan ne s'était pas laissé impressionner par les feintes, par les bruits et avait maintenu son dispositif de défense. Il n'eut qu'à s'en féliciter quand il apprit que, le 24 octobre, Fernamond avait fait irruption dans le val de Freel situé dans le comté de Bormio, au pied du mont Brajo, et qu'il s'était aussi rendu maître du val Pedenos. Il ne fut pas pris au dépourvu ayant eu le temps de songer aux mouvements que son adversaire pourrait tenter ; on n'eut donc qu'à exécuter ses instructions antérieures ou ses ordres de la dernière heure : la serre de Bormio fut occupée ; plusieurs régiments et de la cavalerie furent dirigés sur Bormio ; la garde de Poschiave fut également assurée. Lui-même, concentrant auprès de lui toutes les troupes disponibles, attendit les événements.

La victoire remportée par Rohan à Freel, le 31 octobre, avec 3.400 hommes dont 400 cavaliers contre environ 7.800 hommes dont 800 cavaliers (1), a été le commencement de mesures préparatoires remarquables, comportant les mouvements entamés la veille. Il avait écrit à la Cour, le 26 octobre, qu'il se proposait, si l'armée imriale demeurait dans le val de Freel, de l'attaquer; le 5 novembre, il pouvait rendre compte au Roi du combat et de sa nouvelle victoire.

Rohan avait fait occuper les différents passages qui, du val de Freel, permettent d'aller dans la Basse Engadine, par la montagne du Gall et le val Furno ; à Luvino et au val Pegdenos par l'Alpesel ; à Bormio par l'Escale et même par les Bains. Fernamond ne s'aperçut de son invertissement complet que quand il voulut donner des ordres. Lorsque Rohan engagea le combat, Landé, posté sur la montagne du Gall avec 4 compagnies françaises et un régiment suisse, barrait la retraite sur l'Engadine ; un colonel s'était porté par l'Alpesel, avec plus d'un régiment, au-dessus de la vallée de Freel. De Bormio partirent alors trois attaques qui, vigoureusement conduites, eurent bientôt raison de la résistance de l'ennemi.

Composée de 6.000 à 7.000 fantassins et de 800 chevaux, l'armée impériale, à laquelle Rohan ne put opposer que 3.000 fantassins et 400 chevaux, aurait perdu ce jour-là plus de 2.000 hommes, dont fort peu de prisonniers, par suite de l'acharnement des troupes. Fernamond recula jusque dans le Tyrol.

« Le dessein d'attaquer le val Freel, dit le duc, avait été conçu de manière que si de Landé eut exécuté l'ordre qu'il avait et se fût trouvé à temps au rendez-vous [à l'Alpesel] (1), toute l'armée impériale périssait ce jour-là en la dite vallée ; car personne n'avait manqué de se trouver au lieu qui lui avait été ordonné (2). »

De nouveau Rohan demeurait libre de se porter à la rencontre de Serbellon dont il apprit, en revenant à Tirano, la présence à Morbegno avec plus de 4.000 fantassins choisis parmi les meilleurs et 300 chevaux.

Après avoir sérieusement assuré la défense du comté de Bormio, dans le cas où le comté de Schlick, successeur de Fernamond, donnerait immédiatement suite à son projet d'attaquer, Rohan partit de Tirano le 9 novembre ; le soir, il établissait son camp au delà de Sondrio, faisait occuper le

(1) Rohan. — *Mémoires*, t. II, p. 238 à 251. Rohan signale l'ardeur de ses officiers et ajoute : «... j'aime mieux qu'ils ayent besoin de canesson [caveçon] que d'éperon ».

(1) Dès le 26 septembre, Rohan, mécontent de la façon de voir et de la médisance de Landé, avait demandé son rappel qui fut prononcé le 22 octobre.

(2) *Mémoires*, t. I, p. 212.

pont Saint-Pierre et poussait sa cavalerie jusqu'à San-Grégorio où il aurait dû trouver l'ennemi.

Le 10 novembre, vers midi, Rohan reconnaissait la position de l'ennemi.

Serbellon était solidement établi derrière un petit ruisseau qu'on ne pouvait passer qu'en un endroit, la droite appuyée à une montagne située à l'est de Morbegno, la gauche à un petit bois et à la rivière, le front protégé par deux églises et des retranchements.

Rohan prit conseil de ses lieutenants; puis, sans hésiter, décida qu'on attaquerait. Le combat de Morbegno dura de 2 heures à environ 5 heures du soir [1]. Après avoir pris soin de détacher à sa gauche 50 mousquetaires destinés à garnir le haut de la montagne, Rohan lança quatre attaques dirigées contre la montagne, contre le pont, contre un point situé plus au nord et contre le bois de façon à déboucher l'aile gauche ennemie; la réserve marcha derrière le centre.

La lutte fut vive; finalement, battus sur tous les points malgré leur supériorité numérique, les Espagnols durent, à la faveur de la nuit, se retirer précipitamment : 1.200 à 1.500 [Rohan] de leurs morts demeurèrent sur place et 100 de leurs officiers furent faits prisonniers; tout leur bagage resta en notre pouvoir.

Rohan, qui ne comptait que 150 tués dont 4 officiers, les eût poursuivis le lendemain s'il n'avait été rappelé du côté opposé par la nouvelle que Schlick s'avançait vers Bormio; il y rentra quatre jours après en être parti.

(1) ROHAN. — *Mémoires*, t. II, p. 273 à 284.

« ... Si les Allemands, disait-il dans sa *Relation*, me donnent du repos quatre ou cinq jours, j'espère qu'ils nous trouveront toujours les mêmes qu'ils nous ont éprouvés [1] ».

La campagne était finie. L'armée française prit ses quartiers d'hivers.

Alors commença pour Rohan la partie certainement la plus délicate de sa mission. Il s'agissait, par ordre de Richelieu, de modérer l'impatience des Grisons qui voulaient rentrer en possession de la Valteline et l'irritation des Valtelins désireux de demeurer indépendants. Rohan, aussi bon diplomate que soldat, réussit à gagner du temps non sans s'être trouvé parfois dans une situation critique : et, le 5 mai 1637, les Grisons rentraient en possession de la Valteline.

Observations.

Après avoir battu successivement quatre divisions, chacune plus forte que son armée, Rohan se maintint en Valteline. Si ses opérations se trouvèrent être, par la force des choses, secondaires dans cette année 1635 si riche en grands événements, il avait répondu à l'attente du Roi. Ses adversaires n'étaient guère de force à lutter contre lui; s'ils eussent été plus redoutables, il eût redoublé d'activité, de coup d'œil et d'énergie dans l'offensive qu'il sut toujours entamer à propos.

Quoi qu'il en soit, ces opérations l'ont placé avec justice au nombre des grands capitaines. En tirant un excellent parti de sa *position centrale* et en démontrant pratiquement de quelle façon il faut passer de la défensive à l'offensive, il a créé un modèle du genre.

(1) *Mémoires*, t. II, p. 283.

CHAPITRE II

—

CAMPAGNE DU MARÉCHAL DE BERWICK DANS LES ALPES DE 1707 A 1712

SOMMAIRE [1]

—

Avant Berwick

Après la défaite sous Turin, l'armée française évacua le Piémont et, de 1708 à 1712, se tint sur la défensive depuis le Var jusqu'au fort l'Ecluse.

En 1708, Villars [1] commanda les troupes françaises dans les Alpes : il n'y fut pas heureux parce que, malgré ses talents, il n'avait pas l'habitude de la montagne où il se montrait inquiet [2] ; il dut, après avoir laissé le duc de Savoie s'emparer, pendant le mois d'août, des places de Fenestrelles et d'Exilles, se replier sur Briançon où il prit position. Ainsi que l'a remarqué Bourcet qui fait autorité dans la matière, Villars eut tort de quitter sa position centrale pour aller s'établir à Barraux. En effet, l'ennemi, voyant que notre centre était dégarni de troupes, se porta, par le col de La Roue, dans la vallée de Bardonèche et menaça Briançon. S'il s'était placé sur le flanc des ennemis, ceux-ci n'eussent pas osé déboucher de la Maurienne.

Berwick, qui le remplaça l'année suivante dans son commandement, avait des idées autrement saines sur la guerre de montagne. Il a pu les appliquer en 1709, 1710, 1711 et 1712 dans quatre campagnes d'inégale importance : la première, qui est la plus belle et la plus connue, et la troisième présentent un réel intérêt.

Pour être à même de comprendre les unes et les autres, il importe de connaître les conditions de la lutte au commencement du XVIIIe siècle : alors que le duc de Savoie possédait le Comté de Nice et la Savoie.

Le Comté de Nice, c'était le Var. Quant à la Savoie, comme elle était évacuée par les troupes piémontaises dès la prise des quartiers d'hiver, les Français étaient libres de l'occuper avant l'ennemi. Des cinq grands passages aujourd'hui existants, la France ne disposait que du col du mont Genèvre, ce qui lui donnait accès dans les vallées de la Dora Riparia, du Clusone et de la Vraita. Toutefois, les défaites de 1708 nous avaient rejetés sur Briançon.

Campagne de 1709 [*fig.* 60]

Nommé en mars 1709 au commandement de l'armée des frontières du Piémont qui comprenait 84 bataillons et 30 escadrons, le maréchal de Berwick arrive à Grenoble le 26 avril. Son premier soin est d'examiner l'état des magasins ; il constate à la fois le manque de vivres et le manque d'argent. La cour ne répondant pas à sa demande, il se procure des grains et de l'argent. Ce premier résultat obtenu, il visite le Haut-Dauphiné, la Provence et la Savoie. De retour à Briançon, son plan est arrêté : il s'agit pour lui d'occuper un emplacement tel qu'il se trouve « à portée de tout et en état d'arriver partout *avec toute l'armée*, ou du moins

(1) Voir la *bibliographie particulière*.

(2) Voici un exemple typique. Le 12 juillet 1708, Villars demande un renfort de 30 bataillons et de 60 escadrons au Roi : celui-ci, après avoir pris l'avis du vieux Catinat, lui envoie, avec une réponse destinée à lui donner confiance, 8 bataillons et 3 escadrons !

avec des forces suffisantes pour barrer le passage aux ennemis.

« Je me fis donc, dit-il, l'*idée d'une ligne dont le centre avançait, et la droite et la gauche étaient en arrière;* en sorte que je *faisais toujours la corde* et les ennemis nécessairement faisaient l'arc ».

En conséquence, il prit *Briançon* « pour le point fixe de ce centre », et y plaça le gros de ses troupes, de façon à pouvoir « les faire filer sur la droite ou sur la gauche, selon les mouvements des ennemis. »

Sa ligne à droite passait par la vallée de Barcelonnette, tombait de là, par le col de la Caillole, dans la vallée d'Entraunes où le Var prend sa source et rejoignait le littoral entre Antibes et Saint-Laurent [*fig.* 61].

Un camp retranché fut établi à Tournoux. Ainsi dit-il.

« Ma ligne à gauche passait par le col du Galibier, tombait à *Valoire* et de là à Saint-Jean-de-Maurienne et puis à couvert de l'Arc jusqu'à son embouchure dans l'Isère, que je suivis jusqu'à Montmélian et *Barraux*, où j'avais médité un camp retranché. Je ne comptais pas garder la Tarentaise, ni le reste de la Savoie, à cause que ma ligne *aurait été trop droite* et que les ennemis auraient pu très aisément, par des contre-marches, me percer quelque part; mais *reculant ma ligne*, j'avais toujours le temps de les devancer. *Pour assurer*

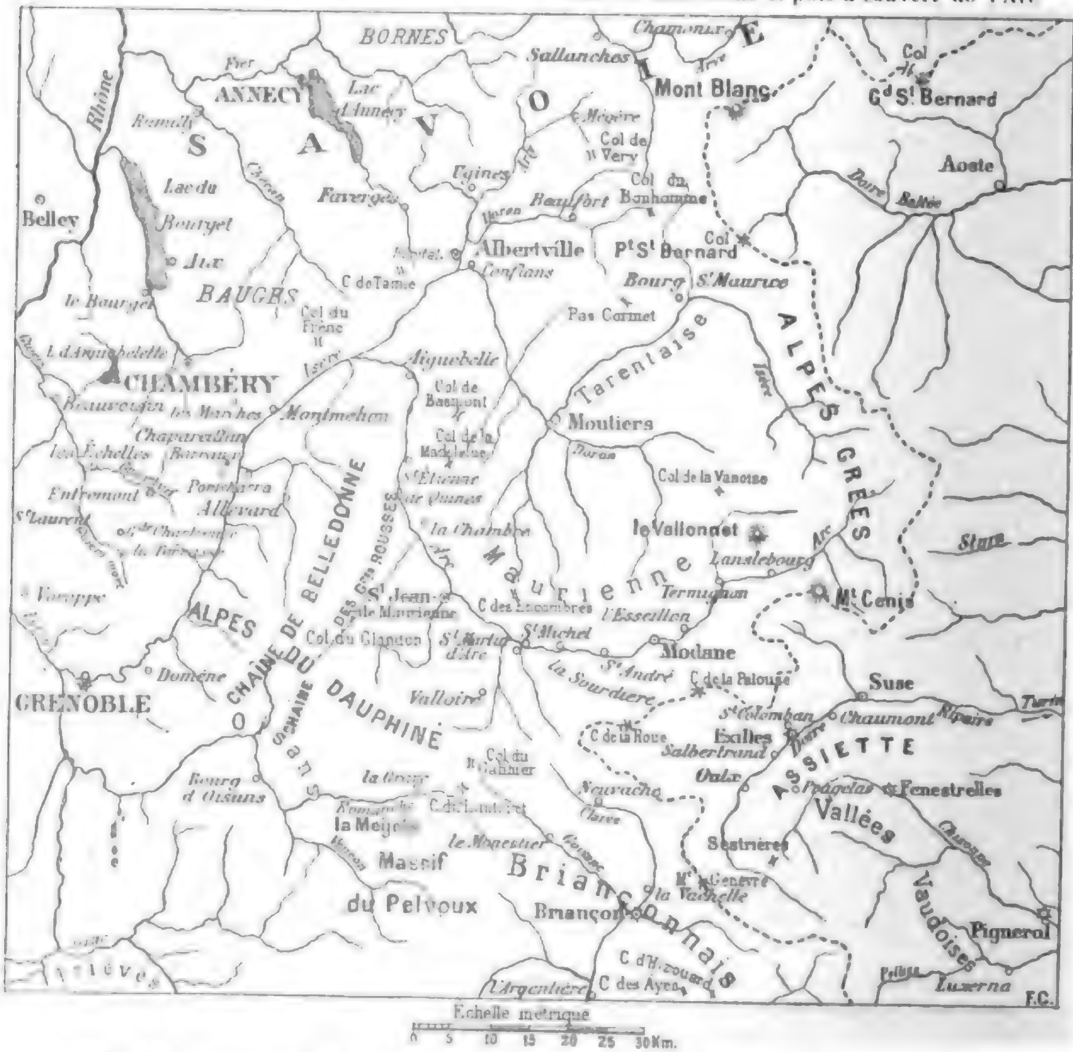


Fig. 60. — Campagne du Maréchal de Bervick dans les Alpes de 1709 à 1712 (Croquis n° 1)

les navettes nécessaires, j'avais ma principale attention sur Valoire, *poste excellent qui couvrait le Galibier*, empêchait les ennemis de descendre par la Maurienne, plus bas que Saint-Michel, et par conséquent les rejetant nécessairement dans la Tarentaise, s'ils voulaient aller en Savoie, *me donnait tout le temps d'y arriver avant eux et de me placer*. J'étais bien sûr que, tant que je ne laisserais aux ennemis de communication avec le Piémont que par le petit Saint-Bernard, ils ne pouvaient hiverner en Savoie... Comme de la conservation du point milieu de ma ligne dépendait tout mon système, je crus qu'il fallait principalement s'en assurer [1]... »

En conséquence, il transforma Briançon [2], l'arma fortement, y fit arriver l'eau et lui constitua une sérieuse garnison. Puis il alla s'établir, avec le gros de son infanterie, dans la vallée de la Guisane, au Monestier, soit à mi-distance entre Briançon et les deux cols du Lautaret et du Galibier. Le reste de ses forces était ainsi provisoirement réparti :

Vallée de Queyras . . .	5	bataillons.
Camp de Tournoux . . .	12	»
En Provence	9	»
En Maurienne :		
A Valloire	4	»
A Villars-Gondrin . . .	4	»
En Tarentaise.	7	» et

toute la cavalerie.

Le lieutenant général de Thouy qui commandait en Tarentaise avait ordre « de faire bonne contenance, mais de se replier sur Conflans et de là à Montmélian, si les ennemis marchaient à lui avec des forces supérieures ».

Résumant sa méthode, Berwick, comme tous les grands esprits qui ont des vues simples sur les choses, dit :

«... Il ne s'agit que d'*être bien averti des mouvements des ennemis*, et de *faire des navettes à propos* : l'un et l'autre sont très faciles ; car, par ma position, *on voit venir l'ennemi de si loin* que l'on peut toujours *arriver à temps*, quand même il déroberait quelques marches.

« Il faut observer qu'en fait de guerre de montagne, *quand on est maître des hauteurs*, l'on arrête son ennemi ; et c'est ce que j'avais eu attention de ménager dans la ligue que je m'étais proposée [1]... »

[1] De Berwick [maréchal de]. — *Mémoires*, pp. 312, 313, 314.

[2] C'est alors que furent garnies de redoutes les deux hauteurs occupées aujourd'hui par les forts des Têtes et du Randouillet.

Et il donna comme preuve de la confiance qu'il avait dans *sa* défensive que, de son propre mouvement, il mit à la disposition du Roi 20 des 84 bataillons qu'il possédait. Il lui resta donc 64 bataillons et 30 escadrons, soit environ 34.000 hommes.

Lorsque toutes les mesures qu'il avait prescrites furent prises ou en voie d'exécution, Berwick fit connaître à Louis XIV, par une lettre en date du 8 mai, le plan qu'il avait adopté :

« ... Toute cette guerre consiste à tâcher de ne pas ignorer les mouvements de l'ennemi et *à faire ses navettes à propos, à couper au plus court pendant que l'ennemi est obligé de faire un circuit.*

« C'est là, Sire, ce que je crois avoir trouvé en mettant mon centre à Briançon. *Si l'ennemi se porte avec toute son armée sur la Provence*, je le vois venir de loin, car il a le comté de Nice à traverser. On l'amusera pendant quelques jours au passage du Var et je coupe au court à Toulon. *S'il retourne sur ses pas*, je suis encore avant lui à Briançon en remarchant par ma queue.

« *S'il se porte en Savoie*, j'y suis du moins aussitôt que lui par le Galibier, et lui barrant l'entrée de la Maurienne, je le rejette dans la Tarentaise ; par conséquent, *je suis toujours plus à la portée* du Rhône et de l'Isère que lui. »

Le feld-maréchal comte de Thaun, commandant l'armée austro-sarde, disposait de 45 bataillons et 54 escadrons. Parti de Suze, il franchit les Alpes le 11 juillet et vint camper au pied du mont Cenis, entre Lanslebourg et Termignon, menaçant à la fois Briançon, la Maurienne et la Tarentaise. Aussitôt prévenu, Bervick renforça le groupe de Valloire et fit occuper solidement La Sourdière, entre Saint-Michel et Saint-André, de façon à barrer l'Arc ; puis, ayant rapproché de Briançon les troupes qu'il avait étendues sur sa droite, il attendit de voir plus clair dans le jeu de son adversaire.

Contraint d'abandonner son projet sur Briançon, le comte de Thaun se décida à

[1] *Mémoires*...., p. 315.

gagner la Savoie par la Tarentaise ; à cet effet, il fit franchir par 6.000 hommes le col de la Vanoise et prescrivit à un petit détachement, qui, remontant la vallée d'Aoste, s'était approché jusqu'au Petit Saint-Bernard, d'entrer en Tarentaise.

Berwick allongea alors ses troupes par la Basse-Maurienne jusqu'à l'Isère qu'elles franchirent à Fréterive, sur un pont de bateaux, pour donner la main à M. de Thouy, qui, conformément à ses instructions, avait descendu la vallée de l'Isère. Attaqué et battu, le 28 juillet, à Conflans, sur la rive gauche de l'Arly dont il aurait dû se couvrir, il se replia sur Fréterive, en négligeant de faire occuper sur son flanc droit le col de Tamié, et y arriva en même temps que Berwick.

La faute de M. de Thouy rendant intenable l'emplacement de Fréterive, Berwick recula jusqu'à Montmélian et fit occuper les Bauges ; il y eut bientôt 1.600 hommes.

L'ennemi campa sur la rive gauche de l'Arly, dans la plaine de l'Hôpital, et occupa le col de Tamié.

Ayant à couvrir Barraux, à conserver une communication sûre avec le Haut-Dauphiné et, à gauche, de Barraux à Briançon, 25 lieues de montagne, Berwick fit une nouvelle répartition de ses forces :

Camp des Têtes, Queyras, Vallée du Monestier . . .	22 bataillons
Valloire [col du Galibier] .	3 —
Saint-Jean de Maurienne. .	3 —
Saint-Etienne-de-Quines. .	4 —
Aiguebelle	15 —
Aiguebellette	5 —
Confluent de l'Isère et de l'Arc	5 escadrons
Francin [camp de]. . . .	19 bataillons 22 escadrons

La ligne de ses navettes était couverte par l'Arc et l'Isère ; elle passait par Francin, Aiguebellette, Saint-Etienne-de-Quines, Saint-Jean, Valloire, le Galibier, le Monestier et Briançon. Les différents corps avaient tous reçu l'ordre

« de tenir continuellement des postes sur les hauteurs pour observer les mouvements des ennemis dans la Tarentaise ou du côté de Conflans : ils devaient marcher par leur droite ou par leur gauche, selon ce qu'ils verraient faire aux ennemis, *sans attendre de nos nouvelles*, afin de pouvoir se trouver en force, de quelque côté que l'ennemi voulût tenter de percer notre ligne. Rien n'était plus simple que toutes nos manœuvres ; et, à moins que de nous endormir, l'ennemi ne pouvait nous prévenir nulle part, attendu qu'on voyait tous les mouvements qu'il faisait et qu'il avait toujours son cercle à faire dans le temps que nous coupions au court. *Pour que nos navettes se fissent plus promptement, j'avais fait des chemins partout* (1). »

L'ennemi tenta de prendre pied dans les Bauges d'où il eût déposté les Français de Montmélian ; il n'y parvint pas. Il poursuivit alors notre cavalerie sur Annecy dont le château fut pris et poussa la sienne jusqu'au Rhône. Son projet était de se mettre en communication, après avoir franchi le Rhône, avec le baron de Mercy qui était entré avec un corps d'armée dans la Haute-Alsace, et dont l'appui lui eût permis de passer l'hiver en Savoie. Peu de temps après Berwick avait fait occuper sur la ligne formée par le Rhône, le lac du Bourget et l'Albane à Seyssel [8 escadrons et 600 fantassins], à La Chana [11 compagnies de grenadiers], au Bourget [900 fantassins environ] et à Chambéry [16 escadrons et 5 bataillons]. L'ennemi, dont le ravitaillement commençait à devenir difficile, se retira et, comme il n'osait « trop s'affaiblir à Conflans » de peur que, dans la Maurienne, ses communications fussent coupées, ce qui l'eût obligé à se retirer par la Suisse, ses affaires ne progressèrent pas. Cependant, le général de Rebender qui était demeuré, dans la vallée de la Doire, entre Exilles et Oulx, avec 18 bataillons et quelques escadrons, ayant voulu marcher sur La Vachette, fut contre-attaqué en avant de ce bourg par Dillon : celui-ci, avec 2 bataillons et 6 compagnies de grenadiers, lui tua 700 à 800 hommes et lui fit 400 prisonniers. « Rebender, dit Berwick, se retira tout au plus vite près d'Exilles et ne montra plus le nez le reste de la campagne. »

La défaite complète du comte de Mercy, en Haute-Alsace, détermina le comte de Thaun à retourner en Piémont ; sa retraite s'opéra, à la fin de septembre, par le col du Petit Saint-Bernard et par le Mont-Cenis.

(1) *Mémoires*..., p. 323.

Berwick appuya alors sur Briançon, « où il ne fut plus question que *d'attendre que le mauvais temps fût venu*, pour que l'on pût, sans danger pour la frontière, renvoyer les troupes en quartiers d'hiver [1] ». Le 11 octobre, il partait en hâte pour l'armée de Flandre où le Roi le mandait d'urgence après la journée de Malplaquet, dans laquelle Villars fut blessé.

Telle fut la campagne de 1709 : bien qu'elle n'ait presenté, en dehors du combat de La Vachette, aucun fait d'armes réellement important, elle a fondé la réputation de Berwick et a fourni un modèle classique pour la défense, *à cette époque*, de la région alpine.

Berwick, on l'a vu, a confiance dans la position centrale du Monestier de Briançon et dans celle de Valloire d'où il peut, par le col de Galibier, une de ces « portes dauphinoises » si redoutées au temps de Lesdiguières des colonnes espagnoles et piémontaises, exercer une puissante action de flanc sur l'ennemi. Celui-ci doit passer en Tarentaise, mais il trouve la route de Grenoble barrée à Montmélian et se voit bientôt tenu en échec : il n'ose pas attaquer Berwick parce qu'il estime sa position trop forte ; d'autre part, il n'ose pas marcher résolument vers le Nord, parce que ses ravitaillements lui viennent de la Tarentaise et du Piémont. En un mot, il est immobilisé, et, lorsque les premières neiges tombent, il se trouve contraint de repasser les Alpes.

On est porté à s'étonner que Berwick se soit contenté, là où peut-être Napoléon eût attaqué, de prendre position. Outre qu'il atteignit le but qu'il s'était proposé, il convient de ne point oublier que, ni la nature de sa mission, qui consistait à interdire aux Alliés l'accès de notre territoire, ni les forces dont il disposait pour la remplir ne lui permettaient de se risquer dans des combinaisons audacieuses.

Il manœuvre donc offensivement avec le gros de ses forces, en faisant « ses navettes » à propos ; puis, lorsqu'il est à bonne portée de l'ennemi, il prend position en ne lui laissant d'autre alternative que de battre en retraite, ou d'être attaqué dans des conditions désavantageuses.

[1] Berwick, *Mémoires*, p. 325.

On s'est rendu compte de l'importance du service de renseignements exécuté par des postes d'observation portés au loin.

Berwick ne laisse que le moins de place possible à l'imprévu. La campagne a été sérieusement préparée. Les opérations ont été facilitées sur tout le front de l'immense chemin couvert s'étendant de fort Barreaux à Saint-Laurent-du-Var, par Briançon, en améliorant les communications.

Campagne de 1710 [*fig.* 61].

Les quelques opérations auxquelles cette campagne donna lieu se produisirent surtout au camp de Tournoux. Maintenu en Flandre, puisque la campagne en Dauphiné ne pouvait commencer que très tard, Berwick était de retour à Briançon le 27 juin.

Comme l'agitation protestante de 1692 s'était ranimée, les Alliés, qui disposaient de 70 bataillons et de 70 escadrons, résolurent d'atteindre, par le col de l'Argentière, la vallée de l'Ubaye, et de pousser jusqu'au Diois pour faire éclater la révolte. Simultanément une descente devait avoir lieu à Cette pour faciliter le soulèvement du Languedoc.

Informé que les rassemblements ennemis les plus importants se trouvaient dans les deux vallées de la Stura [à Coni et Demonte] et de la Doire [Suze], Berwick disposa ses troupes : 70 bataillons et 31 escadrons, de manière à protéger les vallées du Var, de l'Ubaye et à pouvoir défendre à la fois le Haut-Dauphiné et la Savoie.

Défense du Var	6 bataillons ;	
	2 régiments de dragons ;	
Camp de Tournoux	10	bataillons ;
Guillestre [quartier général]	12	—
Camp des Rousses [en Queyras]	7	—
Briançon	19	—
St-Michel-en-Maurienne	7	—
en Tarentaise	12	—
	27	escadrons.

« Dans cette situation, dit-il, j'étais à portée de tout, soit qu'il fallût *par ma droite* pousser des troupes sur le Var [à cette fin *j'avais fait travailler à des chemins* jusqu'à Broc où nous pouvions arriver de Tournoux en cinq jours de

marche], soit qu'il fût question de soutenir la vallée de Barcelonnette, ou de me reporter *par ma gauche* sur Queyras, à Briançon ou en Maurienne, si les ennemis marchaient vers le mont Genèvre en passant le mont-Cenis [1]. »

Lorsque, le 10 juillet, les Alliés se portèrent en avant, Berwick forma quelques bataillons à Colmars, renforça le camp de Tournoux où il y eut 15 bataillons, campa lui-même sur le col de Vars avec une brigade d'infanterie, 2 régiments de dragons et, pour avoir un gros de forces à peu près à mi-distance du Var et de la Savoie, rapprocha de Briançon les bataillons de la Maurienne, en même temps qu'il envoyait 12 escadrons à Grenoble et 10 au Monestier.

[1] *Mémoires*, p. 330.

En débouchant du col de l'Argentière, l'ennemi, pour éviter Tournoux, passa par Larche (24 et 25), le col du Vallonnet, Fouillouze (26), et Saint-Paul d'où il gagna le col de Vars. Mais, quand il voulut descendre sur Guillestre, il trouva Berwick installé en travers de la vallée de Vars, sur la position dite du château du Vars [1] qui est inattaquable. Guillestre était gardé par une brigade d'infanterie ; 2 bataillons et 11 esca-

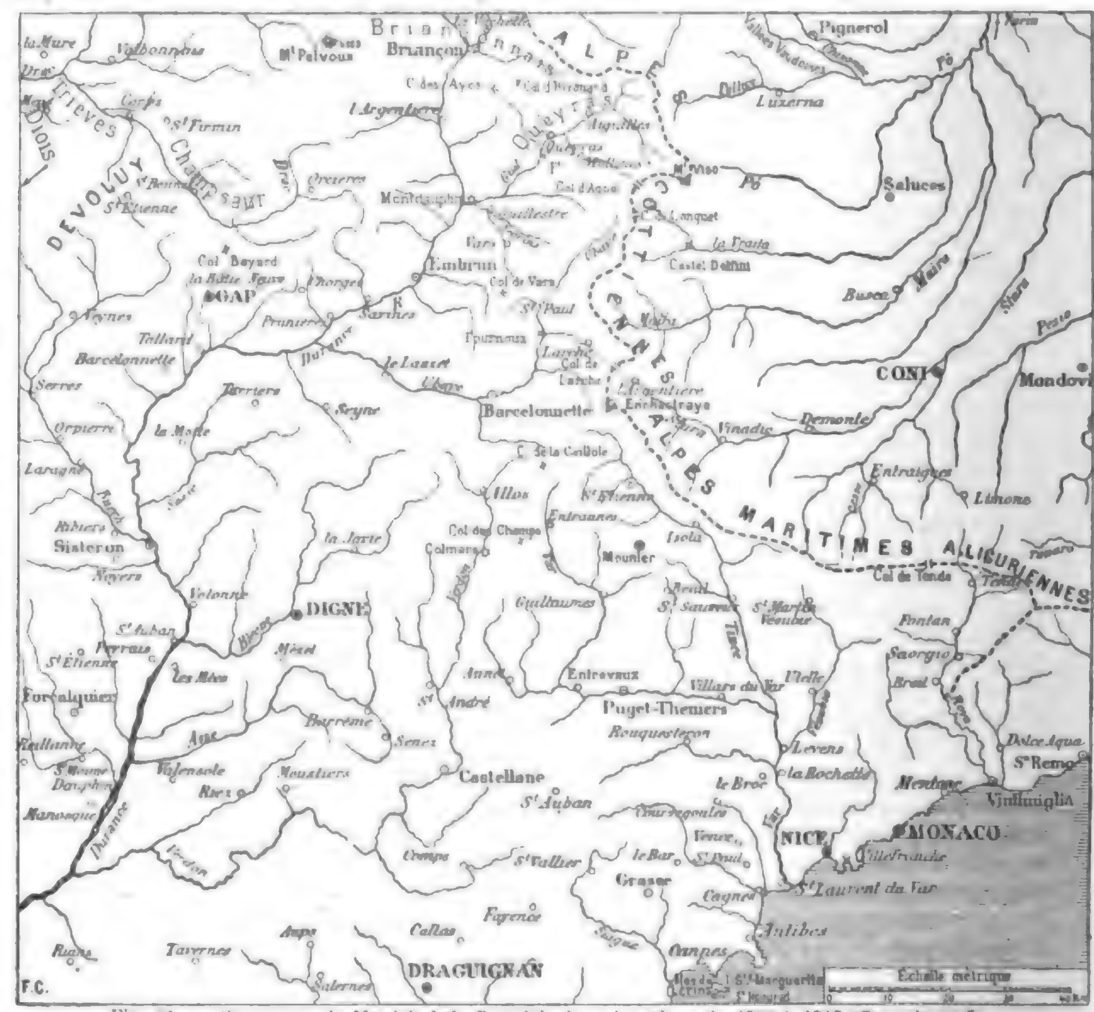


Fig. 61. — Campagne du Maréchal de Berwick dans les Alpes de 1709 à 1712 (Croquis n° 2).

[1] « Ma droite, dit Berwick, était aux ruines du vieux château et couverte par la rivière de Vars, laquelle coulant par des précipices impraticables jusqu'auprès de Guillestre, assurait ma communication avec cette petite ville, d'où je tirais mes vivres. Ma gauche était la grande montagne qui sépare la vallée de Sécrins d'avec celle de Vars. » *Mémoires*, p. 332.

drons étaient auprès de Mont-Dauphin. Le comte de Thaun n'essaya pas de forcer Berwick, et, après un mois de tâtonnements, apprenant que personne n'avait osé bouger dans le Diois et en Languedoc, il reprenait, le 14 août, le chemin de la vallée de la Stura. De là il se dirigea, par Pignerol, sur Cézanne où il arriva le 28; déjà Berwick était en forces à Briançon.

Au mois d'octobre, les deux armées se séparèrent pour prendre leurs quartiers d'hiver.

La lecture des *Mémoires* de Berwick montre avec quelle précision cet homme de guerre éminent tenait compte des distances et du temps.

Campagne de 1711 [*fig.* 60 et 62].

Cette campagne, qui dura des premiers jours de juillet au milieu d'octobre, ne fut guère que la réédition de celle de 1709, avec la différence pourtant que, en 1711, les Austro-Piémontais s'avancèrent un peu plus loin.

Lorsque, au milieu de juin, Berwick arriva à Briançon, il venait de consacrer quinze jours à la reconnaissance de toute la vallée du Var d'où, d'après les renseignements reçus, il rapportait l'idée que l'ennemi comptait agir dans le comté de Nice ou sur l'Ubaye. En conséquence, il répartit ainsi ses troupes qui étaient tombées aux chiffres de 44 bataillons et de 24 escadrons:

Saint-Laurent-du-Var . .	4 bataillons;
Saint-Martin-d'Entraunes .	4 —
Camp de Tournoux . . .	10 —
Entre Tournoux et Briançon à Guillestre (quartier général).	24 —
A Briançon et en Queyras.	15 —
Maurienne et Tarentaise .	5. — 7 escadrons;
Entre Gap et Fréjus . . .	15 —
Entre Valence et Montélimar	7 —

« Dans cette position, dit Berwick, *par ma droite*, je pouvais arriver en cinq jours sur le Var, avec 36 bataillons et 22 escadrons; ce qui était suffisant pour en défendre le passage, d'autant que les bords en sont difficiles et que de plus j'avais fait faire de bons retranchements. Si les ennemis se portaient *du côté de la Maurienne ou de la Tarentaise*, par le moyen du Galibier, j'y aurais été trois jours plus tôt qu'eux, avec tel nombre de troupes qu'il m'aurait plu (¹). »

Berwick eut également soin, pour faciliter ses navettes, de faire réparer tous les chemins.

Le 6 juillet, le duc de Savoie, dont l'armée comprenait en tout 54 bataillons et environ 60 escadrons, débouchait du Mont-Cenis et campait à Lans-le-bourg. De Termignon il détacha, le 7, 4.000 hommes au col de la Vanoise pour nous inquiéter dans la Tarentaise et pour communiquer avec un corps descendu par le Petit-Saint-Bernard. Comme en 1709, il fit occuper plusieurs points de la vallée de l'Arc et alla se poster à Montmélian. Pendant ce temps, le duc de Savoie, après avoir atteint à Moustiers la vallée de l'Isère, l'avait descendue jusqu'à Conflans et avait franchi l'Arly. Toutefois Berwick eût été inexpugnable dans sa position sans l'inintelligence d'un subalterne qui, posté à l'abbaye d'Aillon, découvrit son flanc gauche en se repliant. Contraint de reculer, Berwick alla camper, le 21, de Chapareillan à Saint-Bardaux, à une demi-lieue de Chambéry dont il eut soin de faire évacuer les magasins, puis, le 22, à une lieue et demie de là, au camp de Barraux.

« Je l'avais reconnu deux ans auparavant, dit Berwick, dans l'intention de le prendre alors si les ennemis s'étaient rendus maîtres des Bauges : ma droite était sur des hauteurs auprès de l'Isère [sur laquelle on jeta un pont, à Pontcharra], ma gauche à une chaîne de montagnes très escarpées, au haut desquelles j'avais un poste de 200 hommes qu'il était impossible d'en chasser (²). »

Il avait avec lui 35 bataillons; il fit travailler hâtivement à de bons retranchements afin de pouvoir, s'il était nécessaire, former de gros détachements destinés à opérer des divisions.

La cavalerie et 800 fantassins occupaient les Echelles et le cours du Guiers pour couvrir Grenoble et Lyon qui avait réuni ses milices bourgeoises. Enfin, 1.500 fantassins et quelques dragons étaient établis auprès du château d'Entremont pour empêcher les

(¹) *Mémoires*, p. 350.
(²) *Mémoires*, p. 353.

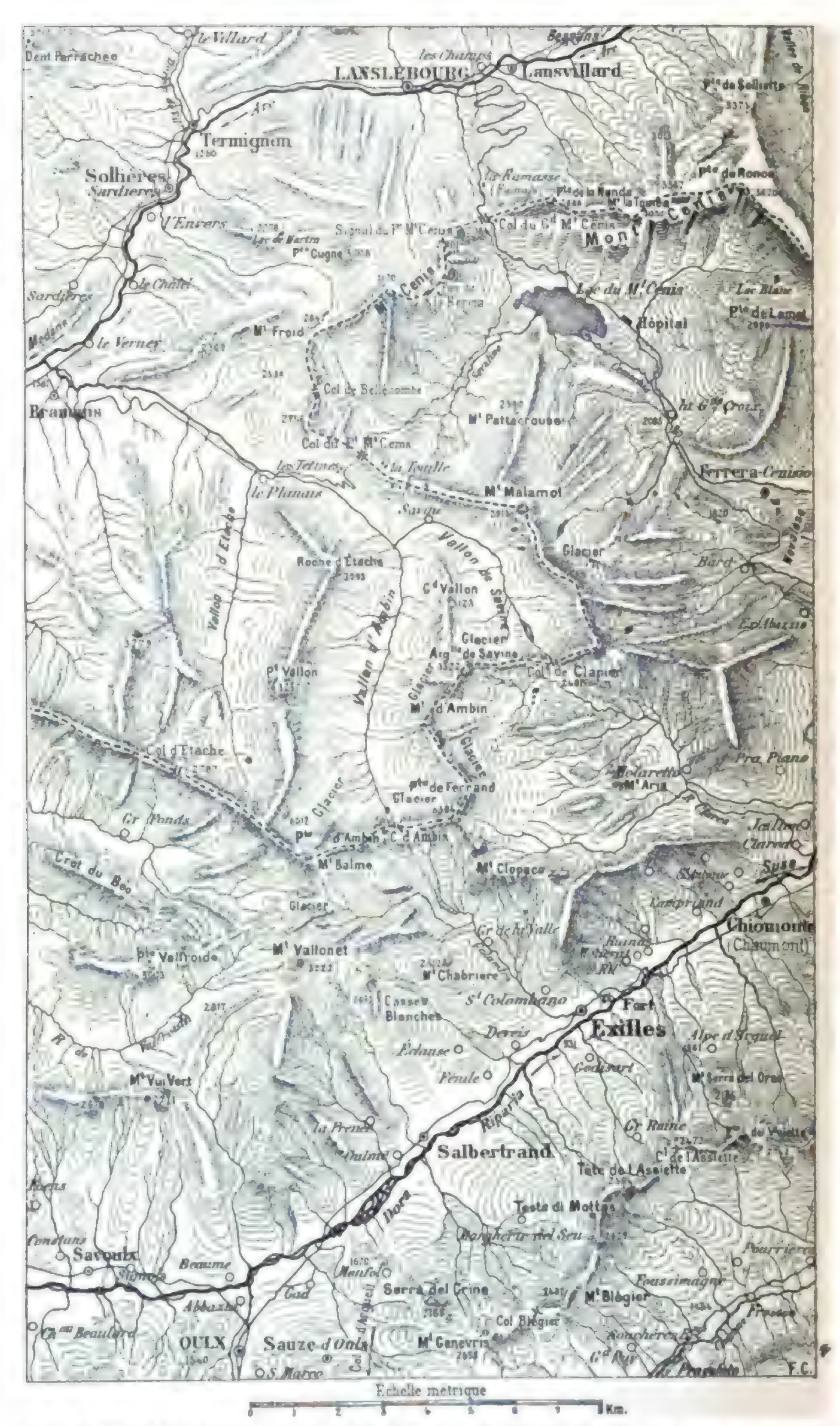


Fig. 62. — Projet d'offensive contre Exilles formé par le Maréchal de Berwick en septembre 1711.

partisans d'inquiéter les environs de Grenoble par les défilés de la Chartreuse. Comme l'Isère et l'Arc n'étaient pas encore guéables, Berwick communiquait avec Briançon, par Chavanes, Aiguebelle, Saint-Jean-de-Maurienne et Valloire. Les chemins reliant ces postes étaient praticables.

Le 28 juillet, l'ennemi, qui avait occupé sur son flanc droit Chambéry où demeura sa cavalerie, prit position en avant de Barraux : le centre au château des Marches, la droite près de l'abbaye de Miannes, la gauche auprès de Francin.

Dès que les retranchements de la position de Barraux furent terminés, Berwick put envoyer, pour surveiller le débouché de la Maurienne, 10 bataillons à la Croix-d'Aiguebelle et à Aiguebelle; les rivières commençaient à devenir guéables.

Les deux partis restèrent ainsi en présence pendant tout le mois d'août, Berwick notamment n'ayant aucun motif de se placer dans une situation défavorable.

Le 8 septembre, l'armée ennemie décampait du château des Marches et rentrait en Piémont par le chemin de l'aller. Conformément à son système, Berwick profita de ce moment pour prendre l'offensive avec l'intention de devancer l'ennemi à Exilles et de s'emparer de cette place. Ses dispositions étaient bien prises : l'impatience ambitieuse bien plutôt que l'ardeur d'un de ses lieutenants fit tout manquer. Ici encore, une fois de plus, citons le récit de Berwick lui-même, parce qu'il contient deux enseignements importants [*fig.* 60 et 62].

« Voici mon arrangement : MM. d'Asfeld et Dillon devaient partir, le 13, d'auprès de Briançon avec 14 bataillons, 1 régiment de dragons, et se trouver, le 16, vis-à-vis du camp de Saint-Colomban, de l'autre côté de la Doire, et au-dessus d'Exilles. M. de Broglie devait partir en même temps de Saint-Martin-d'Arc avec 12 bataillons, remonter la Haute-Maurienne, gagner le petit mont Cenis et s'emparer de Tétines et de la Touille, et se trouver, le dit jour 16, au-dessus du camp de Saint-Colomban, donnant à connaître son arrivée par des fusées et des fumées. M. d'Asfeld devait passer la Doire au-dessous de Chaumont, monter aux Ramals [1] et par là attaquer M. de La Roque, en même temps que M. de Broglie attaquerait par les hauteurs

« Il n'était pas naturel de croire que le comte de La Roque voulût demeurer dans une si mauvaise situation, où il courait risque d'être pris avec ses troupes. Ainsi, indubitablement, il se serait retiré dans Suze et nous aurions fait le siège d'Exilles ; mais la vivacité du marquis de Broglie, ou plutôt *le désir de faire tout sans que d'autres y eussent part*, fut cause que l'affaire échoua, dans le temps qu'elle avait pour ainsi dire réussi.

« Broglie, *au lieu de régler ses marches selon que je lui avais marqué*, et d'arriver, le 16, à La Touille, y arriva, le 15, à la pointe du jour : il reconnut le retranchement des ennemis. Le 16 au matin, *sans attendre de nouvelles* de MM. d'Asfeld et Dillon, il attaqua les réduits des Quatre-Dents. Quelques soldats et officiers y entrèrent ; mais, comme les ennemis n'étaient point attaqués par les Ramals, d'Asfeld ne pouvant encore être arrivé, ils jetèrent toutes leurs troupes sur Broglie et l'obligèrent à cesser l'attaque, après lui avoir tué ou blessé 160 hommes : il se retira ensuite en Maurienne. *S'il était resté jusqu'au lendemain*, malgré son échec, *tout réussissait ;* car M. d'Asfeld était arrivé le 16, au Puy de Pragelas, et s'était dans l'instant avancé au col d'Argueil vis-à-vis d'Exilles. Il avait même avancé un gros détachement pour reconnaître les ennemis et faire les dispositions pour attaquer le lendemain. Le comte de La Roque, le voyant pressé par les manœuvres de M. d'Asfeld et *ne sachant pas la retraite du marquis de Broglie*, abandonna, le 16 au soir, ses retranchements, jeta son canon dans le ruisseau, fit entrer 300 hommes dans Exilles et se retira au delà du ravin du Claret, près de Jaillon, afin d'y attendre les secours qui lui venaient de Savoie ou du moins empêcher *qu'on ne pût couper la communication entre lui et Suze* [1]... »

D'Asfeld n'avait pas, étant donné l'espoir de l'arrivée prochaine du renfort important qu'attendait La Roque, à outrepasser ses instructions, c'est-à-dire à s'établir entre Exilles et Suze. Il se retira donc, par Puy de Pragelas, au Cotte-Plane, la gauche à Oulx. Il y fut rejoint par de Broglie, puis par le maréchal lui-même, qui eut alors sous la main 50 bataillons et 17 escadrons. Berwick conclut ainsi :

« Je peux dire que jamais projet n'avait été mieux concerté et n'aurait été plus glorieux

[1] Redoute construite près du col du Grand Mont Cenis.

[1] *Mémoires*, pp. 356, 357, 368.

pour les armes du Roi, puisque, dans le temps que le duc de Savoie avait compté nous en imposer par la supériorité des troupes, et même entamer la France, nous lui enlevions une place qui faisait la sûreté de ses propres Etats au delà des monts : nous aurions peut-être même pris Fenestrelles (1). »

On a déjà dégagé les enseignements de ce récit :

Très délicate par elle-même, l'attaque combinée de plusieurs colonnes devient impossible si le chef de l'une d'elles s'écarte des instructions qu'il a reçues, surtout en ce qui concerne les calculs relatifs au temps ; dès lors, il n'y a plus de conception possible : l'histoire fournit plusieurs exemples de présomption de la part de chefs dont le mérite n'égalait pas l'ambition ; du moins, de Broglie aurait-il dû entrer en communication avec d'Asfeld et, au lieu d'aggraver sa faute en s'éloignant, demeurer à proximité du champ de bataille sur une position choisie lui permettant d'attendre les événements pour être à même de réparer le dommage.

Le 26 septembre, le duc de Savoie repassait le petit Saint-Bernard et. le 14 octobre, Berwick le mont Genèvre. A la fin d'octobre, les troupes prirent leurs quartiers d'hiver ; quant à Berwick, il se rendit à la cour.

Campagne de 1712 [*fig.* 61].

Revenu à Grenoble en juin pour prendre le commandement de l'armée du Dauphiné, Berwick ne se rendit à Briançon qu'après avoir visité la Savoie.

Comme le traité de paix qu'on négociait en Angleterre était fort avancé et que le duc de Savoie demeurait incertain sur la conduite qu'il suivrait, Berwick se décida à aller dans la vallée d'Oulx pour vivre aux dépens du pays ennemi.

Le 12 juillet, il campait au Sault-d'Oulx, au Duc, village sur le Clusone [vallée de Pragelas], et à Oulx.

L'ennemi, lui faisant face, établit 18 bataillons dans les retranchements de Saint-Colomban, 5 auprès de Fenestrelles, le reste de ses forces, étant échelonné d'Exilles à Suze.

Les deux partis restèrent ainsi en présence jusqu'au 6 septembre. Le soir, l'armée française campait à Cezanne ; le lendemain, elle était au Pont-de-Servières.

(1) *Mémoires*, p. 368.

Berwick avait formé le projet de faire une incursion par un autre côté, dans la plaine du Piémont, pour reconnaître cette région et lever des contributions, sans trop s'éloigner d'Exilles dont la possession était toujours désirée par lui.

Parti de Briançon, il se rendit, par les cols des Ayes et d'Izouard [ou d'Issoire], dans la vallée du Queyras et en fit partir des détachements : l'un, par le col de l'Agnel, dans le val de Saint-Pierre, où de la cavalerie ennemie fut bousculée et où des contributions furent levées ; l'autre, par le col de l'Argentière, dans la vallée de la Stura, dépassa Demonte, poussa jusqu'à Coni et rétrograda avec des otages et de l'argent.

Puis on rentra et la campagne finit vers les derniers jours d'octobre.

Par la paix d'Utrecht [11 avril 1713], Victor-Amédée recouvra la Savoie et prit le titre de roi de Sardaigne. La vallée de Barcelonnette, appartenant à la Savoie depuis 1388, fut échangée par la Sardaigne contre les vallées de Fenestrelles et d'Exilles qui faisaient autrefois partie du Briançonnais. Le calme revint donc temporairement dans cette région si souvent éprouvée à des époques fixes.

Observations

« La défense des Alpes par Berwick est, a écrit le colonel Saint-Hypolite, beaucoup préconisée ; elle serait cependant empreinte de timidité, *si ses dispositions militaires n'avaient pas été soumises aux considérations politiques*, qui le forcèrent à empêcher les ennemis de se mettre en communication avec les insurgés des Cévennes et du Dauphiné. Berwick n'a fait qu'une guerre de position ; aucun grand mouvement stratégique n'a signalé un génie extraordinaire ; l'ennemi a eu l'initiative de ses dispositions. Toutefois, *cette défensive doit être étudiée plutôt qu'imitée* (1). »

Il y a cependant lieu de faire observer que la méthode adoptée par Berwick pour défendre les Alpes convenait à la faible armée avec laquelle il devait protéger un front considérable. Contraint de supputer le nombre de bataillons et d'escadrons qui lui étaient indispensables, il accepta une défense *pas-*

(1) *La guerre dans les Alpes*, p. 36.

sive. Il n'avait pas reçu la mission de porter la guerre dans le Piémont, mais seulement « de faire une belle et sûre défense contre l'armée de M. de Savoie, de garantir ce qu'il y avait de plus essentiel et d'empêcher l'ennemi de faire rien de considérable ». Briançon était convoité par le duc de Savoie ; Berwick se servit donc de cette place pour assurer par le milieu de la corde le jeu de ses navettes. Peu importe que ce jeu célèbre paraisse devoir être dorénavant sans application identique : il suffit, pour en légitimer l'étude, que son souvenir revienne dans telle circonstance et qu'il puisse être utilisé dans un cas particulier, sinon dans des opérations d'ensemble.

En dernier lieu, cette étude appelle l'attention sur l'importance immuable, en région alpine, bien qu'à un degré moindre, d'un certain nombre de positions.

CHAPITRE III

LA GUERRE DANS LES ALPES DE 1792 à 1800 INCLUS

Les campagnes de la Révolution dans les Alpes sont d'inégale importance ; elles ne sauraient donc être étudiées de la même façon. Celles de 1792, 1793, 1794, 1795 et 1796 ont eu lieu dans les Alpes-Maritimes ainsi que celle de 1800 qui, opérée à titre de diversion des opérations de l'armée de réserve, s'est effectuée dans le bassin inférieur du Var. Les opérations de Lecourbe se rattachent aux Alpes Centrales.

Campagne de 1792
[*Alpes-Maritimes, fig.* 61].

Lorsque, le 3 mai 1792, les relations furent rompues entre la France et le Piémont, la France créa une armée dite *du Midi*. Cette armée, dont l'organisation et le commandement furent confiés au lieutenant général de Montesquiou-Fezensac se trouva finalement subdivisée, en septembre, en deux armées, l'armée de Savoie et la division du Var devenues depuis l'armée des Alpes et l'armée d'Italie.

Au moment d'entrer dans la Savoie qui allait être conquise presque sans résistance [22 septembre au commencement d'octobre], Montesquiou avait donné l'ordre, le 17 septembre, au lieutenant général d'Anselme, d'attaquer le comté de Nice pour faciliter sa tâche.

Nice ne possédait plus son château détruit en 1706 par Berwick, mais l'emplacement était toujours utilisable. Le fort du mont Alban était en bon état. La citadelle de Villefranche combinait son action avec des batteries de position. D'Anselme ne disposait que de 6.000 hommes. Les Sardes étaient au nombre de 9.000, mais ils avaient à leur tête un général de Courten qui, brillant autrefois, était alors âgé de 80 ans. Se laissant intimider par la nouvelle que d'Anselme avait 50.000 hommes, par une simple démonstration de notre flotte dans la baie des Anges, de Courten donna l'ordre de se replier sur Saorge, point par lequel passait sa dernière ligne de défense. Le mouvement s'exécuta dans un désordre inouï. Le 30 septembre, d'Anselme franchissait le Var et occupait, sans coup férir, Nice, Villefranche et le mont Alban. Pendant ce temps, les Sardes prolongeaient leur retraite jusqu'au col de Tende.

De Nice, d'Anselme détacha des avant-gardes sur chacune des routes de la Roya, de la Vésubie et de la Tinée.

La conduite maladroite de nos troupes vis-à-vis des habitants provoqua un soulèvement général de la population et motiva

la formation de bataillons de milices qui renforcèrent l'armée alliée.

Lorsque l'hiver suspendit les hostilités, les lieutenants de d'Anselme, les généraux Brunet et Barral, n'avaient pu se maintenir ni dans la vallée de la Roya, ni dans celle de la Bévéra à Sospel, ni dans la vallée de la Vésubie à Utelle. Ils eurent affaire à un homme de valeur : successeur, depuis le 30 octobre, du général de Courten, le général Thaon de Revel de Saint-André avait pris l'offensive, une fois bien établi, du Nord au Sud, sur la ligne le Capelet — col de Raus — l'Aution-le Mangiabo-col de Brouis.

Seul le général Dumerbion, dont le gros était à Saint-Martin-du-Var, avec mission de surveiller les débouchés du Var et de la Tinée, le col de Vial et les cols à l'ouest entre Var et Esteron, était demeuré sur place.

De ces opérations couronnées de succès, il suffit de retenir la façon dont Saint-André s'empara de Sospel qu'une avancée protégeait seule au col de Pérus. Dans la nuit du 17 au 18 novembre, Saint-André porta en avant trois colonnes : l'une, à droite, aborda le village au Nord par la baisse de Levens ; l'autre, à gauche, ayant franchi la Bévera et abordé le col de Castillon, s'avança au Sud ; au centre, la troisième colonne aborda Pérus en commettant la faute de se servir du canon, ce qui donna l'éveil à Brunet. Arrivé au col de Braus, il apprit qu'il avait sur ses derrières, à Luceram, une colonne (Castelberg) venue de Peïra-Cava et eut tout juste le temps de se porter de Braus au sud de ce village, à l'Escarène.

Campagne de 1793

[*Alpes-Maritimes*].

La campagne de 1793 marquée, de part et d'autre, par des efforts si généreux, offre, entre toutes les campagnes en montagne, un intérêt particulier : il n'est pas dû à la grandeur des résultats obtenus, puisqu'ils ont, en somme, fait défaut ; il consiste surtout dans le caractère offensif que des généraux français jeunes et énergiques, bien secondés par le dévouement de troupes admirables, surent imprimer à la lutte et aussi dans les leçons données par les événements à des chefs dont l'apprentissage fut pénible.

Lorsque, au commencement de février, les opérations peuvent reprendre, les deux partis occupent les emplacements suivants. Commandée par le général Biron, l'*armée d'Italie* est établie en cordon, de la droite à la gauche, sur la ligne Menton — Castillon — col de Braus — Lucéram — Berre — Levens — Villars-du-Var.

L'*armée austro-sarde*, d'un effectif évalué à 20.000 hommes, commandée par de Wins [lieutenants Colli, Saint-André], et dont la gauche s'appuie à la frontière génoise, occupe, de la gauche à la droite, les hauteurs de la rive gauche du Var moyen, Saorge, le col de Pérus, Moulinet, le Rocaillon et Utelle ; des réserves sont à l'Aution et à Raus.

Les opérations, entre lesquelles nous devons choisir, se divisent assez naturellement en trois parties distinctes : avant l'attaque de l'Aution ; attaque de l'Aution ; après les insuccès de l'Aution et depuis la prise du commandement en chef du général Kellermann ; du 11 février au 8 juin, du 8 au 17 juin, du 17 juin au commencement de décembre.

I. — *Jusqu'à l'attaque de l'Aution.* — Ces opérations ont pour but, de la part des Français, de s'emparer de certaines positions dont ils avaient besoin pour continuer leur offensive jusqu'à la frontière Nord. La possession de Sospel et de Moulinet notamment leur est indispensable ; il faut en outre qu'ils soient assez haut dans les deux vallées de la Vésubie et de la Tinée pour demeurer maitres de leurs communications.

D'une part, la libre occupation de Sospel est subordonnée à la possession du col de Brouis et du Maugiabo.

De l'autre, on ne saurait être en sûreté à Sospel si l'on ne tient pas assez haut la Vésubie et la Tinée, voies tout indiquées pour agir sur les derrières d'une armée opérant dans le conté de Nice. Dans le cas, en effet, où la gauche de cette armée ne serait pas poussée plus loin de l'embouchure du Var que n'est sa droite, il arrivera, si l'ennemi prend l'offensive par la Vésubie et la Tinée, que cette droite se trouvera dans l'impossibilité matérielle de repasser le Var avant que l'ennemi soit arrivé à la mer et ait coupé sa communication.

Le 14 février, le général Brunet commandant la droite française marche en trois colonnes sur Sospel ; il s'en empare, mais il doit bientôt l'évacuer parce qu'il n'est pas maître du col de Brouis et du Mangiabo.

Biron ordonne alors une offensive générale, l'aile gauche en avant et, malgré la neige, elle est entamée le 28 février : à gauche [Rossi], dans la Tinée qui sera remontée jusqu'à Isola ; au centre [Dumerbion], dans la Vésubie où Utelle sera dépassée de façon à rejeter les Piémontais sur Lantosque ; à droite [Brunet], sur la ligne col Saint-Roch — Peïra-Cava et à l'Ouest vers la Vésubie qui est atteinte.

L'offensive de Brunet est tout particulièrement remarquable : dépassant Bollène (2 mars), elle s'accentue dans les attaques de Flaut, de Belvédère, de Roquebillière et, finalement, a pour résultat la retraite précipitée des Piémontais sur Saint-Blaise et le col de Raus que recouvre la neige.

La possession de Moulinet était nécessaire pour relier les troupes du centre et celles de la droite. Infatigable, Brunet part, le 12 mars, de Lucéram en deux colonnes fortes de 12 compagnies. Le 13, il est maître de Moulinet ; toutefois, il l'évacue bientôt : il a à compter avec l'hostilité des habitants du pays, avec les Barbets qui harcèlent nos hommes et avec l'ennemi qui opère sur la rive gauche de la Bévéra. Brunet concentre donc ses troupes au sud de Peïra-Cava, à proximité du Rocaillon.

Sur ces entrefaites, une chute abondante de neige contraint les armées à interrompre leurs opérations ; elles s'observent des positions suivantes.

L'*Armée d'Italie*, forte de 39 bataillons donnant un total approximatif de 17.000 hommes, est distribuée sur deux lignes : *1re ligne :* Castillon [5 bataillons avec Dumerbion] — hauteurs de Braus [10 bataillons avec Dagobert] — Peïra-Cava [5 bataillons avec Masséna] — Saint-Martin-Lantosque, la Bollène, Belvédère et Roquebillière [5 bataillons avec Casabianca]. *2e ligne :* 7 bataillons répartis entre Monaco, l'Escarène, Saint-Arnoux et Lantosque. *Réserve :* forte de 7 bataillons, à Nice et à Villefranche.

L'*Armée austro-sarde*, forte d'environ 16.000 hommes, occupe aussi deux lignes : *1re ligne : Camp de Fromagine* [val de Caïros] : gardes au col de Raus, à la baisse de Saint-Véran, à l'Ortighéa ; postes avancés aux Terres-Rouges et aux Villettes ; *Camp de Brouis :* gardes au Béolet, au col de Pérus, à la Cougoule ; postes avancés à Moulinet, au Linieras, sur l'Albarea et au pont de la Niéga ; *2e ligne :* Saorge et Breil.

En somme, les Austro-Sardes avaient : leur droite [brigadier Dellera] appuyée aux lignes du Capelet et de Raus ; leur centre [Colli] sur les plateaux de l'Aution et de Millefourches défendus par de bonnes redoutes dont les abords étaient protégés par des ouvrages avancés ; leur gauche [Saint-André] à cheval sur la grande route de Turin à Nice, par le col de Tende, avec les belles positions de Liniéras, Pérus et Brouis.

Bientôt les coups de main entre les deux partis sont incessants.

Le 17 avril, de Sospel réoccupée depuis trois jours, la droite française porte deux colonnes contre les défenseurs du col de Pérus ; elle réussit à les en chasser, mais doit reculer à son tour devant les renforts qui affluent du camp de Brouis.

Le 20 avril, Colli échoue dans une tentative contre Sospel : les deux colonnes venues l'une par la baisse de Fighieras, l'autre par le pont de la Niéga sont repoussées, poursuivies et essuient de sérieuses pertes.

II. — *Ataque de l'Aution.* — L'Aution a été attaqué deux fois, le 8 et le 12 juin, par les Français.

Le tableau, page 486, relatif au commencement de juin 1793, et emprunté aux *Mémoires* de Saint-André, montre quelle extension peut prendre, avec l'appui d'ouvrages fortifiés, la guerre en pays de montagnes et indique le dispositif adopté d'après le terrain aussi bien que la répartition des forces [1].

Les retranchements n'étaient occupés que par de forts détachements ; le reste des troupes se tenait dans les différents camps de Raus, Fromagine, Brouis, ou dans des « baracons » construits dans les parties des montagnes un peu moins exposées aux tourmentes et généralement dans les *baisses*. En

[1] L'échelle du croquis 61 n'a naturellement pas permis d'y faire figurer tous les points indiqués dans le tableau.

Positions centrales	Ouvrages principaux	Troupes de défense	Effectif
Raus	Terres rouges	Régiment d'Acqui	1.000 hommes
	Capelet	1 bataillon Légion légère	300 »
	Raus	1 bataillon de Christ	500 »
	Tuor	1 pièce de 8.	
	Tête de Ruggier	4 pièces de 4.	
	Saint-Véran	3 compagnies de Milices aux Avant-Postes	450 »
			2.250 hommes [réduits à 1.650]
Authion	Ortighea	2 bataillons de Lombardie	1.000 hommes
	Authion	Régiment de Casale	1.000 »
	Mille Fourches	Régiment de grenadiers	1.000 »
	Tueis	2 obusiers, 4 canons de 8.	
	Montegas	2 canons de 4 de campagne, 1 canon de 4 de montagne	
			3.000 hommes [réduits à 2.250]
Positions intermédiaires à l'Authion et à Brouis	Ventabren	»	
	Maurigon	1 bataillon de chasseurs	400 hommes
	La Dea	Corps franc	500 »
	Mangiabo	Chasseurs Casale	500 »
	Béolet		
			1.400 hommes [réduits à 1.100]
Brouis	Albarea	1 bataillon de la Reine	500 hommes
	Linieras	1 bataillon de Tortone	500 »
	Pérus	1 bataillon d'Oneille, 2 bataillons de Nice	500 » 1.000 »
	Brouis	8 bataillons de grenadiers	3.200 »
	Cougoule	1 bataillon de Sardaigne	450 »
	Breil	Régiment de Saluce, régiment de Verceil	
	Saorge	Artillerie de campagne et de siège.	
			8.150 hommes [réduits à 6.100]
Total général			11.000 hommes

cas d'alerte, elles marchaient. « Eparpillées sur toute la ligne, les milices formaient une ligne d'observation, tentaient des surprises contre les Français qu'elles maintenaient sur le qui-vive et dont elles faisaient avorter les propres tentatives [1]. »

La simple vue de la carte montre l'Authion comme l'aboutissant de quatre chaines : celle de Colla-Bassa venue de l'Est par la Béole et la Secca ; celle qui, du Capelet, par Raus, Tuor [où aboutit la chaine du Pela et de Rugger venue de Roquebillière], l'Ortighea et la Pointe des 3 communes, descend du Nord ; celle du Sud-Ouest jalonnée, à partir de la Bollène, par la cime des Vallières, la Baisse du camp d'argent et la cime de Tueis ; enfin, celle du Sud dont les principales cimes portent les noms de Liniéras, Mangiabo, la Gonella, le Ventabren, Giagiabella, la croix de Parpelle, chaine en quelque sorte doublée, presque parallèlement, par une autre, celle du col de Saint-Roch, cime du Rocaillon, Peïra Cava et les Calmettes, qui vient s'embrancher à Giagiabella.

Cette simple émmération suffit pour établir l'importance de l'Aution ; aussi ce masif a-t-il constamment joué un rôle sérieux ; en 1744, dans la défensive austro-sarde ; en 1747, dans la défensive austro-sarde, puis

[1] De Saint-André, *Mémoires*, p. 42.

dans la défensive après l'affaire de l'Assiette ; en 1792, dans la défensive austro-sarde.

En 1793, la position de l'Aution était, dit Saint-André, « la plus forte et la mieux gardée, car elle était le pivot de toute la ligne, et sa perte aurait entraîné de graves désastres, l'ennemi pouvant couper le corps d'armée en deux, pénétrer aux magasins de réserve, et isoler la droite des Austro-Sardes » reliée à un corps [Strassoldo] qui occupait le col des Fenêtres.

Le front austro-sarde s'étendait, en résumé, du col des Fenêtres à la Penna, qui avait vue sur le territoire neutre de la république de Gênes par le Capelet, *Raus*, l'*Aution*, — avec Tueis pour avancée naturelle, — le Ventabren, le *Mangiabo*, le Béolet, le camp de *Brouis*, la cime du Bosc et la Cougoule.

Très forts par eux-mêmes, certains points de ce front étaient pourvus de retranchements :

Sur le sommet du Capelet, il existait, depuis 1748, un fort; trois grandes baraques et une vingtaine de petites servaient à loger la garnison.

A la cime de Raus, une batterie en terre et en pierres sèches, armée de 4 canons, gardait la tête du vallon de Cairos et la communication avec Saorge ; au col même, il existait des baraques en nombre suffisant pour loger 2 bataillons.

A Saint-Véran et à l'Ortighea, il existait des dispositions semblables pour 2 pièces et pour 2 bataillons ayant un poste avancé sur la tête de Rugger.

Sur le cirque de l'Aution se trouvait un baraquement entouré d'un retranchement prolongé sur les deux flancs et terminé par deux redoutes.

L'éperon de Mille-Fourches était garni d'un fort avec escarpe en pierres sèches, précédé d'une tranchée.

La crête de Vota était défendue par deux batteries étagées auxquelles servait de réduit un petit fortin sur Plan caval.

A la Pointe des 3 communes existait un camp retranché armé de 11 bouches à feu, défendu par 12 bataillons, et relié de chaque côté.

Le contrefort de Colla-Bassa était occupé, en son milieu, par la redoute carrée de la Béole constituant le réduit du plateau et par des abris pour 2 bataillons. Son extrémité orientale était occupée par le fort de Rauré [côte 1.118], — auprès duquel étaient baraqués 3 bataillons, — relié par une double caponnière en pierres sèches à un épaulement en terre établi sur un rocher dominant le chemin qui, de l'Aution, descend à Saorge, par la Lagune. Du côté de la Giandola, les abords étaient défendus par le fort de Mart [1.151] qui gardait aussi les communications avec la Lagune. De la position du château de Malamorte [en ruines, 842], il était possible de défendre le sentier de Saorge à San-Grato.

A Saorge même, près de l'ancien château, une batterie garnissait une terrasse.

Enfin, des retranchements en pierres sèches établis au-dessus permettaient de surveiller le défilé infranchissable en aval de Saorge et reliaient les postes établis sur la crête de l'Arpette, du col de Gio à Fourcoin.

Toutefois, malgré la force de certaines sections de ce front contre lesquelles allaient venir se briser les efforts héroïques des Français, on est en droit de formuler des critiques importantes : le Mangiabo, clef d'une partie de la ligne, n'était pas fortifié ; en avant se trouvaient à flanc de coteau des ouvrages indéfendables.

Première attaque française de l'Aution, le 8 juin. — Après que, du 19 au 27 mai, la prise d'Isola [21] par Serrurier et l'évacuation de la Haute Tinée [27] a assuré la jonction entre l'armée d'Italie et l'armée des Alpes, le général Brunet décide de tenter un vigoureux effort contre la position de l'Aution. Son plan, qui consistait en une fausse attaque sur la Roya et en une attaque principale sur l'Aution, ayant été accepté par les représentants du peuple, est exécuté le 8 juin, à la suite de plusieurs reconnaissances.

Dès avril 1793, on était tombé d'accord sur les points suivants : le massif de l'Aution est la clef de la défense des Alliés ; la chute de l'Aution déterminerait celle de Saorge et de la ligne de la Roya : c'est à l'attaque de l'Aution qu'il convient de consacrer toutes les forces disponibles ; les autres points ne seront l'objet que de démonstrations.

Oubliant cette vérité, Brunet fit de ses forces une répartition défectueuse qui ne

pouvait que causer l'insuccès, malgré la « fureur » [l'expression est de Saint-André (1)] avec laquelle ses troupes attaquèrent.

En somme, il ordonna cinq attaques :

A droite, Dumerbion s'empare du col de Péros mais il est tenu en échec par l'Albaréa. A sa gauche, Mieskowski s'empare des lignes de Liniéras où il capture 2 pièces ; du rocher de Greta, Masséna se précipite avec une audace qui a fondé sa réputation sur le Mangiabo, l'occupe, s'y maintient et Saint-André doit se retirer sur Colla-Bassa. Au centre, le lieutenant-colonel Gardanne, qui a échoué la veille, s'empare de Moulinet mais s'y arrête au lieu de poursuivre les Sardes en marchant sur l'Aution. A gauche, Dortoman attaque en 3 colonnes la cime de la Fougasse, repousse ses défenseurs, marche de là sur Tueis, puis sur la tête de l'Aution. Dellera que renforce bientôt Colli concentre ses forces aux Fourches et à l'Aution. Les Français gagnaient du terrain lorsque tout à coup, déjà soumis, presque à bout portant, à un feu violent de mousqueterie et d'artillerie, ils ont à répondre à une vigoureuse *contre-attaque :* commandés par un Autrichien qui entraîne le 1er bataillon de Lombardie, les Piémontais sont sortis de leur passivité ! Les Français sont rejetés en désordre sur le Tueis ; toutefois Brunet réussit à rallier quelques compagnies de grenadiers et à arrêter la poursuite.

Il n'est que 11 heures du matin ; il faut attendre le résultat de l'attaque dirigée de l'extrême gauche, par la vallée de Graus, avec 3.000 hommes à peine, contre Raus. Serrurier qui la commande se porte simultanément contre la tête de Rugger, le col de Raus et les Terres-Rouges dont les abords sont battus par une artillerie formidable. Ses forces sont, d'ailleurs, trop minimes : repoussé partout il se replie sur Belvédère.

Dès le 9 au matin, les ordres donnés par Saint-André sont exécutés. Il diminue la gauche de sa ligne de défense en la reportant sur la rive gauche de la Maglia, de façon à s'appuyer, par Béole, Marté et la croix de Gian, à Saorge ; cela lui permet de renforcer son centre et sa droite.

(1) Il parle même d'une « rage indicible. » *Mémoires*, p. 45.

De son côté, Brunet revenu de son erreur, renforce sa gauche.

« Les Français, dit Saint-André, avaient essuyé une perte considérable, mais le mouvement rétrograde des troupes du Roi et l'occupation des camps du Béolet à Brouis et Perus servirent à contenir leur confiance. Ils avaient beaucoup perdu au Perus et à toutes les attaques, mais ils se flattaient qu'en portant cette fois toutes leurs forces contre notre droite, ils nous chasseraient certainement de cette position (1). »

Deuxième attaque française de l'Aution, le 12 juin. — Breil a été pris, le 10 juin, par les Français. Le lendemain, à l'extrême gauche, Micas attaque et occupe les Terres-Rouges pendant que, à droite, Mieskowski s'établit sur le Mauné. Ce même jour, Serrurier se porte, avec la majeure partie de ses forces, de Belvédère au Camp d'Argent.

Le 12, à 7 heures du matin, Brunet donne le signal de l'attaque générale.

« A 7 heures, dit Saint-André, l'artillerie ouvrait son feu, et, une demi-heure après, l'attaque était engagée sur toute la ligne par 13.000 à 14.000 hommes qui s'avançaient avec une audace sans pareille. Il y avait de l'héroïsme dans la valeur aveugle avec laquelle, marchant sur leurs morts, ils s'approchaient de nos retranchements, cherchant à les gravir en faisant le coup de feu à bout portant.

« Les Sardes se défendaient avec non moins de courage et d'intrépidité.....

« A 3 heures, l'ennemi battait en retraite, chargé vigoureusement par tous les bataillons de grenadiers, poursuivi par les troupes légères et harcelé par les milices qui, rentrées lors de l'attaque des retranchements, s'élancèrent à la poursuite des fuyards... La fatigue générale fit cesser la poursuite. L'ennemi s'était retiré dans les positions qu'il avait retranchées pendant les trois jours précédents. Nos troupes étaient hors d'état de les attaquer, elles rentrèrent dans leurs camps (2). »

L'échec des Français fut, en effet, complet.

Micas a renouvelé sans succès l'attaque du col de Raus. Dortoman, parti de la baisse du Camp d'Argent, s'est porté sur l'Ortighea et Saint-Véran : tenu en échec par le feu de l'artillerie adverse, il ne se replie cependant que lorsque Serrurier a échoué.

(1) De Saint-André, *Mémoires*, p. 50.
(2) De Saint-André, *Mémoires*, pp. 52 à 54.

Placé au centre, celui-ci a attaqué par trois fois, avec la dernière vigueur, la Tête de l'Aution ; finalement ses grenadiers, harassés de fatigue et non soutenus, maltraités par l'artillerie, ont faibli devant une *contre-attaque* du régiment de garnison autrichien que Colli a lancé.

Privée de son chef dès le début, l'attaque, partie de Moulinet, s'est immobilisée à mi-chemin.

Quant à Mieskowski, il a bien progressé du Mauné jusqu'à Giagiabella ; mais, sur un front aussi étroit, il n'a pu parvenir à refouler les échelons accumulés par le général Dellera entre la Croix de Parpelle et le Plan Caval.

Saint-André évalue ainsi les pertes éprouvées par les troupes royales le 8 et le 12 juin. Officiers : 19 tués ou morts de leurs blessures, 14 prisonniers de guerre, 56 blessés, 3 « absents sans congé » (?), ce qui donne un total de 82 ; Bas officiers et soldats tués 12 ; Prisonniers ou égarés 499, blessés 591, ce qui donne un total de 1.210 ; total général 1.292, chiffre exceptionnel en guerre de montagne et qui montre combien la lutte fut acharnée de part et d'autre.

A la suite de la deuxième attaque infructueuse de l'Aution, les deux armées se fortifient sur leurs positions respectives et restent dans l'attente.

Saint-André dit :

« Les Français, en fortifiant si considérablement le Tueis, avaient mis l'armée sarde dans une position critique. Leurs canons battaient le camp des Fourches, et des boulets allaient même dans le vallon de Cairos. Attaquer ce poste aurait coûté l'élite des troupes et le succès en était même incertain. » Aussi insistait-il sur la nécessité de faire une diversion dans la vallée de la Tinée ; mais de Wins qui, faisant de trop fréquents séjours à Turin, paraît avoir été un singulier général en chef, « entrave tout » (1).

III. — *Après les insuccès de l'Aution.* — Investi du commandement supérieur des armées des Alpes et d'Italie, Kellermann arrive à Nice le 17 juin ; il en repart le 24 pour aller diriger l'armée des Alpes, après avoir approuvé un plan d'opérations assignant à l'armée d'Italie l'offensive dans la vallée de la Tinée.

(1) De Saint-André, *Mémoires*, p. 58.

Contentons-nous de mentionner les événements principaux des six derniers mois de l'année. En juillet et en août, les deux partis se disputent, avec des fortunes diverses, la possession de la vallée de la Tinée.

L'attaque dirigée par les Français, le 29 juillet, pour la troisième fois, contre l'Aution, n'a été qu'une diversion dans le but de donner le change à l'ennemi.

D'un côté, des changements importants s'effectuent dans le haut commandement français; en août, Brunet qui a échoué est destitué, arrêté et remplacé par Dumerbion ; arrêté aussi, Dortoman a pour successeur, dans la conduite du centre, Masséna, en même temps que Dugommier remplace Serrurier dans celle de la gauche. De l'autre, Saint-André se plaint plus vivement que jamais de l'inertie et de l'incapacité du général en chef qui ne fut cependant relevé de son commandement que dans les premiers jours de décembre.

En septembre, l'officier général piémontais n'aboutit qu'à tourner notre gauche qui se replie sur Loda et Saint-Arnoux.

Les mois d'octobre et de novembre sont marqués par des opérations autour de Gilette et par deux attaques piémontaises infructueuses d'Utelle que dégagent des contre-attaques dont l'efficacité apparaît de nouveau. Au commencement de décembre, les deux armées prennent leur quartier d'hiver.

Attaques de nuit. — Les attaques de nuit qui, sur un terrain minutieusement connu, sont appelées à jouer, en montagne, un bien autre rôle qu'en plaine, ont été nombreuses pendant la campagne de 1793. Qu'il suffise de citer :

du 27 au 28 février, les opérations de Dumerbion contre Utelle ;

du 23 au 24 mars, l'enlèvement de la grand'garde du col de Braus ;

du 28 au 29 mars, l'attaque sur Braus ;

du 15 au 16 août, l'attaque par le chevalier Bruneau des retranchements français de la tête de Fougasse, sur le camp d'Argent ;

du 7 au 8 septembre, l'attaque des Piémontais sur la Cougoule et le col d'Agnon ;

du 19 au 20 octobre, les opérations de Dugommier pour dégager les défenseurs de Gilette ;

du 21 au 22 octobre, l'attaque d'Utelle par les Piémontais.

Kellermann à l'armée des Alpes
[*fig.* 60].

S'il est impossible d'exposer tout au long l'historique des opérations de l'armée des Alpes qui, elle aussi, mérita si bien de la Patrie en 1793, du moins est-il nécessaire de caractériser la méthode de son chef; en se reportant au commerce du XVIIIe siècle, les différences apparaîtront facilement.

Lorsque Kellermann prit le commandement de l'armée des Alpes, nos troupes avaient dû reculer en Tarentaise et en Maurienne devant les Piémontais. Ceux-ci s'étendaient de Beaufort vers la Chambre par Aigueblanche [en avant de Moutiers] où était leur centre; la ligne française allait de l'Arc à l'Arly, d'Aiguebelle à Ugines par Albertville. Lorsque, le 21 août, Kellermann arriva de Lyon à Conflans, les Piémontais avaient franchi les cols au nord de Beaufort, occupaient Sallanches, Cluses et poussaient jusqu'à Bonneville; très bien secondé par le général Saint-Rémi, son chef d'état-major, il agit sans perdre de temps et avec la dernière vigueur. Sa droite contenant l'ennemi dont le front était exagéré, il prit l'offensive avec sa gauche et son centre; les Piémontais reculèrent sur Beaufort, puis sur le Cormet qu'ils perdirent bientôt. L'ennemi dont la droite était ainsi découverte évacua les positions de Grand-Cœur et d'Aigueblanche sur lesquelles il allait être attaqué; puis, suivi de près, se retira sur le Bourg-Saint-Maurice et le Petit Saint-Bernard. La Maurienne ne tarda pas à être évacuée: pendant qu'une attaque était dirigée contre Saint-Jean-de-Maurienne, Kellermann faisait partir de Moutiers une colonne qui, par le col des Encombres, menaça les derrières des Piémontais; aussi ceux-ci ne tardèrent-ils pas à se replier, dans le plus grand désordre, sur le Mont-Cenis.

Campagne de 1794

[*Alpes-Maritimes*].
Bonaparte, Masséna.

Le principal intérêt de cette campagne dans les Alpes-Maritimes réside surtout dans la collaboration avec Dumerbion d'un nouveau venu, presque inconnu la veille, le général Bonaparte.

Dumerbion est âgé et malade, mais la goutte n'a pas oblitéré chez lui le bon sens. Il écoute donc Bonaparte venu à l'armée, en mars, comme général commandant l'artillerie, et celui-ci ne tarde point à devenir l'âme du quartier général: en réalité, c'est lui qui, sur l'autorité nominale de Dumerbion, commande effectivement. La guerre de montagnes avec ses lenteurs, ses chicanes, ses exigences de temps, ne pouvait avoir qu'un médiocre attrait pour un esprit aussi impatient et avide de résultats décisifs; toutefois, dès le début, il vit là grand comme partout ailleurs et ne tarda pas imprimer aux opérations une activité et une direction que suivirent de près de grands résultats.

D'une façon générale, Bonaparte estime: que l'offensive tactique contre une troupe occupant une formidable position [l'Aution, par exemple], comme on en trouve si souvent dans les Alpes, est coûteuse et improductive; que, au contraire, la défensive-offensive sur une pareille position est la forme la plus avantageuse du combat; que, par suite, il faut s'attacher à n'avoir que des combats défensifs, ce qui implique la nécessité d'occuper soi-même de fortes positions menaçant ou supprimant les communications de l'ennemi qui est alors obligé, s'il ne veut pas mourir de faim, de sortir de ses positions pour attaquer celles de son adversaire ou de capituler.

Au commencement de 1794 [*fig.* 62], l'armée d'Italie, forte de 30.000 hommes environ, occupe la ligne marquée par Breil, le col de Brouis, Moulinet, le Rocaillon, Saint-Arnoux, Utelle et Entrevaux.

L'armée sarde, dont de Wins ne va pas tarder à reprendre le commandement, occupe la haute vallée de la Vésubie, le massif de l'Aution et la Roya supérieure.

Le Comité de Salut public a adopté le plan nettement offensif que lui a soumis Bonaparte avant de partir pour l'armée: faire tomber les lignes sardes de l'Aution — Colla-Bassa — Saorge et Marta *en les prenant à revers*; s'emparer d'Oneille pour empêcher toute communication directe entre la flotte anglo-espagnole et les Austro-Sardes, et pour faciliter le ravitaillement des Français.

L'exécution est entamée dans la nuit du 5 au 6 avril, par le mouvement en avant de quatre divisions placées sous les ordres de Masséna :

à gauche, la division [Hammel] de Saorge, partant de Sospel en 2 colonnes, est chargée, après avoir débouché de Sospel, repoussé l'ennemi et occupé l'Arpette, de s'établir au nord de Dolceacqua, sur les pentes du Montalto, pour couvrir la marche de flanc qu'exécutent les divisions parties de Menton ;

au centre, la division [Laharpe] du Tanaro, avec laquelle marche la division Masséna formant la réserve, se dirige de Vintimille, par la vallée de la Nervia, sur le mont Tanarda, à la tête des vallées de la Nervia et de la Taggia, d'où elle s'empare des débouchés de la haute vallée de l'Impero :

à droite, la division [Mouret] d'Oneille, avec laquelle se tient Bonaparte, culbute une division autrichienne, s'empare d'Oneille [8 avril], puis d'Orméa ; 2 brigades vont occuper la position des « Lignes de Borghetto », de façon à protéger les derrières de Masséna qui aborde le front et les derrières de la ligne sarde.

Le col de Nava a été pris le 16 avril.

Le 25, le général Bruslé s'empare de Marta.

Le 26, les Sardes perdent le mont Pellegrino.

Le 27, Masséna ordonne l'attaque générale qui s'effectue en cinq colonnes. Elle échoue au col de Tanarello et au Saccarello [1], mais elle réussit à Testa della Nava dont la redoute est emportée.

Les Austro-Sardes suivis de près par Masséna battent en retraite sur le col de Tende où ils ne peuvent, les 7 et 8 mai, se maintenir ; ils se replient dans la nuit du 8 au 9 et sont concentrés, le 10, à Borgo-San-Dalmazzo.

(1) On lit dans Saint-André, dont l'ouvrage contient d'intéressants détails tactiques et dévoile le désaccord qui régna si souvent entre les Alliés : « La lutte était acharnée, heureusement le comte Saint Michel, partant avec son bataillon de Colla Ardente qui n'était pas attaqué, s'avança par Verdeggia *sur les derrières des assaillants*, fusillant leurs postes et délivrant quelques prisonniers qu'on emmenait. L'ennemi déconcerté se retira en toute hâte, et Saint Michel rentra au camp. » *Mémoires*, p. 200.

La réussite du plan de Bonaparte si vigoureusement réalisé par Masséna a pour conséquence naturelle l'évacuation des lignes de Saorge, de la Haute-Vésubie et de la Tinée : l'Aution, notamment, avait été évacué dans la nuit du 28 au 29 avril. Vainement le général Colli, commandant les forces austro-piémontaises [1], a pris l'offensive, dès le 9 avril ; il a dû, dès que, le 19, la gauche de sa ligne de défense a été découverte par la retraite de d'Argenteau sur Céva, la consolider avec les camps de Linaire-Testa della Nava-Marta, de Colla Ardente et du Tanarello.

Le 8 mai, l'armée d'Italie occupe, à gauche, les cols de la Haute-Tinée et de la Vésubie ; au centre, les cols de Sabbione, de Tende et du Tanarello ; à droite, les cols de Saline et de Termini (entre le Haut-Tanaro et la plaine), Ormea, Garessio, les lignes de Borghetto.

L'armée des Alpes s'étant rendue maîtresse, en Savoie [*fig.* 60], du col du Petit Saint-Bernard, de Mirabouc, de Césanne, d'Oulx, et, en dernier lieu, dans la nuit du 14 au 15 mai, du col du mont Cenis, cette armée et l'armée d'Italie, dont l'effectif total est de 100.000 hommes, sont maîtresses, vers le milieu du mois, de la crête des Alpes et des Apennins.

Le 23 mai, la Convention de Valenciennes ménageait les intérêts des Autrichiens qui, voulant avoir le Milanais, ne s'occupèrent nullement des Sardes [2].

En mai et juin, Bonaparte a soumis à l'approbation du Comité de Salut public deux plans d'opérations dans le but d'assurer le passage des Alpes par les deux armées des Alpes et d'Italie réunies.

Comme l'avaient fait, *en été*, Bourcet et Belle-Isle, il choisit pour effectuer ce passage le faisceau des vallées Vraïta — Maïro — Stura — Gesso — Vermenagna [3].

Les colonnes du Gesso et de la Vermenagna gagneront les hauteurs entre Borgo-San-Dalmazzo et Demonte pour amener les

(1) Le 29 avril, le Roi avait accordé un congé à De Wins, « pour rétablir sa santé ». — Saint-André, *Mémoires*, p. 293.

(2) « Pacte odieux et immoral », dit Saint-André, *Mémoires*, p. 217.

(3) En hiver, on ne peut que tourner les Alpes par la Corniche et les vallées du Tanaro et de Bormida.

Sardes à dégarnir la Haute-Stura. On s'emparera des Barricades en les tournant, comme en 1744, par les cols venant de la Haute-Tinée et les chemins des cols Sallettes, Gardetta, Margherina, Mulo.

On occupera la Maïra. On attaquera de front par le col Longet, au Sud par le col de la Bicoque, la position de Castel-Delfino [Château Dauphin].

Les colonnes de la Stura, du Gesso, de la Vermenagna firent le siège de Demonte; celles de la Maïra et de la Vraïta couvrirent la communication de la Stura en occupant le col del Mulo, celui de la Bicoque et Castel-Delfino.

Demonte une fois pris, l'armée se concentrera, par les mêmes voies qu'en 1744, à Borgo-San-Dalmazzo. Puis, masquant la place de Coni, elle se portera contre l'armée Sarde pour la détruire.

L'armée austro-sarde avait été refoulée et les divisions de Castel-Delfino, de la Stura, du col des Fenêtres et du Gesso se rapprochaient les unes des autres pour faire le siège de Demonte lorsque la Révolution du 9 thermidor fit cesser les opérations.

En septembre, les Anglais débarquent à Vado, contrariant ainsi le cabotage qui pourvoyait, entre Gênes et Marseille, au ravitaillement de l'armée d'Italie. La division autrichienne Wallis se porte même par le couloir de la Bormida sur Savone pour combiner des opérations avec la division anglaise de Vado. Bonaparte décide Dumerbion à prendre l'offensive avec 3 divisions. Dans les trois journées des 19, 20 et 21 septembre, les Français s'emparent des hauteurs de Melogno, de Cadibone, de Montenotte, des villes de Savone, de Vado et de Finale. Les Autrichiens sont battus à Dego et se replient.

Au moment où les opérations prennent fin, l'armée d'Italie est disposée en vue de l'offensive : sa droite occupe les hauteurs de Montenotte, Cadibone, Melogno, San-Bernardo, Garessio, les cols de Termini et de Sabine; le centre garnit toujours les crêtes Sabbione — Tende — Tanarello; la gauche surveille les débouchés de la Haute-Tinée et de la Haute-Vésubie.

Malheureusement Bonaparte quitte, pour plus d'une année, l'armée d'Italie non sans avoir organisé les lignes de ravitaillement de l'armée, avec Vado pour aboutissant, [tête d'étapes de guerre], de façon à mettre certains points de la côte entre Marseille et Savone à l'abri des insultes des navires anglais.

Campagne de 1795

Cette campagne, pendant laquelle l'armée d'Italie fut tour à tour commandée par les généraux Kellermann [du 3 mars jusqu'au commencement de septembre] et Schérer [fin de l'année], ne présente qu'un médiocre intérêt.

Il en eût été tout autrement si le projet d'opérations inspiré par Bonaparte n'avait été, pour des raisons politiques, écarté par le Comité de Salut public : reprendre la marche interrompue au commencement d'août de l'année précédente, déboucher en masse par la vallée du Tanaro dans la plaine du Piémont entre les deux armées alliées, les écrasant séparément.

Le cerveau dirigeant n'est plus là et, malgré la valeur dont avaient fait preuve, l'année précédente, des généraux tels que Laharpe, Serrurier, Masséna, les opérations traînent et, prenant le caractère d'une guerre de chicanes, ne procurent aucun résultat sérieux.

Peu à peu l'effectif de l'armée diminue, elle perd sa discipline et se désorganise. En vain Schérer reçoit des renforts dans le courant d'octobre et veut prendre l'offensive vers le milieu de novembre : la saison est bien avancée déjà; d'ailleurs lui-même n'a ni l'activité, ni l'intelligence, ni l'ardeur nécessaires pour communiquer aux opérations un caractère décisif.

La campagne se termine cependant par la victoire de *Loano*. On a réuni sous ce nom les journées des 28, 29 et 30 novembre pendant lesquelles, Serrurier réussit, avec sa division renforcée de 6.000 hommes, à rejeter sur le camp retranché de Céva le corps piémontais qui s'était maintenu dans la vallée du Tanaro.

Relevé, le 2 mars 1796, sur sa demande, de son commandement, Schérer eut pour successeur Bonaparte : on sait ce que fut, sous la direction et sous l'impulsion de celui-ci, la campagne de 1796.

Lecourbe en 1799

Nous traiterons à part, à cause de leur importance exceptionnelle, les événements de la campagne de 1799 qui ont fondé la réputation spéciale du général Lecourbe ; il suffira donc de donner ici une impression d'ensemble.

La campagne de 1799 en Suisse offre une large application des *marches-manœuvres*, à la partie de l'Europe qui, certainement, oppose le plus d'obstacles à la combinaison de mouvements et d'attaques concertés. Cependant les opérations du général Lecourbe dans la vallée de la Reuss offrent, dit Mathieu Dumas, « presque du merveilleux dans le succès, malgré la supériorité du nombre du côté des Français » ; aussi tout militaire impartial rendra-t-il justice « à la conception du plan des généraux Masséna et Lecourbe, ainsi qu'à l'intelligence des officiers et des troupes qui l'exécutèrent (¹) ».

Il importe de « remarquer que les généraux Lecourbe et Loison, qui, eux-mêmes depuis le commencement de la campagne, n'avaient cessé de conduire la guerre dans les plus hautes montagnes, et d'y acquérir, par la variété de leurs positions et la multiplicité des actions, une expérience dont il n'y eut peut-être jamais d'exemple, avaient aussi l'avantage de commander les mêmes corps de troupes, d'avoir les mêmes officiers dont le coup d'œil s'était formé à ce genre de guerre... (²) »

Campagne de 1800

Alpes-Maritimes, [*fig.* 61].

Suchet.

Au début d'avril 1800, l'armée d'Italie est forte d'environ 36.000 hommes et commandée par Masséna qui possède toute sa confiance ; elle est maîtresse de la ligne de faîte des Alpes et des Apennins, de Gênes au lac de Genève. Son aile droite [Soult, 18.000 hommes] tient les débouchés autour de Gênes ; son centre [Suchet, 12.000 hommes] s'étend de San-Giacomo au col de Tende ; son aile gauche [Thureau, 5.000 hommes] garde les défilés des Alpes.

(¹) Dumas [lieutenant général, comte Mathieu]. — *Précis des événements militaires...*, pp. 312 et 313.

(²) Dumas [lieutenant général, comte Mathieu], *Précis des événements militaires...*, p. 314.

L'armée autrichienne, forte d'environ 140.000 hommes et commandée par le feld-maréchal Mélas, est concentrée en grande partie aux environs d'Acqui ; elle menace les passages des Apennins de Gênes au col de Tende et plus particulièrement celui de Cadibonne. Son chef se flatte de prendre Toulon et Marseille.

Après des opérations de début que nous indiquerons seulement, l'aile droite de l'armée est bloquée dans Gênes (18 avril) avec Masséna et Soult, à la suite d'une lutte soutenue pied à pied, a dû, lorsque son flanc gauche s'est trouvé découvert par la chute du col de Tende, repasser la Roya, puis, le 10 mai, le Var. Mélas charge le feld-maréchal lieutenant Ott d'assurer le blocus de Gênes auquel coopère une flotte anglaise ; lui-même se porte, avec 30.000 hommes, sur le Var, où il va perdre un temps précieux.

Suchet met à profit ce répit inespéré pour réorganiser son corps d'armée (¹), en faisant appel aux gardes nationales de Provence, en formant des colonnes mobiles. Pendant ce temps, le général du génie Campredon termine l'organisation défensive de la rive droite du Var, de Gilette à la mer, et construit sur la rive gauche, en avant de Saint-Laurent, une tête de pont qui sera armée avec de la grosse artillerie d'Antibes et reliée télégraphiquement avec Gilette et le fort de Montalban. Le fort Vintimille et le château de Villefranche ont été également conservés.

La succession des opérations de Suchet, dont l'esprit s'est montré fertile en ressources et dont l'activité a été remarquable, est bien indiquée dans ses lettres des 3, 7, 13 et 14 prairial : résister énergiquement à l'invasion sur le Var afin de retenir dans les Alpes-Maritimes le plus possible de l'armée autrichienne, favoriser la prolongation de la défense de Gênes, faciliter l'entrée en

(¹) Ce corps d'armée, dont l'effectif était, dit Napoléon, de 15.000 hommes le 15 mai, comprenait 4 divisions dont l'effectif varia d'abord de 1.600 à 2.000 hommes et numérotées : 4ᵉ [Clausel], 5ᵉ [Rochambeau], 6ᵉ [Mengaud] et 7ᵉ [Garnier], un peu de cavalerie, de l'artillerie, du génie et 80 gendarmes.

Le général de division Saint Hilaire, commandant la 8ᵉ division militaire, est accouru sur le Var, dès la première nouvelle, avec tout ce qu'il a pu ramasser de troupes.

Piémont de l'armée de réserve ; manœuvrer par sa gauche de façon à occuper la crête des Alpes ; puis marcher sur Gênes pour empêcher le renforcement des troupes d'Alexandrie à mesure que s'accentue la marche du Premier consul.

Dans ce but, il devancera au col de Tende le corps d'occupation du comté de Nice en lui faisant croire que l'attaque principale a lieu par le littoral ; puis il exécutera la même manœuvre par la crête des Apennins, afin de fermer successivement les principaux passages faisant communiquer la Rivière, le Tanaro et les Bormida.

Persuadé au début que la solution de la campagne doit être obtenue sur le Var et que l'armée de réserve n'opère qu'une diversion destinée à dégager Masséna, Mélas se laisse tromper par les reconnaissances offensives de Suchet. Le 22 et le 26 mai (1), les Autrichiens s'épuisent en vains efforts contre la ligne de défense du Var.

« Le Var, dit Napoléon, est un torrent guéable, mais qui, en peu d'heures, grossit. Les gués n'y sont pas sûrs : d'ailleurs, la ligne que défendait Suchet était courte, la gauche s'appuyait à des montagnes difficiles, la droite à la mer, à 600 toises (2)... »

Déjà la division Garnier [7e], placée à l'aile gauche et que Suchet destine à marcher rapidement sur le col de Tende par le col de Raus, a franchi le Var, le 24 mai, à Malaussena ; par ordre de Suchet, il s'arrêtera provisoirement, le 28, à Utelle pendant que, sur le Var, une vigoureuse attaque sera dirigée, à titre de diversion, contre le centre autrichien.

Le 28 mai, cette attaque est renouvelée et hâte le mouvement de retraite déjà décidé en principe des Autrichiens. Le même jour, Suchet rentre à Nice ; il a tenu en échec sur le Var un ennemi trois ou quatre fois plus nombreux.

L'armée autrichienne se replie sur la ligne de la Roya, de l'Aution à Vintimille. Pendant ce temps, l'armée française a continué sa marche en exécution d'ordres qui témoignent de la haute valeur de Suchet. Le 1er et le 2 juin [11 et 12 prairial], Suchet attaque l'ennemi sur tout son front et sur son flanc droit. Les divisions Garnier [7e] et Mengaud [6e] ont marché l'une sur le col de Raus, l'autre sur l'Aution d'où elles se dirigent sur Saorge et Fontan pour couper l'ennemi au col de Tende. Le 1er juin, les deux autres divisions sont : l'une, la 4e [Clausel] à Menton ; l'autre, la 5e [Rochambeau] à Sospel.

La nouvelle attaque de l'Aution qu'occupe seulement une brigade autrichienne assez démoralisée a eu lieu le 1er juin [12 prairial]. De Colla Negre, de Peïra-Cava, la 6e division a attaqué directement ; partie de Belvédère, de Roquebillière, la 7e division n'a prononcé son mouvement sur Raus que quand elle a entendu l'attaque de la Forca.

Favorisée par le brouillard et exécutée sans tirer un coup de fusil, à la baïonnette, l'attaque de la 6e division fut couronnée de succès et rendit inutile la coopération de la 7e qui, d'ailleurs, retardée par le brouillard, ne dépassa pas les Terres-Ronges ; dans la première partie de la lutte, les Français n'eurent que 20 hommes hors de combat, dont 5 tués, et firent 300 prisonniers ; dans la seconde, leurs pertes furent aussi minimes et ils firent encore 300 prisonniers. Réduite à 3 bataillons, la brigade autrichienne gagna assez péniblement San-Dalmazzo.

Le 2 juin, les brigades Brunet et Solignac de la division Rochambeau [5e] forçaient le col de Brouis par le Béolet, la grande route et Piéna ou Penna. L'arrière-garde de l'ennemi en retraite sur Breil fut enlevée ; puis le centre ennemi fut délogé des positions retranchées de Fourcoin.

Dans la journée du 3, le col de Tende fut occupé par nous (1). Garnier l'attaqua de front pendant que la brigade Lesuire le tournait par les cols de Sabbione et de Baora. A cette date, la première partie du programme est remplie : le col de Tende est à nous ; le corps d'armée autrichien, qui est

(1) Rappelé tout à coup en Italie par la nouvelle de l'arrivée de l'armée de réserve à Aoste, Mélas était parti le 21 avec deux divisions.

(2) *Commentaires*, t. IV, p. 181.

(1) Heureux de ce résultat, Suchet écrit le même jour, de Fontan à Préval, son chef d'état-major, que son état de santé retient à Nice : « Le col de Tende est pris, mon cher Préval. Je vais courir sur la Pieve et bientôt sur Orméa. Mon centre ira sur Pigna, Triola et San-Bartholomeo. Clausel, la réserve de cavalerie, l'artillerie légère et les chevaux d'artillerie fileront par la Rivière... »

rejeté en presque totalité dans la Rivière, a perdu, en sept jours, 3.000 prisonniers et 15 canons ; le département des Alpes-Maritimes est réoccupé. Il s'agit maintenant de couper aux Autrichiens le chemin du col de Nana.

Suchet a mérité que Carnot lui écrivît quelques jours plus tard :

« La défense du pont du Var, dans les circonstances difficiles où vous vous êtes trouvé, avec la poignée de braves que vous commandez, sera mise au nombre des actions qui honorent le courage et la constance des armées françaises. La République entière avait les yeux fixés sur ce nouveau passage des Thermopyles. Vous avez été non moins braves mais plus heureux que les Spartiates. L'ennemi, supérieur en nombre et sûr de quelques succès, a dû fuir devant vous pour amener au centre d'une armée, que le premier Conseil doit battre, les débris des corps que vous avez battus. »

Le 5 juin, Suchet continue son mouvement tournant par le col Ardente et la crête des Alpes. Il attaque l'ennemi sur les hauteurs de Piève-di-Teco et le rejette dans la vallée du Tanaro. Ses avant-gardes atteignent à gauche Orméa, à droite Borghetto ; il n'est donc plus qu'à deux journées de marche de Gênes ; mais, ce même jour, la résistance héroïque de Masséna dans Gênes prenait fin.

Le 6 juin, la jonction de l'aile droite de l'armée d'Italie, avec 8.500 hommes sortis de Gênes par terre, s'effectue devant Savone qui est bloqué.

Suchet pousse ses avant-postes jusqu'à Acqui.

Quelques jours plus tard, la question est réglée dans la plaine de Marengo. Le 24 juin, par ordre de Bonaparte, Suchet faisait une entrée triomphale à Gênes.

Observations.

Suchet mérite de figurer dans le petit nombre des généraux qui ont bien compris et surtout pratiqué la guerre de montagnes.

De Cagnes, à proximité du Var dont il interdit le passage aux Autrichiens, il écrivait le 28 floréal [17 mai] an VIII, au Premier Consul :

« ...Je fais réunir des moyens de transport pour pouvoir, au premier mouvement de l'ennemi, passer le Var à Malaussena ou plus haut, et faire marcher sur Raus, couper la retraite à l'ennemi et m'emparer promptement du col de Tende...

« Si je ne reçois pas de nouveaux ordres de votre part, après avoir chassé l'ennemi dans cette partie, je marcherai par les Apennins, la Rivière pour me rapprocher du général en chef et presser avec lui les moyens d'opérer notre réunion avec vous... »

La conception était simple, pratique ; l'exécution a été, tout en tenant compte des facilités que les événements fournirent à Suchet, tout à fait remarquable. S'inspirant de la démonstration qu'avait donnée Bonaparte en 1794, Suchet a vu grand à son tour et a su exécuter avec sa gauche ce que Bonaparte avait fait avec sa droite.

CHAPITRE IV

CAMPAGNE DE 1799 EN HELVÉTIE
LECOURBE, MOLITOR

Le nom de Lecourbe brille au premier rang des généraux qui ont magistralement fait la guerre en pays de montagne. Il a communiqué aux opérations qu'il a dirigées, une science, une énergie et une activité réellement exceptionnelles. Aussi ces opérations méritent-elles une étude détaillée d'autant plus facile à faire qu'elles ont pour base des ordres et des rapports que nous possédons en totalité.

Divisions de cet historique :

BIBLIOGRAPHIE

Se reporter aux ouvrages généraux antérieurement cités de **Napoléon**, **Masséna** [Koch], **Soult**, **Jomini**, **Mathieu Dumas**, **Clausewitz**, etc., et aux biographies suivantes du général Lecourbe :

*** **Le général Lecourbe** [établie d'après les Archives du général Lecourbe et d'après celles du ministère de la guerre] : 1897.

Jules Poirier. — Lecourbe [1759-1815] : 1902.

Lecourbe

Au début de la campagne qui devait à jamais illustrer son nom, Lecourbe [Claude-Jacques] venait d'avoir quarante ans [au 23 février 1759] ; il était donc dans la force de l'âge et possédait le calme, la réflexion si nécessaires pour mener à bien des opérations de cette nature.

Né montagnard, puisqu'il était de Ruffey dans le Jura, ardent chasseur, il connaissait la montagne et possédait une santé robuste. Son passé l'avait préparé au maniement des hommes et au commandement.

Engagé volontaire le 3 mai 1777, à l'âge de 18 ans à peine, au régiment d'Aquitaine, après avoir reçu une instruction suffisante et grandi sous l'œil de son père, ancien officier, il avait vécu côte à côte, jusqu'en 1785, avec le soldat dont il connaissait si bien les

(1) On écrit communément à tort Souvarow ; or, le feld-maréchal signait Souvorow en russe et en français, Souvarow en allemand : nous écrirons donc Souvorow.

ressorts. Puis, quelque peu dégoûté par un stage de cinq ans dans le grade de caporal, il était rentré à Ruffey.

Les événements ne tardèrent pas à le tirer, comme tant d'autres, de l'obscurité. Envoyé par ses compatriotes à l'Assemblée constituante, il reprit du service en août 1791 : élu capitaine, il ne tarda pas à être nommé chef de bataillon [24 novembre].

Général de brigade à titre provisoire le 24 prairial an II [24 juin 1794], il fut confirmé dans ce grade un an plus tard le 25 prairial an III [25 juin 1795]; le grade de général de division lui fut octroyé le 5 février 1799. De 1792 à 1799, à l'armée du Rhin, à l'armée de Mayence, à l'armée de Sambre-et-Meuse en 1796, avec Moreau qui acquit des droits à sa reconnaissance, partout il se distingua et apprit peu à peu à faire la guerre. Le 2 octobre 1796, à Biberach, il avait été blessé pour la troisième fois.

La préparation de Lecourbe a donc été lente et progressive ; son esprit était, d'ailleurs, cultivé et il avait la plume facile comme le prouvent ses ordres qui sont d'un style vif, énergique et concis (1).

Citons quelques-uns de ses principes régulateurs : « A la guerre, tout est calcul » ; « partout où un soldat peut poser le pied, on peut faire passer une armée » ; « ne pas attaquer le taureau par les cornes » ; « de la discipline et du bon ordre dépend la victoire ». Si l'on ajoute que, partisan fervent de l'offensive poussée parfois en apparence jusqu'à la témérité, il la prenait comme base de ses conceptions et que, sur le champ de bataille, il provoquait la décision par sa bravoure éclatante, toutes les fois que son intervention personnelle était nécessaire, on saura pourquoi il fut si souvent victorieux.

La lecture de ses ordres est on ne peut plus instructive, car la plupart sont des modèles de prévoyance, de méthode et de précision. Ils attestent une remarquable interprétation du terrain ; les renseignements sur l'ennemi sont fournis en même temps que le but à atteindre est indiqué ; le rôle de chaque colonne est nettement tracé ; enfin tous les détails si importants relatifs aux liaisons, à la correspondance, aux vivres et aux munitions y trouvent leur place. Certains de ces ordres constituent de véritables directives puisque la conduite à tenir au cas d'une retraite y est examinée. Toujours l'initiative y est encouragée.

Le dépouillement de sa correspondance est édifiant aussi. Lecourbe a des idées justes, simples, fermes, rationnelles. Son indépendance, cette force si précieuse, quand elle n'est pas doublée d'entêtement, est souvent, ainsi qu'on peut s'en apercevoir, absolue ; il est parfois prodigue de conseils, même avec Masséna, mais on sent qu'ils sont motivés : l'événement lui a, d'ailleurs, le plus souvent, donné raison. Et cependant il était modeste, parlait peu de lui-même et, qualité rare, rendait pleine justice à ceux qui le secondaient.

En résumé, Lecourbe avait le génie de la guerre de montagnes et ses succès ont été dûs à son savoir, à son coup d'œil, à la précision de ses ordres, à son action personnelle dans les moments décisifs et à son caractère.

(1) Il était même lettré, comme l'atteste son goût peut-être exagéré, — si l'anecdote relative à l'abbaye des Bénédictins d'Engelberg près Altorf est vraie, — pour les incunables. Pendant son séjour en Suisse, il reçut en hommage du célèbre naturaliste, Scheuzher, un ouvrage intitulé *Sciagraphia lithologica curiosa, seu lapidum figuratorum nomenclator.*

I. — OPÉRATIONS DE LECOURBE DANS L'ENGADINE
DU 6 MARS AU 13 MAI 1799 [*fig.* 63].

—

SOMMAIRE

L'Engadine, 498. — *Mission de Lecourbe*, 498. — *Marche en avant*, 499. — *Combat de Nauders et de Tauffers, le 25 mars*, 501. — *Marche rétrograde*, 503. — *Jugement de Napoleon sur l'opportunité d'opérations dans les Engadines et la Valteline*, 504. — *Lettre du général Thomas Sorbus à Lecourbe*, 504.

L'*Engadine*. — L'Engadine est une vallée très étroite et profonde que traverse l'Inn. Dirigée du Sud-Ouest au Nord-Est, enserrée au Nord-Ouest par les Alpes de l'Engadine, au Sud-Est par la chaîne du Bernina, elle mesure environ 72 kilomètres de long sur 2 de large. C'est l'une des vallées des Alpes les plus hautes qui soient habitées : près de Sils, l'attitude est de 1.910 mètres ; près de Martinsbrück, elle est de 1.078. Sauvage et déserte dans sa partie haute, elle est riche et peuplée dans sa partie basse. La haute Engadine apparaît sous la forme d'une grande et belle prairie, presque entièrement dépouillée d'arbres.

A Ponte débouche la route du passage de l'Albula. En aval de Scanfs s'ouvre, sur la rive droite, le val de Casanna que suivit Rohan en 1635 [*fig.* 59] pour pénétrer, par les Alpes de Casanna, dans la Valteline où il battit les Autrichiens, le 27 juin, près de Livigno. A gauche, avant d'arriver à Dürren-Baden, se trouve le val Sulsanna. Pontalto ou Puntaut sépare la haute et la basse Engadine.

Zernetz est situé au confluent du Spöl et de l'Inn. A droite s'ouvre le val del Forno qui conduit, par le haut passage de Buffalora [2.260 mètres], dans le Münsterthal, à Santa Maria d'où on peut gagner le col de Bormio.

Sur la rive gauche se trouvent : Süs, aboutissant du sentier qui suit le Fluelathal ; Lavin ; Guarda, où arrive le sentier venu du Sardascathal ; Ardetz ; Tarasp ; Vulpera aboutissant du Scarlthal ; Schuls. Puis le fleuve passe à proximité de Sins, Remüs en face duquel s'ouvre le val Assa, Strada, à Martinsbrück et à Nauders situé à égale distance de Martinsbrück et de Finstermünz.

Mission de Lecourbe, son plan. — Chargé par le général Masséna de se porter sur les deux Engadines, Lecourbe disposait des deux brigades Loison et Mainoni qu'il concentra à Bellinzona ; il ne tarda pas à recevoir la haute main sur la division du général Dessoles ([1]) qui, détachée de l'armée d'Italie, se trouvait alors dans la Valteline.

Lecourbe résolut de pénétrer, avec trois colonnes, dans la vallée de l'Inn : celle de gauche, avec Loison, par la vallée du Rhin antérieur [Airolo — Sainte-Marie — Dissentis — Ilanz] pour coopérer à l'attaque de Reichnau et de Coire ; celle du centre, avec Lecourbe, par la vallée du Misoc, les cols du Bernardino et du Splügen, Tussis, Tiescotter et Bévio pour atteindre l'Inn, par le col de Juliers, à Silvaplana, point assigné pour la concentration de la division ; celle de droite appelée, sous les ordres de Mainoni, à se fondre au Splügen avec les précédentes.

Chaque soldat était muni de 60 cartouches.

Quant au général Dessoles, il fut invité

([1]) Dessoles [le marquis], né à Auch en 1767, il mourut en 1828. Il fit la campagne d'Italie sous Bonaparte, commanda en Walteline [1799], fut chef d'état major de Moreau en 1800, commanda en Espagne et en Prusse. Dessoles, s'étant prononcé en 1814 pour les Bourbons, fut nommé pair de France et major-général Devenu, en 1818, ministre et président du Conseil, il se retira deux mois plus tard, dégoûté des exigences du parti ultra-royaliste.

par Lecourbe, le 4 mars, à faciliter le mouvement en garnissant la ligne Santa-Maria — Glurns ou Glurentz.

Lecourbe se proposait d'attaquer l'ennemi, le 6 mars, dans la vallée du Misoc et d'Airolo. La veille même de son départ de Bellinzona pour pénétrer dans le pays des Grisons, il avait adressé à sa troupe de sages et prévoyantes recommandations :

« ... Rappelez-vous que c'est par l'ordre, la discipline et votre bonne conduite envers ces agrestes habitants que vous vous les attacherez. Qu'aucun de vous ne se livre au pillage ; écoutez la voix de vos chefs ; dénoncez vous-mêmes et faites arrêter ceux qui, par des exactions et le pillage, vous aliéneraient l'esprit des habitants.

« Rappelez-vous encore que par les gaspillages particuliers vous vous privez des ressources que vous offre le pays. Vous avez déjà tous senti l'inconvénient de ces désordres. Comptez sur ma sollicitude à prévenir vos besoins mais je serai inexorable envers les lâches et les pillards. »

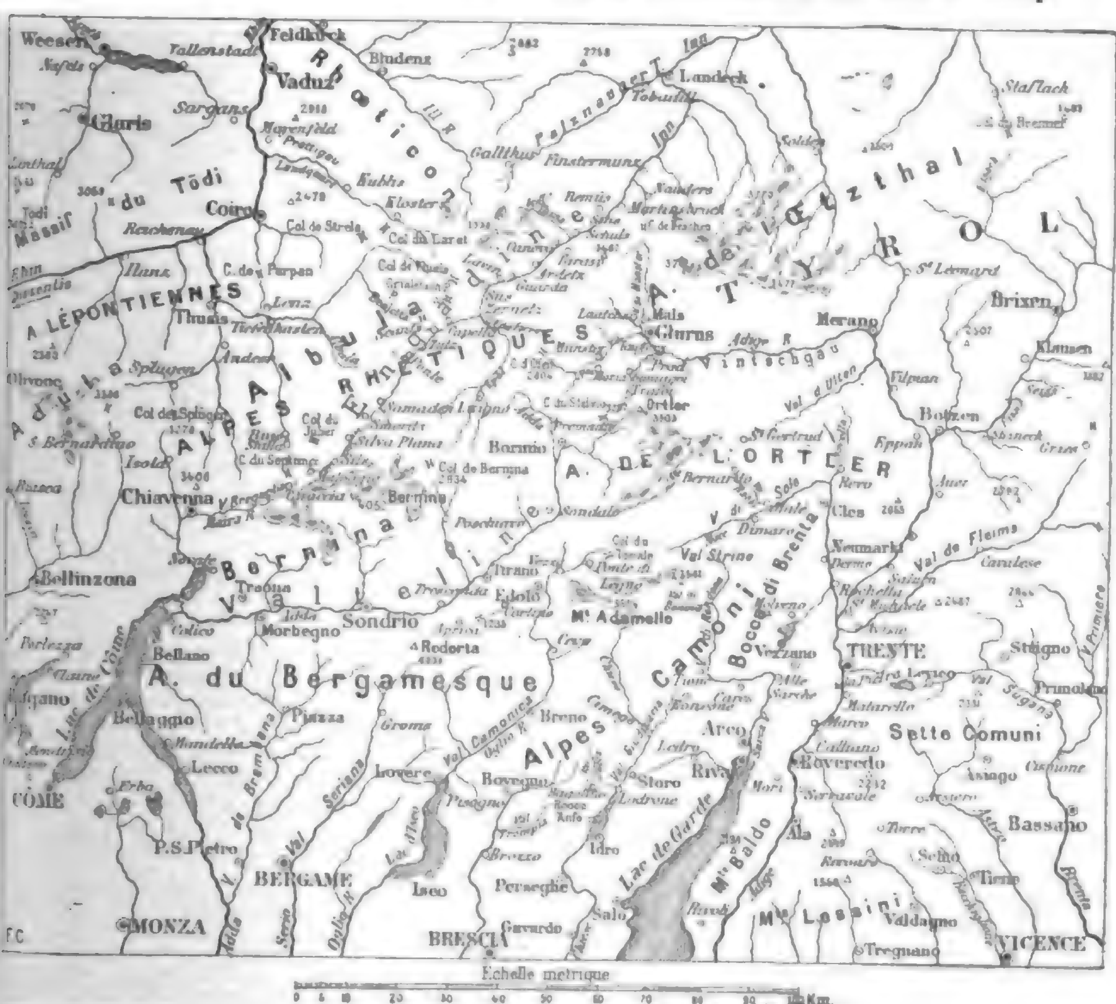


Fig. 63. — Engadine, Valteline et Grisons : 1799 [Lecourbe] ; 1800-1801 [Macdonald].

Marche en avant. — Le départ s'effectue le 6 mars. Au centre, la vallée de l'Albula est déblayée le 7 ; le Bernardino est franchi par un temps affreux.

Le passage de la vallée de l'Albula dans celle de l'Inn, qui impose la traversée de hautes montagnes couvertes d'une neige épaisse, ne s'effectue qu'au prix de souffrances et de privations sérieuses ; le 11, les colonnes du centre et de droite sont en Engandine.

Le 12 mars, Lecourbe, que Dessoles s'est trouvé empêché de mander à temps et qui n'a pas encore rejoint Loison, attaque seul les Autrichiens en position à Ponte-Alto ; à la suite d'une lutte opiniâtre de 8 heures qui se prolongea à Madulein et à Zutz, le général Laudon dut s'enfuir jusqu'à Zernetz, laissant entre les mains de Lecourbe environ 1.200 prisonniers et 2 pièces de canon.

L'action se continua le 13 et porta le nombre des prisonniers à environ 3.400. Le soir, Lecourbe écrit de Schuls à Masséna :

« ... Vous verrez, par le nombre des prisonniers et celui des corps, combien de monde j'avais devant moi et cependant, je n'ai presque fait agir que 2 bataillons.

« Je vous le répète, mon général, les troupes de ma division se comportent avec une patience et une bravoure inconcevables ; quoique harassées de fatigue, comme je le suis moi-même, elles sont gaies. Je suis content de mon début divisionnaire [1]. »

Au passage, Lecourbe, dont la préoccupation constante était d'établir des liaisons, ou de maintenir ses communications, avait laissé un bataillon à Zernetz pour garder la vallée du Spöl, par laquelle il pouvait avoir des nouvelles du général Dessoles qui, de Santa-Maria, continuait à ne pas donner signe de vie. Puis il s'était avancé jusqu'à Martinsbrück et Funstermüntz.

La journée du 14 fut remplie par une vaine tentative de la brigade Loison de déloger l'ennemi du dernier de ces villages ; Lecourbe avait dû remonter la vallée au-devant de la brigade Mainoni.

Le 15 au matin, la division fut vigoureusement attaquée par Laudon à Zernetz, à Schuls et à Martinsbrück.

A Schuls, l'attaque fut si brusque que les Français faiblirent jusqu'à ce que Lecourbe lui-même, arrivant au pas de charge avec un bataillon, reprit le village et fit 300 prisonniers, mais le général Mainoni lui-même resta prisonnier. Les Autrichiens échouèrent sur les deux autres points et éprouvèrent encore de sérieuses pertes.

(1) Lecourbe était général de division depuis le 17 pluviôse an VII [5 février 1799].

Lecourbe, qui, modestement, s'effaçait dans ses rapports, n'avait plus dans sa loyauté la même réserve quand il s'agissait d'un insuccès. C'est ainsi que, le 17 mars au soir, il annonçait à Masséna qu'il avait subi dans la journée un petit échec : « Chacun à son tour, mon cher général ; la Fortune, comme le disait Frédéric, m'a tourné le dos : les 22 et 23 (ventôse), j'ai complètement battu l'échec ; aujourd'hui, j'ai eu un petit échec. » Le détail en est instructif, bien qu'il ne s'applique qu'à une petite unité ; en outre, il s'ajoute à la liste des paniques.

Parti de Schleins pour longer les montagnes jusqu'à Funstermunster [1], un bataillon s'enfonça dans un bois sans être bien éclairé et fut puni de sa négligence par la perte de quelques compagnies.

Pendant ce temps, 3 bataillons environ attaquaient Martinsbrück.

« ... Déjà, dit Lecourbe, ils s'étaient rendus maîtres du village, et 3 à 400 Autrichiens étaient prêts à rendre les armes dans le cimetière, lorsqu'une terreur subite, occasionnée, je crois, par 4 cavaliers qui s'étaient audacieusement enfoncés dans le bois, s'est emparée des troupes. Elles ont oublié leur succès et pris la fuite ; j'ai eu beaucoup de peine à les rallier, avec perte de 3 ou 400 hommes tués, blessés ou prisonniers. Je suis désespéré d'avoir pareil revers, le premier, je crois, de ce genre que j'éprouve ; j'ai repris toutes mes positions... »

Lecourbe fait remarquer avec raison à ce sujet que si le général Dessoles s'était trouvé à Santa-Maria et à Glürns, l'ennemi n'aurait pu faire cette attaque. Il déclare donc qu'il va être contraint de demeurer momentanément sur la défensive.

« ... Vous voyez, mon général, écrit-il le 27 ventôse [17 mars], à Masséna, qu'il n'a pas dépendu de moi d'avoir des succès continuels. Bien des circonstances y ont contribué : la disette des vivres, *la nudité des troupes, qui sont sans souliers*, les marches rapides qu'elles ont faites, tout cela a tellement influé sur

(1) Ou Funstermünz.

leur moral qu'elles sont totalement découragées.

« *Depuis huit jours, elles n'ont pas eu une once de pain*, excepté ce qu'elles attrapent dans les cantonnements, dont les habitants manquent pour eux mêmes. Aujourd'hui, je distribue le dernier sac de riz. Il se trouve encore beaucoup de pain à la suite de la division ; mais, faute de moyens de transport, ce pain n'a pu suivre nos marches (1).

Certes, le général Dessoles ne possédait ni l'autorité, ni l'énergie communicative de Lecourbe (2) ; toutefois il avait, pour répondre au légitime désir de celui-ci, à triompher de sérieuses difficultés. Il lui fallut, en effet, traverser par deux hommes de front, sur la neige et sur la glace, le Wormser-Loch, haute montagne qui sépare les sources de l'Adda de celles de l'Adige.

Le 18 mars enfin, Dessoles atteignait Santa-Maria et Volcave après avoir eu à livrer deux combats, celui des Deux-Tours près Frèches (3), et celui du Fort des Bains. Or, on compte 45 minutes de Santa-Maria, 1h45 de Münster à Glurns et 30 minutes de Glurns à Tauffers, soit 3 heures de marche de Santa-Maria à Tauffers. Reculant devant Dessoles, Laudon était allé prendre position près de Münster, Tauffers et Glürns.

Lecourbe put alors écrire à Dessoles : « ...votre position est à Glurentz, la mienne à Nauders : tâchons d'agir de concert dans nos opérations ». Toutes les recommandations qu'il lui fit à cette occasion concernant les approvisionnements, leur liaison, l'ouverture des montagnes par les paysans (1), et les mêmes préparations à prendre sont marquées au sceau de la pratique.

(1) On se fera une idée de la vitesse de marche de Lecourbe en constatant que de Ponte à Schuls, distance parcourue les 13 et 14 mars, tout en combattant, on compte au minimum 9 heures de marche, soit pour chacun de ces jours, 4 heures et demie de marche ou 16 kilomètres au minimum.

(2) « Je lui écris lettre sur lettre, dit celui-ci, le 17 mars, et je n'en suis pas plus avancé. L'armée d'Italie n'a pas encore bougé en sorte que l'ennemi peut se dégarnir impunément devant elle et renforcer les points qui sont devant moi. C'est ce qu'il fait, car tous les corps dont je prends des prisonniers viennent d'Italie .. »

(3) Le 20 mars, dans une lettre à Masséna, Lecourbe, après avoir cité le nom de Frèches, ajoute « le même sans doute où combattit le duc de Rohan ». Lecourbe avait donc fait une étude particulière, comme c'était son droit et surtout son devoir, de la campagne de 1635 ; la connaissance du passé facilite le présent.

En ce qui le concerne, Lecourbe, après des reconnaissances minutieuses, comme il en avait l'habitude, du point de Nauders, conclut qu'il ne saurait être celui de front et songe à un mouvement tournant : « Il ne faut pas attaquer le taureau par les cornes. »

A noter son opinion que la position de Nauders est la « clef du Tyrol, de l'Allemagne et de l'Italie » : c'est beaucoup dire, mais les « clefs de pays » jouaient alors un grand rôle.

Le 5 germinal [26 mars], l'ordre du général Masséna est exécuté ; les Français sont victorieux : à Nauders avec Loison ; à Martinsbrück avec Lecourbe ; à Tauffers avec Dessoles. Battu, ayant perdu 7.000 prisonniers, 12 pièces de canon et comptant plus d'un millier d'hommes hors de combat dont au moins 300 morts, Laudon ne parvint à se sauver qu'à l'aide d'un déguisement.

Lecourbe put s'avancer jusqu'à Schluderns.

Les combats de Nauders et de Tauffers méritent une mention particulière.

Combat de Nauders, le 25 mars. — Lecourbe eut recours à une attaque de front combinée avec une action débordante. Pendant que lui-même occupait, sur la rive gauche de l'Isère, la garnison de Martinsbrück, le général Loison s'élevait sur les montagnes de la rive droite, et, débordant le flanc gauche du général de Bricy, faisait tomber Nauders. Martinsbrück fut pris également,

Lecourbe qui, au prix de 80 tués ou blessés, avait pris 1.200 à 1.500 hommes et 10 pièces de canon, put écrire à Masséna, le 26 mars :

« ...Ce que j'avais prévu est arrivé : le général Loison avec la 36e demi-brigade et le 1er bataillon de la 76e, après avoir gravi pendant quatre heures des montagnes couvertes de neige et semées de précipices, est arrivé sur les derrières de l'ennemi pour couper sa retraite et arrêter ses convois.

« Le général Démont, chargé de la principale

(1) Lesdiguières eut recours à ce moyen pour faire cheminer son canon : ceci est une preuve de plus des connaissances historiques de Lecourbe.

attaque de Martinsbrück et de nettoyer les plateaux et les montagnes boisées en avant de Schelins, n'a pu arriver à temps sur Funstermunster ; il a l'ordre positif de s'y rendre. L'affaire n'a été décidée qu'à 3 heures du soir. »

Combat de Tauffers, le 25 mars 1799, [*fig.* 64] ([1]). — Ce combat, que couronna un brillant succès, fournit un excellent exemple de l'utilisation des couverts du terrain et de l'efficacité d'une double attaque bien combinée. Le général autrichien Laudon, qui disposait de 8 bataillons, soit d'environ 6.200 hommes, et de 16 canons, avait pris position, dans le Münsterthal, près de Tauffers où il s'était fortifié et avait poussé ses avant-postes jusqu'à Santa-Maria.

Long de 1.500 mètres environ, le front de la position de Tauffers située sur la rive gauche du Rammbach avait comme fossé naturel le Valtarclabach ou Vallarobach qui descend du Schœrl-Joch ; il était compris entre le Rammbach dont les berges sont élevées et escarpées et les rochers de la rive gauche du Valtarclabach. Il est important de noter que, les deux ruisseaux étant à nu, leur lit était en totalité praticable.

Deux lignes de fortifications avaient été construites. Située à une petite distance de la rive gauche du Vallarobach, la première ligne consistait en une large tranchée sur le parcours de laquelle se dressaient trois ouvrages ouverts à la gorge et qui ne pouvaient battre le lit des deux cours d'eau.

Distante de 400 mètres, la seconde ligne consistait en une tranchée d'une longueur d'environ 400 mètres, inférieure d'un peu moins de moitié à la précédente ; elle était placée derrière un petit ruisseau dont les rives étaient également encaissées.

Le 18 mars, le général Dessoles s'étant porté en avant avec moins de 5.000 hommes, 2 canons de montagne, les avant-postes autrichiens se replièrent.

Une reconnaissance minutieuse lui permit d'acquérir la certitude qu'il serait impossible d'enlever de front la position autrichienne ; il résolut donc de recourir surtout à un mouvement tournant.

([1]) De Kuhn. — *La guerre de montagnes*, pp. 74 à 76.

Dans la nuit du 24 au 25, il traversa Münster avec 4.500 hommes et deux canons ; à la pointe du jour, il repousse les les avant-postes ennemis. Pendant que 3 bataillons se glissent à couvert, pour tourner le flanc gauche et les derrières de l'ennemi, *dans le lit du Rammbach que les Autrichiens ont négligé de faire surveiller*,



Fig. 64. — Combat de Tauffers le 25 mars 1799.

il inquiète leur front par un feu nourri avec le restant de sa troupe.

Les 3 bataillons parviennent sans encombre jusqu'à Tauffers et, prenant à revers les redoutes, déterminent la fuite précipitée de Laudon qui, contraint d'abandonner son artillerie, gagna à grand'peine Landeck en passant par le Gebatschferns. Lecourbe put annoncer à Masséna le 26, de Martinsbrück, que la division Dessoles avait fait 5 à 6.000 prisonniers ; il parait que le chiffre de 4.000 ne fut pas dépassé.

En rendant compte de ces victoires, Lecourbe réclame une bonne carte du Tyrol pour lui et du pain pour ses soldats ([1]) dont il parle avec enthousiasme :

([1]) Chaque jour, cette plainte peut être relevée dans la correspondance de Lecourbe ou de Dessoles ; toutes peuvent être résumées en une seule que Lecourbe profère le 2 germinal (22 mars) : « *Mon plus cruel ennemi, c'est la faim :* je n'ai

« ...Il faut voir la position que nos braves troupes ont enlevée pour savoir jusqu'où peut aller la valeur française. C'est au point qu'aucun des officiers autrichiens faits prisonniers ne croyait que j'étais à Nauders. Retranchements, abatis, redoutes, batteries de canon, montagnes de neige à pic, tout a été surmonté, et cependant les deux tiers de nos réserves n'ont pas brûlé une amorce, tant j'ai su ménager mon attaque et saisir l'à-propos. Votre aide de camp vous dira ce qu'il a vu... »

Lecourbe était prêt à envahir le Tyrol lorsqu'il dut reculer par ordre.

Vaincu, le 25 mars à Stokach, nœud des routes de la Suisse et de l'Allemagne, Jourdan rétrograde non sur la Suisse pour renforcer l'armée d'Helvétie, mais sur le Rhin qu'il pouvait croire menacé. De son côté, battu successivement à Pastrengo le 25 mars, à Magnano le 5 avril, l'incapable et impopulaire Schérer avait couru se réfugier derrière l'Adda.

Ainsi découvert sur ses deux flancs, débordé surtout à gauche par le mouvement du corps Hotze sur Lucerne et Mayenfeld, Masséna n'avait plus qu'à reculer à son tour ; en conséquence, il ordonna à Lecourbe de se replier sur les positions qu'il occupait au début de la campagne.

Marche rétrograde. — L'abandon des positions conquises au prix de tant de privations et d'héroïsme s'effectua à regret le 9 germinal [29 mars] : Nauders, Funstermunster, Martinsbrück et Glurutz furent évacués.

Lecourbe avait l'intention de s'arrêter à Zernetz et d'y garder la vallée conduisant à Santa-Maria ; mais Dessoles, qui était d'un maniement difficile, ne crut pas pouvoir se maintenir en ce dernier point : battu le 4 avril, dans ses positions de Tauffers, Münster et Santa-Maria, il se retira partie sur Bormio, partie sur Zernetz sans que Lecourbe pût le décider à tenter de reprendre sa position (1).

Le 9 avril, Lecourbe occupe Fourne dans la gorge de Zernetz, mais ses avant-postes éclairent et gardent au loin.

Le 22 et le 30 avril, on se bat dans la vallée « avec un acharnement sans exemple » [Masséna].

Le 22 avril, Bellegarde attaque Lecourbe à Martinsbrück, à Pont-Martin [devant Nauders], à Schleins et à Rémus : finalement, il doit se retirer ayant perdu 800 prisonniers dont 18 officiers et 400 hommes tués ou blessés. Le 30 avril, Lecourbe a à répondre à une double attaque : l'une dirigée sur Zernetz par la vallée de Santa-Maria, l'autre contre la position de la Vérenka.

La lutte qui dura de 3 heures du matin coûta à Bellegarde, dont les forces étaient au moins triples de celles de son adversaire, des pertes cruelles. Toutefois, Lecourbe, qui s'était affaibli, pendant ces deux jours, d'environ 700 hommes tués, blessés ou faits prisonniers et auquel les subsistances font défaut, prit la détermination de remonter l'Inn et de reporter son quartier général d'abord à Bellinzona où il arriva le 13 mai, puis à Schwitz.

Laissés maîtres de l'Engadine et du pays des Grisons, les Autrichiens allaient pouvoir attaquer la gauche de Masséna.

Jugement de Napoléon sur l'opportunité d'opérations dans les Engadines et la Valteline. — Napoléon s'est prononcé nettement contre la conception même des opérations dans les Engadines et la Valteline. Le passage de ses *Commentaires* relatif à cette question est à reproduire en totalité parce

encore reçu que 4.000 rations de pain ; je ne sais ce qui entrave l'arrivée du restant des convois promis. *Faire battre mes troupes sans pain, m'est impossible.* »

(1) Le 6 avril, Lecourbe écrit à Masséna : « ...J'ai prévenu le général Ménarel du mouvement rétrograde du général Dessoles *dont je ne suis pas content.* Cela ne va jamais bien quand deux corps de différentes armées doivent opérer ensemble. » Il aurait pu signaler aussi les graves inconvénients de ce que, plus tard, le maréchal Jourdan caractérisa si justement : « Le commandement à grade égal se compose d'une série de négociations. » Le lendemain, Lecourbe dut inviter, en termes très mesurés mais avec fermeté, Dessoles à mettre un terme aux désordres qui signalaient le passage de sa colonne et rendit compte à Masséna. Dessoles n'eut pas assez d'esprit militaire pour accepter les explications loyales mais dignes et nettes que Lecourbe voulut bien lui adresser : il offrit sa démission au Directoire, alors que, de son côté, Lecourbe avait demandé d'être soulagé du commandement de cette division et, le 15 avril, Dessoles rejoignait l'armée d'Italie.

qu'il contient la fameuse maxime concernant « le génie de la guerre de montagnes ».

«... Le passage du Splügen et toutes les opérations qui ont eu lieu dans les Engadines et dans la Valteline sont sans but. La droite de l'armée ne pouvait pas trouver de meilleures positions que celles du Saint-Gothard et du Splügen. Avait-on le projet de conquérir le Tyrol ? Mais cette opération ne pouvait pas être faite avec 15.000 hommes, par une seule division de l'armée, lorsque les autres divisions restaient à 30 lieues en arrière et séparées par de hautes montagnes. Si Lecourbe avait eu le malheur d'arriver à Insprück, il eût été cerné.

« Cette guerre dans les Engadines avait été conçue, à Paris, par des hommes sans expérience, qui n'avaient que des idées obscures et fausses sur l'art de la guerre... »

Puis Napoléon donne les raisons pour lesquelles une ligne d'opérations ne doit point passer par un pays de montagnes et dit [5°] :

«... le génie de la guerre de montagnes est de ne jamais attaquer : *lors même que l'on veut conquérir, on doit s'ouvrir le chemin par des manœuvres de position qui ne laissent d'autre alternative au corps d'armée chargé de la défense que d'attaquer lui-même ou de reculer...* (1) »

Suit une critique violente des opérations en montagne qui ne sont pas imposées par les circonstances.

« ... C'est ainsi qu'il faut nécessairement traverser les Alpes pour aller en Italie. Mais faire des efforts surnaturels pour traverser des montagnes inaccessibles et se trouver encore au milieu des précipices, des défilés, des rochers, sans autre perspective que d'avoir pendant longtemps les mêmes obstacles à surmonter, les mêmes fatigues à essuyer ; être inquiet à chaque nouvelle marche de savoir sur ses derrières tant de mauvais pas ; être tous les jours plus en danger de mourir de faim, et cela lorsque l'on peut faire autrement : c'est se plaire dans des difficultés et lutter contre des géants : c'est agir sans bon sens, et dès lors contre l'esprit de la guerre. Votre ennemi a de grandes villes, de belles provinces, des capitales à protéger, marchez-y par des plaines. *L'art de la guerre est un art simple et tout d'exécution : il n'a rien de vague ; tout y est bon sens, rien n'y est idéologie* (1). »

(1) Napoléon Ier. — *Commentaires*, t. III, p. 464.

La conclusion est à conserver précieusement, bien qu'elle ne découle pas précisément des lignes précédentes qui, avec un fond de vérité, frisent quelque peu la boutade.

On voudrait trouver, à la suite de cet exposé, des éloges sur la façon dont Lecourbe comprit et pratiqua la guerre de montagnes dans les Engadines. Mais Napoléon avait la rancune tenace contre les hommes qui ne s'étaient pas rangés de son côté, et à Sainte-Hélène le souvenir de la défense de Belfort ne put lui faire oublier l'amitié portée par Lecourbe à Moreau.

S'il est vrai que les batailles décisives sont rares en montagne, il demeure acquis à l'histoire que, dans l'Engadine, Lecourbe répondit largement à ce que l'on attendait de lui et que, avec moins de 5.000 combattants, il captura à l'ennemi, en deux mois, près de 25.000 prisonniers et 25 pièces de canon.

Les opérations contre les Autrichiens et contre Souvorow allaient porter à son comble la gloire de Lecourbe.

Lettre du général Thomas Sorlus à Lecourbe. — Le 28 floréal an VII [17 mai 1799], l'ancien général de Lecourbe, Thomas Sorlus, qui, en décembre 1793, n'avait pas hésité, lorsqu'il fut arrêté étant chef de bataillon, à lui témoigner une sympathie qui contribua à le faire acquitter et à entraîner la condamnation de ses dénonciateurs (1), lui écrivait :

« J'ai joui, mon cher Lecourbe, d'une véritable joie en recevant de tes nouvelles. Sous tous les rapports, elles sont de nature à procurer la plus grande satisfaction. En effet, ton début a été heureux. Mais, mon ami, il faut plus que du bonheur dans notre métier...

(1) Napoléon Ier. — *Loc. cit.*, p. 465.

(1) A signaler au passage, comme confirmation de ce qui déjà a été dit dans le t. II de cet ouvrage au sujet des généraux Jourdan et Hoche : le représentant Duquesnoy, qui connaissait et appréciait Lecourbe, reconnut la calomnie dont il était l'objet mais se contenta de dire : « Je sais, moi, qu'il est innocent ; mais, si cependant la dénonciation qui est trop forte avait quelque fondement, *je serais dénoncé moi même.* »

« Les désordres de l'armée que commandait le malheureux Jourdan ne peuvent diminuer les succès qu'ont obtenus les braves sous tes ordres. Je vois cependant quils ton mis dans une position désagréable, tu crains pour tes flancs et tes derières. *J'ai couru à la carte des campagnes du duc de Rouhan en 1635*, dans le pays des Grisons, la Vatteline [Valteline], compté de Torino, Priavene, etc. : il cest trouvé à diversses reprises dans des circonstances autant facheuses qu'alarmantes ayant l'ennemi sur son front et sur les derrières, et la nouvelle facheuse que les Autrichiens rassemblés à Landeck voulaient entrer dans le Tyrol et venir le prendre en flanc, bien inférieur il profite de l'avantage quon toujours eu les Français *qui est de prévenir*, il ataque à Turin (Tirano] et réussit, il fait succéder à ce combat avec la rapidité de l'intelligence et bravoure française, ceux de Mazzo, Fréel et celui de Morbrigno, et réussit à tous quoique bien moins nombreux que les Autrichiens et les Espagnols.

« Et bien, mon ami, j'ai la meilleure oppinion de la continuité de tes avantages : les secours ce seront sûrement oppérés. Partout, d'ailleurs, ta surveillante activité taura préservé de tes justes craintes ; en effet les différentes gorges ce multiplient cruellement dans la distance de Pont-Martin à Zercest [Zernest], tu est couvert à ta gauche par la rivière de Jun, [Inn] c'est un avantage. Jespère autant que je désire, par ta première lettre, apprendre que tu te seras porté en avant, que tu te seras maintenu dans ta position ou, au pis, tu auras fait une retraite équivalente à une victoire... »

II. — OPERATIONS DE LECOURBE DANS LA RÉGION DU SAINT-GOTHARD

DU 27 MAI AU 16 AOUT [*fig.* 65].

SOMMAIRE

Théâtre d'opérations [1]

Le Saint-Gothard. — Point de départ des Alpes centrales qui s'étendent vers l'Est, le massif du Saint-Gothard [2.663 à 3.671 mètres] forme, avec la Furca [4.178] mètres et le Grimsel [col à 2.561 mètres], le nœud des quatre principales chaînes des Alpes de la Suisse.

Les plus importantes des dix-sept vallées qui s'en détachent, vers les quatre points cardinaux, sont : au Nord, la Reuss ; à l'Est, le Rhin ; à l'Ouest, sont le Furca et le Grimsel, le Rhône et l'Aar ; au Sud, le Tessin.

Le Saint-Gothard jette au nord le Crispalt qui se dirige vers le N.-E. en séparant la Reuss du Rhin intérieur ou inférieur : à Dodiberg, il se partage en deux branches, l'une au N.-O, qui sépare la Reuss de Limmat et dont la plus élevée entre la Linth et

[1] On consultera, avec les figures 65 et 66, une carte générale de la Suisse.

la Mutta s'appelle mont Bragel ; l'autre au N.-E, qui, à Sargans, forme plusieurs branches séparant les eaux de la Limmat de celles de la Thur et du Rhin.

Entre la Reuss et l'Aar court une chaine également détachée du massif.

tie la plus élevée et sur laquelle se trouve l'hospice [2.093 mètres] forme un bassin long d'une lieue dans le sens du Nord au Sud, et complètement entouré de hautes montagnes escarpées.

Faisons suivre cette description succincte

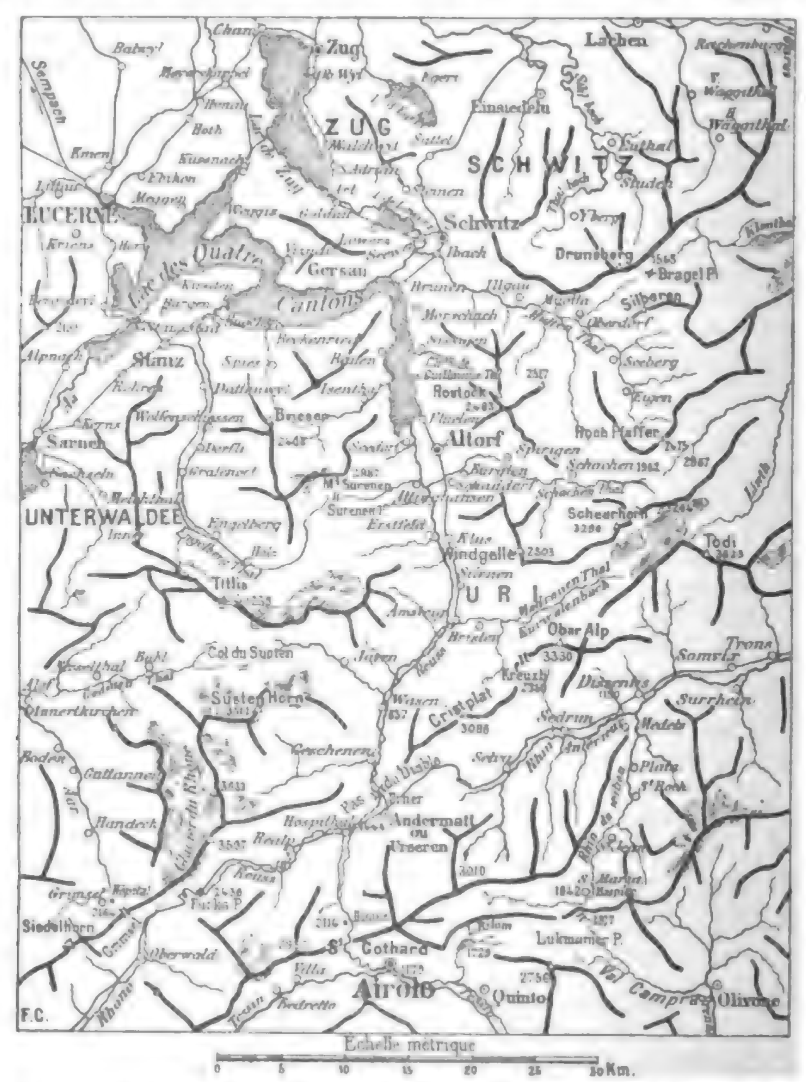


Fig. 65. — D'Airolo à Schwitz : le Saint-Gothard, cours de la Reuss et du Rhin supérieur.

En 1799, la voie de communication entre Airolo sur le Tessin et Hospital ou Hospenthal sur la Reuss consistait en un sentier effroyable bien différent de la très belle route actuelle. Au point de vue où nous nous plaçons, c'est seulement cette portion intermédiaire du massif qui nous importe. La par-

d'une considération militaire qui a une importance sérieuse et dont l'exposé des événements va démontrer le bien fondé.

Le massif du Saint-Gothard fournit un exemple probant de l'erreur qui consiste à consacrer trop de forces à la défense d'un nœud de montagnes qui n'offre pas *un seul*

passage ; à cette condition seulement, on peut accepter de gaieté de cœur la difficulté du ravitaillement, l'insuffisance et la défectuosité des abris, alors qu'il est nécessaire, à de pareilles altitudes, de bien nourrir les troupes et de les soustraire, le plus possible, à l'action nuisible des influences climatériques pour éviter des pertes sérieuses avant même qu'on ait livré aucun combat.

C'est ce que constate nettement le général de Kuhn :

« ... Le célèbre massif montagneux du Saint-Gothard peut être tourné stratégiquement : à l'est, par les vallées du Rhin moyen et de Medels, en passant par le Luckmanier du côté de Faido, en débouchant par la vallée de Saint-Peter dans le val Blegno, ou par la vallée du Rhin supérieur et du Rheinwald par le Bernrdino et le Splügen ; à l'ouest, par le défilé du Nefenen en passant par le val Bedretto pour aller vers Airolo ; par la vallée de Binna, en passant par le mont Albrun dans le val Formazza, puis dans le val Bovano et la vallée de Campo jusqu'à Lucarno sur le lac Majeur ; enfin le Saint-Gothard peut être tourné plus à l'ouest encore par le Simplon [1]. »

La Reuss. — La connaissance des vallées qui débouchent dans celle de la Reuss est indispensable pour bien comprendre les principaux incidents de la lutte soutenue par Lecourbe et ses lieutenants.

Les deux sources qui, venues de la Furca [2.506 mètres] et du Saint-Gothard [2.144 mètres], forment la Reuss, se réunissent à Hospithal où débouche la route du Saint-Gothard venue d'Airolo par l'auberge ou l'hospice.

A Andermatt ou Urseren aboutit un sentier qui, passant par l'Oberalp, fait communiquer le Rhin antérieur et la Reuss.

La Reuss passe au Trou d'Uri ou Urnerloch, caverne de 80 mètres de largeur, ouverte dans le roc vif en 1707, de laquelle on débouche sur le Pont-du-Diable, lequel joint deux rochers à pic distants d'un peu plus de 8 mètres, pont sans parapet sur lequel trois hommes à peine pouvaient, en 1799, passer de front.

A Gœschenen, aboutit une petite vallée de la rive gauche.

A Wasen, la Reuss communique avec l'Aar à Meyringen par le Mayenbach, le col du Susten et le Gadmenthal.

Situé sur la rive droite, au pied du Bristenstock [3.300 mètres], Amsteg est au débouché du Maderanerthal que parcourt le Kœrstelenbach.

A Erstfeld aboutit la vallée d'Erstfeld.

Sur la rive droite, Bürglen se trouve à l'entrée du Schœchenthal.

Le confluent du Schœchen et de la Reuss est marqué par Attinghausen, point de départ d'un chemin qui gagne l'Engelbergthal.

Chef-lieu du canton d'Uri qui s'étend jusqu'au Saint-Gothard, Altorf communique avec la rive gauche de la Reuss par le pont de Seedorf en aval duquel la Reuss se jette dans le lac des Quatre-Cantons [1] et se trouve au débouché de l'Engelbergthal.

A Flüelen, on atteint la rive orientale du lac que longe la route par la chapelle de Guillaume Tell, Sissigen et Morsbach jusqu'à Brunnen. De là elle se détache et conduit, par Hach, à Schwitz, chef-lieu du canton de ce nom. Un peu avant d'atteindre Hach, elle traverse la Muotta ou Mutten qui arrose la célèbre vallée de ce nom.

Muotta se trouve au sud de Kinzig-Kulm. De ce bourg on communique avec le Sihlback.

De la section de la Muotta comprise entre Rigen et Oberdorf on communique, au prix de grandes fatigues, avec le Lintherthal : Oberdorf est l'origine d'un sentier qui, par le Pragel et le Klœnthal, gagne Nettstall situé en aval de Glaris ; de Rigen se détache un sentier qui, par le Scheyen, rejoint le Linth à Luchsingen situé en amont de Glaris.

Si l'on considère que la Reuss qui partage la Suisse ouvre la communication à la fois la plus importante et la plus courte entre l'Allemagne et l'Italie, on reconnaîtra que la possession de tout son cours comporte de grands avantages.

Opérations du 27 mai au 3 juin. — Lorsque Masséna, qui s'y prit trop tard, eut échoué, le 24 mai, bien que victorieux à Frauenfeld, dans sa tentative d'empêcher la jonction du général Hotze avec l'archiduc

[1] *La guerre de montagnes*, p. 81.

[1] Ces cantons sont ceux d'Unterwalden, d'Uri, de Schwitz et de Lucerne.

Charles, il établit, nous l'avons vu, son centre sur la Limmath et chargea sa gauche de garder le Rhin vers Bâle et Strasbourg ; quant à sa droite, composée des divisions Lecourbe, Ménard et Lorge, elle fut échelonnée depuis le lac jusqu'aux Alpes.

Or, la mission de Bellegarde consistait à s'emparer d'abord du Saint-Gothard ; ce dont il chargea Haddick.

Lecourbe avait désigné Loison pour garder avec 5 bataillons [3.600 hommes] les débouchés de Dissentis et du Valois. Loison plaça 1 bataillon à Airolo, 1 à Wasen et s'établit avec les trois autres à Urseren ou Andermatt. De son côté, Lecourbe fit occuper Steig, Altorf et pourvut à la défense du Muttenthal.

Attaqué le 27 mai et battu le 28 par des forces bien supérieures, après avoir été abordé à la fois de front et sur ses derrières, Loison doit dépasser Wasen et ne parvient à rallier son monde qu'à Altorf le 29 : il a perdu 11 officiers et près de 700 hommes tués, blessés ou prisonniers dont 2 compagnies coupées du pont du Diable. Presque simultanément les défenseurs du Muttenthal avaient été assaillis et rejetés sur Schwitz. La situation était donc critique et l'embarras de Lecourbe fort légitime.

Il crut cependant avoir le temps de se porter d'abord sur Mutten ; c'est ce qu'il fit le 28.

« Jamais, dit Masséna, on ne vit mieux *ce que peut la présence d'un général en qui le soldat a confiance* que dans ce combat livré par une poignée d'hommes à un ennemi infiniment supérieur [1]. »

Conduits par Lecourbe, les mêmes soldats qui avaient faibli la veille marchèrent résolument contre les Autrichiens et, au prix de pertes insignifiantes, les repoussèrent en leur prenant 300 hommes et 2 pièces de canon.

D'Altorf, le 29 au matin, Lecourbe reporte en avant Loison et le soutient contre Amsteg qui est repris ; aussitôt après Lecourbe balaye la vallée de Sachen.

La lutte reprend devant Wasen le 1er et le 2 juin. Au cours du combat du 1er, les Français se replient après avoir échoué devant Geschenen. En vain, Lecourbe essaie de les arrêter ; il court au galop, sans se laisser arrêter par les brocards de quelques soldats, au-devant de 3 compagnies de grenadiers en marche et se met résolument à leur tête : les hésitants de tout à l'heure reprennent courage ; en un clin d'œil, à la baïonnette, aux accents de la charge, les Autrichiens sont bousculés et laissent entre nos mains 1.500 des leurs et à terre 200 morts ; ils sont poursuivis jusqu'au pont du Diable. Lecourbe, Loison et le chef de brigade Boulard sont blessés.

Le 2, un retour offensif des Autrichiens sur Wasen échoue.

Arrêté par le manque de vivres, Lecourbe préparait cependant une nouvelle attaque lorsqu'il reçoit de Masséna l'ordre de revenir sans retard à Altorf et à Schwitz. Il n'hésite pas : gardant pour lui seul l'ordre, il ordonne l'attaque qui a lieu le 5 juin. Grâce à son énergique impulsion, les Impériaux s'enfuient en laissant le sol jonché de morts et de blessés : 2 bataillons acculés dans des gorges fermées sont contraints de déposer leurs armes ; le troisième ne doit son salut qu'à la précaution qu'il a eue de couper le pont du Diable.

Rejoint par un nouvel ordre de Masséna, Lecourbe ne peut faire autrement que de se replier sur le centre. Déjà Masséna avait gagné de la ligne de la Limmat la chaîne de l'Albis. Sur ces entrefaites, le Directoire, inquiet de la stagnation de la situation, s'était arrêté, ainsi qu'on l'a déjà vu, à un nouveau plan : couper les communications des coalisés en leur enlevant le Saint-Gothard et les Grisons ; reformer une nouvelle armée du Danube qui serait chargée de reporter la guerre en Allemagne.

Masséna chargea Lecourbe d'attaquer le Saint-Gothard et, pour tromper l'ennemi, ordonna des démonstrations à Zurich et à Bâle contre le centre et l'aile droite de l'archiduc Charles.

Opérations des 14, 15 et 16 août. — Trois jours allaient suffire à Lecourbe pour mener à bien sa mission.

Le 13 août, il donne pour le lendemain l'ordre suivant :

« La colonne de droite, aux ordres du général Gudin, est chargée de remonter la vallée de l'Aar, de franchir les sommités du Grimsel

[1] Masséna [général]. — *Mémoires*, t. III p. 234.

et du mont Furca, et de redescendre dans la vallée d'Urseren pour gagner le devant des défilés du Trou-d'Uri et du Pont du Diable, et marcher ensuite, en descendant la vallée de la Reuss, à la rencontre du corps français qui était destiné à la remonter.

« La colonne commandée par le général Loison se dirigera par le Gadmenthal et le Mayenthal, de manière à déboucher dans la vallée de la Reuss, sur la rive gauche de cette rivière, à Wasen, au confluent du torrent de Mayen.

« La colonne aux ordres du chef de brigade Daumas partira d'Engelberg, franchira le mont Surenen et débouchera dans la vallée de la Reuss par Attinghausen.

« L'adjudant général Porson, avec deux bataillons, se portera, dans la vallée d'Altorf, sur Banen, l'Insthal et Leedorf. »

Gudin à droite et Loison à gauche allaient donc manœuvrer par les gorges des affluents de la Reuss, de façon à faire tomber en les tournant les obstacles échelonnés dans la vallée de la Reuss, que remonterait Lecourbe lui-même, parti du lac de Lucerne sur lequel une flotille avait été rassemblée.

En arrière, la brigade Molitor demeurait avec mission de se porter sur Schwitz par Steinen, Seeven et de poursuivre l'ennemi dans le Muttenthal.

L'aile gauche de l'armée autrichienne contre laquelle allait agir Lecourbe occupait les emplacements suivants : le gros d'une brigade entre Munster et Aernen dans le haut Valais; 2 bataillons à Ried et à Roswald ; 2 bataillons 1/2 au Simplon ; 2 bataillons au Grimsel ; un cordon le long de la Reuss, d'Altorf à Urseren ; 3 bataillons et 1 escadron gardant les débouchés des vallées de Maderaner et de Schachen ; 2 bataillons couvrant Wasen et les montagnes de la rive gauche de la Reuss ; 1 bataillon occupait Attinghausen, Seedorf, Flüëlen et les retranchements élevés sur les bords du lac des Quatre-Cantons. Enfin, les Autrichiens pouvaient disposer des ponts de Seedorf, d'Erstfeld, de Wasen et du Diable.

Les colonnes françaises se mirent en marche le 14 au matin. Pendant cette journée, Molitor et Lecourbe agirent pour ainsi dire en s'appuyant l'un l'autre pendant que le feu des chaloupes facilitait la marche des deux colonnes. Molitor livra le combat de *Schwitz*, et les colonnes secondaires de Lecourbe les divers combats de *Brunnen*, de *Seedorf*, d'*Attinghausen*, de *Fluëlen* et d'*Altorf*. Toute cette région se trouva complètement déblayée, le lendemain, 15 août, par le combat qu'une demi-brigade de Molitor livra dans le *Muttenthal* où l'ennemi fut pourchassé.

De son côté, Loison n'était pas resté inactif, le 14, mais sa marche devait être entravée par bien des difficultés. A l'altitude où elle s'exécutait, les sentiers disparaissent sous la neige, la glace et bordent le plus souvent des précipices ; en outre, la colonne eut à essuyer, dans le Nesselthal, une tempête effroyable qui plongea longtemps la troupe dans une demi-obscurité. Il fallut, à plusieurs reprises, tirer les pièces avec des cordes et parfois les placer sur le dos de paysans robustes : même déchargées, les bêtes de somme, dont beaucoup dégringolèrent dans des abimes, eurent de la peine à s'avancer.

Loison ne put donc arriver que très tard devant le *fortin de Mayen* : appuyé, d'une part, au torrent de Mayen, au-dessus d'un précipice, de l'autre, à des rochers à pic, cet ouvrage, qui couvrait la vallée de la Reuss, était défendu par 400 hommes disposant de 2 pièces de canon.

Le 15 au matin, dit Lecourbe, « les troupes demandèrent l'assaut » : elles ne réussirent toutefois qu'à la cinquième tentative, grâce à leur bravoure endiablée, et capturèrent, avec les canons, la majeure partie de la garnison.

Le temps pressait, car on avait compté que Loison viendrait en aide à Gudin. La marche fut donc reprise dans l'après-midi et Lecourbe fut rejoint près de Wasen.

Gudin eut à surmonter, le 14, des difficultés non moins grandes que celles de Loison. Il avait eu cependant le bonheur de trouver, en remontant l'Aar, un paysan qui conduisit la colonne, pour franchir la montagne, par des sentiers connus seulement des chèvres et des pâtres [1].

La colonne, qui avait à aborder la région des glaciers, traversa le Gelmerhorn, le Dœltihorn, le Gerstenhorn ; elle arriva au-

[1] Ce guide, nommé Fahner, fut récompensé par les Français qui, sur sa demande, lui firent cadeau du Rœterichsboden ; mais, quelques années plus tard, le gouvernement bernois l'en dépouilla.

dessus du Grimsel d'où elle descendit par l'arête nommée Nœgelis-Groetli. Le combat du Grimsel exigea de sérieux efforts.

« Ce poste, dit Lecourbe, ainsi que les passages du Valais et du Furca, étaient occupés par plus de 2.000 hommes, qui, ayant de belles positions, se sont défendus avec opiniâtreté. Il a fallu les enlever au pas de charge et à la baïonnette. Chassés de tous côtés, les ennemis se sont retirés [1] dans leur camp entre Oberwald et Goschenen ; ce camp a été aussi bientôt enlevé. Ils ont perdu dans cette journée 2 ou 300 hommes tués ou blessés et environ 500 prisonniers. Nos soldats ont, pour la plupart, bivouaqué sur la neige ; on ne saurait nommer tous les braves qui se sont signalés »...

Cette journée fut donc marquée, pour la colonne Gudin, par les combats du *Grimsel*, d'*Oberwald* et d'*Ober-Geschenen*.

Gudin continue, le 15, sa marche sur Urseren par Realp ; il avait laissé la garde du Grimsel et du Furca à la division Turreau, qui avait été chargée, pour faciliter son mouvement, d'opérer une diversion dans le Valais. Le 16 au matin, il opérait sa jonction à Urseren avec la colonne Lecourbe.

Déjà la décision avait été obtenue, le 15 même, dans la vallée de la Reuss par Lecourbe et Loisan.

Parti, le 15 août au matin, d'Altorf et de Schadorf, Lecourbe avait fait chasser de Steig, dans le Maderanerthal, l'ennemi auquel on prit 200 hommes et qu'un détachement fut chargé de poursuivre. Bientôt rallié par Loison, il se dirigea, bien que sans nouvelles de Gudin, sur le pont du Diable : or, sur un trajet de 6 kilomètres, la route présentait, entre Goschenen et l'hospice, de sérieux obstacles.

[1] Ils s'enfuirent en remontant le Aareboden ; beaucoup moururent dans les gorges des montagnes et les crevasses des rochers.

« ... Il était 4 heures du soir, dit Lecourbe lui-même ; nous rencontrâmes l'ennemi à *Goschenen* et le menâmes, tambour battant, jusqu'au *pont du Diable*, où il avait tiré une ligne de retranchements appuyée au torrent de la Reuss et à des rochers à pic et défendue par des chevaux de frise. Je ne pus parvenir à faire tourner la Roche-Percée ; j'ignorais que l'ennemi avait fait au pont du Diable une ouverture de 30 pieds sur 80 de profondeur dans la Reuss ; alors je résolus de marcher à lui en colonne et au pas de charge, afin d'entrer pêle et mêle avec lui dans le Trou-d'Uri et me rendre maître d'Urseren. Le mouvement s'exécuta avec audace. Mais quel fut l'étonnement des grenadiers lorsqu'ils aperçurent le précipice ! Il fallut se retirer avec perte de quelques hommes. »

Ce n'était, en somme, qu'un retard.

« Le 29 [16 août], à la pointe du jour, les sapeurs furent occupés à réparer le pont, et enfin, à 7 heures du matin, le général Gudin arriva sur la rive droite de la Reuss, venant d'Urseren. Ce ne fut donc que dans la matinée de ce jour que toutes les troupes de ma division purent être réunies après avoir emporté toutes les positions de l'ennemi. »

Il fallut toutefois livrer un dernier combat aux troupes ennemies qui, commandées par le général Simbschen, avaient pris position sur la route de Disentis : il leur coûta plus de 500 hommes tués ou blessés et un millier de prisonniers. Simbschen rallia les débris de sa brigade au delà de Tavetsch et continua, par Disentis, sa retraite sur Coire où il arriva le 20.

A l'expiration de ces trois glorieuses journées, pendant lesquelles la division Lecourbe prit à l'ennemi environ 3.500 hommes dont 50 officiers et 10 pièces de canons, nous étions maîtres de tout le cours de la Reuss, du Saint-Gothard et des passages qui conduisent en Italie et dans les Grisons.

III. — OPÉRATIONS CONTRE LE GÉNÉRAL SOUVOROW DU SAINT-GOTHARD A LA VALLÉE D'ENGI DU 25 SEPTEMBRE AU 8 OCTOBRE : LECOURBE, MOLITOR [*fig.* 65 et 66].

—

SOMMAIRE

Rôle nouveau assigné à l'armée russe du général Souvorow

Au moment même où les brillantes opérations de Lecourbe nous assuraient la possession du Saint-Gothard et de la haute Reuss, la bataille de Novi [15 août] nous faisait perdre l'Italie et la prise de Tortone survenue un mois plus tard rendait à Souvorow la liberté de ses mouvements.

Il fut alors décidé, dans le camp des coalisés, que Souvorow, laissant les Autrichiens en Italie avec Mélas, se rendrait en Suisse pour s'y réunir à Korsakoff et que l'archiduc Charles, se portant sur le Rhin avec une trentaine de mille hommes, laisserait les corps de Hotze et de Jellachich sur la Linth pour favoriser la jonction des deux généraux russes ; il partit le 31 août.

Souvorow se dirigea donc avec environ 23.000 hommes dont 4.000 cavaliers, sur Bellinzona, où il arriva le 14 septembre, pour franchir le Saint-Gothard, déboucher par Schwitz derrière la Linth et prendre à revers l'armée française, pendant que Hotze et Jellachich, avec environ 25.000 hommes, et Korsakoff, avec environ 30.000 hommes, l'attaqueraient de front.

Souvorow eut été mieux inspiré de monter par le Simplon, le grand Saint-Bernard et le Splügen : son passage se serait, en effet, effectué plus facilement et il aurait pu écraser dans la Valais la division Turreau. La route du Saint-Gothard était, il est vrai, la plus courte, mais il ne tarda point à constater les difficultés de son parcours.

Ordres donnés par Masséna

Lecourbe dont la division avait été portée à l'effectif de 12.000 hommes, était chargé de garder le Saint-Gothard, la Reuss et la haute Linth.

Masséna avait pris la résolution d'attaquer les troupes alliées qui lui étaient directement opposées avant l'arrivée de Souvorow ; il ordonna à Lecourbe, vers le milieu de septembre, afin de créer sur sa droite une diversion utile, de faire occuper le canton de Glaris par Molitor qui commandait sa 3e brigade. L'ordre fut exécuté : Molitor opéra sa jonction au delà de Näfels, à Kerenzen, avec Soult qui gardait l'espace compris entre le lac de Wallenstadt et celui de Zurich ; le lendemain, les avant-postes garnissaient le Sernft à Engi, Matt et Elm [*fig.* 66].

Lorsque, le 21 septembre, Souvorow arriva au pied du Saint-Gothard, Lecourbe occupait le massif avec deux de ses brigades : Gudin [1re brigade], dont le quartier général était à l'Hôpital, appuyait sa droite au Tessin et sa gauche à l'Ober-Alp, dans la vallée de Dissentis ; chargée de garder le Maderanerthal, le Schachental, la brigade Loison [2e] était à Amsteig [ou Steig].

Ici, la reproduction plus ou moins intégrale des rapports ou des lettres de Lecourbe, commentés au besoin, devient une nécessité : ces précieux documents donnent une idée affaiblie des difficultés que l'on eut à surmonter ; ils fournissent surtout un magnifique exemple de ce que l'intelligente appréciation du terrain et l'opiniâtreté d'un chef, puissamment secondé par le dévouement absolu de troupes suppléant au nombre par la vaillance et les qualités offensives, permettent d'entreprendre et d'obtenir dans la guerre de montagnes. Cette remarque

s'applique, d'ailleurs, pleinement à Molitor, digne émule de son chef.

Lecourbe avait, dans le principe, formé le projet ([1]) très rationnel, puisqu'il s'agissait de couper une ligne de communication, « d'opérer sur les derrières de l'ennemi, à Reichenau, Coire et Ragatz » [*fig.* 63]; mais les événements ne tardèrent pas à donner un autre cours à ses idées en exigeant impérieusement sa présence au Sud, du côté du Saint-Gothard.

Lutte de Souvorow et de Lecourbe au Saint-Gothard et dans la vallée de la Reuss du 23 au 28 septembre [*fig.* 65].

Le 23 septembre, Souvorow se porte contre Gudin établi à Airolo : c'est une armée qui va attaquer 6.000 hommes.

Ici peut se placer, à titre exceptionnel, une anecdote dont le mérite est de montrer quels liens moraux unissaient intimement le vieux général russe et ses soldats, le père et ses enfants. A la vue des cimes neigeuses et des rochers couverts de glaces, les Russes éprouvent cette terreur mystérieuse qu'avaient déjà ressentie les soldats d'Annibal ; ils refusent d'avancer. En vain Souvorow cherche à les maitriser. Alors, il fait creuser un fossé au milieu du chemin et il s'y couche en criant : « Couvrez-moi de terre, vous n'êtes plus mes enfants, je ne suis plus votre père. Je n'ai plus qu'à mourir, enterrez-moi ici. » Emus, les soldats se précipitent autour de lui, le relèvent et demandent à se porter en avant.

Gudin résista pendant 12 heures ; puis, menacé sur ses derrières par le général Schweikoski parvenu, vers le soir, à escalader les hauteurs qui dominent Hospital, il se replie en ordre sur Réalp où il reçut l'ordre de rejoindre Turreau.

Le 24, Lecourbe annonce d'Altorf à Masséna l'arrivée des Russes.

Le lendemain, il doit lui annoncer qu'il s'est trouvé obligé de battre en retraite.

« *Altorf, 3 vendemiaire an VIII* [*25 septembre 1799*], *9 heures et demie du soir.*

« Au général en chef Masséna.

« Je viens d'être forcé de quitter le Gothard. Attaqué hier et aujourd'hui par 15 bataillons venus de la vallée de Dissentis sur Steig ([1]), j'ai dû céder au nombre.

« La nuit dernière, le général Gudin a commencé sa retraite par le Furca et m'a emmené, avec le 97e et un bataillon de grenadiers, toute la 109e et un bataillon de la 38e que le général Loison avait fait avancer dans la plaine d'Urseren pour le soutenir et dont la retraite a été coupée par le Trou d'Uri. Je crains que le général Loison n'ait perdu beaucoup de prisonniers ; le combat durait encore hier à 10 heures du soir à *Urseren* et *l'Hospital*, et, ce matin, à 7 heures, toute communication a été interceptée entre le général Gudin et moi. Nous avons voulu essayer encore une charge ce matin ; mais, n'ayant que trois bataillons, elle n'a pu avoir de succès.

« Tandis que nous combattions au *Pont du Diable*, l'ennemi s'est emparé de *Steig* [Amsteig] où je n'avais pu laisser que quelques compagnies qu'il a forcées avec les régiments de Kerpen et de Gradiscano. J'ai détaché le 2e bataillon de la 76e et ai marché moi-même avec nos grenadiers ; nous sommes arrivés fort à propos pour empêcher la rupture du pont déjà coupé à moitié. Le bataillon a marché au pas de charge sur les poutres, et, sous le feu de plus de 2.000 hommes, a poussé l'ennemi dans la montagne et lui a fait 200 prisonniers, dont 3 officiers. Ma communication étant rétablie avec Altorf, j'ai fait évacuer toute mon artillerie, tandis que le 1er bataillon de la 38e se battait de position en position jusqu'à Steig, d'où j'arrive et où les troupes se sont réunies ([2]). Demain, je m'attends à être vigoureusement attaqué, et hors de doute que je serai forcé, n'ayant que trois faibles bataillons et quelques compagnies de grenadiers.

([1]) Lettre adressée d'Altorf, le 30 fructidor [16 septembre] au général Molitor.

([1]) Parti de Bellinzona, le 19, avec environ 6.000 hommes, Rosenberg avait traversé le val Blegno, gagné la vallée de Dissentis et tourné le Saint Gothard par le revers du Crispalt, sur Urseren. En même temps, le général autrichien Auffemberg, partant d'Ilanz avec 2.000 hommes, était descendu par la Maderanerthal sur Amsteig — Masséna [général]. — *Mémoires*, t. III, p. 378.

Ce détail figure, d'ailleurs, implicitement dans la suite du rapport de Lecourbe.

([2]) Le mouvement de Rosemberg ayant réussi, Lecourbe ne put rétablir cette communication qu'en passant à Amsteig [Steig] sur le ventre des Autrichiens. Il gagna alors, par la rive gauche de la Reuss, les montagnes escarpées qui le séparaient du vallon de Geschenen et atteignit Wasen. Quant à son artillerie, il n'est pas bien certain qu'il ait pu l'évacuer « toute », puisqu'on admet qu'il en dût précipiter une partie, sinon la totalité, dans la Reuss — Masséna, *loc. cit.*, t. III, p. 380.

« Je m'efforcerai de tenir, par des avant-postes, Steig et la position de Schaken qui ne vaut rien; en coupant tous les ponts de la Reuss, je retarderai la poursuite de l'ennemi.

« J'ai envoyé des patrouilles au général Gudin par le Gatinen, et je lui recommande de me renvoyer au moins deux bataillons et de couvrir les têtes du haut Valais et du Grimsel. Le général Turreau, dont je n'ai pas de nouvelles, a été sans doute attaqué aussi, car je sais qu'il a marché contre lui une forte colonne. Sans doute il gardera le Haut-Valais, et le général Gudin le Grimsel et la vallée de l'Aar. Si je suis forcé, je jetterai deux bataillons sur Engelberg et deux sur l'Isenthal et Baven, jusqu'à ce que j'aie reçu des renforts.

« J'ai prédit ce qui m'est arrivé lorsque je me plaignais des lenteurs mises dans l'exécution de vos projets.

« J'ignore les pertes que le général Gudin aura faites cette nuit et aujourd'hui, mais je pense qu'il a perdu du monde.

« L'ennemi avait attaqué sur trois colonnes, l'une par Airolo et le Gothard, la seconde par l'Ober-Alp et la troisième par Amsteig. Le général Auffemberg commandait sur ce dernier point; dans les autres colonnes se trouvaient les 18.000 Russes à la tête desquels est Souwaroff en personne.

« J'ignore le résultat des attaques des autres divisions; mais, si elles ont été reçues comme la mienne, je vous plains.

« Je vais prévenir le général Molitor, et je le préviendrais encore si j'étais forcé d'abandonner Altorf.

« Faites-moi part de vos opérations, et, si vous voulez qu'on reprenne le Gothard, il faut du monde et faire une puissante diversion dans la vallée de Dissentis et de Coire.

« Un objet essentiel est de me renvoyer bien vite nos pontonniers pour mettre à l'eau nos chaloupes, sans quoi l'ennemi inquiéterait furieusement nos positions.

« Mon aide de camp, qui a tout vu, pourra vous donner d'autres détails que j'omets. En mon particulier, je regarde cette journée comme heureuse pour moi : je devrais être pris avec trois ou quatre bataillons.

« Je présume que Souwaroff est dans l'intention de faire sa jonction avec le corps de Hotze et, de là, marcher sur Lucerne ou sur Glaris; *portez en conséquence tous vos moyens sur Glaris*; il faut au moins 8.000 hommes sur ce point, *et Souwaroff est perdu.* »

Ce dernier conseil démontre ce que valaient les aptitudes de Lecourbe aussi grand dans la conception que dans l'exécution. Lecourbe avait dû reculer; mais, en défendant ainsi pied à pied, pendant trois jours, chaque gorge, chaque rocher, chaque torrent, il avait bouleversé les projets de Souvorow dont l'armée était harassée quand elle atteignit Altorf.

Le 26 septembre, Lecourbe écrit de nouveau à Masséna.

Pont de Séedorf, 4 vendémiaire an VIII [*26 septembre 1799*].

« Ainsi que je vous l'ai écrit, j'ai été attaqué par des forces supérieures et j'ai effectué ma retraite sur les points indiqués. Huit bataillons ennemis, quatre russes et quatre autrichiens, sont devant moi, et nous nous canonnons depuis midi. Je tremble pour le Gatmenthal, si le général n'a pas reçu nos dépêches. *Envoyez bien vite des troupes à Schwitz;* l'ennemi file par le Schackenthal et *se rabattra sur le Muttenthal.* Le général Loison se porte à Engelberg avec deux bataillons et j'irai, je pense, à Stanz, pour garder les bords du lac. Vous feriez bien de porter des réserves à Brientz jusqu'à ce que Gudin soit dans la vallée de l'Aar. L'ennemi a déjà six pièces de canon devant moi; le lac est affreux et je n'ai point de barques. Je tiens encore les bords de la Reuss; les hommes échappés de la colonne du général Gudin m'assurent qu'il n'a rien pu sauver; cependant, un bataillon de grenadiers qu'il avait avec lui s'est pris aux cheveux avec les Russes. »

Entre ces deux lettres, Lecourbe avait correspondu avec Molitor et avec le commandant de Schwytz.

Au premier, il fait connaître l'obligation où il s'est trouvé de battre en retraite, appelle son attention sur les troupes qu'il a expédiées dans le Klönthal et lui recommande *de veiller à sa droite sur le Muttenthal et le Shackenthal.* Il ne tarde pas à lui annoncer qu'il a dû évacuer Altorf tout en sollicitant de Masséna l'envoi de troupes à Glaris, à Schwytz dont le commandant est prévenu et il termine en disant : « *Jetez bien vite des troupes sur Mutten* et gardez le Klönthal. »

Au second, il écrit :

« Prenez vos précautions, *pour la défense du Muttenthal*, gardez les hauteurs de Morschau et d'Ilgau; envoyez bien vite prévenir le général Molitor; *je demande des troupes pour Schwytz.* J'ai quitté Altorf et tiens encore la rive gauche de la Reuss. L'ennemi peut, demain matin,

arriver dans le Muttenthal si vous n'y prenez garde. Ne retardez pas le courrier que je dépêche. »

La lettre suivante est à reproduire aussi, en partie du moins, à cause de sa conclusion.

« Bivouac du pont de Séedorf, 5 vendémiaire an VIII [27 septembre], 10 heures du soir.

« Au général en chef Masséna.

« Je suis encore sur la rive gauche de la Reuss; toute la journée, l'ennemi a fait des mouvements dans le Schachenthal et la vallée de la Reuss; il a fait sonder la rivière partout où il l'a pu, mais il n'a rien effectué.

« Le général Loison a remonté le Surneck parce que je craignais pour la vallée d'Engelberg et voulais à tout prix avoir des nouvelles du général Gudin [1]. Je n'en ai encore ni de l'un ni de l'autre.

« Instruit que l'ennemi avait embusqué à Ertzfeld son artillerie et 3 bataillons dans l'intention d'y passer ou à gué ou en jetant un pont, j'ai fait une sortie vigoureuse sur Altorf [2], dont je me suis un moment rendu maitre. Mais, l'ennemi ayant ramené à la hâte la plus grande partie des forces qu'il en avait tirées j'ai repris ma position après un combat des plus vifs avec les Russes et les Autrichiens. Mais mon but a été rempli, les ayant forcés de revenir à Altorf et empêchés, en passant à hauteur d'Ertzfeld, de monter le Sureneck et de me prendre en flanc.

« Mon aide de camp, arrivé un moment avant l'attaque, a doublé les forces de nos troupes en leur annonçant vos succès, qu'elles ont appris avec enthousiasme.

« Soyez bien convaincu qu'elles n'ont cédé qu'à la force, au nombre, et qu'elles brûlent de se venger. Mais il me faut des forces. Ne vous abusez point, mon cher général, sur ma position: elle est critique et met la vôtre dans un très grand embarras. Vous ne pouvez vous faire l'idée du pays.

[Ici se place la mention de la capture, dans le Klönthal, d'un bataillon et demi du général Molitor].

«... *Souwaroff veut se joindre aux Autrichiens à Glaris;* envoyez-y des renforts considérables et prenez des mesures afin de dégager Molitor ainsi que moi; il faut manœuvrer sans retard. »

[1] Lecourbe avait écrit, le 25 septembre, à Loison: « Aussitôt arrivé à Engelberg, vous enverrez une patrouille sur les Forges et Ingrend à la recherche du général Gudin et vous lui écrirez de placer un bataillon ou deux dans la Guttmenthal s'il ne l'a déjà fait. Deux petites pièces partent pour Engelberg. Je suis encore sur la rive gauche de la Reuss...

« Songez à vous lier avec le général Gudin et à me donner de vos nouvelles à Stanz ou Baven. Faites éclairer aussi tous les débouchés du Sureneck et tenez en force les sommités... »

[2] La nuit était venue lorsque Lecourbe, qui avait reconnu un gué en amont de Séedorf, le passa avec quelques compagnies de grenadiers et se jeta à leurs têtes sur les derrières des Russes: ceux-ci, d'autant plus épouvantés qu'ils ne pouvaient compter leurs ennemis, se retirèrent en désordre.

Opérations du général Molitor dans le canton de Glaris.

Lorsque Molitor [1] fut attaqué, le 30 septembre, par la brigade autrichienne Auffemberg qui formait l'avant-garde de Souvorow, il y avait déjà plus d'un mois qu'il luttait, d'une façon honorable, dans la région de Glaris. Il avait été envoyé, on le sait, vers le milieu d'août, à Glaris, pour protéger par des diversions la droite de Masséna.

Jetons un coup d'œil rapide en arrière pour rappeler les opérations qu'il dirigea de ce côté à la fin du mois d'août et en septembre.

Le 28 août, il recevait de Masséna l'ordre d'attaquer, le lendemain, l'ennemi dans le Muttenthal et de se porter sur la vallée de Glaris.

Le lendemain, avec 12 compagnies seulement, environ 1.500 hommes, il délogeait l'ennemi à la baïonnette du mont Bragel et le poussait, sans lui donner le temps de se reconnaître, jusqu'au lac de Klönthal. Il dut alors s'arrêter devant les retranchements de Nettsthal où l'ennemi s'était réfugié. L'engagement recommença après l'occupation de Glaris, puis fut reporté du côté du Klönthal où finalement Molitor se trouva réduit à la défensive. Lui-même nous dira de quelle façon il soutint, le lendemain, une lutte qui, grâce à son énergie, se termina à notre avan-

[1] Molitor [Gabriel], né en 1770, à Hayange [Moselle], avait été nommé capitaine en 1791, s'était distingué à Wissembourg et était devenu général de brigade en 1798: à partir de cette époque, il joua un rôle des plus honorables partout où il commanda, en 1799, 1800, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1814. Elevé seulement en 1823, au retour de l'expédition d'Espagne, à la dignité de maréchal de France, il mourut en 1840.

age, puisque nous restâmes maîtres de la vallée de Glaris et de toute la haute Linth.

Le soir du 29, Molitor opéra, au delà de Näfels, sa jonction avec la division Soult et s'empara de Mollis. L'ennemi se retira, d'une part, sur Wallenstadt par Mollis et Kereuser, de l'autre, dans les Grisons, par Engi, Matt et Panèse.

Le 30 août, Molitor occupa, avec ses avant-postes, la ligne de Sernft à Matt et



Fig. 66. — Canton de Glaris et Rhin antérieur : Opérations de Souvorow et de Molitor.

Engi et le point de Kereusen situé sur la rive méridionale du lac de Wallenstadt pour se relier avec Soult.

Le calme se fit ensuite de ce côté et dura jusqu'à la bataille de Zurich.

Le 24 septembre, Molitor, dont la brigade n'était forte que de 3 bataillons, reçut l'ordre de menacer le lendemain Weser et Flums afin de faciliter à Soult le passage de la Linth à Schännis. Or, il savait, depuis la veille, qu'un corps, commandé par le général Jellachich, avait quitté Sargasses le 21 pour déboucher sur lui par Kerensen, Mollis et par les défilés des Alpes qui conduisent sur Glaris et Nettsthal. D'autre part, le 25, à 11 heures du matin, Jellachich fit attaquer les ponts de Glaris, de Nettsthal et Mollis. L'ennemi fut repoussé trois fois, avant la nuit, grâce aux retranchements que Molitor avait fait construire derrière les ponts.

Enfin, dans la nuit du 25 au 26 septembre, Molitor apprit qu'un corps autrichien d'environ 9.000 hommes, commandé par le général Linken, était parti de Coire le 23, qu'il s'avançait par la vallée de la Sernft avec Glaris pour objectif. Chemin faisant, il avait enveloppé et capturé un bataillon et demi que Lecourbe attendait, le 25, à Ilanz.

Molitor, appréciant l'avantage que lui procurait sa position intermédiaire, résolut aussitôt, pour empêcher la jonction de Jella-

chich et de Lincken, d'attaquer successivement les deux généraux et, tout d'abord, de battre Jellachich de façon à lui faire repasser les montagnes de Kerensen avant l'arrivée de Linken. Il se couvrit vers Linken par un bataillon placé à Mitlodi et, le 26, à midi, se jeta de front et de flanc contre Jellachich qui, à 2 heures, était repoussé au delà de Kerensen.

Molitor chargea un bataillon de la poursuite de Jellachich, puis revint en hâte au bataillon de Mitlodi qui luttait et attaqua lui-même de façon à empêcher l'ennemi de dépasser Glaris ; il y parvint.

Renforcé, le 27 au matin, par 2 bataillons, Molitor défendit avec la dernière énergie le débouché de Klönthal.

Le 28, Linken, inquiet du retard de Souvorow, n'attaqua pas et les Français épuisés restèrent sur place. Or, vers midi, Molitor apprit, à son grand étonnement, qu'un nouvel adversaire menaçait ses derrières par le Muttenthal. Une dépêche de Lecourbe, partie d'Altorf [1], le mit au courant de ce qui s'était passé depuis le 23 septembre et de la situation présente. Il n'y avait pas de temps à perdre pour éviter de se trouver entre deux feux ; il fallait tenir en respect les Russes et revenir sur eux après avoir contraint Linken à la retraite.

Le 28 au soir, Molitor réunit ses officiers, sur un mamelon d'où l'on découvrait les positions de l'ennemi, leur fit connaître ce qu'il comptait faire le lendemain et assigna aux principaux d'entre eux leurs postes de combat. Molitor a dit de quelle façon fut remplie la journée du 29 qui se termina par la défaite complète de Linken.

Ne se préoccupant pas assez de la position de Lecourbe à Séedorf, Souvorow avait attendu jusqu'au 27 septembre les effets de la coopération sur laquelle il comptait. Ce jour-là, il apprit d'une façon certaine les défaites de Hotze et de Korsakoff.

Marche de l'armée russe d'Altorf vers l'Est, du 28 septembre au 4 octobre.

L'impossibilité où il se trouvait, faute de barques, de traverser le lac des Quatre-Cantons et l'absence de nouvelles de Linken, auquel il avait envoyé l'ordre de venir le rallier sans perdre de temps, lui firent concevoir un nouveau plan.

Il projeta, en effet, d'attaquer les Français par la droite après avoir rallié Jellachich et Linken auxquels il écrivit : « Messieurs, vous êtes responsables sur vos têtes du moindre pas rétrograde que vous feriez encore. J'arrive et suis sur le point de réparer vos fautes. Je ne ferai point de grâce, ainsi tenez ferme comme des murailles. »

Il s'agissait donc maintenant pour Souvorow de gagner par le Muttenthal, dont 4 lieues le séparaient, la vallée de la Linth, dans le canton de Zurich.

La résistance héroïque opposée par le général Molitor au général Jellachich, qui avait des forces au moins trois fois supérieures, allait faire échouer ce projet et pouvait causer la perte de l'armée russe tout entière.

Cette phase nouvelle et si grandiose de la lutte est prédite dans deux lettres de Lecourbe qui dut bientôt quitter l'armée d'Helvétie puisque, le 25 septembre, le Directoire l'avait appelé au commandement en chef de l'armée du Rhin.

Il ignorait sa nomination lorsqu'il dicta ces lettres suivantes qui prouvent avec quelle perspicacité il devina les desseins de Souvorow.

La première en date de la matinée du 28 septembre, est adressée au général Soult, chef de la 3e division :

« Je m'empresse de vous annoncer, mon cher camarade, que le général Suwaroff, avec environ 20.000 Russes, s'est dirigé par le Schachenthal, sur Mutten, et de là probablement sur Glaris, dans l'intention de se joindre au corps d'armée de Hotze. Prenez vos mesures pour

[1] Cette lettre se terminait ainsi : « ... Il paraît que l'intention de l'ennemi est de se réunir à l'armée battue et de percer à cet effet sur Zurich et sur Lucerne. Dans tous les cas, nous ferons nos efforts pour nous opposer à ses desseins. Je préviens le général Soult de la marche de Suwaroff qui a passé lui-même avant-hier au soir à Altorf, où il a dormi. Prenez des mesures en conséquence. » Les Russes n'ayant commencé à arriver à Mutten que dans la nuit du 29 au 30, il faut admettre que, dès le 28, Souvorow se fit précéder dans le Muttenthal par quelques coureurs et un parlementaire que Molitor refusa, cette fois, d'entendre. Fait étonnant, Molitor dit que cette dépêche lui parvint dans la nuit du 28 au 29 septembre.

que votre division ne se trouve pas exposée. La 4[e] division (Mortier) étant arrivée à Schwytz, je suis un peu rassuré sur ce point. *L'ennemi ne peut avoir d'autre but que de se porter sur Glaris ou sur Schwytz.*

« Je suis aux trousses des Russes dans le Schackenthal, mais je n'ai de disponibles que 700 à 800 hommes, ce qui est insuffisant (¹). »

La lettre adressée d'Altorf, le lendemain, à 8 heures du soir, au général en chef Masséna est à reproduire intégralement.

« Je m'empresse de vous annoncer, mon cher général, que le général Suwaroff en personne, avec un corps russe de 20 à 25.000 hommes, a passé par Altorf en se dirigeant sur le Muttenthal par la montagne de Kolen. Son intention, a-t-il dit, est d'aller débloquer Zurich. Prenez des mesures pour déjouer ses projets *sur le flanc droit de la division Soult à Glaris*. Il paraît que Suwaroff veut se réunir aux corps d'armée d'Hotze et Korsakoff. Je préviens *le général Soult de veiller sur Glaris*, et *le général Mortier sur Schwytz*. J'indique à ce dernier (²) les dispositions qu'il doit prendre, sans cependant savoir s'il est sous mes ordres. Suwaroff, comme il l'a dit, a le dessein d'aller à Lucerne et à Zurich ; il est à propos que le général Soult refuse sa droite et que vous renvoyiez des troupes au général Mortier. Je suis à la poursuite de l'ennemi, avec précaution cependant, puisque je n'ai que 7 à 800 hommes avec lesquels j'ai contenu l'ennemi sur la rive droite de la Reuss ; mais veillez du côté de Schwytz. J'ignore ce qui se passe sur Steig ; j'y ai envoyé. *Si le général Soult du côté de Glaris, le général Mortier sur le Muttenthal et moi sur le Schackenthal agissent de concert, nous ferons crever Suwaroff dans les montagnes.* Je crains de trop avancer avant que vous m'ayez fait part de vos projets. »

Ajoutons le nom de Molitor que Lecourbe, qui était la générosité et la loyauté même, n'oublia pas intentionnellement, mais qu'il était autorisé à considérer comme étant toujours sous ses ordres : les points principaux du réseau de fer qui va étreindre les Russes seront ainsi indiqués.

Voici, en effet, les mesures préventives arrêtées par Masséna auquel vraisemblablement les observations de Lecourbe ne furent pas inutiles, mais dont l'exécution demandait un peu de temps.

Pendant que le général Ménard poursuivait Korsakoff jusqu'au Rhin avec la 5[e], la 6[e] division et toute la cavalerie, Masséna envoyait : sur Schwitz, la division Mortier ; sur Schännis et Wesen, la majeure partie des troupes de Soult, commandées alors par Gazan ; à Richtenschwyl, la réserve de grenadiers du général Humbert. Molitor est en position. Lecourbe est disponible.

Lui-même se rendit à Altorf (¹) où il fut renseigné par Lecourbe qui, ayant déjà commencé énergiquement la poursuite, dans l'étroite vallée du Schœchenthal, l'y conduisit; il put voir que des cadavres, des malades, des trainards et du matériel jonchant le sol jalonnaient la direction suivie par les Russes. Cette certitude une fois acquise, Masséna se rendit au débouché du Muttenthal, à Schwitz, où Lecourbe ne tarda pas à arriver.

Souvorow avait, en effet, suivi le Schœchenthal pendant un peu de temps pour s'élever, en suivant des chemins qui n'avaient été foulés jusque-là que par des pâtres et des chasseurs, sur le massif de hauteurs qui séparent cette vallée du Muttenthal. Une division grimpa, près de Burgler, le flanc oriental du Faulen ; l'autre parvint au Kingigkulm par la vallée de la Kinzig. Les Russes eurent à marcher généralement par

(¹) Le même jour, dans la matinée aussi, écrivant à Masséna pour lui transmettre les nouvelles qu'il vient enfin de recevoir des généraux Gudin et Loison, il lui demandait de faire relever par d'autres les troupes de sa division : « Quoique très braves et accoutumées à vaincre, je m'aperçois quelquefois qu'elles se dégoûtent d'occuper des positions aussi tristes, dénuées de toute ressource et où elles ne peuvent trouver que la mort ou la misère.

« L'ennemi me laisse tranquille ; néanmoins, *je n'ose pas quitter de ma personne le pont de Séedorf, car mes troupes n'auraient peut-être pas la même confiance...* »

(²) La lettre concernant Mortier a été écrite le matin du 29, à 8 heures. Lecourbe l'engage, après lui avoir appris le mouvement de Souvorow, à l'attaquer « dans le Muttenthal avec 4 ou 5 bataillons, laissant le reste sur les hauteurs d'Ilgau et de Steinerberg ». Puis il lui indique la conduite qu'il aurait à tenir en cas d'une retraite et termine en s'excusant sobrement : « *Je vous fais ces observations par la connaissance que j'ai du pays* », donnant ainsi, incidemment, le secret de la réussite de toute opération en montagne.

(¹) Comme Lecourbe ne lui aurait pas écrit le 29 au soir, s'il l'avait vu dans la journée, il est probable que cette visite eut lieu dans la matinée du 30.

un ; l'allongement fut tel que, au moment où l'avant-garde atteignit la Muotta, les derniers Russes quittaient à peine Altorf. Pendant cette marche de quatorze heures, bon nombre de pièces d'artillerie roulèrent dans les précipices ou y furent lancées ; des centaines de soldats, épuisés, demeurèrent sur place et y furent capturés par les poursuivants.

Il s'agissait maintenant pour Souvorow de forcer le passage vers l'Est avec une solide avant-garde et de soutenir à l'arrière-garde, du côté de l'entrée du Muottenthal, une défensive suffisamment prolongée pour procurer au gros de l'armée le temps nécessaire de prendre du champ.

La volonté de fer de Souvorow, son influence sur ses soldats et l'admirable énergie de ceux-ci luttant pour l'honneur des armes, permirent de faire face, au delà même du possible, à cette double exigence.

Parlons d'abord du rôle de l'arrière-garde ; nous détaillerons ensuite celui si glorieusement soutenu par Molitor et sa faible brigade.

L'arrière-garde russe, forte de 8 bataillons, 2 régiments de cosaques et d'artillerie, livra, dans l'après-midi du 30 septembre, et le 1er octobre, des combats désespérés marqués par des alternatives de défensive et d'offensive qui firent le plus grand honneur au général Rosemberg, son chef.

Dans l'après-midi du 30 septembre, les Français repoussèrent sur Mutten [ou Muotta] les postes avancés russes, et la lutte acharnée, qui se prolongea jusqu'à la nuit, nous procura 2 pièces de canon et une centaine de prisonniers.

Pendant la nuit, Masséna reçut le complément de la division Mortier ; Lecourbe lui-même arriva avec sa faible brigade.

Lorsque, le 1er octobre, Masséna ordonna à Mortier d'attaquer Rosemberg.

« Son but était, comme le fait remarquer avec raison le général Koch, son historiographe, moins d'obtenir dans cette journée des succès décisifs que de retarder la marche de Souvorow et de donner aux troupes qu'il faisait avancer contre lui, de tous côtés, le temps d'arriver à leur destination. Il se dirigea donc contre l'avant-garde russe dans le Muttenthal *en portant sur les berges* [1] *de cette étroite vallée des corps de flanqueurs qui devaient seconder son mouvement*, et surtout observer ceux de l'ennemi qu'il avait en tête [2]. »

La situation avait donc bien empiré pour Souvorow qui se trouvait menacé d'être enfermé dans des défilés inextricables et de se trouver obligé de mettre bas les armes. Elle était d'autant plus grave qu'il ignorait le sort de Linken. On le vit bien quand, le 30 septembre, il fit sommer Molitor de se rendre ; la fière réponse de celui-ci le renseigna amplement.

Ainsi mis en présence de la réalité, Souvorow assemble un conseil de guerre qui conclut à la nécessité de se frayer un passage sur Glaris, pour y joindre Linken, s'il s'y trouvait encore, et de se ménager en cas d'échec la disposition de la gorge du Sernft pour se porter sur le Rheinthal.

La partie faible du réseau français était certainement celle constituée par la brigade Molitor, mais son chef suppléa à son infériorité numérique par de l'audace, par un excellent choix de position et en employant à fond l'offensive toutes les fois que l'occasion lui parut favorable. Son avant-garde qui avait dû évacuer le mont Bragel le rejoignit le 1er octobre au matin et le combat s'engagea.

Dès le début, par ordre de Masséna, l'artillerie française enfila la vallée, et infligea, dans la limite de portée de ses pièces, de terribles pertes aux masses russes s'offrant à ses coups dans un bas-fond.

Rosemberg porta alors ses troupes en avant ; elles étaient formées sur deux lignes qui barraient la vallée, la première forte de 3 bataillons déployés, la deuxième constituée par 5 bataillons et les 2 régiments de Cosaques. La lutte, entamée par les Russes à la baïonnette, fut vive et douteuse à certains moments. « La 108e [demi-brigade de la division Mortier] soutint le choc sans reculer d'une semelle. Il ne lui eût cependant pas été possible de résister longtemps si la 67e [autre demi-brigade de la division Mortier], retardée jusqu'à ce moment dans sa marche par les difficultés du terrain, ne fût

(1) Les hauteurs d'Ilgau et de Steinerberg, dont l'importance avait été plusieurs fois signalée par Lecourbe les jours précédents, furent alors utilisées comme cela devait être

(2) Masséna. — *Loc. cit.*, p. 386.

entrée en ligne. Nous ramenâmes alors vivement l'ennemi, et lui reprîmes notre artillerie et nos blessés qu'il avait pendant un instant tenus en son pouvoir, mais *aucun des deux partis ne put s'attribuer la victoire*, et tous les deux conservèrent leurs positions respectives.

« Masséna, *ne voulant pas acheter par de trop grands sacrifices un résultat qu'il était sûr d'obtenir 36 à 48 heures plus tard d'ennemis accablés de fatigue et mourant de faim, renonça à forcer le Muttenthal*, laissant 2 demi-brigades en observation devant l'arrière-garde des Russes ; il dirigea la division Mortier vers le bassin de la Linth avec ordre de suivre le mouvement de Gazan [division Soult] qui, de Schännis, s'était porté vers la tête du Klönthal au secours de Molitor (1)... »

La décision finale prise par Masséna, le 1er octobre au soir, était aussi sage que sa détermination de la veille d'engager le combat avait été justifiée ; il exagérait même les précautions en immobilisant une brigade pour garder un débouché par lequel il était invraisemblable que les Russes dussent revenir.

En somme, il y avait eu honneur et gloire pour les uns, comme pour les autres. De toute façon, on n'est point autorisé à dire que les Russes ont été victorieux : ils n'ont pas dépassé Mutten et auraient eu bien tort, étant donnée leur mission, de le faire (2).

Avec une prévoyance qui n'a jamais restreint le champ de l'audace, Molitor avait fait choix plus au Nord d'une excellente position sur laquelle il comptait se replier s'il y était contraint : toutefois, il ne la gagna que lorsque l'ennemi eut accentué par les

(1) MASSÉNA. — *Loc. cit.*, t. III, p. 187.

(2) L'auteur de cet ouvrage fait allusion ici à un plan-relief consacré au combat du 1er octobre : à ce plan exposé à Lucerne est jointe une Notice dans laquelle, contre toute vérité, on attribue la victoire aux Russes, en ayant soin de ne représenter que la phase qui fut critique pour les Français et en parlant de plus de 1.000 morts et blessés et d'un grand nombre de prisonniers qui, on l'a vu, recouvrèrent rapidement leur liberté.

L'inscription commémorative que porte le pont de Mutten est plus modeste : « Pont de Souvaroff. En souvenir des combats de l'armée russe sous le général Souvaroff, livrés le 30 septembre et le 1er octobre 1799. »

hauteurs un mouvement qui menaçait sérieusement sa droite. Ce mouvement, une fois terminé, ses troupes devaient, sans tenir compte des deux demi-bataillons qu'il avait envoyés le premier à Kerensen, le second à Engi pour surveiller d'une part Jellachich, de l'autre Linken, se trouver ainsi disposées : 1 bataillon au pont de Näfels ; 1 bataillon 1/2 avec 4 pièces sur la rive droite de la Linth et sur la rive gauche au nord de Nettsthal, 2 bataillons 1/2 échelonnés disposant de 3 pièces. Le pont couvert de Nettsthal avait été miné, les deux rives communiqueraient par le pont de Naefels.

« Cette position, dit Koch, était admirablement choisie ; elle empêchait, en couvrant le passage de Näfels, la jonction de Souwarow avec Jellachich sur les bords du lac de Wallenstadt, et avec Korsakof au cas où il se trouverait encore sur la Thur. L'action combinée des corps sur les deux rives de la Linth et le parti qui avait été tiré des ponts de Nettstall et de Näfels formaient la base du plan de défense qui fit tant d'honneur à Molitor (1). »

Lorsque Molitor le jugea nécessaire, la retraite s'effectua avec ordre ; toutefois, elle fut serrée de près par les Russes. Lorsque l'arrière-garde eut franchi le pont de Nettsthal, un assez grand nombre d'entre eux l'avaient accompagnée sur l'autre rive ; le pont ayant sauté à ce moment, ils se trouvèrent à la merci des républicains. La partie de la colonne russe qui était restée sur la rive gauche de la Linth se trouva pendant un peu de temps soumise à une petite distance à un feu très vif ; elle se jeta ensuite résolument sur les Français. Alors s'engagea autour de Näfels un combat acharné où les deux partis eurent tour à tour l'avantage jusqu'à ce que l'arrivée de renforts, notamment de la 3e demi-brigade helvétique dont la tenue fut excellente, permit à Molitor de reprendre définitivement Näfels, puis d'entamer une offensive victorieuse dont lui-même a fixé le détail.

Finalement nous demeurâmes sur l'une et l'autre rive en avant de Näfels et de Mollis. Nous comptions 360 hommes hors de combat, dont 140 tués sur 3.000 présents ; les pertes des Russes s'élevaient à 400 tués, 1.700 blessés et 200 prisonniers.

(1) MASSÉNA. — *Loc. cit.*, t. III, p. 388.

Souvorow se tint immobile du 2 au 4 octobre, à Glaris, ne pouvant se décider à prendre le seul parti qui convint, se retirer par le Rindskopf dans les Grisons (1). Il en avait le droit, car son honneur et celui de sa vaillante armée étaient saufs.

Retraite de Souvorow à partir du 5 octobre

Le 5 au matin, il quittait Glaris pour s'engager ensuite dans le Sernftthal ; son armée ne tarda pas à être talonnée par Molitor : aussitôt prévenu de la direction prise par les Russes, celui-ci dirigea vers son flanc gauche, dans la montagne entre Schwarden et Engi, 2 bataillons. Lorsque la vallée d'Engi fut atteinte, notre artillerie exerça de terribles ravages sur ces troupes défilant dans un espace resserré. La poursuite fut continuée jusqu'à Elm ; elle nous procura un millier de prisonniers à bout de forces ou blessés, 3 pièces de canon, des chevaux et du matériel.

A partir d'Elm, où l'armée russe passa la nuit et d'où elle repartit le 6 octobre, elle eut à compter avec la neige, la glace, les précipices. Les sentiers avaient disparu sous une épaisse couche de neige fraiche et rien ne pouvait servir de point de repère ; les bêtes de somme étant impuissantes, il fallait les décharger et peu après les jeter toutes dans un précipice.

Puis on eut à franchir le passage du Panix qui est contigu au glacier ; pendant la nuit, qu'on passa sur la neige et sans feu, la rigueur du froid fit périr plus de 200 hommes et la plupart des chevaux.

Le 10 octobre enfin, après cinq jours et cinq nuits d'épreuves terribles, les débris de l'armée atteignaient le Rheinthal et Ilanz d'où ils gagnèrent Coire.

Dix-huit jours de luttes continuelles, la température, la faim, le froid et le feu avaient fait perdre aux Russes environ un tiers des leurs, toute leur artillerie et la plus grande partie de leurs chevaux.

(1) Il est nécessaire, pour compléter la description qui a été donnée du théâtre de la guerre, d'ajouter ceci. De Glaris, pour se rendre à Coire, on suit, par Engi et Matt, la vallée du Sernft jusqu'à Elm, d'où partent deux chemins : l'un très pénible qui, par le rude passage du Panix et Panix, conduit à Ilanz ; l'autre, moins mauvais, qui, par le passage de Flims ou Segnes [2 660 m.] et Flims, conduit à Coire.

Les corps de Jellachich et de Linken s'étaient retirés en même temps que le corps principal sur Sargans et Ragatz.

Souvorow put traverser, sans être inquiété, le pays des Grisons d'où il se rendit en Bavière, demeurant sourd aux sollicitations de l'archiduc Charles parce qu'il accusait les Autrichiens de sa défaite. Il rassembla, aux environs de Lindau, ce qui lui restait de troupes ; des 70.000 hommes qui avaient figuré en Italie ou en Suisse, il restait tout au plus la moitié. Depuis une semaine déjà, Gudin avait réoccupé le Saint-Gothard après en avoir chassé les détachements laissés à sa garde. Vers la fin d'octobre, Souvorow partit pour rentrer en Russie.

Il reste, pour donner une idée aussi nette que possible de cette mémorable campagne à faire quelques emprunts à Molitor lui-même.

Nous possédons de lui sur les combats livrés dans le canton de Glaris, à la fin d'août et en septembre, par la brigade sous ses ordres, aux troupes autrichiennes et russes, deux rapports ; ils sont d'inégale importance, mais l'intérêt y est parfois palpitant, tout en faisant la part d'une légère exagération. Ils ne sauraient être reproduits ici en totalité, mais les points les plus saillants sont à noter.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est la différence de mode d'action des troupes ennemies : les Autrichiens emploient le feu ; les Russes ne se battent qu'à la baïonnette. Les Français se servent du feu, mais la plupart des engagements se terminent au pas de charge, généralement en colonne serrée et à la baïonnette : ils enfoncent tout.

Le combat du 30 août, au débouché du Klönthal, donne un exemple de cette façon de procéder et offre aussi une particularité intéressante pour la guerre de montagnes.

Ramené le 29 au soir sur ce débouché, Molitor soutint jusqu'à la nuit, avec 12 compagnies, les attaques de plusieurs bataillons autrichiens, et suisses et se prépara à continuer la lutte le lendemain, 30.

« Je fis disposer sur son front (1) [qui s'élevait, dit-il, en un amphithéâtre très resserré], d'énormes pierres, pour repousser l'ennemi à défaut de cartouches.

(1) Il s'agit du Klœnthal.

« Dès le matin du 14, je fus vivement attaqué, mais avec si peu de méthode, que je n'eus pas de peine à me maintenir.

« *Au lieu de tourner ma droite par les defilés* qui y aboutissaient, l'ennemi s'obstina à emporter de vive force une position dont le front présentait de très grandes difficultés.

« Il avait déjà jeté plusieurs têtes de colonne pour l'emporter d'assaut, mais toujours sans succès.

« Enfin il se forme de nouveau, et prépare une attaque qui devait être décisive.

« Tout à coup les colonnes ennemies se présentent de toutes parts sur le front de ma position, le feu terrible que nous faisions ne peut les arrêter ni les ébranler : ils s'avancent audacieusement, et escaladent les rochers qui jusqu'alors nous servaient de rempart.

« C'est alors que je fis rouler sur elles les énormes pierres que j'avais fait disposer la veille : cette défensive, aussi nouvelle [?] que meurtrière pour l'ennemi, l'étonne et le fait rétrograder en désordre.

« Je saisis ce moment pour faire battre la charge ; nos soldats se précipitent à bas des rochers avec la plus grande impétuosité, partout l'ennemi est culbuté, il fuit en désordre et abandonne la belle position de Nesthal. . »

Après avoir fait échouer à Wesen la jonction des corps autrichiens de Jellachich et de Linken, venus l'un de Sargans, l'autre du pays des Grisons avec Glaris pour objectif commun, Molitor dut prendre sérieusement à partie Linken qui s'avançait audevant de Souvorow. Il n'y avait pas de temps à perdre puisqu'une distance de deux lieues à peine séparait les généraux alliés : sa position intermédiaire allait lui faciliter sa tâche.

Dans la journée du 29 septembre, il attaqua d'abord Linken.

« A la pointe du jour et au signal d'un coup de canon, toutes mes colonnes qui se trouvaient sur les postes ennemis attaquèrent avec impétuosité ; la première ligne de l'ennemi fut d'abord culbutée, la seconde s'avance bientôt à son secours ; mais partout il est repoussé ; les ailes *débordées par les mouvements que j'avais fait exécuter la nuit*, plient et se retirent avec précipitation.

« Nos colonnes s'avançant au pas de charge, avec le plus grand ordre, ne donnèrent pas à l'ennemi le temps de se reconnaître, et nous le culbutâmes la baïonnette dans les reins jusqu'à la vallée d'Engi ».

A ce moment, Molitor apprend qu'un bataillon de la 84ᵉ demi-brigade qu'il a placé au lac de Klönthal pour retarder la marche de l'armée russe, est vivement attaqué par son avant-garde.

Il laisse deux bataillons pour continuer la poursuite de Linken et accourt avec un bataillon au lac de Klönthal.

« J'y trouvai, dit Molitor, une bonne partie de l'armée de Souwarow : ce général, croyant les généraux Jellachich et Lincken à Glaris, et me supposant par conséquent enveloppé de toutes parts, me fit sommer de me rendre.

« Je lui fis répondre que son rendez-vous était manqué avec Lincken et Jellachich, que ces deux généraux venaient d'être battus et rejetés dans les Grisons, que l'armée française en Suisse avait forcé Zurich, et je le sommai lui-même de songer à se rendre.

« Souwarow ne crut pas à ces étranges nouvelles, et nous fit attaquer... »

Malgré son énorme infériorité numérique, — deux bataillons contre plusieurs milliers de Russes, — Molitor contint les Russes jusqu'à la nuit ; alors, ne recevant pas de renfort et voyant sa droite exposée à être enveloppée par deux bataillons environ envoyés sur les hauteurs, il prit le sage et intelligent parti de se retirer sur la Linth, pour couvrir les ponts de Näfels et de Mollis : c'était bien servir l'intérêt général en jeu, puisque Souvorow comptait toujours marcher sur Zurich.

Le 1ᵉʳ octobre, Molitor subit jusqu'à huit attaques des Russes en avant de Näfels ; la huitième le rejette sur Näfels dont il conserve le pont.

« La nuit approchait, dit-il ; je me dispose à faire une nouvelle attaque pour rester définitivement maître de la tête du village de Næfels.

« Je place en réserve, en arrière du pont, le bataillon de grenadiers.

« Je forme trois colonnes d'attaque, je place en tête 2 pièces de quatre, avec ordre de ne tirer qu'à portée de mitraille ; les colonnes eurent ordre *de ne pas tirer et de n'agir qu'avec les baïonnettes.*

« Nous nous avançons en bon ordre : *les Russes nous attendent l'arme au bras ;* mais nos colonnes attaquent avec tant d'impétuosité, que l'ennemi est culbuté en un instant : le plus grand désordre se met dans ses rangs, et nous le poussons pour la huitième fois jusqu'à Nes-

thal, où une réserve nous attend et nous attaque vivement ; nos soldats soutiennent ce nouveau choc avec une valeur étonnante, et perdent cependant un peu de terrain, lorsque 300 hommes de renfort de la 94e arrivent, battent la charge, et achèvent de nous maintenir dans la bonne position que je voulais garder, la droite en avant de Næffels et la gauche en avant de Mollis. Il était 9 heures du soir.

« Ainsi se termina un des plus terribles combats que l'on vit jamais, où 3.000 des nôtres soutinrent pendant une longue journée les attaques multipliées de 15.000 Russes qui se battirent avec un acharnement dont on a vu peu d'exemples.

« Le 12 (4 octobre), je reçois l'ordre d'attaquer les Russes dans leur camp de Glaris.

« A la pointe du jour, nos colonnes sont dispersées pour l'attaque ; l'ennemi avait levé son camp, et se retirait dans les Grisons par la vallée d'Engi.

« Je me mets à sa poursuite, et j'attaque vivement son arrière-garde.

« Arrivé à Schwanden, je *détache un bataillon pour couper à l'ennemi* le passage du front, *je le fais charger en même temps* par deux bataillons : le général Loison *avait envoyé de son côté, par le Linthal, un bataillon qui arriva sur Schwanden en même temps que moi ;* toutes nos troupes donnèrent avec impétuosité, et parvinrent à jeter le plus grand désordre dans l'arrière-garde ennemie, qui laissa la vallée d'Engi jonchée de morts. Nous les poursuivîmes jusqu'à Elm, et nous lui fîmes 1.200 prisonniers ; nous lui avons pris aussi 3 pièces de canon et 200 chevaux avec beaucoup de bagages... »

L'aide de camp de Molitor qui continua la poursuite fit encore aux Russes 200 prisonniers et leur prit une pièce de canon.

Jugements portés par Napoléon sur Lecourbe et sur Souvorow.

Déjà nous avons reproduit la critique formulée par Napoléon sur les opérations exécutées, sur l'ordre de Masséna, dans les Engadines et en Valteline. Comme Lecourbe exécuta un ordre donné, il était strictement juste d'apprécier la façon dont il remplit sa mission.

Or, Napoléon se contente dans ses *Commentaires* (1) d'énumérer sèchement les combats livrés « avec succès » par Lecourbe et se borne à faire remarquer [1re observation] que s'il avait été à Insprück, il y eût été cerné. Cette lacune est doublement regrettable.

Les victoires remportées par Lecourbe, en août, sur les Autrichiens au Saint-Gothard, ont eu le don de faire sortir, sobrement d'ailleurs, Napoléon d'une réserve évidemment voulue. Voici le passage :

« ... Le 12 août, il [Masséna] mit en mouvement sa droite, sous Lecourbe, elle était forte de 25.000 hommes ; la gauche de l'armée autrichienne qui lui était opposée n'en avait que 20.000. *Aussi* fut-elle bientôt chassée de Schwitz, de Glaris, du Saint-Gothard et rejetée sur les débouchés du Rheinthal, après avoir perdu plusieurs milliers de prisonniers, des drapeaux et des canons. Les combats opiniâtres, donnés sur les pitons les plus élevés du continent, attirèrent sur Lecourbe le regard de l'Europe... (1) »

En troisième lieu, les efforts héroïques déployés par la division Lecourbe du 23 au 28 septembre, du Saint-Gothard au pont de Séedorf, puis ensuite par Molitor sont ainsi appréciés par Napoléon.

« Ce jour même, 25 septembre, Souwarow, plein des plus flatteuses espérances, franchissait le col du Saint-Gothard... Il fit successivement son entrée à Altorf, à Brunnen, à Schwitz, et enfin à Glaris le 29 septembre. Lecourbe, n'ayant point assez de forces pour l'arrêter, *refusa le combat*. Mais arrivé à Glaris, Souwarof apprit les désordres de Zurich et le mouvement que faisait Masséna avec 18.000 hommes pour soutenir sa droite ; cela le décida à céder à la nécessité. Il évacua la Suisse, abandonnant ses traînards, ses malades ses blessés et laissant beaucoup de prisonniers dans les mains du vainqueur (2)... »

Le nom de Molitor n'est même pas prononcé. Quelque peu de sympathie qu'éprouvât Napoléon pour la guerre de montagnes qu'il entendait cependant si bien, il a commis là une souveraine injustice.

Napoléon a jugé ainsi Souvorow :

« Le maréchal Souwarow avait l'âme d'un grand général, mais il n'en avait pas la tête.

(1) *Commentaires*, t. III, p. 146 et 464.

(1) *Commentaires*, t. III, p. 482.
(2) *Commentaires*, t. III, p. 486.

Il était doué d'une forte volonté, d'une grande activité et d'une intrépidité à toute épreuve ; mais il n'avait ni le génie, ni la connaissance de l'art de la guerre. »

Ce jugement, qui fait la part encore grande au vaillant et énergique soldat, sera celui de la postérité. Souvorow ne possédait surtout pas le génie de la guerre de montagnes : l'énergie n'y suffit pas à défaut d'intelligence et de coup d'œil.

Epilogue

Après avoir bivouaqué pendant un peu de temps derrière le Lect, Souvorow rentra lentement en Russie où l'attendait le plus triste accueil : le tsar ne voulut même pas le voir et la cour futile qui l'avait adulé se réjouit de sa défaite et de son humiliation.

Le 18 mai 1800, le vieux soldat mourait, tué en réalité par le chagrin. Malgré l'effondrement final, il demeurera l'une des plus grandes figures militaires de la Russie [1] : il a su imposer sa volonté à des soldats au cœur desquels il s'adressait et, dans des circonstances déterminées, il a été victorieux.

Quant à celui qui avait si puissamment contribué à la défaite de l'armée russe, Lecourbe, moins de quatre ans s'étaient écoulés lorsque, par la volonté de celui qui était le mieux à même d'apprécier sa valeur et qui avait le devoir de récompenser ses services, il tombait en disgrâce : mis d'office à la retraite en pleine vigueur, à l'âge de 45 ans, il n'obtint qu'une faible pension et même ne fut pas maintenu dans la Légion d'honneur après y avoir été compris.

En vain à ses lauriers du Saint-Gothard, il avait ajouté ceux d'Hoochstedt (19 juin 1800), de Fuessen (10 juillet) et de Feldkirch (13 juillet), demeuré noblement fidèle à Moreau, à l'innocence duquel il était en droit alors de croire, il fut regardé comme un ennemi personnel de Napoléon Ier et traité en conséquence jusqu'au jour où, en 1815, la France envahie eut besoin de tous ses enfants. Il se rendit alors à Paris et eut une entrevue avec l'Empereur : celui-ci le nomma coup sur coup, le 25 mars, chevalier, officier, commandant, grand officier de la Légion d'honneur, et lui confia la défense de Belfort : on sait avec quelle intelligence et quelle vigueur il s'en acquitta du 25 mai au 11 juillet 1815.

Malgré cette noble conduite, l'animosité de Napoléon subsista et l'empêcha, comme on l'a vu, d'être juste, à Sainte-Hélène, dans l'appréciation de ses glorieux services.

Mis de nouveau à la retraite le 31 mars 1815, Lecourbe mourut le 23 octobre suivant.

[1] Depuis 1800, une statue a été élevée à Saint-Pétersbourg à l'homme aux soixante-trois batailles.

CHAPITRE V

CAMPAGNE D'HIVER DE MACDONALD
EN DÉCEMBRE 1800 ET JANVIER 1801 [*fig.* 63].

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

La campagne menée à bonne fin par le général Macdonald, pendant les mois de décembre 1800 et de janvier 1801, à la tête de l'armée des Grisons, mérite une étude spéciale.

D'une part, elle offre le passage le plus laborieux qui ait jamais été fait dans les Alpes. De l'autre, elle fournit une application remarquable des idées très justes d'un des lieutenants de Macdonald, du général Baraguey-d'Hilliers sur la guerre de montagnes :

« La guerre de montagne est la pierre de touche des tacticiens habiles.

« C'est là que les plus petits détails, ceux mêmes qu'on pourrait juger minutieux et qui le seraient dans un pays de plaines, acquièrent de l'utilité ; qu'un chef ne doit rien négliger, qu'il doit s'armer de courage pour braver lui-même les climats, les éléments, les saisons et les obstacles de tout genre qui naissent sous ses pas ; voir tout par ses yeux, se défier des rapports mêmes des personnes qui, par état ou par opinion, semblent les plus dignes de sa confiance.

« Constamment en défiance et sans cesse en mouvement, il ne doit s'avancer que la sonde à la main... »

Il est juste d'ajouter que le passage du Splügen mérite d'être célébré autant pour la constance des troupes à supporter des fatigues inouïes que pour les difficultés vaincues. La suite de la campagne est tout aussi digne d'intérêt, car elle fut marquée par une « lutte continuelle, contre les obstacles que l'âpreté du terrain et la rigueur de la saison reproduisaient à chaque pas » (1).

[Voir *Bibliographie particulière*].

(1) DUMAS [général Mathieu]. — *Précis des Événements militaires*, t. V, p. 191.

Plans d'opérations. — Au début, l'armée du général Macdonald, dont l'effectif n'atteignait pas le chiffre de 15.000 hommes, était destinée à seconder les opérations offensives de l'armée du Rhin en descendant la vallée de l'Inn et à maintenir les communications avec l'armée d'Italie.

Macdonald conféra à ce sujet, pendant le second armistice, avec Moreau et les mesures nécessaires furent arrêtées en commun.

Cependant Bonaparte n'avait pas renoncé à jouer un grand rôle en portant la guerre par la Carinthie au cœur des Etats héréditaires. Laissant Moreau tenu en échec, devant les lignes de l'Inn et de la Salza, par des forces supérieures, il se proposait d'accourir avec sa Garde, ses réserves et de prendre personnellement le commandement de l'armée de Brune. Alors, pendant que Macdonald pénétrerait, par le Tyrol italien, dans la vallée de la Drave, lui-même franchirait l'Adige, le Tagliamento, rejetterait l'armée de Bellegarde sur la frontière de Hongrie et, rallié par Macdonald, au delà des Alpes Carniques, marcherait sur Vienne à la tête de 100.000 hommes.

Lorsque ce projet fut devenu inutile, Bonaparte envoya l'ordre à Macdonald d'envoyer des Grisons en Valteline, pour y remplacer la division Rochambeau rappelée entre Bergame et Brescia, sa 1re division, celle de Baraguey-d'Hilliers, forte de 3.500 fantassins, d'un escadron de hussards, et d'une compagnie d'artillerie légère.

Macdonald ne crut pas pouvoir, d'après les rapports qui lui parvinrent, surmonter, avec les forces dont il disposait, les difficultés matérielles et militaires qui s'offraient à lui : tous les passages conduisant en Italie étaient occupés par l'ennemi, le passage du Splügen ne tarderait pas à être obstrué par les neiges ; enfin, s'il était obligé de rester dans les Grisons, les subsistances lui feraient bientôt défaut. Mathieu Dumas, son chef d'état major, fut envoyé par lui à Paris pour présenter ces observations au Premier Consul.

« Bonaparte, dit Mathieu Dumas, après avoir écouté très attentivement l'exposé de cet officier, l'interrogea sur la force présumée et les positions du corps du général Hiller, et des divisions Auffenberg, Kaim, Laudon, Davidowich et Wukassovich, à la tête des vallées du Tyrol vers l'Allemagne et vers l'Italie ; il débrouillait, dans ses diverses suppositions, ce grand chaos des Alpes entre le Rhin et l'Adige :

« Nous enlèverons, dit-il, et sans combattre, cette immense forteresse du Tyrol : *Il faut manœuvrer sur leurs flancs, menacer leur dernier point de retraite ;* ils évacueront sur le champ toutes les hautes vallées. Je ne changerai rien à mes dispositions : retournez promptement, je vais rompre l'armistice ; dites à Macdonald *qu'une armée passe toujours et en toute saison partout où deux hommes peuvent poser le pied.* Il faut que, quinze jours après la reprise des hostilités, l'armée des Grisons se trouve aux sources de l'Adda, de l'Oglio et de l'Adige ; qu'elle ait tiré des coups de fusil sur le mont Tonal qui les sépare, qu'arrivant sur Trente, elle forme la gauche de l'armée d'Italie et manœuvre de concert avec elle sur les derrières de M. de Bellegarde. « Je saurai porter à temps des renforts où ils seront nécessaires : ce n'est pas sur la force numérique d'une armée, mais bien sur le but, sur l'importance de l'opération, que je mesure celle du commandement. »

En somme, Macdonald avait à franchir de Coire le triple sommet qui le séparait des vallées de l'Adda, de l'Oglio et des affluents de l'Adige, puis à gagner Trente pour maitriser l'Adige supérieur et le cours de la Brenta.

Il menacerait ainsi le flanc droit de l'armée autrichienne d'Italie, en même temps que, tout en couvrant le flanc gauche de Brune, il protégerait ses passages successifs du Mincio et de l'Adige.

Macdonald dut accepter le rôle secondaire qui lui incombait et s'occuper de surmonter les énormes difficultés que n'a point assez reconnues, même plus tard, Napoléon.

Les hostilités devant commencer le 22 novembre, Macdonald se mit en mesure de remplir sa mission.

Choix d'une direction. — Trois directions s'offraient à lui. La première, qui conduit à l'Inn par le Septimer et l'Albula, devait être écartée d'emblée : destinée à former l'extrême gauche de l'armée d'Italie, l'armée des Grisons eût marché vers Moreau en tournant le dos à l'Italie.

La seconde conduit sur Zernetz et Glurns, puis, par la vallée de Méran, dans celle de

l'Adige : l'armée des Grisons eût été donner de front contre les troupes autrichiennes occupant le Tyrol et, de toutes façons, se fût heurtée contre les massifs des monts Gallo et Braglio.

La troisième conduit dans la Valteline, par la vallée du Rhin postérieur, le Splügen et Chiavenna. A vrai dire, l'armée des Grisons s'éloignerait de plus en plus de l'armée de Moreau et allait être obligée d'affronter la section des Alpes Rhétiques la plus âpre et la plus sauvage ; elle aurait ensuite, pour gagner Trente, à franchir, au prix de force difficultés et d'épreuves de toute nature, les contreforts neigeux desquels descendent l'Adda, l'Oglio, la Chiese et l'Adige. On pouvait espérer tromper l'attente des Autrichiens, mais il faudrait protéger sérieusement le flanc menacé.

A cet effet, Macdonald, ayant réuni sa petite armée entre Rheineck et Coire, masqua les vallées du Landquart et de l'Albula en détachant vers l'Engadine la division Morlot. Morlot avait ordre d'occuper les points de Klosters [1.200 mètres], de Gallthur et les passages de Fless [2.479 mètres] et de Futschöl [2.767 mètres] ; le général Vaux, avec sa brigade, les points de Davos [1.560 mètres], de Lenz [1.320 mètres] et de Stalla [1.776 mètres], qui commandent les passages de la Scaletta, de l'Albula et du Julier. Dans la Valteline, Baraguey d'Hilliers fit occuper en forces Bormio [1.224 mètres] pour donner le change à l'ennemi, observer le val de Fraël, celui de Sana-Maria et demeurer maître des débouchés principaux de l'Engadine.

Ainsi courant sur son flanc gauche, Macdonald pouvait se porter en avant.

La description topographique suivante de la montagne de Splügen est un peu longue et pompeuse ; toutefois elle est exacte, puisqu'elle a été faite par Mathieu Dumas lui-même et donne une idée des obstacles que les soldats de Macdonald durent surmonter.

Le *Splügen* (¹). — « Une courte description des accès du mont Splügen, par l'étroite vallée du Rhin postérieur et de ses revers du côté de l'Italie, par les rampes ou tourniquet du Cardinel et la vallée de San-Giacomo, nous aidera peut-être à transporter un moment nos lecteurs sur ce nouveau théâtre ; et la topographie très exacte que nous leur présentons de cette contrée, la plus âpre et la plus sauvage des Alpes, leur fera mieux connaître et apprécier cette audacieuse entreprise.

« En sortant de Thusis, qui se trouve à peu près à sept lieues de Coire, au confluent de l'Albula et de la branche orientale du Rhin, on entre dans la Via Mala, ou Voie malheureuse, ainsi appelée à cause des rochers à pic entre lesquels elle est resserrée ; on traverse fréquemment sur des arches de pierre le fleuve si fameux, qui n'est ici qu'un torrent impétueux, roulant avec fracas à travers les débris de roches écroulées. Ces ponts, quelquefois élevés à trois cents pieds au-dessus du torrent, les blindages construits pour se préserver des fréquentes avalanches qui encombreraient le sentier, les passages taillés dans le roc, les cascades tombant à travers les torrents d'où les glaces tombent en longs festons, enfin l'obscurité de cette combe étroite, augmentée par les sapins qui couronnent les cimes, font de la Via Mala l'un des sites les plus pittoresques, l'une des plus belles horreurs du chaos des grandes Alpes.

« Le sentier, continuant de changer d'une rive à l'autre, monte et descend en divers endroits par des pentes rapides jusqu'au village de Splügen (¹), situé au pied des glaciers. L'intervalle de Tusis à Splügen est d'environ sept lieues. Après avoir traversé ce village, on passe le Rhin pour entrer dans la gorge où le sentier, toujours à la rive gauche des eaux, s'élève en serpentant jusqu'au pied du col qui ferme la vallée ; ici il faut gravir péniblement par des rampes dont la raideur est de 60° : on arrive au sommet (²) en une heure et demie.

« On se trouve alors au partage des eaux entre deux glaciers (³) qui laissent entre eux un intervalle d'environ 400 toises ; on descend ensuite sur des revers attenant à la montagne de gauche, pour arriver à l'hospice qui est à l'entrée de la plaine.

« Dans la belle saison, lorsque le sentier (⁴) est bien frayé, on peut aller en trois heures du village de Splügen à l'hospice ; mais quand les neiges nouvelles ont effacé toutes les traces

(¹) Le mont Splügen est coté 3.276 mètres ; le passage du Splügen est à 2.117 mètres.

(¹) Ce village est à 1.450 mètres d'altitude.

(²) Ce point culminant du passage est à la cote 2.117 mètres [667 mètres au-dessus de Splügen].

(³) A l'Est, se trouve le Surettahorn [3.025 m.] ; à l'Ouest, le Tambohorn. [3.276 mètres].

(⁴) De 1818 à 1823, le gouvernement autrichien et celui des Grisons ont transformé ce sentier muletier en une magnifique route de voitures, large de 5 mètres sur le versant Nord et de 6 mètres sur le versant Sud.

dans ces hautes régions où il n'y a plus de végétation d'arbres ni d'arbustes, quand les avalanches et la violence des vents ont enseveli ou emporté les balises qui jalonnaient le sentier et changé même la configuration du terrain, on ne peut avancer que pas à pas : il faut s'assurer, la sonde à la main, comme à la mer au milieu des écueils, si l'on est sur le sentier ou sur l'abîme : les guides les plus exercés hésitent aux endroits où la direction doit changer, et ne trouvent qu'à l'horizon borné par les cimes des glaciers [toutefois quand le temps est serein], quelques points de remarque.

« On voit quels travaux exige, pendant l'hiver, l'ouverture de ce passage. Il faut, sur une étendue de cinq lieues, depuis le village de Splügen jusqu'à celui d'Isola [1], au pied des rampes du Cardinel, déblayer les neiges pour retrouver le sol, ou les surmonter en les foulant ; et ces travaux et le courage le plus constant à braver tant d'obstacles ne peuvent garantir le succès de l'entreprise. Les variations de l'atmosphère, les vapeurs qui s'élèvent du fond des gouffres, la terrible tourmente, toujours soudaine, dérobent tout à coup les objets et détruisent en un instant les résultats des plus grands efforts.

« La plaine d'environ 600 toises, qu'on traverse en quittant l'hospice pour arriver aux rampes du Cardinel, semble offrir moins de difficultés et même une sorte de repos ; et c'est là cependant qu'est le plus grand danger du passage, parce que les vents y règnent ou s'y combattent avec plus de violence, et que rien ne peut résister aux flots de neige qu'ils soulèvent.

« La descente par le Cardinel offre un aspect et des aspérités d'un autre genre. Le sentier moins étroit atteint, par un ressaut, un premier escarpement du rocher contre lequel il s'appuie. On a, sur la droite et toujours sous les yeux, un précipice de quatre à cinq cents pieds, dont on suit les bords escarpés à pic pendant une heure de chemin. Les zigzags taillés dans les pentes les plus raides et les nappes de glace formées par les dégels momentanés à l'exposition du midi, surtout aux angles de retour, rendent ce tourniquet extrêmement périlleux.

« On passe et repasse fréquemment, sur de frêles ponts de bois, le lit profond du torrent qui s'élargit en arrivant à la petite plaine d'Isola.

« Du village d'Isola jusqu'à celui de Campo-Dolcino, on entre dans le val San-Giacomo ; la pente est un peu moins rapide, et l'on n'a plus à redouter les avalanches : elle s'adoucit par degrés au troisième ressaut de la grande chaîne, et l'on ne trouve plus, dans l'espace des deux lieues qui restent encore pour arriver de San-Giacomo à Chiavenna [1], d'autres difficultés que celles d'un chemin rocailleux, encombré de débris d'arbres déracinés et entraînés par le torrent.

« Telle est, sur un espace de quatorze lieues, de Thusis à Chiavenna, l'imposante barrière du mont Splügen [2]. »

(1) Isola est à la cote 1.277 mètres.

De Coire à Chiavenna ; passage du Splügen (1-6 décembre). — Macdonald n'avait quitté Rheineck, pour se rendre à Coire, qu'après avoir fait péniblement rassembler des vivres et des moyens de transport ; on ne pouvait plus en effet, espérer trouver des vivres, le mouvement une fois entamé, qu'en Italie, à Riva.

Il assura, d'autre part, sa retraite, en faisant rétablir le double pont de Reichenau sur les deux bras du Rhin ; il pouvait aussi disposer des ponts au-dessus de Coire.

L'armée des Grisons comprenait une avant garde commandée par le général Vandamme, successeur de Grouchy, appelé à l'armée du Rhin, 3 divisions d'infanterie — Baraguey d'Hilliers, Pully et Morlot — une réserve d'infanterie sous les ordres du général Rey et celle de cavalerie avec Laboissière. Déjà nous avons dit quelle destination reçurent les 1re et 3e divisions d'infanterie.

Les derniers préparatifs furent faits à Thusis. Les pièces d'artillerie furent démontées et réparties sur des traîneaux du pays attelés de bœufs. Les munitions furent chargées à dos de mulets. Néanmoins il fallut, bien que le soldat portât déjà cinq jours de vivres et des munitions, augmenter celles-ci de 10 paquets de cartouches.

Le 26 novembre, le général Laboissière ouvrit la marche avec 3 régiments de cavalerie (1) et arriva au village de Splügen [1.450 m].

Le lendemain, bien que la neige fût tombée en abondance pendant la nuit, il essayait de franchir le Splügen. Des guides du pays

(1) La cote de Chiavenna est de 317 mètres.
(2) *Précis des événements militaires*, t. V, pp. 162 à 167.

jalonnaient le sentier qu'aménageaient derrière eux des tirailleurs. Tout alla bien d'abord, et on avançait, mais lentement, lorsque tout à coup, au moment où la nuit approchait et comme on n'avait encore gravi que la moitié de la hauteur, le vent d'est s'éleva et souffla avec violence. Bientôt une énorme avalanche s'abattit sur les travailleurs et emporta en tête de la colonne 30 dragons qui furent précipités avec leurs chevaux dans l'abîme. La colonne dut s'arrêter, puis rétrograder sur Splügen. Quant au général Laboissière qui, pour donner l'exemple et encourager, avait devancé l'avant-garde avec quelques officiers, accablé de fatigue et de froid, il n'eut d'autres ressources que de continuer et de gagner l'hospice du Splügen où le portèrent de vigoureux montagnards. Quelques-uns des dragons qu'avait roulés l'avalanche purent aussi être sauvés par d'autres paysans.

« Cette tentative infructueuse ne fit, dit Mathieu Dumas, que redoubler l'ardeur des Français ; le reste de la compagnie de dragons, qui avait été si maltraitée, demanda à former de nouveau, sous les ordres de son colonel Cavaignac, la tête de la colonne ; mais l'ouragan dura trois jours encore avec la même violence. Les avalanches avaient en divers endroits comblé le sentier ; les guides déclaraient que le passage était entièrement fermé, et qu'avec les plus grands efforts on ne pourrait l'ouvrir avant quinze jours, et seulement pour l'infanterie (1). »

Macdonald, qui était arrivé à Splügen, songea alors à faire passer l'armée par le col de Juliers ; sur son ordre, Mathieu Dumas reconnut, le 29, l'Oberhalbstein et le col de Juliers.

Une forte gelée, qui succéda à la tempête des trois jours, permit de songer de nouveau, le 1er décembre, au Splügen, en échelonnant, dans la même direction, une avant-garde, 4 colonnes et une arrière-garde.

(1) Le général de Ségur, qui était présent, décrit ainsi la Via Mala : « La première [colonne] après Thusis et pendant plusieurs lieues défila entre deux rocs si hauts et si resserrés que nos soldats voyaient à peine le ciel ; leurs pieds n'eurent là pour appui qu'un sentier de glace, corniche obscure, étroite et glissante, taillée dans le rocher, au bord d'un gouffre, entrecoupée, à plusieurs reprises, de mauvais ponts de bois sur lesquels on passait de l'un à l'autre flanc de ces deux masses ; un abîme de 300 pieds était sous leurs pas, et sur leurs têtes la double montagne... » *Histoire et Mémoires*, t. II, p. 115.

(1) *Précis des Evénements militaires*, t. V, p. 169.

En tête de l'avant-garde, 4 bœufs solides conduits par d'excellents guides foulaient la neige et préparaient le sentier ; ils étaient immédiatement suivis par 40 travailleurs qui l'élargissaient ; puis venaient 2 compagnies d'infanterie qui, marchant par le flanc sur six rangs, les files bien serrées, tassaient la neige.

La 1re colonne, qu'une faible distance séparait de l'avant-garde, comprenait 1 compagnie de dragons qui avait demandé à devancer l'artillerie, un convoi d'artillerie, 100 bêtes de somme et une escorte.

Le soir du 1er décembre, l'avant-garde et la 1re colonne se trouvaient au passage du Splügen (1), non sans avoir perdu quelques hommes et plusieurs chevaux et avoir compté un certain nombre de cas de congélations. La colonne se rallia à l'hospice. Le lendemain, le général Laboissière, faisant continuer les mêmes travaux sur la plaine et surtout à la descente en tourniquet du Cardinel, la conduisit à Isola et de là à Campo-Dolcino.

Les 2e et 3e colonnes, fortes chacune d'une brigade d'infanterie, d'une division d'artillerie, de détachements de cavalerie, et précédées par une trentaine de travailleurs franchirent, le 2 et le 3 décembre, le froid étant très vif, le Splügen non sans perdre quelques hommes et sans compter plusieurs cas de congélation ; le soir même, elles étaient à Isola.

Le 4 décembre, laissant derrière lui une arrière-garde, Macdonald tentait à son tour le passage à la tête de la 4e colonne composée de plusieurs compagnies de grenadiers et de deux régiments (2), d'une brigade appartenant à la division de Vandamme qui marchait avec elle.

« Quoiqu'il n'y eût dans le fond de la vallée, dit M. Dumas, aucune apparence de tempête, la neige tombait si épaisse depuis la veille, qu'au moment du départ du village [Splügen], les guides qui venaient de reconnaître la montagne

(1) De Splügen à ce passage, par la belle route construite de 1818 à 1823, on met aujourd'hui, par un temps ordinaire, environ 2 heures.

(2) Les 104e et 17e demi-brigades d'infanterie légère.

refusèrent de s'y hasarder : les tranchées étaient de nouveau entièrement comblées ; on ne pouvait retrouver aux passages les plus dangereux aucune trace du sentier ; les jalons qu'on avait multipliés avaient été emportés ou arrachés. Le général en chef s'obstina à passer : les travailleurs du pays, les sapeurs de l'armée et les grenadiers parvinrent, après six heures d'un travail forcé, jusqu'à la sommité ; mais trouvant entre les glaciers un amas considérable de neige où les guides n'osaient s'engager, tous rétrogradèrent en criant que le passage était fermé. Le général Macdonald, accompagné des généraux Sorbier et Pully, les arrêta, ramena les grenadiers sur la trace, rallia les travailleurs et les guides ; et, sondant lui-même le premier avec son épée, il leur fit percer et déblayer ces murailles de neige, ces vagues solides où plusieurs demeurèrent ensevelis. La tourmente fut affreuse dans le trajet jusqu'à l'hospice, et dans la plaine jusqu'au Cardinel ; la colonne fut plusieurs fois coupée ; la 104e demi-brigade fut presque entièrement dispersée, et ne put être ralliée que deux jours après. Le général Rey, avec la réserve, ne quitta pas les traces du général Macdonald ; mais le général Vandamme qui le suivait à quelque distance pouvait à peine les trouver : il eût été contraint de renoncer à son passage, si ses travailleurs et ses soldats, rebutés par des dangers, en apparence moins glorieux que ceux qu'ils étaient accoutumés à braver dans les combats, n'avaient été soutenus par l'exemple de leurs camarades, que le général en chef avait entraînés par le sien.

« Cette dernière journée coûta seule environ 100 hommes perdus dans les neiges, tombés dans les précipices, ou gelés dans la marche. Plus de 100 chevaux ou mulets périrent aussi : beaucoup de traineaux furent abandonnés ; on recueillit, après la tempête, les effets d'artillerie et d'équipage... »

Le 6 décembre, toutes les troupes et la plus grande partie du matériel d'artillerie se trouvaient à Chiavenna [317 m.].

Le gouvernement ne tarda pas à adresser ses félicitations à l'armée des Grisons et à leur chef.

« Les Consuls me chargent de vous faire connaître, écrivit Berthier à Macdonald, toute leur satisfaction pour l'intrépidité et la constance héroïques que les soldats, officiers et généraux ont montrées dans ce passage, *qui sera une des époques mémorables de nos fastes militaires*. Soyez l'organe du gouvernement envers ces braves ; transmettez-leur le tribut d'admiration et de reconnaissance qu'ils se sont acquis. »

Conséquences de l'occupation de la Valteline. — La nouvelle de la marche de l'armée des Grisons, mais surtout celle de la victoire d'Hohenlinden [3 décembre], parvenue à Inspruck le lendemain, et les mouvements du général Lecourbe entre Rosenheim et Küfstein, déterminèrent les généraux autrichiens à abandonner le Vorarlberg, l'Engadine et les hautes vallées du Tyrol occidental dont les flancs étaient à la fois menacés du côté de l'Allemagne et du côté de l'Italie.

Les Alpes de l'Ortler séparaient les nouveaux emplacements des adversaires : les Français sur l'Albula, le Julier-Berg et le Braglio ; les Autrichiens dans la vallée de Nos ou de Noce dont la partie supérieure court entre les deux vallées de l'Oglio et de l'Adige.

Sur ces entrefaites, le général autrichien Bachmann ayant appris que les troupes qui lui étaient opposées étaient de formation récente et se gardaient mal, résolut de les punir de leur négligence ; il put le faire parce que le général Morlot n'occupait pas encore le val Davos : une colonne de 600 à 700 hommes franchit, par les sources de l'Albula, le glacier qui sépare les deux vallées, arriva dans la haute Engadine et tournant, pendant la nuit du 8 au 9 décembre, les postes de Scampf et de Zutz, y captura, à la suite d'une vigoureuse résistance, les 8 compagnies d'infanterie légère qui les occupaient ; après quoi, dès la première nouvelle de l'approche du général Devrigny venu de Silvaplana, elle se replia sur Zernetz afin d'éviter d'être tournée par le val de Puschiavo.

Macdonald fit appuyer le mouvement de Devrigny par une partie de sa réserve qui, de Chiavenna, remonta le val Bregaglia [Maira] jusqu'à Casaccia et se porta dans l'Engadine ; pendant ce temps, Baraguey-d'Hilliers devait ouvrir de Tirano, par le val de Poschiavo et le col de Bernina, sa communication avec la haute Engadine où se trouvait son autre brigade et gagner Samaden.

Sur ces entrefaites et pendant que Macdonald pressurait durement le pays pour faire

vivre ses troupes et les mettre à même de continuer leur marche, il recevait l'ordre imprévu d'avoir à subordonner désormais ses opérations à celles de l'armée d'Italie dont son armée devait former l'aile gauche.

Dispositions antérieures au passage du col d'Aprica. — Le premier effet de la subordination de Macdonald à Brune fut l'invitation pressante d'avoir à remplacer dans le val Camonica [Oglio], au double débouché du col d'Aprica à l'Ouest, et du col du Tonale à l'Est, les troupes du général Rochambeau que Brune comptait rappeler à lui avant de tenter le passage du Mincio.

Macdonald fit alors le nécessaire, en montrant une prudence qui devait ralentir sa marche mais que l'on ne saurait blâmer, pour assurer la protection de son flanc gauche avant de songer à passer le col d'Aprica. A cet effet, Baraguey-d'Hilliers reçut l'ordre de remonter l'Adda jusqu'au-dessus de Bormio et, pendant que sa brigade de gauche s'avancerait dans l'Engadine jusqu'à Zernetz [1.469 m.], au débouché du col d'Ofen [1.804 m], de surveiller les débouchés de Sainte-Marie sur Bormio et de l'Engadine sur Tirano.

Le général Morlot rouvrit ses communications, par le Julier-Berg et l'Albula ; il détacha 3 bataillons sur Ponte et Samaden pour soutenir au besoin le général Devrigny et se tint prêt à aller renforcer, avec le reste de sa division, Baraguey-d'Hilliers.

Enfin, Vandamme, qui commandait la division d'avant-garde, vint remplacer ce dernier à Tirano avec ordre de franchir le col d'Aprica.

Passage du col d'Aprica. Projet de Macdonald, attaques du mont Tonale. — Le col d'Aprica [1.235 mètres], moins élevé que le Splügen, était d'un abord plus facile ; toutefois ses rampes sont très raides et ses rochers sont abrupts.

Le 9 décembre, la division Vandamme le franchit : elle n'y employa que sept heures, mais perdit beaucoup de chevaux et de mulets. Maintenus échelonnés, les autres éléments de l'armée s'y présentèrent successivement.

Réduit à n'agir qu'auxiliairement et à se rapprocher de la rivière Caffaro à laquelle s'appuyait la gauche de l'armée d'Italie, Macdonald forma le projet de manœuvrer de façon à tourner la droite autrichienne, à la couper du Tyrol et à la rejeter au delà de l'Adige. Il envoya le général Dumas à Brune pour lui faire cette proposition et lui demander de mettre à sa disposition 2 divisions de son aile gauche : disposant ainsi de 23.000 hommes, il se fût porté à Trente pendant que Brune serait resté face au Mincio et, de Trente, aurait marché par la vallée de la Brenta sur Vienne. Si ce projet était séduisant, il était, on doit le reconnaître, aventureux : on eût ainsi formé deux masses isolées exposées à être battues séparément, soit que les Autrichiens s'avançassent par la vallée de l'Oglio, soit que les populations se soulevassent contre la masse de gauche. Il résulta donc que Brune, peu disposé à engager à la légère sa responsabilité, eut raison de rejeter cette proposition ; il se borna, en effet, à envoyer au-devant de l'armée des Grisons, par la vallée de l'Oglio, la brigade italienne Lecchi, forte d'environ 2.000 hommes.

Faisant alors preuve d'une initiative blâmable, puisqu'il était sous les ordres de Brune, Macdonald résolut de tenter l'aventure avec ses seules forces en se dirigeant sur Trente pour agir, suivant les circonstances, soit sur les derrières du général de Bellegarde, soit sur son flanc droit. Mais il fallait, au préalable, s'emparer du mont Tonale qu'obstruaient déjà les grandes neiges et que barraient des redoutes construites en terre, recouvertes de neige battue et glacée, fraisées et palissadées, défendues par 5.000 Autrichiens.

Chargé de cette attaque, Vandamme désigna pour la diriger le général Vaux, mais marcha avec lui. Les efforts les plus héroïques ne purent toutefois triompher de l'obstacle, ni dans la nuit du 22 au 23 décembre, ni en plein jour le 31 décembre. Cette deuxième attaque ne fut motivée, dit Mathieu Dumas, que par le désir de faire croire à l'ennemi que l'armée française se concentrait à la tête du val Camonica pour s'ouvrir à tout prix ce passage dans le val di Sole.

Marche sur Trente. Laudon et Moncey. — Macdonald avait, en effet, aussitôt après le premier insuccès, pris le parti de se porter à droite, à la rencontre de Lecchi ; il

descendit donc l'Oglio jusqu'à Breno où il arriva le 31 décembre.

Quant aux Autrichiens, ils n'abandonnèrent la position du Tonale que dans les premiers jours de janvier 1801, lorsqu'ils connurent les progrès de Moreau dans la Haute-Autriche, et ceux des deux divisions Morlot et Baraguey-d'Hilliers, — en tout 4.000 hommes, — qui, sous la direction de ce dernier et par ordre de Macdonald, avaient remonté la vallée de l'Inn, puis, par Nauders et le col de Reschen, étaient passés dans la vallée de l'Adige. Tout en marchant, Baraguey-d'Hilliers avait enlevé de vive force les retranchements de Zernetz ; puis il avait poursuivi de position en position, — notamment à Schuls — jusqu'à Martinsbrück, l'arrière-garde du général Auffenberg. Quant à celui-ci, préoccupé avec raison de la possibilité d'être coupé de Glurns par le col d'Ofen et le val de Münster, il battit en retraite en ayant soin de faire brûler tous les ponts. De Glurns, descendant la vallée de l'Adige, Baraguey-d'Hilliers et Morlot se dirigèrent, par Merano, sur Botzen.

Revenons à Macdonald. Dès son arrivée à Breno où, en comptant la légion italique, il ne disposait que de 9.000 hommes environ, il fit rechercher un passage praticable à travers la chaîne des Alpes Camoni qui sépare la vallée de l'Oglio [val Camonica] de celle de la Chiese [val Giudicaria] pour arriver le plus rapidement possible à Trente. Les reconnaissances n'ayant pas abouti, Macdonald descendit le val Camonica jusqu'à Pisogno, à la tête du lac d'Iseo. De Pisogno, il franchit, au prix de nouvelles fatigues, le col de San-Zeno, où il fallut tailler des marches dans la glace pour quelques chevaux, arriva dans le val Trompia d'où, après avoir franchi une autre chaîne, il gagna le val Sabia ; enfin il remonta la Chiese pour atteindre la vallée de la Sarca [1]. L'artillerie, les équipages et la cavalerie même n'avaient pu gagner la vallée de la Chiese, vers Gavardo, qu'en passant par Iseo et Brescia.

Or, le temps pressait, car Brune, qui avait franchi le Mincio et marchait vers l'Adige insistait auprès de Macdonald pour qu'il protégeât son flanc gauche en occupant Trente : de la sorte, les défenseurs autrichiens du Tyrol méridional ne pourraient venir renforcer l'armée de Bellegarde. Brune mettait donc à la disposition de Macdonald la division Rochambeau qui, partagée entre Salo, sur la rive droite du lac de Garde, et Rocca d'Anfo, sur la rive droite du lac d'Idro, ne comptait pas plus de 3.000 hommes.

Chargé par Macdonald de s'emparer de Storo, pour faciliter son débouché dans la vallée de la Sarca, Rochambeau en chassa l'arrière-garde de Davidowich qui, dès lors, recula lentement tout en combattant pour ménager aux Autrichiens le temps de se retirer sur Trente et dans le val Sugana.

Le 6 janvier 1801, Macdonald arrivait à Storo ; 25 lieues environ de chemins montagneux difficiles le séparaient encore de Trente, son objectif. Il constitua son avant-garde [1] avec la légion italique de Lecchi, la division Pully et hâta sa marche. On a vu que, de son côté, Baraguey-d'Hilliers descendait la vallée de l'Adige.

Quant à Brune, après avoir franchi l'Adige, il avait chargé Moncey, qui formait son aile gauche, d'en remonter le cours pour marcher contre Vérone, où sa jonction avec l'armée des Grisons devait s'opérer.

Laudon permit à Wukassowich et à Davidowich, en prenant finalement en aval de Roveredo, à Marco, une position aventurée, d'évacuer Trente et de se retirer par la vallée de la Brenta. Or, Trente ayant été occupé, le 6 janvier, par l'avant-garde de Macdonald, après une marche forcée par le col de Vezzano, et Moncey étant entré, le 5 janvier, dans Roveredo, où il demeura le 6 pour y attendre Rochambeau, Laudon se trouvait cerné par le Nord et par le Sud, entre Roveredo et Trente, près du fort de la Piétra.

[1] « Tant de difficultés, qu'on est embarrassé de décrire, irritaient les soldats de l'armée des Grisons, devenus de vrais montagnards, et augmentaient leur ardeur à les surmonter .. » Dumas [général Mathieu]. — *Précis des Événements militaires*, t. V, p. 285.

[1] Rochambeau avait reçu l'ordre de Brune, après s'en être emparé, de quitter Macdonald et de se rendre par Riva à Roveredo pour y rejoindre Moncey dont il va être question ; il y arriva dans la nuit du 6 au 7 janvier 1801.

Il n'hésita pas à manquer à l'honneur en demandant son salut à un mensonge. Il fit annoncer à Moncey, qui se préparait à l'attaquer, qu'un armistice venait d'être conclu entre les généraux en chef et obtint ainsi, de la loyauté de Moncey, une suspension d'armes par laquelle il consentit sans peine à évacuer la Piétra et à remettre Trente qu'il savait être déjà au pouvoir de Macdonald. Le soir même, Laudon utilisant, à l'insu de Moncey, un misérable sentier qui conduisait à Levico, gagnait, par la passe de Caldonazzo, cet endroit et le val Sugana [Brenta].

Moncey n'apprit qu'il avait été joué que lorsque, le fort de la Piétra une fois occupé, et s'étant porté sur Trente, il rencontra sur la route Macdonald.

Le général de Ségur a exposé d'une façon quelque peu dramatique ce déplorable mais instructif incident :

«...Mais Moncey, homme de cœur, avait l'esprit trop accessible à une foule de préoccupations : sa responsabilité lui donnait la fièvre... La pensée du sang qui allait couler le troubla. Tout ce qu'il désirait conquérir, la Piétra, Trente même, on le lui cédait. L'infortuné général s'arrêta ; la suspension d'armes qu'on lui demandait, il la signa...

« La Piétra ainsi abandonnée et l'ennemi disparu, les avant-postes de l'armée d'Italie, étonnés, rencontrent les nôtres [Grisons]. Moncey, consterné, aperçoit Macdonald, et apprend tout à la fois qu'il vient d'être victime d'une ruse de guerre ; que sa crédulité a fait manquer l'un des plus importants résultats de cette campagne ; qu'il va devenir la fable des trois armées : confus, humilié, sa faute l'écrase. En proie au même caractère qui la lui avait fait commettre, il faillit se tuer de désespoir. Macdonald perdait à cette mystification tout le fruit de son habile et rude manœuvre [1] ; il oublia tout pour le consoler [2] ! Quant à Brune, qui se vantait encore d'être terroriste, il fut moins généreux : furieux, il remplaça Moncey par Davout dans le commandement de son aile gauche ; mais Davout se refusa noblement à profiter de cette infortune ; forcé d'obéir, s'il vint à la Piétra, ce fut pour se mettre sous les ordres de son ancien et malheureux compagnon d'armes ! [1] »

(1) De Ségur fait trop bon marché ici de Brune et même de Moncey.

(2) Mathieu Dumas dit, en conservant la note juste : Moncey « rencontra les reconnaissances du général Macdonald qui le reçut à Trente et partagea sa surprise et ses regrets... » *Loc. cit.*, t. V, p. 294.

Armistice de Trévise le 16 janvier 1801. — L'armistice de Trévise que Brune conclut, sans exiger Mantoue, comme le lui avait ordonné le Premier Consul, et l'armistice de Steyer du 25 décembre 1800 entravèrent les mouvements de l'armée des Grisons. Oubliant qu'il avait été mis sous les ordres de Brune, Macdonald se montra très mécontent de n'avoir pas été consulté par lui sur les avantages que sa position pouvait procurer à l'armée des Grisons pour ses mouvements ultérieurs. Toutes ses divisions se trouvaient alors, en effet, en ligne sur l'Adige. Auffenberg, menacé de front, à Botzen, par Baraguey-d'Hilliers et Morlot qui l'y avaient acculé, était sur le point d'être enveloppé par Pully que Macdonald dirigeait sur ses derrières avec l'intention de n'arrêter son mouvement que lorsque, maître de Brixen et de Prunecken, il se serait ouvert la vallée de la Drave.

En vain Auffenberg invoqua l'armistice de Steyer : l'attaque de Botzen était commencée lorsque survint un colonel de l'état-major du général Moreau, le colonel Lenorman, qui parvint, non sans peine, à faire cesser le feu. Moreau qui, il est vrai, ignorait les progrès du général Macdonald, « voulait, dit Ségur, avoir conquis la paix à Hohenlinden et à Steyer. Macdonald, par amitié ou politique, céda : il se résigna à n'exiger que le libre passage dans Botzen et la réunion de ses corps au travers de cet obstacle. »

Mécontent de la conduite de Brune, le

(1) *Histoire* et *Mémoires*, t. II, pp. 122-124. Mathieu Dumas avait écrit plusieurs années auparavant : « Le général Brune .. envoya le général Davoust prendre le commandement du corps de l'aile gauche ; mais celui-ci, loyal compagnon d'armes, se bornant à commander la cavalerie et l'avant-garde, s'obstina à rester sous les ordres du général Moncey, et l'accompagna dans sa marche par la vallée de la Brenta sur Borgo-Val Sugana, jusques au débouché du Bassano. » *Précis des Événements militaires*, t. V, p. 294. De Ségur a fait tout entier son récit de la campagne d'hiver de 1800-1801, avec celui de Mathieu Dumas qu'il a omis de citer ; académicien, il s'est borné à déguiser ses emprunts en fleurissant son style.

Premier Consul lui enleva le commandement de son armée et ordonna de reprendre sur-le-champ les hostilités. Il ne s'apaisa que, lorsque, Bellegarde ayant consenti à lui remettre Mantoue, cette cession fut confirmée, le 9 février 1801, par le traité de Lunéville.

Lorsque, le 18 mars, Macdonald reçut de Bonaparte l'ordre d'évacuer le Tyrol et de rentrer en Suisse, il avait utilement employé son temps en faisant exécuter par plusieurs officiers qui dépendaient de lui une reconnaissance sérieuse des Alpes Rhétiques et des Alpes de la Valteline.

Observations. — Si, déjà, à propos des brillantes opérations de Lecourbe, on ne connaissait pas le dédain relatif qu'inspirait à Napoléon la guerre de montagne, on s'étonnerait de son injustice à l'égard des efforts héroïques déployés par l'armée des Grisons.

Tout d'abord Napoléon remarque que cette armée, également dénommée *armée de réserve,* imposa aux Autrichiens plutôt par son nom que par sa force réelle ; cependant elle servit, pendant une partie de novembre et de décembre, à paralyser près de 40.000 ennemis, tant de l'armée d'Allemagne que de celle d'Italie.

Il y a injustice à dire, sans tenir compte de faits cependant attestés par les généraux Mathieu Dumas et de Ségur qui en furent témoins :

« Le passage du Splügen offrait sans doute quelques difficultés ; mais l'hiver n'est pas la saison la plus défavorable pour le passage des montagnes élevées. Alors la neige y est ferme, le temps bien établi, et l'on n'a rien à craindre des avalanches, véritable et unique danger à redouter sur les Alpes. En décembre, il y a sur ces hautes montagnes de très belles journées d'un froid sec pendant lequel règne un grand calme dans l'air (1)... »

Le jugement porté sur les opérations elles mêmes, tendant à prouver que l'armée des Grisons ne participa en rien aux succès de l'armée d'Italie, a une autre importance, mais est également contestable en partie.

« ...Ce ne fut que le 6 décembre que l'armée des Grisons passa ensuite le Splügen et arriva à Chiavenna. Mais, au lieu de se diriger, par le haut Engadin, sur Botzen, cette armée vint se mettre en deuxième ligne, derrière la gauche de l'armée d'Italie. Elle ne fit aucun effet et ne participa en rien au succès de la campagne : car le corps de Baraguey-d'Hilliers, détaché dans le haut Engadin, était trop faible. Il fut arrêté dans sa marche par l'ennemi, et ne pénétra à Botzen que le 9 janvier, c'est-à-dire quatorze jours après les combats qui avaient été livrés par l'armée d'Italie sur le Mincio, et six jours après le passage de l'Adige par cette armée. Le général Macdonald arriva à Trente le 7 janvier, lorsque déjà l'ennemi en était chassé par la gauche de l'armée d'Italie, qui se portait sur Roveredo, sous les ordres de Moncey et de Rochambeau (1)... »

(1) *Commentaires*, t. IV, p. 318.

(1) *Commentaires*, t. IV, p. 318.

Si le Premier Consul avait tenu la promesse qu'il avait faite à Macdonald de lui donner une trentaine de mille francs, celui-ci eût pu communiquer à ses opérations une autre allure.

Si Macdonald ne s'est pas dirigé sur Botzen en partant de Chiavenna, c'est vraisemblablement parce que Trente lui avait été donné comme objectif. Il s'efforça d'y marcher par le chemin le plus court, mais la résistance des défenseurs du mont Tonale le contraignit à se rejeter vers le Sud. Finalement, après avoir surmonté bien des obstacles, il atteignit Trente le 6, et non le 7 janvier, assez à temps pour menacer sérieusement, avec le concours imprévu de Moncey, la retraite de Laudon et contribuer à le mettre à deux doigts d'une capitulation : en réalité, ce n'est pas Moncey qui prit Trente puisqu'il s'en trouva séparé par le corps de Laudon.

Il eût été préférable de signaler l'indépendance fautive avec laquelle Macdonald, qui ne disposait, d'ailleurs, que de forces insignifiantes, se conduisit envers Brune au commandement duquel il s'efforça constamment d'échapper.

C'est ce qu'a reconnu implicitement, en termes modérés, un historien de Ségur, qui était cependant bien favorable au commandant en chef de l'armée des Grisons :

« Macdonald, soit clairvoyance, soit effet d'un caractère haut et parfois ombrageux, reprochait à Brune de n'avoir pas secondé à temps sa pénible marche ; puis de n'avoir songé qu'à lui en ravir le but en le prévenant dans

Trente par son aile gauche. Il s'irritait surtout de ce qu'il ne l'avait considéré que comme l'un de ses lieutenants lorsqu'il l'avait enveloppé dans son armistice [1]. »

Rohan et Macdonald : 1635 et 1800-1801. — Un autre ami de Macdonald, son ancien chef d'état-major, Mathieu Dumas, n'a pas craint, après avoir établi un rapide parallèle entre les opérations de Rohan et celles de Macdonald, de donner la préférence à celui-ci. Les difficultés les plus sérieuses qu'ait eu à vaincre Macdonald ont été physiques et les principaux des combats qui appartiennent à sa campagne ont été livrés par ses lieutenants, Baraguey-d'Hilliers surtout.

Le duc de Rohan a eu, au contraire, à lutter sans cesse, et dans des conditions particulièrement critiques ; il en est sorti à son honneur, grâce à sa parfaite connaissance des principes de la guerre de montagne, et a régulièrement battu les armées qui lui furent opposées. Il a donc une place à part, et ce n'est pas Macdonald qui peut lui être opposé : en pareille matière, l'amitié est un mauvais conseiller et, comme d'habitude, fait perdre la mesure équitable que doit toujours conserver un historien.

(1) *Histoire et Mémoires*, t. II, p. 136.

CHAPITRE VI

CAMPAGNE DE 1866 DANS LE TYROL PAR LE GÉNÉRAL VON KUHN

SOMMAIRE

Généraux von Kuhn et Garibaldi. — Le général baron von Kuhn, né en 1817, était honorablement connu depuis la campagne d'Italie de 1859, qu'il avait faite en qualité de chef d'état-major du F.-Z.-M. Gyulai. Possédant bien le Tyrol, il eut, en outre, l'avantage de commander à des troupes qui s'y trouvaient depuis longtemps.

Né en 1807, Garibaldi [Giuseppe] avait mené une vie assez agitée jusqu'en 1848. Après avoir participé d'une façon honorable, à la tête d'un corps de volontaires formé par ses soins, à la lutte du Piémont contre l'Autriche, il défendit Rome contre l'armée française [1849]. Dix ans plus tard, revenu en Italie depuis 1854 à la suite de nombreux voyages, il joua, pendant la campagne de 1859, le rôle que l'on sait. L'année suivante, agent de Cavour, il entreprenait la fameuse expédition de Sicile, dite des « Mille », puis celle qui procura le territoire du royaume de Naples au Piémont et lui valut une po-

pularité et un prestige vraiment exceptionnels. Devenu gênant parce qu'il voulait aller trop vite en besogne, Garibaldi eut à lutter, en 1862, contre les troupes italiennes et fut blessé à Aspromonte. Bientôt amnistié, il offrit de nouveau, en 1866, ses services qui, naturellement, furent acceptés ; il était de ceux avec lesquels il faut compter.

Forces des deux partis. — Lorsque, à la suite de la défaite de Custozza, le général Garibaldi reçut l'ordre de se replier sur Brescia, son corps de Volontaires n'était pas encore en état d'agir sérieusement. Au commencement de juillet, les conditions s'étaient modifiées ; le 16 juillet, Garibaldi disposait, sans qu'il soit possible de préciser, de 30.000 à 36.000 hommes fournis par 5 brigades d'infanterie, 4 bataillons de bersaglieri, une demi-brigade de gardes nationaux mobiles de la Valteline, 1 compagnie d'infirmiers de l'armée et 4 batteries.

Les troupes autrichiennes comprenaient, depuis le 13 juin, 13.228 hommes, soit 13 bataillons, 23 compagnies de carabiniers provinciaux, 1 escadron de 141 chevaux et 6 batteries [32 bouches à feu].

La disproportion des forces respectives était donc considérable mais sérieusement compensée pour les Autrichiens par leur discipline, leurs aptitudes spéciales dans la montagne, et par la haute valeur de Kuhn.

Théâtre des opérations [*fig.* 63 et 67]. — Le Tyrol méridional fournit un exemple de pays de montagnes à vallées divergentes. Un pareil pays est tout particulièrement favorable au défenseur : il a, en effet, la facilité d'occuper une position centrale lui permettant, s'il part d'une conception juste, s'il est renseigné à temps et s'il dispose de troupes mobiles ayant un moral solide, de battre isolément les différentes colonnes de l'assaillant puisque, presque toujours, celui-ci est obligé de diviser ses forces.

L'Adige entre Mals et Roveredo forme la base de la défense ; quatre lignes d'opérations fournissant autant de secteurs en partent [1] :

1. De Prad à Bormio et dans la Basse-Valteline, par le Stelvio ;

2. De Trente, en remontant la vallée de la Noce, par Dermo, Clés, Malé, Dimaro, Val Strino, le Tonale, à Edolo : là une bifurcation conduit vers l'Ouest, par le val de Cortino, dans la vallée de l'Adda, et vers le Sud, dans le val Camonica que parcourt l'Oglio ;

3. De Trente à Vezzano, vers l'Ouest, dans le val Giudicaria que forme la Chiese et, par Alle-Sarche, Roncone, Cimego et Condino, jusqu'au lac d'Idro ; vers le Sud, à Riva, en descendant le cours de la Sarca ;

4. De Roveredo par Loppio à Torbole, Riva et Pieve di Ledro dans le val Giudicaria.

Ces lignes d'opérations sont reliées par des lignes transversales dont les principales sont :

1. celle de Merano sur l'Adige à Malé sur la Noce [val di Sole] par Saint-Gertrud [val d'Ulten] et Saint-Bernardo [val Rabbi] ;

2. celle de Merano à Clés par Revo [val Novella] ;

3. celle d'Ai Masi [route de Trente à Clés] à Comano [route de Trente à Tione] par Andolo et Molveno ;

4. celle de Dimaro [val di Sole] à Tione [val Giudicaria], par le col de Madona di Compiglio ;

5. celle de Ponte tre Arche [route de Trente à Tione] à Riva, par Campi, Fiave, Balsi et Pranzo.

L'importance stratégique de Trente, capitale du Tyrol italien, est suffisamment indiquée par ce fait qu'il est le point de croisement des routes déjà mentionnées de l'Adda et de l'Oglio, de Tione et de Riva et d'une quatrième allant à Banano par le val Sugana [cours de la Brenta] et Primolano.

Système de défense adopté par Kuhn ; répartition de ses forces. — Le théâtre de la lutte qui allait s'ouvrir était très étendu et présentait deux parties bien distinctes.

A l'Ouest, les deux vallées de l'Adda [Valteline] et de l'Oglio [val Camonica... val di Sole], dont les parties supérieures correspondent aux cols du Selvio et du Tonale, ne fournissaient qu'une voie indirecte à l'invasion du Tyrol.

Au Centre, la situation était plus défavorable pour les Autrichiens : de la Chiese, en effet, qui coule parallèlement entre les deux vallées de l'Oglio à l'Ouest et de l'Adige à l'Est, et dont la vallée supérieure communique directement avec Trente par le val

[1] Von Kuhn K. K. [feld-marschall-lieutenant Franz Freiherr]. — *Der Gebirgskrieg*, p. 54.



Fig. 67. — Défense du Tyrol en 1866.

Giudicaria, se détache le val di Ledro qui, par Riva et Roveredo, conduit aussi à Trente.

Kuhn allait tirer un merveilleux parti d'un pareil terrain dont il avait augmenté la force en se ménageant, à l'aide de *forts d'arrêt* [redoutes ou blockhaus], construits dans les vallées et aux principaux endroits de croisement des points d'appui et de ralliement ; une judicieuse répartition des troupes dans les différents secteurs compléta le système.

Dès le début des hostilités, il avait partagé ses forces en six groupes ou colonnes mobiles de force inégale.

Les quatre premières ou *réserves tactiques* étaient sensiblement de force égale [une demi-brigade mixte]; elles étaient postées sur les voies qui viennent d'être mentionnées.

Les deux derniers groupes, ou *réserves stratégiques*, dont la force dépassait celle des groupes précédents, étaient maintenus disponibles.

Les réserves tactiques reçurent les destinations suivantes :

Sur l'Adige supérieur, dans le Vintschgau, à Mals, Laatchs, Glurns, etc., et au Stelvio, face à l'Adda, la demi-brigade du major de Metz, forte de 12 compagnies d'infanterie et de 1/2 batterie de fuséens, eut pour mission de surveiller le débouché de l'Adda par Bormio, et de garder, entre le Stelvio et l'Adige, le blockhaus de Trafoi et la redoute de Gomagoï.

Dans le val di Sole ou de Sulzberg, à Malé, la demi-brigade du major Albertini, forte de 13 compagnies d'infanterie, d'une section de cavalerie de 31 hommes et de 1/2 batterie d'obusiers de montagne, fut chargée d'occuper la redoute de Strino et d'observer du Tonale le débouché du val di Camonica [l'Oglio] par Edolo.

Dans le val Giudicaria [la Chiese], voie d'invasion présumée, notamment à Tione, la demi-brigade du lieutenant-colonel de Höffern, forte de 10 compagnies d'infanterie, d'une section de cavalerie de 26 hommes et de 1/2 batterie de fuséens, occupa les trois redoutes de Larino, de Revegler et de Danzolino construites en avant de Lardaro, de manière à couvrir le col de Roncone ; elle eut à surveiller toute la section d'aval de la Chiese jusqu'à la Rocca d'Anfo située sur la rive ouest du lac d'Idro.

Enfin, dans le val Ampola, qui fait suite au val di Ledro, la demi-brigade du lieutenant-colonel de Thour, forte de 10 compagnies d'infanterie, d'une section de cavalerie de 21 hommes et de 1/2 batterie dont le gros était établi à Riva, occupa la redoute du val Ampola, avec mission de surveiller directement, par Storo, la Chiese et Rocca d'Anfo.

Aux ouvrages de fortification passagère déjà cités, ajoutons ceux d'Ai-Massi et de Spormaggiore situés au nord de Trente.

La première réserve stratégique, constituée par la brigade du général-major de Kaim, était forte de 5 bataillons 1/2, 1/4 d'escadron et 1 batterie 1/2, ce qui donnait 4.407 fantassins, 63 cavaliers et 12 pièces.

La deuxième réserve stratégique, formée par la demi-brigade du colonel de Montluisant, comprenait 2 bataillons 2/3, soit 2.580 fantassins et 4 pièces.

Elles furent placées entre Trente et Comano.

Le général von Kuhn avait établi à Comano son quartier général qui était relié télégraphiquement avec les différents postes.

De la ligne Trente-Comano, Kuhn comptait, imitant Berwick ([1]), « faire ses navettes à propos » et « couper au plus court pendant que l'ennemi serait obligé de faire un circuit. »

Ainsi que lui-même l'a fait remarquer : « de cette position on pouvait de plus soutenir à temps les réserves tactiques et exécuter des mouvements offensifs du côté du val di Ledro par Balin, Campi et monte Pichea ; ou marcher directement de Tione contre Condino ; ou enfin, en portant l'aile droite en avant par la hauteur de Malga contre le Monte Bruffione, tomber sur le flanc de l'adversaire.

« La position de Lardaro avec ses travaux de fortification permanente formait, dans chacun de ces trois cas, la base et le pivot des opérations ([2])... »

Ce qui frappe tout particulièrement quand on s'efforce d'étudier à fond l'histoire d'une opération de guerre en montagne, c'est la pénurie presque complète de documents re-

([1]) Lettre du 8 mai 1709 à Louis XIV.
([2]) *Der Gebirgskrieg*, p. .

latifs à la question capitale cependant des approvisionnements de toutes sortes : ici plus que partout ailleurs, il suffit que l'on ait vécu. Von Kuhn ne manqua pas de donner à ce sujet les ordres les plus précis.

On établit donc : 1° un magasin mobile à Trente, avec des détachements à Lavis, à Matarello ; un dépôt de viande sur pied à Inspruck ; un dépôt de distribution de viande à Salurn, avec des annexes à Schlanders et à Trente ; 2° un magasin principal d'approvisionnement à Trente ; 3° quatre annexes ayant chacune les rations nécessaires pour nourrir 2.000 hommes pendant un mois à Glurns, Clés, Tione et Riva.

4° Enfin il fit déposer dans les ouvrages fortifiés les approvisionnements suivants :

Secteurs et Forts	Rations	Cartouches
Secteur du Vintschgau :		
Fort de Nanders.	14 664	20 484
Fort de Gomagoï	8.132	19.980
Secteur des vallées de la Nous et de la Soulz :		
Fort du val di Strino . .	3.544	19.980
Secteur de la Giudicaria :		
Fort de Lardaro.	24 772	22 200
Secteur de Riva :		
Fort d'Ampola	6.114	6 600
Fort de San Nicolao . . .	5 980	15.540 (avec Fort Riva)
Fort de Nago.	4.764	22.200
Vallée de l'Adige ou à proximité :		
Fort de Bucco di Vela. .	8.108	—
Fort de Rochetta	10.696	8 800

« Dès que, dit von Kuhn, les approvisionnements en vivres placés dans les forts venaient à s'épuiser, on les remplaçait par des vivres tirés des magasins intermédiaires, qui n'en étaient séparés que par une marche de quelques heures et qui se ravitaillaient à leur tour au grand magasin principal établi à Trente.

« Cette répartition des magasins d'approvisionnement et l'existence dans les forts de dépôts de cartouches mettaient le commandant des troupes en état d'entreprendre avec ses réserves stratégiques, fortes de 6.900 combattants environ [1], dans chacun des secteurs énoncés ci-dessus, des opérations offensives pouvant durer plusieurs jours, sans avoir à s'inquiéter des mesures à prendre pour assurer leur ravitaillement en vivres et en munitions.

« Ce fut grâce à ces dispositions que, même pendant le cours des opérations les plus difficiles, on put, non seulement assurer la régularité des distributions, mais encore faire bien vivre les troupes et leur donner toujours et partout une ration double [1]. »

Opérations militaires

Laissons de côté les tâtonnements de la fin de juin répondant aux pures démonstrations de Garibaldi qui ne disposait encore que de forces insignifiantes ; dès le commencement de juillet, il eut pour lui la supériorité numérique.

Combat de Monte-Suello, le 3 juillet. — Attaquées sur la rive droite du lac d'Idro, au monte Suello, entre Lodrone et Rocca d'Anfo, par la brigade Corte [1er et 2e régiment, 2e bersaglieri], 5 compagnies de la colonne Hoffern doivent finalement reculer sur Darzo : les munitions leur ont fait défaut ; elles ont perdu 70 hommes, mais elles ont infligé une perte quintuple aux troupes de Garibaldi qui, lui-même, a été blessé.

Combat de Vezza, le 4 juillet. — Le lendemain, une colonne italienne en marche sur le Tonale a dépassé Edolo lorsqu'elle se heurte, à Vezza, contre le major Albertini : il la repousse, avec une perte d'environ 250 hommes, au delà d'Incudine ; lui-même compte à peine 20 hommes hors de combat.

Le 5 juillet, Garibaldi établit son quartier général à Rocca d'Anfo et prépare une attaque générale.

Du 7 au 14 juillet. — Les colonnes autrichiennes avaient reçu l'ordre de reprendre leurs anciens emplacements tout en conservant le contact. C'est ce qui explique que les volontaires aient pu, du 7 au 12 juillet, au prix de quelques combats insignifiants, progresser, à droite, dans le val Ampola jusqu'à Storo, et à gauche, dans le val Giudicaria, jusqu'à Condino-Brione.

Le 11 juillet, le colonel Guicciardi a échoué dans une attaque dirigée contre le major de Metz qui est demeuré maître du Stelvio.

Le 14, le quartier-général garibaldien est à Darzo.

(1) Brigade du général-major von Kalm : 4.400 hommes ; brigade du colonel baron Montluisant : 2.500 hommes.

(1) *Guerre de montagne*, p. 150.

Déjà, Kuhn a réuni ses réserves stratégiques en position d'attente à l'intersection des deux lignes Trente-Tione et Riva-Massi, par Fiane et Molveno.

Journée du 16 juillet. — Lorsque les projets de son adversaire se sont suffisamment dessinés, Kuhn grossit de ses réserves stratégiques la demi-brigade Höffern à Tione et, du col de Narone à Storo, par Cimego, l'attaque à l'improviste. Menacé sur sa ligne de retraite, Garibaldi doit battre en retraite : il compte 235 hommes, dont 2 officiers, hors de combat : les pertes des Autrichiens ne dépassent pas 30 hommes dont 2 officiers.

Prise du fort de val Ampola, le 19 juillet. — La journée du 19 juillet est marquée par un succès des Italiens. La garnison du fort de val Ampola qu'ils ont enveloppé à la faveur d'un mouvement rétrograde des Autrichiens, doit se rendre après un bombardement violent et malgré une tentative de secours : Garibaldi fait là 172 prisonniers et prend 2 canons.

Le 21 juillet, il se rapproche de Riva en établissant son quartier général à Tiarno di Sopra ; dans le val Giudicaria, ses troupes marchent vers Lardaro.

Situation nouvelle des deux partis. — A cette époque, l'évacuation de la Vénétie par l'armée autrichienne du Sud et la situation nouvelle faite aux garnisons du quadrilatère avaient découvert le flanc gauche des défenseurs du Tyrol et rendu possible l'invasion du Tyrol italien.

Les lignes d'opérations situées à l'est de l'Adige et conduisant en Vénétie sont au nombre de quatre dont deux seulement, celle de Vienne à Roveredo et celle de Bassano à Trente par Primolano, purent être utilisées par les Italiens.

Le général von Kuhn allait donc avoir désormais à soutenir l'attaque dans six secteurs principaux : celui de la haute vallée de l'Adige ; celui du val di Sole ; celui du val Giudicaria ; celui de la Sarca inférieure avec Riva ; celui du val Sugana et celui du Pusterthal.

Dès le 19 juillet, après un premier avertissement reçu pendant le combat du 16, Kuhn est prévenu que la division italienne Medici, détachée de l'armée du général Cialdini, marche sur Trente en deux colonnes parties, l'une de Bassano [val Sugana], l'autre de Vicence [val d'Arsa].

Or, depuis dix jours déjà, il avait chargé le major Pichler de surveiller, avec 4 compagnies d'infanterie, 2 compagnies de chasseurs tyroliens, quelques soldats du génie et 1/2 batterie de fuséens, les débouchés de ces deux vallées.

Combats de Condino et de Bececa, le 21 juillet. — Von Kuhn veut, avant de ramener ses troupes vers l'Est pour recevoir l'attaque de Medici, faire reculer Garibaldi. En conséquence, le 21 juillet, il prend de nouveau l'offensive avec deux colonnes peu distantes l'une de l'autre.

A droite, une colonne, formée par la réunion de la réserve tactique de Höffern et de la réserve stratégique de Kaim, part de Lardaro, repoussant les Italiens à Cimego et, conformément à l'ordre reçu, se borne à les tenir en respect à Condino.

A gauche, une colonne, formée par la réunion de la réserve tactique de Grünne qui a remplacé Thour dans son commandement et de la réserve stratégique de Montluisant, se subdivise pour marcher sur Bececa par le val de Conzei en partant du monte Pichea et par le val di Ledro.

La résistance des Italiens fut honorable ; finalement battus, ils perdent 700 hommes tués ou blessés et 1.104 prisonniers dont 21 officiers. Les pertes des Autrichiens ne sont que de 107 hommes dont 13 officiers.

Du 23 au 24 juillet, von Kuhn revient sur Trente. — Pendant que Garibaldi, qui a transporté son quartier général à Cologna, dans le val Giudicaria, s'avance timidement surtout dans le val di Ledro, Kuhn prend une détermination énergique. Sa présence est nécessaire à Trente dont Medici se rapproche : il laisse devant Garibaldi les deux réserves tactiques Höffern et Grünne et, dans la nuit du 23 au 24 juillet, revient rapidement à Trente avec les réserves stratégiques.

Marche du général Medici. — Dès la veille, le 22, le général Medici s'était heurté au sud de Primolano, à Cismone, contre les avant-postes du major Pichler. Celui-ci, luttant pied à pied, le 22 et le 23, contre des forces bien supérieures, parvint à retarder sa marche à Primolano et à Borgo.

Le 24 au soir cependant, les Italiens occupent Pergine. La veille, Medici a détaché sur sa gauche le colonel Negri en le chargeant de gagner, par Caldonazzo, Calcenarica, Vigolo et le val Sorda, le point de Matarello pour y couper le chemin de fer de Vérone à Trente. Lui-même se prépare à marcher sur Trente, s'attendant à voir le gros des troupes impériales soutenir le détachement de Pichler.

Projet du général von Kuhn. — Déjà, en effet, Kuhn a arrêté sa ligne de conduite. Comme la marche de Garibaldi est très lente, il espère avoir le temps d'essayer d'envelopper la division Medici avant de se retourner contre lui : à cet effet, il fait occuper Strigno, Caldonazzo sur ses flancs et tenir solidement Pergine.

Les deux partis allaient donc en venir aux mains lorsque la suspension d'hostilités qui précéda l'armistice vint mettre un terme à la lutte. Bien que la sanction véritable ait manqué au projet du général von Kuhn, il y avait intérêt à le mentionner pour montrer que, de toute façon, Trente eût été énergiquement défendu.

La marche de la colonne Negri fut arrêtée du même coup ; elle était, d'ailleurs, tenue en échec à Vigolo, après avoir été vigoureusement repoussée, le 25, dans le val Sorda.

En réalité, Garibaldi s'est peu éloigné des frontières lombardes. Dans le val Giudicaria, il n'a point dépassé Cimego, distant de 15 kilomètres à peine de la frontière, et est toujours tenu en échec, depuis le 16 juillet, par l'ouvrage de Lardaro qui barre la vallée. La prise du fort du val Ampola lui a permis d'occuper le val Ampola et de s'avancer jusqu'à Molina : il a donc progressé de 17 kilomètres environ dans la vallée supérieure de Ledro ; là se bornent les progrès réalisés de ce côté.

En somme, le Tyrol méridional ou italien était à peine entamé.

Trente n'était que menacé. En empêchant les Italiens de s'en emparer, le général von Kuhn avait largement rempli sa mission : toute revendication italienne était écartée en principe et la tâche des négociateurs allait être singulièrement facilitée ; double résultat dont tout l'honneur lui revient.

INDEX

NOTA. — *Les noms des personnes sont indiqués en caractères gras, ceux des lieux [combats, etc.] en caractères italiques, les noms des auteurs, à l'exception de ceux qui participèrent aux événements, n'ont pas été répétés.*

A

B

D

E

M

ERRATA

P. 8, colonne de gauche, dernière ligne, lire « Krüdner », au lieu de « Krüdener ».

P. 13, colonne de droite, 13e ligne, lire « Chakofskoy », au lieu de « Chahofskoy ».

P. 85, colonne de droite, 13e et 33e lignes, lire « Souvorow », au lieu de « Souvarow ».

P. 127, colonne de gauche, 27e ligne, lire « voie », au lieu de « voix »

P. 130, 8e ligne, lire « Kouropatkine », au lieu de « Kroupatkine ».

P. 179, colonne de droite, 8e ligne, lire « Wafangou », au lieu de « Wafangon ».

P. 243, colonne de droite, 10e ligne, lire « Mouty », au lieu de « Mouly ».

P. 247, placer le titre « Livre deuxième » au-dessus de « Expédition du Mexique » [1861-1867].

P. 250, colonne de droite, 8e ligne, lire « Dyke », au lieu de « Wyke ».

P. 312, colonne de droite, 7e ligne, lire « colonel du gé- », au lieu de « colonel de gé ».

P. 317, au bas, lire « 1° Historique... », au lieu de « Historique... »

P. 317, colonne de gauche, au bas, lire « de mai au 25 octobre 1833 », au lieu de « mai 1883 au 25 octobre 1884 ».

P. 318, colonne de gauche, 34e ligne, lire « 25 octobre 1883 au 12 février 1884 », au lieu de « 25 octobre au 12 février 1834 ».

P. 355, au bas de la colonne de gauche, lire « du 28 octobre au 17 novembre », au lieu de « du 28 août au 17 novembre ».

P. 385, I. Troisième Période, lire « du 17 mai au 14 juillet 1895 », au lieu de « du 17 mai au 14 juillet 1893 ».

P. 438, colonne de gauche, 24e ligne, lire « masqué », au lieu de « marqué ».

TABLE DES MATIÈRES

GUERRE RUSSO-TURQUE OU GUERRE D'ORIENT (1877-1878)

LA GUERRE SINO-JAPONAISE (1894-1895)

LIVRE SIXIÈME

CONQUÊTE DU DAHOMEY [1892-1894]

LIVRE SEPTIÈME

EXPÉDITION DE MADAGASCAR [1894-1895]

LIVRE SEPTIÈME

LA GUERRE SUD-AFRICAINE [10 OCTOBRE 1899 AU 31 MAI 1902]

LIVRE HUITIÈME

EXPÉDITION DE CHINE [1900-1901]

HUITIÈME PARTIE

LA GUERRE EN MONTAGNE

Saint-Amand, Cher. — Imprimerie BUSSIÈRE





